



HAL
open science

” Tous ensemble !” ? Les dynamiques de transformation de la gauche radicale française

Romain Mathieu

► To cite this version:

Romain Mathieu. ” Tous ensemble !” ? Les dynamiques de transformation de la gauche radicale française. Science politique. Université de Lorraine, 2015. Français. NNT : 2015LORR0155 . tel-01754470

HAL Id: tel-01754470

<https://hal.univ-lorraine.fr/tel-01754470>

Submitted on 30 Mar 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

D'autre part, toute contrefaçon, plagiat, reproduction illicite encourt une poursuite pénale.

Contact : ddoc-theses-contact@univ-lorraine.fr

LIENS

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 122. 4

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 335.2- L 335.10

http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg_droi.php

<http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/droits/protection.htm>



UNIVERSITÉ
DE LORRAINE

ECOLE DOCTORALE SJPEG

(SCIENCES JURIDIQUES, POLITIQUES, ECONOMIQUES ET DE GESTION)

« *Tous ensemble !* » ?

Les dynamiques de transformation de la gauche radicale française

Thèse pour l'obtention du grade de
Docteur en science politique de l'Université de Lorraine

Présentée et soutenue publiquement le 19 novembre 2015

par

Romain MATHIEU

Devant un jury composé de :

M. Dominique ANDOLFATTO

Professeur de science politique à l'Université de Bourgogne, directeur de thèse

M. Etienne CRIQUI

Professeur de science politique à l'Université de Lorraine, directeur de thèse

Mme. Fabienne GREFFET

Maître de conférences de science politique à l'Université de Lorraine

Mme. Florence HAEGEL

Professeure de science politique à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris

M. Michel HASTINGS

Professeur de science politique à l'Institut d'Etudes Politiques de Lille, rapporteur

M. Rémi LEFEBVRE

Professeur de science politique à l'Université de Lille 2, rapporteur

L'Université de Lorraine n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

Remerciements

Mes premiers remerciements vont à Dominique Andolfatto et Etienne Criqui, pour leur direction de thèse alliant patience et disponibilité, leurs nombreux conseils et suggestions de lecture, mais aussi la bienveillance dont ils ont toujours fait preuve. Mes remerciements vont également à Fabienne Greffet, Florence Haegel, Michel Hastings et Rémi Lefebvre qui m'ont fait l'honneur d'accepter de lire et de juger ce travail. Je remercie également tous les politistes de l'IRENEE pour leurs nombreux conseils et suggestions, et leur disponibilité constante alors que rien ne les y obligeait. En particulier, Laurent Olivier et Anne Jadot qui ont guidé mes premiers pas dans la recherche en science politique ; Thierry Choffat avec qui nous partageons un même intérêt pour l'étude des partis de gauche radicale ; Carole Bachelot qui, en opérant une relecture aussi bienveillante qu'exigeante de quelques chapitres de cette thèse, a influé bien au-delà ; Fabienne Greffet, Michel Mangenot et Claude Proeschel enfin, pour les conseils, remarques et suggestions dont ils m'ont fait bénéficier tout au long de ces années. Une thèse se nourrit également des nombreuses rencontres et discussions lors d'évènements scientifiques. Je remercie tous ceux rencontrés dans ces cadres et avec lesquels les échanges ont avec constance nourrit cette thèse.

Je ne saurais omettre de remercier mes proches pour leur soutien et leur compréhension, en particulier lorsqu'ils me faisaient la gentillesse de me croire, à chaque fois que, de bonne foi, je leur assurais que j'avais bientôt terminé ; Aline pour son soutien indéfectible, sa présence constante et sa patience, elle qui a partagé avec moi les petits bonheurs autant que les affres et incertitudes qui forment le lot commun de ce que l'on appelle doctorat ; mon frère avec lequel les déjeuners familiaux se sont si souvent transformés en échanges passionnés tournant parfois à la querelle des méthodes entre sciences « dures » et sciences humaines. Qu'ils soient ici remerciés de leur présence et de leur compréhension ces dernières années.

Cette thèse n'aurait jamais pu être réalisée sans la participation, souvent enthousiaste, de nombreux militants. Qu'il s'agisse de répondre à un questionnaire, d'échanger dans et autour des différents évènements partisans observés, ou de réaliser un entretien ou plusieurs, j'ai toujours rencontré des personnes disponibles et intéressées et un accueil chaleureux. Trop nombreux pour être tous cités, j'espère qu'ils se reconnaîtront dans ces quelques mots de remerciement. Je souhaite remercier tout spécialement ceux qui ont grandement contribué à la réalisation des différents volets de cette enquête de terrain, notamment en m'ouvrant toutes grandes les portes de leurs congrès, ou en se plaçant dans un rôle de passeur : Jacques Chabalier, Yann Cochin, Eric Coquerel, Eric Defranould, François Delapierre, Fred Dumont, Frédéric Génévée, Helen Gilda-Duclos, Emmanuel Girod, Pierre Hanegreefs, Patrick Hatzig, Alain Krivine, Pierre Laurent, Patricia Neau, Marie-Pierre Oprandi, Sylvie Petit, Bora Yilmaz et Patrice Zolfo.

Liste des principales abréviations utilisées

ACU	Association des communistes unitaires
ADS	Alternative démocratie socialisme
AREV	Alternative rouge et verte
ATTAC	Association pour la taxation des transactions et l'action citoyenne
BN	Bureau national
CA	Convergences et alternative
CAP	Convention pour une alternative progressiste
CEN	Comité exécutif national
CERES	Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste
CFDT	Confédération française et démocratique du travail
CGT	Confédération générale du travail
CN	Conseil national
CNCCFP	Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques
CNR	Comité national pour un référendum
CPN	Conseil politique national
EELV	Europe-Ecologie/Les Verts
FASE	Fédération pour une alternative sociale et écologique
FG	Front de gauche
FO	Force ouvrière
FSU	Fédération syndicale unitaire
GA 54	Gauche alternative 54
GA	Gauche anticapitaliste
GR	Gauche républicaine
GS	Gauche socialiste
GU	Gauche unitaire
GUE-GVN	Gauche unie européenne-gauche verte nordique
JC	Jeunes communistes
JCR	Jeunesses communistes révolutionnaires
LC	Ligue communiste
LCR	Ligue communiste révolutionnaire
LO	Lutte ouvrière
M'Pep	Mouvement politique d'éducation populaire

MARS	Mouvement pour une alternative républicaine et sociale
MARS-GR	Mouvement pour une alternative républicaine et sociale - Gauche républicaine
MDC	Mouvement des citoyens
MGP	Mouvement de la gauche progressiste
MJS	Mouvement des jeunes socialistes
MRC	Mouvement républicain et citoyen
MUP	Mouvement unitaire progressiste
NES	Nouvelle école socialiste
NPA	Nouveau parti anticapitaliste
NPS	Nouveau parti socialiste
OCI	Organisation communiste internationaliste
PCF	Parti communiste français
PCmlf	Parti communiste marxiste-léniniste de France
PCOF	Parti communiste des ouvriers de France
PG	Parti de gauche
PGE	Parti de la gauche européenne
POI	Parti ouvrier indépendant
PRG	Parti radical de gauche
PRS	Pour la République sociale
PS	Parti socialiste
PSU	Parti socialiste unifié
PT	Parti des travailleurs
RS	République et socialisme
SUD	Solidaires unitaires démocratiques
TCE	Traité établissant une constitution pour l'Europe
UEC	Union des étudiants communistes
UNEF	Union nationale des étudiants de France
UNSA	Union nationale des syndicats autonomes
VDT	Voix des travailleurs

Introduction générale

Chapitre 1. Méthodologie et corpus d'enquête. Une approche plurielle de la gauche radicale

Partie 1. La genèse d'une coalition partisane. Entre convergences et processus parallèles

Chapitre 2. Enthousiasme et désillusions. Les ajustements successifs du PCF aux variations des opportunités politiques (2005-2008)

Chapitre 3. Continuer 2005 ! Une expérimentation inachevée et conflictuelle de l'unité

Chapitre 4. Entre affirmation d'une tendance contestataire et jeu sur les frontières partisans

Chapitre 5. Faire dissidence. Désaffiliation partisane et transformation des modalités d'action collective (2005-2008)

Partie 2. Faire société. La gauche radicale et ses partisans

Chapitre 6. La production sociale du collectif partisan

Chapitre 7. Sociographie comparée des militants du PG, du NPA et du PCF

Chapitre 8. La place et le rôle des élus dans les partis de la gauche radicale

Partie 3. Faire l'unité. Du mythe à la pratique conflictuelle de l'unité

Chapitre 9. Tout changer pour que rien ne change ? Fluidité et instabilité de l'espace de la gauche radicale (2005-2012)

Chapitre 10. L'institutionnalisation d'une coalition partisane. Dynamiques de jeu, ajustements réciproques et relations asymétriques

Chapitre 11. L'économie symbolique de la coalition

Conclusion générale

Bibliographie générale

Annexes

Table des matières

Introduction générale

« Au quatrième, dans mon HLM,
y a celui qu'les voisins
appellent « le communiste »,
même qu'ça lui plaît pas bien,
y dit qu'il est trotskiste !
j'ai jamais bien pigé
la différence profonde,
y pourrait m'expliquer
mais ça prendrait des plombes »

Renaud, *Dans mon HLM*, 1980.

La désunion de la gauche radicale fait partie des représentations les plus répandues et les plus solidement ancrées. En témoigne cet extrait dans lequel Renaud pointe, avec autant d'ironie que de justesse, la difficulté des profanes à saisir ce qui se joue dans les luttes qui opposent des organisations pouvant *a priori* être considérées comme proches idéologiquement. La diversité des dénominations usitées – « gauche de la gauche », « gauche de gauche », « gauche antilibérale », « extrême gauche plurielle », « gauche communiste plurielle », « gauche radicale », « famille anticapitaliste », etc. – illustre parfaitement la lecture dominante de cet espace au prisme de son hétérogénéité. Les analyses des résultats électoraux obtenus par des candidats de gauche radicale et parues dans la presse constituent autant d'exemples de cette grille de lecture. Ainsi peut-on lire dans *Libération*, au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle de 2002 qu'Arlette Laguiller et Olivier Besancenot ont obtenu leur « revanche » : « Pour les trotskistes, la revanche est double. Sur l'Histoire d'abord. Même en rang dispersé, les deux principales chapelles trotskistes devançant désormais le PCF, leur frère ennemi en communisme »¹. Le même quotidien appliquera cette grille de lecture, non plus à la seule extrême gauche trotskiste, mais à une plus vaste et plus vague « gauche de la gauche » lors de l'élection présidentielle de 2007 pour laquelle l'une des explications du nouveau revers du Parti communiste français (PCF)² tenait précisément dans une « gauche de la gauche divisée et déchirée »³.

¹ *Libération*, 22 avril 2002, « LO-LCR : la victoire en déchantant ».

² Michel Offerlé met en garde, à juste titre, contre l'anthropomorphisation des collectifs qui conduit à appréhender les partis comme des « entités réifiées » pour employer les termes de Frédéric Sawicki. Néanmoins, appréhendant les interactions entre organisations de gauche radicale, par facilité de langage, nous désignerons par le « PCF », la « LCR », etc., ces collectifs tout en gardant à l'esprit que ces collectifs n'existent que par l'action des porte-paroles et les concurrences entre équipes pour l'appropriation du « capital collectif » de l'organisation. Cf. Offerlé Michel, *Les partis politiques*, Presses universitaires de France, 2^e édition, Paris, 1991 p. 5-17 ; Sawicki Frédéric, *Les Réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Editions Belin, Paris, 1997, p. 14 ; Lagroye Jacques, François Bastien et Sawicki Frédéric, *Sociologie politique*, Presses de Sciences Po / Dalloz, 5^e édition, Paris, 2006, p. 262.

³ *Libération*, 23 avril 2007, « Avec Buffet, le PCF tombe de (pas très) haut ».

Les analyses militantes sont largement convergentes et identifient la désunion comme l'une des raisons de leur impuissance. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, José Bové lui attribue son piètre résultat lors de l'élection présidentielle de 2007 : « *Ce soir, nous mesurons le gâchis électoral qu'a constitué la division des forces de gauche qui ne se reconnaissent pas dans le programme du Parti socialiste* »¹. Cette thématique renvoie à des divisions et méfiances réciproques anciennes et constamment renouvelées. Ainsi des railleries brocardant l'art de la division des militants trotskistes pour lesquels « *à deux, c'est la tendance, à trois c'est la scission* »². Les expressions militantes ne manquent ainsi pas pour souligner la division de l'extrême gauche ou plus largement de la gauche radicale : le titre de l'ouvrage consacré à la position du Parti communiste français dans la stratégie du programme commun par le dirigeant communiste Etienne Fajon, *L'union est un combat*, est passé dans le langage commun militant pour désigner toute logique unitaire au-delà de son contexte strict d'origine, tout comme est régulière l'expression selon laquelle il est nécessaire d'être « unitaire pour deux », etc. Les anathèmes croisés, pour reprendre l'analogie employée par Henry Rey, entre « gauchistes » et communistes lors des événements de mai 68³ constituent une autre illustration de ces méfiances et rejets qui séparent, parfois de manière irréconciliable, les différents partis et groupes militants évoluant à la gauche du Parti socialiste (PS). Parmi de nombreux exemples possibles, Alain Amicabile, ancien secrétaire fédéral (rénovateur) du PCF en Meurthe-et-Moselle, évoque le virulent rejet que manifestent les militants communistes envers les trotskistes :

« A l'époque je travaillais au montage de la nouvelle aciérie de Gandrange en Moselle. Les discussions occupaient beaucoup nos journées sur tous les chantiers, avant et après la campagne. C'est là que j'ai lu pour la première fois « Rouge », le journal de la LCR et les éditos ou articles de Krivine. Malgré tout le mal qu'on en disait au PC, je n'arrivais pas à voir ce qu'ils contenaient de malsain pour nous les ouvriers. Je m'en suis ouvert auprès de camarades, car j'étais pour l'essentiel d'accord avec ce que je lisais dans ce journal. On m'a répondu que c'était ça, justement, « le piège trotskiste », parler le langage de la classe ouvrière pour mieux la tromper. »⁴

Les partis les plus récents ne sont pas épargnés par cet art de la critique et de la recherche des (petites) différences. Le compte-rendu publié par la délégation du Nouveau parti anticapitaliste

¹ *Aujourd'hui en France*, 23 avril 2007, « Consternation chez Bové ».

² Cette boutade, tout autant que les représentations qu'elle véhicule, n'est pas spécifique à la gauche radicale française comme en atteste l'exemple de la gauche mexicaine étudiée par Hélène Combes citant une variante de cette expression : « *Prenez trois gauchistes et vous aurez bientôt cinq organisations* ». Cf. Combes Hélène, *Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique*, Editions Karthala, Paris, 2011, p. 19.

³ Rey Henry, « Les anathèmes gauchistes contre le PCF et la CGT », in *Savoir/agir*, 6, 2008, p. 23-28 ; Bouilland Paul, Ethuin Nathalie et Mischi Julian, « Les disqualifications des gauchistes au sein du PCF. Enjeux sociologiques et stratégiques », in *Savoir/agir*, 6, 2008, p. 29-39 ; Mischi Julian, « Le PCF face au « problème gauchiste » », in Richard Gilles et Sainclivier Jacqueline (dir.), *Les partis à l'épreuve de 68. L'émergence de nouveaux clivages, 1971-1974*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2012, p. 209-222 ; Courtois Stéphane et Lazar Marc, *Histoire du Parti communiste français*, Presses universitaires de France, Paris, 1995, p. 329-337.

⁴ Amicabile Alain, *Remercie la neige. Une histoire du Pays-Haut lorrain*, Editions Syllepse, Paris, 2006, p. 75.

(NPA) au congrès de Bordeaux du Parti de gauche (PG) en 2013 dénonce ainsi le souverainisme – réel ou supposé – du parti fondé par Jean-Luc Mélenchon :

« les discours des principaux dirigeants du PG – Delapierre, Billard, Coquerel, Mélenchon – ont marqué de fait une accentuation des côtés souverainistes, nationalistes déjà contenus dans le programme du PG. »¹

Lutte ouvrière (LO) n'est pas en reste et dénonce un PG « réactionnaire » et « bourgeois » :

« Le devoir des communistes révolutionnaires est de dire la vérité, qui consiste à qualifier le Parti de gauche de parti bourgeois à la recherche d'une voie vers le pouvoir. »²

La mise en place d'une coalition – le Front de gauche (FG) – entre différents partis de l'espace de la gauche radicale ne conduit pas à l'abandon des principes de classement fondés sur les trajectoires militantes des uns et des autres et/ou sur les clivages historiques entre organisations de gauche radicale. Les résistances exprimées par les segments du PCF les plus attachés à l'affirmation d'une forte identité communiste au principe même de cette coalition et/ou à celui du soutien du PCF à un candidat non issu de ses rangs sont ainsi l'occasion d'une mobilisation de ces stigmatisations. Ainsi, des propos du député communiste André Gerin lors du XXXIV^e congrès du PCF en décembre 2008 :

« Ne renouvelons pas la piètre expérience de la nébuleuse des collectifs antilibéraux en nous fourvoyant avec Mélenchon et son Parti socialiste bis. »³

C'est encore la trajectoire militante du fondateur du PG qui est mobilisée par des communistes pour s'opposer à sa candidature à l'élection présidentielle de 2012 :

« Mélenchon a déjà commencé sa campagne, ne pas oublier qu'il est un produit du PS, zélé défenseur du traité de Maastricht. »⁴

« Pourquoi avoir choisi de propulser Mélenchon ? Social-démocrate (ex OCI), il trouvait que Maastricht était un « bon compromis de gauche » ! Il ramène tout à 2012 en bonne voiture-balai du PS. Il veut étouffer le PCF (perte déjà de 50 % de nos élus régionaux). Le Front de gauche, resucée des collectifs antilibéraux, nous écarte du besoin exprimé dans les luttes d'un PCF plus influent. »⁵

Ces discours critiques ne sont pas limités aux communistes opposés au FG. En effet, ceux-ci n'en offrent que les exemples les plus marquants, si ce n'est caricaturaux, mais traduisent également des représentations partagées – à des degrés divers – par de nombreux militants communistes. En attestent les propos de ce militant critiquant la tournure prise par les débats autour de la désignation d'un candidat du FG pour l'élection présidentielle de 2012 :

¹ *Tout est à nous !*, n°188, 28 mars 2013, Daniel Minvielle, « Congrès du PG : révolution citoyenne et surenchère souverainiste ».

² *Lutte de classe*, n°160, mai-juin 2014, « Le Parti de gauche et les élections européennes, entre radicalisme de façade et idées réactionnaires ».

³ *Communistes*, n°332, 18 décembre 2008.

⁴ *Communistes*, n°398, 23 juin 2010, René Chevalier.

⁵ *Communistes*, n°415, 2 décembre 2010, CN du 26 novembre 2010, Claude Fainzang.

« A écouter quelques camarades, j'ai l'étrange impression que le reproche qui est fait à Jean-Luc Mélenchon c'est de n'être plus socialiste, voire de droite! Soyons sérieux. »¹

Ces quelques exemples démontrent toute l'actualité de ces divisions, y compris – et peut-être même davantage en ce que l'alliance multiplie les occasions de s'affronter – lorsque des partis participent à une même coalition. Lorsqu'il s'agit de s'opposer, un militant socialiste ou ex-socialiste est toujours potentiellement un « social-traître », tandis qu'un trotskiste pourra être dépeint en « gauchiste » et qu'un communiste sera, au choix, un « stalinien » et/ou (sans que les étiquettes soient forcément exclusives l'une de l'autre), un « opportuniste », etc. Ces critiques croisées ne sont évidemment pas systématiques et leurs usages varient fortement en fonction du contexte, de la conflictualité de l'espace et des positions occupées par les acteurs. Néanmoins, elles constituent autant de variantes d'une représentation militante ordinaire et partagée – la désunion de la gauche radicale – quant à l'état des relations entretenues par les organisations évoluant à la gauche du PS.

Ces représentations ne sont pas absentes des travaux académiques. Les manuels consacrés aux partis politiques français à la fin des années quatre-vingt par Colette Ysmal et François Borella font état d'une représentation bien installée quant à l'état de l'extrême-gauche². Pour Colette Ysmal, « *les mouvements trotskistes qui existent, en France, avant et après 1968, proviennent pour la plupart des scissions qui ont secoué la IV^e Internationale créée par Trotski en 1938 [...], scissions beaucoup plus motivées par des querelles d'hommes que par des oppositions doctrinales très claires* »³. François Borella abonde dans le même sens : « *le courant révolutionnaire est profondément divisé. Sauf en de grandes occasions [...], il cultive les différences entre ses propres composantes. Pour des raisons idéologiques souvent obscures, du fait d'attitudes conjoncturelles, sous l'influence de personnalités puissantes, il se morcelle en multiples tendances* »⁴. Le constat relatif à la tendance à la division organisationnelle de la gauche radicale s'accompagne ici d'une forte disqualification symbolique. D'une part, par une forme de réductionnisme qui ramène les oppositions entre groupe militant à des « *querelles d'hommes* », à « *l'influence de personnalités puissantes* », ou encore à la « *conjoncture* » politique. D'autre part, les divisions sont ici présentées comme autant de choix délibérés des acteurs, mus par une forme d'esthétisme de la différence. Enfin, ces présentations n'échappent pas à un certain normativisme en disqualifiant les divisions de l'extrême gauche au nom d'une conception pure du débat démocratique en opérant une distinction implicite entre ce qui relève du débat d'idées et ce qui relève des oppositions stériles entre « *personnalités puissantes* ».

¹ *Communistes*, n°432, 13 avril 2011, CN des 8 et 9 avril 2011, Gérald Briant.

² La gauche radicale n'est pas réductible à l'extrême gauche qui en est, partiellement, l'une des composantes, mais les représentations sur l'extrême gauche sont régulièrement, si ce n'est systématiquement, étendues à l'ensemble de l'espace situé à la gauche de la social-démocratie.

³ Ysmal Colette, *Les partis politiques sous la V^e République*, Editions Montchrestien, Paris, 1989, p. 67.

⁴ Borella François, *Les partis politiques dans la France d'aujourd'hui*, Editions du Seuil, Paris, 1990, p. 220.

L'émergence électorale de LO, puis de la LCR, lors des élections présidentielles de 1995, 2002 et 2007 a contribué à la diffusion de cette grille de lecture de l'extrême gauche. Le constat de sa fragmentation organisationnelle figure ainsi en bonne place, tant dans la « redécouverte » d'un courant politique que parmi les explications avancées de son existence malgré – ou grâce à l'effondrement du PCF. Introduisant une table ronde relative aux résultats des candidats trotskistes lors de l'élection présidentielle de 2002, Marcel Gauchet définit ainsi le trotskisme comme des « *groupes divisés, disparates et hétéroclites* »¹, tandis que Philippe Raynaud en fait l'une des explications de la capacité des organisations trotskistes à perdurer : « *La troisième raison de la prospérité relative de cette famille politique, ce sont ses divisions mêmes. On pourrait dire qu'il y a aujourd'hui un « bolchevisme pluriel », de même qu'il y a eu un moment une gauche plurielle qui marchait assez bien. Il y a trois organisations dont les rapports ont toujours été exécrables, qui se divisent sur tout, et qui n'ont en commun que de se disputer un héritage* »². Les présentations de Marc Lazar et Michel Winock sont identiques : « *les organisations trotskistes, toujours aussi divisées en chapelles rivales qui ne cessent de s'affronter dans des guerres microcholines selon une tradition établie depuis l'apparition de ce courant politique* »³ ; « *Là où il y a pouvoir, pouvoir d'Etat, ou simple pouvoir de parti, le gauchisme conteste, proteste, reformant ses groupes, jamais uni, divisé en cent chapelles, mais toujours renaissant de ses cendres* »⁴. Le constat de la fragmentation organisationnelle de la gauche radicale aboutit souvent, implicitement ou explicitement, à faire de cette division une réalité (quasi) indépassable : « *si la perspective d'un parti politique de la gauche de la gauche est à l'ordre du jour, elle risque fort, selon la formule consacrée, d'y rester longtemps* »⁵.

De ces extraits transparaissent quelques traits saillants de l'analyse de l'extrême gauche. L'existence de plusieurs organisations se revendiquant du trotskisme et/ou se plaçant sur le même terrain idéologique et les nombreuses scissions intervenues dans l'histoire de ces organisations conduisent à ériger la diversité de l'extrême gauche en véritable tendance à la fragmentation et à l'instabilité organisationnelle. Comme les luttes qui opposent ces partis, ce phénomène est perçu comme permanent et incompréhensible. L'extrême gauche se distinguerait également par sa faible homogénéité, sa forte conflictualité⁶ et la dimension réduite de ces partis¹.

¹ Courtois Stéphane *et al.*, « L'énigme trotskiste », in *Le Débat*, 123, 2003, p. 99.

² *Ibid.*, p. 102.

³ Lazar Marc, « Le discours de la gauche extrême. Vieilles passions et nouveaux défis », in *Le Débat*, 127, 2003, p. 160.

⁴ Winock Michel, *La gauche en France*, Editions Perrin, Paris, 2006, p. 28.

⁵ Poulet Bernard, « La fin sans fin de la gauche extrême », in *Le Débat*, 142, 2006, p. 109.

⁶ Stéphanie Rizet émet ainsi l'hypothèse selon laquelle les scissions marquant les partis d'extrême gauche pourraient trouver une explication partielle dans l'intensité des relations interindividuelles conduisant dès lors à donner « *aux débats idéologiques une dimension passionnelle* ». Cf. Rizet Stéphanie, *La distinction militante. Transformations et invariances du militantisme à la Ligue communiste révolutionnaire*, thèse de sociologie, Université Paris VII, 2006, p. 289-290.

Question liminaire. Les enjeux de la labellisation

Loin de se limiter à un enjeu secondaire, la désignation de cet espace politique est tout à la fois une démarche scientifique de construction d'un objet de recherche et une démarche militante, c'est-à-dire un enjeu des luttes symboliques qui opposent les acteurs de cet espace. En d'autres termes, si l'enjeu de la désignation de l'espace se pose en apparence tout autant aux chercheurs qu'aux militants, elle recouvre pourtant deux interrogations distinctes, l'une visant la compréhension et la construction d'hypothèses de travail, la seconde étant tournée vers l'action pour imposer des principes de visions et de divisions du jeu politique conformes à un projet politique qu'il s'agit, pour les acteurs, de faire triompher. La théorie des deux gauches défendue par la LCR puis le NPA nous en fournit une illustration. Version contemporaine et actualisée de l'opposition entre réforme et révolution, la théorie des deux gauches n'est pas seulement une grille d'interprétation pour soi (au sens d'un outil construit par et pour les acteurs pour rendre intelligible le réel), mais une ressource performative visant à diffuser et imposer une représentation sur l'état de la gauche. En cela, il s'agit d'une opération de classement permettant de différencier et de se différencier au sein de la gauche. Comme le rappellent Annie Collovald et Brigitte Gaiti, « *les labels invoqués pour se désigner ou désigner les autres (adversaires ou alliés) ne sont pas neutres : ils contribuent à créditer ou discréditer et font ainsi fluctuer la légitimité à intervenir dans le cours de la compétition politique* »². De même, Gérard Mauger rappelle à propos de la terminologie désignant l'espace situé à la gauche de la social-démocratie, que « *le « label » qui est aussi un « mot d'ordre » est évidemment un enjeu de luttes susceptibles de déplacer les frontières du champ* »³. En ce sens, la théorie des deux gauches permet la construction du collectif partisan en renforçant la distinction du dedans et du dehors qui n'est ainsi plus seulement fondée sur l'adhésion formelle à un parti et/ou à la participation plus ou moins intense et régulière à ses activités, mais par le partage d'une même vision du monde social. Cet effet de clôture peut séparer des acteurs perçus par les profanes comme très proches, voire défendant un même projet politique (non dans l'acception commune qui en fait un synonyme de programme, mais

¹ Dominique Reynié insiste sur l'inadaptation de l'extrême gauche : « *elle est une gauche fragmentée quand la mobilisation commande de s'unir, une gauche obnubilée par la doctrine quand l'efficacité impose d'agir, rêvant du pouvoir ouvrier, quand la classe ouvrière poursuit des projets de loisirs, irréductiblement fidèle à la voie insurrectionnelle quand les masses entrent dans l'ère électorale, d'autant plus volontiers qu'elle s'accompagne d'une abondance sociale et consumériste. C'est une gauche figée dans un monde en plein mouvement* ». Cf. Reynié Dominique, « La gauche pure », in Reynié Dominique (dir.), *L'extrême-gauche, moribonde ou renaissante ?*, Presses universitaires de France, Paris, 2007, p. 14.

² Collovald Annie, Gaiti Brigitte, « Questions sur la radicalisation politique », in Collovald Annie et Gaiti Brigitte (dir.), *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, Editions La dispute, Paris, 2006, p. 23.

³ Mauger Gérard, « Un champ de la « gauche antilibérale » ? », in Geay Bertrand et Willemez Laurent (dir.), *Pour une gauche de gauche*, Editions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2008, p. 296.

au sens que lui donne Daniel-Louis Seiler, insistant sur l'aspect durable du projet¹). Ainsi, là où le profane, et plus généralement, l'observateur distancié, ne verra qu'enjeu sémantique, les militants intéressés à ces jeux et enjeux et disposant du stock de connaissances nécessaires constateront une différence de taille entre tenants d'une abolition du capitalisme et dépassement du capitalisme, entre anticapitalisme et antilibéralisme, etc. Toutes les autres désignations usitées par les acteurs, que cela soit la « *gauche des ruptures* » apparaissant brièvement sous la plume de François Delapierre², à celle d'« *autre gauche* » popularisée par Jean-Luc Mélenchon à partir de 2006³, en passant par celle de « *gauche populaire et citoyenne* » de Marie-George Buffet lors des élections régionales de 2004, fondent et sont fondées sur des visions concurrentes du jeu politique et de la gauche radicale. Dans une démarche compréhensive, ces constructions militantes ne sauraient être exclues de l'analyse, mais doivent être appréhendées comme des ressources d'identification et de différenciation engagées par les acteurs dans leurs luttes pour imposer des principes de vision et de division qui leurs sont favorables. En d'autres termes, si ces désignations ne peuvent fournir un outil d'analyse, elles constituent (ou peuvent constituer) un objet d'analyse. Dès lors, la construction de notre objet nécessite l'exclusion des appellations construites dans, par et pour les luttes auxquelles se livrent les acteurs, celles-ci en renvoyant à des positions dans les luttes ne peuvent qu'exprimer une vision limitée (car propre à un segment spécifique) de cet espace politique.

La diversité des appellations est également de mise dans les travaux académiques. Deux types de critères (utilisés séparément ou de manière combinée) sont au fondement de ces terminologies : un critère « idéal » se référant au projet (au sens large) de ces partis (communisme, trotskisme, anticapitalisme, antilibéralisme, etc.) et/ou un critère topographique renvoyant à la position occupée dans le champ politique. Dans une démarche comparative, plusieurs auteurs évoquent l'émergence d'une « *famille de gauche anticapitaliste* »⁴ qui renvoie essentiellement au projet politique des partis. En effet, ces approches reposent sur une analyse en termes de clivages sociaux dont les partis seraient une expression et une médiation. La gauche anticapitaliste prendrait progressivement la place (en englobant dans le même temps les derniers représentants) de l'ancienne famille communiste sur le clivage communiste/socialiste. La délimitation de la gauche anticapitaliste est similaire à l'approche que nous retenons et comprend l'ensemble des acteurs évoluant à la gauche de la social-démocratie (et se construisant souvent en opposition à celle-ci) dont le projet politique

¹ « *En définitive le projet est ce qui subsiste, ce qui reste invariant par-delà les variations infinies des programmes, des doctrines et même des idéologies* ». Cf. Seiler Daniel-Louis, *Les partis politiques en Occident. Sociologie historique du phénomène partisan*, Editions Ellipses, Paris, 2003, p. 31.

² *A Gauche*, n°1060, 21 novembre 2006, François Delapierre, « Etre utiles à la gauche ».

³ *A Gauche*, n°1063, 14 décembre 2006, Jean-Luc Mélenchon, « Aider ».

⁴ Notamment : De Waele Jean-Michel et Vieira Mathieu, « La famille de la gauche anticapitaliste en Europe occidentale. Une approche comparative (1989-2009) », in De Waele Jean-Michel et Seiler Daniel-Louis (dir.), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, Editions Economica, Paris, 2012, p. 50-85.

consiste en une rupture plus ou moins brutale avec le système socio-économique existant. Dans une toute autre approche, Philippe Raynaud et Irène Pereira évoquent respectivement une « *extrême gauche plurielle* »¹ et la « *gauche radicale* »² dont les périmètres diffèrent quelque peu. Philippe Raynaud s'intéresse peu aux organisations d'extrême gauche pour se concentrer sur sa production intellectuelle foisonnante. Pour autant, et malgré l'absence de définition précise, le périmètre de l'étude de Philippe Raynaud correspond à la définition classique de l'extrême gauche. S'intéressant également à la production intellectuelle de la gauche radicale, Irène Pereira tente de dresser une typologie des organisations et des pensées de gauche radicale en trois grammaires : républicaine sociale ; socialiste ; nietzschéenne. Le périmètre est ici plus large puisque l'approche d'Irène Pereira comprend également des organisations comme la Fédération pour une Alternative sociale et écologique (FASE) et le PG, mais fait curieusement l'impasse sur le PCF.

Le repérage de la gauche radicale³ peut également se faire sur un critère topographique, c'est-à-dire au regard de la position occupée dans le champ politique. L'extrême gauche, au-delà de sa diversité idéologique et organisationnelle peut ainsi se définir par sa position à la limite du champ politique⁴. De même, le concept de famille anticapitaliste sous-tend un critère topographique (en ce que cette famille se définit dans l'opposition à une autre, la famille social-démocrate). La gauche radicale, telle que la conçoit Irène Pereira, doit se comprendre comme rassemblant l'ensemble des organisations à la gauche des « *partis historiques* » pour reprendre l'expression de Xavier Crettiez et Isabelle Sommier⁵. Plus généralement, le critère du rapport aux institutions est régulièrement utilisé pour distinguer les organisations « *anti-systèmes* » ou « *alternatives* »⁶ qui se caractérisent par leur rejet du système politique et les organisations qui, tout en défendant un projet alternatif, entendent participer loyalement au jeu politique. Cette distinction permet alors le repérage d'une extrême gauche, « *gauche protestataire* » ou encore « *nébuleuse néogauchiste* »⁷, et d'une gauche

¹ Raynaud Philippe, *L'extrême-gauche plurielle. Entre démocratie radicale et révolution*, Editions Autrement, Paris, 2006.

² Pereira Irène, *Les grammaires de la contestation. Un guide de la gauche radicale*, Editions La découverte, Paris, 2010.

³ Il ne s'agit pas ici de proposer une classification ou une terminologie qui aurait vocation à s'appliquer de manière générale, mais d'utiliser la pluralité des nomenclatures pour construire notre objet de recherche centré autour des dynamiques d'interactions inter-partisanes. Dès lors, notre propos ne constitue en rien une remise en cause des choix effectués par les auteurs cités.

⁴ Pina Christine, « L'extrême-gauche : entre permanence et évolutions », in Bréchon Pierre (dir.), *Les Partis politiques français*, La documentation française, Paris, 2005, p. 179.

⁵ Crettiez Xavier et Sommier Isabelle (dir.), *La France Rebelle. Tous les mouvements et acteurs de la contestation*, Editions Michalon, Paris, 2006, p. 179.

⁶ Delwit Pascal, « La notion de « parti alternatif ». Une comparaison France, Allemagne, Belgique », in Andolfatto Dominique, Greffet Fabienne et Olivier Laurent (dir.), *Les Partis politiques. Quelles perspectives ?*, Editions L'Harmattan, Paris, 2001, p. 115-134.

⁷ Bergounioux Alain et Grunberg Gérard, *L'ambition et le remords. Les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)*, Editions Fayard, Paris, 2005, p. 472

« institutionnelle »¹ ou d'une gauche de gouvernement. En d'autres termes, d'un côté, les partis d'extrême gauche (essentiellement trotskistes dans la période contemporaine), de l'autre la gauche, dont le PCF et ses alliés. Nous ne retenons pas davantage la qualification d'extrême gauche² en ce que son périmètre est trop restreint au regard de notre objet³. En effet, dans son acception la plus répandue, cette terminologie renvoie aux organisations se positionnant à la gauche des partis socialistes et communistes. Cela ne conduit cependant pas à abandonner le terme d'extrême gauche, mais à l'utiliser pour désigner un groupe d'acteurs plus restreints (essentiellement de filiation trotskiste dans la période contemporaine), tout à la fois dans et en dehors de la gauche radicale. En d'autres termes, la gauche radicale intègre tout ou partie de l'extrême gauche, mais ne s'y réduit pas. D'autres auteurs définissent la gauche radicale au regard de sa position quant au parti dominant. Ainsi, Annie Laurent et Bernard Dolez, dans une étude électorale, opèrent une distinction entre « marches » et « marges » de la gauche⁴ en fonction de leur rapport au PS : d'un côté, les formations rejetant toute forme d'alliance, de l'autre celles se plaçant dans une perspective gouvernementale sous domination du PS. Même si cette distinction pourrait être précisée⁵, elle met en exergue la centralité du rapport au PS comme parti dominant dans un système tendant à une forme de « bipartisme imparfait »⁶, même si ce rapport au parti dominant est changeant et ne peut être vu comme binaire, au sens où tous les partis étudiés n'adoptent pas une position intangible et univoque. Ainsi, même le NPA et LO ont connu des exceptions quant au rejet du principe de toute alliance avec le PS (même si ces exceptions sont rares). De même, certains partis, sans refuser le principe des alliances, y mettent des conditions très contraignantes, qui ne sauraient cependant être considérées comme un rejet déguisé au sens où l'acceptation du principe des alliances avec le PS (même fortement conditionnées) par l'un des acteurs produit des effets dans l'espace de la gauche radicale (comme frein ou accélérateur d'alliance dans cet espace). Enfin, le rapport au parti dominant dépend du contexte et de l'évolution des partis considérés : dans la séquence 2008-2015, les alliances à géométrie variable du PCF attestent de ces variations contextuelles, tandis que l'évolution du PG peut être analysée comme une trajectoire de radicalisation.

¹ Johsua Florence, *La dynamique militante à l'extrême gauche : Le cas de la Ligue Communiste Révolutionnaire*, in *Les Cahiers du CEVIPOF*, 37, 2004, p. 7.

² De Waele Jean-Michel et Vieira Mathieu, « La famille de la gauche anticapitaliste en Europe occidentale », *op. cit.*, p. 55.

³ Sur les partis politiques d'extrême gauche, cf. Pina Christine, « L'extrême gauche, la « vraie gauche » ? », in Bréchon Pierre (dir.), *Les partis politiques français*, La Documentation française, Paris, 2011, p. 181-202.

⁴ Dolez Bernard et Laurent Annie, « Marches et marges de la gauche », in Perrineau Pascal et Ysmal Colette (dir.), *Le vote de tous les refus. Les élections présidentielle et législatives de 2002*, Presses de Sciences Po, Paris, 2003, p. 251-273.

⁵ Rappelons que l'objectif des auteurs n'était pas tant de construire un outil d'analyse de la gauche radicale, mais de rendre compte des résultats électoraux de la « gauche non socialiste ».

⁶ Grunberg Gérard et Haegel Florence, *La France vers le bipartisme ? La présidentialisation du PS et de l'UMP*, Presses de Sciences Po, Paris, 2007, p. 42.

D'un point de vue terminologique, nous optons pour le terme de « gauche radicale » (mais d'autres termes, comme celui de « gauche critique » pourraient tout autant convenir) pour désigner l'ensemble des acteurs politiques, individuels ou collectifs, évoluant à la gauche du Parti socialiste (voire en son sein). Ce choix définitionnel et terminologique, loin de clore le débat sur la nomenclature permettant de désigner cet espace politique, n'est que partiellement satisfaisant et se fonde sur deux éléments communs aux différentes approches susmentionnées : le rattachement à la gauche (qui se justifie d'autant plus dans un système partisan bipolaire) de ces entreprises politiques et leur recherche par ces acteurs d'une plus grande radicalité politique. Bien que cette définition soit provisoire, il est également nécessaire de préciser qu'il ne s'agit pas, dans une démarche essentialiste, de rechercher ce qui ferait le « substrat » de la radicalité de gauche, mais de désigner un espace d'interactions pertinent (spécifiant et distinguant certains acteurs dans le champ politique). Dès lors, les contours de la gauche radicale ne doivent pas être définis *a priori*, mais comme pouvant faire l'objet de nombreuses transformations et incluant, plus ou moins ponctuellement, des segments de partis comme le PS ou Europe-Ecologie/Les Verts (EELV).

Section 1. Les transformations de la gauche radicale

Ainsi délimité, l'espace de la gauche radicale regroupe de nombreuses organisations entretenant des relations (évolutives et incertaines) de concurrence et de coopération. La mise en place d'un nouveau régime institutionnel¹ largement présidentialisé², l'affirmation progressive du PS à partir du début des années soixante-dix et sa conversion à la logique présidentialisée du régime³, le déclin électoral du PCF comme principal parti à la gauche du PS et la fragmentation de l'offre politique issue de la gauche radicale ont conduit à une marginalisation de cet espace au sein du système partisan (ce qui tend à renforcer la centralité du rapport au PS dans les débats de la gauche radicale). Par ailleurs, à la domination hégémonique du PCF sur l'espace situé à la gauche de la social-démocratie, s'est

¹ François Bastien, *Le régime politique de la V^e République*, Editions La Découverte, 5^e édition, Paris, 2011.

² Yves Poirmeur identifie ainsi trois effets (affectant différemment les partis) de la présidentialisée du régime sur les partis politiques : un effet dissolvant des alliances sur les partis dominés ; un effet contraignant des alliances pour les nouveaux entrants et une tendance à la marginalisation des partis antisystème. Cf. Poirmeur Yves, *Les partis politiques. Du XIX^e au XXI^e siècle en France*, LGDJ, Issy-les-Moulineaux, 2014, p. 124-137.

³ Portelli Hugues, *Le Parti socialiste*, Editions Montchrestien, 2^e édition, Paris, 1998, p. 43-56 ; Bergounioux Alain et Grunberg Gérard, *L'ambition et le remords*, *op. cit.*, p. 243-258 ; Portelli Hugues, « Le Parti socialiste : une position dominante », in Bréchon Pierre (dir.), *Les partis politiques français*, *op. cit.*, p. 99-123 ; Portelli Hugues, « La V^e République et les partis », in *Pouvoirs*, 126, 2008, p. 61-70 ; Grunberg Gérard et Haegel Florence, *La France vers le bipartisme*, *op. cit.* ; Barbonny Thierry, *Les changements d'une organisation. Le parti socialiste, entre configuration partisane et cartellisation (1971-2007)*, thèse de science politique, Université Paris I, 2008 ; Bachelot Carole, « Le Parti socialiste, la longue marche de la présidentialisée », in Bréchon Pierre (dir.), *Les partis politiques français*, *op. cit.*, p. 103-128 ; Pütz Christine, « La présidentialisée des partis français », in Haegel Florence (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Presses de Sciences Po, Paris, 2007, p. 321-357.

progressivement substituée une configuration caractérisée par l'intensification des concurrences et la perte d'hégémonie du PCF (même si ce parti reste la principale formation de la gauche radicale). En d'autres termes, les rapports de force ont changé, et avec eux, l'économie des relations inter-partisanes. L'affaiblissement électoral et social du PCF n'affecte pas seulement ses ressources, mais sa *force au jeu relative* pour employer les termes de Norbert Elias¹, c'est-à-dire ici sa capacité à s'imposer et à se faire reconnaître comme principale force à la gauche du PS par les autres acteurs de cet espace. Parallèlement au déclin du PCF, s'affirment des entreprises hétérogènes de contestation de l'hégémonie communiste et de rénovation de la gauche radicale (qui ne s'expriment pas forcément par une concurrence électorale). Ce n'est que récemment que ces entreprises de rénovation ne se font plus forcément contre ou en concurrence du PCF, mais avec la participation de ce parti comme en attestent, malgré leur échec, les collectifs antilibéraux, ou plus récemment la création et la pérennisation du FG. Enfin, la fragmentation de l'offre électorale de la gauche radicale est progressivement apparue, dans les analyses produites par les acteurs de cet espace, comme un problème à résoudre. La relative et conflictuelle généralisation de cette grille de lecture tend à l'établissement d'une véritable norme unitaire au sein de la gauche radicale, faisant de la thématique de l'unité une ressource et une contrainte dans les relations inter-partisanes.

A. L'affaiblissement du Parti communiste

Bien que la datation du début de l'affaiblissement électoral du PCF varie, les travaux académiques s'accordent à reconnaître l'importance du décrochage observé à partir des élections législatives de 1978² et de l'élection présidentielle de 1981³, un nouveau rapport de force s'installe durablement à gauche avec la domination du PS et l'affaiblissement régulier de l'influence électorale du PCF. Ce phénomène est ensuite régulièrement confirmé par les consultations électorales successives⁴. Ces

¹ Le terme « *force au jeu relative* », qui désigne « *les chances qu'a un joueur de l'emporter sur un autre* », remplace, dans la sociologie de Norbert Elias, les concepts de puissance ou de pouvoir afin d'insister sur la dimension relationnelle de ces phénomènes. Cf. Elias Norbert, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Editions de l'Aube, La Tour d'Aigues, 1991, p. 86.

² Bergounioux Alain et Grunberg Gérard, *L'ambition et le remords*, op. cit., p. 241 ; Andolfatto Dominique, « Effondrement soviétique et déclin du Parti communiste français », in Courtois Stéphane (dir.), *Sortir du communisme, changer d'époque. Après la chute du Mur*, Presses Universitaires de France, Paris, 2011, p. 618.

³ Platone François et Ranger Jean, « L'échec du Parti communiste aux élections du printemps 1981 », in *Revue française de science politique*, 31 (5-6), 1981, p. 1015-1037. Roger Martelli rend compte de l'impression de « déroute » qui est celle des cadres et militants communistes en 1981. Cf. Martelli Roger, *Le rouge et le bleu. Essai sur le communisme dans l'Histoire française*, Editions de l'Atelier, Paris, 1995, p. 79.

⁴ Pour une synthèse de cette évolution électorale, cf. Lavabre Marie-Claire et Platone François, *Que reste-t-il du PCF ?*, Editions Autrement, Paris, 2003 ; Andolfatto Dominique, *PCF. De la mutation à la liquidation*, Editions du Rocher, Monaco, 2005, p. 213-270 ; Greffet Fabienne, « Le PCF : l'inexorable déclin », in Bréchon Pierre (dir.), *Les Partis politiques français*, op. cit., p. 125-151 ; Martelli Roger, *L'Archipel communiste. Une histoire électorale du PCF*, Editions La Dispute/Editions sociales, Paris, 2008.

revers électoraux successifs amènent Jean Ranger à proposer l'hypothèse d'un « *déclin* »¹ inéluctable du PCF, hypothèse qui va progressivement s'imposer comme grille d'interprétation des résultats électoraux du PCF². Ainsi, Stéphane Courtois et Marc Lazar³ confirment cette hypothèse en évoquant un « *déclin [...] spectaculaire* » du PCF depuis 1981³. Même si la direction nationale du PCF s'emploie à produire une interprétation rassurante de ses résultats électoraux⁴, le rééquilibrage entre les différents partis de gauche tend à affaiblir le PCF⁵, notamment au niveau municipal, même si certains bastions comme la Seine-Saint-Denis semblent, dans un premier temps, résister⁶. Cet affaiblissement ne touche pas à l'identique l'ensemble des territoires et conduit à une « *dénationalisation* »⁷ du vote communiste et à un retour d'un communisme électoral « *en archipel* »⁸. Dans ce contexte, le résultat obtenu par Robert Hue à l'élection présidentielle de 1995 (8,64%) constitue certes une légère amélioration par rapport au résultat d'André Lajoinie en 1988 (6,76%), mais apparaît comme ayant « *un instant suspendu un déclin irrésistible qui s'est poursuivi dans les défaites communistes aux élections municipales* »⁹. Malgré la sensible amélioration des résultats obtenus en 1995, puis aux élections législatives de 1997¹⁰, l'affaiblissement électoral du PCF s'est poursuivi lors des élections de

¹ Ranger Jean, « Le déclin du Parti communiste français », in *Revue française de science politique*, 36 (1), 1986, p. 46-63. Georges Lavau s'interroge également dès 1981 sur l'hypothèse d'un déclin du PCF : « *Si le déclin commence quand une organisation ne produit plus d'idées rayonnant en dehors de ses remparts, quand ses analyses ne sont plus faites pour trouver le joint où l'action pourrait devenir opératoire, mais pour consolider inlassablement les digues autour de la dogmatique, alors le parti communiste français est sur la voie du déclin* ». Cf. Lavau Georges, *A quoi sert le parti communiste français ?*, Editions Fayard, Paris, 1981, p. 427.

² L'affaiblissement électoral du PCF tend à devenir l'un des principaux points d'analyse comme en témoigne la place de plus en plus importante accordée à ce phénomène dans les travaux de synthèse portant sur les partis politiques. Pour exemple (la comparaison avec d'autres manuels aurait abouti à un constat similaire), l'affaiblissement électoral du PCF ne fait l'objet que d'un court passage dans l'ouvrage de François Borella, publié en 1990, qui développe plus longuement l'histoire, l'organisation et la doctrine du PCF. Vingt ans plus tard, Frédéric Lambert et Sandrine Lefranc y consacrent près de la moitié de la fiche portant sur le PCF. Cf. Borella François, *Les partis politiques*, op. cit., p. 175-198 ; Lambert Frédéric et Lefranc Sandrine, *50 fiches pour comprendre la science politique*, Editions Bréal, 4^e édition, Paris, 2012, p. 144-147.

³ Courtois Stéphane et Lazar Marc, « Rechute, rémission ou convalescence. Les communistes aux élections européennes de 1989 », in *Communisme*, 22-23, 1989, p. 162.

⁴ Platone François, « Le PCF aux élections municipales de 1989 : contribution à un bilan controversé », in *Communisme*, 22-23, 1989, p. 32.

⁵ Wallon-Leducq Christian-Marie, « Heurs et malheurs du communisme municipal. Le bilan des élections municipales dans le Nord et le Pas-de-Calais », in *Communisme*, 22-23, 1989, p. 52.

⁶ Rey Henri, « La résistance du communisme municipal en Seine-Saint-Denis en 1989 », in *Communisme*, 22-23, 1989, p. 62.

⁷ Courtois Stéphane et Lazar Marc, *Histoire du Parti communiste français*, op. cit., p. 400 ; Laurent Annie et Wallon-Leducq Christian-Marie, « Permanence et érosion d'un bastion communiste : la 20^{ème} circonscription du Nord », in *Communisme*, 4, 1983, p. 69 ; Wallon-Leducq Christian-Marie, « 1988 : l'année de tous les paradoxes. Bilan électoral du Parti communiste français », in *Communisme*, 20-21, 1988-1989, p. 154-164.

⁸ Courtois Stéphane, « Penser le communisme français », in *Communisme*, 45-46, 1996, p. 87.

⁹ Courtois Stéphane, « Le succès en trompe-l'œil du candidat communiste », in Perrineau Pascal et Ysmal Colette (dir.), *Le vote de crise. Les élections législatives des 25 mai et 1^{er} juin 1997*, Presses de Sciences Po, Paris, 1998, p. 188.

¹⁰ Greffet Fabienne, « L'évolution électorale du PCF de Robert Hue 1994-2001 », in *Communisme*, 67-68, 2001, p. 157-179 ; Greffet Fabienne, « Le PCF : combattre le déclin par la mutation ? », in Bréchon Pierre, *Les partis politiques français*, La documentation française, 2001, Paris, p. 105-126.

2002¹, puis de 2007 lors de laquelle Marie-George Buffet n'obtient que 1,93% des suffrages exprimés. Ces résultats amènent Fabienne Greffet et Dominique Andolfatto à s'interroger sur la possible disparition électorale du PCF² ou son maintien de manière résiduelle tel un « *parti archive* »³ et « *témoin de passions idéologiques qui ont déchiré les générations du XX^e siècle* »⁴.

L'étude du PCF ne saurait se limiter à celle de son déclin, comme le rappellent Bernard Pudal⁵ ou Julian Mischi⁶ en soulignant la complexité d'un phénomène de « *di-sociation* »⁷ du communisme et en s'intéressant aux « *modalités sociales, historiquement situées, de son délitement* »⁸. Il en ressort une mise à distance des explications du déclin du PCF par l'inadaptation de son projet politique à l'évolution de la société et comme reflet mécanique de la « *fragilisation* » des classes populaires⁹. L'étude au local de la « *dissociation de l'entreprise communiste* » démontre le rôle joué dans ce processus par les transformations de l'appareil partisan et des « *conditions sociales de la mobilisation politique* », notamment la fin de la politique de promotion d'élites partisans issues des classes populaires, la conflictualité des relations intra-partisanes (et plus généralement, les « *transformations de la « sociation partisane* » »¹⁰), la diversité locale des formes prises par l'affaiblissement du PCF et des usages de la marque partisane¹¹. L'affaiblissement électoral et la désagrégation des réseaux sociaux du PCF tendent néanmoins à produire un effet homogène comme le résume François Hincker : « *Depuis 1981, à l'approche de chaque scrutin, il est saisi, dirigeants comme militants, d'une angoisse existentielle : n'allons-nous pas décliner encore davantage ?* »¹². En d'autres termes, et en nous inspirant de la formule de Michel Charzat quant à l'évolution doctrinale

¹ Greffet Fabienne, « Le PCF aux élections de 2002 : reculs et résistances », in *Communisme*, 72-73, 2002-2003, p. 101-126 ; Greffet Fabienne et Andolfatto Dominique, « L'extinction du Parti communiste ? », in *Revue politique et parlementaire*, 1021, 2002, p. 162-172

² Olmi Janine, *Le PCF a-t-il un avenir ? L'exemple de la Meurthe-et-Moselle*, mémoire de science politique, Université Nancy 2, 2000 ; Lavabre Marie-Claire et Platone François, *Que reste-t-il du PCF ?*, op. cit. ; Andolfatto Dominique, *PCF. De la mutation à la liquidation*, op. cit.

³ Andolfatto Dominique, « Construction et déconstruction. Les communistes », in Bernard Guillaume et Dusquesnoy Eric (dir.), *Les forces politiques françaises. Genèse, environnement, recomposition*, Presses universitaires de France, Paris, 2007, p. 220.

⁴ *Ibid.*, p. 228.

⁵ Pudal Bernard, « La beauté de la mort communiste » in *Revue française de science politique*, 52 (5-6), 2002, p. 545-559 ; Pudal Bernard, *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Editions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2009, p. 5-15.

⁶ Mischi Julian, *Le communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*, Editions Agone, Marseille, 2014.

⁷ Mischi Julian, « Pour une histoire sociale du déclin du Parti communiste », in Haegel Florence (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, op. cit., p. 72.

⁸ *Ibid.*, p. 70.

⁹ La promotion d'une élite partisane issue des classes populaires a longtemps constitué l'une des spécificités du PCF et l'une de ses forces. Cf. Pudal Bernard, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1989.

¹⁰ Mischi Julian, « Pour une histoire sociale du déclin du Parti communiste », op. cit., p. 101.

¹¹ *Ibid.*, p. 100-101.

¹² Hincker François, « *Le PCF devant l'élection présidentielle* », in Perrineau Pascal et Ysmal Colette (dir.), *Le vote de crise*, op. cit., p. 47.

du PS, le déclin, ou, plus précisément, la crainte d'une poursuite de son affaiblissement, borne l'horizon électoral des communistes. Les hésitations tactiques du PCF peuvent ainsi être vues comme un effet direct de l'érosion de l'influence électorale et sociale du PCF. De même, adhérer et militer aujourd'hui au PCF, c'est adhérer à un parti en crise et nombre de militants ne connaissent les grandes heures du PCF que par la mémoire militante. La trajectoire de l'actuel secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, l'illustre. Fils d'un dirigeant communiste (membre du secrétariat national du PCF de 1973 à 1990), Pierre Laurent adhère au PCF en 1972, devient secrétaire national de l'UEC en 1982, puis journaliste à *L'Humanité*, avant d'intégrer le CN du PCF en 2000 et de devenir secrétaire national en 2010. Sa trajectoire politique est ainsi marquée par le déclin du PCF et les tentatives pour l'endiguer. Significativement, si son élection au poste de secrétaire national s'accompagne des plus classiquement par l'obtention de mandats électoraux (conseiller régional en 2010, sénateur en 2011), son accès à ces mandats est récent et parallèle à sa désignation comme dirigeant du PCF et passe par le Sénat et non par le parachutage dans une circonscription législative favorable au PCF. Cette modalité d'accès à un mandat parlementaire tend à démontrer que le PCF n'est plus en capacité d'assurer l'élection de son dirigeant national sur ses seules bases électorales, mais par sa capacité à nouer des alliances, ce qui éclaire sur la faiblesse électorale du PCF.

La réalité de l'affaiblissement électoral et social du PCF n'est ainsi pas seulement celle des chiffres ou de la désagrégation de son système d'action, mais également une préoccupation majeure des cadres et militants communistes. Ainsi, Nicole Borvo évoque l'affaiblissement électoral du PCF pour disqualifier les segments orthodoxes : « *Gardons-nous des solutions déjà trouvées ou autoproclamées, « gardiens du communisme » que le Parti soit à 20%, 5%, 2%...* »¹. L'intervention de Roger Martelli lors du XXXIV^e congrès de 2008 en constitue une autre illustration :

« Longtemps j'ai rêvé d'un PCF rénové, radicalement transformé, métamorphosé, avec quelques camarades je disais « refondé ». J'ai expliqué que cette novation était la seule manière de conjurer le déclin. Longtemps on m'a dit que je ne voyais pas les signes de la remontée et que la refondation signifiait la liquidation. Depuis que je suis au Comité central, le PCF est passé de 16 % législatifs à 11 % puis à 5 %. J'étais un liquidateur, mais les choix qui ont conduit au désastre, eux, n'ont rien de liquidateur... »²

Contrainte symbolique pesant sur l'adoption des orientations tactiques du PCF et sur les débats intra-partisans, la perspective de son déclin constitue une variable clé dans la compréhension des relations inter-partisanes et des positions défendues par les autres organisations de gauche radicale. Ainsi, le choix de dissoudre la LCR et de fonder le NPA, et surtout, la temporalité de cette décision, s'explique – pour partie – par l'analyse d'une disparition programmée du PCF, comme le reconnaît Alain Krivine : « *Avec l'effondrement du parti communiste, la situation est donc mûre pour la*

¹ *Communistes*, n°271, 27 juin 2007, CN du 22 et 23 juin 2007, Nicole Borvo.

² *Communistes*, n°332, 18 décembre 2008.

construction d'un nouveau parti »¹. Les alliés potentiels du PCF prennent également acte de son affaiblissement et ne se privent pas de confronter les cadres et militants communistes à leur réalité électorale, tel Eric Coquerel, justifiant son refus de la candidature de Marie-George Buffet à l'élection présidentielle de 2007 au nom des collectifs antilibéraux, du fait que cette candidature « *pouvait nous entraîner vers les scores du PC* » (Eric Coquerel, entretien le 26 juin 2011). De même, si l'union de la gauche garantit au PCF le maintien de l'essentiel de ses ressources électives, il n'en reste pas moins que l'alliance avec le PS se fait au prix de l'acceptation d'une position dominée et d'une réduction régulière des mandats obtenus au fur et à mesure de la détérioration des résultats électoraux du PCF. En ce sens, la compréhension des orientations stratégiques du PCF ne peut faire l'économie de la prise en compte du déclin, non comme un phénomène inéluctable, mais comme une variable (parmi d'autres) explicative des choix partisans.

B. La contestation du monopole communiste d'expression politique de la radicalité de gauche

La contestation de ce monopole du PCF a d'abord été nourrie par les résistances internes à ce parti dont l'appareil central a de plus en plus de difficultés à réguler ces oppositions internes². Pour exemple³, le choix du secrétaire de la fédération de Paris, Henri Fiszbin, de rendre publics les désaccords⁴, comme l'entrée en opposition ouverte du porte-parole du PCF dans les années 1980⁵, attestent des transformations affectant les relations intra-partisanes et la difficulté de l'appareil communiste à imposer une orientation politique unique. La candidature de Pierre Juquin à l'élection présidentielle de 1988, soutenue par les rénovateurs communistes et la LCR, peut être à bien des égards considérée comme révélatrice des processus en cours à la gauche de la social-démocratie. D'une part, sa candidature en dissidence du PCF (il se pose en concurrent direct du candidat officiel du PCF, André Lajoinie) illustre une double tentative de rassemblement de différents segments marginaux de la gauche radicale (dissidents communistes, Parti socialiste unifié, LCR) et de construction d'une offre politique en dehors, contre et tout à côté du PCF. Cette campagne présidentielle de 1988 va déboucher sur un double mouvement de dispersion des acteurs de la campagne Juquin et sur la fondation, par d'anciens membres de ces comités, de l'AREV (Alternative

¹ Cité dans Weber Louis, « Le Nouveau parti anticapitaliste, LCR-bis ou ouverture à tous les courants de l'autre gauche ? », in *Savoir/Agir*, 5, 2008, p. 129.

² Dreyfus Michel, *PCF. Crises et dissidences*, Editions Complexes, Paris, 1990.

³ Sur ces différents épisodes contestataires, cf. également Courtois Stéphane et Lazar Marc, *Histoire du Parti communiste français*, op. cit. ; Andolfatto Dominique, *PCF. De la mutation à la liquidation*, op. cit.

⁴ Sur la crise de la fédération de Paris du PCF, cf. Dreyfus Michel, *ibid.*, p. 160-177 ; Baudouin Jean, « Les phénomènes de contestation au sein du Parti communiste français (avril 1978-mai 1979) », in *Revue française de science politique*, 30 (1), 1980, p. 78-111.

⁵ Dreyfus Michel, *PCF. Crises et dissidences*, op. cit., p. 177-189.

Rouge et Verte), parti qui prendra ensuite le nom d'Alternatifs en 1998¹. Les vagues successives de dissidents communistes (« rénovateurs », puis « reconSTRUCTEURS ») vont être au centre de plusieurs initiatives visant à recomposer la gauche radicale, que cela soit autour de revues comme *M* en 1986, puis *Mouvements* en 1988, ou de petites organisations principalement structurées autour d'un bastion : le Mouvement de la gauche progressiste (MGP), fondé au Mans en 1989 autour du maire communiste Robert Jarry (parti qui rejoindra le PG en 2008), l'Alternative démocratie socialisme (ADS) fondée par Marcel Rigout (ancien ministre communiste) qui est principalement active en Haute-Vienne, ou encore la Convention pour une alternative progressiste (CAP) constituée en 1994/1995².

Le monopole communiste de l'expression politique de la radicalité de gauche a également été largement remis en cause par l'accroissement de la concurrence électorale de l'extrême gauche, essentiellement de filiation trotskiste. En effet, si les dissidences trotskistes du PCF datent des années 1930³, la participation régulière des principaux partis trotskistes aux échéances électorales n'a réellement débuté que dans les années 1970⁴. La routinisation de l'activité électorale, l'apprentissage de la compétition politique qui en résulte, tendent à étendre les répertoires d'actions de ces partis sans qu'il s'agisse d'une conversion aux principes de la démocratie représentative. En effet, il ne s'agit pas tant de participer à la compétition électorale pour conquérir le pouvoir, que pour y trouver une tribune sans commune mesure avec les ressources dont disposent ces partis dans leurs activités quotidiennes non électorales. Les candidats d'extrême gauche restent ainsi longtemps cantonnés à une extrême marginalité électorale⁵. A partir du milieu des années 1990, et plus précisément à partir de l'élection présidentielle de 1995 lors de laquelle Arlette Laguiller obtient plus de 5% des suffrages exprimés⁶, les candidats d'extrême gauche s'érigent, lors des élections

¹ Sur ce parti, cf. Crettiez Xavier et Sommier Isabelle (dir.), *La France rebelle*, op. cit., p. 200-201.

² Les résistances intra-partisanes ne sont pas uniquement le fait de segments réformateurs, mais également des segments les plus fidèles à l'identité communiste. Sur la diversité de ces sous-entreprises partisanes, cf. Andolfatto Dominique, *PCF. De la mutation à la liquidation*, op. cit., p. 165-209.

³ Choffat Thierry, *Lutte Ouvrière*, mémoire de science politique, Université Nancy 2, 1991 ; Pour une synthèse sur les différents partis et groupes trotskistes, cf. Pina Christine, « L'extrême gauche, la « vraie gauche » ? », op. cit., p. 181-202 ; Pina Christine, *L'extrême gauche en Europe*, La documentation française, Paris, 2005, p. 111-152 ; Johsua Florence, « La dynamique militante à l'extrême gauche », op. cit., p. 19-28.

⁴ Sur la routinisation de la participation électorale de l'extrême gauche, cf. Broquet Christophe, « L'extrême gauche aux élections législatives, européennes et locales (1958-2004) », in Reynié Dominique (dir.), *L'Extrême gauche, moribonde ou renaissante ?*, op. cit., p. 57-79.

⁵ Sur les stratégies de présentation de candidatures lors des élections nationales par les partis d'extrême gauche, cf. Pina Christine, « L'extrême gauche dans les élections présidentielles », in Reynié Dominique (dir.), *L'Extrême gauche, moribonde ou renaissante ?*, op. cit., p. 31-55 ; Ubbiali Georges, « Les usages du trotskisme dans l'extrême gauche française (LO, LCR, PT) », in Geay Bertrand et Willemez Laurent (dir.), *Pour une gauche de gauche*, op. cit., p. 261-275.

⁶ Pour une analyse de ce résultat, cf. Choffat Thierry et Prugneau Olivier, « Le « vote protestataire ». Etude comparée des candidatures d'Arlette Laguiller et de Jean-Marie Le Pen », in Choffat Thierry (dir.), *L'élection présidentielle de 1995*, Presses universitaires de Nancy, Nancy, 1997, p. 79-91.

nationales, en concurrents directs d'un PCF de plus en plus affaibli. Ainsi, lors de l'élection présidentielle de 2002, alors que le candidat communiste n'obtient que 3,37%, les trois candidats trotskistes dépassent les 10% des suffrages exprimés, les candidats de LO et de la LCR dépassant nettement celui du PCF. L'élection présidentielle de 2007¹ se caractérise par un ressac assez net du vote en faveur des candidats de la gauche radicale. Alors que le PCF enregistre un résultat historiquement bas et que LO retrouve ses résultats d'avant 1995, Olivier Besancenot se maintient au même niveau qu'en 2002. Le projet de fondation d'un grand parti ouvrier², initié par LO après 1995 puis rapidement abandonné, et le projet régulièrement évoqué³ dans les débats internes de la LCR de fondation d'un nouveau parti dépassant le cadre étroit de l'extrême gauche sont autant de moyens de s'affirmer comme parti dominant à la gauche du PS.

La (relative) affirmation électorale des partis d'extrême gauche s'illustre également par la place qui leur est progressivement accordée dans les manuels de science politique. Maurice Duverger⁴ et Georges Lavau⁵ ignorent totalement les groupuscules d'extrême gauche dans les manuels sur les partis politiques de 1951 et 1953, le second faisant d'ailleurs du PCF le représentant de l'extrême gauche⁶. Ces partis ne sont pas plus évoqués par Maurice Duverger dans son manuel de 1966⁷. En revanche, les partis d'extrême gauche figurent en bonne place dans les manuels post-68 comme en témoignent les ouvrages de Colette Ysmal et François Borella à la fin des années 1980⁸, et font désormais l'objet d'une attention continue⁹.

Enfin, l'émergence et/ou la réactivation d'organisations issues des mouvements sociaux ou de l'altermondialisme, et de nouveaux partis (essentiellement issus de dissidences d'organisations existantes) participent également de la transformation de l'espace de la gauche radicale. L'appel « Nous sommes la gauche » en 1997, l'implication d'acteurs des mouvements sociaux dans les

¹ Sur les résultats des élections de 2007, cf. Boy Daniel et Chiche Jean, « L'échec électoral de la « gauche non socialiste » », in Perrineau Pascal (dir.), *Le Vote de rupture. Les élections présidentielle et législatives d'avril-juin 2007*, Presses de Sciences Po, Paris, 2008, p. 197-212.

² Choffat Thierry, « Les élections régionales : tremplin ou laminoir pour Lutte ouvrière ? », in *Civitas Europa*, 27, 2011, p. 92 ; Choffat Thierry, « Lutte ouvrière, entre continuité et renouvellement », in De Waele Jean-Michel et Seiler Daniel-Louis, *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, op. cit., p. 297.

³ Johsua Florence, « « Le parti doit changer de bases » : La LCR et le « nouveau parti », transformations militantes et (re) définitions partisans », in Geay Bertrand et Willemez Laurent (dir.), *Pour une gauche de gauche*, op. cit., p. 277-279.

⁴ Duverger Maurice, *Les partis politiques*, Edition Armand Colin, Paris, 1951.

⁵ Lavau Georges, *Partis politiques et réalités sociales. Contribution à une étude réaliste des partis politiques*, Editions Armand Colin, Paris, 1953.

⁶ *Ibid.*, p. 137.

⁷ Duverger Maurice, *Sociologie politique*, Presses universitaires de France, Paris, 1966.

⁸ Ysmal Colette, *Les partis politiques*, op. cit. ; Borella François, *Les partis politiques*, op. cit.

⁹ Agrikoliansky Eric, *Les partis politiques en France*, 2^e édition, Editions Armand Colin, Paris, 2008 ; Bréchon Pierre (dir.), *Les partis politiques français*, op. cit. ; Delwit Pascal (dir.), *Les partis politiques en France*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2014.

collectifs pour une candidature antilibérale à l'élection présidentielle de 2007¹ ou encore les débats au sein d'ATTAC² quant à l'opportunité de présenter des listes altermondialistes lors des élections européennes de 2004³ manifestent une double logique de méfiance/rejet du champ politique, des activités électorales et des partis politiques d'une part, et de volonté de contester le monopole des « anciens » partis quant à l'expression politique de la radicalité d'autre part. Lilian Mathieu⁴ analyse les aspirations de certains acteurs des mouvements sociaux à entrer dans le jeu politique et les tensions qui en ont résulté, tensions exprimant une autonomisation croissante des mouvements sociaux quant au champ politique⁵. La recherche d'une plus grande implication citoyenne⁶ et la méfiance envers les partis politiques ne sont pas spécifiques aux militants et organisations des mouvements sociaux⁷ et sont portées par de nombreux acteurs politiques de l'espace de la gauche radicale qui associent les partis politiques à un fonctionnement vertical et centralisé qui serait au fondement des échecs successifs de la gauche radicale. Le type de militantisme comme les activités partisans (tournés vers la conquête du pouvoir « par les urnes ») tendent à être dévalorisés et à apparaître comme « obsolètes »⁸, à l'inverse d'un engagement et de modalités d'actions plus radicaux et horizontaux qu'incarneraient les mouvements sociaux. Même si de nombreux militants

¹ Sommier Isabelle, « La gauche mouvementiste et l'aspiration à un « politique autrement » », in Geay Bertrand et Willemez Laurent (dir.), *Pour une gauche de gauche*, op. cit., p. 70-73.

² Crettiez Xavier et Sommier Isabelle (dir.), *La France rebelle*, op. cit., p. 483-492 ; Sommier Isabelle, « Sur la généalogie de l'altermondialisme en France », in Sommier Isabelle, Fillieule Olivier et Agrikoliansky (dir.), *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Une perspective comparée*, Editions Karthala, Paris, 2008, p. 89-114. Sur la position originale d'ATTAC dans le champ politique, cf. Poliak Claude, « Attac. Aux frontières du champ politique », in Geay Bertrand et Willemez Laurent (dir.), *Pour une gauche de gauche*, op. cit., p. 75-90.

³ Crettiez Xavier et Sommier Isabelle (dir.), *La France rebelle*, op. cit., p. 489.

⁴ Mathieu Lilian, « Éléments pour une analyse des coalitions contestataires. La lutte contre le sida et le mouvement des chômeurs, de « Nous sommes la gauche » à Occupation », in *Revue française de science politique*, 59 (1), 2009, p. 77-96.

⁵ Mathieu Lilian, *L'espace des mouvements sociaux*, Editions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2012, p. 87-181.

⁶ Sommier Isabelle, « La gauche mouvementiste et l'aspiration à un « politique autrement » », op. cit., p. 57-73.

⁷ Pas plus qu'elle n'est spécifique à la gauche radicale. Comme le souligne Florence Haegel, les partis ont très rapidement été critiqués comme élément de division de l'unité nationale tout d'abord, comme ayant des pratiques non-démocratiques ensuite. Les principales critiques relatives aux partis (qui sont aussi des ressources symboliques de disqualification des acteurs dominants par les outsiders) ayant cours dans l'espace de la gauche radicale (bureaucratisation, professionnalisation politique, critique de la démocratie représentative, etc.) reposent principalement sur la méfiance/le rejet des mécanismes de délégation. Cf. Haegel Florence, « Le pluralisme à l'UMP. Structuration idéologique et compétition interne », in Haegel Florence (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, op. cit., p. 222 ; Haegel Florence, *Les droites en fusion. Transformation de l'UMP*, Presses de Sciences Po, 2012, p. 13-14.

⁸ Cette distinction est au centre de la thèse de l'engagement distancié. Cf. Ion Jacques, « L'évolution des formes de l'engagement public », in Perrineau Pascal (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1994, p. 23-39 ; Ion Jacques, *La fin des militants ?*, Editions de l'Atelier, Paris, 1997 ; Ion Jacques, Franguiadakis Spyros, Viot Pascal, *Militer aujourd'hui*, Editions Autrement, Paris, 2005. Pour une discussion serrée : Lefebvre Rémi, « Le militantisme socialiste n'est plus ce qu'il n'a jamais été. Modèle de « l'engagement distancié » et transformations du militantisme au Parti socialiste », in *Politix*, 102 (2), 2013, p. 7-33.

des partis de la gauche radicale pratiquent le multi-engagement en étant actifs dans plusieurs organisations (dont un parti politique), les différents engagements peuvent être vécus comme complémentaires¹, concurrents, et même antagonistes. Si les organisations et réseaux de l'espace des mouvements sociaux ne sont que rarement des concurrents directs des partis politiques, ils peuvent constituer une offre de militantisme concurrente, c'est-à-dire proposer des engagements et des pratiques plus séduisantes, d'autant plus que les activités électorales sont dépréciées.

Par ailleurs, la création de nouveaux partis va venir renforcer la dimension concurrentielle de l'espace de la gauche radicale. L'extrême gauche et les partis, à base locale ou nationale, issus de dissidences du PCF ne sont pas les seules organisations à venir concurrencer le PCF. En nous inspirant de la distinction entre marches et marges de la gauche utilisée par Bernard Dolez et Annie Laurent², le Mouvement Des Citoyens (MDC) créé en 1993³ et rebaptisé Mouvement Républicain et Citoyen (MRC) en 2002, peut être vu comme se situant à l'intersection entre espace de la gauche radicale et centre-gauche et oscille entre accords électoraux et gouvernementaux avec le PS, candidatures autonomes et recherche d'alliances à la gauche du PS⁴. Depuis 2002⁵, et à l'exception de négociations avortées avec le FG pour les élections européennes de 2009, le MRC semble davantage constituer un allié dominé du PS qu'un acteur de l'espace de la gauche radicale, mais trois dissidences (aux effectifs très restreints) du MDC et du MRC ont fait le choix d'une plus grande radicalité politique : la Gauche républicaine (GR) en 2002, puis le Mouvement pour une alternative républicaine et sociale (MARS) en 2003 et enfin République et Socialisme (RS) en 2009. La GR se divise rapidement (2004) en deux groupes, le premier rejoint le PS, tandis que le second maintient la GR (sous la forme d'une coordination nationale de la Gauche républicaine) et s'engage dans la campagne référendaire de 2005. Le MARS va rapidement s'inscrire dans les échéances électorales (en participant à des listes PCF notamment) et s'investir dans la campagne référendaire de 2005. Les deux partis fusionnent en 2007 dans le MARS-GR. Ce parti est dissous lors de la création du PG en novembre 2008. Enfin, RS est fondé immédiatement après l'échec des négociations MRC-FG au

¹ Le meilleur exemple de cette complémentarité étant le système d'action communiste, bien détaillé à propos d'Halluin par Michel Hastings. Cf. Hastings Michel, *Halluin La Rouge (1919-1939). Aspects d'un communisme identitaire*, Presses universitaires de Lille, Villeneuve d'Ascq, 1991, p. 236-245. Bernard Pudal et Julian Mischi ont montré le lien entre perte d'influence électorale du PCF et désagrégation de ce système d'action. Cf. Pudal Bernard, *Un Monde défait*, op. cit., p. 179-182 ; Mischi Julian, *Le communisme désarmé*, op. cit.

² Dolez Bernard et Laurent Annie, « Marches et marges de la gauche », op. cit., p. 251-273.

³ Verrier Benoît, « Chronique d'une rupture. De Socialisme et République au Mouvement des citoyens », in *Politix*, 45 (12), 1999, p. 87-113.

⁴ Verrier Benoît, *Loyauté militante et fragmentation des partis. Du CERES au MDC*, thèse de science politique, Université de Strasbourg, 2003, p. 450-453.

⁵ Les résultats obtenus par Jean-Pierre Chevènement à l'élection présidentielle et la perte de nombreux députés ont rendu caduques les logiques d'autonomisation et de concurrence électorale face au PS. Sur les résultats du MDC en 2002, cf. Bréchon Pierre et Mandran Nadine, « Jean-Pierre Chevènement : un fiasco électoral », in *Revue politique et parlementaire*, 1020-1021, 2002, p. 173-183.

printemps 2009 et participe au FG dès mai 2009, avant d'être reconnu officiellement comme membre de la coalition en juin 2011. La création du PG en novembre 2008, puis de la Fédération pour une alternative sociale et écologique en décembre 2008, et du NPA en février 2009, au-delà de la diversité de leurs genèses et de leurs compositions, attestent d'une double logique de reconfiguration de la gauche radicale et de diversification des offres politiques issues de cet espace. Le premier est fondé par une dissidence socialiste, et plus particulièrement par les militants regroupés dans l'association Pour la République Sociale (PRS) fondée en 2004 par Jean-Luc Mélenchon, rejoints par des militants issus de l'ensemble des tendances de la gauche du PS, militants auxquels s'ajoutent des groupes plus modestes comme le MARS-GR ou le MGP, puis, fin 2009, des militants écologistes autour de la députée de Paris Martine Billard. La FASE constitue un autre modèle d'agrégation de groupes politiques existants. Alors que les groupes fondateurs du PG fusionnent dans le nouveau parti, les groupes locaux ou nationaux affiliés à la FASE conservent une forte autonomie décisionnelle, notamment au plan stratégique. Ainsi, l'association des communistes unitaires (ACU) est membre fondatrice de la FASE alors même que ses membres sont toujours actifs au PCF. Bien que les dirigeants de l'ACU ne soient désormais plus membres du PCF, l'ACU n'en continue pas moins d'avoir son existence propre au sein de la FASE, contrairement à la coordination nationale des collectifs unitaires (CNCU), issue de la campagne référendaire de 2005, progressivement dissoute dans l'activité de la FASE. De même, les comités locaux issus de la campagne de José Bové à l'élection présidentielle de 2007 (comme la Gauche alternative en Meurthe-et-Moselle, ou la Gauche alternative et unitaire messine en Moselle) tout en s'affiliant à la FASE, continuent de revendiquer une identité singulière et disposent d'une forte autonomie décisionnelle. La faible intégration des partis et groupes participant à la FASE est parfaitement illustrée par la position des Alternatifs. Alors que ce parti est à l'initiative de la fondation de la FASE, Les Alternatifs quittent la FASE lors de l'intégration de cette dernière au FG, avant de soutenir Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle de 2012, puis d'intégrer à leur tour le FG et enfin d'être, à l'instar de la FASE, partie prenante d'Ensemble¹. Ainsi, d'un côté, se généralise au sein de la gauche radicale la thématique de l'unité qui tend à devenir une norme implicite dans cet espace politique, mais, d'un autre côté, cette norme unitaire débouche sur un processus, *a priori* antagonique, de fragmentation organisationnelle de la gauche radicale.

¹ Les Alternatifs se fondent en mars 2015 dans Ensemble, mais des opposants constituent immédiatement un nouveau groupe, Alternatives et autogestion. Cf. Communiqué, 15 mars 2015, « Congrès des Alternatifs ».

C. L'émergence conflictuelle d'une norme unitaire

De nombreux auteurs ont souligné avec force la désunion de la gauche radicale. Si nous souscrivons à ce constat lorsqu'il s'agit de pointer l'instabilité et la fragmentation de cet espace politique, il ne doit pour autant pas amener à faire de l'unité une utopie supplémentaire d'acteurs politiques qui n'en manquent déjà pas. Cette vision essentialiste¹ conduit à délaisser la compréhension des processus en cours, perçus comme d'énormes tentatives devant se solder par d'inéluctables échecs. Un deuxième écueil devant selon nous être évité, consiste en une démarche évolutionniste (voire militante) voyant dans chaque tentative une nouvelle étape dans un processus devant nécessairement aboutir à l'unification de la gauche radicale. L'accroissement des interdépendances entre les acteurs ne conduit pas mécaniquement à une forme renforcée de coopération mais peut tout aussi bien déboucher sur une forme accrue de concurrence. De même, l'unification partielle de l'offre électorale de la gauche radicale (par le truchement d'une coalition partisane) depuis 2009 n'a en rien affecté la fragmentation organisationnelle et a même conduit à la complexification et à l'accroissement de l'offre militante². L'unité de la gauche radicale est une motivation poussant les acteurs, individuels ou collectifs, à agir, c'est-à-dire tout à la fois un objectif qu'ils tentent d'atteindre et une contrainte à laquelle ils s'ajustent.

En cela, l'unité de la gauche radicale est à la fois une croyance des acteurs et une norme³ qui s'impose à eux. La multiplication des entreprises de rénovation de la gauche radicale se fondant sur la thématique unitaire et sa généralisation discursive⁴ atteste – nous nous inspirons ici des travaux de Philippe Zittoun⁵ – d'une double logique d'identification d'un problème à résoudre et d'imposition d'une solution. En effet, la thématique unitaire est le résultat d'une mise en désordre de la gauche radicale, au double sens d'une forte labilité de cet espace politique et de l'accroissement du nombre

¹ Alexandre Dézé relève une grille de lecture identique pour l'extrême droite : « *Le départ des « mégrétistes » en 1998 a pu être interprété comme le symptôme d'une pathologie propre à l'extrême droite. Ainsi, le FN aurait été frappé d'une sorte de « mal endémique de la discorde » ou de « fatalité » touchant plus particulièrement les formations de cette famille politique. [...] Plutôt que de considérer les logiques conflictuelles qui se trouvent à l'origine de la dissociation du FN comme le produit des propriétés spécifiques de l'extrême droite, il convient de les appréhender comme le résultat de luttes ordinaires propres aux organisations partisanses.* ». Cf. Dézé Alexandre, *Le Front national : à la conquête du pouvoir ?*, Editions Armand Colin, Paris, 2012, p. 103.

² Remarquons d'emblée que ce que les acteurs désignent comme « unitaire » recouvre plusieurs types de comportement et des degrés très variables d'intégration : répartition préalable des circonscriptions (qui peut se limiter à l'organisation d'une non-concurrence) ; coalition de second tour (qui repose essentiellement sur une répartition « équitable » des postes) ; coalition de premier tour (qui suppose un accord programmatique) ; coalition partisane pérenne et relativement institutionnalisée ; fusion de partis, etc.

³ L'unité est également un enjeu des luttes de sens pour déterminer ce qu'est l'unité et, en conséquence, qui est ou n'est pas unitaire. Si l'unité est un référentiel généralisé et partagé, c'est au prix d'une forte incertitude sur son contenu qui peut renvoyer à l'unité d'action dans les mobilisations sociales ou à l'unité électorale.

⁴ En cela, et en nous inspirant des travaux de Daniel Gaxie, l'efficacité croissante de l'injonction à l'unité exprime également une logique de construction d'un camp. Cf. Gaxie Daniel, *La démocratie représentative*, Editions Montchrestien, 2^e édition, Paris, 1996, p. 50-51.

⁵ Zittoun Philippe, *La fabrique politique des politiques publiques*, Presses de Sciences Po, Paris, 2013.

d'acteurs en concurrence depuis la fin des années 1980, et d'un étiquetage de cette configuration (désunion et fragmentation) comme un problème inacceptable, appelant ainsi le bricolage d'une solution. L'imposition progressive de l'unité¹ comme solution à la faiblesse électorale de la gauche radicale peut s'analyser comme un couplage réussi entre unité et dynamique électorale et sociale². A ce titre, la mobilisation³ référendaire de 2005 relative à l'adoption du Traité établissant une Constitution pour l'Europe (TCE) a été vécue – et surtout reconstruite symboliquement *a posteriori* – par de nombreux acteurs de la campagne du non de gauche comme une validation pratique d'une option théorique faisant de l'unité une solution à la marginalisation politique de la gauche radicale. De même, l'élection présidentielle de 2007 a constitué un paradoxal renforcement de la croyance en l'utilité et l'efficacité électorale de l'unité, tout comme les élections entre 2009 et 2012. L'accroissement des tensions au sein du FG depuis 2012 peut s'expliquer par un affaiblissement de la croyance en l'utilité électorale de l'unité résultant de la combinaison de trois facteurs : la confrontation à la défaite électorale (entendue comme un décalage entre les objectifs partisans et les résultats effectivement obtenus), la difficulté à concilier des intérêts partisans et des conceptions différentes de la coalition, et le renforcement des divergences tactiques (présentes dès l'origine).

A mesure que la croyance en l'utilité et l'efficacité électorale de l'unité s'impose dans l'espace de la gauche radicale, l'unité tend à devenir une norme⁴ contraignant le comportement des acteurs. En d'autres termes, plus les entrepreneurs de rénovation⁵ travaillent à imposer l'unité comme seule solution à la faiblesse de la gauche radicale, plus l'unité s'impose à eux et à l'ensemble des acteurs de cet espace politique. L'incapacité d'un responsable de la FASE, organisation hétérogène membre du

¹ Ce bricolage suppose de la part des entrepreneurs d'unité, une croyance en la possibilité de rassembler, ce qui relève d'une double logique de sélection et de reconnaissance mutuelle de ces acteurs sur des fondements divers (proximité idéologique, homologie de position, etc.).

² Le discours performatif consistant à faire de l'unité une solution repose sur l'investissement dans la compétition électorale. Il n'est ainsi guère surprenant de voir les partis disqualifiant fortement les mécanismes électoraux être peu ou non concernés par la diffusion de ce discours.

³ Nous entendons le terme de mobilisation au sens que lui donne Lilian Mathieu, c'est-à-dire « *une séquence temporellement limitée de forte concentration des activités et des ressources des agents individuels ou collectifs sur une ligne stratégique donnée, c'est-à-dire dans la visée de la satisfaction d'une revendication dans un contexte d'affrontements à un ou plusieurs adversaires* ». Cf. Mathieu Lilian, *L'espace des mouvements sociaux*, op. cit., p. 25.

⁴ Nous empruntons cette notion à Nicolas Bué et Rémi Lefebvre. Cf. Bué Nicolas, *Rassembler pour régner. Négociation des alliances et maintien d'une prééminence partisane : l'union de la gauche à Calais (1971-2005)*, thèse de science politique, Université Lille 2, 2006 ; Lefebvre Rémi, « La construction de l'union de la gauche au niveau municipal. L'institutionnalisation d'une norme unitaire », in Tartakowsky Danielle et Bergounioux Alain (dir.), *L'union sans unité. Le programme commun de la gauche (1963-1978)*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2012, p. 209-222.

⁵ Par analogie avec la définition de Philippe Bezes et Patrick Le Lidec des entrepreneurs de réforme, nous entendons par entrepreneurs de rénovation des « *groupes d'acteurs qui revendiquent l'intention et sont en position de transformer [l'offre politique de la gauche radicale] en faisant montre de compétences et de ressources pour élaborer des diagnostics, promouvoir des solutions et constituer des coalitions favorables à leurs projets* ». Cf. Bezes Philippe et Le Lidec Patrick, « Ordre institutionnel et genèse des réformes », in Lagroye Jacques et Offerlé Michel (dir.), *Sociologie de l'institution*, Editions Belin, Paris, 2010, p. 58.

FG depuis 2011 au niveau national, depuis 2009 en Meurthe-et-Moselle, à être pris au sérieux dans sa menace d'une candidature dissidente aux élections législatives de 2012 face à une candidate communiste en atteste. En effet, nombre de cadres et militants des autres partis coalisés n'y voyaient qu'une menace dénuée de tout fondement en ce que cet acteur (et le parti qu'il représente) ont été parmi les plus actifs entrepreneurs d'unité. Cela ne rendait pas une candidature dissidente impossible (justifiée par la non-satisfaction des intérêts de chaque composante de la coalition), mais rendait caduque la menace d'une dissidence (au sens où celle-ci ne constituait pas une incitation à un compromis dans les négociations). Plus généralement, en tant que norme, l'unité impose aux protagonistes de « faire avec », tant que se maintient la croyance en l'utilité de la norme et en son caractère contraignant. Cela peut expliquer la pérennisation d'une coalition (le FG) pourtant caractérisée par une récurrente et parfois intense conflictualité interne et un succès électoral des plus relatifs. Mais, en tant que norme, l'unité n'est pas seulement une contrainte, mais également une ressource symbolique de légitimation de sa propre position pour les acteurs qui revendiquent avec succès l'étiquette d'« unitaire », et de disqualification des concurrents directs.

Depuis les années soixante-dix, plusieurs processus ont marqué la gauche radicale. Le déclin électoral du PCF et sa marginalisation progressive dans le champ politique a aussi été celle de la gauche radicale, évolution renforcée par la tendance au bipartisme du système partisan qui installe durablement les partis se plaçant à la gauche de la social-démocratie, dans une forme de dépendance conflictuelle au PS, désormais parti dominant à gauche. L'accroissement du nombre d'entreprises politiques en concurrence pour l'expression de la radicalité de gauche, combiné à l'affaiblissement du PCF, a conduit à une nouvelle configuration de l'espace de la gauche radicale caractérisée par la fragmentation et la fluidité des organisations et des relations qu'elles entretiennent. Cet espace est également devenu multipolaire au sens où aucun parti ne peut véritablement prétendre à une domination de type hégémonique (faute de représentations partagées de ce qui peut ou pourrait exercer une tension centripète), même si le PCF est, de loin, l'organisation disposant des ressources les plus importantes dans cet espace car ce parti est également celui qui y est le plus contesté. La mise en place d'une coalition, à partir de 2009, a progressivement permis une hégémonie électorale et militante sur l'espace de la gauche radicale, au moyen cependant d'un déplacement des logiques concurrentielles et de leur articulation à des formes de coopération conflictuelle. Cette coalition, particulièrement instable et peu intégrée, est bien dominée par un, voire deux parti(s), mais cette domination y est régulièrement contestée. Enfin, l'émergence de la rhétorique unitaire, sa transformation progressive et incertaine en norme contraignant les relations inter-partisanes et l'adoption des dispositifs électoraux, illustre le travail

symbolique des entrepreneurs de rénovation de l'espace visant à imposer une grille de lecture commune fondée sur la reconnaissance d'une proximité idéologique et positionnelle devant nécessairement passer par l'unification de la gauche radicale.

Section 2. Un état de la littérature relative à la gauche radicale

La littérature académique portant sur les partis de gauche radicale est imposante mais elle est fortement segmentée et relève un intérêt très variable des chercheurs pour les différents partis composant la gauche radicale. Tout se passe comme si la spécificité de l'objet (la forte fragmentation organisationnelle de cet espace politique) venait renforcer la tendance à la spécialisation des travaux universitaires (ou l'inverse). Sans plus chercher les causes de cette combinatoire, il faut relever, d'une part que les travaux, sauf exception, ne portent que rarement sur l'ensemble des partis de la gauche radicale et, d'autre part, que ces partis n'ont pas suscités le même intérêt des chercheurs et que celui-ci évolue temporellement. De même, si le constat de la division de la gauche radicale est posé par l'ensemble des travaux académiques, cette fragmentation concurrentielle n'est pas interrogée en elle-même, ni comme une variable explicative de la forte instabilité de l'offre partisane produite par ce segment du champ politique. Les partis de gauche radicale sont également l'objet de nombreux travaux comparatistes. A l'échelon européen, les cas de fragmentation partisane ne sont pas rares, pas plus que les logiques de rénovation de l'offre politique de la gauche radicale, perçue comme une logique d'adaptation des PC à un nouveau contexte international, politique et socio-économique défavorable au communisme. Dès lors, les différentes typologies se proposent d'identifier les scénarios d'adaptations ou de non-adaptations des partis communistes en Europe¹.

A. Une forte spécialisation des travaux académiques

Les travaux académiques portant sur la gauche, et plus particulièrement la gauche radicale, sont souvent monographiques, conduisant à une forte spécialisation et à une relative autonomie de l'étude des entreprises politiques les plus à gauche du champ politique. L'étude du communisme en fournit une parfaite illustration en constituant progressivement un sous-champ de la recherche (même si cette logique de spécialisation est aujourd'hui moindre), par ailleurs particulièrement clivé.

¹ Notamment : Bell David (ed.), *Western European Communists and the Collapse of Communism*, Berg, 1993 ; Bull Martin, « The West European Communist Movement : Past, Present and Future », in Bull Martin et Heywood Paul (eds.), *West European Communist Parties After the Revolutions of 1989*, St. Martin Press, 1994, p. 203-222 ; March Luke et Mudde Cas, « What's Left of the Radical Left ? The European Radical Left after 1989 : Decline and Mutation », in *Comparative European Politics*, 3, 2005, p. 23-49 ; Botella Joan et Ramiro Luis (eds.), *The crisis of communism and party change : the evolution of West European communist and post-communist parties*, ICPS, 2003 ; March Luke, *Radical left parties in Europe*, Routledge, New York, 2011.

La présentation classique adoptée par de nombreux manuels et synthèses relatifs aux partis politiques français en atteste en ce qu'elle repose, au-delà des variantes, sur une tripartition, voire une quadripartition des partis de gauche (socialisme, communisme, extrême gauche, et régulièrement l'écologie). Dès l'introduction de son ouvrage classique, Jean Touchard s'interroge sur l'hétérogénéité de la gauche¹ et sur l'usage du pluriel pour qualifier la gauche française². Michel Winock distingue quant à lui quatre gauches différentes : la gauche républicaine, la gauche socialiste, la gauche communiste et l'ultragauche³ (ou le gauchisme⁴). De même, François Platone⁵ et Eric Agrikoliansky⁶ distinguent ainsi le PCF des partis d'extrême gauche. Le découpage retenu pour la publication de deux dictionnaires sur la gauche reprend la même distinction⁷, tout comme François Borella⁸ qui distingue les partis du système du pôle conservateur libéral, les partis du système du pôle socialiste et communiste et enfin, les partis hors système (extrême droite, écologiste et extrême gauche). Cette présentation est désormais datée, notamment en ce qui concerne la classification des écologistes ou les partis étudiés⁹ (le PSU, par exemple, y figure en bonne place). Mais elle tend également à cloisonner parti communiste et partis d'extrême gauche sur le seul critère de la participation aux institutions. Ces partis se distinguent fortement quant à leur participation au fonctionnement des institutions, mais leur investissement lors des différentes compétitions électorales contraint fortement les agendas partisans, même si les militants des différents partis de la gauche radicale n'y accordent pas la même valeur.

Les synthèses régulièrement actualisées publiées sous la direction de Pierre Bréchon, tout comme le récent ouvrage dirigé par Pascal Delwit¹⁰ consacrent des chapitres distincts au PCF¹¹ et à l'extrême gauche¹² pour le premier, et traitent séparément le PCF¹, le NPA² et LO³ pour le second. Les partis de

¹ Touchard Jean, *La gauche en France depuis 1900*, Editions du Seuil, Paris, 1977.

² C'est d'ailleurs le pluriel que Jean-Jacques Becker et Gilles Candar retiennent, tout comme Fabien Conord. Cf. Becker Jean-Jacques et Candar Gilles (dir.), *Histoire des gauches en France. Tome 2. XX^e siècle : à l'épreuve de l'histoire*, Editions La Découverte, Paris, 2005 ; Conord Fabien, *Les gauches européennes au XX^e siècle*, Editions Armand Colin, Paris, 2012.

³ Winock Michel, *La gauche en France*, op. cit., p. 26-29.

⁴ Terme qu'il utilisait dans la rédaction du complément à l'ouvrage de Jean Touchard. Cf. Touchard Jean, *La gauche en France depuis 1900*, op. cit.

⁵ Platone François, *Les partis politiques en France*, Editions Milan, Toulouse, 2007, p. 24-27.

⁶ Agrikoliansky Eric, *Les partis politiques en France*, op. cit., p. 81-97.

⁷ Hatzfeld Hélène, Mischi Julian, Rey Henri (dir.), *Dictionnaire de la gauche*, Editions Larousse, Paris, 2007 ; Cosseron Serge, *Dictionnaire de l'extrême gauche*, Editions Larousse, Paris, 2007.

⁸ Borella François, *Les partis politiques dans la France d'aujourd'hui*, op. cit.

⁹ Publiant avant l'émergence électorale des partis trotskistes (LO, LCR), François Borella les évoque rapidement, contrairement au PSU auquel il consacre de larges développements. Cf. Borella François, *Les partis politiques dans la France d'aujourd'hui*, op. cit., p. 219-236.

¹⁰ Delwit Pascal (dir.), *Les partis politiques en France*, op. cit.

¹¹ Greffet Fabienne, « Le Parti communiste français : l'espoir du retour », in Bréchon Pierre (dir.), *Les partis politiques français*, op. cit., p. 155-180.

¹² Pina Christine, « L'extrême gauche, la « vraie gauche » ? », op. cit., p. 181-202.

la gauche radicale font également l'objet de trois contributions dans l'ouvrage de Guillaume Bernard et Eric Dusquesnoy⁴, portant respectivement sur le PCF⁵, l'altermondialisme⁶ et l'extrême gauche⁷, et de quatre dans l'ouvrage dirigé par Bertrand Geay et Laurent Willemez⁸, ce dernier ouvrage se distinguant cependant par un chapitre consacré aux tendances de la gauche du PS⁹. Le même principe de spécialisation est partiellement et indirectement à l'œuvre dans les ouvrages d'Irène Pereira¹⁰, Philippe Raynaud¹¹ ou encore Xavier Crettiez et Isabelle Sommier¹². Ces trois ouvrages reposent sur des programmes de recherche différents, mais partagent une même ambition de rationalisation scientifique de l'hétérogénéité des acteurs de la gauche radicale et une logique de décloisonnement de l'étude de la gauche radicale en ce qu'ils ne limitent pas leurs travaux aux seuls acteurs politiques de la gauche radicale. Irène Pereira tente d'en rendre compte par la construction d'idéaux-types et les outils de la sociologie pragmatique. Philippe Raynaud fait le choix d'une exposition/discussion de quelques philosophes perçus comme des auteurs influents à l'extrême gauche. Enfin, Xavier Crettiez et Isabelle Sommier tendent à une démarche plus encyclopédique visant à appréhender l'ensemble des « *acteurs de la contestation* » à travers les différentes « *figures du rebelle* »¹³ et la définition de sept familles rebelles distinctes¹⁴. Ces travaux partagent une hypothèse initiale particulièrement forte et non explicitée résidant dans l'exclusion de l'étude du PCF comme acteur de la contestation. Ainsi, alors même que d'importants développements sont consacrés à certaines composantes du FG, Irène Pereira n'explique pas son choix d'exclure le PCF de son étude. De même, les partis politiques figurent en bonne place parmi les acteurs des différentes figures de rébellions étudiées par Xavier Crettiez et Isabelle Sommier : les partis autonomistes sont

¹ Delwit Pascal, « Le parti communiste français et le Front de gauche », in Delwit Pascal (dir.), *Les partis politiques en France*, op. cit., p. 59-85.

² Salles Jean-Paul, « De la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) au Nouveau parti anticapitaliste (NPA) : l'impossible mutation ? », in Delwit Pascal (dir.), *Les partis politiques en France*, op. cit., p. 109-126.

³ Lanuque Jean-Guillaume et Lévy Pierre, « Lutte ouvrière, monolithe du trotskisme ? », in Delwit Pascal (dir.), *Les partis politiques en France*, op. cit., p. 127-147.

⁴ Bernard Guillaume et Dusquesnoy Eric (dir.), *Les forces politiques françaises*, op. cit.

⁵ Andolfatto Dominique, « Construction et déconstruction », p. 219-228.

⁶ Courtois Stéphane, « De l'internationalisme à l'altermondialisme », in Bernard Guillaume et Dusquesnoy Eric (dir.), *Les forces politiques françaises*, op. cit., p. 229-233.

⁷ Pina Christine, « Entre permanences révolutionnaires et évolutions nécessaires. Les extrêmes gauches », in Bernard Guillaume et Dusquesnoy Eric (dir.), *Les forces politiques françaises*, op. cit., p. 235-252.

⁸ Geay Bertrand et Willemez Laurent (dir.), *Pour une gauche de gauche*, op. cit. Deux chapitres sont consacrés aux partis trotskistes et un au PCF.

⁹ Lefebvre Rémi, « Militer au parti socialiste pour le transformer. L'engagement à la « gauche » du PS », in Geay Bertrand et Willemez Laurent (dir.), op. cit., p. 217-237.

¹⁰ Pereira Irène, *Les grammaires de la contestation*, op. cit.

¹¹ Raynaud Philippe, *L'extrême gauche plurielle*, op. cit.

¹² Crettiez Xavier et Sommier Isabelle (dir.), *La France rebelle*, op. cit.

¹³ *Ibid.*, p. 13-28.

¹⁴ *Ibid.*, p.26-28.

ainsi appréhendés comme relevant d'une forme de rébellion contre l'Etat¹, tandis que de nombreux partis (droite radicale, extrême gauche notamment) sont étudiés comme partie prenante d'une « radicalisation idéologique »². Cependant, pour la gauche, seuls les partis situés « à la gauche des partis historiques »³ sont étudiés.

Un second trait caractéristique des travaux portant sur la gauche radicale s'ajoute à la prédominance des études monographiques : les partis de la gauche radicale ont fait l'objet d'un intérêt très variable de la recherche en science politique. Alexandre Dézé fait très justement remarquer que les « petits partis », c'est-à-dire ceux n'étant pas en capacité d'exercer le pouvoir, sont moins étudiés en science politique⁴. Si les travaux sont nombreux sur le PCF⁵ – ce parti ayant longtemps été le plus étudié en France⁶ –, mais aussi sur la LCR et dans une moindre mesure sur LO⁷ (ces deux partis restant cependant bien moins étudiés que le PCF), les nouvelles entreprises partisans comme le PG ou la FASE⁸ ne font que très rarement l'objet d'analyses universitaires, pas plus que l'étude des partis de droite ou du centre comme le relèvent Florence Haegel⁹ et Julien Fretel¹⁰. Existait depuis novembre 2008, le PG est une entreprise politique encore largement méconnue¹¹. A titre d'exemple, aucun chapitre n'est consacré à ce parti dans les manuels consacrés aux partis politiques français¹² publiés après la création de ce parti, sans pour autant qu'il en soit totalement absent. En comparaison, la transformation de la LCR en NPA à la même époque a été

¹ Crettiez Xavier et Sommier Isabelle (dir.), *La France rebelle*, op. cit., p. 47-149.

² *Ibid.*, p. 151-215.

³ *Ibid.*, p. 179.

⁴ Dézé Alexandre, *Le Front national : à la conquête du pouvoir ?*, op. cit., p. 55.

⁵ Stéphane Courtois relève une forte disparité entre l'étude du communisme avant 1989 qui « a fasciné des générations d'historiens et de politistes » et l'après-1989 « encore largement inexploré ». Cf. Courtois Stéphane, « Il y a un quart de siècle... », in *Communisme*, Editions Vendémiaire, Paris, 2014, p.6.

⁶ Lavabre Marie-Claire et Platone François, *Que reste-t-il du PCF ?*, op. cit., p. 10. Le FN est aujourd'hui l'un des partis les plus étudiés. Cf. Dézé Alexandre, *Le Front national*, op. cit., p. 19 ; Crépon Sylvain, *Enquête au cœur du nouveau Front national*, Nouveau Monde Editions, Paris, 2012, p. 19.

⁷ Pour une synthèse de la littérature académique relative aux partis de l'extrême gauche trotskiste, cf. Salles Jean-Paul, *La Ligue communiste révolutionnaire (1968-1981). Instrument du Grand Soir ou lieu d'apprentissage ?*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2005, p. 22-28.

⁸ Les travaux portant sur la FASE sont très rares. Irène Pereira s'est cependant intéressée à son appareillage idéologique qu'elle considère relever d'une « grammaire nietzschéenne ». Cf. Pereira Irène, *Les grammaires de la contestation*, op. cit., p. 159-161.

⁹ Haegel Florence, *Les droites en fusion*, op. cit., p. 18-23.

¹⁰ Fretel Julien, *Militants catholiques en politique. La nouvelle UDF*, thèse de science politique, Université Paris I, 2004, p. 11.

¹¹ Les livres de cadres de ce parti représentent une source importante, en particulier celui d'Eric Coquerel, riche en détails sur ce nouveau parti et le fonctionnement du FG, même s'il n'est pas exempt d'illusions héroïques. Cf. Coquerel Eric, *Au cœur du front de gauche*, Editions Arcane 17, Paris, 2012.

¹² Bréchon Pierre (dir.), *Les partis politiques français*, op. cit. ; Delwit Pascal (dir.), *Les partis politiques en France*, op. cit. ; Lambert Frédéric et Lefranc Sandrine, *50 fiches pour comprendre la science politique*, op. cit., p. 147.

bien mieux étudiée¹. L'étude du PG est encore moins détaillée dans *La gauche radicale en Europe*, ouvrage pourtant rédigé par des intellectuels proches du FG². Néanmoins, le PG a fait l'objet de quelques travaux portant sur la fonction d'élaboration programmatique³ et son corpus doctrinal⁴, sur le rôle de la mobilisation référendaire de 2005 dans le processus de dissidence du groupe Mélenchon⁵ et de la résistance à la construction européenne⁶. Sans étudier spécifiquement le PG, ni même les dissidents socialistes, Rémi Lefebvre fournit, par son analyse du militantisme à la gauche du PS, de nombreux éléments de compréhension de la trajectoire du groupe Mélenchon, permettant de penser la dissidence comme une opportunité de se reconvertir dans un engagement moins coûteux sur un plan identitaire⁷. Plus généralement, la dissidence du groupe Mélenchon et de la construction du PG doivent être appréhendées au regard de l'évolution du PS et de l'engagement socialiste, même si cette dissidence ne doit pas être réduite à une simple réaction mécanique aux

¹ Plusieurs travaux évoquent avec précision ce processus de transformation organisationnelle et militante, cf. Johsua Florence, « Le parti doit changer de bases », *op. cit.* ; Bonnemaïson Didier, « Changement de nom : de la LCR au NPA », in Orfali Birgitta (dir.), *La banalisation de l'extrémisme à la veille de la présidentielle. Radicalisation ou dé-radicalisation ?*, Editions l'Harmattan, Paris, 2012, p. 87-106 ; Bonnemaïson Didier, « De la Ligue Communiste Révolutionnaire au Nouveau Parti Anticapitaliste », in De Waele Jean-Michel et Seiler Daniel-Louis, *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, *op. cit.*, p. 305-322 ; Salles Jean-Paul, « De la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) au Nouveau parti anticapitaliste (NPA) : l'impossible mutation ? », *op. cit.* ; Mathieu Romain, « La gestion du fait religieux dans la construction d'une nouvelle offre partisane. La « candidate voilée » du NPA », in Grabias Fanny, Marti Gaëlle et Seurot Laurent (dir.), *Le fait religieux en droit public*, Presses universitaires de Nancy / Editions universitaires de Lorraine, Nancy, 2014, p. 123-149. Concernant les transformations sociologiques de la LCR, cf. Descourrière Line, *Le recrutement des militants de la LCR*, mémoire de science politique, Université Lille 3, 2002 ; Rizet Stéphanie, *La distinction militante*, *op. cit.* ; Rizet Stéphanie, « Qu'est-ce qui fait courir les militants de la ligue communiste révolutionnaire ? », in *Sociologies pratiques*, 15 (2), 2007, p. 69-81 ; Johsua Florence, « La dynamique militante à l'extrême gauche », *op. cit.* ; Joshua Florence, « Les conditions de (re)production de la LCR. L'approche par les trajectoires militantes », in Haegel Florence (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, *op. cit.*, p. 25-67 ; Johsua Florence, *De la LCR au NPA (1966-2009) : sociologie politique des métamorphoses de l'engagement anticapitaliste*, thèse de science politique, Institut d'études politiques de Paris, 2011 ; Johsua Florence, « Repenser la production sociale de la révolte. A partir d'une étude des transformations du recrutement à la LCR depuis 2002 », in *Revue française de science politique*, 63 (5), 2013, p. 841-864.

² Ducange Jean-Numa, Marlière Philippe et Weber Louis, *La gauche radicale en Europe*, Editions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2013, p. 45-46.

³ Ducruet Mathilde, *L'activité programmatique dans un parti en construction : le cas du PDG*, mémoire de science politique, EHESS, 2010.

⁴ Pereira Irène, *Les grammaires de la contestation*, *op. cit.*, p. 116-120.

⁵ Mathieu Romain, « « Respectez notre non ! ». Du 29 mai 2005 à la construction du Parti de gauche (2005-2008) », in *Cahier d'histoire immédiate*, 47, 2015, p. 15-39.

⁶ Reungoat Emmanuelle, *Résister, c'est exister ? Comprendre la construction des résistances à l'intégration européenne au sein des partis politiques français (1979-2009)*, thèse de science politique, Université Paris I, 2012 ; Escalona Fabien et Vieira Mathieu, « Le sens et le rôle de la résistance à l'UE pour le parti de gauche », in *Politique européenne*, 43 (1), 2014, p. 68-92. La centralité de l'enjeu européen dans la dissidence du groupe Mélenchon peut également être appréhendée comme la manifestation, en poursuivant l'analyse de Florence Haegel quant à la création du MDC, du MPF, du RPF et de CPNT, d'un clivage « imparfaitement pris en charge par les organisations dominantes », ici la question nationale face à la construction européenne. Cf. Haegel Florence, « Pertinence, déplacement et renouvellement des analyses en termes de clivage en France », in *Revue internationale de politique comparée*, 12 (1), 2005, p. 38.

⁷ Lefebvre Rémi, « Militier au parti socialiste pour le transformer », *op. cit.*

transformations affectant le PS¹. Enfin, les travaux de Benoît Verrier sur la trajectoire politique de Jean-Pierre Chevènement et la création du MDC² permettent d'effectuer de nombreuses analogies avec la trajectoire du groupe Mélenchon. Enfin, le PG apparaît dans les travaux portant sur le PCF³, les chroniques électorales⁴ et/ou de vie politique⁵ et enfin, dans certaines approches comparatives. Cependant, le PG n'en constitue pas pour autant l'objet principal de ces travaux, ce parti n'apparaissant le plus souvent que comme partie prenante d'une coalition dominée par le PCF, sans réelle prise sur le fonctionnement de cette coalition. La rareté des travaux portant sur le PG peut recevoir plusieurs types d'explications. La première, et probablement la moins importante, tient à son caractère récent puisque ce parti n'existe que depuis 2008. Cependant, la création simultanée du NPA a suscité davantage d'intérêt et le PG ne peut être considéré comme une organisation entièrement nouvelle en ce que ce parti succède à plusieurs organisations, dont la principale était fortement structurée. Une deuxième explication réside dans la position occupée par ce parti dans le champ politique : issu de la dissidence d'un groupe militant marginal au PS, s'associant avec un parti en déclin, et intégrant un espace de la gauche radicale perçu comme saturé d'organisations. Le recours à un leadership charismatique autour de la figure de Jean-Luc Mélenchon a également facilité la catégorisation de ce parti comme celle d'un leader sans militants. Enfin, un troisième type d'explication possible réside dans la spécialisation de l'étude des partis politiques français, le PG se trouvant à l'intersection de plusieurs sous-champs disciplinaires.

La coalition dont le PG est, avec le PCF, l'une des organisations fondatrices n'est guère plus étudiée, hormis dans des études électorales et par les spécialistes du PCF (dans une perspective monographique et diachronique), en particulier Dominique Andolfatto, Fabienne Greffet et Julian

¹ Sur les transformations du PS, cf. Lefebvre Rémi et Sawicki Frédéric, *La société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Editions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2006 ; Barbonny Thierry, *Les changements d'une organisation*, op. cit. ; Lefebvre Rémi, *Les primaires socialistes. La fin du parti militant*, Editions Raisons d'agir, Paris, 2011.

² Verrier Benoît, « Chronique d'une rupture », art. cit. ; Verrier Benoît, *Loyauté militante et fragmentation des partis*, op. cit.

³ Mischi Julian, *Le communisme désarmé*, op. cit., p. 279-280 ; Greffet Fabienne, « Le Parti communiste français : l'espoir du retour », op. cit., p. 164 ; Andolfatto Dominique et Greffet Fabienne, « Le Parti communiste français : une reconversion sous contraintes », in De Waele Jean-Michel et Seiler Daniel-Louis, op. cit., p. 163 ; Andolfatto Dominique et Greffet Fabienne, « Le parti de Marie-George Buffet : la survie, à quel prix ? », in *Communisme*, 97-98, 2009, p. 141-173 ; Delwit Pascal, « Le parti communiste français et le Front de gauche », op. cit., p. 59-85.

⁴ Cautrès Bruno, « Le vote Mélenchon. Le poids de l'héritage communiste et les limites d'une dynamique », in Perrineau Pascal (dir.), *Le vote normal. Les élections présidentielle et législatives d'avril-mai-juin 2012*, Presses de Sciences Po, Paris, 2013, p. 111-131.

⁵ Andolfatto Dominique, « Chronique du PCF du 1^{er} janvier 2005 aux élections européennes de 2009 », in *Communisme*, 97-98, 2009, p. 175-203 ; Andolfatto Dominique, « Manœuvres à la gauche du PS (2005-2009) », in *Histoire et Liberté. Les cahiers d'histoire sociale*, 38, 2009, p. 19-28 ; Andolfatto Dominique, « Splendeurs et misères du Front de gauche. Jean-Luc Mélenchon, le PCF et les élections de 2012 », in *Communisme*, Editions Vendémiaire, Paris, 2013, p. 465-511 ; Andolfatto Dominique et Courtois Stéphane, « France : la chute de la maison communiste », in *Communisme*, Editions Vendémiaire, Paris, 2014, p. 63-98.

Mischi. En resituant l'émergence d'une coalition dans le temps long de l'évolution de sa principale composante, ces travaux ont mis en exergue l'importance de la variable historique sur la coalition. D'une part, les travaux portant sur la géographie du vote en faveur du FG ont démontré les similitudes avec les cartes du vote communiste¹. Dominique Andolfatto a également pu mettre en exergue une (relative) dynamique électorale dans des centres urbains et universitaires sans tradition de vote communiste². D'autre part, ces travaux nous invitent à penser l'entrée en coalition comme intéressée et contingente. Pour les cadres communistes, le FG constitue une nouvelle tentative de contrer l'érosion de leurs résultats électoraux³ et de limiter les effets de la domination induite par les alliances avec le PS. En ce sens, la mise en place d'une coalition se nourrit de l'expérience accumulée par les cadres communistes pour (tenter de) répondre au déclin de l'influence électorale du PCF. Ces travaux soulignent enfin la forte conflictualité intra-partisane résultant de ce choix tactique qui rencontre l'hostilité des segments les plus orthodoxes⁴ qui craignent un effacement du PCF et conduit à une (légère) amélioration des résultats électoraux combinée paradoxalement à de nombreuses pertes électorales⁵. Ces approches ont cependant une limite en ce qu'elles conduisent à surévaluer le poids de la principale composante de la coalition, délaissant de ce fait l'étude des dynamiques d'interaction entre les acteurs coalisés. Dès lors, une approche complémentaire réside dans l'étude du fonctionnement concret de la coalition⁶. Le recours à des analyses localisées de la coalition permet ainsi de saisir l'économie des échanges qui la caractérisent et l'accroissement des interdépendances entre les acteurs qui résultent de la pérennisation de la coalition, et de la production de règles largement tacites et tout à la fois principe de limitation des coups joués, instruments dans les luttes et objets des luttes au sein de la coalition.

¹ Andolfatto Dominique, « Splendeurs et misères du Front de gauche », *art. cit.* ; Cautrès Bruno, « Le vote Mélenchon », *op. cit.* ; Bussi Michel et Fourquet Jérôme, « L'implantation des partis politiques en France », in Delwit Pascal (dir.), *Les partis politiques en France*, *op. cit.*, p. 215-243 ; Bussi Michel, Fourquet Jérôme et Colange Céline, « Analyse et compréhension du vote lors des élections présidentielles de 2012 », in *Revue française de science politique*, 62 (5-6), 2012, p. 941-963.

² Andolfatto Dominique, « Splendeurs et misères du Front de gauche », *art. cit.*

³ Greffet Fabienne, « Le Parti communiste français : l'espoir du retour », *op. cit.*

⁴ Andolfatto Dominique, « Splendeurs et misères du Front de gauche », *art. cit.*

⁵ Ce qui conduit à de nombreuses critiques internes de la stratégie du FG. Cf. Mischi Julian, *Le communisme désarmé*, *op. cit.*, p. 231-233.

⁶ Mathieu Romain, « Recomposition à la gauche de la gauche, structures partisanes locales et élections régionales en Lorraine », in *Civitas Europa*, 27, 2011, p. 75-89 ; Mathieu Romain, « Les meetings dans la campagne présidentielle du Front de gauche : l'exemple du meeting de Besançon », communication pour la section thématique n°24, « Un retour des meetings électoraux ? Les meetings dans la campagne présidentielle : dispositifs, acteurs et publics », 12^e congrès de l'Association française de science politique, Paris, 2013 ; Wald Quentin, *Le Front de Gauche. Essai sur une tentative de recomposition de la gauche politique française (2009-2013)*, mémoire de science politique, Université Rennes I, 2013.

A l'inverse du FG et des partis de gauche radicale les plus récents qui sont rarement l'objet de travaux académiques, le PCF a longtemps été l'un des partis français les plus étudiés¹, si ce n'est le plus étudié², servant de modèle à Maurice Duverger dans l'élaboration de la définition du « *parti de masse* »³. Cependant, les travaux relatifs au PCF se font plus rares. Laird Boswell remarque ainsi que les « *études consacrées au parti communiste français [...] ont suivi la courbe de son influence dans la société française* »⁴. Depuis les travaux pionniers⁵ d'Annie Kriegel, les études⁶ portant sur le PCF ont fortement insisté sur la singularité de ce parti perçu comme une véritable « contre-société » : « *Le parti communiste n'est pas en effet « un parti comme les autres ». La formule, dont l'intéressé n'est pas mécontent, autorise des interprétations variées. Mais, en dernière instance, elle traduit le fait décisif que le parti communiste se situe à l'extérieur de la société établie* »⁷. Il en résulte la nécessité pour le parti de se constituer en microsociété et de se doter « *des institutions créées par lui de toutes pièces [pour répondre] aux besoins matériels, aux aspirations culturelles, aux formes de distraction de ses militants et de leurs familles* »⁸.

D'une autre manière, Georges Lavau a également fortement insisté sur la singularité du communisme⁹, sur sa « *différence aveuglante* »¹⁰, développant l'hypothèse selon laquelle la force du

¹ Le PCF est un objet particulièrement clivé : « *le PCF constitue un objet de luttes indissociablement politiques et scientifiques, en dépit des injonctions régulières à le refroidir et à le traiter en tant que « parti comme les autres ». Le passé militant (communiste ou anti-communiste, parfois l'un puis l'autre) des analystes du PCF rend particulièrement sensible la restitution de travaux de recherche. Les jeunes chercheurs sont toujours, implicitement ou explicitement, invités à « choisir un camp », ce qui contribue à reconduire peu ou prou les dissensions de leurs aînés. Catherine Leclercq a éprouvé ces feux croisés en présentant sa thèse alternativement devant des publics proches de l'équipe du Livre noir du communisme d'une part, du Siècle des communismes d'autre part, avec le sentiment de n'être pas aussi bien « reçue » (au triple sens d'accueillie, comprise et adoubee) dans l'une et l'autre de ces configurations ». Cf. Bachelot Carole, Combes Hélène, Dechezelles Stéphanie, Haegel Florence et Leclercq Catherine, « Les partis s'intéressent-ils à nos enquêtes ? Eléments comparatifs sur la réception des recherches sur les partis », in *Revue internationale de politique comparée*, 17 (4), 2010, p. 43.*

² Boswell Laird, « L'historiographie du communisme français est-elle dans une impasse ? », in *Revue française de science politique*, 55 (5), 2005, p. 919.

³ Duverger Maurice, *Les partis politiques*, op. cit.

⁴ Boswell Laird, « L'historiographie du communisme français est-elle dans une impasse ? », art. cit., p. 919.

⁵ Comme le remarque Stéphane Courtois en brossant à grands traits l'état de la recherche sur le communisme. Cf. Courtois Stéphane, « Penser le communisme français », art. cit., p. 86.

⁶ Pour une synthèse des travaux portant sur le communisme, cf. Andolfatto Dominique et Greffet Fabienne, « Le Parti communiste français comme objet de science politique », in Audigier François, Colon David et Fogacci Frédéric (dir.), *Les partis politiques. Nouveaux regards. Une contribution au renouvellement de l'histoire politique*, Editions Peter Lang, Bruxelles, 2012, p. 409-426.

⁷ Kriegel Annie, *Les communistes français. Dans leur premier demi-siècle 1920-1970*, Editions du Seuil, Paris, 1985, p. 143.

⁸ *Ibid.*, p. 144.

⁹ Il souligne ainsi, dès 1968, que le PCF est « *à la fois un parti qui a conservé un fort coefficient d'« étrangeté » par rapport aux autres partis politiques français et qu'il est cependant profondément intégré dans le système politique français* ». Cf. Lavau Georges, « A la recherche d'un cadre théorique pour l'étude du Parti communiste français », in *Revue française de science politique*, 18 (3), 1968, p. 445-466.

¹⁰ Lavau Georges, *A quoi sert le parti communiste français ?*, op. cit., p. 16.

PCF reposerait sur sa capacité à incarner et à remplir une « *fonction tribunitienne* »¹, c'est-à-dire d'expression aux groupes sociaux hostiles au système politique. Par l'expression des groupes dominés, le PCF « *légitime le système tout en criant constamment à son illégitimité* »², mais dans le même temps, participe d'une logique intégratrice et stabilisatrice comme l'explique, à propos de l'analyse de Georges Lavau, Pierre Bréchon : « *en exprimant les malaises sociaux, ils peuvent contribuer indirectement, de façon latente, à stabiliser le système qu'ils critiquent* »³. S'inspirant de ces travaux (notamment en ce qu'ils insistent sur la singularité du communisme), Stéphane Courtois et Marc Lazar⁴ ont développé la thèse d'une double dimension du communisme⁵. La première dimension renvoie à l'inscription du PCF dans la société française, c'est-à-dire à la « *sociologie ouvrière, paysanne et intellectuelle, le dispositif de la gauche en France, les héritages idéologiques* »⁶. A cette dimension sociétale s'ajoute une dimension téléologique (renvoyant à la doctrine, l'organisation et l'alignement sur l'URSS) prédominante. Le constat de l'unicité indépassable du phénomène communiste a été nuancé⁷. Ainsi, dès l'introduction de son étude consacrée au communisme à *Halluin La Rouge*, Michel Hastings fait remarquer : « *Institution qui « parle et dont on parle », le Parti jouit d'une incomparable « visibilité ». Il sait occuper la scène, et la fascination qu'il exerce, les « énigmes » qu'il pose, le « style » qu'il affiche, confirment l'idée généralement admise qu'il n'est pas un parti comme les autres* »⁸. Il en résulte une posture de recherche refusant « *l'obsédant postulat de la spécificité du PCF* »⁹ pour mieux saisir la diversité du communisme, que Michel Hastings résume par l'expression selon laquelle le « *communisme est pluriel* »¹⁰. Le communisme apparaît dès lors « *davantage relié aux pesanteurs du local et du culturel, moins*

¹ Lavau Georges, *A quoi sert le parti communiste français ?*, *op. cit.*

² *Ibid.*, p. 36-37.

³ Bréchon Pierre, *Les partis politiques*, Editions Montchrestien, Paris, 1999, p. 79.

⁴ Lazar Marc, *Le communisme, une passion française*, Editions Perrin, Paris, 2005.

⁵ Marc Lazar y ajoute ensuite une troisième dimension (qualifiée de gestionnaire). Cf. Lazar Marc, « L'étrange passion politique du PCF », in *Communisme*, 69, 2002, p. 7-8.

⁶ Courtois Stéphane, « Penser le communisme français », *art. cit.*, p. 86.

⁷ Laird Boswell considère ainsi que les études historiques « *ont fini par exagérer [la] spécificité* » du communisme. Cf. Boswell Laird, « L'historiographie du communisme français est-elle dans une impasse ? », *art. cit.*, p. 928. Il ne faut cependant pas déduire de cette présentation que les auteurs mettant en exergue l'unicité du communisme réfutent la diversité de l'implantation et des formes prises par le communisme au local, mais qu'ils considèrent cet aspect comme second au regard de « *l'originalité irréductible* » du communisme selon l'expression de Marc Lazar. Cf. Lazar Marc, *Le communisme, une passion française*, *op. cit.*, p. 12.

⁸ Hastings Michel, *Halluin La Rouge*, *op. cit.*, p. 9. Cf. également : Hastings Michel, « Les filigranes du communisme français », in Cefaï Daniel (dir.), *Cultures politiques*, Presses universitaires de France, Paris, 2001, p. 317-339.

⁹ Hastings Michel, *Halluin La Rouge*, *op. cit.*, p. 9. Ce postulat repose sur deux hypothèses : l'existence « *au niveau local, des efforts de distanciation, parfois même de réelles volontés de s'affranchir des tutelles centralisatrices, nationales et internationales, mettant à mal la rigidité de l'axe Moscou-Paris-Province* » ; « *ces velléités émancipatrices existent notamment là où l'affirmation d'une identité culturelle locale est suffisamment forte pour annuler momentanément les phénomènes d'attraction centripète* ». *Ibid.*, p. 10-11.

¹⁰ *Ibid.*, p. 8.

monolithique, plus souple »¹. Les nombreuses monographies locales² consacrées au communisme démontrent la dimension heuristique de cette démarche. Etudiant l'implantation communiste à Lanester (Bretagne), Jean-Noël Retière a mis en exergue l'existence d'un « *communisme de village* »³, pointant ainsi « *le lien entre résistance à l'usure et capacité à investir les lieux de convivialité collective* »⁴. Jean-Paul Molinari ou Julian Mischi, notamment, soulignent l'importance des sociabilités préexistantes : « *Par le travail et le syndicat, par l'habitat et la mairie, par l'ensemble des associations que dirigent syndicats et municipalités, la famille de mineurs se trouve au nœud des relations politiques* »⁵. Dans le cas de la Brière étudié par Julian Mischi, la défense d'une forte identité locale a permis l'implantation du communisme au moment même où le déclin électoral du PCF devient sensible au niveau national⁶. De même, Gérard Noiriel a pointé le lien entre immigration (notamment italienne) et politisation communiste dans le Pays-Haut Lorrain⁷. Depuis les travaux de Serge Bonnet⁸, l'importance du syndicalisme à la CGT pour le développement du communisme dans le bassin de Longwy a également été soulignée⁹ ; situation que Gilles Nezosi résume ainsi : « *la CGT est à la base du communisme lorrain et non le contraire* »¹⁰. A partir de la Libération va s'opérer une « *reconfiguration de l'encadrement militant autour d'ouvriers d'origine italienne issus du nord du département* »¹¹ et d'un fort développement du PCF dans le nord de la Meurthe-et-Moselle. Ainsi,

¹ Hastings Michel, « Le communisme saisi par l'anthropologie », in *Communisme*, 45-46, 1996, p. 100.

² Notamment : Hastings Michel, « Les tisserands d'Halluin-la-Rouge. Aspects d'un communisme identitaire », in *Communisme*, 15-16, 1987, p. 111-120 ; Hastings Michel, *Halluin La Rouge, op. cit.* ; Brunet Jean-Paul, *Saint-Denis. La ville rouge. 1890-1939*, Editions Hachette, Paris, 1980 ; Fourcaut Annie, « Bobigny, banlieue rouge : de la crise des lotissements aux années du Front populaire », in *Communisme*, 3, 1983, p. 5-28 ; Noiriel Gérard, *Longwy. Immigrés et prolétaires. 1880-1980*, Presses universitaires de France, Paris, 1984 ; Mischi Julian, *Structuration et désagrégation du communisme français (1920-2002). Usages sociaux du parti et travail partisan en milieu populaire*, thèse de science politique, EHESS, 2002 ; Retière Jean-Noël, *Identités ouvrières. Histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne (1909-1990)*, Editions L'Harmattan, Paris, 1993.

³ Retière Jean-Noël, « D'un enracinement ouvrier à l'enracinement communiste. L'adhésion d'une communauté. Le cas de Lanester dans le Morbihan », in *Communisme*, 15-16, 1987, p. 101. Cette observation est partagée par Jean-Paul Molinari et Julian Mischi, cf. Molinari Jean-Paul, « Les paysans du Parti communiste français », in *Politix*, 14 (4), 1991, p. 89 ; Mischi Julian, « La Brière rouge. L'utilisation identitaire d'une marque politique », in *Communisme*, 51-52, 1997, p. 59-72.

⁴ Retière Jean-Noël, « La sociabilité communautaire, sanctuaire de l'identité communiste à Lanester », in *Politix*, 13 (4), 1991, p. 88.

⁵ Molinari Jean-Paul, *Les ouvriers communistes. Sociologie de l'adhésion ouvrière au PCF*, Editions L'Harmattan, Paris, 1996, p. 55.

⁶ Mischi Julian, « La Brière rouge », *art. cit.*, p. 59. Sa thèse se fonde sur l'étude monographique de quatre implantations communistes : la Brière, le bocage bourbonnais, l'agglomération de Grenoble et le Pays-Haut Lorrain. Cf. Mischi Julian, *Structuration et désagrégation du communisme français, op. cit.* ; Mischi Julian, *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2010.

⁷ Noiriel Gérard, *Longwy. Immigrés et prolétaires, op. cit.*

⁸ Bonnet Serge, *Sociologie politique et religieuse de la Lorraine*, Editions Armand Colin, Paris, 1972 ; Roth François, *Histoire politique de la Lorraine de 1900 à nos jours*, Editions Serpenoise, Metz, 2012.

⁹ Mischi Julian, *Servir la classe ouvrière, op. cit.*, p. 35-80.

¹⁰ Nezosi Gilles, « La fin de l'homme du fer. C.G.T. et crise de la sidérurgie à Longwy. 1963-1979 », in *Communisme*, 35-37, 1994, p. 95.

¹¹ Mischi Julian, *Servir la classe ouvrière, op. cit.*, p. 43.

dès 1946, c'est un militant du nord du département qui prend la tête de la fédération. Au début des années soixante, la plupart des cadres partisans viennent du nord du département, situation conduisant à la création de deux fédérations en Meurthe-et-Moselle en 1966, officiellement pour permettre le développement du parti dans le sud du département¹. Le PCF dans le nord de la Meurthe-et-Moselle se distinguait également dans sa composition sociale, plus ouvrière, et par la conquête de nombreuses positions électorales (communes, cantons, parlementaires). Les relations entre les communistes du nord du département et la direction nationale du PCF ont régulièrement été tendues, que cela soit face aux consignes nationales d'organisation des communistes sur le lieu de travail et non sur le lieu de vie, ou dans le soutien aux thèses refondatrices, incarnées notamment par le secrétaire de la fédération réunifiée, Alain Amicabile, originaire du Pays-Haut. Aujourd'hui encore, le PCF peut s'y prévaloir d'un (relatif) maintien de son influence, cependant celle-ci ne tient plus à la marque partisane mais à l'implantation notabiliaire d'élus locaux entretenant avec le parti des liens particulièrement distendus. Nombreux sont ainsi les élus locaux présentés comme communistes tout en n'ayant plus leur carte au parti et dont les choix tactiques dépendent principalement de considérations locales sans que l'appareil partisan puisse avoir une quelconque influence. Les relations entre élus communistes et parti sont alors caractérisées par des logiques de négociation et d'alliances changeantes. La capacité de la direction fédérale à imposer ses orientations est également très limitée vis-à-vis des militants du Pays-Haut qui font preuve d'une forte autonomie passant notamment par la concurrence électorale².

Au-delà de la diversité des « *milieux partisans* »³ du communisme, les approches socio-historiques du communisme ont également permis de souligner la singularité de l'entreprise de promotion d'élites politiques d'origines ouvrières⁴ ainsi que les logiques du désengagement militant⁵ et de crise de ce que Bernard Pudal nomme la « *vocation communiste* »⁶. Dans la continuité des travaux de Bernard Pudal⁷, Julian Mischi, en étudiant au local les logiques de politisation communiste⁸, propose une relecture du phénomène du déclin communiste à l'aune de la « *désouvriérisme* » du parti et de

¹ Mischi Julian, *Servir la classe ouvrière*, op. cit., p. 46.

² Mathieu Romain, « Recomposition à la gauche de la gauche », art. cit., p. 75-89.

³ Sawicki Frédéric, *Les Réseaux du Parti socialiste*, op. cit.

⁴ Pudal Bernard, *Prendre parti*, op. cit.

⁵ Leclercq Catherine, « Raisons de sortir. Les militants du Parti communiste français », in Fillieule Olivier (dir.), *Le désengagement militant*, Editions Belin, Paris, 2005, p. 131-154 ; Leclercq Catherine, « Les ouvriers partis du « parti des ouvriers ». Retour sur un désengagement silencieux », in *Savoir/Agir*, 22, 2012, p. 43-50 ; Pudal Bernard, « Gérard Belloin, de l'engagement communiste à « l'auto-analyse » », in Fillieule Olivier (dir.), *Le désengagement militant*, op. cit., p. 155-169.

⁶ Pudal Bernard, « La vocation communiste et ses récits », in Jacques Lagroye (dir.), *La Politisation*, Editions Belin, Paris, 2003, p. 149.

⁷ Pudal Bernard, *Un Monde défait*, op. cit.

⁸ Mischi Julian, « Travail partisan et sociabilités populaires. Observations localisées de la politisation communiste », in *Politix*, 63 (16), 2003, p. 91-119.

l'abandon progressif de la politique de promotion des cadres d'origine ouvrière. Cette approche permet de mettre en exergue ce que l'affaiblissement du PCF doit à des causes internes à l'entreprise partisane : « *La crise du travail d'identification communiste dans les milieux populaires trouve en effet également sa source dans l'institution communiste, dans les pratiques et le personnel politique qu'elle promeut depuis les années 1970* »¹. Dans *Le communisme désarmé*, Julian Mischi revient sur les causes internes² du délitement du PCF. Il pointe ainsi, comme explication du « *désarmement de la force subversive et populaire du PCF* », l'impact des orientations stratégiques et idéologiques de la direction, l'abandon de l'objectif de représentation des classes populaires³, ainsi que des causes sociologiques telles que le vieillissement et l'embourgeoisement du monde communiste et la place de plus en plus importante des élus et fonctionnaires territoriaux dans les « *réseaux du PCF* »⁴. Le PCF est peu à peu devenu un parti d'élus⁵ au double sens d'un parti structuré autour de ses élus et d'un agenda partisan dominé par les enjeux électoraux qui seuls, font encore débat (autour de la question « *Comment maintenir les élus ?* »⁶) et structurent « *toutes les activités militantes* ».

Dans une approche davantage organisationnelle, Dominique Andolfatto et Fabienne Greffet ont recours au modèle du parti-cartel⁷ pour appréhender les transformations de l'entreprise communiste⁸. Ainsi, certaines évolutions du PCF semblent aller dans le sens de sa cartellisation. D'une part, la chute des effectifs et leur diversification sociologique, la fin de la politique de promotion d'élites d'origines ouvrières, la disparition de ce qui en faisait une « contre-société », ou encore la rétraction électorale et la désouvriérisation du vote communiste tendent à transformer le PCF d'un parti de masse à un parti tout à la fois marginalisé dans le jeu électoral et interclassiste (ou attrape-tout pour reprendre le terme d'Otto Kirchheimer⁹). D'autre part, le délitement de son système d'action (qui renforce la distance entre parti et réseau communiste), les nombreuses

¹ Mischi Julian, « Pour une histoire sociale du déclin du Parti communiste », *op. cit.*, p. 71.

² Tout en rappelant l'existence de causes externes au déclin du PCF.

³ « *En délaissant ainsi l'enjeu de la représentation politique des classes populaires, le PCF a accompagné l'invisibilisation des groupes dominés dans la période contemporaine* ». Cf. Mischi Julian, *Le communisme désarmé*, *op. cit.*, p. 291.

⁴ Mischi Julian, *Le communisme désarmé*, *op. cit.*, p. 287-292.

⁵ *Ibid.*, p. 177-235.

⁶ *Ibid.*, p. 289.

⁷ Katz Richard et Mair Peter, « Changing Models of Party Organization and Party Democracy : the Emergence of the Cartels Party », in *Party Politics*, 1 (1), 1995, p. 5-28. Cette thèse a été abondamment discutée. Frédéric Sawicki lui reproche sa généralité et son évolutionnisme. Cf. Sawicki Frédéric, « Les partis politiques comme entreprises culturelles », in Cefaï Daniel (dir.), *Cultures politiques*, *op. cit.*, p. 201. Pour une discussion de ce modèle, cf. Aucante Johann et Dézé Alexandre (dir.), *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales. Le modèle du parti-cartel en question*, Presses de Sciences Po, Paris, 2008, en particulier la contribution de Florence Haegel : « Le « parti-cartel ». De la logique interne à la validité empirique », p. 113-126.

⁸ Andolfatto Dominique et Greffet Fabienne, « La « semi-cartellisation » du Parti communiste français », in Aucante Johann et Dézé Alexandre (dir.), *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales*, *op. cit.*, p. 321-346.

⁹ Kirchheimer Otto, « The transformation of the Western European party systems », in La Palombara Joseph et Weiner Myron (dir.), *Political Parties and Political Development*, Princeton University Press, 1966.

transformations de l'engagement (baisse d'intensité des activités intra-partisanes, disparition des cellules, accroissement du poids des élus dans l'appareil partisan) et l'importance des ressources politiques que le PCF détient de l'Etat (financement public), ou qui dépendent des alliances du PCF avec le parti dominant à gauche (ressources électives) semblent valider la thèse de la cartellisation. Cependant, Dominique Andolfatto et Fabienne Greffet nuancent fortement cette hypothèse concernant le PCF et évoquent une « *semi-cartellisation* »¹. Au-delà de la validité empirique de la thèse du parti-cartel, cette approche leur permet de souligner l'un des éléments structurants des transformations affectant le PCF : « *Le PCF a également perdu une grande partie de ce qui faisait sa force : il est devenu une entreprise politique plus banale* »².

Nous entendons « *banaliser le PCF* »³, comme y invitent Dominique Andolfatto et Fabienne Greffet, mais aussi Laird Boswell⁴, c'est-à-dire appréhender le PCF comme un parti « *comme un autre* » et « *parmi d'autres* »⁵. Ce parti pris a, dans le cadre de cette thèse, deux conséquences. D'une part, loin de l'image monolithique qui a pu être celle du PCF, nous appréhendons le PCF, dans sa dimension intra-partisane, comme un espace de luttes, caractérisé par la fluidité⁶ des interactions entre un ensemble de sous-entreprises politiques qui développent un fort sens du jeu intra-partisan⁷.

¹ Pour Dominique Andolfatto et Fabienne Greffet, les indicateurs de la cartellisation du PCF pourraient ne recouvrir qu'un « *processus de déclin continu depuis une trentaine d'années* ». Cf. Andolfatto Dominique et Greffet Fabienne, « La « *semi-cartellisation* » du Parti communiste français », *op. cit.*, p. 342

² Andolfatto Dominique et Greffet Fabienne, « Le Parti communiste français comme objet de science politique », *op. cit.*, p. 425. Le constat du communisme contemporain effectué par Marc Lazar est très proche : « *Mais au-delà de ces recompositions idéologiques, c'est le parti qui se transforme. La symbiose qu'il avait réussi à susciter entre son système d'action et les formes de vie communautaire, notamment ouvrière, est en voie de désagrégation et de disparition. Sa présence dans les entreprises ou les quartiers recule au point de devenir sporadique. Les militants, dont le nombre diminue, se délectent à affirmer leurs différences et leur individualité après des années où celle-ci fut brimée. Le PCF semble être devenu une organisation-archipel avec quelques bastions qui émergent dans un océan d'indifférence ; en outre, de nombreux secteurs (certaines fédérations, des élus) échappent au pouvoir du centre et mobilisent leurs ressources particulières plutôt que celles délivrées par le parti en général. La cohérence d'ensemble du PCF s'avère dorénavant difficile à réaliser. Sa dimension téléologique a littéralement implosé, cependant que sa dimension sociétale s'amoindrit et est tiraillée entre des intérêts particuliers. Bref, le PCF est de moins en moins un parti matrice de culture et d'identité politique (selon la formule de Pizzorno) et de plus en plus un parti-entreprise. Or, cette évolution est risquée pour lui car elle remet en cause sa spécificité, son identité, sa tradition, et elle accroît les divergences internes entre les militants désireux de maintenir les fonctions traditionnelles du parti et ceux qui souhaitent en faire une formation presque équivalente aux autres* ». Cf. Lazar Marc, « Forte et fragile, immuable et changeante... La culture politique communiste », in Berstein Serge (dir.), *Les cultures politiques en France*, Editions du Seuil, Paris, 1999, p. 241-242.

³ Andolfatto Dominique et Greffet Fabienne, « Le Parti communiste français comme objet de science politique », *op. cit.*, p. 409.

⁴ Boswell Laird, « L'historiographie du communisme français est-elle dans une impasse ? », *art. cit.*, p. 928.

⁵ Andolfatto Dominique et Greffet Fabienne, « Le Parti communiste français comme objet de science politique », *op. cit.*, p. 416.

⁶ Cette fluidité des relations intra-partisanes n'est en rien contradictoire avec la stabilité de l'équipe dirigeante.

⁷ Pudal Bernard, « PCF : un parti peut-il en cacher un autre ? », in Geay Bertrand et Willemez Laurent (dir.), *Pour une gauche de gauche*, *op. cit.*, p. 253 ; Andolfatto Dominique, « Explorer la planète rouge. La toile, lieu d'identité et de mémoire communiste », in Greffet Fabienne (dir.), *Continuerlalutte.com. Les partis politiques*

La publication des débats se déroulant lors des conseils nationaux du PCF permet de saisir l'économie des positions intra-partisanes¹, la fluidité des allégeances et le jeu des équipes en lutte pour le pouvoir au sein de l'institution. D'autre part, cette approche permet de penser le PCF dans ses interactions avec son environnement politique immédiat, et ainsi de concevoir le PCF comme étant l'une des nombreuses entreprises politiques de la gauche radicale. Ce parti y occupe une position singulière, tout à la fois dominante par l'importance de ses ressources politiques comparativement à ses concurrents directs, et particulièrement fragile en ce que ses choix tactiques grèvent la capacité du PCF à revendiquer avec succès une telle position hégémonique sur la gauche radicale. En d'autres termes, si le PCF constitue la principale composante de cet espace politique, il échoue à convertir ses ressources en un principe de légitimation de sa domination.

Dominique Andolfatto et Fabienne Greffet démontrent la dépendance de ce parti à ses positions institutionnelles et, *in fine*, au maintien de son système d'alliance électorale. Menés dans une optique différente, les travaux de Bernard Pudal² et Julian Mischi³ sont, sur cet aspect, convergents, et démontrent le poids des élus dans la détermination des orientations tactiques du PCF. D'une part, cette intégration du PCF au système partisan limite les effets de l'affaiblissement de son influence électorale et exprime une plus forte capacité de coalition du PCF que les autres partis de gauche radicale. Cependant, cette ressource, constituée par la non-limitation des alliances du PCF à la seule gauche radicale et par sa capacité à être un parti de gouvernement national/local, est également l'une de ses faiblesses. D'une part, dans un système partisan tendant vers le bipartisme, les alliances PS-PCF, sauf exception justifiée par des spécificités locales, se font au détriment du second. En d'autres termes, l'entrée dans une alliance de type union de la gauche constitue à la fois une opportunité d'accès ou de maintien des ressources partisans, mais est conditionné à l'acceptation tacite du maintien du PCF dans une position dominée. Plus encore, le processus contemporain d'autonomisation de la gauche radicale vis-à-vis du PS a pour effet direct la disqualification des ressources acquises par l'alliance avec le PS, mais aussi de ceux qui pratiquent ces alliances. Le PCF est ainsi toujours suspecté de « trahir » ou « d'aller à la soupe » pour « sauver ses élus ». Cette autonomisation se traduit également par des tensions récurrentes au sein du PCF entre deux éléments construits par les militants communistes comme faisant partie intégrante de l'identité et de

sur le web, Presses de Sciences Po, Paris, 2011, p. 153 ; Andolfatto Dominique et Greffet Fabienne, « Le Parti communiste français : une reconversion sous contraintes », *op. cit.*, p. 173.

¹ Bien que les luttes internes au PCF ne fonctionnent pas statutairement selon le principe des tendances, les débats intra-partisans font apparaître des ensembles d'acteurs relativement homogènes sans que ceux-ci ne soit rassemblés dans des sous-entreprises partisans ou forment des équipes véritablement stabilisées. Nous désignerons par le terme de segment les regroupements (nécessairement réducteurs) opérés pour rendre compte de l'économie des rapports internes au PCF.

² Pudal Bernard, *Un Monde défait*, *op. cit.*, p. 182-183.

³ Mischi Julian, *Le communisme désarmé*, *op. cit.*, p. 177-235.

la spécificité de leur parti. D'une part, la volonté d'afficher un certain radicalisme idéologique et programmatique est parfois difficilement conciliable avec les compromis nécessaires à une alliance de type union de la gauche. Cette première tension entre capacité à gouverner et pureté des convictions trouve une expression caricaturale dans les anathèmes croisées liées à l'antagonisme entre militants et élus. D'autre part, ses ressources permettent de maintenir les représentations militantes faisant du PCF un « *grand parti* » ou un « *parti qui compte* ». En d'autres termes, les positions obtenues dans l'alliance avec le PS sont, parfois par les mêmes militants, contestées puis valorisées comme une singularité du PCF. La logique de distinction partisane ainsi construite est au fondement d'un antagonisme structurant l'espace de la gauche radicale, au sens où ce qui constitue le fondement de la revendication du PCF à être reconnu comme force dominante est précisément l'un des éléments produisant la disqualification du PCF par les autres acteurs de cet espace.

B. Apports et limites des approches comparatistes

Les travaux s'interrogeant sur les transformations de la gauche radicale européenne sont relativement nombreux, et partagent quelques idées-forces. La première réside dans leur postulat initial consistant à aborder la gauche radicale en Europe et son évolution au regard de l'attitude de ces partis quant à la doctrine communiste. Joan Botella et Luis Ramiro en font ainsi l'axe structurant de leur étude en ce que leur classification repose sur la position des partis sur un axe maintien/abandon du communisme¹. Le deuxième postulat partagé repose sur le constat d'une profonde transformation de la gauche radicale à l'échelon européen. Celles-ci sont principalement appréhendées comme des stratégies d'adaptation des partis communistes² face à leur affaiblissement électoral et à la disparition du référentiel externe que constituait l'URSS³. Certains auteurs complètent cette analyse en pointant la combinaison de différents facteurs : affaiblissement électoral du communisme, mutations socio-économiques, ou encore émergence de nouvelles radicalités venant concurrencer les partis communistes dans leur « *monopole de la dénonciation du capitalisme* »⁴. Jean-Michel De Waele et Mathieu Vieira avancent ainsi quatre explications du déclin du communisme : les mutations sociales et culturelles liées à une société post-industrielle ; la primauté de l'individualisme contemporain ; le caractère mono-classiste de la doctrine communiste ;

¹ Botella Joan et Ramiro Luis (eds.), *The crisis of communism and party change : the evolution of West European communist and post-communist parties*, ICPS, Barcelone, 2003.

² Pour une histoire du communisme en Europe, cf. Gotovitch José, Delwit Pascal, De Waele Jean-Michel, *L'Europe des communistes*, Editions Complexe, Bruxelles, 1992.

³ Marantzidis Nikos, « Exit, voice or loyalty ? Les stratégies des partis communistes d'Europe de l'Ouest après 1989 », in *Communisme*, 76-77, 2003-2004, p. 169-184 ; Moreau Patrick, « Le communisme européen et ses capacités d'adaptation », in *Communisme*, Editions Vendémiaire, Paris, 2013, p. 447-462.

⁴ De Waele Jean-Michel et Seiler Daniel-Louis (dir.), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, op. cit., p. 1.

l'organisation des partis communistes fondée sur le centralisme démocratique¹. Fabien Escalona et Mathieu Vieira reprennent cette grille de lecture du déclin du communisme par la combinaison de facteurs endogènes (relatifs à l'idéologie et à l'organisation des partis communistes) et de facteurs exogènes (avec l'avènement d'une société post-industrielle depuis la fin des années 1970)².

L'évolution rapide et particulièrement nette de la composition politique du groupe parlementaire le plus à gauche³ au Parlement européen, depuis l'instauration du suffrage universel pour l'élection de cette assemblée, en est un exemple saisissant. En 1979, le groupe communiste représente 10,7% du Parlement européen et compte quarante-quatre eurodéputés (dont quarante-trois issus des partis communistes français et italien). L'hégémonie de ces deux partis est encore bien réelle en 1989 malgré la division en deux groupes concurrents dominés respectivement par le Parti communiste italien et le PCF. En effet, sur les quarante-deux députés que comptent ces deux groupes, vingt-neuf sont issus du PCI et du PCF, soit près de 70% des députés de ce courant politique. En 1994, après la social-démocratisation du PCI, la gauche radicale retrouve une certaine unité au sein du Parlement européen (par la création du groupe confédéral de la gauche unitaire européenne, bientôt transformé en gauche unitaire européenne/gauche verte nordique (GUE/GVN) après l'intégration de la Finlande et de la Suède). La GUE/GVN ne compte alors plus que vingt-huit eurodéputés (représentant 4,9% du Parlement européen). Dans ce nouveau groupe, le PCF et les héritiers du PCI – *Rifondazione comunista* – ne comptent plus que onze députés, soit un peu moins de 40% des effectifs du groupe ; les deux délégations les plus nombreuses sont alors celles de l'Espagne avec la coalition *Izquierda Unida* (Gauche unie, créée en 1986) et de la France avec le PCF. Enfin, en 2014, la GUE/GVN comptent cinquante-deux députés, soit 7,2% des effectifs du Parlement européen. Mais les deux partis (ou leurs héritiers, comme dans le cas italien) dominants historiquement la gauche radicale en Europe ne représentent plus que quatre députés (sept en comptabilisant les alliés du PCF), soit moins de 8% des effectifs du groupe parlementaire. En 2014, la

¹ De Waele Jean-Michel et Vieira Mathieu, « La famille de la gauche anticapitaliste en Europe occidentale », *op. cit.*

² Escalona Fabien et Vieira Mathieu, *La gauche radicale en Europe ou l'émergence d'une famille de partis*, Note de la fondation Jean Jaurès/Observatoire de la vie politique, 2, 2013, p. 2.

³ Jusqu'en 1989, il s'agit du groupe communiste. Entre 1989 et 1994, les communistes se répartissent en deux groupes parlementaires concurrents (cartel des gauches ; gauche unie européenne), avant une réunification des groupes – sans les députés italiens, désormais membres du groupe socialiste au Parlement européen – au sein de la gauche unie européenne, puis de la gauche unie européenne/gauche verte nordique à partir de 1995. Sur l'évolution de la composition de ce groupe parlementaire et des réseaux de gauche radicale à l'échelon européen, cf. Lazar Marc, « La gauche communiste plurielle », in *Revue française de science politique*, 49 (4-5), 1999, p. 695-706 ; Moreau Patrick, « « Sous le drapeau rouge de la révolution mondiale » : la réorganisation des réseaux communistes et post-communistes en Europe », in Courtois Stéphane (dir.), *Sortir du communisme*, *op. cit.*, p. 577-600 ; Moreau Patrick, « A la recherche de l'utopie perdue. L'internationalisme au XXI^e siècle », in *Communisme*, Editions Vendémiaire, Paris, 2014, p. 557-60 ; Weber Louis, « La gauche de gauche en Europe », in *Savoir/agir*, 7, 2009, p. 107-116 ; Weber Louis, « La gauche de gauche en Europe (suite) », in *Savoir/Agir*, 17, 2011, p. 107-112 ; Ducange Jean-Numa, Marlière Philippe et Weber Louis, *La gauche radicale en Europe*, *op. cit.*

gauche radicale au Parlement européen est désormais dominée par les députés allemands de *Die Linke* (sept députés), les députés grecs de SYRIZA (six députés), et les députés espagnols d'*Izquierda Unida* et de *Podemos* (disposant chacun de cinq députés européens).

La percée électorale de SYRIZA, au-delà du « *sentier de dépendance nationale* »¹ pour reprendre l'heureuse expression de Jean-Michel De Waele et Mathieu Vieira pour qualifier l'influence de la variable nationale dans l'évolution des partis de gauche radicale en Europe, illustre les mutations contemporaines de ce courant politique. Particulièrement fragmentée, la gauche radicale grecque² a longtemps été dominée par l'affrontement entre le Parti communiste grec (KKE, orthodoxe) et les héritiers du Parti communiste de l'intérieur (eurocommuniste) du *Synaspismos*, principal composante de la coalition SYRIZA (devenue depuis 2013 un parti politique unifié³). La rigueur des politiques d'austérité mises en place en Grèce ont largement profité à ce dernier parti. Alors que le PASOK (social-démocrate) rassemblait lors des élections européennes de 2009 36,65% des suffrages exprimés, le KKE en réunissait encore 8,35%, tandis que SYRIZA se contentait de 4,7%. Le paysage de la gauche grecque est tout différent à l'issue des élections législatives de 2012⁴. En effet, si le parti de centre-droit l'emporte avec 29,7%, le deuxième parti de Grèce – et premier parti de gauche – est désormais SYRIZA qui rassemble 26,9% des suffrages, tandis que le PASOK chute à 12,3% et le KKE à 4,5%. Ayant échoué de peu à prendre le pouvoir lors de ces élections, SYRIZA confirme sa dynamique électorale lors des élections européennes de 2014 en obtenant 26,57% des suffrages contre 8,02% pour le PASOK et 6,11% pour le KKE, avant de remporter les élections législatives de 2015 avec 36,34% des suffrages contre 5,47% pour le KKE et 4,68% pour le PASOK. Cette progression ne conduit pas à un rapprochement des deux principaux partis de la gauche radicale grecque, le KKE choisissant une stratégie de réaffirmation de l'identité communiste et une logique de différenciation politique avec SYRIZA quant à la question européenne. En effet, alors que le parti d'Alexis Tsipras revendique un positionnement alter-européen – conforme en cela à la position du Parti de la gauche européenne (PGE) –, le KKE défend une attitude de rupture avec l'Union européenne (ce qui amène les eurodéputés du KKE à ne plus siéger au GUE-GVN après les élections européennes de 2014), et a annoncé avant même le résultat des élections législatives de 2015 son refus de participer à un

¹ De Waele Jean-Michel et Vieira Mathieu, « La famille de la gauche anticapitaliste en Europe occidentale », *op. cit.*, p. 53.

² Sur la gauche radicale en Grèce, cf. Marantzidis Nikos, « La gauche anticapitaliste en Grèce », in De Waele Jean-Michel et Seiler Daniel-Louis (dir.), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, *op. cit.*, p. 223-239 ; Marantzidis Nikos, « Communistes et postcommunistes en Grèce. 1991-2013 », in *Communisme*, Editions Vendémiaire, Paris, 2014, p. 99-118.

³ La dynamique militante et politique de SYRIZA et le système électoral expliquent largement cette transformation. Cf. Lamprini Rori, « De la contestation au pouvoir. Les ressorts de l'ascension électorale de Syriza », in *Savoir/Agir*, 32, 2015, p. 61-71.

⁴ Christoforos Vernardakis, « En Grèce, le retour du vote de classe ? », in *Savoir/Agir*, 22, 2012, p. 105-110.

gouvernement dirigé par SYRIZA¹. La réaffirmation identitaire du KKE est ainsi complétée par le choix de l'isolement tant dans le champ politique grec qu'au sein de la gauche radicale européenne².

La forte hétérogénéité des partis de la gauche radicale en Europe³ et des scénarios adoptés afin de faire face à leur affaiblissement et/ou à leur marginalité dans leurs champs politiques nationaux constitue un troisième postulat partagé. Les classifications et typologies proposées restent encore peu stabilisées et diverses sans pour autant s'opposer⁴. Nikos Marantzidis a ainsi tenté une classification des scénarios d'adaptation des partis communistes en Europe occidentale en s'inspirant du triptyque développé par Albert Hirschman⁵ quant aux réactions au mécontentement⁶. Dans cette classification des scénarios d'adaptation des partis communistes ouest-européens, l'*exit* correspond à leur transformation en partis non-communistes, la *voice* consiste à se maintenir dans la famille communiste tout en développant un discours critique quant au système communiste international et en promouvant des réformes organisationnelles internes, enfin, le choix d'une stratégie de *loyalty* conduit à réaffirmer sa fidélité à la doctrine marxiste-léniniste. Dans un article plus récent, Nikos Marantzidis et Rori Lamprini⁷ reviennent sur cette première typologie en la précisant pour proposer quatre scénarios d'adaptations en distinguant deux modalités différentes de l'*exit* : la transformation en parti social-démocrate⁸ ou en parti rouge/vert ou écologiste. Cette classification repose ainsi sur

¹ Nikos Marantzidis rappelle le rejet des autres partis de gauche par les partis communistes s'inscrivant dans une logique de réaffirmation identitaire de l'orthodoxie communiste, les conduisant ainsi à un auto-isolement. Cf. Marantzidis Nikos, « Exit, voice or loyalty ? », *art. cit.*, p. 172.

² La trajectoire du KKE est, de ce point de vue, à rapprocher de celle du parti communiste portugais. cf. Jallali Carlos et Lisi Marco, « Quand le changement semble dangereux : l'évolution du Parti communiste portugais », in De Waele Jean-Michel et Seiler Daniel-Louis (dir.), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, *op. cit.*, p. 198-222 ; Cunha Carlos, « Le Parti communiste portugais, toujours orthodoxe », in *Communisme*, Editions Vendémiaire, Paris, 2014, p. 119-141.

³ Hétérogénéité qui se donne à voir dans les difficultés d'élaboration d'un document de propagande commun aux différents partis du PGE. Cf. Calvignac Damien, *La propagande d'un parti politique au niveau européen. Analyse de la propagande du Parti de la Gauche Européenne*, mémoire de sciences de l'information et de la communication, Université Paul Verlaine, Metz, 2011.

⁴ Pour une synthèse, cf. De Waele Jean-Michel et Vieira Mathieu, « La famille de la gauche anticapitaliste en Europe occidentale », *op. cit.*, p. 50-85.

⁵ Hirschman Albert, *Défection et prise de parole*, Editions Fayard, Paris, 1995.

⁶ Marantzidis Nikos, « Exit, voice or loyalty ? », *art. cit.*

⁷ Marantzidis Nikos et Lamprini Rori, « L'évolution électorale et politique des partis communistes en Europe. 1976-2009 », in Courtois Stéphane (dir.), *Sortir du communisme*, *op. cit.*, p. 555-575.

⁸ L'évolution du PCI en constitue une illustration forte. Cf. Lazar Marc, *Maisons rouges. Les Partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Editions Aubier, Paris, 1992 ; Dormagen Jean-Yves, « Au nom du nom. La fin du parti communiste italien et la naissance du parti de la refondation communiste », in *Vingtième Siècle*, 48, 1995, p. 75-90 ; Marcou Lilly, « Les métamorphoses du communisme italien depuis 1989 », in *Vingtième Siècle*, 59, 1998, p. 104-119 ; Borioni Paolo, Di Giacomo Michelangelo et Soare Sorina, « Le Parti de la Refondation Communiste : traditions et défis », in De Waele Jean-Michel et Seiler Daniel-Louis (dir.), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, *op. cit.*, p. 177-197.

une distinction fondamentale entre partis communistes conservateurs et réformateurs, commune à de nombreuses approches comparées de l'évolution des partis communistes¹.

Les classifications proposées par Jean-Michel De Waele, Mathieu Vieira et Fabien Escalona permettent de tester une seconde hypothèse – l'émergence d'une nouvelle famille de la gauche radicale/anticapitaliste remplaçant la famille communiste sur le clivage communiste/socialiste –, complémentaire de celle visant à appréhender la capacité différenciée des partis communistes à s'adapter à l'évolution du contexte socio-politique². S'inspirant des travaux de Luke March³, ils testent l'hypothèse de l'émergence d'une famille de la gauche anticapitaliste/radicale sur « *les décombres de la famille communiste* »⁴, prenant alors sa place sur le clivage communiste/socialiste théorisé par Seymour Martin Lipset et Stein Rokkan⁵. Le communisme ne serait plus qu'une composante d'un ensemble plus vaste et hétérogène d'acteurs de la radicalité sociale ayant en commun un référentiel, une « *matrice commune* », l'anticapitalisme. Ils repèrent ainsi trois composantes de la « *famille anticapitaliste* » : le communisme, les rouges-verts et la gauche de la social-démocratie. La composante communiste se caractérise par un certain conservatisme organisationnel et idéologique et le refus de toute alliance avec la social-démocratie, les partis rouges-verts sont issus d'une « *stratégie de reformulation de l'identité communiste à travers l'adoption d'un profil environnementaliste* »⁶, rassemblant essentiellement des partis d'Europe du nord, certains auteurs y font également figurer des partis accordant une place centrale aux thématiques écologiques⁷. Enfin, la gauche de la social-démocratie désigne un ensemble d'acteurs regroupant des « *dissidents sociaux-démocrates* » et des « *communistes réformateurs* »⁸, permettant

¹ Notamment : Botella Joan et Ramiro Luis (eds.), *The crisis of communism and party change*, *op. cit.* ; March Luke, *Radical left parties in Europe*, Routledge, New York, 2011 ; De Waele Jean-Michel et Vieira Mathieu, « La famille de la gauche anticapitaliste en Europe occidentale », *op. cit.* ; Moreau Patrick, « Le communisme européen et ses capacités d'adaptation », *art. cit.* ; Escalona Fabien et Vieira Mathieu, « Le sens et le rôle de la résistance à l'UE pour le Parti de gauche », *art. cit.*

² Moreau Patrick, « Le communisme européen et ses capacités d'adaptation », *art. cit.*

³ March Luke, *Radical left parties in Europe*, *op. cit.*

⁴ Escalona Fabien et Vieira Mathieu, « Le sens et le rôle de la résistance à l'UE pour le Parti de gauche », *art. cit.*, p. 70.

⁵ Lipset Seymour Martin et Rokkan Stein, *Structures de clivages, systèmes de partis et alignement des électeurs : une introduction*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2008 ; Cf. également, Seiler Daniel-Louis, *Les partis politiques en occident*, *op. cit.* ; Seiler Daniel-Louis, « L'actualité de l'approche des partis en termes de clivages socio-politiques », in Andolfatto Dominique, Greffet Fabienne et Olivier Laurent (dir.), *Les Partis politiques*, *op. cit.*, p. 49-70 ; Seiler Daniel-Louis, *Les partis politiques*, Editions Armand Colin, Paris, 2^e édition, 2000. Pour une application à la gauche radicale, cf. Seiler Daniel-Louis, « Panorama de la gauche anticapitaliste en Europe : essai de typologie », in De Waele Jean-Michel et Seiler Daniel-Louis (dir.), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, *op. cit.*, p. 7-31.

⁶ De Waele Jean-Michel et Vieira Mathieu, « La famille de la gauche anticapitaliste en Europe occidentale », *op. cit.*, p. 56.

⁷ Fabien Escalona et Mathieu Vieira y font également figurer SYRIZA, le Bloc de gauche portugais, le *Socialistische Partij* des Pays-Bas ou encore *Izquierda Unida*. Cf. Escalona Fabien et Vieira Mathieu, « Le sens et le rôle de la résistance à l'UE pour le Parti de Gauche et le Front de gauche », *com. cit.*

⁸ *Ibid.*

ainsi d'intégrer à cette classification certains partis émergents comme *Die Linke* en Allemagne, parti né de la fusion du Parti du socialisme démocratique (PDS), issu de l'ancien parti communiste est-allemand, et de l'Alternative électorale travail et justice sociale (WASG) (parti formé par des militants syndicaux et d'anciens sociaux-démocrates, essentiellement implanté dans l'Ouest de l'Allemagne¹), ou encore le PG en France. La classification retenue par ces auteurs se fonde sur la combinaison de deux variables : la position des partis quant à l'identité communiste et la position occupée par les partis dans leur champ politique national. Fabien Escalona et Mathieu Vieira proposent par ailleurs une variante/évolution de cette classification incluant non plus trois mais quatre composantes, ajoutant aux trois précédentes l'extrême gauche révolutionnaire².

Ces classifications permettent de faire ressortir l'hétérogénéité que présente désormais la gauche radicale en Europe comme le résume Gaël Brustier, Corinne Deloy et Fabien Escalona : « *L'espace politique à gauche de la social-démocratie a été marqué par l'effondrement de la famille communiste. Certes, quelques partis communistes orthodoxes continuent de peupler l'espace à la gauche de la social-démocratie. Cela dit, la dynamique actuelle de cet espace politique repose sur d'autres types de partis, situés essentiellement en Europe occidentale et comprenant des dissidents sociaux-démocrates, des communistes rénovés, des « rouges-verts », voire des tendances d'extrême-gauche aspirant à des combats unitaires. Ensemble, ils dessinent peu à peu les contours internes et externes d'une nouvelle famille de partis* »³. Dans le même temps, ces classifications attestent de la difficulté à définir au-delà d'un fondement commun (constitué soit par un lien plus ou moins distendu au communisme, soit par l'anticapitalisme et par une homologie de position occupées dans les champs politiques nationaux), un espace politique faiblement homogénéisé et fortement concurrentiel caractérisé par sa forte fluidité. De même, les évolutions proposées par certains auteurs de leurs classifications attestent tout autant d'une production scientifique en cours que de la nécessité d'adapter les outils classificatoires à un espace changeant et instable. Le remplacement de la famille communiste par une nouvelle famille anticapitaliste est ainsi prudemment présenté comme une hypothèse permettant de rendre compte des transformations affectant la gauche

¹ Sur l'évolution de la gauche radicale allemande et la création de *Die Linke*, cf. Gougeon Jacques-Pierre, *Die Linke ou la nouvelle gauche radicale allemande : un défi pour la social-démocratie ?*, Notes de la Fondation Jean Jaurès, Paris, 2008 ; Landwehrlen Thomas, « Die Linke. Le nouveau parti de la gauche anticapitaliste allemande », in De Waele Jean-Michel et Seiler Daniel-Louis (dir.), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, op. cit., p. 125-156 ; Moreau Patrick, « Déclin et renaissance du communisme en RFA. Le cas du PDS/Linkspartei, PDS/Die Linke », in *Communisme*, Editions Vendémiaire, Paris, 2014, p. 315-355 ; Kimmel Adolf, « Les élections anticipées au Bundestag, 18 septembre 2005 : un tournant dans la vie politique allemande ? », in *Pouvoirs*, 116, 2006, p. 163-176 ; Gougou Florent, « Les élections européennes en Allemagne : Superwahljahr, acte II », in *Revue politique et parlementaire*, 1052, 2009, p. 90-100.

² Escalona Fabien et Vieira Mathieu, *La gauche radicale en Europe ou l'émergence d'une famille de partis*, op. cit., p. 4.

³ Brustier Gaël, Deloy Corinne et Escalona Fabien, « Les familles politiques aux élections européennes de mai 2014 : un bilan », in *Questions d'Europe*, 319, 2014, p. 12.

radicale européenne comme relevant de différentes variantes nationales d'un même processus d'adaptation. Ces différentes classifications permettent également de nuancer la domination des partis communistes sur la gauche radicale contemporaine¹. Malgré leurs nombreux intérêts, ces approches comparatives n'en posent pas moins un certain nombre de difficultés. La première réside dans la logique classificatoire elle-même. En fonction des analyses retenues, un même parti pourra être classé différemment comme le montre l'exemple du PCF. Jacques Moreau le définit comme un parti de type communiste réformiste², Nikos Marantzdis et Rori Lamprini y voient quant à eux un exemple du scénario de refondation dans le communisme³, quand il est pour Jean-Michel De Waele et Mathieu Vieira un exemple de parti de la composante « *gauche de la social-démocratie* »⁴. Si ces classements sont, peu ou prou, similaires, ce n'est pas le cas de l'analyse développée par Daniel-Louis Seiler qui place le PCF aux côtés des partis communistes tchèques, grecs et portugais⁵ que les auteurs précédemment cités classent davantage parmi les partis communistes orthodoxes ou conservateurs. Ces analyses ne sont pas forcément contradictoires en ce qu'elles se fondent sur des approches différentes et complémentaires du phénomène partisan, mais elles soulignent toutes les difficultés de l'exercice typologique. Ce même exemple du PCF permet de souligner la dimension particulièrement homogénéisante de l'exercice comparatiste en ce que les partis considérés peuvent être marqués par une forte diversité intra-partisane. Si les orientations du PCF peuvent être qualifiées de communiste réformiste ou de gauche de la social-démocratie, d'autres segments, se comportant comme de véritables entreprises mémorielles⁶, peuvent être rattachés au communisme orthodoxe, tandis que d'autres, souvent autour d'entreprises politiques quasi-individuelles à fondement national et/ou local, attestent d'un processus de social-démocratisation. La fragmentation intra-partisane de *Die Linke* ou de SYRIZA en est un autre exemple.

En d'autres termes, si la démarche comparatiste permet de gagner en compréhension « globale » des changements affectant la gauche radicale à l'échelon européen, elle rend mal compte des processus en cours. L'appréhension du PG en est un exemple. Patrick Moreau appréhende cette formation politique comme communiste réformiste⁷ et/ou postcommuniste⁸, tandis que Jean-Michel De Waele, Mathieu Vieira et Fabien Escalona en font un acteur de la composante social-démocrate,

¹ Brustier Gaël, Deloy Corinne et Escalona Fabien, « Les familles politiques aux élections européennes de mai 2014 : un bilan », *op. cit.*, p. 14.

² Moreau Patrick, « Le communisme européen et ses capacités d'adaptation », *op. cit.*, p. 456.

³ Marantzdis Nikos et Lamprini Rori, « L'évolution électorale et politique des partis communistes en Europe », *op. cit.*, p. 564.

⁴ De Waele Jean-Michel et Vieira Mathieu, « La famille de la gauche anticapitaliste en Europe occidentale », *op. cit.*, p. 57.

⁵ Seiler Daniel-Louis, « Panorama de la gauche anticapitaliste en Europe : essai de typologie », *op. cit.*, p. 30.

⁶ Andolfatto Dominique, « Effondrement soviétique et déclin du Parti communiste français », *op. cit.*

⁷ Moreau Patrick, « Le communisme européen et ses capacités d'adaptation », *art. cit.*, p. 456 ; Moreau Patrick, « A la recherche de l'utopie perdue », *art. cit.*, p. 572.

⁸ Moreau Patrick, « Le communisme européen et ses capacités d'adaptation », *art. cit.*, p. 456.

et, plus précisément d'un sous-ensemble : les dissidents sociaux-démocrates¹. Ces classifications s'expliquent par la radicalité antilibérale de ce parti ainsi que par son alliance avec le PCF. Pour autant, et malgré ses emprunts – essentiellement symboliques – à la théorie marxiste, ce classement apparaît problématique au regard de l'absence de culture communiste de ce parti et de ces principaux fondateurs, tout autant qu'au regard de son évolution doctrinale, notamment en matière d'écologie. Dès sa création, ce parti revendique une forte identité écologique, que cela soit par le rejet de l'énergie nucléaire, le soutien aux opposants à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, ou encore la désignation de deux secrétaires nationales à l'écologie². Significativement, le PG organise dès janvier 2009 un premier forum portant sur l'écologie et l'alter-développement lors duquel interviennent des figures militantes de l'écologie telles que Martine Billard (députée écologiste de Paris), Paul Ariès (penseur de la décroissance) ou le journaliste Hervé Kempf. Depuis sa création, le PG n'a cessé de s'engager de plus en plus intensément dans les luttes écologistes et de développer un discours anti-productiviste³. La désignation de Martine Billard comme porte-parole, puis comme co-présidente du PG, le changement de visuel du parti⁴ et la recherche d'une légitimité écologiste auprès de ses acteurs attestent tout autant d'une stratégie de communication que d'une volonté de s'inscrire dans cet espace militant et d'y obtenir reconnaissance et légitimité : participation aux luttes, rencontres avec des associations écologistes (comme la WWF) ou des personnalités écologistes, et plus encore, recherche systématique d'alliances avec EELV symbolisée par la conquête de la mairie de Grenoble en 2014 (liste EELV/PG). Les élections départementales de mars 2015 en constituent un nouvel exemple. En effet, la direction d'Europe-Ecologie/Les Verts affirme que dans 45% des cantons dans lesquels ce parti soutient des candidats, ce soutien se fait dans le cadre d'une alliance avec le FG, et souvent le seul PG. S'il est encore trop tôt pour y voir un type d'alliance durable (d'autant plus que cet enjeu clive fortement les débats internes au parti écologiste), ces rapprochements illustrent une recherche constante du PG pour être reconnu comme un parti écologiste, voire rouge-vert. Cependant, il ne s'agit pas ici de proposer une nouvelle qualification – qui serait tout aussi problématique, car ne rendant que partiellement compte de l'identité et du positionnement de ce parti –, mais de souligner la difficulté pratique des différentes classifications face aux rapides transformations affectant certains partis de gauche radicale.

¹ De Waele Jean-Michel et Vieira Mathieu, « La famille de la gauche anticapitaliste en Europe occidentale », *op. cit.*, p. 56-57.

² Les deux titulaires peuvent faire valoir un profil écologiste, soit par l'investissement militant à Utopia, soit par leur trajectoire professionnelle (en charge du développement durable dans une collectivité territoriale).

³ Le député du Nord, Marc Dolez, justifie sa démission du PG par ce « tournant écologiste ». Même si cette défection n'est en rien réductible à un rejet de l'écologie politique (les motivations stratégiques et même localistes sont certainement plus importantes), sa mise en exergue est significative en ce que cet acteur y voit une évolution suffisamment nette pour attester d'une mise à distance du projet initial du PG.

⁴ Le visuel du parti est désormais rouge et vert, tout comme l'essentiel de son matériel de propagande. De même, dès 2009, le PG se définit par le triptyque : « Ecologie, Socialisme, République ».

Ces typologies, fondées sur l'hypothèse d'une transformation idéologique et organisationnelle de partis politiques existants, rendent difficilement compte de l'émergence de nouvelles formations politiques et de la place qu'elles occupent dans les différentes configurations nationales présentées par la gauche radicale. Le PG en fournit à nouveau une illustration. Ce parti ne peut être qualifié d'organisation « *ad hoc* » constituée spécifiquement afin de participer à une coalition électorale en ce que l'opportunité d'une coalition – et donc d'une dissidence moins coûteuse – explique partiellement le « moment » de la dissidence, mais ne rend pas compte de la continuité d'un groupe militant et d'un processus de distanciation quant à son engagement préalable qui suppose une temporalité du temps long. Pour autant, si cette formation politique n'est pas entièrement nouvelle, elle modifie substantiellement l'équilibre des tensions, pour reprendre la terminologie de Norbert Elias, renforçant encore la fluidité de l'espace de la gauche radicale. Par ailleurs et en tout état de cause, la dissidence de militants socialistes et la création d'un nouveau parti à la gauche de la social-démocratie y introduit des acteurs n'ayant aucune tradition communiste et/ou n'ayant qu'un lien pour le moins distant au communisme. L'émergence de *Podemos*¹ en Espagne, qui se construit dans un rapport complexe de proximité et de concurrence aux organisations déjà existantes comme *Izquierda Unida*, rend également compte de la difficulté à faire entrer de nouveaux acteurs dans des classifications fondées sur une approche génétique et historique.

Plus généralement, ces approches, si elles permettent la mise en exergue des causes exogènes (mutations socio-économiques, évolution du contexte international, etc.) et endogènes aux changements partisans, n'évitent que partiellement ce que nous pourrions qualifier d'illusion de l'institué en présentant trop mécaniquement les stratégies d'adaptation ou de transformation des partis politiques à un certain volontarisme partisan. Les auteurs cités rappellent régulièrement les hésitations tactiques des partis étudiés² sans cependant toujours les appréhender comme un objet d'analyse. Or, les transformations affectant les partis de gauche radicale doivent se comprendre comme le produit complexe de micro-décisions effectuées dans une configuration fluide, c'est-à-dire dans laquelle les partis considérés n'ont qu'un effet limité, une capacité de projection et une connaissance de l'état du jeu pour le moins réduite. La transformation organisationnelle de SYRIZA en un parti politique ne doit ainsi rien à une volonté partagée d'unification de la coalition préexistante, mais à la nécessité de s'adapter à une possible victoire électorale, elle-même conditionnée par la capacité à s'ajuster aux spécificités du système électoral grec. De même, l'adoption d'une tactique électorale perçue, dans une certaine configuration, comme la plus

¹ Issu du mouvement des indignés, *Podemos* a obtenu cinq députés européens lors des élections européennes de 2014, autant qu'*Izquierda Unida*. Sur *Podemos*, cf. Nez Héloïse, « *Podemos*, un parti de « non professionnels » ? », in *Savoir/Agir*, 32, 2015, pp. 53-60.

² Patrick Moreau, Nikos Marantzidis et Rori Lamprini montrent ainsi très bien l'importance des hésitations tactiques des partis communistes dans leur tentative de s'ajuster à une nouvelle configuration politique.

efficace pour conquérir de nouvelles parts du marché électoral et/ou résister au déclin, est toujours le produit d'une configuration contingente dont résulte une certaine connaissance de l'état du jeu, des rapports de force et des opportunités et contraintes qui s'offrent ou pèsent sur une entreprise partisane. Le cadre interprétatif adopté pour agir et appréhender le réel dans cette configuration peut être remis en cause brutalement par de nombreux facteurs comme une défaite électorale¹, un nouvel équilibre intra-partisan ou encore l'effondrement d'une croyance collective. Quentin Wald montre ainsi le profond et paradoxal sentiment de déception des militants du FG face au résultat de l'élection présidentielle de 2012². Cette déception militante s'explique par le décalage entre le résultat obtenu et le résultat espéré, alors même que les attentes initiales ont été largement dépassées. Cependant, ces attentes ont été revues « à la hausse » par l'ensemble des acteurs coalisés, pris au jeu d'une campagne euphorisante³ encore renforcée par des sondages positifs (alors même que la gauche radicale se caractérise habituellement par sa méfiance quant aux enquêtes d'opinion). Or, cette déception militante a largement contribué à une forme de désenchantement quant aux effets de la coalition. Plus que le résultat de l'élection, c'est l'effondrement de la croyance collective en la possibilité mécanique de conversion de l'unification partisane de la gauche radicale en une dynamique électorale qui fragilise, lors de cette élection, une coalition qui en sort *a priori* renforcée. Les transformations affectant les partis de la gauche radicale doivent ainsi être appréhendées comme des « *processus sociaux non planifiés* »⁴, c'est-à-dire un processus faiblement maîtrisé par les entreprises partisans qu'il affecte et qui en sont pourtant à l'origine.

Enfin, les différentes approches évoquées parviennent difficilement à appréhender l'effet des interactions entre entreprises politiques de gauche radicale dans une même configuration nationale, c'est-à-dire à en faire une variable explicative pertinente des transformations affectant ces entreprises politiques. L'émergence, en France, d'une coalition de gauche radicale, sa pérennisation sous une forme instable et faiblement intégrée, constitue une manifestation contemporaine et donc contingente de l'équilibre des tensions structurant l'espace de la gauche radicale. Quelles que soient les modalités (coopératives ou concurrentielles) de ces interactions, elles expriment un accroissement des interdépendances entre acteurs de cet espace politique qui constitue une variable importante dans la compréhension des transformations affectant la gauche radicale. Or, cette

¹ Sur les effets des défaites électorales sur les stratégies politiques des partis de gauche radicale, cf. Mathieu Romain, « La gauche radicale française face à la défaite électorale », communication au colloque « *Here's to the losers* ». *Une sociologie politique de la défaite électorale*, Université Libre de Bruxelles, 2014.

² Wald Quentin, « La défaite contrastée de Jean-Luc Mélenchon : Le Front de Gauche à l'épreuve de l'élection présidentielle française de 2012 », communication au colloque « *Here's to the losers* ». *Une sociologie politique de la défaite électorale*, Université Libre de Bruxelles, 2014.

³ Dans le cas des meetings électoraux, cf. Mathieu Romain, « Les meetings dans la campagne présidentielle du Front de gauche », *com. cit.*

⁴ Elias Norbert, *Engagement et distanciation*, Editions Fayard, Paris, 1993, p. 150.

dimension n'est pas spécifique à la gauche radicale française, les cas de multipartisme partisan à la gauche des partis sociaux-démocrates n'étant pas rares en Europe¹, même en nous limitant aux seuls partis significatifs dans leurs configurations nationales. Pour cela, il est possible de s'inspirer librement de la démarche menée par Giovanni Sartori² pour repérer les partis pertinents dans l'étude des systèmes partisans, afin d'appliquer une logique similaire à un segment du champ politique. Celui-ci écarte de son étude les partis les plus faibles, non au regard de leurs résultats électoraux, mais en fonction de leur « *potentiel de coalition* » et de leur « *potentiel de chantage* » au sein du système partisan³. Appliquée à l'espace de la gauche radicale, cette démarche permet d'exclure les partis disposant de ressources insuffisantes pour constituer une concurrence électorale aux principaux partis de cet espace dans une configuration nationale donnée, et les partis qui, bien qu'adoptant un positionnement politique antilibéral ou anticapitaliste, n'ont que peu d'effets sur les autres partis de ce segment du champ politique. Même ainsi, les configurations nationales de la gauche radicale présentant une pluralité d'entreprises politiques en concurrence sont encore nombreuses, notamment au Portugal, en Espagne, en France, en Italie, au Luxembourg, ou en Grèce.

Les travaux portant sur la gauche radicale française se caractérisent par le primat des approches monographiques consacrées à l'une ou l'autre des formations partisans de cet espace politique et par un intérêt très inégal manifesté par la science politique aux différents partis et aux différentes séquences. Les travaux comparatistes sont marqués par une forte tendance à privilégier les approches typologiques pour décrire les différents scénarios d'adaptations idéologiques et organisationnelles (et leurs causes) des partis communistes en Europe occidentale. Si ces derniers travaux soulignent davantage la diversité organisationnelle de la gauche radicale, à l'échelon européen comme national, ils ne prennent pas davantage en compte le rôle des interactions entre partis⁴ (en particulier dans les arènes nationales), tout à la fois proches (et potentiellement alliés) et concurrents dans les processus de transformations de la gauche radicale. Dès lors, nous entendons tester l'hypothèse selon laquelle ces processus non planifiés peuvent s'expliquer par les relations d'interactions et d'interdépendances reliant spécifiquement les acteurs d'un segment restreint du

¹ Le Portugal voit ainsi s'opposer fortement deux partis de gauche radicale. Les interactions sont également complexes en Espagne entre *Izquierda Unida* et *Podemos* d'une part, mais aussi avec des partis régionaux. La Grèce, l'Allemagne, le Luxembourg, la Belgique, etc. sont autant d'autres configurations nationales dans lesquelles la gauche radicale est composée d'une pluralité d'entreprises politiques plus ou moins importantes, entretenant des relations changeantes.

² Sartori Giovanni, *Partis et systèmes de partis. Un cadre d'analyse*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2011, p. 177-186.

³ *Ibid.*, p. 184.

⁴ Yohann Aucante, Alexandre Dézé et Nicolas Sauger soulignent ainsi le faible intérêt de la science politique française quant aux relations inter-partisanes. Cf. Aucante Yohann et Dézé Alexandre (dir.), *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales*, op. cit., p.19.

champ politique. Il s'agit ainsi d'expliquer les changements de l'offre politique de la gauche radicale par les dynamiques d'interactions propres à un espace relativement autonome du champ politique.

Section 3. Pour une approche relationnelle et processuelle de la production des offres artisanes

Loin de rejeter en bloc les travaux évoqués ou les fondements sur lesquels ils reposent, nous entendons au contraire nous appuyer sur leurs nombreux apports, tout en proposant un cadre d'analyse complémentaire. Nous nous proposons d'appréhender les transformations affectant un espace restreint du champ politique¹ par une approche processuelle et relationnelle de ces transformations, sensible à la dynamique des interactions entre partis tout à la fois proches (ou perçus comme tel) politiquement et concurrents. Dès lors, il est nécessaire « *de ne pas traiter les partis isolément, mais [de] les penser dans les configurations sociales et politiques qui les contraignent et qu'ils travaillent* »². Si les partis « *n'existent que relationnellement* »³, les transformations affectant l'offre politique et militante doivent être resituées dans les multiples interactions qui font le parti et dans lesquelles un parti s'insère. Daniel Gaxie pose ainsi l'hypothèse d'une plus grande intensité conflictuelle entre partis proches ou entre équipes intra-partisanes : « *L'activité politique se trouve ainsi structurée par les luttes entre les adversaires et les conflits entre les alliés. Car les antagonismes sont d'autant plus vifs que les groupes politiques sont plus « proches », par exemple parce qu'ils se réclament des mêmes principes et sont en concurrence pour la conquête des mêmes segments de l'électorat, ou parce qu'agissant dans le cadre d'un même parti ils s'opposent pour conquérir sa direction* »⁴. Il ne s'agit pas ici de chercher à valider ou à l'inverse à invalider cette affirmation, mais à proposer une hypothèse connexe : les partis caractérisés par une homologie de positions entretiennent des relations (compétitives et/ou coopératives) spécifiques qui les distinguent des autres acteurs du jeu politique. Cela suppose la différenciation du champ politique dans lequel s'enchevêtrent étroitement différents espaces ou niveaux de concurrence entre entreprises artisanes. Les partis de la gauche radicale peuvent ainsi être appréhendés comme interdépendants et formant un espace relativement autonome dans le champ politique, se définissant tout autant par leur participation à la compétition pour le pouvoir que par les jeux et

¹ Transformations que nous pourrions qualifier, en nous inspirant des travaux de Florence Haegel, de « *changements de second ordre* », c'est-à-dire « *ceux qui ne déstabilisent que temporairement le système global* », ou, pour l'adapter au cas étudié, qui ne déstabilisent qu'un segment limité du système partisan. Cf. Haegel Florence, « Pertinence, déplacement et renouvellement des analyses en termes de clivage en France », *art. cit.*, p. 37.

² Offerlé Michel, *Les partis politiques*, Presses universitaires de France, 6^e édition, Paris, 2008, p. 4.

³ *Ibid.*, p. 89.

⁴ Gaxie Daniel, *La démocratie représentative*, *op. cit.*, p. 109.

enjeux qui les opposent spécifiquement¹. Il s'agit ainsi de saisir les transformations récentes des offres politiques produites par les acteurs les plus à gauche du champ politique comme relevant d'une configuration au sens de la sociologie de Norbert Elias² (même si d'autres emprunts théoriques ont été effectués), en considérant les acteurs politiques de la gauche radicale comme formant ensemble une configuration, c'est-à-dire une figure toujours changeante dans laquelle les coups effectués par les différents joueurs modifient irrémédiablement l'*état du jeu*, ce qui limite d'autant les possibilités des autres joueurs et les contraint à s'ajuster en permanence à l'évolution de cette configuration. Nous défendons ainsi l'hypothèse que la production de l'offre politique est un processus pouvant être appréhendé relationnellement. L'offre politique dépend ainsi de l'action des autres acteurs, en particulier de ceux qui occupent les positions les plus « proches » dans le champ politique, des opportunités et des contraintes perçues par les acteurs, des ressources qu'ils estiment pouvoir mobiliser ou encore des coups qu'ils anticipent de la part de leurs concurrents directs.

Cette approche nous conduit à privilégier une double définition des partis politiques. D'une part, en les appréhendant comme des espaces de concurrences : « *Un parti sera ainsi analysé comme un espace de coopération et de concurrence entre des agents qui luttent pour la définition légitime du parti et pour le droit de parler au nom de l'entité et de la marque collective dont ils contribuent, par leur compétition, à entretenir l'existence (ou plutôt la croyance en l'existence)* »³. Ce premier aspect des partis politiques permet de souligner la dimension concurrentielle des relations internes⁴ et la dépendance des orientations partisans à l'évolution des équilibres intra-partisans et des luttes entre équipes militantes qui s'y déroulent, et de la capacité d'une équipe dirigeante à s'imposer et/ou à concilier les intérêts divergents qui s'expriment en interne. D'autre part, suivant en cela les perspectives ouvertes par Michel Offerlé, les partis doivent être considérés ici comme des entreprises⁵ spécialisées dans la conquête du pouvoir et la mobilisation électorale. En ce sens, les partis produisent constamment des offres politiques visant à conquérir les suffrages lors des élections (offre électorale) et à susciter l'adhésion et l'engagement (offre militante). A ce titre, les

¹ Nous qualifions de jeux et d'enjeux spécifiques l'ensemble des luttes et des intérêts qui ne font sens que pour les acteurs investis dans un espace social donné.

² Elias Norbert, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, op. cit.

³ Offerlé Michel, « Partis et configurations partisans », in Cohen Antonin, Lacroix Bernard et Riutort Philippe (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, Editions La Découverte, Paris, 2009, p. 453. Daniel Gaxie précise cette définition en considérant un parti politique comme « *un espace de concurrence ou, mieux, un espace d'espaces de concurrence* ». Cf. Gaxie Daniel, *La démocratie représentative*, op. cit., p. 109.

⁴ Michel Offerlé relève ainsi que les partis « *n'existent réellement que dans et par la concurrence que se livrent ceux qui, dotés de dispositions plus ou moins adéquates (capital incorporé, habitus de professionnel et/ou de militant), luttent pour l'appropriation de ce capital objectif et, donc, pour le droit de faire les usages diversifiés qu'offre ce type d'entité* ». Cf. Offerlé Michel, *Les partis politiques*, op. cit., p. 16.

⁵ Sur la conception des partis comme des entreprises au sens de Max Weber, c'est-à-dire d'un regroupement de « *gens intéressés politiquement* ». Cf. Weber Max, *Economie et société. Tome 1. Les catégories de la sociologie*, Editions Plon, Paris, 1995, p. 372 ; Offerlé Michel, *Les partis politiques*, op. cit. ; Gaxie Daniel, *La démocratie représentative*, op. cit., p. 95 ; Offerlé Michel, « Partis et configurations partisans », op. cit., p. 454.

partis occupant des positions relativement proches dans l'espace politique sont ainsi en concurrence pour l'obtention des suffrages d'un « électorat » qu'ils contribuent à faire exister et à doter d'une réalité et d'une intention propre (notamment par le travail d'interprétation des résultats électoraux et d'homogénéisation des raisons de voter), et en lutte pour apparaître comme le parti le plus attractif pour les individus susceptibles d'un investissement direct dans l'activité politique.

Les outils conceptuels reposant sur l'interdépendance d'acteurs intervenant dans un même espace social sont multiples. Les approches des partis politiques en attestent, qu'il s'agisse d'étudier les relations entre un parti et un milieu social ou d'analyser le fonctionnement d'un système partisan, concept qui repose sur l'hypothèse initiale de l'interdépendance des partis d'un même système politique. De même, la sociologie a développé des outils conceptuels permettant d'interroger les logiques de différenciation sociale. S'il ne s'agit pas de passer en revue l'ensemble de ces concepts, nous entendons revenir succinctement sur la théorie des champs et le concept de configuration avant de délimiter l'espace de la gauche radicale. Même si nous empruntons certains éléments à la sociologie de Pierre Bourdieu, c'est davantage la notion de configuration développée par Norbert Elias qui a retenu notre attention en ce qu'elle permet de mettre l'accent sur les processus et les dynamiques d'interdépendance entre les acteurs d'un même espace social.

A. Les partis dans leur environnement politique

Les travaux portant sur les partis politiques¹ et les systèmes partisans évoquent avec régularité les relations (conçues ici, dans une acception très large, comme l'ensemble diversifié des interactions dans lesquels un parti s'insère) entretenues par les entreprises politiques. Ainsi, les approches sociétales visent à étudier les partis dans leur environnement social. Les approches en termes de clivages socio-politiques font des partis des représentants des conflits structurants une société. Avec une toute autre méthodologie, les travaux de Frédéric Sawicki² ou de Rémi Lefebvre³ sur le PS, de Michel Hastings⁴ ou de Julian Mischi⁵ sur le PCF, ou encore de Julien Fretel¹ sur l'UDF démontrent

¹ Pour une synthèse des différentes approches des partis politiques, cf. Sawicki Frédéric, « La science politique et l'étude des partis politiques », in *Cahiers français*, 276, 1996, p. 51-59 ; Offerlé Michel, « Partis et configurations partisans », *op. cit.* ; Bréchon Pierre, *Les partis politiques*, Editions Montchrestien, Paris, 1999 ; Haegel Florence (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, *op. cit.*, notamment : Haegel Florence, « Les partis vus de France et d'ailleurs », p. 391-406 ; Ware Alan, « Les partis français et la science politique comparative », p. 407-417.

² Pour rendre compte de la diversité locale des partis politiques, il propose la notion de « milieu partisan », c'est-à-dire « l'ensemble des relations consolidées entre des groupes dont les membres n'ont pas forcément comme finalité principale de participer à la construction du parti quoiqu'ils y contribuent en fait par leurs activités ». Cf. Sawicki Frédéric, *Les Réseaux du Parti socialiste*, *op. cit.*, p. 24.

³ Lefebvre Rémi, « Le socialisme français soluble dans l'institution municipale ? Forme partisane et emprise institutionnelle : Roubaix (1892-1983) », in *Revue française de science politique*, 54 (2), 2004, p. 237-260.

⁴ Hastings Michel, *Halluin la Rouge*, *op. cit.*

⁵ Mischi Julian, *Servir la classe ouvrière*, *op. cit.*

toute la diversité des réseaux sociaux dans lesquels les partis s'inscrivent au local. Les liens entre syndicats et partis, en particulier dans le cas du communisme, ont également été l'objet de nombreux travaux². A partir du cas de la gauche mexicaine, Hélène Combes s'est également interrogée sur les relations entre partis et mouvements sociaux qui conduisent l'auteure à s'intéresser à « *l'ensemble des interactions que le parti ou ses dirigeants entretiennent, tissent, activent ou réactivent avec des mouvements sociaux, des organisations sociales, des syndicats, des ONG, etc.* »³. Dans le cas français, Lilian Mathieu s'est interrogé dans de nombreux travaux sur les relations d'attraction-répulsion entre partis et mouvements sociaux⁴. Mais les relations partisans peuvent également être appréhendées entre entreprises politiques. C'est ainsi le cas des travaux de Nicolas Bué, qui, à partir d'une analyse localisée d'une municipalité communiste (Calais), interroge les négociations et accords de coalition gouvernementale locale⁵.

Les analyses en termes de systèmes partisans, plus encore, sont fondées sur l'interdépendance des entreprises partisans⁶. Gérard Grunberg et Florence Haegel définissent ainsi le système partisan comme étant « *l'ensemble des relations et des interactions qui se nouent entre les partis dans un système politique donné* »⁷. Cette définition met l'accent sur les relations d'interdépendances qui unissent les partis d'un même système partisan, ainsi que sur la différenciation des positions occupées et dont découlent « *des relations spécifiques avec les autres* »⁸, faites de compétition et de coopération. Dans le même esprit, Daniel-Louis Seiler définit le système partisan comme étant « *l'ensemble structuré constitué des relations tantôt d'opposition, tantôt de coopération qui existent*

¹ Fretel Julien, *Militants catholiques en politique*, thèse cit.

² Pour une étude comparative récente, cf. Andolfatto Dominique, « La courroie cassée ? Syndicalisme et communisme en Espagne, France et Italie », in *Communisme*, Editions Vendémiaire, Paris, 2014, p. 503-528.

³ Combes Hélène, *Faire parti*, op. cit., p. 23-24.

⁴ Mathieu Lilian, « L'Espace des mouvements sociaux », in *Politix*, 77 (1), 2007, p. 131-151 ; Mathieu Lilian, « Trouble dans le genre militant : L'échec de la candidature unitaire au regard des décalages entre champ politique et espace des mouvements sociaux », in Geay Bertrand et Willemez Laurent (dir.), *Pour une gauche de gauche*, op. cit., p. 93-108 ; Mathieu Lilian, *La démocratie protestataire*, Presses de Sciences Po, Paris, 2011, p. 111-142 ; Mathieu Lilian, *L'espace des mouvements sociaux*, op. cit. ; Mathieu Lilian, « Je t'aime, moi non plus. Mouvements sociaux et partis, entre critique et instrumentalisation », in *Savoir/agir*, 31, 2015, p. 51-56.

⁵ Bué Nicolas, « Usages et fonctions du secret dans les relations entre entreprises politiques. Le cas de la négociation électorale », in Wuillème Tanguy (dir.), *Autour des secrets*, Editions L'Harmattan, Paris, 2004, p. 185-202 ; Bué Nicolas, *Rassembler pour régner*, thèse cit. ; Bué Nicolas et Desage Fabien, « Le « Monde réel » des coalitions ». L'étude des alliances partisans de gouvernement à la croisée des méthodes », in *Politix*, 88 (4), 2009, p. 7-37 ; Bué Nicolas, « Les accords de coalition dans une municipalité d'Union de la gauche. Contribution à l'étude de la régulation des rapports coalitionnels », in *Politix*, 88 (4), 2009, p. 105-131 ; Bué Nicolas, « Le nombre de places. Les usages ambivalents des chiffres dans la négociation de listes de coalition aux élections municipales », in *Mots. Les langages du politique*, 100, 2012, p. 91-106.

⁶ Comme le souligne Pierre Bréchon : « *Parler d'un système de partis, c'est en fait souligner le caractère interdépendant de leur action* ». Cf. Bréchon Pierre, *Les partis politiques*, op. cit., p. 31 ; Panebianco Angelo, *Political parties : organizations and power*, Cambridge university press, Cambridge, 1988, p. 208.

⁷ Grunberg Gérard et Haegel Florence, *La France vers le bipartisme ?*, op. cit., p. 11.

⁸ *Ibid.*, p. 11-13.

entre les partis politiques agissant sur la scène politique d'une même société politique »¹. Ces définitions du système partisan mettent ainsi l'accent sur l'interdépendance entre partis et déterminent deux types de relations inter-partisanes, celles-ci pouvant être coopératives et/ou compétitives. En ce qui concerne les relations inter-partisanes, le concept de système partisan permet de rendre compte des interactions prises dans leur ensemble, mais s'avère trop général pour saisir les relations spécifiques aux acteurs d'un segment du système partisan. La thèse du parti-cartel est, à cet égard, significative : la cartellisation des partis repose ainsi sur le constat d'une distanciation croissante des partis et de la société civile, les premiers ne se comportant plus comme des relais des revendications, mais comme des agents de l'Etat (logique corrélative d'intégration renforcée à l'Etat des partis, via les dispositifs de financements publics). Le processus de cartellisation repose ainsi sur la coopération tacite des partis gouvernementaux pour limiter la compétition entre eux. Les relations partisanes y sont donc doublement interrogées. D'une part, le déplacement global des partis vers l'Etat (transformation des relations partis/société) tend au développement d'un nouveau modèle partisan. D'autre part, la thèse du parti-cartel induit une transformation des relations inter-partisanes par la limitation ou la transformation des concurrences entre partis cartellisés (entraînant de nouveaux principes d'opposition) et une forme tacite de coopération et de rapprochement des propositions programmatiques des partis cartellisés. Force est cependant de constater (en ce qui concerne les relations entre acteurs politiques) la généralité du modèle, les relations inter-partisanes étant réduites à une tendance générale à la coopération des partis cartellisés et à une diminution/transformation de la compétition qui les oppose.

Les relations inter-partisanes sont également abordées par Gérard Grunberg et Florence Haegel qui suggèrent trois types de relations entre partis dominés et partis dominants : « *soit accepter la domination des deux grands partis et négocier avec eux leur survie politique ; soit tenter, à droite et à gauche, de reconfigurer le système de partis en proposant une offre partisane nouvelle, par la fusion de mouvements et de partis existants et la création de nouvelles formations partisanes ; soit, enfin, d'accepter leur marginalisation électorale et leur isolement politique en espérant que l'avenir leur donnera des occasions de rebondir* »². Les partis de gauche radicale, à la condition de considérer l'inscription dans l'un ou l'autre de ces scénarios comme changeante et combinable, permettent de décrire un large spectre de tactiques adoptées à la gauche du PS. Le premier scénario conduit les partis à une forme de dépendance ou de satellisation qui permet l'accès à certaines ressources politiques inaccessibles autrement que par l'alliance, mais peut conduire à de nombreuses insatisfactions, tant vis-à-vis des orientations du parti dominant (crainte de « compromission »), que vis-à-vis de la faiblesse, de la fragilité et du caractère inéluctablement limité des ressources

¹ Seiler Daniel-Louis, *Les partis politiques*, op. cit., p. 196.

² Grunberg Gérard et Haegel Florence, *La France vers le bipartisme ?*, op. cit., p. 38.

obtenues. Ce type de relation semble assez bien définir les relations entre le PS et des partis comme le Parti radical de gauche, le MRC ou le Mouvement unitaire progressiste (MUP) de Robert Hue. La menace d'une concurrence électorale y devient une arme de la négociation davantage qu'un scénario réellement envisagé. Cette situation correspond plus généralement aux formations politiques renonçant, ponctuellement ou régulièrement, à participer à la compétition électorale sous leurs propres couleurs. Des partis comme le PCF ou EELV sont ainsi traversés par des tensions permanentes entre cette logique de satellisation et une deuxième logique, celle de la subversion du jeu politique et/ou des rapports de force au sein d'un pôle du système partisan. Le FG et EELV, mais aussi, tout au moins initialement et dans une certaine mesure, le NPA constituent des exemples de ces tentatives de subversion des rapports de force à gauche. A l'inverse du premier scénario, ces partis choisissent la confrontation électorale (ce qui ne signifie pas forcément le refus de toute relation avec le parti dominant) afin d'y contester la position dominante du PS. Ce choix peut s'avérer particulièrement coûteux en termes d'accès aux ressources politiques, notamment les mandats électifs comme le montrent les pertes significatives du PCF, mais aussi le bilan électoral mitigé du PG depuis sa création. L'évolution du NPA, mais aussi sa doctrine (qui tend à déprécier la compétition électorale), semblent correspondre à un passage du deuxième au troisième scénario consistant en une installation durable dans la marginalité sans réelle tentative d'en sortir (rejet de toute alliance au sein de la gauche radicale par les partis issus du trotskisme ; désengagement relatif de la compétition électorale¹). Dans ce dernier scénario, les partis renoncent à toute action dans la compétition politique, pour y préférer soit le retrait sur l'entre-soi partisan, soit (et parfois en même temps) l'investissement dans d'autres modalités d'action politique (comme l'action dans les mouvements contestataires, etc.). Dans ce cadre, il est nécessaire de souligner que le processus d'autonomisation de la gauche radicale peut tout autant correspondre au deuxième (subversion) qu'au troisième scénario (marginalisation) et est le produit des luttes permanentes entre les acteurs pour imposer un cadre interprétatif favorable à l'un ou l'autre des scénarios.

Les partis politiques peuvent ainsi être considérés comme des entreprises interdépendantes, entretenant entre elles des relations différenciées (en fonction des positions occupées) et pouvant tout autant être compétitives que coopératives, et plus précisément, tout à la fois compétitives et coopératives (seul le degré de compétition et de coopération variant). Nous entendons revenir sur ces dynamiques en nous intéressant aux relations qui lient spécifiquement certains partis à d'autres

¹ Pour les exemples les plus récents de ce désengagement dont on ignore encore s'il est conjoncturel ou le signe d'une inflexion durable : le Parti ouvrier indépendant (POI) a renoncé à présenter un candidat à l'élection présidentielle de 2012 ; l'investissement de LO dans la compétition électorale est de plus en plus réduite et semble se faire *a minima* ; le NPA a renoncé à présenter des listes dans les sept circonscriptions européennes de métropole et n'a quasiment pas participé aux élections départementales de 2015, etc.

et les effets de ces interactions sur les orientations stratégiques de ces entreprises afin de saisir les transformations affectant la gauche radicale dans leur dimension relationnelle.

B. La théorie des champs de Pierre Bourdieu

Concept central dans la sociologie de Pierre Bourdieu, les champs¹ constituent des « *espaces structurés de positions (ou de postes) dont les propriétés dépendent de leur position dans ces espaces et qui peuvent être analysées indépendamment des caractéristiques de leurs occupants (en partie déterminée par elles)* »². Un champ constitue ainsi un « *monde séparé* »³, et plus précisément, un « *microcosme autonome à l'intérieur du microcosme social* »⁴, c'est-à-dire qu'un champ peut être défini, selon Philippe Riutort, comme un « *espace social spécifique [...] qui dispose d'une certaine autonomie à l'égard de l'espace social global et exige de la part des agents qui y évoluent une *illusio* (un ensemble de croyances le plus souvent tacites portant sur les manières de voir et d'agir au sein du champ)* »⁵. L'autonomie repose ainsi sur l'existence de jeux et d'enjeux spécifiques⁶ auxquels sont intéressés les acteurs d'un champ, autrement ceux qui partagent une même « *illusio* » définie par Pierre Bourdieu comme « *le fait d'être pris au jeu, d'être pris par le jeu, de croire que le jeu en vaut la chandelle, ou, pour dire les choses simplement, que ça vaut la peine de jouer* »⁷. A contrario, l'autonomisation d'un champ social suppose sa différenciation progressive et une logique de fermeture plus ou moins forte sur ses jeux et enjeux, traçant une frontière plus ou moins nette entre les participants et les profanes. Dans l'exemple du champ politique qui nous intéresse plus particulièrement ici, les acteurs partagent une croyance commune dans l'efficacité du politique pour résoudre les problèmes sociaux. La tendance à la fermeture⁸ du champ politique se trouve cependant limitée, selon Pierre Bourdieu, par la relation régulière aux autres par les consultations

¹ Il ne s'agit pas ici de nous livrer à une discussion des théories de Pierre Bourdieu, mais d'y repérer les éléments pouvant nourrir une étude de la gauche radicale. La présentation qui suit est donc particulièrement succincte et incomplète. Pour une synthèse de ces travaux, de leurs apports et des critiques qui lui sont adressées, cf. Lahire Bernard (dir.), *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu. Dettes et critiques*, Editions La Découverte, Paris, 1999 ; Riutort Philippe, *Précis de sociologie*, Presses universitaires de France, 2^e édition, Paris, 2010, p. 237-252 ; Jourdain Anne et Naulin Sidonie, *La théorie de Pierre Bourdieu et ses usages sociologiques*, Editions Armand Colin, Paris, 2011.

² Bourdieu Pierre, « Quelques propriétés des champs », in Bourdieu Pierre, *Question de sociologie*, Editions de Minuit, Paris, 2002, p. 113.

³ Bourdieu Pierre, *Propos sur le champ politique*, Presses universitaires de Lyon, Lyon, 2001, p. 35.

⁴ *Ibid.*, p. 52.

⁵ Riutort Philippe, *Précis de sociologie, op. cit.*, p. 241.

⁶ Pierre Bourdieu le résume par une formule imagée : « *On ne pourra pas faire courir un philosophe avec des enjeux de géographes* ». Cf. Bourdieu Pierre, « Quelques propriétés des champs », *art. cit.*, p. 114.

⁷ Bourdieu Pierre, *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Editions du Seuil, Paris, 1994, p. 151.

⁸ Tendance à la fermeture qui s'explique également par la professionnalisation politique. Cf. Dulong Delphine, *La construction du champ politique*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2010.

électorales¹ qui est l'un des fondements de la distribution inégale des ressources utilisables dans la compétition spécifique au champ politique. Plus généralement, il fait de la tendance à la fermeture d'un espace social « *un indice très significatif de l'autonomie d'un champ* »². Appliqué à la gauche radicale, ce critère semble permettre le repérage d'un champ dont les jeux et enjeux ont atteint un degré de spécificité tel qu'il en rend difficile la compréhension pour les profanes et les observateurs extérieurs. L'insistance dans la littérature académique sur l'absence de clarté des oppositions entre groupes d'extrême gauche constitue une illustration implicite de cette fermeture de l'extrême gauche et de la gauche radicale sur des enjeux qui n'intéressent que ceux qui s'y investissent et ont acquis l'*illusio* nécessaire à la poursuite du jeu. Cette tendance à la fermeture n'est pas seulement le résultat d'une objectivation scientifique, mais aussi un enjeu des luttes³ entre ceux qui, schématiquement, revendiquent toujours plus de radicalité et ceux qui insistent à l'inverse sur la nécessité d'une approche plus réaliste et considèrent les premiers comme des « gauchistes » « coupés des préoccupations » des citoyens, etc. On retrouve là un autre élément du concept de champ que Pierre Bourdieu perçoit comme étant « *un champ de forces et un champ de lutte pour transformer ces rapports de forces* »⁴. Un champ est ainsi structuré autour d'une lutte entre des acteurs disposant « *d'un niveau variable de ressources sociales* »⁵, ou, pour reprendre les termes de Pierre Bourdieu, « *la distribution du capital spécifique qui, accumulé au cours des luttes antérieures, oriente les stratégies ultérieures* »⁶. En d'autres termes, un champ peut être décrit de manière statique en enregistrant un état du rapport de force en son sein (en s'intéressant à la structure du champ), ou de manière dynamique en repérant les relations entre les acteurs. Ceux-ci, en fonction de la position qu'ils occupent (et des ressources qu'ils peuvent mobiliser), vont tenter de subvertir le rapport de force initial ou, à l'inverse, de le conserver. Ainsi, un champ est « *un espace compétitif, marqué par une ou des tensions entre forces opposées* »⁷. L'usage de ce concept sociologique permet ainsi de dépasser l'analyse des divisions de la gauche radicale comme simple reflet d'oppositions idéologiques pour appréhender la dynamique des interactions (coopératives ou compétitives) entre acteurs et ses effets sur les offres militantes et politiques générées.

Gérard Mauger a, dans un article de 2008⁸, esquissé une étude de la gauche radicale se fondant sur les outils de la sociologie de Pierre Bourdieu, et plus particulièrement sur le concept de champ

¹ Mauger Gérard, « Un champ de la « gauche antilibérale » ? », *op. cit.*, p. 297.

² Bourdieu Pierre, *Propos sur le champ politique*, *op. cit.*, p. 60.

³ Pierre Bourdieu rappelle que la structure du champ, c'est-à-dire l'état du rapport de force, est « *toujours en jeu* ». Cf. Bourdieu Pierre, « Quelques propriétés des champs », *art. cit.*, p. 114.

⁴ Bourdieu Pierre, *Propos sur le champ politique*, *op. cit.*, p. 41.

⁵ Riutort Philippe, *Précis de sociologie*, *op. cit.*, p. 244.

⁶ Bourdieu Pierre, « Quelques propriétés des champs », *art. cit.*, p. 114.

⁷ Dulong Delphine, *La construction du champ politique*, *op. cit.*, p. 13.

⁸ Mauger Gérard, « Un champ de la « gauche antilibérale » ? », *op. cit.*, p. 295-316.

appliqué à la « *gauche antilibérale* ». Partant du postulat initial reposant sur l'existence d'une « *demande politique « antilibérale* »¹, et d'une absence d'offre politique correspondante, non par vacance de cette position, mais à l'inverse, par le nombre important de parti se revendiquant de l'antilibéralisme dans la compétition électorale. La gauche antilibérale² – que Gérard Mauger considère comme un sous-champ du champ politique – recouvre quatre composantes (politique, mouvementiste, syndicale et intellectuelle) qu'il propose de concevoir comme « *les composantes d'un champ relativement autonome en construction* »³ car ces composantes (malgré, pour certaines, leur rejet du politique) se réclamant, ne serait-ce qu'en partie, de l'antilibéralisme, produiraient des effets dans ce champ et existent « *de facto, bon gré mal gré, dans le champ politique* »⁴. A la thèse d'une autonomisation de l'espace des mouvements sociaux défendue par Lilian Mathieu, Gérard Mauger oppose les effets politiques de certains mouvements sociaux, la convertibilité rapide⁵ des capitaux militants acquis dans l'espace des mouvements sociaux dans le champ politique, l'importance du phénomène de multipositionnalité militante⁶ ou encore la porosité entre mouvements sociaux et partis politiques. La composante politique est décrite comme « *un espace concurrentiel où la question des frontières semble cruciale* »⁷, dans lequel les rivalités sont nombreuses (entre groupes trotskistes ou entre trotskistes et communistes, etc.) et où le rapport au PS est central. L'auteur souligne enfin l'ambiguïté du PCF quant à ce rapport au PS, et avance l'hypothèse selon laquelle le clivage antilibéral traverse le PS et Les Verts. Ce champ serait, enfin, structuré autour de plusieurs oppositions relatives aux « *visions du monde social* » et des « *idéeforces correspondantes* »⁸, aux valeurs attribuées par les acteurs aux différents types de capital politique, ou encore aux modalités de rétribution du militantisme.

Cette approche, particulièrement stimulante en ce qu'elle met l'accent sur la dimension relationnelle de la gauche radicale, n'en pose pas moins plusieurs difficultés. Nous nous contenterons d'en évoquer deux : la question du degré d'autonomie de la « gauche antilibérale » (qui est au fondement de son existence en tant que champ) et l'existence d'enjeux communs aux

¹ Mauger Gérard, « Un champ de la « gauche antilibérale » ? », *op. cit.*, p. 295.

² L'application du concept de champ à la gauche antilibérale amène l'auteur à formuler trois questionnements relatifs aux frontières du champ, à ses oppositions internes et à son opportunité.

³ Mauger Gérard, « Un champ de la « gauche antilibérale » ? », *op. cit.*, p. 304.

⁴ *Ibid.*, p. 304-305.

⁵ Lilian Mathieu nuance cette thèse en rappelant que cette conversion a un coût. Cf. Mathieu Lilian, *L'espace des mouvements sociaux*, *op. cit.*, p. 104.

⁶ Si la multipositionnalité est vue par Lilian Mathieu comme l'un des facteurs de brouillage des frontières entre espace des mouvements sociaux et champ politique, il constate également que cette multipositionnalité ne produit pas les mêmes effets que la multipositionnalité des élites, en ce que les positions occupées ne semblent pas devoir être cumulatives et ainsi ne permettent pas d'accroître véritablement la position des acteurs ou leur force au jeu. Cf. Mathieu Lilian, *L'espace des mouvements sociaux*, *op. cit.*, p. 94-96.

⁷ *Ibid.*, p. 305.

⁸ *Ibid.*, p. 310-311.

différentes composantes évoquées. La distinction du politique et du social¹ (ce que Gérard Mauger reconnaît) est régulièrement revendiquée et symbolisée par l'invocation rituelle de la charte d'Amiens, ou la crainte récurrente d'un retour à un syndicalisme de type « courroie de transmission »² (au sens d'un syndicalisme dominé par la composante politique). L'opposition quasi-irréductible tracée par Irène Pereira au sein de la « *grammaire socialiste* » entre « *deux types de modèles idéaux concurrents* »³ en est un autre exemple. De même, si la différenciation entre le champ politique et l'espace des mouvements sociaux ne saurait être considérée comme hermétique, elle n'en produit pas moins des effets réels. Bien que visant à produire des effets dans le champ politique, les objectifs des mouvements sociaux peuvent difficilement être considérés comme équivalents à la compétition politique en ce que les uns entendent influencer sur la décision politique, et les seconds, conquérir et exercer le pouvoir. De même, le passage d'un militantisme mouvementiste à un militantisme politique et partisan suppose une opération de conversion des capitaux accumulés et un apprentissage des règles du jeu propres au champ politique. Les militants multipositionnés (actifs, par exemple, dans un parti, un syndicat et une ou plusieurs associations, collectifs ou réseaux) peuvent concevoir leur engagement comme complémentaire, ou à l'inverse, cloisonner leurs activités militantes et afficher ostensiblement cette distinction. Ainsi de ces militants qui, bien qu'adhérents d'un parti et d'un syndicat, n'affichent, lors d'une manifestation (perçue comme étant une technologie militante⁴ rattachée au syndicalisme davantage qu'au répertoire d'action des partis politiques), qu'une de leur appartenance par leur place dans le cortège, les autocollants et sigles qu'ils affichent, ou encore par le drapeau qu'ils agitent. De même, il n'est en rien contradictoire qu'un militant, membre actif d'un parti et responsable syndical, rappelle avec force les partis à leur place secondaire dans un cortège (les partis participant à une manifestation syndicale se plaçant généralement en fin de cortège, etc.). En effet, que cela soit le manifestant ou le responsable syndical évoqué, ils ne font que se conformer aux règles du jeu du champ syndical. L'autonomie réciproque du champ syndical, de l'espace des mouvements sociaux et de la gauche radicale se donne également à voir dans les dispositifs (collectifs, réseaux, etc.) associant des acteurs issus de ces différents champs militants. Il n'est ainsi pas rare que les partis acceptent (ou qu'ils y soient contraints) de ne pas figurer dans le matériel de propagande d'un collectif dont ils sont pourtant

¹ Barbet Denis, « Retour sur la loi de 1884. La production des frontières du syndical et du politique », in *Genèses*, 3 (3), 1991, p. 5-30 ; Andolfatto Dominique et Labbé Dominique, *Histoire des syndicats (1906-2006)*, Editions du Seuil, Paris, 2006.

² Andolfatto Dominique, « Les doubles dirigeants de la CGT et du Parti communiste », in *Communisme*, 51-52, 1997, p. 125-147 ; Andolfatto Dominique, « La courroie cassée ? », *art. cit.*

³ Elle distingue le « *modèle léniniste* » que symboliserait le NPA se caractérisant par le militantisme partisan (« *partidaire* » dans la terminologie de l'auteure) visant la prise de pouvoir, du modèle du « *syndicalisme d'action directe* », reposant sur un militantisme pragmatique et mouvementiste incarné par Alternative libertaire ou Solidaires. Cf. Pereira Irène, *Les grammaires de la contestation*, *op. cit.*, p. 50-69 et p. 221-222.

⁴ Fillieule Olivier et Tartakowsky Danielle, *La manifestation*, Presses de Sciences Po, Paris, 2008.

parties prenantes alors même que les autres organisations voient leur participation affichée¹. Les différentes « composantes » rassemblées par Gérard Mauger dans le champ de la gauche antilibérale semblent se structurer autour des « *jeux et des intérêts spécifiques, qui sont irréductibles aux enjeux et aux intérêts propres à d'autres champs* »². En d'autres termes, tout en étant proches et partiellement imbriqués, ces espaces militants n'en sont pas moins différenciés quant à leurs principes de fonctionnement.

Le degré d'autonomie de la gauche radicale mérite également d'être interrogé. Philippe Riutort rappelle qu'un champ est un « *espace social doté d'une autonomie certaine à l'égard des autres espaces sociaux constitués* »³. L'autonomie de la gauche radicale ne peut être que relative au sens où ses acteurs se définissent en premier lieu par leur participation au champ politique, c'est-à-dire par leur acceptation des règles du jeu politique. En d'autres termes, la gauche radicale, bien que se structurant autour de jeux et d'enjeux qui lui sont propres, est partie prenante d'un espace social qui la dépasse. En ce sens, la gauche radicale doit être considérée comme un espace relativement autonome du champ politique, c'est-à-dire un espace imbriqué⁴ tout à la fois structuré par des enjeux qui lui sont propres (par exemple, le rapport au parti dominant à gauche, les débats autour du degré de radicalité, etc.) et des enjeux communs à l'ensemble du champ politique (partage de la croyance en l'efficacité du politique à résoudre des problèmes socio-économiques, participation à la compétition pour le pouvoir, etc.). Par ailleurs, le maintien ou le développement d'enjeux spécifiques à la gauche radicale se fait partiellement par redoublement, travestissement ou subversion des enjeux de la compétition politique, sans pour autant s'en détacher. Ainsi, bien que les positions soient largement divergentes en fonction des segments considérés de l'espace de la gauche radicale, le débat relatif à l'acceptation ou au rejet des alliances avec le Parti socialiste suppose un accord initial sur la nécessité de participer à la compétition électorale pour le pouvoir et donc, *in fine*, de partager une même croyance dans les capacités transformatrices du politique.

Malgré l'intérêt de la notion de champ, celle-ci semble difficilement applicable à la gauche radicale. En effet, une analyse en termes de champ social suppose « *l'existence de lois générales, prenant la forme de traits invariants identifiables dans l'ensemble des champs* »⁵, propriété des champs que rejette également Daniel-Louis Seiler⁶. Plus généralement, on conviendra, avec Bernard

¹ L'autonomie des espaces militants est cependant très variable et régulièrement contestée par les acteurs.

² Bourdieu Pierre, « Quelques propriétés des champs », p. 113-114.

³ Riutort Philippe, *Précis de sociologie*, op. cit., p. 242.

⁴ Ce que Gérard Mauger évoque en faisant de la gauche antilibérale un « *sous-champ* » du champ politique.

⁵ Mathieu Lilian, *L'espace des mouvements sociaux*, op. cit., p. 180.

⁶ Définissant un champ comme un « *espace social hiérarchisé* », Daniel-Louis Seiler s'oppose en revanche à l'idée d'une « *homologie des champs* ». Cf. Seiler Daniel-Louis, *Les partis politiques en occident*, op. cit., p. 407.

Lahire, que tout espace d'interdépendance n'est pas un champ social¹. Plus encore, c'est bien l'insuffisante autonomie de la gauche radicale qui nous conduit à renoncer à ce concept. Nous rejoignons en cela Lilian Mathieu qui exclut l'application du concept de champ aux mouvements sociaux en ce qu'il s'agit d'une théorie « forgée à partir de, et pour, l'étude d'univers sociaux dominants [...] et dont l'autonomisation est, sinon complète, du moins solidement établie »². Rien de tel en ce qui concerne la gauche radicale qui, bien que dotée d'une relative autonomie (au sens où les luttes qui s'y déroulent se structurent autour de jeux et d'enjeux qui ne font sens que pour les acteurs investis dans la gauche radicale et qui sont en capacité d'en décrypter les enjeux), n'en constitue pas moins un espace imbriqué dans le champ politique. En ce sens, l'espace de la gauche radicale est un segment du champ politique doté d'une relative et variable autonomie, c'est-à-dire que ses acteurs s'inscrivent dans différentes arènes compétitives plus ou moins superposées.

C. Norbert Elias. Une sociologie des configurations

Par certains aspects, les conceptions sociologiques (champ, configuration) de Pierre Bourdieu et Norbert Elias sont proches³, mais la notion de configuration, en s'attachant davantage aux processus, (Jean-Hugues Déchaux pointe l'orientation plus dynamique de la sociologie de Norbert Elias⁴) semble particulièrement adaptée à l'étude des changements partisans. Refusant toute réification des concepts sociologiques, Norbert Elias ne donne pas de définition générale de la « configuration »⁵. À l'inverse, il s'agit d'un concept « à géométrie variable »⁶, un instrument conceptuel maniable et provisoire⁷ visant à dépasser l'opposition classique entre société et individu⁸ et à « penser le monde social comme un tissu de relations »⁹. Ainsi, par configuration, Norbert Elias entend la « figure globale

¹ Comme l'explique Bernard Lahire, « on peut juger pertinente une partie des propriétés qui, selon Pierre Bourdieu, caractérisent les champs (autonomie relative, intérêt, libido, illusio, etc.) et s'accorder sur une partie des exigences théoriques requises pour construire ces microcosmes sociaux (mode de pensée relationnel ou structural), sans être pour autant totalement convaincu que ces propriétés et ces exigences ne sont pas propres qu'aux configurations historiques que désigne un tel concept, et que la théorie des champs épuise la réalité de la différenciation sociale ». Cf. Lahire Bernard, « Champ, hors-champ, contrechamp », in Lahire Bernard (dir.), *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu*, op. cit., p. 23.

² Mathieu Lilian, *L'espace des mouvements sociaux*, op. cit., p. 87.

³ Heinich Nathalie, *La sociologie de Norbert Elias*, Editions La Découverte, Paris, 2002, p. 92-93.

⁴ Déchaux Jean-Hugues, « Sur le concept de configuration : quelques failles dans la sociologie de Norbert Elias », in *Cahiers internationaux de sociologie*, 99 (2), 1995, p. 301.

⁵ Delmotte Florence, « Termes clés de la sociologie de Norbert Elias », in *Vingtième Siècle*, 106, 2010, p. 31 ; Joly Marc, *Devenir Norbert Elias*, Editions Fayard, Paris, 2012, p. 86 ; Riutort Philippe, *Précis de sociologie*, op. cit., p. 253-263. Norbert Elias précise néanmoins cette notion, cf. Elias Norbert, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, op. cit., p. 154-161.

⁶ Heinich Nathalie, *La sociologie de Norbert Elias*, op. cit., p. 92.

⁷ Norbert Elias n'en faisait d'ailleurs pas une fin en soi. Cf. Joly Marc, *Devenir Norbert Elias*, op. cit., p. 86-89.

⁸ Elias Norbert, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, op. cit., p. 151 ; Elias Norbert, *Engagement et distanciation*, op. cit., p. 48-52.

⁹ Chartier Roger, préface de : Elias Norbert, *La société des individus*, Editions Fayard, Paris, 1991, p. 12.

toujours changeante que forment les joueurs ; elle inclut non seulement leur intellect, mais toute leur personne, les actions et les relations réciproques »¹. Ce concept peut ainsi s'appliquer tout autant à des Etats qu'à un nombre restreint d'individus² comme le résume Nathalie Heinich, pour qui « *toute situation concrète d'interdépendance* »³ peut être étudiée comme une configuration⁴. Cette notion est ainsi d'application particulièrement large⁵, sans cependant devoir être vue comme un concept à « *prétention universelle* »⁶ pour reprendre les termes de Bernard Lahire concernant la notion de champ, en ce que la configuration n'est pas tant une théorie du monde social qu'un outil commode et fluide permettant d'interroger cette réalité sociale. La courte définition de la configuration proposée par les auteurs du *Nouveau manuel de science politique* souligne l'utilité de cette notion pour la compréhension des « *stratégies des uns et des autres dans leurs rapports réciproques et dans leur dynamique évolutive* »⁷.

A l'instar d'un champ ou d'un système partisan, une configuration se définit par les relations d'interdépendance entre certains acteurs sociaux. Norbert Elias souligne la diversité des relations d'interdépendances en ce qu'on « *peut dépendre autant de rivaux et d'adversaires que d'amis et d'alliés* »⁸. En cela, quel que soit la situation considérée, la participation à un même jeu social produit une relation d'interdépendance : « *les hommes qui jouent ensemble, et quel que soit le jeu en question, s'influencent réciproquement* »⁹. Une configuration est ainsi caractérisée par les relations d'interdépendance entre des acteurs occupant des positions différenciées et hiérarchisées. Norbert Elias propose de rendre compte de cette asymétrie des acteurs d'une configuration par le concept de « *force au jeu relative* » désignant « *les chances qu'a un joueur de l'emporter sur un autre* »¹⁰ ; force au jeu qui ne peut être désignée par un absolu, mais liée à une configuration spécifique et donc, dépendant de l'état du jeu dans cette configuration. Bien qu'étant la principale formation de la gauche radicale, la valeur des ressources revendiquées et mobilisées (ou mobilisables) par la direction du PCF n'est pas identique en fonction de la configuration étudiée. La tendance à l'autonomisation de la gauche radicale conduit ainsi à la disqualification symbolique des ressources induisant une proximité au PS, ce qui tend à déprécier les ressources liées au réseau d'élus du PCF.

¹ Elias Norbert, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, op. cit., p. 157.

² Elias Norbert, *Engagement et distanciation*, op. cit., p. 71.

³ Heinich Nathalie, *La sociologie de Norbert Elias*, op. cit., p. 92.

⁴ Pour une synthèse sur ce concept et les débats qu'il génère, cf. Riutort Philippe, *Précis de sociologie*, op. cit., p. 261-263.

⁵ Elias Norbert, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, op. cit., p. 158-159. Pour une discussion critique de la notion de configuration, cf. Déchaux Jean-Hugues, « Sur le concept de configuration », art. cit.

⁶ Lahire Bernard, « Champ, hors-champ, contrechamp », in Lahire Bernard (dir.), *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu*, op. cit., p. 37-39.

⁷ Cohen Antonin, Lacroix Bernard et Riutort Philippe, *Nouveau Manuel de science politique*, op. cit., p. 762.

⁸ Elias Norbert, *La société de cour*, Editions Flammarion, Paris, 1985, p. 150.

⁹ Elias Norbert, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, op. cit., p. 94.

¹⁰ *Ibid.*, p. 86.

De même, les ressources liées à la capacité à présenter un candidat « charismatique » comme Olivier Besancenot ou Jean-Luc Mélenchon sont davantage valorisées dans le contexte de l'élection présidentielle (ce qui rend compte d'une acceptation relative du fonctionnement du système politique dans la formulation des offres électorales de la gauche radicale) que dans d'autres séquences où l'appel au « collectif » sera valorisé et mobilisé, et le « charisme » perçu comme un obstacle ou une importation étrangère aux valeurs de la gauche radicale, etc.

Chaque position dans une configuration suppose des contraintes (nécessairement inégales¹) comme le montre Norbert Elias à propos du roi dans une société de cour². Les relations entre entreprises politiques en coalition, dans le cas du FG, dépendent de ces logiques en ce que l'accroissement des interdépendances entre les acteurs coalisés restreint la revendication « pure » d'un leadership fondé sur l'asymétrie des ressources (et nécessite, de la part des principaux acteurs, la production d'un discours d'euphémisation de leur domination, et de sa traduction en principe acceptable par tous), et renchérit le coût de l'*exit* (notamment par le transfert de capital politique autour d'une nouvelle marque politique). Si dans un premier temps, l'entrée en coalition suppose une croyance partagée en l'utilité et en la faisabilité de l'alliance, le maintien dans la coalition suppose la satisfaction minimale des intérêts d'une part, mais tient également à l'accroissement des relations d'interdépendance entre acteurs (ce qui explique le maintien d'une coalition malgré le désenchantement manifesté par l'ensemble des participants). L'analogie du jeu d'échec à laquelle Norbert Elias a recours permet de souligner une autre conséquence de l'interdépendance des acteurs d'une configuration : « *Comme au jeu des échecs, toute action accomplie dans une relative indépendance représente un coup sur l'échiquier social, qui déclenche infailliblement un contrecoup d'un autre individu (sur l'échiquier social, il s'agit en réalité de beaucoup de contrecoups exécutés par beaucoup d'individus) limitant la liberté d'action du premier joueur* »³. La notion de configuration suppose ainsi une conception processuelle de l'espace social comme le relève Eric Letonturier : « *L'état à un moment donné et l'évolution de l'unité du tout social ne sont ici que les produits variables des actions de conflit et de coopération des parties, de leurs luttes et alliances qui recréent sans cesse le réseau des interdépendances* »⁴.

Les interactions (qui sont tout à la fois coopératives et compétitives) entre acteurs coalisés en fournissent une illustration. Ainsi, l'annonce par Jean-Luc Mélenchon de sa volonté d'être candidat du FG lors de l'élection présidentielle de 2012 a fait l'objet de résistances diverses au PCF, y compris de la direction nationale pourtant acquise à cette candidature. En effet, cette annonce réduit

¹ Heinich Nathalie, *La sociologie de Norbert Elias*, op. cit., p. 93.

² Elias Norbert, *La société de cour*, op. cit., p. 118.

³ *Ibid.*, p. 150.

⁴ Letonturier Eric, « Jeu, réseau et civilisation. Métaphores et conceptualisation chez Norbert Elias », in *L'Année sociologique*, 56 (1), 2006, p. 72.

considérablement les marges de manœuvre de la direction nationale du PCF, d'autant plus que la direction du PG accroît sa pression en revendiquant une désignation rapide d'un candidat commun du FG. Si la direction nationale du PCF semble avoir été tôt acquise à cette candidature, elle doit dans le même temps composer avec des résistances intra-partisanes qui sortiraient renforcées en cas d'acceptation des conditions faites par le PG. La désignation d'un candidat en coalition ne se limite ainsi pas à un choix « pragmatique », mais induit une déstabilisation des rapports de force au sein de la coalition : accepter la désignation rapide de Jean-Luc Mélenchon, c'est affaiblir l'équipe dirigeante au sein du PCF d'une part, et cela tend à modifier les équilibres au sein de la coalition. La réaction de la direction nationale apparaît alors comme le produit des contraintes multiples produites par les différents acteurs, à la fois au sein du PCF et dans la coalition. L'appareil communiste réaffirme la primauté de son agenda (reculant de plusieurs mois la désignation du candidat) et bricole un processus décisionnel inédit et quelque peu improbable¹ pour le PCF qui a parfois été décrit comme une « primaire fermée ». Une fois resituée dans l'économie des échanges intra-partisans et au sein de la coalition, la désignation de Jean-Luc Mélenchon apparaît ainsi comme le produit incertain des positions prises par les acteurs coalisés et de leurs adaptations à l'évolution constante de la configuration coalitionnelle qui en résulte. En d'autres termes, la mise en place d'une « primaire fermée » ne doit pas être vue comme un effet de mimétisme qui verrait ce type de procédure se diffuser dans le champ politique, mais comme le résultat d'un processus non planifié voyant les acteurs coalisés et, singulièrement la direction nationale du PCF, s'adapter aux contraintes produites par l'action de ses associés-rivaux (communistes ou non).

Les transformations de la gauche radicale, comme la pérennisation d'une coalition (sous une forme instable) gagnent à être saisies comme des processus non planifiés : « *Chaque joueur dépend de la mobilité réciproque, du processus du jeu, pour l'élaboration de stratégies globales et de chacun de ses coups. Le jeu prend maintenant le caractère d'un processus social, il ne s'agit plus de réaliser un plan individuel. En d'autres termes : de la perpétration des coups joués par deux individus résulte un processus de jeu qu'aucun des deux joueurs n'avait prévu* »². En cela, Norbert Elias met en exergue l'influence de la dynamique du jeu sur les actions des joueurs et sur leur adaptation permanente aux changements de configuration qui en résultent. Les choix des orientations politiques et stratégiques effectués par une entreprise partisane peuvent ainsi être appréhendés en fonction des luttes qui s'y déroulent entre équipes intra-partisanes mobilisées pour parler au nom du collectif partisan, mais

¹ La désignation du candidat du PCF a certes été actée par le vote des adhérents communistes, mais la désignation du candidat du FG résulte de l'accumulation de procédures de désignation propres à chaque parti de la coalition. En ce qui concerne la procédure adoptée par le PCF, on ne peut qu'être surpris par ce dispositif dans lequel un candidat non communiste se voyait soutenu par le secrétaire national du PCF sans pouvoir « faire campagne » au sein du PCF, à l'inverse de ses concurrents communistes (la candidature éventuelle de ces derniers pour le FG n'a d'ailleurs même pas été évoquée dans les différentes composantes de la coalition).

² Elias Norbert, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, op. cit., p. 95.

également en fonction de la position occupée dans le champ politique et, plus précisément encore, des dynamiques d'interactions avec les partis avec lesquels l'entreprise considérée est la plus directement en relations (homologie de position dans le champ, concurrence pour la représentation d'un même espace politique, logique d'auto-classement, etc.). La généralisation d'un impératif à la rénovation (ou au changement) de l'offre politique de la gauche radicale après l'élection présidentielle de 2007 en atteste. Les scénarios de rénovation y sont bien évidemment divers et explicables par les positions occupées par les acteurs qui s'en font les promoteurs et les cadres interprétatifs qu'ils mobilisent pour rendre compte de l'état du jeu dans le champ politique, des contraintes et opportunités qu'ils perçoivent. Mais ils s'expliquent également par une dynamique d'interactions entre entreprises politiques potentiellement alliées et toujours concurrentes. Plus exactement, ces scénarios se construisent *dans* et *par* les dynamiques d'interactions entre les différentes entreprises politiques de la gauche radicale. Cela implique de considérer ces scénarios comme des processus par lesquels les acteurs, par une succession incertaine de micro-décisions (prises en fonction de référentiels eux aussi changeants et évolutifs), se bricolent des opportunités dans une configuration concurrentielle et instable.

D. L'autonomie relative de l'espace de la gauche radicale

Poser l'hypothèse d'un espace de la gauche radicale constituant une configuration¹ toujours changeante revient à étudier un espace d'interactions spécifiques, c'est-à-dire caractérisant la position de ces acteurs dans le champ politique, mais également vis-à-vis d'univers militants proches avec lesquels les acteurs, individuels (par la multipositionnalité) ou collectifs (par le fonctionnement réticulaire des collectifs, appels, etc.) de l'espace de la gauche radicale sont en interactions plus ou moins intenses, régulières et institutionnalisées. D'une certaine manière, c'est étudier l'une des nombreuses (et ici, propre à un nombre restreint d'acteurs partisans) arènes, telles que les conçoit Angelo Panebianco², dans lesquelles les partis sont en concurrence : « *They are like gambling tables at which the party plays and obtains – in accordance with its performance – the resources it needs to function* »³. Par ce concept (bien que considérant les arènes parlementaire et électorale comme systématiquement pertinentes, Angelo Panebianco envisage l'inscription des partis dans différents espaces sociaux), il incite ainsi à resituer les partis dans l'ensemble des interactions dans lesquelles ils s'inscrivent.

¹ Michel Offerlé a recours à cette notion dans un sens proche de celui défini par Norbert Elias. Il définit ainsi une configuration partisane comme les « *rappports de coopération, de compétition et de démarcation diversement institutionnalisés qu'entretiennent les unités partisans* ». Cf. Offerlé Michel, « Partis et configurations partisans », *op. cit.*, p. 447.

² Panebianco Angelo, *Political parties*, *op. cit.*, p. 207-219.

³ *Ibid.*, p. 207.

Cela conduit à une remarque immédiate : cette approche s'oppose à toute définition normative ou essentialiste de la gauche radicale au sens où la position et la composition de cet espace sont relatives (à la configuration du champ politique) et contextualisées. Mais cette définition se distingue également des représentations produites par et pour les acteurs investis dans les luttes de sens pour dire et ainsi faire exister une offre politique. La délimitation (fluctuante) ainsi opérée n'est pas équivalente au travail de définition des frontières effectué par les acteurs en situation, mais porte sur ces luttes de sens¹. Dans le premier cas, il s'agit de rendre compte des logiques spécifiques à un segment du champ politique. Dans le second, il s'agit pour les acteurs de se différencier des concurrents et/ou de construire des principes de vision et de division du champ politique conformes à leurs orientations. L'espace de la gauche radicale existe comme segment relativement autonome dans le champ politique en ce que ses acteurs partagent une relative homologie de position et de vision du monde social, luttent pour s'imposer comme représentants politiques de la radicalité sociale et sont en interdépendance.

Nous avons provisoirement défini la gauche radicale comme l'espace situé à la gauche de la social-démocratie et adoptant un positionnement doctrinal radical (par la revendication d'une rupture plus ou moins nette avec le capitalisme ou le libéralisme). Cette définition permet un repérage positionnel de la gauche radicale. D'une part, peuvent être considérés comme de gauche radicale l'ensemble des acteurs, individuels ou collectifs, participant ou non à la compétition électorale, qui se revendiquent de leur appartenance à la gauche et entendent rompre, plus ou moins radicalement, avec le système politique, social et économique actuel. Ce premier critère englobe un large spectre d'acteurs politiques partisans (des partis d'extrême gauche, voire de l'« ultra-gauche », au FG en passant par Nouvelle Donne et certaines tendances du PS ou d'EELV), non partisans (Fondation Copernic, ATTAC, etc.), ou encore d'intellectuels², etc. D'autre part, la gauche radicale se définit également par sa position à la gauche du PS³. Ce critère s'explique par la position dominante acquise par le PS dans un système partisan à tendance bipolaire⁴ (voire tripolaire⁵). En effet, la position des autres acteurs est largement tributaire de leur relation au parti

¹ Lilian Mathieu rappelle, à propos de l'espace des mouvements sociaux, l'utilité de s'intéresser à ce « *travail de délimitation des frontières, impliquant inclusion et exclusion, auquel se livrent les agents qui gravitent à l'intérieur comme aux limites de l'espace des mouvements sociaux* ». Cf. Mathieu Lilian, *L'espace des mouvements sociaux*, op. cit., p. 11.

² Nous limitons cependant notre champ d'étude aux acteurs partisans.

³ Le recours à cette expression ne préjuge en rien de la participation (ou non) de certains segments du PS à cet espace. Il faut entendre cette expression comme désignant l'ensemble des acteurs critiquant, au nom d'une insuffisante radicalité politique, les positions prises par l'équipe dominante au sein du parti dominant (la conquête de cette position autorise d'ailleurs une équipe à parler au nom du PS, mais également de la gauche dans son ensemble), et s'inscrivant dans les interactions spécifiques à la gauche radicale.

⁴ Grunberg Gérard et Haegel Florence, *La France vers le bipartisme ?*, op. cit.

⁵ Poirmeur Yves, *Les partis politiques*, op. cit., p. 137-144.

dominant comme le relève Gérard Mauger¹. Le rapport au PS comme parti dominant constitue l'une des oppositions structurantes des positions dans l'espace de la gauche radicale. Ainsi, certains acteurs donnent le primat à l'indépendance la plus complète quant au PS, érigé en véritable principe quasi-indépassable. D'autres défendent une stratégie autonome quant au PS, mais l'autonomie recouvre des positions tactiques nettement différenciées, voire antagonistes. Alors que l'autonomie vis-à-vis du PS conduit certains acteurs sur des positions quasi-similaires aux tenants de l'indépendance (en multipliant les conditions restrictives aux alliances), d'autres inversent le principe pour faire de l'autonomie une simple exception ou un scénario peu probable mais régulièrement évoqué (notamment à des fins tactiques lors des négociations pré-électorales).

Le rapport au PS est indissociablement un enjeu tactique et identitaire en ce que les orientations stratégiques défendues par les acteurs dépendent des positions occupées dans l'espace de la gauche radicale qui se distribuent autour de l'opposition entre intégration au jeu politique (ce qui suppose l'acceptation pleine et entière des logiques d'alliances avec le parti dominant, mais aussi les logiques gestionnaires et les compromis qu'ils nécessitent et le refus corrélatif des positions « exclusivement protestataires »), et entreprise de subversion des rapports de force établis et de ces règles du jeu. Cette dernière position implique le refus global des « compromissions » (chacun ayant sa propre définition de ce qui est un compromis « acceptable » et de ce qui relève de la « trahison des idéaux »), une posture plus inflexible quant aux alliances (plus ou moins conditionnées) ou encore le développement d'argumentaires critiques quant aux règles du jeu politique, au fonctionnement des médias, etc. Les acteurs de la gauche radicale se distribuent tout au long de ce continuum entre opposition irréductible et proximité au parti dominant. Par ailleurs, les positions des uns et des autres évoluent comme en atteste la radicalisation progressive du PG depuis sa création en 2008. De même, le PCF se caractérise par une plus forte routinisation des alliances avec le PS que d'autres partis de gauche radicale, caractéristique s'expliquant largement par la routinisation des pratiques d'union de la gauche depuis les années 1970 et la structure des ressources du PCF, largement tributaire du maintien des positions électorales de ce parti (phénomène largement renforcé par l'affaiblissement électoral du PCF). Cette spécificité partisane se traduit par une position particulière dans l'espace de la gauche radicale et une sensibilité accrue aux évolutions doctrinales du PS du PCF et, plus encore, de certains de ces segments. En d'autres termes, les inflexions doctrinales du PS (ou, plus exactement, ce qui est perçu comme tel par les acteurs) comme parti dominant affectent les débats intra-partisans du PCF. Il ne s'agit pas d'un effet mécanique qui conduirait le PCF (le même raisonnement pouvant être tenu pour d'autres organisations de gauche radicale) à rechercher des alliances avec le PS lorsque celui-ci adopte une position « plus à gauche » et à les refuser lorsque ce

¹ Mauger Gérard, « un champ de la « gauche antilibérale » ? », *op. cit.*

parti recentre son discours¹, mais à considérer que ces inflexions discursives fournissent des ressources symboliques de légitimation et de disqualification des alliances potentielles dans les débats intra-partisans. Sans s'interroger sur le lien hypothétique entre position doctrinale du parti dominant et position à son égard des partis de gauche radicale, il s'agit ici de rappeler que les inflexions de ce parti y sont commentées et transformées en ressources symboliques par les acteurs qui y trouvent un intérêt, quel qu'il soit. La tendance actuelle semble néanmoins à l'autonomisation de la gauche radicale depuis 2005, avec comme conséquence un renchérissement symbolique des alliances dans les jeux intra-partisans et dans les relations inter-partisanes, renchérissement qui exprime un paradigme dominant au sein de la gauche radicale reposant sur la critique du social-libéralisme (quand ce n'est pas du libéralisme « tout court ») du PS. Ainsi, la position quant au PS apparaît centrale (sauf changement de configuration partisane, les acteurs de la gauche radicale sont inévitablement confrontés à la question du rapport au PS), non en vertu d'une inclination pour les enjeux tactiques, mais en ce qu'elle condense le rapport au jeu politique d'acteurs investis dans un espace dominé du champ politique, et joue comme une contrainte en bornant les possibles.

Le repérage de l'espace de la gauche radicale se fonde ensuite sur un deuxième critère emprunté à la sociologie des champs de Pierre Bourdieu², mais également repris par Lilian Mathieu³ : participent de l'espace de la gauche radicale, les acteurs y produisant des effets. Ce critère doit être précisé en ce que cet espace est inclus au champ politique, donc intéressé aux jeux et enjeux qui s'y déroulent. En d'autres termes, la gauche radicale constitue un espace relativement autonome. L'imbrication et la position dominée dans le champ politique de cet espace politique en limite fortement l'autonomisation autour de jeux et d'enjeux propres.

D'une part, l'activité de la gauche radicale est largement conditionnée par l'agenda politique et électoral qui détermine les mobilisations contestataires auxquelles les partis ou leurs militants vont participer, l'adoption des dispositifs électoraux et les interactions induites par ces activités partisanes (notamment la négociation d'éventuelles alliances électorales ou non). Certains partis, en particulier le PG, vont jusqu'à calquer leur organisation territoriale sur les circonscriptions électorales. L'importance symbolique de ce mode d'organisation peut se lire en comparaison de la politique, aujourd'hui abandonnée, du PCF de s'organiser prioritairement sur les lieux de travail. En ce sens, le

¹ Il ne s'agit pas d'établir ici une causalité entre orientation défendue par le parti dominant et recherche d'alliances, ce qui relèverait d'une vision quelque peu naïve des relations inter-partisanes, mais de souligner toute l'utilité pour les acteurs d'observer, analyser et interpréter ce qui se passe ailleurs pour y trouver des ressources discursives mobilisables.

² Bourdieu Pierre, *Propos sur le champ politique*, *op. cit.*, p. 38.

³ Nous reprenons ici la définition qu'il propose de ce critère : des acteurs produisent des effets dans un espace social « à partir du moment où ils tissent des rapports d'interdépendance avec au moins une de ses composantes et, ce faisant, contribuent à le transformer tout en étant en retour eux-mêmes affectés par cette relation ». Cf. Mathieu Lilian, *L'espace des mouvements sociaux*, *op. cit.*, p. 21.

PG se structure avant tout comme une entreprise de mobilisation électorale¹, c'est-à-dire tournée prioritairement vers les enjeux électoraux là où d'autres partis issus du mouvement ouvrier cherchaient davantage à organiser, pour reprendre le concept d'Annie Kriegel, une « *contre-société* ». Même les partis les plus critiques quant à la compétition électorale voient leur agenda structuré autour des enjeux électoraux, ne serait-ce que pour renoncer à présenter des candidats (renoncer suppose d'accepter la compétition électorale comme figurant dans le répertoire d'action de l'organisation). Par ailleurs, les partis, comme entreprises de production de sens, construisent des « *interprétations qu'ils se font du monde et de leurs propres rapports à celui-ci* »² et l'actualité politique constitue, à ce titre, un moyen privilégié de faire sens et de bricoler, diffuser et entretenir en permanence une vision du monde.

D'autre part, le rapport au parti dominant apparaît central en ce qu'il conditionne souvent l'accès aux ressources les plus importantes mises en jeu dans la compétition politique, soit par un accord préalable à l'élection (partage des circonscriptions, listes communes), soit intervenant entre les deux tours (désistement mutuel, fusion de liste). Si l'indépendance ou l'autonomie vis-à-vis du parti dominant n'empêche pas la conquête de mandats électoraux ou l'accès à certaines ressources politiques (temps de parole, financement public, etc.), cette orientation en rend cependant plus difficile l'accès. En l'occurrence, les partis qui refusent tout accord électoral de premier ou de second tour ou qui en conditionnent fortement l'opportunité, doivent souvent se contenter d'un accès limité aux ressources mises en jeu dans la compétition politique (NPA, PG). De même, l'autonomisation relative et changeante du PCF vis-à-vis des alliances avec le PS se traduit régulièrement par la perte de mandats électifs.

Ainsi, il convient de préciser ce critère en ne considérant que les acteurs qui produisent des effets spécifiques à l'espace considéré, c'est-à-dire s'inscrivant dans les interactions, jeux et enjeux propres à la gauche radicale. Au risque d'énoncer une évidence, la création du NPA, du PG ou du FG et, plus encore, d'organisations plus modestes comme la Gauche unitaire (GU), Ensemble, RS, etc. n'est pas perçue à l'identique dans l'ensemble du champ politique. Le processus constituant du NPA est un exemple intéressant en ce qu'il présente une illustration du dédoublement des enjeux dans le champ politique et dans l'espace de la gauche radicale. Fortement commentés, à gauche comme à droite, les enjeux induits par la création du NPA se posent différemment dans la gauche radicale en ce que ce processus y est parfois vu comme une opportunité et souvent comme une concurrence directe sur

¹ A ce titre, la faiblesse des débats doctrinaux dans ce parti où les divergences se règlent régulièrement par la défection individuelle, peut se comprendre comme le résultat de la combinaison d'un leadership charismatique rendant particulièrement coûteux l'expression des désaccords (comme l'a montré Benoît Verrier à propos du leadership chevènementiste), et par la constitution d'une culture d'organisation fondée sur l'activisme militant, la radicalité programmatique et le primat donné à l'agenda électoral.

² Hastings Michel, « Partis politiques et administration du sens », in Andolfatto Dominique, Greffet Fabienne et Olivier Laurent (dir.), *Les partis politiques*, op. cit., p. 22-23.

un plan électoral, symbolique et militant. Ainsi de ce rapport au CN du PCF, dans lequel l'auteur se livre à une analyse comparée de la sociologie du PCF et du NPA afin de réfuter l'opposition entre un PCF perçu comme sociologiquement vieillissant et un NPA qui incarnerait un renouveau générationnel.

La constitution de l'espace autour de jeux et d'enjeux spécifiques peut ainsi passer par la traduction d'enjeux communs au champ politique, mais aussi par le développement d'enjeux qui ne font sens que pour les acteurs investis dans l'espace de la gauche radicale. La question de l'unité de cet espace l'illustre. Soulever cette question auprès des cadres et militants suscitent des réactions passionnées et souvent conflictuelles autour d'une pluralité de sous-enjeux : avec qui (ce qui amène rapidement à un retour sur l'enjeu constitué par le rapport au PS), pourquoi, (pour les élections ou pour les « luttes », pour une élection ou plusieurs, etc.) et comment ? Ainsi, la thématique unitaire est un objet de lutte, un enjeu autour duquel se mobilisent les acteurs pour imposer une définition légitime et partagée de ce que recouvre ou devrait recouvrir la notion d'unité. Ainsi, la mise à l'agenda de l'unité de la gauche radicale, si elle contribue à en faire une norme sur laquelle les acteurs vont aligner leurs comportements et leurs discours (ne serait-ce que pour ne pas apparaître « antiunitaire »), est également un vecteur de différenciation (et donc potentiellement de désunion).

L'espace de la gauche radicale se caractérise ainsi par son autonomie relative au sein du champ politique. D'une part, l'imbrication de cet espace dans le champ politique suppose le partage d'une même croyance en l'action politique¹ et en l'intérêt de participer à la lutte pour le pouvoir, essentiellement par la participation à la compétition électorale (même si tous n'excluent pas le recours à d'autres modes d'accès au pouvoir). L'influence de la compétition électorale sur les activités partisans est ainsi particulièrement forte, y compris pour des partis rejetant le plus fortement la compétition électorale. En témoigne la participation de LO aux élections présidentielles et la désignation, toujours très précoce, de ses candidates. Pour exemple, la candidature d'Arlette Laguiller à l'élection présidentielle de 2007 a été actée lors du congrès de LO de décembre 2005. Cette participation à la compétition électorale ne suppose pas l'acceptation des logiques qui la sous-tendent, et peut nécessiter une opération de traduction ou de requalification du sens à lui donner. LO en constitue, à nouveau, une parfaite illustration en ce que les élections sont réduites à un simple « *sondage grandeur nature* ». La participation à la compétition électorale se fonde alors sur la recherche de ressources secondaires, c'est-à-dire non des trophées, mais des dispositifs visant à

¹ Nous reprenons ici les travaux de Michel Offerlé pour lequel « *l'un des aspects les moins visibles et les plus déniés de la compétition réside dans la reproduction par le jeu et dans ses parties d'un enchaînement d'accords qui légitiment l'activité politique comme activité spécifique* », ce qui suppose un accord minimal des participants à la compétition électorale : « *accord sur la nécessité des hommes politiques [...] ; accord sur la nécessité des partis et sur leur pluralisme [...] ; accord sur l'importance reconnue au travail politique [...] ; accord sur la nature de la compétition politique [...] ; accord sur l'espace de jeu* ». Cf. Offerlé Michel, *Les partis politiques*, op. cit., p. 90-91.

assurer le pluralisme de l'élection, l'égalité et l'équité des candidats qui y concourent, dont l'acquisition ne dépend pas d'une victoire électorale, mais de la simple participation à la compétition et/ou au franchissement d'un seuil suffisamment faible pour constituer un objectif partisan¹. Il s'agit ici de ressources diverses : ressources expressives diverses, ressources financières, etc. L'espace de la gauche radicale ne se définit pas seulement par sa position dans le champ politique (pour le dire vite, l'ensemble des acteurs positionnés sur les segments les plus à gauche de ce champ et étant placés, de ce fait, dans une position dominée), mais par les jeux et enjeux qui lui sont propres. En concevant ainsi la gauche radicale comme un espace d'interactions, il s'agit de mettre en exergue les relations d'interdépendances qui relient certaines entreprises politiques (caractérisées par une homologie de position) à d'autres dans le champ politique et ce, à l'exclusion d'autres. Cela ne suppose pas la mise en place de relations formelles et durables entre entreprises politiques, mais que les coups joués par l'un des acteurs affectent, à des degrés variables, l'action des autres joueurs².

La gauche radicale peut ensuite être définie comme un espace de concurrences entre un nombre restreint d'entreprises partisans partageant une même position dans le champ politique et un même intérêt à y défendre une offre politique en rupture avec le libéralisme ou le capitalisme. La définition de la compétition inter-partisane retenue par Michel Offerlé permet d'en rendre compte : « *Dans leur compétition, les représentants des partis légitiment et définissent l'espace du politique, s'affrontent tout en se reconnaissant comme adversaires légitimes, se distinguent, se démarquent et se coalisent* »³. Les logiques concurrentielles ne sont pas réductibles à la seule dimension électorale autour de laquelle s'articulent différents niveaux de luttes (prendre part à la compétition pour le pouvoir et/ou pour la domination politique, militante et électorale dans un espace limité du champ politique). En effet, la concurrence entre partis de gauche radicale se donne à voir dans la diversité des activités et pratiques militantes. A la concurrence électorale déjà citée, s'ajoutent de nombreux terrains de différenciation et d'opposition entre entreprises politiques comme le remarque Michel Offerlé : « *La logique de la compétition politique (interne aux partis et aux alliances, et externe)*

¹ La participation régulière aux élections peut également être analysée comme un renouvellement du droit de parler au nom d'un « électorat », fût-il réduit : « *Si la lutte politique est bien orientée vers et par la conquête des positions de pouvoir, il faut préalablement gagner le droit de parler et d'agir au nom d'une partie des profanes pour y participer. En se présentant ou en se faisant représenter à une élection, beaucoup de candidats ou de partis cherchent moins à conquérir un mandat, qu'ils savent hors de leur portée, qu'à contrôler une part significative du marché politique ou électoral* ». Cf. Gaxie Daniel, *La démocratie représentative*, op. cit., p. 96.

² Cette conception, inhérente à une approche en termes de configuration, est également défendue par Daniel Gaxie : « *Toute activité concurrentielle est réactive. La politique ne fait pas exception puisque tout mouvement d'un agent du champ (discours, décision publique, programme, alliance, etc.) provoque des interventions en retour de ses diverses catégories d'adversaires. Ce travail de « marquage » (au sens sportif) est au principe des innombrables prises de position, qui font l'histoire du champ, et à travers lesquelles les protagonistes rappellent leur existence et marquent leur position (Bourdieu, 1981). La connaissance de ces différences ou de ces nuances, parfois subtiles, l'aptitude à s'y repérer et à s'y situer soi-même est un signe de l'appartenance aux milieux politiques* ». Cf. Gaxie Daniel, *La démocratie représentative*, op. cit., p. 113.

³ Offerlé Michel, *Les partis politiques*, op. cit., p. 86.

conduit à des stratégies de différenciation et de démarquages à l'infini »¹. L'observation des concurrences spécifiques à quelques entreprises artisanes en offre de nombreux exemples. Sans rechercher l'exhaustivité (cette démarche serait vaine), les concurrences spécifiques à la gauche radicale (qui peuvent ou non passer par la compétition électorale et sa retraduction) confrontent directement ces partis qui sont autant d'offres de militantisme proches et de ce fait, irrémédiablement rivales comme le montrent les luttes entre partis coalisés pour « séduire » les militants « non encartés » du FG. De même de ces récits d'entrée en militantisme évoquant le « choix » d'un engagement fondé sur une comparaison des offres politiques en concurrence :

« Disons que le fait de rencontrer, dans le cadre du syndicalisme étudiant, des militants politiques, cela aide à se poser des questions politiques de façon peut-être un peu moins générales, plus concrètes. Cela aide à mieux se poser des questions politiques, et puis, du coup, cela aide à se poser la question d'un engagement politique, donc c'est tout simplement en rencontrant des militants..., des militants politiques qui avaient aussi une activité syndicale à l'UNEF-ID que j'ai commencé à militer à la LCR. Voilà. Je... Enfin je... Il y avait plusieurs possibilités à ce moment-là. Disons que les deux forces politiques qui intervenaient [au sein de l'UNEF à Nancy], c'était la Gauche socialiste [...] et puis les militants de la LCR. Et moi, j'ai eu des discussions avec tout le monde, ce qui m'a semblé le plus convaincant à ce moment-là, c'était les JCR et la LCR. » (Bora Yilmaz, entretien le 6 juillet 2011. Secrétaire départemental de la GU en Meurthe-et-Moselle et ancien militant de la LCR de 1999 à 2009)

Loin d'être un discours isolé, ce récit de l'entrée en militantisme politique exprime la relative indifférenciation initiale des offres politiques en concurrence (l'engagement est alors également synonyme d'une acquisition des cadres interprétatifs permettant la différenciation de ces offres). Les luttes entre partis de gauche radicale sont également une lutte pour le *prestige* et la *reconnaissance* même si aucune conception commune ne se dégage (pour les uns, le prestige militant se fonde sur la capacité à « ne rien céder », pour d'autres, il résulte de la capacité effective à « faire avancer ses idées » dans la gestion publique). Cependant, quel que soit le fondement revendiqué par les acteurs, il s'agit ici d'une lutte pour l'excellence et pour imposer ses propres principes de définition de l'excellence militante. La valorisation des « luttes » et des mobilisations collectives, tout comme la fréquente multipositionnalité des militants de gauche radicale, amènent également les partis à rechercher, selon différentes modalités, à être les plus investis dans les différentes mobilisations sociales ou écologiques². De même, l'entrée en coalition ne conduit pas à une réduction des logiques concurrentielles, mais à leur transformation et à leur déplacement. En témoigne le développement, lors des campagnes électorales du FG, de micro-concurrences portant sur des objets variés auxquels les acteurs vont, en situation, attribuer une valeur suffisante pour rompre temporairement avec la célébration de l'unité de la coalition (et du dépassement positif des différences³) et assumer

¹ Offerlé Michel, *Les partis politiques, op. cit.*, p. 92.

² Ce qui ne passe pas tant par une lutte pour le contrôle de ces mobilisations (les partis en ont rarement les moyens, ni même l'objectif) que par une concurrence pour y être le plus visible.

³ Il est à ce titre symptomatique que l'entrée en coalition n'efface pas les divergences mais les requalifie au sens où les divergences qui apparaissent, en dehors des situations d'alliances, comme autant d'obstacles à

l'investissement temporaire et pour un objet limité dans une séquence conflictuelle. L'entrée en coalition, ou plus largement, l'unification (temporaire et partielle) n'est pas tant une séquence de réduction des luttes, mais une mise en ordre par le déplacement et la limitation (à un cadre donné) de ces luttes. Dès lors, l'unification constitue un enjeu concurrentiel et un processus d'institutionnalisation de ces concurrences dans un ensemble fluide et constamment renégocié de règles (essentiellement implicites) et de pratiques militantes.

L'espace de la gauche radicale fonctionne comme une « zone d'évaluation mutuelle ». Lilian Mathieu désigne ainsi « du point de vue de l'autoréférence, le fait que les unités contestataires ne se perçoivent pas seulement comme participant d'un univers distinct, mais comme partageant cette « localisation » sociale avec d'autres unités [...] similaires et soumises aux mêmes logiques ou processus. Elle signale, au niveau de l'interdépendance, que les attitudes et activités actuelles ou anticipées de ces autres composantes sont en permanence soumises à évaluation et à interprétation »¹. La production de cadres interprétatifs permettant d'agir dans le champ politique impose ainsi un intérêt particulier pour ce qui se passe dans les entreprises partisans avec lesquelles les acteurs sont ou s'estiment en concurrence directe (ce qui contribue à expliquer l'importance accordée à l'exégèse des positions des uns et des autres dans certaines organisations, etc.). Les acteurs de cet espace sont en recherche constante d'informations permettant d'évaluer et d'anticiper les coups des entreprises concurrentes et/ou alliées, à se positionner dans les concurrences qui les opposent. C'est ainsi qu'Alain Krivine, interrogé sur les journaux traînant sur son bureau, nous explique s'être peu à peu spécialisé dans le suivi des débats internes au PCF et disposer des informations que lui fournissent d'autres militants :

« Moi, je suis plus spécialisé sur le PC, puisque j'y ai été, il y a longtemps. Je lis leurs publications, je lis tout. De temps en temps, je fais des articles,... Mais chacun se spécialise un peu. J'essaye de rassembler les infos que les camarades m'envoient sur le PC dans leur région... Cela permet d'avoir une meilleure vue... mais bon, il y en a d'autres. » (Alain Krivine, entretien le 26 novembre 2010)

Enfin, la participation et l'intérêt au jeu, le fait d'être pris dans le jeu, ou, pour le dire autrement, d'être pris dans les dynamiques relationnelles qui définissent la commune appartenance à un espace social et sont au fondement de l'interdépendance entre les acteurs, contraint ces derniers à s'y investir (sauf à se marginaliser ou à se désengager) et à y investir des ressources, entendues au sens donné à ce terme par Jacques Lagroye, Bastien François et Frédéric Sawicki : « La notion de ressource n'a de sens que relationnellement et relativement : relationnellement, car est ressource ce qu'on a « en plus » par rapport à ce qu'à l'adversaire ; relativement, car une qualité ou une position sociale n'est ressource qu'en fonction de la hiérarchie des qualités et des positions que reconnaît un

l'unité, sont ensuite, par un curieux retournement de l'argumentation initiale, valorisées comme autant de manifestation de la diversité et de la richesse de la coalition.

¹ Mathieu Lilian, *L'espace des mouvements sociaux*, op. cit., p. 43-44.

groupe »¹. Cette définition met en exergue la diversité des ressources mobilisables² et leurs dimensions relationnelle et relative au sens où une propriété ou une aptitude n'est une ressource que dans une configuration donnée, et y est fonction de l'état du jeu dans cette configuration. Le processus (étudié au deuxième chapitre) de désignation d'un candidat commun de la gauche « antilibérale » et, plus encore, son échec, peut illustrer cette conception relationnelle et relative des ressources politiques. Le bricolage de la règle du « double consensus » (qui conditionne la désignation d'un candidat au double accord des collectifs locaux et d'un consensus au sein du collectif national rassemblant les organisations parties prenantes de cette démarche) repose ainsi sur la neutralisation réciproque des ressources que les acteurs craignent de voir leurs associés-rivaux utiliser pour imposer un candidat. Pensé à l'origine comme un moyen d'autocontrainte à l'adoption d'une démarche consensuelle, cette règle a été l'objet de luttes de redéfinition visant à l'adapter aux ressources mobilisables par les participants avant de conduire les acteurs au constat de la rupture du consensus initial. Cet exemple permet de souligner ce que les ressources effectivement mobilisées doivent aux luttes de sens entre les acteurs d'une compétition qui, tout en jouant le jeu, tentent constamment d'en redéfinir les règles en cherchant à imposer tout ou partie de leur propre cadre d'analyse aux autres acteurs de la compétition. Dès lors, l'étude de l'économie des échanges dans un espace compétitif/coopératif ne peut faire l'impasse sur la prise en compte de la distribution inégalitaire des ressources qui conduit à une forte asymétrie des acteurs et impacte, à des degrés divers, les coups qu'ils effectuent.

Section 4. Plan de la thèse

Le plan se décompose en trois parties et onze chapitres centrés autour d'une approche, d'un parti et/ou d'une séquence. Le premier chapitre présente la méthodologie adoptée et le corpus recueilli. La thèse porte tout d'abord sur la genèse d'une coalition de gauche radicale et vise à saisir comment certains acteurs de cet espace politique en sont venus à s'allier. Il s'agit d'appréhender les profondes divergences entre participants, présentes dès l'origine, quant au sens et aux objectifs de la coalition, divergences qui reflètent les positions occupées par les uns et les autres et les intérêts dont ils recherchent la satisfaction. Il s'agira ensuite de cerner le peuple de gauche, ou, plus exactement, le petit monde militant de la gauche radicale. Trois focales ont été privilégiées : une approche comparée des partis en congrès (événement visant à la mise en scène du collectif partisan), une

¹ Lagroye Jacques, François Bastien et Sawicki Frédéric, *Sociologie politique, op. cit.*, p. 262.

² Ces auteurs considèrent que la mobilisation des ressources conduit à « *faire appel à un ensemble de propriétés et d'aptitudes* ». Cf. Lagroye Jacques, François Bastien et Sawicki Frédéric, *Sociologie politique, op. cit.*, p. 262. Pour une vision synthétique de ce qui peut constituer une ressource, cf. Offerlé Michel, « Partis et configurations partisans », *op. cit.*, p. 455-456.

enquête quantitative portant sur la sociographie des militants des trois principales entreprises partisans de ce segment du champ politique (PCF, NPA, PG) et une focale sur le rapport partis/élus/militants comme révélateur des tensions qui animent l'espace de la gauche radicale. Enfin, nous interrogerons la dynamique – et ses effets – des échanges entre entreprises potentiellement alliées et toujours rivales en posant l'hypothèse selon laquelle les changements observés dans la gauche radicale depuis une quinzaine d'années résultent d'un accroissement des relations d'interdépendance entre les acteurs positionnés à la gauche du PS. Ces dynamiques d'interactions tendent à une autonomisation relative de l'espace de la gauche radicale. Nous entendons par là, non une coupure avec le champ politique, mais la structuration progressive d'un espace relationnel structuré autour de jeux et d'enjeux propres à certains acteurs du champ politique, c'est-à-dire ne faisant sens que pour un nombre restreint d'acteurs politiques et à l'exclusion des autres acteurs du champ politique avec lesquels pourtant, les acteurs de la gauche radicale sont également et dans le même temps en concurrence, notamment dans l'arène électorale. En d'autres termes, il s'agit de s'intéresser, au travers de l'exemple de la gauche radicale, aux multiples espaces dans lesquels les acteurs politiques s'investissent, se font concurrence et coopèrent (ne serait-ce que par la participation aux luttes qui les opposent, participation qui atteste du partage d'un même intérêt à jouer le jeu de ces luttes).

La première partie (composée de quatre chapitres) est consacrée aux processus conduisant des acteurs politiques qui occupent des positions différenciées (voire opposées) à *penser l'unité* et sa nécessité avant de *faire l'unité*. Au risque d'affirmer une évidence, toute unification suppose une pluralité d'acteurs pouvant *potentiellement* se rassembler. Pour ceux-ci, penser l'unité suppose d'inscrire leurs actions et représentations dans une relation triadique amenant à se percevoir comme une entité autonome et à distinguer les alliés potentiels et souhaités des autres acteurs avec lesquels l'union n'est et ne peut être envisagée. Tout processus d'unification suppose une convergence – résultant d'un accroissement des interdépendances – entre des acteurs qui n'auront pas tout à fait les mêmes motivations à l'union, ni la même conception de l'alliance. S'intéresser à la genèse des processus décisionnels partisans permet de souligner les nombreuses hésitations et bricolages tactiques dont procède la forme coalitionnelle et ainsi de se départir de l'illusion de l'institué. La coalition n'apparaît alors plus comme une structure créée à un moment précis et repérable, mais comme une configuration spécifique des interactions entre acteurs politiques investissant cette configuration d'une pluralité de sens et y participant selon des intérêts variables.

La position du PCF est fortement contrainte tant par son affaiblissement électoral et social que par les alliances multiniveaux que ses membres pratiquent pour limiter les effets de cet affaiblissement. Comment comprendre dès lors que ce parti, confronté à une nouvelle manifestation de ce déclin électoral, opte depuis 2009 *tendanciellement* pour des alliances avec des acteurs *a priori*

plus faibles alors même que le maintien des alliances privilégiées avec le PS permettrait (et permet encore dans certaines configurations) le maintien, au moins partiel, des ressources politiques du PCF ? La tendance socialiste à l'initiative de la construction du PG est, au moment de sa dissidence en 2008, marginale dans les jeux et enjeux intra-partisans depuis près de vingt ans. Comment dès lors comprendre la temporalité de sa dissidence ? Comment comprendre que cette tendance fasse dissidence alors même que la déstabilisation des jeux intra-partisans va permettre à la grande majorité de « ceux qui restent » de peser davantage ? Enfin, comment comprendre que cette dissidence soit réalisée pour participer à une coalition avec un parti particulièrement affaibli électoralement, sans avoir aucune garantie quant à la réussite de l'alliance, ni même sur sa pérennité ? Nous entendons y répondre en adoptant une approche compréhensive et processuelle, attentive aux représentations des acteurs et aux configurations dans lesquelles ils évoluent.

La campagne référendaire de 2005 portant sur la ratification du TCE est rapidement devenue un symbole de l'unité pour les acteurs de la gauche radicale, ce qui explique le choix de porter, dans cette première partie, l'essentiel de l'analyse des recompositions de cet espace politique sur une séquence relativement courte (2005-2008). En faisant varier les entreprises politiques observées (PCF, PRS), il s'agit ici de s'interroger sur le choix de la coalition en concevant le choix comme un processus, c'est-à-dire comme une succession de petites décisions effectuées dans un contexte fluide en fonction d'informations incertaines et partielles et de représentations qu'ils se construisent pour donner sens aux coups joués dans des configurations qui les travaillent autant qu'elles les travaillent.

La participation du PCF à une coalition partisane à partir de 2009 s'explique au regard du décalage entre les représentations produites pour rendre compte de la séquence post-référendaire de 2005 et la brutale manifestation du désajustement entre ces représentations et les résultats électoraux obtenus par la candidate communiste lors de l'élection présidentielle de 2007 (chapitre 2). L'effondrement brutal des représentations partisans déstabilise les équilibres intra-partisans, clôture les opportunités politiques (extrême faiblesse des résultats électoraux ; concurrence de la LCR pour la représentativité de la radicalité sociale) et nécessite la production d'un nouveau cadre interprétatif afin de réduire l'incertitude d'une telle configuration. La perception d'une fragilisation de la position occupée par le PCF dans le champ politique conduit à un ensemble de solutions plurielles et prudentes, visant à la préservation de l'identité communiste, des ressources partisans et au maintien des équilibres intra-partisans. Le troisième chapitre est consacré, non plus aux représentations construites par et pour l'entreprise partisane après les scrutins référendaire et présidentiel de 2005 et 2007, mais aux interactions suivies et conflictuelles entre acteurs de la gauche radicale visant à la présentation d'un candidat commun à l'élection présidentielle de 2007. Isoler cette séquence permet, par un va-et-vient constant entre ce qui relève des jeux intra-partisans propres au PCF et ce qui relève des luttes au sein des collectifs antilibéraux, de saisir l'ambivalence

de la position occupée par le PCF. En effet, ce parti est tout à la fois celui qui condense l'essentiel des ressources mobilisables dans l'arène électorale par les partis de gauche radicale, et dans l'incapacité de les y faire valoir pour occuper une position centrale dans cet espace. En d'autres termes, les ressources qui font la singularité de la position occupée par le PCF (effectifs militants, histoire du parti, implantations locales, nombre d'élus, importance des finances partisans, capacité à réaliser des alliances en dehors de la gauche radicale, etc.) constituent autant des ressources dans la compétition électorale que des contraintes dans les jeux spécifiques à l'espace de la gauche radicale. En effet, le maintien des ressources politiques du PCF tient largement aux alliances pratiquées localement avec le PS pour préserver un important réseau d'élus locaux. L'objectif visant à maintenir ces ressources entre ainsi en contradiction avec l'accentuation, dans la gauche radicale, du rejet du PS et des stratégies d'alliance. Chaque configuration d'alliance PS-PCF est alors perçue/construite par les militants des autres partis de la gauche radicale comme autant de signes d'une relative marginalité du PCF alors même que le différentiel de ressources entre ce parti et les autres d'une part, les représentations partagées au sein du PCF d'autre part, poussent dirigeants et militants communistes à revendiquer, avec la force de l'évidence, leur leadership sur la gauche radicale.

La dissidence d'une tendance socialiste ne saurait se réduire à une réaction à la proposition du PCF d'une alliance électorale, ni même à la seule expression d'un mécontentement quant à l'évolution du PS. En effet, la trajectoire du groupe Mélenchon est *a priori* improbable et résulte des représentations produites par ce groupe entre 2005 et 2008, mais la compréhension des changements opérés nécessite la prise en compte d'une période plus longue permettant de rendre visible les différentes modalités de l'engagement politique du groupe Mélenchon, passant d'une logique d'inclusion dans les luttes intra-partisanes à un processus d'externalisation progressive des activités militantes (chapitre 4). Le retour au PS après la campagne référendaire de 2005 ne constitue pas un retour à la situation précédente, non que ces militants y soient davantage marginalisés, mais qu'ils ne perçoivent plus le militantisme socialiste « *pour le transformer* » comme leur unique manière de *faire* de la politique. La campagne référendaire a ainsi contribué à modifier les représentations produites par ce groupe pour rendre compte de sa position et des coups qu'elle autorise et/ou des contraintes qu'elle génère. Alors que l'investissement dans les jeux et enjeux intra-partisans constituait la modalité principale du militantisme politique du groupe Mélenchon, la perte de centralité progressive de cette modalité va conduire à une lecture des jeux internes en fonction du clivage référendaire, à la perception de l'inexorabilité de l'évolution doctrinale du PS et à la perception d'une marginalisation accrue contribuant à faire perdre son sens à l'engagement socialiste. La campagne référendaire a également eu pour effet de produire un militantisme singulier fondé sur la multipositionnalité militante (par l'investissement dans les jeux partisans d'une part, par l'animation d'une entreprise politique indépendante d'autre part) permettant de jouer sur les

frontières partisans et de se constituer un capital militant délié des logiques intra-partisanes. La dissidence, comme processus de désaffiliation – ou de défidélisation¹ –, s'explique par l'échec relatif de ce modèle militant (chapitre 5). Conçue comme unique dans ces objectifs, cette inscription dans deux espaces militants concurrentiels va faire apparaître un décalage croissant, renforçant ainsi la désaffiliation militante en augmentant le coût du maintien de l'engagement socialiste à mesure que des scénarios de sorties sont produits par analogie avec des expériences passées (campagne référendaire de 2005) et/ou des expériences internationales (la création de *Die Linke* en Allemagne, etc.) et font de l'*exit* une solution progressivement plus adaptée que la *voice*.

La deuxième partie opère un changement de focale en délaissant les processus décisionnels centraux au profit de l'étude des petites sociétés militantes que constituent ces entreprises politiques en nous fondant sur une approche comparative. Les trois chapitres de cette partie se fondent principalement sur une enquête sociographique et des observations directes réalisées lors d'évènements nationaux du PCF, du PG et du NPA. Le chapitre 6 est consacré à la production sociale des collectifs partisans. Les congrès peuvent être définis comme des instances éphémères composées d'adhérents, convoqués à intervalles réguliers, afin d'adopter les orientations partisans et de procéder au renouvellement de certaines instances partisans centrales. Contrairement aux instances « de base » d'une organisation, ou des manifestations publiques (meetings, réunions, débats, etc.) organisées par un parti, la participation à un congrès suppose plusieurs critères cumulatifs : être adhérent, être intéressé à y participer, maîtriser les règles du jeu relatives à la désignation des délégués et détenir un capital militant suffisant et adapté. Les congrès ne sont ainsi pas seulement des rassemblements et/ou des instances décisionnelles, mais des espaces privilégiés pendant lesquels les organisations se mettent en scène, façonnent leurs membres les plus investis (et les plus en adéquation avec l'idéal militant véhiculé par une entreprise partisane) et sont façonnées par leurs membres. Ces évènements participent de la fabrique d'un collectif partisan et se prêtent particulièrement à une analyse comparée de l'interaction permanente qui se joue entre collectif et individus. Pour cela, nous entendons déporter le regard de la scène à la salle du congrès, des orateurs aux participants, en interrogeant le dispositif de congrès, tant dans son organisation que dans la sélection des congressistes. Véritable « *corps éphémère* »², selon l'expression de Stéphane Courtois, dont la composition est l'objet d'un fort investissement partisan, les congressistes sont, parmi les populations partisans, ceux qui disposent de la meilleure maîtrise des règles du jeu partisan et qui y sont les mieux ajustés. Dès lors, questionner ces militants quant aux motivations de leur engagement, dans un évènement visant à homogénéiser et produire un collectif partisan,

¹ Verrier Benoît, *Loyauté militante et fragmentation des partis*, op. cit.

² Courtois Stéphane, « Les délégués aux congrès du PCF et l'évolution de l'appareil communiste (1956-1985) », in *Communisme*, 10, 1986, p. 92.

favorise la production de réponses adaptées à l'entreprise partisane et dévoile tout autant, sinon plus, les représentations des motivations « légitimes » à l'engagement dans un espace social donné que les motivations individuelles¹.

Le chapitre 7 est consacré à une approche sociographique des militants des trois principaux partis de la gauche radicale (PCF, PG et NPA). En initiant ce type d'enquête, nous nous attendions à retrouver une certaine homologie dans la sociologie de ces trois entreprises politiques occupant des positions proches dans le champ politique et susceptible d'attirer une même « clientèle » militante, tout en repérant des éléments de différenciation que d'autres enquêtes menées sur la sociologie de la LCR ou du PCF ont déjà soulignés. En conséquence, le questionnaire s'articule autour des propriétés sociales, des trajectoires et pratiques militantes des participants aux trois congrès. Néanmoins, si nos données permettent tout à la fois de repérer des variables communes (surreprésentation du secteur public, niveau d'étude élevé, forte syndicalisation, engagement souvent intense, etc.) et des différences significatives dans la composition sociale et dans les trajectoires militantes des élites partisans intermédiaires, les différences les plus importantes ne semblent en revanche pas opposer les partis coalisés (PCF, PG) au NPA, mais le PCF au PG. L'espace de la gauche radicale apparaît ainsi comme un petit monde militant relativement différencié (distinction pouvant venir fonder ou renforcer des distinctions identitaires, idéologiques ou stratégiques) et, dans le même temps, suffisamment proche pour rendre peu coûteuse la redéfinition identitaire qui accompagne les reclassements individuels ou collectifs régulièrement observés entre les différents partis qui composent cet espace politique. En d'autres termes, la conversion du capital militant accumulé dans l'une ou l'autre des entreprises politiques de gauche radicale peut être facilitée par la proximité sociologique (qui vient ici redoubler la proximité idéologique et politique) de ces organisations. Par ailleurs, si la sociologie des militants peut constituer une explication des oppositions, parfois irréductibles, entre organisations de gauche radicale, elle ne peut constituer une explication ni suffisante, ni univoque.

Les trois partis étudiés se distinguent fortement quant à la présence plus ou moins nombreuse, plus ou moins valorisée, de détenteurs (ou ex) de mandats électoraux dans les rangs des congressistes. Quel que soit le parti considéré, les détenteurs d'un ou plusieurs mandats électoraux constituent toujours une population singulière et un enjeu des luttes intra-partisanes. Permettant

¹ Les entretiens réalisés démontrent à l'inverse un processus d'engagement bien plus complexe que les rationalisations militantes effectuées par les répondants au questionnaire. Dès lors, nous considérons ici ces réponses comme la formalisation de la réponse la plus légitime au regard du parti dans lequel ils militent. Il ne s'agit pas ici de considérer les réponses obtenues comme « peu fiables », mais comme le résultat d'un processus de sélection par les répondants des explications les plus légitimes et valorisables, renforcées en cela par le dispositif d'enquête (usage de l'écrit, question ouverte, participation à l'enquête « en situation », etc.) qui favorise une réponse rapide, succincte et conforme au rôle joué par chaque répondant, c'est-à-dire un militant prenant activement part à un événement, au sens fort du terme, de la vie intra-partisane.

l'accès à de nombreuses ressources, symboles de la force au jeu d'un parti, les élus peuvent tout aussi bien être l'objet de nombreuses attentions des directions partisans que des critiques et/ou du rejet de ces mêmes directions ou des militants. L'asymétrie des partis étudiés quant au nombre d'élus dans leurs rangs est extrêmement prononcée comme en atteste la sociologie des congressistes. Relevant les caractéristiques rapprochant les congressistes de véritables « *élites intermédiaires* », Pierre Bréchon souligne la place importante occupée par les élus parmi les participants à ces événements partisans : « *Les militants réunis en congrès sont aussi souvent des élus locaux, ou anciens élus, ou candidats malheureux à des élections. Pas plus du tiers des délégués dans les congrès français n'ont jamais affronté les urnes* »¹. Nos résultats, s'ils confirment globalement ce constat, permettent de souligner l'hétérogénéité des partis de la gauche radicale quant à la détention de positions électives d'une part, et de la familiarité des congressistes avec l'acte de candidature à une élection d'autre part. En effet, plus encore que le fait d'être élu (ils sont peu nombreux à l'être ou à l'avoir été au regard d'autres partis), faire campagne et être candidat constituent l'une des modalités classiques, non de la distinction entre militant « de base » et élu, mais de l'activité militante elle-même. Les partis étudiés diffèrent ainsi selon la place qu'ils accordent aux activités électorales et électives, tout en ayant en commun une véritable routinisation des pratiques liées aux campagnes électorales. La participation régulière aux élections, même sans aucune chance réelle d'obtenir des élus, n'est ainsi pas neutre quant aux pratiques militantes auxquelles sont totalement intégrés les enjeux liés à une campagne électorale. Au-delà d'une démarche statistique, le chapitre 8 questionne les usages partisans des mandats électoraux, notamment comme moyen de professionnalisation des cadres partisans. A ce titre, l'étude comparée de la trajectoire politique et élective de deux secrétaires fédéraux du PCF dans un même département, mais dans deux contextes très différents pour ce parti permet d'appréhender les usages partisans des ressources électives, de lire les effets de l'affaiblissement électoral du PCF et les logiques de professionnalisation des cadres partisans.

La troisième et dernière partie (trois chapitres) est consacrée aux processus de reconfigurations ayant affecté la gauche radicale entre 2007 et 2014. Cette séquence est caractérisée par une forte fluidité des offres partisans issues de la gauche radicale. En effet, la création du FG, dont la genèse fait l'objet de la première partie, n'est pas la seule tentative de modifier l'équilibre des forces. Il s'agit ici de proposer un jeu d'échelle permettant de saisir les transformations affectant la gauche radicale comme une modification de la structure des interactions entre ses acteurs. La mise à l'agenda de l'unité de cet espace politique ne doit ainsi pas tant être vue comme un processus d'homogénéisation et de rapprochement des acteurs, que comme un accroissement de leur

¹ Bréchon Pierre, *Les partis politiques, op. cit.*, p. 119.

interdépendance et de leur manière de se faire concurrence¹. Une telle analyse suppose de concevoir les transformations affectant les différentes entreprises politiques de la gauche radicale comme exprimant tout à la fois une configuration intra-partisane favorable au changement, et comme le produit des tensions structurant un espace de la gauche radicale fluide. Dans ce cadre, le FG n'est pas tant étudié au regard de la sociologie des coalitions qu'en tant que forme contemporaine des interactions entre acteurs de la gauche radicale, exprimant dès lors un accroissement des interdépendances et un double mouvement de déplacement et d'intériorisation partielle des concurrences inter-partisanes. La multiplication des négociations pré-électorales (quelle que soit l'issue de ces négociations), comme la mise en place d'une coalition qui, bien que peu institutionnalisée et instable, s'est rapidement pérennisée en occupant l'essentiel de l'espace électoral de la gauche radicale, sont autant de processus qui conduisent, non à la réduction des concurrences entre les acteurs de cet espace, mais à leur déport en amont des séquences électorales, et à l'étiquetage des concurrences électorales comme autant de déviations au regard de l'unité de la gauche radicale désormais perçue par une majorité des acteurs de cet espace comme bénéfique et nécessaire. De même, les pratiques de coalition ne conduisent pas à la diminution des concurrences, mais à leur intégration au sein de la coalition.

Le chapitre 9 revient plus en détail sur les processus de transformation de l'offre électorale et militante produite par les acteurs de la gauche radicale en les concevant comme des processus imbriqués et interdépendants. D'une part, ces transformations sont autant de manifestations de l'émergence d'un nouveau cadre interprétatif propice au changement. L'ensemble des acteurs investis sur ces enjeux se comportent comme des entrepreneurs de rénovation ayant pour objectif de diffuser et d'imposer un scénario rénovateur. Au-delà des différences importantes entre ces entrepreneurs et les scénarios qu'ils portent, plusieurs traits communs aux différents projets peuvent être soulignés. Tout d'abord, ceux-ci se fondent en tout ou partie sur la compétition électorale (même si chaque acteur ne s'y investit pas avec la même intensité et le même objectif) comme moyen de s'assurer une position dominante dans l'espace de la gauche radicale. Ensuite, bien que les constats relatifs à l'état du jeu et des ressources de chacun varient, ces acteurs s'accordent pour mettre à l'agenda la rénovation de l'offre politique de la gauche radicale. En d'autres termes, les représentations militantes font de la rénovation une nécessité. Enfin, la séquence est perçue par les acteurs comme propice (ou contraignante) au changement. D'autre part, ces entreprises de rénovation de l'offre partisane oscillent entre logiques coopératives et concurrentielles. En ce sens, il s'agit autant de faire *avec* les autres que *contre* les autres. Les coups joués par les uns amènent nécessairement un ajustement des autres joueurs à l'évolution du jeu. En d'autres termes, les

¹ L'unification relative et actuelle de la gauche radicale repose sur l'organisation de la concurrence et de la différenciation des acteurs, bien davantage que sur l'effacement des divergences.

dynamiques d'interactions propres à l'espace de la gauche radicale débouchent sur une configuration qu'aucun des acteurs n'avait véritablement prévue ou anticipée. Cette nouvelle configuration, toujours changeante, incertaine et instable, se structure à partir de 2009 sur l'affirmation concurrentielle d'une coalition partisane faiblement institutionnalisée ayant pour double effet une marginalisation des acteurs non coalisés et une internalisation partielle des logiques coopératives/concurrentielles propres à l'espace de la gauche radicale.

La mise en place d'une coalition, puis sa pérennisation, a eu pour effet une unification relative de l'offre électorale produite par les partis de gauche radicale. L'unité de cet espace n'est que partielle en ce que le FG est rapidement parvenu à occuper une position dominante à la gauche du PS, sans que cela n'empêche le maintien d'une pluralité d'offres électorales issues de la gauche radicale (ces offres concurrentes étant, à partir de 2010, de plus en plus résiduelles). De même, la production d'une offre électorale unifiée est inséparable de l'organisation de la diversité interne à la coalition. En d'autres termes, l'unification électorale de la gauche radicale s'accompagne d'une pluralité d'offres de militantisme en concurrence, renforçant d'autant les logiques d'affirmation identitaire au sein de la coalition. Enfin, le regroupement de nombreuses organisations au sein d'une même coalition n'a pas pour effet de réduire les logiques concurrentielles, mais de les organiser et de les déplacer. C'est à ce double processus de déplacement/internalisation des concurrences qu'est consacré le chapitre 10. Les luttes auxquelles se livrent les acteurs coalisés se déroulent ainsi dans le temps pré-électoral et – à l'exception des tactiques de publicisation des divergences¹ et/ou de quasi-rupture des négociations – dans le secret des négociations inter-partisanes. Le dépouillement de la presse et des publications partisanes est certes nécessaire, mais largement insuffisant pour appréhender les luttes qui se déroulent lors de ces séquences hautement compétitives pendant lesquelles les acteurs en présence affinent leurs arguments, adoptent des présentations de soi stratégiques, définissent leurs objectifs, s'évaluent et s'adaptent en permanence aux coups joués par leurs associés-rivaux au sein de la coalition. Dès lors, le recours à l'observation directe de négociations ainsi qu'à des entretiens approfondis avec des participants à ces discussions inter-partisanes a été privilégié, tout comme a été privilégié la diversité des configurations électorales en effectuant un va-et-vient constant entre étude des dispositifs adoptés par les directions partisanes nationales et les dispositifs adoptés à différents échelons locaux en Lorraine, et plus spécifiquement en Meurthe-et-Moselle. Ce choix se justifie par la dimension essentiellement électorale de la coalition (son activité principale étant la participation aux élections). Dès lors, la coalition se construit en premier lieu dans la négociation des dispositifs qui permettent ensuite de faire exister la marque

¹ Le fait de « faire fuiter » dans la presse des informations quant au contenu des négociations et les éventuels désaccords est une technique à laquelle les acteurs ont parfois recours pour dramatiser les enjeux de la négociation et ainsi contraindre leurs partenaires à des compromis, etc.

commune lors des campagnes électorales. Cette approche permet également de faire toute sa place aux intérêts manifestés par les acteurs en situation. La coalition apparaît ainsi comme un équilibre des forces instable et constamment renégocié, comme un processus de mise en conformité et d'adaptation permanente des acteurs à l'action commune. L'instabilité de la coalition se repère notamment dans la labilité des principes structurant les luttes internes à la coalition, et dans la diversité des situations pouvant renforcer la conflictualité de l'interaction.

Partageant une même croyance en l'utilité de l'unité électorale de la gauche radicale, les participants n'en cessent pas pour autant d'exister comme entités singulières et recherchent dans la coalition la satisfaction des intérêts et la réalisation des objectifs qui leur sont propres. Les positions anticipées comme permettant la conquête de mandats électoraux ou donnant accès à différentes ressources matérielles ou symboliques sont sans surprise les plus disputées. Néanmoins, les luttes internes à la coalition ne s'y limitent pas et les acteurs coalisés investissent, parfois avec tout autant d'intensité, ces enjeux *a priori* plus faibles. Le chapitre 11 est ainsi consacré au développement d'une économie symbolique de la coalition entendue comme un ensemble d'enjeux ne faisant sens que pour les acteurs investis dans l'alliance. Les prises de position dans la coalition, les revendications des acteurs ne reposent ainsi pas uniquement sur la satisfaction des intérêts partisans, mais sur les représentations qu'ils se font de la place qu'ils doivent occuper dans la coalition. En d'autres termes, toute lutte dans la coalition est aussi une lutte pour la reconnaissance qui tend à redoubler les enjeux initiaux. Les dispositifs électoraux en attestent en ce qu'ils reproduisent une véritable hiérarchie entre les participants à la coalition, enregistrant dès lors l'asymétrie des positions occupées et des ressources détenues par les différents acteurs coalisés. Le maintien, ou à l'inverse la contestation de cette hiérarchie, est au fondement de nombreuses prises de position par les acteurs de la coalition, qu'il s'agisse d'affirmer la nécessaire prise en compte de l'apport spécifique de chaque parti à l'alliance, ou de réclamer une plus grande égalité entre ces mêmes partis. Le développement d'une multitude de micro-concurrences aux enjeux réduits mais suffisants pour justifier l'investissement des acteurs dans des luttes parfois âpres et conflictuelles fournit de nombreux exemples des rapports internes à la coalition, oscillant en permanence entre coopération et compétition, y compris dans les activités communes *a priori* les plus rassembleuses. Ainsi, les meetings électoraux pendant lesquels la célébration de l'unité est la plus aboutie et la moins contestée au sein de la coalition ne permettent pas moins le développement potentiel de nombreuses micro-concurrences permettant aux acteurs de « tenir leur place » dans la coalition.

Chapitre 1.

Méthodologie et corpus d'enquête.

Une approche plurielle de la gauche radicale

Afin de saisir l'économie des échanges entre entreprises partisans en concurrence pour la conquête des suffrages et pour la représentation d'un espace politique déterminé, nous avons opté pour une pluralité de focales d'analyse. Il en résulte un corpus diversifié fondé sur le recueil et le dépouillement de sources écrites (textes adoptés par les différentes instances, retranscriptions des débats, communiqués de presse, presse partisane, livres de dirigeants, tracts électoraux, etc.) issues des principaux partis de la gauche radicale, auxquelles s'articulent des données qualitatives et quantitatives issues d'entretiens, d'observations directes et d'une enquête sociographique comparée. Cela se traduit également par le choix d'une approche multiniveaux, d'une logique de jeu d'échelles permettant de tenir ensemble l'analyse des relations inter et intra-partisanes à l'échelon national et à d'autres niveaux plus local (département), voir micro-local (l'espace d'un meeting par exemple). Enfin, travailler simultanément sur plusieurs partis tend à démultiplier le terrain « *en plusieurs espaces sociaux, à la fois imbriqués, interdépendants et concurrents* » comme le souligne Nicolas Bué¹, ce qui n'est pas sans poser des problèmes spécifiques, mais participe également de cette multiplication des focales d'analyse d'un même phénomène. Il a cependant été nécessaire de renoncer à certains angles d'analyse, notamment en termes d'histoire sociale (mais cela aurait nécessairement été un tout autre sujet), qui aurait permis d'appréhender les logiques de continuité dissimulées par l'instabilité chronique des formes organisationnelles et militantes de la gauche radicale. Néanmoins, comme cela a été souligné précédemment, la littérature académique sur les différents partis de la gauche radicale est importante : même si certaines organisations et certaines séquences sont moins connues, on dispose aujourd'hui de travaux de qualité sur la gauche radicale qui permettent d'opérer un tel choix (sans cependant en effacer les conséquences sur le traitement du sujet). De même, en délaissant les enjeux idéologiques, nous nous privons, afin de saisir les enjeux tactiques que l'idéologie, la doctrine ou l'identité contribuent largement à taire ou à euphémiser, de l'étude de l'une des modalités par lesquelles les acteurs de la gauche radicale vivent et se représentent les luttes auxquelles ils prennent part. Nous interrogeons également assez peu les luttes de pouvoir intra-partisanes, leurs règles du jeu et les jeux permanents qu'elles induisent, tout comme nous ne traitons guère des enjeux liés au leadership² alors même que cette question (et celles, voisines, liées à la présidentialisation des partis ou à la « personnalisation » de la vie politique)

¹ Bué Nicolas, « Gérer les relations d'enquête en terrains imbriqués. Risque d'enclichage et distances dans une recherche sur une coalition partisane locale », in *Revue internationale de politique comparée*, 17 (4), 2010, p.77-78.

² Sur cette question, cf. Wald Quentin, *Le Front de gauche*, op. cit., p. 57-62.

est un enjeu récurrent des luttes intra et inter-partisanes et une ressource politique centrale pour les partis de la gauche radicale (même si ceux-ci s'en défendent violemment tant ces enjeux entrent en contradiction avec la mise en avant du collectif, érigée en véritable principe identitaire).

Cependant, nous pensons pouvoir justifier de la fécondité de la démarche poursuivie visant à tenir ensemble différentes approches permettant l'étude de partis en interaction. L'émergence du FG, pour ne prendre qu'un exemple, gagne à être considérée comme le produit de l'interdépendance entre des processus imbriqués et autonomes. Cette coalition peut ainsi être appréhendée comme le produit des luttes entre entrepreneurs de rénovation pour s'imposer et imposer un cadre interprétatif de l'état de la gauche radicale et des solutions à y mettre en œuvre. Bien qu'étant un échec, les débats au sein des collectifs antilibéraux en 2006 permettent la mise en exergue des dynamiques du jeu conduisant chaque acteur à fabriquer ses propres représentations, à tenter de les imposer et à s'ajuster en permanence aux coups joués par ses associés-rivaux. Rendre compte de cette dynamique d'interaction suppose ainsi de l'articuler avec le travail de production de cadres interprétatifs différents. Enfin, la genèse d'une telle coalition ne peut pas seulement se comprendre comme le résultat des luttes autour de la thématique unitaire ou comme réaction partisane au déclin communiste, mais doit également s'attacher à comprendre le détachement d'une sous-entreprise socialiste effectuant, pendant la même séquence, un long et incertain travail de redéfinition collective de ses modalités d'action politique. Sous ce dernier angle, l'entrée en coalition permet de (re)donner sens à l'engagement politique en abaissant le coût du militantisme et de la défection.

Loin de n'être qu'une opération technique, l'exposé des modalités d'enquête, comme des sources qui la fondent (mais aussi de la position du chercheur vis-à-vis de son objet d'enquête), constitue une première forme d'entrée dans l'objet et informe quant aux représentations et croyances, rapprochant ou, à l'inverse, différenciant les acteurs, mais aussi quant aux interactions et interdépendances qui fondent ce (tout) petit monde militant qu'est la gauche radicale. C'est dans cette optique que nous présentons les principales sources mobilisées. Ainsi, les entreprises politiques de la gauche radicale se caractérisent par l'importance de leur production écrite, qu'il s'agisse de textes des différentes instances partisanes, de la presse partisane, des nombreux documents électoraux, doctrinaux ou programmatiques par lesquels ces entreprises politiques produisent du sens et font exister un collectif. Les journaux partisans constituent, par exemple, un moyen d'accès privilégié aux représentations produites par et pour les entreprises politiques pour comprendre et agir dans une configuration concurrentielle, et ce, d'autant plus que l'ensemble des acteurs de cet espace politique partage la croyance en l'importance de disposer d'une publication régulière. Nous avons également constitué un corpus d'entretiens avec des cadres et militants investis ou ayant été investis dans l'un ou l'autre des partis étudiés. La facilité à obtenir des entretiens, tout autant que le nombre important de trajectoires militantes impliquant un engagement dans plusieurs partis (même

si les militants communistes, sur cet aspect, se distinguent nettement) informent quant à la proximité des différentes offres de militantisme produites au sein de la gauche radicale, bien que l'enquête sociographique menée auprès des congressistes des trois principaux partis de cet espace politique permette de souligner tout à la fois la proximité des sociologies partisans et leur profonde différenciation. Les entretiens, combinés à des observations directes de différents évènements et réunions partisans, visaient également à l'appréhension de l'économie des échanges inter-partisans.

A. Des sources écrites nombreuses et diversifiées

Les données écrites produites par (et sur) les différents acteurs de la gauche radicale forment un pan essentiel de notre corpus. Si nous avons recueilli des documents divers émanant de l'ensemble des partis de cet espace politique, nous avons cependant fait le choix d'adopter une démarche plus systématique – sans pour autant viser une exhaustivité impossible à atteindre au regard du nombre, de la diversité et de l'hétérogénéité de ces sources – pour les quatre principaux partis de gauche radicale (PCF, PG, NPA et LO). Ces sources peuvent être rassemblées en trois sous-ensembles d'inégale importance quant à leurs usages dans cette thèse : la presse partisane, les autres documents produits par les acteurs de la gauche radicale, et la presse écrite. Source de seconde main, la presse écrite n'a pas été négligée en ce qu'elle offre un contenu riche sans toutefois être toujours fiable, et souvent inégal quant au suivi de l'actualité de la gauche radicale (les débats qui s'y jouent n'étant que rarement l'objet d'une attention soutenue), permettant contextualisation et confrontation des informations obtenues par le dépouillement systématique de la presse partisane. Nous avons recueilli des documents nombreux et variés produits par les partis et leurs membres : communiqués, résolutions d'instances, discours de dirigeants, textes programmatiques, notes pour l'organisation d'évènements, compte-rendu de réunions, etc. Certains de ces documents nous ont été transmis par des militants, allant du don d'un communiqué ou du dernier tract ou journal à des notes manuscrites prises lors de réunions ou même d'un véritable fonds d'archives.

De nombreux supports de propagande édités par les partis politiques (affiches, tracts, circulaires officielles, bulletins de vote, brochures, etc.) ont été recueillis, que cela soit dans le cadre de campagnes électorales ou ayant trait à l'activité non électorale des partis étudiés. Leur contenu est le produit de différentes logiques enchevêtrées. Ces documents traduisent tout d'abord les croyances collectives quant aux techniques, aux savoir-faire et aux contenus utiles sur le marché électoral. Produits dans un contexte et pour une élection spécifique, ces documents de propagande traduisent également l'état du jeu dans l'espace de la gauche radicale (alliances réalisées ou non, positionnement adopté, etc.). Ce sont enfin de véritables supports identitaires permettant à une entreprise politique de se donner à voir, de se construire une « façade » permettant d'unifier, le

temps d'une élection et d'une campagne, des individus entretenant des rapports très disparates (militants actifs, sympathisants, électeurs plus ou moins fidèles, etc.) à l'entreprise politique qui convoite leurs suffrages. L'usage régulier dans les tracts du FG depuis 2009 de la contestation de la construction européenne en 2005 exprime tout à la fois la croyance en l'utilité électorale de l'unité, un objectif de mise en scène de la tension à l'unité et de l'étiquetage des autres candidats comme déviants (au sens où leur extériorité à la coalition suppose leur refus de l'unité de la gauche radicale), et enfin une logique identitaire par la mise en récit d'une histoire de la coalition pour laquelle la mobilisation référendaire de 2005 peut apparaître comme un mythe fondateur.

De nombreux livres publiés par les leaders de la gauche radicale ont également été intégrés à nos sources documentaires tant ce type d'ouvrage est devenu « *une des façons de faire de la politique* » comme le rappelle Christian Le Bart¹, à laquelle les dirigeants de la gauche radicale ont largement recours, même si certains en font un usage très peu singularisant². Nombreux sont les candidats de cet espace politique lors des élections présidentielles à avoir publié un ou plusieurs livres dans ce contexte électoral : Arlette Laguiller³ et Olivier Besancenot⁴ en 2002, alors que Robert Hue s'y était déjà essayé à plusieurs reprises depuis son accession au secrétariat national du PCF⁵, José Bové en 2007⁶, ou encore Jean-Luc Mélenchon⁷ et André Chassaigne⁸ dans le contexte de la primaire qui les opposaient en 2011, Philippe Poutou⁹ en 2012, etc. Mais l'usage politique du livre fait par ces dirigeants ne se limite pas au contexte électoral comme le montrent les exemples d'Olivier Besancenot, Jean-Luc Mélenchon ou Pierre Laurent. Le premier publie son premier ouvrage dans le contexte de la campagne présidentielle de 2002, tandis que les ouvrages suivants semblent davantage liés à des logiques partisans et/ou de compétition spécifique à l'espace de la gauche radicale. La publication d'un deuxième ouvrage d'Olivier Besancenot en 2003¹⁰ (en collaboration avec un autre dirigeant de la LCR, François Sabado) vise autant à la consolidation de la notoriété acquise lors de la campagne présidentielle de 2002 qu'à accompagner (et s'adapter) à l'importante

¹ Le Bart Christian, « L'écriture comme modalité d'exercice du métier politique », in *Revue française de science politique*, 48 (1), 1998, p. 80.

² Le Bart Christian, *La politique en librairie : les stratégies de publication des professionnels de la politique*, Editions Armand Colin, Paris, 2012, p. 95.

³ Laguiller Arlette, *Mon communisme*, Editions Plon, Paris, 2002.

⁴ Besancenot Olivier, *Tout est à nous !*, Editions Denoël, Paris, 2002.

⁵ Notamment : Hue Robert, *Communisme : la mutation*, Editions Stock, Paris, 1995 ; Hue Robert, *Il faut qu'on se parle*, Editions Stock, Paris, 1997 ; Hue Robert, *Communisme : un nouveau projet*, Editions Stock, Paris, 1999.

⁶ Bové José, *Candidat rebelle*, Editions Hachette, Paris, 2007.

⁷ Mélenchon Jean-Luc, *Qu'ils s'en aillent tous !*, Editions Flammarion, Paris, 2010. Fait notable pour un livre politique en contexte électoral, celui-ci a fait l'objet d'une seconde édition (2011), en format poche. Christian Le Bart souligne l'importance de l'écrit, et singulièrement de cet ouvrage, dans l'acquisition par l'ancien co-président du PG du statut de « présidentiable ». Cf. Le Bart Christian, *La politique en librairie, op. cit.*, p. 109.

⁸ Chassaigne André, *Pour une terre commune*, Editions Arcane 17, Paris, 2010.

⁹ Poutou Philippe, *Un ouvrier, c'est là pour fermer sa gueule !*, Editions Textuel, Paris, 2012.

¹⁰ Besancenot Olivier, *Révolution ! 100 mots pour changer le monde*, Editions Flammarion, Paris, 2003.

augmentation des effectifs de la LCR après 2002. De même, l'ouvrage qu'il consacre en 2007 à l'itinéraire de Che Guevara¹ peut s'analyser comme une prise de position dans la lutte qui oppose les partis de la gauche radicale pour le leadership et la recomposition de cet espace, tandis qu'en 2009, c'est la création du NPA qui s'accompagne d'un ouvrage coécrit par Olivier Besancenot et Daniel Bensaïd². Acteur politique à l'activité éditoriale régulière depuis le début des années 1990, Jean-Luc Mélenchon a régulièrement recours à la publication d'ouvrages en appui aux choix tactiques qu'il opère. La prise de distance critique quant aux orientations majoritaires au PS se traduit par la publication d'un livre en 2007 qui fait de la dissidence un scénario envisageable³, bientôt complété par un recueil de textes accompagnant le processus de dissidence⁴. Il marque également son entrée en campagne présidentielle pour 2012 et sa volonté de « prendre de la hauteur » en 2014 par la publication de deux livres⁵. L'exemple de Pierre Laurent est encore différent puisque la publication de deux ouvrages⁶ s'explique ici par une logique d'accumulation de capitaux visant à renforcer le leadership du secrétaire national du PCF⁷.

Malgré cela, l'essentiel du corpus est constitué par le dépouillement de la presse des principaux partis de la gauche radicale (PCF, PG, LCR/NPA, LO). Stéphane Beaud et Florence Weber soulignent l'importance de ces sources qui constituent « pour un milieu d'interconnaissance sans base résidentielle »⁸ l'équivalent de la presse locale. Il s'agit d'obtenir des informations relatives aux débats intra-partisans, aux choix tactiques et aux représentations produites par chaque organisation quant à ses interactions avec les autres partis de gauche radicale. Les contenus proposés par ces publications sont de nature et d'intérêts très disparates. *Communistes* est un supplément hebdomadaire à *L'Humanité*, au contenu portant essentiellement sur la vie interne du PCF et les initiatives communistes. Au regard de notre objet d'étude, cette publication est indéniablement la plus riche de notre corpus puisqu'y figure les principales déclarations des dirigeants communistes, l'agenda partisan, la transcription intégrale des rapports oraux effectués lors des conseils nationaux

¹ Besancenot Olivier et Löwy Michael, *Che Guevara. Une braise qui brûle encore*, Editions Mille et une nuits, Paris, 2007.

² Besancenot Olivier et Bensaïd Daniel, *Prenons Parti pour un socialisme du XXI^e siècle*, Editions Mille et une nuits, Paris, 2009.

³ Mélenchon Jean-Luc, *En quête de gauche*, Editions Balland, Paris, 2007.

⁴ Mélenchon Jean-Luc, *L'autre gauche*, Editions Bruno Leprince, Paris, 2008.

⁵ Mélenchon Jean-Luc, *Qu'ils s'en aillent tous !, op. cit. ; L'ère du peuple*, Editions Fayard, Paris, 2014.

⁶ Pierre Laurent ne va ainsi publier aucun ouvrage avant son accession au secrétariat national en 2010, avant de publier en 2011 et 2012 deux ouvrages : Laurent Pierre, *Le nouveau pari communiste*, Editions Le cherche-midi, Paris, 2011 ; Laurent Pierre, *Maintenant, prenez le pouvoir*, Editions de l'Atelier, Ivry-sur-Seine, 2012.

⁷ Devenu coordinateur du PCF en 2009, il succède à Marie-George Buffet en 2010. Cette succession s'accompagne d'une stratégie de notabilisation rapide : n'ayant jamais été élu auparavant, il devient conseiller régional d'Ile-de-France en 2010 puis sénateur en 2012, tandis que son accès au poste de secrétaire national du PCF s'accompagne rapidement de la présidence du PGE en 2010. La publication de ces livres vise à compenser sa faible notoriété, tant auprès des citoyens que des militants et sympathisants communistes.

⁸ Beaud Stéphane et Weber Florence, *Guide de l'enquête de terrain*, 4^e édition, Editions La Découverte, Paris, 2010, p. 75-76.

et des principaux événements partisans, le résumé de l'ensemble des interventions des membres du CN et/ou des congrès (ou conférences nationales), les textes adoptés par les différentes instances, les organigrammes, de nombreuses données quant à l'état du parti (nombre d'adhérents, données biographiques sur des dirigeants, élus ou candidats, etc.), ou encore (plus rarement) des compte-rendu quant à l'avancée des négociations, etc. La principale publication du PG, *A Gauche*, est d'un format plus modeste et est essentiellement un outil de propagande et de diffusion des orientations et argumentaires de ce parti. Il se structure en effet autour d'un éditorial et d'un dossier. Bien que le PG soit le plus récent des partis évoqués ici, son hebdomadaire est bien plus ancien puisqu'il a été créé en 1979 par Jean-Luc Mélenchon. Jusqu'en 2005, *A Gauche* a ainsi été le journal de toutes les tendances animées ou co-animées par Jean-Luc Mélenchon. Ainsi, lors de l'éclatement de la Gauche socialiste (tendance dont les principales figures étaient Jean-Luc Mélenchon, Julien Dray, Marie-Noëlle Lienemann ou encore Gérard Filoche à partir de 1995), puis le rapprochement rapide avec la tendance d'Henri Emmanuelli, *A Gauche* devient le journal de la nouvelle tendance née de la fusion des deux anciennes composantes, Nouveau Monde. Les divergences entre les principaux animateurs de cette nouvelle tendance ne sont guère perceptibles dans *A Gauche* (dans lequel les articles privilégient les positions les plus consensuelles) avant la fin de la tendance. Il ne faudra alors pas plus de quelques semaines pour qu'*A Gauche* devienne le journal de l'association PRS, actant ici une double autonomisation du groupe Mélenchon en faisant campagne publiquement contre la position officielle de leur parti et en se dotant de moyens d'actions sans liens avec les jeux internes au PS. En d'autres termes, *A Gauche* accompagne l'ensemble des choix tactiques du groupe Mélenchon sans que jamais son contenu ou sa direction n'en soit véritablement affectée. *A Gauche* constitue ainsi l'un des principaux instruments d'intégration d'un « *groupe fortement structuré* » comme l'analyse Rémi Lefebvre¹, de diffusion des orientations politiques du groupe et d'expression des fidèles de Jean-Luc Mélenchon en en assurant la continuité (aussi bien dans le temps que dans l'espace). Malgré la diversification des auteurs publiant dans ce journal depuis la création du PG, *A Gauche* continue ainsi à être le moyen d'expression privilégiée du « carré des fidèles ». Les éditoriaux en fournissent un parfait exemple : sur les deux-cent soixante-sept numéros parus entre novembre 2008 et décembre 2014 comportant un éditorial, François Delapierre en signe plus de 95% et Jean-Luc Mélenchon 3,7%. Au total, les « ex-PRS » (Jean-Luc Mélenchon, François Delapierre et Laurent Maffei²) signent l'intégralité des éditoriaux à deux exceptions : un extrait de résolution adoptée par le CN du PG³ et un éditorial de Christophe Ventura en 2008⁴. Le décalage est saisissant au regard de

¹ Lefebvre Rémi, « Militer au Parti socialiste pour le transformer », *op. cit.*, p. 232.

² Assistant parlementaire de Jean-Luc Mélenchon, responsable de la collection *Politique à gauche* publiant aux éditions Bruno Leprince de courts ouvrages des dirigeants du PG.

³ *A gauche*, n°1150, 17 décembre 2008, Christophe Ventura, « L'OMC recule, la finance vacille ».

⁴ *A gauche*, n°1175, 18 juin 2009, « Déclaration du CN (extraits) ».

la complète absence d'article signé d'Eric Coquerel¹ dans ce même hebdomadaire. Le dépouillement d'*A Gauche*, s'il ne permet pas d'accéder aux débats intra-partisans (à l'inverse des transcriptions publiées dans *Communistes*), permet d'appréhender le groupe Mélenchon au travers du principal instrument de liaison entre direction partisane et adhérents et de saisir finement les évolutions tactiques de ce groupe militant. En revanche, que cela soit dans *Communistes* ou *A Gauche*, les divergences tactiques et le contenu des négociations quant à l'offre électorale du FG ne sont que très rarement formalisées, si ce n'est implicitement et/ou lors de la retranscription des débats intra-partisans (pour la publication communiste). La rareté de l'expression directe des désaccords dans la presse partisane est d'ailleurs un bon indicateur des tensions récurrentes lors des séquences pré-électorales entre les deux principaux partis du FG en ce que l'expression, même fugace, des divergences exprime systématiquement une séquence de forte tension entre ces deux associés-rivaux². Tant par les limites quant au contenu de l'hebdomadaire du PG, que par la genèse de cette entreprise partisane (qui a d'abord été une tendance engagée dans les luttes intra-partisanes avant de faire dissidence), nous avons complété le dépouillement de ce journal par celui des revues éditées par PRS et le PG, par celui de *L'Hebdo des socialistes* et des documents des différents congrès socialistes, ainsi que par celui de *Vie de gauche*. Ce dernier est un journal produit par le PG et exclusivement diffusé en ligne, publié entre janvier 2009 et juillet 2011³, publiant des articles rendant compte d'initiatives locales, mais aussi et surtout lieu des comptes-rendus de réunions, des différents organigrammes du PG, ou encore de biographies des membres du BN.

Les journaux de LO et de la LCR (puis du NPA) présentent également des différences significatives quant à leur contenu en ce qu'ils entendent proposer à leurs lecteurs une grille de lecture plus complète de l'actualité sociale et politique. En ce qui concerne LO, nous avons pris en compte, pour ce dépouillement de la presse partisane, *Lutte ouvrière* et *Lutte de classe*, qui constituent les deux principaux journaux de ce parti. Pour autant, comme le rappelle Thierry Choffat, l'originalité de la presse de ce parti réside dans les nombreux bulletins d'entreprise qu'il édite⁴. Le dépouillement de ces deux publications se révèle cependant plus adapté à l'étude des recompositions affectant

¹ Alors même qu'il est, depuis la création du PG, l'un de ses principaux dirigeants (secrétaire national aux relations unitaires et aux élections), devenu à l'été 2014 le « coordinateur général » du PG après la démission des deux co-présidents. Il n'a jamais été membre de PRS.

² Cette retenue quant à la formulation publique des désaccords s'explique autant par le secret (ou à tout le moins, la discrétion) lors et autour des négociations électorales, comme le montre Nicolas Bué, qu'aux interdépendances qui lient ces deux partis. En effet, ceux-ci sont tout à la fois rivaux dans l'ordre coalitionnel et alliés dans la compétition électorale ce qui contraint à une certaine autolimitation dans les coups joués dans la compétition pour les investitures, etc. Sur le secret dans le cas des négociations électorales, cf. Bué Nicolas, « Usages et fonctions du secret dans les relations entre entreprises politiques », *op. cit.*, p. 185-202.

³ La publication en est aujourd'hui arrêtée. Significativement, le dernier numéro était entièrement consacré au compte-rendu du premier meeting de Jean-Luc Mélenchon comme candidat du FG à l'élection présidentielle de 2012, le 29 juin 2011, sur la place Stalingrad à Paris.

⁴ Choffat Thierry, « Lutte ouvrière, entre continuité et renouvellement », *op. cit.*, p. 296.

l'espace de la gauche radicale et des interactions entre entreprises partisans. En effet, y sont notamment publiés les choix tactiques de LO, les analyses des résultats électoraux (aussi bien ceux obtenus par LO que par les autres partis de gauche) et les critiques (souvent virulentes) des autres partis de la gauche radicale, les documents adoptés lors des congrès annuels, les échanges épistolaires entre LO et la LCR en vue d'aboutir à des accords électoraux, et quelques rares éléments quant aux débats intra-partisans, hormis la publication d'une tribune de la « *fraction* » de LO jusqu'en 2008¹. L'hebdomadaire de la LCR, *Rouge*², puis celui du NPA, *Tout est à nous !* remplacé en 2013 par *L'Anticapitaliste*, ont également constitué des sources importantes par la publication de nombreux articles concernant les choix tactiques de ce parti, les relations entretenues avec les autres partis de gauche radicale (notamment par la publication de comptes-rendus des réunions de négociation), des rapports de commissions, textes adoptés par les différentes instances du parti, ainsi que par la publication régulière de tribunes rédigées lors des phases de congrès par les différentes tendances du parti, etc. Proposant chacun une lecture politique de l'actualité et visant à rendre compte des actions et orientations de chaque entreprise partisane, ces journaux constituent également un vecteur privilégié de production et de diffusion des cultures partisans³. Malgré les emprunts plus ou moins importants aux procédés formels de la presse écrite (maquettage, recours à l'interview, rubrique culturelle, etc.), la forme prise par ces journaux est nettement différenciée. *Lutte ouvrière* est entièrement structurée autour du rejet de la société actuelle et dans l'édification d'une contre-société militante. Les articles d'actualité dépendent de la rubrique « *leur société* », tout comme les articles traitant de la situation internationale dénommée « *leur monde* ». Enfin, une part importante du journal est consacrée à l'actualité sociale, renvoyant ici à la spécificité des moyens d'actions de LO⁴ qui privilégie l'investissement de ses militants ouvriers dans les entreprises par l'engagement syndical et partisan (notamment via les bulletins d'entreprise). *Lutte ouvrière* contribue ainsi à diffuser une identité très ouvriériste et à former une contre-société reposant sur le rejet de la société actuelle et sur l'extériorité d'une part, et sur la production d'une société dotée de ses symboles, rites et sociabilités⁵ propres d'autre part.

¹ Cette tendance est exclue de LO en 2008 pour avoir mis en cause les alliances électorales lors des élections municipales avec le PS, et pour avoir participé au processus constituant du NPA.

² La LCR a tenté de transformer *Rouge* en un quotidien entre 1976 et 1979. Cf. Salles Jean-Paul, *La Ligue communiste révolutionnaire*, *op. cit.*, p. 231-234.

³ Dans le cas du PCF, c'est « *L'Huma* », davantage que toute autre publication, qui symbolise auprès des militants le mieux cette culture partisane. Nous avons néanmoins préféré, dans une perspective comparative, faire porter l'étude sur un média similaire à ceux des autres partis étudiés.

⁴ Sur les moyens d'actions de LO, cf. Choffat Thierry, « *Lutte ouvrière, entre continuité et renouvellement* », *op. cit.*, p. 296-297.

⁵ Yvan Sainsaulieu souligne l'importance de ces interactions dans le maintien de la cohésion du groupe, davantage même que l'idéologie : « *L'exemple de LO montre plutôt comment un groupe doit sa cohésion à l'intensité de ses interactions internes. L'idée ou l'idéologie sert de support voire d'accélérateur à cette intégration sociale communautaire, mais à la limite elle n'est pas indispensable : pour faire partie d'une*

De même, si la présentation de l'hebdomadaire du NPA rappelle celui de *Lutte ouvrière*, le contenu s'en différencie fortement. D'une part, par la place accordée à d'autres enjeux comme l'altermondialisme, l'écologie, les questions sociétales, etc. D'autre part, les activités intra-partisanes y sont plus présentes. Là encore, le journal entend être un vecteur de diffusion d'une certaine culture partisane anticapitaliste fondée sur le soutien aux luttes, la construction d'une vision du monde social et la promotion du débat interne. *A Gauche* est à ce titre nettement différent en ce qu'il s'affirme dans sa forme comme dans son contenu comme étant principalement un outil de diffusion verticale des orientations défendues par la direction du PG d'une part, et d'autre part comme un outil d'homogénéisation (tant par les argumentaires que par la production d'éléments symboliques communs) d'un corps de missionnaires, pour utiliser ici une analogie religieuse, y trouvant quasi-exclusivement des arguments pour convaincre (cette logique n'étant bien évidemment pas absente des autres journaux). Ce journal ne semble en effet pas tant un support pour gagner directement de nouveaux électeurs, sympathisants ou adhérents, mais comme un support de formation et d'homogénéisation des cadres et reflétant l'organisation partisane et les formes de militantisme prévalant dans la principale structure à l'origine du PG, PRS. Le mode de diffusion de ces différents journaux atteste de ces usages : alors que chaque adhérent du PG reçoit automatiquement *A Gauche* et que les diffusions militantes du journal sont résiduelles (bien qu'existant parfois), *Lutte ouvrière* ou *Tout est à nous !* font l'objet d'une diffusion par un abonnement spécifique et par les ventes militantes (sortie de métro, marché, etc.). Le premier s'adresse donc essentiellement à des individus déjà suffisamment convaincus pour adhérer, tandis que les deux suivants tentent de séduire des publics plus variés allant des militants¹ (qui forment sans nul doute l'essentiel des lecteurs) aux adhérents en passant par les sympathisants et lecteurs plus occasionnels.

Si le dépouillement exhaustif de la presse partisane donne accès à de nombreuses informations, il permet également d'adopter une approche compréhensive en saisissant les interactions entre les partis au prisme des représentations qu'ils se construisent. Mais c'est également un outil utilisé par les autres acteurs pour « suivre » l'évolution des partis avec lesquels ils sont en concurrence. La lecture de la presse des autres partis participe ainsi de ce que Lilian Mathieu nomme, pour l'espace des mouvements sociaux, des « *évaluations mutuelles* »², permettant ainsi aux différents partis de juger des opportunités et des contraintes, cherchant en permanence à connaître les points d'accords

communauté, il faut se conformer à ses mœurs, à l'usage commun des références et aux pratiques partagées, ses us et coutumes, ses rites. ». Cf. Sainsaulieu Yvan, « Le communautarisme politique. Le phénomène de l'appartenance collective à Lutte Ouvrière », in *Esprit critique*, 10 (1), 2007.

¹ L'abonnement, comme la participation à la diffusion militante de ces journaux, sont d'ailleurs autant de modalités concrètes du militantisme.

² Mathieu Lilian, *L'espace des mouvements sociaux*, op. cit., p. 43-51.

et de désaccords, comme l'évoque Alain Krivine à propos des relations entre la LCR et LO d'une part, et le suivi qu'il effectue pour la LCR/NPA des débats internes au PCF :

« Avec eux, les rapports, c'est fraternel toujours, mais c'est tout ou rien. Quand ils décident l'unité, c'est les embrassades, on les voit tous les jours, on a été élu ensemble au Parlement [européen]. Quand ils décident qu'il n'y a pas d'unité, on ne se voit pas. Mais en plus, ils sont très francs : « On lit chacun la presse de l'autre, à quoi cela sert de se voir, on sait ce que vous pensez, vous savez ce qu'on pense. Pour le moment on marche séparément, c'est pas grave, tchao. » C'est comme ça avec eux. On se voit, mais cela dure 5 minutes. Et eux-mêmes ne sont pas demandeurs.

Je vois que tu lis Communistes, Politis, etc... Tu fais régulièrement le suivi de ce qu'écrivent les autres partis ?

Oui, en tout cas, moi je lis tout. Enfin, pas tout le monde, mais c'est mon boulot, je suis à la retraite, et cela m'intéresse. Après on se spécialise un peu. Moi, je suis plus spécialisé sur le PC, puisque j'y ai été, il y a longtemps. Je lis leurs publications, je lis tout. » (Alain Krivine, entretien le 26 novembre 2010)

La capacité à éditer un journal prend également toute son importance dans l'espace de la gauche radicale dans la mesure où elle constitue une manifestation de l'existence d'un groupe militant, de son activité et, *in fine*, un critère de légitimité. Thierry Choffat rappelle ainsi l'importance des journaux dans les partis d'extrême gauche¹, et, plus généralement en ce qui concerne notre objet, pour l'ensemble des partis et groupes militants de gauche radicale. De même, Philippe Buton, dans l'étude qu'il consacre à l'appréhension de la thématique écologique par les partis d'extrême gauche, se fonde sur le dépouillement de la presse partisane et souligne l'importance symbolique de ces publications à l'extrême gauche : *« Nous privilégierons comme sources les multiples organes de presse édités pendant ces années. Car tous ces groupes partagent, consciemment ou non, l'analyse de Lénine selon laquelle un journal est « un organisateur collectif » et, pour toutes ces organisations, la publication de leur journal demeure l'activité essentielle »*².

A l'exception de quelques partis, rares sont les organisations de gauche radicale, et, plus encore, d'extrême gauche, à dépasser ou à approcher les dix mille adhérents (à l'exception, actuellement, du PCF et du PG). Dans ce contexte, éditer un journal, c'est démontrer pour des groupes aux effectifs extrêmement réduits (parfois quelques dizaines de personnes, voire moins), une activité politique régulière. L'édition d'un journal constitue ainsi l'une des conditions mises en avant par les dirigeants de LO pour autoriser une organisation d'extrême gauche à tenir un stand lors de la traditionnelle fête de Lutte ouvrière³. Par le lien qu'ils opèrent entre les militants d'une même organisation, les journaux sont un vecteur de maintien du groupe, en particulier pour les collectifs aux effectifs les plus réduits, d'aucun dirait groupusculaires, et sont de ce fait indispensables à la survie du groupe. En

¹ Choffat Thierry, *Lutte ouvrière, op. cit.*, p. 66.

² Buton Philippe, « L'extrême gauche française et l'écologie. Une rencontre difficile (1968-1978) », *in Vingtième Siècle*, 113, 2012, p. 191-192.

³ Comme l'explique Robert Barcia : « Nous voulons des groupes qui ont une publication parce que c'est la preuve d'une existence politique ». Cf. Barcia Robert, *La véritable histoire de Lutte ouvrière*, Editions Denoël, Paris, 2003, p. 230.

témoigne la possibilité de maintenir une publication spécifique, constituée en enjeu des négociations, dans le cadre du ralliement de certains groupes militants au processus NPA :

« Et en plus au NPA, on laisse, par exemple, ces camarades, qui ont un journal, qui s'appelle Que Faire ?, diffuser le journal à l'intérieur du NPA. Cela ne nous pose aucun problème... Que faire ?, ce sont ceux qui sont liés au SWP [Socialist Workers party]. Ils ont le journal du NPA, mais ils ont aussi leur journal à eux. Les autres, je ne sais plus comment cela s'appelle, ils ont le droit aussi... bon, ils sont très peu, une trentaine je crois.

Disons que, à ce niveau, cela se passe bien. On a, c'est en train de se faire, une fraction de Lutte ouvrière, environ 80 camarades, ils ont été exclus de Lutte ouvrière, mais ils s'appellent toujours fraction L'étincelle de Lutte ouvrière... Ils étaient observateurs au NPA, et là, ils viennent de demander leur adhésion totale dans le NPA, mais de pouvoir garder un bulletin. On est en train d'en discuter, mais cela ne devrait poser aucun problème. » (Alain Krivine, entretien le 26 novembre 2010)

On voit dans cet extrait l'importance du maintien du journal comme élément de continuité du groupe dans et malgré la fusion avec une autre organisation. Cet enjeu est particulièrement sensible lors des scissions. Détenir le journal signifie bien souvent conserver tout à la fois le principal moyen d'action du groupe, l'élément structurant de son identité et de son existence comme groupe militant, mais aussi le fichier de ses abonnés et/ou de ses diffuseurs, etc. La scission intervenue dans le groupe La Riposte¹ en 2014 est, à ce titre, éclairante puisqu'elle met aux prises des militants peu nombreux s'opposant quant à la détention du journal éponyme du groupe. En effet, si la « minorité » fait dissidence, ces militants n'en décident pas moins de conserver le journal² tandis que la « majorité » conserve la gestion du site internet sur lequel est publiée une déclaration « sur la situation interne de « La Riposte » » en date du 29 mai 2014. Ce texte dénonce la dissidence, mais conteste principalement et de la manière la plus affirmée, le fait que ces militants aient conservé le journal :

« Il est scandaleux qu'une minorité ayant scissionné de l'organisation réclame le droit de poursuivre la publication de *La Riposte*, uniquement sur la base de « dispositions légales » bourgeoises. Greg Oxley a les « dispositions légales » de son côté, mais d'un point de vue moral et politique – d'un point de vue *communiste* –, il n'a aucun droit d'agir comme il le fait. Et nous pouvons prédire avec certitude qu'une organisation qui commence par une aussi flagrante violation des principes démocratiques du mouvement ouvrier n'ira pas loin. Nous n'avons pas la moindre intention de nous lancer dans une longue et fastidieuse bataille juridique. La publication de deux journaux portant le même nom sèmerait un maximum de confusion. Or nous voulons avant tout la clarté. Aussi, nous annoncerons prochainement la publication d'un nouveau journal, doté d'un nouveau nom. Nous lancerons également un nouveau site internet. »³

¹ Militants communistes minoritaires défendant la réaffirmation par le PCF d'une identité de classe.

² Le principal animateur de cette dissidence ayant déposé le nom du journal au titre de la propriété intellectuelle.

³ Déclaration sur la situation interne de « La Riposte », 29 mai 2011.

URL : <http://www.lariposte.com/Declaration-sur-la-situation.html>. Consultation le 3 juin 2014.

B. Un corpus d'entretiens semi-directifs

Afin de saisir les interactions entre des entreprises partisans occupant des positions à la fois proches dans le champ politique et nettement différenciées dans l'espace de la gauche radicale, le recours aux seules sources écrites ne suffit pas. Les textes portant sur les négociations sont rares tant que les négociations se déroulent, tandis que les publications *a posteriori* se limitent souvent à établir la liste des griefs en cas d'échec (et parfois lorsque les négociations ont abouti) ou le texte de l'accord final en cas de réussite des négociations. De même, les articles traitant, totalement ou partiellement, des autres partis de la gauche radicale dépendent fortement du contexte et ne mettent en avant que les enjeux idéologiques et programmatiques, sauf lorsqu'il s'agit de pointer les difficultés d'un concurrent en insistant sur les tensions internes, etc. Dans leur forme même, ces textes expriment, le plus souvent implicitement, les représentations produites et partagées au sein d'un collectif partisan. Le recours à des entretiens¹ et, dans une moindre mesure, à l'observation directe de certains événements partisans (congrès, meetings, etc.), permet de changer d'angle d'analyse quant aux relations inter-partisanes, de resituer les prises de position dans les trajectoires militantes et de donner accès aux principes de classement et cadres interprétatifs produits par les acteurs pour rendre intelligible l'état du jeu dans lequel ils s'investissent.

Les refus d'entretiens ont été extrêmement rares et les militants se sont prêtés de bonne grâce à cet exercice. Pour autant, faire parler des relations inter-partisanes et des enjeux stratégiques n'est pas sans poser des difficultés tant ces enjeux entrent en confrontation avec les représentations militantes de ce qu'est ou doit être l'engagement politique. Alors que le militantisme est souvent présenté et vécu comme un engagement pour « ses idées », à l'inverse, les questions stratégiques et électorales, les relations inter-partisanes et autres négociations sont souvent perçues par les acteurs de manière négative. En témoignent les termes utilisés pour qualifier ce champ d'activité partisane : il est ainsi d'usage dans les milieux militants d'évoquer la « tambouille » ou la « politique politicienne », de critiquer ceux qui « négocient des plombes pour chaque virgule » et de vilipender ceux qui sont suspectés de « se battre pour des postes », etc. En filigrane apparaît une représentation de l'engagement idéal conçu comme fondé exclusivement sur la défense de ses idées, désintéressé pour soi et reposant sur le respect de l'intégrité morale de l'individu engagé. S'il ne nous appartient pas ici d'interroger cette figure de l'engagement, il nous faut souligner que sa prégnance constitue un obstacle potentiel à l'enquête. Les militants interrogés peuvent ainsi parfois ne pas tenir à évoquer cet aspect pratique et faiblement valorisé de l'activité politique. Cela a pu se

¹ Un tableau récapitulatif des entretiens réalisés ainsi que des notices biographiques figurent en annexe.

traduire par trois attitudes de l'informateur¹ : passer rapidement sur ces questions en espérant que d'autres questions viendraient ; considérer ces questions comme peu importantes et tout aussi peu dignes d'intérêts et/ou n'ayant pas conduit à des souvenirs marquants ; évoquer les enjeux tactiques en se conformant à une mise en scène conforme à un certain *ethos* militant et rappeler les grands principes structurant les positions défendues et ainsi s'en tenir à de véritables discours d'institution. De ces différentes attitudes, deux éléments ressortent. D'une part, elles soulignent l'illégitimité relative (et partiellement paradoxale en ce que les recompositions de la gauche radicale multiplient les configurations d'échanges tactiques où chaque collectif partisan, tout en se revendiquant de l'unité, défend ses intérêts propres) de ces enjeux. D'autre part, elles nécessitent de la part de l'enquêteur un soin particulier porté à l'explicitation par les enquêtés de leurs propos et de leurs silences, ainsi qu'une démarche rendant possible une certaine insistance face au défaut de réponse sans pour autant se départir d'une démarche compréhensive. A cette fin, nous avons eu recours à une certaine empathie, et plus encore, nous avons fortement investi la figure de l'étudiant naïf, voire candide², cette posture ayant l'avantage d'accroître, nous semble-t-il, l'acceptation sociale quant à la reformulation des questions restées sans réponse et nos demandes d'explicitation de ce que les enquêtés percevaient comme une évidence se passant de tout commentaire.

Afin d'éviter ces écueils, nous avons recherché à obtenir de la part des enquêtés un discours plus personnel en privilégiant, lors des entretiens, le récit du vécu militant. La consigne initiale, « comment avez-vous commencé à militer ? », en a été l'un des ressorts. A l'instar des répondants à un questionnaire, les interviewés formulent des réponses à des interrogations qu'ils ne se seraient pas forcément posées en dehors de l'interaction enquêteur/enquêté³, situation pour laquelle ils sont diversement habitués (parler de soi et des raisons de son engagement avec facilité n'est pas induit par la volonté de s'engager mais une disposition acquise selon des modalités variables et inégalement partagée). Dès lors, nous avons fait le choix de débiter les entretiens par le récit de la trajectoire militante afin de faciliter l'entrée dans l'interaction d'une part, et d'autre part, de questionner les représentations effectivement mobilisées par les acteurs en situation (représentations qui ne recouvrent que partiellement le discours produit par les entreprises partisans). A cela s'est ajoutée l'adoption d'une posture faiblement directive, tendant ainsi à atténuer les spécificités de l'interaction. Les digressions et anecdotes sont souvent riches

¹ Nous reprenons ici le terme utilisé par Jean-Claude Kaufman pour désigner les enquêtés. Cf. Kaufmann Jean-Claude, *L'entretien compréhensif*, 3^e édition, Editions Armand Colin, Paris, 2013.

² Bizeul Daniel, « Le récit des conditions d'enquête : exploiter l'information en connaissance de cause », in *Revue française de sociologie*, 39 (4), 1998, p. 763.

³ « Un entretien se présente comme une interaction entre deux individus socialement situés par rapport au monde et l'un par rapport à l'autre ». Cf. Chamboredon Hélène, Pavis Fabienne, Surdez Muriel et Willemez Laurent, « S'imposer aux imposants. A propos de quelques obstacles rencontrés par des sociologues débutants dans la pratique et l'usage de l'entretien », in *Genèses*, 16 (3), 1994, p. 117.

d'enseignements. En effet, même si l'anecdote renvoie à la singularité et à la marginalité d'une situation, elle n'en est pas moins porteuse de sens pour l'individu qui choisit de la relater. De même, les digressions et associations d'idées « *ont nécessairement du sens pour l'enquête et un sens social à découvrir pour l'enquêteur* »¹, permettent des éclairages non envisagés initialement et peuvent fournir des pistes pertinentes. Pour autant, cette posture trouve ses limites dans les moments où la nécessité se fait sentir de revenir plus directement à l'objet de l'entretien – par une relance en rupture avec le contenu de la digression et/ou par un retour sur des propos tenus précédemment –, rappelant dès lors la nature de l'interaction en cours en la distinguant d'autres types de discussions politiques. Mais la principale (et relative) limite a été la nécessité de faire le deuil de l'illusion de l'entretien parfait, respectant un ordre quasi-immuable de questions préétablies, en acceptant de terminer un entretien sans avoir forcément appréhendé l'ensemble des questions envisagées dans la grille d'entretien. Dans ce cas, nous avons, en fonction du contenu de l'échange, soit renoncé à certaines interrogations, soit sollicité un nouvel entretien (qui a toujours été accepté). Dans ce second cas de figure, il ne s'agissait pas tant de compléter un premier entretien « insatisfaisant », que d'approfondir certains points avec les militants les plus investis dans la situation d'enquête.

Ces différents choix ont également conduit à faire évoluer notre pratique d'enquête quant à la grille d'entretien. En effet, l'usage de cet instrument n'est pas sans effet sur la situation d'enquête². Son usage visible a rapidement été abandonné au profit d'une préparation plus importante en amont et de quelques notes remémorant les principaux axes de l'entretien. Plus précisément, alors que nous avons systématiquement recours à un guide d'entretien lors des premiers, nous avons ensuite fait le choix de ne plus le sortir, tout en l'ayant à disposition pour en faire un usage manifeste lorsqu'il nous semblait nécessaire de donner une « *caution scientifique* »³ selon les termes de Stéphane Beaud et Florence Weber afin d'assurer l'informateur du sérieux de l'enquête. Nous avons ainsi fait un usage instrumental du guide d'entretien afin de nous adapter à nos différents interlocuteurs. Dans la majorité des situations, le guide d'entretien n'a plus été « sorti » lors de l'entretien, permettant ainsi de rendre l'exercice moins formel. Pour autant, en disposer a pu dans quelques rares exceptions, « sauver » ou, à tout le moins, largement faciliter l'entretien. L'exemple d'un entretien réalisé avec un dirigeant partisan en atteste. La demande d'entretien a été réalisée de manière informelle lors d'un événement partisan (conférence nationale), nous permettant d'obtenir un accord de principe et ses coordonnées. Rappelé quelques jours plus tard, il nous invite à prendre rendez-vous avec sa secrétaire pour fixer un rendez-vous. Il nous reçoit quelques semaines plus tard dans le bureau qu'il occupe au conseil régional. S'enquérant de l'objet de l'entretien, tout en étant

¹ Beaud Stéphane et Weber Florence, *Guide de l'enquête de terrain*, op. cit., p. 180.

² Sur les différents avantages et inconvénients du guide d'entretien, cf. Beaud Stéphane et Weber Florence, *Guide de l'enquête de terrain*, op. cit., p. 178-181.

³ *Ibid.*, p. 179.

disponible et ouvert à l'enquête, il limite d'emblée la durée de l'entretien, puis propose que nous nous installions à sa table de réunion. Immédiatement, il demande s'il y a une liste de question, puis demande à la consulter. Il est plus que probable que cette exigence s'explique par ses représentations de ce qu'est (ou devrait) être un entretien, forgées par l'expérience potentielle d'enquêtes sociologiques antérieures et, plus encore, par l'analogie apparente entre l'enquête et une autre situation qu'il connaît et maîtrise : celui de l'interview journalistique et les marges de négociation qu'il peut permettre. La situation rapidement décrite démontre une volonté d'établir une relation asymétrique entre d'un côté un enquêté occupant des responsabilités partisans nationales et vice-président de région, et, de l'autre côté, un enquêteur, jeune doctorant¹. Dans cette situation, l'explication préalable de l'enquête s'est révélée être une étape indispensable pour convaincre et atténuer l'asymétrie de l'interaction. La temporalité et l'espace de la prise de contact initial (dans un espace où les individus présents sont a priori tous militants du parti ou autorisés officiellement à être présents), le prestige (relatif) de la science politique comme discipline² ou encore le statut de doctorant ont largement contribué à une présentation rassurante de l'enquête et de son auteur. Pour autant, c'est bien le fait de disposer d'une liste écrite et hiérarchisée de questionnements qui a emporté la conviction et permis la réalisation de l'entretien, dans des conditions peu confortables tant notre interlocuteur cherchait à nous tester³ et à maîtriser le déroulé de l'entretien. Dès lors, si dans la majorité des entretiens, l'abandon du guide d'entretien a participé à l'instauration d'une relation de confiance et a facilité l'expression sur des thèmes tenus par les militants comme peu légitimes, l'exemple évoqué ci-dessus nous a incités à une certaine prudence.

Comme pour l'enquête sociographique auprès des congressistes, la population visée lors de la réalisation du corpus d'entretien est composée des militants les plus actifs, pour la plupart occupant (et souvent cumulant) des responsabilités locales, départementales voire nationales. En ciblant les militants les plus actifs et/ou occupant diverses responsabilités partisans, il s'agissait de recueillir les récits des militants qui, de par leur position, sont en interaction avec d'autres partis et s'intéressent aux enjeux stratégiques et électoraux. Dans la composition du corpus, la représentativité sociologique et politique n'a pas été recherchée en ce qu'elle aurait été difficile à obtenir et contre-productive. D'une part, le poids du PCF – en termes d'effectifs – dans la gauche radicale est tel que la recherche d'un échantillon représentatif aurait conduit à une très nette domination des militants

¹ Sur l'asymétrie de la relation d'enquête, cf. Chamboredon Hélène *et al.*, « S'imposer aux imposants », *art. cit.*

² Aux yeux des interviewés, toutes les disciplines universitaires (ou le statut selon lequel l'enquêteur se présente) ne sont pas forcément équivalents. Cf. Chamboredon Hélène *et al.*, « S'imposer aux imposants », *art. cit.*, p. 117-119. Les auteurs insistent dès lors sur la nécessité d'anticiper les effets de la présentation de soi effectuée par le chercheur.

³ Aït Aoudia Myriam, Bargel Lucie Ethuin Nathalie, Massicard Elise et Petitfils Anne-Sophie, « Franchir les seuils des partis. Accès au terrain et dynamiques d'enquête », in *Revue internationale de politique comparée*, 17 (4), 2010, p. 22-23.

communistes. D'autre part, l'espace de la gauche radicale est à la fois un espace dominé par une entreprise partisane, et un espace fortement fragmenté. Privilégier dans la constitution du corpus la représentativité politique aurait ainsi fortement appauvri l'enquête et restreint fortement l'accès aux représentations concurrentes et aux intérêts divergents défendus par les différents protagonistes.

Le corpus a été constitué dans deux directions. D'une part, en ayant recours à une analyse localisée de l'espace de la gauche radicale portant sur la Meurthe-et-Moselle et plus particulièrement Nancy¹. La plupart des entretiens y ont été effectués et obtenus principalement par un effet « *boule de neige* »², c'est-à-dire par sollicitation des militants en fin d'entretien pour obtenir les coordonnées de militants pouvant accepter de prendre part à l'étude. Dans certains cas, la prise de contact a encore été facilitée par une intervention en amont de certains militants. L'obtention de nombreux entretiens auprès des militants du NPA à Nancy est à ce titre exemplaire. N'ayant aucun contact dans ce parti, il nous a semblé difficilement envisageable d'établir un premier contact via les militants du FG déjà interrogés, face au risque d'enclichage. Ainsi, pour ne pas apparaître comme « lié » et donc « plus favorable » aux organisations par lesquelles nous avons débuté l'enquête, il était nécessaire de passer par un autre canal pour obtenir des entretiens, en sollicitant un militant du NPA dans un département voisin pour obtenir les coordonnées de militants meurthe-et-mosellans susceptibles de participer à l'enquête. Le contact en a été largement facilité et a débouché sur un accord immédiat. Plus encore, la première militante rencontrée s'est largement « prise au jeu » de l'enquête et, à la suite des entretiens, a contacté directement plusieurs militants afin de nous transmettre une liste de personnes auprès desquelles nous étions déjà « introduits ». Cette méthode comporte un biais potentiel consistant en la sélection préalable des enquêtés par l'informateur (qui pourrait limiter les entretiens à des militants partageant ses positions), d'autant plus dans une organisation caractérisée par de fortes tensions intra-partisanes. Cependant, ce biais s'avère ici faible. En premier lieu par la situation de confiance qui s'établit entre enquêteur et enquêté, rendant possible le recours à cette méthode. En second lieu, alors que les effectifs du NPA à Nancy au moment des entretiens étaient assez faibles, *a fortiori* lorsqu'on considère les seuls militants actifs, les militants susceptibles de participer à l'entretien étaient à l'inverse nombreux (tous n'ont d'ailleurs

¹ Le recours à une analyse localisée a également permis la mise en exergue de l'importance, en Meurthe-et-Moselle, du syndicalisme étudiant dans la genèse de deux dissidences du PS et du NPA. En effet, l'UNEF a constitué une véritable structure de rémanence pour des militants marginalisés dans leurs partis respectifs (PRS pour les adhérents socialistes, UNIR pour les membres de la LCR), permettant un militantisme actif, le développement de fortes sociabilités, et la formation et la sélection des cadres partisans. Sur le rôle du syndicalisme étudiant dans la genèse du PG et de la GU en Meurthe-et-Moselle, cf. Mathieu Romain, « Construire le débouché politique ! La pluralité des rapports au politique des étudiants syndicalistes au prisme d'une analyse localisée de l'UNEF », communication au congrès de l'Association française de science politique, IEP d'Aix-en-Provence, 2015.

² Duschesne Sophie, « Pratique de l'entretien dit « non-directif » », in Bachir Myriam, Duchesne Sophie, Bussat Virginie et al., *Les méthodes au concret. Démarches, formes de l'expérience et terrains d'investigation en science politique*, Presses universitaires de France, Paris, 2000, p. 15.

pas pu être interrogés) et défendaient des positions intra-partisanes différentes. Enfin, les contacts noués avec des « ex » LCR/NPA (en particulier les militants de la GU), nous garantissaient une réelle diversité quant aux trajectoires militantes et aux positions défendues dans les luttes intra-partisanes.

Ces entretiens réalisés en favorisant l'interconnaissance entre les militants interrogés, ont été complétés par un second volet privilégiant la diversité des partis d'origines et des trajectoires militantes¹ (la trajectoire de notabilisation d'un élu dans les Vosges, la carrière militante d'un prêtre ouvrier multipositionné à l'engagement partisan riche et diversifié, des anciens membres de la Gauche socialiste, la présidente d'un *think thank* du PCF, un responsable de *Die Linke*, etc.).

Au final, le corpus permet d'insister sur la diversité organisationnelle de la gauche radicale et sur la pluralité des intérêts et des objectifs pour lesquels les acteurs de cet espace s'affrontent. Les principaux partis (PCF, PG, NPA) de cet espace politique sont par ailleurs les plus représentés dans notre échantillon, à l'exception de LO d'une part, d'Ensemble (et de sa principale composante, la Gauche anticapitaliste (GA)) d'autre part. La première exception s'explique par la focale adoptée consistant à étudier les processus de transformation de la gauche radicale et les interactions entre entreprises partisanes. LO reste en effet à distance de ces différents processus et se retrouve ainsi, au regard de notre angle d'analyse, quelque peu « hors champ ». Cette spécificité, couplée à la forte homogénéité politique des militants de ce parti, nous a conduits à nous limiter au dépouillement de la presse partisane pour l'analyse des positions de LO. La seconde exception tient à la création récente d'Ensemble et à sa nature composite, au sens où cette organisation rassemble des militants d'autres organisations déjà prises en compte dans le corpus (FASE, Convergences et Alternative, notamment). Ainsi, tout en privilégiant, dans la réalisation des entretiens, les organisations influençant le plus fortement les processus de transformation de la gauche radicale, les militants interrogés sont, ou ont été au cours de leur engagement, membres de plus d'une vingtaine de partis politiques différents². Les militants ayant été membres d'une ou deux organisations partisanes (et parfois davantage) avant d'adhérer à leur parti actuel ne sont en effet pas rares dans notre corpus. Ce constat traduit la fluidité des appartenances partisanes et une certaine banalisation des trajectoires de reconversion. En ayant recours à une analogie économique, tout se passe comme si la saturation de l'offre militante sur le marché que représente la gauche radicale facilitait les logiques de défection individuelle ou collective (dans ce deuxième cas, nous parlerons de dissidence) en abaissant fortement le coût symbolique de cette stratégie de protestation. Il est en effet possible de mettre fin à un engagement conflictuel tout en restant tout proche de son engagement initial et en permettant des stratégies de présentation de soi comme n'ayant pas « dévié », mais comme ayant

¹ L'obtention puis la réalisation de ces entretiens doivent aussi être vues comme le produit d'opportunités (et de contraintes) liées au déroulement de l'enquête.

² Pour autant, toutes les organisations de la gauche radicale ne sont pas représentées dans ce corpus.

été confronté à des divergences internes, etc. D'un autre côté, cette saturation conduit, en particulier dans le cadre d'une coalition, à l'interpénétration des jeux intra-partisans, comme le démontrent les tensions autour de la « migration » de militants d'un parti à l'autre de la coalition (conduisant l'ensemble des acteurs à se sentir autorisé/contraint, à différents degrés, à se positionner). Ces tensions s'observent également dans certains cas de désignation interne¹.

C. Une enquête sociographique comparée des élites partisanes intermédiaires

Une enquête sociographique a été réalisée auprès des participants aux congrès des trois principaux partis de la gauche radicale : le deuxième congrès du PG se déroulant début novembre 2010 au Mans, le premier congrès du NPA réuni en février 2011 à Montreuil et la conférence nationale organisée par le PCF en juin 2011 à Montreuil. Ces trois événements partisans ont été choisis en raison de la concentration militante qu'ils offrent, propice à la passation d'un questionnaire et au ciblage des acteurs les plus actifs dans l'espace partisan², faisant ainsi des congrès une manifestation de cette « *entreprise des intéressés* » qu'évoque Max Weber³. Pierre Bréchon⁴ et Colette Ysmal soulignent l'intérêt d'effectuer une sociologie partisane au moyen d'enquêtes par questionnaires auprès des participants aux congrès⁵, tout en pointant l'un des principaux biais de ce type d'enquête qui tend à privilégier les militants en responsabilité : « *Les délégués représentent davantage les militants et les cadres locaux que la masse des adhérents* »⁶. Julien Fretel dresse le même constat dans son enquête portant sur les militants de l'UDF⁷, tout

¹ La primaire interne au PCF quant au choix de son candidat à l'élection présidentielle de 2012, bien que ne concernant formellement que les militants communistes, intéressait ainsi l'ensemble des partis coalisés. De même, les difficultés liées à la désignation d'un candidat dans l'une des circonscriptions de Meurthe-et-Moselle en 2012 ont contraint l'ensemble des structures partisanes locales et nationales à se positionner par le seul jeu des relations d'alliance.

² Comme le souligne Mounia Bennani-Chraïbi : « *Des délégués en provenance de l'ensemble du territoire se rassemblent dans le même lieu, pendant au moins quarante-huit heures, notamment dans le but d'élire les instances dirigeantes, de se prononcer sur les rapports moraux et financiers de l'équipe sortante, et plus globalement pour discuter de questions politiques de fond. Cette quasi-unité du temps, de l'espace et de l'action fait donc du congrès, une pièce classique, un moment idéal pour enquêter. Si l'observation est en soi digne d'intérêt, une telle organisation offre également la possibilité d'accéder simultanément à un nombre non négligeable de militants (entre 300 et 5 000 congressistes selon la taille et la fortune du parti)* ». Cf. Bennani-Chraïbi Mounia, « Quand négocier l'ouverture du terrain c'est déjà enquêter. Obtenir la passation de questionnaires aux congressistes de partis marocains », in *Revue internationale de politique comparée*, 17 (4), 2010, p. 94.

³ Weber Max, *Economie et société*, op. cit., p. 375.

⁴ Bréchon Pierre, *Les partis politiques*, op. cit., p. 118-121.

⁵ Et, plus généralement, auprès des participants à un « événement » militant comme une manifestation ou un contre-sommet altermondialiste. Sur l'intérêt d'un tel dispositif d'enquête et ses difficultés : Fillieule Olivier, Blanchard Philippe, Agrikoliansky Eric, Bandler Marko, Passy Florence et Sommier Isabelle, « L'altermondialisme en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement : les participants du contre-sommet du G8 d'Evian », in *Politix*, 17 (68), 2004, p. 16-18.

⁶ Ysmal Colette, *Les partis politiques sous la Ve République*, op. cit., p. 188-189.

⁷ Fretel Julien, *Militants catholiques en politique*, op. cit., p. 44.

comme le remarquaient déjà François Platone et Françoise Subileau quant à la sociologie des participants à une conférence fédérale du PCF : « *Cet échantillon n'est pas représentatif de l'ensemble des adhérents parisiens : il s'agit en effet ici des militants les plus actifs, soit qu'ils aient été désignés comme les porte-parole de leurs cellules, soit qu'ils soient venus d'eux-mêmes participer aux conférences. Mais on peut considérer que la population étudiée, si elle ne reflète pas fidèlement la population des adhérents, donne en tous cas une image de la partie la plus militante du Parti en 1974* »¹. Le fait d'occuper des responsabilités intra-partisanes et/ou d'occuper une position électorale signale, dans les partis étudiés, un militantisme souvent intensif et continu. En d'autres termes, les congrès réunissent, plus encore que les militants ayant des responsabilités dans leurs partis, les adhérents cumulant deux spécificités dans les populations partisanes : un certain activisme et un intérêt marqué pour les jeux intra-partisanes. En procédant à une enquête comparative auprès des congressistes des trois principaux partis de la gauche radicale (PCF, PG, NPA) sur une période relativement courte (quelques mois) et un contexte politique sensiblement identique (préparation de l'élection présidentielle de 2012), il s'agissait pour nous d'utiliser le biais inhérent à ce type d'enquête pour combler un manque de connaissance² quant à la sociologie d'entreprises politiques, en ciblant les adhérents les plus investis dans la détermination des orientations politiques et stratégiques de leurs organisations. En effet, occupant des positions proches dans le champ politique, ces partis n'en constituent pas moins des offres de militantisme (et souvent électorales) concurrentes. Une telle enquête comparative permet dès lors d'interroger la plus ou moins grande différenciation des partis de la gauche radicale quant à la composition des individus qui s'y investissent. Dès lors, les résultats obtenus dressent le portrait de ce qui s'apparente à une véritable élite militante³ dont la sociologie, si elle n'est pas représentative de celle des adhérents, n'en constitue pas moins une version plus « marquée », accusant davantage les principales caractéristiques sociologiques d'une entreprise partisane.

Les enquêtes menées lors des congrès comprenaient deux aspects : l'enquête statistique mentionnée et une observation directe s'attachant davantage aux pratiques militantes qu'aux discours produits par l'institution partisane⁴. La passation du questionnaire a été réalisée à l'entrée du congrès (PG, NPA) lors de l'arrivée des participants, puis répétée durant les trois jours du congrès.

¹ Platone François et Subileau Françoise, « Les militants communistes à Paris : quelques données sociologiques », *in Revue française de science politique*, 25 (5), 1975, p. 838-839.

² Pierre Bréchon soulignait ainsi en 2012 la rareté des études quantitatives sur la sociologie des adhérents et militants partisanes. Cf. Bréchon Pierre, « Les partis au prisme de la science politique », *in* Audigier François, Colon David et Fogacci Frédéric (dir.), *Les partis politiques*, *op. cit.*, p. 32-33.

³ Pierre Bréchon souligne les nombreuses similitudes entre la sociologie des élites et celle du militantisme, similitude renforcée dans le cas des congressistes. Cf. Bréchon Pierre, *Les partis politiques*, *op. cit.*, p. 113.

⁴ A la démarche comparatiste visant à observer les dispositifs de congrès des trois principaux partis de la gauche radicale s'est ajouté un second axe par l'observation des trois congrès organisés à ce jour par le PG, ce qui a constitué une opportunité d'observer la construction des rites spécifiques à une organisation partisane.

La direction du PCF a en revanche proposé de prendre à sa charge les frais d'impression des questionnaires et leur distribution à chaque congressiste avec les documents débattus pendant la conférence nationale. Un mot d'information du responsable à l'organisation de ce congrès était joint au questionnaire pour inviter les délégués à participer à l'enquête¹. Dans les trois cas, une information a été donnée depuis la tribune pour inviter les participants à remplir le questionnaire. La collecte des questionnaires a été réalisée au stand librairie lors du congrès du PG, et à proximité des différents stands au PCF et au NPA. Les enquêtes étant réalisées dans un objectif comparatif, les questions sont identiques lors des trois enquêtes, hormis l'ajout de quelques questions (sans modifications des autres parties du questionnaire) lors du congrès du NPA et de la conférence nationale du PCF.

Ces trois enquêtes ont conduit à des taux de réponse variables. Pour le PG et le NPA, ce taux est calculé non sur l'estimation du nombre de participants donné par des membres de l'organisation du fait de son caractère approximatif et incertain, mais au regard du nombre de questionnaires effectivement distribués. Ainsi, lors du congrès du Mans du PG en novembre 2010, 620 questionnaires ont pu être distribués, 405 ont été rendus, soit un taux de réponse de 65%. Au NPA, 530 questionnaires ont été distribués, mais seulement 182 ont été rendus, soit un taux de réponse de 34%. Le questionnaire ayant été distribué à l'ensemble des délégués à la conférence nationale du PCF, le taux de réponse doit être calculé au regard du nombre de participants. Les chiffres annoncés quant aux participants manquaient également de précision. Dès lors, nous avons choisi le résultat du principal vote lors de la conférence nationale en se fondant sur l'hypothèse que les délégués auront été peu nombreux à ne pas être présents lors de ce vote². 672 militants³ ont pris part à ce vote, 228 questionnaires ont été rendus, soit un taux de réponse de 34%. Le taux de réponse plus élevé au PG peut recevoir plusieurs explications tenant aux conditions symboliques et matérielles⁴. Les militants du PG, lorsqu'ils rendaient les questionnaires, ont souvent fait état de leur satisfaction de voir mener une enquête sur leur parti qui constituait une forme de reconnaissance sociale. Plusieurs annonces ont également été faites à la tribune, tandis que les militants s'occupant de la librairie avaient accepté de récupérer les questionnaires. Cela a été également facilité par la proposition d'aide

¹ Les questionnaires figurent en annexe.

² Au vu des observations effectuées, ce vote était, de loin, le plus suivi lors de cette conférence nationale.

³ Selon les résultats publiés dans *Communistes*, n°439, 8 juin 2011.

⁴ Pour autant, la différence de taux de réponse ne semble pas devoir invalider les résultats de l'enquête (à condition de rester prudent quant à l'interprétation des résultats). Ainsi, la ventilation géographique des répondants est quasiment identique au PG et au PCF, un peu plus faible au NPA. Dans ce dernier cas, cela ne s'explique pas tant par le plus faible taux de réponse, mais par le mode de désignation (au niveau régional et par tendance) qui tend à faire du lieu d'habitation et de militantisme un enjeu de représentation second. De même, dans le cas du NPA, la ventilation par proximité aux plateformes exprimées par les répondants est très proche de celle qui se donne à voir lors des votes. Enfin, les répondants, dans le cas du PCF, expriment une forte diversité de position quant à l'enjeu principal de la séquence (le FG et l'élection présidentielle).

spontanée de trois militants déjà connus. De même, le lieu de dépôt des questionnaires remplis était clairement identifié et central dans l'espace du congrès, alors même que le lieu de dépôt au PCF ou au NPA était moins précisément identifié (seule la mention d'un dépôt dans la salle où se trouvaient les différents stands avait pu être précisée à l'avance) et moins central. De même, si la distribution préalable et automatique du questionnaire à l'ensemble des délégués lors de la conférence nationale du PCF comportait le triple avantage d'une certitude quant à la distribution à l'ensemble des participants, d'une démarche légitimée et validée par l'appareil partisan et d'un temps plus important laissé à l'enquêteur pour l'observation directe, cette modalité avait comme inconvénient une difficulté d'identification du questionnaire à un enquêteur, ce qui rendait plus difficile la récupération des questionnaires. Dès lors, si les réelles facilités mises en place par la direction du PCF pour la bonne réalisation de cette enquête informent sur l'ouverture de la scène partisane, tant aux journalistes qu'aux chercheurs, cela n'aboutit pas forcément à un taux de réponse plus élevé, d'autant plus que l'enquête a pu apparaître comme liée à la direction partisane et donc prise dans les jeux et enjeux partisans¹ (même si ce retour a été peu présent, quelques militants oppositionnels en ont fait la remarque et n'ont, pour l'un, pas souhaité répondre à ce questionnaire, tandis que d'autres y ont répondu après avoir eu l'assurance de l'indépendance de cette enquête²).

Les trois événements partisans dans lesquels les enquêtes s'insèrent se déroulent dans une même séquence électorale et dans une configuration de l'espace de la gauche radicale assez proche. Dans les trois cas, la préparation de l'élection présidentielle constitue un enjeu des congrès (les enquêtes se déroulant à quelques mois d'intervalle, entre novembre 2010 et juin 2011). Par ailleurs, les élections régionales ont confirmé un contexte plus favorable au FG qu'au NPA qui doit faire face à des tensions intra-partisanes importantes et une instabilité militante conséquente (concurrence du FG de plus en plus forte, perte d'adhérents, préparation d'une deuxième dissidence autour du courant Convergences et Alternative, tensions autour de l'appréhension du fait religieux avec la candidature d'Illham Moussaïd à Avignon³, etc.). Néanmoins, les congrès n'en sont pas moins relativement singuliers : l'enjeu de la candidature présidentielle au sein du FG est moins intense en novembre 2010 lors du congrès du PG que lors de la conférence nationale du PCF (juin 2011) où cette question est centrale et les jeux et enjeux partisans sont distincts⁴. Par ailleurs, même si ces trois

¹ Mais cette possible prise de l'enquête dans les jeux et enjeux partisans est intrinsèque à toute enquête dans une telle configuration caractérisée par des luttes plus ou moins intenses autour de l'objet partisan.

² Même si ces retours sont extrêmement peu nombreux (trois, dont deux ont rendu le questionnaire immédiatement après avoir obtenu des informations), ils constituent une possible explication du taux de réponse, sans cependant être une explication suffisante.

³ Sur cette controverse, cf. Mathieu Romain, « La gestion du fait religieux dans la construction d'une nouvelle offre partisane », *op. cit.*, p. 123-149.

⁴ Il est possible de citer quelques exemples : les différences statutaires entre ces trois partis conduisent à une organisation différente de la compétition intra-partisane ; les questions financières relatives aux élections se

événements ont des fonctions analogues, des nuances existent : le congrès du PG vise à faire vivre un espace intra-partisan encore fragile du fait de la création récente de ce parti et laisse beaucoup de place aux ressources spécifiques¹ du parti, en prévoyant un meeting le dernier jour du congrès. Le congrès du NPA (février 2011) et la conférence nationale du PCF laissent davantage de place aux débats en commission ou en ruches et constituent des routines et des pratiques militantes connues et maîtrisées par les militants. Alors que les congrès du NPA et du PG sont marqués par une pluralité d'enjeux partisans, à la fois idéologiques et programmatiques, mais aussi liés au pouvoir dans l'organisation (renouvellement des instances nationales : BN au PG, CPN pour le NPA), la conférence nationale du PCF est organisée autour d'un enjeu unique² (le dispositif électoral relatif à l'élection présidentielle). Cependant, cet enjeu unique articule plusieurs débats partisans quant aux ressources financières du parti avec les négociations relatives aux élections législatives, ou autour de l'identité communiste, enjeu sous-jacent aux débats sur l'opportunité d'une candidature non-communiste à l'élection présidentielle, etc. En conséquence, la passation des questionnaires s'insère dans des configurations intra-partisanes plus ou moins conflictuelles. La conférence nationale du PCF a comme enjeu la conciliation des équilibres intra-partisans et la validation de la représentation à l'élection présidentielle par un candidat non communiste, tandis que le congrès du PG se place d'abord dans un contexte de célébration de l'unité partisane. En effet, le PG est fortement homogénéisé par un leadership charismatique, un fort alignement intra-partisan, et enfin, une unanimité intra-partisane en ce qui concerne la participation à une coalition de gauche radicale, les orientations stratégiques et la nécessité de porter la candidature de Jean-Luc Mélenchon³. A l'inverse, le congrès du NPA est nettement plus conflictuel, tant en ce qui concerne l'identité du parti, que la détermination de ses orientations stratégiques. Néanmoins, on peut faire l'hypothèse qu'une enquête relative aux

posent dans des modalités différentes ; le lien entre candidature à la présidentielle et identité communiste ne se pose qu'au PCF, tout comme l'appréhension du phénomène religieux au NPA, etc.

¹ L'organisation d'un tel meeting est en adéquation avec les qualités d'orateur du leader du PG, tandis que la présence de différents dirigeants du FG permet d'affirmer la tension unitaire, constituant également une forme de ressource mobilisable dans les luttes symboliques qui structurent la gauche radicale.

² L'essentiel des débats et des votes ont été publiés dans *Communistes*, n°439, 8 juin 2011.

³ Cela ne conduit pas nécessairement à une absence de tensions lors de ce congrès, mais à la faiblesse de leurs enjeux. Les désaccords s'y expriment, parfois durement, sans que cela ne remette en cause les choix stratégiques. L'intervention de Jean-Luc Mélenchon pour contrer l'adoption d'un amendement restreignant drastiquement le cumul des mandats dans le temps pour les élus du PG n'a pas empêché le vote dudit amendement, tandis que les contestations de cette intervention (voire les quelques chahuts qui l'ont suivie) n'ont pas conduit à une réaction de la direction nationale de ce parti. De même, le retrait de la candidature de Claude Debons au BN, exprimé publiquement à la tribune, sans cependant y être suivi par des explications de l'intéressé, constitue une expression des tensions qui structurent cet espace intra-partisan, sans que cela ne conduise à l'expression des divergences sur la scène du congrès. Ces différents enjeux peuvent ainsi être considérés comme marginaux dans l'espace intra-partisan en ce qu'ils ne justifient pas, pour les acteurs investis, une remise en cause de l'homogénéité partisane quant aux orientations politiques et stratégiques.

propriétés sociales des militants investis dans ces luttes partisans ne sera pas (ou marginalement¹) impactée par ces nuances des jeux et enjeux partisans car les enquêtes ne portent pas directement sur ces questions.

Lors du congrès du Mans, le PG n'existe que depuis deux ans. Nombreux sont ses militants qui ont déjà été adhérents d'un parti (essentiellement d'anciens socialistes, mais aussi communistes ou trotskistes). Trois organisations issues de traditions distinctes ont participé à sa construction : PRS, composée essentiellement d'anciens militants socialistes, le MARS-GR et le MGP, essentiellement présent dans la Sarthe autour d'anciens rénovateurs communistes. Si ces différents éléments constituent indéniablement des éléments de continuité, le PG est néanmoins dans une séquence de construction de pratiques militantes communes à des militants aux trajectoires politiques hétérogènes. Les pratiques militantes du groupe dominant (PRS) se retrouvent au PG, cependant il faut prendre en compte la faible institutionnalisation des jeux et enjeux internes au sein de PRS², impliquant dès lors un certain nombre d'apprentissages organisationnels qu'il est possible de repérer au travers de l'évolution de l'organisation spatiale des trois congrès du PG, ainsi que dans la transmission des pratiques issues d'autres partis. La reprise par le PG du fonctionnement en « ruches », pratiqué au PCF depuis le congrès de Martigues, en constitue une illustration, tandis que l'organisation du congrès au Mans³ constitue une reprise des pratiques ayant cours au PS d'organiser de manière décentralisée les congrès, contrairement aux congrès du NPA et du PCF, partis privilégiant la centralité de la région parisienne. Le NPA est également un parti n'ayant que deux ans d'existence lors du congrès de février 2011 qui est d'ailleurs, dans les discours internes, le premier congrès du NPA. Cependant, ce parti hérite de l'essentiel des pratiques partisans de la LCR, ne serait-ce que par la forte présence d'ex-militants de la LCR. Le NPA se distingue fortement du PCF et

¹ Cela peut cependant constituer une explication (partielle) des différences quant au taux de réponse obtenu, du fait de la prise involontaire de l'enquête dans les jeux et enjeux partisans.

² Et dans une certaine mesure, également au PG où les règles d'organisation ne sont pas toujours appliquées localement (dans le fonctionnement des comités). De même, alors que les congrès constituent un élément central dans la vie partisane du NPA et du PCF et font l'objet de nombreux compte-rendu et débats dans la presse partisane, les congrès (et conseils nationaux) sont quasi-absents de la presse du PG.

³ Cela induit d'ailleurs une surreprésentation des militants sarthois ou mayennais pour leur participation à l'organisation. La très forte présence de militants franciliens au PG malgré cette décentralisation est ainsi à prendre en compte dans la comparaison avec les effectifs franciliens au NPA et au PCF alors même que ces deux événements sont organisés en région parisienne. Cela permet d'affirmer l'hypothèse d'une forte implantation militante du PG en région parisienne, et singulièrement à Paris, ce qui semble confirmé par Eric Coquerel qui revendique 600 adhérents du PG en 2010 et plus de 1 000 adhérents dans la capitale pour le PG en 2012. Cf. Coquerel Eric, *Au cœur du Front de gauche*, op. cit., p. 160. Cette implantation spécifique contribue à renforcer, au sein de ce parti, le clivage Paris/province, notamment dans la détermination des directions partisans, ce qui a donné lieu à des débats agités lors du congrès du Mans, et plus encore, du congrès de Bordeaux. Par ailleurs, cela induit des difficultés spécifiques pour les congressistes en termes de transport dans la mesure où ce sont les participants ou les comités locaux qui financent ces dépenses (en sachant que ces comités sont faiblement autonomes au regard de la forte centralisation financière du PG). Ce critère est moins présent au NPA par le choix d'un congrès organisé en région parisienne, et quasi-nul au PCF où l'institution partisane prend en charge l'essentiel des dépenses liées à la participation à un événement national.

du PG quant au fonctionnement par tendances. Ce fonctionnement structure le temps du congrès au NPA, par les tribunes dans la presse partisane, par les débats locaux, par la désignation au niveau régional des congressistes au prorata des résultats obtenus par les plateformes, par la désignation des organes dirigeants également au prorata de ces plateformes, etc. A l'inverse, bien qu'implicitement prévues dans les statuts du PG, les militants investis dans les jeux partisans n'ont, pour le moment, pas eu recours aux tendances. De même, au PCF, la possibilité de s'organiser en tendances fait l'objet de débats réguliers. Bien qu'officiellement refusées, les tendances, dans une forme atténuée, structurent partiellement les jeux et enjeux communistes, que cela soit par des collectifs militants (Gauche communiste, communistes unitaires, etc.), ou par la possibilité de déposer des listes alternatives à celle de la direction.

Le PG, le NPA et le PCF se distinguent également par leur nombre d'adhérents respectif, les congressistes (et *a fortiori*, les répondants) ne représentant ainsi pas la même proportion de l'ensemble des populations partisans. En 2010, Christophe Voilliot estimait à 9 000 le nombre d'adhérents du NPA et du PG, et à 64 000 le nombre d'adhérents communistes¹. Ces chiffres peuvent être affinés. En effet, le NPA a revendiqué jusqu'à 11 000 cartes placées pour un nombre d'adhérents légèrement supérieur à 9 000 au moment de son apogée², mais lors du congrès de février 2011, ce parti a déjà fait l'objet d'un important désengagement militant³ dont la presse s'est fait l'écho⁴. Une estimation de 5 000 adhérents semble, au regard de ces éléments, plus fondée (et probablement déjà surévaluée) au moment de l'enquête⁵. Le PG va revendiquer plus de 10 000 adhérents en 2012⁶, puis 12 000 en 2013⁷. Les effectifs de ce parti semblent avoir fortement diminué depuis 2013⁸, ce parti comptant vraisemblablement autour de 8 000 adhérents. Au moment du congrès du PG de novembre 2010, les orateurs revendiquaient environ 7 000 adhérents. Quant aux effectifs du PCF, les

¹ Voilliot Christophe, *Eléments de science politique*, Editions L'Harmattan, Paris, 2010, p. 149.

² AFP, 3 février 2009, « La nébuleuse de « la gauche de la gauche » ». Didier Bonnemaïson indique un chiffre analogue. Cf. Bonnemaïson Didier, « Changement de nom : de la LCR au NPA », *op. cit.*, p. 94-95.

³ Qu'exprime notamment la dissidence du courant UNIR et la prise de distance, puis la dissidence de Convergences et Alternative après le congrès de 2011. Mais les départs les plus nombreux sont constitués par des défections individuelles.

⁴ *Marianne*, 12 février 2011, « NPA. Quand le rouge tourne au blues » ; *Le Monde*, 14 février 2011, « Le NPA a perdu plus de 4 000 adhérents depuis sa création, en février 2009 » ; *Libération*, 14 février 2011, « A Montreuil, le NPA rate sa révolution » ; *Le Figaro*, 15 février 2011, « La chute de la maison Besancenot ». *Libération* évoque alors un nombre d'adhérents compris entre 4 500 et 6 000, tandis que *Marianne*, citant un opposant à la direction nationale du NPA, avance le chiffre de 4 000.

⁵ Le désengagement militant s'est poursuivi ensuite, tant du fait de défections individuelles que du fait d'une troisième dissidence, de loin la plus importante avec la création de la Gauche anticapitaliste en 2012.

⁶ Lors de la phase préparatoire de son congrès fondateur, le PG se fixe comme objectif d'atteindre les 4 000 adhérents. Cf. AFP, 28 janvier 2009, « Le Parti de Gauche consacre son congrès fondateur au « front de gauche » ». Le PG revendique ensuite 7 000 adhérents lors du congrès du Mans (*L'Humanité* avançant également le chiffre de 8 000 adhérents). Cf. *L'Humanité*, 19 novembre 2010, « Le congrès de l'organisation de Jean-Luc Mélenchon s'ouvre aujourd'hui au Mans ».

⁷ *Le Monde*, 26 mars 2013, « Le Parti de gauche peine à trouver sa place ».

⁸ *LePoint.fr*, 12 juillet 2012, « Le Parti de gauche, rongé par la désertion de ses militants ».

estimations varient entre 64 000 et 70 000¹ (bien loin des effectifs revendiqués par le PCF²). Lors de la consultation ayant suivi cette conférence nationale, le PCF regroupait 69 227 adhérents à jour de leur cotisation selon la presse communiste³. Au regard des revendications de ces trois partis (autour de 900 à 1 000 participants, tout statut confondu), les participants représentent entre 13% et 18% des effectifs du PG et du NPA, contre seulement 1,3% au PCF. Cette différence se retrouve quant au rapport entre le nombre d'adhérents du PG, du NPA et du PCF et le nombre de questionnaires rendus. Si l'enquête réalisée auprès des militants du PG représente près de 6% des effectifs de ce parti, elle n'en représente que 3% au NPA et 0,3% au PCF. Dès lors, la combinaison de ce rapport entre populations partisans et échantillons d'une part, et le non-contrôle par l'enquêteur de la construction de l'échantillon (celui-ci étant dépendant des règles adoptées par les partis), empêche toute généralisation de cette enquête à l'ensemble des populations partisans, les échantillons ne pouvant être tenus pour représentatifs des trois populations partisans⁴. Il est également nécessaire de mentionner que les fortes fluctuations des effectifs partisans du PG (en progression) et du NPA (en forte régression puisque les effectifs estimés du NPA en 2014 sont inférieurs à ceux de la LCR⁵) conduisent à une photographie sociale des militants les plus investis dans ces trois partis à un moment particulier résultant d'une configuration politique spécifique.

Enfin, les différentes distributions statistiques conduisent parfois à un nombre de réponses faible (par exemple, dans la distribution par catégorie socio-professionnelle, les agriculteurs sont quasi-inexistants), mais le choix a néanmoins été fait de recourir à des pourcentages dans une démarche

¹ Greffet Fabienne, « Le Parti communiste français : l'espoir du retour », *op. cit.*, p. 167. Concernant les effectifs du PCF, cf. Martelli Roger, *Prendre sa carte. 1920-2009. Données nouvelles sur les effectifs du PCF*, Fondation Gabriel Péri/Département de Seine-Saint-Denis, 2010.

² L'important décalage entre effectifs revendiqués et effectifs réels a été souligné par Dominique Andolfatto. Cf. Andolfatto Dominique, *PCF. De la mutation à la liquidation, op. cit.*, pp 241-255. Il s'explique en partie par l'enjeu que constitue la capacité à revendiquer un nombre important d'adhérents, qui représentent une ressource mobilisable dans le champ politique, notamment dans les négociations inter-partisans ou dans les coalitions. Gilles Morin, dans son étude de la CIR lors des événements de mai 68, évoque également cette stratégie visant à faire masse pour « peser davantage » et conquérir de nouvelles positions politiques : « Celles-ci [les petites organisations], comme le faisaient les mouvements de résistance, gonflent leur réalité militante et doivent se créer en permanence une image nationale pour espérer attirer. Les mouvements gauchistes pratiqueront ce bluff en permanence, et, pour s'en tenir aux débuts des années soixante, le PSU et les organisations qui sont à son origine, le PSA et l'UGS, n'ont cessé d'annoncer des effectifs fictifs, enjeu de la place à obtenir au terme du processus de fusion ». Cf. Morin Gilles, « La CIR, un levain présidentieliste de gauche », in Benoit Bruno, Chevandier Christian, Morin Gilles, Richard Gilles, Vergnon Gilles (dir.), *A chacun son Mai ? Le tour de France de mai-juin 1968*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2011, p. 301.

³ *Communistes*, n°441, 22 juin 2011. Parmi ces adhérents, 48 631 ont pris effectivement part au vote.

⁴ Même si le taux de réponse est plus important au PG et que cet échantillon représente une proportion importante des effectifs partisans, cette remarque vaut également pour ce parti dans la mesure où la sociologie des congressistes est le produit d'un travail de sélection et de promotion des acteurs conformes aux représentations que le collectif partisan se fait de lui-même.

⁵ Ainsi, les effectifs du NPA seraient désormais d'environ 2 500 adhérents lors du congrès de février 2013 et 2 100 lors du congrès de janvier 2015. Cf. *L'Humanité*, 1^{er} février 2013, « Congrès du NPA en pleine crise de décroissance » ; *Le Monde*, 5 février 2013, « Au NPA, « des divergences perdurent » ; *Le Monde*, 30 janvier 2015, « Très mal au point, le NPA se prépare à un congrès décisif ».

comparative. Néanmoins, les tableaux sont également reproduits en annexe en y faisant figurer, non des pourcentages, mais les résultats en valeur absolue.

D. Un recours ciblé à l'observation directe

Les données issues du recueil et du dépouillement de documents écrits produits par les partis étudiés, des questionnaires et des entretiens ont été complétées par un recours ciblé à l'observation directe¹ afin de compléter et confronter certaines de nos données. Le recours à des observations directes est ainsi nécessaire pour saisir l'économie des échanges entre partis coalisés et la complexité des interactions de coopération et de concurrence qui constituent la réalité d'une coalition, bien davantage que l'expression centrale des divergences entre partis. En effet, les leaders partisans expriment régulièrement leurs divergences avec les partis les plus proches (qu'ils soient ou non partie prenante du FG). Néanmoins, cette expression est hautement stylisée et rationalisée, au sens où elle est justifiée par le recours à de grands principes qui voilent des motivations souvent plus prosaïques et que cette expression constitue toujours un coup joué dans les luttes qui opposent spécifiquement les acteurs de la gauche radicale. Les exemples en sont nombreux. Proposer l'unité (lors d'une échéance électorale, pour une action de contestation, etc.) n'est pas forcément fait pour aboutir, mais peut également exprimer une lutte de placement et de classement visant à étiqueter un concurrent du stigmate de la désunion. De même, les campagnes électorales sont des séquences propices à l'exacerbation des différences. Par ailleurs, il ne faut jamais oublier que la rupture du secret des négociations², tout comme la dramatisation des enjeux, constituent une « arme » comme une autre pour faire valoir ses vues et s'imposer.

Dès lors, le recours à l'observation directe permet un décentrement propice à l'analyse des interactions entre organisations d'un même espace politique ou d'une même coalition. Ces observations ont été réalisées en différents lieux et lors de différents types d'activités allant des plus ouverts (manifestations, meetings³, réunions publiques) aux plus fermées, voire secrètes (négociations électorales). L'anonymat⁴ des événements ouverts (non réservés aux militants et/ou aux dirigeants) permet d'observer les pratiques militantes et les luttes qui s'y déroulent à la

¹ Sur la méthodologie de l'observation directe, ses avantages et limites, cf. Arborio Anne-Marie et Fournier Pierre, *L'observation directe*, 3^e édition, Editions Armand Colin, Paris, 2011.

² Comme le montre parfaitement Nicolas Bué, cf. Bué Nicolas, « Usages et fonctions du secret dans les relations entre entreprises politiques », *op. cit.*

³ Pour une approche historique des meetings électoraux, cf. Cossart Paula, *Le meeting politique. De la délibération à la manifestation (1868-1939)*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2010. Sur les différents usages des meetings, cf. Combes Hélène, « Meetings de fin de campagne au Mexique et ethnographie des milieux partisans », in *Politix*, 85 (1), 2009, p. 149-179.

⁴ Même dans ce cas, l'observateur n'est jamais totalement extérieur à l'évènement qu'il observe au sens où l'observation d'un meeting, d'une réunion publique ou d'une manifestation le conduit à être inséré dans un public *a priori* favorable au parti étudié. Il convient dès lors d'évoquer une forme de « participation passive ».

condition de porter attention, tout autant, si ce n'est davantage, à ce qui déroule en marge de ces événements et dans le public, plutôt que sur scène. En effet, si ce qui se passe sur scène est maîtrisé et relève d'une mise en forme, relativement cadrée et aseptisée, du message partisan, ce qui se passe dans le public et dans l'organisation – sans même évoquer ici les « coulisses » d'un événement partisan dont l'accès nécessite soit la participation, soit une autorisation expresse – est particulièrement riche d'enseignement. Ces événements constituent alors des univers complexes – Julien Fretel considère ainsi les meetings comme des « *institutions dans l'institution partisane* »¹ – où se donnent à voir les différentes dimensions d'une entreprise politique : discours et propagande, interactions entre les différents publics du parti² (militants, sympathisants, électeurs, curieux, etc.), interactions concrètes d'une entreprise en campagne. Les meetings du FG lors de la campagne présidentielle de 2012 étaient, côté scène, un haut lieu de célébration de l'unité de la coalition, tout en permettant l'observation de nombreuses micro-concurrences opposant des équipes partisans nettement différenciées. Les congrès partisans ne permettent pas le même anonymat du chercheur, même si ces événements ne sont pas « fermés » et se caractérisent par le nombre important de participants. En effet, pour les trois partis étudiés (PCF, NPA, PG), les séquences à huis clos sont rares et résiduelles (à l'inverse de partis comme LO ou GU). Pour autant, l'entrée n'y est pas « libre » au sens où il est nécessaire d'obtenir un statut permettant d'y accéder. Même si les partis étudiés ont immédiatement et sans négociation autorisé la présence d'un chercheur, le statut (selon les cas, « invité », « exposant » ou « presse ») – se donnant à voir par le badge obtenu –, comme la distribution et la récupération du questionnaire, sont autant d'attributs assignant un rôle et influant potentiellement sur les observations³. L'entre-soi militant que constituent les congrès permet un phénomène de réassurance collective, mais également l'homogénéisation des grilles de lecture des participants, notamment en ce qui concerne leurs rapports aux autres partis, etc. En d'autres termes, ces événements permettent l'observation des logiques de différenciation partisane.

Que cela soit dans l'observation des campagnes électorales, des manifestations ou fêtes organisées par les partis politiques, ou même lors des congrès, le degré de participation de l'enquêteur reste faible. L'observation des négociations électorales est, sur cet aspect, bien

¹ Fretel Julien, « Le meeting présidentiel, une institution dans l'institution partisane. Les meetings du Modem pendant l'élection présidentielle de 2012 », communication pour la section thématique n°24, « Un retour des meetings électoraux ? Les meetings dans la campagne présidentielle : dispositifs, acteurs et publics », 12^e congrès de l'Association française de science politique, Paris, 2013.

² Comme le montre Maëlle Moalic-Minnaert à propos des meetings de LO. Cf. Moalic-Minnaert Maëlle, « Transformer le public d'un soir en l'acteur du grand soir », communication pour la section thématique n°24, 12^e congrès de l'Association française de science politique, Paris, 2013.

³ Ainsi, lors du congrès du NPA, seul l'accès à la salle plénière lors de la présentation des comptes du parti nous a été impossible, ce qui a pu être contourné en allant « squatter » l'entrée du congrès où se réunissaient les participants en « pause cigarette ». Il ne s'agissait pas tant d'obtenir des informations sur les comptes du parti que de saisir l'économie générale de ce débat et d'observer ces moments interstitiels pendant lesquels se développent des discussions informelles, se forment des convictions et se rejouent certains débats.

différente. En effet, le secret des négociations, tout autant que la dimension réduite des réunions, rend plus difficile une observation non (ou faiblement) participante. Comme Rémi Lefebvre et Guillaume Marrel¹, nous avons privilégié l'étude de la composition des listes en ce qu'elles constituent des dispositifs électoraux reflétant les contraintes et les croyances au sein d'une organisation politique quant à ce qui permet de constituer « une bonne liste », mais également la cristallisation fugace de l'équilibre des tensions au sein d'une coalition ou d'un parti politique. Il n'en reste pas moins que l'observation directe d'une séquence de négociations (décembre 2009-janvier 2010) a permis la validation de cette hypothèse en constatant l'importance accordée par les acteurs de cette négociation, non seulement aux places obtenues, mais à leur adéquation avec la position qu'ils considèrent devoir occuper dans la coalition. En d'autres termes, lors de ces négociations, lutter pour une place ne signifiait pas tant lutter pour les ressources politiques qui y correspondent (les chances d'obtenir des élus étant des plus réduites), mais lutter pour la reconnaissance et pour « tenir sa place ». De même, ces observations permettent de saisir le jeu des acteurs, leurs tactiques pour s'ajuster aux coups de leurs associés mais néanmoins rivaux, leurs recherches d'informations visant à anticiper les coups des autres acteurs, etc. En ce sens, l'observation d'une négociation électorale, comme des différents évènements susmentionnés, dévoile sous un angle différent l'économie symbolique de la coalition.

L'observation de ces négociations a nécessité une participation, en tant que membre d'une délégation partisane. Cependant, cette participation active (contrairement aux autres situations d'observation) est restée faible². D'une part, bien que plus restreints que les manifestations, meetings ou congrès, ces « rounds » de négociation comportaient tout de même entre quarante et parfois cinquante participants. Ce nombre inhabituel de militants pour une négociation peut recevoir trois types d'explications. Tout d'abord, les règles juridiques relatives aux élections régionales ont conduit les acteurs à mettre en place, lors des négociations, une représentation de délégations issues des quatre départements lorrains. Ensuite, le grand nombre d'entreprises politiques parties prenantes de ces négociations, cumulé à la représentation géographique des départements, a conduit à la démultiplication des délégations partisans. Potentiellement, chaque parti disposait

¹ Lefebvre Rémi, « La composition des listes socialistes aux élections régionales », in *Savoir/agir*, 10, 2010, p. 55-64 ; Lefebvre Rémi et Marrel Guillaume, « Logiques partisans, territorialisation et capital politique européen. La constitution en France des listes socialistes aux élections européennes de 2009 », in *Cultures et conflits*, 85-86, 2012, p. 139-162.

² Notre position dans cette observation est identique à celle adoptée par Christophe Broqua : « *J'ai choisi une démarche d'observateur simple lorsqu'elle me semblait possible sans m'interdire l'accès aux informations que je souhaitais recueillir et qu'en revanche, une participation supérieure aurait trop influé sur la situation observée. C'était notamment le cas lors de la « réunion hebdomadaire » (RH), au cours de laquelle je ne prenais jamais la parole et me contentais de voter les décisions du groupe, comme le font tous les militants encartés dont je faisais partie.* ». Cf. Broqua Christophe, « L'ethnographie comme engagement : Enquêter en terrain militant », in *Genèses*, 75 (2), 2009, p. 109-124.

d'une représentation par département. Enfin, les différences de culture organisationnelle quant aux processus décisionnels (certains partis étant de tradition « centralisée », quand d'autres mettent en avant une dimension « basiste ») et, dans certains cas, la nécessité de représenter les différents segments d'un même parti, ont abouti à des délégations nombreuses. Dans ce cadre, la participation, même au titre d'une délégation partisane, n'est pas forcément corrélée à l'investissement dans les luttes entre les différentes équipes en présence. En effet, dans cette configuration, les participants ne prennent pas tous la parole, mais leur nombre permet de *faire nombre* et de s'imposer comme un partenaire. En d'autres termes, le rôle de tous les délégués n'est pas tant d'être actif, mais bien d'être passif au sens où leur seule présence constitue un point d'appui aux délégués/porte-parole, moins nombreux, s'exprimant au nom d'une équipe politique supposée homogène¹. D'autre part, cette observation participante a été particulièrement limitée temporellement en ce que cette participation a été limitée aux réunions de négociations, avec une sortie du terrain dès les négociations terminées alors même que les réunions se sont pérennisées sous la forme d'un collectif de campagne (qui aurait nécessité une implication dans l'action militante beaucoup plus forte²). L'observation des négociations est d'ailleurs la seule situation où s'est véritablement posée la question de la sortie du terrain au sens où les autres événements partisans observés étaient circonscrits.

E. « Engagement et distanciation ». Du rapport à l'objet d'étude comme instrument de recherche

« Le problème devant lequel se trouvent placés les spécialistes en sciences humaines ne peut donc pas être résolu par le simple fait qu'ils renonceraient à leur fonction de membre d'un groupe au profit de leur fonction de chercheur. Ils ne peuvent cesser de prendre part aux affaires sociales et politiques de leur groupe et de leur époque, ils ne peuvent éviter d'être concernés par elles. Leur propre participation, leur engagement conditionne par ailleurs leur intelligence des problèmes qu'ils ont à résoudre en leur qualité de scientifiques. Car, si pour comprendre la structure d'une molécule on n'a pas besoin de savoir ce que signifie se ressentir comme l'un de ses atomes, il est indispensable, pour comprendre le mode de fonctionnement des groupes humains, d'avoir accès aussi de l'intérieur à l'expérience que les hommes ont de leur propre groupe et des autres groupes ; or on ne peut le savoir sans participation et engagements actifs »³

¹ Ce schéma ne correspond cependant qu'au parti se présentant dans ces négociations comme homogène. La participation à ces négociations au titre d'un parti portant une culture organisationnelle promouvant la prise de parole individuelle, y compris contradictoire avec les objectifs affichés officiellement par l'entreprise considérée (ce qui a été le cas de l'un des partis dans cette négociation), aurait été toute différente.

² Dès lors, le fonctionnement en coalition, combiné à la dimension conflictuelle de ces interactions, aurait fortement accru le risque d'enclicage et fermé ensuite des opportunités de mener des entretiens avec des cadres et militants de tous les partis de cette coalition, ce qui explique une sortie rapide de ce terrain.

³ Elias Norbert, *Engagement et distanciation*, op. cit., p. 28.

Dans *Engagement et distanciation*, Norbert Elias souligne avec force les problèmes posés par les sciences humaines et sociales, dont l'objet rend impossible l'idée d'une complète extériorité du chercheur face à son objet. L'objet « politique », en ce qu'il touche aux convictions et aux croyances des chercheurs (qui sont également des « citoyens », des « électeurs », etc.), est particulièrement sensible aux interrogations que soulève Norbert Elias. A ce titre, l'étude d'un parti ou d'une cause pour lequel le chercheur n'entretient aucune empathie n'est pas en soi un gage d'objectivité et de mise à distance suffisante : « Ces réflexions peuvent avoir une dimension déontologique, qu'il s'agisse de la difficulté à gérer des loyautés contradictoires quand les milieux partisans étudiés sont aux antipodes des convictions du chercheur ou que les enquêteurs interviennent au contraire dans des milieux pour lesquels ils manifestent une grande empathie »¹. Ainsi, la journaliste Anne Tristan relate son enquête au sein du FN et son malaise face à l'empathie qu'elle se sent manifester pour des militants frontistes dont elle abhorre les idées². Les sociologues Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot³, spécialistes de la grande bourgeoisie, ont régulièrement souligné la difficulté de gestion de ces « loyautés contradictoires ». Les précautions d'écriture prises par Sylvain Crépon pour rendre compte de son enquête fouillée auprès des militants du FN en constituent une autre illustration⁴. De même, Carole Bachelot remarque avec justesse toutes la difficulté posée par « l'idéal d'une relation a priori distanciée », une fois confrontée à son terrain : « L'immersion sans adhésion s'est soldée dans mon cas par le fait de nouer des relations suivies et amicales qui ont sans doute limité l'angle de l'observation (il est toujours plus facile et agréable de rester en terrain connu) et ont entraîné sa prolongation au-delà de ce qui était requis par la saturation des hypothèses »⁵. Stéphanie Rizet dresse le même constat et considère, à l'instar de Rémi Lefebvre⁶, que l'implication peut tout aussi bien amener à la dénonciation et/ou à la complaisance, qu'à l'inverse, à nourrir et stimuler la recherche et « l'envie de comprendre », à la condition que l'implication soit « reconnue et relativement maîtrisée »⁷. Commun à toute entreprise de recherche en sciences humaines et sociales⁸, cet enjeu

¹ Bachelot Carole et al., « Les partis s'intéressent-ils à nos enquêtes ? », *art. cit.*, p. 31-46.

² Tristan Anne, *Au Front*, Editions Gallimard, Paris, 1987.

³ Pinçon Michel et Pinçon-Charlot Monique, *Les ghettos du gotha. Au cœur de la grande bourgeoisie*, Editions du Seuil, Paris, 2007, p. 313-330 ; Pinçon Michel et Pinçon-Charlot Monique, « Pratiques d'enquête dans l'aristocratie et la grande bourgeoisie : distance sociale et conditions spécifiques de l'entretien semi-directif », *in Genèses*, 3 (1), 1991, p. 120-133.

⁴ Crépon Sylvain, *Enquête au cœur du nouveau front national*, *op. cit.*

⁵ Bachelot Carole, « L'ethnographie des dirigeants de partis. Le cas du Parti socialiste », *in Genèses*, 83 (2), 2011, p.123.

⁶ Lefebvre Rémi, « « Politiste et socialiste ». Une politique d'enquête au PS », *in Revue internationale de politique comparée*, 17 (4), 2000, p. 127-139.

⁷ Rizet Stéphanie, *La distinction militante*, *op. cit.*, p. 17.

⁸ Rémi Lefebvre relève ainsi que « la nécessité de ce regard critique n'est d'ailleurs pas propre à ceux qui font partie de leur objet d'étude. La plupart des chercheurs, s'ils ne sont pas « engagés » stricto sensu, sont de fait engagés dans leur objet ». Cf. Lefebvre Rémi, « « Politiste et socialiste ». Une politique d'enquête au PS », *art. cit.*, p. 128. D'autres auteurs partagent ce même constat : « L'engagement auprès des partis est d'ailleurs

n'en questionne pas moins de manière singulière ceux dont la proximité à leur objet prend la forme de l'évidence par la manifestation d'une forme d'adhésion et d'engagement pour la cause étudiée. Rémi Lefebvre distingue ainsi un engagement (celui de l'observation ethnographique) fortement valorisé car « *la proximité à l'objet n'est qu'intermittente, contrôlée, « jouée » et maîtrisée dans le cours des interactions de la recherche* » et un engagement « *à l'inverse mal considéré* »¹, celui de l'étude d'un objet dont l'observateur est également partie prenante². A ce titre, il relève, comme d'autres auteurs³, que l'occultation ou la dissimulation de ce « *double statut* » est « *en général stratégiquement de mise* »⁴.

Militant investi localement (et occupant des responsabilités à un échelon local) dans l'une des (nombreuses) organisations étudiées, une telle stratégie d'occultation aurait pu être de mise, appuyée ou non sur un désengagement symbolisé par le fait de « rendre sa carte », et relativement aisée tant la publicité/médiatisation de ce type d'engagement est faible. Si une telle présentation de soi aurait été hautement stratégique en évitant (ou en réduisant l'hypothèse) de voir son travail académique jugé à l'aune de son engagement, elle nous semble artificielle, inefficace et contre-productive. Artificielle au sens où elle ne répond en rien aux représentations personnelles du chercheur⁵, cette posture aurait également été inefficace en contribuant à l'entretien d'une illusion de distanciation peu propice à une démarche réflexive tout au long du processus de recherche. Enfin, elle serait contre-productive car elle conduit à se priver d'instruments de connaissance de l'objet étudié. Il nous semble ainsi que le problème n'est pas tant l'engagement du chercheur que l'occultation de son rapport à l'objet étudié (et ce, quel que soit ce rapport, de familiarité ou d'étrangeté, d'empathie ou d'aversion, de fascination ou de répulsion, etc.) en ce que l'occultation ampute la possibilité d'une réception critique des travaux ainsi menés, pourtant au fondement de la démarche de recherche. Le fait de savoir d'avance ses travaux potentiellement jugés à l'aune de son rapport à l'objet constitue l'un des éléments permettant le contrôle et l'autocontrôle (que cela soit

difficile à définir précisément, dans la mesure où il ne peut se réduire à l'adhésion formelle ». Cf. Bachelot Carole et al., « Les Partis s'intéressent-ils à nos enquêtes ? », *art. cit.*, p. 40. Le choix de se consacrer à un objet n'est ainsi jamais neutre et suppose un intérêt soutenu, au fondement même de l'envie de comprendre et de la curiosité scientifique.

¹ *Ibid.*, p. 127.

² Christophe Broqua souligne la difficulté d'un tel double statut : « *La posture de l'observateur participant en terrain militant vient souvent éveiller des doutes quant à la validité des analyses qu'il est en mesure de produire sur les activités dont il est considéré partie prenante. La question qu'il inspire presque inévitablement est celle de son rapport à la cause étudiée : son adhésion politique ou idéologique au mouvement, sa participation aux actions militantes, et finalement la hiérarchie de ses intérêts entre recherche et militantisme* ». Cf. Broqua Christophe, « L'ethnographie comme engagement », *art. cit.*, p. 111.

³ Bachelot Carole et al., « Les Partis s'intéressent-ils à nos enquêtes ? », *art. cit.*, p. 40 ; Sommier Isabelle, « Engagement et distanciation à Sauvons la recherche (SLR). Une sociologue des mouvements sociaux dans l'action », *in Genèses*, 77 (4), 2009, p. 137-151.

⁴ Lefebvre Rémi, « « Politiste et socialiste ». Une politique d'enquête au PS », *art. cit.*, p. 128.

⁵ Carole Bachelot remarque avec justesse que « *le refus de l'adhésion formelle n'est pas un gage d'objectivité* ». Cf. Bachelot Carole, « L'ethnographie des dirigeants de partis », *art. cit.*, p. 123.

dans la phase de formulation des hypothèses et l'enquête de terrain, ou dans la phase de restitution) des implications des représentations de l'auteur.

Au-delà de la question de la neutralité du chercheur, sa proximité à l'objet l'expose à perdre ses capacités d'étonnement face à la réalité observée comme l'explique Julie Landour : « *Après plusieurs années dans cet institut, j'en avais apprivoisé les codes, les rouages, les modes de fonctionnement, les évolutions du langage, mais j'avais perdu tout étonnement* »¹. La difficulté d'une telle position réside ainsi dans le fait que, si nous convenons avec Norbert Elias que la sociologie a un effet de dessillement – il définit ainsi le sociologue comme un « *chasseur de mythes* »² – le double statut de chercheur et de militant conduit à étudier ses propres croyances et représentations. Cela nécessite une transformation du regard porté à son objet : « *Je fus conduite en quelque sorte à accommoder mon regard sociologique à un milieu familial transformé en terrain* »³. Cela conduit non seulement à transformer le regard porté sur son environnement (plus exactement, sur l'un des éléments de son environnement social) et la nécessité de « refroidir » notre objet, c'est-à-dire d'opérer une distanciation entre engagement et recherche, permettant de maintenir ces capacités d'étonnement face à un objet dont la familiarité pouvait être synonyme d'appauvrissement de la recherche. L'étude de plusieurs partis en concurrence, l'adoption d'une approche compréhensive visant à saisir comment les différents acteurs saisissent le réel et construisaient des cadres interprétatifs lui donnant sens, les « va-et-vient » constants entre échelles d'analyses et partis étudiés ont sans cesse renouvelé les questionnements tant l'objet « gauche radicale » est pluriel. Les représentations construites par les acteurs d'un même évènement, même lorsqu'elles sont convergentes, résultent d'un processus de production distinct et possédant ses propres logiques, etc.

Nous avons également fait le choix, dans une logique de mise à distance⁴, d'étudier une configuration locale (Meurthe-et-Moselle) dans laquelle nous n'étions pas investis (étant engagé dans un département voisin et sans relation militante avec la configuration étudiée) et de privilégier des observations par intermittence plutôt qu'une observation de type ethnographique, plus longue et engagée. Cette distance physique et temporelle permettait de faire un usage instrumental et stratégique de l'engagement⁵. En d'autres termes, faire état de notre militantisme n'était que l'une

¹ Landour Julie, « Le chercheur funambule. Quand une salariée se fait la sociologue de son univers professionnel », in *Genèses*, 90 (1), 2013, p. 30.

² Elias Norbert, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, op. cit., p. 55.

³ Bajard Flora, « Enquêter en milieu familial. Comment jouer du rapport de filiation avec le terrain ? », in *Genèses*, 90 (1), 2013, p. 10.

⁴ La neutralisation de l'idéologie comme variable explicative des transformations affectant l'espace de la gauche radicale participe également de cette mise à distance.

⁵ Nous nous retrouvons parfaitement dans l'usage de ce double statut évoqué par Rémi Lefebvre en faisant varier cet usage selon « *les circonstances, la nature des interactions, le statut de mes interlocuteurs* ». En revanche, si nous avons joué de ce double statut (« chercheur » ou « chercheur et militant »), nous n'avons pas eu recours à la stratégie d'invisibilisation de l'identité de chercheur qu'il évoque, autant par absence de

des présentations de soi possibles et alternatives dont l'utilisation dépendait des besoins de l'enquête. Ainsi, pour l'obtention des entretiens, nous avons préféré passer par un premier entretien avec les dirigeants locaux des partis étudiés, avant de solliciter de nos interlocuteurs des contacts pouvant accepter le principe d'un entretien. Le passage par une autorité militante légitimait ensuite l'enquête tout en la déconnectant de la question de l'engagement potentiel du chercheur. Nous n'avons ainsi pas systématiquement fait état de cet engagement : certains de nos interlocuteurs en avaient connaissance, d'autres ont cherché à tester notre compatibilité politique, tandis que d'autres encore, n'ont à aucun moment manifesté un quelconque intérêt pour l'engagement éventuel du chercheur. La participation à l'enquête (la motivation à accepter ce type d'interaction est très variable et propre à chaque enquêté) peut ainsi se justifier tout autant par la conformation au rôle de « dirigeants » qui implique un travail de représentation¹, que par l'envie de « parler » de son engagement, ou encore d'une familiarité avec les méthodes des sciences sociales notamment acquise lors d'un cursus universitaire (nombreux sont les militants interrogés à avoir suivi des études de science politique, de sociologie, d'histoire, etc.).

La volonté de nos interlocuteurs de connaître notre degré de proximité à leurs idées semble avoir été davantage motivée par la curiosité que par la méfiance, même si nous avons pu constater que le statut de militant pouvait faciliter/accélérer l'instauration d'une relation de confiance² et l'obtention d'un discours moins convenu. En effet, si nous n'avons pas toujours été amenés à expliciter notre engagement auprès de nos interlocuteurs, lorsque ceux-ci cherchaient explicitement à savoir si nous étions « compatibles » politiquement, nous n'avons pas « triché » et fait état de notre engagement. Le premier avantage de cette position était de clore toute sollicitation, que nous soyons dans le même parti que nos interlocuteurs ou non. Nous n'avons ainsi jamais été sollicité pour adhérer (en cela, il n'y a pas eu de tentative de « débauchage »), ce qui semble assez logique au vu d'un engagement perçu par nos interlocuteurs comme acquis, ni même de sollicitations diverses visant à effectuer des tâches militantes³, etc. Le deuxième avantage de cette position a consisté en l'instauration immédiate d'une relation de confiance entre enquêté et enquêteur reposant sur le fait que, au-delà d'une situation d'enquête, ces deux acteurs partagent également certaines croyances, etc. Le troisième avantage est une conséquence du deuxième au sens où la simple mention d'une adhésion partisane suffit à prouver son appartenance à l'espace de la gauche radicale. Au-delà des

nécessité face à la confiance de nos interlocuteurs que par précaution méthodologique. Cf. Lefebvre Rémi, « « Politiste et socialiste ». Une politique d'enquête au PS », *art. cit.*, p. 131.

¹ Bué Nicolas, « Gérer les relations d'enquête en terrains imbriqués », *art. cit.*, p. 80.

² Avantage que relève également Rémi Lefebvre. Cf. Lefebvre Rémi, « « Politiste et socialiste ». Une politique d'enquête au PS », *art. cit.*, p. 130.

³ Line Descourrière et Lucie Bargel, par exemple, font ainsi état de ces propositions d'engagement. Cf. Descourrière Line, *Le recrutement des militants de la LCR*, *op. cit.*, p. 7 ; Bargel Lucie, « La résistible ascension des femmes à la direction du mouvement des jeunes socialistes », *in Genèses*, 67 (2), 2007, p. 45-65.

oppositions partisans, des conflits opposant les organisations, des différences de cultures et de pratiques militantes (bien réelles), l'autonomie de la gauche radicale se donne à voir par cette perception du militant d'une autre organisation, non comme un adversaire, mais comme un « camarade ». En d'autres termes, la concurrence électorale et politique entre les organisations ne conduit pas à une césure militante automatique, à une méfiance réciproque indépassable et permanente. Ces méfiances réciproques, ces rejets de l'autre existent, nous avons pu le constater tout au long des récits militants comme lors des observations menées, mais elles se manifestent face à une ou des organisations (sans viser ses membres) et/ou certains représentants de ces organisations avec lesquels nos interlocuteurs sont en interaction concurrentielle directe et suivie. Dès lors, il y a tout à la fois rivalité organisationnelle et perception d'un entre-soi (dont on pourrait rendre compte en distinguant les « camarades » avec lesquels les acteurs sont en concurrence, des autres concurrents du jeu politique, voire des adversaires irréductibles).

L'exemple du seul entretien « difficile » que nous ayons eu à réaliser est révélateur de cette logique d'étiquetage¹ qui anime certains de nos interlocuteurs. Dans le cas considéré, la prise de contact s'est réalisée en deux temps : en premier lieu, nous l'abordons lors d'un évènement national de son parti lors duquel nous effectuons une enquête par questionnaires. Notre interlocuteur est alors tout à fait ouvert à la réalisation d'un entretien et nous demande de le recontacter quelques semaines plus tard pour fixer un rendez-vous, ce que nous faisons. Le jour de l'entretien, son accueil est bien plus réservé, voire froid. D'emblée, il fixe une durée limitée à l'entretien, coïncée entre deux rendez-vous dans un agenda qui semble bien chargé. Il est également nécessaire de préciser qu'il est alors grippé (ce qui peut le conduire à souhaiter écourter l'entretien). Par ailleurs, il s'enquiert de savoir si je dispose d'un ensemble de questions qu'il souhaite consulter auparavant. Il fait part d'une réelle méfiance lors de l'entretien. Sans aller cependant jusqu'à délivrer un discours convenu (la retranscription de l'entretien réservera de « belles surprises », face à une richesse non perçue initialement au regard de la tension implicite de l'entretien et de la difficulté que nous avons rencontrée), il « botte en touche » à plusieurs reprises lorsqu'il s'agit d'aborder certains aspects du militantisme ou de sa trajectoire. A la fin de l'entretien, alors qu'il me reconduit, il teste ma compatibilité politique en s'enquérant de mon éventuel militantisme. Ma réponse affirmative modifie immédiatement l'interaction : rassuré (alors que nous ne sommes pas adhérents du même parti), il prolonge la discussion, désormais informelle et non enregistrée, mais surtout particulièrement chaleureuse. Cette situation peut être considérée comme un échec et un ratage en

¹ Logique d'étiquetage qui exprime les relations concurrentielles entre acteurs de la gauche radicale. Nicolas Bué a également rencontré ce type de comportement : « Certains cherchaient à me « marquer », à identifier mes contacts, à savoir qui j'avais rencontré, par qui j'avais obtenu telle information etc. [...] Explicitement (en me proposant d'adhérer à leur parti) ou implicitement, beaucoup cherchaient à connaître mes préférences partisans. ». Cf. Bué Nicolas, « Gérer les relations d'enquête en terrains imbriqués », *art. cit.*, p. 81.

ce sens que, faute de tentative d'étiquetage de sa part avant ou pendant l'entretien, la méfiance qu'il manifestait rendait difficile un usage stratégique de l'engagement, de crainte de commettre un impair dégradant davantage encore la situation d'entretien et/ou conduisant à son arrêt brutal. Néanmoins, ce ratage est également lourd de sens en ce que la confiance a été rapidement acquise par le seul fait d'être militant dans un autre parti de gauche radicale.

L'objet même de notre recherche (les relations inter-partisanes, l'adoption des dispositifs électoraux, etc.), parce qu'il est souvent perçu comme illégitime par les militants, nécessitait l'instauration d'une relation de confiance avec nos interlocuteurs comme le relève Nicolas Bué : « *Certaines pratiques d'alliance sont perçues comme inavouables, comme de la politique « politicienne », c'est-à-dire la « part importante de l'énergie [...] dépensée non dans la production de biens que la compétition est censée produire (symboles, valeurs, lois), mais bien dans la confrontation aux autres et dans la reproduction des hiérarchies et des trophées internes au champ ».* Dès lors que les tractations coalitionnelles sont perçues comme illégitimes, les enquêtés rechignaient souvent à me laisser accéder à certains lieux ou à évoquer leurs négociations, se retranchant derrière la représentation légitime d'une coalition qui relègue les objectifs partisans derrière l'intérêt communal »¹. En d'autres termes, « *l'économie des pratiques partisanes relève pour une grande part de l'inavouable, de l'officieux ou de l'implicite* »². Le fait « *d'en être* » a clairement facilité la prise de parole quant à ces pratiques dépréciées de l'activité partisane que sont les enjeux stratégiques, les négociations inter-partisanes, les luttes diverses et variées entre équipes militantes, les intérêts matériels ou symboliques poursuivis, etc. Néanmoins, cet avantage était contrebalancé par deux écueils à éviter, propre au double statut de chercheur et militant pour le premier ou corrélatif à tout engagement intense du chercheur dans son objet. D'une part, certains de nos interlocuteurs (ces cas ont été rares) ont parfois cherché à transformer l'interaction en cours en une forme de débat militant³. Le refus d'entrer dans ce type d'interaction par la réaffirmation de la nature même de la relation d'enquête a toujours été bien compris par nos interlocuteurs qui pouvaient y trouver tout à la fois une forme de réaffirmation de la neutralité de l'enquêteur et de bienveillance quant à leurs propos. D'autre part, un second écueil, plus difficile à maîtriser, consiste en l'explicitation de « ce qui va de soi », des évidences, des implicites et des non-dits : « *Constatant que Lucie Bargel participait aux mêmes activités qu'eux, ses enquêtés s'attendaient parfois à ce qu'elle dispose d'une connaissance au moins aussi étendue qu'eux de ces pratiques, ce qui ne les incitait pas à les*

¹ Bué Nicolas, « Gérer les relations d'enquête en terrains imbriqués », *art. cit.*, p. 83.

² Lefebvre Rémi, « « Politiste et socialiste ». Une politique d'enquête au PS », *art. cit.*, p. 130.

³ Cette sollicitation à entrer dans un débat d'idées (ou tactique) informe, au passage, sur l'intérêt militant à l'échange, à la controverse et à la confrontation théorique dont on peut faire l'hypothèse qu'elle constitue l'une des formes de rétributions symboliques de l'engagement au sein de la gauche radicale.

expliciter »¹. Face à cette difficulté, nous avons sans cesse dû bricoler une présentation de soi la plus favorable à l'explicitation de l'implicite, oscillant constamment entre la posture du jeune étudiant naïf et hésitant² (principalement auprès de cadres partisans nationaux et/ou de militants ayant une longue expérience du militantisme) et, à l'inverse, du chercheur maîtrisant son objet. La précision des relances, la maîtrise d'un vocabulaire indigène (notamment quant aux pratiques de négociations, etc.) tendaient à relativiser l'explicitation d'activités jugées illégitimes et des intérêts motivant les acteurs à s'y investir malgré leur rejet symbolique de ces activités en ce que celles-ci perdent, face à un enquêteur qui en a déjà une connaissance fine, leur qualité de « secret invouable ».

Enfin, le risque d'enclichage, c'est-à-dire « *l'inclusion – involontaire et peu maîtrisée – du chercheur dans un des sous-groupes partisans* »³, est plus important encore lorsque le terrain consiste en l'étude de partis interdépendants et en concurrence, comme le relève Nicolas Bué à propos d'un terrain comprenant de nombreuses analogies avec le nôtre (coalition gouvernementale locale) : « *Dans cette recherche menée simultanément dans les différents partis politiques qui composaient la coalition et dans les divers moments et lieux où cette dernière se matérialisait (la municipalité notamment), le « terrain » était comme démultiplié en plusieurs espaces sociaux, à la fois imbriqués, interdépendants et concurrents. Une telle configuration, où les partis se concurrencent dans le cadre de leur alliance, exacerbe le risque d'enclichage* »⁴. En effet, si la stratégie de présentation de soi auprès des militants varie selon les nécessités de l'enquête, nous avons en revanche systématiquement insisté sur le fait que l'enquête portait sur l'ensemble des partis de la gauche radicale. En d'autres termes, « *chacun savait ainsi que je suivais aussi ses associés-rivaux* »⁵. Cela n'a que très rarement conduit à des tentatives de nos interlocuteurs d'obtenir des informations quant aux autres partis, contrairement à ce que Nicolas Bué a pu observer à partir de l'étude d'une coalition gouvernementale locale. Cette différence tient probablement à notre présence intermittente sur le terrain qui empêchait notre identification par nos différents interlocuteurs comme un moyen d'accéder à des informations (d'autant plus que si aucun d'eux n'ignorait nos contacts avec des cadres et militants d'autres partis, nous restions volontairement flous sur les personnes rencontrées). Il n'en reste pas moins que le risque d'enclichage est réel et justifie pleinement cette présence intermittente (qui permet de ne pas s'inscrire dans les luttes qui

¹ Aït Aoudia Myriam *et al.*, « Franchir les seuils des partis », *art. cit.*, p. 26.

² En cela, notre gestion des relations d'enquête est similaire à celle dont rend compte Nicolas Bué : « *Dans tous les cas, si je ne me départissais pas d'une neutralité partisane affichée, la dynamique des entretiens m'amenait à donner aux enquêtés les signes de compréhension, d'acquiescement ou de connivence implicite nécessaires pour libérer leur parole. Avec le recul, la conjonction de ces deux attitudes paraît plus prolifique qu'elle n'était dissonante* ». Cf. Bué Nicolas, « Gérer les relations d'enquête en terrains imbriqués », *art. cit.*, p. 88-89.

³ Aït Aoudia Myriam *et al.*, « Franchir les seuils des partis », *art. cit.*, p. 24.

⁴ Bué Nicolas, « Gérer les relations d'enquête en terrains imbriqués », *art. cit.*, p. 77-78.

⁵ *Ibid.*, p. 83.

opposent les acteurs interrogés) sur le terrain. L'établissement préalable de relations avec les dirigeants départementaux des différents partis étudiés permettait également de bénéficier d'une forme de reconnaissance de l'enquête par la hiérarchie partisane. La réalisation d'entretiens auprès des militants du NPA en constitue une bonne illustration, en ce que nous avons eu recours à un « passeur »¹, c'est-à-dire à un militant (extérieur à la configuration locale étudiée) connu et acceptant de se faire le relais auprès de quelques militants du NPA en Meurthe-et-Moselle. Cette sollicitation spécifique, renforcée par la réalisation d'une enquête lors du congrès national du NPA, nous a permis de bénéficier de son crédit militant d'autant qu'à cette première légitimation de l'enquête, s'y est ajoutée une seconde par l'activisme d'une militante, encourageant les autres militants du NPA à répondre favorablement à nos sollicitations.

Au-delà de cette prudence et de ces différents bricolages visant à limiter le développement d'effets non maîtrisés sur le déroulement de la recherche, il nous semble que les interrogations permanentes avant, pendant l'enquête, poursuivies ensuite dans la phase de rédaction, permettent de faire du rapport à son objet, un instrument de connaissance et de questionnement des logiques propres à l'espace de la gauche radicale, qui reposent tout autant sur la différenciation partisane, les concurrences permanentes et la forte conflictualité des oppositions stratégiques ou doctrinales, que sur une (relative) proximité politique, sociale et militante, l'imbrication et l'interdépendance des acteurs de cet espace. C'est d'ailleurs ce que confirme une jeune militante du PG et de l'UNEF, à propos des relations d'interconnaissances entre jeunes militants de gauche radicale à Nancy :

« de toute façon, sur Nancy... Nancy, c'est une toute petite ville... On doit être 40-50 jeunes à militer, on se connaît tous, on sait qui est dans quel parti. Et moi, je m'entends très bien avec les gens de SUD, avec les gens du NPA, et même avec certains anars, et tout ça. On se connaît tous. »
(Violaine Castang, entretien le 22 juin 2012)

S'engageant pour la première fois dans un parti politique en 2009 au NPA, elle quitte ce parti en 2010 et rejoint la GU et le FG, avant de quitter la GU pour le PG en 2012. Ainsi, sa trajectoire militante est une autre illustration de ce petit monde militant en ce qu'aucun obstacle ne semble être venu limiter ses nombreuses reconversions militantes.

¹ Ait Aoudia Myriam *et al.*, « Franchir les seuils des partis », *art. cit.*, p. 27.

Partie 1.

La genèse d'une coalition partisane

Entre convergences et processus parallèles

Introduction

La mise en place d'une coalition de gauche radicale associant le PCF à des dissidents socialistes a surpris la plupart des commentateurs et même bon nombre d'acteurs politiques. En effet, les psychodrames du congrès de Reims (soupçons de fraude lors des votes, élection contestée de la première secrétaire, etc.) et la création du NPA (qui paraît bénéficier d'une dynamique militante) occupent et dominent l'actualité politique à gauche. A l'inverse, le PCF est perçu comme n'en finissant pas de décliner. C'est un parti dont on constate rituellement l'affaiblissement, mais dont l'agenda ne fait plus guère l'actualité. Il en va de même pour le groupe Mélenchon, qui ne suscite que faiblement l'intérêt médiatique et politique. L'invocation régulière et publique de la dissidence (Jean-Luc Mélenchon l'évoque dans un ouvrage publié dès septembre 2007) n'apparaît que comme une figure rituelle et quasi-imposée visant à la dramatisation des enjeux intra-partisans en vue du congrès socialiste.

Le FG est le produit d'une succession d'interactions préalables entre des acteurs investis habituellement dans différents espaces militants. La participation à une campagne référendaire commune en 2005 a facilité l'identification de l'alliance comme scénario possible de réorganisation de la gauche radicale, se fondant notamment sur une interprétation partagée du scrutin comme une réussite de la mobilisation des acteurs de la gauche radicale. Cette interprétation associe la forme de la mobilisation (sa dimension « unitaire ») à sa réussite et à la possibilité d'une victoire électorale, ce qui conduit à doter la thématique unitaire d'une force impérative. Il en résulte également des relations d'interconnaissances renforcées et routinisées de par leur participation à une campagne intense et (relativement) dynamique. Les interactions qui s'y sont développées se poursuivent ensuite dans différents cadres du plus formel au plus informel (réunions ou rencontres plus ou moins officielles à différents niveaux entre dirigeants et militants). Les relations inter-partisanes sont alors nombreuses, qu'ils s'agissent de rechercher des instruments de convergence et de coopération que de relations de concurrence extrêmement conflictuelles, y compris dans des cadres visant à la coopération de ces acteurs. Quel que soit le résultat de ces interactions et les interprétations que les acteurs en font, cette intensification relationnelle conduit à un accroissement des interdépendances, chacun des acteurs étant directement affecté par les coups produits par les autres joueurs.

Pour autant, la campagne référendaire de 2005 ne constitue pas un point de départ ou l'origine d'un processus qui conduirait mécaniquement à l'unification de la gauche radicale. D'une part, il semble vain, comme le rappelle Norbert Elias, de rechercher l'origine de processus sociaux. D'autre part, les trajectoires empruntées par les acteurs coalisés ne sont pas effectuées au regard d'un tel objectif (ou pas uniquement au regard de celui-ci). La possibilité d'une coalition se construit ainsi dans une configuration incertaine et en fonction des intérêts changeants des acteurs en situation.

Ces intérêts dépendent de l'évolution de la position occupée par les acteurs, des représentations qu'ils se font des opportunités et des contraintes qui limitent leurs possibilités stratégiques, mais aussi et peut-être surtout des coups effectués (ou qu'ils anticipent) par les autres acteurs.

Dès lors, et bien qu'il y ait convergence des acteurs autour de la thématique unitaire et de la nécessité de se coaliser (même de manière temporaire et/ou limitée), il ne faut pas en déduire qu'il y a convergence d'intérêts, ou plus précisément, que l'entrée en coalition suppose une même conception de l'unité et de la coalition d'une part, des objectifs et des intérêts poursuivis dans et par la coalition d'autre part. En d'autres termes, et pour reprendre l'analyse de Michel Offerlé à propos des membres d'un parti et donc partie prenante à une relation sociale d'un type particulier, « *les participants à la relation ne sont pas là pour les mêmes raisons* »¹ ; *a fortiori*, serions-nous tentés d'ajouter, si la relation évoquée est une coalition d'acteurs collectifs habituellement en concurrence pour la représentation d'un même électorat et pour l'excellence dans la radicalité (même si ces acteurs réfutent souvent ces logiques concurrentielles). Les tensions récurrentes entre partis coalisés ne s'expliquent pas uniquement par des désaccords ponctuels entre équipes militantes stabilisées et porteuses de cultures politiques et organisationnelles distinctes, comme elles ne peuvent se réduire à une lutte pour les trophées mis en jeu dans la coalition ou que la coalition permet d'obtenir (ou d'en anticiper l'obtention) dans la compétition électorale ou encore à une lecture psychologisante des conflits interpersonnels entre leaders partisans. Comme le propose Daniel Gaxie à propos des relations entre PS et PCF, « *pour comprendre ce paradoxe de l'alliance et du conflit et de l'alliance maintenue après les « ruptures », il faut partir des intérêts collectifs des deux partis* »². Les tensions entre partis d'une même coalition s'expliquent ainsi plus globalement par les différences de conceptions originelles de ce qu'est et devrait être la coalition, sur les objectifs que les acteurs s'assignent et sur les moyens d'y parvenir³. Les acteurs se coalisent ainsi en vertu d'objectifs distincts et parfois difficilement conciliables sans que ces divergences ne débouchent sur la rupture de la coalition. A l'inverse, l'accroissement des tensions en son sein témoigne d'un attachement à la coalition fondé sur la croyance en son efficacité et en l'efficacité du capital politique objectif et constitué progressivement autour d'une marque électorale commune. Le retour sur les trajectoires qui ont conduit les acteurs à se coaliser, sur les relations qui les lient à d'autres, permet également de mettre en exergue l'importance des cadres interprétatifs, c'est-à-dire de l'ensemble des croyances et des connaissances/informations produites et articulées que les acteurs mobilisent (et

¹ Offerlé Michel, *Les partis politiques*, op. cit., p. 35.

² Gaxie Daniel, *La démocratie représentative*, op. cit., p. 111

³ Sur la dramatisation des enjeux lors des négociations électorales, cf. Bué Nicolas, *Rassembler pour régner*, op. cit. Denis Lacorne a également proposé une typologie non exhaustive des différentes postures de négociation. Cf. Lacorne Denis, *Les notables rouges. La construction municipale de l'union de la gauche*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1980, p. 176-178.

ajustent en permanence) pour appréhender l'état du jeu, y agir et anticiper sur les coups joués par les autres acteurs d'une configuration à laquelle ils participent.

Comment une telle coalition peut-elle émerger dans un espace politique très clivé, moins de deux ans après l'échec retentissant d'une précédente initiative unitaire, les collectifs antilibéraux ? En posant cette question du « comment », cette partie invite à prendre ses distances avec les interprétations militantes et/ou journalistiques et ainsi à ne pas voir la coalition comme une entité réifiée. Les acteurs qui participent à cette alliance le font en y investissant leurs propres cadres interprétatifs et leurs propres intérêts et façonnent par leurs interactions tout à la fois compétitives et coopératives, compétitives parce que coopératives, une forme de coalition qu'aucun de ses acteurs n'avaient véritablement anticipée. Par ailleurs, il s'agit d'une coalition de gauche radicale. En réaffirmant cette évidence, nous entendons souligner qu'elle est tributaire des interactions qui s'y déroulent et, plus encore, que la mise en place et la pérennisation de cette coalition traduit l'état des relations d'interdépendances entre les acteurs de gauche radicale (qu'ils participent ou non à cette coalition) dans une configuration historiquement déterminée de cet espace politique.

Cette partie est consacrée à deux unités politiques : le PCF et les tendances socialistes successives qu'anime Jean-Luc Mélenchon¹. Le chapitre deux est consacré à la production de cadres interprétatifs par la direction nationale du PCF au lendemain du scrutin référendaire de 2005 et de l'élection présidentielle de 2007. Dans les deux cas, l'analyse effectuée par l'appareil communiste influe sur les orientations stratégiques adoptées. Le rejet du TCE par référendum est interprété comme une opportunité à saisir. A l'inverse, les désillusions de l'élection présidentielle de 2007 (caractérisée par un nouveau recul historique du PCF) nécessitent le bricolage d'un nouveau cadre interprétatif dans l'urgence alors que les marges de manœuvre de l'appareil communiste sont réduites. Les orientations tactiques retenues sont alors caractérisées par une recherche d'extension des opportunités politiques du PCF par la combinaison d'un fort pragmatisme électoral et de la recherche de nouveaux alliés. Cette séquence est également celle de l'inclusion du PCF dans un

¹ Afin de mettre en exergue les continuités d'un groupe social au-delà de la diversité des noms et organisations (qui rend difficile la perception de la continuité des relations de solidarité pourtant au fondement de l'organisation, du maintien et du renouvellement d'un groupe structuré), nous utiliserons l'expression imparfaite de *groupe Mélenchon* pour désigner le collectif militant constitué par, pour et autour d'un leader partisan, lui-même doté du monopole de l'expression collective du groupe, contribuant ainsi à faire du leader un symbole d'existence collective, de continuité et d'affiliation (se reconnaître en un leader constitue ainsi un point d'appui à la constitution des identités politiques intra-partisanes). Cette expression renvoie ainsi à un sous-groupe partisan, inscrit dans la compétition partisane, y occupant durablement une position d'*outsiders* et représenté par un leader partisan devenant une véritable marque politique. Nous reprenons ici l'analyse de Frédéric Sawicki étudiant l'agrégation d'acteurs autour de Laurent Fabius : « *Laurent Fabius est [...] devenu une marque politique, c'est-à-dire non seulement un entrepreneur individuel mais [aussi] l'expression d'une équipe et d'un certain nombre de valeurs symboliques* ». Cf. Sawicki Frédéric, « Laurent Fabius : du « Giscard de gauche » au « socialiste moderne » », in *Pôle Sud*, 1, 1994, p. 35-60. On prendra garde cependant à ne pas trop homogénéiser un groupe dont la composition sociale va fortement évoluer.

espace d'interactions peu institutionnalisé, concurrentiel et conflictuel, les collectifs antilibéraux, qui fait l'objet du chapitre trois. La production d'une candidature communiste puis les tentatives infructueuses d'imposition de cette candidature font l'objet de résistances importantes des partenaires du PCF. Le décalage croissant entre les positions des uns et des autres dans les collectifs antilibéraux à mesure que les interactions qui s'y déroulent deviennent plus concurrentielles et conflictuelles atteste des divergences profondes qui divisent et structurent durablement l'espace de la gauche radicale, tout autant que l'intérêt des différents acteurs à jouer le jeu, malgré sa conflictualité. Les positions qui s'expriment lors des collectifs antilibéraux traduisent les représentations croisées des acteurs tout autant que la hiérarchie implicite qu'ils établissent entre les différents enjeux qui les opposent. Le quatrième chapitre retrace brièvement la trajectoire du groupe Mélenchon au PS. Celle-ci est longtemps passée et de manière quasi-exclusive par l'investissement de la compétition intra-partisane et l'animation de tendances contestataires. Il s'agit de mettre en relief ce qui se joue dans la campagne référendaire de 2005 en termes de transformation des modalités d'action politique et de prise de distance quant à l'engagement partisan. Enfin, le dernier chapitre de cette partie revient sur la dissidence, conçue comme un processus lent et incertain de renégociation identitaire et de reconversion/réinvestissement des dispositions militantes. Entre 2005 et 2005, alors même que l'*exit* tend à devenir un scénario crédible puis souhaitable, l'activité du groupe Mélenchon oscille ainsi constamment entre investissement dans la compétition intra-partisane et attente/organisation de l'*exit* collectif, traduisant les incertitudes tactiques permanentes de ce groupe militant.

Chapitre 2. Enthousiasme et désillusions. Les ajustements successifs du PCF aux variations des opportunités politiques (2005-2008)

« D'où viennent à la fois le succès de nos efforts de rassemblement en 2005 et l'échec de la tentative de la prolonger en 2007 »¹

29 mai 2005. Le référendum portant sur la ratification du TCE se conclut par un rejet net des électeurs de gauche. Fortement investis dans cette campagne, les responsables et militants communistes y voient l'opportunité d'un retour électoral du PCF et la preuve de l'adéquation de leur offre politique aux attentes des électeurs. Moins de deux ans après, le 22 avril 2007, la candidate du PCF recueille le plus mauvais résultat qu'un communiste ait obtenu à l'élection présidentielle.

Entre ces deux dates, le PCF a développé un cadre interprétatif conduisant à de fortes désillusions lors de la défaite de Marie-George Buffet, et à une perception renforcée d'un phénomène de déclin, apparu un temps écarté pour la direction du PCF. Ce brusque effondrement de la croyance en un retour électoral du PCF a conduit à l'abandon du cadre interprétatif produit pour rendre intelligible *l'état du jeu* et y agir dans la séquence post-référendum. Le résultat des élections présidentielle et législatives de 2007 constitue autant d'incitations contradictoires à une réorientation stratégique. D'une part, le résultat obtenu par Marie-George Buffet rend caduque le cadre interprétatif produit dans le contexte post-référendaire qui conduisait à faire un lien quasi-mécanique entre rejet du TCE, vote populaire et vote communiste à l'élection présidentielle deux ans plus tard. D'autre part, la concurrence électorale de l'extrême gauche lors de l'élection présidentielle rappelle avec force la fragilité de la position communiste, même si les élections législatives permettent aux dirigeants communistes de se rassurer à bon compte (l'implantation territoriale sans commune mesure du PCF au regard des partis d'extrême gauche et le maintien de quelques « bastions » autour de personnalités communistes débouchent sur un revers électoral moins net qu'à l'élection présidentielle). Les bricolages qui résultent de cette confrontation à une configuration bien moins favorable qu'initialement anticipée traduisent parfaitement les hésitations stratégiques qui vont conduire le PCF à s'inscrire dans une coalition de gauche radicale. Ainsi, si la constitution d'une alliance pérenne constitue une traduction de la norme unitaire qui tend à se généraliser au sein de la gauche radicale depuis 2005, il ne s'agit pas pour autant d'un processus linéaire, mené par des acteurs agissant pour réaliser un objectif clair et déterminé, mais à l'inverse d'un processus non planifié, résultat des luttes intra-partisanes et de la concurrence croissante au sein de la gauche

¹ *Communistes*, n°289, 12 décembre 2007, « Le combat politique : quel rassemblement à construire ? Avec qui ? Quelle organisation ? Quel avenir pour le PCF ? ».

radicale pour la domination sur cet espace du champ politique d'une part, et d'autre part, du bricolage d'un nouveau cadre interprétatif et d'une succession de petites décisions prises dans des configurations et en raisons d'objectifs distincts.

Dans ce cadre, la production, l'adoption, l'abandon et l'ajustement permanent des orientations politiques et stratégiques du PCF entre la fin de la campagne référendaire et l'entrée en coalition constituent une véritable étude de cas des processus autonomes mais néanmoins imbriqués conduisant des acteurs politiques à faire alliance en ayant des raisons et des conceptions diamétralement opposées de la coalition.

L'approche retenue dans ce chapitre n'est pas linéaire et vise à mettre en exergue les contraintes de position qui s'exercent sur le PCF et la recherche, par ce parti, de nouvelles opportunités stratégiques. Les choix effectués par la direction du PCF sont ainsi fortement dominés par l'affaiblissement des positions électorales de ce parti qui contraint, en particulier lors des élections locales, à une alliance avec le PS, difficile mais perçue comme nécessaire afin d'éviter des configurations concurrentielles incertaines. A cette première tension, aboutissant à un pragmatisme électoral, s'ajoute une seconde tension qui entre en contradiction avec la première : la recherche d'autonomie partisane par rapport à une alliance au sein de laquelle le PCF occupe une position dominée et relativement marginale. Cette recherche d'autonomie se matérialise lors des mouvements sociaux et lors de différentes élections. Depuis 1981, le PCF présente systématiquement un candidat à l'élection présidentielle. De même, lors des élections européennes qui ne présentent pas les mêmes contraintes électorales, ou les élections législatives (pour lesquelles les accords de répartition et/ou de désistement en faveur du candidat de gauche le mieux placé au premier tour n'empêchent pas l'affirmation des marques partisans, permettant de concilier autonomie et maintien des ressources électives), le PCF opte pour l'autonomie vis-à-vis de son allié socialiste. Dès lors, le système d'alliances pratiqué par le PCF subit des variations régulières (section 1) et dépend, d'une part de la structure des ressources partisans, et de l'état du jeu d'autre part. Après la campagne référendaire de 2005, le travail de mise en sens de la campagne référendaire et du vote (combiné à la centralité dans le système électoral français de l'élection présidentielle qui contribue à l'évidence d'une présence autonome des principales marques politiques), par la représentation d'une configuration favorable au PCF, tend à faire prévaloir l'autonomie vis-à-vis du PS (section 2). L'élection présidentielle d'avril 2007 vient brutalement clore la séquence d'optimisme d'organisation, et réduire fortement ses opportunités stratégiques. Il en résulte une séquence complexe alternant constamment entre affirmation de l'autonomie, recherche de scénarios alternatifs et pragmatisme électoral (section 3).

Section 1. Les variations d'un système d'alliances partisan

Le choix du PCF de s'inscrire dans une coalition électorale à la gauche du PS ne peut se comprendre qu'en le situant dans une perspective plus large des relations que le PCF entretient avec le PS. Avant la campagne référendaire de 2005 et les collectifs antilibéraux, le PCF ne s'est jamais véritablement inclus dans une logique d'alliance avec d'autres formations de la gauche radicale. Dès lors, le choix de sa tactique électorale reposait sur une alternative : soit se présenter sous ses propres couleurs, soit se présenter avec le PS. Celui-ci, malgré les méfiances qu'il génère auprès des dirigeants et militants communistes, n'en était pas moins un allié privilégié. La séquence s'ouvrant en 2005 constitue ainsi une forme de rupture. Mais celle-ci n'est pas constituée par un retournement d'alliances et par leurs perceptions comme antagonistes, mais par l'élaboration progressive et pratique d'un nouveau scénario, s'ajoutant aux deux précédents : l'alliance avec d'autres forces à la gauche du PS (avec ou contre le PS). Dans le même temps, le PCF se situe dans une forte continuité électorale en maintenant le principe même de choix évolutifs et contingents.

Nous reviendrons très rapidement sur les vicissitudes des relations PS-PCF depuis le programme commun (A) qui ont fait l'objet de nombreux travaux, avant de nous attarder sur la période allant de l'élection présidentielle de 2002 à la campagne référendaire de 2005 qui se caractérise par l'abandon implicite de la mutation et une prise de distance critique quant aux alliances avec le PS (B).

A. La fluctuation des rapports entre communistes et socialistes

Les relations entre le PCF et le PS sont particulièrement fluctuantes en fonction des époques et des lieux. Dès 1963, des contacts s'établissent entre PCF et PS conduisant à un « *dialogue idéologique* »¹, avant de soutenir la candidature de François Mitterrand lors de l'élection présidentielle de 1965. La stratégie du programme commun est adoptée par le PCF en 1971, tandis qu'au congrès d'Épinay, le PS adopte un discours plus radical et opte pour l'union de la gauche. Cette convergence, fondée sur des intérêts différents², conduit à la signature du programme commun en 1972. Cette alliance (particulièrement concurrentielle, sinon conflictuelle), en apparaissant rapidement comme plus favorable au PS, est rapidement remise en cause par la direction du PCF qui revendique la réactualisation du programme commun, et adopte sur ce thème une position maximaliste dans une configuration qui ne lui est, *a priori*, guère favorable : le résultat obtenu par le

¹ Vigreux Jean, « Le parti communiste à l'heure de l'union de la gauche », in Tartakowsky Danielle et Bergounioux Alain (dir.), *L'union sans unité*, op. cit., p. 45-56.

² Comme le montrent Jean Vigreux et Denis Lefebvre. Cf. Vigreux Jean, « Le parti communiste à l'heure de l'union de la gauche », op. cit. ; Lefebvre Denis, « Le parti socialiste à l'heure de l'union de la gauche », in Tartakowsky Danielle et Bergounioux Alain (dir.), *L'union sans unité*, op. cit., p. 35-43.

candidat commun de la gauche lors de l'élection présidentielle de 1974, couplé aux résultats des élections locales de 1976 (qui voient les candidats socialistes devancer les communistes) sont autant d'éléments fragilisant la position du PCF dans les négociations avec le PS, dont la direction n'est guère incitée à accepter un rééquilibrage en direction des propositions communistes. La rupture du programme commun s'accompagne au PCF du développement d'un positionnement « *violemment antisocialiste* »¹. Celle-ci s'accompagne de la production et de l'installation durable au sein du PCF d'une représentation négative du programme commun. Il est ainsi courant, lors de notre enquête, de l'entendre lors de discussions avec des dirigeants et plus encore des militants communistes. L'union de la gauche aurait désavantagé le PCF en permettant au PS de « siphonner » les suffrages communistes² comme le souligne Jean Vigreux : « *Après avoir été un mot d'ordre rassembleur, il [le programme commun] devint bientôt un élément de discorde, puis une référence négative. Le PCF qui en avait été le promoteur prend ses distances à son égard et lui impute dans les années 1980 la responsabilité de son déclin* »³. De nombreux travaux scientifiques ont depuis démontré la fragilité de cette grille de lecture forgée au sein du PCF. D'une part, Stéphane Courtois et Marc Lazar ont rappelé la disparité d'objectif entre PCF et PS, soulignant ainsi l'ambition des dirigeants communistes, lors de la signature du programme commun, de maintenir le PS dans une position dominée⁴. D'autre part, Bernard Pudal considère que le programme commun n'a pas contribué au déclin du PCF, mais au contraire, que cette stratégie d'union a pu en masquer temporairement les premiers effets⁵. Florent Gougou démontre également la déconnexion entre programme commun et rupture de l'union de la gauche d'une part, et déclin électoral du PCF d'autre part⁶. Il remarque par ailleurs l'utilité de cette stratégie pour le PCF en ce que l'union de la gauche va permettre à ce parti de constituer et/ou renforcer son réseau d'élus municipaux. Bénéfique au niveau local, l'union de la gauche va très largement résister à son échec national et, comme le rappelle Rémi Lefebvre, devenir « *un des socles de la vie politique local et un élément central des systèmes d'alliances qui la structurent. Constitutive*

¹ Dreyfus Michel, *PCF. Crises et dissidences*, op. cit., p. 160-161.

² Cette grille de lecture a l'avantage, pour les militants communistes, d'imputer – ne serait-ce que partiellement – le déclin électoral et social de leur parti à un allié peu fiable... La mise en place du FG s'est par ailleurs accompagnée d'une adaptation de cette grille de lecture pour justifier la méfiance vis-à-vis du PG et de son leader qui, en tant qu'« ex-socialiste », est régulièrement soupçonné de vouloir « faire une OPA » sur le PCF. Dans les débats militants, le programme commun alimente ainsi des représentations majoritairement négatives légitimant, au gré des circonstances, la méfiance vis-à-vis des alliés socialistes ou du PG.

³ Vigreux Jean, « Le parti communiste à l'heure de l'union de la gauche », op. cit., p. 56.

⁴ Courtois Stéphane et Lazar Marc, *Histoire du Parti communiste français*, op. cit., p. 353-357.

⁵ Pudal Bernard, *Un Monde défait*, op. cit., p.99.

⁶ Gougou Florent, « Le programme commun à l'épreuve des élections. Union de la gauche et changement électoral dans les années 1970 », in Tartakowsky Danielle et Bergounioux Alain (dir.), *L'union sans unité*, op. cit., p. 201-208.

de véritables cultures locales, reproduites par la socialisation militante, elle a résisté à de nombreuses vicissitudes de la vie politique nationale et des relations entre le PCF et le PS »¹.

A partir de 1981, le PCF renoue avec la pratique gouvernementale (situation que ce parti n'avait plus connue depuis 1947), mais dans une configuration bien moins favorable qu'à l'époque. Colette Ysmal rappelle opportunément que le PCF entre au gouvernement dans une « *position subalterne* »². En effet, le PCF n'est plus le parti dominant à gauche et l'élection présidentielle de 1981 a montré un fort décrochage de ses résultats électoraux, puisque Georges Marchais perd plus de cinq points par rapport au résultat obtenu en 1969 par Jacques Duclos (le PCF ayant soutenu François Mitterrand dès le premier tour en 1974). Sa participation gouvernementale (quatre ministres) se fait donc sous la domination nouvelle du PS à partir de 1978-1981³. Les différences de positions sont particulièrement saisissantes si on compare les négociations entre le PCF et la SFIO pour les élections de 1965⁴ aux différentes configurations après 1981. Une première période est caractérisée par la fragmentation et l'affaiblissement du socialisme renforçant la domination électorale du PCF sur la gauche. Le PCF est cependant contraint, au regard de sa position relativement marginale dans le champ politique, d'accepter des concessions peu avantageuses. A partir de la fin des années soixante-dix, la refondation du PS menée depuis 1969 et les importants décrochages électoraux du PCF aboutissent à un réalignement durable à l'avantage du premier. La participation du PCF à un gouvernement dominé par le PS caractérise une séquence marquée, pour Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, par une « *union froide* »⁵. Le départ des ministres communistes du gouvernement en 1984 conduit à une quasi-absence de relations entre les deux partis jusqu'au milieu des années 1990, et à un durcissement du discours communiste par rapport au gouvernement socialiste, tandis que les résultats électoraux enregistrés par le PCF continuent à faiblir. En 1988, le candidat officiel du PCF à l'élection présidentielle, André Lajoinie, se voit concurrencé par un candidat communiste dissident, Pierre Juquin, soutenu par la LCR et des communistes refondateurs⁶.

En 1994, la désignation de Robert Hue au poste de secrétaire national⁷ permet le rétablissement de relations inter-partisanes entre communistes et socialistes, et aboutit à une tension réformatrice visant à transformer fortement le PCF, qui s'accompagne rapidement, après la « *victoire surprise* »⁸

¹ Lefebvre Rémi, « La construction de l'union de la gauche au niveau municipal », *op. cit.*, p. 209.

² Ysmal Colette, *Les partis politiques sous la Ve République*, *op. cit.*, p. 134.

³ Bergounioux Alain et Grunberg Gérard, *L'ambition et le remords*, *op. cit.*, p. 395-396.

⁴ Duhamel Alain, « Le Parti communiste et l'élection présidentielle », *in Revue française de science politique*, 16 (3), 1966, p. 539-547.

⁵ Bergounioux Alain et Grunberg Gérard, *L'ambition et le remords*, *op. cit.*, p. 258-280.

⁶ Sur cette dissidence, cf. Dreyfus Michel, *PCF. Crises et dissidences*, *op. cit.*, p. 177-189 ; Courtois Stéphane et Lazar Marc, *Histoire du Parti communiste français*, *op. cit.*, p. 400.

⁷ Sur cette désignation, cf. Andolfatto Dominique, *PCF. De la mutation à la liquidation*, *op. cit.*, p. 123-129.

⁸ Selon le titre de la chronique électorale consacrée à ces élections. Cf. Perrineau Pascal et Ysmal Colette (dir.), *Le vote surprise. Les élections législatives des 25 mai et 1^{er} juin 1997*, Presses de Sciences Po, Paris, 1998.

de la gauche aux élections législatives anticipées de 1997, d'une nouvelle participation gouvernementale dans une configuration encore moins favorable au PCF qu'en 1981. Le soutien indéfectible de la direction communiste à la participation gouvernementale va conduire à une identification progressive de la « mutation »¹ à cette dernière et à l'alliance privilégiée du PCF avec le PS (comme à l'acceptation implicite de la position dominée qu'une telle alliance induit).

B. Entre prise de distance critique au PS et recherche d'alliances alternatives

L'échec de Robert Hue à l'élection présidentielle de 2002 amène la direction communiste autour de Marie-George Buffet à une prise de distance critique quant à l'allié socialiste et à la participation gouvernementale, aujourd'hui régulièrement critiquée au sein du PCF :

« S'il y a une erreur du Parti communiste, c'est que nous avons participé à des gouvernements qui finalement ont adoubé les logiques libérales. Et donc nous-mêmes, comme communistes, avons contribué, moins que d'autres, les socialistes de façon beaucoup plus forte, mais nous-mêmes, avons contribué à ancrer l'idée dans la tête des gens que cette société-là, eh bien, on ne pouvait pas faire autrement, que de l'accepter et d'essayer de l'aménager pour que les gens souffrent moins. Nous-mêmes, on a donné ce sentiment-là. Notamment en participant au gouvernement Jospin, qui encore une fois n'a pas fait que des mauvaises choses, mais qui progressivement quand même, n'a pas été sur une ligne de rupture avec les logiques dominantes. » (Francis Parny, entretien le 31 janvier 2012. Membre du CEN du PCF en charge des relations extérieures, vice-président du conseil régional d'Ile-de-France)

La critique de la gauche plurielle est aussi une réaction à la relation de dépendance vis-à-vis du PS², renforcée par le principe de la solidarité gouvernementale qui contraint la direction communiste soit à demander la démission de ses ministres, soit à soutenir les réformes gouvernementales. L'assimilation de la mutation à l'alignement du PCF sur le PS va progressivement devenir un enjeu des luttes intra-partisanes et cristalliser les résistances des contestataires, notamment des militants favorables à la construction d'un « pôle de radicalité »³ :

« [Interrogé sur le choix de Robert Hue comme secrétaire national] je pense qu'il a donné un second souffle au Parti communiste. Il avait fait 8,5% à l'élection présidentielle de 95, en menant une campagne sur le renouveau du communisme et sur la critique de l'argent, et en... cassant, enfin en ouvrant le parti. Donc, j'étais très favorable à la première partie de l'expérience Robert Hue. J'ai commencé à le critiquer en 2000 quand j'ai considéré que la participation

¹ Pour une étude détaillée de cette période : Pudal Bernard, *Un Monde défait*, op. cit., p. 163-167 ; Andolfatto Dominique, *PCF. De la mutation à la liquidation*, op. cit.

² Cette critique se retrouve régulièrement dans les débats internes au PCF faisant suite à l'échec électoral de 2007. Pour exemple, Marie-George Buffet appelle la gauche à ne « plus décevoir ». Cf. *Communistes*, n°217, 30 mars 2006, rapport de Marie-George Buffet au 33^e congrès. Plus directement, Joëlle Greder, après l'élection présidentielle, évoque le 21 avril 2002 où « la gauche est lourdement sanctionnée ». Cf. *Communistes*, n°264, 11 mai 2007, CN du 9 mai 2007, rapport de Joëlle Greder. Fin 2007, Jean-Paul Salon est encore plus précis dans la critique de la gauche plurielle, en considérant que la participation gouvernementale a entaché la crédibilité du PCF : « Les dernières décennies, avec notre participation au gouvernement sans modification démocratique des institutions, celle d'une cohabitation qui a promu le quinquennat et l'inversement du calendrier électoral, ont profondément altéré la crédibilité de notre volonté de donner le pouvoir au peuple ». Cf. *Communistes*, n°287, 29 novembre 2007, CN du 4 décembre 2007, rapport de Jean-Paul Salon.

³ *Le Monde*, 14 juin 2002, tribune de Roger Martelli, « Pour un pôle de radicalité ».

gouvernementale menait à une impasse et que lui... [Silence] il avait fait de la mutation un synonyme de participation gouvernementale, de fait. Et donc là, nos voies se sont éloignées. » (Frédéric Gènevée, entretien le 31 janvier 2012. Membre du CEN du PCF, proche des communistes unitaires)

Cette perception d'une dépendance accrue au PS, rendue nécessaire pour préserver les ressources électives du parti, agit comme une contrainte obérant les opportunités du PCF. Ainsi, lors des échéances électorales suivantes, le PCF va constamment hésiter entre autonomie et alliance¹, parfois lors de la même élection, comme par exemple lors des élections régionales de 2004. Si dans une majorité de régions, les militants communistes décident de participer à cette élection dans une configuration de type union de la gauche, dans sept régions au contraire, les militants communistes choisissent de présenter des listes autonomes au premier tour, avant de négocier leur participation à une liste d'union de la gauche au second tour. Si dans certains cas, il s'agit tout autant d'affirmer l'identité communiste que d'améliorer la position du PCF en vue de négocier, dans une meilleure configuration, la participation à une liste avec le PS (comme par exemple dans le Nord-Pas-De-Calais²), dans d'autres cas, il s'agit également d'incarner la tension unitaire, tout en réaffirmant la domination du PCF à la gauche du PS et/ou en cherchant à accroître les possibilités d'alliances du PCF. L'exemple des listes régionales en Ile-de-France est particulièrement significatif, Francis Parny (alors responsable du PCF pour l'Ile-de-France et membre de l'exécutif national) y voyant *a posteriori* une première expérience rendant possible le FG :

« Et c'est donc moi qui ai conduit la première élection régionale où nous n'avons pas fait liste commune avec le Parti socialiste au premier tour. C'était une préfiguration du Front de gauche si vous voulez, même si cela ne s'appelait pas Front de gauche. [...]

On a fait une liste séparée au premier tour et au deuxième tour, bien sûr, on a fait l'alliance pour battre la droite. Mais c'était déjà quelque chose d'important si vous voulez par rapport à l'évolution du Parti communiste. Il y avait déjà quelque chose qui tenait du Front de gauche dans cette alliance. [...]

Ce n'était pas mûr politiquement, mais notre démarche était déjà d'essayer de rassembler ceux qui à gauche considèrent qu'il faut une transformation sociale véritable. » (Francis Parny, entretien le 31 janvier 2012. Membre du CEN du PCF en charge des relations extérieures, vice-président du conseil régional d'Ile-de-France)

De même en juin 2004, le PCF participe pour les élections européennes à une coalition partisane qu'il domine, mais qui constitue néanmoins pour ses partenaires comme Eric Coquerel, une expérience militante commune :

¹ Alain Bergounioux et Gérard Grunberg analysent cette nouvelle séquence comme caractérisée par une direction communiste hésitant « *profondément entre le maintien de ses accords électoraux avec le Parti socialiste et une reconfiguration radicale privilégiant l'opposition* ». Cf. Bergounioux Alain et Grunberg Gérard, *L'ambition et le remords*, op. cit., p. 474.

² Bocquet Alain, *Un Marx, et ça repart !*, Editions Le cherche midi, Paris, 2009, p. 203-204. Jean-Claude Danglot fait de cette stratégie régionale la preuve de la nécessité d'une réaffirmation identitaire du PCF : « *Certains camarades se demandent si le PCF a toujours sa raison d'être, si son affaiblissement n'est pas fatal. Je pense que le PCF a un rôle décisif à jouer dans la société. C'est pourquoi les communistes du Nord-Pas-de-Calais ont présenté une liste autonome aux régionales qui a obtenu 11 % contre 7 % aux législatives. Ce qui est vrai dans une région peut l'être au niveau national à condition de croire encore au Parti* ». Cf. *Communistes*, n°217, 30 mars 2006, intervention au 33^e congrès.

« Ensuite, la deuxième chose importante, à ce moment-là, le parti communiste, on est en 2004, change de ligne politique et commence à envisager de recomposer la gauche populaire et citoyenne, ce qui est un peu l'élargissement, mais à l'époque, avec l'idée que l'élargissement se fait autour du parti communiste. Le parti communiste s'ouvre, mais je crois que leur vision est quand même une ouverture pour redonner un peu de dynamisme au parti communiste avec des satellites autour. Et comme ils ont besoin de satellites autour, ils ont besoin de partis qui représentent un peu de diversité. Sur cela, arrivent les élections européennes de 2004, et je suis sixième sur la liste en Île-de-France, au nom du MARS. » (Eric Coquerel, entretien le 26 juin 2011. En 2004, il est président du MARS. Depuis 2008, secrétaire national du PG)

Si Francis Parny tient pour logique – ce qui repose très largement sur l'incorporation de la position dominante de son parti sur l'espace politique à la gauche du PS – la prééminence du PCF, reposant sur les ressources mobilisables par ce parti, tout autant que sur son initiative d'ouvrir ses propres listes, Eric Coquerel, tout en y voyant le début d'une réorientation stratégique du PCF en faveur de l'unité des organisations évoluant à la gauche du PS, ressent et accepte une position largement dominée qu'il qualifie de « *satellite* » autour du PCF.

Ces deux dirigeants issus de partis différents se rejoignent sur deux points : la reconnaissance tacite d'une domination relative du PCF et l'incorporation de ce dispositif dans la genèse du FG, alors même que ni l'un ni l'autre ne peuvent envisager une telle alliance dans cette configuration. En intégrant ce dispositif dans la genèse du FG, ils mobilisent des représentations communes, certes construites *a posteriori*, relatives à l'émergence progressive de cette coalition et à trouver dans cette expérience, l'un des fondements de la coalition à laquelle ils participent (ce qui permet de revendiquer une continuité de l'engagement). D'autant plus qu'ils occupent tous deux des positions semblables au sein de leurs partis respectifs : tous deux sont conseillers régionaux d'Île-de-France et ont en charge les relations extérieures/unitaires, l'un au PCF, le second au PG. Ainsi, les élections régionales de 2004 ont ceci de commun avec la campagne référendaire de 2005 d'être construites comme un acte d'affranchissement envers un système d'alliance intéressant en termes de ressources, mais fortement contraignant.

La gauche au conseil régional d'Île-de-France

Le conseil régional d'Île-de-France issu des élections régionales de 2010 constitue un espace d'interactions singulier du fait de la présence de nombreux leaders partisans, comme l'explique Francis Parny : « *La région Île-de-France est un lieu où il y a pas mal de dirigeants politiques, ce qui fait que l'on se parle régulièrement* » (entretien le 31 janvier 2012). Ainsi, Eric Coquerel (PG), Laurence Cohen (responsable aux élections au PCF) et Francis Parny (PCF) et Jean-Vincent Placé (en charge des relations extérieures à EELV) sont tous conseillers régionaux d'Île-de-France. Par ailleurs, d'autres figures de ces partis sont également conseillers régionaux dans cette région : Pascale Le Néouannic et François Delapierre qui sont parmi les plus proches collaborateurs de Jean-Luc Mélenchon, Pierre Laurent (secrétaire national du PCF) et Patrice Bessac, membre du comité exécutif national du PCF, Céline Malaisé (membre de la direction de la GU) et Jean-François Pellissier (Les Alternatifs). Par ailleurs, sont également élus dans cette institution des dirigeants de la gauche d'EELV (Francine Bavay ou Jean-Luc Touly), ainsi que de nombreux dirigeants du PS comme Anne Hidalgo, ou même de son aile gauche avec Benoît Hamon et Emmanuel Maurel. Enfin, plusieurs anciens proches de Jean-Luc Mélenchon sont conseillers régionaux PS : Hella Kribi, Marianne Louis ou encore Olivier Thomas. A cette concentration conséquente de dirigeants partisans, notamment en charge des relations extérieures dans leurs partis respectifs, s'ajoute une seconde dimension spécifique au FG, puisque la configuration du FG au sein de

la région Ile-de-France donne à voir les divergences du PCF et du PG sur le rapport au PS et à la participation à des instances exécutives. En effet, il existe au sein de cette institution deux groupes FG : l'un composé des élus communistes et de la GU, qui participe à l'exécutif régional ; le second, composé des élus du PG et des Alternatifs, qui refuse d'intégrer l'exécutif régional.

Section 2. La construction symbolique du 29 mai 2005

« Les oui-ouistes avaient commandé le champagne, nous l'avons bu »¹

Fortement investi dans la campagne pour le non lors du référendum portant sur le TCE, le PCF va ensuite construire une représentation conforme à l'expérience militante vécue pendant cette campagne². Cette construction symbolique passe par la revendication d'une victoire du non portée par la gauche antilibérale (A), par l'investissement intense des militants, en particulier, communistes (B). La victoire ainsi revendiquée, tout autant que l'interprétation du scrutin comme l'expression d'un vote de classe, aboutit à faire du référendum la preuve d'une concordance entre demande politique exprimée par l'électorat de gauche et l'offre politique construite et proposée par le PCF, ce qui accroît fortement les opportunités politiques de ce parti et vient rompre, dans les représentations militantes, avec la longue séquence d'affaiblissement électoral et social du PCF (C). Le 29 mai 2005 est constitué en une véritable ressource symbolique à même de mobiliser les militants autour d'une expérience positive et commune, ainsi que les électeurs de gauche en poursuivant la « *dynamique* » de 2005 dans les élections de 2007, ce qui nécessite la traduction du vote référendaire en vote pour la gauche antilibérale et l'appropriation de cette ressource symbolique (D). Enfin, cette stratégie est d'autant plus partagée au sein du PCF qu'elle vient confirmer les orientations défendues par la direction nationale comme par les segments fondateurs (E).

A. Rejet du libéralisme, vote de gauche et vote de classe

La direction du PCF va longuement chercher à analyser le vote exprimé lors du référendum en construisant symboliquement un vote dénué de toute ambiguïté, fondé sur le rejet des politiques libérales, porté par la mobilisation commune de l'ensemble des organisations prônant une transformation sociale de la société lors d'un important travail d'argumentation fondé sur une multitude d'initiatives à tous les niveaux, ce qui aurait permis une forte politisation et une forte polarisation du scrutin, le non exprimant alors un vote antilibéral, de gauche, alter-européen et de

¹ *Communistes*, n°226, 14 juin 2006, CN du 9 juin 2006, rapport de Patrice Bessac.

² Marc Lazar relève très justement que le résultat de ce référendum tend à effacer « *soudainement un quart de siècle d'échecs électoraux, de chute des effectifs, de perte d'influence, de doutes, de crises internes et d'humiliations* » pour les militants communistes. Cf. Lazar Marc, *Le communisme. Une passion française*, op. cit., p. I-II.

classe (les classes populaires ayant massivement voté contre le TCE)¹. Commentant le CN suivant le référendum, Dominique Andolfatto évoque un « *PCF en apesanteur* »². L'enthousiasme manifesté au sein du PCF après les résultats, tout autant que la construction symbolique de leur signification se poursuit dans les deux conseils nationaux de septembre 2005, tout autant dans le rapport de Richard Sheehan³ que dans celui de Patrice Cohen-Seat⁴. De même, Francis Wurtz salue « *un grand moment de démocratie* » et réaffirme l'appropriation citoyenne du contenu du TCE :

« Les principales organisations engagées pour le « Non de gauche » ont délibérément fait appel à leur réflexion, à leur intelligence, à leurs responsabilités de citoyens du 21^e Siècle. Ainsi, le Parti communiste français a-t-il diffusé, sur une très grande échelle à travers tout le pays, d'abord à partir de... septembre 2003, un document reprenant des extraits significatifs du projet – illustrant ses orientations économiques et sociales, notamment –, puis, à partir d'octobre 2004, le texte complet du traité constitutionnel. Des associations comme Attac furent également très actives. Le débat interne au Parti socialiste contribua beaucoup à la confrontation d'idées. »⁵

L'interprétation du scrutin participe ainsi de la construction symbolique de la victoire d'une mobilisation antilibérale qu'exprimerait le référendum. Cette interprétation vise ainsi, comme le rappelle Lilian Mathieu⁶, à produire une signification conforme aux intérêts de la « gauche du non », c'est-à-dire un vote exprimant l'antilibéralisme, mais aussi à produire un électorat par l'homogénéisation du vote. L'investissement dans les luttes symboliques vise à « *imposer des représentations actives du réel* »⁷ et faire du référendum un véritable symbole en opérant « *un travail culturel et politique de sédimentation de sens autour d'un signifiant* »⁸, ici, autour d'une date, le 29 mai 2005, qui ne renvoie pas seulement à une victoire électorale ou à une adéquation entre les positions du PCF (et plus largement de la gauche du non) avec l'électorat de gauche, mais aussi à une forte dimension affectuelle⁹ qui va permettre l'entretien d'une mémoire militante autour de la campagne référendaire (en constituant une expérience militante commune à des groupes militants

¹ Si l'analyse de la signification du référendum est bien plus complexe, Patrick Lehingue a parfaitement montré l'enjeu politique constitué par l'interprétation de ce scrutin. Cf. Lehingue Patrick, « Le Non français au traité constitutionnel européen (mai 2005). Sur deux lectures « polaires » du scrutin », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 166-167, 2007, 1-2, p. 122-139 ; Lehingue Patrick, « Les interprétations polyphoniques d'un scrutin. Le « non » français à la Constitution (mai 2005) », in Cohen Antonin et Vauchez Antoine (dir.), *La Constitution européenne. Elites, mobilisations, votes*, Editions de l'Université de Bruxelles, 2007, p. 237-269.

² Andolfatto Dominique, « Chronique du PCF du 1^{er} janvier 2005 aux élections européennes de 2009 », *art. cit.*, p. 176.

³ *Communistes*, n°190, 14 septembre 2005, CN du 8 septembre 2005, rapport de Richard Sheehan.

⁴ *Communistes*, n°192, 28 septembre 2005, CN des 21/22 septembre 2005, rapport de Patrice Cohen-Seat. Ce dernier rapport est probablement le plus typique de cette analyse de la signification du 29 mai 2005, largement partagée par d'autres opposants au TCE, tel Henri Weber, proche de Laurent Fabius, qui déclare : « *ce Non est d'abord un vote de gauche, un vote de classe, un vote alter-européen.* ». Cf. « Causes et conséquences du « non » : sept parlementaires répondent », in *Revue politique et parlementaire*, 1036, 2005, p. 145.

⁵ *Ibid.*, p. 147-148.

⁶ Mathieu Lilian, « Trouble dans le genre militant », *op. cit.*, p. 104.

⁷ Braud Philippe, *L'émotion en politique*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1996, p. 87.

⁸ *Ibid.*, p. 89.

⁹ Elias Norbert, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, *op. cit.*, p. 167.

habitué à militer séparément), et le maintien d'interactions sociales fondées sur cette expérience militante et sur le travail de construction symbolique du 29 mai 2005 comme « *un signe surchargé de sens* »¹, représentant tout à la fois le rejet majoritaire du libéralisme dans l'électorat de gauche, l'autonomie possible vis-à-vis du PS et la nécessité de l'unité de la gauche antilibérale. Enfin, en contribuant à l'édification d'une représentation commune de la campagne référendaire, les acteurs concourent à faire exister un espace de la gauche radicale autour d'un symbole commun qui manifeste ainsi l'existence d'intérêts et de représentations communes à des acteurs habituellement concurrents. Mais cette construction symbolique ne passe pas uniquement par l'interprétation des caractéristiques de la mobilisation – qui rend temporairement plus poreuses les frontières entre les différents espaces sociaux² (champ politique, syndical, espace des mouvements sociaux), sans cependant les affaiblir – ou des caractéristiques sociologiques de l'électorat du non, mais aussi par la revendication de la centralité du PCF dans cette victoire.

B. La mise en récit d'une épopée militante

Ce ne sont pas seulement les résultats qui provoquent cet enthousiasme, mais aussi la campagne en elle-même. Certains évoquent l'implication citoyenne, le dynamisme de la campagne, les multiples initiatives, d'autres les échanges sur internet³, la pertinence et la réception des arguments des opposants au traité et la possibilité de s'adresser à un public plus large que celui auquel le PCF s'adresse habituellement :

« Sur le TCE, il s'est passé quelque chose d'assez impressionnant. Moi, toujours ce que je ressors en premier, c'est l'avènement d'internet. La possibilité d'échanger des arguments, des textes, avec des gens que je ne connaissais absolument pas, mais qui, pour moi, avaient une grande pertinence. Beaucoup d'arguments. [...]

Après, sur le lien qu'on a, de militer avec d'autres personnes, ce n'était pas si ouvert que ça, non. Je crois qu'il y avait la bataille du Parti communiste, on n'a pas réellement senti, je dirais, d'autres organisations qui se mêlaient entre elles pour porter une parole, etc. [...] J'ai plus ressenti l'anonymat d'internet, d'échanges fructueux, intéressants et combatifs...

Par contre, ce qui s'est passé, je me souviens : j'ai eu des réunions publiques sur le non, on est arrivés à faire des débats devant les citoyens, avec des tenants du oui. Et là, cela a vraiment été des expériences extraordinaires, parce que [...] les tenants du non avaient... étaient d'une écrasante... argumentation contre les tenants du oui. C'était même... on n'était pas à armes égales quoi! [...] J'étais même des fois mal à l'aise. Parce que je terminais une prise de parole, tout le monde applaudissait. Lui, il [Marc Saint-Denis]⁴ terminait un truc, personne ne disait rien. A un moment donné, c'est trop déséquilibré... Le non va finir par l'emporter... Je ne voyais pas

¹ Braud Philippe, *Sociologie politique*, 9^e édition, LGDJ, Paris, 2008, p. 50.

² Par ailleurs, il établit une continuité entre la campagne référendaire et les différentes mobilisations sociales depuis 1995. Sur ces différentes mobilisations, cf. Bérour Sophie, « La décennie des « victoires défaites » (1995-2007) ou les effets du découplage entre mobilisations sociales et dynamiques syndicales », in Geay Bertrand et Willemez Laurent (dir.), *Pour une gauche de gauche*, op. cit., p. 19-34.

³ Les travaux de Fabienne Greffet confirment l'importance d'internet dans la campagne référendaire. Cf. Greffet Fabienne (dir.), *Continuer la lutte.com*, op. cit., p. 15.

⁴ Conseiller général de Vandœuvre-lès-Nancy (MoDem), favorable à la ratification du TCE.

autrement. [...] Bon, cela a été, pour le Parti communiste, un moment d'une certaine ouverture, une possibilité de s'exprimer vis-à-vis d'un public beaucoup plus large... »¹ (Patrick Hatzig, entretien le 3 février 2012. Secrétaire fédéral du PCF en Meurthe-et-Moselle)

Si le rapport de Patrice Cohen-Seat exprime parfaitement la construction d'une interprétation de la signification du scrutin, celui de Richard Sheehan lors du CN précédent, exprime fortement l'enthousiasme manifesté par les militants communistes après les résultats du référendum :

« L'édition 2005 de la Fête sera le prolongement naturel à l'immense victoire populaire du 29 mai dernier. Il faut une rentrée politique offensive pour le conforter et le porter le plus loin possible, tant sur le niveau politique du contenu de la Fête que sur le rassemblement populaire qui le nourrit. C'est ce souffle propulseur [...], cette dynamique antilibérale, cette irruption citoyenne qui ont changé la donne et qui nous ont changés nous-mêmes, qui vont animer la fête du journal. Journal qui a apporté une contribution déterminante, reconnue et très largement appréciée, tout au long de la campagne référendaire. [...] Le souffle du 29 mai, l'engagement militant, le dynamisme des collectifs du NON, l'intervention des salariés, de la jeunesse, des couches populaires dans le champ politique, la force des attentes, la volonté unitaire placent toute la gauche devant des responsabilités. L'expérience de la campagne référendaire rend possible une union populaire majoritaire, un changement de politique, à une condition: que le peuple garde la main. »²

Les termes employés ici sont particulièrement significatifs en ce qu'ils construisent une représentation positive du scrutin. Il s'agit d'une « *immense victoire populaire* », permettant une « *rentrée politique offensive* », grâce à son « *souffle propulseur* », au « *souffle du 29 mai* », à la « *dynamique antilibérale* » et au « *dynamisme des collectifs du NON* », à « *l'irruption citoyenne* » et « *l'engagement militant* ». la campagne référendaire a ainsi permis de « *changer la donne* », tandis que l'Humanité a apporté « *une contribution déterminante, reconnue et très largement appréciée* », etc. Le champ lexical employé, particulièrement positif, magnifie l'engagement militant et l'appropriation populaire de l'objet, et renvoie presque à une marche triomphante et implacable, une épopée, un événement véritablement historique et fondateur. En effet, le résultat du référendum est alors conçu comme contraignant l'ensemble de la gauche à adopter une position antilibérale afin d'accorder l'offre politique produite par les partis de gauche avec la demande de l'électorat de gauche de contenus davantage antilibéraux. Patrice Cohen-Seat insiste également très fortement sur le lien entre résultat du référendum et réorientation antilibérale de la gauche :

« le début de rassemblement politique qui s'est opéré à gauche autour du NON - un NON qui signifiait clairement le refus du libéralisme - a joué un grand rôle dans la dynamique politique qui a permis la victoire. / Par sa diversité, son éventail politique, le lien nouveau qui s'y est tissé entre des partis et des forces du mouvement syndical, associatif et altermondialiste, ce rassemblement a entrouvert la possibilité que les forces de gauche et de progrès fassent du neuf et surmontent leurs divisions. Il a dessiné la possibilité d'une nouvelle « offre politique » à gauche. Cela a eu un impact considérable. »³

Les débats lors du CN du 8 septembre 2005 attestent d'une représentation positive ouvrant de nouvelles possibilités au PCF⁴ :

¹ Malgré cette vision très positive de la campagne, celle-ci n'a pas constitué véritablement pour lui un cadre d'interactions avec d'autres acteurs investis pour le non, à l'inverse de nombreuses personnes interrogées.

² *Communistes*, n°190, 14 septembre 2005, CN du 8 septembre 2005, rapport de Richard Sheehan.

³ *Communistes*, n°192, 28 septembre 2005, CN des 21/22 septembre 2005, rapport de Patrice Cohen-Seat.

⁴ *Communistes*, n°190, 14 septembre 2005, CN du 8 septembre 2005, discussion générale.

Marie-Pierre Vieu. « on sent la persistance de la dynamique du 29 mai, le bougé dans le sens antilibéral et la responsabilité renouvelée du PCF d'aider au rassemblement et à la convergence de toute la gauche. »

Meriem Derkaoui. « On aurait tort de sous-estimer ce qui s'est exprimé le 29 mai. Le peuple de gauche ne veut plus du modèle libéral. »

Brigitte Dareau. « À partir des enseignements de la construction et de la victoire du NON, le Parti a une grande responsabilité, celle d'intensifier sa démarche stratégique de travail communiste. Une des questions politiques à débattre entre nous, direction nationale, et avec les communistes est le niveau de l'ambition à porter à gauche pour construire un rassemblement majoritaire populaire. »

Ces représentations placent le PCF au cœur de l'avenir de la gauche, tout autant par le rôle qu'il a joué lors de la campagne référendaire, que pour le rôle que la réorientation antilibérale de la gauche devrait lui permettre de jouer. Par ailleurs, les intervenants, plus ou moins explicitement, montrent la prégnance de la représentation de la centralité du PCF dans la campagne référendaire comme le montrent ces quelques extraits des débats lors du CN de septembre 2005.

Lors de ces CN, peu nombreux sont les intervenants qui nuancent l'analyse du 29 mai 2005 ou l'enthousiasme qu'il provoque. Ce n'est véritablement le cas que d'une intervenante, Malika Zediri, qui considère que « *le résultat du référendum du 29 mai est déjà loin dans la tête des gens. La vie continue à se dégrader.* »¹. Ce n'est qu'après les désillusions de l'élection présidentielle en 2007, et dans une moindre mesure après l'échec des collectifs antilibéraux, que cet enthousiasme sera perçu comme excessif. En effet, l'analyse des résultats de l'élection présidentielle conduit la direction nationale du PCF à considérer, parmi les différentes explications produites, que l'échec de Marie-George Buffet vient d'une survalorisation de la capacité à traduire la dynamique du non en vote pour la candidate communiste. De même, la revendication d'une victoire aboutit à fortement homogénéiser les suffrages exprimés lors du référendum, que peu de militants relativisent (l'homogénéisation du vote étant nécessaire à la production d'une interprétation sans équivoque). Enfin, lorsqu'une réflexion vise à relativiser l'analyse du scrutin, elle se fait largement *a posteriori*. Ainsi, le secrétaire fédéral du PCF de Meurthe-et-Moselle, après avoir fait le récit de la campagne référendaire, va reconnaître que la signification du scrutin n'est pas aussi évidente : « *Bon, il [le non] l'a emporté... de peu. Et pas seulement sur un non de gauche d'ailleurs. Il faut se méfier dans cette affaire-là.* » (Patrick Hatzig, entretien le 3 février 2012).

C. Un accroissement des opportunités stratégiques ?

Au-delà de la victoire électorale et de l'enthousiasme manifesté vis-à-vis de la campagne référendaire, le 29 mai 2005 va également être perçu comme mettant fin au déclin électoral du PCF : 1/ le PCF a été fortement mobilisé durant la campagne référendaire pour le non et constitue sa principale composante (minorant ainsi l'impact du ralliement de nombreux responsables socialistes

¹ *Communistes*, n°190, 14 septembre 2005, CN du 8 septembre 2005, discussion générale.

au non¹). 2/ Le résultat du référendum constitue une victoire du non dans lequel la gauche est majoritaire. 3/ Ce sont donc les arguments défendus par le PCF qui ont permis cette victoire. 4/ Cette victoire constitue alors une victoire du PCF.

Cette analyse du vote et de la configuration dans laquelle évolue le PCF aboutit à percevoir une amélioration de la position occupée par ce parti ; perception se traduisant par un discours offensif, ainsi que par la croyance en l'accroissement des opportunités stratégiques (réaliser une union de toute la gauche sur un contenu antilibéral, alliance dans laquelle le PCF aurait un rôle pivot), ce qui explique l'optimisme du discours. Ainsi, Michel Laurent écrit dans un éditorial :

« Dans quelques jours, c'est la Fête ! Merveilleuse performance humaine, elle est cette année la fête des lendemains d'une victoire et ça nous change! [...] / Le PCF a tiré les leçons de ses échecs et a su se mettre au service de cette victoire, a su réfléchir, travailler, se rassembler avec d'autres. »²

Quelques semaines plus tard, lors d'un CN, Pierre Laurent se fait encore plus précis : « *Nous ne sommes plus dans une phase de déclin communiste, mais au contraire dans une phase nouvelle* »³. La campagne référendaire améliore la position occupée par le PCF mais elle contribue également à remobiliser les militants communistes, tant par le dynamisme de la campagne référendaire, que par l'analyse d'une victoire du PCF lors du référendum. Michel Laurent va ainsi écrire que « *les communistes ont repris des couleurs* »⁴, Patrice Falguier considère que « *pour beaucoup, la victoire du 29 mai a changé la donne* »⁵, tandis qu'André Mondange déclare que « *ceux qui ont enterré le PCF en 2002 ont eu tort. Notre rôle dans la victoire du 29 mai fait peur aux forces de l'argent. [...] Nous pouvons redevenir la première force politique à gauche* »⁶. L'enthousiasme manifesté au sein du PCF ne s'explique ainsi pas uniquement par le résultat, mais bien par la remobilisation militante qu'elle manifeste et contribue à produire. De même, le référendum est véritablement conçu comme un moment de rupture particulièrement sensible dans les propos de Pierre Laurent considérant véritablement un avant et un après référendum, celui-ci venant symboliquement marquer la clôture d'une séquence de déclin électoral et social du PCF. L'augmentation du nombre d'adhérents en 2005⁷ vient renforcer cette lecture d'un parti en adéquation avec son électorat, attestant d'un parti et d'une idéologie à nouveau attractifs :

« *Bon, j'ai parlé des années 80, des années 2000, mais il y a une date qui me paraît très importante, c'est celle de 2005. Parce que... pour la première fois, depuis 2005... enfin, en 2005, pour la première fois depuis 25 ans, c'est-à-dire depuis ces fameuses années 1980, le Parti*

¹ Patrick Lehingue montre ainsi que ces ralliements sont plus nombreux et ont davantage impacté le résultat qu'en 1992. Cf. Lehingue Patrick, « Le Non français au traité constitutionnel européen », *art. cit.*

² *Communistes* n°189, 7 septembre 2005, éditorial de Michel Laurent.

³ *Communistes*, n°192, 28 septembre 2005, CN des 21/22 septembre 2005, discussion générale.

⁴ *Communistes* n°189, 7 septembre 2005, éditorial de Michel Laurent.

⁵ *Communistes* n°189, 7 septembre 2005, « Que faire de la victoire du 29 mai ? ».

⁶ *Communistes*, n°217, 30 mars 2006.

⁷ En octobre 2005, le PCF revendique 7 100 nouvelles adhésions depuis le début de l'année, et en décembre 2005, « *près de 10000* ». Cf. *Communistes*, n°193, 6 octobre 2005, « Les responsables à la « Vie du Parti » font le point » ; *Communistes*, n°204, 21 décembre 2005, « Une nouvelle carte pour une nouvelle ambition ».

communiste français cesse de perdre des adhérents. Il stabilise ses effectifs. Parce que jusque-là, on en perdait régulièrement. » (Jacques Chabalier, entretien le 14 décembre 2011. Membre du CEN du PCF en charge de la vie du parti, ancien secrétaire fédéral du PCF d'Indre-et-Loire)

L'augmentation du nombre d'adhérents en 2005 est d'autant plus considérée comme la preuve de l'attractivité du parti (et donc de l'amélioration de sa position) que cela constitue « une *situation que le PCF n'avait pas connue depuis 25 ans* »¹. Le même discours offensif, fondé sur une lecture du référendum comme introduisant une rupture avec les difficultés antérieures du PCF, est produit autour de la souscription annuelle du PCF :

« Pour la première fois depuis très longtemps, il ne s'agit pas de faire face à des difficultés, mais de donner au PCF les moyens d'une véritable offensive politique contre les mesures gouvernementales et pour une alternative portée par un rassemblement majoritaire »²

L'enthousiasme manifesté quant au résultat du scrutin et à la campagne référendaire contribue à un changement dans la perception de la position occupée par le PCF dans le champ politique et l'espace de la gauche radicale. Le PCF n'est alors plus un parti subissant un processus de marginalisation, mais un parti en adéquation avec l'électorat de gauche (vote de classe, rejet du libéralisme, etc.). Dès lors, la configuration est perçue comme plus ouverte : participation à une victoire électorale, bonne réception du discours communiste et augmentation du nombre d'adhérents. La représentation d'un PCF à nouveau attractif autorise un discours offensif et optimiste traduisant la perception d'un accroissement des opportunités qui va rapidement perdre de sa pertinence, face à l'incapacité à imposer le leadership communiste sur les collectifs antilibéraux.

D. Faire du 29 mai 2005 une ressource symbolique de mobilisation

« Mais nous le savons, et je veux le dire avec clarté: si la dynamique populaire antilibérale du 29 mai devait être passée par la colonne pertes et profits, si elle devait se perdre dans les sables, alors non seulement la gauche n'aurait pas les atouts pour réussir une politique de changement, mais au bout du compte, elle ne serait pas victorieuse. Il faut donc que la dynamique populaire antilibérale bouleverse le paysage politique, qu'elle soit visible, qu'elle s'exprime pleinement jusque dans les urnes. [...]

La victoire du 29 mai, comme la nature des luttes qui se développent prouvent que l'hégémonie à gauche des choix d'accommodement avec le libéralisme n'est pas une fatalité! [...]

La dynamique populaire antilibérale doit de nouveau devenir majoritaire à gauche comme l'était le NON! [...]

Tous ceux et celles qui ont été des artisans du 29 mai, individus et organisations, perçoivent que nous avons devant nous une chance historique de bouleverser la donne et de proposer une véritable issue à notre peuple. [...]

Nous avons déjà mis en débat une proposition forte: celle de candidatures de rassemblement exprimant la diversité des forces et des acteurs visant à porter la dynamique populaire antilibérale pour les législatives et la présidentielle. Nous avons proposé que, pour cette dernière, un homme ou une femme issu de notre parti puisse incarner cette dynamique, dans l'esprit de la faire gagner, dans l'esprit d'une campagne commune, menée à plusieurs voix, dans l'esprit du 29 mai. Car nous pensons pouvoir donner les garanties d'un engagement solide et d'un vrai succès partagé. »³

¹ *Communistes*, n°204, 21 décembre 2005, *art. cit.*

² *Communistes*, n°193, 6 octobre 2005, « Des trésoriers à l'offensive ».

³ *Communistes*, n°217, 30 mars 2006, rapport introductif de Marie-George Buffet au 33^e congrès.

Cette longue citation de Marie-George Buffet illustre le lien direct établi par la direction nationale du PCF entre la mobilisation référendaire et le dispositif présidentiel que souhaite adopter ce parti. Ainsi, la perception d'une opportunité stratégique repose ainsi sur l'interprétation de la signification du scrutin, sur les représentations militantes produites dans et autour de la campagne référendaire, mais nécessite la construction du 29 mai 2005 en ressource symbolique mobilisable, tant dans les jeux partisans (pouvoir revendiquer une victoire légitime les orientations de la direction nationale) que dans le champ politique (pouvoir revendiquer la fin du déclin, la centralité du PCF, tenir un discours offensif, etc.), et de se l'approprier. Le cadre interprétatif produit autour de la campagne référendaire permet ainsi de constituer cette campagne comme une ressource permettant de mobiliser les électeurs, mais aussi et surtout les militants en produisant et réactivant régulièrement une mémoire militante autour de la campagne référendaire, construite comme une victoire et comme une épopée militante¹. Cette construction du 29 mai 2005 repose sur une double croyance. D'une part, celle consistant à croire en la possibilité de passer d'un vote contre la ratification du TCE lors du référendum, à un vote en faveur d'un candidat antilibéral². D'autre part, la croyance en l'existence d'un électorat homogène, ayant voté non au TCE et votant habituellement à gauche, exprimant, au travers du vote contre le TCE, une motivation antilibérale.

Si la construction de ce scrutin en ressources mobilisables dans le jeu politique ne pose en soit guère de difficultés du fait d'une interprétation partagée du scrutin, dans la « gauche du non », la possibilité de revendiquer cette ressource au profit d'un parti suppose un travail de légitimation de cette revendication. Ainsi, à défaut de pouvoir en revendiquer seul la victoire, le PCF va régulièrement revendiquer *a posteriori* l'initiative de la mobilisation référendaire. L'analyse que livre Patrice Cohen-Seat en 2007, peu après la défaite de Marie-George Buffet à l'élection présidentielle, atteste du maintien de cette construction symbolique :

« Non seulement le Parti communiste avait pris le premier l'initiative de lancer cette bataille et avait participé à appeler au rassemblement avec deux cents personnalités, mais il se trouvait en quelque sorte « au centre » de ce rassemblement inédit et y jouait un rôle utile : structuration militante de la campagne, impulsion concrète du rassemblement de tous, refus de céder aux pressions des uns pour

¹ La campagne référendaire, par l'intensité de l'activité militante qu'elle a produit, par son caractère relativement inédit, par l'affluence importante dans les meetings du non, etc. a ainsi créé un effet remobilisateur auprès des militants, de la même manière que la participation à un meeting, pour des militants convaincus, permet tout autant de vivre une expérience commune, qu'un phénomène de réassurance collective et de mobilisation en faveur d'une cause.

² Pour ne citer qu'une des nombreuses expressions de cette croyance partagée dans la « gauche du non » : « Pour dire aussi qu'une telle dynamique [exprimée lors du référendum] devrait pouvoir se retrouver lors des futures échéances électorales ». Cf. *Communistes*, n°206, 11 janvier 2006, CN du 6 janvier 2006, rapport de Brigitte Dionnet. Lilian Mathieu, en observant les collectifs antilibéraux, non par sa dimension partisane mais par sa dimension mouvementiste, évoque également cette « erreur de perception » consistant en une « inversion du mécanisme réel : alors que c'est le parti qui fait l'électorat en s'appropriant les votes qui se sont portés sur lui, les tenants de la candidature unitaire ont cru que l'électorat du 29 mai serait la base d'une nouvelle force politique qui trouverait dans l'élection l'occasion de son avènement. ». Cf. Mathieu Lilian, « Trouble dans le genre militant », *op. cit.*, p. 104-106.

exclure les autres. Marie-George Buffet proposa même de partager avec tous ceux qui le voudraient le temps de parole radiotélévisée auquel nous donnait droit notre statut de parti disposant de groupes au Parlement. Notre apport fut reconnu et apprécié. »¹

De même, Francis Wurtz affirme à plusieurs reprises la précocité de l'engagement communiste contre le projet de TCE (évoquant une campagne lancée en septembre 2003). Il réaffirme ensuite cette position en 2009, en évoquant cette fois une initiative du groupe parlementaire GUE-GVN au Parlement européen² en soulignant l'importance, pour la campagne référendaire française, du PCF en évoquant son rôle dans la diffusion d'un argumentaire contre le TCE :

« à plusieurs millions d'exemplaires dans le pays par un parti – en l'occurrence le PCF – convaincu de la justesse de cette cause et suffisamment organisé pour s'adresser largement à la population. Les plus politisés de nos concitoyens s'en saisirent ainsi que de plus en plus d'organisations de gauche pour une fois unies. Un débat s'engagea, qui fit boule de neige. »³

Ces quelques exemples condensent les représentations construites par et pour les militants communistes quant à la centralité du PCF lors de la campagne référendaire et à sa capacité à incarner efficacement l'unité de la gauche radicale. Ce faisant, cette vision enchantée de la campagne référendaire évacue tous les phénomènes d'opposition exprimés lors des collectifs antilibéraux vis-à-vis de cette construction symbolique de la légitimité du PCF à incarner la gauche radicale. Par ailleurs, la mise en place d'un cadre de mobilisation unitaire semble cependant plus complexe et la centralité du PCF revendiquée par ses dirigeants n'est pas perceptible dans le récit d'autres initiateurs de l'appel des 200. Ainsi Claude Debons (militant à l'époque essentiellement à la Fondation Copernic), qui deviendra ensuite coordinateur des collectifs antilibéraux, préfère évoquer le rôle d'Yves Salesse (président de la Fondation Copernic) :

« Yves avait beaucoup travaillé sur les questions européennes. A la fois lorsqu'il avait été au cabinet de Gayssot, c'est lui qui gérait les dossiers européens, tous les dossiers de directives de libéralisations et toutes les négociations européennes dans le champ des transports, et il avait écrit un très gros bouquin [...] sur l'histoire de l'Europe... et je ne sais pas pourquoi, mais en 2004... euh... au printemps 2004, on discutait d'initiatives diverses et il me dit : cette affaire du traité constitutionnel, c'était en 2004, on était vraiment dans les limbes du machin, cette affaire-là, cela va être la question clé. Sur les orientations, sur les choix pour l'avenir, c'est ça qui va cristalliser le libéralisme... Il dit : il faut qu'on prenne l'initiative. Et on commence à rédiger, au mois de juin 2004, ce qui sera l'appel des 200. On finalise cet appel en septembre, on fait une conférence de presse... et donc on appelait à la constitution de collectifs unitaires dans tout le pays... pour s'opposer au traité constitutionnel européen. Il y avait un argumentaire... Alors, au départ, cet appel-là, c'était un appel assez restreint. » (Claude Debons, entretien le 20 décembre 2011. Membre de la Fondation Copernic et ancien dirigeant syndical (FGTE-CFDT))

De même, Nouveau Monde produit un premier argumentaire contre le projet de traité européen, également en septembre 2003⁴, alors même que rien n'indique une transmission du PCF à une tendance socialiste, engagée dans les jeux et enjeux internes et n'ayant pas encore fait

¹ Cohen-Seat Patrice, *Communisme. L'avenir d'une espérance*, Editions Calmann-Lévy, Paris, 2007, p. 49.

² Wurtz Francis, « La gauche et le Parlement européen », in *Transform !*, 4, 2009, p. 10-17.

³ *Ibid.*, p. 12.

⁴ *A Gauche*, n°919, 23 septembre 2003, Emmanuel Maurel, « Pour nous c'est non ! ».

l'apprentissage de la dissidence lors de la campagne référendaire, et n'ayant donc pas de liens particuliers avec le PCF. La production de cet argumentaire par Emmanuel Maurel doit donc davantage à des raisons propres à l'espace socialiste qu'à la reprise d'une initiative communiste (d'autant plus qu'à ce moment, à défaut d'espaces d'interactions, les dirigeants et militants y compris du groupe Mélenchon, côtoient très peu les dirigeants et militants communistes). La production d'un argumentaire pour le non au sein de la LCR sera un peu plus tardive que pour le PCF ou les socialistes du non, puisque le premier article relatif au projet de traité va certes considérer cet objet comme « *un affrontement politique de première importance* », mais ne sera publié qu'en septembre 2004¹. Le récit fait par Elisabeth Gauthier diffère également de celui de Francis Wurtz :

« Au début, il y avait beaucoup d'obstacles. Mais on a réussi, heureusement, avec la contribution des uns et des autres, à lever ces obstacles. C'est vrai que dans un premier temps, le PCF avait quand même plutôt une attitude, disons, ... « c'est nous qui avons fait la conférence de presse qui dénonçait le contenu de ce traité constitutionnel européen. Donc voilà, c'est nous qui sommes le moteur de cette dynamique. Et puis, on va inviter des gens à se joindre à nous ». C'est sûr que cela ne peut pas marcher comme cela. C'est impossible. Donc, il y avait plusieurs personnes qui avaient réfléchi sur comment surmonter cet obstacle. On a donc décidé de faire un appel de personnalités. C'était l'appel des 200... [...] je me rappelle avoir discuté à l'époque avec... avec Yves Salesses et d'autres, afin de trouver des formes d'actions. Pour permettre que tout le monde soit associé, vraiment. Et dans un premier temps, c'est vrai que les responsables du PC avaient hésité à signer cet appel... bon, je pense qu'on est quelques-uns à avoir poussé pour que cela se fasse et cela a fini par se faire. Du coup, c'est cet appel des 200 qui a créé le cadre commun. »
(Elisabeth Gauthier, entretien le 13 décembre 2011. Membre du CEN du PCF, directrice d'Espace Marx)

L'affirmation de la centralité du PCF est ainsi entrée en contradiction avec la volonté de constituer un cadre plus large, expliquant partiellement le choix de réaliser un appel de personnalités en septembre 2004. Les initiatives du PCF ne sont pas niées, mais considérées comme trop centrées sur l'affirmation de ce parti, ce qui va constituer, dans ce récit, un « *obstacle* » devant être dépassé, ou plutôt contourné par une initiative extérieure, construite à la marge des partis par des acteurs occupant des positions hétérogènes mais ayant comme point commun d'être à la marge du champ politique : minoritaires dans des partis (communistes unitaires, UNIR à la LCR, Forces militantes au PS, etc.), ou représentant des partis modestes (comme le MARS), ou encore intervenant dans le champ politique sans se présenter aux élections et en y important des ressources forgées dans et pour l'espace des mouvements sociaux (comme la Fondation Copernic).

La simultanéité des initiatives contre le TCE initiées au sein du PCF et à la gauche du PS doivent davantage à des processus spécifiques qu'à une hypothétique transmission entre deux espaces militants dont rien n'indique l'existence d'interaction constituée. Par ailleurs, les récits de Claude

¹ *Rouge*, n°2079, 23 septembre 2004, Christian Picquet, « La bataille du « non » ». Il est significatif que cette thématique soit introduite par la tendance unitaire de la LCR, qui a la particularité de s'intéresser aux questions institutionnelles, davantage délaissées par la majorité. De même, le « retard » dans la production argumentative contre le TCE au sein de la LCR s'explique également par la configuration spécifique dans laquelle la LCR se situe lors des élections européennes de 2004, l'alliance avec LO rendant difficile l'expression quant à cette question que LO juge mineure.

Debons et Elisabeth Gauthier montre que les différentes initiatives au sein du PCF et du PS sont passées inaperçues, ou ne constituent pas des cadres de mobilisation perçues comme efficaces. Dès lors, les initiatives revendiquées par le PCF doivent être perçues comme faisant sens dans l'espace militant communiste, à la fois comme début d'un processus de production d'un discours d'opposition au TCE, et comme un récit des origines permettant de justifier de la précocité de l'engagement communiste afin de pouvoir revendiquer une place prépondérante dans la victoire du non au référendum¹. Il s'agit ainsi de constituer, par l'appropriation de la référence à une mobilisation victorieuse, une ressource symbolique mobilisable, tant dans le jeu interne (en attribuant une victoire à l'action de la direction nationale) qu'en externe (en produisant un récit des origines propre à légitimer le leadership communiste sur l'espace à la gauche du PS, mais aussi sur l'ensemble de la gauche, du fait de la nécessaire réorientation antilibérale de la gauche).

E. Une confirmation des positions communistes

Cette interprétation de la signification du scrutin vient également confirmer l'analyse faite par le PCF de la gauche, c'est-à-dire d'une seule gauche confrontée à deux orientations possibles : une orientation sociale-libérale, refusée par le PCF, et une orientation « purement protestataire » que ce parti entend refuser tout autant. Les analyses produites après le référendum confirment ce refus du modèle « *des deux gauches incompatibles* » théorisé par la LCR, mais aussi, selon le PCF, par le PS, celui-ci refusant de rompre avec le libéralisme :

« Il ne peut pas y avoir de changement si une majorité de gauche ne se rassemble pas sur un projet politique de rupture avec le libéralisme. Or une partie importante de la gauche, notamment la force qui y est majoritaire, se refuse jusqu'à aujourd'hui à prendre ce chemin.

Mais le discours de l'extrême gauche reste lui aussi marqué par le refus de cet objectif. L'idée qu'il y aurait deux gauches incompatibles, aux frontières définitivement fixées, fige la situation et ferme également la porte à la constitution d'une majorité de changement. [...]

Cela dit, le problème reste entier. Car s'il est impératif de se fixer l'objectif politique de rassembler toute la gauche, il serait absurde de nier qu'il existe en son sein deux orientations aujourd'hui incompatibles : celle qui pousse à la résignation devant un ordre des choses qu'on n'imagine pas pouvoir changer vraiment ; et celle qui pense au contraire que l'objectif doit être une profonde transformation sociale. »²

Le résultat du référendum, en étant analysé comme une volonté de rupture avec le libéralisme d'une majorité de l'électorat de gauche, doit théoriquement conduire l'ensemble de la gauche à une transformation de son offre politique : l'extrême gauche devant accepter une réorientation stratégique (abandon de la théorie des deux gauches et participation potentielle à une majorité

¹ Quelques interventions lors des CN attestent de cette stratégie d'interprétation/appropriation du 29 mai 2005 : « *Ne nous faisons pas voler la victoire contre le libéralisme du 29 mai* » (Joëlle Greder) ; « *Tout le monde reconnaît la place prise par le PCF dans la victoire du NON. Tirons tous les enseignements de cette expérience pour écrire une nouvelle page politique* » (Joël Carliez). Cf. *Communistes*, n°190, 14 septembre 2005, CN du 8 septembre 2005, discussion générale.

² *Communistes*, n°192, 28 septembre 2005, CN des 21/22 septembre 2005, rapport de Patrice Cohen-Seat.

gouvernementale) et le PS devant accepter une réorientation idéologique (en adoptant un positionnement antilibéral). Sans être producteur de cette analyse, la campagne référendaire et l'analyse qui en est faite viennent confirmer, au sein du PCF, la validité de ses choix stratégiques, ce qui conduit ses dirigeants à produire un discours visant à amener l'ensemble de la gauche sur ses positions en faveur d'une union de la gauche sur un contenu antilibéral. Cela permet également de constituer, d'un point de vue discursif, la position du PCF, non dans les marges ou les marches de la gauche, mais au centre de celle-ci, et d'incarner au mieux la tension à l'unité. C'est en ce sens qu'il faut comprendre la déclaration de candidature de Marie-George Buffet en juin 2005¹ :

« Nous avons convoqué notre congrès pour la fin mars 2006. L'ordre du jour comportera la candidature à l'élection présidentielle. Il y aura une candidature communiste en 2007. D'autant plus que le PCF regagne, pas à pas, une utilité, un rôle à gauche. Je crois que cette candidature sera très utile au débat et au rassemblement de la gauche »

Dans cette même interview, elle repousse la théorie des deux gauches² et affirme : « *Toute la gauche peut se rassembler sur une base antilibérale* ». Cette conception, qui réfute l'hégémonie du PS³ et affirme la centralité du PCF, est renforcée par la campagne référendaire et son analyse. Le lien entre rejet de la théorie des deux gauches et 29 mai 2005 est régulièrement affirmé. Les analyses produites au sein du PCF mettent ainsi systématiquement en avant la centralité du PCF dans la gauche depuis la campagne référendaire et le refus tout aussi fort de la coupure entre deux gauches :

Marie-George Buffet. « Les hommes et les femmes qui ont porté le NON de la victoire n'attendent pas des forces de gauche égocentrées sur leurs problèmes internes. [...] Ils n'attendent pas qu'on leur fasse choisir entre une alternance faible et une opposition pure et dure qui regarde de loin les partis de « gouvernement ». Ces deux facettes ont mené la gauche à l'échec. »⁴

Jean-François Gau. « Le 29 mai, des refus et des exigences ont été majoritaires. Une dynamique majoritaire peut donc se construire pour y répondre. »⁵

Michel Laurent. « Son ambition [au PCF] n'est pas seulement de témoigner mais de tout faire pour que s'exprime, par l'action et le vote, une majorité politique antilibérale de gauche. »⁶

Marie-Pierre Vieu. « Seul le PCF porte l'exigence d'un rassemblement majoritaire et transformateur. Pour des raisons opposées, le PS comme la gauche dite radicale se satisfont de la division de la gauche. Nous, au contraire, visons à la rassembler plus largement que le 29 mai pour battre la droite et impulser la politique qui rompt avec le libéralisme en s'appuyant sur la force populaire pour y parvenir. C'est pourquoi, si une candidature communiste à la présidentielle ne se décrète pas d'emblée, elle trouve sa maturation dans cette ambition. »⁷

¹ *Libération*, 16 juin 2005, « Faire gagner une gauche qui cette fois-ci colle à son peuple ».

² Ce rejet de la théorie développée par la LCR n'est pas spécifique au PCF. Ainsi, PRS développait une analyse (rejetant les sectarismes supposés de la LCR et du PS) semblable pour justifier de sa position à l'intersection de la gauche. Pour un exemple de la résistance à cette théorie de la LCR : Ramaux Christophe, « Gauche protestataire versus gauche gouvernementale : le piège infernal », in *Mouvements*, 23, 2002, p. 60-67.

³ Qui est parfois directement réfuté dans les débats du CN. Ainsi Jean-Paul Salon critique « *la prétention hégémonique du PS [qui] plombe le rassemblement car elle s'oppose à cette volonté unitaire* ». Cf. *Communistes*, n°192, 28 septembre 2005, CN des 21/22 septembre 2005, discussion générale.

⁴ *Communistes*, n°188, 31 août 2005, discours de Marie-George Buffet à Marseille.

⁵ *Communistes*, n°188, 31 août 2005.

⁶ *Communistes* n°189, 7 septembre 2005, éditorial de Michel Laurent.

⁷ *Communistes*, n°192, 28 septembre 2005, CN des 21/22 septembre 2005, discussion générale.

« On exprime une certaine radicalité, une certaine autonomie, mais au sein de la gauche, contrairement au NPA, nous on ne dit pas : rien avec le Parti socialiste. On dit que notre mouvement, c'est pour faire bouger toute la gauche à gauche ! Voilà. C'est bien une entreprise d'une certaine radicalité et d'une autonomie, dans le cadre de la gauche et de l'union au deuxième tour. Donc ça, c'est l'élection régionale. Ensuite, il y a le traité constitutionnel où la même ligne s'affirme. Il y a des gens à gauche qui ne veulent pas de cette Europe de Lisbonne. » (Francis Parny, entretien le 31 janvier 2012. Membre du CEN du PCF)

Marie-George Buffet justifie ce lien par la mise en adéquation de l'offre partisane (stratégique, idéologique et programmatique) avec la demande électorale (rupture avec le libéralisme exprimant un non de classe, tension unitaire) : les électeurs auraient ainsi signifié leur volonté d'une réorientation de la gauche accordant une place centrale aux positions défendues par le PCF. Jean-François Gau et Michel Laurent affirment tout deux l'existence d'un lien direct entre la campagne référendaire et la réorientation de la gauche, tandis que Marie-Pierre Vieu affirme avec le plus de force la centralité du PCF, « seul » à véritablement pouvoir incarner la « dynamique » du 29 mai. Le dernier extrait, d'une nature différente (entretien réalisé *a posteriori*, et non un discours tenu au sein d'une institution, dans le temps de l'action), résume bien ce rejet de la théorie des deux gauches, et la volonté de concilier ce qui peut apparaître à d'autres comme inconciliable. Olivier Besancenot ne manque d'ailleurs pas de souligner l'ambiguïté de la position communiste :

« Toute la gauche qu'est-ce que ça veut dire? Est-ce qu'on peut penser convertir à l'antilibéralisme l'ensemble de la gauche – l'ensemble des partis et leurs directions? C'est pourquoi je dis qu'il y a des choses qu'on peut faire ensemble à gauche, avec toute la gauche et qu'il y a des choses qu'on ne peut pas faire, notamment gouverner avec le social-libéralisme ou faire des alliances parlementaires avec le social-libéralisme »¹

Cette stratégie est également contestée au sein du PCF par les segments les plus identitaires :

« Pas d'accord pour dire « l'essentiel c'est le rassemblement » ; c'est très insuffisant. Bien sûr, il faut rassembler ; il y a un enjeu à avoir le drapeau de l'union ; mais c'est inséparable de l'enjeu essentiel de contenu de l'union. Sinon on nourrira (à nouveau) des illusions unitaires qui se retourneraient contre nous. »²

Plus largement, cette conception du scrutin comme devant conduire à une union de la gauche autour d'un programme antilibéral n'est guère partagée que par la direction du PCF et par le groupe Mélenchon au sein du PS qui développe, à cette période, la thématique de l'union de la gauche sans exclusive (en rejetant dos-à-dos LCR et direction socialiste), puis de l'union dans l'union (union de la gauche antilibérale, pratiquant le désistement en faveur du candidat le mieux placé à gauche). Cependant, si direction communiste et groupe Mélenchon construisent une même représentation de l'état du jeu, ils diffèrent sur un point essentiel : pour la direction communiste, cela amène à réaffirmer la centralité du PCF et à nuancer voire infirmer la domination socialiste ; pour le groupe Mélenchon, cela conduit à réaffirmer la domination du PS, mais en son sein, à donner la direction aux tenants du non, ce qui se traduit par le soutien à Laurent Fabius, puis lors de son réinvestissement

¹ *Communistes*, n°201, 30 novembre 2005.

² *Communistes*, n°192, 28 septembre 2005, CN des 21/22 septembre 2005, Nicolas Marchand.

dans les collectifs antilibéraux à proposer la candidature de Jean-Luc Mélenchon, présentée comme la plus à même d'incarner efficacement une gauche antilibérale dans les urnes car en adéquation avec l'électorat du « non de gauche », en ce qu'elle émane d'un socialiste du non, positionné à l'intersection du PS et de la gauche radicale.

Section 3. L'avenir du PCF en question. Une recherche d'alternatives stratégiques fortement contrainte (mai 2007-décembre 2008)

1,93%. Ce résultat constitue le plus faible résultat de l'histoire du PCF, alors même que deux ans plus tôt, la direction nationale du PCF a participé à une campagne référendaire interprétée comme la victoire d'un non antilibéral, d'un retour du PCF qui en aurait terminé avec son déclin¹. Après l'échec à faire prévaloir au sein des collectifs antilibéraux le cadre interprétatif produit pour et par le PCF, la faiblesse du résultat de Marie-George Buffet constitue un nouveau revers, d'autant plus difficilement perçu qu'il fait suite à une période d'enthousiasme militant. Pour autant, la question de l'avenir électoral du PCF n'est pas nouvelle. Commentant l'élection présidentielle de 1995, François Hincker résume crûment la tonalité des débats concernant les échéances électorales au sein du PCF : « Depuis 1981, à l'approche de chaque scrutin, il [le PCF] est saisi, dirigeants comme militants, d'une angoisse existentielle : n'allons-nous pas décliner encore davantage ? »² Les questions posées par la science politique, comme l'illustrent les travaux de Jeannine Olmi portant sur la fédération communiste de Meurthe-et-Moselle, *Le PCF a-t-il un avenir ?*³, ou ceux de Marie-Claire Lavabre et François Platone, *Que reste-t-il du PCF ?*⁴, sont partagées par les militants et dirigeants communistes. A cet enjeu de compréhension du déclin électoral et social du PCF s'ajoute une autre interrogation, spécifique aux militants du PCF : comment s'en sortir ?

La décision de s'inscrire dans une coalition partisane constitue un ajustement stratégique du PCF à une configuration particulièrement défavorable. Dans le même temps, ce choix ne peut être considéré comme issu d'un processus linéaire. En effet, les élections de 2007 ont ouvert une phase d'intenses débats intra-partisans pour comprendre les résultats du PCF (A), qui ont permis l'intensification de l'expression des opposants au sein du PCF, contraignant la direction nationale à une redéfinition stratégique prudente (B), mêlant préservation des ressources électives et symboliques par l'union de la gauche lors des élections de 2008 (C) et recherche de nouvelles alliances (D), prudentes et réversibles (E) pour les élections européennes de 2009.

¹ Comme l'affirmait, en septembre 2005, Pierre Laurent. Cf. *Communistes*, n°192, 28 septembre 2005.

² Hincker François, « Le PCF devant l'élection présidentielle », *op. cit.*, p. 47.

³ Olmi Janine, *Le PCF a-t-il un avenir ?*, *op. cit.*

⁴ Lavabre Marie-Claire et Platone François, *Que reste-t-il du PCF ?*, *op. cit.*

A. Comprendre. La recherche d'explication à la défaite

La situation est telle qu'un CN est immédiatement convoqué le 24 avril 2007. Fait peu courant, le rapport introductif est précédé par une courte déclaration de Marie-George Buffet dans laquelle elle exprime l'incompréhension de la direction communiste face à ce résultat : « *Je voudrais tout d'abord remercier tous les camarades pour la magnifique campagne qu'ils ont menée, et leur dire que je partage leur déception devant notre résultat et que j'en assume la responsabilité* »¹. Elle y appelle à battre Nicolas Sarkozy et à faire élire un maximum de députés communistes. Par ailleurs, elle annonce un grand débat interne au PCF visant à questionner toutes les dimensions de l'activité partisane², « *sans aucun tabou* »³, et pour cela, propose la convocation d'un congrès extraordinaire à la fin de l'année 2007. La direction nationale du PCF va rapidement produire une grille d'analyse minorant sa responsabilité dans l'échec. Ainsi, Olivier Dartigolles, dont le rapport au CN du 24 avril 2007 constitue une analyse électorale de l'élection présidentielle avance plusieurs explications au résultat de Marie-George Buffet. Ainsi, malgré la reconnaissance de la défaite – le rapporteur évoque ainsi un « *résultat [qui] traduit une grande fragilité de notre influence* »⁴ –, qu'il ne cherche pas à minorer, la première explication qu'il avance est celle d'un « *vote utile exacerbé* »⁵. Dans le même temps, son analyse de l'électorat de Marie-George Buffet le conduit à conclure, du fait du vieillissement de l'électorat communiste, sur la quasi-disparition de l'électorat communiste traditionnel : « *C'est pourquoi notre problème est moins de reconquérir un électorat que d'en conquérir un nouveau* ». A cette première explication exogène, il en ajoute une seconde : l'échec des collectifs antilibéraux. Cet échec aurait privé Marie-George Buffet de la dynamique de 2005 :

« Au début de l'automne dernier, nous avons tous en tête le mouvement formidable qui avait conduit à la victoire du « non ». C'était à cela que nous pensions, c'était cela que nous espérions. Mais franchement, ce n'est pas sur ces bases que les choses ont démarré. Elles ont démarré dans l'amertume de l'échec du rassemblement antilibéral, avec des questions, des doutes, la peur aussi de revoir nos espoirs remis en cause. Ensemble, nous avons pris une décision de responsabilité, nous avons emprunté un chemin de courage et de dignité, un chemin qui ouvre un avenir »⁶

Tout en soulignant les effets démobilisateurs de cet échec, producteur « *d'amertume* », d'interrogations, de « *doutes* », de « *peur de revoir nos espoirs remis en cause* », il réfute toute responsabilité du PCF dans cet échec puisque la décision du PCF de maintenir la candidature de Marie-George Buffet est « *un chemin de courage et de dignité* ». Dès ce rapport, la direction du PCF

¹ *Communistes*, n°263, 26 avril 2007, « Déclaration de Marie-George Buffet ».

² Sur les modalités et le contenu de ces débats, cf. Pudal Bernard, « PCF : un parti peut-il en cacher un autre ? », *op. cit.*, p. 239-258.

³ *Communistes*, n°263, 26 avril 2007, « Déclaration de Marie-George Buffet ». Dans cette déclaration, elle ira jusqu'à remettre en cause sa fonction de secrétaire nationale du PCF, proposition qui disparaîtra dans la suite des débats intra-partisans, tout comme toute remise en cause de la légitimité de l'exécutif national.

⁴ *Communistes*, n°263, 26 avril 2007, CN du 24 avril 2007, rapport d'Olivier Dartigolles.

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*

construit un discours dual : d'un côté, une reconnaissance de l'importance de l'échec électoral rencontré par le PCF conduisant à prendre l'initiative d'une importante ouverture des possibilités¹, de l'autre, une recherche d'explication largement tournée vers des causes exogènes, conduisant à relativiser la responsabilité de l'institution partisane. Ainsi, les explications conduisent à reconnaître la gravité de la situation électorale du PCF, tout en soulignant des causes dénuées de lien avec les orientations stratégiques du PCF. Dans la résolution adoptée lors de ce CN², l'explication « *vote utile* » est mentionnée à deux reprises, ce phénomène étant considéré comme « *massif* », même s'il « *n'explique pas tout* ». Les difficultés du PCF sont replacées dans un cadre plus général : les résultats de l'extrême gauche sont analysées comme en stagnation et souffrant du vote utile, tandis que la résolution pointe non une crise du PCF, mais une « *crise de la gauche – idéologique, politique et structurelle – [qui] s'approfondit* »³. Cette résolution reprend l'analyse des résultats de Marie-George Buffet par l'incapacité à prolonger la dynamique référendaire. La critique des collectifs antilibéraux se fait plus précise lors du CN du 9 mai 2007 : l'incapacité des collectifs à désigner un candidat unique serait due à la transformation de « *nombre de collectifs, d'espaces citoyens ouverts en cartels d'organisations [ce qui] a fini par faire échouer la dynamique unitaire* »⁴. L'auteur de ce rapport y affirme enfin que la direction du PCF avait « *perçu immédiatement la difficulté de transformer les acquis de cette campagne et du résultat du 29 mai en tremplin pour de nouvelles avancées* »⁵.

Après les élections législatives, un nouveau bilan des élections de 2007 est fait lors d'un CN introduit par un rapport de Marie-George Buffet⁶. Elle y explique l'échec du PCF notamment par le nombre important de candidatures à gauche et se situe dans un échec commun à toute la gauche : « *Comment ne pas voir, par exemple, combien le choix du Parti socialiste, dès 1983, d'assumer une politique d'accompagnement du capitalisme a fragilisé l'ensemble de la gauche depuis toutes ces années* »⁷. Par ailleurs, elle conteste toute réussite électorale de l'extrême gauche en pointant la perte d'audience de celle-ci ainsi que son manque d'implantation qui ne lui permet pas d'obtenir des députés : « *elle est incapable, on le voit aux législatives, d'obtenir une représentation institutionnelle*

¹ Bernard Pudal souligne l'usage instrumental de la démocratisation intra-partisane : « *L'inflation de démocratie interne que connaît le PCF ne remplit-elle pas une fonction homologue à celle du centralisme bureaucratique antérieur, celle de préserver l'inertie de l'appareil en rendant inopérante toute critique, hier par le jeu de la marginalisation, de l'exclusion, de la disqualification, aujourd'hui par une sorte de démagogie d'organisation où l'on promeut chaque communiste au statut de théoricien ?* ». Cf. Pudal Bernard, « PCF : un parti peut-il en cacher un autre ? », *op. cit.*, p. 250-251.

² *Communistes*, n°263, 26 avril 2007, « Résolution du conseil national du 24 avril 2007 ».

³ *Ibid.*

⁴ *Communistes*, n°264, 11 mai 2007, CN du 9 mai 2007, rapport de Joëlle Greder.

⁵ *Ibid.* Cette affirmation ressort largement d'une reconstruction *a posteriori*, à l'aune du double échec des collectifs antilibéraux et de la campagne présidentielle. En effet, entre mai 2005 et décembre 2006, c'est bien la croyance en une dynamique électorale autour du rejet du TCE en 2005 qui prédomine dans les débats et analyses communistes.

⁶ *Communistes*, n°271, 27 juin 2007, CN du 22 et 23 juin 2007, rapport de Marie-George Buffet.

⁷ *Ibid.*

et de contribuer efficacement à changer la vie »¹. En recherchant les causes de la défaite électorale, la secrétaire nationale du PCF opère un retour critique sur l'interprétation de la campagne référendaire de 2005 en recherchant les causes de l'échec des collectifs antilibéraux. Elle avance trois explications. Tout d'abord, l'échec des collectifs s'expliquerait par une « surestimation de notre capacité à transformer la dynamique du « NON » en une adhésion populaire à un projet véritablement alternatif »². Si cette explication constitue une reconnaissance d'une erreur d'interprétation de la part de la direction du PCF, la seconde cause de l'échec des collectifs est à chercher dans les :

« choix politiques des forces venues du Parti socialiste et de la majorité de la LCR. [...] Dès lors, le rassemblement que nous voulions construire est apparu réduit alors même que montait en puissance la campagne de Ségolène Royal. Et dans ce cadre nous sommes apparus à notre corps défendant relégués à la gauche de la gauche. »³

Enfin, la troisième explication évoque l'incapacité à s'accorder sur une candidature commune. Cette troisième explication est sans doute la plus intéressante car elle reconnaît un lien direct entre choix de la candidature pour l'élection présidentielle et hypothèse d'une recomposition politique. Le maintien de la candidature de Marie-George Buffet n'est plus seulement motivé par la conviction qu'il s'agit de la meilleure candidature, par l'importance des ressources mobilisables, etc. mais aussi par le fait qu'une autre candidature aurait pu constituer un point d'appui à une stratégie de reconfiguration de l'espace de la gauche radicale, refusée par le PCF :

« Soyons francs : si nous avons défendu ma candidature pour des raisons de fond, derrière ce débat pointait aussi pour nous comme pour tous nos partenaires en permanence la question du lendemain de la présidentielle, de l'éventuelle recomposition. Et dans cette situation, nous avons été amenés à faire le choix politique d'une candidature communiste de rassemblement. »⁴

Les mots pour le dire

La production d'un cadre interprétatif permettant la compréhension du résultat de Marie-George Buffet au premier tour de l'élection présidentielle constitue un enjeu central des jeux intra-partisans dans la séquence de remise en cause et d'introspection ouverte par la direction nationale du PCF après le « séisme »⁵ du 22 avril 2007. Le terme de « déclin » est relativement peu usité dans les débats intra-partisans, car il renvoie, comme le souligne Jean Ranger, à deux réalités : l'affaiblissement électoral et l'idée d'une régression progressive vers la fin du PCF⁶. Si la première n'est pas contestée par les militants communistes, la seconde ne peut être que réfutée par ces mêmes militants de par son inéluctabilité qui empêche, dès lors, tout volontarisme et rend inutile, et donc particulièrement coûteux pour l'engagement, toute entreprise visant à reconstruire un parti communiste doté d'une forte audience électorale et sociale.

Le registre adopté pour rendre compte de l'élection présidentielle contribue à la production d'une représentation uniforme et homogène, relativement partagée au sein du parti. Ainsi, il convient de

¹ *Communistes*, n°271, 27 juin 2007, CN du 22 et 23 juin 2007, rapport de Marie-George Buffet. Cette présentation a l'avantage de ne pas remettre en cause la domination du PCF en minorant les résultats de l'extrême gauche, alors même qu'Olivier Besancenot obtient un résultat plus de deux fois supérieur à celui de Marie-George Buffet.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ Pudal Bernard, « PCF : un parti peut-il en cacher un autre ? », *op. cit.*, p. 241.

⁶ Ranger Jean, « Le déclin du Parti communiste français », *art. cit.*, p. 46.

distinguer l'usage fait par les différents opposants à la direction du PCF (l'échec électoral comme ressource symbolique dans les jeux partisans pour délégitimer les orientations de la direction nationale et justifier de la nécessaire adoption de leur propre orientation stratégique). Pour cela, n'ont été retenues dans la liste qui suit, que des expressions courtes utilisées pour rendre compte du résultat de l'élection présidentielle, dans les seules interventions et textes publiés dans *Communistes*, et issus, soit d'une décision adoptée par l'une des instances dirigeantes du parti (CEN, CN), soit d'un discours produit par l'un des cadres dirigeants du PCF (liste non exhaustive) :

« terrible résultat »¹ ; « déclin électoral quasi permanent »² ; « notre déclin »³ ; « déclin électoral du PCF quasi permanent »⁴ ; « déclin électoral »⁵ ; « un nouveau et très grave revers électoral »⁶ ; « nouveau traumatisme »⁷ ; « une lente mais continue érosion de notre influence électorale »⁸ ; « affaiblissement »⁹ ; « gravité de notre échec »¹⁰ ; « perte d'influence »¹¹ ; « défi existentiel »¹² ; « affaiblissement endémique »¹³ ; « Je ne me résigne pas à un parti à 1.93% ni à l'idée d'un parti seulement contestataire »¹⁴

La production d'un cadre interprétatif de la défaite est rendu d'autant plus nécessaire que l'interprétation des résultats obtenus constitue un enjeu de luttes dans l'espace partisan. Les opposants à la direction nationale s'accordent, quel que soit leur usage de ce constat, pour considérer un échec sans précédent, qui aurait pu être évité si la direction du PCF avait suivi d'autres orientations stratégiques et réfuter l'argument du vote utile. Ainsi, lors du CN du 24 avril 2007, les segments identitaires expliquent le résultat de Marie-George Buffet par « l'abandon de l'identité communiste »¹⁵ et mettent directement en cause la responsabilité de la direction nationale du PCF. La défaite vient alors confirmer leur revendication stratégique d'une réaffirmation de l'identité communiste dans les dispositifs électoraux, ce qui suppose le rejet des alliances avec le PS et de toute alliance à la gauche de ce parti. Si les segments refondateurs ou unitaires considèrent également un résultat « prévisible et évitable »¹⁶, qui « n'est pas une surprise »¹⁷, voire un « fiasco »¹⁸, ils refusent tout autant l'argument du vote utile¹, et pointent « l'autisme » de la direction

¹ *Communistes*, n°271, 27 juin 2007, CN du 22 et 23 juin 2007, rapport de Marie-George Buffet.

² *Ibid.*

³ *Communistes*, n°271, 27 juin 2007, CN du 22 et 23 juin 2007, Nicole Borvo.

⁴ *Communistes*, n°271, 27 juin 2007.

⁵ *Communistes*, n°326, 30 octobre 2008, Marie-George Buffet, « Information sur la commission de transparence des candidatures » (le « déclin » est mentionné à deux reprises).

⁶ *Communistes*, n°278, 26 septembre 2007, avis du CEN relatif au congrès extraordinaire.

⁷ *Communistes*, n°280, 10 octobre 2007, CN des 6/7 octobre 2007, rapport d'Hervé Bramy.

⁸ *Ibid.*

⁹ *Communistes*, n°280, 10 octobre 2007, décision du CN des 6/7 octobre 2007.

¹⁰ *Communistes*, n°287, 29 novembre 2007, CN du 4 décembre 2007, rapport de Jean-Paul Salon.

¹¹ *Communistes*, n°287, 29 novembre 2007, projet de mandat soumis au débat de l'assemblée des délégués de section.

¹² *Communistes*, n°289, 12 décembre 2007, mandat pour le 34^e congrès.

¹³ *Communistes*, n°290, 19 décembre 2007, Jean-Louis Le Moing, « Des exigences, un cap, des responsabilités... ».

¹⁴ *Communistes*, n°326, 30 octobre 2008, Marie-George Buffet, « Information sur la commission de transparence des candidatures »

¹⁵ *Communistes*, n°263, 26 avril 2007, CN du 24 avril 2007, André Gerin.

¹⁶ *Communistes*, n°263, 26 avril 2007, CN du 24 avril 2007, Philippe Stierlin.

¹⁷ *Communistes*, n°263, 26 avril 2007, CN du 24 avril 2007, Roger Martelli.

¹⁸ *Communistes*, n°263, 26 avril 2007, CN du 24 avril 2007, Gilles Alfonsi.

qui est revenue « à un isolement qui remonte à la fin de l'époque Marchais »², ils divergent sur les solutions à apporter à ces résultats. Alors que les segments identitaires considèrent que ces résultats prouvent la nécessité d'en revenir à une forte affirmation identitaire, les refondateurs considèrent que le résultat est dû à une insuffisance de l'engagement du PCF dans la recomposition de la gauche et pointent la responsabilité du PCF dans l'échec des collectifs antilibéraux : « *Nous sommes passés d'un objectif de jouer la gagne à une candidature de témoignage. Nous portons la responsabilité d'avoir privé le rassemblement antilibéral du poids politique qui aurait pu être le sien* »³. Face à ces nombreuses critiques des oppositions intra-partisanes, le bloc majoritaire défend le cadre interprétatif produit par la direction nationale. Ainsi, la responsabilité du PCF, sans être effacée, est limitée : « *Nous ne sommes pas responsables de tout et en particulier de la division du camp antilibéral* »⁴, tandis que d'autres en appellent à la discipline partisane, dans une critique implicite de certains refondateurs : « *On ne peut plus continuer à travailler ainsi. Il n'est plus acceptable de ne pas respecter les choix majoritaires. Les communistes n'ont plus confiance en des personnes qui ont mené campagne contre Marie-George Buffet. Il nous faut en finir avec cette cacophonie permanente* »⁵.

L'interprétation de la défaite électorale constitue ainsi un enjeu des luttes intra-partisanes car celui qui peut imposer un cadre interprétatif peut ensuite mobiliser la défaite électorale comme ressource pour justifier d'une réorientation stratégique. Dès lors, la production d'un discours sur la défaite électorale n'est pas seulement une tentative de compréhension de la situation électorale du parti, mais un moyen d'imposer ou de tenter d'imposer des orientations stratégiques qui ne se fondent pas sur ces résultats électoraux, mais qui viennent renforcer des prédispositions au changement stratégique. La publication d'une interview croisée de trois membres du CN⁶, en octobre 2008, relative au parti communiste est significative. L'affaiblissement électoral du PCF est très prégnant dans ce débat. Il ne s'agit pas seulement de construire un cadre interprétatif, mais d'user de la faiblesse des résultats électoraux comme une contrainte et une ressource, comme une véritable injonction au changement validant les orientations défendues par les opposants à la direction nationale (Marie-Christine Burrel, « identitaire », et Bernard Calabuig, « refondateur »), alors que Michel Laurent est contraint, par le jeu des luttes intra-partisanes, à relativiser l'importance de l'échec électoral (extraits du débat) :

¹ *Communistes*, n°263, 26 avril 2007, CN du 24 avril 2007. Pour exemple, les interventions de Philippe Stierlin, Catherine Tricot, Sylvie Larue où encore Louis Mazuy qui réfutent l'argument du vote utile, tout autant que celui visant à expliquer l'échec de la candidature de Marie-George Buffet par l'échec du rassemblement antilibéral. Pour ce dernier, cf. *Communistes*, n°271, 27 juin 2007, CN du 22 et 23 juin 2007.

² *Communistes*, n°263, 26 avril 2007, CN du 24 avril 2007, Catherine Tricot.

³ *Communistes*, n°263, 26 avril 2007, CN du 24 avril 2007, Sylvie Larue.

⁴ *Communistes*, n°263, 26 avril 2007, CN du 24 avril 2007, Maité Navarro.

⁵ *Communistes*, n°263, 26 avril 2007, CN du 24 avril 2007, Alain Baché.

⁶ *Communistes*, n°326, 30 octobre 2008, « Le Parti communiste français ».

Marie-Christine Burrigand. « L'affaiblissement du PCF qui est réel a été théorisé pour justifier des stratégies de renoncement, d'attachement obligé au PS, de dilution dans la gauche de la gauche qui ont elles-mêmes nourri notre effacement ».

Bernard Calabuig. « L'affaiblissement du PCF ne date pas de 2007, ni même de 2002. Les premiers décrochages datent de la fin des années 50. [...] Je ne crois pas que les choses repartiront en améliorant le projet et l'outil actuel. »

Michel Laurent. « L'enquête « Les Français, le changement et le PCF » révèle que le potentiel électoral du PCF, quelle que soit l'élection, se situe autour de 20%. Elle témoigne de la nécessité du Parti communiste, de la possibilité de son avenir. »

Bernard Calabuig. « J'entends ce que dit Michel, mais force est de constater que toutes les tentatives de relance du communisme, toutes les tentatives de réformes ont échoué. [...] la nécessité de créer les conditions de faire vivre le collectif communiste dans un ensemble plus large, avec toutes les cultures de la transformation, dans le cadre d'un processus qui peut conduire à la création d'une force politique nouvelle. »

Michel Laurent. « L'influence et la place du PCF ne peuvent pas se résumer, se limiter au seul résultat de la présidentielle. Y aurait-il eu victoire du NON si le PCF n'avait pas réussi à rassembler sur les mêmes estrades tous les NON de gauche ? Aux municipales et aux cantonales, le PCF a confirmé qu'il était la troisième force politique du pays. »

Marie-Christine Burrigand. « Je trouve déplacée cette manière de ne pas assumer les effets des stratégies précédentes. Affirmer l'autonomie du PCF et de son projet serait la meilleure thérapie pour le revitaliser. / La gauche plurielle ou les comités antilibéraux réduisaient le PCF à un rôle d'animation d'un réseau d'influence ou à une construction de sommet, sans compter l'hypothèque laissée ouverte par la direction, d'une autre force politique. »¹

Les conséquences de l'élection présidentielle sont nombreuses : financières (le résultat obtenu ne permet pas le remboursement des frais de campagne), électorales et symboliques. En effet, le passage brutal d'une séquence analysée comme porteuse d'un accroissement des opportunités stratégiques, à une forte clôture des possibles, conduit à une perception accrue de l'affaiblissement électoral du PCF. Même si celui-ci est accepté et constitue un enjeu officiel des luttes intra-partisanes depuis 1994², il n'en est que plus saillant après l'enthousiasme militant de la campagne référendaire. Cette rétractation des possibles (tant par la faiblesse du résultat que par l'incompréhension face à un brutal changement de la position que pensaient occuper les militants communistes) explique la période de remise en cause décidée par la direction nationale. Ainsi Marie-George Buffet évoque la possibilité de quitter son mandat de secrétaire nationale et annonce un congrès extraordinaire³.

¹ *Communistes*, n°326, 30 octobre 2008, « Le Parti communiste français ».

² Pudal Bernard, « PCF : un parti peut-il en cacher un autre ? », *op. cit.*, p. 239-240.

³ *Communistes*, n°263, 26 avril 2007, « Résolution du conseil national du 24 avril 2007 ».

B. Reconstruire. L'avenir partisan saisi par les luttes partisans

« Tout doit être examiné, réexaminé, sans tabou ni a priori. Plusieurs idées sont émises, comme celle de décider la création d'un nouveau parti, de le dépasser pour en fonder un avec d'autres à l'exemple de Die Linke, d'affirmer l'existence du PCF comme un préalable à tout débat sur cette question, ou bien encore de réfléchir, cela me semble une voie, à partir du potentiel du Parti communiste, à ce que pourrait être une force communiste aujourd'hui ? »¹

Si Marie-George Buffet revendique une discussion sur l'avenir du PCF, « sans aucun tabou », les débats intra-partisans vont néanmoins être rapidement cadrés, tant par les limites que la direction nationale y fixe, que par la cristallisation des positions des différents segments. En effet, l'élection présidentielle ne modifie pas l'équilibre partisan, mais va servir à chaque segment pour justifier ses positions antérieures. Les segments identitaires maintiennent la nécessité d'en revenir à une conception classique du communisme et affirment la responsabilité de la direction nationale dans l'échec électoral du fait du ralliement supposé de cette direction nationale aux thèses des segments refondateurs². La réponse de la direction nationale est une fin de non-recevoir qui s'exprime parfois de manière abrupte comme dans l'intervention de Nicole Borvo lors du CN des 22 et 23 juin 2007 : « Gardons-nous des solutions déjà trouvées ou autoproclamées, « gardiens du communisme » que le Parti soit à 20%, 5%, 2%... »³. De même, les refondateurs attribuent l'échec de la présidentielle au refus de la direction nationale de mettre en place les changements nécessaires. Ils défendent ainsi le dépassement du PCF dans une nouvelle structure plus large :

« La question posée est celle de la fondation d'une vraie gauche. [...] L'espace doit aller de la gauche socialiste à l'extrême gauche unitaire. Il doit englober associations et citoyens issus du mouvement social. L'organisation communiste devra y être préservée, le courant communiste doit vivre avec les autres courants de transformation et aussi de façon séparée »⁴

Ils s'appuient sur l'échec des différentes tentatives de rénovation du PCF pour justifier de cette participation à une « nouvelle force », tout en souhaitant conserver le communisme dans cette nouvelle force : « Il ne s'agit pas de quitter une identité pour une autre, préétablie ou imaginaire. Il ne s'agit pas de mettre le Parti aux orties. Il s'agit de le transformer en cultivant ce qu'il a de meilleur »⁵.

¹ *Communistes*, n°271, 27 juin 2007, CN du 22 et 23 juin 2007, rapport de Marie-George Buffet.

² Si plusieurs membres de la direction nationale sont régulièrement visés nommément par les segments identitaires, Patrice Cohen-Seat apparaît comme faisant l'objet du plus grand nombre de critiques, du fait de sa position singulière : membre du CEN, considéré comme l'un des proches de Marie-George Buffet, il s'interroge dès 2007 ouvertement sur la fondation d'une nouvelle force politique et a été fortement investi dans les collectifs antilibéraux. Il condense ainsi tous les éléments pour apparaître comme un passeur entre bloc majoritaire et refondateurs, et ainsi nourrir les soupçons, de la part des segments identitaires, d'un rapprochement de ces deux pôles. Cf. Cohen-Seat Patrice, *Communisme. L'avenir d'une espérance*, op. cit.

³ *Communistes*, n°271, 27 juin 2007, CN du 22 et 23 juin 2007.

⁴ *Communistes*, n°271, 27 juin 2007, CN du 22 et 23 juin 2007, Bernard Calabuig.

⁵ *Communistes*, n°271, 27 juin 2007, CN du 22 et 23 juin 2007, Gilles Alfonsi.

La réponse de la direction nationale est une réponse médiane, répondant à la fois aux questions posées autour de l'avenir du PCF, qu'à la nécessité de maintenir les équilibres intra-partisans :

« Vous le savez, le choix que proposent de retenir la base commune et la très grande majorité des communistes est celui d'engager de profondes transformations de notre parti, parce que, je cite, « la voie de telles transformations nous apparaît plus féconde que celle de la constitution d'une autre force politique aux contours incertains ». [...]

C'est un choix dénué d'ambiguïté. Soyons très clairs : des camarades proposent d'entrer dans un autre processus, progressivement constitutif d'une nouvelle force politique, dont les communistes seraient une des parties prenantes. Ce n'est pas le choix retenu. D'autres à l'inverse se seraient bien passés de l'ambition de transformation affichée, la jugeant trop ambiguë ou risquée. Ce n'est pas non plus le choix majoritairement retenu. »¹

Le choix de la direction nationale est ainsi marqué par un double refus qui consiste à renvoyer les positions des opposants internes dos à dos et à adopter une position pouvant partiellement satisfaire (et tout autant insatisfaisante) tous les protagonistes. En effet, même si les opposants critiquent tous une position qui ne va pas assez loin (pour les uns, le refus de remettre en cause l'organisation et l'identité communiste ne s'accompagne d'aucun retour à un communisme traditionnel, pour les autres l'ouverture stratégique du PCF n'est pas suffisante dans la mesure où elle ne s'accompagne ni d'une remise en cause de la forme partisane et/ou du communisme², ni ne s'inscrit dans un processus commun à plusieurs courants politiques), leur distance aux orientations majoritaires n'est cependant pas suffisante pour justifier d'une dissidence. La solution retenue par la direction nationale du PCF est donc doublement prudente. D'une part, la stratégie des fronts variables selon les configurations, ne constitue pas un retournement d'alliance, mais une configuration ponctuelle pouvant facilement être remise en cause et abandonnée (notamment par le maintien d'un PCF autonome), dans le cas où elle ne donnerait pas satisfaction. D'autre part, cette stratégie maintient en l'état les équilibres partisans et permet à la direction nationale de maintenir intacte ses capacités d'alliances intra-partisanes en fonction de ses orientations stratégiques. Le maintien des équilibres intra-partisans est ainsi assuré par trois canaux : le cadrage progressif des débats, l'adoption d'une orientation à équidistance des opposants, le recours aux statuts. En effet, alors que l'échec électoral avait conduit la direction du PCF à annoncer un congrès extraordinaire pour décembre 2007, cette réunion nationale est transformée en une assemblée extraordinaire de délégués des sections lors du CN des 6 et 7 octobre 2007³. Ce changement, présenté comme effectué dans un souci d'efficacité et de plus grande représentativité des participants⁴ (qui sont estimés à 1 500 dans ce format contre un peu moins de 1 000 pour un congrès), a néanmoins un second avantage pour la direction du PCF : celle de clôturer les possibles en limitant cette assemblée à un débat sur l'avenir du PCF, sans aucune

¹ *Communistes*, n°332, 18 décembre 2008, rapport de Pierre Laurent pour le 34^e congrès.

² Ainsi, Olivier Dartigolles, dans le rapport qu'il dresse à l'assemblée générale de décembre 2007, réaffirme que « le communisme est pour nous un déterminant essentiel ». Cf. *Communistes*, n°289, 12 décembre 2007.

³ *Communistes*, n°278, 26 septembre 2007.

⁴ Olivier Dartigolles en fait ainsi une simple « clarification statutaire ». Cf. *Communistes*, n°281, 17 octobre 2007, « De quoi parle-t-on ? ».

remise en cause de la légitimité de la direction nationale, les congrès ayant seuls la compétence d'élire un nouvel exécutif partisan¹, ce qu'Hervé Bramy reconnaît implicitement :

« Ce congrès extraordinaire, je le rappelle, ne jouit pas des pouvoirs conférés lors de congrès ordinaires. Les délégués ne pourront ni décider d'orientations, ni élire une nouvelle direction. Leur unique pouvoir sera celui de fixer le mandat à la direction pour préparer l'organisation du Congrès ordinaire de décembre 2008 »²

Dès lors, l'assemblée générale de décembre a un objet essentiellement réflexif, celui d'« *identifier et formuler les principaux problèmes qui sont à l'origine de l'exceptionnelle situation de crise que connaissent la société, la gauche, le PCF* »³. Cette assemblée constitue une étape dans la réflexion des militants communistes, devant mener à la prise de décision lors du 34^e congrès, programmé en décembre 2008, soit après les élections municipales, cantonales et sénatoriales dans lesquelles les ressources électives du communisme municipal et les accords avec le PS doivent permettre au PCF de présenter un bilan électoral plus favorable que l'élection présidentielle où ce parti est directement confronté à la dénationalisation de son électorat⁴.

L'orientation stratégique adoptée par la direction nationale s'explique ainsi par la prudence vis-à-vis de tout cadre contraignant (la double critique de la gauche plurielle et des collectifs antilibéraux prenant ici tout son sens), par la nécessité de maintenir les équilibres intra-partisans, et par la représentation construite au sein du PCF sur la position occupée par ce parti dans le champ politique. En effet, même si les résultats électoraux de ce parti ont fortement diminué, ce qui aboutit à une concurrence électorale avec des formations d'extrême gauche (LO en 1995 et 2002, LCR en 2002 et 2007), de gauche (avec le Pôle Républicain de Jean-Pierre Chevènement en 2002), ou encore les écologistes dont le candidat dépasse celui du PCF en 2002, le PCF produit une représentation de sa position comme singulière et spécifique dans le champ politique. Cette représentation repose sur le maintien relatif du PCF aux élections locales (qui le différencie de l'ensemble des autres formations et le rapproche du PS), sur son inscription dans les institutions (qui le démarque de l'extrême gauche, dont l'implantation électorale locale reste faible), sur l'importance du nombre de ses adhérents (qui en font le troisième parti national et le spécifie largement des autres organisations, ne rassemblant que quelques milliers d'adhérents), par son histoire et son ambition (être le parti de la classe ouvrière) et sur ses ressources financières (maintenues notamment par l'importance des reversions

¹ Pudal Bernard, « PCF : un parti peut-il en cacher un autre ? », *op. cit.*, p. 244.

² *Communistes*, n°280, 10 octobre 2007, CN des 6 et 7 octobre 2007, rapport d'Hervé Bramy.

³ *Communistes*, n°280, 10 octobre 2007, décision du CN des 6 et 7 octobre 2007.

⁴ Le processus de dénationalisation du vote communiste est à distinguer d'un processus plus général d'affaiblissement des résultats électoraux du PCF dont la dénationalisation est l'une des modalités, constatées, selon Stéphane Courtois et Marc Lazar, depuis 1988. Cf. Courtois Stéphane et Lazar Marc, *Histoire du Parti communiste français*, *op. cit.*, p. 400. Cette dénationalisation du vote a également été exprimée par l'image du parti archipel. Cf. Santamaria Yves, *Histoire du Parti communiste français*, Editions La Découverte, Paris, 1999, p. 98 ; Andolfatto Dominique, *PCF. De la mutation à la liquidation*, *op. cit.*, p. 213-220 ; Martelli Roger, *L'Archipel communiste*, *op. cit.*

de ses élus, par les financements publics et par le maintien d'un nombre important d'adhérents). Ces éléments fondent une position singulière du PCF, à la fois parti intégré aux institutions et parti de contestation, à la fois « *petit parti* »¹ lors des élections nationales et parti disposant de ressources localisées non négligeables, pâtissant d'un affaiblissement généralisé (électoral, mais aussi dilution de son système d'action et vieillissement de ses adhérents, etc.) et force militante encore conséquente, etc. De cette position singulière découlent des contraintes spécifiques (tenant, par exemple, au maintien des ressources financières par un certain pragmatisme électoral) et des opportunités, elles aussi tout aussi spécifiques dans l'espace de la gauche radicale, qui font refuser à sa direction tout projet aboutissant à faire du PCF un acteur intégré dans un espace particulier de la gauche car cela remettrait en cause la conception du PCF comme grand parti au cœur de la gauche. Les exemples sont nombreux de ce refus d'inclure le PCF dans une « petite gauche ». Dominique Grador, lors des collectifs antilibéraux, rejette ainsi « *l'entre-soi des partisans du NON* »². Marie-Pierre Vieu considère que la construction d'une « *gauche de la gauche* » réduirait la gauche à « *une portion congrue* »³ et expliquant les « *ratés des collectifs antilibéraux* » par le fait que ceux-ci soit « *restés confinés dans une « petite gauche »* »⁴. Patrice Cohen-Seat critique ceux qui « *ont voulu cantonner la candidature de Marie-George à la gauche de la gauche, voire à l'extrême gauche, comme si la nécessité pour la gauche de se donner une politique antilibérale se transformait en une concurrence sur le label « gauche antilibérale »* »⁵, tandis que Jean-Paul Salon réaffirme les ambitions du PCF, malgré sa défaite électorale de 2007 : « *Le Parti communiste n'a pas vocation à être un petit parti* »⁶. Ces représentations de la position singulière du PCF, la prégnance dans les débats intra-partisans de ce refus de tout ce qui pourrait inclure le PCF dans un espace spécifique de la gauche, en renvoyant les militants communistes à l'affaiblissement de leur parti, fonctionne comme un repoussoir qui contraint fortement l'expression des possibilités stratégiques. Frédéric Génévée explique ainsi son abandon du terme de « *pôle de radicalité* » proposé par Roger Martelli⁷ :

« L'antilibéralisme est majoritaire, et que donc, il faut discuter l'hégémonie à gauche au Parti socialiste. C'était tout ça le pôle de radicalité. Alors, dans le Parti communiste, cela a été très... c'est pour ça que je n'utilise plus le terme aujourd'hui... je n'utilise plus le terme parce que cela a été... ceux qui étaient hostiles ont dit que nous voulions une petite gauche... en gros, qu'on était

¹ Au sens électoraliste que lui donne Annie Laurent, cf. Laurent Annie, « Définir les petits partis : le regard de l'électoraliste », in Laurent Annie et Villalba Bruno (dir.), *Les petits partis. De la petitesse en politique*, Editions L'Harmattan, Paris, 1997, p. 19-42.

² *Communistes*, n°192, 28 septembre 2005, CN des 21/22 septembre 2005, discussion générale.

³ *Communistes*, n°287, 29 novembre 2007, éditorial de Marie-Pierre Vieu.

⁴ *Communistes*, n°319, 10 septembre 2008, CN des 5 et 6 septembre 2008.

⁵ *Communistes*, n°255, 28 février 2007. CN du 27 février 2007, rapport de Patrice Cohen-Seat.

⁶ *Communistes*, n°287, 29 novembre 2007, CN du 4 décembre 2007, rapport de Jean-Paul Salon.

⁷ Les débats autour de ce pôle de radicalité avaient fortement opposé les fondateurs communistes et la direction nationale autour de Robert Hue qui y voyait une « *voie très dangereuse* » car divisant la gauche entre le PS et ses alliés et une « petite gauche ». Cf. *Libération*, 4 novembre 1996, « La gauche piquée de « radicalité ». L'idée d'un « pôle » à la gauche du PS se heurte au scepticisme des intéressés ».

sur la même ligne que la LCR. Ce qui n'était pas le cas. La preuve. Donc, je n'utilise plus ce mot. »
(Frédéric Gènevée, entretien le 31 janvier 2012. Membre du CEN du PCF, proche des communistes unitaires)

Dès lors, toute réorientation stratégique doit être faite avec une certaine prudence qui s'explique à trois niveaux : la préservation des opportunités stratégiques et des ressources partisans ; le maintien des équilibres intra-partisans¹ ; la préservation de la singularité positionnelle du PCF et des représentations militantes qui s'y rattachent.

C. Préserver. La recherche du maintien des ressources électives et symboliques

Si l'ampleur de la défaite de Marie-George Buffet n'est pas niée dans les débats intra-partisans, elle est néanmoins relativisée par la recherche de causes largement exogènes. De même, les autres consultations électorales, bien que relevant de dispositifs électoraux très différents de l'élection présidentielle (rendant ainsi toute comparaison de ce type hasardeuse), vont être constituées en une double opportunité : d'une part, en maintenant ou en augmentant le nombre d'élus du PCF, d'autre part, en permettant de présenter de meilleurs résultats électoraux. Ainsi, dans son rapport au CN du 9 mai 2007, Joëlle Greder fait de la réélection des députés communistes ou de leurs successeurs, une priorité partisane. Mais ensuite, elle mentionne le second objectif :

« Le score électoral des candidats présentés ou soutenus par le PCF sera important car une remontée de notre influence électorale sera un point d'appui pour la résistance et la construction de perspectives politiques, pour redonner de l'espoir. Notre résultat, le nombre de députés communistes et républicains, l'existence d'un groupe, notre influence seront examinés avec attention par tous, le soir des élections législatives »²

Le résultat des élections législatives va ainsi être jugé positivement par la direction nationale du PCF qui va jusqu'à évoquer sa « progression » : « Avec 4,7% le PCF progresse de 450 000 voix sur la présidentielle et passe devant le Front national »³. Pourtant, comme le rappelle Fabienne Greffet⁴, les résultats aux élections législatives du PCF passent de 4,9% en 2002 à 4,3% en 2007, ce qui ne montre pas une progression, mais tout au plus une stagnation. Si l'affaiblissement est moins net lors des élections législatives, ce résultat s'explique par le maintien de quelques bastions communistes, mais le PCF perd quatre circonscriptions⁵, ce qui obère sa capacité à former un groupe (le règlement de l'Assemblée nationale prévoyant un minimum de 20 députés⁶). Après avoir multiplié les appels au respect de la démocratie pour obtenir l'abaissement du seuil à 15 députés, les députés communistes

¹ Qui passe également par une certaine inertie de la direction nationale comme le montre Bernard Pudal en évoquant le rôle tenu par Marie-George Buffet dans les débats intra-partisans, limitant ses interventions « au contrôle et à la définition des règles de fonctionnement et d'expression des opinions ». Cf. Pudal Bernard, « PCF : un parti peut-il en cacher un autre ? », *op. cit.*, p. 251.

² Communistes, n°264, 11 mai 2007, CN du 9 mai 2007, rapport de Joëlle Greder.

³ *Communistes*, n°269, 13 juin 2007, « Des heures décisives ».

⁴ Greffet Fabienne, « Le Parti communiste français : l'espoir du retour », *op. cit.*, p. 163.

⁵ *Ibid.*, p. 162.

⁶ Les députés communistes et apparentés sont encore 35 en 1997, 22 en 2002 et seulement 18 en 2007.

opteront finalement pour la création d'un groupe technique avec les députés écologistes. Malgré ces données, la direction du PCF analyse les élections législatives comme une réussite :

« Nous avons dit au soir du premier tour de la présidentielle que le score réalisé ne reflétait pas l'influence réelle du PCF. De ce point de vue, les résultats de dimanche attestent de cette réalité. Ils marquent un rebond - certes limité – ce qui n'est pas le cas pour l'extrême gauche ou les Verts. Notre score dépasse même légèrement celui du FN »¹

Dans un éditorial, Gilles Garnier affirme que les élections législatives ont « *quelque peu corrigé le tir* »², tandis que Michel Laurent y voit la preuve d'un « *redressement* »³ électoral du PCF. Cet optimisme d'organisation, qui n'est pas spécifique à la séquence électorale de 2007⁴, est partagé par les segments identitaires qui voient, dans ses résultats, la preuve de la pertinence du communisme⁵.

Décentralisme démocratique, pragmatisme électoral et problème de conscience.

Le cas de Grenoble

Le maintien des ressources électives du PCF contraint à un pragmatisme électoral conduisant à rechercher des accords de premier tour avec le parti dominant à gauche, le PS. Ce pragmatisme électoral permet ainsi de maintenir les positions électives du PCF, ou tout au moins de retarder son affaiblissement, mais constitue également une forte contrainte sur les opportunités stratégiques du PCF. Par ailleurs, ce pragmatisme électoral, qui constitue l'expression d'un intérêt partisan, celui de maintenir les ressources partisans, entre en conflit avec d'autres intérêts partisans consistant en la recherche d'autonomie du PCF vis-à-vis d'une alliance privilégiée avec le PS, principalement au niveau local, qui est assez mal vécue par les militants communistes (position d'infériorité, sentiment de renoncement identitaire, etc.). Cette confrontation entre des intérêts partisans divergents rend parfois difficile la détermination des orientations stratégiques du PCF dans une configuration intra-partisane marquée par le passage à un véritable décentralisme démocratique⁶ renvoyant la détermination des orientations stratégiques à l'échelon local en ce qui concerne les élections locales. La configuration grenobloise de 2008 est caractéristique de ces différentes tensions : domination du PS et position fortement dominée du PCF local, opposition des espaces nationaux et locaux, sauvegarde des positions électorales et recherche d'autonomie, etc.

Lors du CN du 8 février 2008, largement consacré aux élections locales, Jean-François Gau, dans son rapport évoque rapidement la configuration grenobloise : « *A Grenoble, des membres du Modem figurent sur la liste de gauche à laquelle les communistes participent, sur la base du programme de celle-ci* »⁷. L'allusion est courte et se veut rassurante, mais va provoquer un débat conséquent lors de ce CN, où tous sont contraints de se positionner. Les opposants à la direction nationale dénoncent une alliance sans principe. Ainsi, Claude Fainzang qualifie le choix des communistes grenoblois de « *dérive* » provoqué par la « *mutation réformiste du Parti* », tandis que Caroline Andréani affirme : « *Quand on est communiste, on défend une éthique et des valeurs. Je suis consternée d'entendre qu'à Grenoble, par exemple, les communistes partent dans une liste avec des candidats du Modem au prétexte d'avoir des élus. C'est une position scandaleuse. Le CN doit se prononcer contre* ». Les segments refondateurs ne sont pas en reste : Frédéric Génévée refuse « *toute alliance avec le Modem comme à Grenoble* », tandis

¹ *Communistes*, n°269, 13 juin 2007, Jean-Louis Le Moing, « Gagner la bataille de l'existence d'un groupe ».

² *Communistes*, n°270, 20 juin 2007, Gilles Garnier, « Toujours debout ».

³ *Communistes*, n°270, 20 juin 2007, Déclaration de Michel Laurent.

⁴ Ainsi, l'historien communiste Roger Martelli montre que cette attitude est constante face aux signes de l'affaiblissement électoral. Cf. Martelli Roger, *L'Archipel communiste. Op. cit.*, p. 69-96.

⁵ Seuls les refondateurs vont véritablement contester ce cadre interprétatif, tandis que les proches de Robert Hue s'inscrivent dans la même analyse que la direction nationale, tout en reconnaissant prudemment que ces résultats n'effacent pas la défaite de l'élection présidentielle et « *la tendance à l'émiettement de notre influence électorale dont une grande partie reste concentrée sur une soixantaine de circonscriptions* ». Cf. *Communistes*, n°270, 20 juin 2007, Dominique Grador, « Une force pour résister et construire ». Dans le même numéro, également : « Premier tour des élections législatives en chiffres ».

⁶ Selon l'expression de Bernard Pudal. Cf. Pudal Bernard, *Un monde défait, op. cit.*, p. 176.

⁷ *Communistes*, n°296, 13 février 2008, CN du 8 février 2008, rapport de Jean-François Gau.

que Gilles Alfonsi qualifie le cas grenoblois de « configurations inquiétantes » et refusent toute participation à un exécutif local avec des membres du Modem. Réaffirmant la nécessité pour le PCF d'avoir des élus locaux, Marie-George Buffet invite à ne pas faire « du Modem la vedette du CN ». La position qu'elle exprime, tout en n'étant pas favorable à une alliance avec le Modem, ne condamne pas ces alliances. Elle montre ainsi le refus de la direction nationale de désavouer les militants communistes grenoblois. La secrétaire nationale sera d'ailleurs contrainte à une seconde intervention lors de ce CN, précisément sur cette question du Modem. Ainsi, lorsqu'une intervenante, Martine Perez, exprime la nécessité d'une « position claire par rapport au Modem » passant par une décision de la direction nationale : « Les communistes attendent de la direction qu'elle prenne ses responsabilités en décidant qu'il n'y aura aucun accord et que le Parti n'ira pas dans des exécutifs avec le Modem, parti de droite. », Marie-George Buffet réaffirme avec fermeté la priorité donnée à l'obtention d'élus locaux et la participation aux exécutifs communaux : « On n'est pas une secte mais un parti politique qui a vocation à changer la vie des gens. Être dans un exécutif, c'est mener une action concrète. C'est aussi donner de la crédibilité à l'idée selon laquelle on peut faire une autre politique. C'est donc aussi un enjeu central d'avoir des élus »¹. La position d'entre-deux occupée par la direction nationale du PCF qui n'entend pas soutenir une position locale en faveur d'une liste incluant des militants du modem, sans cependant désavouer le choix des communistes locaux, alors même que les statuts du PCF attribuent ce choix à l'échelon local. Cette difficulté illustre ainsi la difficulté à concilier un échelon national, fortement politisé et conflictualisé par le jeu des tendances intra-partisanes (même si celles-ci sont labiles et faiblement institutionnalisées) et un échelon local se fondant sur les spécificités de la configuration locale : « La situation de Grenoble est particulière : une liste unique à droite tirée par un sarkozien, une gauche sortante à majorité PS lâchée par les Verts et LO malgré un bon bilan, le refus de répondre à notre appel de rassemblement de gauche des autres forces (à part LO). Les communistes de Grenoble ont choisi démocratiquement après en avoir débattu et mesuré toutes les conséquences, malgré la présence de personnalités de droite et du Modem, de partir avec le PS sur la base d'un accord politique d'union sur des valeurs de gauche, un bon bilan collectif et la volonté d'être utiles, visibles et de battre la droite »².

Ainsi, la direction nationale du PCF va refuser de durcir vis-à-vis du Modem la résolution relative aux élections municipales et cantonales, en affirmant que celle-ci est suffisamment claire. Cependant, cette résolution, si elle critique bien l'alliance avec le Modem, désigne le PS comme seul responsable de la présence du Modem sur des listes de gauche et « encourage les communistes confrontés à ces situations à continuer à se battre pour assurer la réaffirmation claire et la visibilité, dans leur localité, des idéaux qui sont les nôtres et ceux de tous les progressistes »³. Mais cette résolution n'interdit pas aux militants communistes de figurer sur de telles listes. Sans être véritablement soutenue, la configuration grenobloise n'est donc pas non plus condamnée ou refusée par la direction nationale qui affirme ici la prééminence du pragmatisme électoral et l'intérêt que constitue le maintien des positions électives locales du parti. Cette prééminence des intérêts électifs se combine ici à une forte autonomisation des fédérations départementales pour permettre le maintien d'une position locale en opposition manifeste avec les avis exprimés en CN. Lors du CN suivant les élections municipales, Pierre Laurent, dans son rapport⁴, va à nouveau dénoncer la seule responsabilité du PS dans la présence de militants du Modem sur des listes de gauche, contraignant les militants communistes à des choix difficiles : « Dans les villes où le PS nous a imposé ce type de configurations, les communistes ont dû faire des choix difficiles qui les ont parfois divisés ». Cette critique du choix socialiste n'est assorti ainsi d'aucune critique vis-à-vis des militants communistes ayant choisi de s'inscrire dans une telle configuration, dénotant ici la difficulté pour l'échelon national à imposer ses orientations face à des processus convergents pour restreindre les capacités décisionnelles du centre partisan : autonomisation des bases locales du parti, nécessité de maintenir les ressources partisanes conduisant souvent à des alliances, fortement contraintes par la position dominée du PCF vis-à-vis de son allié socialiste, et fragile équilibre des tensions intra-partisanes.

¹ *Communistes*, n°296, 13 février 2008, CN du 8 février 2008.

² *Communistes*, n°296, 13 février 2008, CN du 8 février 2008, Francine Valeyre, membre du CN issue de l'Isère.

³ *Communistes*, n°296, 13 février 2008, CN du 8 février 2008, résolution du CN sur les élections municipales et cantonales.

⁴ *Communistes*, n°302, 2 avril 2008, CN des 29 et 30 mars, rapport de Pierre Laurent.

Dès septembre 2007, les élections municipales et cantonales du printemps 2008 font l'objet d'un rapport au CN¹ qui met en avant « *l'atout* » que constituent les élus locaux pour « *l'influence* » du PCF. Ce rapport fixe avec clarté la stratégie du PCF pour ces élections, en faisant de la préservation des positions électives du parti, une priorité partisane, conditionnant les alliances :

« Nous pouvons envisager d'en conquérir de nouveaux dans plusieurs dizaines de villes et de villages. Mais pour cela il faut commencer par préserver les positions existantes. Cela passe par un combat commun de toute la gauche autour des sortants. C'est ce que nous avons proposé au Parti socialiste et aux Verts »²

La résolution est également particulièrement claire quant à la stratégie municipale et cantonale du PCF en 2008, celui-ci se prononçant « *nettement* »³ pour des listes d'union de la gauche et des écologistes dès le premier tour⁴. A cette stratégie d'union de la gauche s'ajoute une volonté de « geler » les équilibres inter-partisans par la reconduction des sortants : « *Comme message fort d'une volonté unitaire partagée, il propose à ses partenaires qu'ensemble ils décident de reconduire les maires de gauche sortants* »⁵, et entend conserver ses présidences de conseils généraux (Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne). A l'appui de ces revendications qui peuvent apparaître importantes au regard des positions réellement occupées dans le champ politique par le PCF après les élections de 2007 (résultat historiquement faible et dépassement par la LCR, lors de la présidentielle, perte de quatre députés et incapacité à former un groupe communiste), la direction nationale du PCF mobilise le discours conduisant à placer ce parti au centre de la gauche, en refusant tout autant la division de la gauche à laquelle amènerait la théorie des deux gauches prônée par la LCR, que les « *prétentions hégémoniques du PS* ». En effet, le discours produit par le PCF après les élections de 2007 englobe son propre échec électoral dans une « *crise* » plus générale touchant l'ensemble de la gauche, lui permettant ainsi, d'un point de vue discursif, de refuser toute position dominante au PS en renvoyant celui-ci à ses trois échecs successifs aux élections présidentielles depuis 1995 : « *la gauche a donc mieux à faire que de se déchirer avec des listes de divisions ou un hégémonisme mal venu après trois défaites électorales* »⁶.

Ainsi, malgré son « *affaiblissement* », le PCF reste « *une force qui compte* »⁷. Cette argumentation ne sera que partiellement entendue par le PS qui privilégie des listes d'union de la gauche, tout en provoquant des « *primaires* » dans les communes ou cantons communistes que les militants

¹ *Communistes*, n°277, 19 septembre 2007, CN du 13 septembre 2007, rapport de Michel Laurent.

² *Ibid.*

³ *Communistes*, n°277, 19 septembre 2007, résolution pour les élections municipales et cantonales.

⁴ La même stratégie sera adoptée lors des élections sénatoriales de septembre 2008. Le PCF entend y préserver ses positions électorales en recherchant au maximum l'union de la gauche et en réservant aux seuls refus du PS de faire liste commune la présentation de candidatures séparées. Cf. *Communistes*, n°318, 3 septembre 2008, « Le PCF devrait conserver ses positions ».

⁵ *Communistes*, n°277, 19 septembre 2007, résolution pour les élections municipales et cantonales.

⁶ *Communistes*, n°292, 16 janvier 2008, « Municipales et cantonales. Premier test ».

⁷ *Communistes*, n°292, 16 janvier 2008.

socialistes pensent pouvoir conquérir. Si Marie-George Buffet critique fortement cette concurrence du PS que le PCF entendait éviter dans une configuration perçue comme défavorable¹, cela ne remet pas en cause la stratégie adoptée en septembre 2007, visant à privilégier au maximum les alliances de type union de la gauche, perçues comme nécessaire, bien que contraignantes, pour maintenir les positions électorales du PCF, ou limiter les pertes électorales. En février 2008, la direction nationale du PCF considère être « *la troisième force politique du pays en termes de nombres d'élus* »², tout en consacrant de longs développements aux configurations locales où le PCF et le PS seront en concurrence, alors que les sortants sont communistes. Ces configurations sont vécues comme des contraintes externes dont la responsabilité est portée sur le PS, notamment lorsque Jean-François Gau critique « *la volonté du Parti socialiste de marginaliser la présence communiste* » ce qui « *conduit nos camarades à présenter une liste* »³. Mais dans le même temps, la critique vis-à-vis de l'allié socialiste reste prudente et la démonstration reste très descriptive. Par ailleurs, le rapport affirme la nécessité de présenter un maximum de candidats communistes lors des élections cantonales, même « *là où notre score et notre organisation sont très faibles* »⁴, car il « *serait dommageable que la réalité du résultat national de notre parti lors de ces cantonales soit masquée par la totalisation d'un nombre de candidatures inférieur à ce qu'il était en 2001* »⁵. Dès lors, même une candidature sans aucune chance d'obtenir un bon résultat, bien que coûteuse financièrement, matériellement et socialement, va constituer une ressource partisane en apportant un nombre certes restreint de voix, mais participant à la construction symbolique du sens du scrutin. Il s'agit ainsi de prouver que « *loin d'être mort, le PCF est un parti bénéficiant d'une large implantation nationale, un parti qui compte* »⁶, même si les résultats sont loin d'être homogènes. Il s'agit alors de pouvoir produire, de manière largement artificielle, un pourcentage constituant une agrégation statistique d'un ensemble hétérogène et de lui attribuer un sens unique, celui d'un maintien de l'influence électorale du PCF.

Après ces élections, la direction nationale du PCF considère les résultats comme positifs, Marie-George Buffet évoquant la « *bonne tenue des listes et des candidats présentés par le PCF qui s'installe comme la troisième force politique du pays* »⁷, alors même que la direction du PCF affirmait déjà

¹ *Communistes*, n°292, 16 janvier 2008, déclaration de Marie-George Buffet, 14 janvier 2008.

² *Communistes*, n°296, 13 février 2008, CN du 8 février 2008, rapport de Jean-François Gau.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

⁶ *Communistes*, n°296, 13 février 2008, CN du 8 février 2008, intervention de Marie-George Buffet.

⁷ *Communistes*, n°300, 12 mars 2008, « Ancrage national du PCF renforcé ». Le PCF y est décrit comme « *en progrès* », etc. Après le second tour, elle ira jusqu'à expliquer qu'« *au final c'est bien le rouge qui arrive très nettement en troisième position !* ». Cf. *Communistes*, n°301, 20 mars 2008, « Extraits de la conférence de presse de Marie-George Buffet, « Le rouge en troisième position... » ». Dans la même veine, l'analyse de Michel Laurent dans le même numéro : « *Le Parti communiste enregistre de très bons résultats au 1^{er} tour* » ; « *c'est donc un très bon résultat et une reconquête électorale sur l'ensemble du territoire* » ; « *le résultat de ces élections redynamise et recréabilise le PCF* ».

cette troisième position avant le scrutin – ce qui permet de relativiser la novation que représenteraient ces résultats – et que le PCF constate une légère baisse en nombre d'élus. Malgré cela, le PCF serait renforcé « *nationalement* »¹ après ces élections, ce qui renvoie à la construction symbolique du scrutin débutée avant les élections et visant à affirmer l'importance du PCF, à conjurer l'échec de l'élection présidentielle, alors même que la multiplicité des configurations locales et des usages de l'étiquette communiste lors de ces élections rendent difficile de telles interprétations. Elles démontrent que l'imposition de la signification des résultats d'un scrutin constitue un enjeu de luttes dans le champ politique et l'espace intra-partisan, et la diversité des usages pouvant en être fait. Afin d'appuyer cette interprétation positive, Pierre Laurent pointe les « *faibles résultats* »² des écologistes, nuance l'interprétation positive des résultats de l'extrême gauche en pointant l'hétérogénéité des configurations locales et considère comme une « *bonne surprise* », le résultat du PCF lors de ces élections :

« Nous avons fait le choix de l'union [...]. Ce choix a été payant. [...] / Mais au total, avec les nombreux élus gagnés dans les villes conquises par la gauche ou dans l'opposition à la droite, nous augmentons nettement le nombre de nos élus, désormais supérieur à 13 000, et confirmons notre place dans ce domaine comme troisième force politique du pays »³

L'interprétation positive du scrutin est plus nuancée pour les élections cantonales. Il s'agit alors de relativiser l'affaiblissement électoral en mettant en exergue le nombre moins important de candidatures qu'en 2001. Par ailleurs, si le rapporteur revendique « *aujourd'hui 119 conseillers généraux au lieu de 127* » et que 19 sont perdus « *au premier tour face au PS* », « [nous] *compensons une partie de cette perte par de nouveaux gains* »⁴. Cette construction symbolique du scrutin par la direction nationale du PCF s'accompagne également d'une clôture des interprétations possibles en déniait, par avance, toute légitimité aux avis divergents qui pourraient s'exprimer dans les débats intra-partisans, afin de constituer ces résultats comme une ressource dans les luttes internes :

« Une remarque personnelle sur la polémique assez stérile dans laquelle on semble ici ou là vouloir nous engager. Il ne me semble ni très réaliste, ni très fécond de tenter de tordre dans un sens ou dans l'autre ces résultats pour valider ou invalider telle ou telle thèse préétablie. Les résultats des élections municipales et cantonales sont là. Et ils sont meilleurs que ce que laissait présager la dernière séquence politique. C'est un fait et un encouragement. Pourquoi le boudier ? D'un autre côté, ils n'effacent pas la présidentielle, ni les énormes défis devant lequel cet échec nous a placés »⁵

¹ *Communistes*, n°300, 12 mars 2008, « Ancrage national du PCF renforcé ».

² *Communistes*, n°302, 2 avril 2008, CN des 29 et 30 mars 2008, rapport de Pierre Laurent. Par ailleurs, la critique des Verts est forte, notamment vis-à-vis de l'attitude des écologistes à Montreuil : « *La grande victoire dont ils se vantent, obtenue à Montreuil par Dominique Voynet contre la liste conduite par Jean-Pierre Brard, à l'issue d'une primaire perdue par la candidate verte et au terme d'un second tour où tous les moyens étaient bons pour gagner, y compris les voix de droite, n'est pas vraiment à mettre à leur crédit. Noël Mamère avait pris Bègles à un maire communiste dans les mêmes conditions. / Est-ce décidément la seule manière pour un dirigeant vert de s'imposer ?* ».

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ *Communistes*, n°302, 2 avril 2008, CN des 29 et 30 mars 2008, rapport de Pierre Laurent.

Ce cadre interprétatif constitue ainsi une ressource symbolique mobilisable au sein du champ politique, en revendiquant une position centrale dans le jeu politique, alors même que l'élection présidentielle contraignait le PCF à un processus de marginalisation, et une ressource mobilisable dans les luttes intra-partisanes pour justifier de la pertinence des orientations stratégiques adoptées et délégitimer les critiques de ses opposants, qui eux, vont entrer dans le jeu pour l'enjeu que constitue la détermination du sens du scrutin. Ainsi, les segments identitaires y voient la preuve de leur thèse¹ (le PCF obtenant de meilleurs résultats grâce à sa spécificité à la gauche du PS, celle d'un parti fortement intégré aux institutions locales), alors que les proches de Robert Hue et les segments refondateurs rejettent cette interprétation particulièrement optimiste du scrutin².

Si ces élections sont présentées comme ayant permis de conserver la majeure partie des positions du PCF, elles sont également perçues comme un accroissement des contraintes (anticipation d'une difficulté à faire valoir les revendications du PCF auprès du PS), d'autant plus que ce dernier est perçu comme ayant effectué sa « *conversion* »³ au social-libéralisme. La direction du PCF pointe ainsi la responsabilité particulière qui serait celle du PS dans le résultat de l'élection de 2007 :

« Pour le Parti socialiste, le cycle inauguré en 1971 avec le Congrès d'Épinay est bouclé. La nouvelle figure qu'il souhaite et qu'il tente de réaliser dès le début de la campagne de Ségolène Royal n'est plus celle de l'union de la gauche. Il a accéléré son travail en faveur de la bipolarisation, en se situant de plus en plus nettement au centre gauche. Le contenu de sa politique, son fonctionnement interne, ses rapports avec les autres forces de gauche et notamment l'utilisation à outrance du vote utile en profitant du choc du 21 avril 2002 et, pour terminer, l'appel à la coopération avec Bayrou illustrent ce choix »⁴

Dès lors, même si l'union avec le PS est défendue pour les élections de 2008 (municipales, cantonales, sénatoriales), les communistes ressentent ces alliances comme une contrainte croissante du fait d'un équilibre entre identité communiste et pragmatisme électoral de plus en plus difficile à construire et à justifier. La concurrence, voulue par le PS dans certains « bastions » du PCF, est alors d'autant plus difficilement vécue que le PCF ne dispose plus toujours des ressources pour s'y opposer

¹ Ainsi, Claude Fainzang s'exclame que « *le PCF n'est pas mort !* », tandis que Nicolas Marchand considère que « *le vote conforte l'existence du PCF* ». Cf. *Communistes*, n°302, 2 avril 2008, CN des 29 et 30 mars 2008.

² Dominique Grador s'interroge ainsi : « *Notre parti enregistre en moins bien le même résultat qu'en 2001. Dans un contexte inversé de sanction de la gauche gouvernementale, nous l'avons jugé mauvais sans en tirer les leçons. Il avait fallu attendre les 3 % de la présidentielle pour y voir le signe annonciateur d'un déclin profond. En 2008, dans un contexte de sanction de la droite et après les 2 % de la présidentielle, allons-nous voir le signe d'une renaissance ?* », tandis que Roger Martelli reconnaît : « *notre fléchissement est moindre mais, alors que ces élections étaient les meilleures pour la gauche depuis 1977, un nouveau tassement n'a rien de rassurant. [...] Pourquoi ne se ferait pas, en France, ce qui se fait en Allemagne avec Die Linke ? Seuls, nous restons prisonniers. A quoi bon être troisième d'un système où il n'y a que deux partis ?* ». Cf. *Communistes*, n°302, 2 avril 2008, CN des 29 et 30 mars 2008.

³ Comme l'affirme, par exemple, la base commune adoptée pour le 34^e congrès, lors du CN des 5 et 6 septembre 2008. Cf. *Communistes*, n°319, 10 septembre 2008.

⁴ *Communistes*, n°264, 11 mai 2007, CN du 9 mai 2007, rapport de Joëlle Greder.

et est réduit à une dénonciation discursive des « *ambitions hégémoniques du PS* »¹ lors de chacune des consultations électorales. Pierre Laurent critique les « *visées hégémoniques* »² du PS et relativise les résultats obtenus par ce parti, tandis que Liliane Cassan se fait le porte-voix des militants en affirmant que « *les communistes supportent très mal l'hégémonisme du PS* »³. De même, le PCF va dénoncer « *l'attitude hégémonique du Parti socialiste à l'égard de toutes les composantes de la gauche* »⁴ lors des élections sénatoriales. Cette critique du PS, qui impose sa position dominante tout autant qu'il fait ressentir dans les différentes négociations la position dominée du PCF, renvoie ce dernier à son affaiblissement alors que la direction du PCF tente de construire une interprétation positive des élections législatives et municipales de 2007 et 2008. Dès lors, il y a décalage entre la position qu'entend occuper le PCF et celle que lui reconnaissent ses alliés.

L'interprétation du résultat de ces élections permet de pointer la responsabilité du PS dans les configurations locales où le PCF avait fait le choix contraint d'une liste autonome, et bien que la concurrence initiée par le PS dans certaines municipalités ou cantons communistes (ce qui a, par exemple, permis d'obtenir une majorité socialiste au conseil général de Seine-Saint-Denis) soit dénoncée, de construire ces configurations concurrentielles comme à l'avantage du PCF :

« Dans un nombre non négligeable de communes, environ 20 % d'entre elles, les efforts déployés par le PCF pour parvenir à rassembler la gauche dès le premier tour n'avaient pas pu aboutir et des « primaires » avaient été décidées par des candidats socialistes. Dans la grande majorité de ces cas, les électrices et les électeurs ont placé les listes conduites par un communiste en tête pour rassembler toute la gauche afin que le second tour assure la réélection d'un maire communiste ou qu'il permette de gagner de nouvelles villes »⁵

Ainsi, Pierre Laurent affirme que dans « *quasiment tous les cas, nous gagnons ces primaires* »⁶ et que la faiblesse de la défaite en Seine-Saint-Denis permet « *d'envisager la reconquête* »⁷. Les élections de 2008 démontrent toute la difficulté de la position du PCF dans le champ politique, avec un décalage croissant entre la position qu'il entend occuper et celle qui lui est reconnue par les autres acteurs politiques. L'affaiblissement des ressources partisans contraint davantage à des alliances partisans avec le PS⁸, alors même que ces alliances ne permettent plus guère que la

¹ *Communistes*, n°296, 13 février 2008, CN du 8 février 2008, intervention de Marie-George Buffet. Lors du même CN, Frédéric Génévée affirme que « *nous sommes au bout d'une vision traditionnelle de l'union de la gauche. Partout le PS cherche à réduire notre représentativité au sein des listes municipales* ».

² *Communistes*, n°302, 2 avril 2008, CN des 29 et 30 mars 2008, rapport de Pierre Laurent.

³ *Communistes*, n°302, 2 avril 2008, CN des 29 et 30 mars 2008.

⁴ *Communistes*, n°321, 24 septembre 2008, « *Sénatoriales : le PCF gagne un siège et forme le premier groupe parlementaire où les femmes sont majoritaires* ».

⁵ *Communistes*, n°300, 12 mars 2008, « *Ancrage national du PCF renforcé* ».

⁶ *Communistes*, n°302, 2 avril 2008, CN des 29 et 30 mars 2008, rapport de Pierre Laurent.

⁷ *Ibid.*

⁸ Evoquant les négociations PS-PCF lors des élections municipales de 2014 à Paris, Ian Brossat (président du groupe communiste au Conseil de Paris) exprime parfaitement les contraintes (assurer la survie électorale du PCF) qui conduisent en 2008 les dirigeants communistes à défendre l'union PS-PCF : « *Le PCF parisien ne se pose plus la question de sauver ses élus comme en 2008, quand on faisait 2% aux législatives. Nous ne sommes pas le dos au mur, c'est agréable. Le Front de gauche a réuni 11% des voix à la dernière présidentielle, c'est*

stabilisation des positions électorales du PCF et n'empêchent pas la remise en cause, par le PS, des configurations locales où la position dominante du PCF apparaît suffisamment fragilisée pour mener une entreprise concurrentielle à gauche. Ces concurrences, non souhaitées par le PCF et s'exerçant dans des bastions fragilisés, renvoient à la position dominée du PCF qui ne peut plus imposer, dans le cadre de l'union de la gauche, le respect de l'ensemble de ses positions électorales par ses alliés, et contribuent à renforcer les tensions entre militants communistes et socialistes. Les premiers ressentent alors l'alliance comme particulièrement coûteuse. En effet, alors même que ces alliances étaient initialement avantageuses pour les deux partis comme le rappelle Rémi Lefebvre¹, elles permettent tout à la fois au PCF de gérer et ralentir l'affaiblissement de ses bastions, sans cependant pouvoir les conserver. Par ailleurs, ces alliances sont souvent synonymes d'une perte d'autonomie du PCF par l'accroissement des contraintes et l'imposition d'une position fortement dominée. Enfin, en remettant en cause les croyances militantes faisant du PCF un parti « qui compte », la position exprimée par le PS (qui ne fait que traduire l'affaiblissement électoral du PCF) tend à une remise en cause identitaire et symbolique de la position occupée par les communistes, d'autant plus que le PS est perçu comme converti au social-libéralisme. *In fine*, même si la recherche de ces alliances repose toujours sur la croyance, vivace depuis les années soixante-dix, de l'utilité électorale des alliances locales PS-PCF, les avantages qui en découlent apparaissent progressivement comme de plus en plus faibles au regard des compromis – souvent perçus comme des compromissions – nécessaires².

D. La genèse de la notion de front

« Y a-t-il encore la possibilité à gauche d'un autre parti politique que le PS ? Faut-il dépasser la forme parti elle-même ? Que signifie l'idée de la dépasser ? Faut-il une novation du PCF pour rassembler largement et donner force à un projet de transformation sociale émancipatrice, de dépassement du capitalisme ? Sur quoi doit porter cette novation et en quoi doit-elle consister ? Devons-nous nous poser la question du nom de notre parti ? Faut-il créer un nouveau parti ? De quelle nature, avec qui ? Faut-il que le Parti dépasse ses conceptions actuelles pour travailler à un renouveau de la visée communiste et de l'efficacité militante ? Et travailler sur cette base, en fonction de chaque échéance électorale, les meilleures alliances nous permettant d'élargir le rassemblement pour la transformation sociale jusqu'à le rendre majoritaire ? Faut-il, avec d'autres, engager un processus de construction, à la gauche du PS, d'une force politique nouvelle d'émancipation humaine ? Faut-il, tout en travaillant à renouveler la conception communiste, ouvrir un espace politique à gauche pour y travailler, avec d'autres, à un

notre base de départ ». Cf. *Libération*, 10 septembre 2013, « Hidalgo doit s'opposer à la politique d'austérité du gouvernement ».

¹ Il rappelle ainsi que « *L'union sur le plan local constitue souvent un jeu « gagnant-gagnant* », ce qui compte dans la mesure où les deux associés-rivaux développent une conception instrumentale de l'union ». Cf. Lefebvre Rémi, « La construction de l'union de la gauche au niveau municipal », *op. cit.*, p. 209.

² Les stratégies d'union de la gauche n'en sont pas moins maintenues comme en témoignent les alliances PS-PCF lors des élections régionales de 2010 ou lors des élections municipales de 2014, mais même en cas d'alliances, celles-ci amènent régulièrement à de fortes tensions intra-partisanes et ne sont plus guère présentées que comme des accords « nécessaires » et/ou de « compromis ». La défense d'un « bon bilan » semble également être devenue un argument qui, sans être abandonné, tend également à être examiné avec un regard plus critique par les militants communistes.

rassemblement politique sur un projet commun ? Ce rassemblement pourrait-il prendre la forme de fronts, aussi larges que possible, à l'occasion des prochaines échéances électorales ? Faut-il élargir, approfondir et pérenniser cette démarche jusqu'à faire émerger, dans le respect de l'identité et des apports de chacun, un front durable, une fédération de forces politiques, un nouveau parti ? »¹

La perception de l'affaiblissement électoral et social du PCF conduit la direction du PCF à ouvrir fortement le jeu partisan autour d'un enjeu spécifique : la détermination de l'avenir du PCF. Dans le cadre du débat intra-partisan mis en place pour tenter de répondre à l'échec électoral du PCF, la question de l'avenir organisationnel et stratégique du parti est centrale, que cela soit par les débats autour du nom du parti², sur la participation ou non du PCF à une tentative de reconfiguration partisane, ou encore autour des alliances partisans. En fixant un cadre particulièrement large au débat intra-partisan, la direction nationale du PCF entend prouver sa volonté de n'exclure aucune hypothèse, de l'abandon de la « *forme parti* » à la « *novation du PCF* », en passant par le « *nom du parti* » et la création d'un « *nouveau parti* », d'une « *force politique nouvelle* ». Parmi ces possibilités, particulièrement nombreuses, est également mentionnée une réorientation du dispositif d'alliances du PCF, allant d'alliances instables car différentes pour chaque élection, à la création de « *fronts électoraux* » ou d'un « *front durable* », et même l'éventualité d'une « *fédération de forces politiques* ». Ces questionnements relatifs aux modes d'organisation les plus adaptés pour maintenir le communisme sont évoqués par Marie-George Buffet dès septembre 2007 :

« Ne faut-il pas revisiter complètement cette question en travaillant à des alliances, à des fronts selon les mobilisations sociales, les convergences d'idées et les différentes échéances électorales, en privilégiant à chaque fois l'intérêt populaire et l'avancée des idées de transformation sociale ? »³

La possibilité, pour le PCF, de participer à un front, n'est encore qu'une possibilité parmi d'autres. Il ne s'agit pas d'un front au sens d'une coalition partisane pérenne comme l'est par la suite devenu le FG, mais d'une ouverture des possibilités d'alliance puisqu'il s'agit d'évoquer l'accroissement de ces possibilités en fonction des objectifs et des intérêts partisans. Ainsi, la secrétaire nationale du PCF évoque des fronts variables en fonction de la configuration dans laquelle le PCF s'inscrit et entend cette notion de front comme pouvant être usitée tant pour des mouvements sociaux que pour des élections.

Faire front

Selon la définition du *Trésor de la langue française*⁴, l'étymologie du « front », dans sa dimension politique, renvoie à une « *coalition de partis politiques en vue d'une action commune* ». Parfaitement adaptée à notre objet, cette définition est complétée par d'autres acceptions particulièrement suggestives. Ainsi, le front induit, dans son sens météorologique comme militaire, une ligne de démarcation. Le front, dans son sens politique, pourrait ainsi être complété. Il s'agit non seulement d'un rassemblement autour d'un enjeu commun, mais également d'une démarcation ou d'une séparation établie face à d'autres acteurs. En d'autres termes, le front suppose une notion de frontière et permet

¹ *Communistes*, n°289, 12 décembre 2007, « Le combat politique : quels rassemblements à construire ? Avec qui ? Quelle organisation ? Quel avenir pour le PCF ? ».

² Pudal Bernard, « PCF : un parti peut-il en cacher un autre ? », *op. cit.*, p. 245-246.

³ *Communistes*, n°275, 5 septembre 2007, Marie-George Buffet.

⁴ Accessible en ligne sur le site du laboratoire ATILF. URL : www.atilf.fr.

de définir des alliés et des adversaires. En ce sens, le front induit un positionnement orienté *pour* la réalisation d'un objectif et en opposition – *en contre* – à d'autres groupes sociaux. La signification militaire de ce terme renvoie également à l'idée d'une mise en dynamique puisqu'il renvoie à une « *formation militaire en ordre de bataille* ». Symboliquement, le front induit ainsi une logique de construction du rassemblement, d'opposition à d'autres acteurs sociaux et de mise en dynamique des acteurs coalisés, à une logique « *de lutttes* »¹. Enfin, le front suppose également une définition spatiale comme l'élément le plus avancé (et le plus exposé) d'une bataille. Par ailleurs, cette notion peut être investie d'une pluralité de sens politiques et historiques. Qu'il s'agisse du Front unique ouvrier des trotskistes, de la stratégie dite du « Front contre Front », du Front de classe ou du Front populaire, les références historiques ne manquent pas à gauche, et permettent à chaque segment en manifestant la volonté d'investir le FG. Tout à la fois riche et suffisamment flou pour permettre des investissements différenciés, la notion de front peut rapidement devenir un symbole politique au sens d'un signifiant marquant une identité politique et un ensemble de représentations associées à cette identité.

Dès lors, ce questionnement de Marie-George Buffet apparaît comme une possibilité parmi d'autres, pour stopper l'affaiblissement électoral du PCF, de questionner le système d'alliances pratiqué par le PCF en substituant aux différents systèmes d'alliances déjà pratiqués, un dispositif variable, fonction des opportunités de la configuration politique. Cette possibilité de modifier le système d'alliances du PCF est évoquée dans les mêmes termes dans la décision du CN des 6 et 7 octobre 2007, là encore, parmi de nombreuses autres possibilités stratégiques alternatives :

« Ce rassemblement, pourrait-il prendre la forme de front, aussi large que possible, à l'occasion des prochaines échéances électorales ? Faut-il élargir, approfondir et pérenniser jusqu'à faire émerger, dans le respect de l'identité et des apports de chacun, un front durable, une fédération de forces politiques, un nouveau parti ? »²

Cette décision laisse également tout aussi ouverte la possibilité de participer à la création d'un nouveau parti « *à la gauche du PS* », ainsi que la refondation profonde du PCF. Si le projet de mandat soumis au débat de l'assemblée des délégués de sections réaffirme qu'il « *ne s'agit pas d'exclure aucune hypothèse concernant le Parti ou sa stratégie* », il donne également mandat au CN pour expérimenter différentes « *formes nouvelles de rassemblements* » en développant des « *convergences, des coopérations originales, [en faisant] grandir des « fronts » d'idées et d'actions pour de nouvelles dynamiques politiques et citoyennes à vocation majoritaire* »³. L'auteur du rapport prend néanmoins soin de ne pas réduire cette question « *à celle des alliances* »⁴ et à placer ce projet d'alliance à équidistance de la gauche protestataire et du social-libéralisme. Il rejette par ailleurs les différentes expériences antérieures et affirme la nécessité de préserver l'identité de chacun :

« Après tant de déboires unitaires les moyens de la conquête ne peuvent donc être fondés que sur un processus nouveau. Parce qu'il est impossible à un seul parti de résumer à lui seul le mouvement de la société, l'aspiration à faire front à la droite tous ensemble doit lier le respect de la diversité des courants de la gauche à l'efficacité d'une construction commune structurée »⁵

¹ Wald Quentin, *Le Front de Gauche, op. cit.*, p. 12-13.

² *Communistes*, n°280, 10 octobre 2007, décision du CN des 6 et 7 octobre 2007.

³ *Communistes*, n°287, 29 novembre 2007.

⁴ *Communistes*, n°287, 29 novembre 2007, CN du 4 décembre 2007, rapport de Jean-Paul Salon.

⁵ *Ibid.*

Ces préventions montrent la solidification progressive de cette idée d'une alliance à laquelle participerait le PCF, tout autant que l'indétermination de cette éventuelle coalition. En effet, à quoi bon prendre ces précautions discursives pour une possibilité stratégique parmi d'autres ? A quoi bon évoquer le nécessaire respect des identités de chacun et le refus des « *déboires unitaires* » si ce possible stratégique n'est pas plus probable que d'autres ?

En janvier 2008, Marie-George Buffet se fait plus précise et évoque désormais la « *nécessité de travailler à des « fronts populaires et citoyens* »¹. Mais ces fronts ne sont encore que temporaires et sectoriels : « *Cela nécessite de construire, sur chaque problème, sur chaque lutte, sur chaque échéance électorale, des majorités sources de mobilisation [...] Et à partir de ces rassemblements et alliances, nous avons à mener le débat pour consolider ces fronts* »². De même, à propos du comité national pour un référendum (2007-2008), elle évoque la nécessité d'un « *véritable front des organisations et des citoyens qui veulent durablement mener ce combat pour une autre Europe* »³, en se référant directement à la campagne référendaire. En mai 2008, Daniel Cirera, responsable des questions européennes au CEN, dans le premier rapport au CN relatif aux élections européennes de 2009, n'aborde aucunement la possibilité d'un tel front électoral lors de ces élections⁴.

Une nouvelle étape est franchie dans la formalisation d'une nouvelle offre politique pour un objectif restreint (les élections européennes de 2009) avec un nouveau rapport consacré aux élections européennes, présenté par Francis Wurtz, député européen communiste depuis l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct en 1979. Pour justifier de la nécessité d'un rassemblement électoral, il affirme l'incapacité du PCF à « *gagner la bataille des idées* » avec « *nos propres forces* »⁵. Cependant, ce rassemblement n'est encore qu'une ouverture des listes du PCF à des « *militants progressistes* », des « *acteurs du mouvement social, de militants des grandes ONG ou d'intellectuels marquants* »⁶. En effet, la possibilité d'une coalition de plusieurs partis pour les élections européennes semble encore peu probable. Ainsi, dans la discussion générale de ce rapport, Jean-Louis Bousquet affirme la nécessité de : « *faire converger un front progressiste européen avec bien entendu sa constitution en France. Adressons-nous à la gauche du NON, aux progressistes, abandonnons le concept « d'ouverture » de nos listes au profit de celui de « co-auteur » ou de « co-élaborateur* »⁷. Cela provoque une réponse rapide de Marie-George Buffet, récusant partiellement le parallèle avec les collectifs du non de 2005 :

¹ *Communistes*, n°291, 11 janvier 2008, CN du 9 janvier 2008, rapport de Marie-George Buffet.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ *Communistes*, n°309, 28 mai 2008, CN du 23 mai 2008, rapport de Daniel Cirera.

⁵ *Communistes*, n°319, 10 septembre 2008, CN des 5 et 6 septembre 2008, rapport de Francis Wurtz.

⁶ *Ibid.*

⁷ *Communistes*, n°319, 10 septembre 2008, CN des 5 et 6 septembre 2008.

« Le référendum de 2005 a été un événement de portée considérable. [...] Mais notre réflexion doit s'inscrire dans le contexte de 2008. Nous sommes entrés dans une nouvelle période politique. Les forces politiques qui portaient le NON sont aujourd'hui sur des positionnements qui ont évolué ; certaines ont déjà décidé de listes, d'autres sont en questionnement »¹

La trop grande incertitude sur la possibilité d'une telle alliance, tout autant que les contraintes du jeu partisan² (l'échec des collectifs antilibéraux ayant conduit à la production d'une mémoire du jeu très négative sur cette séquence au sein du PCF), expliquent la prudence de la direction du PCF procédant par étapes successives³, passant de l'évocation de nombreuses possibilités stratégiques à l'affirmation d'un front progressiste européen conçu comme une ouverture des listes européennes du PCF à d'autres partis et militants non communistes.

Cette proposition, qui n'est pas sans rappeler la liste conduite par Robert Hue lors des élections européennes de 1999, « *Bouge l'Europe* »⁴, associant à parité des militants communistes et des personnalités, conduit à de nombreux débats intra-partisans. Ainsi, les segments identitaires dénoncent une stratégie de dilution de l'identité communiste, tant du fait de l'ouverture des listes du PCF à des non communistes, que par le lien voulu par la direction du PCF avec le PGE et la GUE. Les segments refondateurs (ou « unitaires ») insistent quant à eux sur la nécessité de prendre des initiatives unitaires en direction de la gauche de la gauche :

« Les prochaines élections doivent faire l'objet d'une nouvelle stratégie qui tient compte du processus de rassemblement au sein de la gauche de rupture ; antilibéral, signataire appel Politis, NPA, des citoyennes, citoyens qui demandent un rassemblement, sans précédent. Des convergences sont à construire »⁵

« Mettons-nous dès aujourd'hui autour de la table avec les forces qui ont permis la victoire du NON en France. En accord avec les collectifs du 29 mai, l'appel de Politis, PRS, NPA et d'autres forces non organisées. »⁶

Ils insistent ainsi sur la nécessité pour le PCF de s'inscrire dans les différentes initiatives de reconfiguration de l'espace de la gauche radicale, ainsi que sur le danger, en ne s'y inscrivant pas, de la concurrence que ces différentes tentatives pourraient constituer. Tout en se démarquant par son refus de s'inscrire dans une « petite gauche » et l'activation d'une mémoire négative des collectifs antilibéraux, Marie-Pierre Vieu affirme également la nécessité, pour le PCF, d'ouvrir sa proposition d'alliance électorale pour les élections européennes, non seulement à des personnalités, mais

¹ *Communistes*, n°319, 10 septembre 2008, CN des 5 et 6 septembre 2008.

² L'inclusion du PCF dans une coalition partisane aboutit à de fortes résistances qui peuvent expliquer les prudences sémantiques de la direction communiste, cf. Andolfatto Dominique, « Splendeurs et misères du Front de gauche », *art. cit.*, p. 468-470.

³ Cela illustre également le caractère processuel de ce choix qui n'a rien d'évident après l'échec des collectifs antilibéraux et les incompréhensions croisées qui en résultent.

⁴ Sur la composition de cette liste, ses enjeux et les résultats de la gauche radicale lors des élections européennes de 1999, cf. Lazar Marc, « La gauche communiste plurielle », *art. cit.* ; Lazar Marc, « La galaxie du communisme et de l'extrême-gauche », in Grunberg Gérard, Perrineau Pascal et Ysmal Colette, *Le vote des quinze. Les élections européennes du 13 juin 1999*, Presses de Science Po, Paris, 2000, p. 121-134.

⁵ *Communistes*, n°319, 10 septembre 2008, CN des 5 et 6 septembre 2008, Moustapha Gueye.

⁶ *Communistes*, n°319, 10 septembre 2008, CN des 5 et 6 septembre 2008, Corinne Delmas.

également à des partis ou organisations inscrits dans l'espace de la gauche radicale : « *Sans retomber dans les ratés des collectifs antilibéraux, rester confinés dans une « petite gauche », je suis favorable à ce que notre parti prenne l'initiative de rencontrer et travailler à la convergence des hommes, femmes, forces (par exemple PRS) susceptibles de se retrouver sur des objectifs communs* »¹. Le projet de base commune adopté en septembre 2008² sépare deux objectifs : celui de « *créer partout les cadres et les lieux de rencontres où puissent se construire les fronts politiques d'idées et de luttes les plus larges possibles et inscrire cette démarche dans la durée [...] jusqu'à la construction progressive d'un Front populaire et citoyen qui lierait projet transformateur, dynamique citoyenne et objectif d'une union des forces politiques de gauche* » et celui des élections européennes qui s'inscrit, sans l'y réduire, dans cette stratégie. Dans le même temps, ce document préparatoire au 34^e congrès tranche la question du devenir du PCF en excluant tout retour aux fondamentaux du communisme tels que conçus par les segments identitaires, ainsi que tout dépassement du PCF à l'instar de *Die Linke* en Allemagne : « *de transformations profondes plutôt que celui de la recherche de la constitution d'un autre parti aux contours incertains* »³.

Cette stratégie constitue alors un entre-deux permettant de maintenir l'équilibre des tensions intra-partisanes, en ne contraignant pas les segments identitaires et refondateurs à la dissidence face à des orientations stratégiques trop opposées aux leurs. De même, cette orientation stratégique permet de réactiver la thématique unitaire, auparavant construite comme une ressource de mobilisation électorale (objectif qui n'a, au regard des débats intra-partisans et de l'usage intensif de cette ressource par le FG par la suite, pas été abandonné), sans subir les contraintes d'un espace d'interactions que le PCF ne peut entièrement maîtriser (collectifs antilibéraux). Enfin, si les fronts sont évoqués comme pouvant rassembler plusieurs entreprises partisanes, la base commune, tout en faisant des élections européennes l'un des espaces de mise en œuvre de cette nouvelle stratégie, ne qualifie pas de front électoral la stratégie évoquée pour les élections européennes et n'évoque ainsi qu'une ouverture des listes communistes à des « personnalités » :

« Nous voulons participer à la constitution d'un front progressiste européen, qui partage les grandes lignes d'un projet transformateur dans lequel d'innombrables Européens peuvent se reconnaître. Nous entretenons à cette fin des rapports étroits de coopération avec des formations politiques d'une grande diversité notamment au sein du PGE et du groupe de la GUE, mais aussi avec des personnalités progressistes, des militants syndicaux ou associatifs, des acteurs des rassemblements sur l'ex-projet de

¹ *Communistes*, n°319, 10 septembre 2008, CN des 5 et 6 septembre 2008. Par ailleurs, dans ces débats, le groupe Mélenchon (PRS) apparaît progressivement comme un partenaire potentiel pour les communistes unitaires.

² *Communistes*, n°319, 10 septembre 2008, « Vouloir un monde nouveau, le construire au quotidien ». Le rapport de Pierre Laurent, présentant ce projet de base commune, fait état de débats sur la formule de « front progressiste européen » de par la connotation historique du terme de « front ».

³ *Ibid.*

traité constitutionnel ou du forum social européen... Nous mènerons dans cet esprit la campagne des élections européennes de 2009 »¹

Les orientations stratégiques relatives changent de nature lors du CN du 24 octobre 2008 qui décide de lancer un appel « *aux forces politiques et sociales* »² partageant avec le PCF les mêmes orientations relatives aux élections européennes. L'auteur du rapport, Francis Wurtz, va jusqu'à préciser un certain nombre de conditions qui relèvent davantage de la négociation inter-partisane que d'un vague appel sans aucune certitude de trouver des organisations intéressées pour y répondre. En effet, il précise tout d'abord que les organisations parties prenantes doivent « *partager de tels objectifs* »³ de « *réorientation profonde de l'Union européenne* »⁴, ce qui constitue selon lui, une « *précision, à mes yeux, très importante par rapport à de mauvaises expériences, dans le passé* »⁵. Cette précision, là encore, constitue l'expression d'une mémoire du jeu négative produite au sein du PCF vis-à-vis des collectifs, la direction nationale entendant avoir des garanties quant au respect de ses intérêts partisans avant de s'inscrire dans le cadre d'une coalition électorale. Par ailleurs, Francis Wurtz, comme la résolution adoptée par le CN, insiste tout à la fois sur l'ouverture du PCF qui entend proposer l'élaboration commune des listes européennes « *jusque et y compris dans le choix des têtes de listes* », mais uniquement « *dans des circonscriptions où nous n'avons pas d'élus sortants* »⁶. Ces précisions importantes, qui ressortent d'une négociation propre à une coalition électorale ou partisane⁷, renseignent sur le niveau d'information de la direction nationale du PCF quant à la participation d'autres organisations, dont le groupe Mélenchon. Il s'agit ainsi tout autant de donner des garanties à d'éventuels alliés (d'autant plus si le coût de la participation à cette coalition électorale est élevé, comme pour un groupe dont la participation à cette coalition nécessite de faire dissidence), que de se donner des garanties du respect de ses intérêts partisans. Ainsi, la proposition faite par la direction du PCF constitue la première étape d'une négociation électorale en construisant les principes devant rendre possible la convergence d'intérêts partisans distincts (ceux du PCF qui ambitionnent de maintenir ses résultats électoraux en s'alliant à d'autres organisations et

¹ *Communistes*, n°319, 10 septembre 2008, « Vouloir un monde nouveau, le construire au quotidien ».

² *Communistes*, n°326, 30 octobre 2008, résolution du CN, « Le PCF et les élections européennes dans le contexte de la crise historique du capitalisme ».

³ *Communistes*, n°326, 30 octobre 2008, CN du 24 octobre 2008, rapport de Francis Wurtz.

⁴ *Communistes*, n°326, 30 octobre 2008, résolution du CN, *art. cit.*

⁵ *Communistes*, n°326, 30 octobre 2008, CN du 24 octobre 2008, rapport de Francis Wurtz.

⁶ *Ibid.* Cette clause de reconduction des sortants, face aux contestations des segments refondateurs, est défendue par Marie-George Buffet : « *N'est-ce pas tout simplement normal de demander une tête de liste là où nous sommes sortants. C'est ce que nous faisons dans chaque négociation avec des partenaires, et ces mêmes partenaires en exigent la même chose en retour. Aussi, si nous construisons des listes avec d'autres, chacun réclamera en toute logique la tête de liste où il a des sortants. Si nous décidions de ne pas le faire, nous déciderions par contre de nous effacer a priori, cela n'est pas acceptable* ». A l'inverse, les refondateurs considèrent cette revendication comme potentiellement « *bloquante* » (Jean-Michel Ruiz) et réclament une « *démarche sans préalable* » (Philippe Stierlin, Gilles Alfonsi). Cf. *Communistes*, n°326, 30 octobre 2008, CN du 24 octobre 2008.

⁷ Bué Nicolas, « Les accords de coalition dans une municipalité d'Union de la gauche », *art. cit.*

de maintenir ses ressources électives, voire de les accroître, et ceux des autres organisations qui entendent ne pas être limitées à un simple soutien aux listes communistes).

E. Une coalition limitée et prudente

L'adoption de cette stratégie de fronts spécifiques à chaque configuration électorale est critiquée par les segments identitaires qui y voient une nouvelle stratégie de dilution de l'identité communiste, « *une nouvelle manœuvre électoraliste effaçant le PCF* »¹ et mobilisent, par analogie, d'anciennes expériences du PCF (critique des listes européennes de 1999², critique des collectifs antilibéraux) ou d'autres partis communistes européens, et critiquent des orientations adoptées « *hors de la souveraineté des communistes* »³. A ce premier registre contestataire (refus de principe de la stratégie adoptée par le PCF), s'ajoute un second registre mobilisé par les novateurs. Ceux-ci ne refusent pas la stratégie des fronts mais entendent faire prévaloir la primauté du PCF sur la coalition électorale et défendent une autonomie d'action du PCF⁴.

La création du PG fait l'objet de nombreux commentaires lors des débats intra-partisans, où la satisfaction d'avoir un partenaire potentiel pour les élections européennes s'accompagne d'une attitude particulièrement prudente. Ainsi, le rapport consacré au congrès de Reims du PS ne prend position ni pour l'analyse produite par Benoît Hamon et faisant de son congrès une victoire de la gauche du PS, ni pour celle produite par le groupe Mélenchon qui juge que les résultats obtenus empêchent toute réorientation du PS⁵. Cette prudence de Jean-François Gau s'explique tout autant par le refus d'investir les enjeux intra-partisans du PS, que par le refus de faire de la coalition électorale pour les élections européennes un retournement d'alliances. Ainsi, si le principe d'une alliance PCF/PG est acquis pour les élections européennes de 2009, il s'agit d'accroître les possibilités d'alliances du PCF, non de substituer à son système d'alliances traditionnel un nouveau :

« Il nous faut continuer à proposer au Parti socialiste, aux Verts, à toutes les forces de gauche de résister ensemble et de se mettre enfin au travail pour élaborer un projet alternatif. [...] Parmi les formations de gauche, je dois faire une mention particulière du dernier-né d'entre elles : le Parti de gauche en voie de constitution. [...] La rencontre que nous avons eue hier avec ce parti a permis d'établir une relation

¹ *Communistes*, n°326, 30 octobre 2008, CN du 24 octobre 2008, Emmanuel Dang Tran.

² *Communistes*, n°326, 30 octobre 2008, CN du 24 octobre 2008, Caroline Andréani.

³ *Communistes*, n°329, 25 novembre 2008, CN du 19 novembre 2008, Claude Fainzang.

⁴ *Communistes*, n°329, 25 novembre 2008, CN du 19 novembre 2008, Yves Dimicoli.

⁵ *Communistes*, n°329, 25 novembre 2008, CN du 19 novembre 2008, rapport de Jean-François Gau. Cette prudence sera contestée par Bernard Calabuig qui développe les mêmes analyses que le groupe Mélenchon : « *Le PS ne sort pas de son congrès plus ancré à gauche. La gauche socialiste recueille 20 % des suffrages militants contre 40 % au dernier congrès. J.-L. Mélenchon et M. Dolez, en quittant le PS pour s'engager dans la construction d'un nouveau parti de gauche, en répondant à notre appel crédibilisent la perspective de construire un front des forces de gauche de transformation sociale pour l'élection européenne.* ». Cf. *Communistes*, n°329, 25 novembre 2008, CN du 19 novembre 2008.

transparente et de travail entre nos deux partis et de donner corps à notre proposition d'un front de gauche pour les élections européennes »¹

Francis Wurtz reconnaît que cette alliance « *peut avoir d'autres prolongements* »² et réaffirme les principes qui fondent la participation du PCF à une coalition électorale :

« 1) il n'y a pas d'alliance avec le parti de Mélenchon mais un front - d'ailleurs largement ouvert - pour une élection précise. 2) Mon rapport appelle le Parti à une bataille populaire et insiste sur son rôle, et non à une entente de sommet. 3) il n'y a, à ce jour, aucune discussion sur des candidatures au sommet ! [...] 4) Les deux circonscriptions où le PCF a un élu auront des têtes de listes communistes : ce principe est acquis ! 5) En tout état de cause, les adhérents auront in fine à voter sur nos propositions, comme le veulent nos statuts. »³

De même, dans son rapport, il réaffirme le refus de tout « *effacement* » du PCF et le maintien de l'autonomie d'action du PCF⁴. Toutes ces préventions montrent le caractère limité de la coalition électorale proposée par le PCF, le rejet des collectifs antilibéraux et la forte dépendance de la direction du PCF, dans la détermination de la stratégie électorale du parti, à son équilibre des tensions intra-partisanes. En effet, la décision de s'inscrire dans une telle coalition électorale, bien que limitée, n'en constitue pas moins une orientation pouvant être interprétée comme un ralliement de la direction nationale aux thèses des communistes refondateurs, ce qui implique de rassurer les segments identitaires pour maintenir l'équilibre des tensions intra-partisanes. Cela est renforcé par l'usage discursif de la création du PG par les tenants de la « *métamorphose* » du parti, comme Marie-Pierre Vieu⁵ et Dominique Grador⁶, comme une injonction au changement pour le PCF afin de ne pas « *subir* » les reconfigurations en cours : « *Le PCF ne peut être le seul élément fixe et intemporel dans un univers qui ne cesse de bouger* »⁷. Dans ce fragile équilibre des tensions, le bloc majoritaire construit une représentation nuancée de la création du PG : d'une part, il s'agit de considérer que cela ouvre une « *dynamique politique* »⁸, tout en réfutant toute stratégie de reconfiguration pouvant conduire au dépassement du PCF⁹, en rassurant sur l'autonomie du PCF dans cette campagne et en appelant à un élargissement de cette coalition¹.

¹ *Communistes*, n°329, 25 novembre 2008, CN du 19 novembre 2008, rapport de Jean-François Gau.

² *Communistes*, n°329, 25 novembre 2008, CN du 19 novembre 2008, rapport de Francis Wurtz.

³ *Communistes*, n°329, 25 novembre 2008, CN du 19 novembre 2008.

⁴ *Communistes*, n°329, 25 novembre 2008, CN du 19 novembre 2008, rapport de Francis Wurtz.

⁵ *Communistes*, n°328, 19 novembre 2008, Marie-Pierre Vieu, « Pour un congrès de clarification et de rassemblement de la gauche ». La création du NPA est également mobilisée dans le même sens dans cette contribution.

⁶ *Communistes*, n°329, 25 novembre 2008, CN du 19 novembre 2008. Elle regrette ainsi que le PCF laisse « à Mélenchon l'initiative du neuf à gauche ».

⁷ *Communistes*, n°328, 19 novembre 2008, Marie-Pierre Vieu, « Pour un congrès de clarification et de rassemblement de la gauche ».

⁸ *Communistes*, n°329, 25 novembre 2008, CN du 19 novembre 2008.

⁹ Ainsi, Marie-George Buffet affirme que « *les communistes ont fait le choix de poursuivre le PCF. Ne faisons pas jouer la peur, ce choix sera respecté.* ». Cf. *Communistes*, n°329, 25 novembre 2008, CN du 19 novembre 2008. De même, Olivier Dartigolles affirme que le front évoqué ne constitue pas un « *cartel [...] où se dilueraient les communistes* ». Cf. *Communistes*, n°329, 25 novembre 2008, « Rassemblement et intervention citoyenne ».

Les débats intra-partisans montrent que la direction nationale du PCF présente le FG comme étant de son initiative², alors qu'il constitue davantage la convergence de deux processus singuliers : celui que connaît le PCF, cherchant à accroître ses possibilités stratégiques et ses résultats électoraux, et celui du groupe Mélenchon qui cherche des opportunités de reconversion des dispositions militantes face à un processus de marginalisation au sein du PS, qui ne lui permet plus véritablement de modifier les équilibres intra-partisans. Cette convergence de processus singuliers est permise par plusieurs facteurs. Tout d'abord, une convergence d'intérêts partisans pour les élections européennes. Le PCF cherche à s'inscrire dans une coalition électorale pour accroître ses résultats électoraux et conserver et/ou améliorer sa représentation au Parlement européen, tandis que le groupe Mélenchon cherche un point d'appui pour une entreprise de dissidence, et à construire un nouveau parti sur le modèle allemand de *Die Linke*. Dès lors, même si le PCF ne partage pas les intérêts du groupe Mélenchon en terme de reconfigurations partisans, et que le maintien des ressources électorales du groupe Mélenchon n'est pas engagé par les élections européennes, leurs intérêts d'organisation, bien que distincts, peuvent converger (sans que les oppositions potentielles du fait de ces intérêts distincts soit effacées).

Cette convergence est permise par le maintien, depuis la campagne référendaire, de relations personnelles entre dirigeants de différentes organisations (dans des initiatives communes, des appels, dans d'autres organisations, etc.). Ainsi, Francis Parny évoque des discussions informelles avec François Delapierre sur l'éventuelle dissidence du groupe Mélenchon :

« Je me souviens très bien avoir été discuter, [...] avec François Delapierre – j'étais devenu responsable aux relations extérieures, entre-temps. Donc, je me souviens très bien avoir été discuter avec François Delapierre en disant : mais quand est-ce que vous sortez du PS ? Vous n'arrêtez pas de le dire, mais vous ne le faites pas. Donc, si vous voulez, il y a eu une continuité de relations avec Mélenchon et avec d'autres. » (Francis Parny, entretien le 31 janvier 2012. Membre du CEN du PCF en charge des relations extérieures)

Ainsi que la permanence des relations entre la secrétaire nationale du PCF et le président de PRS :

« Oui, mais il y avait déjà des rencontres informelles auparavant, permettant de maintenir un lien entre ceux qui ont fait la campagne du non ?

Bien sûr. Alors, bon. Le contact, ce n'était pas à mon niveau, mais Marie-George Buffet et Jean-Luc Mélenchon se parlaient très régulièrement. » (Francis Parny, entretien le 31 janvier 2012)

Plus généralement, d'autres cadres communistes évoquent le maintien de ces relations :

« D'abord, des contacts, il y en avait, car on a mené la campagne avec Jean-Luc Mélenchon, du traité constitutionnel de 2005. Il était adhérent du Parti socialiste, mais nous étions, avec lui,

Dans son rapport au 34^e congrès, Pierre Laurent affirme également que *« nous n'allons pas nous effacer »*. Cf. *Communistes*, n°332, 18 décembre 2008, rapport de Pierre Laurent.

¹ Patrice Bessac considère que cela ne peut être *« réduit à un tête-à-tête avec Mélenchon »*, tout comme Marie-George Buffet qui confirme la nécessité de *« continuer à travailler à l'élargissement »*. Cf. *Communistes*, n°329, 25 novembre 2008, CN du 19 novembre 2008.

² Ainsi, Francis Wurtz qui affirme : *« Il est important que l'on sache que c'est le Parti communiste qui a pris l'initiative du processus qui est en marche »*. Cf. *Communistes*, n°329, 25 novembre 2008, CN du 19 novembre 2008, rapport de Francis Wurtz.

comme avec d'autres d'ailleurs. [...] Donc, ces contacts, ils existaient. [Silence]... Et, ils se sont poursuivis. » (Jacques Chabalier, entretien le 14 décembre 2011. Membre du CEN du PCF)

Tandis qu'Elisabeth Gauthier, qui tout en étant membre du CEN du PCF, est fortement multipositionnée¹, fonde cette proximité sur la participation à une expérience commune lors de la campagne référendaire :

« Entre les gens qui étaient les acteurs de 2005, cela ne s'est jamais cassé quoi... Nos relations ne sont pas du tout cassées. On sait qu'on s'est heurté à un obstacle majeur... et que... chacun continue de faire avancer les choses là où il peut. Dans ce noyau, la confiance ne s'est jamais cassée... » (Elisabeth Gauthier, entretien le 13 décembre 2011. Directrice d'Espace Marx, très active dans les réseaux européens de la gauche radicale (PGE, Transform !))

Certains (Eric Coquerel, Jean-Luc Mélenchon, Christian Picquet, François Delapierre, Marie-George Buffet, Elisabeth Gauthier, etc.) vont, du fait de leurs positions respectives, tenir un rôle de passeurs permettant de faire converger deux processus singuliers, en maintenant des liens entre eux, permettant notamment de se tenir informé des décisions de chaque organisation. Ainsi, l'évolution progressive du groupe Mélenchon faisant passer la dissidence de la théorie à l'espace des possibles amène le PCF à envisager une coalition électorale :

« tout de suite, avec le PC, pourquoi ? Parce que, en réalité, on prépare cela avec Jean-Luc, la création du Parti de gauche, avec Claude Debons,... et bien évidemment le PC est au courant. Et, cela amène le parti communiste à changer sa fameuse résolution politique de son congrès où il y a tout un laïus sur le fait que le parti communiste veut travailler avec les citoyens etc. et ils rajoutent « et des organisations » parce qu'ils savent que le PG va se créer. Donc, en réalité, le rendez-vous va être pris assez vite et on acte l'idée de travailler pour les européennes ensemble. » (Eric Coquerel, entretien le 26 juin 2011. Président du MARS-GR puis secrétaire national du PG)

Tandis que la décision du CN du PCF en faveur d'une coalition électorale lors des élections européennes va venir renforcer le choix de la dissidence par le groupe Mélenchon, comme le perçoit Elisabeth Gauthier qui en informe immédiatement le groupe Mélenchon :

« Il... il y avait... entre certaines personnes, des liens en permanence, oui... [Silence]. Disons qu'il fallait... qu'il fallait que quand même, les gens de PRS aient quelques indications fortes que le PCF voulait aller dans ce sens-là. Sinon... sinon, pour tomber dans un trou... ce n'est pas la peine ! [...] Je crois que j'ai été la première à appeler Delapierre pour lui dire : tu sais, on a voté ! Ils y croyaient même pas vraiment ! Parce que ce n'était même pas sûr... ce n'était pas gagné d'avance... » (Elisabeth Gauthier, entretien le 13 décembre 2011)

*

* *

La séquence 2005-2008 est caractérisée pour le PCF par une forte instabilité : passant d'une séquence construite comme victorieuse et porteuse de nombreuses possibilités stratégiques après le

¹ Boltanski Luc, « L'espace positionnel. Multiplicité des positions institutionnelles et habitus de classe. », in *Revue française de sociologie*, 14 (1), 1973, p. 3-26. Elisabeth Gauthier s'investit fortement dans l'organisation du forum social européen de 2003, puis dans les collectifs antilibéraux où elle fait partie de la délégation représentant le PCF, ainsi que dans différentes initiatives visant à faire collaborer les partis à la gauche du PS au niveau européen, en tant que membre de la direction d'Espace Marx.

29 mai 2005 à la réaffirmation brutale de l'affaiblissement électoral du PCF en 2007. Le PCF occupe, dans le champ politique, une position de dominant dominé dans laquelle ses diverses ressources et son intégration institutionnelle fondent une domination symbolique sur la gauche radicale, mais ni le PCF – qui refuse de s'enfermer dans une « petite gauche » – ni ses alliés potentiels (qui ne fondent pas, pour des raisons qui sont propres aux positions qu'ils occupent, la légitimité sur les critères qui pourraient fonder celle du PCF) n'acceptent une telle position. Ainsi, le PCF occupe une position singulière dans laquelle sa domination sur l'espace de la gauche radicale n'est pas acceptée, du fait notamment de ses rapports avec le parti dominant à gauche, de son intégration aux institutions, et d'une méfiance réciproque et persistante entre acteurs de gauche radicale, d'autant plus que le maintien des ressources partisans nécessite un pragmatisme électoral, condition à laquelle le PCF peut espérer maintenir ses ressources, au prix de l'acceptation d'une position dominée dans laquelle il ne peut guère faire prévaloir ses intérêts et objectifs. Il ressort de cette configuration une stratégie fortement contrainte par la nécessité d'affirmer la spécificité du discours communiste et de maintenir les ressources partisans, tout aussi constitutive de la spécificité communiste au regard des autres partis de l'espace de la gauche radicale, que de sa dépendance à un système d'alliance défavorable, comme l'explique Bernard Pudal : « *Dans cette configuration [un PS dominant voire hégémonique], à la différence des autres composantes de la gauche de gauche, le PCF est néanmoins contraint de passer des alliances aussi bien avec les différentes composantes de celle-ci qu'avec le PS, la survie de son implantation électorale et de tout ce qui va avec (ses clientèles, des postes, des tribunes à l'Assemblée nationale et au Sénat, les territoires qu'elle dirige encore souvent, les financements publics) l'exige. Elle est donc contrainte au louvoiement stratégique* »¹.

La confrontation de deux séquences distinctes, très proches temporellement, où les représentations des possibilités stratégiques du PCF passent brutalement d'un fort enthousiasme pour une configuration perçue comme ouverte, à un retour à une configuration fermée, peu porteuse de possibilités stratégiques, permet de caractériser ce qui se joue dans la détermination des orientations stratégiques du PCF du fait de sa position singulière dans le champ politique et des représentations construites par les acteurs investis dans les jeux partisans. La recherche d'autonomie permet le développement d'un militantisme plus gratifiant d'un point de vue identitaire et social, plus conforme aux représentations communistes, tandis que le pragmatisme électoral conduit à des stratégies d'alliances variables, qui, tout en étant moins conformes aux représentations militantes du rôle du PCF et moins mobilisatrices car perçues comme contraignant à des compromis importants (ou même à ce qui peut être perçu comme des compromissions), n'en permettent pas moins de maintenir un autre aspect de ce qui fonde la singularité communiste : son implantation territoriale,

¹ Pudal Bernard, « PCF : un parti peut-il en cacher un autre ? », *op. cit.*, p. 257.

ses élus, ses ressources financières, etc. Dès lors, la stratégie du FG pour les élections européennes ne doit pas être perçue comme un changement d'alliance brutal, comme une rupture dans les orientations stratégiques du PCF, mais comme l'adoption, pour une configuration électorale précise et limitée, d'un dispositif conciliant au mieux les différentes tensions auxquelles doit répondre, pour être adoptée, l'orientation stratégique d'un parti. L'élection européenne constitue alors une fenêtre d'opportunités pour une expérimentation stratégique, par l'atténuation des contraintes relatives au maintien des élus qui peut être envisagé dans le cadre d'une coalition où le PCF occupe une position dominante. Ce n'est que progressivement que cette coalition électorale va se pérenniser. D'une part, la mise en place d'une coalition conduit à la création et à la production permanente d'un cadre d'interactions spécifiques aux règles peu formalisées et changeantes. D'autre part, l'entrée puis le maintien en coalition donne accès à diverses ressources symboliques accolées par les acteurs à cette formation politique : production et usage d'une marque électorale commune associés aux vertus militantes de l'unité et à un positionnement antilibéral, etc. Mais le maintien en coalition suppose également de « faire avec » le développement corrélatif d'un ensemble de contraintes qui résulte précisément de la coalition (et de la nécessité de concilier les intérêts des différents participants) et des résistances qu'elle suscite au sein du PCF.

Chapitre 3. Continuer 2005 !

Une expérimentation inachevée et conflictuelle de l'unité

Le sens commun voudrait qu'une candidature à un poste, quel qu'il soit, résulte d'un acte de volonté d'un individu ou d'une organisation. Les dirigeants de celle-ci manifestent alors son existence et la font exister par la production et l'affirmation d'intérêts spécifiques et distincts de ceux de ses membres. Dans le premier cas, il s'agit alors de mettre à jour les motivations personnelles et leurs ressorts psychologiques (grille de lecture du politique particulièrement mobilisée dans les médias), tandis que le second aboutit à réifier des collectifs en prenant pour acquises les décisions des organisations (« le parti a décidé que », etc.). Cette approche permet alors de comprendre, au travers des règles explicites et implicites que se donne un groupe social mobilisé, les interactions qui font exister des individus en tant que collectif homogène et doté d'une volonté propre, ainsi que les transformations sociologiques de ces groupes militants. L'acte de volonté consistant à poser une candidature est donc une production sociale, élaborée dans les interactions dans lesquelles sont insérés ceux qui posent cette candidature. Une candidature constitue alors un travail de mise en adéquation des dispositions personnelles d'un individu (sentiment de compétence politique, motivations diverses et variées, etc.), de la position qu'il occupe, dans le champ politique et l'espace partisan, et de la position occupée par ce parti, de ses intérêts, etc. Elle résulte alors d'un processus de production et d'ajustement à la position occupée dans l'espace social et les différents sous-espaces dans lesquels évoluent les acteurs investis dans la production de cette candidature. Cet ajustement se fait en fonction des ressources que peuvent mobiliser ceux qui produisent cette candidature, mais aussi en fonction des résistances (ou contraintes de position) que cette production rencontre dans les différents espaces sociaux. Plus le décalage entre ces espaces sociaux est important, plus la production et l'ajustement de cette candidature, qui doit être acceptée dans des espaces sociaux aux règles du jeu distinctes, va être difficile.

Étudier l'inscription du PCF dans les collectifs antilibéraux, au travers de l'adaptation de son discours relatif à la candidature de Marie-George Buffet, permet de saisir la diversité des contraintes de position qui s'exercent sur la détermination des orientations stratégiques de ce parti : contraintes relatives à la position occupée par le PCF dans le champ politique (position de dominant dominé) et à la structure des ressources que le PCF peut mobiliser dans la compétition électorale ; contraintes également liées à l'inscription dans un espace hybride et faiblement institutionnalisé, les collectifs antilibéraux, qui autorise, de par sa faible institutionnalisation et son caractère d'espace en construction par des acteurs évoluant dans des espaces sociaux relativement distincts, un jeu permanent sur les règles du jeu ; contraintes relatives enfin à l'équilibre des tensions intra-partisanes (au niveau des différents segments dont les luttes structurent l'espace partisan national, mais aussi

au niveau des configurations localisées, où la pluralité des espaces dans lesquels le PCF s'inscrit autorise une pluralité de positions et de luttes), etc.

La construction progressive, tâtonnante et fragile, d'un espace militant autour de l'antilibéralisme, va confronter chaque acteur à l'importation, par les autres protagonistes, des représentations conformes à leur espace militant d'origine et aux positions qu'ils y occupent. Dès lors, la concurrence autour du nom, la concurrence autour de la candidature, constituent une lutte symbolique pour déterminer les règles du jeu de cet espace en train de se faire. Le PCF y est directement confronté à de nombreuses résistances quant à l'importation de représentations conformes à ses intérêts et à la structure de ses ressources, mais dans le même temps, l'inscription dans cet espace du PCF, pendant toute la période allant du 29 mai 2005 à décembre 2006, montre le maintien d'une représentation de cette stratégie comme constituant une opportunité stratégique (fondée sur l'interprétation du 29 mai 2005 et de sa constitution en ressource symbolique de mobilisation), ce qui justifie non seulement du maintien du PCF dans cet espace, malgré les difficultés à y faire valoir les représentations conformes à la position que ce parti occupe et entend occuper dans le champ politique, mais aussi à ajuster le discours justifiant de la candidature de Marie-George Buffet.

Dans une première séquence (de juin 2005 à mai 2006), la direction nationale du PCF va produire un discours conforme aux intérêts et aux représentations ayant cours dans le parti, et l'ajuster aux résistances que ce discours entraîne dans les différents espaces sociaux dans lesquels le PCF est investi (section 1), parmi lesquels les collectifs du non maintenus après la campagne référendaire et dans lesquels le PCF s'investit, et où l'idée de proposer une offre politique lors des échéances électorales de 2007 sur le modèle de la campagne référendaire de 2005 grandit. L'appel du 10 mai 2006 crée un cadre à ces débats, constitutifs d'enjeux (la désignation d'un candidat au nom des collectifs antilibéraux) spécifiques et n'ayant de sens que pour les acteurs qui y sont investis, mais aussi de règles du jeu communes organisant la lutte pour ces enjeux. Ce début d'institutionnalisation caractérise une deuxième séquence marquée par l'accroissement de l'interdépendance des espaces sociaux dans lesquels le PCF est investi. La conflictualisation croissante de ces luttes n'aboutit cependant pas à un retrait du PCF (contrairement à José Bové qui va se retirer, avant de s'y réinvestir) des collectifs antilibéraux, mais à son maintien dans un cadre pourtant difficile et contraignant en adoptant une stratégie de contournement des résistances (section 2).

Section 1. La difficile production d'une candidature communiste (juin 2005-mai 2006)

La candidature de Marie-George Buffet va rapidement être posée comme une évidence et comme l'expression implicite de la position occupée par le PCF dans le champ politique après le 29 mai 2005. Cette candidature atteste de la croyance, au sein de la direction nationale du PCF, en la centralité du parti, mais également en le partage par les associés-rivaux du PCF des mêmes représentations quant aux objectifs (traduire la « dynamique » référendaire dans les urnes) et des critères de la « bonne » candidature. L'expression, au sein du champ politique, d'intérêts distincts par la LCR et le PS, restreint l'espace des possibles pour le PCF par l'émergence progressive d'une configuration pré-électorale plus concurrentielle démontrant les difficultés à faire valoir, à gauche, les grilles de lectures construites et mobilisées par le PCF (nécessité de l'unité la plus large possible à gauche autour d'un contenu antilibéral). Le discours produit par le PCF pour justifier de la candidature de Marie-George Buffet doit donc s'ajuster à l'évolution de la configuration pré-électorale en faisant la preuve de son utilité et de sa singularité, afin de prouver la pertinence et l'existence d'un espace électoral entre les solutions préconisées par la LCR et le PS. Par ailleurs, le discours produit par la direction nationale du PCF doit être ajusté aux résistances qui se constituent très rapidement au sein des collectifs du non, tout comme dans les débats intra-partisans. Ainsi, la production discursive initiale (A) est adaptée, ajustée aux contraintes (B) qui grèvent la position du PCF dans le champ politique (position dominée), dans l'espace de la gauche radicale (concurrence de la LCR et résistances aux représentations communistes dans les collectifs du non (C)) et dans l'espace partisan (où le discours sur la candidature doit permettre le maintien des équilibres partisans (D)). L'ajustement du discours communiste est rendu d'autant plus difficile que ces différents espaces se structurent autour de jeux et d'enjeux propres qui ne se superposent que très partiellement. Ainsi, pour ne donner qu'un exemple, affirmer rapidement une candidature communiste aboutirait à un certain équilibre intra-partisan (fondée sur l'alliance implicite du bloc majoritaire avec les segments identitaires et la marginalisation des refondateurs), à un retrait du PCF des collectifs antilibéraux (qui l'empêcherait d'user de la ressource symbolique que constitue la thématique unitaire), mais permettrait de répondre à l'accroissement de la concurrence dans le champ politique. A l'inverse, poser immédiatement la prééminence du cadre collectif (qui est encore très évanescent) aboutit à la marginalisation des segments identitaires, au risque d'une candidature dissidente et à l'effacement des intérêts partisans, etc. Dès lors, si ce second choix faciliterait la position du PCF dans les collectifs du non (en effaçant la crainte de l'hégémonie communiste), elle rendrait fortement instable les équilibres intra-partisans et entrerait en opposition avec le maintien des ressources partisans.

A. Une candidature évidente

La production du 29 mai 2005 comme symbole et comme ressource mobilisable et appropriable va permettre au PCF de poser rapidement l'intérêt d'une candidature communiste à l'élection présidentielle de 2007, intérêt dépassant très largement, dans cette grille de lecture, le seul PCF, puisque proposée à l'ensemble de la gauche¹. Cette stratégie repose sur l'appropriation de la ressource symbolique et sur la force de l'évidence : puisque la position du PCF dans le champ politique est à nouveau centrale, tant par sa position à l'intersection de l'ensemble des partis de gauche, que par son adéquation avec la demande antilibérale, le PCF est fondé à poser la nécessité d'une candidature issue de ses rangs, en l'occurrence, sa secrétaire nationale. La candidature de Marie-George Buffet est alors largement construite comme évidente, comme allant de soi au regard de la configuration spécifique de la gauche après le référendum sur le TCE. Mais cette construction symbolique est immédiatement contestée dans les collectifs du non :

« Côté parti communiste, même scénario. Ils étaient plutôt sur : c'est le parti communiste... une candidature communiste, je me souviens de la déclaration de Marie-George à l'époque : « une candidature communiste sera la mieux à même de représenter, etc. ». [...] Les gens ne se sont pas mobilisés pour les beaux yeux du parti communiste. Pour personne d'ailleurs. » (Claude Debons, entretien le 20 décembre 2011. Membre de la Fondation Copernic et proche d'Yves Salesses, coordinateur des collectifs antilibéraux)

Ce que Claude Debons conteste au PCF², ce n'est pas tant l'analyse du scrutin, ni même sa construction comme ressource mobilisable dans le jeu politique, que la tentative de se l'approprier par l'une des organisations parties prenantes des collectifs du non³, comme le fait remarquer Dominique Andolfatto : *« La secrétaire nationale fera bien sentir que le PCF ne peut se contenter de jouer simplement un rôle d'infanterie, comme cela s'est passé depuis la campagne référendaire de 2005. Il y a une volonté de tirer un dividende politique de toute cette période »*⁴, ce qui nécessite d'imposer son propre cadre interprétatif au sein des collectifs afin de pouvoir y faire valoir ses intérêts spécifiques d'organisation partisane. Cette réaction illustre la difficulté à faire reconnaître les principes de légitimation qui font pourtant sens au sein du PCF. Face à ces résistances immédiates et

¹ *Libération*, 16 juin 2005, *art. cit.*

² Certains segments du PCF partagent cette grille de lecture : les communistes refondateurs ont fortement critiqué cette déclaration comme forçant la *« main aux communistes [et marquant] une rupture avec la campagne efficace et rassembleuse du PCF pour le non au référendum »*. Cf. *Libération*, 24 juin 2005, « Les refondateurs du PCF râlent contre Marie-George Buffet ». De même, Clémentine Autain y voit une *« maladresse »*. Cf. *Libération*, 27 juin 2005, « Les « collectifs pour le non » tournés vers 2007 ».

³ Cette tentative est d'autant plus critiquée par les participants aux collectifs du non que les débats sur les suites à y donner sont encore peu avancées. La déclaration de Marie-George Buffet cumule plusieurs difficultés : précocité, perception d'une tentative d'appropriation par le principal parti des collectifs nourrissant la crainte d'une hégémonie du PCF, mise sous tension des collectifs et imposition d'agenda électoral, etc.

⁴ Andolfatto Dominique, « Chronique du PCF du 1^{er} janvier 2005 aux élections européennes de 2009 », *art. cit.*, p. 184.

à l'apparition d'une concurrence putative – en juillet 2005, la candidature potentielle de José Bové¹ commence à être évoquée² – le discours se précise. Ainsi, le rapport réalisé par Patrice Cohen-Seat en septembre 2005 adopte deux registres pour évoquer les élections de 2007. D'une part, il réaffirme le rôle joué par le PCF dans la mobilisation référendaire, « *Personne, je crois, ne peut nier que nous avons été utiles, et même indispensables à la victoire du 29 mai.* »³, en justifiant cette affirmation par les ressources mobilisées par le PCF lors de cette campagne : « *Le fait que nous soyons un parti politique, structuré, organisé; la force du collectif militant que nous constituons; le nombre et le rayonnement de nos élu-e-s: tout cela a joué un rôle* »⁴. Il considère alors que le PCF doit éviter deux erreurs : celui de s'imposer aux collectifs du non et celui de sous-estimer l'importance du PCF dans ces collectifs, c'est-à-dire sa position dominante. Il s'agit alors, dans ce rapport destiné aux cadres du parti, de concilier les intérêts partisans (obtenir une candidature issue du PCF et faire valoir au sein des collectifs la spécificité et l'importance du PCF), avec celui des acteurs investis dans les collectifs (en rassurant sur l'absence de toute tentation hégémonique du PCF). Par ailleurs, il s'agit également de concilier les intérêts exprimés par les différents segments du PCF, donc de maintenir la position centrale de la direction communiste dans le jeu intra-partisan en justifiant d'une candidature communiste à même de rassurer les segments les plus attachés à l'identité communiste, tout en rassurant également les communistes les plus investis dans les collectifs en précisant que cette candidature ne leur serait pas imposée. Si l'importance des ressources mobilisables par le PCF est ici évoquée, il ne s'agit que de rappeler l'investissement du PCF dans la victoire du 29 mai, et non de construire la candidature communiste sur ces ressources. L'usage de celles-ci comme principe de légitimation ressort de l'implicite et de l'évidence :

« C'est dans cet esprit que nous avons dit à plusieurs reprises notre conviction qu'une candidature communiste à l'élection présidentielle serait un atout. Le rôle utile que nous avons joué dans la victoire du « non » me paraît de nature à renforcer encore cette conviction »⁵

L'argumentation de Patrice Cohen-Seat peut donc se résumer ainsi : le PCF a joué un rôle primordial dans la victoire du non et le PCF entend participer à un rassemblement antilibéral à vocation majoritaire sans aucun préalable sur la candidature à l'élection présidentielle. Mais le rôle

¹ Sur sa trajectoire politique, cf. Terral Pierre-Marie, « « Une autre Europe est-elle possible ? » : L'itinéraire politique de José Bové, du contre-pouvoir syndical au parlement européen (1987-2014) », in *Cahier d'Histoire immédiate*, 47, 2015, p. 41-62.

² *Le Monde*, 6 juillet 2005, « José Bové hésiterait à se présenter en 2007 si Laurent Fabius était candidat ».

³ *Communistes*, n°192, 28 septembre 2005, rapport de Patrice Cohen-Seat.

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.* Il précise que ce raisonnement tient également pour les élections législatives, ce qui conduit à défendre une candidature communiste pour l'élection présidentielle, mais aussi à revendiquer une grande majorité de candidatures communistes lors des élections législatives, au regard de la différence d'implantation entre le PCF et les autres organisations présentes dans les collectifs. Cependant, la cristallisation des débats autour de la candidature présidentielle et l'accroissement des tensions au sein des collectifs ont conduit à l'abandon de cette argumentation concernant les élections législatives.

primordial du PCF dans la victoire du non et les ressources mobilisables par le PCF font d'une candidature communiste la meilleure pour représenter l'ensemble de la gauche antilibérale.

Cependant, cette argumentation est encore faiblement structurée et ressort largement de l'implicite. L'invocation des ressources mobilisables par le PCF doit être perçue par la référence à l'investissement de ce parti dans la victoire du non, investissement venant légitimer une candidature communiste au nom de l'ensemble des composantes des collectifs du non. D'une part, le PCF se revendique comme étant à l'initiative du rassemblement unitaire. D'autre part, cette candidature *allant de soi* repose sur la perception (bien réelle) d'être la principale organisation inscrite dans les collectifs du non, tout au moins en termes de ressources mobilisables¹, mais aussi sur le sentiment d'avoir fait la preuve durant la campagne référendaire de la capacité du PCF à être unitaire, et à incarner au mieux les collectifs du non, ce que le rapport de Jean-Louis Le Moing exprime parfaitement : rappel de l'initiative initiale du PCF en direction de « *toute la gauche* », capacité à incarner l'unité, et reconnaissance par les autres acteurs du non du rôle joué par le PCF :

« Dès le début, nous avons appelé toutes celles et tous ceux, femmes et hommes, militant-e-s et organisations de gauche qui entendaient défendre ensemble un NON européen, généreux et solidaire, à se rassembler pour gagner. Nous avons œuvré à rassembler toute la gauche sur cet objectif. Nous avons repoussé toutes les tentatives qui visaient à fermer la porte aux uns ou aux autres. Nous nous sommes toujours positionnés à partir du contenu et nous avons été partie prenante de toutes les initiatives qui se sont constituées selon ce principe. Et nous avons systématiquement ouvert nos propres initiatives, sans aucune exclusive à gauche. Cette démarche a été une clef du succès. Et reconnue comme telle. Tous les acteurs de cette campagne soulignent non seulement le rôle militant et idéologique décisif qui a été le nôtre, mais aussi la capacité de rassemblement que nous avons manifestée. C'est ainsi que Jean-Luc Mélenchon déclarait, avant même le résultat connu, je le cite: « Je tiens à souligner le rôle particulier joué par le Parti communiste pour faciliter l'unité en mettant son organisation, ses forces, sa capacité d'explication au service de la bataille que nous avons menée. C'est un élément - poursuit-il - qui aura marqué les esprits et fait tomber bien des préventions. » Mélenchon [sic] dit là des choses que nous avons tous entendu. Et c'est une musique qui sonne agréablement à nos oreilles. »²

L'auteur de ce rapport insiste sur cette « ouverture » du PCF : « *nous avons systématiquement ouvert nos propres initiatives* ». Plus largement, les règles du jeu instituées pour organiser le débat référendaire ont constitué une ressource indéniable pour le PCF : en mettant à sa disposition un mécanisme de remboursement des frais de campagne et des temps de parole audiovisuels, puis, par son choix de partager avec d'autres opposants au TCE ces ressources expressives, lui permettant alors d'occuper une position centrale dans la campagne référendaire :

« 2004, élection régionale ; 2005, bataille contre le projet de traité constitutionnel européen. Marie-George est, je crois, véritablement en situation de leader dans cette bataille, parce qu'on est le seul parti institutionnel, un parti avec un groupe à l'Assemblée nationale, qui s'est positionné pour le non. Et donc, on a utilisé le fait de pouvoir avoir des tribunes à la télévision pour ouvrir ces tribunes à tous ceux qui étaient pour le non au traité constitutionnel, même parmi

¹ Il faut ainsi rappeler l'élection présidentielle de 2002 lors de laquelle deux candidats trotskistes ont dépassé le candidat communiste, ce qui prive la direction communiste, dans sa production discursive d'un leadership, de l'argument électoral, contraignant ainsi à faire valoir le rôle unitaire joué par le PCF et ses ressources.

² *Communistes*, n°195, 19 octobre 2005, CN du 14 octobre 2005, Rapport de Jean-Louis Le Moing.

des socialistes, des Verts, et vous aviez déjà Jean-Luc Mélenchon qui était sur les tribunes, mais vous aviez aussi Olivier Besancenot pour le NPA, vous aviez Francine Bavay pour Europe... pour les Verts qui n'était pas encore à l'époque, Europe-Ecologie/Les Verts. Et le Parti communiste a donné des temps d'antenne pour que tout ce regroupement puisse se faire. » (Francis Parny, entretien 31 janvier 2012. Membre du CEN du PCF en charge des relations extérieures)

Les règles du jeu adoptées pour la campagne référendaire étaient particulièrement défavorables à la gauche du non. En effet, le remboursement des frais de campagne (à hauteur de 800 000€) était limité aux partis politiques réunissant l'une ou l'autre des conditions suivantes : soit être déclaré comme parti de rattachement pour le financement public de l'année 2005 par cinq députés ou cinq sénateurs (définition financière restreinte à la seconde fraction du financement public), soit avoir dépassé, lors des élections européennes de 2004, le seuil des 5% des suffrages exprimés (définition électorale)¹. A l'exception du PCF, aucun des partis situés à la gauche du champ politique et s'étant positionnés pour le non au référendum, ne remplit l'une ou l'autre de ses conditions². L'application de ce dispositif au temps de parole a restreint l'accès de cette ressource, pour les partis de gauche, au PS, aux Verts et au PCF, seul ce dernier s'exprimant pour le non³. Si ces éléments constituent en soi des ressources mobilisables par le PCF lors de la campagne référendaire, ce sont également des ressources spécifiant le PCF (comme seul parti suffisamment institutionnalisé pour être reconnu par les règles du jeu de la compétition référendaire) à la gauche du PS, et plus généralement parmi les opposants au TCE. Plus encore, le choix du PCF de partager ces ressources expressives en invitant d'autres tenants du non à ses initiatives rend visible, et difficilement contestable, l'investissement « unitaire » du PCF. Organisation la plus dotée en ressources, pouvant revendiquer un investissement précoce dans l'opposition au TCE, et partageant les ressources que sa position lui permet d'obtenir, le PCF constitue alors l'un des pivots de la campagne référendaire du non. Cette capacité à incarner une tension unitaire propre à la gauche du non va être ainsi réutilisée pour justifier de la légitimité et de la capacité d'une candidature communiste à rassembler. Dans les discours tenus par la direction du PCF, cette argumentation est souvent implicite, comme dans les propos de Francis Parny ou dans cet éditorial de Michel Duffour :

« On sait maintenant ce que furent dans les ingrédients du NON l'attitude du Parti communiste. Un an après, la même démarche peut connaître le succès et faire bouger les lignes. Le Parti communiste a fait hier la preuve de son utilité ; il pense légitimement, en vue de la prochaine échéance présidentielle, être un atout fédérateur pour gagner au rassemblement les forces les plus soucieuses de voir triompher avec la gauche une alternative forte. »⁴

¹ L'article 3 du décret n°2005-238 du 17 mars 2005 relatif à la campagne en vue du référendum définit ce champ d'application.

² Huit partis ont finalement pu obtenir le financement de leur campagne référendaire, dont trois à gauche : le PS, Les Verts et le PCF. Cf. Arrêté du 1er avril 2005 fixant la liste des organisations politiques habilitées à participer à la campagne en vue du référendum, article 1.

³ *Le Monde*, 18 mars 2005, « Matignon répartit le temps de parole entre quatre « oui » et quatre « non ». Le conseil des ministres a fixé jeudi les règles de la campagne officielle ».

⁴ *Communistes*, n°204, 21 décembre 2005.

Mais la parole est parfois plus directe. Ainsi, Patrick Hatzig, questionné sur le résultat de Marie-George Buffet en 2007, explicite la position et le rôle qu'il entend revendiquer pour son parti :

« On l'avait senti venir! On l'avait senti venir! Justement... [long silence] Par la division complète de tous ces candidats, qui étaient sur le même créneau politique. Et où il y avait... je le dis comme ça... Moi, je pense qu'il y avait obligatoirement... une responsabilité du Parti communiste, à la fois de bien faire en sorte que ce rassemblement ait lieu, mais aussi à la fois de ne pas passer sous la table parce que... comme il était le parti le plus organisé, eh bien, quelque part, on ne lui discute pas la candidature. » (Entretien 3 février 2012. Secrétaire fédéral du PCF en Meurthe-et-Moselle)

De même, et malgré la différence de contexte¹, le secrétaire de la section de Nancy du PCF ne dit pas autre chose lorsqu'il revendique un rôle dirigeant pour son parti en coalition fondé sur les ressources mobilisables par le PCF (ressources qui seraient au fondement d'une spécificité et d'une légitimité de ce parti) :

« Pour moi, c'est le rôle dirigeant du Parti communiste. Ça, c'est clair et net. Pour moi, cela ne fait aucun doute. Je n'ai aucun état d'âme sur cette question-là. [Silence] On analyse la situation, on décide d'un axe de travail et on appelle au rassemblement de toutes les forces qui veulent bien se rassembler. » (Christian Poirson, entretien 30 janvier 2012, PCF)

Cette revendication du leadership communiste repose sur la production d'une grille de lecture de la configuration politique favorable à la position occupée par le PCF : construction du 29 mai 2005 comme un vote de classe motivé par le rejet du libéralisme, dans lequel le PCF a joué un rôle moteur (initiative initiale, démarche unitaire, importance des ressources mobilisées), qui légitime ses ambitions. Cependant, cette argumentation ne peut fonctionner que dans la mesure où les autres acteurs en partagent les présupposés, en l'occurrence, la possibilité de passer d'une campagne référendaire à une campagne présidentielle, et surtout, l'acceptation des principes de légitimation posés implicitement par le PCF. Les résistances à ce discours² vont très rapidement amener la direction du PCF à modifier son discours en passant d'arguments implicites à une affirmation de la spécificité du PCF et des ressources qu'il peut mobiliser pour une campagne présidentielle.

B. Un ajustement à une configuration plus concurrentielle

La détermination de la stratégie d'un parti politique doit être conforme aux objectifs que se fixe ce parti (motivations spécifiques à l'entreprise partisane), mais est adaptée en permanence à l'évolution de la configuration du champ dans lequel s'investit le parti en question. Ces changements sont nombreux et leurs effets ne sont pas univoques. Si l'entreprise partisane s'adapte à ces modifications, celles-ci sont conditionnées par la perception qui en est faite ; perception variable et dépendante des objectifs et de l'identité partisane au sens le plus large, ainsi que de la position

¹ Dans cet extrait, il évoque les débuts du FG, mais tout laisse à penser qu'il aurait construit les mêmes représentations quant au rôle du PCF dans une configuration où ce parti était encore plus dominant.

² *Communistes*, n°204, 21 décembre 2005, « Construction politique et candidature en débat en Seine-Saint-Denis ».

occupée par ce parti dans le champ, et des positions et rôles occupés par les protagonistes en capacité d'orienter la décision au nom du collectif partisan. Ainsi, un changement de majorité au sein de l'organisation (changement qui peut ne pas affecter l'ensemble du groupe dirigeant, mais seulement, par exemple, le contraindre à une alliance intra-partisane différente) va affecter plus ou moins fortement les motivations spécifiques à l'entreprise partisane en modifiant la perception de ce qui est légitime et nécessaire au sein du parti. Un changement des règles du jeu politique affectant le dispositif électoral va contraindre à adapter la stratégie partisane en fonction de l'intérêt pour les mécanismes électoraux (cette variable étant plus faiblement présente dans des partis adoptant une distance critique aux élections). Les choix stratégiques des autres organisations vont affecter les choix d'un parti en limitant ou en augmentant les opportunités stratégiques (perception d'une alliance potentielle, d'une moindre concurrence par le retrait d'une organisation, d'un « espace politique » plus conséquent, etc.), cela d'autant plus fortement que ces organisations occupent des positions proches dans le champ politique et sont donc en interaction forte avec le parti considéré. La stratégie d'un parti peut également être affectée par l'évolution plus générale du champ politique, comme la mise sur agenda public d'une nouvelle réforme qui appelle soutien ou opposition. Dans le cas de l'espace de la gauche radicale, l'opposition à une mesure gouvernementale va profondément modifier le processus de détermination d'une stratégie partisane dans la mesure où cette opposition peut conduire à participer à une mobilisation multisectorielle (campagne référendaire en 2005, campagne anti-CPE en 2006, collectifs retraite en 2010, etc.)¹, contraignant l'entreprise partisane à déterminer sa stratégie dans cet espace de mobilisation et dans le champ politique, tout en les conciliant avec ses intérêts partisans internes (équilibre des tensions intra-partisanes) et externes (préparation d'une échéance électorale, etc.). Ainsi, tout en participant à la mobilisation anti-CPE, le PCF continue de construire sa stratégie pour les élections de 2007, tout en ne devant pas apparaître comme privilégiant les échéances électorales sur la mobilisation sociale pour ne pas être suspecté d'adopter un comportement opportuniste ou électoraliste. Ainsi, loin de se limiter à la seule adoption d'une tactique électorale conforme aux règles du jeu politique, la détermination de sa stratégie par une entreprise partisane se fait également au regard des positions occupées, dans les différents espaces sociaux où il intervient, du rôle qu'il joue et/ou entend jouer, de ses intérêts partisans, de l'équilibre des tensions intra-partisanes, mais aussi en fonction de la configuration dans laquelle il évolue et des opportunités qu'elle présente, et enfin des coups joués par les autres acteurs, qui seront eux-mêmes contraints de s'adapter aux décisions prises.

¹ Lilian Mathieu montre l'importance du caractère hybride de la mobilisation référendaire dans l'échec des collectifs antilibéraux. Cf. Mathieu Lilian, « Trouble dans le genre militant », *op. cit.* p. 102-103. Sur les mobilisations multisectorielles, cf. Dobry Michel, *Sociologie des crises politiques*, Presses de Sciences Po, 3^e édition, Paris, 2009.

Cette adaptation stratégique permanente est parfaitement visible, pour le PCF, début 2006. Alors que la séquence post-référendaire était marquée par l'enthousiasme et l'optimisme, le début de l'année 2006 voit la configuration du champ politique se préciser à gauche. A une configuration ouverte et faiblement cristallisée, qui permettait la construction d'une représentation positive des possibles stratégiques (croyance en la capacité d'unir toute la gauche sur un programme antilibéral dont le PCF serait le centre), où les résistances aux représentations produites par le PCF n'étaient certes pas niées, mais considérées comme des obstacles surmontables, se substitue une configuration plus concurrentielle dans laquelle les représentations construites par le PCF entrent en concurrence avec celles produites au sein des collectifs, et doivent s'affiner face aux décisions de la LCR et du PS, décisions perçues comme empêchant (ou rendant plus difficile) la réalisation des objectifs fixés par le PCF.

Le PCF va ainsi réagir aux coups posés par la LCR et le PS, ceux-ci affectant directement les possibles stratégiques du PCF. Le choix de la LCR de prendre un statut « d'observateur » au sein des collectifs antilibéraux est fortement critiqué par le PCF comme étant le signe d'un repli sur soi :

« La LCR se trouve à l'heure d'un choix, soit elle reste sur le côté de la route, attendant juin en considérant, de fait, que la gauche est vouée au social- libéralisme. Soit elle s'engage pleinement dans une dynamique populaire et citoyenne pour construire un projet anti- libéral qui change vraiment la vie, un rassemblement le plus large possible de la gauche pour construire une majorité politique. Il est dommage qu'elle semble opter pour la résignation »¹

Dans cette déclaration, le PCF rappelle son engagement sans faille dans les collectifs et sa volonté d'une union la plus large possible sur un contenu antilibéral. Cette réaction au congrès de la LCR permet d'affirmer la capacité du PCF à incarner l'unité, en construisant la stratégie de la LCR comme antiunitaire et résigner à la domination sociale-libérale sur la gauche.

Dans le même temps, le PCF est contraint de s'adapter à la stratégie du PS. Alors qu'une réunion des partis de gauche est prévue en février 2006, François Hollande propose qu'elle « *soit une étape vers un programme de gouvernement, des accords électoraux de premier tour et des primaires pour désigner une candidature unique à la présidentielle* »². Cette proposition est perçue par la direction du PCF comme revenant à « *marchander une fusion de la gauche autour du PS* »³, c'est-à-dire comme une manifestation d'une tentation hégémonique du PS. Le communiqué qualifie alors cette proposition d'« *irréaliste* » et rappelle la campagne référendaire de 2005 pour dénier toute position dominante au PS :

¹ *Communistes*, n°208, 25 janvier 2006. « Congrès de la LCR : pour réussir à gauche, il ne faut pas prendre le statut d'observateur ! ».

² *Communistes*, n°207, 18 janvier 2006, communiqué du PCF sur la réunion du 8 février.

³ *Ibid.*

« heureusement que le PS n'était pas seul à gauche au moment du référendum ! Et heureusement que d'autres voix à gauche, notamment celle du PCF, cherchent à ouvrir le chemin d'une politique rompant avec le libéralisme ! »¹

De même, Jean-François Gau, membre du CEN et responsable des relations extérieures du PCF², considère que les propositions socialistes constituent un préalable excluant certaines organisations de gauche en conditionnant la participation à cette réunion à un accord sur le principe d'une participation gouvernementale commune, ainsi que l'existence de deux stratégies différentes à gauche : la première, défendue par le PS, serait un rassemblement autour du PS et de son projet ; la seconde, un rassemblement plus large, proposé par le PCF, sur un contenu antilibéral. L'accentuation des désaccords de méthode et des divergences constitue ici une deuxième partie de l'ajustement du PCF aux coups joués par les négociateurs socialistes : rappel du clivage européen et de l'adéquation de la position du PCF lors du référendum avec l'électorat de gauche, et construction d'une opposition entre deux orientations non conciliables.

Ces deux réactions montrent l'interdépendance des entreprises partisans, prises dans un même jeu politique, motivées par un même enjeu (les élections de 2007) et les différences de position occupée : face à la LCR, la réponse du PCF mobilise principalement la thématique unitaire, tandis que vis-à-vis du PS, si la thématique unitaire est implicite, les principaux arguments sont constitués autour des positions prises en 2005 et des projets politiques défendus. Ces réactions démontrent également la nécessité d'adapter l'orientation stratégique du PCF à l'évolution de la configuration : ainsi, en rendant peu probable une alliance sur un contenu antilibéral, les décisions du PS contraignent le PCF à réactiver l'opposition entre acceptation du libéralisme et antilibéralisme, d'autant plus que le désinvestissement des collectifs par la LCR renforce la possibilité d'une concurrence électorale à la gauche du PS lors des élections de 2007. Ce qui a plusieurs effets contradictoires : d'une part, cela renforce la position du PCF au sein des collectifs par l'extériorité de la LCR, d'autant plus difficile à soutenir que la prise de distance du PCF vis-à-vis du PS devrait rendre moins prégnante la question du rapport au PS. D'autre part, ce désinvestissement rend potentielle une concurrence électorale de la LCR qui est déjà parvenue en 2002 à obtenir un résultat supérieur à celui du candidat communiste. Dès lors, la ressource symbolique que constitue la capacité à incarner l'antilibéralisme et la tension unitaire, est d'autant plus importante, ce qui ne peut conduire qu'à réaffirmer le choix d'une candidature communiste au nom des collectifs antilibéraux. Enfin, les décisions du PS et de la LCR rendent caduques les orientations stratégiques du PCF visant à rassembler toute la gauche, et provoquent également une rétraction du rassemblement antilibéral par le désinvestissement de la LCR et par la production d'un retour aux jeux et enjeux intra-partisans pour la majorité des socialistes s'étant exprimé pour le non.

¹ *Communistes*, n°207, 18 janvier 2006, communiqué du PCF sur la réunion du 8 février.

² *Communistes*, n°207, 18 janvier 2006.

Le discours tenu par Marie-George Buffet lors du 33^e congrès atteste de cette interdépendance des choix stratégiques des partis de gauche, et singulièrement à la gauche du PS, celui-ci étant alors perçu comme défendant une orientation social-libérale :

« À gauche, pour y arriver, il va falloir souffler fort car le libéralisme, même quand il se prétend social, continue d'imprégner une partie de la gauche. Les divergences sont vives. [...]

Divergences sur la démarche qui doit rassembler majoritairement et rendre le peuple pleinement acteur et décideur de la politique mise en œuvre, enfin. Or, cette fois-ci, il ne faut pas de demi-mesure. Il faut affronter les logiques libérales, c'est cela l'enseignement du 21 avril 2002. Il le faut sous peine de ne pas répondre aux besoins et aux attentes. Faut-il en conclure que la référence à la gauche ne sert plus à rien, que l'on ne peut plus rien faire avec la « mauvaise » gauche et que l'on ne veut plus avoir affaire qu'avec la « bonne » ou la « vraie » gauche? Je veux le dire aux camarades de la LCR, ce raisonnement n'est pas le mien. Il faut en débattre. À sa façon, il me semble empreint d'un terrible renoncement. Voulons-nous être majoritaires sur un projet antilibéral, oui ou non? Moi, je pense que c'est possible. Voulons-nous, concrètement, résoudre les problèmes du monde du travail? Si nous voulons être majoritaires, il faut disputer le terrain au social-libéralisme! Il faut être prêts aussi à prendre des responsabilités, je le dis, mais à condition que ce soit pour que les choses changent et pour rompre avec les logiques libérales.

C'est vrai, le Parti socialiste entend bien présenter un candidat en dehors de toute rupture avec les expériences passées, et rassembler la gauche sur sa politique. Eh bien, nous devons faire ce que nous avons fait l'an passé : travailler à faire bouger toute la gauche sur des choix politiques transformateurs. »¹

Si elle exprime le maintien d'une stratégie « d'union populaire » rassemblant toute la gauche sur un programme antilibéral, le discours prend soin de réfuter la théorie des deux gauches et en appelle au réinvestissement de la LCR pour contraindre le PS à une réorientation stratégique et/ou à lui disputer l'hégémonie électorale. Mais dans le même temps, son discours prend implicitement acte de la rétraction du périmètre potentiel du rassemblement antilibéral. Ainsi, Marie-George Buffet nomme les organisations ayant participé à la campagne référendaire en faveur du non au traité, ce qui, au regard de la construction d'un rassemblement antilibéral dans la continuité de la mobilisation référendaire, constitue une affirmation du périmètre potentiel :

« Le souffle du 29 mai

[...] Des forces progressistes, nombreuses, ont travaillé efficacement à cela avec les collectifs du NON: je veux citer ici le Mars, Alternative citoyenne, la Gauche républicaine, la LCR, le MRC, les Alternatifs, PRS, mais aussi la Fondation Copernic, Attac, ainsi que de nombreuses associations et des personnalités de gauche et du mouvement social, des féministes. »²

L'investissement dans la campagne du non de militants socialistes et écologistes n'est plus reconnu que par le seul groupe Mélenchon (PRS) et des « *personnalités de gauche* », du fait même du retour aux appartenances partisans, ce qui constitue une reconnaissance implicite, par la direction communiste, de la rétraction de l'alliance potentielle.

¹ *Communistes*, n°217, 30 mars 2006, rapport introductif de Marie-George Buffet pour le 33^e congrès.

² *Ibid.*

C. **S'adapter aux résistances spécifiques aux collectifs antilibéraux. Imposition de sens et ajustement discursif**

Les choix effectués tant au PS qu'à la LCR, ainsi que les premières résistances au discours visant à faire de la candidature de Marie-George Buffet celle des collectifs antilibéraux, conduisent la direction du PCF à préciser et affirmer la légitimité et l'utilité d'une telle candidature. Ainsi, dans son rapport au CN de janvier 2006, Brigitte Dionnet¹ reconnaît implicitement que cette candidature n'est pas encore considérée comme un « *atout* », ce qui nécessite de faire connaître les raisons qui motivent une telle proposition de candidature. Les « *atouts* » évoqués renvoient tout d'abord aux ressources directement mobilisables par le PCF dans une campagne électorale : le nombre important de ses militants et de ses élus², comparé aux autres organisations investies dans les collectifs ; la présence sur tout le territoire des militants communistes, là encore, à l'inverse des autres organisations, bien plus faiblement implantées. A ces ressources organisationnelles et militantes s'ajoute une dimension plus symbolique : le rôle joué par le PCF lors de la campagne référendaire, « *qui a montré son utilité durant la campagne du référendum* », en mettant à disposition du rassemblement les ressources évoquées. A cette première ressource symbolique s'ajoute la capacité d'une candidature communiste à incarner l'unité de la gauche autour de la défense d'un programme antilibéral. Le rapport évoque ensuite un troisième type de ressources que l'on pourrait qualifier de ressources de position, constituées par la position occupée par le PCF dans le champ politique. En effet, le 29 mai 2005 est non seulement constitué en ressource symbolique de mobilisation, mais également considéré comme la preuve du bien-fondé de la stratégie du PCF et de sa centralité, défendant une réorientation antilibérale de la gauche et la mise en pratique de cette orientation par la participation gouvernementale et la mise en place « *d'une majorité de gauche* », ce qui induit celle qui se rassemble dans les collectifs antilibéraux, comme les partenaires plus classiques de l'union de la gauche. Le PCF construit alors en ressource stratégique une position considérée comme à l'intersection de la gauche (ce qui se rapproche fortement de la stratégie du groupe Mélenchon au PS après le référendum), alors même que d'autres organisations, en particulier la LCR, vont voir dans cette position le signe d'une ambiguïté politique et la constituer en stigmaté, celui de l'opportunisme, de l'électorisme et de la trahison toujours possible.

Les atouts d'une candidature communiste

Contraintes de position et production argumentative d'un leadership

Les trois extraits ci-dessous proviennent des rapports introduisant les conseils nationaux du PCF de janvier, février et avril 2006, très largement consacrés à l'élaboration et au suivi de la stratégie partisane pour les élections présidentielle et législatives de 2007. Ils reflètent l'adaptation du discours partisan aux contraintes provenant de la participation à un espace d'interaction, les collectifs antilibéraux, qui

¹ *Communistes*, n°206, 11 janvier 2006, CN du 6 janvier 2006, rapport de Brigitte Dionnet.

² Afin d'appuyer cette argumentation, le rapport affirme : « *Nous entamons l'année 2006 avec un potentiel de 134000 adhérents et 8000 adhésions nouvelles réalisées en 2005* ».

rendent plus difficile l'expression des intérêts partisans et nécessitent de passer de l'implicite à la formalisation de ces intérêts et des ressources que le PCF peut y investir. Ce faisant, ces extraits renseignent également sur la perception, par la direction communiste, de la position et du rôle de cette entreprise partisane, dans le champ politique, mais aussi, plus précisément dans l'espace de la gauche radicale.

« L'idée de la candidature communiste à l'élection présidentielle comme atout pour porter une telle démarche et un tel contenu peut faire son chemin dans ce débat. À condition d'y livrer les éléments sur ses atouts et sur le sens qu'elle pourrait avoir. Par exemple, celui d'apporter une force en termes de nombre, de militants, d'élus, de rayonnement sur tout le territoire, qui a montré son utilité durant la campagne du référendum. Mais surtout une telle candidature serait, avant toute chose, utile à la volonté populaire de chasser durablement la droite en portant le contenu d'une politique, d'une offre politique, et d'un rassemblement politique antilibéral. Avec l'objectif que des solutions réelles et durables soient apportées à ce que vit le peuple par la constitution d'une majorité de gauche qui mette en œuvre une politique audacieuse au gouvernement. »¹

« Dans ce cadre, se pose la question de l'élection présidentielle.

Élément clé de la Constitution de la Ve République, elle constitue un piège antidémocratique qui favorise la bipolarisation, le présidentielisme et la personnalisation du pouvoir. Avec le quinquennat et l'inversion du calendrier électoral malheureusement décidé pour 2002, elle aura en 2007 une importance et des conséquences accrues sur les législatives, puis sur les élections municipales et cantonales de 2008.

Pour déjouer ce piège, nous avons proposé de tout faire pour que la campagne soit portée publiquement de façon collective, d'un bout à l'autre, par des femmes et des hommes représentatifs du rassemblement réalisé. Et nous avons mis en débat notre conviction qu'une candidature communiste à l'élection présidentielle sera la plus efficace pour porter cette union en témoignant de sa diversité. [...] Nous devons par conséquent dire clairement les raisons de notre position. / Notre objectif est que cette candidature permette une dynamique politique et militante de très grande ampleur, et que le résultat soit à la hauteur, permettant que se rassemble dans les urnes le plus grand nombre possible d'électrices et d'électeurs.

Nous pensons qu'une candidature communiste sera pour cela la plus efficace. Dans ce rassemblement, notre parti est la force militante la plus importante par son nombre et son expérience. Son engagement pour faire gagner le NON le 29 mai en contribuant par tous les moyens à rassembler pour cela toutes les forces possibles de gauche et de progrès est largement connu et reconnu. De même aujourd'hui, sa volonté de faire bouger toute la gauche pour permettre son rassemblement, sa victoire et sa réussite est un facteur très important du rassemblement électoral possible. Enfin toute l'histoire de notre parti témoigne de notre volonté et de notre détermination à porter les intérêts et les exigences populaires. Il l'a montré par sa présence sur tous les terrains de lutte. Et les milliers d'élu-e-s communistes attestent de sa capacité à prendre ses responsabilités dans les institutions. »²

« certains évoquent un sentiment de méfiance au sein du mouvement antilibéral envers la politique et plus précisément en direction des partis politiques.

D'où l'idée, que l'on peut entendre ici ou là, qu'une candidature à la présidentielle ne pourrait être une candidature issue d'une organisation politique. [...] il n'y a pas de rejet mais au contraire un appel, une interpellation de la politique et des partis politiques. Le rassemblement que nous visons est par nature un rassemblement politique. [...] Comment pourrait-on concevoir un tel rassemblement par la mise hors-jeu des partis politiques? Nous pensons bien au contraire qu'ils sont indispensables à ce processus. Quant à la participation et à l'exercice du pouvoir, nous voulons le changement. Notre ambition n'est pas celle de candidatures de témoignage. [...]

Nous ne voulons pas seulement peser sur un pouvoir pour simplement en infléchir un peu à gauche l'orientation, nous voulons créer les conditions d'un vrai changement pour la réalisation d'une politique antilibérale. [...]

Tout au long de son histoire, le Parti communiste a travaillé au rassemblement populaire. C'est son identité. C'est pour cela que nous sommes une force politique nationale qui compte, pour cela que nous mettons en débat notre conviction qu'une candidature communiste à l'élection présidentielle sera la plus efficace pour porter ce rassemblement. [...]

¹ *Communistes*, n°206, 11 janvier 2006, CN du 6 janvier 2006, Rapport de Brigitte Dionnet.

² *Communistes*, n°213, 1^{er} mars 2006, CN du 24 février 2006, rapport de Patrice Voir.

| L'offre politique que nous avançons ne s'imposera pas d'elle-même comme une évidence. »¹

Dans son rapport, Patrice Voir tente de prendre en compte les contraintes du dispositif électoral², en particulier la crainte de la personnalisation de la campagne, qui apparaît comme d'autant plus contraignante que le PCF entend promouvoir une candidature communiste dans le cadre d'un rassemblement antilibéral, tout aussi critique de l'élection présidentielle que refusant une candidature issu du principal parti du rassemblement. Afin d'éviter ce « piège », il propose alors une campagne collective, autour d'une candidature communiste, conçue comme une garantie du respect de la diversité du rassemblement (alors même que la position dominante du PCF dans ce rassemblement fait craindre aux autres protagonistes une campagne dominée et décidée par la direction du PCF). Cette candidature issue du PCF est jugée comme la plus efficace et la plus rassembleuse, mais ces qualités nécessitent d'être explicitées : « *Nous devons par conséquent dire clairement les raisons de notre position* ». Pour justifier cette affirmation, l'auteur du rapport met en avant les ressources détenues par le PCF : le fait qu'il dispose du plus grand nombre de militants parmi les organisations engagées dans les collectifs, le fait qu'il dispose d'un plus grand savoir-faire. L'attitude du PCF lors de la campagne référendaire est à nouveau constituée en ressource symbolique visant à rassurer sur sa capacité à incarner l'unité et à respecter ses partenaires. De même, l'histoire du PCF est convoquée pour confirmer sa capacité à représenter la gauche et la classe ouvrière. Ainsi, l'attitude passée du PCF est mobilisée par trois fois (son expérience, son attitude en 2005, son histoire) pour justifier de la position qu'entend occuper le PCF dans le présent en rappelant son antériorité tant sur les collectifs antilibéraux que sur les acteurs qui y interviennent. Enfin, les ressources tirées de la position occupée par le PCF dans le champ politique, à la fois parti institutionnel, disposant de nombreux élus, aussi bien au Parlement que dans les collectivités territoriales, et inséré dans les mouvements sociaux, sont davantage précisées. Ce rapport est ainsi celui où la position de la direction du PCF est affirmée avec le plus de précisions. Si le PCF entend s'inscrire dans une démarche unitaire poursuivant la campagne référendaire de 2005 (qu'il a lui-même contribué à constituer en ressource symbolique et en contrainte justifiant son maintien dans les collectifs), sa direction entend y faire valoir ses spécificités et y légitimer les intérêts partisans en constituant une argumentation à même de faire accepter le principe d'une candidature communiste et d'une position singulière et dominante du PCF à la gauche du PS.

A la différence des deux précédents qui font valoir les différentes ressources organisationnelles, positionnelles, militantes et symboliques qui fondent la légitimité d'une candidature communiste, le rapport d'Olivier Dartigolles vise à répondre aux arguments avancés dans les collectifs. Une autre

¹ *Communistes*, n°219, 12 avril 2006, CN du 7 avril 2006, rapport d'Olivier Dartigolles.

² Cette argumentation se retrouve également dans le texte stratégique adopté lors du 33^e congrès. Cf. *Communistes*, n°217, 30 mars 2006, texte « stratégie, notre ambition ».

série d'arguments est réfutée dans ce rapport et est issue plus spécifiquement de la LCR, consistant en la critique de la volonté gouvernementale du PCF et des accords avec le PS que cela implique. Dans les deux cas, il ne s'agit pas de nuancer la position adoptée par le PCF, mais de la réaffirmer et d'en réaffirmer la légitimité, tant face à ceux qui critiquent le risque d'hégémonie du PCF, que face à ceux qui critiquent sa position dans le champ politique. Dans le même temps, il reconnaît les difficultés à faire accepter dans les collectifs la position communiste. Plus généralement, ce n'est pas tant l'échec d'un discours visant à légitimer une candidature qui est ici en cause, mais la capacité à transférer les représentations militantes produites dans et pour le PCF, dans les collectifs antilibéraux. Ce qui est légitime et conforme à la stratégie adoptée par le PCF, ce qui est conforme aux représentations de la position et du rôle du PCF et de la « gauche antilibérale » au sein du PCF, n'est pas partagé dans l'espace de la gauche radicale.

Si la nécessité d'une candidature communiste est évoquée dès juin 2005, le discours produit par la direction du PCF pour justifier de cette candidature a considérablement évolué. En mai 2006, l'évidence d'une telle candidature a laissé la place à une argumentation fondée sur les différentes ressources détenues par le PCF, et notamment sa capacité à incarner l'unité de la gauche radicale. Cette évolution s'est construite en réaction aux différentes résistances, tant intra-partisanes qu'extra-partisanes. Alors que le PCF décide de signer un appel pour une candidature antilibérale en mai 2006, l'offre politique du PCF vis-à-vis des collectifs antilibéraux est produite, sous une forme définitive, qu'exprime parfaitement Jean-François Gau :

« L'une de ces questions est effectivement la candidature à l'élection présidentielle. On sait que cette élection est un piège redoutable. C'est la pierre de touche de la monarchisation et de la bipolarisation. Nous proposons donc une campagne qui rompt avec ce modèle : menée avec l'objectif d'une VI^e République et portée à plusieurs voix, comme au moment du référendum, pour remporter une victoire partagée. Et pour animer une telle campagne, nous disons que le meilleur atout est une candidature issue du PCF. Plusieurs raisons militent en ce sens. Il y a d'abord le fait que le Parti communiste sera la force politique la plus importante de ce rassemblement, par son influence dans le pays, son implantation militante, sa représentation électorale, parlementaire. Et il y a surtout l'utilité, la garantie que constitue cette force pour la dimension populaire, la dynamique militante et unitaire, le projet de gauche, antilibéral de ce rassemblement. Il y a enfin les actes politiques, nombreux, que le PCF a produits pour une union de toutes les forces antilibérales, de gauche respectueuse de leur diversité. »¹

Présentant cette offre politique comme en rupture avec l'esprit de la V^e République, il propose une campagne collective autour d'une candidature communiste, en précisant que cette candidature serait non dans une volonté d'hégémonie et de direction, mais d'animation d'un collectif « *comme au moment du référendum* ». Il rappelle ensuite les ressources partisanes en précisant la domination du PCF dans les collectifs antilibéraux et les garanties qu'il présente en termes de capacité à incarner l'unité en évoquant les « *actes politiques, nombreux, que le PCF a produits pour une union de toutes les forces antilibérales* ». Le discours produit par la direction du PCF n'évoluera plus guère par la

¹ *Communistes*, n°222, 10 mai 2006, Jean-François Gau, « 2007 : faire résolument autrement ! ».

suite, se contentant de rappeler cette offre politique et de réagir aux résistances émises dans les collectifs antilibéraux, en réaffirmant la nécessité des partis politiques, en dénonçant les arguments ne visant que le PCF, en délégitimant les résistances et les autres candidatures. Ainsi, Jean-François Gau affirme le refus du PCF de tout « préalable » à une candidature venant d'un parti politique et évoque, comme nouvel argument, les qualités que devraient présenter le candidat des antilibéraux, qualités qui correspondent trait pour trait à Marie-George Buffet. Il s'agit alors de construire une représentation de la meilleure candidature constituant les ressources partisans comme légitimes et la candidature de Marie-George Buffet comme utile, légitime et efficace.

D. Une candidature, mais laquelle? Jeux et enjeux partisans autour de la présidentielle

Loin de l'image monolithique qu'il a encore parfois, l'espace partisan du PCF est au contraire marqué par la diversité des positions occupées par les militants et des stratégies défendues pour combattre l'érosion des ressources partisans. Bernard Pudal remarque très justement que le PCF « est une sorte de constellation de petites entreprises quasi individuelles ou collectives multiples, à base locale ou idéologique, dont les liens sont plus ou moins forts avec les fédérations et la direction du PCF »¹. Ce constat oblige à concevoir le PCF, non comme un ensemble homogène, mais comme un ensemble constitué d'interactions entre des acteurs occupant des positions diversifiées, fondées sur des ressources très différentes, elles-mêmes productrices de contraintes, rôles et intérêts spécifiques. L'analyse des orientations défendues dans l'espace restreint que constitue le CN du PCF (tout à la fois espace de décision, de concurrence et de représentation des différents segments du PCF) nécessite de regrouper ces différentes entreprises sous-partisans afin d'étudier l'économie générale des positions qui s'affirment pendant la séquence post-référendaire. Mais cela n'est pas sans poser des difficultés. D'une part, cela conduit à l'usage d'appellations produites dans et pour le jeu partisan, usage d'autant plus difficile que ces appellations sont parfois revendiquées, parfois refusées, et assignent à des rôles. Ainsi, la désignation des segments du PCF opposés à tout projet visant à modifier substantiellement l'identité communiste, que cela soit par le changement de nom du parti ou par son inclusion dans une coalition électorale, etc. peuvent être qualifiés d'orthodoxes, d'identitaires, de novateurs, etc. Si le qualificatif d'orthodoxie, en suivant l'analogie religieuse est bien adapté à la désignation d'un discours fondé sur la préservation d'une identité communiste singulière, d'une organisation dédiée et de ses rites communautaires, il reste néanmoins porteur

¹ Pudal Bernard, « PCF : un parti peut-il en cacher un autre ? », *op. cit.*, p. 253 ; Andolfatto Dominique et Greffet Fabienne, « Le Parti communiste français : une reconversion sous contraintes », *op. cit.*, p. 173. Dominique Andolfatto décrit le PCF comme un « *puzzle d'entreprises politiques diverses, parfois même concurrentes* ». Cf. Andolfatto Dominique, « Explorer la planète rouge », *op. cit.*, p. 153.

d'un rôle, d'une identité, voire d'un stigmate en renvoyant les militants ainsi désignés à leur conservatisme d'institution, à leur refus du changement, à l'immutabilité de leur identité face à une configuration partisane changeante, ou encore à leur maintien dans le passé, etc. Face à cette assignation de rôle et d'identité, les militants réagissent différemment : soit en tentant de faire valoir de nouvelles appellations, comme le terme de « novateurs », soit en assumant la fidélité au passé et cette recherche de pureté idéologique (ce qui constitue la principale ressource symbolique mobilisée) en se revendiquant du bolchevisme, de la matrice de 1920, voire de Lénine¹, soit encore en tentant de renverser le stigmate pour en faire une ressource symbolique (fidélité au communisme) et s'affirmer comme victime de la direction nationale². Par ailleurs, ces appellations homogénéisent fortement un segment dont Dominique Andolfatto a bien montré l'hétérogénéité³. Ce double constat, d'une assignation de rôle et d'identité par les appellations ayant cours dans l'espace partisan, et l'homogénéisation des positions qui en résulte, rendent plus difficile l'appréhension de l'équilibre des tensions intra-partisanes, d'autant plus que les positions exprimées sont relativement labiles. Ainsi, plus que l'opposition entre des groupes solidifiés exprimant des positions communes à un ensemble d'acteurs s'y reconnaissant, il s'agit d'un continuum de positions aux frontières incertaines, comme le montre le débat sur la nécessité d'une candidature communiste à l'élection présidentielle de 2007. Enfin, il faut rappeler que les tendances ne sont pas reconnues statutairement par le PCF et que cette reconnaissance constitue un enjeu sur lequel se mobilise autant des « *identitaires* » que des « *refondateurs* », comme Jean-Jacques Karman ou Pierre Zarka, mais provoquant des réactions de rejet extrêmement fortes lors des débats qui abordent cette question des tendances (confinant presque au tabou organisationnel). Cependant, si les tendances ne sont pas institutionnalisées, le fonctionnement de certains groupes en fait de véritables entreprises sous-partisanes, d'autant que la possibilité de présenter des textes et des listes alternatives (dont les résultats conditionnent la composition du CN) permet et organise la compétition intra-partisane. Malgré cela, un usage prudent de ces appellations se justifie par la nécessité d'appréhender un espace social particulièrement complexe. Les segments mobilisés autour de la défense de l'identité communiste seront ainsi caractérisés indifféremment, et malgré les limites de ces appellations, d'orthodoxes ou d'identitaires. De même, sera mentionné un bloc majoritaire, même si celui-ci n'est pas plus homogène et soumis à des tensions tant en faveur de l'affirmation identitaire qu'en faveur des positions défendues par les refondateurs (ou unitaires), eux aussi

¹ *Communistes*, n°326, 30 octobre 2008, Jean-Jacques Karman.

² Ainsi André Gerin affirme : « *On a enfin diagnostiqué ma maladie : je suis trépané de la « matrice bolchevique ».* Je veux savoir quel traitement on me propose. Je ne suis pas rassuré parce qu'on m'a dit que je n'étais pas réformable, que je suis figé, immobile et sectaire. En fin de compte, j'ai préféré changer de médecin et consulter les communistes de France ». Cf. *Communistes*, n°332, 18 décembre 2008, intervention au 34^e congrès.

³ Andolfatto Dominique, *PCF. De la mutation à la liquidation*, op. cit., p. 169-209.

marqués par une certaine hétérogénéité, du fait des vagues successives de contestation interne et de dissidence depuis la fin des années 80. Enfin, les positions occupées ne sont pas uniquement définies par les ressources que les acteurs peuvent mobiliser, mais également par la détention de mandats électifs, l'animation de groupes autonomes (La Riposte, la CAP, l'ACU, etc.) ou de structures relativement autonomes dans l'écosystème communiste (fondation Gabriel Péri, Espace Marx, etc.) et des ressources de ces groupes et structures, par les ressources propres des leaders de ces groupes, la capacité à s'investir en dehors du seul espace partisan (Fondation Copernic, ATTAC, mensuel *Regards*, etc.), etc. Tous ces éléments, qui définissent la position des acteurs, influent fortement sur les orientations défendues dans la compétition intra-partisane, mais aussi sur l'implication dans les collectifs antilibéraux, qui constituent dès lors deux espaces interdépendants, mais que les acteurs ne peuvent investir à l'identique¹.

Il est ainsi possible de déterminer quatre regroupements au sein du CN du PCF : les identitaires, le bloc majoritaire, les refondateurs et les partisans de la mutation. Ces regroupements ne sont pas constitués en tendance et sont fortement hétérogènes, mais n'ont pas été constitués par l'enjeu présidentiel qui n'est que l'un des enjeux sur lesquels la partition du CN est activée. Un premier ensemble se caractérise par l'investissement dans les ressources liées à la fidélité doctrinale et organisationnelle à un communisme authentique. Après la campagne référendaire et la possibilité d'une coalition électorale à la gauche du PS, ces militants vont investir très rapidement² le principe d'une candidature communiste ayant le soutien du seul PCF et défendant un programme strictement communiste. Pour cela, deux registres argumentatifs sont mobilisés. Le premier vise à défendre strictement le principe d'une candidature communiste :

« Le projet du CN sur la stratégie est très ambigu sur la conception du rassemblement et les alliances pour les élections de 2007. Ne portant que sur la stratégie électorale, il sous-estime l'exigence, pour construire un rassemblement populaire transformateur, d'organiser l'action. Il tend à prioriser la construction d'une alliance électorale, sur un programme et des candidatures communs pour les élections présidentielle et législatives, tout en tentant de structurer une autre formation politique, hétéroclite, pour revenir ensuite à une subordination à l'alliance avec le PS. [...] / Pour le 1er tour de l'élection présidentielle, notre parti a mis en débat, depuis plusieurs mois, sa conviction qu'une candidature communiste sera la plus efficace [...]. Nous soumettons aux communistes la proposition de décider au Congrès de cette candidature, afin de pouvoir ouvrir le processus de sa désignation. »³

Le second entend faire échouer le rassemblement antilibéral en cherchant à désigner le plus rapidement possible le candidat du PCF :

¹ Les refondateurs peuvent ainsi plus aisément investir les collectifs antilibéraux et y puiser des ressources potentiellement convertibles dans les jeux partisans que les identitaires qui vont au contraire devoir disqualifier ces ressources.

² Dès octobre 2005, Nicolas Marchand explique que l'absence de candidature communiste « *serait une grave erreur* ». Cf. *Communistes*, n°195, 19 octobre 2005. Il signe ensuite, avec Yves Dimicoli, une contribution (décembre 2005) réclamant la désignation rapide du candidat du PCF. Cf. *Communistes*, n°204, 21 décembre 2005, Nicolas Marchand, Yves Dimicoli, « Sur stratégie et communisme : pour deux textes alternatifs ».

³ *Communistes*, n°205, 4 janvier 2006, « Proposition de base commune relative au texte sur la stratégie », signée notamment par Frédéric Boccara, Gisèle Cailloux, Yves Dimicoli, Nicolas Marchand, Catherine Mills.

« À une stratégie d'effacement de l'identité communiste et d'union avec le Parti socialiste dès le premier tour, souhaitée par la direction nationale du PCF, des cadres et des militants ont opposé la volonté de défendre l'identité communiste. Il en est résulté un flou stratégique. Mais les résultats ont donné raison au Nord-Pas-de-Calais, à la Picardie, l'Auvergne et l'Île-de-France, à la satisfaction générale des communistes. Le même débat reprend pour savoir s'il est judicieux ou non de présenter des candidats communistes aux élections présidentielle et législatives prochaines. Des responsables communistes participent à des réunions visant à promouvoir une candidature unique pour l'ensemble de « la gauche de la gauche ». »¹

Cela aurait alors pour effet de mettre hors-jeu les associés-rivaux du PCF en les contraignant à se rallier au candidat désigné par le PCF, à la concurrence électorale par la désignation d'un candidat des collectifs privé du soutien du principal parti à la gauche du PS, ou au repli des organisations parties prenantes sur leur propre stratégie présidentielle. Maxime Gremetz défend une position similaire dans un texte collectif en affirmant la nécessité d'une « *candidature communiste à l'élection présidentielle fondée sur un projet communiste* », visant à redonner au PCF « *une place centrale* »², mais cette position, bien qu'identique à celle de Nicolas Marchand et Yves Dimicoli³, ne saurait lui être totalement assimilée. En effet, Maxime Gremetz occupe une position singulière dans l'espace partisan : député de la Somme en voie de marginalisation, tant dans son parti que dans la fédération de la Somme ou dans le groupe parlementaire, l'entreprise sous-partisane qu'il anime se fonde principalement sur un fief localisé et restreint entretenant des liens difficiles avec les différentes instances partisans. Ainsi, accusé par le président socialiste de Picardie, Claude Gewerc, d'avoir sollicité les voix des conseillers régionaux du FN pour être nommé à l'agence régionale d'hospitalisation, Maxime Gremetz (à qui Claude Gewerc a retiré ses délégations) porte plainte pour diffamation. Si l'un des collaborateurs de Maxime Gremetz et l'un des responsables du FN confirment des relations pour obtenir ce vote⁴, Claude Gewerc est néanmoins condamné⁵ et interjette appel, avant que finalement, Maxime Gremetz ne se désiste de son action en justice⁶. La section communiste d'Amiens demande à Maxime Gremetz de démissionner de l'ARH, ce qu'il refuse. Les responsables de la section refusent alors à Maxime Gremetz sa carte d'adhérent pour 2006 et entament une procédure d'exclusion⁷, tandis que les secrétaires fédéraux des trois départements picards condamnent l'attitude de Maxime Gremetz, la fédération de la Somme

¹ *Communistes*, n°205, 4 janvier 2006, « Fier(e)s d'être communistes. Une autre base commune pour le 33^e congrès ». Ce texte est notamment signé par Caroline Andréani, Cathy Apourceau, Marie-Claude Burricand, André Gerin, Jean-Claude Danglot, Jacky Hénin et Jean-Jacques Karman.

² *Communistes*, n°205, 4 janvier 2006, « Colère et espoir ». Il s'agit d'un texte alternatif à celui de la direction nationale, signé notamment par Maxime Gremetz.

³ Ceux-ci se caractérisent par une position évoluant, en fonction des séquences, entre contestation franche de la direction nationale du PCF et participation critique à ses travaux. En d'autres termes, ils sont tout à la fois dans l'opposition à la ligne incarnée par Marie-George Buffet tout en y cherchant ce qui peut leur permettre de ne pas remettre totalement en cause l'unité de direction du parti.

⁴ *Le Parisien*, 30 juin 2006, « Le FN confirme avoir donné ses voix à Gremetz ».

⁵ *AFP*, 5 septembre 2006, « Le président de Picardie condamné pour diffamation envers Maxime Gremetz ».

⁶ *Le Parisien*, 16 septembre 2006, « Gewerc-Gremetz : fin de la procédure ».

⁷ *Libération*, 22 février 2006, « Gremetz n'a jamais été aussi près de la porte du PCF ».

qualifiant le refus de démissionner de Maxime Gremetz de « *manquement grave à l'éthique communiste* ». Le CEN du PCF adopte en juillet 2006 une déclaration condamnant l'attitude de Maxime Gremetz¹. A la même période, n'obtenant que 4,3% dans son département lors du 33^e congrès, il dénonce les fraudes, mandate un huissier et porte l'affaire en justice². Montant de force à la tribune du 33^e congrès et y provoquant un début d'incident, il sera retiré de la liste sur laquelle il figurait pour le CN par Jean-Jacques Karman et Jean-Claude Danglot³. Enfin, lors de la conférence nationale d'octobre 2006 devant déterminer la stratégie présidentielle du PCF, il accuse Marie-George Buffet, les directions nationale et fédérale du PCF et *L'Humanité*, d'avoir mené « *une campagne odieuse* »⁴ contre lui.

Malgré leur diversité, ces groupes mobilisés autour de la sauvegarde de l'identité communiste contre le danger de dilution et de liquidation que représentent les collectifs antilibéraux, défendent des orientations proches et ont pu converger dans leur opposition aux collectifs. Ainsi, après la décision de la direction du PCF de signer un appel pour des candidatures communes aux élections de 2007, *L'Humanité* publie une tribune⁵ signée par des militants investis dans plusieurs entreprises sous-partisanes distinctes représentées par les quatre premiers signataires : André Gerin, député du Rhône, principalement implanté à Vénissieux et relativement marginalisé dans les jeux partisans ; Jean-Claude Danglot, secrétaire de la fédération du Nord, dont l'influence se limite principalement à cette fédération ; Jean-Jacques Karman qui dispose d'une implantation locale⁶ (conseiller général d'Aubervilliers depuis 1984, élu municipal, son père, André Karman, a été maire d'Aubervilliers de 1957 à 1984) et anime un groupe réclamant la reconnaissance des tendances au sein du PCF, la Gauche communiste ; Emmanuel Dang Tran est responsable d'une section parisienne du PCF (15^e arrondissement) et est l'un des animateurs du groupe Vive le Parti Communiste Français !

Ces militants construisent un cadre interprétatif relativement homogène et visant à promouvoir une candidature strictement communiste, et délégitiment les orientations défendues par la direction nationale en affirmant le caractère liquidateur de ces orientations⁷, en présentant cette direction

¹ *Communistes*, n°230, 13 juillet 2006, CN du 11 juillet 2006, déclaration de Brigitte Dionnet.

² *Libération*, 13 février 2006, « PCF : Maxime Gremetz règle ses comptes dans la Somme ».

³ *AFP*, 25 mars 2006, « Congrès PCF : Maxime Gremetz écarté du Conseil national ».

⁴ *Communistes*, n°240, 25 octobre 2006, conférence nationale des 21 et 22 octobre 2006, Maxime Gremetz.

⁵ *L'Humanité*, 24 mai 2006, « A quoi joue Marie-George Buffet ? ».

⁶ Mais qui entretient des relations difficiles avec la fédération communiste de Seine-Saint-Denis, comme avec le maire fondateur d'Aubervilliers. Ainsi, Michel Laurent, secrétaire de la fédération, avait tenté sans succès, de faire exclure Jean-Jacques Karman après sa candidature dissidente lors d'une élection législative, face à une candidate officielle du PCF. Cf. Andolfatto Dominique, « « L'année terrible » Chronologie du PCF 2002-2003 : de la campagne présidentielle au XXXII^e congrès », in *Communisme*, 72-73, 2002-2003, p. 29-47.

⁷ Lors du 33^e congrès, André Gerin affirme que « *C'est la confusion la plus totale, une dilution mortifère pour l'avenir du PCF. Arrêtons de louvoyer, décidons le principe d'une candidature du PCF* », tandis qu'Emmanuel Dang Tran dénonce la « *mutation-liquidation* » et s'oppose à « *l'effacement du PCF dans le PGE sous tutelle de Bruxelles, à sa dilution dans des forums, son absence aux élections* ». Cf. *Communistes*, n°217, 30 mars 2006.

comme alignée sur les refondateurs¹, où encore en mobilisant le clivage direction/base militante et le non-respect par la direction de la démocratie partisane. Par ailleurs, les refondateurs, ainsi que les membres de la direction suspectés d'en être proches sont stigmatisés, parfois sommés de s'expliquer et désignés nommément (Patrice Cohen-Seat, Elisabeth Gauthier, Pierre Zarka ou Olivier Dartigolles, etc.). De même, les ressources que les refondateurs pourraient mobiliser de par leur engagement dans les collectifs antilibéraux ou d'autres organisations à la gauche du PS sont immédiatement délégitimées, voire stigmatisées par les identitaires.

L'évolution des débats intra-partisans et du champ politique aboutit à la cristallisation progressive des positions de chacun² et à un accroissement des tensions. Les acteurs sont alors contraints d'adopter une position, de s'y tenir, parfois malgré eux. Ainsi, Nicolas Marchand et Yves Dimicoli qui soutiennent le principe d'une candidature communiste, tout en étant à mi-chemin entre le bloc majoritaire et les segments identitaires, se retrouvent contraints à assumer un rôle d'opposants lors du CN de janvier 2006 relatif à la préparation du 33^e congrès. L'une des questions posées était alors la possibilité de rédiger un amendement à la base commune présentée par la direction nationale, ce qui a été refusé au motif de la trop grande divergence entre les amendements proposés et la base commune. Ce qui se joue dans ce débat, c'est le rejet de ces deux militants en dehors du bloc majoritaire, témoignant alors tout autant de la cristallisation des positions (les tenants d'une candidature communiste ne peuvent plus se situer dans une démarche d'intégration au rassemblement tout en favorisant l'échec), que de l'accroissement des tensions dans le jeu partisan, chaque acteur étant contraint, par les orientations qu'il défend, de choisir son camp. Ainsi, Christian Martin estime que « *les divergences sont profondes* » avec les amendements de Nicolas Marchand et Yves Dimicoli : « *La clarté, c'est de dire que la conception de rassemblement n'est pas la même. La base commune fait de l'union populaire pour construire l'alternative le centre de la construction politique, alors que le texte Dimicoli/Marchand fait du ralliement autour du PCF la condition du rassemblement* »³, tandis qu'Yves Dimicoli refuse de devoir développer ces orientations dans un texte alternatif « *muré dans un statut « minoritaire » et stigmatisé comme douteux au plan stratégique* »⁴. De même, si la direction nationale est homogène pour refuser le principe des « fenêtres » pour le texte de Nicolas Marchand et Yves Dimicoli, les positions exprimées sont légèrement différentes : Francis Parny insiste sur ce qui rapproche l'ensemble des intervenants en

¹ Pour Jean-Claude Danglot, « *Les refondateurs sont d'accord avec le projet de la direction : ça prouve que Marie-George Buffet est là où il ne faut pas* ». Cf. *Libération*, 7 janvier 2006, « PCF : Buffet arbitre des guerres de clans ».

² Comme en témoigne, par exemple, la tribune commune à plusieurs segments identitaires du PCF. Cf. *L'Humanité*, 24 mai 2006, « A quoi joue Marie-George Buffet ? ».

³ *Communistes*, n°206, 11 janvier 2006, CN du 11 janvier 2006, discussion générale.

⁴ *Ibid.*

limitant les désaccords à « *la conception que nous avons de ce rassemblement* »¹, tandis que Patrice Cohen-Seat, plus fortement engagé dans la démarche des collectifs antilibéraux, insiste sur le caractère contradictoire des deux démarches : « *Ce n'est pas une démarche de rassemblement avec d'autres, mais de proposition de ralliement aux propositions et candidatures communistes. Elle est contradictoire avec la démarche stratégique proposée* »².

Les votes exprimés³ lors de ce CN attestent des tensions relatives à ce débat sur la possibilité d'intégrer le texte d'Yves Dimicoli et Nicolas Marchand comme « fenêtre ». D'une part, la partie « stratégie » de la base commune suscite le plus grand nombre d'interventions (23 reproduites dans *Communistes*, contre 20 pour la discussion générale, 11 pour la visée communiste, et seulement 1 sur le programme, 1 sur Europe, monde, mondialisation et 3 sur le parti communiste). D'autre part, après le rejet (par 70 voix contre 33) de cette possibilité de fenêtre, les segments identitaires ne participeront plus au vote des trois textes suivants, laissant alors le bloc majoritaire et les refondateurs adopter à la quasi-unanimité les différents textes. Lors de ce vote, les proches de Robert Hue ont voté en faveur d'une « fenêtre » alternative au sein de la base commune⁴. Ceux-ci rejettent le principe d'un « *rassemblement antilibéral* », synonyme, selon Fabienne Pourré, d'un « *parti groupusculaire et sectaire* »⁵, et du repli du PCF sur une « petite gauche ». Dominique Grador affirme que le PCF a « *vocation à [s']adresser à tout le monde et pas seulement à ceux que l'on qualifie d'antilibéraux, à toute la gauche et pas seulement à la gauche de la gauche* »⁶. A la stratégie des collectifs antilibéraux, ils opposent une candidature communiste au premier tour, et l'union avec la « *gauche prête à gouverner* »⁷. De même, Robert Hue presse Marie-George Buffet d'annoncer sa candidature et d'entrer en campagne lors du 33^e congrès⁸.

Tant les segments identitaires que les proches de Robert Hue défendent, bien que pour des raisons opposées, le principe d'une candidature communiste et rejettent plus ou moins implicitement la participation aux collectifs antilibéraux. Les premiers souhaitent affirmer l'identité communiste lorsque les seconds entendent préserver les capacités du PCF à nouer des alliances avec le principal parti dominant à gauche, notamment dans la perspective d'une participation gouvernementale. A l'inverse, les refondateurs, fortement engagés dans les collectifs, affirment la primauté du cadre antilibéral sur l'espace partisan. Cela prend la forme d'un rejet d'une candidature strictement communiste et de l'automatisme d'une candidature communiste au nom des collectifs

¹ *Communistes*, n°206, 11 janvier 2006, CN du 11 janvier 2006, discussion générale.

² *Ibid.*

³ *Communistes*, n°206, 11 janvier 2006.

⁴ *Libération*, 7 janvier 2006, « PCF : Buffet arbitre des guerres de clans ».

⁵ *Libération*, 31 juillet 2006, « Buffet dans le collimateur des amis de Hue ».

⁶ *Communistes*, n°217, 30 mars 2006.

⁷ *Libération*, 31 juillet 2006, *art. cit.*

⁸ *Libération*, 24 mars 2006, « Buffet veut rester patiente pour 2007 ».

antilibéraux. Ils défendent alors l'inclusion du PCF dans les collectifs, sans chercher à y imposer la candidature de Marie-George Buffet¹. La contribution d'un militant du Vaucluse, dans le cadre des débats préparatoires au 33^e congrès, illustre cette position :

« Le résultat du 29 mai, les conditions dans lesquelles il fut obtenu, le rôle de rassembleur magistralement joué par mon Parti m'avait placé dans une forte espérance... [...]

Je voyais l'élaboration d'un projet politique cette fois anti-libéral porté et mis en avant par une candidature unique pour la présidentielle de 2007, candidature incontestée et incontestable parce que, notamment, non issue d'un parti ou d'un syndicat! [...] Je voyais les ingrédients réunis pour, enfin, contourner l'incontournable Parti socialiste, l'incontournable social-démocratie. Je voyais là, enfin! Une sortie des sentiers battus!

Mon rêve fut de courte durée! 18 jours seulement après le 29 mai, Marie George Buffet déclarait au journal Libération : « Il y aura un candidat communiste en 2007 ».

Maladresse, erreur de stratégie, c'est en ces termes que je qualifiais ladite déclaration devant mes camarades vauclusiens à la rentrée de septembre. J'ajoutais même : « entorse à la démocratie », avait-on sondé au préalable les communistes ? Je sais, on a depuis « ramé » en retrait, on est seulement candidat à la candidature... et on feint d'y croire!

L'erreur demeure, celle qui consiste à penser qu'ayant pleinement joué le rôle de rassembleur jusqu'au 29 mai, ça vaudrait au PCF des galons pour diriger le combat de 2007, il en faudra plus que cela ! »²

Le bloc majoritaire, plus encore qu'à l'accoutumée, doit concilier les différentes positions exprimées au sein du PCF, alors même que ces positions apparaissent inconciliables. La production, puis le maintien du discours relatif à l'efficacité d'une candidature communiste doit ainsi être vu, non seulement comme la production d'une position adaptée aux ressources et aux intérêts du PCF, mais aussi comme le point d'équilibre entre des positions intra-partisanes opposées. Dans le même temps, aucun des segments opposés au bloc majoritaire ne peut être pleinement satisfait : la direction nationale du PCF affirme certes la nécessité d'une candidature communiste, mais dans le même temps, maintient l'inscription du PCF dans les collectifs antilibéraux et est à l'initiative en ce qui concerne une animation commune de la campagne. Par ailleurs, cette même direction nationale acceptera en septembre 2006 le principe du double consensus qui suppose l'égalité, au sein du collectif national, de l'ensemble des organisations parties prenantes. De même, les proches de Robert Hue ne peuvent se satisfaire d'une candidature communiste au nom des collectifs antilibéraux, ceux-ci amenant le PCF à faire campagne avec des acteurs pour une large part bien plus opposés à toute alliance gouvernementale avec le PS. Enfin, si la direction nationale refuse de trancher en faveur d'une candidature communiste et décide de retarder cette prise de décision, ce qui peut apparaître comme une ouverture à une candidature issue des collectifs, dans le même temps, le discours relatif à une candidature communiste au nom de ces mêmes collectifs est figé, ce qui indique une volonté d'y faire valider une candidature de Marie-George Buffet. Ainsi, la position défendue par le PCF dans les collectifs antilibéraux est étroitement liée à la position occupée par le PCF dans le champ politique, au rôle qu'il entend y occuper, aux ressources qu'il peut y mobiliser,

¹ Ainsi, Roger Martelli affirme que la candidature de « Marie-George Buffet est légitime mais ce n'est pas un absolu ». Cf. *Libération*, 29 septembre 2006, « Candidate ou pas, Buffet agace au PCF ».

² *Communistes*, n°210, 8 février 2006, « J'avais espéré... j'espère encore... un peu... très peu ! ».

ainsi qu'au cadre interprétatif construit autour du 29 mai 2005 et aux luttes intra-partisanes. Dès lors, l'affirmation permanente de la même position par le PCF ne doit pas être vue comme une simple volonté de faire prévaloir les intérêts partisans, mais comme le produit des contraintes pesant sur le PCF¹, tant externes (position dans le champ politique) qu'internes (équilibre des tensions).

Section 2. Contourner les résistances. Investissement « à la base » et jeu sur les règles du jeu (septembre 2006-décembre 2006)

Le 10 mai 2006 est rendu public un appel « *pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes* », signé par quatre organisations (Les Alternatifs, la Gauche républicaine, le MARS et le PCF) et une cinquantaine de personnalités dont les propriétés sociales motivant leur signature ne sont pas systématiquement mentionnées. Parmi cette liste figurent des dirigeants d'organisations signataires (Eric Coquerel et Hayat Dhalifa pour le MARS, Jean-Jacques Boislaroussie, Pierre Cours-Salies et Roland Mérieux pour Les Alternatifs), des acteurs fortement investis dans une organisation et les collectifs antilibéraux sans que cette organisation ne soit officiellement signataire de l'appel (Yves Salessse et Claude Debons pour la Fondation Copernic, Claire Villiers pour Alternative citoyenne, René Revol pour PRS, etc.), des figures de l'altermondialisme (José Bové, Raoul-Marc Jennar, etc.), des universitaires (Bertrand Geay, René Mouriaux, Michel Onfray, Michel Husson, etc.), ou encore des acteurs investis dans les collectifs antilibéraux, tout en étant engagés dans une tendance minoritaire dans leur parti (René Revol pour le groupe Mélenchon au PS, Francine Bavay pour Les Verts, Christian Picquet, Alain Faradji, Céline Malaisé et Francis Sittel pour la tendance unitaire de la LCR, ainsi que les refondateurs du PCF, qui signent l'appel en leur nom malgré la signature de leur parti : Patrick Braouezec, Roger Martelli, Pierre Zarka, Malika Zédiri, voire même l'élue apparentée communiste Clémentine Autain). Face aux trois autres organisations signataires, le PCF apparaît comme l'organisation dominante. Ainsi, Les Alternatifs comptent quelques centaines de membres, tandis que le MARS se compose d'environ cent à cent-cinquante militants² et de quelques élus en région parisienne, et la GR probablement moins. Dès lors, les 138 000 adhérents revendiqués par le PCF, et même si leur nombre réel est probablement bien moindre³, ses nombreux élus, son

¹ Bernard Pudal évoque une « *paralysie d'organisation* » incarnée par la direction de Marie-George Buffet. Cf. Pudal Bernard, « PCF : un parti peut-il en cacher un autre ? », *op. cit.*, p. 251.

² Coquerel Eric, *Au cœur du Front de gauche*, *op. cit.*, p. 23-24. Au cours d'un entretien, il évoque une centaine d'adhérents lors de la fondation du MARS.

³ Tant par l'exagération du nombre d'adhérents (la capacité à en revendiquer un nombre important constitue une ressource symbolique, tant dans l'espace de la gauche radicale, que dans le champ politique en constituant le PCF en troisième parti du champ politique (en nombre d'adhérents), et premier des partis à la gauche du PS), que par le mode de comptabilisation qui agrège différents degrés d'activités partisanes très diverses, comme le rappelle Bernard Pudal. Cf. Pudal Bernard, « PCF : un parti peut-il en cacher un autre ? », *op. cit.*, p. 249.

organisation et ses réseaux, bien qu'affaiblis, sont sans commune mesure avec les ressources mobilisables par ses concurrents.

Extraits de l'appel, « Pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes : il y a urgence ! », 10 mai 2006.

« [...] En moins d'un an, à plusieurs reprises, la société française s'est insurgée contre le libéralisme, destructeur de vies et d'avenir. [...]

Notre pays a besoin d'une rupture avec le cadre libéral, et non d'un aménagement de celui-ci. Ce choix, qui doit être traduit en propositions précises, correspond à l'attente de millions de femmes et d'hommes de notre pays. Il a vocation à être majoritaire au sein de la gauche, à y battre les politiques d'adaptation et de renoncement, ouvrant ainsi la voie à un changement politique et social profond.

Le discours dominant prétend fixer le cadre des prochaines échéances électorales en les réduisant à la rivalité des deux partis institutionnellement dominants. Tout juste s'inquiète-t-on de la capacité de l'extrême droite à troubler le jeu et s'interroge-t-on, en marge, sur qui décrochera le prix du meilleur second rôle à gauche du PS au terme d'une dérisoire compétition dans la dispersion. [...]

Nous affirmons que seule une union de toutes les énergies anti-libérales autour d'un projet commun, seules des candidatures communes antilibérales de gauche aux élections présidentielle et législatives peuvent ouvrir la voie à une authentique alternative : sociale, écologique, anti- discriminations, démocratique. [...]

Les obstacles à l'unité peuvent être levés si la volonté politique prévaut.

Nous nous battons pour gagner. [...] Si nous n'accédons pas au second tour de la présidentielle, nous nous mobiliserons pour battre la droite et l'extrême droite. Mais nous ne participerons pas à un gouvernement qui serait dominé par le social libéralisme. [...]

Notre campagne commune aux élections présidentielle et législatives devra s'inspirer de celle menée pour le rejet du traité constitutionnel européen. C'est la même dynamique unitaire que nous devons donner à voir dans les entreprises, les quartiers, les meetings, les médias. Cette campagne devra être portée par les différentes sensibilités engagées [...].

Un tel cadre collectif permettra d'échapper à la dérive présidentialiste [...].

Le temps est venu de concrétiser. Nous proposons la création d'un collectif national d'initiative permettant de discuter de toutes les questions auxquelles ce rassemblement devra répondre, de lever les derniers obstacles et de concrétiser cette campagne. Nous convions toutes les forces, courants, sensibilités de la gauche anti-libérale, féministe, écologiste, citoyenne à être partie prenante de ce collectif qui ne sera pas un cartel figé et restera ouvert. »

Reprenant très largement le cadre interprétatif construit au sein du PCF (ce qui atteste du partage de ce cadre interprétatif au sein des collectifs antilibéraux), cet appel doit permettre de dépasser les « obstacles » à une candidature commune. Cet appel condamne à trois reprises les orientations adoptées par le PS, qualifiées de « renoncement », de politique d'« aménagement » du capitalisme et du libéralisme, et refuse par avance toute participation à « un gouvernement qui serait dominé par le social-libéralisme ». C'est précisément sur ce point que va se fonder la direction de la LCR pour ne pas participer à cet appel en invoquant le manque de clarté de cette affirmation, considérée par les participants aux collectifs antilibéraux comme une garantie suffisante, tandis que la LCR réclame la mention spécifique du refus de toute participation gouvernementale avec le PS. Dès lors, la LCR, qui s'était déjà partiellement désinvestie des collectifs antilibéraux, va poursuivre ce processus en désignant très rapidement Olivier Besancenot comme candidat de la LCR (tout en maintenant théoriquement la possibilité de son retrait en cas de retrait des candidatures de José Bové et Marie-George Buffet et de refus de toute participation gouvernementale avec le PS). En outre, cet appel met fin à une première séquence où les collectifs existants sont issus des collectifs du 29 mai et n'ont

pas de règles communes, aboutissant à une confrontation discursive des intérêts partisans. Cet appel crée un cadre commun dans lequel interviennent des organisations représentées dans un collectif national notamment¹, et des militants investis dans ces organisations et/ou dans des collectifs locaux que les signataires de l'appel poussent à créer. Pour le PCF, c'est aussi le choix d'une candidature communiste au nom d'un rassemblement plus large, qu'il domine néanmoins, ce qui exclut l'hypothèse d'une candidature strictement communiste, sauf échec des collectifs². La mise en place des collectifs induit une logique de confrontation, ce qui a deux conséquences : un accroissement des tensions du fait de la cristallisation des positions (A) et une interdépendance croissante du jeu partisan et des coups joués dans les collectifs (B). La faible institutionnalisation et la forte conflictualité (C) de ces espaces d'interactions (collectifs antilibéraux) autorisent le jeu sur les règles du jeu par la dénonciation/requalification de la règle du double consensus (E). Enfin, la forte conflictualité de cet espace d'interactions et son échec, nourrit une mémoire du jeu en miroir (D).

A. La stabilisation d'une configuration conflictuelle

Si la mise en place de ce cadre commun permet une certaine institutionnalisation des collectifs antilibéraux en le dotant d'espaces d'interactions communs et spécifiques, en adoptant un agenda et des règles du jeu communes, en produisant une seule offre politique (élaboration d'un programme, désignation d'un candidat commun), elle ne va cependant pas permettre d'apaiser les tensions qui se sont déjà manifestées, tant au sein du PCF où les enjeux liés à l'élection présidentielle renforcent les oppositions internes, d'autant plus que la présence lors de l'élection présidentielle est construite par l'ensemble des segments investis dans les jeux partisans comme fondateurs (soit en mettant en jeu la préservation de l'identité communiste, soit en faisant la preuve de l'engagement unitaire du PCF), qu'au sein des collectifs. La production symbolique de la candidature de Marie-George Buffet atteste de ces tensions qui contraignent la direction du PCF à ajuster le discours légitimant cette candidature. Dès juin 2006, *Communistes* publie une interview de Michel Laurent³ où celui-ci argumente sur la qualité de la candidature de Marie-George Buffet, non en évoquant directement ses différentes qualités, mais en se centrant sur la réfutation des critiques liées à sa position de secrétaire nationale du PCF. En effet, la création d'un espace commun par l'appel du 10 mai 2006 a

¹ Fin juin 2006, *Communistes* évoque la mise en place du collectif national et sa composition duale : des représentants des organisations (Les Alternatifs, Convergence citoyenne, Gauche républicaine, MARS, PCF, des adhérents de la LCR, de PRS et des Verts), ainsi qu'une « douzaine de personnalités ». Cf. *Communistes*, n°228, 28 juin 2006, « A propos des comités unitaires ». *L'Humanité* du 11 septembre 2006 en donne la composition.

² Ce qui explique l'accroissement des tensions avec les segments identitaires et les proches de Robert Hue. Cf. *L'Humanité*, 24 mai 2006, « A quoi joue Marie-George Buffet ? » ; *Libération*, 31 juillet 2006, « Buffet dans le collimateur des amis de Hue » ; *Libération*, 29 septembre 2006, « Candidate ou pas, Buffet agace au PCF ».

³ *Communistes*, n°225, 7 juin 2006, Michel Laurent, « Après le 29 mai. Un rassemblement en marche et beaucoup de questions ».

produit différents enjeux spécifiques. Ces débats ont rapidement abouti à la cristallisation autour de la désignation d'un candidat à l'élection présidentielle¹. Lors d'une réunion des collectifs le 13 mai 2006, certains participants, non investis dans un parti politique, produisent un discours visant à réfuter toute candidature issue d'un parti, et plus précisément d'un dirigeant d'un parti politique. Ainsi, Raoul-Marc Jennar affirme que « *pour favoriser une vraie dynamique, il faut un nom hors parti* »², ce que confirme Claude Debons en invoquant le « *besoin d'une personnalité plus indépendante* »³, alors que Christian Picquet affirme que « *la première figure d'un parti politique peut difficilement incarner ce rassemblement* »⁴. Yves Salesse défend la même position :

« C'est un vrai problème. Le porte-parole d'un parti quel qu'il soit peut-il apparaître aux yeux de l'opinion publique autrement que comme le porte-parole de ce parti ? Cela ne paraît pas possible parce que c'est ce rôle qui fait sa notoriété. Des camarades du Parti communiste nous disent : nous sommes la composante organisée la plus importante, nous avons donc une légitimité. Certes. Mais cela renforce l'idée que si la candidate était Marie-George cela apparaîtrait comme un ralliement à la candidature du PCF de tous ceux qui participent à notre rassemblement »⁵

Les noms de plusieurs personnalités de gauche radicale sont d'ores et déjà évoqués. Elles entretiennent des rapports très différents à l'entreprise partisane : si José Bové et Annick Coupé sont des responsables syndicaux dans des organisations marquant l'autonomie du champ syndical vis-à-vis des partis politiques (tout en pratiquant de nombreuses interactions dans le cadre de mouvements sociaux), Yves Salesse est un ancien militant du PCF et par ailleurs membre du cabinet de Jean-Claude Gayssot lorsque celui-ci était ministre des transports du gouvernement de Lionel Jospin, et préside la Fondation Copernic qui se conçoit comme un espace d'interactions à l'intersection des mouvements sociaux et des champs politique, syndical et intellectuel. Clémentine Autain, présentée comme militante féministe, n'est pas membre du PCF, mais élue apparentée communiste au Conseil de Paris et très proche des refondateurs, notamment de Roger Martelli avec qui elle anime le mensuel *Regards*. Enfin, Malika Zediri, présentée comme militant dans un mouvement de chômeurs est également membre du CN du PCF, proche des refondateurs. De même, si Raoul Marc Jennar n'est à l'époque membre d'aucun parti, il adhérera ensuite au NPA, puis au PG, de même que Claude Debons a longtemps été militant de la LCR, engagé dans la CAP, puis au PG et à la GU. Leurs propriétés sociales empêchent ainsi de réduire leur position à un refus de la dimension partisane⁶. Cependant, s'ils reconnaissent le rôle des partis politiques, leur engagement est

¹ Jean-Marc Coppola reconnaît ainsi que « *la question de la candidature à la présidentielle est dans toutes les têtes. Il ne faut pas se le cacher* ». Cf. *Communistes*, n°230, 13 juillet 2006, CN du 11 juillet 2006, rapport de Jean-Marc Coppola.

² *Le Monde*, 31 mai 2006, « *« Lancer de noms » à la gauche du PS pour 2007* ».

³ *Ibid.*

⁴ *Libération*, 21 novembre 2006, « *La gauche antilibérale cherche son leader anti-Royal* ».

⁵ *L'Humanité*, 24 novembre 2006, « *Si l'unité se brisait, ce serait catastrophique* ».

⁶ Yves Salesse affirme ainsi que « *les partis sont indispensables, ils sont une conquête démocratique. Mais le problème n'est pas là, il est dans le regroupement derrière un parti. Et faisons attention. J'étais de ceux, avec la*

également marqué par une forte dimension mouvementiste et/ou syndicale. Il ne s'agit pas tant de réfuter le rôle des partis politiques que de construire un cadre interprétatif valorisant les positions qu'ils occupent, à l'intersection de différents espaces militants. Les participants abordent ainsi l'enjeu que constitue la candidature à l'élection présidentielle en fonction des objectifs qu'ils poursuivent, des représentations du monde social qu'ils construisent, et des positions qu'ils occupent, des contraintes qui grèvent ces positions et des ressources qu'ils peuvent mobiliser du fait des trajectoires et positions occupées en dehors du champ politique et/ou à ses marges, ce que relève, à sa manière, Francis Parny :

« Bon, ensuite, il y avait une deuxième chose : c'était que dans l'élection présidentielle, il s'agissait, à côté ou en concurrence, si vous voulez, avec la candidature du Parti socialiste, d'affirmer cette orientation antilibérale [...] Mais, il y en a qui considéraient que c'était ça, le seul objectif, bon, et il y en a d'autres qui était sur la ligne de dire : ce qui compte, c'est de créer les conditions d'un parti à la gauche du Parti socialiste. Or nous, ce n'était pas notre point de vue. [...] nous n'avons pas voulu théoriser le fait que la question première soit de s'organiser à la gauche du Parti socialiste. Non, la question première c'était : comment on fait bouger toute la gauche pour qu'elle soit vraiment à gauche. Voilà. Et ça, c'était un clivage au sein des collectifs antilibéraux, pour moi. » (Francis Parny, entretien le 31 janvier 2012. Membre du CEN du PCF en charge des relations extérieures)

Par ailleurs, au-delà des différences de trajectoire, ils partagent une même crainte face au PCF. L'argumentation produite par Michel Laurent vise à disqualifier ces craintes, tout autant que le cadre interprétatif produit (afin de faire valoir les ressources mobilisables pour appuyer la candidature de la secrétaire nationale du PCF), en s'appuyant sur un angle mort de l'argumentation en défaveur de la candidature de Marie-George Buffet : en effet, celle-ci, pour ne pas viser seulement la secrétaire nationale du PCF, passe par une montée en généralité qui aboutit à critiquer de manière plus générale le rôle des partis politiques. Dès lors, l'argumentaire de Michel Laurent repose sur le fait que la critique d'un candidat au regard de sa position partisane constitue une mise en cause du parti politique. Il y oppose alors le « *potentiel électoral* » des partis politiques, ici celui du PCF, et refuse que ce parti soit considéré comme « *porteur d'eau* ». La disqualification de cet argument passe également par la mobilisation des affects en refusant un rôle méprisant les militants partisans. A ce premier registre (la défense des partis), s'ajoute un deuxième, celui de la singularité du PCF – il refuse alors un « *amalgame injuste* » – au regard des autres partis de gauche, mobilisé en faveur du rassemblement antilibéral « *sans arrière-pensée* » à l'inverse de la LCR¹ et du PS, dont il condamne

Fondation Copernic, qui se battaient contre l'idée vénéneuse que le mouvement social ne doit rien faire avec les partis. L'idée de la collaboration nécessaire a bien progressé ». Cf. L'Humanité, 24 novembre 2006, art. cit.

¹ La dénonciation de la position de la LCR est constante pendant toute la séquence des collectifs antilibéraux, allant jusqu'à affirmer publiquement le soutien – ou les encouragements – aux minoritaires de la LCR pour leur maintien dans les collectifs antilibéraux : « *La décision de la LCR de présenter sa propre candidature à l'élection présidentielle est profondément regrettable. Elle est prise, malheureusement, en connaissance de cause. O. Besancenot et la majorité de la direction de la LCR ont décidé de refuser de répondre aux appels unitaires qui n'ont pas cessé de leur être lancés. Ils motivent leur décision en mettant en avant certaines des questions politiques posées au rassemblement antilibéral à construire en vue de 2007. [...] La direction de la LCR est*

les choix politiques (le premier, pour son refus d'intégrer pleinement les collectifs antilibéraux, le second pour son refus de rompre avec le libéralisme). Enfin, il revient au premier registre par une montée en généralité dans la défense du rôle des partis dans la démocratie : « *théoriser le fait que la candidature à la présidentielle devrait être « hors parti » alimente une conception dangereuse de la démocratie* » conduisant à des « *mauvaises choses* » (présidentialisation et bipartisme), du fait de la recherche d'un « *homme providentiel* ».

Ces différents registres se retrouvent constamment dans le discours communiste. Ainsi, la dimension affectuelle que Michel Laurent mobilise en constituant le rejet d'une candidature issue d'un parti comme la preuve d'un mépris vis-à-vis de ce parti et des militants se retrouvent dans le rapport de Jean-Marc Coppola : « *Nous devons être respectés pour ce que nous sommes et ce que nous faisons* »¹, tandis qu'Éliane Assassi, lors du CN suivant, estime que le refus de Marie-George Buffet au motif qu'elle est secrétaire nationale du PCF « *peut procéder de l'anathème* »². D'une autre manière, Patrice Cohen-Seat traduit également la perception de ces résistances à cette candidature :

« A qui fera-t-on croire que les femmes et les hommes qui composent notre parti ne constituent pas aujourd'hui, de fait, une partie essentielle de l'ossature même de ce rassemblement? Et comment croire un instant que ces femmes et ces hommes, qui apportent autant à ce rassemblement, et qui le savent parfaitement, pourraient tout simplement accepter qu'on leur dise qu'ils sont très utiles quand ils et elles se dévouent sans compter, quand ils et elles mettent tous les moyens de leur organisation au service de la réussite collective, quand ils partagent leurs tribunes ou leur temps d'antenne, mais qu'ils et elles constitueraient un obstacle en raison de ce qu'ils sont – communistes – et qu'ils devraient donc s'effacer discrètement pour la candidature à la présidentielle? Très franchement, c'est complètement impossible. Et c'est surtout politiquement absurde et inefficace. »³

Cette dimension émotionnelle⁴, qui n'est pas la plus présente dans les discours produits par les leaders de l'institution communiste, montre néanmoins l'incompréhension entre deux cadres interprétatifs fondés sur des positions distinctes dans le champ politique, coexistant dans les collectifs antilibéraux. Ce qui est évident au sein du PCF ne l'est pas pour tous dans les collectifs et inversement, mais chacun tente d'ériger son propre cadre interprétatif comme fondement des règles du jeu communes. Revenant sur cette période, Francis Parry tend à relativiser ces oppositions et la dimension émotionnelle prise par les débats :

tellement consciente du caractère indéfendable de sa décision de mener campagne sans et contre l'union des forces antilibérales qu'elle l'accompagne explicitement d'une possibilité de retirer la candidature d'O. Besancenot. [...] Le PCF, les militantes et militants communistes saluent fraternellement les militantes et militants de la LCR qui ne renoncent pas ». Cf. Communistes, n°228, 28 juin 2006, Réaction du PCF à la décision de la LCR, 25 juin 2006.

¹ *Communistes*, n°230, 13 juillet 2006, CN du 11 juillet 2006, rapport de Jean-Marc Coppola.

² *Communistes*, n°234, 13 septembre 2006, CN des 8 et 9 septembre 2006, rapport d'Éliane Assassi.

³ *Communistes*, n°237, 4 octobre 2006, CN des 28 et 29 septembre 2006, rapport de Patrice Cohen-Seat.

⁴ Dimension que l'on retrouve également dans les propos de Michel Laurent qui explique que « *par son caractère exclusif, ce discours (opposé à la candidature de Marie-George Buffet) a blessé des milliers de communistes engagés au service du rassemblement* ». Cf. *Communistes*, n°247, 20 décembre 2006, CN des 15 et 16 décembre 2006, rapport de Michel Laurent.

« Il y en avait beaucoup dans le rassemblement qui estimaient que le Parti communiste ne pouvait pas être ce candidat commun. Enfin que quelqu'un issu de ses rangs ne pouvait pas être ce candidat commun. Les communistes l'ont ressenti comme un *oukase* [...] Après, est-ce qu'ils avaient raison, je ne sais pas. En tous les cas, c'est comme ça que cela s'est passé. On a cru qu'on pouvait dépasser cette contradiction, mais on ne l'a pas dépassée. » (Entretien le 31 janvier 2012)

La présentation des débats des collectifs antilibéraux lors des CN et dans la presse communiste combine systématiquement plusieurs registres visant parfois à disqualifier la position des concurrents mais néanmoins alliés. Ainsi lorsque Jean-Marc Coppola s'interroge : « *Comme s'il suffisait de trouver la femme ou l'homme providentiel* »¹. Il renvoie alors au rejet de la personnalisation et de l'affirmation du « *je* » auxquels des éléments de culture communs aux différentes composantes de la gauche font préférer (et dans le même temps disqualifier le « *je* ») l'expression du « *nous* » et l'affirmation de la prééminence du collectif sur l'individu. De même, lorsqu'Eliane Assassi², revenant sur la position de la LCR sur le rapport au PS et à la participation gouvernementale, après avoir résumé la position exprimée par la direction de ce parti, juge cette position « *nihiliste* » et amenant à la « *désespérance* ».

Par ailleurs la direction du PCF se défend de vouloir imposer une candidature, affirme son désintéressement (au sens d'une absence d'intérêt partisan à la candidature de Marie-George Buffet) et les garanties que le PCF peut apporter en termes de construction unitaire :

« il est insupportable d'entendre, quand le Parti communiste avance une candidature, que nous imposons notre point de vue, que nous serions hégémonique.

Et [sic] bien disons-le clairement, ce n'est pas une question de boutique. Les actes plaident pour nous, quand on revient sur la façon dont Marie-George s'est comportée en 2005, une attitude ouverte, rassembleuse, qui fait d'elle une candidature crédible et efficace. Si nous avons cherché à rassembler autour du Parti communiste, nous aurions désigné notre candidature au Congrès en mars dernier. »³

La défense générale du rôle démocratique des partis politiques se retrouvent dans le rapport de Jean-Marc Coppola qui affirme : « *En attendant qui peut se priver des partis politiques et du Parti communiste pour construire ce rassemblement comme pour l'avenir de la politique et pour la démocratie?* »⁴. De même, Patrice Cohen-Seat dénonce le refus d'une candidature issue d'un parti en qualifiant cet argument d'« *irrecevable* » et « *dangereux* » car « *les partis sont essentiels à la démocratie* »⁵, et considère que cette critique ne vise que le PCF¹. La défense des partis politiques est

¹ *Communistes*, n°230, 13 juillet 2006, CN du 11 juillet 2006, rapport de Jean-Marc Coppola. Ce même argument sera repris par Pierre Laurent. Cf. *L'Humanité*, 25 novembre 2006, Pierre Laurent, « Des obstacles surmontables ».

² *Communistes*, n°234, 13 septembre 2006, CN des 8 et 9 septembre 2006, rapport d'Eliane Assassi.

³ *Communistes*, n°230, 13 juillet 2006, CN du 11 juillet 2006, rapport de Jean-Marc Coppola. Marie-George Buffet développe les mêmes arguments en septembre : « *Nous ne sommes pas motivés par des intérêts de boutique. La réalité de nos actes et de nos objectifs témoignent du contraire. Mais la portée de nos actes témoigne aussi du rôle de notre parti et son apport indispensable au rassemblement.* ». Cf. *Communistes*, n°234, 13 septembre 2006.

⁴ *Communistes*, n°230, 13 juillet 2006, CN du 11 juillet 2006, rapport de Jean-Marc Coppola.

⁵ *Communistes*, n°237, 4 octobre 2006, CN des 28 et 29 septembre 2006, rapport de Patrice Cohen-Seat.

à la fois générale, en affirmant leur nécessité démocratique, et singulière en réaffirmant les spécificités du PCF et les ressources qu'il peut engager dans la campagne présidentielle :

« Pour notre part, nous mettons au service du rassemblement notre réseau de plusieurs dizaines de milliers de militants sur l'ensemble du territoire, l'enracinement des élus communistes, nos réflexions collectives et notre expérience propre. Nous venons, comme pour le 29 mai, avec l'énergie d'une force politique, d'une force militante. [...]

Disons que nous voulons gouverner, non pas à n'importe quel prix et dans n'importe quelles conditions. Gouverner, surtout pas pour cautionner des politiques social-libérales. [...]

Nous ne voulons pas des candidatures de témoignage [...]

Nous sommes prêts à mettre notre expérience, nos infrastructures pleinement au service de la dynamique commune. [...]

Nous sommes conscients de ce que représente le Parti communiste en terme de capacités militantes et de potentiel humain. Nous sommes conscients de sa raison d'être et de son enracinement populaire et de l'espoir que l'on place en lui. »²

« Quand le rapport des forces, quand les enjeux nationaux et internationaux sont d'une telle importance, il ne faut pas mégoter sur ce que représente la force d'un parti, notamment au travers de sa réflexion collective, de sa capacité d'initiatives et de sa faculté à laisser de la place à la diversité. C'est ce que nous avons fait ensemble pour le 29 mai [...].

Le PCF joue dans la cour des grands. Son organisation, son projet, ses propositions, il les met au service de chaque citoyen et du rassemblement populaire. Ses élus, ses militants sont à la fois force et atout. »³

« notre parti apporte à ce rassemblement des éléments décisifs de son existence et de sa crédibilité même: la force de dizaines de milliers de militantes et de militants expérimentés sur tout le territoire national, un réseau de milliers d'élu-e-s, une connaissance des combats électoraux de ce niveau, une organisation efficace, etc. Et je ne parle même pas des 500 signatures indispensables pour se présenter, ou des moyens financiers qu'exige une telle campagne. »⁴

L'ajustement du discours produit par le PCF pour justifier de la légitimité de la candidature de sa secrétaire nationale se fait donc par réaffirmation des arguments déjà produits (l'importance des ressources partisans du PCF qui conduit à donner une forte légitimité à sa secrétaire nationale pour représenter l'ensemble des collectifs antilibéraux, le comportement « exemplaire » du PCF pendant la campagne référendaire, etc.) et par réaction aux arguments de ceux qui entendent faire reconnaître dans les collectifs antilibéraux, des représentations de ce qui est légitime et de ce qui ne l'est pas, ce qui conduit à définir une « bonne » candidature. La position exprimée par la direction du PCF, si elle s'oppose aux représentations construites par certains de ses concurrents investis dans les collectifs⁵, se structure de la même manière en construisant un ensemble de représentations de la

¹ Selon Patrice Cohen-Seat : « *D'autres camarades, dans ou hors du Parti, pensent à l'inverse qu'une candidature issue de nos rangs serait un obstacle au rassemblement, et qu'il serait donc préférable de choisir une candidature hors partis. Disons les choses clairement, cet argument ne vise que notre parti. La LCR a décidé de faire bande à part sur la base d'un choix stratégique différent de celui du rassemblement. Et aucune autre formation ne propose une candidature issue de ses rangs. La question est donc: en quoi une candidature issue du Parti communiste serait-elle un obstacle?* ». Cf. *Ibid.* Cet argument est également repris dans son rapport par Eliane Assassi. Cf. *Communistes*, n°234, 13 septembre 2006, CN des 8 et 9 septembre 2006, rapport d'Eliane Assassi.

² *Communistes*, n°230, 13 juillet 2006, CN du 11 juillet 2006, rapport de Jean-Marc Coppola.

³ *Communistes*, n°234, 13 septembre 2006, CN des 8 et 9 septembre 2006, rapport d'Eliane Assassi.

⁴ *Communistes*, n°237, 4 octobre 2006, CN des 28 et 29 septembre 2006, rapport de Patrice Cohen-Seat.

⁵ Cette opposition est également visible dans le rejet de l'argumentation, au sein des collectifs, conduisant à mettre sur un même plan la position de la LCR et celle du PCF. Ainsi, Pierre Laurent affirme que « *le renvoi dos à dos des responsabilités de la LCR et du PCF ne peut convaincre* ». Selon lui, la LCR fait « *cavalier seul* », lorsque

« bonne » candidature. Mais cet ajustement discursif ne conduit pas à réajuster la position du PCF, mais à la conforter en réaffirmant les représentations produites au sein du PCF dans la compétition spécifique aux collectifs antilibéraux. Cette réaffirmation ne passe pas uniquement par la réaffirmation du discours déjà produit, mais par une tentative de construction des « critères » de la « bonne » candidature, critères constitués comme rationnels, mais privilégiant les ressources détenues par le PCF :

« le ou la candidate doit être en mesure de mener la campagne, sur tous les sujets. » ; « nous voulons une candidature [...] qui puisse rassembler tout le monde à gauche, de l'électorat le plus radical à l'électorat socialiste » ; « nous avons besoin d'une candidature connue, avec une notoriété, une assise populaire dans l'opinion » ; « nous avons besoin, pour le mouvement, de penser à l'avenir »¹

Dans le premier critère, il s'agit d'affirmer les capacités personnelles du candidat à prendre position sur l'ensemble des politiques publiques, ce qui peut exclure d'autres candidats à la candidature comme José Bové, perçue comme « monothématique »², mais renforce la candidature de Marie-George Buffet qui, en tant qu'ancienne ministre, députée et secrétaire nationale d'un parti politique institutionnel a été contrainte à s'exprimer sur l'ensemble des thématiques politisées. Le second critère renvoie à la construction, sur le fondement de l'analyse du 29 mai 2005, de la centralité du PCF au sein de la gauche. Ce critère de position permet également d'investir la thématique unitaire au profit de la candidature de Marie-George Buffet. Si le troisième critère n'est pas exclusif à Marie-George Buffet (José Bové bénéficie également d'une certaine « notoriété »), il permet d'affaiblir les candidatures d'Yves Salesses et de Clémentine Autain, ou même de Patrick Braouezec, connu dans les milieux militants, mais beaucoup moins sur la scène politique nationale. Patrice Bessac conclut de ses différents critères à la nécessité d'une candidature communiste. Si Jean-Marc Coppola reprend cette construction de la candidature de Marie-George Buffet comme efficace et légitime en la fondant sur des critères donnés comme rationnels, il n'en évoque plus que trois en juillet 2006 : « *Pour nous, trois critères sont essentiels pour désigner celle ou celui qui sera notre porte-drapeau commun: la capacité à rassembler, la force de conviction, la crédibilité politique* »³. Lors de son rapport, Patrice Cohen-Seat présente les qualités personnelles de Marie-George Buffet comme un énième argument en faveur de sa candidature :

« Comme secrétaire nationale de notre parti, Marie-George est évidemment porteuse de notre combat constant, depuis 1958, contre le présidentialisme de la Ve République. Sa candidature aura indéniablement ce sens, rejoignant la proposition d'une VIe République démocratique et citoyenne. Elle symbolise l'action militante, collective, à l'opposé de la « peoplemania » et des aventures individuelles.

le PCF est « *entièrement mobilisé* » dans la démarche unitaire, à l'inverse de José Bové qui est dans une « *impasse* » du fait de ce « *parallèle imaginaire* » entre LCR et PCF. Cf. *L'Humanité*, 25 novembre 2006, Pierre Laurent, « Des obstacles surmontables ».

¹ *Communistes*, n°226, 14 juin 2006, CN du 9 juin 2006, rapport de Patrice Bessac.

² Pour exemple, dans un éditorial écrit lors de la séquence la plus tendue des collectifs antilibéraux, Pierre Laurent évoque la décision de José Bové de retirer sa candidature en assignant un rôle et une identité unique à ce dernier, celui de « *leader paysan* ». Cf. *L'Humanité*, 25 novembre 2006, *art. cit.*

³ *Communistes*, n°230, 13 juillet 2006, CN du 11 juillet 2006, rapport de Jean-Marc Coppola.

Cette candidature est également un atout pour que la présidentielle et les législatives permettent effectivement d'exprimer la diversité du rassemblement. C'est un fait que la force politique que nous sommes, implantée de façon militante et électorale sur tout le territoire, est une garantie pour que des femmes et des hommes très divers puissent être présentés aux élections législatives, et soient autant de porte-parole très visibles de notre démarche collective. [...]

Dans l'opinion, elle a la réputation d'une femme engagée, courageuse, d'une militante, d'une élue proche des gens. Les salariés ont l'habitude de la voir à la porte des entreprises. Elle est respectée dans les cités et les quartiers populaires. Tout le monde reconnaît son expérience de terrain. Elle est reconnue pour son engagement féministe [...] Au ministère de la Jeunesse et des Sports, elle a montré non seulement qu'elle avait la stature d'une femme d'Etat [...] sa force de conviction, sa capacité à entendre. »¹

Ces qualités de la secrétaire nationale du PCF viennent alors confirmer l'adéquation entre cette candidature et les critères de la « bonne » candidature évoqués par Patrice Bessac et Jean-Marc Coppola (notamment sa « notoriété » et sa trajectoire militante), et le symbole de la thématique unitaire et des ressources que le PCF entend mobiliser dans la campagne présidentielle. Assurément, cette candidature est en adéquation avec les représentations construites par et pour le PCF, mais ne peut répondre aux attentes des autres acteurs des collectifs. L'ajustement du discours ne se fait que dans les limites des représentations propres à cet espace partisan :

« personne n'était prêt à faire un pas de plus. [...] La candidature de Marie-George, à mon avis, c'était une grosse erreur. [...] Il aurait fallu chercher une personnalité qui pouvait rassembler tout le monde. Une fois qu'elle présentait sa candidature, forcément, le parti la porte et c'était fini. » (Elisabeth Gauthier, entretien le 13 décembre 2011. Membre du CEN du PCF, particulièrement investie dans les collectifs antilibéraux)

B. L'accroissement des tensions intra-partisanes

La position exprimée par le rapporteur lors du CN du 11 juillet 2006 exprime l'équilibre recherché par la direction communiste entre les segments identitaires et refondateurs : tout en maintenant l'investissement du PCF dans les collectifs antilibéraux, il cherche à rassurer les segments identitaires en acceptant la légitimité des craintes exprimées quant au respect de l'identité communiste :

« Peut-être faut-il redonner notre posture, à l'instar de ce qui bouge, afin qu'elle soit claire pour les communistes qui parfois ne s'y retrouvent pas, craignent une dilution de notre identité, un effacement de notre rôle, ou qui ont tout simplement et légitimement un doute sur notre capacité à réussir ce que nous entreprenons. »²

La défense d'une candidature communiste au nom du rassemblement antilibéral permet dans un premier temps de rapprocher les « novateurs » et le bloc majoritaire autour de la défense de cette candidature et du rôle des partis politiques³, tandis que les plus engagés dans la défense de l'identité

¹ *Communistes*, n°237, 4 octobre 2006, CN des 28 et 29 septembre 2006, rapport de Patrice Cohen-Seat. Le même auteur rappelle, en réponse à une tribune de Roger Martelli, « les actes de Marie-George – son duo avec Claire Villiers aux régionales en Ile-de-France, le partage de son temps de parole pour le référendum européen, son engagement acharné pour faire vivre ce rassemblement ». Cf. *L'Humanité*, 4 décembre 2006, tribune de Patrice Cohen-Seat, « Candidatures : l'issue par le haut ».

² *Communistes*, n°230, 13 juillet 2006, CN du 11 juillet 2006, rapport de Jean-Marc Coppola.

³ Ainsi, Yves Dimicoli défend le même argumentaire que Michel Laurent sur le rôle des partis politiques et le refus de la personnalisation : « *Risque de dérive populiste, anti-partis, du débat sur la candidature (Huma 7*

communiste maintiennent une opposition complète à la stratégie poursuivie par la direction nationale : Emmanuel Dang Tran évoque « *la marche forcée pour effacer l'identité du PCF* » et qualifie de « *politiciens* »¹ les collectifs antilibéraux, tandis que Caroline Andréani affirme la nécessité d'un « *programme réellement communiste* » pour « *reconstruire notre Parti* »². La position des segments refondateurs est plus difficile dans la mesure où il ne s'agit pas de faire valoir, dans l'espace des positions intra-partisanes, un point de vue qui y est perçu comme acceptable car conforme aux représentations construites dans cet espace, mais d'y faire reconnaître la légitimité des critiques émises contre la candidature de Marie-George Buffet. Ainsi, François Jacquart tente de questionner le caractère « rassembleur » de la candidature de Marie-George Buffet et le lien entre identité communiste et candidature communiste, ainsi que de faire accepter la légitimité d'une autre candidature, en l'occurrence celle de José Bové³. Sur un autre registre, sans contester les arguments avancés par la direction nationale, André Greder et Gilles Alfonsi tentent de faire accepter la prééminence des décisions prises dans les collectifs antilibéraux sur celles prises au sein du PCF :

« Sommes-nous capables de dire aussi que si le débat mené par les acteurs du rassemblement aboutissait à une autre candidature, nous, communistes, nous irions malgré tout au bout de la démarche de rassemblement antilibéral? C'est le message d'espoir attendu »⁴

Progressivement, les différents segments opposés au rassemblement antilibéral⁵ en viennent à défendre l'investissement dans les collectifs antilibéraux dans la mesure où cet investissement se combine à une revendication permanente de la candidature de Marie-George Buffet. Cette position est défendue par des segments opposés au sein du PCF. Ainsi, Nicolas Marchand affirme la nécessité de la candidature de Marie-George Buffet au nom des collectifs antilibéraux :

« Seule la candidate du PCF correspond aux exigences de contenu de la bataille à mener et à la nature du rassemblement à construire. Non à la conception étroite du rassemblement antilibéral, centrée sur l'extrême gauche [...] Cela place le PCF au centre de gravité. »⁶

juillet). *Déléguer à un candidat charismatique serait pire encore que déléguer à un parti* ». Cf. *Communistes*, n°230, 13 juillet 2006, CN du 11 juillet 2006.

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ « *La candidature de Marie-George Buffet est-elle la plus rassembleuse? Doit-elle être le préalable au rassemblement? L'identité communiste serait-elle réduite à néant si Marie-George Buffet n'est pas la candidate? La candidature de José Bové n'est pas à ignorer, elle est aussi porteuse de rassemblement.* », Cf. *Ibid.*

⁴ *Communistes*, n°230, 13 juillet 2006.

⁵ Hormis les groupes les plus identitaires qui maintiennent une opposition complète à une candidature communiste au nom des collectifs antilibéraux : ainsi, Emmanuel Dang Tran affirme : « *Une candidature communiste à la présidentielle, oui mais pas à reculons! La stratégie d'effacement du Parti reste malheureusement à l'ordre du jour. Ce n'est pas aux « collectifs » de décider à notre place des candidatures et du programme. Ils sont politiciens, peu « populaires », inaptés à prolonger les 55 % du NON de classe.* », cf. *Communistes*, n°234, 13 septembre 2006, CN des 8 et 9 septembre 2006. De même, André Gerin dénonce l'engagement du PCF dans les collectifs antilibéraux comme une « *situation mortifère* », cf. *Communistes*, n°237, 4 octobre 2006, CN des 28 et 29 septembre 2006.

⁶ *Communistes*, n°234, 13 septembre 2006, CN des 8 et 9 septembre 2006.

L'argumentation utilisée par les proches de Robert Hue est étrangement similaire : « *Donner la main au peuple c'est l'enjeu d'une candidature communiste seule capable de sortir l'antilibéralisme d'une radicalité qui le marginalise* »¹. En revanche, les segments refondateurs, et plus largement les militants communistes les plus investis dans les collectifs se mobilisent principalement pour obtenir de la direction du PCF l'assurance d'une absence de préalable sur la candidature, c'est-à-dire l'acceptation à l'avance de soutenir la candidature retenue, qu'elle soit ou non issue du PCF².

Le ralliement d'une partie des segments identitaires et des proches de Robert Hue permet, fin septembre 2006, à Patrice Cohen-Seat d'affirmer que le choix d'une candidature strictement communiste est une « *opinion très minoritaire* »³, tout en réfutant fortement le principe d'une candidature hors-parti. Deux segments sont ainsi fortement marginalisés : les segments les plus identitaires qui sont marginalisés par le ralliement des « novateurs », ainsi que les segments refondateurs qui font face à un bloc majoritaire soutenu dans son refus d'ajuster sa position aux représentations produites au sein des collectifs antilibéraux (à l'exception du PCF) par l'ensemble des segments identitaires et des proches de Robert Hue. Les segments refondateurs sont d'autant plus marginalisés que l'accroissement des tensions au sein des collectifs durcit les positions exprimées dans l'espace partisan. Ainsi, nombreux sont les intervenants qui affirment, comme Nicolas Marchand, la prééminence du choix des communistes sur celui des collectifs :

« Je reste en désaccord sur le fond avec la résolution proposée car elle continue à subordonner le Parti communiste aux collectifs antilibéraux »⁴

« Allons-nous subordonner la décision de 140 000 communistes à celle de 15 000 membres de collectifs ? »⁵

« Je rappelle la réalité des collectifs tels qu'ils sont : encore trop peu nombreux et insuffisamment représentatifs de la réalité du monde du travail »⁶.

L'accentuation des tensions au sein des collectifs antilibéraux va produire un accroissement des tensions intra-partisanes, tant au regard de l'enjeu que constitue la désignation du candidat à la présidentielle (et donc, au regard des intérêts partisans), qu'au regard du relatif isolement du PCF au sein des collectifs antilibéraux. Les tensions intra-partisanes sont à leur paroxysme lors du CN suivant la dernière réunion des collectifs antilibéraux qui a marqué le refus de valider la candidature de Marie-George Buffet. Les refondateurs sont l'objet de nombreuses critiques, qui n'émanent pas seulement des segments identitaires (ce qui est constant lors de chaque choix stratégique au sein du PCF), mais du bloc majoritaire. Le député communiste André Chassaigne se déclare ainsi :

¹ *Communistes*, n°234, 13 septembre 2006, CN des 8 et 9 septembre 2006, Dominique Grador.

² *Communistes*, n°234, 13 septembre 2006, CN des 8 et 9 septembre 2006.

³ *Communistes*, n°237, 4 octobre 2006, CN des 28 et 29 septembre 2006, rapport de Patrice Cohen-Seat.

⁴ *Communistes*, n°237, 4 octobre 2006, CN des 28 et 29 septembre 2006, Eric Corbeaux.

⁵ *Communistes*, n°237, 4 octobre 2006, CN des 28 et 29 septembre 2006, Jean-Marc Durand.

⁶ *Communistes*, n°237, 4 octobre 2006, CN des 28 et 29 septembre 2006, André Chassaigne.

« choqué par la chronique d'une mort annoncée du PC [...] par ceux qui ont la conviction que le Parti est un outil obsolète. Je constate que le rassemblement a été bloqué par des communistes qui ont fait le choix d'agir contre la candidature de Marie-George »¹

De même, le secrétaire fédéral de la Moselle (également maire et conseiller régional) se fait le porte-voix des « *inquiétudes et [de la] colère des communistes* », et prend à parti « *ceux qui, au CN, nous appellent à renoncer [à] la candidature de M.-G. Buffet. Quel divorce avec le Parti réel !* »², tout en critiquant implicitement la direction pour ne pas avoir soumis au vote la signature de l'appel du 10 mai. Il réactive par ailleurs l'accusation d'anticommunisme³ pour mieux stigmatiser les opposants à la candidature de Marie-George Buffet. La rude dénonciation des refondateurs est également de mise dans cette intervention de la secrétaire fédérale des Vosges :

« Marie-George, tu as été le choix majoritaire des communistes, tu sors majoritaire des collectifs dans tous les cas de figure. Le problème, c'est qu'un quarteron minoritaire exprimant des idées et des choix battus depuis X congrès trouvent aujourd'hui tribune au sein du collectif national. De quel droit certains souhaitent-ils que tu t'effaces? Réussissons ce rassemblement. Ne lâchons pas le morceau. Où va-t-on quand certains manipulent les images (voir Regards) comme dans les périodes les plus glaciaires de l'histoire? »⁴

Les refondateurs sont alors fortement marginalisés dans l'espace partisan, ce qui conduit ceux qui cumulent position exécutive au sein du PCF et fort investissement dans les collectifs antilibéraux à démissionner du comité exécutif national, tout en maintenant leur présence au CN (ce qui permet de poursuivre l'expression des désaccords stratégiques quant à la candidature, sans devoir mener activement campagne pour Marie-George Buffet) :

« *j'ai cru beaucoup aux collectifs antilibéraux... et quand, à l'élection présidentielle de 2007, on a fait le choix, le PCF a fait le choix de présenter Marie-George Buffet, à l'époque, j'étais déjà membre du comité exécutif national, j'ai démissionné. J'ai démissionné du comité exécutif national, je suis resté membre du Conseil national. J'ai démissionné parce que je pensais que c'était une impasse. Le score [long silence] me l'a confirmé.* » (Frédéric Génévée, entretien le 31 janvier 2012. Membre du CEN du PCF, proche des communistes unitaires)

Hormis Frédéric Génévée, cinq autres membres du comité exécutif national démissionnent⁵. Par ailleurs, d'autres militants communistes finiront par faire campagne pour José Bové, comme Jacques Perreux qui devient son directeur de campagne, tandis que d'autres choisiront la défection⁶. Le durcissement opéré par la direction communiste face aux résistances exprimées dans les collectifs antilibéraux a comme effet un changement de l'équilibre des tensions intra-partisanes, marginalisant les segments les plus identitaires du parti, et davantage encore les refondateurs. Ce durcissement s'explique par les contraintes du jeu intra-partisan et par les intérêts mis en jeu dans la compétition

¹ *Communistes*, n°247, 20 décembre 2006, CN des 15 et 16 décembre 2006.

² *Communistes*, n°247, 20 décembre 2006, CN des 15 et 16 décembre 2006, Roger Tirlicien.

³ D'autres, tout en adoptant la forme interrogative, accusent les collectifs d'anticommunisme : « *De quoi ont peur ceux qui te trouvent tant de qualités, ton seul défaut est-il d'être communiste?* ». Cf. *Communistes*, n°247, 20 décembre 2006, CN des 15 et 16 décembre 2006, Michèle Grüner.

⁴ *Ibid.*

⁵ *Communistes*, n°247, 20 décembre 2006.

⁶ *Libération*, 4 janvier 2007, « Le PCF perd de ses ouailles unitaires ».

présidentielle. Par ailleurs, la modification de l'équilibre intra-partisan, si elle s'explique par une alliance tactique entre différents segments occupant des positions différentes, voire antagonistes, et ne poursuivant pas les mêmes objectifs, illustre l'intensification de l'interdépendance entre le jeu, les enjeux et les règles du jeu constitués au sein des collectifs antilibéraux, et les jeux et enjeux intra-partisans. Dès lors, cette configuration complexe aboutit à un apparent paradoxe : c'est lorsque le PCF est le plus inscrit dans des interdépendances dans un espace positionnel nouveau que la direction nationale est la plus fortement contrainte à défendre les intérêts partisans, trouvant l'appui de différents segments oppositionnels, et aboutissant à la marginalisation des segments les plus engagés dans ces interdépendances.

C. L'accroissement des tensions extra-partisanes

De septembre à décembre 2006, les débats vont être particulièrement denses dans les collectifs antilibéraux. La cristallisation progressive des positions exprimées en leur sein, l'émergence d'un nouvel équilibre relativement instable au sein du PCF, le vote massif des militants communistes pour la candidature de Marie-George Buffet les 10 et 11 novembre 2006¹, ainsi que la désignation de Ségolène Royal dès le premier tour de la primaire interne au PS le 16 novembre 2006², aboutissent à une forte conflictualité de ces collectifs où les deux cadres interprétatifs constitués, d'un côté par le PCF, de l'autre par les autres acteurs du collectif national de l'autre, s'affrontent sans que les différentes tentatives d'ajustement, de part et d'autre, n'amènent à un compromis. Les positions exprimées fin novembre dans la presse attestent de cette forte conflictualité au sein des collectifs. Cependant, la direction du PCF considère qu'il n'y a pas de crise dans les collectifs antilibéraux³, que les obstacles sont « surmontables »⁴ et qu'il ne faut pas : « dramatiser le choix de la candidature pour en imposer une ou en refuser une autre [car cela] conduirait à l'échec »⁵. Le même jour, mais dans une interview au *Figaro*, Clémentine Autain affirme :

« L'enjeu est de savoir si on fait un rassemblement autour du PCF, qui est la force structurée la plus importante, ou si on est capable de donner à voir une nouvelle offre politique, riche de toutes nos

¹ Marie-George Buffet y obtient 96,44% des suffrages, contre 2,69% pour Maxime Gremetz et 0,87% pour Jean-Jacques Karman. Cf. *Communistes*, n°242, 15 novembre 2006.

² Cette désignation est considérée comme suffisamment importante par la direction nationale du PCF pour justifier de la réunion en urgence d'un CN largement consacré à l'analyse de cette désignation et des changements qu'elle provoquerait dans la configuration électorale. Cette désignation serait la confirmation d'une orientation social-libérale du PS, rendant plus difficile les alliances avec ce parti, mais aussi, bien que la direction nationale s'en défende, cette désignation est représentée comme une ouverture des opportunités du PCF comme le reconnaît implicitement Marie-George Buffet en appelant les socialistes du non, ceux qui seraient déçus par l'évolution de leur parti, à rejoindre les collectifs antilibéraux, et donc, sa candidature. Cf. *Communistes*, n°243, 22 novembre 2006, CN du 20 novembre 2006, rapport de Marie-George Buffet.

³ *L'Humanité*, 29 novembre 2006, Marie-George Buffet, « « Pas de crise » dans les collectifs ».

⁴ *L'Humanité*, 25 novembre 2006, Pierre Laurent, « Des obstacles surmontables ».

⁵ *Ibid.*

diversités. En imposant la candidature de sa secrétaire nationale, le PCF signerait la fin de notre rassemblement. L'écrasante majorité des sensibilités parties prenantes l'ont clairement avertie »¹

José Bové choisit *Aujourd'hui en France* pour réaffirmer sa position et accuser le PCF de vouloir :

« instrumentaliser les collectifs pour imposer Marie-George Buffet comme candidate. [...] J'ai indiqué à plusieurs reprises qu'aucun porte-parole d'une formation politique ne pouvait incarner un large rassemblement allant des trotskistes aux socialistes du non »²

Un appel, signé par la plupart des membres du comité national des collectifs antilibéraux³, met en cause le « *forcing du PCF pour imposer la candidature de Marie-George Buffet* » et appelle « *le PCF à prendre conscience que Marie-George Buffet n'est pas en mesure de représenter la diversité de notre rassemblement et à renoncer à cette candidature* ». Hormis le PCF, qui dénonce un texte qui « *dramatise de façon outrancière les conditions de cette discussion* »⁴, deux groupes ne signent pas cet appel : les refondateurs communistes qui signent un appel similaire, mais dont les attendus sont plus prudents du fait de la fragilité de leur position intra-partisane⁵ et les républicains du MARS :

« *Il y a une pétition, cosignée par quasiment tous les antilibéraux [...] sur le fait que cela ne peut pas être Marie-George Buffet. Nous refusons de signer. Parce que ce ne pouvait pas être Marie-George Buffet car membre d'un parti... Nous refusons donc de la signer. [...] toutes les discussions tournaient autour de l'idée que le candidat ne pouvait pas être le candidat d'un parti. J'étais contre cette idée-là. Je considérais que ce n'était pas parce que tu n'étais pas d'un parti que tu avais plus de légitimité. Donc, moi en fait, et je pense que c'était plus dur à entendre pour les communistes, je ne m'opposais pas à la candidature de Marie-George parce qu'elle représentait un parti, je m'opposais au PC parce que je considérais que sa candidature nous ramènerait à leur score de 2002, de leur échec historique, pour aller vite. On risquait donc d'être ramené à un score catastrophique. C'est ce que j'avais expliqué au PC. On leur dit donc de ne pas compter sur nous, que nous n'appuierons pas la candidature de Marie-George, non pas par quelque problématique vis-à-vis de Marie-George, mais parce que au contraire, nous pensions qu'elle pourrait être leur meilleure candidate, mais que simplement, ils auraient 2% des voix.* » (Eric Coquerel, entretien le 26 juin 2011. Président du MARS, favorable à la candidature de Jean-Luc Mélenchon)

Outre la forte conflictualité des débats, ces différentes prises de positions par des tribunes et interview dans la presse, attestent de la faible institutionnalisation des collectifs antilibéraux. En effet, les différents espaces d'interactions (collectif national et collectifs locaux) et les règles du jeu

¹ *Le Figaro*, 25 novembre 2006, « Unie, la gauche antilibérale peut faire un carton ».

² *Aujourd'hui en France*, 25 novembre 2006, « Pourquoi je renonce à être candidat... ».

³ Publié le 29 novembre 2006 dans *L'Humanité*, l'appel « La gauche antilibérale doit se ressaisir ! » avait déjà fait l'objet de publications, débats et signatures sur internet. Il est signé notamment par des minoritaires de la LCR, par des syndicalistes, des candidats à la candidature, des minoritaires des Verts ou des responsables de différentes organisations investies dans les collectifs : Jean-Jacques Boislaroussie (Les Alternatifs), Pierre Cours-Salies (Convergence citoyenne), Claire Villiers (Alternative citoyenne). Par ailleurs, Jean-Jacques Boislaroussie signe une tribune dans *L'Humanité* dans laquelle il réaffirme le refus d'une candidature partisane. Cf. *L'Humanité*, 29 novembre 2006, « Candidatures unitaires : refusons l'échec ».

⁴ *L'Humanité*, 29 novembre 2006, « La déclaration du Parti communiste français ». Marie-George Buffet réaffirme sa candidature, en invoquant la légitimité qu'elle a acquise par le vote massif des militants communistes en sa faveur : « *Pourquoi je renoncerais à une candidature qui a été proposée par des milliers de militants ?* ». Cf. *Aujourd'hui en France*, 29 novembre 2006, « Marie-George Buffet ne renoncera pas ».

⁵ *L'Humanité*, 29 novembre 2006, « Candidature antilibérale : haute tension au sommet ». La publication d'une tribune de Roger Martelli rejoignant les résistances exprimées par le collectif national, amène à une autre tribune de Patrice Cohen-Seat réaffirmant les positions de la direction nationale du PCF. Cf. *L'Humanité*, 1^{er} décembre 2006, « Au pied du mur » ; *L'Humanité*, 4 décembre 2006, « Candidatures : l'issue par le haut ».

relatives aux règlements des différends et à la désignation du candidat à l'élection présidentielle (règle dite du « double consensus ») ne suffisent pas à réguler les divergences et à produire un cadre commun pour la prise de décision. Le désaccord sur la candidature est ainsi double, portant tout autant sur la candidature que sur le processus devant aboutir à la désignation d'un candidat commun. La faible institutionnalisation des collectifs antilibéraux autorise alors un jeu sur les règles du jeu, c'est-à-dire la poursuite de l'opposition non plus sur la candidature, mais sur l'interprétation des règles adoptées en septembre 2006 pour aboutir à une candidature commune. A quelques jours de la troisième réunion nationale des collectifs antilibéraux, les blocages sont persistants¹ :

« Le Parti communiste, notamment Marie-George, [...] a compté sur le fait que le MARS soit le premier des petits partis à dire qu'on acceptait sa candidature. Nous avons un rôle pivot. [...] Et puis, je crois qu'arrive Saint-Ouen. C'est le moment où pensant qu'il n'y a plus d'autres candidats, Marie-George pense qu'on va finir par la soutenir. On se voit, on fait une réunion avec elle, je m'en rappelle, à son local de campagne, enfin à son siège de députée [Silence]. Nous y allons avec Christian Picquet et Claude Debons pour lui dire : « Ecoute Marie-George, on préfère te le dire, mais à Saint-Ouen, on va dire non. » Et on lui explique pourquoi. En même temps, il faut dire qu'il n'y avait pas tellement d'autres solutions. Donc, arrive Saint-Ouen, on dit non, et je suis le premier à le faire à la tribune. Cela a fait un choc car le PC jusqu'au bout pensait qu'on allait dire oui... » (Eric Coquerel, entretien le 26 juin 2011)

Dès lors, le maintien de la candidature de Marie-George Buffet doit également se comprendre comme l'expression d'une certitude qui repose non seulement sur la croyance en la capacité du PCF à faire reconnaître au sein des collectifs les représentations construites dans et pour l'espace partisan communiste, mais aussi d'emporter la décision des collectifs locaux et la capacité à investir la candidature de Marie-George Buffet d'une double légitimité. Les récits de Claude Debons et d'Elisabeth Gauthier permettent de mesurer le décalage entre les représentations des acteurs engagés dans les collectifs :

« le PC pouvait penser qu'il avait fait l'affaire, que c'était plié... Mais ô surprise, à l'assemblée de Saint-Ouen, il y avait deux milles personnes dans la salle, c'était un gros truc, c'était moitié/moitié. Il ne l'avait pas vu venir le truc. Il pensait, enfin tu vois, qu'il allait faire ratifier la candidature de Marie-George, et puis c'était plié, il emportait le morceau... Manque de chance, impossible de passer en force. » (Claude Debons, entretien le 20 décembre 2011. Coordinateur des collectifs antilibéraux)

« Après, dans le PC aussi, il y avait une idée encore très forte que c'est autour de nous que cela doit se passer. Il ne peut en être autrement. Il y a ainsi eu la tentative de faire voter dans les collectifs, en sachant qu'on était beaucoup plus nombreux que les autres, etc. C'est... cela ne pouvait pas aller parce que les gens, ils attendaient la même chose qu'ils attendent cette fois-ci avec Mélenchon. Ils attendaient que les communistes renoncent à avoir le premier rôle. Et cette preuve-là, les gens, ils en avaient besoin. Ils en avaient besoin. Ce n'était pas une question de... non-reconnaissance du PCF, mais ils avaient besoin que cela soit noir sur blanc, que le PCF renonçait à être LA force dirigeante. » (Elisabeth Gauthier, entretien le 13 décembre 2011. Membre du CEN du PCF, fortement investie dans les collectifs antilibéraux)

Ces blocages conduisent certains acteurs à chercher et proposer d'autres candidatures, acceptables tant par la direction communiste que par le collectif national. Cette recherche de

¹ *L'Humanité*, 8 décembre 2006, « La solution appartient aux collectifs ».

nouvelles candidatures constitue une reconnaissance implicite de l'échec de l'ensemble des candidatures déjà évoquées à faire consensus. Claude Debons, qui occupe une position centrale dans le collectif national par son rôle de coordinateur de ce collectif, évoque cette recherche d'une candidature alternative devant être issue du PCF (pour pouvoir, selon ses promoteurs, être acceptable par ce parti), tout en étant prioritairement investie dans le mouvement social ou syndical. Face aux difficultés à trouver une candidature répondant à ces critères, c'est celle de Francis Wurtz, député européen communiste depuis 1979 et président du groupe parlementaire européen GUE-GVN qui sera testée :

« Les cinq candidatures ne faisaient pas consensus. Dès lors, d'autres candidatures ont été envisagées : celle de Francis Wurtz... »

Oui, ça c'est nous qui l'avons... quand on a vu que les autres, cela ne passait pas, et qu'on allait à la catastrophe, dans un affrontement Buffet contre les autres... à quelques-uns, on s'est dit : il faut trouver une échappatoire à cela, et il faudrait trouver un ou une communiste, mais qui ne soit pas estampillé comme premier dirigeant du parti. Alors, on a cherché du côté des syndicalistes, en disant : si on trouvait un grand dirigeant syndical, identifié comme tel et qui ait en plus sa carte du parti, cela serait parfait. Bon. On a cherché et on n'a pas trouvé. Après, on s'est rabattu sur Francis Wurtz... au motif que, bon... il pourrait faire l'affaire parce qu'il présidait un groupe au Parlement européen qui n'est pas un groupe purement coco, mais où il y a des écolos, du nord, et puis la figure de Wurtz était assez respectée, c'est un type très ouvert, assez sympa... Donc, on est quelques-uns à avoir poussé cette candidature, mais elle a échoué parce que, au fond... [Silence] les cocos tenaient à Marie-George. Voilà. Eux, ils n'ont pas bougé. C'est une perche qu'on leur tendait, ils ne l'ont pas saisie. » (Claude Debons, entretien le 20 décembre 2011)

Cette candidature de Francis Wurtz est également défendue par l'une des représentantes du PCF au collectif national, tant dans cette instance, que dans l'espace intra-partisan :

Et à aucun moment, un consensus n'a été approché ?

Ben... Au dernier moment, j'ai essayé de faire une action un peu solitaire en essayant... en cherchant à vérifier si ce n'était pas possible que cela soit Francis Wurtz, car il y avait beaucoup de gens qui disaient : ce ne peut pas être la première du PCF, parce que sinon, c'était comme si c'était le PCF qui dirigeait... [...] A ce moment, il y a pas mal de gens qui ont dit : oui, cela pourrait être quelqu'un comme cela. [...]

Beaucoup de gens finissaient par dire, dans la journée : cela peut être Francis Wurtz. Et le lendemain, lundi, il y avait la réunion du collectif et quand on a dit : est-ce qu'il y a une nouvelle donne ? Des nouvelles propositions ? Chacun a renvoyé la balle aux autres et personne n'a dit cela... Et après, ils nous ont demandé si c'était le PCF qui proposait Francis Wurtz. Le PCF, évidemment, ne pouvait pas proposer Francis Wurtz, parce que, si cela ne passait pas, nous étions nous-mêmes divisés... Donc, c'est vrai, on ne pouvait pas le dire comme cela. Et donc... les mêmes personnes qui m'avaient dit au téléphone qu'ils étaient partants là-dessus, ne l'ont plus redit lors de la réunion. A ce moment, c'était foutu. » (Elisabeth Gauthier, entretien le 13 décembre 2011)

L'attente d'une initiative « officielle » du PCF à présenter la candidature de Francis Wurtz va être très rapidement levée par le principal intéressé lors du CN du PCF de décembre 2006 :

« Quatre observations brèves pour éviter tout malentendu, puisque mon nom a été évoqué: 1) Je ne suis candidat à rien! 2) Je soutiens depuis le début la candidature de Marie-George. 3) Aujourd'hui, nous avons besoin d'un débat de fond, sur la base de ce qu'ont dit les communistes et les collectifs locaux, pour savoir ce qui peut permettre aujourd'hui de réaliser le rassemblement le plus large. 4) Je ne dis pas du tout que tel est l'état d'esprit des camarades qui ont avancé mon nom, mais en ce qui me

concerne, une chose est sûre: je ne permettrai en aucun cas que mon nom soit utilisé contre Marie-George ou contre la volonté des communistes. »¹

Lors de la réunion du 7 décembre 2006, d'autres évoqueront les candidatures de Claude Debons et de Jean-Luc Mélenchon. Mais ces deux candidatures, pas plus que les autres, ne sont à même à faire consensus, comme l'affirme Michel Laurent dans son rapport au CN du PCF : « *ne font pas plus consensus et n'ont de surcroît jamais été discutées.* »² Dès lors, la cristallisation des positions est véritablement définitive, ce qui renforce encore la conflictualité des collectifs³. La troisième réunion nationale des collectifs antilibéraux est un échec, les participants ne parvenant pas à s'accorder sur une candidature. Le lendemain, Marie-George Buffet accuse les organisations membres du collectif national de ne pas vouloir construire de consensus⁴, tandis que le CN des 15 et 16 décembre 2006 décide de l'organisation d'un nouveau vote des militants communistes, le 20 décembre 2006, pour maintenir ou retirer la candidature de Marie-George Buffet. Le 18 décembre, un nouveau texte collectif appelle les militants communistes à ne pas maintenir cette candidature de leur secrétaire nationale⁵. Cependant, les militants communistes confirment le maintien de la candidature de Marie-George Buffet⁶ qui annonce officiellement sa candidature le 5 janvier 2007⁷ après un dernier CN (le 4 janvier 2007) qui confirme également cette candidature. A cette occasion, Francis Parny tire un premier bilan des collectifs antilibéraux (qui se fonde sur la même structure discursive que l'explication de la défaite de Marie-George Buffet, quelques mois plus tard) en pointant ce qui constitue, pour la direction nationale du PCF, un changement dans les règles du jeu imputable à ses associés participant au collectif national et en faisant de la décision de présenter Marie-George Buffet un choix nécessaire et disposant d'une double légitimité militante :

« Force est de constater que cette ligne stratégique a, de fait, été remise en débat à l'occasion des candidatures, à partir d'autres interrogations sur le rôle des partis politiques, ce que certains appelaient

¹ *Communistes*, n°247, 20 décembre 2006, CN des 15 et 16 décembre 2006, Francis Wurtz.

² *Communistes*, n°247, 20 décembre 2006, CN des 15 et 16 décembre 2006, rapport de Michel Laurent.

³ Les récits militants ou médiatiques attestent de la forte conflictualité de la réunion du 10 décembre 2006. Cf. *Libération*, 11 décembre 2006, « Candidature unique : la gauche de la gauche pas très adroite » ; *La Croix*, 11 décembre 2006, « Le cas Marie-George Buffet met les collectifs antilibéraux en ébullition ».

⁴ *L'Humanité*, 11 décembre 2006, « Que la parole revienne aux militants des collectifs ».

⁵ *AFP*, 18 décembre 2006, « Candidature Buffet : Autain et Salesse appellent le PCF à éviter « l'irréparable » ». Cet appel est signé notamment par Clémentine Autain, Yves Salesse, mais aussi Claude Debons, Christian Picquet et Eric Coquerel. Ce texte renouvelle la proposition d'une candidature de Clémentine Autain ou Yves Salesse, entourée de plusieurs porte-paroles, et évoque plusieurs candidatures pouvant être discutées (Claude Debons, Jean-Luc Mélenchon, ou un « *militant communiste « identifié avant tout pour sa place dans le mouvement social* »), en mentionnant spécialement la candidature de Francis Wurtz : « *Une hypothèse qui, « si elle se confirmait », serait selon eux « une nouvelle proposition importante à discuter* ». ».

⁶ Contrairement aux précédentes consultations, les résultats détaillés par département ne seront pas publiés dans *Communistes*. Dominique Andolfatto donne les résultats nationaux disponibles : la candidature de Marie-George Buffet est validée par 81,09% des suffrages exprimés, contre 18,91% pour le retrait de cette candidature. Cf. Andolfatto Dominique, « Chronique du PCF du 1^{er} janvier 2005 aux élections européennes de 2009 », *op. cit.*, p. 188. Très rapidement, le PCF annonce exclure toute participation à une nouvelle réunion du collectif national. Cf. *Communistes*, n°249, 17 janvier 2007, « Une candidature au service du rassemblement ».

⁷ *L'Humanité*, 5 janvier 2007, « Une ambition renouvelée de rassemblement ».

les logiques d'appareil, et sur le rôle particulier du Parti communiste français dans ce rassemblement. Comment expliquer sinon que nos partenaires soient passés d'une position où ils reconnaissent la légitimité des communistes à mettre en débat la candidature de Marie-George Buffet, à une situation pétitionnaire pour le retrait de cette candidature ? / Le processus s'enlisait, aucune candidature ne faisait consensus. Il fallait sortir de cette impasse. La décision de Marie-George d'entrer en campagne le 22 décembre, en s'appuyant sur le vote des communistes et le choix le plus partagé des collectifs unitaires permettait d'aller de l'avant. »¹

D. S'imposer par le nombre. Une stratégie de contournement des résistances

La direction nationale du PCF encourage très rapidement la constitution de nombreux comités locaux et suit avec intérêt leur développement. Ainsi, lors du CN de juillet 2006, le rapporteur annonce la constitution de 350 à 400 collectifs locaux², tandis qu'en septembre, Patrice Cohen-Seat annonce près de 500 collectifs locaux³. Lors de la conférence nationale, le rapporteur annonce l'existence de 650 collectifs⁴, chiffre qui sera ramené à 620 en novembre 2006 (auxquels s'ajoutent 94 « en cours de validation »⁵). Ce suivi du développement des collectifs locaux s'accompagne d'une stratégie visant à encourager la constitution de ces collectifs. Ainsi, Françoise Decan se félicite que :

« l'engagement des communistes s'y est renforcé depuis la conférence nationale. [...] / Un grand nombre de communistes créent, animent des collectifs, ce qui n'a rien d'extraordinaire puisque c'est la raison d'être des communistes depuis leur dernier congrès »⁶

En décembre 2006, alors que les tensions sont les plus importantes entre le PCF et les autres organisations du collectif national, et que le PCF affirme la prééminence du choix exprimé dans les collectifs locaux, Joëlle Greder revendique la création de 862 collectifs⁷. Cette stratégie d'investissement par les militants communistes des collectifs locaux est réaffirmée constamment par la direction nationale du PCF. Ainsi, Marie-George Buffet affirme que « nous sommes dans la construction de ce rassemblement, dans les collectifs locaux, que nous nous efforçons d'élargir [...]. Plus on sera nombreux, plus on mènera une belle campagne »⁸, tandis que Patrice Cohen-Seat reconnaît que « les communistes sont de très loin les plus nombreux » dans les collectifs locaux⁹. Alors que les tensions au sein du collectif national se renforcent, la direction nationale du PCF décide d'une réunion de ses secrétaires fédéraux pour mobiliser un maximum de militants communistes afin

¹ *Communistes*, n°248, 10 janvier 2007, CN du 4 janvier 2007, rapport de Francis Parny.

² *Communistes*, n°230, 13 juillet 2006, CN du 11 juillet 2006, rapport de Jean-Marc Coppola.

³ *Communistes*, n°237, 4 octobre 2006, CN des 28 et 29 septembre 2006, rapport de Patrice Cohen-Seat.

⁴ *Communistes*, n°240, 25 octobre 2006, rapport de Jean-Marc Coppola.

⁵ *Communistes*, n°243, 22 novembre 2006, CN du 15 novembre 2006, rapport de Françoise Decan.

⁶ *Ibid.*

⁷ *Communistes*, n°246, 13 décembre 2006.

⁸ *L'Humanité*, 29 novembre 2006, « « Pas de crise » dans les collectifs ».

⁹ *L'Humanité*, 4 décembre 2006, « Candidatures : l'issue par le haut ».

de s'investir dans les collectifs en vue de la préparation de la troisième réunion nationale des collectifs antilibéraux¹. La direction du PCF motive cette stratégie par le renforcement des collectifs :

« C'est pourquoi les communistes font tous leurs efforts, depuis des mois, pour que le plus grand nombre possible de femmes et d'hommes rejoignent ou créent des collectifs, y mènent le débat, participent aux décisions. Elles, ils le font autour deux, dans les milieux populaires et auprès des salariés des entreprises parmi lesquels elles et ils sont ancrés, et naturellement en mettant en mouvement dans ce sens le plus grand nombre possible d'adhérent(e)s du Parti communiste. Et cela serait, comme l'a prétendu J. Bové de façon très regrettable, une volonté de peser abusivement sur le débat ? Mais c'est évidemment l'inverse »²

Cependant, dans la configuration particulièrement instable et conflictuelle des collectifs en novembre-décembre 2006, cet investissement « à la base » est perçu très différemment. Ainsi, José Bové soupçonne, dès début novembre 2006, le PCF de créer et d'investir en nombre les collectifs locaux pour faire désigner Marie-George Buffet³ :

« L'unité ne doit pas servir de tremplin à tel ou telle. Il faut être clair sur la façon de fonctionner, de créer des collectifs. Il ne suffit pas de dire il y a 700-800 collectifs pour se faire plaisir, il faut qu'ils soient l'émanation de toutes les forces présentes. »⁴

Quelques jours plus tard, José Bové se fait plus direct : « *Dans de nombreux départements, des collectifs se sont créés à l'initiative du PCF. C'est une pratique dangereuse et inacceptable* »⁵, tandis que Pascal Virot, dans *Libération*, questionne :

« Les communistes, présents en nombre dans les collectifs, plaident toujours pour cette candidature de Buffet qu'ils ont décidé de « présenter » à ces mêmes collectifs, à 96%. Pour sortir de la nasse, la secrétaire nationale entend agir sur le levier des militants communistes. Elle les a appelés hier, à « travailler au développement des collectifs, à leur élargissement ». Mais cette tactique d'entrisme ou de noyautage qui a fait florès de la part du PCF il y a quelques décennies, est-elle encore de mise aujourd'hui ? »⁶

La critique de cette stratégie du PCF émane de militants occupant des positions différentes, et engagés dans des configurations localisées distinctes. Ainsi Claude Debons constate et rend compte de l'investissement croissant des militants communistes :

« *Evidemment, nous n'avons jamais abouti à ce consensus et le PC a fait... bon, ce qu'il sait faire en général, [rire] dans ce genre de situation [rire], c'est que dans les réunions des collectifs qui devaient désigner le candidat [rire] il a rameuté le ban et l'arrière-ban des militants, y compris les grabataires... pour écraser sous le nombre, les assemblées. Des copains ont vu arriver des militants qu'ils n'avaient jamais vus ! Jamais vus dans les collectifs unitaires depuis deux ans, et ils sont venus uniquement pour voter Marie-George Buffet et désigner des délégués à une conférence nationale à Saint-Ouen.* » (Entretien le 20 décembre 2011. Coordinateur des collectifs antilibéraux)

¹ *Le Monde*, 2 décembre 2006, « Le PCF veut pousser la candidature de Mme Buffet en 2007 avant la réunion des collectifs antilibéraux ».

² *L'Humanité*, 29 novembre 2006, « La déclaration du Parti communiste français ». Le PCF réfute régulièrement toute ambition de « noyautage ». Cf. *Communistes*, n°242, 15 novembre 2006, « Multiplication des collectifs unitaires antilibéraux : une démarche qui dérange ? ».

³ *Libération*, 7 novembre 2006, « Les antilibéraux « motivés » et « divisés » ».

⁴ José Bové, cité par *Libération*, 7 novembre 2006, *art. cit.*

⁵ *Libération*, 11 novembre 2006, « Je pense qu'imposer Buffet mènerait à une impasse ».

⁶ *Libération*, 21 novembre 2006, « La gauche antilibérale cherche son leader anti-Royal ».

Ces accusations d'imposer par le nombre la candidature de Marie-George Buffet se retrouvent également dans la critique de la consultation interne du 20 décembre 2006 :

« Dans l'Hérault, une des grosses fédérations, c'est l'hémorragie. Autour de moi, on est déjà quatre à démissionner, dont un membre de la direction fédérale. [...] [Je suis] dégoûtée par le noyautage et le grenouillage. [...] Fin décembre, lors de la consultation interne sur le maintien ou le retrait de Buffet, on a vu le secrétaire fédéral arriver avec quinze mandats pour voter ! Ils ont fait le tour des maisons de retraites en expliquant aux vieux communistes que Marie-George était la candidate naturelle des antilibéraux »¹

Cette critique se retrouve également dans les récits effectués par des militants investis dans le collectif antilibéral de Nancy :

« très vite, tout part un peu en vrille et nous, on fait très vite l'analyse qu'il y a une double responsabilité dans cet échec qui est... celle de la LCR qui, à tout prix, a voulu présenter Besancenot et celle du PCF qui a fait... qui a fait en gros la même chose mais à son échelle qui est celle de mettre la main sur les collectifs antilibéraux et de faire passer la candidature de Marie-George Buffet comme la candidature de rassemblement. » (Bora Yilmaz, entretien le 6 juillet 2011. Militant de la LCR à Nancy, membre de la tendance UNIR de Christian Picquet, favorable à la candidature de Clémentine Autain)

« c'est vrai que le Parti communiste, quand il s'agissait de voter [Rire], on voyait apparaître des gens qu'on avait jamais vu avant, qui étaient venus pour lever la main [...]. Et comme je le disais tout à l'heure, ceux qui ont voté ce jour-là, parmi les présents, étaient majoritairement pour la candidature de Marie-George Buffet. » (Philippe Leclercq, entretien le 7 juillet 2011. Militant de la Gauche alternative 54 (GA 54), conseiller régional de Lorraine, exclu des Verts pour avoir participé à la campagne du non en 2005, favorable à la candidature de Clémentine Autain)

« il y avait déjà eu ce fameux de 80%, lorsqu'il [le PCF] avait ramené l'ensemble de leurs militants, et donc qu'ils étaient majoritaires dans les collectifs. » (Mathieu Piotrkowski, entretien 9 décembre 2011. Militant de la LCR à Nancy, membre de la tendance UNIR)

La domination numérique des militants communistes dans les collectifs antilibéraux, d'autant plus qu'ils sont, hormis les fondateurs, fortement mobilisés pour la candidature de Marie-George Buffet, va ainsi être ressentie comme une imposition de cette candidature, comme un coup de force. La convergence de la stratégie d'encouragement de la direction nationale en faveur de la mobilisation des militants communistes dans les collectifs locaux, et des représentations construites par les non-communistes qui ressentent de plus en plus fortement la présence des militants communistes à l'approche du vote interne aux collectifs explique, autant que les intérêts en jeu, l'accroissement des tensions au sein des collectifs.

Cette stratégie communiste renvoie aux règles adoptées au sein des collectifs pour décider de la candidature. En effet, si le collectif national repose sur l'égalité des organisations participantes (ce qui conduit le PCF à ne pas avoir plus de voix que le MARS, par exemple, malgré la différence numérique entre ces deux partis), les collectifs locaux, dans le processus décisionnel, ne connaissent pas les organisations, mais les individus investis. Dès lors, si le mode de décision avantage clairement les petites organisations dans le collectif national, du fait d'une homologie de position (position

¹ Militante communiste démissionnaire, citée par *Libération*, 4 janvier 2007, « Le PCF perd de ses ouailles unitaires ».

doublement dominée, dans le champ politique et dans l'espace plus restreint de la gauche radicale, faible ressource, tant politique que militante, plus grande ouverture aux pratiques mouvementistes, etc.), en revanche, la domination militante du PCF trouve à s'exprimer dans les collectifs locaux où les organisations représentées au collectif national sont, la plupart du temps, dans l'incapacité d'y être actives. Ainsi, le dispositif mis en place au sein des collectifs explique partiellement l'incapacité à produire une décision commune dans la mesure où les deux positions qui s'affrontent dans les collectifs trouvent à être majoritaires, du fait de la règle du « double consensus », chacun dans l'une des institutions des collectifs. Si le PCF est en mesure de s'imposer dans les collectifs locaux, les autres organisations sont majoritaires dans le collectif national, ce qui amène les premiers à délégitimer le collectif national en réclamant un consensus autour de la décision des collectifs locaux (où les militants communistes sont très largement majoritaires), et les seconds à rappeler la règle du double consensus et la nécessaire convergence entre collectif national et collectifs locaux.

E. Feu sur le double consensus ! Le jeu sur les règles du jeu

La règle dite du « double consensus », adoptée lors de la première réunion nationale des collectifs antilibéraux¹, conditionnait le processus décisionnel devant aboutir à une candidature commune, à une double procédure de débat et de validation. En effet, la candidature devait être adoptée par les collectifs locaux, et par le collectif national. Lorsque cette règle est adoptée, il s'agit de donner des garanties à l'ensemble des acteurs engagés dans les collectifs antilibéraux. En effet, avec un tel dispositif, les organisations représentées au collectif national (y compris le PCF) se garantissent contre un choix issu des collectifs locaux, malgré leur désaccord éventuel. Par ailleurs, cette règle devait permettre de prendre en compte la spécificité organisationnelle des collectifs antilibéraux, constitués à la fois d'organisations plus ou moins importantes, et d'individus investis dans les collectifs locaux sans être membre d'aucun parti. Enfin, cela devait permettre de « *prémunir* [les collectifs] *contre l'hégémonie du Parti communiste* » (Claude Debons, entretien le 20 décembre 2011), c'est-à-dire donner des garanties vis-à-vis d'un parti largement dominant.

L'équilibre des tensions entre les différentes composantes du rassemblement antilibéral conduit à la solidification d'une configuration conflictuelle marquée par un antagonisme quasi-total des participants, avec d'un côté la direction du PCF qui défendait la candidature de Marie-George Buffet sur le fondement de l'importance militante et politique du PCF, et de l'autre les autres organisations qui réfutaient ce cadre interprétatif pour en préférer un autre, plus conforme à leurs positions. Ces deux ensembles dominant chacun l'une des deux instances dont la décision doit être convergente pour valider toute candidature. Ne disposant pas des ressources militantes nécessaires à un fort

¹ AFP, 8 septembre 2006, « Les partisans d'un candidat unique antilibéral se retrouvent dimanche ».

investissement dans les nombreux collectifs locaux (dont la création et le contrôle deviennent dès lors un enjeu spécifique aux collectifs antilibéraux, contrairement à la campagne référendaire où la création de collectifs du non ne constituait pas, en soi, un enjeu), les acteurs du collectif national (à l'exception du PCF) sont amenés à défendre une lecture restrictive de la règle du double consensus, permettant ainsi au collectif national de ne pas être réduit à un rôle d'enregistrement d'une candidature adoptée dans les collectifs locaux :

« Nous recherchons – et c'est compliqué – un double consensus. D'une part dans les collectifs, d'autre part entre les différentes sensibilités. Car nous ne sommes pas un parti, ce n'est pas parce qu'il y aurait une majorité sur un nom dans les collectifs que celui-ci serait acceptable par les forces qui composent notre rassemblement. »¹ (Yves Salesse)

A l'inverse, la direction du PCF, du fait de sa position dominée dans le collectif national, et dominante dans les collectifs locaux, défend progressivement une autre conception du « double consensus » tendant à imposer le choix majoritaire des collectifs locaux². Avant même le vote dans les collectifs locaux, Marie-George Buffet affirme, en réaction à un appel émanant de nombreux membres du collectif national demandant le retrait de sa candidature, qu'il « *faut laisser parler les collectifs locaux* »³, tandis qu'Olivier Dartigolles estime que « *le choix commun doit s'exprimer par une majorité dans les collectifs* »⁴ et fait usage de la thématique démocratique pour délégitimer la position du collectif national : « *Le parti ne lâchera pas sur cette question de démocratie* »⁵. Cette conception du rôle du collectif national comme une instance de validation, si elle est conforme aux ressources mobilisées par le PCF dans les collectifs antilibéraux, réduit le rôle et les ressources des autres acteurs des collectifs pour qui la capacité du collectif national à décider de la candidature, à égalité avec les collectifs locaux, constitue la principale sinon la seule ressource mobilisable.

Ce discours se durcit après le vote des militants communistes et des collectifs antilibéraux. La direction communiste affirme la nécessité de faire le « double consensus » autour de la candidature de Marie-George Buffet, celle-ci ayant été validée par les collectifs locaux. Malgré l'échec à faire reconnaître cette position lors de la réunion des collectifs antilibéraux des 9 et 10 décembre 2006, le CEN du PCF réaffirme sa position en pointant la responsabilité du collectif national dans cet échec :

« Le Parti communiste a donc demandé que soit constaté le fait que cette candidature est le choix le plus largement partagé et que l'accord politique, le « double consensus », se construise à partir de cette donnée. Mais les autres organisations et sensibilités politiques participant au rassemblement ont refusé

¹ *L'Humanité*, 24 novembre 2006, « Si l'unité se brisait, ce serait catastrophique ».

² Lorsque l'appel à un rassemblement antilibéral est signé, peu nombreux sont les militants communistes qui entendent cette intervention d'Elisabeth Gauthier : « *Pour les choix à effectuer, en matière de contenus et candidatures, il y a une double source de souveraineté: les collectifs et organisations engagées* ». Cf. *Communistes*, n°230, 13 juillet 2006, CN du 11 juillet 2006.

³ *L'Humanité*, 29 novembre 2006, « « Pas de crise » dans les collectifs ».

⁴ *Le Monde*, 17 novembre 2006, « 2007 : le PCF ne veut pas céder au veto de ses partenaires antilibéraux ». Selon la journaliste, « *les proches de la secrétaire nationale ont réagi en mettant en cause la représentativité du collectif national, qui ne serait qu'une addition de petites forces pesant peu dans les collectifs* ».

⁵ *Ibid.*

que l'accord politique se réalise à partir de l'opinion des collectifs locaux et ont maintenu leur refus de la candidature de Marie-George Buffet »¹

Lors du CN des 15 et 16 décembre 2006, le ton adopté par Michel Laurent est au durcissement. Revenant sur la réunion de Saint-Ouen, il critique le « *blocage* » dû aux « *organisations parties prenantes de ce rassemblement* ». Celles-ci sont accusées de méconnaître l'expression majoritaire au sein des collectifs locaux et mobilise à nouveau la thématique démocratique pour délégitimer le collectif national. Celui-ci est donc seul responsable de la conflictualisation des collectifs antilibéraux, par son refus de la démocratie qui s'exprime par la non-prise en compte supposée des collectifs locaux, et par leur volonté de changer les règles du jeu en faisant du double consensus un préalable contre la candidature de Marie-George Buffet. Dès lors, il réfute tout autant une candidature au seul nom du PCF, qu'un retrait de Marie-George Buffet :

« Cette option exige, de notre part, de prendre tous les actes de direction que nous avons annoncés, afin de réaffirmer notre résolution à présenter la candidature de Marie-George Buffet comme candidate du rassemblement. »²

Lors des débats intra-partisans, et malgré les tentatives des segments refondateurs pour faire prévaloir une conception du double consensus identique à celle promue par les acteurs dominés du collectif national³, c'est le rejet du collectif national et l'incompréhension qui dominent :

« Le blocage du collectif national, son refus de prendre acte du choix des collectifs locaux en faveur de Marie-George Buffet a provoqué de la déception. »⁴

Le compte-rendu de la réunion de Saint-Ouen effectué par Michel Laurent lors du CN des 15 et 16 décembre 2006 oscille entre constat d'un échec et recherche des responsables :

« la réunion du 9 et 10 décembre à St-Ouen n'a pas permis de trouver un accord sur la candidature à l'élection présidentielle. Nous regrettons d'autant plus ce blocage que 61 % des collectifs locaux ont émis l'opinion que Marie-George Buffet pourrait être la meilleure porte-parole de notre rassemblement et que la plupart des autres ont dit leur engagement de rester ensemble avec le ou la candidate qui serait finalement choisi. Ce week-end, les organisations politiques parties prenantes de ce rassemblement n'ont pas accepté de construire le double consensus à partir de cette donnée nouvelle, à partir de cette expression démocratique des collectifs locaux. Elles ont justifié ce refus sur la base d'un seul argument, en forme de préalable : Marie-George Buffet, quelles que soient ses qualités reconnues unanimement, ne peut pas être la candidate de notre rassemblement, simplement parce qu'elle est la secrétaire nationale du PCF. [...]

La signature de l'appel pour la constitution du rassemblement en mai dernier venait après notre Congrès qui disait explicitement que nous pensions qu'une candidature issue des rangs du PCF serait à nos yeux un atout. Au moment de notre signature de cet appel, personne n'a émis de veto à une éventuelle candidature de Marie-George Buffet dont tout le monde savait qu'elle était déjà dans les têtes des communistes.

Et le fameux double consensus, cette recherche pour nous du plus large accord, n'était pas alors un interdit mais au contraire assorti du refus de tout préalable. Le préalable fait par nos partenaires contre la candidature de Marie-George Buffet est donc pour nous, dans ces conditions, inacceptable. »¹

¹ *Communistes*, n°246, 13 décembre 2006, « Déclaration du Comité exécutif national du PCF ».

² *Communistes*, n°247, 20 décembre 2006, rapport de Michel Laurent.

³ Ainsi, Anne Jollet : « *Le double consensus mis en cause en décembre avait été accepté par le Parti. Il préservait la souveraineté des organisations tout en cherchant à la coordonner avec l'avis des collectifs locaux* ». Cf. *Communistes*, n°248, 10 janvier 2007, CN du 4 janvier 2007

⁴ *Ibid.*

Ce jeu sur l'interprétation du double consensus, tout comme l'investissement du PCF dans les collectifs locaux (et en parallèle, des autres organisations dans le collectif national) atteste de l'absence de véritable règles du jeu communes et d'une faible institutionnalisation des collectifs antilibéraux qui ont certes constitué des espaces d'interactions inédits à la gauche du PS, mais ont également échoué à constituer des processus décisionnels propres à dépasser les divergences d'intérêts entre associés-rivaux qui ne partagent pas les mêmes cultures militantes, ni tout à fait les mêmes positions et rôles dans le champ politique. Dans le même temps, la campagne référendaire et la constitution des collectifs antilibéraux ont constitué un espace spécifique, doté de règles du jeu, certes insuffisantes à dépasser les intérêts positionnels de chacun (surdéterminés par leur position dans le champ politique, et non dans l'espace des collectifs), et d'enjeux spécifiques : capacité à investir la thématique unitaire, constituée en véritable ressource symbolique de mobilisation électorale au travers de la croyance partagée en la possibilité de faire de ce vote référendaire un vote antilibéral lors des élections de 2007, capacité à parler au nom du collectif et à y imposer son leadership, capacité enfin à y faire reconnaître par les autres participants un ensemble de représentations communes relatives à la stratégie du rassemblement. Ainsi, les tensions relatives à la candidature dépassent très largement celle-ci en concernant les structures et les objectifs que devaient se donner les collectifs unitaires. La conception défendue par le PCF aurait alors conduit à un rassemblement où ses spécificités (en particulier sa position dominante dans cet espace) auraient été reconnues comme légitimes à fonder les positions de direction au sein des collectifs antilibéraux, tandis que la seconde conception conduisait à valoriser davantage les ressources détenues par des individus et organisations situés à l'intersection des champs politiques, syndicaux et mouvementistes, en lieu et place des ressources capitalisées autour d'un collectif partisan.

*

* *

L'incapacité à faire valoir au sein des collectifs antilibéraux les intérêts du PCF montre l'incapacité des participants à construire des représentations et des règles du jeu communes. Le décalage entre représentations construites dans et pour l'univers communiste et représentations des autres acteurs nourrit l'incompréhension mutuelle. Après l'échec des collectifs à se doter d'une candidature commune, le rejet de l'expérience des collectifs antilibéraux s'exprime régulièrement dans les rangs communistes. Ainsi, Patrice Falguier qualifie les collectifs « *d'usine à gaz* »², tandis que la discussion

¹ *Communistes*, n°247, 20 décembre 2006, rapport de Michel Laurent.

² *Communistes*, n°259, 28 mars 2007, « Des candidatures de rassemblement porteuses d'une volonté de transformation à gauche ».

du mandat pour le 34^e congrès est l'occasion d'exprimer ce rejet d'une expérience qui a échoué, dans les représentations communistes, du fait du rejet par les autres acteurs des principes démocratiques et du PCF :

« La question du rassemblement fera aussi l'objet de plusieurs interventions. On ne veut pas refaire ce qui a échoué. Aussi préfère-t-on le terme de « construction » à celui de « relance du rassemblement », une formule qui pour certains renvoie à des expériences malheureuses. Un délégué propose encore, mais sans succès, de circonscrire aux seuls citoyens les contours du rassemblement afin d'en garantir le caractère populaire »¹

De même, Michel Lannez exprime les mêmes préventions vis-à-vis de tout ce qui peut rappeler les collectifs antilibéraux : « *Certains communistes, je l'avoue, ont un peu de mal à participer aux collectifs et autres comités. Mauvais souvenirs ? Impression d'effacement communiste ?* »². La grille de lecture mobilisée est systématiquement identique : les collectifs antilibéraux auraient échoué et conduit à l'échec de la candidature de Marie-George Buffet en la privant de la dynamique du 29 mai :

« L'expérience du rassemblement antilibéral, après la victoire du « non » a été marquée à chacune de ses étapes par un rétrécissement de sa représentativité dans le peuple de gauche. Nous n'avons pas su proposer un objectif, un cadre et une méthode qui auraient permis de prolonger la dynamique de 2005, de garantir la maîtrise par les citoyens du développement de ce rassemblement et d'éviter la confusion qui a marqué l'échec de cette tentative »³.

Malgré l'échec des collectifs antilibéraux et la mémoire du jeu (nécessairement ambivalente puisque le rejet des collectifs antilibéraux s'accompagne d'un maintien des représentations de la campagne référendaire comme une véritable épopée militante) qui en résulte, l'investissement du PCF dans cet espace en train de se faire, fragile et éphémère, aura néanmoins plusieurs conséquences. Tout d'abord, l'échec des collectifs antilibéraux ne fait pas disparaître la croyance en la capacité de mobilisation que constituerait la thématique unitaire, ce qui conduit au maintien d'une stratégie de participation à des rassemblements et non au repli sur l'affirmation identitaire et/ou le rapprochement avec le PS. La direction du PCF, face aux résistances diverses que la candidature de Marie-George Buffet provoque, choisit d'adapter son discours, jusqu'à une certaine limite (maintien de la candidature de la secrétaire nationale du PCF et abandon des collectifs en décembre face à la nécessité d'entrer en campagne), plutôt que de renoncer au cadre unitaire que constituent les collectifs antilibéraux. Ensuite, la campagne référendaire et les collectifs antilibéraux constituent un apprentissage, certes difficile et producteur d'incompréhension et de méfiance réciproque, qui conduit la direction du PCF à chercher à se prémunir contre toute configuration unitaire qui ne permettrait pas la reconnaissance de la spécificité du PCF et de la structure de ses ressources (ce qui explique, par exemple, l'importance accordée à la reconduction des sortants comme préalable à

¹ *Communistes*, n°289, 12 décembre 2007, « Discussion sur le mandat ».

² *Communistes*, n°329, 25 novembre 2008, « Rassemblement et intervention citoyenne ».

³ *Communistes*, n°319, 10 septembre 2008, Projet de base commune de discussion adopté au CN des 5 et 6 septembre 2008, « Vouloir un monde nouveau, le construire au quotidien ».

toute alliance pour les élections européennes ou le caractère réversible de l'alliance¹). Ensuite, l'inscription du PCF dans une recherche d'alliance à la gauche du PS caractérise une séquence de recherche d'autonomie vis-à-vis du parti dominant à gauche commencée avec l'abandon tacite de la mutation après l'élection présidentielle de 2002. Cette recherche d'autonomie ne conduit cependant pas à l'abandon des alliances avec le PS, mais à leur limitation à des configurations localisées visant au maintien des ressources partisans. Enfin, en se maintenant dans les collectifs antilibéraux, le PCF s'inscrit dans une expérience de reconfiguration de l'espace de la gauche radicale².

Plus encore, l'économie des échanges entre acteurs de gauche radicale lors de l'épisode des collectifs antilibéraux révèle les lignes de force au sein de cet espace politique. La cristallisation rapide des débats autour de la question du rapport au PS atteste des contraintes pesant sur les acteurs dominés dans le cas d'un système à tendance bipolaire, mais rend également compte de la fragilité relative du principal parti de la gauche radicale. En effet, alors que le PCF dispose de ressources sans commune mesure avec celles de ses associés-rivaux, sa direction se retrouve dans l'incapacité de faire reconnaître la légitimité d'un cadre interprétatif et d'une candidature que les cadres et militants perçoivent, dans leur majorité, comme évidente. Les résistances qui s'expriment et font échec aux revendications communistes attestent de la méfiance que suscite le PCF auprès des autres acteurs de la gauche radicale. Le maintien d'une candidature communiste, en se fondant sur un passage en force, renforce encore ce phénomène qui tend à la disqualification du PCF, souvent soupçonné de chercher à assurer son hégémonie sur la gauche radicale. Les disqualifications du PCF se fondent sur une forme de « mémoire du jeu » relative aux alliances passées et à la structure des ressources du PCF, fortement liées à la capacité à s'allier avec le PS alors même que l'autonomisation de l'espace de la gauche radicale renforce le rejet du PS et aboutit à durcir les conditions d'une alliance possible avec le PS, quand il ne s'agit pas d'en refuser, pour certains acteurs, le principe en toute circonstance. L'espace de la gauche radicale apparaît ainsi comme concurrentiel et conflictuel, structuré autour de relations asymétriques et multipolaires en ce sens qu'aucun acteur ou coalition d'acteurs n'est en capacité de produire un travail d'homogénéisation de la gauche radicale autour de principes de vision et de division du jeu politique communs.

¹ Tout au moins, ce qui apparaît comme réversible car l'inscription d'un parti dans une coalition ne peut être totalement annulée par la non-reconduction de l'alliance.

² La base commune pour le 34^e congrès fait de cette divergence dans les objectifs (pour le PCF, il s'agit d'un rassemblement à visée électorale, pour d'autres, il s'agit de reconfigurer la gauche radicale) l'une des explications de l'échec des collectifs antilibéraux : « *Confusion nourrie par des divergences entre plusieurs des composantes de ce rassemblement sur les finalités mêmes de cette construction.* ». Cf. *Communistes*, n°319, 10 septembre 2008, Projet de base commune de discussion, *art. cit.*

Chapitre 4.

Entre affirmation d'une tendance contestataire et jeu sur les frontières partisans

Depuis le congrès d'Épinay, le PS n'a guère connu de dissidences, hormis celles de Socialisme et République en 1993¹ et celle intervenue en 2008. Il n'en va pas de même de la SFIO puisque le PS issu d'Épinay est lui-même le résultat d'un processus de désagrégation-réunification du socialisme français². Le PS a en revanche été particulièrement attractif pour des militants et groupes d'extrême gauche comme l'ont montré les travaux de Philippe Juhem sur le groupe d'anciens militants de la LCR animé par Julien Dray³, et ceux de Karel Yon sur le groupe animé par Jean-Christophe Cambadélis⁴, issu de l'OCI. Cependant, Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki relèvent que ces réinvestissements de militants issus de l'extrême gauche et du syndicalisme étudiant ne semblent plus guère possibles au regard de la « *détestation croisée* »⁵ et de la solidification des frontières organisationnelles entre le PS et l'espace de la gauche radicale.

La création du PG en 2008 résulte de l'une de ces dissidences, entendues comme un processus de désengagement collectif mené afin de rejoindre ou créer un parti politique et comme un travail d'homogénéisation des raisons de sortir des participants à la dissidence⁶. Pour la grande majorité, ces militants socialistes ont été investis dans les tendances de la gauche du PS. Leur opposition aux orientations politiques de la majorité du PS n'est pas récente. Comment expliquer que des militants longtemps investis dans la compétition pour le pouvoir dans l'espace partisan, se définissant régulièrement par leur fidélité à un socialisme originel en opposition avec le « tournant social-démocrate » et/ou « social-libéral » de leur parti, aient fait le choix de rompre avec une organisation

¹ Verrier Benoît, *Loyauté militante et fragmentation des partis*, *op. cit.* ; Verrier Benoît, « Chronique d'une rupture », *art. cit.*, p. 87-113.

² Moreau Jacques, « Le congrès d'Épinay-sur-Seine du Parti socialiste », *in Vingtième Siècle*, 65, 2000, p. 81-96 ; Kesler Jean-François, *De la gauche dissidente au nouveau parti socialiste. Les minorités qui ont renoué le PS*, Editions Privat, Toulouse, 1990. Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki rappellent la configuration dans laquelle se déroule cette refondation du socialisme : « *Eclipsé politiquement durant les trente glorieuses (1945-1975) par le parti communiste puis, dans les années 1960 par une floraison de partis, clubs et mouvements qui se sont développés sur ses marges ou en le prenant pour cible* ». Cf. Lefebvre Rémi et Sawicki Frédéric, *La société des socialistes*, *op. cit.*, p. 31-32.

³ Juhem Philippe, « Entreprendre en politique. De l'extrême gauche au PS : la professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme », *In Revue française de science politique*, 51 (1-2), 2001, p. 131-153.

⁴ Yon Karel, *Des révolutionnaires professionnels aux professionnels de la politique. Etude du courant Convergence(s) Socialiste(s)*, mémoire de science politique, Université Paris I, 2001 ; Yon Karel, « Que faire de la théorie au Parti socialiste. La carrière écourtée du marxisme de Convergences socialistes », *in Sociétés contemporaines*, 81 (1), 2011, p. 81-105.

⁵ Lefebvre Rémi et Sawicki Frédéric, *La société des socialistes*. *op. cit.*, p. 136-139.

⁶ La participation à une dissidence suppose un double niveau de conceptualisation du désengagement : celui des raisons individuelles de faire défection, imbriqué à un niveau fondant l'amarce d'une identité collective de dissidents et résultant d'un travail de production et de mise en sens politique et symbolique de la défection.

qui n'est pas seulement une entreprise de mobilisation électorale dans la conquête du pouvoir, mais également un vecteur identitaire ?

Si les dissidents socialistes sont issus de plusieurs tendances de la gauche du PS, un groupe (autour de Jean-Luc Mélenchon) en a été à l'initiative. Le PG n'est d'ailleurs juridiquement que la transformation d'une organisation préexistante (PRS) dans laquelle a été conceptualisé et mis en place l'*exit*. En focalisant notre analyse sur la trajectoire de ce groupe, nous ne pouvons rendre compte des raisons qui poussent d'autres militants, individuellement ou collectivement, à participer et à investir la dissidence. Néanmoins, cette approche permet de resituer la dissidence dans le temps long de l'engagement. Dans ce chapitre, nous posons l'hypothèse selon laquelle la dissidence résulte d'une transformation progressive et incertaine des modalités d'action d'une sous-entreprise partisane initialement organisée de manière quasi-exclusive, dans et pour participer à la compétition intra-partisane. A ce titre, la campagne référendaire de 2005 constitue une rupture pour le groupe Mélenchon en ce qu'elle permet l'inclusion de ce groupe dans une campagne politique multi-organisationnelle et en concurrence avec le PS. Il en résulte une autonomisation du groupe quant à la compétition intra-partisane et un déport progressif de son « centre de gravité » des enjeux socialistes à l'animation d'une organisation indépendante.

Les modalités de l'investissement du groupe Mélenchon dans les luttes intra-partisanes ont fortement varié, mais sont néanmoins marquées par une continuité dans l'usage des tendances pour investir la compétition intra-partisane (section 1). La défaite de Lionel Jospin, lors de l'élection présidentielle de 2002, va conduire à des réajustements et à une certaine instabilité des alliances intra-partisanes pratiquées par le groupe Mélenchon (section 2) qui expérimente tout à la fois une alliance intra-partisane difficile et un premier engagement dans un rassemblement à la gauche du PS. La perspective d'un référendum sur TCE va modifier la configuration intra-partisane et faire apparaître des divergences à la « gauche du PS » sur le rapport au parti et la loyauté qu'implique l'engagement partisan, certains choisissant de se mettre en retrait lors de la campagne référendaire, quand d'autres ont préféré la dissidence temporaire (section 3).

Section 1. Investir la compétition intra-partisane

La dissidence implique une transformation/renégociation des engagements individuels et des modes d'actions d'un groupe militant. Dès lors, l'*exit* collectif doit être appréhendé comme un processus et une trajectoire militante (sans que cela n'implique une quelconque linéarité de cette trajectoire qui est, à l'inverse, sinusoidale et incertaine jusqu'au moment de la dissidence). Les militants socialistes qui participent à la dissidence en 2008 sont issus des différentes tendances de ce

qu'il est convenu d'appeler, faute de mieux, « *la gauche du PS* »¹. Néanmoins, la plupart des « sortants » proviennent d'un groupe militant (autour de Jean-Luc Mélenchon) dans lequel la dissidence a été progressivement conceptualisée et s'est peu à peu imposée comme un scénario de plus en plus crédible, puis enviable. L'installation d'une équipe militante autour de Jean-Luc Mélenchon a pris la forme d'une tendance intra-partisane à partir de la fin des années quatre-vingt (successivement la Nouvelle école socialiste de 1988 à 1991, la Gauche socialiste de 1991 à 2002, Nouveau Monde de 2002 à 2005, puis Trait d'union jusqu'en 2008). L'investissement dans les luttes intra-partisanes par l'animation d'une tendance implique *a priori* la constitution et l'institutionnalisation relative d'une équipe militante dont l'objectif est de participer à la compétition pour le pouvoir au sein d'un parti et à la distribution des postes, trophées et rétributions qui sont mis en jeu dans cette compétition. Une telle modalité de militantisme suppose l'acceptation d'une certaine conflictualité et, dans le même temps, l'acceptation d'une limitation de cette conflictualité (afin de préserver le capital politique que constitue l'entreprise partisane). Nous pouvons faire l'hypothèse que l'essentiel de l'activité d'une tendance est tournée vers la compétition intra-partisane. A l'inverse, l'entrée en dissidence suppose un désinvestissement total de cette compétition intra-partisane. En d'autres termes, les postes, trophées et rétributions, tout autant que le droit d'agir et de parler au nom d'une marque politique n'intéresse plus et/ou est perçue comme vaine par ceux qui participent à la dissidence. Revenir à grand trait sur l'édification d'une telle tendance (A) et les modalités d'action d'une tendance (B), même au prix d'une certaine généralité du propos, permet la mise en relief de tout ce que la dissidence implique comme renégociation collective et individuelle de l'engagement et des manières d'agir politiquement.

A. La lente affirmation d'une tendance contestataire

Ayant adhéré au PS en 1977, après avoir été militant de l'OCI (organisation trotskiste ayant soutenu François Mitterrand lors de l'élection présidentielle de 1974), Jean-Luc Mélenchon milite dans la tendance mitterrandiste avant de participer à une tendance contestataire à partir de 1988, bien après la conquête de la fédération de l'Essonne (alors dirigée par le chevènementiste Paul Loridant) et de positions électives via sa proximité avec le maire socialiste de Massy, Claude Germon, et, à partir de 1981, via sa position de premier secrétaire fédéral qui lui permet de devenir sénateur de l'Essonne dès 1986. Après un rapprochement avec Marie-Noëlle Lienemann (qui a longtemps été l'une des principales opposantes à Jean-Luc Mélenchon dans l'Essonne²) en 1991, la Nouvelle école socialiste (NES) prend le nom de Gauche socialiste (GS). Cette tendance s'élargit en 1995 à des

¹ Lefebvre Rémi, « Militer au parti socialiste pour le transformer », *op. cit.*, p. 227.

² Alemagna Lillian et Allès Stéphane, *Mélenchon le plébéien*, Editions Robert Laffont, Paris, 2012, p. 68-70.

dissidents de la LCR avec l'adhésion de Gérard Filoche au PS. La NES structure progressivement une « *nouvelle aile gauche* »¹ autour de *Données et Arguments* (devenu ensuite *A Gauche*) et dépose une motion lors du congrès de Rennes, dont le résultat est particulièrement modeste (1,35%).

La création d'une tendance fortement structurée et stable pendant plus d'une décennie a été conciliée avec un fort investissement dans les jeux et enjeux internes au PS visant à accroître les positions détenues : la GS opte pour des alliances variables avant de stabiliser son système d'alliances intra-partisanes à partir du milieu des années 90. Ainsi, lors du congrès de Rennes², et face à l'éclatement de la tendance miterrandiste, la NES se rapproche de Laurent Fabius. Lors du congrès de Bordeaux sur le projet socialiste, deux tendances refusent de se rallier au texte majoritaire (Socialisme et République, de Jean-Pierre Chevènement, et la GS) : « *Le texte du contrat "programme" a été adopté à l'unanimité de la Commission moins deux voix contre : celle de nos camarades de la Belle alliance, qui ont préféré demeurer sur leur texte, et celle de Socialisme et République* »³. Aux congrès suivants, la GS soutient, au Bourget, la motion menée par Michel Rocard, puis la motion menée par Henri Emmanuelli au congrès de Liévin en 1994. L'extrême fluidité des alliances pratiquées par la GS pendant cette période⁴ pourrait, de prime abord, être qualifiée d'inconstance, mais doit être rapportée à la position occupée dans l'espace partisan par la GS et aux transformations profondes qui affectent la configuration du jeu partisan.

Alors que la réélection de François Mitterrand est relativement plus aisée qu'en 1981, les élections législatives de 1988 ne donnent qu'une courte majorité parlementaire au PS, permettant néanmoins à ce dernier de revenir au gouvernement après deux ans de cohabitation⁵. Le congrès de Rennes atteste des mutations du rôle des tendances⁶ suite à la professionnalisation accrue du PS, ce qui a pour conséquence un désintérêt pour les enjeux idéologiques et programmatiques. La perte de valeur de ces enjeux affecte ainsi directement les positions des acteurs les plus disposés à investir ces enjeux en rendant plus difficile toute stratégie de subversion⁷ des équilibres intra-partisans par la constitution d'une opposition idéologique interne. Ainsi, sans possibilité de définir les modalités de la compétition intra-partisane, ni même la nature des enjeux et trophées, ils peuvent tenter d'en subvertir le sens (par exemple, en faisant du congrès du Mans ou de la primaire de 2006, des votes

¹ Bergounioux Alain et Grunberg Gérard, *L'ambition et le remords*, op. cit., p. 381.

² Sur ce congrès, cf. Lefebvre Rémi et Sawicki Frédéric, *La société des socialistes*. op. cit., p. 113-117.

³ Charzat Michel, *Rapport de la commission des résolutions*, retranscription des débats du congrès de Bordeaux, 1992, mis en ligne par la Fondation Jean Jaurès : <http://www.jean-jaures.org/Le-Centre-d-archives-socialistes/Base-de-donnees-des-debats/Centre-d-archives-socialistes-CAS>.

⁴ Bergounioux Alain et Grunberg Gérard, *L'ambition et le remords*, op. cit., p. 305-310.

⁵ Sur cette distinction lors des deux élections nationales de 1988, cf. Bréchon Pierre et Denni Bernard, « L'élection dans son contexte : candidats et forces en présence », in Bréchon Pierre (dir.), *Les élections présidentielles sous la V^e République*, 3^e édition, La documentation française, Paris, 2013, p. 40-44.

⁶ Lefebvre Rémi et Sawicki Frédéric, *La société des socialistes*. op. cit., p. 110.

⁷ Entendu au sens d'une stratégie de remise en cause des classifications légitimes dans un espace social. Cf. Lagroye Jacques, François Bastien et Sawicki Frédéric, *Sociologie politique*, op. cit., p. 220-221.

structurés par la question européenne). Par ailleurs, l'éclatement de l'ancienne tendance majoritaire déstabilise fortement la compétition partisane : le congrès de Rennes ne permet pas de dégager une majorité et ouvre une période « *d'instabilité extrême [...] où toutes les alliances possibles ont été expérimentées* »¹ : Laurent Fabius démissionnera du poste de premier secrétaire après la défaite du PS aux élections législatives de 1993 (le groupe socialiste à l'Assemblée nationale passe alors de 275 à 57 députés), tout comme Michel Rocard après les élections européennes de 1994, etc. C'est également une période de remise en cause idéologique et programmatique avec l'adoption d'une nouvelle déclaration de principes, abandonnant l'objectif de transformation révolutionnaire de la société, lors du congrès de l'Arche en 1991. Si la perte de positions électorales et gouvernementales affecte les capacités rétributives du parti, l'ouverture du jeu partisan suite à la redéfinition du rôle des tendances et la fin de l'ancienne tendance majoritaire renforce la compétition pour la détention des ressources partisans, d'autant plus que celles-ci se raréfient.

La GS occupe, dans cette configuration instable, une position dominée : faiblement dotée en ressources mobilisables dans la compétition intra-partisane, ses leaders investissent les enjeux idéologique et programmatique. Dès lors, la GS est peu susceptible de provoquer le ralliement de grands élus² soucieux de s'investir dans une tendance renforçant leur position de pouvoir local³ ou national. La GS est alors limitée à une position d'*outsider*, condamnée à la contestation, tant par son discours, que par la faiblesse de ses ressources ou encore par sa faible attractivité qui l'écarte des usages stratégistes des tendances, sauf à participer à des alliances lui permettant d'accéder à des positions centrales. Par ailleurs, en tant que groupe dominé aspirant, dans une configuration instable, à l'accroissement des positions occupées, la GS n'a pas la capacité d'influer véritablement sur la compétition intra-partisane, d'où des ajustements permanents de la GS aux changements de configuration, alors même que dans le même temps, la GS se construit une identité collective reposant sur une forte distinction idéologique et programmatique. L'instabilité de la configuration partisane conduit au développement d'un véritable sens du placement qui constitue la seule opportunité, pour la GS, d'accroître les positions du groupe, ce qui explique la fluidité des alliances. D'autant que la faible prise sur le jeu partisan fait de la capacité à nouer des alliances variées, une véritable ressource de position dans le cadre d'une configuration intra-partisane des plus instables. La dualité de la position de la GS atteste tout autant d'une stratégie de subversion des règles du jeu (en tentant d'imposer une revalorisation, à défaut d'une centralité, des enjeux idéologiques et

¹ Lefebvre Rémi et Sawicki Frédéric, *La société des socialistes. op. cit.*, p. 118-119.

² Philippe Juhem montre ainsi le poids du vote des sections homogènes au PS en faveur des directions nationales et fédérales. Cf. Juhem Philippe, « La production notabiliaire du militantisme au Parti socialiste », *in Revue française de science politique*, 56 (6), 2006, p. 927-928.

³ Sur les usages locaux des tendances, cf. Lefebvre Rémi et Sawicki Frédéric, *La société des socialistes, op. cit.*, p. 117-118.

programmatisques) qu'une adaptation à celles-ci (en développant un usage stratégeste des tendances). La GS en occupant des positions dominées dans le jeu partisan est ainsi contrainte à jouer le jeu pour le subvertir, à tenter de le subvertir pour se différencier : ne disposant pas des ressources nécessaires à la subversion du jeu, la GS est contrainte de s'y ajuster, ainsi qu'à l'évolution de l'économie générale du parti suite à la compétition entre les principales tendances du PS.

Ce n'est qu'au congrès de Brest, en 1997, après la victoire aux élections législatives et la formation du gouvernement de gauche plurielle que la GS va, à nouveau, déposer une motion. Ses résultats la font sortir de la marginalité, celle-ci passant de 1,35% au congrès de Rennes en 1990, à 10,21% en 1997 et 13,28% en 2000. La conjonction de ces deux éléments (victoire électorale du PS et renforcement de la position partisane de la GS) s'explique par l'affaiblissement de la compétition intra-partisane. En effet, l'intégration de l'ensemble des leaders partisans au gouvernement de Lionel Jospin déplace l'espace des enjeux du parti au gouvernement et au Parlement et nécessite un rassemblement unanime de l'ensemble des leaders partisans sur la même motion. Seule la GS, qui a refusé d'intégrer le gouvernement¹, et les poperénistes, s'investissent véritablement dans une compétition intra-partisane aux enjeux réduits par la position gouvernementale du PS. Cette configuration partisane libère ainsi un espace à la GS d'autant plus qu'elle peut constituer une réponse aux aspirations militantes d'un parti peu producteur de débats doctrinaux². Ainsi, la GS apparaît, lors du congrès de Brest, comme la principale opposition intra-partisane, allant jusqu'à présenter l'un de ses leaders – Jean-Luc Mélenchon –, au poste de premier secrétaire face à François Hollande. La faiblesse des enjeux partisans offre ainsi un contexte favorable à l'affirmation d'une singularité et d'une visibilité de la GS à laquelle elle n'avait pu prétendre face à l'instabilité de la période précédente. Les instances nationales servent alors de « *tribune pour exprimer systématiquement le point de vue de leur minorité* »³. L'affaiblissement du rôle des tendances comme instrument pour la conquête de positions de pouvoir renforce leur usage pour affirmer des spécificités doctrinales. Le congrès de Grenoble confirme cette stratégie d'affirmation de la singularité de la GS⁴, comme le montre l'absence d'alliance avec la tendance d'Henri Emmanuelli alors même que les deux motions visent le même espace intra-partisan (une critique fondée sur

¹ Binot Jean-Marc et Lefebvre Denis et Serne Pierre, *100 ans, 100 socialistes*, Editions Bruno Leprince, Paris, 2005, p.282-287.

² On rejoint l'analyse de Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki du succès de NPS et Nouveau Monde, en l'appliquant également à la GS. Cf. Lefebvre Rémi et Sawicki Frédéric, *La société des socialistes. op. cit.*, p. 110.

³ Bachelot Carole, « Un gouvernement des pairs ? De la collégialité au sommet des partis : Le cas du Parti socialiste », in *Revue française de science politique*, 62 (3), 2012, p. 383-407.

⁴ Carole Bachelot relève que les usages pouvant être fait des tendances varient considérablement selon la configuration partisane : les tendances, créées après Rennes, sont en revanche la garantie de l'expression des militants lors du congrès de Grenoble, et permet un certain exercice d'introspection lors du congrès de Dijon. Cf. Bachelot Carole, « La culture d'organisation au Parti socialiste. De l'explication à l'appropriation des normes », in Haegel Florence (dir.), *Partis politiques et système partisan en France, op. cit.*, p. 143-181.

l'insuffisante radicalité du gouvernement de gauche plurielle) et qu'une telle alliance avait déjà été pratiquée (la GS ayant soutenu Henri Emmanuelli lors de son élection comme premier secrétaire).

Par ailleurs, le désintérêt temporaire – Carole Bachelot évoque la « *relative atonie* »¹ du parti pendant cette période – pour les enjeux partisans des principales tendances permet, tout autant qu'elle contraint à, la stabilisation du système d'alliances de la GS. D'une part, l'affirmation identitaire de la GS limite les alliances possibles. D'autre part, la victoire aux élections législatives déplace l'espace de lutte entre les leaders partisans et réduit la direction partisane à un rôle de soutien à la politique gouvernementale. Il n'y a ainsi plus guère de partenaires potentiels pour des coalitions intra-partisanes. Enfin, la formation d'un gouvernement par Lionel Jospin – auquel la GS refuse, dans un premier temps, de participer – conduit à l'élection d'un nouveau premier secrétaire, François Hollande, qui adopte un leadership fondé sur la recherche de consensus et la relativisation des débats doctrinaux. La stabilisation de la GS comme tendance contestataire est ainsi fortement tributaire de la position occupée par le PS, montrant ainsi la forte dépendance de la tendance aux contraintes du jeu partisan, mais aussi à la position occupée par le parti dans le champ politique.

L'évolution des modalités d'intervention du groupe Mélenchon, d'un groupe d'amis² recherchant la proximité aux leaders à l'animation d'une tendance idéologisée et constituant une véritable école de formation – ce qui n'est pas, ici, contradictoire avec des alliances intra-partisanes fluides – n'est pas sans rappeler la trajectoire du CERES³. La loyauté et l'expression des désaccords se retrouvent, non l'une après l'autre, mais alternées rapidement ou usitées en même temps : l'affirmation de la singularité de la GS coïncide avec la fluidité des alliances, tandis que la construction d'une opposition intra-partisane radicale lors des congrès de 1997 et 2000 se concilie avec l'occupation par deux des leaders de la GS de positions soumises à la contrainte de solidarité gouvernementale.

B. Un répertoire d'action limité

Les tendances constituent l'une des modalités des luttes intra-partisanes. Giovanni Sartori considère ainsi un parti comme « *un agrégat d'individus formant des constellations de groupes rivaux* »⁴. Les termes indigènes¹ pour définir ces entreprises sous-partisanes varient fortement en

¹ Bachelot Carole, « La culture d'organisation au Parti socialiste », *art. cit.*, p. 158.

² Cf. le récit de l'arrivée de Jean-Luc Mélenchon en Essonne fait par Stéphane Allières et Lilian Alemagna. Alemagna Lilian et Allières Stéphane, *Mélenchon le plébéien*, *op. cit.*, 2012, p. 72

³ Même si les deux groupes présentent des propriétés sociales assez différentes. Cf. Verrier Benoît, *Loyauté militante et fragmentation des partis*, *op. cit.*, p. 38 ; Andolfatto Dominique, « Manœuvres à la gauche du PS (2005-2009) », *art. cit.*

⁴ Sartori Giovanni, *Partis et systèmes de partis*, *op. cit.*, p. 118. Pour une application du cadre d'analyse des tendances proposé par Giovanni Sartori à un parti français (UMP), cf. Haegel Florence, « Le pluralisme à l'UMP », *op. cit.*, p. 219-254.

fonction de l'acceptation de ce mode d'organisation, ainsi que de la configuration dans laquelle se trouve le parti. David Hine relève la disparité de la réalité de ces sous-groupes partisans² observables dans les partis européens, tandis que Giovanni Sartori souligne l'absence de terminologie commune à la science politique pour en rendre compte³. Carole Bachelot montre ainsi que les tendances font l'objet au PS, d'une « *institutionnalisation ambiguë* »⁴ dont la qualification même est l'objet de luttes symboliques dans la concurrence partisane. Les tendances et courants socialistes – Yves Poirmeur distingue ces deux types d'entreprises sous-partisanes selon leur degré d'organisation⁵ – qui avaient participé de la refondation du PS dans les années 1970, ont vu leur structuration s'affaiblir à partir du milieu des années 1980⁶. Alors que les tendances constituent de moins en moins des espaces de sociabilités structurés – et même si elles n'ont jamais constitué d'ensembles homogènes – la GS constitue une (relative) exception en s'affirmant comme une tendance contestataire ayant vocation à se structurer, dans une séquence où le fonctionnement en tendance est largement dévalorisé.

Une tendance peut-être définie comme un regroupement intra-partisan⁷ constitué afin de prendre part à la compétition intra-partisane⁸, quels que soient ses modalités ou ses enjeux⁹. Ainsi, une tendance voit ses capacités d'action limitées par le fait qu'elle borne son action à une institution plus vaste, « *régie par des règles écrites et surtout non écrites, où se transmettent des habitudes et des modes de croire, largement intériorisés par ses militants et responsables* »¹⁰. Cette définition, très

¹ Termes très divers comme le relève Benoît Verrier : « *Les catégories pour penser ce type de groupements sont nombreuses : tendances, courants, fractions, factions, mouvements, coteries, mouvances, sensibilités, parti dans le parti, écuries présidentielles, bandes, lignes, groupes d'une seule cause sont quelques-uns des termes couramment utilisés [...] pour désigner le fonctionnement et l'organisation d'un parti politique, et notamment ceux du parti socialiste* ». Cf. Verrier Benoît, *Loyauté militante et fragmentation des partis*, op. cit., p. 20.

² Hine David, « Factionalism in West European Parties : a framework for analysis », in *West European Politics*, 1, 1982, p. 36.

³ Sartori Giovanni, *Partis et systèmes de partis*, op. cit., p. 117-123.

⁴ Bachelot Carole, « La culture d'organisation au Parti socialiste », op. cit.

⁵ Poirmeur Yves, « Les tendances dans les partis et les syndicats », in Chevallier Jacques (dir.), *L'institution*, Presses Universitaires de France, Paris, 1981, p. 231-280.

⁶ Sur l'évolution générale des tendances au PS, cf. Lefebvre Rémi et Sawicki Frédéric, *La société des socialistes*, op. cit., p. 110-113.

⁷ Cette définition est ainsi plus proche de ce que Giovanni Sartori désigne comme des « *fractions* » (terme qui serait problématique pour l'étude de la gauche radicale au sens où ce terme renvoie à la théorie marxiste), celui-ci réservant le terme de tendance à un « *ensemble organisé d'attitudes* ». Cf. Sartori Giovanni, *Partis et systèmes de partis*, op. cit., p. 123.

⁸ Les tendances sont également des instances de socialisation, permettant « *d'harmoniser les comportements et les pratiques* ». Cf. Bachelot Carole, « Un gouvernement des pairs ? », art. cit., p. 399. L'inclusion dans une tendance fait ainsi entrer dans un espace d'interconnaissances et de sociabilités pouvant devenir, au fur et à mesure que l'engagement se fait plus intense, de plus en plus exclusive. Cf. Bargel Lucie, « S'attacher à la politique. Carrières de jeunes socialistes professionnels », in *Sociétés contemporaines*, 84 (4), 2011, p. 85.

⁹ Daniel Gaxie définit ainsi une tendance comme « *une entreprise collective de conquête du pouvoir interne* ». Cf. Gaxie Daniel, *La démocratie représentative*, op. cit., p. 109. David Hine distingue deux types de conflits : les premiers, relatifs aux enjeux politiques ou stratégiques ; les seconds (qui peuvent être exprimés sous la forme des premiers) relèvent de la lutte pour le pouvoir dans le parti et le contrôle de ses ressources et rétributions. Cf. Hine David, « Factionalism in West European Parties », art. cit., p. 41.

¹⁰ Lefebvre Rémi et Sawicki Frédéric, *La société des socialistes*, op. cit., p. 42-43.

large, ne préjuge pas de la diversité des intérêts poursuivis par les tendances (qui peuvent être très différents alors même que les tendances participeront à la même compétition intra-partisane, mais en investissant différemment le sens, c'est-à-dire en recherchant des ressources distinctes dans cette compétition), ni même de l'hétérogénéité des formes organisationnelles des sous-groupes partisans (qui peuvent adopter un fonctionnement limité aux seules phases compétitives ou au contraire constitué des regroupements durables). En outre, elle permet d'insister sur ce qui fait la spécificité d'une tendance comme mode d'action d'un groupe social dans un ensemble plus vaste que constitue un parti. En effet, toute tendance est caractérisée par sa dépendance organisationnelle, sociale et symbolique au parti¹.

Ainsi, l'évolution de la position du parti affecte les opportunités et les contraintes du jeu partisan : la rétraction des positions électorales détenues par un parti ne va pas seulement affecter la majorité du parti, mais également les tendances minoritaires, soit en ouvrant le jeu partisan si celles-ci disposent de suffisamment de ressources, soit dans le cas contraire, en contraignant ces groupes à s'ajuster à la rétraction des positions électives du parti et/ou à un accroissement des luttes pour la détention des ressources partisans (qui nécessite un ajustement à ces luttes sans pour autant y faire valoir sa position de « premier opposant »), etc. De même, en cas de d'accroissement des positions électorales du parti, rien n'assure à des tendances minoritaires, l'accès aux positions nouvellement acquises (et encore moins aux conditions que souhaiteraient obtenir ces tendances).

Par ailleurs, même si « *les tendances se posent en s'opposant* » selon la formulation d'Yves Poirmeur², cette opposition, qui constitue un vecteur d'intégration des individus, n'en est pas moins limitée par la dépendance au parti (Yves Poirmeur qualifie les tendances d'« *institution incluse* ») : l'opposition des tendances est ainsi conditionnée à un processus de différenciation qui trouve sa limite dans la préservation de la marque collective et des ressources qui y sont attachées. Il s'agit ainsi d'une compétition limitée par des règles tacites bornant cette compétition au respect de l'unité du parti dans le champ politique. Dès lors, l'opposition de la GS est limitée par les règles du jeu partisan qui constitue des périodes de compétition ou la différenciation est légitime et attendue et par la nécessité de dépasser, de transcender cette opposition (avec des expressions comme : « faire l'unité », « aller à la synthèse », etc.). La dépendance organisationnelle de la tendance limite ainsi l'intensité de la contestation, mais aussi les modalités qu'elle peut prendre. En d'autres termes, le répertoire d'action des tendances est limité par leur dépendance au parti³.

¹ Poirmeur Yves, « Les tendances dans les partis et les syndicats », *op. cit.* p. 278.

² *Ibid.* p. 244.

³ Daniel Gaxie analyse les tendances comme une logique d'accroissement des rétributions du militantisme. Cf. Gaxie Daniel, « Economie des partis et rétributions du militantisme », *in Revue française de science politique*, 27 (1), 1977, p. 134.

La notion de répertoire d'action, forgée par Charles Tilly pour étudier l'évolution des modalités d'action des mouvements sociaux sur de longues durées, et plus récemment dans une perspective synchronique, permet l'étude des actions potentielles d'un groupe¹. Cécile Péchu définit ce concept comme désignant « *le stock limité de moyens d'action à la disposition des groupes contestataires, à chaque époque et dans chaque lieu.* », ce qui suppose « *une structure préexistante de moyens d'actions contraignant le choix des agents, mais aussi ce qu'elle implique de marge de liberté laissée à l'invention des contestataires* »². L'application de ce concept aux partis politiques permet à Michel Offerlé de relever la détérioration du répertoire d'action de ceux-ci³. En s'inspirant tant de son application dans l'analyse des mouvements sociaux que de son application aux partis politiques, le concept de répertoire d'action peut permettre de s'interroger sur ce que les opportunités et contraintes affectant un groupe en fonction de la position qu'il occupe dans un espace social font au mode d'action adopté. Le répertoire d'action va alors désigner l'ensemble des modalités d'action qui sont normalement à la disposition d'un groupe occupant une position particulière dans un espace social spécifique⁴. La GS, par la dépendance organisationnelle qui constitue l'une des caractéristiques centrales d'une tendance, et par sa position dominée dans les luttes intra-partisanes, est soumise à des règles du jeu qu'elle ne maîtrise pas et, en période d'instabilité de l'espace partisan, est contrainte à des réajustements permanents, plus ou moins efficaces en fonction de l'appréhension de l'évolution de la configuration, des intérêts des autres groupes, etc. Le répertoire d'action de la GS va donc être limité par le jeu partisan – et être tourné vers le jeu et les enjeux partisans –, et va s'adapter en fonction de l'évolution de sa position dans l'espace partisan (ses marges de manœuvre vont être plus ou moins importantes en fonction de la position qu'elle occupe dans l'espace partisan et de la valeur qu'elle lui accorde). Le répertoire d'action de la GS (caractéristique commune à l'ensemble des groupes engagés dans les luttes intra-partisanes) vise ainsi principalement à la mobilisation des soutiens dans les luttes partisans, à tous les niveaux (de la section à la direction nationale) pour contrôler les ressources partisans, ou à accroître les opportunités d'accéder à des positions plus élevées (par exemple, la maîtrise d'une section ou d'une fédération va permettre le

¹ Pour une synthèse de cette notion, de ses usages et ses limites, cf. Péchu Cécile, « Répertoire d'action », in Fillieule Olivier, Mathieu Lilian et Péchu Cécile (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, Paris, 2009, p. 454-462. Voir également l'article de Michel Offerlé : « Retour critique sur les répertoires de l'action collective (XVIII^e – XXI^e siècles) », in *Politix*, 21 (81), 2008, p. 183-204.

² Péchu Cécile, « Répertoire d'action », *op. cit.*, p. 454. Cette notion conduit ainsi à reconnaître l'existence de deux répertoires d'action et à s'interroger sur l'avènement d'un troisième. Cf. Neveu Erik, « Répertoires d'action des mobilisations », in Cohen Antonin, Lacroix Bernard et Riutort Philippe (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, *op. cit.*, p. 495-509.

³ L'auteur avance trois raisons : la diminution du nombre d'adhérents des partis politiques et le tassement de l'activité militante ; la prise de distance du champ politique aux autres espaces sociaux ; la perte du monopole des partis politiques dans la définition de l'agenda public. Cf. Offerlé Michel, « Partis et configurations partisans », *op. cit.*, p. 459-461.

⁴ Mathieu Lilian, *L'espace des mouvements sociaux*, *op. cit.*, p. 15.

contrôle, total ou partiel, des investitures à certaines élections, etc.). Afin de mobiliser ses soutiens, il s'agit également de faire connaître et de donner à voir les divergences idéologiques et programmatiques de la GS par la participation active aux débats, par le dépôt d'amendements ou de textes alternatifs, de contributions et motions, la signature de tribunes dans la presse, par la publication d'ouvrages, par la rédaction d'un journal, etc. : « *Quand on est adhérent d'un parti comme le PS, il y a des rites : l'activité concrète d'un courant de gauche dans le PS, c'est de faire des motions pour les congrès, donc de lire le texte de la majorité, de le critiquer et d'écrire autre chose, puis de tourner dans les sections pour le présenter. C'est une activité tournée vers l'intérieur.* »¹

La GS cherche également à créer et/ou entretenir des « *solidarités partielles* »², par l'envoi de circulaires internes, mais aussi par l'animation de structures spécifiques (CN, université d'été, parfois des comités locaux). Cette liste, bien que non exhaustive, met en exergue le point commun à l'ensemble de ces actions qui homogénéisent le répertoire d'action de la GS et constituent l'originalité du répertoire d'action d'une tendance minoritaire : celui-ci est tourné exclusivement vers les enjeux partisans tout en ayant, au regard de la position occupée par la GS, une capacité limitée à influencer sur la définition de ces enjeux. Dès lors, la capacité à nouer des alliances – en position plus ou moins dépendante – ou à donner à voir une opposition importante oriente fortement les actions de la tendance. La position dominée de la GS dans l'espace partisan, tout comme la dépendance au parti, viennent limiter les possibilités d'action de la GS. Toute transgression apparaît alors comme le signe d'une pratique déviante, de fractionnisme, etc. Le jeu et les enjeux partisans définissent tout autant qu'ils limitent le répertoire d'action de la GS et ses capacités de contestation.

Ainsi conçue, la notion de répertoire d'action appliquée à une tendance partisane permet de faire apparaître les contraintes et les opportunités que créent le jeu partisan, mais permet également de constater le décalage entre les pratiques et les modalités d'action normalement attendues d'une tendance et de ce fait, considérées comme légitime par les autres segments du parti (ce qui est considéré comme pratique légitime peut fortement varier en fonction du parti et de la période considérée). Le répertoire d'action adopté par une tendance permettra ainsi de faire apparaître des pratiques qui pourront constituer des actes déviants³ car remettant en cause l'unité du parti. Ainsi, alors que Nouveau Monde est uni, en 2003-2004, dans le rejet du TCE, cette tendance va néanmoins se diviser sur les modalités d'action qui peuvent être investies après la défaite lors de la consultation interne: les divergences apparaissent alors non pas sur le contenu, mais sur la loyauté que les acteurs pensent devoir au parti. Lors de cette séquence, le groupe Mélenchon apparaît comme allant le plus

¹ Mauger Gérard, « Sociogenèse du « Front de Gauche », *art. cit.*, p. 83-84.

² Poirmeur Yves, « Les tendances dans les partis et les syndicats », *op. cit.*, p. 234.

³ La déviance sera ici caractérisée par la transgression des règles implicites du parti, par exemple celle consistant à ne pas faire campagne contre la position officielle du parti, etc. Cf. Becker Howard, *Outsiders. Etude de sociologie de la déviance*, Editions Métailié, Paris, 1985, p. 32.

loin dans la transgression des règles du jeu partisan, ce qui se manifeste par une forte extension du répertoire d'action de ce groupe (les actions qu'il entreprend ne sont plus exclusivement tournées vers les enjeux partisans, mais visent à faire concurrence au PS). Le groupe Mélenchon apparaît alors comme déviant, dans la mesure où il rejette une règle tacitement admise, selon laquelle la défaite lors de la consultation interne doit conduire à un réaligement sur la position majoritaire ou au minimum, à s'abstenir de toute prise de position divergente.

Une telle approche par le répertoire d'action limité de la GS permet de mettre en exergue l'investissement de la GS dans les différentes fonctions qu'une tendance peut organiser¹. Yves Poirmeur définit ainsi trois fonctions : une première fonction de formation, d'encadrement et d'élaboration programmatique ; une seconde visant à la sélection des dirigeants et à la participation à la direction du parti ; une troisième enfin visant à l'articulation, à l'agrégation des intérêts et à l'intégration des militants². Ces fonctions articulent ainsi deux dimensions principales : la compétition intra-partisane et une fonction de socialisation et de sociabilités militantes. En sélectionnant leurs propres leaders, les tendances participent de la sélection des leaders partisans et constituent des points d'appui dans une stratégie présidentielle des leaders³.

A cette fonction compétitive des tendances s'ajoutent leur dimension sociale. En effet, « *les courants et sous-courants qui animent le parti apportent également de nombreuses gratifications, notamment pour les plus idéalistes des militants. L'adhésion aux courants rénovateurs (NPS, Rénover maintenant, Utopia) et/ou à gauche du parti (Gauche socialiste, Nouveau monde...) peut permettre de rester dans le parti, sans vraiment y être (à en croire certains militants) en ne perdant pas la face. La légitimité et l'institutionnalisation des courants tiennent d'ailleurs à leur capacité à produire des rôles et à bien les distribuer, à fabriquer des places pour que les militants trouvent la leur.* »⁴. Le militantisme dans une tendance minoritaire comme la GS permet ainsi d'intégrer au PS et de maintenir leur lien au parti : le maintien au PS apparaît alors moins coûteux que la défection puisque ce maintien se fait tout en préservant l'intégrité identitaire de militants en désaccords avec les orientations politiques du parti. Comme le montrent Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki, le militantisme dans une tendance permet ainsi à des militants en décalage par rapport à l'identité et

¹ Les tendances n'investissent pas de la même manière ni avec la même intensité ces différentes fonctions.

² Poirmeur Yves, « Les tendances dans les partis et les syndicats », *art. cit.*, p.268-270.

³ Pour le cas de la tendance Fabius, cf. Sawicki Frédéric, « Laurent Fabius : du « Giscard de gauche » », *op. cit.* Cette stratégie présidentielle constitue également l'une des explications du positionnement de Laurent Fabius pour le rejet du TCE, cf. Crespy Amandine, « La cristallisation des résistances à l'intégration européenne : les logiques de mobilisation dans la campagne référendaire de 2005 », in *Revue internationale de politique comparée*, 15 (4), 2008, p. 589-603. Il faut cependant remarquer que l'animation d'une tendance importante du PS est au cœur de nombreuses stratégies de « présidentialisation » de leaders socialistes, elle ne suffit pas ou ne suffit pas à la rendre « gagnante » comme en atteste l'échec de Laurent Fabius, mais aussi et surtout la désignation de Ségolène Royal en 2006. Cf. Lefebvre Rémi et Sawicki Frédéric, *La société des socialistes, op. cit.*, p. 14 et p. 28 ; Lefebvre Rémi, *Les primaires socialistes, op. cit.*

⁴ Lefebvre Rémi et Sawicki Frédéric, *La société des socialistes, op. cit.*, p. 216.

aux positions proposées par le parti, de trouver leur place dans un parti avec lequel ils ne partagent pas l'ensemble des fondements idéologiques et programmatiques : s'investir dans l'opposition interne, et plus encore dans les enjeux idéologiques et programmatiques, permet de concilier maintien de la fidélité partisane et intégrité de l'identité personnelle de militants bricolant « leur » socialisme, à défaut de pouvoir investir un sens partagé du socialisme. Par l'intégration des acteurs les plus marginaux dans l'espace partisan et en leur permettant de s'investir dans le parti par une prise du rôle d'opposants, les tendances exercent, en s'inspirant ici des travaux de Georges Lavau une fonction tribunitienne¹. Les tendances d'opposition permettent ainsi d'intégrer les militants les plus disposés à faire défection en proposant des rétributions diverses : symboliques et morales (pouvoir se dire opposant et ainsi rendre moins coûteux le maintien dans un parti qui ne correspond plus à son identité militante individuelle, etc.), en termes d'opportunité (la tendance permet d'accroître les possibilités de faire entendre son mécontentement et/ou d'accéder à des positions intra-partisanes, etc.) voire même matérielles ou financières. Plus généralement, « *les courants fournissent des espaces de socialisation et d'échanges qui permettent d'harmoniser les comportements et les pratiques* »². En cela, les tendances offrent un cadre général de pratiques, un espace de sociabilités tout à la fois distinct et intégré au parti, permettant le maintien des individus dont les dispositions sociales sont ou semblent les moins ajustées aux pratiques partisanes.

A ces deux ensembles de fonctions plus ou moins investies par les différents courants et tendances, peut s'ajouter une fonction de dissidence lorsque la participation au jeu partisan ne fait plus sens et que l'identité collective du groupe est suffisamment consolidée et autonome. Cette fonction pourra même être qualifiée de fonction marginale de dissidence : d'une part, il s'agit d'un usage déviant puisque la tendance est habituellement centrée sur la compétition intra-partisane et les enjeux qui en dépendent ; d'autre part, ce processus de distanciation est très rare dans le cas du PS, les défections individuelles ou le maintien dans le jeu partisan malgré des désaccords sont bien plus courants. L'engagement dans la tendance prime alors sur l'engagement partisan alors même que l'investissement dans une tendance constitue l'une des modalités possibles d'un engagement partisan : l'espace partisan n'est plus qu'un des espaces d'intervention des militants engagés dans la tendance. Yves Poirmeur évoque cet usage de la tendance en la qualifiant de « *centrifuge et subversive* ». Il identifie ainsi cinq facteurs pouvant conduire à un tel usage : l'introduction ou

¹ Yves Poirmeur attribue également cette fonction d'intégration sociale aux tendances. Cf. Poirmeur Yves, « Les tendances dans les partis et les syndicats », *art. cit.*, p. 270-271 : « *De la même manière les Tendances minoritaires contestent la politique du parti ou du syndicat auquel elles appartiennent, mais lui conservent dans une certaine limite leur appui : les Tendances permettent ainsi d'intégrer des forces mêmes hostiles, qui sans elles n'auraient en aucun cas pu l'être. Et cela justement grâce à la double identité de la Tendance, à la fois autonome et intégrée dans une institution plus vaste, qui assure une démarcation suffisante pour que des idéologies et des intérêts variés coexistent.* »

² Bachelot Carole, « Un gouvernement des pairs ? », *op. cit.*, p. 399.

l'affirmation de thèmes inacceptables pour la majorité du parti ; l'intransigeance de la direction ; la situation minoritaire de la tendance ; l'existence de connexion extérieure de la tendance et l'ambition des leaders de la tendance de jouer un rôle plus important¹. Dans cette hypothèse, ce n'est pas la tendance qui fait la dissidence, mais, plus modestement, qui peut constituer une ressource permettant la mise en scène de la dissidence pour des acteurs collectivement marginalisés par la démonétisation des positions partisans individuelles et collectives.

Section 2. Du 21 avril 2002 à la campagne référendaire de 2005

Non anticipée, la disqualification du candidat socialiste dès le premier tour de l'élection présidentielle de 2002 a fortement déstabilisé l'économie des positions intra-partisanes. La « gauche du PS », que nous définissons ici comme un ensemble aux « contours incertains »², instable, hétérogène et fortement concurrentiel, regroupant des groupes et militants socialistes contestant les orientations de l'équipe dirigeante au motif de leur insuffisante radicalité, loin de tirer profit de la fragilisation de la direction nationale du PS, a ainsi été profondément affectée par la défaite de Lionel Jospin. Ainsi, les tendances de la gauche du PS ne sont pas parvenues à s'unir en vue du congrès de Dijon de 2003. L'unanimité partisane proclamée lors des congrès de 1997 et 2000 dans le soutien au gouvernement de gauche plurielle n'est que marginalement contestée par l'opposition de la GS³ et les « poperenistes » lors du congrès de 1997 (qui obtiennent 5,43% des suffrages), bientôt rejoints par les proches d'Henri Emmanuelli en 2000. En 2003, la défaite a aiguisé les phénomènes de contestation sans que ceux-ci ne débouchent sur un rapprochement des opposants puisque la majorité sortante, rassemblée autour de François Hollande, ne doit plus faire face à deux, mais à trois tendances d'opposition cherchant à occuper l'espace de la gauche du PS⁴. La division maintenue des opposants s'accompagne de nombreux reclassements – attestant ici de la fluidité des regroupements opérés – et de l'éclatement de la plus stable et structurée des tendances de la gauche du PS, la GS. Par ailleurs, les différentes tendances⁵ qui s'affrontent en s'opposant à la

¹ Poirmeur Yves, « Les tendances dans les partis et les syndicats », *art. cit.*, p. 274-275.

² Lefebvre Rémi, « Militer au parti socialiste pour le transformer », *op. cit.*, p. 219.

³ La GS obtient un résultat de 10,21% lors du congrès de Brest en 1997, puis 13,28% au congrès suivant se déroulant à Grenoble en 2000, contre 84,07% pour la motion majoritaire en 1997 et encore 73,2% en 2000. De même, lors du congrès de 2000, la GS progresse faiblement et est même dépassée par la tendance Démocratie-égalité (Henri Emmanuelli) qui obtient 13,78%.

⁴ La motion menée par François Hollande y recueille encore 61,37% des suffrages, tandis que les tendances contestataires se divisent en quatre motions : le NPS obtient 16,88%, dépassant ainsi la tendance née de la fusion entre la GS et la tendance d'Henri Emmanuelli qui recueille 16,33% des suffrages, tandis que les motions de Marc Dolez et Utopia obtiennent des résultats très faibles (respectivement 4,38% et 1,04%).

⁵ Les opposants à la direction nationale (qui obtient 53,5% des suffrages) sont tout aussi divisés lors du congrès du Mans qui a lieu en 2005. Le NPS constitue alors la principale coalition contestataire au sein du PS en rassemblant 23,6% des suffrages contre 21,2% pour la motion Rassembler à gauche à laquelle participe des

direction nationale, mobilisent des thématiques et des stratégies distinctes, allant de la revendication d'un retour aux fondamentaux du socialisme à la défense d'un clivage générationnel comme dans le cas de NPS évoqué par Laurent Olivier : « à cet égard, la démarche du NPS au congrès de Dijon apparaissait implicitement, au-delà de ses revendications refondatrices et constitutionnelles, comme une entreprise de contestation de la faible mobilité interne partisane. Sa motion proposait une réactivation de l'« ascenseur militant » pour promouvoir des plus jeunes moins intégrés dans l'appareil. Elle s'appuyait notamment sur l'afflux de nouveaux militants, plus jeunes, arrivés au parti depuis le choc traumatique de la présidentielle »¹.

Lors de cette séquence, les modalités d'investissement du groupe Mélenchon dans les jeux et enjeux intra-partisans vont être substantiellement modifiées. La GS ne survit ainsi pas au résultat de l'élection présidentielle de 2002 malgré une analyse partagée, faisant de la campagne supposée « pas assez à gauche »² la cause principale de la défaite : « Le trait marquant des 8000 entretiens menés par le CEVIPOF est que nous avons perdu pour n'avoir pas su offrir un programme suffisamment marqué... à gauche »³. La séquence post-élection présidentielle va voir le groupe Mélenchon participer à différents dispositifs intra-partisans. Un premier rapprochement est alors opéré avec les proches d'Henri Emmanuelli afin de « peser » dans les équilibres intra-partisans (A), mais les divergences entre les différents groupes fondateurs de Nouveau Monde ne vont pas tarder à apparaître comme le montre l'expérience vite avortée du comité Ramulaud (B). De même, alors que la contestation de la construction européenne est, dans un premier temps, un élément d'unification de la gauche du PS (C), tout autant dans la revendication d'un référendum interne que dans le rejet du TCE, le choix majoritaire des militants socialistes en faveur de la ratification de ce traité va conduire à la réaffirmation des divergences stratégiques entre les différentes tendances de la gauche du PS. En effet, celles-ci vont s'investir très différemment dans la campagne référendaire, les débats quant à l'opportunité de faire campagne indépendamment du PS et contre sa position officielle, conduisent en effet à un fort clivage interne à ces tendances (D).

tendances hétérogènes, en particulier les proches de Laurent Fabius, mais aussi d'anciens de la GS (Marie-Noëlle Lienemann, Jean-Luc Mélenchon) et d'anciens poperenistes (comme Alain Vidalies), etc. Enfin, au congrès de Reims, pendant lequel intervient la dissidence de différentes tendances de la gauche du PS, cette dernière est certes rassemblée autour d'une seule motion (Un Monde d'avance), mais les résultats restent modestes (18,52%), malgré l'éclatement de l'ancienne majorité sur quatre motions, dont trois qui obtiennent entre 24% et 29% des suffrages des adhérents.

¹ Olivier Laurent, « Ambiguïtés de la démocratisation partisane en France (PS, RPR, UMP), in *Revue française de science politique*, 53 (5), 2003, p. 777.

² *A Gauche*, n°897, 4 mars 2003, Laurent Miermont, « Une enquête du CEVIPOF sur la défaite de la gauche aux présidentielles ».

³ *Ibid.* Combinant objectif de compréhension du réel et sens du placement, la mobilisation par la gauche du PS d'une enquête du CEVIPOF va être contestée par la direction du PS, celle-ci faisant appel à son délégué aux études politiques pour relativiser cette étude et l'interprétation qui en est faite. Cf. *L'Hebdo des socialistes*, n°271, 12 avril 2003, Gérard Le Gall, « Retour sur le 21 avril », p. 7.

A. Défaite électorale et fluidité des regroupements intra-partisans

A la suite du 21 avril 2002, les tensions au sein de la GS entre ses principaux leaders s'accroissent, Jean-Luc Mélenchon souhaitant une alliance avec Henri Emmanuelli, tandis que Julien Dray opte pour un rapprochement avec la majorité du PS, stratégie pouvant apparaître comme un processus de normalisation des hétérodoxes, c'est-à-dire des acteurs cherchant à subvertir les règles du jeu partisan¹. Pendant l'été 2002, Henri Emmanuelli et Jean-Luc Mélenchon signent une tribune visant à justifier cette alliance : « *Dans l'immédiat, nous choisissons d'unir nos voix et nos énergies pour proposer ensemble ce chemin à tous les socialistes au moment où ils préparent un congrès décisif* »². Début septembre, *A Gauche* annonce la création de Nouveau Monde³. Si la décision semble alors prise, elle n'est formellement actée que lors de l'université d'été de la GS après des débats particulièrement tendus. Le récit qu'en fait un jeune militant socialiste est, sur ce point, particulièrement révélateur de la difficulté à saisir les enjeux de ces luttes internes à la GS. En 1996, quelques mois après avoir terminé un cursus universitaire en droit public et science politique, Emmanuel Girod est recruté comme collaborateur d'un groupe d'élus écologistes au conseil régional de Franche-Comté. En 1998, faute d'un nombre suffisant d'élus, il perd son emploi. Alors que les membres de ce parti fusionnent avec Les Verts, il rejoint le PS et tente le concours de l'inspection du travail qu'il obtient en 1999. Sa formation lui laisse peu de temps pour s'y investir (il se rapproche néanmoins de la GS). S'il connaît et partage les orientations politiques de la GS, il participe à cette université d'été sans véritablement connaître les conflits qui divisent cette tendance :

« je me retrouve à cette université d'été. Alors, pour le coup, il y avait des grandes fractures au sein... enfin, des divergences au sein de ce courant que, à la fois, je connaissais un petit peu mais que je découvre aussi dans son ampleur parce que, à ce moment-là, on avait... il y avait eu, quand même, le 21 avril, etc. Et là, il y a tout le questionnement sur la suite : qu'est-ce qu'on fait au sein du parti ? Comment on réagit à ça ? Et les fractures politiques, elles se font à travers des leaders. A l'époque, il y avait quand même, Gérard Filoche, bien sûr, il y avait Marie-Noëlle Lienemann, Julien Dray, Jean-Luc Mélenchon... Donc, toutes ces figures avaient des analyses sur la situation et exposaient ces analyses. Et on avait, voilà, une analyse qui dit : bon, il faut accompagner le mouvement, continuer... disons, la Gauche socialiste, il faut la conserver. C'était plutôt Filoche qui tenait cette ligne-là. Je pense avec Marie-Noëlle Lienemann, si je me trompe pas... je ne suis pas dans les secrets, mais c'était un petit peu ça. Et puis une autre, c'était Dray, qui lui, voulait se rapprocher d'Hollande... si j'ai bien compris à l'époque. Et puis, une autre ligne, qui... avec Jean-Luc Mélenchon, voulait faire une alliance avec Emmanuelli pour créer un mouvement à gauche, bien à gauche, au sein du parti. Voilà un petit peu les divergences... et ça, cela a été exposé à l'assemblée générale. On sentait dans cette réunion, dans cette université d'été que les choses étaient, pas actées, mais presque. Il y avait déjà des articles dans la presse, Jean-Luc s'était

¹ Lefebvre Rémi, « Professionnalisation et clôture du champ politique », *In Voter et se taire ? Monopoles politiques, influences médiatiques*, Editions Syllepse, Paris 2008, p. 37.

² Emmanuelli Henri et Mélenchon Jean-Luc, « Un autre monde est possible », tribune dans *Le Monde*, 13 août 2002, republiée dans Mélenchon Jean-Luc, *Causes républicaines*, Editions du Seuil, 2004, p. 173-177 ; *A Gauche*, n°869, 2 juillet 2002, François Delapierre, « Un courant d'objectif ».

³ *A Gauche*, n°872, 5 septembre 2002, « La gauche socialiste appelle à la naissance d'un nouveau courant de gauche avec les amis d'Henri Emmanuelli et Alain Vidalies »

exprimé avec Henri Emmanuelli sur la volonté de créer Nouveau Monde, etc. Donc les choses étaient actées bien avant évidemment, et les dernières interventions dans l'amphi montraient les positions de chacun, mais c'était déjà entériné. » (Emmanuel Girod, entretien le 4 février 2012)

Seul le groupe Mélenchon va véritablement s'allier avec Henri Emmanuelli : Julien Dray cherche à maintenir la GS¹, puis participe brièvement à la création de NPS avant de rejoindre le courant majoritaire² ; Gérard Filoche refuse, dans un premier temps, de choisir entre les deux tendances, avant de rallier NPS lors du congrès de Dijon. Le rapprochement avec la tendance d'Henri Emmanuelli, effectué dans le contexte immédiat du 21 avril 2002³, visait à rassembler l'ensemble de la gauche du PS sur une motion unique afin de contester plus efficacement la direction sortante, via l'addition de deux capitaux électoraux internes (la motion de Démocratie-Egalité avait remporté 13,78% des suffrages en 2000, et celle de la GS, 13,28%). Mais ce raisonnement n'a vraisemblablement pas tenu compte de la déstabilisation de l'ensemble des positions partisans⁴ et du développement de nouvelles tendances opposées à la direction nationale sortante. Deux motions vont ainsi être déposées par des leaders partisans ayant en commun de rompre avec la majorité réunie autour de François Hollande, et la volonté de la contester sur le fondement de la nécessité d'un ancrage plus à gauche du PS ; cette dernière caractéristique étant également commune à Nouveau Monde. Ainsi, cette alliance, qui devait unifier la gauche du PS, se retrouve en réalité en concurrence avec deux motions investissant, avec des ressources certes différentes⁵, le même espace interne. Dans cette configuration, Nouveau Monde obtient des résultats inférieurs au cumul des résultats obtenus par les deux tendances lors du précédent congrès. Ce phénomène se retrouve à nouveau lors du congrès du Mans où la majorité de François Hollande est fortement contestée sur sa gauche : si la contestation interne semble, pendant cette période, se renforcer⁶, elle ne se fait pas

¹ *A Gauche*, n°874, 17 septembre 2002 ; *A Gauche* n°875, 24 septembre 2002.

² Julien Dray signe la contribution générale du NPS, en janvier 2003, mais rallie la motion de François Hollande un mois plus tard. Secrétaire national à la sécurité, il devient porte-parole du PS après le congrès de Dijon.

³ La GS analyse la défaite de Lionel Jospin comme le résultat d'un décalage croissant entre les propositions socialistes et les aspirations populaires. Cf. *A Gauche*, n°860, 24 avril 2002, « Déclaration de la Gauche socialiste ». Pour une analyse de cette défaite, Cf. Lefebvre Rémi et Sawicki Frédéric, « Défaite de la gauche : le 21 avril 2002 n'était pas un accident », in *Savoir/Agir*, 1, 2007, p. 23-28. D'autres auteurs valident en revanche partiellement la thèse de l'accident électoral. Cf. Bergounioux Alain et Grunberg Gérard, *L'ambition et le remords*, op. cit., p. 466-475.

⁴ Carole Bachelot montre ainsi que la défaite à l'élection présidentielle de 2002 a permis une réactivation des tendances, accompagnée d'une grande instabilité de ces regroupements sous-partisans. Cf. Bachelot Carole, « Revisiter les causalités de l'évolution. Le PS au prisme de la cartellisation », in Aucante Johann et Dézé Alexandre (dir.), *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales*, op. cit., p. 385-411.

⁵ Marc Dolez et Pierre Larrouturou s'appuient essentiellement sur des ressources locales. Près de la moitié des voix de cette motion sont obtenues dans le Nord dont Marc Dolez est premier secrétaire fédéral, et député. De même, la motion NPS s'appuie sur les réseaux issus du mouvement des jeunes socialistes (MJS) et sur un clivage générationnel, s'exprimant par la rhétorique de la rénovation, du renouvellement, et sur la promotion des thématiques sociétales. Cf. Lefebvre Rémi et Sawicki Frédéric, *La société des socialistes*, op. cit., p. 119.

⁶ Crespy Amandine, « La cristallisation des résistances de gauche à l'intégration européenne », art. cit., p. 593. Elle analyse l'opposition sur la question européenne au sein du PS en 2005 comme une réminiscence de l'opposition interne de la gauche du parti face à ce qu'ils considèrent comme une dérive social-libérale du PS.

à l'avantage du groupe Mélenchon ni même des coalitions instables¹ auxquelles il participe. L'éphémère unité intra-partisane lors de la contestation du TCE masque ainsi mal l'instabilité des coalitions à la gauche du PS, comme le remarque Rémi Lefebvre : « *en recomposition permanente, elle ne parvient pas à conjurer une tendance à la scissiparité* »².

Nouveau Monde échoue doublement. D'une part, il ne parvient pas à être majoritaire, mais il est légèrement dépassé par la motion du NPS (qui mobilise efficacement un clivage générationnel) lors du congrès de 2003³. D'autre part, si *A Gauche* donne l'image d'un courant uni, le rapprochement de ces deux groupes militants semble difficile⁴ (le comité Ramulaud offre une illustration de ces divergences qui apparaissent très tôt dans Nouveau Monde), comme en atteste la convergence des témoignages recueillis :

« *D'un point de vue local, les emmanuellistes... ce n'était pas du tout la même génération. Ceux qui venaient de la GS, on était tous jeunes, moins de trente ans, et moi, je devais être le plus âgé. J'avais trente-deux ou trente-trois ans... et tous les autres, c'était plus de cinquante ans ! Il y a vraiment eu un choc générationnel, mais aussi sur les pratiques... Les emmanuellistes, sur Strasbourg, ils étaient complètement intégrés au fonctionnement de la fédération... C'était même plutôt la frange catho de gauche...* » (Jean-Charles Vescovo, entretien le 20 mars 2012. Militant socialiste à Strasbourg)

« *À un moment donné, on a beaucoup de problèmes avec les emmanuellistes. On a beaucoup de problèmes. Ils sont sur d'autres lignes et puis il y a une espèce de concurrence au sein de Nouveau Monde parce qu'il faut fusionner ces deux courants... Il y a quand même des divergences et elles sont de plus en plus difficiles à faire « taire ». En fait, la direction nationale des... ex Gauche socialiste, on va dire comme ça, du côté Jean-Luc Mélenchon, ne se voit plus... dans Nouveau Monde. Ça, c'est plutôt vers la fin 2003.* » (Emmanuel Girod, entretien le 4 février 2012. Militant socialiste à Besançon)

« *Mais disons que la greffe était quand même difficile à faire prendre sans le... justement... ce que je disais... sans la dimension écologiste, féministe... Voilà, moi, il y avait un truc qui me manquait... Après,... de toute façon, il n'y avait pas le choix ! [Rire] Il n'y avait pas le choix ! Il fallait qu'on puisse maintenir un courant de gauche. Qui ne se fonde pas dans la direction. [...] Nouveau Monde, ce n'était pas quelque chose qui m'apparaissait comme quelque chose d'abouti politiquement...* » (Hélène Franco, entretien le 20 avril 2012. Militante socialiste à Paris)

« *C'est un accord... de circonstance. On ne partage pas l'essentiel, donc, cela se passe difficilement. [...] En fait, ce ne sont pas de grosses divergences, mais c'est une différence d'analyse, une différence de vue sur... euh... la structuration militante, sur l'organisation. Emmanuelli n'était pas très profondément attaché à la structuration politique de ce mouvement.* » (Nordine Jouira, entretien le 16 juin 2012. Militant socialiste à Nancy)

Il est possible d'interpréter les fortes similitudes de ces récits comme le résultat d'un travail d'homogénéisation de longue date au sein d'une tendance : Jean-Charles Vescovo débute son militantisme dans le syndicalisme étudiant (UNEF-ID) avant d'adhérer au PS et à la GS ; Emmanuel

¹ Le groupe Mélenchon teste une nouvelle configuration lors de chaque congrès : avec Henri Emmanuelli en 2003, Laurent Fabius en 2005, l'ensemble de l'aile gauche du PS en 2008.

² Lefebvre Rémi, « Militer au parti socialiste pour le transformer », *op. cit.*, p. 223.

³ L'émergence d'une nouvelle tendance contestataire n'est pas sans influence sur les possibilités tactiques du groupe Mélenchon qui se voit concurrencé sur le terrain de l'opposition à la direction nationale du PS et de la dénonciation du tournant « social-libéral » du PS.

⁴ Alemagna Lilian et Allières Stéphane, *Mélenchon le plébéien*, *op. cit.* p. 232-236.

Girod, après un court passage par l'écologie politique, milite au PS et à la GS ; Hélène Franco adhère tôt au MJS et au PS, s'investit immédiatement à la NES et a toujours milité dans le groupe Mélenchon ; Nordine Jouira commence à s'investir dans des actions antiracistes (opération de « *testing* » à l'entrée des discothèques) organisées par SOS Racisme avant d'adhérer à l'UNEF et, six mois, plus tard au PS et à la GS. Tous quatre ont participé activement à la création de PRS à partir de 2004, puis à la création du PG en 2008 (trois ont par ailleurs été ou sont encore membres du BN de ce parti). Pour autant, les récits ne sont pas totalement homogènes et ne relèvent pas seulement d'un discours d'institution. Jean-Charles Vescovo pointe un conflit générationnel et les différences de positions occupées par les uns et les autres dans la fédération socialiste. Dans certains récits, la fusion des deux tendances est rendue difficile voire impossible par les différends doctrinaux et/ou des différences organisationnelles. Hélène Franco pointe ainsi les divergences doctrinales et évoque un rapprochement « par défaut » ou « par nécessité », etc. Dès lors, ces récits rendent compte d'une difficile fusion des deux tendances qui se rapprochent non pour des considérations doctrinales, mais pour participer plus efficacement à la compétition intra-partisane. Il s'agit ainsi d'une alliance circonstancielle effectuée en vue d'accroître le potentiel contestataire des deux tendances fondatrices, dans une configuration intra-partisane pouvant paraître plus propice à la contestation de la direction nationale en place. Par ailleurs, elle constitue probablement une anticipation de la rupture au sein de la GS du fait de l'accumulation des divergences avant 2002.

Les divergences entre les deux groupes fondateurs de Nouveau Monde sont autant culturelles que générationnelles. Elles s'expriment également sur les moyens d'intervention. Davantage intégrés aux jeux partisans, les proches d'Henri Emmanuelli sont plus enclins à privilégier les modes d'interventions d'une tendance et à se limiter au répertoire d'action classique qu'il induit, alors que le groupe Mélenchon va à deux reprises élargir son répertoire d'action à des activités peu courantes pour une tendance partisane : d'une part, en participant à une tentative de recomposition à la gauche du PS ; d'autre part, en participant à la mobilisation référendaire en 2005. Ces deux séquences constituent tout autant un jeu sur les frontières partisans, qu'un lieu d'apprentissage de la dissidence – fut-elle temporaire – et d'interaction avec des milieux militants alternatifs.

B. L'expérience du comité Ramulaud : difficultés et limites du jeu sur les frontières partisans

Bien que la presse de l'époque¹ évoque la présence de Nouveau Monde dans le comité Ramulaud (du nom du restaurant dans lequel se tiennent les réunions de ce collectif), les socialistes qui y participent sont des proches de Jean-Luc Mélenchon, ceux d'Henri Emmanuelli étant totalement

¹ *Le Parisien*, « Chez Ramulaud, à gauche de la gauche », 11 juillet 2003 ; *Le Point*, « Ramulaud prend l'eau », 3 octobre 2003.

absents. Malgré son échec, l'initiative Ramulaud est intéressante par au moins deux aspects : la tentative de reconfigurer la gauche radicale à laquelle participent des responsables et militants ayant en commun d'occuper des positions à la marge dans leur organisation partisane et des militants engagés dans l'espace des mouvements sociaux ; les similitudes entre les signataires de cet appel et ceux qui participeront ensuite à la campagne référendaire de 2005. L'absence d'Henri Emmanuelli et de ses proches, tout comme la nécessité, pour Jean-Luc Mélenchon et François Delapierre de se justifier, montre implicitement les divergences dans Nouveau Monde quant à l'opportunité d'une telle initiative et la nécessaire mise en cohérence d'un engagement qui ne va pas de soi :

« Cette démarche nous est donc apparue comme un prolongement naturel et nécessaire de l'action de Nouveau Monde et donc des analyses que nous développons dans ce bulletin. Notre participation supposait néanmoins plusieurs conditions. Que chacun des participants le soit à titre individuel. Et que les socialistes puissent y participer en toute loyauté tant vis-à-vis de leur parti que de cette nouvelle coordination. Nous n'aurions pu en effet participer à une démarche ayant pour programme d'installer le divorce entre deux gauches que nous combattons inlassablement. »¹

Les deux auteurs précisent avoir signé individuellement et ne pas engager la tendance, tout en faisant de leur participation à ce comité la continuité de leur engagement socialiste. La recherche d'une conciliation entre critique du social-libéralisme et loyauté partisane rend difficile cet engagement qui s'apparente à une véritable ligne de crête (les critiques affectent également le gouvernement de gauche plurielle dont Jean-Luc Mélenchon a été ministre). Après la première réunion publique de Ramulaud, François Delapierre et Jean-Luc Mélenchon annoncent leur retrait :

« Cette ligne unitaire a ses détracteurs traditionnels. En particulier ceux qui pensent que le rassemblement de la gauche antilibérale doit se faire dans la dénonciation du PS. Or cette ligne sectaire a été malheureusement développée dans le discours de conclusion d'Yves Salesses. / Nous avons ainsi été profondément surpris de l'entendre dire que le but de l'appel était de construire une alternative « en face du Parti socialiste » »²

A l'époque, les critiques émises contre le PS sont perçues comme une remise en cause de l'identité socialiste du groupe Mélenchon. Participer à une initiative critiquant le parti dont la tendance est membre, même si celle-ci est opposée aux orientations majoritaires du parti, revient à remettre en cause sa propre identité³, mais aussi l'utilité de leur engagement et peut fragiliser les positions intra-partisanes de la tendance, vue comme insuffisamment loyale envers le parti. Enfin, le modèle tactique du groupe Mélenchon à l'époque est l'union de la gauche, ce qui suppose des rapprochements avec d'autres partis, mais en aucun cas la dissidence⁴. La perception de cette initiative varie en fonction des positions occupées. Ainsi, certains adoptent la même grille de lecture :

¹ *A Gauche*, n°914, 1^{er} juillet 2003, François Delapierre, Jean-Luc Mélenchon, « Pourquoi nous signons l'appel pour une alternative à gauche ».

² *A Gauche*, n°920, 30 septembre 2003, François Delapierre, « Cette orientation n'est pas la nôtre ».

³ L'identité d'une tendance est ainsi constituée d'éléments qui la différencient de l'ensemble partisan et d'éléments communs. Cf. Poirmeur Yves, « Les tendances dans les partis et les syndicats », *op. cit.*, p. 236-237.

⁴ La perception de l'initiative Ramulaud va cependant largement évoluer et faire l'objet d'une réinterprétation par Jean-Luc Mélenchon : si en 2003, la rupture est justifiée par l'antisocialisme réel ou supposé des

« Donc, le comité Ramulaud se fait, cela échoue parce que [hésitation] parce que, pour aller vite, [silence] je pense que c'était une tentative d'aller plus vite que la musique et puis, de la part d'Yves Salesses d'impulser un contenu assez gauchiste, ce qui fait que au bout d'un moment, des gens comme Jean-Luc [Mélénchon] et PRS, sont encore dans le PS, ils se retrouvent en grand écart. Bref, cela échoue. » (Eric Coquerel, entretien le 26 juin 2011)

Après avoir été militant à la LCR, Eric Coquerel participe à la campagne présidentielle de Jean-Pierre Chevènement en 2002 puis à la fondation du MRC (secrétaire national), avant de quitter ce parti pour créer le MARS dont il prend rapidement la présidence. Partie prenante du comité Ramulaud, très actif lors de la campagne référendaire de 2005, il n'en refuse pas moins à plusieurs reprises d'intégrer PRS, organisation qu'il juge trop liée au PS, avant de participer à la création du PG en 2008. Sauf à de rares exceptions, l'ensemble de sa trajectoire militante est marquée par un élément de continuité, celui de privilégier un engagement politique et partisan. A l'inverse d'autres militants, plus critiques quant au fonctionnement des partis politiques, qui valorisent un engagement plus mouvementiste. La trajectoire de Claude Debons l'illustre. Bien qu'ayant été militant à la LCR, il milite essentiellement syndicalement (à la CFDT, qu'il quitte en 2003) et à la Fondation Copernic, il livre un récit diamétralement opposé de l'échec du comité Ramulaud :

« Le comité Ramulaud, c'est... cela a été une tentative... c'était plutôt Yves Salesses qui était un peu le maître d'œuvre... c'était, toujours dans la même idée, une tentative de regroupement politique à gauche du PS. En essayant de mettre ensemble des gens... Mais cela n'a pas été loin, et c'est Mélénchon d'ailleurs qui a fait capoter le truc, à un moment donné, l'orientation de ça ne devait pas correspondre à ce qu'il pensait, il n'a pas donné d'explication d'ailleurs extrêmement claire dans cette affaire, c'est le moins que l'on puisse dire ! Mais un jour, il a claqué la porte, et l'affaire s'est un peu enlisée, et puis de toute manière, comme on avait... comme l'histoire du référendum européen arrivait, et qu'on avait repéré que cela pouvait être un levier utile qui permettait de rebondir, on ne s'est pas acharné sur le maintien de l'initiative Ramulaud, qui était un peu hétéroclite... » (Entretien, le 20 décembre 2012)

Au moment où se déroule l'entretien, il vient de quitter le PG ce qui peut conduire à une relecture *a posteriori* de l'échec des comités Ramulaud dans le sens d'une survalorisation du rôle de Jean-Luc Mélénchon (la lecture de la presse de l'époque atteste des nombreuses tensions entre les participants à ce comité). Toujours est-il que ces deux récits, pour opposés qu'ils sont dans l'imputation des responsabilités, n'en témoignent pas moins tous deux de la distance qui sépare encore le groupe Mélénchon d'une intégration à l'espace de la gauche radicale, c'est-à-dire à la reconnaissance par les autres acteurs de cet espace, du groupe Mélénchon comme un acteur légitime, un potentiel allié et un concurrent dans l'espace de la gauche radicale. Enfin, les logiques partisans rendent très vite l'inclusion du groupe Mélénchon dans les enjeux de la gauche radicale difficile à justifier : l'impératif de loyauté partisane vient ici clore cette tentative, somme toute modeste puisque le comité Ramulaud écarte toute participation électorale. La loyauté s'impose

animateurs de ce collectif, en 2007, alors qu'il conceptualise désormais la dissidence comme un scénario crédible, Jean-Luc Mélénchon n'évoque plus l'antisocialisme pour justifier son retrait, mais des divergences sur les questions européennes et la laïcité. Cf. Mélénchon Jean-Luc, *En quête de gauche*, op. cit., p. 250-254.

également face à la seconde composante de Nouveau Monde, rappelant ainsi au groupe Mélenchon, que ses positions politiques sont *essentiellement* partisans et son répertoire d'action, principalement orienté vers la compétition intra-partisane.

C. Le projet de traité européen saisi au travers des jeux partisans

Lors de la campagne interne au PS, la gauche du PS apparaît relativement unie, même si certaines tendances ont des difficultés à produire une position sur le projet de traité européen¹ :

« J'étais un « non » honteux. Utopia avait eu un peu de mal sur le « oui » et le « non »... Ce n'est pas ce qui était constitutif de notre identité. Maintenant, cela devient naturel de dire « oui, forcément, Utopia, c'était vers le « non » », mais ce n'est pas vrai. Utopia en 2005 n'était pas tant que cela vers le « non », cela devait être 50/50. Moi, j'ai voté « non », mais je vois bien que les gens d'Utopia dans ma section ou ailleurs étaient partagés. Ce n'était pas si clair que cela. Je n'ai pas fait la campagne du « non ». J'ai voté « non », j'ai dit que je votais « non », mais je ne l'ai pas crié sur tous les toits. Et puis, je n'étais pas sûr d'avoir raison. » (Franck Pupumat, entretien le 27 septembre 2009. Militant socialiste dans l'Ain, membre du CN du PS. Fondateur et animateur d'Utopia, ancien membre du BN du MJS)

Hormis Utopia, la gauche du PS est opposée au TCE. Nouveau Monde, NPS et Forces militantes (Marc Dolez) organisent plusieurs initiatives : une pétition commune à Nouveau Monde et Forces militantes², une rencontre nationale des trois tendances le 10 avril 2004 sur l'avenir de l'Europe³, ou encore une université d'été commune à Forces Militantes et Nouveau Monde faisant une large place aux questions européennes⁴ et devant permettre le lancement de la campagne interne contre le projet de traité⁵. Cette campagne interne est ainsi l'occasion de présenter une gauche du PS unie par le rejet du TCE. L'intervention de Nouveau Monde dans le débat sur le projet de traité est duale. D'une part, elle vise à l'obtention d'une consultation des militants et non d'une décision des instances nationales du PS⁶. D'autre part, une fois ce premier point acquis, à mettre en scène la possibilité d'une victoire du non. Pris dans les enjeux internes, Nouveau Monde construit et affiche un « front » du non dépassant les clivages issus des précédents congrès. L'accent est mis sur la mobilisation des soutiens, que cela soit par le nombre de militants présents aux initiatives lancées par Nouveau Monde⁷, ou par les prises de position des différents leaders socialistes : « *La prise de*

¹ Le PS n'est pas la seule organisation mise sous tension par l'enjeu européen : Eric Agrikoliansky nuance la vision de l'altermondialisme immédiatement et unanimement pour le non. Cf. Agrikoliansky Eric, « Une autre Europe est-elle possible ? Les altermondialistes français et la Constitution : les conditions d'une mobilisation ambiguë », in Cohen Antonin et Vauchez Antoine (dir.), *La Constitution européenne, op. cit.*, p. 209-236.

² *A Gauche*, n°935, 27 janvier 2004 ; *A Gauche*, n°937, 10 février 2004, Julien Maton, « Pourquoi il faut une Constituante européenne ».

³ *A Gauche*, n°946, 14 avril 2004, Nicolas Voisin, « La République européenne sera l'humus du socialisme ».

⁴ *A Gauche*, n°959, 1^{er} septembre 2004.

⁵ *Circulaire Nouveau Monde*, n°3, 1^{er} juillet 2004.

⁶ *A Gauche*, n°956, 22 juin 2004 ; *Bulletin d'information Nouveau Monde*, 8 décembre 2004.

⁷ Lettre aux militants de Nouveau Monde, 22 septembre 2004. « *Les turbulences du débat sur le projet de Constitution européenne confèrent un relief particulier à nos universités de rentrée. / De fait elles s'imposent*

position de Laurent Fabius en faveur du « non » au projet de Constitution européenne est un évènement majeur »¹. L'intervention de Jean-Pierre Masseret à cette université d'été est présentée comme la preuve que ce débat modifie l'économie des positions partisans :

« Venu en renfort, le président de la région Lorraine, Jean-Pierre Masseret, issu pour sa part de la majorité du Congrès de Dijon, a eu des propos très fermes en estimant que le traité Giscard était tout simplement incompatible avec le socialisme. »²

En effet, tant l'innovation procédurale que représente le recours au vote des militants³, que la polarisation induite par le mécanisme référendaire qui simplifie les regroupements intra-partisans (en favorisant les prises de positions selon l'alternative oui/non), frappent cette procédure d'une incertitude relative. A cela s'ajoute la complexité des regroupements intra-partisans qui rendent difficile, sinon impossible, pour les compétiteurs, l'évaluation/anticipation des résultats de la consultation. L'unité de la gauche du PS, l'ampleur des ralliements au non, l'intensité de la campagne intra-partisane⁴, la nouveauté de la procédure choisie qui permet la mise en place d'une véritable campagne référendaire intra-partisane, semblent ainsi, pour les tendances minoritaires, constituer une phase d'ouverture de la compétition. Finalement, les militants socialistes se prononcent largement en faveur du oui lors de la consultation du 1^{er} décembre 2004 à 58,62%⁵, ce qui provoque un retour à la division de la gauche du PS, qui bien que s'accordant sur l'opposition au TCE, s'oppose sur les moyens d'intervention pouvant être mobilisés après le résultat de la consultation.

D. Que faire après la défaite ? La difficile conciliation de loyautés contradictoires

Pendant cette seconde phase de la campagne référendaire, qui n'est plus celle de la compétition organisée et légitimée par la structure partisane, mais celle de l'opposition externe, les positions vont varier selon le primat donné à la question européenne ou au maintien des loyautés militantes. En effet, la défaite à la consultation interne pose la question, pour ces militants du non, de l'opportunité d'un engagement public pour le non, ce choix apparaissant alors comme une transgression des loyautés militantes⁶, à travers le non-respect de la discipline partisane et du vote

comme le point de départ de la campagne du « non » des socialistes et présenteront une ouverture médiatique de première importance. / La présence massive de nos militants à Douai est donc un élément décisif pour la réussite de ces rencontres et la dynamique de la campagne. »

¹ *A Gauche*, n°961, 15 septembre 2004, Jean-Luc Mélenchon, « Le non tranquille ».

² *A Gauche*, n°964, 5 octobre 2004, François Delapierre, « Une grande réussite pour un grand débat ».

³ Il s'agit du premier recours à ce dispositif au PS. Cf. Duseigneur Guillaume, « Lorsque l'Union Européenne questionne l'identité partisane : le référendum interne du PS sur le TCE », in Laurent Annie et Sauger Nicolas (dir.), *Le référendum de ratification du Traité constitutionnel européen du 29 mai 2005 : comprendre le « Non » français*, in *Les Cahiers du CEVIPOF*, 42, 2005, p. 74-91.

⁴ Bergounioux Alain et Grunberg Gérard, *L'ambition et le remords*, op. cit., p. 483.

⁵ *L'Hebdo des socialistes*, n°342, 11 décembre 2004, p. 6.

⁶ Eric Treille propose une autre interprétation de ce choix, qui n'est pas contradictoire avec l'aspect transgressif du fait de l'intrication forte qui constitue les raisons d'agir des acteurs et groupes. Pour lui, en effet, il s'agit avant tout d'être fidèle, pour les tenants du non, à un mode d'organisation (le système de répartition des votes

majoritaire des militants. Choix d'une minorité de militants socialistes¹, la participation à la campagne du non divise les formes constituées pour la compétition intra-partisane : à la fois en mettant un terme à l'unité de la gauche du PS, et en en divisant profondément les tendances. Pour les uns, la dissidence suppose un coût trop élevé puisqu'elle obère les capacités à jouer le jeu partisan. Par ailleurs, cette dissidence affecte les représentations qu'ils se font de l'engagement partisan : la tendance à la discipline partisane (à la *loyalty*) est renforcée par le caractère démocratique de la procédure et le résultat particulièrement net. Dès lors, toute transgression apparaît comme excessivement coûteuse (en affectant la position et l'identité des acteurs). Mais dans le même temps, d'autres – qui ne sont pas les plus nombreux – constituent la dissidence comme la suite logique de leur engagement pour le non dans le PS. Ici, la dimension identitaire joue comme justification de la dissidence. L'absence de sanction de la part de la direction nationale du PS pendant cette campagne dissidente vient ici abaisser le coût de la dissidence, tout autant qu'elle révèle la « *capacité limitée de coercition de la direction de l'organisation* »². Les divergences stratégiques au sein de Nouveau Monde sont, à ce titre, particulièrement éclairantes, mais il faut souligner que l'autre tendance de la gauche du PS – NPS – est tout aussi divisée³. En cela, les conflits qui divisent Nouveau Monde sont révélateurs des loyautés contradictoires que doivent gérer l'ensemble des tendances de la gauche du PS face à une défaite interne les contraignant théoriquement à défendre une position contraire à celle qu'ils ont préalablement défendue, alors même que se développe une campagne dynamique du « non de gauche ».

Le groupe Mélenchon va, après la défaite à la consultation interne, s'investir dans les collectifs du non⁴. Henri Emmanuelli⁵, dans un premier temps, refuse de s'engager dans la mobilisation

à la proportionnelle) plutôt qu'un référendum interne ne constituant qu'une « *agrégation arbitraire de choix individuels* ». Cf. Treille Eric, « Désunions européennes. Le référendum interne du Parti socialiste français sur la Constitution », in Cohen Antonin et Vauchez Antoine (dir.), *La Constitution européenne, op. cit.*, p. 183-195.

¹ Amandine Crespy relève que les socialistes du non sont plutôt réservés quant à une campagne externe. Cf. Crespy Amandine, « La cristallisation des résistances de gauche à l'intégration européenne », *art. cit.* p. 602.

² Bachelot Carole, « Un gouvernement des pairs ? », *art. cit.* p. 393. Ce qui va, par la suite, abaisser encore le coût du jeu sur les frontières partisanes, rendre plus intéressante cette stratégie et faciliter la dissidence : d'une part, en permettant des apprentissages successifs de cette dissidence et la constitution progressive d'opportunités de reconversion externe ; d'autre part, en facilitant ce jeu sur ses marges, la direction nationale du PS, bien involontairement, offre un cadre propice au processus de marginalisation du groupe Mélenchon (chaque défaite dans le jeu partisan est suivie d'un réinvestissement plus intense dans l'espace de la gauche radicale, ce qui nourrit en retour le désintérêt pour les jeux et enjeux socialistes).

³ Comme nous le montrons dans : Mathieu Romain, « « *Respectez notre NON !* ». Du 29 mai 2005 à la construction du Parti de gauche (2005-2009) », *art. cit.*

⁴ François Delapierre indique avoir participé à un meeting du non organisé par le PCF dès début décembre 2004. *A Gauche*, n°974, 14 décembre 2004, François Delapierre, « Les enjeux du « non » socialiste ».

⁵ Sur l'entrée en campagne d'Henri Emmanuelli et le retrait de NPS, cf. Bergounioux Alain et Grunberg Gérard, *L'ambition et le remords, op. cit.*, p. 487-488.

référendaire et indique son refus de « *signer avec Copernic* »¹, signifiant ainsi son maintien dans les limites du jeu partisan, tout en laissant ouverte l'opportunité d'un engagement public :

« Nous sommes conscients qu'à ce stade il ne faut pas cesser d'affirmer nos convictions, néanmoins il est également impératif de respecter les bons rythmes pour avancer. Plusieurs intervenants ont mis en garde contre la tentation de souscrire à d'autres initiatives en faveur du NON, hors du parti : ce serait dissoudre prématurément le potentiel électoral d'un Non porté par des socialistes pour des socialistes »²

Il s'agit ici d'attendre l'opportunité de construire un engagement qui n'apparaîtrait pas comme un non-respect du vote des militants socialistes. Le coût d'une dissidence immédiate est alors trop élevé car fragilisant les positions occupées dans l'espace partisan :

« La bataille se joue à l'intérieur de la social-démocratie même si elle commet une erreur historique en avalisant cette Constitution. Je ne commettrai pas l'erreur de désertir le socialisme pour l'abandonner à ceux qui le dévoient. Je ne leur ferai pas le cadeau d'aller dissoudre les forces électorales socialistes dans des tentatives sans traduction politique »³

Le registre mobilisé est alors celui de la fidélité au parti (à la fois dans le respect du vote et dans le respect de la tradition socialiste) et à ses convictions, ce qui autorise la dissidence dans le cas où le PS s'éloignerait de cette tradition socialiste :

« La tonalité de cette campagne socialiste, dans le contexte pesant d'une accélération de la déréglementation sociale du gouvernement et des délocalisations découlant des choix européens, pousse aujourd'hui Henri Emmanuelli à passer d'un non réservé et interne à une campagne publique pour le non »⁴

Le bulletin d'information Nouveau Monde du 16 mars 2005 exprime cette stratégie :

« Il faut dans un premier temps expliquer les raisons de l'entrée en campagne pendant cette période. Nul ne pouvait douter que nos convictions sont intactes. Néanmoins il ne s'agit pas, de transgresser sans explication, le vote des militants. Il nous fallait pour cela accumuler des faits qui permettent de le justifier. [...] Il serait tout à fait inefficace de se regrouper dans des collectifs où les électeurs socialistes ne se retrouveraient pas, nous y perdrons en crédibilité et notre électorat pourrait être tenté de se détourner de nous »⁵

L'engagement dans la campagne référendaire se fait tout en maintenant le refus d'Henri Emmanuelli de participer aux collectifs du non, pour construire des « *collectifs du non socialiste* »⁶ ; cet engagement ne se fait pas en rupture avec le jeu des tendances propre au PS et apparaît assez tardif, alors que les enquêtes d'opinion indiquent désormais une forte probabilité d'un rejet du traité. Enfin, une troisième position affirme, au sein de Nouveau Monde, la primauté des loyautés militantes et du respect du résultat de la consultation interne :

« Après le référendum interne dans lequel nous avons pris toute notre part, nous avons choisi de ne pas nous associer à la conduite d'une campagne parallèle sur le NON socialiste, en considérant qu'elle

¹ *Le Monde*, 8 décembre 2004.

² *Bulletin d'informations Nouveau Monde*, 8 décembre 2004.

³ Réponse d'Henri Emmanuelli à la question : « *Pourriez-vous envisager de constituer une nouvelle force de gauche à l'extérieur du PS ?* » que lui pose un journaliste. Cf. *Sud-Ouest*, 6 décembre 2004.

⁴ *Bulletin d'information Nouveau Monde*, 8 mars 2005.

⁵ *Bulletin d'information Nouveau Monde*, 16 mars 2005.

⁶ Ce que Jean-Luc Mélenchon lui reprochera. Cf. *A Gauche*, n°990, 19 avril 2005, Jean-Luc Mélenchon, « La nouvelle union des gauches ».

produirait nécessairement un affrontement public entre socialistes, préjudiciable à l'unité de notre parti dans la perspective des batailles à venir. Ce choix a révélé une vraie divergence sur le rapport au parti et à sa démocratie interne aussi bien avec Henri Emmanuelli qu'avec Jean-Luc Mélenchon partis en campagne « à titre personnel » et chacun de leur côté selon une démarche que nous respectons, même si nous la partageons pas »¹

Au sein d'une même tendance, les modalités d'intervention varient fortement sur un continuum dont les deux extrêmes sont la dissidence temporaire au sein des collectifs du non et le respect de la discipline partisane. Ces divergences vont accélérer le processus de dissociation de Nouveau Monde. Unilatéralement, le groupe Mélenchon va prendre la décision de « *mettre en sommeil* »² Nouveau Monde, malgré le désaccord d'Henri Emmanuelli :

« Pour cela la mise en sommeil du courant n'est pas la solution. En effet un certain nombre de camarades n'ont pas de trajectoires spécifiques à part celle de Nouveau Monde, nous devons donc continuer à organiser et alimenter en informations nos camarades »³

Après cette campagne, aucun des groupes constitutifs de Nouveau Monde n'exprimera le souhait de reformer cette tendance, exprimant par-là une différenciation des pratiques militantes préexistantes au référendum, et une différenciation désormais trop importante des positions occupées dans l'espace partisan et du rapport au parti, comme l'expriment Annick Aguirre, Jean Mallot et Alain Vidalies (tous trois anciens poperénistes) :

« Nouveau Monde a été un outil utile dans la période délicate qui a suivi le 21 avril 2002. Mais aujourd'hui, Nouveau Monde ne correspond plus à aucune réalité commune. Nous devons en faire le constat. La route de ses deux principaux animateurs s'est séparée après trois ans de fonctionnement chaotique, dont nous avons probablement eu le tort de préserver les militants »⁴

La concordance entre la fin de Nouveau Monde et la mobilisation référendaire aboutit à une situation paradoxale : le groupe Mélenchon, qui a été de l'animation de l'une des tendances les plus structurées du PS, se retrouve, tout au moins formellement, sans tendance. Le maintien des solidarités du groupe se fait alors par l'animation de PRS et la participation quotidienne à la campagne référendaire. Sans que cette reconversion ne soit l'objet d'une stratégie délibérée, le groupe Mélenchon opère ainsi un premier glissement puisque les solidarités du groupe ne sont désormais plus exclusivement liées à l'engagement socialiste. Ce n'est qu'une fois la mobilisation référendaire achevée, et dans la perspective d'un congrès, que le groupe Mélenchon va fonder une nouvelle tendance, ce qui conduit à la création d'une tendance intra-partisane par une organisation se présentant comme indépendante du PS. Ces différences d'intensité dans l'engagement contre le TCE vont fonder des expériences militantes différentes, ajoutant à la dimension idéologique ou programmatique – une même critique alter-européenne de la construction européenne – une

¹ Lettre d'Annick Aguirre, Jean Mallot, Alain Vidalies, 22 mai 2005.

² *A gauche*, n°985, 15 mars 2005, « Nouveau Monde mis en sommeil ». La visibilité de ces divergences est renforcée par la lecture combinée des *A Gauche* et des bulletins d'informations Nouveau Monde. En effet, cette lecture amène à considérer les deux sources d'informations comme étant chacune rattachée à l'un des deux groupes fondateurs.

³ *Bulletin d'information Nouveau Monde*, 16 mars 2005.

⁴ *Ibid.*

dimension sociale en inscrivant ceux qui participent aux collectifs du non, dans un apprentissage de la dissidence et des sociabilités alternatives à celles résultant du seul engagement partisan.

Bien loin d'ouvrir le jeu, la défaite de Lionel Jospin lors de l'élection présidentielle de 2002 a contribué à déstabiliser la compétition intra-partisane et a saturé l'espace de contestation interne qu'incarnait, à la fin des années 90, la GS. Les dissensions internes à cette tendance, la concurrence dans la contestation même de la direction nationale du PS, ou encore l'échec relatif de Nouveau Monde ont contribué à clôturer les opportunités de contestation intra-partisane et à rendre plus attractives et/ou moins coûteuses les entreprises extra-partisanes.

Section 3. La mobilisation référendaire, une rupture multidimensionnelle

Comparant la ventilation partisane des votes lors des référendums de 1992 et 2005, Patrick Lehingue constate l'augmentation, dans les partisans du non, des électeurs de gauche, ce qu'il explique par le développement et le rôle joué par l'altermondialisme en 2005 et la plus grande intensité de la défection au PS – « *la défection de Jean-Pierre Chevènement en 1992 pesant moins lourd que celles conjuguées des courants de Laurent Fabius, Henri Emmanuelli, Arnaud Montebourg et Jean-Luc Mélenchon en 2005* »¹ – tandis qu'Eric Perrardeau rappelle que l'électorat de gauche est majoritaire dans le rejet du TCE². S'il y avait, comme le remarque Eric Coquerel³, déjà une gauche du non en 1992, l'intensité de la contestation alter-européenne s'est accrue à gauche et constitue la mobilisation référendaire de 2005 en une véritable rupture, tant dans la ventilation partisane du vote, que dans l'intensité et la diversité de l'engagement de groupes militants et leaders de gauche. Eric Perrardeau remarque l'accroissement important du vote non entre 1992 et 2005, en particulier

¹ Lehingue Patrick, « Le Non français au traité constitutionnel européen », *art. cit.*, p. 122-139. Par ailleurs, il faut remarquer que les deux référendums ne se déroulent pas dans les mêmes configurations politiques et intra-partisanes puisqu'en 1992, le PS est au gouvernement et François Mitterrand, président de la République socialiste, s'est fortement investi dans la défense de la ratification du traité de Maastricht. Dans un parti présidentialisé et au pouvoir (donc soumis au fait majoritaire), les capacités d'expression d'une forte divergence politique (comme sur la construction européenne) sont bien plus réduites qu'en 2005 dans un parti ayant subi une importante défaite en 2002 et dont le leadership du premier secrétaire est relativement affaibli et/ou déconsidéré par les tendances les plus contestataires. Ainsi, Jean-Luc Mélenchon s'abstiendra sur le vote concernant la ratification du traité de Maastricht (l'abstention constituant alors un refuge permettant de ne pas soutenir une politique sans s'y opposer), choisissant ainsi la solidarité parlementaire et reconnaissant implicitement la prééminence présidentielle. Sur l'acceptation du fait majoritaire, cf. Bergounioux Alain et Grunberg Gérard, *L'ambition et le remords*, *op. cit.*, p. 255-257. Néanmoins, comme le rappelle Benoît Verrier, ces difficultés à s'opposer à la politique européenne du président de la République sont moins insurmontables, du fait d'une plus importante politisation de cet enjeu (et de la transgression des clivages partisans qui en résulte) que dans l'opposition préalable à la participation française à la première guerre du Golfe. Cf. Verrier Benoît, *Loyauté militante et fragmentation des partis*, *op. cit.*, p. 393.

² Perrardeau Eric, « Les Français dans le miroir européen. Le référendum du 29 mai 2005 », *in Pouvoirs*, 116, 2006, p. 149-161. Ce constat, issu des enquêtes post-électorales, est rappelé par Alain Bergounioux et Gérard Grunberg. Cf. Bergounioux Alain et Grunberg Gérard, *L'ambition et le remords*, *op. cit.*, p. 490.

³ Coquerel Eric, *Au cœur du Front de gauche*, *op. cit.*, p. 12-13.

chez les sympathisants du PS : selon un sondage *Ipsos* sortie des urnes, 56% des sympathisants socialistes auraient voté contre le TCE en 2005, contre seulement 22% d'opposants au traité de Maastricht en 1992 chez les sympathisants socialistes¹. Le rejet du TCE est également plus marqué en 2005 qu'en 1992 pour les sympathisants communistes ou d'extrême gauche. Par ailleurs, pour les militants qui feront le choix de participer aux collectifs du non, cette mobilisation constitue un apprentissage, une mise en pratique temporaire de la dissidence (A) s'appuyant sur une première rupture organisationnelle (B) avec la création de PRS.

A. Un apprentissage de la dissidence

La portée du TCE a permis l'investissement et l'agrégation d'acteurs très divers, tandis que la logique référendaire a contribué à rendre moins perceptibles les contraintes de la compétition partisane et à faire converger des raisons d'agir différentes². La campagne référendaire à gauche tient cependant davantage d'une multitude d'initiatives que d'une campagne unique. De nombreuses initiatives, tant nationales que locales³, ont permis à des militants aux trajectoires diverses de participer à une expérience commune et, ce faisant, à constituer des interactions multiples, contribuant à créer, renforcer ou donner à voir des sociabilités militantes :

« Cette campagne a créé à gauche des liens personnels humains entre des gens qui ne se fréquentaient pas jusque-là, qui parfois ne se parlaient plus depuis des années, s'apercevaient de loin dans des manifestations. Là, ils ont passé plusieurs mois à vivre ensemble de manière quotidienne, à partager des joies, des peurs, des analyses et des techniques de campagne électorale. Ce n'est pas rien dans l'expérience humaine du militantisme. D'un autre côté, des ruptures non moins personnelles, non moins intimes et violentes, ont eu lieu »⁴

Les militants qui vont s'y engager participeront ainsi à des interactions nécessitant l'usage des techniques classiques de campagne électorale, sans cependant avoir à désigner un candidat commun, évitant ainsi le difficile exercice des négociations partisans. Cela a permis de suspendre temporairement la concurrence au sein de l'espace de la gauche radicale. Se mobilisant ensemble, pour l'organisation et l'animation de réunions, des tractages, des affichages, etc. des militants et organisations habitués à se concurrencer dans ces activités, vont constater au moins temporairement, les convergences existantes entre les différentes organisations :

« On est invités... par le Parti communiste, évidemment. Et on suscite des réunions avec le Parti communiste... avec... la LCR à l'époque... avec... pfff... avec tous ceux qui veulent venir... Avec ATTAC, on fait des tribunes communes. Il y a, je me rappelle très bien, une réunion tout près d'ici, au gymnase Japy, début 2005... où pour la première fois... c'était le premier jour où on apprend,

¹ Perraudon Eric, « Les Français dans le miroir européen », *art. cit.*, p. 152. ; Lehoucq Patrick, « Le Non français au traité constitutionnel européen », *art. cit.*, p. 124 ; Crespy Amandine, « La cristallisation des résistances de gauche à l'intégration européenne », *art. cit.*, p. 590.

² Mathieu Lilian, *La démocratie protestataire*, *op. cit.*, p. 129-130.

³ Amandine Crespy montre ainsi la montée en puissance de ces initiatives. Cf. Crespy Amandine, « La cristallisation des résistances de gauche à l'intégration européenne », *art. cit.*, p. 599-601.

⁴ Mélenchon Jean-Luc, *En Quête de gauche*, *op. cit.*, p. 239.

lors de la réunion publique, que le non passe en tête. Voilà. Et là, on se dit que cela peut être bon quoi... En février ou mars... Et à ce moment-là, il y a cette différence tactique avec Emmanuelli. Moi... je vais à certaines réunions organisées par les Emmanuellistes, mais il n'y a que des socialistes... » (Hélène Franco, entretien le 20 avril 2012, militante socialiste à Paris et membre de PRS)

Ces militants socialistes forgent une expérience qui fonde la singularité de leur engagement : militants socialistes engagés pour le non, ils légitiment, dans les représentations militantes, le rejet du traité en ne la limitant pas à une gauche protestataire ; militant pour le non dans les collectifs, ils sont ceux qui contestent ouvertement la décision majoritaire de leur parti. Les représentations militantes ayant cours au PS et dans les collectifs sont totalement inversées et contribuent à tendre les relations intra-partisanes¹ :

« Cela devait être tendu dans le PS ?

C'était très tendu. Très tendu.

Moi, j'ai le souvenir d'une fois... j'étais membre du conseil fédéral... du Jura... à l'époque. Et je me souviens d'une fois, quelqu'un, comme ça, qui me dit... mais on était à quelques jours... quelques semaines... de mémoire, en avril 2005, quelque chose comme ça... où quelqu'un me dit : Bon, maintenant tu fermes ta gueule, etc. parce que sinon je te sors ! Bon, évidemment, on parlait du référendum. Alors, je dis : Là, tu vois, tu fais plusieurs erreurs. D'abord, moi qui suis juge, je peux te dire qu'il ne faut brandir la menace que quand on est sûr de pouvoir la mettre en exécution et celui qui pourra me faire sortir de cette salle n'est pas né. A moins d'utiliser la violence, mais dans ce cas, il y aura quand même quelques petites difficultés pour toi... Et puis, tu vois, tu me rends service, tu montres à quel point votre projet de constitution est empreint d'esprit de liberté, d'ouverture, de démocratie... C'est un peu à l'image de ce que tu fais aujourd'hui et puis... voilà, j'en remets trois couches et le gars s'effondre comme un flan... et la réunion se termine comme ça... avec... vraiment des menaces d'exclusion... Moi je distribuais beaucoup sur les marchés, dans le Jura... Quand je croisais un militant socialiste pour le oui, il me disait : de toute façon, vous serez bientôt exclus... » (Hélène Franco, entretien le 20 avril 2012)

Si la mobilisation pour le non est difficile à justifier au PS, c'est l'inverse exact dans les collectifs du non, d'autant plus que cette inscription dans les collectifs apparaît comme nouvelle, comme permettant une ouverture sur d'autres réseaux militants :

« Cela se passe comment dans ce collectif ?

... Très bien. Sauf que nous, à l'époque, bon... c'est à ce moment-là qu'on prend contact, finalement, avec l'extérieur. Moi, je n'avais pas forcément de contacts avec les communistes ! C'est à ce moment-là que je rencontre vraiment les militants communistes... c'est vraiment PRS qui nous fait découvrir ça ! Parce qu'auparavant, on ne les voyait pas. Pareil pour la LCR. Ce n'était pas assez régulier. Là, on commence à envisager les choses en commun, à travailler ensemble. Cela change de perspective. » (Emmanuel Girod, entretien le 4 février 2012. Militant socialiste à Besançon, membre de PRS)

Cela inscrit les militants socialistes dans des interactions dans lesquelles leur loyauté partisane n'est plus mise en cause, mais où, au contraire, leur dissidence est considérée comme une preuve de la sincérité de leurs convictions. L'engagement dans cette campagne n'est pas originellement posé comme un acte de dissidence, mais constitue une mise en pratique concrète, un apprentissage de la dissidence :

¹ Amandine Crespy relève que la polarisation est maximale au PS pendant cette séquence. Cf. Crespy Amandine, « La cristallisation des résistances de gauche à l'intégration européenne », *art. cit.*, p. 601.

« Est-ce que tu dirais que 2005 a constitué une rupture dans ton engagement militant ?

[La réponse est immédiate] *Oui. Absolument !*

Parce que... D'abord, c'était la première fois que... Enfin, il y avait eu la guerre du Golfe, mais c'était quand même dans un contexte différent... Là, c'était la première fois, sur une période aussi longue, qu'on faisait campagne contre la direction du Parti socialiste. Voilà. Et publiquement. Et avec d'autres forces de gauche. Donc, on montre qu'il y a une autre gauche. Qu'il y a au moins deux voies à gauche. » (Hélène Franco, entretien le 20 avril 2012)

La participation à la mobilisation référendaire a ainsi pu provoquer un décloisonnement – François Delapierre évoque ainsi cette mobilisation comme la fin d'un « *huis-clos* » partisan¹ –, permettant ainsi l'apprentissage d'interactions politiques en dehors du cadre partisan. Dès lors, les réseaux de sociabilités qui peuvent exister précédemment dans l'espace de la gauche radicale, sont perçus comme nouveaux par ces militants socialistes, du fait de leur inscription récente dans ces réseaux de sociabilités, vécue comme d'autant plus forte qu'elle s'appuie sur une dissidence. Cette expérience a contribué ainsi à changer, progressivement, les représentations militantes :

« Oui, ce qui est bien... c'est que... les militants, on les voit dans les manifs et autres, mais ce n'est quand même pas pareil. [...] à l'époque, les travers des militants du Parti communiste, du Parti socialiste, et même si nous étions d'une tendance plutôt ouverte, au bout d'un moment, tu te fais une fausse idée aussi. Par exemple, les communistes, [...] c'était quand même, dans ma tête, des vieux staliniens, un peu bedonnants, enfin, tu vois la caricature ! Je savais bien que ce n'était pas que cela, mais quand j'imaginai un militant... Pareil, pour un militant socialiste, j'avais plutôt l'image d'un jeune bobo, genre costard cravate... Bon. Le fait, à un moment, de rencontrer ces militants, d'être avec eux, cela enlève certaines choses, enfin, même si on en connaissait quand même [...] » (Mathieu Piotrkowski, entretien le 9 décembre 2011. Militant à la LCR à Nancy)

La mobilisation référendaire, par sa durée, ses contraintes et son cadre, aura ainsi une toute autre ampleur que les expériences précédentes, que cela soit l'opposition à la guerre du Golfe de la GS (qui prend la forme du refus de voter cette intervention au Parlement pour les quelques parlementaires de la GS², sans opposition externe au PS) ou la participation au comité Ramulaud. Initiées lors de la campagne référendaire, ces interactions vont ensuite se perpétuer au travers des collectifs antilibéraux. Francis Parny évoque une certaine « *continuité de relations avec Mélenchon et avec d'autres* » (entretien le 31 janvier 2012) à partir de 2005. Jean-Luc Mélenchon, quant à lui, évoque à plusieurs reprises la relation privilégiée qu'il a pu nouer avec certains dirigeants du PCF : « *Oui, mais Marie-George Buffet, j'ai une relation d'amitié qui fait que je l'accepte d'elle [la critique]. Je ne l'accepte pas de tout le monde et en particulier il y a des choses que je n'accepterais jamais* »³ ; ou encore, dans le commentaire d'une photo sur laquelle apparaît Marie-George Buffet :

« On est en décembre 2005. Dehors un petit froid aigre vidait les rues de leurs passants. Je me trouve au cinquième étage du siège du PCF, place du colonel Fabien. Marie-George Buffet a permis cette photo, à la fin de notre discussion. Elle regardait la lumière du jour d'hiver et moi aussi j'avais eu l'œil tiré par cette étrange ambiance des rues lumineuses et vides. Il s'agit d'une de ces nombreuses rencontres que nous avons eues après la campagne faite en commun pour le non au référendum. On échangeait. Je ne sais plus quels étaient les ordres du jour. Il n'y en avait pas toujours. Mais ces échanges ont construit

¹ Mauger Gérard, « Sociogénèse du « Front de gauche » », *art. cit.*, p. 84.

² Verrier Benoît, *Loyauté militante et fragmentation des partis*, *op. cit.*, p. 360.

³ France 2, *Des paroles et des actes*, 12 janvier 2012.

petit à petit une compréhension de nos points de vue respectifs. Davantage que des centaines de réunions ou de communiqués.

Compte tenu de ce qui s'est passé depuis, avec la création du Front de gauche, je me dis que peut-être cela n'aurait pas été possible si nous n'avions pas eu ces opportunités d'être convaincus et de se convaincre, de fil en aiguille. Je crois que la politique est faite aussi de ces contacts personnels. »¹

La campagne référendaire de 2005 n'est pas à l'origine des relations entre Jean-Luc Mélenchon et Marie-George Buffet qui ont participé au même gouvernement entre 2000 et 2002. Néanmoins, cette campagne, perçue par ses protagonistes comme dynamisante et enthousiasmante, les place dans un ensemble d'interactions quasi-quotidiennes bien plus favorables à l'installation durable de relations amicales et/ou d'un compagnonnage politique. En cela, la campagne référendaire est fondatrice de relations durables entre la direction nationale du PCF et PRS ; les relations entre ces deux leaders n'étant que l'une des illustrations de la proximité construite pendant et après la campagne référendaire entre le PCF et PRS. En neutralisant temporairement l'autonomie des différents espaces militants et la césure entre socialistes et gauche radicale, la campagne référendaire a contribué à modifier les représentations militantes et ainsi, a rendu possible des interactions entre des acteurs investis dans des espaces militants disjoints, voire opposés.

La définition d'un groupe des fondateurs du PG peut se faire à l'aune des interactions produites par la campagne référendaire et ses suites immédiates. La construction *a posteriori* d'un groupe de fondateurs est effectuée implicitement par le parti et les acteurs eux-mêmes (ces derniers trouvant dans leur participation à la fondation du parti, un outil de légitimation et/ou de prestige militant, du fait même d'être parmi les « premiers » à s'investir dans une telle entreprise) : est alors fondateur celui qui participe au meeting de fondation du PG (29 novembre 2008). Cette conception particulièrement large ne permet pas de rendre compte des interactions dont la création du PG est le produit. De même, produite par et pour un parti, cette conception entraînerait une vision héroïque de la fondation du PG, masquant de ce fait le lent et non-linéaire processus ayant rendu possible la dissidence et le réinvestissement dans une entreprise incertaine. En revanche, une définition fondée sur la participation aux interactions rendant possible la dissidence du PS et la création du PG (l'un n'entraînant pas nécessairement l'autre, la dissidence du PS aurait pu également produire un réinvestissement dans une entreprise partisane existante), permet de considérer comme « fondateurs » des acteurs n'ayant pas investi ensuite le PG (Christian Picquet). Sans chercher l'exhaustivité, il est ainsi utile de confronter, succinctement, les trajectoires militantes de quelques-uns des fondateurs, ayant participé à des réunions informelles visant à préparer la création du PG.

De même, insister sur la dimension structurante de la campagne référendaire dans la dissidence de 2008 nécessite d'opérer une distinction entre les militants socialistes limitant leur action à la campagne interne au PS et ceux choisissant de s'en extraire pour participer à une campagne publique

¹ *Vie de Gauche*, n°3, 30 janvier 2009.

contre la position officielle de leur parti et en accord avec des partis habituellement en concurrence avec le PS. En effet, ce n'est pas tant le rejet de la construction européenne « telle qu'elle est » qui constitue une variable explicative de la dissidence que l'inclusion dans les interactions routinisées, intenses et dynamisantes d'une campagne unitaire réussie (et perçue comme victorieuse) autour d'une thématique commune. En d'autres termes, le lien entre l'enjeu européen et la création du PG s'explique par les interactions constituées et les représentations militantes produites et entretenues dans et autour de cette mobilisation, alors même que, dans le même temps, il y a discontinuité organisationnelle et électorale entre la mobilisation référendaire de 2005 et la création du PG (et du FG) en 2008/2009 :

« Alors, cela fait écho à 2005, mais cela fait écho à 2005 sur la base du champ de ruines de 2006-2007. C'est-à-dire que les conditions de lancement du Parti de gauche... [Long silence] ne sont pas... dans une... dans une dynamique linéaire de 2005. Entre-temps, il y a eu une cassure. Le processus de 2005, la dynamique de 2005 a été cassée en 2006-2007. Donc, la fondation du Parti de gauche fait écho évidemment, à 2005, avec l'antilibéralisme, etc. Il fait écho, mais il n'est pas en continuité, car entre-temps, il y a eu une cassure... très importante. Et d'ailleurs... le PC n'est pas dans la fondation du Parti de gauche... Tous les protagonistes, qui étaient présents à Saint-Ouen, une bonne partie d'entre eux... n'est pas dans la fondation du Parti de gauche. Il y a quelques figures... Il y a Eric Coquerel, moi, voilà... Mais pas beaucoup d'autres... » (Claude Debons, entretien le 20 décembre 2011. Secrétaire national du PG à sa création, il en démissionne fin 2011 et rejoint la GU de Christian Picquet)

En soulignant l'importance de la campagne référendaire, il ne s'agit pas de dire que les militants considérés comme fondateurs du PG ne se connaissaient pas avant cette mobilisation (même si, pour certains militants, cette campagne a indéniablement eu cet effet), car la gauche radicale constitue un univers militant restreint auquel s'applique parfaitement l'expression utilisée par Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki à propos des militants socialistes, décrits comme un « *tout petit monde* »¹. Si la mobilisation de 2005 ne fait pas se rencontrer ces militants, elle permet à leurs interactions d'atteindre une densité suffisante pour qu'ils envisagent des engagements communs².

De la même génération, Christian Picquet, Claude Debons et Jean-Luc Mélenchon se sont engagés en mai 68, dans leurs lycées respectifs à Paris, Rodez et Lons-le-Saunier³, tandis qu'Eric Coquerel ne commence à militer qu'en 1973. Jean-Luc Mélenchon est membre de l'OCI de 1972 à 1976, avant d'adhérer au PS, à l'inverse des trois autres qui ont été membres de la LCR. Marc Dolez adhère au PS en 1972. Il commence une carrière universitaire en devenant maître de conférences en droit public, puis devient député en 1988. Battu en 1993, il redevient député en 1997 (et premier secrétaire fédéral du Nord la même année) et est régulièrement réélu depuis. Christian Picquet adhère au PCF

¹ Lefebvre Rémi et Sawicki Frédéric, *La société des socialistes*, op. cit., 2006, p. 153.

² Louis Weber relève ainsi que Jean-Luc Mélenchon devient un « *partenaire obligé* » de la gauche radicale à partir de 2005. Cf. Weber Louis, « Recompositions à gauche de la gauche », in *Savoir/agir*, 6, 2008, p. 120-121.

³ Les événements de mai 68 ont conduit à des configurations localisées et des modalités d'engagement très différentes. Cf. Benoit Bruno, Chevandier Christian, Morin Gilles, Richard Gilles et Vergnon Gilles (dir.), *A chacun son Mai ?* op. cit. ; Pagis Julie, « Incidences biographiques du militantisme en mai 68 », in *Sociétés contemporaines*, 84 (4), 2011, p. 25-51.

avant de rejoindre la Ligue communiste après le mouvement de mai 68¹. Il en est exclu en 1971 et participe à Révolution ! puis à l'OCT avant de rejoindre la LCR au début des années 80, dont il deviendra l'un des permanents, y compris lors de son passage dans la minorité de la LCR avec l'alliance entre LO et la LCR à partir de 1998. A partir de 2006, il anime un groupe, UNIR, qui va progressivement intervenir à la fois dans la LCR comme tendance lors des congrès, etc. et à l'extérieur de la LCR. Il quitte la LCR en 2009 pour créer la GU, mais participe auparavant au processus d'élaboration de la dissidence du groupe Mélenchon :

« avant la fête de l'Huma de septembre 2008 où je suis invité à débattre, en juin 2008 je crois, Jean-Luc nous réunit à un dîner, Christian Picquet, Claude Debons et moi. Il nous dit : « bon voilà, si on sort, est-ce que vous en êtes ? ». Je réponds que nous, depuis le début, nous sommes pour un grand parti, Claude dis « j'y vais », Christian aussi, mais en décalé parce qu'il ne veut pas sortir avant le congrès. » (Eric Coquerel, entretien le 26 juin 2011. Président du MARS-GR, puis secrétaire national du PG en charge des relations unitaires)

Claude Debons adhère à la LCR en 1968 et la quitte au début des années 90, mais il s'investit principalement dans son engagement syndical à la CFDT, puis après 2003, à la CGT. Il participe par ailleurs à l'ensemble des initiatives visant à la recomposition de la gauche radicale. Il représenta la FGTE-CFDT lors de la fondation d'ATTAC, et milite à la Fondation Copernic. C'est à ce double titre de syndicaliste (il fait partie des opposants à la ligne incarnée par Nicole Notat puis François Chérèque) et de membre de la Fondation Copernic qu'il participe à la rédaction de l'appel des 200 rassemblant des militants investis dans différents partis, dans le champ syndical ou dans l'espace des mouvements sociaux. Dans la continuité de la mobilisation référendaire, il devient coordinateur des collectifs antilibéraux. Il adhère au PG en 2008, y intègre le BN om il est en charge des questions sociales et, avec Jacques Rigaudiat, du comité du programme. Il démissionne du PG en 2011 et rejoint la GU, tout en intégrant le CN de campagne du FG. Claude Debons, Eric Coquerel et Christian Picquet ont été adhérents à la même période à la LCR, mais l'intensité de leur engagement varie fortement. Tous trois, ainsi que Jean-Luc Mélenchon, ont en commun une socialisation politique dans des organisations trotskistes, deux seulement ont été membres du PS (Jean-Luc Mélenchon, Marc Dolez) et partagent une socialisation dans les instances dirigeantes de ce parti et comme parlementaires. Mais Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez n'ont jamais été élus dans la même assemblée : le premier faisant sa carrière électorale et partisane en Essonne, comme élu local, puis sénateur, tandis que la carrière du second se déroule dans le Nord, et à l'Assemblée nationale. Le premier anime une tendance fortement structurée depuis la fin des années 80, quand le second entre en opposition et anime une tendance à partir de 2003. Ils ne signeront une motion commune qu'en 2008. En revanche, ils ont en commun leur participation active à la mobilisation référendaire qui est au fondement du rapprochement entre acteurs aux trajectoires et positions hétérogènes :

¹ Picquet Christian et Vieu Marie-Pierre, *Le Trotsko et la Coco*, Editions Arcane 17, Paris, 2010, p. 13-18.

Christian Picquet anime une tendance minoritaire de la LCR, tout comme Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez au PS, Eric Coquerel préside un parti peu connu, issu d'une dissidence du MRC, et Claude Debons n'est à l'époque membre d'aucun parti, mais d'une organisation se donnant comme objet de participer au rassemblement de la gauche radicale et, en dehors des mobilisations auxquelles elle participe, agit principalement à travers la production de notes, de synthèses ou d'argumentaires. Tous ont en commun d'occuper des positions relativement marginales, à la fois dans le champ politique et dans l'espace de la gauche radicale, soit par leur position minoritaire dans leur parti, soit par la faiblesse des ressources mobilisables par leur parti, ne permettant pas de modifier l'équilibre des tensions au sein de l'espace de la gauche radicale, soit par leur absence d'engagement partisan, et leur participation à des initiatives visant au rassemblement de la gauche radicale.

Les interactions dans lesquelles va s'inscrire le groupe Mélenchon contribuent à rendre possible une dissidence définitive. En cela, la mobilisation référendaire constitue une bifurcation stratégique, même si elle ne sera constituée comme telle qu'*a posteriori*. Tout d'abord comme preuve de l'adéquation entre les idées défendues par les partisans du non et l'électorat du PS, visant ainsi à convertir les ressources acquises dans la campagne référendaire afin de les mobiliser dans les enjeux internes au PS, puis ensuite, comme un outil de légitimation de la dissidence.

B. Une rupture organisationnelle

Les difficultés à faire fonctionner Nouveau Monde poussent le groupe Mélenchon, fin 2003, à envisager d'exister hors de cette tendance. Il ne s'agit alors pas de créer une nouvelle tendance, mais de maintenir les solidarités et un certain militantisme propre aux militants de l'ex-GS :

« Avec la volonté de créer quelque chose, non plus comme... parce que la stratégie, c'était d'être majoritaires au PS... c'était ça avec Nouveau Monde. La stratégie, c'était de peser pour être majoritaires au PS et de changer la ligne du PS. C'était un peu le truc. Sauf que les tensions dans Nouveau Monde font que cela devient difficile et puis, il y a une autre perspective, c'est que, dans l'analyse, on se dit qu'il faut avoir un pied aussi en-dehors du Parti socialiste. Cette ligne est fixée à ce moment-là : on va créer une association, on va lancer des choses en 2004. » (Emmanuel Girod, entretien le 4 février 2012. Militant socialiste à Besançon, membre de PRS)

Les débuts de PRS sont modestes. En janvier 2004, il ne s'agit pas encore d'une association, mais d'une revue théorique, dont les articles sont signés de quelques responsables socialistes. Cette revue n'est pas liée à Nouveau Monde : l'ours du premier numéro ne fait figurer que des proches de Jean-Luc Mélenchon et aucune annonce de la parution de la revue n'est faite dans *A Gauche*. Au-delà de l'aspect théorique¹, la revue permet le maintien des solidarités entre certains militants : ceux

¹ La revue n°3 (novembre 2004) consacrée au projet de TCE laisse une large place à des non membres de PRS : des chercheurs (Dominique Rousseau, professeur de droit public, non encarté au PS, soutenant José Bové en 2007, et Paul Allières, professeur de science politique et militant socialiste) et un journaliste (Michel Soudais, journaliste à *Politis*).

participant à la rédaction d'une telle revue et ceux qui peuvent être intéressés à son contenu, notamment par la connaissance des rédacteurs. En effet, au vu de l'absence de réelle information sur sa publication, il est probable que cette revue était d'abord à destination des proches de Jean-Luc Mélenchon. Le deuxième numéro de la revue marque une évolution certaine. Le préambule évoque désormais la constitution d'un collectif :

« La république sociale est un projet politique global. Mais c'est aussi un regroupement militant qui a pris ce nom en rassemblant, pour l'instant, des adhérents de la gauche du PS, des militants en rupture avec le Mouvement des Citoyens (MDC) et des responsables du mouvement social »¹

Une réunion, rassemblant une centaine de personnes, se tient en région parisienne le 31 mai 2004, ce qui coïncide avec la datation effectuée au moment de la parution du Manifeste de Pour la République Sociale. Cependant, cette revue, dont la publication atteste d'une activité autonome du groupe Mélenchon (même limitée) est éditée dès janvier 2004. De même, Nouveau Monde n'est dissous qu'en 2005, tandis que les statuts de PRS ne sont déposés à la sous-préfecture de Palaiseau que le 23 décembre 2004 et publiés au Journal Officiel du 29 janvier 2005, ce qui offre plusieurs dates permettant de définir la création de PRS. Le choix opéré illustre la mise en récit des origines par les dirigeants de PRS qui font ainsi remonter à une date antérieure à la mobilisation référendaire la création de PRS alors même que cette organisation n'a véritablement existé et été en activité qu'à partir, dans et pour la campagne référendaire, comme en témoigne le dépôt des statuts de l'association nationale fin 2004, après la consultation interne au PS et l'inscription dans un dispositif électoral concurrent du PS. De même, peu d'associations départementales seront créées avant fin 2004 (moins d'une dizaine selon la publication des déclarations de constitution d'association parues au Journal Officiel). Dès lors, si les premières réunions visant à créer un regroupement en dehors de Nouveau Monde commencent fin 2003, si une revue éponyme est éditée dès janvier 2004 et une réunion de création organisée en mai 2004, la réalité organisationnelle de PRS ne semble fondée qu'à partir de décembre 2004. La décision du groupe Mélenchon de se doter d'une structure propre² est ainsi antérieure à la mobilisation référendaire, ce qui n'empêche pas ce groupe de se laisser définir par les positions des autres acteurs, et notamment, la prise de position en faveur du oui d'une majorité des militants socialistes. PRS va ainsi devenir dans la mobilisation référendaire, une organisation indépendante permettant aux militants constituant le groupe Mélenchon de s'investir

¹ Revue *Pour la République Sociale*, n°2, mai 2004, p. 7.

² Comme le relève Laurent Olivier, le « pluralisme organique [qui] s'exprime aux marges du parti, sous forme de clubs substitutifs à des courants – plus ou moins institutionnalisés, mais faiblement légitimés – [...] contribue aussi à redéfinir les frontières du parti, exprimant tantôt la modularité, tantôt la fluidité des ensembles partisans ». Cf. Olivier Laurent, « Ambiguïtés de la démocratisation partisane en France », *art. cit.* La création de PRS obéit indéniablement à ce jeu sur les frontières partisanes mais la campagne référendaire tend à transformer l'objet de cette structure, passant de l'animation d'un club en dehors du PS, mais aussi et surtout tout proche et étroitement dépendant des luttes intra-partisanes, à une organisation de plus en plus autonome dont l'agenda ne dépend plus que partiellement de la compétition intra-partisane.

collectivement et publiquement pour le rejet du traité et de s'affranchir de la discipline partisane. La création de PRS répond ainsi aux besoins pratiques auxquels sont confrontés des acteurs menant une campagne référendaire en situation de dissidence. Il s'agit aussi d'exploiter une opportunité pour le groupe Mélenchon d'accroître ses ressources et de développer de nouveaux réseaux militants comme le décrit un militant de la LCR, très impliqué dans la campagne référendaire à Nancy :

« PRS, on les voit surtout quand il s'agit de préparer un gros meeting. PRS, pendant la campagne, ils font un meeting PRS avec Mélenchon. Ça, cela nous énerve un peu... On se dit : ils ne jouent pas le jeu du collectif... Après voilà, on peut comprendre aussi, c'est une association qui est assez jeune et qui n'est pas très connue... donc, il y a cette opportunité de se faire connaître, de faire connaître Mélenchon dans la dynamique du débat sur la Constitution européenne. Donc on comprend, mais cela nous énerve. » (Bora Yilmaz, entretien le 6 juillet 2011. Militant de la LCR)

La fin de Nouveau Monde entraîne un engagement plus intense du groupe Mélenchon dans la campagne à travers la mobilisation exclusive de *A Gauche* sur la question du référendum : pendant les neuf semaines qui suivront ne seront publiés que des argumentaires pour le non et des analyses de la campagne. En juin 2005, Jean-Luc Mélenchon présente *A Gauche* comme le journal de PRS – c'est la première fois que PRS est véritablement évoqué – et définit par ailleurs les liens entre PRS et le PS : « Ceux qui animent ce bulletin dorénavant lié à l'association indépendante PRS (*Pour la République Sociale*) militent de longue main pour cette union large »¹. La décision de faire de *A Gauche* le journal de PRS et donc, de « faire sortir » cet hebdomadaire des jeux intra-partisans, est davantage le résultat de l'engagement du groupe Mélenchon et de ce média militant dans la campagne référendaire qu'une volonté clairement définie d'autonomisation. Cette annonce laconique s'inscrit dans un processus d'adaptation aux positions acquises lors de la campagne référendaire : c'est parce que l'hebdomadaire s'est inscrit dans la dissidence et constitue un des instruments de la continuité du groupe (alors même que le groupe Mélenchon n'est plus actif dans une tendance du PS entre mars et juillet 2005) qu'il est désormais lié à PRS. L'usage de *A Gauche* montre ainsi cette double capacité du groupe Mélenchon à saisir les opportunités qu'offrent la campagne référendaire et à se laisser définir par elles.

La revue² publiée dans la foulée de la mobilisation référendaire atteste de cette volonté de construire une organisation autonome du PS³, à la fois par les thématiques abordées qui visent à doter *a posteriori* PRS d'un passé – en situant cette organisation dans la continuité du socialisme historique, du républicanisme par la figure tutélaire de Jean Jaurès – et d'un projet s'inscrivant dans l'actualité politique, que par la présentation des rédacteurs. Aucune mention n'est faite de leur appartenance partisane. Les positions par lesquelles ils sont présentés sont fonction de leurs

¹ *A Gauche*, n°997, 7 juin 2005, Mélenchon Jean-Luc, « Trait d'Union ».

² *Revue Pour la République Sociale*, n°4, septembre 2005, « Une histoire, un projet. La République sociale ».

³ Il faut cependant nuancer cette autonomie dans la mesure où l'essentiel des adhérents de PRS sont membres du PS (80% selon les estimations de Rémi Lefebvre). Cf. Lefebvre Rémi, « Militer au Parti socialiste pour le transformer », *op. cit.*, p. 232.

rapports à PRS et ainsi, contribuent à faire exister le groupe Mélenchon en tant que groupe social organisé dans une structure spécifique disposant de son hebdomadaire, sa revue, ou encore ses instances de direction. Les sept auteurs de cette revue sont présentés selon la fonction nationale occupée à PRS : aux côtés du délégué général de PRS (François Delapierre), figurent trois membres du bureau national et trois conseillers nationaux. Pour trois d'entre eux, les fonctions d'animateurs locaux sont mises en exergue. Il s'agit ainsi véritablement de faire exister l'organisation en « peuplant » ses instances.

PRS peut être analysé, à ce moment¹, comme une structure de rémanence¹, c'est-à-dire « *un processus de maintien ou de mise en veille par lequel les mouvements parviennent à durer dans des environnements politiques devenus non réceptifs, jouant ainsi un rôle de passeur entre deux étapes d'une mobilisation* »². Au PS, le groupe Mélenchon se retrouve dans l'impossibilité de peser. Par ailleurs, depuis 2003, le groupe Mélenchon tend à être marginalisé, y compris parmi les opposants à la direction nationale du PS, notamment du fait de la concurrence du NPS. L'intensité de l'investissement dans le débat interne au PS sur le TCE, dans une séquence où le jeu partisan apparaît ouvert, et les échecs successifs qui ponctuent cette séquence amènent le groupe Mélenchon à rechercher d'autres modalités d'action. La campagne référendaire lui offre une opportunité de se développer, non plus dans les enjeux intra-partisans, mais sous une marque politique distincte du PS. La structuration d'un collectif constitue un moyen permettant de maintenir les solidarités du groupe au travers d'actions routinisées, ce qui empêche sa dilution. Comme le relève Rémi Lefebvre, « *le maintien de l'engagement passe par la création d'espaces ou de lieux en marge de l'espace partisan (contre mais aussi tout contre) permettant d'accumuler des ressources pour peser à l'intérieur de l'organisation, d'éviter les défections des militants les plus déçus et de maintenir des formes de militantisme qui n'ont plus cours dans l'organisation. Pratiquement, ces structures permettent de justifier les entorses à la discipline interne et de jouer avec les règles du jeu de l'organisation* »³. PRS peut ainsi être vue comme une structure permettant le maintien du groupe malgré l'affaiblissement des positions partisans.

*

* *

¹ Selon le concept développé pour l'analyse des mouvements sociaux par Verta Taylor : « La continuité des mouvements sociaux. La mise en veille du mouvement des femmes », in Fillieule Olivier (dir.), *Le désengagement militant*, op. cit., p. 229-250.

² Johsua Florence, « Abeyance structure », in Fillieule Olivier, Mathieu Lilian et Péchu Cécile (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, op. cit., p. 17-23.

³ Lefebvre Rémi, « Militer au parti socialiste pour le transformer », op. cit., p. 231.

Avec la mobilisation référendaire, le groupe Mélenchon acquiert une autonomie organisationnelle qui s'exprime notamment par la diversification de son répertoire d'action. En effet, après cette mobilisation, et dans la perspective d'un congrès socialiste qui ouvre une nouvelle période de compétition intra-partisane, le groupe Mélenchon va reconstituer une tendance : Trait d'Union¹. La création d'une telle tendance et l'affirmation de l'indépendance de PRS par rapport au PS où milite la majorité de ses membres, entraînent la définition de formes d'actions initiées lors de la mobilisation référendaire et qui vont, par la suite, se routiniser pour constituer le répertoire de PRS, très différent de celui d'une tendance. PRS n'est ainsi, à aucun moment, tourné vers la compétition interne au PS, même si *A Gauche* en rend régulièrement compte. Dès lors, les modalités d'action de ce groupe vont évoluer vers une diversification pendant et après la campagne référendaire. La compétition intra-partisane, tout en restant l'une des principales modalités d'action, tend à ne plus être exclusive. En d'autres termes, la campagne référendaire s'appuie sur une logique d'autonomisation (allant de pair avec un affaiblissement du lien partisan) et de redéfinition/extension du répertoire d'action du groupe.

La participation à la campagne référendaire permet également au groupe Mélenchon de faire l'apprentissage des interactions propres à la gauche radicale. Cet apprentissage se réalise dans un contexte *a priori* favorable du fait de la fluidification des frontières partisanes, qui permet des regroupements labiles et circonstanciels autour d'une thématique unique (la construction européenne) et dans une campagne commune (les collectifs du non). Fortement investie dans cette campagne, PRS y gagne en visibilité et en reconnaissance, même si cette dernière est encore limitée en ce que PRS reste principalement identifiée comme une tendance socialiste. Enfin, cette inclusion du groupe Mélenchon à l'espace de la gauche radicale est également synonyme d'un développement multiniveau des relations d'interconnaissances entre les cadres et militants de PRS et d'autres organisations de gauche radicale.

¹ *A Gauche*, n°1002, 12 juillet 2005 : « Un Trait d'Union au Parti socialiste ».

Chapitre 5. Faire dissidence.

Désaffiliation partisane et transformation des modalités d'action collective (2005-2008)

« Je ne sais si nous avons eu du courage pour quitter un Parti auquel certains d'entre nous appartenait depuis plusieurs décennies. Si nous l'avons fait c'est parce que nous voulons rester socialistes ! »¹

C'est en ces termes que Marc Dolez débute son discours lors du meeting de lancement du PG (29 novembre 2008). L'accent est alors mis sur la nécessaire rupture avec le « social-libéralisme » du PS. Néanmoins, comme le remarque Daniel Gaxie, « *si l'attachement à une cause est bien un facteur de mobilisation politique, il est beaucoup plus douteux qu'il en soit un élément unique et même déterminant* »². Rémi Lefebvre pose le même constat : « *la sociologie du militantisme a largement démontré que l'engagement dans un parti n'obéit pas seulement à des variables idéologiques* »³. Les motivations idéologiques avancées par les dissidents ne sauraient ainsi être constituées en principale variable explicative de l'*exit*. Ainsi, Carole Bachelot propose d'interpréter les dissidences des tendances de Jean-Pierre Chevènement et de Jean-Luc Mélenchon comme « *des réactions à la marginalisation de ces équipes dans le partage des ressources partisans et électives et/ou comme le résultat de la volonté de leur leader de tenter l'aventure présidentielle* »⁴. Ainsi, s'il ne s'agit pas de nier l'importance des motivations idéelles tant celles-ci structurent les représentations militantes et constituent une forme de grammaire par laquelle les acteurs appréhendent leur engagement, il s'avère cependant nécessaire de dépasser et de mettre à distance les représentations construites et vécues concevant leur militantisme comme désintéressé et motivé par un idéal. En effet, selon ces représentations, la défection serait la seule solution possible pour ces acteurs afin de préserver leur intégrité identitaire et morale. Cela conduit alors à concevoir cette défection comme le produit nécessaire d'un conflit idéologique latent qui trouverait à s'exprimer à travers la décision de Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez. S'il est vrai que Jean-Luc Mélenchon exprime une contestation intra-partisane depuis de nombreuses années, cela n'explique en rien la temporalité de la dissidence, pas plus qu'elle ne permet d'expliquer le choix de faire défection. En effet, ces divergences pourraient au contraire contribuer à constituer un intérêt des contestataires à proposer des solutions plus radicales que celles proposées par le PS, et, pour cela, à agir dans le cadre de la compétition intra-partisane, sans que la dissidence ne soit jamais envisagée. Plus encore, si les divergences idéologiques ou

¹ Dolez Marc, Discours du 29 novembre 2008 lors du meeting de fondation du PG.

² Gaxie Daniel, « Economie des partis et rétributions du militantisme », *art. cit.*, p. 126.

³ Lefebvre Rémi, « Militer au parti socialiste pour le transformer », *op. cit.*, p. 217.

⁴ Bachelot Carole, « Le Parti socialiste, la longue marche de la présidentialisation », *op. cit.*, p. 120.

programmatisques constituaient la seule explication de la dissidence, comment expliquer le maintien de militants occupant des positions similaires au PS et plus encore de ceux qui, actifs dans les tendances de Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez, n'opèrent pas la même reconversion partisane ?

La dissidence est alors présentée comme nécessaire, attendue, incontournable. Cette explication, participant de l'« *illusion héroïque* »¹ évoquée par Michel Dobry, structure des représentations permettant de rendre intelligible/satisfaisante la dissidence, tant pour les militants engagés dans la dissidence que pour ceux rejoignant la nouvelle entreprise partisane. Davantage qu'une rupture, la dissidence est un processus de réinvestissement des dispositions militantes acquises préalablement dans l'engagement au sein d'une première organisation partisane. Une défection peut conduire à se désengager d'un espace militant : il s'agit alors de ne plus militer dans le même espace militant que l'organisation que l'on quitte. Mais elle peut également conduire à réinvestir ses dispositions militantes dans une entreprise concurrente à celle que l'on quitte. Si le premier cas ne peut être qualifié de dissidence, il manque au second son caractère collectif : toute dissidence se fonde sur des défections mais toute défection ne constitue pas une dissidence. La dissidence est à la fois une agrégation de défections individuelles et un construit social visant à donner à cet agrégat une signification politique commune. Enfin, la dissidence se caractérise par l'entrée en concurrence (symbolique, électorale, etc.) avec l'organisation dont sont originaires les dissidents, soit en rejoignant une organisation déjà existante, soit en constituant une organisation nouvelle. Dès lors, la dissidence suppose une certaine conflictualité. La dissidence comporte ainsi trois phases : l'engagement préalable, suivi d'un désengagement et d'un réinvestissement dans une entreprise concurrente, et ne peut être dissocié des conséquences biographiques qu'elle produit sur les trajectoires militantes de ceux qui y participent². Par son caractère collectif et organisé, par la nécessaire construction d'une signification commune, la dissidence est un processus visant à homogénéiser les « *raisons de sortir* », pour reprendre l'expression de Catherine Leclecrq, de militants qui ne partagent pas forcément les mêmes raisons de s'être engagés, ni tout à fait les mêmes de sortir. Enfin, si la dissidence est perçue par les militants qui y participent comme une nécessité pour maintenir l'intégrité morale de leur engagement, elle est loin d'être la seule opportunité qui s'offre à eux comme le montre le maintien dans les jeux partisans de militants partageant avec les dissidents une certaine homologie de position.

¹ Dobry Michel, *Sociologie des crises politiques*, op. cit., p. 75-93.

² En ce sens, une dissidence fournit un cadre permettant aux militants de reconvertir ailleurs leur capital militant, c'est-à-dire, un « *ensemble de savoirs et savoir-faire mobilisables lors des actions collectives, des luttes inter ou intra-partisanes, mais aussi exportables, convertibles dans d'autres univers, et ainsi susceptibles de faciliter certaines « reconversions* ». ». Cf. Matonti Frédérique et Poupeau Franck, « Le capital militant. Essai de définition », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, 155, 2004, p. 4-11.

En s'attachant à reconstruire la trajectoire qui amène un groupe militant à opérer une rupture avec son parti d'origine, nous entendons désormais repérer deux aspects relatifs à l'adoption des orientations stratégiques, et à la tendance contemporaine à l'autonomisation de l'espace de la gauche radicale. D'une part, la dissidence est le produit d'un processus non planifié, non d'une trajectoire linéaire de distanciation. En cela, elle résulte d'une succession de choix effectués dans des contextes et avec des objectifs différents. En d'autres termes, la dissidence se construit dans un bricolage stratégique permanent et incertain ne visant pas la dissidence, mais la recherche de scénarios alternatifs à la marginalisation du groupe dans la compétition intra-partisane. Ce n'est que très progressivement (et de manière tardive) que la dissidence apparaît comme l'un de ces scénarios et, plus tardivement encore, qu'elle apparaît souhaitable ou nécessaire. D'autre part, la dissidence reflète une tendance à l'autonomisation de la gauche radicale (entendue comme une prise de distance quant au parti dominant à gauche et un rejet de plus en plus important des alliances avec ce parti). En effet, la dissidence rend également compte de l'échec à maintenir un positionnement à l'intersection du PS et de l'espace de la gauche radicale et à faire accepter et reconnaître ce positionnement comme légitime et pertinent dans chacune de ces arènes militantes.

Après le scrutin référendaire, si le groupe Mélenchon réinvestit la compétition intra-partisane, il ne le fait plus tout à fait de la même manière, n'y attache plus la même importance et ne situe plus uniquement son action dans le cadre limité et normé du parti (section 1). Les hésitations stratégiques du groupe Mélenchon peuvent être saisies au prisme des allers-retours permanents entre engagement dans la compétition intra-partisane et débats de la gauche radicale, qui témoignent d'une tentative de construction d'une position originale et incertaine, prise dans les jeux et enjeux de ces deux arènes militantes, tout en échouant dans l'entreprise de conversion de cette position en ressources mobilisables dans ces espaces (section 2). La troisième section est consacrée, non à ceux qui font dissidence, mais à l'inverse, à la trajectoire de militants de PRS et de Trait d'union qui maintiennent leur engagement socialiste. En effet, même si l'angle utilisé dans ce dernier développement ne rend que très partiellement compte des motivations du maintien, il éclaire différemment la trajectoire de ceux qui partent.

Section 1. Un retour à la normale ? Déplacement des intérêts et ajustements successifs (juin 2005-mai 2007)

Après le référendum, le groupe Mélenchon va s'investir à la fois dans les enjeux partisans (notamment avec la perspective d'un congrès anticipé fin 2005) et dans les débats sur une éventuelle candidature antilibérale. Le groupe Mélenchon constitue cet engagement comme unique : la position défendue au PS serait la même – ou au moins compatible – avec celle défendue dans l'espace de la

gauche radicale. Sans remettre en cause cette représentation qui fait sens pour ses acteurs et constitue ainsi la grammaire par laquelle ils vivent leur engagement et leur position à la marge (du PS, mais aussi de l'espace de la gauche radicale), à la fois incluse dans et exclue de ces deux espaces de concurrence, il s'avère pertinent de dissocier ces deux modalités d'engagement pour rendre compte de l'évolution des modes d'action du groupe Mélenchon¹. En d'autres termes, il est nécessaire de considérer les militants du groupe Mélenchon comme étant multipositionnés², c'est-à-dire comme occupant des positions spécifiques dans deux espaces sociaux structurés par des règles du jeu et des enjeux spécifiques. Le parti et les collectifs antilibéraux constituent des espaces de concurrence interne, mais également des espaces en concurrence et dont les principes de structuration s'opposent partiellement. Dès lors, la possibilité d'une position à la marge de ces deux espaces que tente de constituer le groupe Mélenchon est singulière mais aussi, par nature, instable. Soumis au stigmat, c'est-à-dire « *un attribut qui jette un discrédit profond* » selon Erving Goffman³, dans ces deux espaces sociaux, le groupe Mélenchon tente de se construire une identité unique alors même que les acteurs investis dans ces espaces sociaux partiellement antagonistes renvoient ce positionnement à une absence de clarté : ainsi, ce que le groupe Mélenchon érige en un certain prestige militant⁴ – avoir fait dissidence pour ses convictions – constitue (ou peut constituer) au PS, la figure du traître⁵ ne respectant pas la décision majoritaire des militants socialistes. A l'inverse, dans les collectifs antilibéraux, l'appartenance au PS, le soutien à Laurent Fabius – qui apparaît dans la gauche radicale comme un modèle de social-libéralisme – ou encore la participation à la synthèse lors du congrès du Mans⁶, constituent autant d'éléments associant la militance socialiste au stigmat du renoncement, de l'opportunisme et de l'électorisme.

Le choix de faire dissidence en 2005 n'a pas été constitué comme tel, mais comme l'expression d'une divergence sur la question européenne : c'est ainsi un choix empirique et contraint par la perception du jeu. Le retour à la structure d'origine va d'autant plus *de soi* pour le groupe Mélenchon que la dissidence n'a pas été sanctionnée et que ce réinvestissement s'appuie sur des ressources

¹ Le séquençage opéré vise à rendre compte de la complexité de la position du groupe Mélenchon en donnant à voir, pour chaque période, une dominante dans l'engagement et dans les modalités d'action de ce groupe.

² Boltanski Luc, « L'espace positionnel », *op. cit.*

³ Goffman Erving, *Stigmat. Les usages sociaux des handicaps*, Editions de Minuit, Paris, 1975, p. 13. Il poursuit ainsi sa définition : « *mais il faut bien voir qu'en réalité c'est en termes de relations et non d'attributs qu'il convient de parler* ».

⁴ Par analogie avec la recherche du prestige dans la société de cour. Cf. Elias Norbert, *La société de cour*, *op. cit.*

⁵ Schehr Sébastien, « Sociologie de la trahison », in *Cahiers internationaux de sociologie*, 123 (2), 2007, p. 313-323. Benoît Verrier relève le même type de critique à l'encontre des militants du CERES qui seraient dans l'ambiguïté, ou encore « *en dedans et en dehors* ». Cf. Verrier Benoît, *Loyauté militante et fragmentation des partis*, *op. cit.*, p. 178.

⁶ En témoignent les propos d'Alain Krivine, cf. Weber Louis, « Le Nouveau parti anticapitaliste », *art. cit.*, p. 128-129.

nouvellement acquises (A). Cette stratégie est marquée par plusieurs échecs qui conduisent à la recherche d'opportunités alternatives et à la perte de centralité des enjeux partisans (B).

A. Le retour à la compétition intra-partisane (juin 2005-novembre 2006)

La victoire du non termine la dissidence du groupe Mélenchon qui se réinvestit immédiatement dans les jeux intra-partisans. L'analyse faite par le groupe Mélenchon du 29 mai 2005 est celle d'un décrochage entre la direction du PS et l'électorat de gauche¹. Mais ce réinvestissement dans un engagement *normal*, n'est cependant pas un retour à la situation précédente car la configuration intra-partisane subit les conséquences des divergences exprimées lors de la campagne référendaire² :

« Partant de la centralité politique du vote du 29 mai, elle se prononce pour une stratégie de trait d'union à plusieurs niveaux : au sein du peuple de gauche, entre le PS et le reste de la gauche sans exclusive, entre les socialistes partisans du Non. Cette contribution opte donc pour une motion commune initiée par tous les partisans du Non au PS »³

Le groupe Mélenchon développe, dès l'été 2005, le raisonnement suivant : 1. Le non ayant été majoritaire dans l'électorat de gauche, la dissidence est justifiée *a posteriori* par son adéquation avec cet électorat. 2. Le PS s'est coupé de son électorat et doit y remédier. 3. Les militants socialistes ayant fait la campagne du non sont les plus en phase avec l'électorat socialiste, ils sont les plus à même de réorienter le PS. 4. Cela nécessite l'union de l'ensemble des tendances du non. 5. Enfin, le candidat socialiste pour 2007 doit avoir fait campagne pour le non. Le lien entre l'élection présidentielle et la question européenne est fait dès juin 2005 :

« Le report de la date limite d'adoption fait que la Constitution européenne s'est invitée dans la présidentielle française. [...] un nouveau président sera élu en 2007. [...] Pour nous c'est clair, il faut à la France un président de gauche favorable au « non ». Les forces de gauche engagées pour le « non » doivent y réfléchir d'ici 2007 si elles veulent se donner les moyens de finir le travail »⁴

Le soutien à Laurent Fabius est encore implicite : « *si l'on veut que le PS occupe utilement sa place à gauche, il doit désigner son candidat parmi les tenants du « non ». Il n'y en a pas cinquante* »⁵. Ce soutien s'exprime en août 2005 : « *Y a-t-il au PS un autre candidat déclaré qui vienne du « non » hors Laurent Fabius ? Quelqu'un propose-t-il un autre nom ? Personne* »⁶. Dans le même article, tout projet de scission (ce débat est qualifié de « *sottise tellement utile* ») est écarté montrant ainsi la primauté accordée aux enjeux intra-partisans pendant cette séquence : la perspective de modifier l'équilibre des tensions intra-partisanes est privilégiée car apparaissant possible et moins coûteuse⁷.

¹ *A Gauche*, n°996, 1^{er} juin 2005, François Delapierre, « L'Etat d'urgence a éclaté ».

² Par la convocation d'un congrès et l'exclusion des proches de Laurent Fabius de la direction nationale.

³ *A Gauche*, n°1005, 7 septembre 2005, Laurent Maffei, « Congrès du PS : du côté du « non » ».

⁴ *A Gauche*, n°999, 21 juin 2005, François Delapierre, « Après le sommet ».

⁵ *A Gauche*, n°1001, 5 juillet 2005, Jean-Luc Mélenchon, « Un jalon sur le chemin de l'union des gauches ».

⁶ *A Gauche*, n°1003, 24 août 2005, François Delapierre, « Maux de têtes ».

⁷ *A Gauche*, n°998, 14 juin 2005, François Delapierre, « Il faut se méfier de l'eau qui dort » : « *Le seul objectif des partisans du « non » comme de ceux qui estiment que le PS doit tenir compte du vote du 29 mai doit être de*

Se réinvestissant dans les enjeux intra-partisans, écartant de l'éventail de ses opportunités toute dissidence¹, le groupe Mélenchon réactive pleinement les mécanismes d'intervention propres à une tendance et recherche de nouvelles coalitions intra-partisanes :

« Et au PS ? Le point de départ c'est la fin du nombrilisme des actuels oppositionnels. Ils sont éparpillés en 6 structures (Fabius, les trois groupes issus de Nouveau monde, puis Dolez, enfin Montebourg). Si le non de gauche veut incarner une alternative politique, il doit commencer par montrer qu'il est capable de cohérence pour gouverner ensemble le Parti »²

Les alliances sont désormais conditionnées et bornées par la question européenne³ qui distingue les alliances possibles de celles qui ne le sont plus. Cette appréhension du jeu intra-partisan rend ainsi envisageable et souhaitable⁴ une alliance avec Laurent Fabius, lors du congrès du Mans et pour la primaire socialiste de l'automne 2006, alors même que cette alliance était jugée impossible en 2002⁵. La rhétorique de l'unité est permanente et entraîne une représentation duale des positions :

« Les contributions issues du Non font preuve d'une remarquable convergence sur le fond. Quatre d'entre elles sont prêtes à en tirer les conséquences en s'engageant pour une motion commune. Malheureusement, NPS et Alternatives socialistes (Emmanuel-Dolez-Filoché) préfèrent pour l'heure déposer leur propre texte, sans que l'on voit ce qui justifie politiquement cette démarche »⁶

La déstabilisation de l'économie des positions partisans après le 29 mai 2005 est perçue par le groupe Mélenchon comme suffisamment importante pour ouvrir le jeu :

« La majorité du PS a éclaté avec le départ de Laurent Fabius et de ses amis et il existe du coup une chance unique qu'un parti de la social-démocratie européenne échappe à la domination des sociaux-libéraux qui est la règle partout ailleurs »⁷

Le réinvestissement du groupe Mélenchon s'explique ainsi par le cumul de plusieurs facteurs : un retour à la structure d'origine ; la perception d'une ouverture du jeu partisan ; la croyance dans l'obligation, pour le PS, de s'ajuster aux résultats du référendum :

« C'est... l'envers du référendum interne du PS, en fait. Donc, le clivage énorme, le fossé énorme entre la direction du Parti socialiste, ce qu'ils ont réussi à faire avaler aux militants, en interne, et puis... in fine, le vote, y compris des militants socialistes... puisqu'on le sait, la majorité des militants socialistes a voté non. Donc, là... Je me dis, dans ma naïveté personnelle que peut-être, il va y avoir un sursaut, et que peut-être, ils vont comprendre... On ne sait jamais... Parce que, comme ils avaient avec eux, tous les puissants de la Terre, et notamment toute la pensée

construire une motion commune pour arriver en tête. Il faut souhaiter qu'ils y parviennent car le changement de majorité au PS constitue la solution la plus économique pour la suite ».

¹ Quoiqu'un propos de Jean-Luc Mélenchon laisse à penser que cette hypothèse, sans être formalisée, était déjà en cours de réflexion : « *Mais nous avons entendu un autre message. Il nous trouble. Il nous fait réfléchir. Nous cheminons dans cette réflexion. C'est qu'on ne peut pas vouloir l'union et ensuite s'en remettre béatement à cette union ».* Cf. *A Gauche*, n°1035, 12 avril 2006, Discours de Jean-Luc Mélenchon lors de la convention nationale de PRS.

² *A Gauche*, n°997, 7 juin 2005, Jean-Luc Mélenchon, « Trait d'Union ».

³ *A Gauche*, n°1004, 30 août 2005, Laurent Mafféïs, « Congrès PS : les oui » ; *A Gauche*, n°1005, 7 septembre 2005, Laurent Mafféïs, « Congrès PS : les non ».

⁴ *A Gauche*, n° 1005, 7 septembre 2005, Jean-Luc Mélenchon, « L'Etat ne peut pas tout ? Mon pauvre ! » ; *A Gauche*, n°1059, 8 novembre 2006, François Delapierre, « Fabius la chance ».

⁵ La GS a ainsi suspendu sa participation au SN pour protester contre la nomination de Laurent Fabius comme porte-parole du PS. Cf. *A Gauche*, n°868, 25 juin 2002.

⁶ *A Gauche*, n°1005, 7 septembre 2005, Laurent Mafféïs, « Congrès PS : les non ».

⁷ *A Gauche*, n°1004, 30 août 2005, François Delapierre, « Un défi à nous-mêmes ».

dominante et qu'on nous expliquait dans les médias, matin, midi et soir qu'il fallait voter oui... »
(Hélène Franco, entretien le 20 avril 2012. Militante socialiste à Paris, membre de PRS)

Le groupe Mélenchon tente de faire valoir les dispositions militantes acquises pendant la campagne référendaire et ainsi de les convertir en ressources mobilisables dans la compétition intra-partisane. Cependant, ce que le groupe Mélenchon constitue en ressources symboliques (être en phase avec le vote des électeurs de gauche, avoir fait campagne avec les autres organisations de gauche, avoir eu le courage de ses convictions, ou encore, avoir créé des relations avec l'ensemble des partis de gauche) y est fortement dévalorisé.

L'expérience de la campagne référendaire constitue un marqueur de la singularité du groupe dans l'espace partisan. A cette première singularité – avoir fait temporairement dissidence – s'ajoute une seconde : le maintien d'un investissement dans des initiatives qui peuvent apparaître comme concurrentes au PS¹. Enfin, le groupe Mélenchon développe, via PRS, « *un style de militantisme intense qui n'a plus cours au sein du PS* »², renforçant encore la spécificité du groupe dans un parti où l'activisme militant est faible³. Dès lors, lorsque le groupe Mélenchon réinvestit le jeu partisan en prétendant y introduire des ressources constituées en dehors de ce jeu, sa singularité ne repose plus uniquement sur sa radicalité, mais sur une expérience distincte et concurrente, des relations extra-partisanes importantes, et des liens de solidarité propres au groupe plus intenses que ceux existants dans d'autres tendances. En d'autres termes, le groupe Mélenchon réinvestit le PS alors même que son activité tend à s'orienter vers la vie interne au groupe et l'espace de la gauche radicale.

Malgré l'affaiblissement (très relatif) des résultats de la motion de François Hollande, celle-ci reste majoritaire lors du congrès du Mans et les deux motions se réclamant du non, bien que voyant leurs résultats s'accroître, ne sont pas en mesure de modifier les équilibres partisans⁴. Le groupe Mélenchon dénonce un « *congrès pour rien* », à l'ambiance « *délétère* »⁵, analyse les résultats du congrès comme l'obtention d'une faible majorité pour François Hollande et critique le refus de NPS de tout rapprochement. Le maintien des équilibres antérieurs à la campagne référendaire est imputé

¹ Cet investissement dans des initiatives externes au PS a déjà été observé pour le CERES. Cf. Verrier Benoît, *Loyauté militante et fragmentation des partis*, op. cit., p. 170.

² Lefebvre Rémi, « Militer au parti socialiste pour le transformer », op. cit., p. 231.

³ Cf. Lefebvre Rémi et Sawicki Frédéric, *La société des socialistes*, op. cit., p. 192-196 ; Boy Daniel, Platone François, Rey Henri, Subileau Françoise et Ysmal Colette, *C'était la gauche plurielle*, Presses de Sciences Po, Paris, p. 69.

⁴ La comparaison des résultats de la motion majoritaire lors des congrès de la période 1997-2008 montre un affaiblissement constant qui est encore renforcé lorsqu'on observe les résultats dont ont été exclues les sections homogènes. Philippe Juhem calcule ainsi qu'en excluant ces sections, lors du congrès du Mans, les résultats de la motion majoritaire passent de 53,4% à 48,9%, tandis que l'ensemble des motions d'opposition passe de 45% à 49,1%. Cf. Juhem Philippe, « La production notabiliaire du militantisme au Parti socialiste », art. cit., p. 928-929.

⁵ *A Gauche*, n°1015, 15 novembre 2005, François Delapierre, « Un congrès pour rien ».

à la désunion des opposants à la direction nationale¹. Pour autant, le groupe Mélenchon participe à la synthèse afin de préserver les chances de faire désigner Laurent Fabius pour l'élection présidentielle. Ce congrès marque cependant une incapacité à convertir en ressources dans les jeux intra-partisans les dispositions militantes acquises lors de la campagne référendaire. La troisième position de Laurent Fabius (avec seulement 18,66% des suffrages) lors de la désignation du candidat socialiste pour l'élection présidentielle de 2007², qui voit Ségolène Royal l'emporter dès le premier tour, constitue un second échec dans les jeux partisans.

Par ailleurs, Bernard Dolez et Annie Laurent montrent que les votes en faveur de la motion présentée par Laurent Fabius, puis lors de la primaire de 2006, sont fortement corrélés à la position sur le TCE³, tout en accusant une sérieuse perte de voix : le vote en faveur de Laurent Fabius perd 8000 voix entre 2004 et 2006, alors que dans le même temps, le nombre de votants augmente significativement (78000 votants supplémentaires) ; les deux auteurs montrent également que cette baisse concerne l'ensemble des bastions du non et mettent en relief le dépérissement de la polarisation du jeu partisan autour de la question européenne. Ils rejoignent alors Amandine Crespy qui conclut à la résurgence de résistances latentes autour de la question européenne dans le socialisme français, tout en remarquant que cette opposition a été vite refermée avec la synthèse du congrès du Mans⁴, tandis que Laurent Olivier montre la permanence d'un clivage interne au PS sur la question européenne et une tendance à son absorption par les clivages nationaux⁵. Ainsi, même si la question européenne ne constitue pas un clivage au sens classique du terme puisque n'aboutissant pas à l'émergence de nouvelles familles politiques dont l'antagonisme principal serait la question européenne⁶, cet enjeu produit des effets dans les luttes intra-partisanes propres au PS, mais ces effets sont loin d'être ceux anticipés ou espérés par le groupe Mélenchon.

De plus, l'importance donnée à la question européenne par le PS et le groupe Mélenchon suivent des courbes opposées, ce qui vient ici renforcer le sentiment de relégation et d'extériorité manifesté

¹ *A Gauche*, n°1016, 23 novembre 2005, François Delapierre, « Physique et politique » : « *Le résultat étrié de la motion arrivée en tête [...] confirme certes qu'une autre majorité était possible si les minorités s'étaient rassemblées sur un même texte. Mais elles se sont présentées en ordre dispersé. NPS (Peillon-Emmanuel-Montebourg) avait refusé non seulement de faire motion commune mais également toute forme de regroupement avant le Congrès [...] comme pendant le Congrès (Henri Emmanuelli ayant refusé publiquement par avance toute union des minorités au Mans). Enfin, dernier élément du paysage, le rapport de forces entre les deux minorités : NPS en tête avec 23% suivie par Rassembler à gauche (Fabius Mélenchon) à 21%.* »

² Pour une étude détaillée de la primaire socialiste de 2006 : Dolez Bernard et Laurent Annie, « Une primaire à la française. La désignation de Ségolène Royal par le parti socialiste », *in Revue française de science politique*, 57 (2), 2007, p. 133-161 ; Lefebvre Rémi, *Les primaires socialistes*, *op. cit.*

³ Dolez Bernard et Laurent Annie, « Une primaire à la française », *art. cit.*, p. 149-150.

⁴ Crespy Amandine, « La cristallisation des résistances de gauche à l'intégration européenne », *art. cit.*

⁵ Olivier Laurent, « Le Parti socialiste et l'eupéanisation de l'espace de confrontation politique : le clivage national à l'épreuve du clivage sur l'intégration européenne », *in Politique européenne*, 16 (2), 2005, p. 155-182.

⁶ Harmsen Robert, « L'Europe et les partis politiques nationaux : les leçons d'un non-clivage », *in Revue internationale de politique comparée*, 12 (1), 2005, p. 77-94.

progressivement par ce groupe. Le groupe Mélenchon va en permanence (et sans succès) tenter de construire cette opposition européenne comme devant structurer le jeu partisan. Cet échec à imposer un nouveau principe de division (pour le dire vite, rassemblant les « altereuropéens » du non et les tenants de l'Europe « telle qu'elle est ») structurant les luttes intra-partisanes conduit à diminuer la valeur attribuée par le groupe aux positions intra-partisanes occupées, alors même que le groupe Mélenchon conserve peu ou prou la même capacité (restreinte) à peser dans les jeux partisans. Ce n'est pas tant le *stock* qui diminue, mais la *valeur* que lui attribue le groupe Mélenchon qui diminue fortement. La campagne référendaire et la victoire que revendique le groupe Mélenchon provoquent ainsi un décalage entre les positions effectivement occupées (qui ne varient pas ou peu) et les opportunités d'accroissement de ces positions et de l'ouverture du jeu partisan (qui sont surévaluées). Par ailleurs, lorsque les luttes internes au PS sont évoquées dans *A Gauche*, après la campagne référendaire, elles sont souvent inscrites dans une analyse plus générale de la gauche :

« Comme au lendemain du 21 avril, le débat démarre au sein du Parti socialiste. Son congrès est convoqué au 18 novembre. Le PCF et la LCR tiendront congrès un peu plus tard. Pendant quelques mois, les débats du PS vont donc être à l'avant-scène. Mais le 29 mai change leur signification »¹

Entre mai 2005 et novembre 2006, l'engagement du groupe Mélenchon passe principalement par la compétition intra-partisane, mais n'est plus la seule modalité d'engagement puisque s'y ajoute un investissement dans les débats de la gauche radicale. Ainsi, si *A Gauche* consacre vingt-trois articles au congrès de Dijon en 2003 (auxquels il faut également ajouter douze encadrés annonçant les différentes réunions socialistes où des responsables de Nouveau Monde interviennent : le suivi du congrès de Dijon est donc massif et continu pendant trois mois consécutifs), ce même journal ne consacre plus que six articles au congrès du Mans, et quatre articles seulement au congrès de Reims en 2008². En revanche, *A Gauche* consacre encore seize articles aux enjeux socialistes en 2006, mais cela est dû au processus de désignation du candidat socialiste à la présidentielle (qui constitue le sujet de la majorité des articles recensés), et dans une moindre mesure, aux débats sur l'adoption du projet socialiste. L'évolution des thèmes traités par ce journal montre ainsi que la séquence suivant directement la mobilisation référendaire (juin 2005 – novembre 2006), tout en étant marquée par un réinvestissement dans les interactions partisans, constitue également une perte de centralité progressive de ces interactions partisans, d'autant plus que le coût du maintien dans le PS s'est accru avec la dissidence de 2005, et son efficacité, désormais sujette à remise en cause.

¹ *A Gauche*, n°998, 14 juin 2005, François Delapierre, « Il faut se méfier de l'eau qui dort ».

² Deux articles concernant le congrès socialiste ont également été publiés dans *A Gauche* après le départ du PS afin de légitimer la scission. *A Gauche*, n°1145, 12 novembre 2008 (entièrement consacré au départ du PS) ; *A Gauche*, n°1146, 19 novembre 2008, François Delapierre, « Une page se tourne ».

B. La perte de centralité des jeux partisans (décembre 2006-mai 2007)

Le retour à la compétition intra-partisane ne signifie pas l'abandon de tout investissement dans les enjeux de la gauche radicale. De même, la succession des défaites lors du réinvestissement dans la compétition partisane ne provoque pas un retour mécanique aux enjeux de la gauche radicale. Le groupe Mélenchon s'investit simultanément dans deux espaces de concurrences spécifiques, mais l'intensité de cet engagement varie : entre juin 2005 et novembre 2006, les enjeux partisans dominent un engagement dans l'espace de la gauche radicale encore secondaire, puis s'opère une inversion entre décembre 2006 et novembre 2008.

L'engagement du groupe Mélenchon dans l'espace de la gauche radicale est d'abord marqué par l'inscription dans les débats qui structurent cet espace : le groupe Mélenchon s'intéresse aux enjeux internes à la LCR ou au PCF, au même titre qu'à ceux du PS, et participe aux collectifs unitaires. Le retour à la compétition intra-partisane ne s'accompagne pas d'un retour à l'exclusivité des jeux partisans : *A Gauche* reproduit l'appel des collectifs du non à une réunion nationale¹, et publie un long compte-rendu de sa première réunion²; PRS invite à sa première université d'été (2005) Marie-George Buffet et Olivier Besancenot³, puis participe à l'université d'été de la LCR. De même, lors de sa convention nationale de 2006, PRS choisira d'inviter Marie-George Buffet à un meeting commun avec Jean-Luc Mélenchon, et *A Gauche* reproduit des extraits du discours de la secrétaire nationale du PCF⁴. Les positions défendues pendant la campagne référendaire commencent à cette occasion à transcender, dans les représentations du groupe Mélenchon, les appartenances partisans :

« Les principales figures de la campagne du Non de gauche se sont retrouvées à nouveau, après l'Université d'Été de PRS à Arles, cette fois à l'invitation de la LCR. Elles seront ensemble la semaine prochaine à la fête de l'Humanité. De leur côté, les principales figures du « oui » de gauche se sont également regroupées, lors de l'Université d'Été du PS de La Rochelle, pour opposer un front commun à l'offensive des tenants du « non » au sein du Parti socialiste »⁵

Cette idée d'une réorganisation de la gauche autour de la question européenne était déjà présente pendant la campagne référendaire : « *l'élan unitaire du non de gauche rassemblé au zénith, ne retombera pas. Le non de gauche ne se contente pas d'organiser le non des français. Il structure la gauche elle-même dorénavant* »⁶. Sa réutilisation après la campagne référendaire témoigne d'une certaine mise à distance du PS, alors même que le groupe est pleinement investi dans les luttes intra-partisanes. François Delapierre consacre encore un tiers d'un de ses articles (soit autant que pour le

¹ *A Gauche*, n°997, 7 juin 2005.

² *A Gauche*, n°1000, 28 juin 2005, François Delapierre, « Un défi à nous-mêmes ».

³ *A Gauche*, n°1001, 5 juillet 2005.

⁴ *A Gauche*, n°1035, 12 avril 2006.

⁵ *A Gauche*, n°1004, 30 août 2005, François Delapierre, « Un défi à nous-mêmes ».

⁶ *A Gauche*, n°990, 16 avril 2005, Jean-Luc Mélenchon, « La nouvelle union des gauches ».

PS) à un compte-rendu critique du congrès de la LCR¹, et évoque encore la conférence nationale où la LCR décide de présenter Olivier Besancenot lors de l'élection présidentielle de 2007 : « *Signe que les temps changent, la décision de la Conférence nationale de la LCR qui s'est tenue samedi et dimanche dernier sur sa stratégie pour l'élection de 2007 était attendue* »². Plus que les temps qui changent, il s'agit d'un changement dans les intérêts manifestés par le groupe Mélenchon qui recherchent et valorisent fortement les relations entretenues avec le PCF :

« Remarquablement accueillis par Marie-George Buffet, par le PCF et par le peuple communiste, nous nous sommes sentis chez nous tout au long de ces trois jours »³; « Le stand de PRS a été magnifiquement accueilli, autant par la direction de la fête et par Marie-George Buffet, qui nous a rendu une visite remarquée, que par les militants communistes venus de toute la France. Bien sûr, cette chaleur dépassait nos personnes »⁴

François Delapierre n'hésite ainsi pas à écrire que « *la convergence de vue entre la direction du PCF et les animateurs de PRS est donc totale.* ». La proximité de PRS et du PCF s'exprime également par l'appréciation différente des positions de la LCR et du PCF :

« La démarche de rassemblement engagée par le PCF ouvrait une porte. En annonçant la candidature d'Olivier Besancenot, la majorité de la LCR n'a pas choisi de l'ouvrir davantage. Certes, elle annonce qu'elle retirera Besancenot si les conditions d'une candidature commune sont réunies. Mais celles qu'elle pose enfermeraient la gauche des ruptures dans une posture de témoignage impuissant »⁵

Pour PRS, la fête de *L'Humanité* constitue une occasion de s'inscrire dans l'espace de la gauche radicale. La liste des personnalités se rendant sur le stand de PRS publiée par *A Gauche* – qui consacre chaque année un numéro à cette fête depuis 2005, date de la première présence de PRS sur la fête de *L'Humanité* –, tout comme les débats que PRS y organise, ou les photographies publiées (ou n'apparaît quasiment aucun responsable socialiste non membre de PRS, mais où les leaders des partis de « *l'autre gauche* »⁶ sont particulièrement présents) sont autant d'éléments constitutifs d'une mise en scène de l'inscription de PRS dans cet espace alors même que les militants socialistes y sont vus avec méfiance et suspicion. En effet, PRS, bien que non formellement liée au PS, est animée par des militants socialistes, connus comme tels, ce qui constitue une singularité dans les organisations présentes à la fête de *L'Humanité* (le PS n'y dispose d'aucun stand) mais aussi au sein du PS⁷ (le groupe Mélenchon étant la seule tendance à s'y investir). Cela constitue enfin une ressource symbolique, permettant tout autant de construire la singularité du groupe dans l'espace socialiste, que sa légitimité à intervenir et à s'inscrire dans la gauche radicale.

¹ *A Gauche*, n°1024, 24 janvier 2006, François Delapierre, « Gauche unie ou gauche battue ? ».

² *A Gauche*, n°1046, 27 juin 2006, François Delapierre, « Petites et grandes entreprises ».

³ *A Gauche*, n°1006, 13 septembre 2005.

⁴ *A Gauche*, n°1052, 20 septembre 2006.

⁵ *A Gauche*, n°1046, 27 juin 2006, François Delapierre, « Petites et grandes entreprises ».

⁶ Mélenchon Jean-Luc, *L'autre gauche*, *op. cit.*

⁷ Les principaux responsables du PS font régulièrement acte de présence lors de cette fête ou sont invités à des débats qui y sont organisés, mais le PS n'y est pas matériellement présent.

Liste publiée par *A Gauche*¹ des personnalités qui se sont rendues officiellement sur le stand de PRS lors de la Fête de l'Humanité de 2005 :

Clémentine Autain (apparentée communiste), Alain Bascoulergue (PCF), Francine Bavay (Les Verts – AlterEkolo), Lydie Benoit (PCF), Olivier Besancenot (LCR), Nicole Borvo (PCF), José Bové (Confédération paysanne), Patrice Cohen-Seat (PCF), Jean Desessard (Les Verts), Alain Krivine (LCR), Pierre Laporte (PCF), Hélène Luc (PCF), Maurice Marion (CGT), Roger Martelli (PCF), Emmanuel Maurel (PS – ex-popereniste, ex-Nouveau Monde), Francis Parny (PCF), Pascal Popelin (PS – fabiusien), Christian Picquet (LCR – UNIR), Marjolaine Rauze (PCF), Yves Salesse (Fondation Copernic), Bernard Teper (collectif national de défense des services publics), Claire Villiers (Alternative citoyenne), Emile Zuccarrelli (PRG, ayant fait la campagne du non au TCE)

Par ailleurs, les débats que PRS organise sur son stand témoignent de l'intensité croissante de l'implication du groupe Mélenchon dans l'espace de la gauche radicale : « *Après le 29 mai, à gauche tous ensemble* » (2005) ; « *La Droite doit partir, la Gauche doit s'unir. Pour un nouveau Front populaire !* » (2006) ; « *La gauche a besoin d'une force politique nouvelle !* » (2007) ; « *Comment réinventer la gauche ?* » (2008). Ces débats sont fortement corrélés avec l'évolution de la position stratégique du groupe Mélenchon : en 2005, il s'agit de développer la nécessité de poursuivre le rassemblement issu de la campagne référendaire, et d'inscrire durablement la présence de PRS dans l'espace de la gauche radicale. En 2006, le groupe Mélenchon est engagé dans deux processus concurrents de désignation d'un candidat pour l'élection présidentielle. Le mot d'ordre d'« *union dans l'union* »² est ainsi mis en avant pour mettre en cohérence ces deux engagements, qui sont conçus par le groupe Mélenchon comme complémentaires :

« En 2007, un éparpillement de la gauche des ruptures briderait sévèrement toute dynamique de rassemblement au second tour. Une partie de la gauche, niée et humiliée électoralement, se tiendrait à l'écart du combat. Sa défection se traduirait par une difficulté considérable à mobiliser en faveur de la gauche les milieux populaires qui se sont détournés de notre parti mais qui se sont massivement mobilisés le 29 mai 2005 »³

Les débats organisés en 2007 et 2008 ont tous deux comme objet de faire connaître l'idée de la nécessité d'une reconfiguration de l'espace de la gauche radicale faite par PRS. La succession des défaites dans la compétition partisane, combinée à l'inscription de PRS dans l'espace de la gauche radicale, permettent au groupe Mélenchon d'envisager un réinvestissement rapide dans les collectifs unitaires après novembre 2006, qui s'exprime par la proposition d'une candidature de Jean-Luc

¹ *A Gauche*, n°1006, 13 septembre 2005. *A Gauche* publiera, en 2006 (*A Gauche*, n°1052, 20 septembre 2006), une liste analogue où les responsables socialistes sont à nouveau peu présents, hormis des soutiens de Laurent Fabius, ce qui s'explique par l'investissement du groupe Mélenchon dans les enjeux partisans. La publication de ces listes participe de la stratégie de reconnaissance de PRS dans la gauche radicale.

² A cette occasion, PRS critique fortement, en mettant sur un pied d'égalité la LCR et le PS, ceux qui refusent cette union de la gauche : « *Tout ce qui peut rassembler la gauche est soigneusement combattu. [...] L'extrême-gauche refuse de discuter avec le PS... voilà qui laisse les mains libres aux socialistes qui veulent se rapprocher du centre. / Face à cela, il faut aussi que les unitaires se donnent la main. Il y en a partout. Les caricatures qui réduisent le PS et son programme au social-libéralisme ne reflètent pas la réalité. De très nombreux militants socialistes veulent ardemment l'union de la gauche pour changer la vie. [...] Dans la gauche non socialiste également, il y a des unitaires. Là encore, les caricatures complaisamment relayées sur la domination sans partage des penchants groupusculaires et boutiquiers ne traduisent pas la réalité* ». Cf. *A Gauche*, n°1051, 13 septembre 2006, François Delapierre et Jean-Luc Mélenchon, « Le poison du sectarisme ».

³ *A Gauche*, n°1041, 23 mai 2006, Jean-Luc Mélenchon et François Delapierre, « Lettre à François Hollande ».

Mélenchon pour l'élection présidentielle de 2007 au nom des collectifs unitaires (lors de la réunion du 10 décembre 2006¹). L'hebdomadaire *Politis*, très engagé dans ce processus, va fournir un point d'appui à cette proposition en publiant une interview de Jean-Luc Mélenchon et en faire sa « *une* »², où ce dernier laisse entendre qu'il pourrait être candidat pour les collectifs unitaires. Officiellement, il s'agit de proposer une solution qui permettrait de sortir de la situation de blocage dans laquelle se trouvaient les collectifs unitaires. Plus prosaïquement, il s'agit de tester la faisabilité d'un scénario de reconversion passant par la dissidence, et d'accroître la visibilité et la légitimité de PRS à intervenir dans les débats de la gauche radicale et à y apparaître comme un partenaire potentiel :

« sans le rattrapage de Saint-Ouen, PRS n'aurait sans doute pas eu les mêmes occasions de poser les jalons de son action unitaire à venir. Ces jalons consistaient à obtenir qu'un débat sur la candidature Mélenchon liée à la perspective d'une force nouvelle ait lieu et en particulier que des discussions avec les camarades communistes à ce sujet se tiennent. C'était pour nous le moyen d'aborder concrètement une question toujours évitée jusqu'à présent : la recomposition de la gauche et l'hypothèse d'une candidature socialiste pour faire gagner la gauche antilibérale en France. / Il était sans doute déjà trop tard ; mais pas pour obliger les protagonistes à se poser la question autrement plus ambitieuse et réaliste de la recomposition politique de la gauche qui sous-tend aujourd'hui toute réponse à l'état d'urgence politique »³

Pendant, cette tentative d'investir les collectifs unitaires n'aboutit pas et la perspective d'une dissidence est rapidement abandonnée. Cette candidature n'est en effet guère soutenue (seul le MARS et PRS soutiennent cette proposition), ni même réellement discutée :

« Il y a aussi eu cette Une de Politis, « Et si c'était lui ? » à propos de Jean-Luc Mélenchon afin de tester son éventuelle candidature, en la proposant, sans vraiment la proposer...

Oui oui, c'était un truc à dormir debout, parce que personne ne comprenait bien s'il était partant ou s'il ne l'était pas ! [Rire]. Effectivement, c'est René Revol, je crois, qui... à la réunion de Saint-Ouen, qui a été le sommet de l'affaire, avant l'effondrement final, René Revol a proposé la... la candidature de Jean-Luc, mais, elle a fait flop, parce que outre qu'elle posait des problèmes politiques puisque elle apparaissait un peu comme venant de l'extérieur... bon, certains étaient pour... en se disant : oui, ce n'est pas un mauvais coup... D'autres : Ah non ! C'est un socialiste... parce qu'il n'avait pas rompu. Certains disaient : ah non, pas un socialiste. Impossible ! [Rire]. Mon nom aussi a été avancé, enfin c'était un truc de fou à la fin... On essayait d'éviter le fiasco final, mais ce n'était pas possible...

Qui était favorable à cette candidature de Jean-Luc Mélenchon ?

Essentiellement... les gens du MARS. [Long silence]

[...] Mais tous les autres étaient contre. Tous les autres étaient contre pour des raisons diverses d'ailleurs, mais bon... dans laquelle quand même... l'étiquette socialiste... maintenue posait quand même de sérieux problèmes » (Claude Debons, entretien le 20 décembre 2011. Coordinateur des collectifs antilibéraux)

Les acteurs non socialistes des collectifs unitaires ne sont pas les seuls à être dubitatifs sur cette candidature. Ainsi de ce militant socialiste de Meurthe-et-Moselle, membre de Trait d'Union et de PRS, particulièrement critique quant à cette candidature, qui défend le soutien à Ségolène Royal :

¹ AFP, « Candidature antilibérale 2007 : reprise des travaux dans une ambiance tendue », 10 décembre 2006 ; *L'Humanité*, « Texte intégral de la commission de synthèse », 11 décembre 2006.

² *Politis*, n°928, 30 novembre 2006.

³ PRS, *Rapport d'activités* pour le CN des 20 et 21 janvier 2007.

« On suit, avec stupéfaction, une offre de service que fait Jean-Luc Mélenchon aux collectifs unitaires. [...] »

Vous êtes en porte-à-faux...

On est super en porte-à-faux... [Silence] On est au PS, mais on est en difficulté parce que... une deuxième fois encore, on ne respecte pas le vote des militants [désignant Ségolène Royal comme candidate à l'élection présidentielle]. Et là, pour le coup, ce n'est pas une affaire de référendum, c'est la victoire de la gauche en 2007 qui est posée... C'est quand même des implications politiques assez graves! » (Mounir El Harradi, entretien le 7 juin 2012, PS)

La candidature d'un sénateur socialiste n'ayant pas quitté le PS, malgré le non, et ceci alors que le rejet de ce parti est omniprésent dans la gauche radicale, n'apparaît guère crédible. Cette candidature, exprimant la potentialité d'une dissidence, met également en porte-à-faux et dans l'obligation de se justifier les militants les plus investis dans le PS. Ceux-ci doivent justifier et se bricoler une présentation de soi permettant la conciliation de deux engagements souvent perçus comme antagonistes. Jean-Luc Mélenchon aura d'ailleurs des difficultés à s'inscrire dans la campagne de Ségolène Royal¹ et ses principales actions se limiteront à quelques réunions publiques en Essonne, et à la coordination des sénateurs socialistes pour rédiger un argumentaire contre le programme de François Bayrou. Cette difficulté est largement partagée par d'autres :

« Et alors après... c'est bon quoi... avec la campagne... Royal... c'est... je n'ai pas pu la faire... »

Tu n'as pas participé à sa campagne ?

Non.

Tu as fait campagne pour un autre candidat ?

Non, je me suis mis en retrait. Il faut le dire parce que tout le monde disait : viens tracter ! Mais je ne pouvais pas tracter... j'ai dû faire un ou deux tractages, je crois... Les camarades [Rire], je leur disais : oui, il faut faire campagne, mais quand j'ai lu les tracts qu'on nous proposait, je ne pouvais pas. C'était vraiment répulsif ! Je n'y suis pas arrivé. J'ai fait deux tractages... et je me dis : mais comment je peux vendre... ce truc... Ce n'est pas possible ! Le fond était... Ils étaient nuls, ces tracts ! Le contenu... enfin, il n'y avait pas de contenu ! Tout simplement. En tout cas, pas un contenu à gauche. Je ne me sentais pas... » (Emmanuel Girod, entretien le 4 février 2012. Militant socialiste à Besançon, membre de PRS)

Face à l'échec des collectifs unitaires, le CN de PRS décide (20 et 21 janvier 2007) de ne soutenir aucun candidat et réaffirme la nécessité de construire une « *force politique nouvelle* » :

« Au premier tour de l'élection présidentielle, PRS ne présente et ne soutient pas de candidat. (...) Dès lors, conformément à sa déclaration de principes, ses militants, venus de tous les horizons de la gauche, voteront selon leur conscience et leurs engagements personnels »²

Ainsi, les échecs du groupe Mélenchon au PS ont conduit à un réinvestissement rapide dans les collectifs unitaires, mais l'échec de cette stratégie n'a pas abouti à un retour collectif aux enjeux partisans. Au contraire, PRS organise une « *initiative européenne pour la constituante* »³ et *A Gauche* publie pendant la campagne présidentielle des argumentaires contre la droite pouvant être utilisés pour soutenir n'importe quel candidat de la gauche.

¹ *Le Monde*, 20 avril 2007, « Mélenchon marche seul... »

² *A Gauche*, n°1067, 24 janvier 2007, extrait de la résolution du CN.

³ *A Gauche*, n°1072, 27 février 2007, François Delapierre, « Première initiative européenne pour la constituante ».

Section 2. La construction d'une dissidence légitime (juin 2007-novembre 2008)

Si la proposition d'une candidature de Jean-Luc Mélenchon au nom des collectifs est un échec, plusieurs éléments indiquent que c'est l'inscription durable de PRS dans les jeux et enjeux de la gauche radicale qui est recherchée :

« PRS a donc gagné une reconnaissance dans cette lutte, quand bien même le résultat attendu n'a pas été atteint. Cette reconnaissance est maintenant un acquis appuyé sur trois éléments précieux pour l'avenir : c'est d'abord une position identifiée dans le paysage politique qui se dessine. Les buts de PRS sont maintenant connus dans les milieux politiques de gauche. D'un point de vue médiatique, Jean-Luc Mélenchon est identifié comme porte-parole de PRS et pas seulement comme dirigeant du Parti socialiste »¹

Le réinvestissement dans les jeux partisans suite à la campagne référendaire montre l'extrême difficulté, pour le groupe Mélenchon, à faire valoir dans l'espace partisan comme une ressource légitime l'engagement public pour le non, et l'impossibilité à convertir des dispositions et ressources symboliques et sociales acquises pendant cette campagne. Ainsi, si le PS est suffisamment labile – et ses moyens de coercition insuffisants – pour permettre un jeu sur les frontières, cela n'est néanmoins pas sans effet : les positions occupées avant la dissidence ne sont ni identiques, ni forcément équivalentes, et les dispositions et ressources potentiellement acquises dans la dissidence peuvent être très largement dépréciées dans l'espace partisan et empêcher tout investissement dans le jeu partisan de ses ressources (être en phase avec l'électorat socialiste, avoir noué des relations avec les autres formations de gauche, etc.). Après ses échecs successifs dans le parti, le groupe Mélenchon se réinvestit plus intensément dans l'espace de la gauche radicale, tout en maintenant, pendant cette seconde séquence, un engagement partisan secondaire. Cela a deux conséquences : l'échec d'un réinvestissement immédiat et l'inscription de PRS dans l'espace de la gauche radicale, désormais perçue comme légitime à s'y investir. Mais pendant cette deuxième séquence, pas plus que dans la première, la stratégie du groupe Mélenchon n'est arrêtée : il n'y a ni décision définitive de retourner au répertoire d'action d'une tendance, c'est-à-dire essentiellement orientée vers la compétition intra-partisane, ni décision définitive de faire dissidence. La troisième séquence est marquée par une option tendanciellement favorable à la dissidence.

Après ces différents échecs, tant internes qu'externes, le groupe Mélenchon ne va plus se réinvestir avec autant d'intensité dans le jeu partisan (A), tout en cherchant à rendre compatibles les positions occupées au PS et dans l'espace de la gauche radicale (B) et à produire des scénarios alternatifs au maintien au PS (C).

¹ PRS, *Rapport d'activités pour le conseil national*, 20-21 janvier 2007. Jean-Luc Mélenchon est d'ailleurs en Amérique latine au moment de la présentation de sa candidature, démontrant ainsi la faible croyance en ses chances d'être désigné.

Vers une « force politique nouvelle » ?

La première référence à une « *construction politique nouvelle* » dans les publications du groupe Mélenchon apparaît en décembre 2006¹, soit juste après l'échec de Laurent Fabius à la primaire socialiste et dans la continuité de la candidature de Jean-Luc Mélenchon à représenter les collectifs antilibéraux. Cette proposition va néanmoins rester discrète jusqu'à la fin des élections de 2007, pour être réaffirmée avec force dès juin. La nécessité d'une force politique nouvelle est alors affirmée par PRS au moyen de plusieurs supports : elle fait l'objet de développements détaillés dans un livre de Jean-Luc Mélenchon², constitue la pierre angulaire des débats lors de la seconde convention nationale de PRS visant à adopter le texte *La Gauche d'après* ainsi que le thème du principal débat organisé par PRS sur son stand de la fête de l'Humanité. Il s'agit alors de « *réinventer la gauche* » en dépassant « *le double échec du communisme d'Etat et de la social-démocratie* ». Pour cela, PRS propose la fondation d'un parti répondant à quatre caractéristiques : être de gauche ; ayant comme objectif la reconquête de l'hégémonie culturelle ; avoir une vocation majoritaire et gouvernementale ; être unitaire³.

La séquence post-élection présidentielle est particulièrement riche en débats et en propositions sur la recomposition de l'espace de la gauche radicale : à la suite du résultat d'Olivier Besancenot, la LCR initie un processus visant à son propre dépassement ; les communistes Patrice Cohen-Seat⁴ et Roger Martelli⁵ évoquent cette même thématique ; de même que des magazines⁶ ou des revues⁷. Ainsi, le groupe Mélenchon ne détient pas le monopole de cette interrogation et doit non seulement justifier de l'intérêt d'un tel débat (comme l'ensemble des autres entrepreneurs de recomposition), mais également de sa proposition puisque celle-ci vise, sur le fondement de l'exemple allemand, à fonder toute reconfiguration de l'espace de la gauche radicale sur la double participation du PCF et d'une dissidence socialiste (scénario en opposition avec celui préconisé par la direction de la LCR, tout autant qu'avec celui des refondateurs communistes qui considèrent nécessaire l'abandon de la forme partisane).

A. Un engagement *a minima* dans les luttes intra-partisanes

Ainsi, la séquence comprise entre l'élection présidentielle de 2007 et novembre 2008 ne voit pas s'effacer l'investissement du groupe Mélenchon dans les jeux partisanes, mais cet investissement se fait *a minima*, et tend même à devenir marginal. Les élections municipales et cantonales du printemps 2008 attestent de ce changement stratégique : les militants socialistes engagés dans PRS et en capacité de figurer sur des listes municipales font campagne, mais PRS va également organiser une campagne d'affichage dont le contenu rompt avec les précédentes campagnes de cette organisation. Jusqu'alors, les campagnes de PRS ne portaient pas sur un contenu électoral et visaient à faire connaître les orientations de PRS (et sans doute l'organisation elle-même). La campagne d'affichage du printemps 2008 rompt avec cette neutralité électorale : « *Contre Sarkozy, je vote à gauche* ». La généralité du propos permet aux militants de PRS d'en faire usage pour soutenir, en fonction de la configuration locale, telle ou telle liste, mais PRS inscrit désormais son action dans

¹ *A Gauche*, n°1063, 14 décembre 2006, Mélenchon Jean-Luc, « Aider ».

² Mélenchon Jean-Luc, *En quête de gauche*, op. cit.

³ *Revue PRS*, n°6, *La Gauche d'après*, p. 38-39.

⁴ Cohen-Seat Patrice, *Communisme*, op. cit.

⁵ Martelli Roger, *Refondations*, Hors-série Regards, 2007.

⁶ Cf. *Regards*, n°41-42, été 2007, p. 8-18 ; *Regards*, n°44, octobre 2007, p. 6-11.

⁷ La revue *Savoir/agir* consacre le dossier de son premier numéro aux élections de 2007, cf. *Savoir/agir*, 1, 2007 ; Sur les débats autour de la force politique nouvelle : Weber Louis, « Variations sur la « force nouvelle » », in *Savoir/agir*, 2, 2007, p. 109-117. Par ailleurs, *Mouvements* consacre également un dossier à la gauche : *Mouvements*, 50, 2007, dossier « Où est passée la gauche ? 1997-2007 ».

l'agenda électoral. L'arène électorale va ainsi se trouver doublement investie par le groupe Mélenchon : à la fois dans le processus de désignation des candidats socialistes afin de faire désigner des militants de TU sur les listes municipales et/ou de les faire investir comme candidat ou suppléant lors des élections cantonales¹ et, fait nouveau, au nom de PRS avec cette campagne. L'investissement dans les jeux et enjeux intra-partisans est tendanciellement identique : il ne s'agit plus d'accroître les positions partisans du groupe, mais d'éviter que celles déjà détenues ne voient leur valeur démonétisée ou ne soient perdues. La révision de la déclaration de principe du PS en constitue un bon exemple : il ne s'agit pas d'obtenir un infléchissement à gauche du PS (ce qui était classiquement le but affiché du groupe Mélenchon), mais de produire une interprétation des luttes intra-partisanes soulignant l'activisme contestataire de Trait d'Union et comme ayant obtenu ou « arraché » un « compromis »² permettant le maintien de l'engagement socialiste :

« Il faut dire clairement que nous avons voulu éviter d'être placés dans une situation où le texte comporterait des idées telles que nous soyons obligés d'être en opposition frontale sur tout le document comme nous le sommes sur l'article Europe. De plus nous n'avons pas laissé aller le texte au pire. Car alors la conséquence immédiate s'imposait : nous nous serions auto exclus. En effet comment rester membre d'un parti dont on désapprouve publiquement le fondement... C'est en ayant tout cela à l'esprit que nous apprécions le résultat final. Certes le texte n'est pas celui que nous aurions écrit. Mais ce n'est pas celui qui nous obligera à quitter le PS... »³

Le groupe Mélenchon laisse ainsi ouvertes deux opportunités stratégiques radicalement opposées : le maintien d'un engagement au PS par l'animation d'une tendance contestataire et une dissidence. Cet investissement défensif dans les jeux intra-partisans montre tout à la fois la perte de sens de l'engagement socialiste (qui a perdu de son évidence) pour les militants de PRS, et la volonté du groupe dirigeant de choisir et de ne pas se laisser imposer le temps de la dissidence (mais aussi, à l'inverse, en laissant ouverte la possibilité de ne jamais faire dissidence, et de continuer à agiter la menace d'une dissidence comme une ressource symbolique dans les luttes intra-partisanes).

Les alliances intra-partisanes pratiquées lors du congrès de Reims témoignent également de cette volonté de maintenir les deux opportunités stratégiques ouvertes : le groupe Mélenchon milite pour une coalition de l'ensemble des tendances qui se revendiquent de la gauche du PS⁴, ce qui constitue

¹ Rémi Lefebvre montre la complexité des jeux partisans autour de la désignation des candidats socialistes. Cf. Lefebvre Rémi, « La composition des listes socialistes aux élections régionales », *art. cit.*. Par ailleurs, Olivier Nay met en relief la diversité des critères de sélection des candidats usités par les partis politiques. Cf. Nay Olivier, « Les règles du recrutement politique. Pour une approche institutionnaliste de la sélection politique », *in Politix*, 11 (44), 1998, p. 161-190. Ces éléments sont encore complexifiés par la compétition intra-partisane et l'échec de la conversion des ressources acquises en dehors du parti.

² Quelle que soit la réalité du compromis obtenu, l'interprétation ainsi donnée par le groupe Mélenchon témoigne d'une volonté de maintenir l'ensemble des scénarios possibles (maintien ou *exit*), attestant ainsi autant de l'attente d'un contexte favorable à la dissidence que des hésitations tactiques du groupe.

³ *Circulaire Trait d'Union*, n°14, avril 2008. Cette position amènera Trait d'union à s'abstenir sur la révision de la déclaration de principe du PS qui pourtant, aurait pu être analysée par ce groupe comme fondant un certain alignement symbolique sur l'évolution de la social-démocratie européenne.

⁴ Dès le printemps 2008, Trait d'union cherche à se rapprocher des différentes tendances de la gauche du PS, sans qu'il n'y ait de réponse positive. Cf. *Circulaire Trait d'Union*, n°13, avril 2008.

un objectif relativement ancien de ce groupe, tout en acceptant un accord qui lui est défavorable. D'une part, les contraintes de la compétition intra-partisane (nécessité de réunir au moins 5% des suffrages pour intégrer les instances nationales) conduisent à privilégier la recherche d'alliances¹. D'autre part, le choix tardif de NPS, motivé par l'échec de cette tendance à intégrer le rassemblement autour de Martine Aubry, a conduit à une relative faiblesse des discussions. En effet, lorsque NPS annonce son souhait d'une motion de la gauche du PS, c'est aux conditions, sur l'orientation et sous le leadership de Benoît Hamon. Par ailleurs, la brièveté du délai, conjuguée aux multiples déclarations de Trait d'union en faveur de l'union de la gauche du PS, contraignaient fortement la décision de cette tendance. Ne pouvant s'autonomiser sans abandonner son mot d'ordre unitaire et prendre le risque d'une marginalisation dans la compétition intra-partisane (qui apparaissait préjudiciable quel que soit le scénario poursuivi), mais ne pouvant pas plus négocier les conditions de l'alliance avec NPS, le groupe Mélenchon accepte une alliance défavorable qui consacre sa marginalité dans les jeux intra-partisans :

« A trois semaines de la date limite du dépôt des motions il n'est pas acceptable de s'en remettre à un éventuel retour à la politesse et camaraderie de personnes qui semblent se décider d'une manière si fluctuante depuis des mois. Écrire un texte est un exercice sérieux. Surtout si les divergences avec nous sont aussi profondes que l'affirme Gérard Filoche. Doit-on attendre la veille du dépôt des motions pour constater trop tardivement des convergences ? Aurions-nous vocation à être la variable d'ajustement de la gauche des reconstructeurs ? »²

Le groupe Mélenchon accepte d'être le partenaire minoritaire d'une tendance qui ne fait ce choix que par absence d'autres opportunités. Il conteste alors la revendication du leadership de la motion par Benoît Hamon, ainsi que les conditions proposées pour participer à cette coalition :

« En ce qui concerne le texte, nous avons été mis dans la situation de proposer des amendements en quelques heures. En reportant la décision de la motion commune si tard, le NPS s'est mis dans une situation qui rendait la rédaction du texte extrêmement difficile, non seulement compte tenu des délais mais aussi compte tenu du nombre des contributions qui avaient décidé de se fondre avec eux, donnant lieu à d'innombrables tractations entre ces composantes. Pour simplifier ce travail, nous avons accepté de partir du texte rédigé par NPS. Nous avons donc dû nous installer dans une logique d'amendements. [...] En ce qui concerne le fonctionnement, notre règle de conduite pendant les discussions et pour demain sera de faciliter en toute circonstance l'efficacité du travail militant. Autant dire franchement que ce n'est pas la tâche la plus simple. Il existe en effet une forme d'arrogance liée aux pratiques du syndicalisme étudiant et du mouvement de la jeunesse socialiste qui brutalise les rapports politiques, meurtrit les relations personnelles, et méconnaît les réalités de l'implantation dans le parti »³

¹ Cela se concrétise dans une première alliance avec Forces militantes, ce qui devait permettre, par l'agrégation des implantations locales des deux tendances (Essonne, Nord) de dépasser le seuil de représentativité nécessaire pour participer à la répartition des positions dans les instances nationales. Cf. *Circulaire Trait d'Union*, 27 août 2008 : « Dorénavant assurés d'être représentés au-delà de la barre éliminatoire des 5% du congrès, nous sommes totalement sereins pour mener tous les dialogues amicaux ou contradictoires que comporte la préparation du conseil national de synthèse. »

² *Ibid.* Par ailleurs, à partir du moment où la configuration de la compétition partisane est définitive, la circulaire PRS n'évoquera plus une seule fois le congrès socialiste, soit entre septembre 2008, et la dissidence, montrant ainsi le désintérêt (relatif) vis-à-vis des jeux partisans.

³ *Ibid.* Cet extrait informe sur le jeu des stigmatisations croisées auxquelles se livrent les équipes en compétition dans la contestation de la direction nationale du PS, comme l'explique Carole Bachelot : « Les

Le contenu de cette circulaire démontre l'appréhension faite par le groupe Mélenchon de l'état du jeu intra-partisan, notamment en ce qui concerne la valeur des positions partisans détenues : ce que Trait d'union considère comme une méconnaissance des « réalités de l'implantation dans le parti » renvoie plus spécifiquement à une divergence dans la perception des ressources détenues par chaque tendance, et mobilisables dans la compétition intra-partisane. La position défendue par les dirigeants de NPS renvoie le groupe Mélenchon à sa marginalisation dans le parti, mais aussi dans l'espace plus réduit de la gauche du PS. Cette acceptation d'une position dominée dans la coalition de la gauche du PS s'explique par plusieurs facteurs : la revendication d'une motion commune rendait difficile ensuite l'abandon de cette revendication et les contraintes du jeu partisan (seuil de représentativité donnant accès aux instances nationales) nécessitaient la conclusion d'une telle alliance (ne serait-ce que pour éviter d'apparaître trop isolés lors de la dissidence). Mais cette position exprime également le désintérêt relatif vis-à-vis des enjeux partisans à mesure que l'*exit* devient un scénario souhaité : il ne s'agit plus d'accroître ses positions partisans mais de ne pas désertier les jeux partisans tant que la possibilité d'une dissidence est trop faible.

B. Harmoniser les ressources intra et extra-partisanes : le comité national pour un référendum

La campagne menée pour obtenir l'organisation d'un référendum (Comité national pour un référendum, CNR) portant sur la ratification du traité de Lisbonne, bien que relativement brève (du 22 novembre 2007 au 4 février 2008), constitue la dernière tentative de concilier les deux engagements du groupe Mélenchon. Elle constitue également une confirmation du processus de reconversion du groupe Mélenchon : sa capacité à investir l'espace de la gauche radicale est jugée importante au terme de cette campagne, ce qui accroît la perception, par ce groupe, de la possibilité d'une dissidence. Il s'agit de faire valoir et/ou de convertir des dispositions et ressources extra-partisanes dans les jeux partisans – faire « pression » sur les parlementaires et les instances nationales du PS pour obtenir une prise de position en faveur d'une ratification référendaire du traité de Lisbonne. PRS vise ainsi à renforcer sa position dans l'espace de la gauche radicale en y faisant valoir comme ressource spécifique sa capacité à influencer les parlementaires socialistes en vue de l'obtention d'un référendum. Le CNR n'est en effet pas une campagne pour le rejet du traité (même

allusions récurrentes au passé militant des protagonistes dans les organisations de jeunesse et syndicats étudiants donnent ainsi des indications sur la répartition des tâches au sein de l'organisation (les « négociateurs » au sein de chaque courant sont généralement issus de ces organisations de jeunesse), les ressources valorisées et la manière dont se font les classements internes, des individus comme des courants (réputation manoeuvrière des cambadélistes, « idéaliste » des rocardiens). On comprend alors comment le jeu partisan est investi d'expériences militantes précédentes ». Cf. Bachelot Carole, « L'ethnographie des dirigeants de partis », art. cit., p. 128.

si, dans les faits, les organisations parties prenantes sont toutes opposées au traité), mais pour son adoption par référendum. PRS participe à deux campagnes portant sur la question européenne : le rejet du traité (avec une campagne identique à celle menée en 2005) et l'obtention d'une procédure référendaire. PRS revendique d'être à l'origine de cette campagne :

« Pour l'heure les initiatives appelant à un référendum sont diverses et dispersées. [...] Cet éclatement est préjudiciable à l'efficacité de la mobilisation nécessaire. C'est pourquoi Jean-Luc Mélenchon a pris l'initiative avec Marc Dolez d'inviter les initiateurs de ces campagnes pour discuter d'une convergence possible autour de l'exigence d'un référendum. Celle-ci s'est tenue samedi 10 novembre »¹

PRS investit fortement cette campagne et en rend régulièrement compte à deux niveaux. Le premier consiste à informer les militants de PRS de l'avancée de la structuration de l'initiative : décisions prises lors des réunions, lancement d'un site internet, nombre de parlementaires et de citoyens ayant signé la pétition², etc. Il s'agit ici de montrer la pertinence et l'efficacité du CNR, mais aussi de justifier de la singularité de la position de PRS qui se donne à voir comme une organisation efficace pour convaincre des parlementaires socialistes de refuser une ratification parlementaire du traité de Lisbonne. Le deuxième niveau est davantage développé et démontre la dualité des intérêts de PRS à engager une telle campagne : il s'agit à la fois de se mobiliser contre la construction européenne telle qu'elle est, de fonder une identité alter-européenne (revendication d'une Europe sociale et d'une construction plus démocratique de l'intégration européenne), mais aussi de fonder et/ou renforcer une position de PRS dans le champ politique, encore mal assurée. Dès lors, l'efficacité du CNR n'est pas jugée par PRS uniquement sur sa capacité à empêcher la ratification parlementaire (sous cet angle, le CNR est un échec), mais sur sa capacité à remettre en cause la direction nationale du PS (en favorisant et en cherchant à convaincre les parlementaires socialistes de refuser la discipline de groupe) et d'être en capacité d'être l'un des principaux animateurs d'une initiative rassemblant l'ensemble de la gauche radicale. Ce second enjeu – la capacité à renouveler l'inscription de PRS dans une opposition externe au PS – va faire l'objet de nombreux développements. Le compte-rendu de la première réunion du CNR en constitue une illustration :

« Son résultat est très positif. L'idée de mettre sur pieds dans les plus brefs délais un Comité national pour le référendum (CNR) [...] a fait l'unanimité. Seraient disponibles à cette heure des personnalités qui ne s'étaient pas impliquées dans les cadres existants : José Bové et Jean-Pierre Chevènement mais aussi des socialistes comme Marie-Noëlle Lienemann. Le Parti Communiste en débattrait la semaine prochaine mais a souhaité qu'une convergence se prépare dès à présent à laquelle ils pourraient se joindre. [...] A cette heure, seule la LCR ne semble pas disposée à participer au CNR car elle rejette le principe d'une campagne portant uniquement sur l'exigence du référendum »³.

Par la suite, PRS se félicite de l'ampleur que prend le CNR :

« Marie-George Buffet a accepté de signer l'appel, premier texte appelant au référendum auquel elle apporte son nom. Les courriers de Marc Dolez et de Jean-Luc Mélenchon aux parlementaires socialistes

¹ *Circulaire PRS*, n°64, 11 novembre 2007.

² Ainsi, la *circulaire PRS* n°67 du 27 novembre 2007 revendique la signature de la pétition par 55 parlementaires et 35 000 citoyens. La circulaire suivante évoque la signature de 66 parlementaires.

³ *Circulaire PRS*, n°64, 11 novembre 2007.

ont déjà donné quelques réponses de taille, dont le soutien de Serge Janquin, premier fédéral du Pas-de-Calais. La LCR s'est également ralliée à la démarche. L'initiative du CNR représente donc un arc de forces tout à fait inédit, y compris en 2005 dans le collectif pour le « non »¹

Le soutien du PCF, de la LCR et de LO² est mis en avant et constitue pour PRS une forme de reconnaissance de la position occupée (ou que PRS souhaite occuper) dans le champ politique. C'est aussi l'occasion de faire la démonstration des capacités de l'organisation à se mobiliser :

« Il est donc essentiel que la campagne du Comité National pour un Référendum s'intensifie. Au niveau national, le climat unitaire est bon. Les derniers jours ont notamment vu le PCF réaffirmer son attachement au CNR lors de son dernier CN et la LCR s'impliquer plus fortement à travers la signature d'Olivier Besancenot. Mais on constate souvent que la prise d'initiative des militants de PRS est décisive pour que la campagne s'enclenche »³

Outre la mise en place d'une pétition, d'un site internet, d'une campagne de tractage et d'affichage, le point d'orgue de cette campagne du CNR est l'organisation d'un meeting à Paris, le 2 février 2008 rassemblant l'ensemble des organisations et personnalités favorables à la ratification référendaire et donnant à voir, par la diversité des orateurs, l'unité réalisée autour de la revendication du référendum. L'objectif est alors de présenter un dispositif unitaire autour d'une revendication restreinte (le seul mode de ratification du traité, et non le traité lui-même), mais vise aussi à rejeter la responsabilité sur le PS en cas de ratification parlementaire du traité de Lisbonne :

« C'est un tournant qui n'a pas fini de produire ses effets. Car il est clairement apparu, contrairement aux calculs de la direction du PS, que les socialistes pouvaient imposer une autre issue. Seul leur soutien tacite rend la procédure parlementaire possible »⁴

Malgré l'incapacité à empêcher la ratification du traité de Lisbonne, PRS analyse le CNR comme un succès et pointe le nombre important de parlementaires de gauche ayant refusé la révision constitutionnelle permettant la ratification du traité (165 parlementaires ont voté contre la révision), ce qui aboutit à rendre minoritaires les parlementaires socialistes ayant respecté la consigne d'abstention lors de ce vote, ainsi que le nombre important de signataires de la pétition et de personnes présentes au meeting (les organisateurs revendiquent 3000 participants). Enfin, PRS pointe les « *acquis politiques de la campagne* » : « *Le travail militant que nous y avons accompli a été déterminant et chacun le sait. Nous avons réussi ensemble à créer un front encore plus large que celui du non au TCE en 2005* »⁵, montrant ainsi l'importance stratégique (en termes de position occupée dans le champ politique) de cette campagne pour PRS. Pour le groupe Mélenchon, c'est à la fois la preuve de sa capacité à investir l'espace de la gauche radicale et à y faire reconnaître un répertoire d'action spécifique : il ne s'agit pas tant d'organiser une campagne contre le traité, mais de faire la démonstration de sa capacité à influencer sur le vote des parlementaires socialistes. Le choix d'un tel

¹ *Circulaire PRS*, n°66, 20 novembre 2007.

² *Circulaire PRS*, n°68, 4 décembre 2007.

³ *Circulaire PRS*, n°70, 8 janvier 2008.

⁴ *Circulaire PRS*, n°71, 15 janvier 2008.

⁵ *Circulaire PRS*, n°73, 5 février 2008.

dispositif orienté vers les parlementaires socialistes permet ainsi de valoriser les ressources spécifiques du groupe Mélenchon (la connaissance des députés et sénateurs socialistes, l'adhésion d'une majorité des militants de PRS au PS leur permettant de faire valoir dans les réunions partisans, la nécessité d'un référendum, etc.). Il s'agit également d'y faire accepter plusieurs éléments du discours de PRS : la nécessaire unité de la gauche radicale, la souveraineté populaire et le primat donné au mécanisme référendaire pour les décisions les plus importantes¹, etc. Mais plus qu'une tentative de conversion doctrinale des organisations de l'espace de la gauche radicale aux thématiques de PRS, il s'agit probablement davantage de faire accepter ce discours comme légitime.

Par ailleurs, le CNR, tout en étant perçu comme un renforcement de la position du groupe Mélenchon dans l'espace de la gauche radicale, constitue également un fondement supplémentaire pour le processus de distanciation par rapport au PS. Le groupe Mélenchon, s'il apparaît en mesure de s'investir efficacement dans l'espace de la gauche radicale et en capacité d'influencer ponctuellement des parlementaires socialistes, n'a pas les moyens de faire respecter les compromis intra-partisans (l'intégration dans la motion de synthèse du congrès du Mans, puis l'engagement de campagne de Ségolène Royal de faire ratifier par voie référendaire tout nouveau traité européen), ni d'y faire valoir son interprétation de ces compromis. A mesure que l'enjeu européen est constitué par le groupe Mélenchon (avec tout ce que ce travail symbolique suppose de calcul tactique) en instrument de démarcation entre différentes conceptions de la « gauche », les oppositions sur cet enjeu changent de nature : l'abstention des parlementaires socialistes n'apparaît plus comme un compromis entre les différentes positions qui s'expriment au PS, mais comme une illustration de la distance qui sépare (ou séparerait) désormais le groupe Mélenchon des orientations du PS.

C. Faire entrer la dissidence dans l'espace des possibles

Pendant cette dernière séquence pré-dissidence, l'incertitude demeure sur la stratégie que va suivre le groupe Mélenchon qui s'invente des « scénarios de sorties »². Autrement dit, la dissidence ou le maintien demeure imprévisible, mais chacune de ces solutions est organisée et planifiée. Cela correspond ainsi au modèle du carrefour défini par Michel Grossetti, c'est-à-dire une séquence où « les issues sont prévues, le moment du choix est déterminé, mais l'orientation vers l'une ou l'autre des voies possibles est imprévisible »³. La dissidence constitue une interaction sociale entre les militants engagés dans la contestation interne, nécessitant l'élaboration de représentations

¹ Ce qui n'est pas sans contradiction puisque la campagne du CNR relève très largement d'une forme de lobbying des plus classiques auprès des parlementaires de gauche.

² Lefebvre Rémi, « Militer au parti socialiste pour le transformer », *op. cit.*, p. 236-237.

³ Grossetti Michel, « L'imprévisibilité dans les parcours sociaux », in *Cahiers internationaux de sociologie*, 120 (1), 2006, p.16.

légitimant un processus de dissidence (1), mais aussi des transformations organisationnelles visant à faire de PRS (2), un point d'appui pour la constitution d'un nouveau parti. A ce travail de mise en forme symbolique et organisationnelle de la dissidence s'ajoute la nécessité d'une ouverture des opportunités de reconversion externe (3).

1. *L'élaboration d'une représentation légitime de la dissidence : l'usage militant de Die Linke*

La dissidence va s'appuyer sur un ensemble de références construites et/ou valorisées par le groupe Mélenchon, afin de la rendre légitime et d'en faire une opportunité stratégique crédible. Les représentations de la dissidence sont ainsi multiples et se retrouvent aussi bien dans l'affirmation d'un double échec du communisme d'Etat et de la social-démocratie européenne¹, le rejet du « modèle démocrate »², ou encore la mobilisation de références internationales : l'Amérique latine³ et l'émergence de *Die Linke* en Allemagne. Les références à *Die Linke* se font progressivement plus présentes et constituent une ressource symbolique visant à rendre crédible (en abaissant le coût), tout autant que souhaitable, la dissidence.

Lors de la campagne référendaire de 2005, *A Gauche* publie une brève rendant compte du positionnement d'Oskar Lafontaine en faveur du non au TCE, visant à ne pas apparaître isolé au sein de la social-démocratie européenne. Réinvesti dans les enjeux socialistes pour le congrès du Mans, PRS trouve appui dans le refus du SPD – et sa préférence pour une grande coalition⁴ avec la CDU – de toute alliance avec le *Linkspartei* pour illustrer l'urgence de l'union de la gauche⁵. La référence au *Linkspartei* est alors encore relativement distante : il ne s'agit pas d'en faire un exemple à suivre, mais la preuve de la nécessité d'une réorientation du PS « plus à gauche » et la réaffirmation de la stratégie d'alliance exclusive à gauche. L'exemple allemand est alors utilisé comme ce qu'il faut et peut être évité en France (même si l'article montre également une réelle bienveillance avec le *Linkspartei*) par une réorientation du PS. Le groupe Mélenchon va ainsi analyser la désignation de Ségolène Royal, puis les tentatives de rapprochement avec François Bayrou, tant dans l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle que lors des élections municipales de 2008 comme la preuve d'un

¹ Pour une application à *Die Linke* de cette représentation de l'évolution de la gauche européenne : « *Le Die Linke est le résultat d'une double rupture. D'un côté les communistes issus de l'est de l'Allemagne tournent la page du communisme d'Etat. [...] Côté social-démocrate, la rupture intervient avec le départ d'Oskar Lafontaine du SPD* ». Cf. Mélenchon Jean-Luc, *En quête de gauche*, op. cit., p. 288-289.

² PRS caractérise l'évolution des partis sociaux-démocrates européens de démocrate en référence aux orientations défendues par Bill Clinton et Tony Blair, et ce, à partir de l'analyse développée par Jean-Luc Mélenchon dans son livre, *En quête de gauche*, op. cit. ; Mélenchon Jean-Luc, « La fin de la social-démocratie », in Mélenchon Jean-Luc, *L'autre gauche*, op. cit., p. 7-30.

³ Entre le 29 mai 2005 et le 29 novembre 2008, 6 articles (éditorial ou dossier) et 23 brèves seront consacrés à l'Amérique latine dans *A Gauche*.

⁴ Ce qui va rapidement apparaître comme l'anti-modèle du groupe Mélenchon : *A Gauche*, n°1011, 18 octobre 2005, François Delapierre, « Grave coalition ».

⁵ *A Gauche*, n°1007, 20 septembre 2005, François Delapierre, « La tectonique des plaques en mouvement ».

« tournant démocrate » incarné en France par Ségolène Royal, et en Allemagne par le SPD aboutissant à un rejet de la gauche radicale en dehors des alliances gouvernementales.

Après la mobilisation référendaire, le groupe Mélenchon multiplie les relations avec ce qui va devenir *Die Linke*. Ainsi, une rencontre entre Jean-Luc Mélenchon et Oskar Lafontaine a lieu le 19 juin 2006 à Berlin, qui aboutit à la publication d'une déclaration commune¹. En janvier 2007, ces deux leaders publient un communiqué de presse commun concernant leur proposition d'une assemblée constituante européenne². La publication d'un tel communiqué, quelques semaines après la proposition d'une candidature de Jean-Luc Mélenchon pour les collectifs unitaires, et en pleine campagne présidentielle, participe de la construction d'un agenda militant partiellement déconnecté des enjeux électoraux et de la campagne socialiste. Toujours pendant la campagne présidentielle, le secrétaire général de PRS (et membre du BN du PS) participe à un séminaire organisé par *le Linkspartei* à Berlin, le 9 mars 2007³. De même, une délégation de PRS est officiellement présente au congrès de fondation de *Die Linke* en juin 2007⁴. La période post-référendaire constitue ainsi une période d'approfondissement des relations entre PRS et *Die Linke*⁵.

Die Linke constitue à la fois une stratégie alternative au maintien d'un engagement socialiste, mais renforce également, par l'évocation des résultats électoraux obtenus, l'hypothèse d'un scénario alternatif passant par la dissidence et la création d'un nouveau parti (en démontrant, selon les analyses militantes, l'efficacité électorale d'une telle trajectoire). Cette référence leur permet également de discuter de l'éventualité de la dissidence sans s'engager ouvertement dans un processus devant nécessairement y aboutir. Le processus d'unification aboutissant à la création de *Die Linke* est alors lu en fonction de la position occupée par le groupe. Fin 2006, lorsque le groupe Mélenchon, après l'échec de la candidature de Laurent Fabius, propose la candidature de Jean-Luc Mélenchon aux collectifs unitaires, PRS défend une refondation sur le modèle de *Die Linke*, c'est-à-dire « *incluant des socialistes* »⁶. Il s'agit ici de faire accepter la présence de militants socialistes dans un processus devant aboutir à la présentation d'un candidat concurrent au PS⁷. *Die Linke* devient alors une ressource symbolique de légitimation de la présence de PRS, au même titre que sa participation à la campagne référendaire de 2005.

¹ *A Gauche*, n°1045, 21 juin 2006, François Delapierre, « France-Allemagne : But ! »

² *A Gauche*, n°1068, 31 janvier 2007.

³ *Circulaire PRS*, n°39, 6 mars 2007 ; *Circulaire PRS*, n°40, 13 mars 2007.

⁴ *A Gauche*, n°1088, 19 juin 2007, « Die Linke est né ».

⁵ Par ailleurs, Oskar Lafontaine et Jean-Luc Mélenchon publieront un livre commun. Cf. Lafontaine Oskar et Mélenchon Jean-Luc, *Französisch lernen ! ein Gespräch über die Linke in Europa*, Karl Dietz Verlag, 2006.

⁶ *A Gauche*, n°1064, 19 décembre 2006, François Delapierre, « Une recomposition inéluctable ».

⁷ Ainsi, lors de la fête de l'Humanité 2007, un débat, à l'invitation de la section du PCF de Montreuil, sur l'expérience de *Die Linke*, « opposera », Clémentine Autain, Daniel Cirera et François Delapierre. Cf. *A Gauche*, n°1093, 11 septembre 2007. Le numéro de *A Gauche* relatif à la fête de *L'Humanité* (n°1094, 18 septembre 2007) consacre un long développement à un compte-rendu des débats sur *Die Linke*.

De même, alors que les campagnes présidentielle et législatives devraient, à défaut de candidatures de « *l'autre gauche* », provoquer un réinvestissement du groupe Mélenchon (tout au moins dans sa composante principale, c'est-à-dire les militants socialistes) au PS, le groupe, en particulier au travers de l'organe qui en assure la cohérence – son journal – n'est que peu investi dans la campagne, mais publie trois brèves pour informer du processus d'unification de la gauche radicale allemande : *A Gauche* rappelle ainsi la tenue prochaine du congrès d'unification du PDS et de la WASG¹, donne les résultats d'une élection permettant à *Die Linke* d'entrer pour la première fois dans un Land de l'Allemagne de l'Ouest², ou encore, mentionne le vote favorable à l'unification lors des consultations internes au PDS et à la WASG³. PRS marque ainsi son désintérêt pour l'actualité électorale nationale et, dans le même temps, son intérêt pour le processus en cours en Allemagne. Ces indices d'une réflexion en cours sur la dissidence, et s'appuyant sur le modèle de *Die Linke*, sont encore discrets pendant les premiers mois de 2007, du fait des campagnes électorales, mais dès le 14 juin 2007, Jean-Luc Mélenchon, dans un entretien à *l'Humanité*, évoque la possibilité d'un *Linkspartei* à la française. Il s'y appuie ainsi pour affirmer la possible émergence d'une nouvelle force politique « à l'image de ce qui vient de se concrétiser en Allemagne avec *Die Linke* »⁴. Dans le même temps, Jean-Luc Mélenchon y consacre un développement important dans *En quête de gauche*⁵ pour justifier de sa proposition d'une force politique nouvelle, à laquelle il consacre son dernier chapitre. Les références utilisées dans ce chapitre sont éclairantes : la position lors de la campagne référendaire de 2005 est consacrée comme un clivage interne à la gauche ; cette même campagne référendaire est vue comme « fondatrice » ; il défend le double investissement, interne au PS avec le soutien à Laurent Fabius, et externe avec la présence de PRS dans les collectifs antilibéraux.

La situation de la gauche allemande est ainsi utilisée de deux manières par PRS : à la fois comme la preuve d'une alternative stratégique (la possibilité de quitter le PS et d'être accepté comme un partenaire crédible dans l'espace de la gauche radicale) et comme critique de la ligne défendue par la social-démocratie allemande⁶, en particulier en ce qui concerne les alliances partisans. Le soutien de plus en plus manifeste à *Die Linke*, doublé d'une critique de la social-démocratie allemande est à rapprocher des positions occupées par le groupe Mélenchon : bien que toujours investi dans les luttes intra-partisanes, il privilégie désormais son intégration dans l'espace de la gauche radicale. Plus généralement, ce groupe se caractérise par un usage régulier des références internationales, à la fois

¹ *A Gauche*, n°1076, 28 mars 2007.

² *A Gauche*, n°1083, 15 mai 2007.

³ *A Gauche*, n°1084, 22 mai 2007.

⁴ *A Gauche*, n°1091, 10 juillet 2007, François Delapierre, « L'ère du possible ».

⁵ Mélenchon Jean-Luc, *En quête de gauche*, op. cit., p. 288-292.

⁶ *A Gauche*, n°1112, 6 février 2008, Laurent Mafféïs, « Le pari réussi de Die Linke ».

nombreuses et changeantes. Ces références sont essentiellement sud-américaines¹ et européennes et participent à la production d'un ailleurs militant aussi souhaité que lointain et en perpétuelle réinvention. Rémi Lefebvre pointe avec justesse le rôle de ces références dans l'attente de la dissidence et dans le maintien de l'engagement socialiste : « *Il s'agit alors d'attendre le moment opportun ou d'inventer des scénarios de sorties. Les militants s'emploient à faire émerger les conditions du possible en s'adossant aux expériences en cours (d'où l'attention portée aux expériences étrangères de recomposition de la gauche en Amérique latine ou en Allemagne)* »². Ainsi, les analyses militantes produites autour de ces expériences n'informent pas tant sur ce qui se passe ailleurs, que sur la position occupée (ou la position que souhaiteraient occuper) les militants et groupes qui produisent ces analyses (et souvent s'opposent sur les conséquences qu'ils doivent en tirer) et les scénarios qu'ils se bricolent. Enfin, ces références, particulièrement dans le cas du groupe Mélenchon, traduisent une conception pragmatique en ce que leur seul point commun, au-delà de constituer des expériences de recomposition de la gauche radicale incluant ou non des segments issus de la social-démocratie, est leur réussite, tout au moins lorsque le groupe Mélenchon mobilise ces références et les constituent en exemple à suivre. Elles trouvent place dans les cadres interprétatifs produits et mobilisés par les acteurs pour appréhender l'évolution de la configuration dans laquelle ils agissent et tenter de déterminer les scénarios qui y sont possibles.

2. La transformation organisationnelle de PRS

Lorsque PRS est créée, en 2004, sa nature organisationnelle est encore peu définie. La campagne référendaire va en faire une organisation indépendante du PS, même si cette indépendance doit être nuancée par la double appartenance d'une majorité de ses membres. Au fur et à mesure que la dissidence est construite comme une opportunité légitime, la structuration de PRS devient une priorité. Les ressources que ce groupe tente de valoriser dans la compétition intra-partisane sont conditionnées par le maintien d'une capacité à investir l'espace de la gauche radicale, à y faire valoir des soutiens et des interactions que la direction du PS est en incapacité de mobiliser. Par ailleurs, la construction de la dissidence nécessite le maintien de ces mêmes ressources comme fondement du répertoire d'action de la future entreprise partisane, mais aussi de ses capacités à négocier et à faire valoir ses options stratégiques. En effet, le groupe Mélenchon entend se fonder sur l'exemple de *Die Linke*, ce qui nécessite la capacité, pour PRS, non seulement de convaincre le PCF de l'intérêt d'une coalition, mais aussi d'être en mesure d'y apporter des ressources mobilisables.

A partir de 2005, PRS se dote progressivement de l'ensemble des attributs d'un parti politique, à une différence néanmoins : cette organisation ne participe pas aux élections. Ce développement

¹ Sur ces références sud-américaines, cf. Wald Quentin, *Le Front de gauche, op. cit.*, p. 29-34.

² Lefebvre Rémi, « Militer au parti socialiste pour le transformer », *op. cit.*, p. 236-237.

passer par l'animation d'une vie militante dynamique, que cela soit par la promotion d'un modèle militant intensif, l'entretien d'un réseau militant actif par différents médias, la création et la diffusion de nombreux matériels de propagande (tracts, campagne d'affichage, réunions publiques, expositions, etc.) le développement d'un style de militantisme propre à PRS (en particulier les « ateliers de lectures ») ou encore, la création d'une structure de formation des élus (le formateur des collectivités) permettant une mise en réseau des élus se reconnaissant dans les orientations de PRS. La territorialisation de l'activité de PRS devient un objectif récurrent. Cette dernière se fonde sur deux échelons. D'une part, à partir de 2007-2008, l'unité de base que constitue le cercle a vocation à rassembler une dizaine de militants dans un espace géographique restreint. PRS cherche à y développer une activité militante multiple et intense, autour de débats d'actualité, de formations sur l'histoire du mouvement ouvrier, et sur des actions militantes régulières. Cependant, PRS n'a jamais publié d'informations sur le fonctionnement réel de ces cercles, ni sur leur nombre, rendant ainsi leur étude aléatoire. D'autre part, le deuxième échelon était celui des comités, rassemblant les cercles d'une même zone géographique. L'activité nationale de PRS est également développée par diverses institutions : le CN (sorte de parlement interne, dont les membres étaient désignés localement) le bureau national et le secrétariat national, dont la liste des membres et les modalités de nomination restent relativement floues en l'absence de toute publication spécifique. Si ces institutions sont, à l'époque, encore peu solidifiées, elles n'en constituent pas moins une rupture avec l'organisation très lâche qui caractérise habituellement les tendances socialistes.

De nombreuses circulaires font état du développement des implantations locales de PRS. Il est ainsi fait état de six adhésions après une réunion organisée à Tours¹. Une autre circulaire fait état du développement de PRS dans la Somme et le Cher², des formations « *Construire PRS* » sont régulièrement organisées³, ainsi que des ateliers de lecture qui sont autant d'occasions pour un responsable national de rencontrer des militants locaux ou de potentiels militants afin de développer PRS, etc. Il s'agit ainsi d'une logique descendante, qui vient accompagner le recrutement fait par les militants de PRS dans les différents territoires, ou pallier son absence, afin d'élargir l'assise territoriale de PRS, et de la constituer en une organisation nationale, au sens d'une présence sur l'ensemble du territoire. Au vu des informations parcellaires disponibles, cet objectif semble avoir été partiellement atteint : ainsi, le CN des 12 et 13 mai 2007 aurait rassemblé 120 militants issus de

¹ *Circulaire PRS*, n°38, 27 février 2007. Cette réunion s'est tenue en présence de responsables nationaux de PRS. Cette même circulaire fait état d'une réunion dans le Gard et dans l'Hérault. La présence du secrétaire général de PRS, François Delapierre, à de nombreuses réunions locales montre l'importance accordée au développement territorial de PRS.

² *Circulaire PRS*, n°51, 5 juin 2007.

³ *Circulaire PRS*, n°42, 27 mars 2007. Cette circulaire donne l'exemple d'une formation organisée à Châteldon et réunissant une quinzaine de militants.

vingt-cinq départements¹, tandis que la convention nationale de cette même année aurait rassemblé 180 militants issus de quarante-cinq départements². PRS, un an avant la création du PG, semble ainsi être parvenue à s'organiser dans la moitié des départements.

Fondée à l'origine autour d'une modeste revue théorique, puis d'une association non moins modeste, PRS a vu ses objectifs s'accroître, notamment en multipliant sa présence dans les mouvements sociaux, en cherchant à constituer une activité spécifique à PRS sur l'ensemble du territoire, en développant des campagnes de propagande nombreuses, etc. Or, PRS est constituée à l'origine comme une simple association, ne bénéficiant ni du financement public des partis politiques qui aurait nécessité la présentation de nombreux candidats sous le label de PRS aux élections législatives de 2007, ni même des avantages fiscaux prévus pour les dons/adhésions aux partis politiques. Ces contraintes, ajoutées à la faiblesse du montant des adhésions, permettent d'affirmer que les ressources financières de PRS sont alors modestes, même si aucune publication ne permet d'en connaître le détail. Ces ressources proviennent ainsi principalement de l'adhésion, des abonnements à *A Gauche* et de la vente de différents matériels de propagande (stickers, revues, drapeaux, etc.). Enfin, il est possible d'y ajouter les revenus liés à la mise en place d'une librairie militante lors des CN³. Ces mécanismes de financement sont profondément modifiés après la convention nationale de juin 2007 qui adopte un nouveau dispositif de financement. PRS se dote ainsi d'une association de financement et les dons des personnes physiques (que cela soit l'adhésion ou un don) sont désormais soumis au mécanisme de déduction fiscale dont relèvent les partis politiques. Les conséquences de ce changement sont doubles : d'une part, cela nécessite, pour PRS, le dépôt de ses comptes à la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP), et leur publication succincte au Journal officiel. D'autre part, cela doit permettre un accroissement des recettes financières issues des adhésions en ce qu'il est plus aisé à une organisation de demander une augmentation de sa cotisation si celle-ci est partiellement atténuée par un dispositif fiscal. A cela s'ajoute l'adoption d'un mécanisme proportionnel pour l'adhésion⁴ et d'une cotisation spécifique pour les élus disposant d'une indemnité. Enfin, l'abonnement au journal est désormais intégré à l'adhésion, et n'apparaît plus comme le moyen privilégié de financement, mais comme devant établir le lien entre la direction nationale de PRS et ses adhérents.

A l'automne 2008, alors même que l'agenda partisan est tout entier consacré au congrès de Reims, PRS s'en désintéresse et organise des actions qui pourraient tout aussi bien prendre place

¹ *Circulaire PRS*, n°47, 15 mai 2007.

² *Circulaire PRS*, n°53, 3 juillet 2007.

³ La présence d'une librairie est rendue possible par l'investissement de quelques militants, mais aussi au moyen d'un accord avec la librairie La Brèche, propriété de la LCR, puis du NPA. L'accord est toujours valide et montre, au-delà des désaccords stratégiques et électoraux, la circulation des militants dans la gauche radicale.

⁴ *Circulaire PRS*, n°70, 8 janvier 2008.

dans la poursuite de la même stratégie que dans une dissidence. En effet, PRS vise à organiser deux actions importantes, mais le flou qui les entoure tend à montrer que leur contenu apparaît moins important que leur existence même. Ainsi, depuis le CN de septembre 2008, PRS a bien prévu d'organiser en région parisienne un meeting à la date du 29 novembre 2008. Mais l'objet de ce meeting change à plusieurs reprises : en septembre, il s'agit d'un meeting « *pour la paix* »¹ ; en octobre, si la date et le lieu ne changent pas, le meeting est désormais consacré à la crise financière ; enfin, en novembre, ce meeting devient le premier du PG. PRS entend en faire une véritable démonstration de sa capacité de mobilisation en prévoyant une salle (maison de la chimie) pouvant accueillir mille personnes (soit près de la moitié des effectifs estimés de PRS), ainsi que l'organisation militante de nombreux transports collectifs via des bus². Les circulaires sont longuement consacrées à ce meeting et la dernière circulaire éditée avant la dissidence évoque, dans le même développement, la décision du PCF de participer à une coalition en vue des élections européennes de juin 2009 et « *la réussite de notre meeting du samedi 29 novembre [qui] nécessite la plus grande présence militante depuis tous nos départements, et un effort important de mobilisation auprès de nos partenaires dans nos réseaux politiques, associatifs et syndicaux* »³. Par ailleurs, PRS prévoit également dès septembre 2008, la possibilité – en janvier-février 2009 – d'une troisième convention nationale⁴, sans toutefois en préciser le contenu. Ces deux initiatives vont ensuite laisser la place au meeting de lancement du PG et à son congrès fondateur.

En insistant sur le flou entourant le contenu de ces deux initiatives et leur correspondance avec les initiatives constitutives du PG, il ne s'agit pas d'affirmer que la décision de faire dissidence était définitive dès septembre 2008, c'est-à-dire avant le résultat du congrès socialiste. En effet, cela constituerait une lecture *a posteriori* fragile puisqu'aucune décision définitive n'apparaît à ce moment. A l'inverse, il s'agit de montrer que le groupe Mélenchon adopte une stratégie d'entre-deux qui doit lui permettre de maintenir tous les scénarios ouverts, que cela soit le maintien d'un investissement dual (au PS, et en dehors avec PRS) ou la dissidence pour créer un nouveau parti et intégrer une coalition électorale en vue des élections européennes. Plusieurs éléments semblent avoir orienté ce groupe vers la dissidence : l'anticipation d'une marginalisation accrue au sein du PS, puis le résultat obtenu par la motion Un Monde d'avance à laquelle le groupe Mélenchon participe ; la proposition communiste d'une coalition électorale lors des élections européennes de 2009 ; les « succès » de Die Linke et la progression des gauches sud-américaines.

¹ Circulaire PRS, n°92, 23 septembre 2008.

² Circulaire PRS, n°95, 14 octobre 2008.

³ Circulaire PRS, n°97, 28 octobre 2008.

⁴ Circulaire PRS, n°92, 23 septembre 2008.

3. *Une position attentive et attentiste vis-à-vis du PCF*

Après la campagne référendaire de 2005, le groupe Mélenchon va entretenir des relations suivies avec le PCF, tout autant par les relations amicales de ses leaders (Jean-Luc Mélenchon et Marie-George Buffet) que par une volonté commune de maintenir le dialogue :

« Je me souviens très bien avoir été discuter avec François Delapierre en disant : mais quand est-ce que vous sortez du PS ? Vous n'arrêtez pas de le dire, mais vous ne le faites pas. Donc, si vous voulez, il y a eu une continuité de relations avec Mélenchon et avec d'autres. [...] / Quand je vous disais qu'à la fête de l'Huma, en 2006, déjà on parlait avec le PRS en disant : quand est-ce que vous sortez ? » (Francis Parny, entretien le 31 janvier 2012. Membre du CEN du PCF en charge des relations extérieures)

D'autres dirigeants communistes évoquent ces relations continues de manière plus directe :

« Il y avait entre certaines personnes, des liens en permanence, oui... Disons qu'il fallait... que quand même, les gens de PRS aient quelques indications fortes que le PCF voulait aller dans ce sens-là. Sinon... sinon, pour tomber dans un trou... ce n'est pas la peine ! [...] »

Il me semble que c'était au CN du 24 octobre.

Celui du 24 ? Oui, cela doit être ça. En tout cas, c'était en octobre. Je crois que j'ai été la première à appeler Delapierre pour lui dire : tu sais, on a voté ! Ils y croyaient même pas vraiment ! Parce que ce n'était même pas sûr... ce n'était pas gagné d'avance... Mais, en tous les cas, il y a toujours eu des rapports entre un certain nombre de personnes pour faire en sorte qu'on se dise la vérité sur ce qui se passait. » (Elisabeth Gauthier, entretien 13 décembre 2011. Membre du CEN du PCF, favorable à la mise en place d'une coalition)

La participation de PRS à la fête de *L'Humanité* devient, pour le groupe Mélenchon, un événement préparé avec soin car permettant d'inclure PRS dans un espace de discussions et de sociabilités occupant une place centrale dans la gauche radicale. Le groupe Mélenchon va ainsi, de manière permanente, valoriser ses relations avec le PCF, que cela soit lors de la fête de *L'Humanité* ou par l'invitation à assister au congrès du PCF, ou même en soulignant l'initiative du PCF permettant à une représentante de PRS de prendre la parole au congrès du PGE pour y présenter le CNR¹. La mobilisation référendaire de 2005 a ainsi permis un rapprochement entre le groupe Mélenchon et le PCF, qui se donne également à voir lors des débats des collectifs antilibéraux en vue de l'élection présidentielle de 2007. En effet, alors même que de nombreux acteurs des collectifs antilibéraux critiquent le PCF comme adoptant une attitude hégémonique, le groupe Mélenchon rejette toute accusation vis-à-vis du PCF et dénonce la « *violence anti-communiste* »² de certaines interventions. A cette occasion, PRS rappelle implicitement les ressources détenues par le PCF, sans commune mesure avec les ressources détenues ou mobilisables par les autres acteurs des collectifs antilibéraux, et sans soutenir le PCF, rappelle que « *sans le PCF, une recomposition de la gauche n'a pas de sens* »³. PRS fait ainsi de la participation du PCF la condition première de toute reconfiguration de l'espace de la gauche radicale. Les représentations construites par le groupe Mélenchon doivent

¹ *Circulaire PRS*, n°67, 27 novembre 2007. Cette circulaire mentionne également la présence du groupe Mélenchon, comme observateur, au premier congrès du PGE.

² *Rapport d'activité de PRS*, CN des 20 et 21 janvier 2007.

³ *Ibid.*

ainsi être vues à la fois comme une stratégie d'ajustement à un environnement changeant et comme une recherche d'accroissement des ressources détenues en imposant une configuration valorisant spécifiquement les ressources détenues par le groupe Mélenchon¹. En effet, sans décision du PCF en faveur d'une reconfiguration à laquelle pourrait participer une composante socialiste, le groupe Mélenchon est face à un éventail de choix relativement restreint. La première possibilité de ce groupe consiste en le maintien d'un engagement au PS, mais les « incidences biographiques »² pour reprendre l'expression de Julie Pagis, de la participation à la mobilisation référendaire³ affectent à la fois la position du collectif et son existence même en facilitant les défections individuelles (en opérant une mise en récit de la défection). La seconde possibilité est de faire dissidence pour rejoindre une organisation déjà existante (ce qui n'a, semble-t-il, jamais été envisagé) ou pour constituer une entreprise politique concurrente à celle déjà existante (scénario rendu particulièrement difficile par la diversité de l'offre politique à gauche).

En l'absence de « possibles latéraux »⁴, c'est-à-dire d'opportunités réelles de reconversion des ressources et dispositions militantes du groupe Mélenchon, celui-ci se voit contraint de maintenir un engagement au PS qui est désormais presque un engagement *par défaut*, dans l'attente d'une ouverture des opportunités stratégiques par le PCF. Le groupe Mélenchon vis-à-vis du PCF est ainsi attentif à l'avancée des débats dans lesquels sont engagés les militants communistes et attentiste, car il conditionne toute stratégie de dissidence à la possibilité d'une alliance avec le PCF. Ainsi, chaque soubresaut des débats stratégiques du PCF est analysé par PRS qui accueille avec intérêt l'évocation d'un scénario à l'allemande par quelques responsables communistes :

« Les débats au sein du PCF prennent également une ampleur inédite : pour la première fois des dirigeants nationaux du Parti défendent l'idée de son dépassement dans une force nouvelle. [...] C'est pourquoi nous avons décidé de faire valoir publiquement nos analyses et propositions sur la recomposition et réinvention de la gauche. [Jean-Luc Mélenchon] a accordé un entretien à l'Humanité, publié jeudi 14 juin, qui aborde le scénario d'un *Linkspartei* à la française. Le PCF se trouve ainsi à nouveau interpellé »⁵

Le groupe Mélenchon fait preuve d'un réel enthousiasme pour le moindre indice d'un changement stratégique du PCF. L'exclusion rapide, dans les débats du PCF, d'une stratégie de fusion

¹ Stratégie d'autant plus cruciale que les ressources en question sont relativement faibles et fortement dépendantes de la configuration politique dans laquelle le groupe Mélenchon doit évoluer.

² Pagis Julie, « Incidences biographiques du militantisme en mai 68 », *art. cit.*

³ Ainsi des propos de François Delapierre : « *La rupture avec le PS ne pouvait pas se faire simplement dans l'analyse abstraite des orientations de la direction : elle a pris aussi la forme d'une expérience vécue. Nous avons cessé d'aller aux réunions socialistes pendant plusieurs mois. Je n'allais pas aller à ma section qui était en train d'organiser la campagne du « Oui », ni ramener ma science au Bureau national, dans l'état-major du « Oui ». Quand nous sommes retournés dans les réunions de section, c'était cassé, je trouvais cela froid, mesquin, sans intérêt. On avait l'impression d'avoir rencontré des gens avec qui on avait beaucoup plus de choses en commun qu'avec la plupart des adhérents du Parti socialiste.* ». Cf. Mauger Gérard, « Sociogenèse du « Front de Gauche » », *art. cit.*, p. 84.

⁴ Lefebvre Rémi, « Militer au parti socialiste pour le transformer », *op. cit.* p. 236.

⁵ *Circulaire PRS n°52*, 12 juin 2007.

avec d'autres composantes, sur le modèle de *Die Linke*, est aussitôt analysée comme une fermeture des opportunités pour PRS, qui regrette l'absence de réponse du PCF à la proposition d'une « *force politique nouvelle* » :

« Jean-Luc Mélenchon et François Delapierre ont été sollicités par plusieurs fédérations communistes pour intervenir prochainement au sujet de la force nouvelle. Nous avons décidé d'honorer plusieurs de ces invitations [...]. Dès lors, nous sommes fondés à attendre en retour la réponse du PCF à la proposition politique que nous lui avons faite »¹

Cependant, PRS pointe les éléments positifs car « *les questions soumises à la discussion militante pour préparer le débat abordent clairement, parmi d'autres, le scénario de la force nouvelle* »². Malgré cet optimisme, le PCF abandonne la possibilité d'une telle stratégie, ce qui clôt, à court terme, les opportunités stratégiques du groupe Mélenchon :

« PRS a formulé la proposition de construction d'une force nouvelle à gauche selon le modèle du nouveau parti *Die Linke* en Allemagne. A l'issue de cette AG extraordinaire qui vient d'avoir lieu, force est de constater que cette possibilité n'est pas à l'ordre du jour pour l'instant au sein du PCF. Ce scénario ne peut être écarté définitivement, mais la porte reste pour l'instant fermée. Il aurait fallu que la référence à la force nouvelle soit au moins maintenue dans la résolution politique de l'Assemblée pour continuer à y croire »³

Le rejet implicite, lors de son congrès, par le PCF d'un scénario à la *Die Linke*, et la réactivation des enjeux électoraux et partisans (élections municipales et cantonales ; adoption d'une nouvelle déclaration de principes et préparation du congrès de Reims) contraignent à nouveau les opportunités stratégiques du groupe Mélenchon qui, faute d'opportunités externes, se voit contraint à participer aux luttes intra-partisanes dans l'attente d'un contexte politique plus favorable.

Si la direction du PCF refuse toute fusion avec d'autres partis, elle va porter une orientation électorale conduisant à la recherche d'alliances électorales en vue des élections européennes de 2009 afin de contenir l'érosion de ses ressources électorales. Lors de sa présentation au CN du PCF d'octobre 2008, Francis Wurtz encadre très strictement cette proposition : il ne s'agit pas de proposer une fusion de partis, ni même une alliance pérenne, mais bien une alliance limitée à une élection. Cette limite n'empêche pas PRS d'analyser cette proposition d'alliance électorale du PCF comme une ouverture suffisante pour que les conditions d'une dissidence soient réunies :

« Le PCF propose la constitution d'un front de forces progressistes partageant l'ambition d'un nouveau modèle social européen dans le cadre des prochaines échéances électorales [les élections européennes de juin 2009]. Dans ce cadre les communistes ne feraient aucun préalable sur les têtes de liste sinon dans les deux circonscriptions où ils ont un élu sortant. Les communistes ont donc pris ce qui est pour l'instant, avant que les congrès du PS et des Verts n'aient eu lieu, la seule initiative à gauche qui tente de répondre à la crise par une proposition politique nouvelle »⁴

¹ Circulaire PRS n°59, 25 septembre 2007.

² Circulaire PRS n°61, 9 octobre 2007.

³ Circulaire PRS n°69, 11 décembre 2007.

⁴ Circulaire PRS n°97, 28 octobre 2008. Il faut remarquer que cette circulaire sera la dernière avant la décision de quitter le PS et qu'elle consacre d'importants développements à la décision du PCF, mais reste silencieuse sur le congrès du PS.

Le groupe Mélenchon va ensuite construire un discours légitimant la dissidence en analysant les résultats du vote des militants sur les motions, lors du congrès de Reims, comme rendant impossible le maintien d'un engagement socialiste et inéluctable la dissidence. La décision du PCF, malgré ses limites, apparaît ainsi comme suffisante pour le groupe Mélenchon pour justifier une inversion stratégique complète et immédiate alors même que l'incertitude demeure. En effet, le caractère limité de la proposition d'alliance du PCF fait que la décision de quitter le PS est prise alors même que rien n'indique que le groupe Mélenchon ne se retrouvera pas isolé après les élections européennes, soit en cas d'échec électoral, soit en cas de refus du PCF de se maintenir dans une coalition, d'autant que la LCR, au même moment, a déjà initié un processus visant à constituer le NPA. Cependant, la concordance de l'enchaînement des échecs dans les luttes intra-partisanes, de l'investissement sans cesse plus intense de PRS dans l'espace de la gauche radicale, des succès électoraux de *Die Linke* et de la gauche en Amérique latine, et l'opportunité de participer à une élection permettant la mobilisation des ressources symboliques liées au mythe du 29 mai¹, contribuent partiellement à l'explication de la dissidence et de sa temporalité. La dissidence est donc le produit d'un processus complexe conditionné par l'évolution des positions détenues par le groupe potentiellement dissident dans l'organisation principale, la théorisation de la dissidence comme réponse collective à cette évolution et enfin l'existence d'une structure d'accueil (ici constituée par la création d'un parti politique et la possibilité de participer à une coalition).

Le PCF et le PG n'investissent pas du même sens leur alliance : pour le PCF, il ne s'agit initialement que d'une alliance limitée à une élection, quand le groupe Mélenchon y voit la première étape d'un processus d'unification semblable à celui opéré par la gauche allemande. Cependant, si l'usage du FG varie, la référence à la mobilisation référendaire de 2005 constitue non une explication univoque (le FG comme simple produit dérivé et en décalé de 2005), mais une référence commune permettant une convergence de deux processus distincts et aux objectifs partiellement divergents.

4. *L'unification des temps de sortie*

Bien que s'expliquant par la marginalisation du groupe Mélenchon au PS, par la perception d'une évolution social-libérale de ce parti, ou encore par l'ouverture d'opportunités de reconversion dans l'espace de la gauche radicale, la dissidence ne peut être constituée comme le résultat mécanique de ces facteurs (le processus de dissidence étant incertain et non-linéaire). En effet, la dissidence est une stratégie faisant naître des contraintes importantes qui vont être différemment perçues en fonction des positions occupées dans l'espace partisan par les militants de ce groupe. De plus, malgré

¹ Louis Weber rappelle ainsi que « dans la mémoire militante, les échéances européennes renvoient [...] à la période heureuse de l'unité et du succès au référendum de 2005 ». Cf. Weber Louis, « Recompositions à gauche de la gauche », *art. cit.*, p. 119-126.

les contraintes venant limiter les opportunités s'offrant au groupe Mélenchon, il n'en conserve pas moins une marge de manœuvre et la dissidence apparaît comme la combinaison de plusieurs facteurs, dont les coups joués précédemment par le groupe Mélenchon.

Par ailleurs, et du fait de la fonction intégratrice jouée par les tendances pour les militants les plus disposés à faire défection, la perspective à court ou moyen terme de faire dissidence, abaisse le coût du maintien en lui donnant un sens nouveau et favorise ainsi le maintien de l'engagement socialiste : « *l'exit est un scénario envisagé mais sans cesse différé ou un possible jamais réalisé même si certains militants sont sans illusion* »¹. En d'autres termes, le fait d'évoquer la dissidence, même si celle-ci n'est encore que virtuelle, contribue, en un sens et dans une certaine limite, à maintenir l'engagement en produisant des incitations à l'adoption d'une position contestataire au sein de l'espace partisan (la *voice* d'Albert Hirschman). Dans un premier temps, la dissidence, dont la finalité est le désinvestissement partisan, intègre ou réintègre les acteurs potentiels de la dissidence aux jeux et enjeux intra-partisans. Penser la dissidence permet d'investir l'engagement d'un sens nouveau (lutter contre le recentrage idéologique du PS), de le maintenir pour participer plus tard à une dissidence, ce qui apparaît aux acteurs comme un choix porteur de sens et moins coûteux qu'une défection qui pose inévitablement la question, pour les acteurs souhaitant maintenir un engagement partisan : partir, mais pour aller où ? Le récit livré par Stéphane Viry quant à ses divergences avec d'autres militants de PRS ayant quitté le PS avant 2008 illustre cette croyance dans l'utilité d'un *exit* collectif qui autorise une mise en récit sous la forme d'une dénonciation du « virage » social-libéral du PS. Ayant rapidement transité par la LCR avant de militer à l'UNEF et au PS (GS puis Nouveau Monde et Trait d'union) et à PRS, il milite à Nancy (où il fait ses études) et dans les Vosges (d'où il est originaire). Après avoir été président de l'AGE de l'UNEF de Nancy, il s'oriente vers un militantisme essentiellement partisan et s'engage dans les luttes intra-partisanes dans une fédération fabiusienne (Vosges). Bien que conflictuel, cet investissement semble ainsi assez aisé, ce qui lui permet de constituer un réseau militant et de participer à l'animation de la fédération après le congrès du Mans de 2005 (secrétaire fédéral à la formation). Après une mutation, il déménage en Côte d'Or. À l'inverse de ses anciens espaces de militantisme, certains des membres les plus actifs de PRS dans ce département ont déjà quitté le PS pour se consacrer exclusivement (tout au moins en ce qui concerne le militantisme politique) à PRS, ce qu'il ne comprend pas (il a d'autant plus de facilités à adopter un registre critique que ce choix, antérieur à son arrivée en Côte d'Or, l'amène à être isolé dans son militantisme socialiste dans une fédération qui lui est plus hostile et dans laquelle il ne bénéficie plus guère de contacts). Parallèlement à ces débats internes à PRS sur l'opportunité de

¹ Lefebvre Rémi, « Militer au parti socialiste pour le transformer », *op. cit.*, p. 229.

maintenir un engagement socialiste, ce récit met en exergue l'attrait suscité par l'extérieur (même si, là encore, le discours est critique) :

« On en discute ! On se pose la question ! C'est pas évident ! On va quitter notre famille politique ! Moi, même si j'ai du mal avec la section, je sais que si on me demande : Stéphane, tu prends ta carte, tu vas au Parti socialiste à Dijon, j'irai au Parti socialiste à Dijon ! Et j'irai faire le travail ! Et d'ailleurs, j'ai des débats avec les copains qui ont quittés le Parti socialiste. Je leur dis : mais qui vous a autorisé à quitter le Parti socialiste ? C'est une erreur ! C'est une erreur ! On ne peut pas les laisser ! Donc, oui, c'est un débat. Mais moi, si j'y vais et je suis tous seul parce que les autres, ils sont sortis, je vais passer pour un guignol ! Je veux dire, c'est pour ça que cela me prend la tête aussi ! C'est compliqué à ce moment-là ! Mais je découvre, moi, en étant à Dijon qu'on peut militer en dehors du Parti socialiste. Politiquement. Alors, c'est compliqué ! Il faut se farcir le PC, les gauchistes, les malades et les excités !... Les tarés et tous ce que tu veux ! Tout ! Alors, il y a de tout là ! » (Stéphane Viry, entretien le 24 mars 2012. Ancien président de l'AGE de l'UNEF à Nancy, militant socialiste dans les Vosges puis en Côte d'Or, membre de PRS)

Ainsi, avoir pratiqué temporairement la dissidence, être inclus dans un groupe *potentiellement* dissident (en idée sinon en acte) permet de maintenir un fort investissement militant, même si celui-ci est coûteux¹. Mais ce maintien de l'engagement, par la prégnance de la perception d'un coût trop élevé et d'une rupture toujours plus nécessaire à mesure qu'elle est repoussée, nourrit également l'envie de désinvestissement, comme l'indique le récit d'un militant socialiste de son retour désenchanté aux jeux intra-partisans après le référendum de 2005 :

« Après le référendum, PRS se réinvestit principalement dans le PS ?

Oui, c'est une période qui a été dure, parce que là, effectivement... dès la campagne sur le référendum... je ne voyais plus l'intérêt de rester au Parti socialiste. Ça me fatiguait, je perdais mon temps... Mais d'un autre côté, je me disais : si je quitte le PS là, tout seul, je vais faire quoi ? Je ne vais pas aller adhérer au Parti communiste... Et donc, à cette époque, oui, j'y suis resté, j'ai tenu la tranchée parce que... parce qu'à Paris, on me l'avait demandé ! C'est tout ! C'est vrai que cela a été difficile. Je n'attendais qu'une chose, c'est qu'on quitte le PS. » (Jean-Charles Vescovo, entretien le 20 mars 2012. Militant socialiste à Strasbourg, animateur de PRS dans le Bas-Rhin, responsable de la tendance Trait d'union au PS)

L'horizon d'une dissidence peut ainsi avoir pour effet de faire reculer les défections individuelles et débouche alors sur des ajustements permanents permettant de maintenir l'engagement : *« Le sens de leur engagement est reconstruit, renégocié, verbalisé dans une casuistique permanente. Il convient donc d'interroger les transactions avec soi et l'institution, les bricolages organisationnels, les « petites arrangements » qui rendent possibles le maintien de l'engagement et permettent de ne pas perdre la face, de garder un quant à soi, de ne pas s'abîmer dans le collectif partisan »*². Lors des entretiens, nombreux sont les militants à évoquer leur sentiment de n'avoir jamais été à leur place

¹ Rémi Lefebvre cite ainsi un extrait d'un entretien, réalisé avec François Delapierre, exemplaire de la perte de sens de l'engagement socialiste et de la détérioration des relations intra-partisanes : *« Le PS est littéralement devenu invivable, on se supporte plus même entre cadres partageant les mêmes idées, c'est physiquement insupportable, la coexistence et la confrontation dans les instances est devenu très pénible, il y a tellement de haines recuites, de divergences accumulés, de rancunes, de méfiances... on peut pas y croire au PS parce que tu te retrouves en permanence avec des gens en qui tu ne peux avoir confiance qui t'ont trahi... »*. Cf. Lefebvre Rémi, « Militer au parti socialiste pour le transformer », *op. cit.*, p. 228.

² *Ibid.*, p. 229.

au PS ou de ne pas/plus y trouver leur place¹, d'avoir envisagé la défection depuis un évènement. Pour les uns, il s'agit de la campagne référendaire de 2005, qui confronte ces militants à une brutale perte de sens de leur engagement socialiste :

« Peux-tu dater le moment où tu commences à envisager de quitter le PS ?

Pour moi, personnellement, c'était dès 2005 ! [...] Après le référendum, de plus en plus de militants y pensaient » (Jean-Charles Vescovo, entretien le 20 mars 2012)

« Mais en même temps, je comprenais qu'il y avait des conditions politiques pour le faire... mais enfin bon, quand même... en 2005, il y avait quand même de très bonnes conditions politiques. A mon avis. Peut-être que cela ne se posait pas comme ça, mais néanmoins 2005, c'était des conditions politiques TRES favorables. Et puis voilà, on se retrouve toujours dans le PS... on crée PRS, mais on tourne toujours dans l'idée qu'il faut sortir et puis on sort jamais ! C'est long pour les camarades qui sont sur le terrain... et puis, du coup, on ne sort jamais... Donc, au bout d'un moment, on se dit : d'accord, c'est de la posture ! Non, ce n'est pas de la posture, bon... OK. Moi, je vois Jean-Luc, je crois, j'ai l'occasion de le rencontrer à une réunion du Parti socialiste parce qu'il vient soutenir quelqu'un ici, dans une élection, ce que je ne comprends pas trop d'ailleurs... et je lui dis carrément... comment dirais-je ? Que j'ai un certain énervement à rester au PS ! Je n'ai pas besoin d'aller au CN de PRS... je vois bien qu'il faut en sortir de ce truc ! Je lui dis : voilà, c'est où, quand et comment ? Est-ce qu'on a encore l'intention de le faire ? » (Emmanuel Girod, entretien le 4 février 2012. Militant socialiste à Besançon, animateur de PRS dans le Doubs)

Plus que l'opposition entre tenants du oui et du non, ce clivage né de la campagne référendaire se fonde sur des expériences militantes distinctes. L'apprentissage de la dissidence, l'inclusion dans des interactions nouvelles, tendent à construire un cadre interprétatif des positions socialistes en termes de renoncement, d'abandon, voire de trahison. Ainsi, la position de certains parlementaires socialistes en février 2008 permettant la ratification du traité de Lisbonne est perçue/construite comme une énième trahison, faisant écho aux oppositions de 2005². Plus généralement, ce sont l'ensemble des choix partisans non partagés par le groupe Mélenchon qui sont perçus comme des incitations à la dissidence :

« Alors, on sentait quand même que c'était... que cela arrivait comme au bout d'un processus, d'un cycle. Mais, d'un autre côté, il faut les comprendre, ceux qui étaient dans la fédération de l'Essonne, ils contrôlaient le truc ! Donc, c'est vrai qu'ils avaient une autre vision au quotidien du Parti socialiste parce que c'est eux qui contrôlaient le machin ! Alors que quand tu étais ultra minoritaire dans une pauvre fédération, c'était galère. Ceux qui se retrouvaient dans mon cas, dans des fédérations où ils étaient minoritaires, oui, ils n'avaient qu'une seule envie, c'était de quitter le machin ! » (Jean-Charles Vescovo, entretien le 20 mars 2012)

¹ Récits qui relèvent probablement tout autant du vécu que d'une logique de reconstruction *a posteriori* des divergences qui ont amené à la défection. En ce sens, ces discours témoignent d'une mise en cohérence biographique au regard des « standards » militants de leur nouveau parti, ce qui peut passer par une revendication du passage par le PS à la condition même que celle-ci vienne confirmer les représentations usuelles au sein de la gauche radicale, quant à l'impossibilité de « changer le PS de l'intérieur », etc. En d'autres termes, la mise à distance de militantisme socialiste correspond tout à la fois à un récit quant à l'expérience vécue et à une prise de rôle (ou mieux, un ajustement à un nouveau rôle militant).

² De même, le soutien du PS au traité de Maastricht en 1992 est parfois réinterprété *a posteriori* comme un renoncement socialiste et une occasion manquée de faire dissidence, comme ce proche de Jean-Luc Mélenchon confiant, début 2013, hors entretien, que « *c'est depuis 1992 qu'il faut me retenir de partir ! C'est dire si j'ai été patient !* ».

Le processus de dissidence permet une mise en récit collective, une agrégation de trajectoires individuelles associant volonté de rupture et fidélité à un engagement dont l'intensité et la durée ont contribué à forger l'identité personnelle :

« A quel moment commences-tu à envisager de quitter le PS ?

Alors, moi, c'est très, très, clair dans mon esprit, vraiment... J'ai des fourmis dans les jambes, à partir de février 2008. Avec ce côté... ambivalent... C'est-à-dire que... cela faisait vingt ans, pour ma part, que j'y étais... Quand tu décides de quitter une organisation où tu es resté un certain nombre d'années... Bon d'abord... Je ne considère pas qu'il n'y a que des salauds qui sont restés, et puis les magnifiques, les purs, qui ont claqué la porte ! Enfin, moi, ce n'est pas ma façon de voir les choses. Euh... J'ai des fourmis dans les jambes et... Comment dire ? Je n'ai qu'une idée, c'est... de foutre en l'air la direction du Parti socialiste, à partir de février 2008. » (Hélène Franco, entretien le 20 avril 2012. Militante socialiste à Paris, membre de PRS)

La dissidence constitue ainsi une combinaison entre des trajectoires individuelles marquées par une perte de sens¹ de l'engagement initial, la construction d'une ébauche de dissidence permettant de repousser la défection, de redonner sens (même si celui-ci est conflictuel) à l'engagement initial, et une entreprise de dissidence insérée dans une configuration spécifique et perçue par les acteurs de la dissidence comme favorable à ce processus. En d'autres termes, il ne s'agit pas, pour faire dissidence, d'agrèger des acteurs désajustés, mais bien de construire, par une démarche tâtonnante, une trajectoire dissidente commençant par la construction d'un cadre interprétatif faisant de la dissidence un scénario possible *virtuel* avant de devenir un possible *réalisé* (ce qui suppose la perception d'une configuration favorable à la dissidence). Cette conjonction particulière de collectif et d'individuel et la dimension contingente de la dissidence constituent l'une des explications de la rareté de ce processus et le choix des acteurs de la défection silencieuse, du désengagement. En effet, ces militants, malgré leur envie de défection, ont en commun la croyance dans l'utilité du militantisme politique et plus spécifiquement partisan, et l'absence de réelles possibilités de reconversion en dehors du PS fait apparaître le maintien de l'engagement au PS comme la seule possibilité (que la perspective d'une dissidence rend moins coûteux).

La dissidence passe ainsi par l'unification des temps et des raisons de sortir, c'est-à-dire par la construction d'un cadre interprétatif rendant envisageable (et souhaitable et/ou pertinent) la défection pour des publics militants variés. Les entretiens donnent à voir une forte variété de positions quant à la perspective d'une dissidence, entre ceux qui attendent la dissidence, ceux pour qui cette possibilité entre en résonance avec une difficulté à « trouver sa place » dans l'espace partisan, ou encore ceux pour qui la dissidence constitue une opportunité de retourner au militantisme, paradoxalement, en investissant le désengagement collectif, etc. L'unification des temps de sortie permet de rendre acceptable la défection pour des militants fortement investis au PS

¹ Perte de sens et insatisfaction quant au militantisme socialiste qui n'est pas spécifique aux dissidents comme le montre les travaux de Rémi Lefebvre : « *Des entretiens réalisés avec des militants « de gauche » émergent insatisfaction, sentiment de renoncement, impression d'un décalage croissant entre leurs valeurs, leurs attentes et l'évolution du parti* ». Cf. Lefebvre Rémi, « Militer au parti socialiste pour le transformer », *op. cit.*, p. 227.

(qui ont donc initialement choisi de s'engager dans les jeux et enjeux partisans), de rendre acceptable le maintien temporaire de l'engagement socialiste pour les acteurs pour lesquels cet engagement a perdu son sens et son intérêt, mais aussi, et probablement surtout, de convaincre, au-delà du noyau des dissidents, des militants de l'intérêt et de la nécessité d'un *exit* collectif, etc.

La dissidence apparaît alors comme un processus complexe d'ajustements réciproques du groupe et des acteurs qui y sont investis (ou tentés par la défection) : tout à la fois construction par des entrepreneurs politiques et objet investi par un ensemble d'acteurs hétérogènes qui y trouvent un dispositif de reconversion. C'est également une sorte de politisation du désenchantement militant : à la place d'un ensemble de *raisons de sortir* hétérogènes, la dissidence produit du sens commun ou partagé quant à la défection. Elle prend alors un objet spécifiquement politique – manifester un désaccord idéologique –, alors même que les raisons individuelles de faire défection, comme de s'engager dans une dissidence, ne peuvent être ramenées à une explication univoque et générale.

Section 3. Les résistances militantes à la dissidence

« Cela me ferait mal de partir. Je ne veux pas qu'ils récupèrent la rose au poing, les symboles du socialisme. Ce n'est pas à eux. »¹

L'accent a été mis dans les développements précédents sur l'impact de la possibilité d'une dissidence comme pouvant favoriser le maintien d'un engagement de militants tentés par la défection. De même, la dissidence a été définie précédemment comme un processus agrégeant des défections individuelles en une signification partagée et revendiquée, mais certains militants du groupe Mélenchon refusent de faire dissidence. Nous ne disposons pas de statistiques précises quant à ceux qui restent, dès lors, nous faisons le choix d'aborder cette question en recourant à des focus locaux et à quelques trajectoires militantes individuelles. Celles-ci ne sont pas généralisables et n'épuisent pas la question du maintien de l'engagement alors même que le groupe dans lequel ces militants s'investissaient, parfois depuis de nombreuses années, faut un choix opposé. Pour autant, elles permettent d'appréhender plusieurs éléments pertinents dans la compréhension du processus de dissidence. D'une part, ces trajectoires permettent de saisir la complexité du processus de dissidence, comme trajectoire collective et agrégation de défections individuelles. D'autre part, il s'agit de souligner que la dissidence n'est pas le simple décalque mécanique d'un désaccord et que les militants qui y participent (ou non) conservent toujours une marge de manœuvre et y investissent une pluralité de sens. Ainsi, sans prétendre rendre compte de l'ensemble des raisons de rester – qui sont ici aussi nombreuses et hétérogènes que les raisons de sortir – nous mettrons l'accent, au

¹ Réaction d'une militante socialiste suite à l'annonce du départ de Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez, ayant depuis rejoint EELV avant de démissionner de ce parti.

travers de la trajectoire d'un militant meurthe-et-mosellan, sur l'attachement au parti (A) comme variable explicative du maintien de l'engagement partisan. Dans ce cas, l'investissement dans une tendance n'est que l'une des modalités d'action possible pour s'engager dans la compétition intrapartisans. Dès lors, la prise de distance opérée quant au fonctionnement de la tendance conduit des militants à faire des enjeux partisans locaux une priorité. Un deuxième exemple de non-participation à la dissidence est fourni par le maintien au PS de militants occupant des positions importantes dans l'espace partisan et dont les perspectives de trajectoire ascendante au sein du PS rendent particulièrement coûteuse l'hypothèse de la dissidence (B).

A. Le maintien de la primauté de l'engagement partisan

En Meurthe-et-Moselle, le groupe Mélenchon s'est progressivement scindé en deux et donne à voir la dualité de l'engagement de ce groupe entre 2005 et 2008, dualité s'exprimant ici par une « spécialisation » des militants, les uns étant investis sous la forme de l'animation d'une tendance, les autres participant avant tout à la construction d'une entreprise politique indépendante du PS et disposant d'un engagement résiduel au PS. La trajectoire militante de Mounir El Harradi est particulièrement intéressante car elle donne à voir la complexité de l'affiliation à une tendance partisane et les ajustements auxquels il est contraint face à une évolution de sa tendance vers la dissidence, au moment où lui-même accroît son investissement au PS. Son engagement débute dans le militantisme antiraciste (2000-2001) puis dans le syndicalisme étudiant à l'UNEF, dont il a été président de l'AGE de Nancy de 2001 à 2006. Il adhère au PS en 2002, dans les tendances de la gauche du PS (GS, Nouveau Monde, Trait d'union), mais privilégie, jusqu'à la fin de son mandat de président d'AGE, son engagement syndical. La création de PRS en 2004-2005 constitue pour lui la première hésitation à investir la stratégie du groupe dans lequel il milite. En effet, bien que militant pour le rejet du TCE et favorable à une campagne référendaire externe au PS, la création d'une entreprise politique distincte du PS ne lui semble pas être la réponse adaptée. Il adhère néanmoins à PRS, participe activement à la campagne du non et envisage, à l'époque, la dissidence :

« J'étais prêt, sur le coup, à quitter le parti. D'ailleurs, pendant le mouvement sur le CPE, je fais plusieurs appels à l'union de la gauche, j'essaye de contribuer à la création d'une autre force à gauche, sur le modèle du Linkspartei. A l'époque, je ne comprends pas, on ne sort pas. Alors que pour moi, toutes les conditions étaient réunies pour réussir. En tout cas, j'avais cette immaturité-là ou cette maturité-là - je n'ai pas assez de recul - mais moi, j'étais prêt à sortir. Et je voulais sortir. Parce que pour moi... il fallait créer les conditions... [...] Cela me convenait très bien... Voilà. Je n'étais pas vraiment... Je n'étais pas vraiment dans l'appareil socialiste, non plus. »¹

¹ Entretien avec Mounir El Harradi, 7 juin 2012. Les extraits figurant dans ce développement proviennent de cet entretien.

La participation à la campagne de 2005, la victoire du non, puis la mobilisation étudiante contre le contrat première embauche (CPE) en 2006¹, le rendent perméable aux représentations militantes faisant de l'exemple allemand une opportunité stratégique, d'autant que la faible intensité de son engagement partisan et les menaces d'exclusion² vis-à-vis de ses proches, rendent le militantisme au PS peu attractif. *A posteriori*, il évoque son engagement de l'époque comme étant la preuve d'une insuffisante maturité. Cette ouverture – temporaire – à la dissidence prend ainsi tout son sens dans la configuration dans laquelle il évolue et renvoie aux positions occupées qui sont alors faiblement liées au PS. Dans le même temps, son intérêt et son investissement dans le jeu partisan s'accroissent, ce qui lui fait préférer l'engagement partisan au sein d'une tendance à l'animation de PRS :

« Moi... Trait d'Union était quelque chose qui me parlait. Parce qu'on restait dans un cadre normé, dans le cadre du PS. L'activité militante, elle a besoin d'un cadre, ce n'est pas être dedans, mais à l'extérieur... d'être à l'extérieur, mais dedans... ce n'est pas lisible. C'est pas clair. Et puis, quand tu es dans un parti politique, il faut, de mon point de vue, en tout cas, travailler pour ce parti. Je reste, je m'en rends compte, assez légitimiste, c'est-à-dire que tu peux avoir des désaccords avec la direction de ton parti, mais ce n'est pas pour autant que tu ne dois pas l'irriguer. Pour moi, Trait d'union, c'était effectivement un outil qui permettait de discuter avec des camarades socialistes pour leur dire qu'effectivement, sur le fond, la ligne qu'on développe nous, est plus juste, davantage adaptée à la période. Moi, c'était plus de ce type d'outils, qui me permettent de convaincre des camarades socialistes qui n'ont pas forcément la même orientation politique que moi, en tout cas, avec quelqu'un avec qui tu peux engager un débat d'idées, auxquels j'étais attaché. En termes de pratiques militantes. Ce n'était pas forcément... monter des coups à l'extérieur. Moi... Voilà, cela ne m'a jamais vraiment plu. »

Sa trajectoire se différencie de celle des militants qui espèrent la dissidence, pour qui le militantisme à PRS devient progressivement l'engagement principal et l'engagement au PS de plus en plus résiduel. S'il n'est que faiblement investi dans le PS lors de la campagne référendaire, il s'engage progressivement dans les luttes internes, tout en se reconnaissant de moins en moins dans les positions du groupe Mélenchon (soutien à Laurent Fabius en 2005 et 2006). Les primaires socialistes permettent une première formalisation du désaccord. Il perçoit également l'engagement dual du groupe comme une difficulté le mettant dans une situation de porte-à-faux identitaire :

« Le congrès est difficile, Fabius ne passe pas parmi les militants socialistes, on le défend... y compris ses casseroles... Bon, ce n'est pas grave, c'est le jeu, et arrive le congrès du Mans où on se retrouve embarqués dans une synthèse! [...] Je l'ai super mal vécu. Beaucoup de militants socialistes qui nous avaient accompagnés nous quittent sur cette affaire-là [...]. Enfin, bref, on perd du monde. Moi, cela me trouble. »

Après la désignation de Ségolène Royal, il considère que PRS, ou à défaut, ses principaux dirigeants, du fait de leur appartenance au PS, doivent immédiatement soutenir la candidate

¹ Pour une étude détaillée de cette mobilisation, cf. Michon Sébastien, « La lutte dans la lutte. L'espace de la mobilisation étudiante contre le contrat première embauche (CPE) », in *Sociétés contemporaines*, 83 (3), 2011, p. 83-106 ; Geay Bertrand (dir.), *La protestation étudiante. Le mouvement du printemps 2006*, Editions Raisons d'Agir, Paris, 2009.

² Face à une lettre de rappel à l'ordre, il utilise cette multipositionnalité pour s'extraire de la discipline partisane : il s'investit alors dans la campagne référendaire comme président de l'AGE de l'UNEF, et non comme militant socialiste. Il évoque alors, auprès des responsables fédéraux du PS, la charte d'Amiens et le nécessaire respect par les partis politiques, de l'indépendance du champ syndical.

socialiste. Exprimant cette position lors d'un CN de PRS, il est rapidement marginalisé – il évoque alors « *sa mise au placard* » – par les différents orateurs. Lorsque PRS fait le choix de ne soutenir aucun candidat et que Jean-Luc Mélenchon entre tardivement et timidement en campagne pour Ségolène Royal, marquant ici l'inscription du groupe dans deux espaces politiques, il réaffirme la primauté du jeu partisan et les contraintes implicites qui s'imposent à une tendance intra-partisane (faire l'unité une fois close la primaire). Le décalage et l'incompréhension entre ce qu'il attend de son engagement dans une tendance et la stratégie du groupe Mélenchon s'accroît :

« PRS se structure immédiatement comme indépendante, extérieure au PS... »

Moi, je le vis déjà comme une perte de temps. Parce que, c'est compliqué de gagner des gens en étant à l'extérieur. Je veux dire... tu peux dire que la direction ne va pas bien, mais si on se met à l'extérieur pour créer notre truc à côté, et en même temps des militants socialistes, cela ne passe pas. [...] Il ne faut pas être schizophrène, on est au PS, on n'a pas fait le choix de quitter le PS... après le référendum, on ne peut pas tout le temps être dans ce parti et tirer sur... contre ce parti. La priorité politique du moment, c'est que Nicolas Sarkozy ne gagne pas [...] Il faut appeler à voter pour Ségolène Royal, sans états d'âme. C'est tout! Et on ne soutiendra pas un autre candidat. »

L'appartenance à une tendance n'est qu'une des modalités possibles de cet engagement, dont le coût s'accroît à mesure que le groupe Mélenchon se désinvestit du PS. En effet, ne partageant pas totalement le choix de PRS de s'investir dans les collectifs unitaires, par leur appartenance à PRS, ces militants sont sommés de se justifier au sein du PS, ce qui fragilise leur position partisane en leur faisant porter le stigmate du dissident, du militant non loyal envers son parti, etc. Les militants de PRS en Meurthe-et-Moselle les plus investis au PS semblent partager les mêmes hésitations face à l'*exit*, une même socialisation politique (engagement associatif et syndicalisme étudiant) et une même position d'*outsiders* au sein du PS. La dissidence est d'autant plus difficile à envisager que l'intégration aux jeux et enjeux locaux a eu un coût important nécessitant un apprentissage du rôle tout autant qu'un ajustement des dispositions militantes à ce rôle : « *Les militants sont « attachés » au parti en vertu des dispositions qu'ils ont acquises par leur socialisation primaire et secondaire, laquelle les conduit à accorder du prix à cet engagement* »¹. Dès lors, la dissidence apparaît comme impossible et non souhaitable. Le rejet du scénario consistant à préparer l'*exit* fragilise le maintien dans un groupe dont la matrice d'engagement tend à se structurer autour de cette hypothèse. Tirillés entre deux appartenances et deux principes de loyauté, certains militants choisissent de faire prévaloir l'attachement au parti plutôt qu'à une sous-entreprise partisane entrée dans un processus de distanciation, voire de rupture avec le PS. Il en résulte une autonomisation d'un groupe militant qui choisit alors de ne plus se définir au regard des luttes intra-partisanes nationales, mais en fonction des opportunités et des enjeux partisans au local :

« On se dit : on va maintenir un lien avec PRS, mais sans plus. Par contre, on va, d'ores et déjà préparer le congrès du PS. A ce moment, on voit que Jean-Luc est très marginalisé au PS, lui, il fait le choix, au dernier moment de raccrocher la motion Hamon. Nous, à ce moment-là, on avait déjà

¹ Lefebvre Rémi et Sawicki Frédéric, *La société des socialistes, op. cit.*, p. 211.

posé un diagnostic politique qui était différent. Nous, on pensait que, finalement le 21 avril 2002, avait ouvert une crise, qui était moins une crise des orientations politiques, qu'une crise de leadership au PS. Et nous, on se dit qu'il faut miser sur un renouvellement générationnel, donc là, pour le coup, on se penche plutôt sur l'appareil fédéral et puis on fait le choix... de mettre les mains dans le cambouis, de participer à la constitution d'une majorité fédérale, d'être en situation de responsabilité. A ce moment, on fait le choix d'une logique de reconstruction du parti, donc on fait le choix de préparer les conditions pour entrer dans une majorité politique qui vise à diriger, en tout cas à participer, le PS local. [...] on décide de rejoindre Delanoë avec quelques-uns, qui étaient aussi à PRS, parce qu'on se dit : l'enjeu politique des mois à venir, c'est la prise de leadership, car le leadership du PS ne peut être incarné par Ségolène Royal, donc je fais le choix, avec d'autres, de rejoindre Delanoë, parce que c'est un socialiste authentique, un historique de ce parti, maire de Paris. Il nous paraît qu'il sera un bon premier secrétaire, même si on ne partage pas l'ensemble de ses orientations politiques, on partage sa vision qui vise à remettre de l'ordre au PS. Donc, on fait le choix de le rejoindre. Cela génère des disfonctionnements et des ruptures locales avec des copains, qui eux, pensaient qu'il fallait rester à l'aile gauche du PS. »

Le choix de se rattacher à une motion ne se fait plus alors sur un fondement idéologique ou programmatique – même si la réputation de Bertrand Delanoë est avancée pour justifier ce choix – mais fait l'objet d'un surcodage en fonction du jeu et des enjeux partisans locaux et du changement d'objectif que s'assignent ces militants : la prise de distance avec le groupe Mélenchon est alors l'opportunité d'ajuster les modalités de leur engagement, passant ici de l'animation d'une tendance contestataire à la recherche de participation à l'exécutif local du parti. Le choix d'une motion se fait alors en fonction de la configuration locale dans laquelle ils évoluent (il s'agit alors de soutenir une motion permettant de participer à la répartition des positions partisans à la suite du congrès). Le changement de modalités de l'engagement, doublé d'un réinvestissement dans les enjeux locaux, renforcent la perception d'un jeu partisan ouvert (tant en termes de conquête de positions partisans, que de possibilités de réorienter le PS) :

« On fait le congrès, on arrive deuxième, on participe à une majorité fédérale, ce qu'on ne faisait pas avant et puis voilà! Ce qu'on avait identifié, c'était la crise de leadership, du coup, on fait le choix de soutenir Martine Aubry dans sa candidature comme première secrétaire nationale. On se rend compte que ce n'est pas un mauvais choix puisqu'elle remet de l'ordre dans le parti, [...], elle a préparé le terrain à une victoire de la gauche en 2012. Donc, on a fait un travail, via les commissions thématiques, via le renouvellement des pratiques, sur le cumul des mandats, sur la rénovation, etc... et préparé ainsi une victoire de la gauche. Pour nous, il était hors de question qu'on perde encore une élection présidentielle. Pour que nos orientations politiques soient déclinées, il faut que la gauche soit au pouvoir. Tu peux avoir la ligne politique la plus pure, la plus en phase avec le moment, si tu n'es pas en responsabilité, tu ne l'appliques pas. Et nous, c'est ce qu'on s'est dit à l'époque. »

L'instabilité de la configuration intra-partisane à la suite de la défaite de 2007 et le changement de premier secrétaire accroît ainsi les opportunités de réajustement du militantisme partisan, permettant un abandon de la position d'*outsiders*. Ce réajustement est tout à la fois stratégique (il ne s'agit plus de mener une stratégie à la marge du PS mais d'en investir le centre) et social (puisqu'il induit une rupture assumée avec d'autres militants). Ce qui se joue dans la division de PRS en Meurthe-et-Moselle, c'est un rapport différencié au PS : pour les uns, il continue à constituer leur engagement principal et clôt leur univers militant tout autant qu'il continue à intéresser

l'engagement¹, au sens où l'engagement socialiste continue à produire des incitations au militantisme ; pour les autres, la plus faible intensité de leur engagement socialiste les rend plus sensibles au stigmatisme que constitue pour nombre de militants de gauche radicale l'étiquette de « socialiste », et à la clôture des opportunités intra-partisanes. Le désengagement de la tendance, comme la dissidence ne peuvent donc se comprendre que comme des processus d'ajustements/désajustements des acteurs à l'évolution de leur position, à celle du groupe et aux tensions qui structurent la configuration partisane.

B. Fidélité au parti ou au groupe ? Un choix sous contraintes

Dans le cas de la Meurthe-et-Moselle, les militants du groupe Mélenchon qui choisissent de se maintenir au PS partagent une certaine homologation de positions. Les motivations du maintien peuvent varier, tout comme les rétributions que chacun peut espérer d'un maintien au PS, mais ils partagent tous plusieurs caractéristiques de positions qui les singularisent au sein du groupe Mélenchon. Ils sont davantage investis au PS et le lien au groupe Mélenchon s'opère alors uniquement par la participation à Trait d'Union sans être actifs à PRS. Si certains prennent leur distance avant le congrès de Reims (c'est le cas en Meurthe-et-Moselle), d'autres ne vont rompre leur lien avec le groupe Mélenchon que lorsque la dissidence est annoncée. Même s'ils ne partagent pas les représentations construites par le groupe de la nécessité d'une dissidence, ils n'en maintiennent pas moins des solidarités avec ce groupe tant que cela n'entre pas en contradiction avec l'engagement socialiste (même si la dissidence est évoquée régulièrement, elle ne constitue pas une réalité qui viendrait questionner leur engagement partisan). Les tendances constituent un continuum de positions que les militants investissent avec plus ou moins d'intensité (ce qui permet le « *surcodage* » des enjeux partisans nationaux par des enjeux locaux). Ainsi, être dans une tendance peut passer par le simple vote (soutien passif) ou la prise de parole publique en faveur des positions de cette tendance (soutien actif), mais aussi par l'animation de cette tendance, ou encore dans le cas du groupe Mélenchon à partir de 2005, par un double investissement dans les jeux partisans (Trait d'union) et la construction d'une entreprise politique en dehors de tout lien au PS (PRS). Le lien au groupe Mélenchon peut, sur ce continuum, fortement varier. Il en est ainsi de militants meurthe-et-mosellans qui s'éloignent du groupe Mélenchon lorsqu'ils constatent que l'engagement externe au PS est devenu prédominant. Cette prise de distance se fait progressivement et aboutit à des

¹ Bien qu'insistant sur les difficultés du militantisme socialiste, Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki relèvent ainsi que « *le malheur militant n'est d'un certain point de vue que l'envers du désir et de l'investissement* », constitutif d'un intérêt maintenu à militer. Cf. Lefebvre Rémi et Sawicki Frédéric, *La société des socialistes*, op. cit., p. 211-217 ; Pierre-Alexis Tchernovanoff préfère, quant à lui, insister sur le bonheur produit par le militantisme au PS. Cf. Tchernovanoff Pierre-Alexis, « Défaitistes mais présents : les militants du PS », in Orfali Birgitta (dir.), *La banalisation de l'extrémisme à la veille de la présidentielle*, op. cit., p. 37-46.

ajustements stratégiques : l'abandon des solidarités qui les liaient au groupe Mélenchon débouche sur le ralliement à une autre tendance. Mais ce choix va être conditionné à des objectifs différents. Il ne s'agit plus de participer à une tendance contestataire, mais à l'exécutif partisan. La prise de distance au groupe Mélenchon est-elle le produit d'un réajustement des objectifs (Trait d'union, par les positions radicales qu'elle incarne, ne permettant pas les compromis et la localisation des enjeux partisans, ce qui explique alors le choix d'une tendance plus centrale (Delanoë)), ou une réaction à ce que ces militants considèrent comme une atteinte à la primauté de l'engagement partisan ? Dans cette seconde hypothèse, la remise en cause partielle des anciennes solidarités aurait ouvert une période de recherche d'opportunités se concluant par le choix d'un investissement moins idéologique. Il est probable que ces deux logiques soient étroitement liées.

La composition sociologique très particulière du groupe Mélenchon en Meurthe-et-Moselle, qui fonde l'essentiel de son recrutement sur le contrôle de l'UNEF à Nancy, offre d'autres niveaux de lecture de ces oppositions entre militants de PRS « installés » au PS et pouvant y réaliser une trajectoire ascendante et militants de PRS adhérents au PS sans y être actifs (ou faiblement). Ces derniers sont par ailleurs plus jeunes, nombre d'entre eux étant encore étudiants et ont participé au mouvement anti-CPE de 2006. Les élections municipales à Pont-à-Mousson en 2008 reviennent régulièrement pour expliquer cette division du groupe Mélenchon. Julien Vaillant, qui a longtemps été le principal animateur du groupe Mélenchon dans ce département, y mène une liste socialiste intégrant un militant connu comme ancien opposant au « blocage » de l'université lors du mouvement contre le CPE et comme militant actif du MoDem (alors que le groupe Mélenchon fait du rejet de l'alliance avec ce parti un trait identitaire). Les uns y voient une concession liée à des considérations tactiques locales tandis que le second groupe voit dans cet épisode, une « trahison » du fait, non de l'intégration d'un militant du MoDem, mais d'un « antiblocage ».

Même si les choix des militants qui restent au PS ont des explications distinctes, il n'en reste pas moins que le jeu et les enjeux partisans constituent la grammaire par laquelle ils se représentent leur engagement : ils sont, de ce fait, peu sensibles aux transformations qui affectent les représentations du groupe Mélenchon de l'engagement socialiste entre 2005 et 2008. En d'autres termes, ils maintiennent la primauté de l'engagement partisan et restent à l'écart des transformations qui affectent les modalités d'engagement et les représentations militantes du groupe Mélenchon. Ce sont également les militants les plus attachés, par les positions qu'ils occupent, au parti¹.

Par ailleurs, leurs positions leur font privilégier la compétition intra-partisane pour laquelle ils sont mieux « armés » (en disposant de davantage de ressources mobilisables : incorporation des dispositions militantes et des pratiques légitimes, responsabilité partisane et électorale, etc.) et dans

¹ Sur ce phénomène, cf. Bargel Lucie, « S'attacher à la politique », *art. cit.*

laquelle ils peuvent prétendre accroître leurs positions. Dans une lettre ouverte, Marianne Louis explique son choix de rester au PS :

« La seule question qui me guide c'est « le parti socialiste, celui que je connais vraiment, les hommes et les femmes qui y sont engagés avec moi, partagent-ils cette volonté ? » Je le crois. [...] Le parti socialiste peut être un outil puissant pour l'avenir. A 36 ans j'ai la conviction qu'il sera ce que nous en ferons. [...] Tu l'auras compris, je ne me résigne pas, j'ai le cœur à gauche, je veux que [le] parti socialiste continue de porter ma révolte et mes espérances »¹

Le maintien de la croyance en l'utilité de participer au jeu partisan, l'analyse de la configuration partisane comme plus ouverte – elle pointe, dans cette même lettre, « *l'explosion du traditionnel « bloc majoritaire », [...] l'usure des « baronnies », les résultats inattendus d'hier soir, sont les signes que le parti socialiste n'est pas figé. Il peut muter* » – constituent des explications officielles du maintien de l'engagement. Au-delà, la position occupée dans l'espace partisan affecte directement la perception du jeu comme ouvert ou fermé, sans cependant constituer la seule variable explicative : le maintien au PS s'explique également par les possibilités d'y poursuivre une trajectoire ascendante. Ainsi, après avoir été secrétaire fédérale de l'Essonne, Marianne Louis intègre le secrétariat national du PS lors du congrès socialiste de 2008, puis est élue conseillère régionale d'Ile-de-France en 2010. La dissidence apparaît excessivement coûteuse et comme une aventure risquée, alors que la participation au jeu partisan permet le maintien ou le renforcement des positions occupées. Dès lors, la dissidence est inenvisageable en ce que l'engagement socialiste produit encore des rétributions symboliques et matérielles à même de maintenir la croyance en l'utilité de jouer le jeu et de s'y investir. Il est alors bien souvent moins coûteux, même si cela implique des ruptures personnelles², de rompre avec le groupe Mélenchon (dont les transformations de l'engagement ont probablement provoqué une première prise de distance) qu'avec le PS.

Le maintien au PS de Jérôme Guedj constitue une autre illustration de ces dissidences impossibles. Issu d'une famille militante et socialiste comportant plusieurs élus locaux en Essonne, il s'engage à partir de 1986 dans le mouvement de contestation de la loi Devaquet et dans l'antiracisme (il sera adhérent de SOS Racisme de 1986 à 1988). Etudiant à l'IEP de Paris à partir de 1989, il adhère au PS en 1993 et milite à la GS. Pendant un an, il sera assistant parlementaire de Jean-Luc Mélenchon avant d'entrer à l'ENA. Il intègre ensuite l'inspection générale des affaires sociales. Suppléant de François Lamy, il devient député (2012-2014) lorsque ce dernier intègre le gouvernement de Jean-Marc Ayrault. Jérôme Guedj conquiert son premier mandat local en 1998 en

¹ Louis Marianne, *Lettre à mes camarades*, 7 novembre 2008.

² Plusieurs articles de presse évoquent la rupture totale des relations, à la fois politiques et amicales, entre Jean-Luc Mélenchon et Jérôme Guedj, ceux-ci partageant un même lieu de vie (Massy), étant en relations permanentes, et partageant même, selon Jérôme Guedj, des vacances. Cf. *Le Parisien*, 14 décembre 2010, « Jérôme Guedj, le « presque président » ; *Libération*, 16 mars 2011, « Mélenchon revancharde dans son fief de Massy » ; *L'Express*, 21 juin 2012, « Mélenchon et Guedj, toujours en froid » ; *Le Parisien*, 13 novembre 2012, « Guedj et Mélenchon, l'impossible réconciliation ».

devenant conseiller général du canton de Massy-Ouest, tandis que Jean-Luc Mélenchon est élu dans le canton de Massy-Est. Ces deux cantons permettent au PS d'obtenir une majorité au Conseil général de l'Essonne dont il devient vice-président aux affaires sociales avant de prendre la présidence du groupe socialiste. Réélu conseiller général en 2004, il se présente (en 2008) une première fois contre le président socialiste sortant (Michel Berson) lors d'une désignation interne au PS pour la présidence de l'assemblée départementale. Il obtient finalement la présidence du conseil général en 2011. Il milite, au sein du PS, dans les tendances successives de Jean-Luc Mélenchon (GS, Nouveau monde, Trait d'union) qu'il refuse de suivre dans la dissidence : « *La fin de l'année 2008 est chaotique : en plein congrès du Parti Socialiste, Jean-Luc Mélenchon aux côtés duquel je militais depuis 18 ans, claque la porte du Parti Socialiste et fonde le Parti de Gauche. Je ne suis d'accord ni sur la méthode ni sur la stratégie qu'il adopte. Nos chemins (et plus encore...) se séparent en décembre 2008* »¹. Fils d'un militant socialiste actif, doté d'un fort capital scolaire et universitaire, il accède rapidement à d'importantes responsabilités partisans et électives (il devient assistant parlementaire la même année que son adhésion au PS, conseiller général à 26 ans). Cette trajectoire ascendante se fonde sur une accumulation de ressources permettant le développement d'un « *capital politique personnel* »² dont la préservation et l'accroissement doit davantage au maintien de la relation partisane qu'à la fidélité à une tendance, fut-elle celle dans laquelle (et au moyen de laquelle) il a effectué cette trajectoire politique et élective. La participation à une dissidence frappe d'incertitude la possibilité de poursuivre cette trajectoire. Dès lors, la défection est tout simplement impossible ou très improbable. A cela s'ajoute le coût social d'une dissidence en ce que « *renoncer au militantisme au PS serait abandonner tout un ensemble de relations sociales* »³.

La définition d'une tendance adoptée précédemment permet d'appréhender ces sous-entreprises partisans comme un ensemble de positions organisées, détenues par des militants plus ou moins contrôlés (ou dépendants) de la tendance. Les tendances articulent ainsi des ressources collectives et des ressources individualisées de ceux qui s'y reconnaissent⁴. La position du membre d'une tendance est donc définie par sa dualité : par la position qu'il occupe dans l'espace partisan et dans la tendance, et plus encore par l'articulation entre ces positions partisans et les différentes ressources mobilisables et contraintes qui pèsent sur les rôles attachés à ces positions. La perception du jeu partisan comme ouvert ou fermé sera ainsi largement fonction de la position occupée. Par exemple,

¹ Extrait du blog de Jérôme Guedj, http://blog.jeromeguedj.fr/?page_id=151.

² Michel Offerlé souligne ainsi que « *les ressources d'un professionnel reposent avant tout sur un ensemble de positions accumulées durant une carrière.* ». Cf. Offerlé Michel, « Partis et configurations partisans », *op. cit.*, p. 455-456.

³ Lefebvre Rémi, « Militer au parti socialiste pour le transformer », *op. cit.*, p. 235.

⁴ On applique ici le constat de Michel Offerlé sur les partis : « *Un parti, c'est en premier lieu la rencontre entre des ressources collectives capitalisées et objectivées dans un corps collectif et des agents sociaux intéressés à y participer et porteurs de ressources personnelles* ». Cf. Offerlé Michel, *op. cit.*, p. 455.

ce n'est pas tant le fait d'occuper des positions partisans et électives importantes qui rend difficile la dissidence (sinon, la défection de Jean-Luc Mélenchon ou Marc Dolez apparaîtrait comme improbable et illogique), mais les opportunités de voir ses positions s'accroître qui vont venir renforcer la croyance dans l'utilité de jouer le jeu. L'engagement dans une tendance est pris pour ce qu'elle est : une modalité possible de l'engagement partisan, ou encore un investissement dérivé de l'engagement partisan. La dissidence apparaît alors non seulement trop coûteuse, mais comme inenvisageable car remettant en cause l'engagement sans proposer d'alternatives suffisantes.

*

* *

Dans un gymnase reconverti pour l'occasion en salle de meeting, le PG est officiellement fondé le 29 novembre 2008. La salle est bien remplie, et le dynamisme, sur scène comme dans les travées, de rigueur. Les interventions, très courtes (la plupart ne dépassent pas les quelques minutes), se succèdent rapidement sous la direction de François Delapierre, véritable chef d'orchestre de cette mise en scène du parti. Tout en distribuant la parole aux différents orateurs, il leur attribue un rôle par la présentation succincte qu'il effectue des propriétés sociales et politiques qui justifient leur présence à la tribune. En ce sens, le rôle attribué à chaque intervenant donne à voir les dispositions militantes dans leur inscription sociale : ce n'est que parce qu'elles sont jugées et construites comme légitimes qu'elles sont utilisées dans le dispositif symbolique que constitue le meeting. Celui-ci participe de la construction de l'identité partisane afin que le parti fasse sens. Ce meeting constitue un véritable « rite d'institution »¹ par le caractère performatif des discours, du dispositif et des propriétés sociales des acteurs mis en valeur, visant à faire exister ce parti que les fondateurs veulent « creuser » de toutes les sensibilités de gauche. Les intervenants sont ainsi nombreux puisque pas moins de vingt personnes se succèdent à la tribune, ce qui n'est pas sans rappeler les tribunes des collectifs du non lors de la campagne référendaire de 2005. La composition de cette tribune reflète les intérêts des organisateurs, l'asymétrie des groupes fondateurs et l'identité dont ils veulent doter cette « nouvelle » entreprise partisane. Ils veulent ce parti féministe, les intervenants font vivre cet objectif en acte : la parité est quasiment respectée. Le PG est un parti « internationaliste » : son meeting de fondation accueille ainsi des représentants de partis de gauche radicale en dynamique dans leurs pays (ambassadrice de Bolivie lisant un message d'Evo Morales, Oskar Lafontaine pour *Die Linke*). La chronologie des prises de parole alterne savamment les ex-socialistes et les militants ayant eu des trajectoires partisans différentes, tout comme les thèmes abordés. La dimension « ex-

¹ Bourdieu Pierre, « Les rites comme actes d'institution », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, 43, 1982, p. 58-63.

socialiste » de ce parti est atténuée par l'effacement de l'engagement socialiste de certains intervenants. Ainsi, sur les douze anciens militants socialistes qui interviennent lors de ce meeting, seul sept (issus de quatre tendances différentes) sont présentés par leur ancienne appartenance politique. En revanche, alors que le PG est formellement issu de la transformation organisationnelle de PRS¹ qui lui fournit d'ailleurs la majorité de ses cadres dirigeants depuis 2008 et huit des vingt orateurs lors de ce meeting, l'engagement préalable à PRS disparaît au profit d'autres dispositions sociales et politiques, ou, lorsque les principales dispositions mobilisables comme ressource de légitimation de leur présence à la tribune sont liées à PRS, au profit de présentations des plus vagues et/ou sans lien direct avec le politique (« responsable internationaliste », jeunesse, fonction électorale ou professionnelle, engagement écologiste). Plus encore que l'effacement de la dimension organisationnelle de PRS, c'est l'effacement de PRS comme espace de sociabilités préexistant à la construction du PG qui constitue un élément important². La mise en scène du « parti-creuset » suppose ainsi d'atténuer la domination numérique du groupe issu de PRS et nécessite une vision atomistique et quasi-individuelle des engagements dans la fondation du PG (alors que la mise en place de cette nouvelle entreprise partisane n'est pas détachable des transformations affectant les manières d'appréhender le monde social et l'engagement partisan d'une équipe militante engagée initialement dans les luttes intra-partisanes dans leur parti d'origine). Le PG se présente alors comme un rassemblement d'individus liés non en vertu des solidarités qui lui préexistent, mais d'un nouveau projet politique. De même, et même s'ils n'interviennent pas, par leur seule présence, les représentants d'autres partis politiques participent de la légitimation de la nouvelle entreprise partisane en ce que leur présence vaut reconnaissance de l'existence du PG (ce qui explique leur citation à la tribune, tout autant que les applaudissements consécutifs à ces annonces).

La mise en scène de la matérialité de l'entreprise partisane ne se limite pas à la scène en ce que le public (ou plutôt les publics) y participent activement et ne se réduisent pas à l'écoute passive (et à la discussion informelle dans les travées autour des enjeux posés sur scène). Loin des cloches de Bâle qui s'arrêtent pour écouter les orateurs du congrès socialiste que dépeint l'écrivain communiste Louis Aragon³, les participants sont tout autant acteurs que supports/vecteurs de cette mise en forme du parti. Nombreux sont ceux qui attendent plus ou moins patiemment leur tour pour *prendre parti* immédiatement. D'autres font provision des premiers documents de propagande édités par le PG (tracts, affiches, autocollants, formulaire d'adhésion, etc.). On vient ainsi à ce meeting autant

¹ *Journal officiel*, 27 décembre 2008.

² La démarche peut ainsi se rapprocher fortement de la stratégie de la LCR dans le processus de construction du NPA. Il s'agit ici de « gommer » les appartenances anciennes pour faire apparaître la nouveauté de l'entreprise partisane, mais aussi et surtout les interactions sociales qui en constituent le fondement, alors même que les anciennes solidarités se perpétuent.

³ Aragon Louis, *Les cloches de Bâle*, Editions Gallimard, Paris, 1972, p. 430.

pour écouter que pour s'organiser. En cela, le meeting ne vise pas seulement à convaincre, mais à transformer un agrégat d'individus signataires d'une pétition de soutien en ligne, en une entreprise politique collective. Les drapeaux rouges frappés du sigle du PG trouvent de nombreux preneurs et, rapidement, la fosse et les gradins s'en remplissent avant de s'agiter lors de chaque salve d'applaudissement ponctuant les discours des orateurs. Les vêtements se font porteurs d'identité politique : les participants s'arrachent les chèches rouges que les organisateurs ont mis en vente. Bientôt cette écharpe échappe à la volonté de ceux qui en ont décidé la vente pour devenir le symbole du parti et un signe de ralliement qu'arborent de nombreux militants lors des événements partisans ou des campagnes du FG. Ce faisant, par ces activités multiples dans le meeting et la communion autour des mêmes discours et d'un projet politique, par les symboles qui se donnent à voir sur les différents produits de marketing partisan, le parti s'homogénéise sur scène en se donnant un projet et dans les rangs du meeting.

La dissidence passe ainsi par l'invention d'un récit des origines qui suppose ici une forme d'amnésie collective de ce qui a rendu possible la dissidence, tant sur un plan organisationnel (une structure politique dont l'existence préalable facilite le fonctionnement immédiat de la nouvelle entreprise partisane) que sur un plan social (des solidarités militantes préalables et anciennes) et une mise en sens des trajectoires individuelles ou collectives qui convergent dans la dissidence et la fondation d'un nouveau parti. Cette construction symbolique ne rend que plus nécessaire le détour par la genèse de cette entreprise partisane pour prendre de la distance quant à l'illusion de la nouveauté. Cela permet d'insister tout à la fois sur le travail de construction sociale et symbolique de la dissidence par le groupe Mélenchon, et sur l'incertitude qui grève la prise de décision. Il est alors possible de soutenir que la dissidence a été longuement préparée et qu'elle constitue une décision conjoncturelle ; qu'elle correspond à un ensemble d'ajustements d'un groupe à sa marginalisation dans la compétition intra-partisane et aux transformations qui affectent l'espace de la gauche radicale. Ainsi, si la dissidence est nécessairement en rupture avec un engagement initial, il s'agit tout autant d'un lent et incertain processus de transformation de ses modalités d'investissement dans la compétition politique, de redéfinition identitaire (tant individuelle que collective) et de reconversion, plus ou moins directe, du capital politique et militant des acteurs participant à la dissidence.

Conclusion de la première partie

Le choix de s'inscrire dans une coalition limitée et expérimentale pour les élections européennes de 2009 correspond aux représentations, aux intérêts et à la position occupée dans le champ politique par le PCF. Une coalition de gauche radicale, lors d'une élection où le PCF n'a jamais réalisé d'alliance avec le PS et dont le mode de scrutin (élection à la proportionnelle à un seul tour) n'encourage pas une telle alliance, permet de maximiser les chances de ce parti de voir ses élus sortants reconduits. D'une part, l'alliance peut permettre d'améliorer les résultats obtenus et de limiter le déclin électoral continu du PCF depuis 1979 aux élections européennes. D'autre part, elle peut contribuer à limiter la concurrence potentielle à la gauche du PS. A cela s'ajoute une dimension intra-partisane : l'instabilité des équilibres intra-partisans et l'attachement militant à l'identité communiste¹ sont autant de limites à la rénovation de l'offre politique du PCF. Enfin, le maintien des ressources électives nécessite de préserver la capacité d'alliance avec le PS. Ainsi, si une coalition de gauche radicale est une solution permettant à court terme de limiter l'affaiblissement électoral du PCF, son caractère expérimental permet sa réversibilité. Cette conception du FG traduit alors la position du PCF dans l'espace de la gauche radicale : parti dominant dans cet espace, il doit cependant en partie (mais une partie non négligeable) cette position à la dépendance qui le lie au parti dominant à gauche. Maintenir (ou faire revenir) le PCF dans la position d'un « parti qui compte » suppose une forte adaptabilité tactique.

L'entrée en coalition ne répond pas aux mêmes objectifs pour les fondateurs du PG. Le retour au PS du groupe Mélenchon après le référendum de 2005 les conduit à concevoir un important décalage entre le potentiel d'opportunités perçu lors de cette campagne, et la succession des défaites dans l'arène partisane, contribuant à rendre inacceptable une situation que la campagne du non n'a en rien modifiée ou créée. La lutte à laquelle ce groupe se livrait pour infléchir les orientations socialistes est déclarée vaine (les évolutions doctrinales du PS sont perçues comme inéluctables), et avec elle, c'est l'engagement socialiste qui est désormais vide de sens. Un tel cadre interprétatif ne produit plus d'incitation au maintien de l'engagement (rester pour transformer le parti), mais donne un sens à la défection individuelle ou collective. En d'autres termes, ce cadre interprétatif permet au groupe de *penser* la dissidence avant de *faire* dissidence. La dissidence n'est cependant rendue possible que par l'existence, d'abord théorique, puis réelle, d'une opportunité de reconversion collective moins coûteuse que le maintien et/ou la défection individuelle. Cette opportunité n'est pas la décision du PCF de proposer une coalition, ou plus exactement, l'opportunité qui crée la dissidence

¹ Olivier Dartigolles fournit un bon exemple de cette quadrature du cercle : « *Je le disais d'entrée, nos débats confirment l'attachement des communistes à leur parti, le PCF. Quoi de plus normal. Cet attachement concerne l'ensemble des communistes. Et il s'accompagne d'un refus de tout immobilisme.* ». Cf. *Communistes*, n°289, 12 décembre 2007, Assemblée générale extraordinaire des 8 et 9 décembre 2007, rapport d'Olivier Dartigolles.

n'est pas constituée par cette résolution mais par l'interprétation que peut en faire le groupe Mélenchon, en fonction de ses propres représentations et intérêts. En d'autres termes, ce n'est pas parce que le PCF a fait cette proposition que le FG existe, mais parce que cette résolution était suffisamment vague et susceptible de lectures diverses voire antagonistes pour que des acteurs différents y trouvent un support de leurs propres représentations et intérêts. Le groupe Mélenchon ne fait ainsi pas dissidence pour intégrer une coalition non pérenne permettant au PCF de maintenir ses élus européens, mais parce que dans les représentations produites *par et pour* PRS, une telle coalition, initialement non pérenne, peut devenir un cadre permanent. Cette traduction de la proposition communiste ne s'appuie pas sur les déclarations des dirigeants communistes, mais sur la transposition, pour rendre intelligible cette résolution, d'un autre scénario bien connu et étudié dans le détail par les dirigeants de PRS : *Die Linke*. En effet, l'*exit* n'est rendu possible que par l'incertitude raisonnable quant aux chances de maintenir la coalition après l'échéance européenne de juin 2009. Enfin, ce scénario « à l'allemande » est le plus conforme à la position occupée par PRS, composé en majorité d'ex-militants socialistes dont la défection obère toute possibilité de retour au PS (contrairement au PCF qui peut effectuer un retour à un dispositif plus classique d'alliance). Par ailleurs, la dissidence conduit le groupe Mélenchon à quitter une position minoritaire et marginale dans un parti qui ne l'est pas, et ne peut constituer une alternative crédible au maintien dans le jeu partisan qu'à la condition de ne pas se retrouver entièrement dominé dans la coalition d'accueil par un parti bien plus faible politiquement que le parti d'origine. En des termes peu rigoureux mais clairs, pourquoi faire dissidence s'il s'agit d'échanger une position faible dans un parti fort, pour une position faible dans une coalition faible ? Le scénario que représente *Die Linke* permet de lever ce coût symbolique de la dissidence en permettant, réellement ou non, aux dissidents socialistes d'occuper une position symbolique centrale¹.

En s'intéressant aux conditions d'entrée en coalition des deux principales organisations qui fondent le FG, nous souhaitons déconstruire la présentation qu'en offrent les acteurs en resituant cette coalition dans les linéaments et hésitations tactiques des principaux protagonistes. En effet, bien que fondée – et exprimant – la diffusion et la normativité de la thématique unitaire, la mise en place, puis la pérennisation d'une coalition de gauche radicale, ne peut se réduire à un effet mécanique de la diffusion d'un cadre interprétatif². Ce dernier permet une mise en cohérence des

¹ Ce qui ne suppose en rien l'obtention d'une position dominante (qui est occupée sans ambiguïté par le PCF), mais plutôt l'obtention d'une visibilité importante et une sorte de veto symbolique. Avec la pérennisation de la coalition, le départ du PG de celle-ci aurait ainsi autant d'impact que celle du PCF, contrairement aux autres partis de la coalition qui ne disposent pas de cette force perturbatrice.

² Ainsi, si une mobilisation multisectorielle, et plus encore, l'interprétation militante (victorieuse, dynamique et populaire) qui en est faite, a facilité la diffusion de la thématique de l'unité de la gauche radicale en l'associant à la croyance en son efficacité électorale (et donc, en sa nécessité), les effets de cette mobilisation et de cette thématique sont loin d'être univoques.

motivations à l'alliance. En ce sens, la thématique unitaire contraint (relativement) les comportements (et révèle en cela l'activisme de véritables entrepreneurs de rénovation produisant et imposant un scénario de transformation de l'offre politique de la gauche radicale passant nécessairement par son unification électorale¹) et constitue progressivement – et du fait de sa généralisation progressive et de la croyance en son utilité – une ressource symbolique dans l'action, tant pour justifier des orientations stratégiques d'une coalition d'acteurs, que pour disqualifier leurs concurrents de gauche radicale. La mise en cohérence des raisons de participer à la coalition par la thématique unitaire, le cadre interprétatif et les croyances et représentations qui y sont associées, tend à effacer une autre dimension de la coalition : la (recherche de la) satisfaction des intérêts politiques des acteurs coalisés, ce qu'un retour sur la genèse des processus par lesquels l'entrée en coalition devient un scénario crédible avant de s'imposer comme solution aux difficultés spécifiques de chacun des parties prenantes.

Les entreprises partisans en compétition sur un segment – caractérisé par la force des logiques centrifuges qui y opposent les acteurs – restreint du champ politique cherchent à s'ajuster en permanence à l'évolution continue de la configuration qu'elles forment avec leurs concurrents directs. Il en découle une succession de micro-décisions effectuées dans un contexte rendu incertain par les dynamiques concurrentielles de recomposition/rénovation de la gauche radicale, et résultant d'une combinaison changeante de différentes variables. La mise en place d'une coalition apparaît alors comme le produit de la convergence partielle et fluctuante des bricolages auxquels les acteurs se livrent pour adopter une orientation politique et stratégique et l'adapter en permanence à l'évolution de l'état du jeu. La genèse plurielle du FG affecte très largement son développement ultérieur. L'incertitude (liée à l'instabilité de l'espace de la gauche radicale et à la faiblesse des opportunités) au fondement même des hésitations tactiques des fondateurs du FG se retrouve dans la forme organisationnelle de la coalition qui est certes pérenne, mais peu institutionnalisée et largement expérimentale au sens où les acteurs coalisés (et plus particulièrement, le PCF) limitent fortement le développement de dispositifs contraignant et/ou intégrateurs. L'entrée en coalition ne conduit ainsi pas à une réorientation complète des dispositifs d'alliance communistes : le FG constitue la modalité principale par laquelle les communistes participent aux échéances électorales sans que ne disparaissent (ni même que les deux modalités soient considérées comme antagoniques)

¹ Autour de l'axiome simple, mais particulièrement efficace en ce qu'il permet une mobilisation autour de références positives communes, que constitue l'idée selon laquelle l'unité est la condition préalable à la réussite de la gauche radicale. Cette hypothèse, structurante dans les débats animant la gauche radicale dans la dernière décennie, ne doit cependant pas sa force à sa véracité (dont il n'est pas question ici) réelle ou supposée, mais à la mobilisation constante d'entrepreneurs politiques hétérogènes visant à imposer cette hypothèse comme commune à l'ensemble des acteurs de la gauche radicale et ainsi, faire d'un cadre interprétatif une règle structurante d'un espace politique, contraignant les comportements individuels et collectif, et exposant ceux qui s'y refusent au stigmate du « diviseur ».

les alliances PS-PCF plus traditionnelles. Le pragmatisme électoral (au sens d'une adaptation du dispositif d'alliance le plus à même de préserver et/ou de renforcer la position occupée par le PCF en fonction des spécificités de chaque scrutin et de chaque configuration locale) constitue l'un des deux invariants (avec la quasi-disparition des dispositifs électoraux où les communistes se présentent seuls) de la stratégie communiste depuis les quinze dernières années. La préférence accordée aux dispositifs de type FG illustre bien une tendance à l'autonomisation du PCF et au rejet des stratégies d'alliance avec le PS, sans que cette préférence ne devienne exclusive. Par ailleurs, la forte conflictualité au sein de la coalition et les divergences d'intérêts et de conceptions de ce que devrait être le FG, conduit d'autres acteurs coalisés à adopter une conception expérimentale et peu contraignante de la coalition, tout au moins, lorsqu'ils disposent des ressources suffisantes pour agir en dehors du cadre coalitionnel. Les diverses et souvent infructueuses recherches de rapprochement avec les écologistes d'EELV effectuées par les cadres du PG illustrent ces tentatives et témoignent de la volonté des principaux acteurs du FG, de ne pas « s'enfermer » dans une forme organisationnelle unique et contraignante. La faible institutionnalisation de la coalition se donne également à voir au prisme de la variation de l'activité militante. Le FG peut ainsi présenter, de manière schématique, trois configurations relationnelles temporellement distinctes. Lors des campagnes électorales, en particulier lorsque celles-ci apparaissent aux cadres et militants comme dynamisantes, la coalition est le cadre d'une activité militante réelle (reposant non sur l'imbrication des équipes militantes, mais sur leur mise en concurrence) et de relations inter-partisanes régulières si ce n'est intense aux différents échelons où se mènent les campagnes électorales. Les appartenances partisanes, loin de disparaître, sont réaffirmées, mais l'expression publique des divergences est réduite (du fait d'un intérêt commun à la réussite de la campagne, mais aussi au fait que les acteurs coalisés partagent une même croyance en l'utilité de jouer le jeu électoral, ce qui les conduit à se prendre au jeu d'une campagne, etc.). Une deuxième configuration est également caractérisée par l'intensité relationnelle au sein de la coalition, mais celle-ci est davantage limitée aux cadres partisans : les négociations des dispositifs électoraux de la coalition et de la place que chacun entend y occuper. Cette seconde configuration est, à l'inverse, marquée par sa conflictualité et l'expression la plus directe des intérêts partisanes, et se prête parfaitement aux logiques de dramatisation et d'accentuation des divergences. Enfin, à l'exception de ces deux configurations limitées et de quelques grands événements (meetings, manifestations, etc.), la coalition constitue un acteur de faible intensité (hormis les rares cas de comités locaux du FG actifs, l'activité se concentre pendant ces séquences, dans les partis du FG).

Le retour sur la genèse de cette coalition permet également la mise en exergue de la dimension incrémentale de la fondation puis de la pérennisation du FG. La succession des tentatives préalables d'unification de la gauche radicale constitue une forte incitation des acteurs à l'adoption d'un dispositif d'alliance faiblement contraignant. Cela amène à une intégration par tâtonnements

successifs et par confrontation aux coups joués par les associés-rivaux et aux difficultés pratiques d'une campagne électorale sous une même étiquette politique. Si les acteurs coalisés partagent une même marque politique et une même croyance en l'utilité et l'efficacité électorale de l'unité de la gauche radicale, ils n'ont pour autant pas tout à fait les mêmes raisons de *faire alliance*.

Enfin, l'analyse des processus par lesquels ces deux entreprises politiques (PCF et PRS) définissent et redéfinissent constamment leurs orientations partisans permet une rupture avec les récits que les acteurs produisent pour rationaliser et expliciter, souvent *a posteriori* (mais également dans l'action par le recours à de grands principes), leurs actions alors que celles-ci, comme les analyses (qui constituent des modèles d'anticipation de l'évolution probable du jeu) qui les sous-tendent, sont adoptées dans une configuration incertaine et fluide. De ce point de vue, la forte incertitude tactique mise en exergue par une analyse processuelle de la séquence préalable à l'entrée en coalition est toujours niée par les acteurs qui maintiennent avec une réelle constance, l'illusion du volontarisme. Plus encore, la comparaison de ces processus à l'origine du FG permet de repérer différentes variables¹ (sans avoir ici de prétention à l'exhaustivité) dont les nombreuses combinaisons affectent l'adoption des orientations stratégiques et influencent fortement les modalités concrètes de l'inscription d'une entreprise politique dans une coalition d'intérêts.

Tout d'abord, l'adoption des orientations stratégiques est fortement liée aux cadres interprétatifs mobilisés, c'est-à-dire l'ensemble des connaissances, croyances et représentations produites et articulées par les acteurs pour saisir le réel et y agir. La mémoire du jeu (qui varie considérablement en fonction des positions occupées par les acteurs qui investissent dans la production de ces schèmes de pensée, leurs expériences personnelles et leur subjectivité, mais aussi leurs intérêts et croyances propres), c'est-à-dire des coups effectués précédemment par l'ensemble des participants aux configurations dans lesquelles un acteur est partie prenante, fournit un stock d'expériences, de références, de symboles et de routines, etc. mobilisés (sous une forme intériorisée) par les acteurs en situation qui disposent ainsi de modèles d'anticipation des effets de leurs décisions et des réactions probables des autres acteurs d'un même espace social. Ces cadres interprétatifs

¹ Il faudrait y ajouter le poids du contexte politique et, plus encore, les modalités des différentes échéances électorales. Le fait que le FG soit fondé dans le cadre des élections européennes de 2009 tend à le démontrer. Plusieurs éléments y incitent ou facilitent l'alliance. Les élections européennes, placées quasiment à mi-mandat et se déroulant lors d'un scrutin proportionnel à un seul tour, sont plutôt favorables à des offres politiques d'opposition et contestataires, tandis que l'organisation du scrutin en grandes régions rend plus difficile l'accès à des mandats électifs pour les partis de gauche radicale (tout au moins, si ces partis se présentent seuls et en concurrence). La faiblesse des ressources électives mises en jeu lors de ces élections (le PCF est la seule organisation de gauche radicale française à avoir des élus européens dans la mandature précédente et ne dispose plus que de deux députés européens depuis 2004) et l'absence de pratiques antérieures d'alliance avec le PS (depuis 1979, le PCF n'a jamais réalisé d'alliance avec le PS dans le cadre des élections européennes) facilitent l'inscription dans une coalition (négociation plus ouverte avec les partenaires potentiels). Enfin, la croyance en la nécessité et en l'efficacité électorale de l'unité est d'autant plus forte que ces élections (de par leur objet) permettent de réactiver le souvenir du 29 mai.

conditionnent également, pour les acteurs, la capacité à effectuer une double lecture des prises de positions des uns et des autres en les interprétant à l'aune des coups précédemment effectués. La dépendance aux choix effectués précédemment pour s'inspirer d'une notion de politiques publiques, est une deuxième variable explicative des orientations stratégiques adoptées. Le pragmatisme électoral du PCF dans la séquence 2002-2015 en constitue une illustration idéal-typique en ce que ce pragmatisme tient à la nécessité de préserver des ressources électives qui tendent à être de plus en plus liées, non au maintien d'un réseau d'élus communistes bien implantés (même si cet élément continue à freiner l'affaiblissement électoral du PCF), mais à un système d'alliance particulier. En d'autres termes, préserver les ressources électives du PCF ne passe pas, ou pas seulement, par l'obtention de bons résultats dans les derniers bastions communistes, mais par le maintien de la capacité d'alliance du PCF avec le PS, en particulier au niveau local. L'état des relations intra-partisanes est une troisième variable influençant l'adoption des orientations stratégiques. La sévérité de la défaite de Marie-George Buffet lors de l'élection présidentielle de 2007 facilite l'expression des résistances intra-partisanes et contraint l'équipe dirigeante à anticiper les diverses résistances internes comme en témoigne la présentation effectuée en CN de la coalition comme limitée à une élection (et donc, « réversible »), avantageuse pour le PCF (notamment via la clause de reconduction des élus sortants et la mainmise sur la composition des listes) et l'affirmation d'un mythe volontariste (la coalition comme résultat de la seule initiative/volonté communiste). Cette question des équilibres intra-partisans se retrouve également, même si elle s'exprime différemment, pour le groupe Mélenchon. D'une part, la dissidence a acquis le statut de scénario souhaitable et espéré pour nombre de militants et de cadres de PRS. D'autre part, au sein du PS, la marginalité du groupe Mélenchon, combinée à une perte de sens de l'engagement, tend à déplacer la logique de *loyalty* du parti vers la tendance puis PRS. Enfin, une quatrième variable est constituée par la structure des ressources mobilisables – ou de la force au jeu relative des acteurs – dans la mise en place d'une orientation stratégique déterminée (ce qui inclut également les nouvelles ressources escomptées par l'adoption de telle ou telle orientation). Par ailleurs, l'entrée en coalition du groupe Mélenchon abaisse indéniablement le coût de la dissidence. Dans une combinatoire changeante, ces différentes variables se retrouvent, à des degrés divers, dans les processus d'adoption des orientations stratégiques des deux entreprises politiques qui sont l'objet de cette première partie. Elles influencent fortement la perception, dans ces collectifs partisanes, du jeu comme ouvert ou fermé, c'est-à-dire comme offrant un éventail plus ou moins large d'opportunités stratégiques et de contraintes venant restreindre les coups potentiellement joués.

Partie 2.

Faire société

La gauche radicale et ses partisans

Introduction

La genèse des partis et des choix stratégiques qu'ils opèrent constitue une première explication de la fragmentation de la gauche radicale, de sa structuration autour de relations complexes de concurrences et de coopérations et de la concurrence entre différentes offres de reconfigurations. En cela, les différentes stratégies proposées constituent des incarnations de la thématique unitaire propres à chaque segment de la gauche radicale. Pour une majorité de militants du NPA, la thématique unitaire exprime la nécessité de rassembler les anticapitalistes ou les révolutionnaires (les potentiels alliés devant alors être reconnus comme étant suffisamment « anticapitalistes » ou « révolutionnaires »). Pour d'autres militants, elle exprime la nécessité d'un rassemblement identique à celui effectué lors de la campagne référendaire de 2005. Pour d'autres encore, l'unité ne peut s'entendre que dans la recherche de convergences avec le plus grand nombre d'organisations de gauche, y compris le PS. Ainsi, si la tension unitaire est décelable dans la détermination (et la justification) de nombreuses stratégies partisanses, elle ne fait cependant pas référence à la même réalité. En effet, la perception des frontières de la gauche radicale n'est pas figée, mais dépendante des positions occupées par les acteurs, variable en fonction des rapports de force entre les organisations, et constitutive d'un enjeu spécifique (peut-être le plus intense) à cet espace. Les différentes offres de reconfigurations renvoient à ces différences de position (elles-mêmes produites par la genèse historique des choix partisans) et aux enjeux relatifs à la définition partisane de l'espace de la gauche radicale. Schématiquement, le projet de création du NPA renvoie à une définition idéologique de la gauche radicale qui se caractérise alors par l'anticapitalisme et par le choix du volet « révolutionnaire » de l'opposition classique entre tenants de la réforme et tenants de la révolution, tandis que le projet du FG repose sur une conception davantage pragmatique et politique visant à rassembler les organisations existantes autour d'une marque politique unifiée. Ainsi, la fondation du NPA répond à la perception d'une fenêtre d'opportunités (maintien du score obtenu en 2002 ; effondrement électoral des concurrents directs de la LCR) pour la LCR dans la configuration post-présidentielle de 2007. La perception d'une quasi-disparition des concurrents de la LCR couplée à la méfiance vis-à-vis des mécanismes électoraux a comme conséquence un fort désintérêt pour les alliances partisanses, celles-ci n'étant pas considérées comme pertinentes car essentiellement tournées vers la compétition électorale. La réorientation stratégique du PCF constitue un processus graduel et réversible visant à produire des opportunités stratégiques après une séquence 2005-2007 largement perçue comme contradictoire. La campagne référendaire, associée à un contexte de forte contestation sociale, renforce la perception d'une configuration plus favorable et ouverte pour le PCF. Les élections présidentielle et législatives de 2007 vont venir contredire cette analyse et contraindre la direction du PCF à ouvrir une (énième) séquence de débat

autour de son avenir. Dans cette configuration, les choix stratégiques du PCF sont prudents et incertains (logique de court terme), et font l'objet d'une (ré)évaluation constante. La construction du PG constitue une autre expression de la généralisation de cette norme unitaire dans la mesure où la forme actuelle de cette norme (coalition partisane) ne constituait pas jusqu'à une période récente, un enjeu dans les luttes internes à ce parti (si ce n'est pour revendiquer un approfondissement de ses structures), mais l'une des motivations de l'engagement.

De nombreux travaux ont montré les liens étroits existant entre la formulation d'une offre politique et la sociologie partisane : si l'offre politique contribue à produire une sociologie partisane spécifique, la sociologie des partis affecte également l'offre partisane. Florence Johsua a ainsi étudié les transformations sociologiques qui ont affecté la LCR en 2002 lors de la campagne présidentielle d'Olivier Besancenot¹ : plutôt masculins, jeunes et radicalisés, les nouveaux adhérents de la LCR après 2002 n'entretiennent qu'une relation distante aux références du trotskisme². Cela a pu contribuer à la transformation progressive de l'offre de militantisme de la LCR : le NPA constitue alors une réponse aux transformations sociologiques de la LCR. De même, Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki ont démontré les liens étroits entre les évolutions doctrinales du PS et la transformation de sa base sociologique³. Ainsi, la mise en place du mécanisme des primaires ouvertes pour la désignation du candidat socialiste à l'élection présidentielle de 2012 constitue une mise en pratique de cette rupture en termes de représentation du collectif partisan⁴. Dès lors, les différentes transformations affectant les offres partisans ont probablement affecté (et été affectées par) la sociologie des différents partis. Il s'agit alors d'appréhender les transformations affectant les partis de la gauche radicale en se focalisant non sur les trajectoires partisans et les orientations stratégiques, mais sur les variables sociologiques des individus agissant au nom du parti (et contribuant ainsi à faire exister le parti comme une réalité).

Dans cette optique, les militants occupent des positions différenciées dans l'espace partisan et disposent d'un intérêt pour les enjeux stratégiques particulièrement variable. Dès lors, il ne s'agit pas tant de déterminer les caractéristiques sociologiques des adhérents des différents partis étudiés, mais parmi ces adhérents, celles des acteurs les plus intéressés à la détermination des orientations stratégiques et politiques⁵ des partis car leur investissement dans les jeux et enjeux partisans

¹ Johsua Florence, « « Le parti doit changer de bases » : la LCR et le « nouveau parti » », *op. cit.*, p. 277-292.

² Joshua Florence, « Les conditions de (re)production de la LCR », *op. cit.*, p. 25-67.

³ Lefebvre Rémi et Sawicki Frédéric, *La société des socialistes*, *op. cit.*

⁴ Rémi Lefebvre montre le lien entre modification des processus décisionnels et sociologie partisane en se fondant, non sur le parti tel qu'il était, mais sur les représentations que le parti produisait sur lui-même. Cf. Lefebvre Rémi, *Les primaires socialistes*, *op. cit.*

⁵ Les congrès partisans ont généralement pour objet de désigner une nouvelle direction partisane et de déterminer les orientations politiques que cette direction mettra en place jusqu'au prochain congrès. La dimension stratégique est particulièrement présente lors du congrès du NPA de février 2011 et lors de la conférence nationale du PCF qui a pour objet l'élection présidentielle de 2012.

contribue à faire et défaire les stratégies partisans. Ce choix de réaliser une enquête quantitative comparative auprès des individus les plus intéressés aux orientations stratégiques conduit ainsi à ne pas chercher à obtenir un échantillon représentatif de l'ensemble des adhérents des partis étudiés, mais des militants les plus actifs. Par ailleurs, il ne s'agit pas de comparer les variables sociologiques de l'ensemble des partis, mais de ceux dont les orientations stratégiques ont le plus d'effet sur la structuration de l'espace de la gauche radicale (le choix s'est alors porté sur le PCF, le PG et le NPA). Dès lors, les biais qu'induit une enquête par questionnaire auprès des participants à un congrès partisan constituent ici un critère de sélection de l'échantillon plus fin que si nous avions choisi d'effectuer une telle enquête uniquement auprès des dirigeants locaux des partis. En effet, la population des congrès se distingue de la sociologie générale des partis par l'intérêt que les participants manifestent pour les jeux et enjeux partisans, tout en étant plus large que les seuls militants en situation de responsabilités partisans. Une telle enquête s'adresse ainsi à des militants détenant des positions intra-partisanes et, de ce fait, disposant de certaines ressources partisans, mais aussi à des militants qui, sans forcément occuper de positions intra-partisanes importantes, disposent de ressources suffisantes pour être désignés comme congressistes, et manifestant un intérêt marqué, tant dans les discussions locales (par la capacité à faire valoir sa volonté de participer au congrès et donc à être désigné) que nationales (par la participation au congrès et/ou à d'autres instances partisans). Dès lors, une enquête auprès des congressistes a le double avantage de cibler les militants les plus investis dans les jeux partisans, tout en ne s'attachant pas à une définition trop formelle de l'engagement (par la seule détention de positions intra-partisanes) en y préférant un critère subjectif : celui de l'intérêt aux jeux et enjeux partisans manifestés par l'investissement dans une arène partisane spécifique. La participation à un congrès nécessite en effet une bonne connaissance des mécanismes de désignation interne, une capacité à faire valoir et à légitimer sa candidature, ce qui suppose un investissement dans les réunions locales. Cet investissement a un coût, ne serait-ce qu'en termes de temps consacré à l'engagement partisan (réunions locales, mais aussi le temps de congrès qui implique un déplacement sur plusieurs jours, partiellement pendant la semaine, ce qui conduit les congressistes à faire prévaloir la sphère militante sur les activités professionnelles ou la sphère familiale, etc.), et, en fonction des partis, un coût également financier. Par leur participation à un tel événement partisan, les acteurs manifestent leur intérêt pour les jeux et enjeux partisans, ce qui permet alors de cibler une sous-population particulière par sa présence en un même lieu rendant, par ailleurs, la réalisation d'une telle enquête plus aisée, comme le font remarquer des sociologues des mouvements sociaux à propos des enquêtes par questionnaire lors de rassemblements altermondialistes qui « *offrent une concentration militante propice à l'objectivation statistique et à la comparaison des circuits d'accès à l'internationalisation militante, et, s'ils ne permettent pas de prétendre à une ethnographie au sens strict du terme (qui dépend des liens*

noués au long cours avec les militants étudiés), l'unité de lieu et de temps en fait des moments de cristallisation de sens et de représentation politique (dans tous les aspects du terme) particulièrement riches à observer. »¹

Le chapitre 6 vise à étudier les congrès comme des espaces de construction du collectif partisan, c'est-à-dire le façonnage par des acteurs en situation de direction dans l'espace partisan (par l'adoption de règles relatives à la désignation des délégués, par l'adoption d'un ordre du jour, par la maîtrise du processus décisionnel, etc.), du collectif qu'ils entendent représenter. Espace de production de l'unité partisane, le congrès conduit également à homogénéiser les représentations des acteurs qui y participent. Le chapitre 7 adopte une approche quantitative et comparative en exploitant les données recueillies lors de la passation des questionnaires portant sur les variables sociographiques et les données relatives au militantisme. Ce chapitre permet de repérer des logiques de recrutement tout à la fois similaires et profondément distinctes. Enfin, le chapitre 8 est consacré à des acteurs – ceux occupant un ou plusieurs mandats électoraux – dont la position constitue à la fois une ressource mobilisable par leur parti et une ressource de mise à distance de la fidélité au parti. Ce chapitre adopte une double approche quantitative et qualitative en s'attachant à l'étude des trajectoires électives et partisans d'individus occupant ou ayant occupé des mandats électoraux.

¹ Combes Hélène, Hmed Choukri, Mathieu Lilian, Siméant Johanna et Sommier Isabelle, « Observer les mobilisations. Retour sur les ficelles du métier de sociologue des mouvements sociaux », *in Politix*, 93 (1), 2011, p. 18.

Chapitre 6. La production sociale du collectif partisan

« *Un congrès national constitue un évènement fondamental dans la vie d'un parti politique* »¹, comme l'explique fort justement Mounia Bennani-Chraïbi. Cette dimension fondamentale des congrès se donne à voir dans l'objet de ces rassemblements militants qui visent classiquement à l'adoption des orientations politiques et tactiques d'un parti et au renouvellement des différentes instances de direction. En cela, un congrès est un « *rite de légitimation essentiel* »² à une entreprise partisane, et plus encore à son équipe dirigeante qui est ainsi parée, à l'issue d'un congrès, d'une forme de légitimité démocratique. Mais un congrès est également un espace de concurrence intrapartisane, une « *compétition théâtralisée* »³ pour reprendre l'expression de Carole Bachelot, ou une « *arène concurrentielle limitée* »⁴ selon Daniel Gaxie : si les luttes qui s'y déroulent peuvent être conflictuelles, elles n'en sont pas moins limitées par le cadre qui les organise et la nécessité de préserver la marque partisane et les ressources qui y sont associées, et que les équipes militantes en concurrence aspirent à contrôler, en s'en faisant les porte-parole. En d'autres termes, si les congrès, comme d'autres instances partisanses, « *font exister le parti et son label* », ils permettent également aux différents acteurs qui s'y investissent « *d'activer périodiquement un système de surveillances réciproques, d'évaluations croisées, de jeux d'étiquette où l'institution se rappelle à ses membres sous le regard de tous* »⁵. Les congrès peuvent ainsi être appréhendés comme un dispositif de mise en scène de la réalité partisane, dispositif différemment investi par les acteurs qui y participent. De ce point de vue, la distinction entre scène, coulisse et public est trompeuse en ce que le congrès, dans son ensemble, constitue une vaste scène sur laquelle se joue la représentation toujours renouvelée de la réalité partisane et de ses multiples arènes plus ou moins compétitives. Ainsi, un congrès est un espace privilégié d'études de la fabrique du collectif partisan en ce qu'il donne à voir le travail d'homogénéisation des membres d'une entreprise partisane et les investissements variés dont elle fait l'objet⁶. L'homogénéisation d'un collectif partisan ne se réduit pas aux congrès, mais s'y exprime et s'y donne à voir dans toute son intensité.

Dans les trois partis étudiés (PG, NPA et PCF), et à l'exception des élus, essentiellement communistes, disposant d'un ou plusieurs mandats leur permettant de vivre de leur engagement

¹ Bennani-Chraïbi Mounia, « Quand négocier l'ouverture du terrain c'est déjà enquêter », *art. cit.*, p. 94.

² Dormagen Jean-Yves, « Au nom du nom », *art. cit.*, p. 84 ; Braud Philippe, *Sociologie politique, op. cit.*, p. 53.

³ Bachelot Carole, « La culture d'organisation au Parti socialiste », *op. cit.*, p. 153.

⁴ Gaxie Daniel, *La démocratie représentative, op. cit.*, p. 110.

⁵ Fretel Julien, *Militants catholiques en politique, op. cit.*, p. 31.

⁶ « *L'organisation « travaille » ses membres, mais ces derniers la « travaillent » en retour de leurs désirs de réalisation, de leurs enjeux existentiels, de leurs angoisses* ». Cf. Rizet Stéphanie, *La distinction militante, op. cit.*, p. 30.

politique, et des permanents, les participants à un congrès sont certes des militants actifs, voire très actifs, mais pratiquant la politique en amateurs¹. Dire cela permet de rappeler que la grande majorité des participants à ces congrès ne vivent pas de la politique² et doivent concilier, hormis les retraités, leur participation au congrès avec des impératifs professionnels et/ou scolaires/universitaires (dans le cas des lycéens et étudiants), ou avec d'autres formes d'engagements militants parfois intenses au regard de la forte multipositionnalité des participants. Prendre le temps pour se rendre et participer à un congrès qui dure plusieurs jours n'est pas anodin et suppose une forme d'engagement et d'intérêt au politique bien plus prégnante que dans la participation à un meeting, ou à des réunions des structures « de bases » d'une entreprise partisane. Dès lors, une première question se fait jour : Qu'est-ce qui motive les participants à « sacrifier » temporairement mais totalement (cet engagement total n'étant rendu possible que par la brièveté et la dimension close de cet investissement) d'autres sphères de vie au profit de la participation à un congrès ? *A priori*, participer à un tel événement partisan, revient à passer plusieurs jours dans un espace aussi grand que froid et anonyme comme peut l'être un centre des congrès chichement aménagé pour limiter les coûts d'organisation ; à assister (et pour certains à y prendre la parole) à d'innombrables (et parfois interminables) débats en assemblées plénières, commissions ou ruches ; à prendre part à des votes. Trouver un intérêt à ces activités, c'est déjà faire preuve d'une solide appétence pour le politique et le partisan et démontrer avec force l'intériorisation d'une *illusio* militante en ce que les jeux partisans apparaissent comme valant le coup d'être joués. Mais la participation à un congrès ne se résume pas à cette programmation politique qui laisse une large place au développement de sociabilités, certaines instaurées par les organisateurs (comme les repas festifs, fêtes ou concerts) et d'autres qui se développent dans les espaces intersticiels de la vie militante en congrès : les discussions politiques qui reprennent autour de l'étal d'une librairie militante ou d'une boisson à la buvette du congrès, mais aussi lors des trajets entre le lieu d'hébergement et lieu de congrès, ou encore aux abords immédiats des lieux du congrès, etc. Cette question des motivations à participer à un congrès gagne à être rapprochée d'une seconde : qu'est ce qui amène ces individus à s'engager politiquement ou, plus exactement, comment reconstruisent-ils les raisons de leur engagement ? Au final, ces deux

¹ En faisant nôtre et en appliquant à la gauche radicale la qualification du militantisme à ATTAC proposée par Claude Poliak. Cf. Poliak Claude, « Attac. Aux frontières du champ politique », *op. cit.*, p. 76-80.

² Cette seconde catégorie n'est pas sans poser problème, tout au moins pour le PCF. En effet, dans le cas du PG, les effectifs de cette catégorie sont très faibles puisqu'ils se résument à partir de 2012 à un permanent au siège national et aux (quelques) collaborateurs d'élus que ce parti peut obtenir, mais, au regard de la faiblesse des ressources électives du PG, ces militants sont très peu nombreux. De même, au NPA, les seuls permanents sont ceux de l'échelon national, à savoir les cinq militants occupant des postes de « demi-permanents » à la direction politique et les militants salariés à l'imprimerie du parti dont l'activité principale est l'édition des journaux du NPA. Le nombre de permanents partisans ou de collaborateurs d'élus est nettement plus important au PCF. Dès lors, s'il est parfaitement possible de conclure que les instances nationales, durables ou éphémères du PG et du NPA sont essentiellement composées de militants non professionnels, le constat est plus ambivalent et incertain pour le PCF qui dispose (encore) de solides ressources électives et financières.

interrogations n'en font qu'une : comment les militants vivent leur engagement et y trouvent des motivations au maintien alors même que cet investissement est souvent chronophage ? Poser et rapprocher ainsi ces deux questions, c'est déjà fournir une première forme de réponse reposant sur l'*illusio* militante et les rétributions de l'action produite dans l'activisme militant.

Bien que ce qui se passe sur scène (discours et affrontements plus ou moins euphémisés entre leaders partisans, etc.) participe de ce travail d'homogénéisation du collectif partisan¹, nous proposons, dans ce chapitre, une lecture en décalé des congrès en effectuant un rapprochement entre d'une part (section 1), les dispositifs spatiaux des congrès (en posant l'hypothèse que l'organisation et la division spatiale d'un congrès renvoient à différents niveaux de sens et d'usages militants de ces arènes) et sur ce que les dispositifs de sélection des congressistes impliquent quant à la composition de ces arènes militantes, et d'autre part, les motivations individuelles à l'engagement partisan des congressistes (section 2). Ce chapitre s'appuie principalement sur deux types de données. D'une part, les résultats obtenus lors de l'enquête quantitative qui a été menée auprès des participants au deuxième congrès du PG (novembre 2010, Le Mans), au premier congrès du NPA (février 2011, Montreuil) et à la conférence nationale du PCF (juin 2011, Montreuil). D'autre part, sur les observations directes menées dans le cadre de ces événements partisans².

Section 1. Les congrès comme arènes militantes. L'entrecroisement des logiques individuelles et collectives

Deux logiques s'articulent dans l'espace d'un congrès : une logique partisane visant à construire un collectif partisan correspondant aux représentations que le parti (sa direction) se donne ; une logique individuelle des acteurs qui recherchent, dans la participation à un congrès, un ensemble varié de rétributions de l'action militante (participation à la prise de décision, proximité aux leaders, possibilité d'accroissement des positions occupées, sociabilités militantes, etc.). La sociologie des congressistes est ainsi profondément affectée par ces deux logiques convergentes. Les congrès rassemblent ainsi les militants les plus investis, tant par leurs propriétés sociales (qui contribuent à faciliter ou contraindre la perception par les acteurs de leur propre (in)compétence politique) que

¹ Comme le remarque Julien Fretel : « *Pour une part, pour une part seulement – mais elle n'est pas négligeable –, ces pratiques de contrôle mutuel, ces rites et ces spectacles dramatisés réalisant l'homogénéisation du groupement* ». Cf. Fretel Julien, *Militants catholiques en politique*, op. cit., p. 31.

² Auxquels a été ajoutée l'observation des trois autres congrès du PG (2009, 2013 et 2015) qui a permis la mise en exergue de la production d'une « manière d'être » en congrès propre à ce parti reposant tout à la fois sur des éléments qui singularisent ce parti (place importante accordée au meeting de clôture) et sur de nombreux emprunts organisationnels à d'autres partis : la délocalisation des congrès en province est actuellement peu courante dans la gauche radicale (même si le PCF y a eu et y a encore parfois recours), mais un « classique » du PS duquel sont issus nombre de cadres du PG ; de même, le fonctionnement en « ruches » adopté en 2013 a été introduit au PCF lors du congrès de Martigues.

par l'intérêt au jeu qu'ils manifestent. Dès lors, l'étude des différentes variables sociographiques des militants rassemblés lors d'un congrès ne peut se faire qu'après avoir vérifié cette hypothèse d'une représentation d'un segment spécifique des populations partisans.

Dans *La société de cour*, Norbert Elias développe l'idée selon laquelle l'organisation d'une communauté sociale et les formes d'intégration sociale qu'elle constitue, même en l'absence de toute unité d'habitat, peut se lire par la dimension spatiale de ces relations sociales : « *Toutes les unités et formes d'intégration sociale ne sont pas en même temps des unités d'habitat et de résidence. Mais elles sont toutes reconnaissables à certains types d'organisation de l'espace. Elles sont toujours des unités d'humains ayant des rapports entre eux, liés les uns aux autres par un réseau d'interdépendances. S'il est vrai que le genre ou le type de ces rapports ne sauraient s'exprimer d'une manière essentielle et exhaustive par des catégories spatiales, ces dernières ont toujours aussi une signification précise. Car à toute « réunion » d'êtres humains répond une certaine organisation de l'espace leur permettant de se retrouver sinon dans leur totalité du moins par unités partielles. C'est pourquoi le reflet d'une unité sociale dans l'espace, le type de son organisation spatiale, représentent d'une manière concrète, au sens le plus strict du terme, ses particularités* »¹. Si nous avons fortement mobilisé l'analogie spatiale pour rendre compte des interactions entre partis de gauche radicale, il s'agit désormais de s'intéresser, en reprenant cette remarque de Norbert Elias, et dans une optique comparative, à l'espace physique des congrès des principaux partis de gauche radicale comme reflet du constant travail de production du collectif partisan.

En prenant appui sur les observations lors de plusieurs congrès, il s'agira d'effectuer une lecture sociologique de l'organisation spatiale et temporelle des congrès (A) s'extrayant des discours produits par l'institution partisane en congrès pour appréhender la diversité des rétributions potentielles qu'un militant peut trouver à la participation à un congrès, ainsi que la construction symbolique et sociale du collectif partisan par sa mise en scène. D'autre part, il s'agira de vérifier l'hypothèse avancée d'une sous-population caractérisée par son intérêt au jeu (B).

A. Mise en scène du collectif et production des rétributions du militantisme

La facilité avec laquelle nous avons obtenu de réaliser ces enquêtes, comme la possibilité d'être présent tout au long de ces congrès, informent quant à l'ouverture d'un parti comme l'explique Mounia Bennani-Chraïbi : « *Que la direction d'un parti autorise la diffusion et la collecte par des chercheurs de questionnaires standardisés pendant un congrès national revient à assumer de lâcher prise, à accepter de jouer le jeu incertain du dévoilement collectif* »². Pour le PG, une simple demande

¹ Elias Norbert, *La société de cour*, op. cit., p. 19.

² Bennani-Chraïbi Mounia, « Quand négociateur l'ouverture du terrain c'est déjà enquêter », art. cit., p. 99.

auprès de François Delapierre¹ a permis d'obtenir cet accord, tout comme au NPA : ayant effectué notre demande auprès d'Alain Krivine après la réalisation d'un entretien, nous avons obtenu immédiatement une réponse positive. Enfin, au PCF, la demande effectuée par courrier auprès du secrétaire national a reçu une réponse positive moins de deux semaines après son envoi. Par ailleurs, les débats se déroulant à huis clos sont désormais peu nombreux : au PG, bien qu'une journée ne soit pas accessible aux médias, l'enquête a pu s'y dérouler tout à fait normalement et sans restriction, de même au PCF où théoriquement, l'enquête se déroulait dans une salle située à côté de celle des débats, largement ouvertes l'une sur l'autre (depuis l'espace de retour des questionnaires, il était ainsi possible de suivre les différentes interventions) et aucune consigne n'est venu empêcher le passage de l'une à l'autre. Au NPA, le huis clos ne concernera que le débat portant sur la situation financière du parti², ce qui constituera la seule séquence où l'enquêteur ne pouvait rester³ (environ une heure). Par ailleurs, le travail des médias y est également largement facilité, en mettant à disposition des journalistes des salles de presse, en organisant des conférences de presse, en prévoyant un espace spécifique (par la réservation de tables et chaises pour les journalistes) permettant aux journalistes de suivre les débats dans la salle même du congrès. Le dernier congrès du PG à Bordeaux, en mars 2013, avait également mis en place des outils informatiques permettant aux journalistes d'être en lien continu avec leur rédaction. Le congrès constitue ainsi tout autant un évènement intra-partisan visant à constituer une vie militante structurée autour de jeux et d'enjeux, d'espaces d'interactions, qu'un évènement construit par et pour les médias. L'organisation d'un congrès répond alors à trois objectifs devant être conciliés : faire exister le collectif partisan en lui donnant des procédures, des espaces d'interactions et des rites visant à construire le collectif et à définir des orientations politiques et stratégiques qui attesteront de l'existence de ce collectif ; faire l'évènement en créant les conditions d'une reprise médiatique, tant dans la presse « classique » que dans la presse partisane ; concilier les logiques partisans (vitrine partisane, prise de décision et légitimation d'un leadership, etc.) avec les logiques individuelles de l'engagement en produisant, dans le temps et l'espace du congrès, un ensemble diversifié de rétributions à l'activité militante⁴.

¹ Proche collaborateur de Jean-Luc Mélenchon, il est délégué général au sein du PG entre le congrès de fondation et le congrès de novembre 2010.

² A l'inverse, les congrès de LO, annuels, se déroulent à huis clos et font l'objet d'une conférence de presse annonçant les décisions du parti, immédiatement après le congrès.

³ Mais le retrait à l'entrée du bâtiment abritant le congrès a permis d'observer les discussions informelles autour d'une cigarette pour les nombreux militants peu intéressés aux aspects financiers. Loin de constituer une pause dans l'investissement militant, ce moment informel permet de continuer l'activité sous d'autres formes, moins codifiées par l'organisation partisane et bien plus informelles, pendant laquelle les participants vont échanger leurs impressions sur le congrès, évoquer parfois les débats de la discussion financière, ainsi que les tensions importantes dans le parti, échanger autour des expériences locales, etc.

⁴ Daniel Gaxie évoque la diversité des rétributions liées à la camaraderie, aux sociabilités qui se développent dans et autour des activités militantes, formes de rétributions bien présentes dans les congrès. Cf. Gaxie Daniel, « Economie des partis et rétributions du militantisme », *art. cit.*, p. 137-138.

La mise en scène est également particulièrement soignée. La décoration reprend les différents marqueurs visuels du parti, par les couleurs utilisées, par la présence de nombreuses affiches déclinant les thèmes des différentes campagnes du parti, par des banderoles ou des visuels spécifiques au congrès (qui permettent alors de marquer la singularité du congrès dans le temps militant). L'univers sonore du parti est également réaffirmé en fin de congrès avec *L'Internationale*, *On lâche rien !*, ou encore, plus spécifiquement pour le PG, *La Marseillaise*. L'organisation du temps du congrès participe de cette mise en scène permettant d'affirmer le caractère militant du parti, la dimension collective des décisions prises, et les singularités de chaque parti. L'ordre du jour des congrès est particulièrement dense et rythmé. L'alternance des discussions en assemblée plénière et en groupes plus restreints (dont les modalités varient en fonction des partis) rythme le congrès en venant rompre avec la succession des interventions en assemblée plénière. Les intervenants sont priés de respecter un temps de parole ne dépassant pas quelques minutes, ce qui aboutit à multiplier les interventions. Les débats sont parfois entrecoupés de prises de parole par des invités nationaux ou internationaux, qui par leurs interventions, viennent rythmer les débats en rompant la routine des interventions et en permettant à tous, quelles que soient les positions exprimées, de se retrouver dans la solidarité avec d'autres partis « amis » ou des causes qui font consensus dans le parti. Dans les congrès du PG sont mises en place plusieurs tribunes dans la salle, ce qui permet de fluidifier et de densifier les prises de parole en réduisant les silences dus à la succession des orateurs, mais aussi à réduire la frontière symbolique entre ce qui se passe sur la scène et dans la salle, notamment en multipliant les angles de vue pour les retransmissions sur les écrans qui permettent à tous de suivre les interventions. Ces tribunes permettent de rapprocher symboliquement les orateurs « d'une seule fois » de la scène principale où s'affirment les principaux leaders partisans, tout en diluant la frontière symbolique et spatiale entre ceux qui se sentent détenteurs d'une compétence politique suffisante à l'expression publique et la masse des participants actifs, mais publiquement silencieux.

Dès lors, la mise en scène permet l'atténuation de la frontière entre scène et salle, ou plus exactement, l'intégration de la salle à la scène partisane. La production symbolique du congrès comme une vitrine du parti se fait également par le jeu sur les configurations de discussions. Les séquences en assemblée plénière sont alors entrecoupées de séquences, plus ou moins longues de débats en groupes plus restreints. Des réunions en commissions au congrès du PG en 2010 ou au congrès du NPA en 2011, où les congressistes étaient invités à participer à des discussions thématiques ou sur des parties du texte devant être adopté lors du congrès. Des réunions en « ruches » (organisation qui a pour effet de transformer la salle plénière en une multitude d'îlots de discussion autonomes) lors de la conférence nationale du PCF, pratique issue de la « mutation », visant à faire discuter par petits groupes rassemblés autour d'une table ronde, une dizaine de militants, et devant permettre par la réduction du nombre de participants, la parole de chacun, avant

une seconde étape de synthèse du travail des « ruches » en assemblée plénière. Il faut remarquer que la coalition semble avoir permis une transmission des pratiques de congrès puisque le congrès du PG en mars 2013 a également adopté cette organisation en « ruches ». Ou encore, des réunions de tendance au NPA pendant lesquelles les militants des plateformes (terme désignant les textes en concurrence) se réunissent pour adopter une position commune dans la discussion générale.

Par ailleurs, les congrès réservent également, au côté des diverses formes de débats, des moments où la politique se fait plus informelle, au détour d'activités qui n'ont, en dehors de la configuration particulière que constitue le congrès, pas de signification politique, mais qui, par leur intégration à un temps spécifiquement consacré à l'investissement partisan, deviennent des espaces de discussions, d'échanges, de convivialité et de sociabilités propre au parti¹. Cela n'est pas spécifique aux organisations partisans, mais au contraire, constitue un élément important pour les institutions en congrès. Ainsi, Alain Monchablon notait, dans son étude du congrès de Grenoble de l'UNEF², les temps laissés à l'organisation d'« *excursions* » et à différentes activités qui permettent de constituer symboliquement un sens politique à l'ensemble des activités se déroulant dans le temps et l'espace du congrès et à produire des espaces de sociabilité. De même, François Hincker a largement souligné le rôle des discussions informelles dans le processus décisionnel communiste : « *De fait, ce sont par des canaux informels que se coagulent progressivement les orientations ensuite formalisées dans les réunions officielles : conversations de table dans la salle à manger du bureau politique (distincte de celle des membres et des collaborateurs du comité central), réunions impromptues du secrétariat, discussions de couloirs et de bureaux* »³. Les travaux pointant cette dimension informelle du politique sont nombreux. Qu'il s'agisse des repas pris en commun, de la fête organisée lors de la dernière soirée du congrès, des discussions informelles se développant autour d'une cigarette à l'extérieur du bâtiment ou au bar du congrès, ces activités qui ne sont pas politiques en elles-mêmes le deviennent par leur intégration à une activité militante qu'elles complètent et renforcent. Les repas (lors de ces congrès, les sujets politiques n'étant jamais très loin) permettent la continuation des discussions d'une manière différente et plus « libre » (en ce que cela ne nécessite pas d'endosser le rôle d'orateur), tout en partageant un avis sur les textes discutés ou sur l'organisation du congrès, le partage des expériences militantes, etc. Mais leur durée relativement courte et limitée atteste d'une priorité donnée par les organisateurs aux discussions, les sociabilités

¹ Carole Bachelot, étudiant les congrès socialistes, souligne ainsi que les « *débats d'orientation et [...] la convivialité militante* » sont « *promus au rang d'activités nobles de l'engagement* ». Cf. Bachelot Carole, « La culture d'organisation au Parti socialiste », *op. cit.*, p. 155.

² Monchablon Alain, « 1946 : le congrès de la charte de Grenoble », in Morder Robi (dir.), *Naissance d'un syndicalisme étudiant*, Editions Syllepse, Paris, 2006, p. 64.

³ Hincker François, « Le groupe dirigeant du PCF dans les années 70 », in *Communisme*, 10, 1986, p. 72.

militantes, sans être exclues, se développant à la marge de l'activité militante du congrès¹. Si ces moments de sociabilités ne sont pas codifiés, les congrès sont organisés de manière à les faciliter, par exemple par la mise en place de salles distinctes permettant la permanence de plusieurs activités en parallèle.

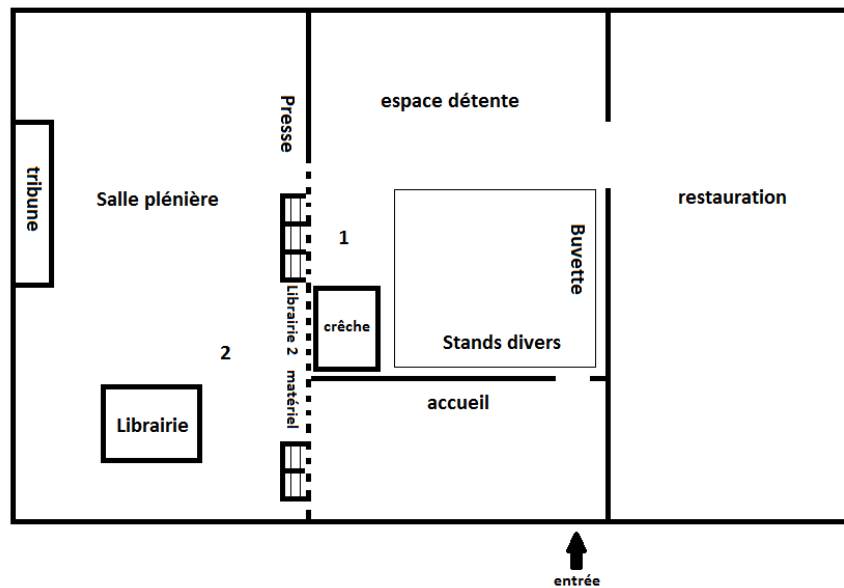
Ainsi, à un espace de discussion servant aux assemblées plénières et aux ruches, s'ajoutent un ou plusieurs espaces plus ou moins séparés accueillant les stands des organisations invitées au congrès, d'autres proposant le matériel de propagande du parti, ou encore la librairie militante. De même, la buvette est elle aussi permanente. Ces différentes activités (cf. schémas 1 à 5) permettent ainsi le développement des sociabilités militantes en marge des débats, voire même en parallèle. Par ailleurs, dans ces différents événements militants, le samedi soir est consacré non à des discussions, mais à des soirées festives² : concert au NPA, repas « sortant de l'ordinaire » au PCF et au PG (avec pour ce dernier également un concert). L'espace du congrès est systématiquement tri-partitionné (assemblée plénière, espace détente, restauration), ce qui correspond à une logique de spécialisation des espaces, mais aussi à la structuration d'un ensemble varié de rétributions du militantisme. Pendant un congrès, l'investissement militant est alors quasi-total. L'hébergement des congressistes est organisé par le parti, en hôtel ou chez des militants. Dans les deux cas, cela conduit les militants à maintenir l'échange au-delà du temps du congrès au sens strict : lors des trajets (par exemple dans les navettes mises en place, dans le métro, etc.) pour rejoindre le lieu d'hébergement, mais aussi une fois arrivés. Le petit déjeuner est à nouveau un moment d'échange entre des militants qui partagent un même engagement partisan et souvent, portent sur eux les marques distinctives de cet engagement (par exemple, les chèches rouges de nombreux militants PG) ou, plus généralement d'un engagement militant divers : antinucléaire, antiracisme, cause palestinienne au travers d'un keffieh, etc.). Pendant le congrès, aux débats se déroulant dans l'assemblée plénière s'ajoutent les discussions informelles au bar du congrès, mais aussi devant les différents stands (distribution de matériel de propagande, producteurs locaux, autres organisations, librairie, etc.) ou même devant le bâtiment. En effet, l'interdiction de fumer dans les lieux publics aboutit à créer des regroupements, aux portes du bâtiment, de militants souhaitant faire une « pause cigarette » sans néanmoins s'éloigner trop des débats. Cette concentration militante, renouvelée en permanence, fait de cet espace informel et non spécifié sur les plans de congrès, un espace d'intense activité et de débats. Les configurations spatiales adoptées par les directions partisans dans l'organisation des congrès,

¹ Les meetings permettent également le développement de ces sociabilités, tant dans la préparation du meeting, que lors de son déroulement ou dans les discussions qui le poursuivent. De même, Maëlle Moalic-Minnaert montre l'usage fait des meetings par les militants de LO pour entretenir un réseau de sympathisants. Cf. Moalic-Minnaert Maëlle, « Transformer le public d'un soir en l'acteur du grand soir », com. cit.

² Jacques Ion, Spyros Frangiadakis et Pascal Viot évoquent ce même aspect festif comme structurant les sociabilités militantes lors des rassemblements altermondialistes. Cf. Ion Jacques, Frangiadakis Spyros, Viot Pascal, *Militier aujourd'hui*, op. cit., p. 113.

dans une lecture sociologique des plans, rendent visibles les différentes motivations, les différentes rétributions que peut procurer à un militant la participation à un congrès.

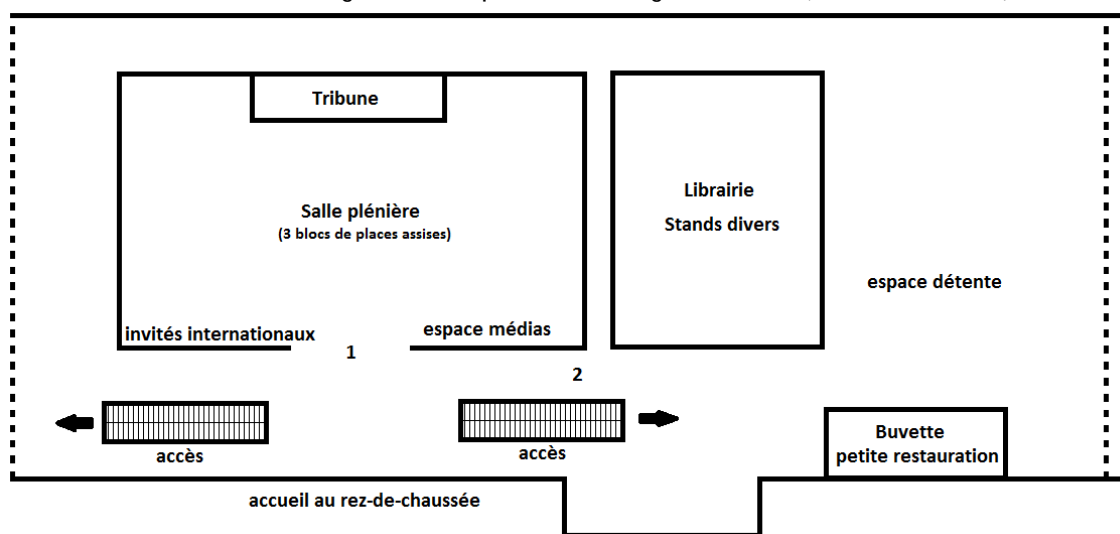
Schéma n°1. Organisation spatiale du congrès du PG (Le Mans, 2010)



La configuration spatiale du deuxième congrès du PG (schéma n°1) fait apparaître une nette spécialisation des espaces du congrès, qui apparaissait moins clairement dans l'organisation du congrès constituant. La salle plénière est occupée par une douzaine de blocs de chaises où les délégués s'installent en fonction de leur département. L'imposante tribune n'est pas utilisée par l'ensemble des intervenants, mais seulement par les rapporteurs et les principaux orateurs. La présidence de séance y est installée. Lors des débats, les militants interviennent au moyen de trois pupitres installés dans la salle. Pour les plus éloignés, les interventions sont filmées et projetées autour de la tribune, sur plusieurs écrans. La présence d'une librairie, comme celle d'un stand consacré au matériel de propagande, ainsi qu'un autre d'Osez le Féminisme à proximité de la crèche, tout comme la nécessité de passer par le fond de la salle plénière pour rejoindre l'espace détente, aboutit à un va-et-vient permanent dans le fond de la salle, où des discussions se nouent. Les points 1 et 2 dans le schéma figurent ces espaces où, malgré la spécialisation spatiale, deux types de rétributions sont créatrices de tensions entre, d'une part les discussions qui nécessitent une organisation routinisée et codifiée, et d'autre part, des interactions informelles de militants passant d'un espace à l'autre, différenciés par les règles formelles et informelles qui les structurent. L'espace détente fait apparaître une buvette, mais aussi des stands de producteurs locaux, ainsi qu'une crèche militante. L'espace restauration n'est utilisé que pendant les repas et, de ce fait, est relativement marginal dans la configuration spatiale du congrès qui relègue ces activités. En revanche, le repas festif organisé le samedi inverse complètement l'importance de chaque espace, l'assemblée plénière étant désertée et les stands fermés. La recherche de convivialité et de sociabilité, qui se développe

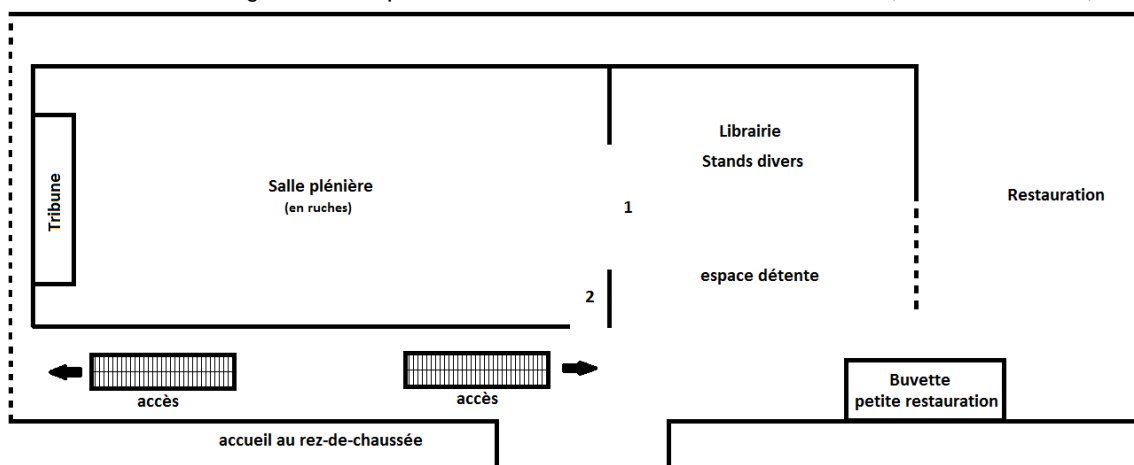
aux marges de l'activité partisane pendant le congrès, devient l'élément central, ce qui se traduit dans l'usage des différents espaces.

Schéma n°2. Organisation spatiale du congrès du NPA (Montreuil, 2011)



Si la configuration adoptée au NPA est différente (schéma n°2), elle se structure autour des mêmes ensembles : assemblée plénière, espace détente et restauration, stands divers. Le congrès se déroule dans l'une des halles du palais des congrès de Paris-Est Montreuil, un vaste espace compartimenté pour spécialiser l'espace. Les mêmes points de rencontres entre deux types d'activités de congrès (1 et 2) limitent cette spécialisation. Les commissions se déroulent dans d'autres salles du bâtiment. La salle plénière est délimitée par des tentures noires. La décoration sobre (relativement peu d'affiches ou de banderoles dans cet espace, hormis le mur accueillant la tribune), l'exiguïté de l'espace, et la fermeture quasi-complète du passage permettant d'entrer dans la salle plénière pour re-spécialiser l'espace de discussions par rapport aux autres activités militantes se développant lors du congrès, renforce l'impression de fermeture des débats (surtout lorsque ceux-ci font apparaître de fortes tensions) et de clôture de l'univers partisan, alors même que ces débats ne sont pas réservés aux congressistes : journalistes et invités y assistent sans aucune limitation.

Schéma n°3. Organisation spatiale de la conférence nationale du PCF (Montreuil, 2011)



La conférence nationale du PCF se déroule dans le même lieu que le congrès du NPA. La salle plénière, organisée autour de nombreuses tables rondes accueillant une douzaine de congressistes, et le déplacement de la tribune renforcent l'impression de grandeur de cette salle. Cette disposition rend également moins visibles les chaises laissées vides par les congressistes délaissant la plénière. Si des pauses sont ménagées, il n'en reste pas moins que rares sont ceux qui suivent l'intégralité des débats. Se déroule alors une circulation permanente entre les différents espaces du congrès qui communiquent entre eux (plénière, espace détente, stands militants, buvette, etc.). Cette disposition donne une certaine unité au congrès, tout en induisant une spécialisation spatiale et en faisant apparaître les mêmes espaces de tension entre débats et détente, qui renvoient à deux types de motivations, parfois réunies en une activité, parfois nettement distinctes : les discussions politiques, la prise de décisions visant à organiser l'action militante, et la convivialité et les sociabilités.

Schéma n°4. Organisation spatiale du congrès constituant du PG (Limeil-Brévannes, 2009)

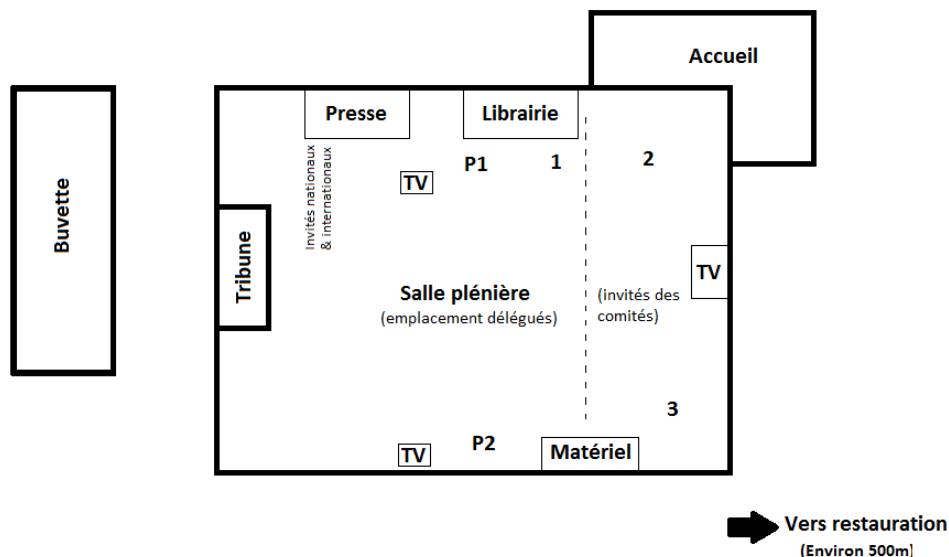
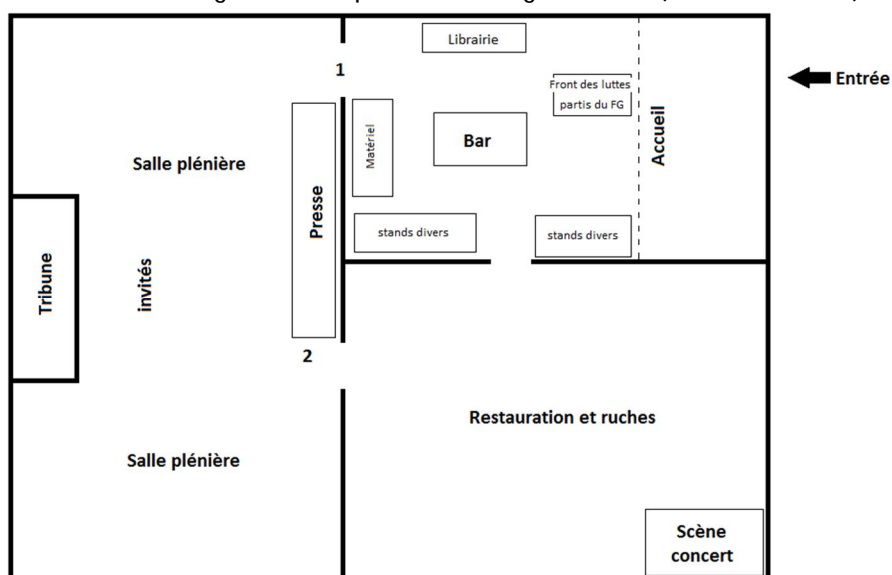


Schéma n°5. Organisation spatiale du congrès du PG (Bordeaux, 2013)



L'organisation spatiale du congrès constituant du PG au printemps 2009 (schéma n°4) laisse apparaître une faible spécialisation de l'espace central, qui accueille débats en séance plénière, librairie militante et stands divers, ainsi que de nombreuses salles (bureau du congrès, etc.) qui font de cet espace un lieu de discussion générale, mais aussi de développements des sociabilités et un espace de passage. Faute de place, la buvette est à l'extérieur, sous un chapiteau, tandis que la restauration se fait dans une cantine municipale voisine. Malgré cette faible spécialisation de l'espace, les différentes fonctions observées précédemment sont présentes. Le congrès du Mans (schéma n°1) fait apparaître une spécialisation spatiale plus importante, même si celle-ci est moins importante qu'au PCF ou au NPA. En revanche, lors du congrès de Bordeaux (schéma n°5), la spécialisation des espaces du congrès est désormais très marquée, chaque fonction disposant d'un espace dédié : salle plénière, restauration/ruches et village militant (dont le nom fait écho au village altermondialiste des forums sociaux). Si l'organisation en ruches, adopté par le PG lors de son dernier congrès est un emprunt au PCF, il n'en reste pas moins que ce parti construit progressivement une organisation du congrès qui lui est propre. Alors qu'au PCF et au NPA, les congrès durent effectivement trois jours, les congrès du PG sont quasiment terminés lors de la fête du samedi soir : les textes en discussion sont adoptés, les votes pour la direction partisane et les différentes instances nationales ont eu lieu. Le dimanche matin, il ne reste plus que quelques réunions de commissions et l'annonce des résultats de l'élection du bureau national. Ce rétrécissement du temps consacré effectivement au congrès permet alors d'intégrer à ce dernier, à la place du discours de clôture, un véritable meeting avec les interventions de plusieurs dirigeants du FG lors du congrès du Mans (2010) : Marc Dolez, Christian Picquet, Clémentine Autain, Pierre Laurent et Jean-Luc Mélenchon, dans l'optique des élections de 2012. Lors du congrès de Bordeaux, la co-présidente du PG Martine Billard, prononce un discours de conclusion du congrès, avant de laisser la place à un meeting de Jean-Luc Mélenchon. Il s'agit ainsi véritablement de faire du congrès, un événement dans la vie militante, tant interne avec le développement des sociabilités et la participation à la prise de décisions, qu'externe avec l'organisation d'un meeting en marge du congrès.

B. S'intéresser, être intéressé et s'investir dans la vie partisane

Le congrès est donc un événement militant pendant lequel se conjuguent décisions sur les orientations partisans, discussions et échanges, convivialité et sociabilité, le tout sur un temps court (trois jours pour les congrès observés), dense et rythmé qui en fait un important moment d'entre-soi militant et de réassurance collective, une sorte de synthèse fortement concentrée de l'expérience militante. Mais c'est aussi un événement extrêmement cadré et répondant à un ensemble de contraintes : maintenir les équilibres partisans et faire avaliser les objectifs de la direction nationale

en leur donnant la légitimité du congrès pour en faire les objectifs de l'ensemble du parti, et offrir aux congressistes une forme de rétribution symbolique du militantisme en produisant un évènement militant dense et multiple à même de remotiver et de réaffirmer le militantisme. Le congrès constitue également une vitrine par laquelle le parti se construit comme collectif social en tentant de contrôler, par des règles de désignation, la composition sociale du congrès¹. Ces règles contribuent au décalage entre la composition sociale du parti et le parti tel qu'il se veut.

La désignation des congressistes au PG se fait dans les comités (départementaux ou locaux). Selon ses effectifs, chaque comité dispose d'un nombre de délégués (au minimum deux par comité) désignés par paires paritaires. Des exceptions sont prévues : autorisation d'un décalage et possibilité pour les comités d'un même département de se rapprocher pour obtenir la parité. La désignation des délégués à la conférence nationale du PCF a lieu dans les fédérations, en fonction des effectifs. Enfin, au NPA, la désignation articule représentation des tendances et représentation géographique. Elle se fait ainsi au niveau régional, en fonction des résultats obtenus par les différentes plateformes dans la région. Dans les trois cas, la participation à un congrès suppose la maîtrise des règles du jeu propres à chaque parti et la capacité à mobiliser des ressources dans la compétition, plus ou moins ouverte, que constitue la séquence de désignation. La faiblesse du nombre de places disponibles au PCF (par rapport au nombre d'adhérents potentiellement intéressés) conduit à fermer la compétition intrapartisane en avantageant fortement les individus les mieux dotés en ressources partisans, tandis que la nécessité de s'investir dans les jeux de tendances au sein du NPA ouvre ou ferme les possibilités de se faire désigner. L'acceptation de ces règles du jeu partisans peut être appréhendée au travers des réponses à une question fermée (quatre possibilités de réponse correspondant aux quatre plateformes déposées, sans case prévue pour la non-réponse²) relative à la proximité aux tendances qui ont constitué des offres alternatives lors du congrès (tableau n°1).

Tableau n°1. La proximité des congressistes du NPA aux plateformes (en %)

Plateforme	Répondants	Rappel. Vote pour la désignation du CPN
Plateforme 1	50	41,8
Plateforme 2	20	27,8
Plateforme 3	25	26,4
Plateforme 4	2	3,7
Non-réponse/NPPV	3	0,3

¹ Comme l'explique Marc Lazar : « *les délégations aux congrès, fruits d'un compromis entre la représentation politique et sociale que le parti cherche à donner de lui-même et l'évolution socio-professionnelle qu'il connaît dans la réalité* ». Cf. Lazar Marc, « Le mineur de fond : un exemple de l'identité du PCF », in *Revue française de science politique*, 35 (2), 1985, p. 194. Stéphane Courtois rappelle par ailleurs que la composition des congrès communistes est « *étroitement contrôlée* ». Cf. Courtois Stéphane, « Les délégués aux congrès du PCF et l'évolution de l'appareil communiste », *art. cit.*, p. 92.

² Question : « De quelle plateforme vous sentez-vous le plus proche ? ».

La comparaison entre la proximité déclarée aux différentes plateformes par les répondants et le vote sur ces plateformes par les congressistes permet de constater une sous-représentation, parmi les répondants, des militants se déclarant proches d'une plateforme alternative à celle déposée par la direction nationale du NPA. Cette sous-représentation est quasi-inexistante pour la plateforme n°3 (déposée et soutenue par les segments les plus favorables à une alliance avec le FG), mais réelle pour les plateformes 2 et 4 qui sont issues des segments les plus opposés à toute alliance électorale et revendiquant la plus grande radicalité révolutionnaire et anticapitaliste. Ainsi, alors que les plateformes 2 et 4 réunissent ensemble 31,5% des suffrages des délégués, les congressistes se déclarant proches de ces deux plateformes ne représentent que 22% des répondants à l'enquête. Cette sous-représentation (à l'avantage de la plateforme 1) des segments les plus opposés aux alliances électorales peut être analysée comme une résistance à des questions perçues comme illégitimes (participation aux institutions et aux élections, thématique des alliances partisans qui en découle, etc.), d'autant plus que les questions relatives aux alliances électorales ont fait l'objet d'une résistance de deux types : un accroissement des non-réponses à la question des alliances partisans et un refus des contraintes liées à une question fermée (la possibilité d'un commentaire sur cette question n'était pas prévue, mais de nombreux répondants en ont spontanément ajouté un).

La faiblesse des non-réponses à la question relative à la proximité déclarée aux plateformes démontre que les règles du jeu sont largement partagées et acceptées. Par ailleurs, six questionnaires font apparaître des commentaires au sujet de cette question. Un premier commentaire émane d'un militant déclarant une proximité à la plateforme 2 prônant le rejet de toute alliance avec le FG, qui se considère moins proche de cette plateforme après les positions exprimées par ses porte-parole lors du congrès. Deux autres commentaires, issus de congressistes se déclarant proches de la plateforme 1 (majorité autour d'Olivier Besancenot et Alain Krivine), qui, tout en acceptant de se positionner sur les plateformes, reconnaissent un accord avec certaines analyses de la plateforme 2 et de la plateforme 3 (favorable à un rapprochement avec le FG). Le choix de la plateforme majoritaire et l'usage du commentaire peut constituer une forme de non-choix en se positionnant à équidistance des différentes options en débat, tout en reconnaissant la qualité des analyses et orientations contradictoires des deux principales plateformes oppositionnelles. Parmi les cinq non-réponses, trois ont expliqué ce refus de se positionner sur une plateforme. Une première explication relève de cette même volonté de se situer à équidistance des différentes positions exprimées en se déclarant proches de « *toutes les plateformes sauf la 4* », dont le rejet est le plus fortement partagé lors de ce congrès. Les deux autres explications constituent un rejet des règles du jeu partisan, le refus d'un fonctionnement interne constitué autour de la compétition entre des tendances organisées. La concurrence interne entre les plateformes constitue dès lors la grammaire par laquelle se vivent les jeux et enjeux intra-partisans et sont très largement acceptés par les

congressistes, d'autant plus qu'au regard du processus de désignation, ils ont probablement été contraints d'accepter ces règles du jeu pour prétendre à être désignés comme délégués au congrès.

La sélection des congressistes est ainsi fondée sur plusieurs critères, variables selon les partis. Le critère de répartition géographique est commun aux trois partis étudiés et conduit à la domination des plus importantes fédérations départementales, tout en prévoyant le plus souvent des mécanismes correctifs permettant de représenter potentiellement l'ensemble des unités géographiques (par exemple, en instaurant une représentation minimale par département comme le prévoit le fonctionnement du PG). La répartition par sexe des congressistes constitue également un enjeu qui peut être obtenu par la mise en place d'une condition de parité. Dans le cas du NPA, l'importance des tendances dans la structuration des luttes intra-partisanes conduit à une prééminence de ce critère. A ces trois critères, s'ajoute également la multiplication des statuts permettant l'accès au congrès : organisateurs, invités, délégués, membres de droit, etc. La présence de membres de droit se retrouve dans les trois partis : membres du CPN sortant au NPA, membres du BN sortant au PG, parlementaires à la conférence nationale du PCF, etc. Les mécanismes de sélection des congressistes sont rarement fondés sur un seul de ces critères. Bien au contraire, c'est la combinaison de ces différents critères, différente en fonction des partis étudiés, qui spécifie le recrutement des participants à un congrès et qui atteste de la construction politique d'un certain collectif partisan. La sélection des congressistes au PG se fait sur un fondement strictement local, avec une représentation géographique (variable selon le nombre de militants de chaque département) et paritaire de la population partisane. Les luttes intra-partisanes ne constituent pas un élément structurant de cette sélection, tandis que la présence des membres de droit est relativement faible puisqu'il s'agit d'un organe restreint (le BN étant composé de cinquante à soixante membres). Le positionnement des participants en fonction des luttes intra-partisanes constitue le critère dominant au NPA. Les mécanismes de sélection pratiqués au PCF, combinés à la faiblesse des places disponibles au regard des effectifs militants, conduisent à une surreprésentation des militants occupant des responsabilités partisanes et dotés, à divers titres, de ressources mobilisables dans le processus de sélection des délégués. Alors que le nombre de délégués est sensiblement identique dans les trois partis, le nombre d'adhérents de chacun est très différent, le PCF ayant beaucoup plus d'adhérents que les deux autres, ce qui conduit à un ratio nombre de délégués / nombre d'adhérents bien plus faible et au renchérissement des places pour participer à un congrès, et donc, à une sélection plus importante au PCF qu'au PG ou au NPA, puisque ce sont, à divers titres¹, près de 13% des adhérents du PG qui participent au congrès, entre 13 et 16% des adhérents du NPA, mais seulement 1,3% des adhérents communistes.

¹ Le nombre de participants revendiqués est parfois beaucoup plus important que le nombre de délégués.

Dès lors, la possibilité de participer à un congrès ne concerne pas l'ensemble des adhérents d'un parti de manière uniforme. Cela suppose un intérêt pour les jeux et enjeux partisans (la délégation repose sur un acte volontaire) et aux rétributions du militantisme auxquelles la participation à un congrès peut aboutir. Les rétributions potentielles sont extrêmement diverses : proximité au(x) leader(s), participation à la prise de décision, candidature aux instances de direction, sentiment de participer à un évènement important, recherche de sociabilités militantes et de convivialités, réassurance collective, etc. Plus encore, ces différentes rétributions sont largement entrecroisées et diffuses, et ne trouvent pas à s'exprimer directement (les congressistes n'effectuent pas un calcul rationnel des avantages induits par leur participation). Les rétributions sont extrêmement variées et spécifiques à un espace partisan et à une configuration particulière (par exemple, la participation à la conférence nationale du PCF ne peut être motivée par une candidature à l'une ou l'autre des instances, cette conférence ne renouvelant pas les instances dirigeantes du parti).

Les congressistes sont ainsi majoritairement des militants maîtrisant les règles du jeu partisan et dotés de ressources suffisantes pour être investis comme délégués. Quel que soit leur statut, les congressistes constituent un sous-ensemble spécifique dans la sociologie des partis. Cette hypothèse est confirmée par la prédominance lors des congrès d'acteurs occupant une ou plusieurs responsabilités partisans nationale et/ou locale (tableau n°2). Dans les trois partis, les congressistes occupant des positions de responsabilité partisane sont majoritaires. Si près de 56% des congressistes au NPA et près de 60% au PG occupent des responsabilités partisans, ce taux monte à près de 80% à la conférence nationale du PCF, ce qui atteste des différentes hypothèses posées à partir des observations menées lors de ces congrès : structure des rétributions socialement située, nécessité de disposer de certaines ressources pour participer à un congrès, et importance accrue de ce dernier critère au PCF, parti dans lequel la détention de positions de pouvoir interne est quasiment indispensable à la participation à un congrès ou une conférence nationale. Par ailleurs, la détention de responsabilités partisans est plus forte pour les hommes que pour les femmes (l'écart entre hommes et femmes étant le plus important au PCF), mais dans toutes les hypothèses les congressistes sont majoritairement en situation de responsabilité partisane (tableau n°5).

Tableau n°2. Participation au congrès et occupation de responsabilités (en %)

	PG	NPA	PCF
Participants ayant des responsabilités partisans	60	56	79
Participants n'ayant pas de responsabilité partisane	40	44	21

Ces résultats montrent que dans ces trois partis, à des degrés divers, la détention de positions partisans facilite la participation à un congrès (maîtrise des savoir-faire, évidence de la présence des dirigeants, etc.). Alors que les militants occupant des responsabilités partisans sont minoritaires dans l'ensemble des adhérents d'un parti, la sociologie des congrès est inversée. Par ailleurs, les

règles de désignation des participants renforcent cette logique. La désignation des délégués à ces événements nationaux est organisée au niveau local (départemental ou régional), ce qui permet aux militants en responsabilité à ces différents échelons (qui ont par ailleurs, par l'occupation de ces différentes responsabilités, marqué leur intérêt pour les jeux et enjeux partisans et pour les rétributions qui peuvent en résulter), par une meilleure maîtrise des règles du jeu et du processus décisionnel, de faire valoir leurs positions et les ressources qu'ils peuvent mobiliser par la détention de ces positions, afin d'être délégués. Néanmoins, la détention de positions de pouvoir central permet un accès beaucoup plus aisé au congrès que l'occupation de positions locales, et, *a fortiori*, de l'absence de positions internes. La plus faible présence de cadres locaux au PG et au NPA qu'au PCF s'explique par au moins deux raisons. D'une part, l'enjeu spécifique et limité de la conférence nationale du PCF mobilise fortement les acteurs les plus intéressés à la production des dispositifs électoraux du parti en ce qu'ils sont en première ligne dans leur mise en place. D'autre part, l'écart entre nombre d'adhérents et places disponibles conduit à renchérir la participation à un congrès qui nécessite des ressources politiques individuelles plus importantes au PCF qu'au NPA ou au PG.

Section 2. Changer le monde ! Les motivations individuelles à l'adhésion comme reflet des représentations légitimes de l'engagement

Interrogés sur les raisons qui les ont poussés à adhérer et à militer dans un parti, les congressistes avancent souvent des motivations idéelles. Que cela soit par la mise en place d'un nouveau système politique, social et économique, par la dénonciation des injustices, des inégalités sociales ou de la dégradation de l'environnement, les militants interrogés vivent leur prise de parti comme un moyen de « *changer la société* », « *changer la vie* », « *changer le monde* », de militer « *pour un autre monde* »¹, etc. S'ils s'accordent sur la volonté d'un changement social, les militants du PG, du NPA et du PCF se retrouvent également dans le choix de la radicalité et du refus des politiques d'adaptation au système économique et social que représente largement, dans les représentations militantes, le PS. Mais dans le même temps, les changements auxquels ils aspirent, et qui motivent leur adhésion partisane, sont particulièrement divers, comme est diverse la recherche de radicalité.

Vivre et se représenter l'engagement par les seules motivations idéelles suppose également un certain modèle de l'engagement légitime : celui d'un militantisme désintéressé et relativement désincarné. Désintéressé au sens d'un engagement ne visant pas la satisfaction des besoins individuels (qu'ils soient matériels, symboliques, sociaux, psychologiques, etc.), mais la réalisation de l'intérêt général (ou de ce qui est perçu comme tel), l'amélioration de la société et de la vie

¹ Dans cette section, sauf mention contraire, l'ensemble des citations en italique provient des réponses aux questionnaires lors des congrès du PG, du NPA et du PCF.

quotidienne de l'ensemble des membres composant une société. Même si on retrouve régulièrement, dans les réponses faites, une certaine marque de volontarisme individuel, par les formulations usitées, par les termes utilisés faisant référence au désir de militer, au besoin de militer, à l'espoir, etc., la plupart des répondants mettent principalement en avant un militantisme de conviction et n'abordent guère le plaisir militant et les satisfactions morales, sociales, etc. pouvant être produites par le militantisme et l'inscription dans un milieu militant¹. Une expression presque idéal-typique peut nous être donnée par l'explication de son engagement d'un militant du PG :

« C'est le devoir et la nécessité qui nous oblige à adhérer et devenir militant. Mon devoir, car je ne peux rester les bras croisés devant les enjeux du moment et la situation politique, économique et sociale de notre monde. Nécessaire, car peu de gens ont une ouverture vers les autres »²

Précisons que ce militant est un étudiant de vingt-six ans, résidant à Paris où il prépare sa troisième année de licence en droit, tout en occupant un emploi salarié. A cette relative insécurité sociale qui explique probablement sa perception d'un engagement peu courant, s'ajoutent deux éléments permettant de mieux comprendre cette perception désintéressée et presque sacrificielle du militantisme : l'engagement au PG, hormis l'adhésion à une ONG de solidarité internationale (sans que l'on soit en mesure de dire s'il s'agit d'une simple adhésion ou d'un militantisme plus actif), constitue une véritable première adhésion, donc particulièrement récente : il n'a jamais été membre d'un autre parti, ni d'un syndicat (étudiant ou salarié), ni d'une organisation de jeunesse ou d'une association. Enfin, et de manière relativement surprenante, cette déclaration s'accompagne d'un militantisme (relativement) peu actif au regard des pratiques militantes des partis de la gauche radicale, puisqu'il ne consacre que deux à cinq heures hebdomadaires (ce qui constitue néanmoins une preuve d'activisme régulier) au militantisme, n'occupe aucune responsabilité partisane et ne s'est encore jamais présenté à une élection.

La construction des raisons d'agir, des raisons de s'engager produit également une représentation relativement désincarnée du militantisme en extrayant, bien souvent, l'engagement des processus biographiques qui l'ont rendu possible. Ainsi, si la dimension sociale (inscription dans les sociabilités militantes, rencontres, traditions familiales, etc.) se retrouve assez régulièrement au PCF, c'est beaucoup plus rare au NPA et au PG, alors même que les entretiens approfondis rendent parfaitement compte, au contraire, de l'importance de la dimension sociale dans le processus

¹ Les entretiens font apparaître cette dualité : d'une part, le militantisme est vu comme une réponse à une conviction suffisamment forte pour justifier un engagement allant presque jusqu'au don de soi ; d'autre part, les rétributions très diverses de l'activité militante transparaissent régulièrement : plaisir de se retrouver, de partager des idées, de se sentir utile, d'aller à un meeting ou une fête, de participer à une action qui semble dépasser la vie quotidienne, ou au contraire s'y inscrire totalement, etc.

² Si la représentation d'un engagement désintéressé, ou plus précisément qui n'est intéressé qu'à la défense de la cause, est très présent, même implicitement, parmi les réponses à ce questionnaire, comme dans les entretiens réalisés, cette réponse reste cependant unique et constitue une forme, la plus aiguë, de cette représentation construite des raisons de s'engager.

d'adhésion, quel que soit le parti considéré. Dans les représentations construites par les militants, se dessine alors une sorte de hiérarchie des « bonnes » raisons de s'engager, c'est-à-dire de celles qui seront les plus volontiers mobilisées pour expliquer l'engagement : primauté des causes idéelles (A), construction d'une cohérence biographique (B), et volonté individuelle de s'engager. L'adhésion au discours d'un leader, qui constitue pourtant l'un des principaux canaux d'expression d'un parti politique, tout au moins dans sa communication médiatique (et ses dispositifs de campagne dans une moindre mesure), est une explication peu mobilisée pour rendre compte de l'engagement et apparaît presque comme une cause « illégitime » (C)¹.

A. La domination des motivations idéelles

Plusieurs auteurs ont montré l'hétérogénéité des orientations politiques défendues par les partis situés à la gauche du PS et ainsi, que ces partis ne se réfèrent pas à un modèle idéologique unique². Cette diversité idéologique se fonde néanmoins sur des éléments communs, comme la recherche de radicalité politique, ou encore la primauté de la question sociale. Ainsi, la production idéelle de la gauche radicale repose sur une certaine unité dans l'objectif poursuivi, et sur une réelle diversité des moyens d'y parvenir. Partageant la conception d'un militantisme motivé essentiellement par la défense d'une cause, les militants du PG, du NPA et du PCF³ se distinguent en investissant les offres politiques produites autour de l'identité partisane (1) et par les causes défendues (2).

1. La condensation autour des marqueurs partisans

Différents en fonction du parti considéré, les symboles renvoyant à l'identité partisane vont constituer un ensemble homogène d'explication de l'adhésion, dans la mesure où ces explications jouent le même rôle dans les différents espaces partisans. Ainsi, les militants du NPA vont justifier de leur adhésion par l'adhésion à l'anticapitalisme et à la révolution, les militants du PCF par la référence au communisme, et les militants du PG par la volonté de militer à gauche. Si ce constat peut paraître évident – et relativement décevant de par sa grande généralité –, il retrouve de son intérêt au regard du caractère spécifique à chaque parti de ces explications. En d'autres termes, si le rejet du système capitaliste est commun, avec des différences d'intensité, aux militants des trois

¹ Les non-réponses ont été assez faibles à cette question relative aux motivations de leur adhésion partisane : 9 militants au NPA, 18 au PG, 3 au PCF, soit moins de 4% de l'ensemble des répondants.

² Raynaud Philippe, *L'extrême-gauche plurielle*, op. cit. ; Pereira Irène, *Les grammaires de la contestation*, op. cit. ; Lazar Marc, « La vulgate de la gauche de la gauche », in Reynié Dominique (dir.), *L'extrême gauche, moribonde ou renaissante ?*, op. cit., p. 83-105 ; Lazar Marc, *Le communisme. Une passion française*, op. cit. Marc Lazar, tout en montrant l'hétérogénéité de cet espace politique, souligne la domination du référentiel communiste.

³ Sur les valeurs motivant l'engagement communiste, cf. Andolfatto Dominique et Courtois Stéphane, « France : la chute de la maison communiste », art. cit., p. 69-71.

partis, l'anticapitalisme comme explication de l'adhésion est spécifique (statistiquement) au NPA. Ce constat se retrouve également quant à la référence au communisme ou à la gauche.

Anticapitalisme et révolution

Présent dans le nom de la LCR¹ comme dans celui du NPA, ces termes renvoient à une pluralité de sens. Ainsi, la révolution peut s'entendre comme un référent historique visant à maintenir la distinction classique au sein de la gauche, entre réforme et révolution, mais aussi comme méthode de prise de pouvoir et prise de distance quant aux mécanismes institutionnels. Il s'agit alors d'être dans le système pour y trouver les ressources nécessaires au travail de propagande du parti, tout en se maintenant en dehors du système, ce qui conduit à construire (au moins symboliquement), une forme organisationnelle spécifique (il s'agit là d'une spécificité avant tout symbolique car le NPA ne se distingue guère, dans sa forme, des autres partis étudiés). Cette revendication d'une spécificité dans la méthode de prise de pouvoir et l'importance accordée à la forme organisationnelle du parti n'est ainsi pas sans rappeler la construction du PCF comme parti d'une essence particulière, c'est-à-dire révolutionnaire, comme l'avait souligné Georges Lavau². L'anticapitalisme constitue également un référent pouvant être associé à une pluralité de sens : il s'agit tout d'abord du nom du parti, mais aussi d'une doctrine politique aux contours encore peu définis. Ces deux principes, révolution et anticapitalisme, permettent de constituer une identité partisane elle-même constitutive d'une offre de militantisme³ intégratrice et attirante pour des individus en recherche d'une forme particulière de radicalité politique reposant sur l'intégration partielle au champ politique. En adoptant une définition particulièrement restrictive de l'anticapitalisme (en se limitant aux répondants mentionnant explicitement l'anticapitalisme ou la nécessité de rompre avec le capitalisme, sans intégrer ceux qui justifient leur engagement par la volonté de « changer le monde ») et de la révolution (sans retenir les militants recherchant une forte radicalité politique), 35% des répondants utilisent l'un ou l'autre terme (ou les deux) pour justifier de leur engagement au NPA. Ces deux termes sont également les plus utilisés pour définir le NPA⁴ : 47% des congressistes définissent ainsi le NPA par l'anticapitalisme

¹ Line Descourrière relevait déjà l'importance de la référence à l'anticapitalisme dans les motivations à l'engagement. De manière plus générale, les référents qu'elle évoque se retrouvent très largement dans notre propre enquête portant sur le NPA, ce qui confirme l'hypothèse d'une forte continuité entre engagement à la LCR et engagement au NPA. Cf. Descourrière Line, *Le recrutement des militants de la LCR*, op. cit., p. 31-33.

² Lavau Georges, *A quoi sert le parti communiste français ?*, op. cit., p. 16. Cette comparaison se veut avant tout symbolique car le NPA est loin d'avoir constitué un parti aussi organisé que le PCF. Néanmoins, la construction du NPA suppose toute une réflexion sur la forme révolutionnaire du parti et sur la nécessité de porter « à une échelle de masse » les revendications révolutionnaires en se dotant des structures nécessaires, et ces réflexions se retrouvent largement présentes dans les raisons données à l'engagement.

³ On désigne ici par offre de militantisme, une forme particulière d'offre politique consistant non seulement en une participation politique (notamment par le vote), mais également particulièrement intégrée puisque l'adhésion et, plus encore, le militantisme actif donnent accès à un ensemble de rétributions et de sociabilités.

⁴ Il est nécessaire de préciser que la question portant sur la définition du NPA ou du PCF était ouverte. Dès lors, il ne faut pas en conclure que 53% des congressistes ne se reconnaissent pas dans les termes d'anticapitalisme ou de révolutionnaire, mais bien que 47% s'y reconnaissent suffisamment pour en faire un critère « spontané »

(37%) et/ou la démarche révolutionnaire (14%), bien loin devant les référents plus spécifiques comme l'écologie et l'écosocialisme (7%), l'internationalisme et l'anti-impérialisme (4%), le féminisme (4%) ou encore l'antiracisme (2%).

La référence au communisme

Que cela soit par la référence directe au communisme, aux vocables qui le spécifient (lutte de classes, classe ouvrière, conscience de classe, etc.), à ces hérauts (Karl Marx), ou à un engagement préalable dans les différentes organisations s'en réclamant (UEC, JC), les références au communisme sont nombreuses puisque 38% des répondants y ont recours pour justifier de leur engagement. Cependant, si la référence au communisme est courante, l'usage du vocabulaire marquant la spécificité des analyses marxistes est relativement rare et la référence au communisme particulièrement ouverte et variable comme l'ont montré les débats récurrents autour de la définition de la visée communiste. En d'autres termes, le rapport au communisme se fait plus individuel comme le souligne Marc Lazar : « *Chacun est désormais libre de donner à celui-ci le sens qu'il veut, de bricoler son propre communisme à partir de matériaux parfois très disparates, de dire à sa façon sa foi en lui et en son avenir ; en d'autres termes de séparer son appartenance à l'institution, croyances et pratiques* »¹. Sans être contradictoires, les extraits ci-dessous attestent d'un rapport de plus en plus individualisé au communisme et des difficultés à le penser aujourd'hui² :

« Au sein du PCF, il y a de nombreux débats sur la visée communiste, sur l'avenir du communisme. Comment définissez-vous le communisme aujourd'hui ?

Pour moi, la visée, c'est à la fois un objectif, c'est-à-dire une société émancipée, libérée des dominations et de toutes formes d'aliénations, et c'est en même temps les moyens, enfin quel chemin y mène. Et ce chemin, il ne doit pas être en contradiction avec l'objectif. Pour moi, c'est ça le communisme. C'est à la fois un objectif et un mouvement. Et il faut les deux. Si on est que dans le mouvement, il n'y a aucune raison qu'on ne finisse pas comme des réformistes et s'il n'y a que l'objectif qui compte, la fin ne peut pas justifier les moyens, donc... Il faut que la méthode et l'objectif aillent de pair. Et c'est pour cela, quelque part, que le Front de gauche, en étant rassembleur, unitaire, etc. c'est un moyen. Mais il ne s'agit pas de dire « communisme, communisme » tous les jours, ce n'est pas le problème. » (Frédéric Gènevée, entretien le 31 janvier 2012. Membre du CEN du PCF en charge des archives, auteur d'une thèse d'histoire portant sur les communistes et l'état de droit)

« Comment vivez-vous le communisme, comment le définissez-vous ?

de définition du NPA. On ne saurait exclure que ces termes servent de « valeur refuge » permettant de fournir aisément une réponse à une question qui, au regard du nombre de critiques portées par les militants au NPA, était difficile. Le faible usage de certains référents comme l'écologie ne signifie pas que ces préoccupations ne constituent pas un élément de définition du NPA, mais qu'elles ne sont pas mobilisées spontanément pour en rendre compte. Cette précaution méthodologique vaut également pour les résultats portant sur le PG et le PCF.

¹ Lazar Marc, *Le communisme. Une passion française*, op. cit., p. 207.

² Les nombreux livres et contributions de dirigeants ou intellectuels communistes constituent une autre manifestation de la posture réflexive adoptée par le monde communiste quant à son identité et aux difficultés que constitue cette entreprise de redéfinition identitaire. Pour un exemple, cf. Cohen-Séat Patrice, Martelli Roger et Sagot-Duvaurox Jean-Louis, « Table ronde autour du concept de « communisme » aujourd'hui », in *Transform !*, 2, 2008, p. 61-70. Ce débat prend tout son sens au regard de la crise générée par l'échec de la candidature de Marie-George Buffet à l'élection présidentielle de 2007 ayant conduit à l'adoption d'un important dispositif réflexif (même si les effets de ce dispositif semblent avoir été plus que mesurés).

Le communisme, c'est un mouvement. Pour moi. C'est d'ailleurs la seule définition à peu près crédible [...]. C'est le mouvement qui abolit l'ordre des choses. Donc, c'est un mouvement perpétuel. Pour moi, c'est cela qui est très important. Il y a des mauvaises lectures de Marx, où ce qui s'est passé en Union soviétique,... c'est quelque chose qui est contre le mouvement puisqu'on veut changer de société... en plus, cela a été imposé par le haut, et puis après, on considère que c'est la meilleure société possible et qu'il n'y a pas de transformations. Alors que pour moi, le communisme, c'est un mouvement qui abolit l'ordre des choses existantes et qui permet d'en créer un nouveau. Donc, historiquement, aujourd'hui, le communisme, c'est... cela devrait être le mouvement qui permet de dépasser le capitalisme. [...] Donc, si vous voulez, le communisme, c'est, pour moi, une vision qui essaye de s'appuyer sur les forces vives d'un pays, sur ce que porte, comme pouvoir d'émancipation, le peuple qui souffre et qui aspire à s'émanciper. De s'appuyer sur cela, d'essayer d'offrir des solutions à cela pour transformer la société, mais en partant du principe que cela ne veut pas dire pour autant qu'on sera dans une société parfaite, qu'il y aura toujours un mouvement à poursuivre. Pour moi, c'est ça le communisme.

Alors après, c'est une définition un peu théorique, donc le communisme porte de très belles valeurs, qui sont des valeurs d'égalité, de justice et de fraternité, ce sont celles de la République française. Pour moi. Avec des déformations, c'est-à-dire qu'on présente souvent le communisme, comme l'égalitarisme... C'est horrible ! Nous ne sommes pas, enfin moi je ne suis pas pour une société de clones. Je pense que la société, elle doit permettre à chacun de développer les potentialités qu'il a en lui et ce ne sont pas les mêmes. Ce serait adynamique, ce serait contraire à une dynamique de transformation et de modification que de considérer que le but, c'est de mettre tout le monde à égalité. Bon, c'est le revers, d'ailleurs, de quelque chose de positif, c'est que nos concitoyens savent bien que les communistes sont plutôt des gens dévoués, justes, etc. Mais, en même temps, ils sont ressentis comme des troglodytes sur cette question, parce qu'ils voudraient que tout le monde soit à égalité. Cela n'a pas de sens que tout le monde soit à égalité ! Ce qui compte, c'est d'avoir une égalité de droit, ça c'est indéniable, et ce qui compte, c'est de créer les conditions d'une société qui permette à chacun de s'épanouir. » (Francis Parny, entretien le 31 janvier 2012. Membre du CEN du PCF)

Etre de gauche, bien à gauche, rien qu'à gauche

La référence à la gauche est très présente au PG, puisque 39% des répondants y ont recours. Mais cet usage révèle une multiplicité de sens attribué à ce terme par les militants du PG :

« gauche de gauche » ; « parti ancré à gauche » ; « la vraie gauche » ; « une gauche clairement de rupture avec le capitalisme et le productivisme » ; « ligne politique résolument à gauche proposant une alternative au néolibéralisme » ; « un nouveau parti bien à gauche » ; « l'autre gauche » ; « gauche antilibérale » ; « militante du PS (toujours à sa gauche) » ; « un véritable parti de gauche » ; « une orientation de gauche » ; « une ligne clairement à gauche » ; « une offre à gauche distincte de la ligne social-démocrate et/ou social-libérale, décidée à gouverner pour mettre en œuvre une vraie politique de gauche » ; « le positionnement à la gauche du PS » ; « parti de gauche anticapitaliste » ; « gauche de transformation » ; « une autre voie à gauche » ; « transformer la gauche » ; « le PS n'est pas assez à gauche » ; « son ancrage car je viens du PS » ; « une politique de gauche de rupture et non une gauche d'accompagnement » ; « gauche non social-démocrate » ; « des propositions franchement à gauche, claires et précises, en rupture avec une gauche molle » ; « positionner le socialisme à gauche » ; « une vraie gauche républicaine, socialiste et écologique » ; « retrouver de vraies valeurs de gauche » ; « réinventer la gauche » ; « changer le rapport de force à gauche » ; « recomposer la gauche » ; « gauche de la gauche », etc.

Ces extraits illustrent la diversité des usages de la notion de gauche. Ensemble de valeurs dans lesquelles les militants du PG se retrouvent, cette notion permet également de revendiquer une position dans le champ politique. D'une part, en se plaçant en opposition à la droite et au centre, d'autre part en se plaçant dans la fidélité à une certaine idée de la gauche : être de gauche signifie une rupture avec un PS qui aurait trahi, qui se serait recentré, et, au bout du compte, ne serait plus tout à fait à gauche, sans être pour autant rejeté à droite. La gauche constitue alors un symbole des

orientations, des valeurs défendues par le PG qui vont motiver l'adhésion, mais aussi de son positionnement dans le champ politique (dans la gauche, mais aussi en rupture avec le parti dominant la gauche). Il peut également renvoyer à une trajectoire personnelle, par exemple pour les anciens socialistes qui, en adhérant au PG, opèrent ce qui peut apparaître comme une discontinuité de l'engagement partisan qu'il conviendra de nier par la construction symbolique d'un engagement permanent à gauche, ce qui les conduira tout autant à faire état de leur ancien militantisme socialiste (avec lequel ils ont eu le « courage » de rompre), tout en précisant que ce militantisme était oppositionnel et s'effectuait dans ses « courants de gauche ».

Des références exclusives

Que les individus se réclamant de l'anticapitalisme adhèrent au NPA, tandis que ceux qui se réclament du communisme adhèrent au PCF et ceux qui recherchent une gauche plus radicale que le PS, tout en se référant régulièrement à la gauche, adhèrent au PG n'a en soit rien de surprenant. Cela permet néanmoins d'indiquer en premier lieu que l'adhésion à un parti, lorsqu'elle est motivée par des raisons idéelles, est faite en fonction de l'offre de militantisme produite par le parti, qui va elle-même faire l'objet d'un processus d'incorporation (et de redéfinition) par les individus qui s'y investissent. En second lieu, ce point d'entrée dans les motivations à l'engagement dans l'un des trois principaux partis étudiés permet de relever l'exclusivité des références idéelles. Ainsi, si ces trois partis se revendiquent de la rupture avec le capitalisme et/ou le libéralisme, et construisent des offres de militantisme pour un changement radical de société, pour l'explication des raisons de s'engager, le recours aux notions d'anticapitalisme et de révolution est spécifique aux militants du NPA : alors que 35% des militants du NPA utilisent l'un de ces termes (ou les deux), ils ne sont que 7% au PG et 2% au PCF. De même, si la référence au communisme se retrouve, sous une forme ou une autre, dans 38% des réponses obtenues lors de la conférence nationale du PCF, ils ne sont que 3% au PG et 4% au NPA à avoir recours à des référents communistes¹. Enfin, la référence à la gauche est présente dans 39% des réponses formulées par les militants du PG, mais ne se retrouve que dans 7% des réponses produites au NPA et 8% au PCF², alors même que ces deux partis théorisent leur appartenance à la gauche³. En revanche, la « gauche » n'est pas spontanément utilisée par les militants du NPA pour justifier de leur engagement, le clivage gauche-droite ayant alors moins de

¹ En comptabilisant les anciens adhérents communistes justifiant leur adhésion actuelle par leur parcours au PCF. Au NPA, les rares militants ayant recours à des références communistes le font parfois pour critiquer le PCF et s'en distinguer, ou affirmer une identité politique : « *je suis communiste (trotskyste)* ».

² Le terme de « gauche » n'est pas plus utilisé par les militants du NPA que par les communistes pour définir leur parti (respectivement 6% des militants du NPA et 5% au PCF).

³ Même si le NPA théorise l'existence de deux gauches inconciliables, l'une de rupture au programme anticapitaliste, l'autre réformiste et gouvernementale, au programme plus ou moins radical, cette théorie conduit à faire de la notion de gauche un élément de positionnement et d'identification partisane. Rappelons également que la référence à la « gauche » est dès l'origine refusée par Karl Marx. Cf. Winock Michel, *La gauche en France, op. cit.*, p. 8-9.

sens que le double clivage capitalisme/anticapitalisme, révolution/réforme. Par ailleurs, sur les treize militants de l'enquête qui utilisent ce terme pour justifier de leur engagement, neuf vont inclure le NPA au sein de la gauche, quatre vont faire de la gauche un ensemble d'organisations critiquées et construire l'extériorité du NPA à la gauche. La « gauche » est également peu présente dans les explications de l'adhésion au PCF, même si cette notion n'y est pas critiquée. Il est également remarquable que les participants justifiant leur adhésion partisane par l'utilisation de l'un des principaux référentiels idéels de leur parti ne forment, dans chacun de ces trois partis, qu'une majorité relative. L'adhésion est ainsi rarement une adhésion totale à une orientation politique ou une idéologie, mais la formalisation d'un processus plus vaste et plus diffus d'incorporation des valeurs. Ce n'est, le plus souvent, que progressivement que l'adhésion va se préciser comme le montre l'exemple de l'entrée en communisme d'un ancien secrétaire fédéral du PCF¹ qui va distinguer la prise de parti de l'incorporation des idées communistes.

2. La distinction partisane. Pluralité des offres partisanses, pluralité des raisons d'agir

A l'exception de la référence au communisme au PCF qui joue un rôle particulier, les militants font rarement référence à des idéologies politiques comme le socialisme, le trotskisme ou encore l'anarchisme. Ainsi, au NPA, les références idéologiques sont rares puisque moins de 6% des répondants y ont recours pour justifier de leur adhésion. Ces références, lorsqu'elles sont utilisées, sont très diverses : deux au communisme, trois au socialisme, trois à l'anarchisme ou à la dimension libertaire du NPA, une à l'altermondialisme et deux au trotskisme (dont l'une constitue une référence indirecte en justifiant l'engagement au NPA/LCR par « *son analyse de la bureaucratie et sa dénonciation du stalinisme* »). La référence au socialisme², également plurielle, se retrouve dans 8% des réponses données par les militants du PG. Ainsi, l'adhésion à l'un de ces trois partis est construite (ou reconstruite) par les militants comme produit d'une pluralité de causes qui ne peuvent se résumer à une idéologie politique, conduisant à appréhender les réponses produites pour l'explication des raisons de s'engager comme le reflet de la production d'offres partisanses, tout à la fois proches (une volonté commune de changer radicalement la société, de lutter contre les inégalités sociales, etc.) et distinctes. Enfin, la question sociale constitue le socle commun au processus d'adhésion à l'un de ces trois partis. Cette convergence entre les militants de ces partis pour justifier de leur engagement à combattre les inégalités sociales n'empêche pas quelques différences. En effet, au NPA, cela prend davantage la forme d'une recherche de radicalité contre le

¹ Sa trajectoire partisane fait l'objet de développements plus conséquents au chapitre suivant.

² En ne prenant en compte que les répondants justifiant de leur engagement pour le socialisme (les mentions du PS ne sont pas prises en compte).

capitalisme, vu comme l'origine de ces inégalités. L'appréhension des inégalités sociales au PCF se singularise par l'usage de la notion de (in)justice sociale renvoyant à une forte dimension morale.

Adhésion et cycle de mobilisation

Les travaux de Florence Johsua sur la LCR ont montré l'importance des vagues d'adhésions relatives à un évènement ou une configuration politique favorable (dans le cas de la LCR en 2002, le doublement des effectifs partisans pendant et surtout après la campagne présidentielle d'Olivier Besancenot). L'annonce de la création du NPA en juin 2007 a également conduit à une très forte augmentation du nombre d'adhérents (la LCR comptait environ 3 000 adhérents, contre plus de 9 000 pour le NPA) en produisant une nouvelle offre de militantisme porteuse d'une forte radicalité politique et contestataire, dépassant symboliquement la seule référence au trotskisme¹ et portée par un leader particulièrement médiatique² symbolisant le (relatif et partiel) glissement du trotskisme à l'investissement dans toutes les luttes contestataires³. La nouveauté représentée par la création du NPA est aussi constituée par la volonté affichée d'élargir l'assise sociologique du parti en assouplissant sa conception du militantisme, particulièrement exigeante, comme le rappelle Stéphanie Rizet : « *Appartenir à la Ligue communiste révolutionnaire constitue un engagement exigeant et dont les modalités ne sont que peu négociables, au sein d'une structure qui se veut avant tout composée de membres actifs et non de simples adhérents* »⁴.

L'exemple des réponses produites par les militants communistes permet de faire ressortir le lien entre adhésion et contexte politique et social. Parmi les répondants, quinze ont adhéré entre 1960 et 1965, dont huit qui expliquent leur adhésion au PCF par sa position relative à la guerre d'Algérie (1954-1962). De manière moins marquée, sept répondants ayant adhéré entre 1965 et 1973

¹ Florence Johsua a montré qu'elle constituait de moins en moins une référence partagée, notamment du fait de la vague d'adhésions de 2002 qui a considérablement modifié la sociologie partisane. Cf. Johsua Florence, « Les conditions de la (re)production de la LCR », *op. cit.*, p. 60. La création du NPA ne doit ainsi pas être analysée seulement comme l'exploitation d'une opportunité politique due à une configuration favorable du champ politique à la LCR, mais aussi comme une réponse aux transformations sociologiques de ce parti.

² A ce titre, la biographie d'Olivier Besancenot rédigée par Eric Hacquemand est assez intéressante. Cf. Hacquemand Eric, *Olivier Besancenot. L'irrésistible ascension de l'enfant de la gauche extrême*, Editions du Rocher, Monaco, 2008. L'ouvrage de Denis Pingaud constitue une autre source pertinente quant à l'image du leader de la LCR. Cf. Pingaud Denis, *L'effet Besancenot*, Editions du Seuil, Paris, 2008.

³ Cela constitue une modalité importante du militantisme à la LCR : « *L'une des principales caractéristiques de l'organisation du travail politique, telle qu'elle est perçue par les membres de la Ligue, tient à leur investissement dans une multitude de mouvements et de structures. Ils présentent comme réaliste et pragmatique ce multipositionnement qui consiste aussi à ne pas s'enfermer dans un sectarisme aveugle, triant a priori les « bonnes luttes » des « mauvaises ». Ils se doivent d'intervenir partout où leur message est susceptible d'être entendu, d'être de tous les combats où ils pensent pouvoir jouer un rôle, le plus souvent de « radicalisation », ce qui constitue une véritable gageure pour une si petite structure. Car les militants sont trop peu nombreux comparativement aux secteurs qu'ils doivent investir, aux tâches qu'ils doivent effectuer, et l'activisme permet alors de compenser cette faiblesse numérique. Ils démultiplient leurs efforts, que ce soit au sein de la Ligue qu'ils contribuent à faire vivre, dans leur syndicat ou dans les associations où ils s'investissent.* ». Cf. Rizet Stéphanie, « Qu'est-ce qui fait courir les militants de la ligue communiste révolutionnaire ? », *art. cit.*, p. 70-71.

⁴ *Ibid.*, p. 69-81.

justifient leur adhésion au PCF par son refus de la guerre du Vietnam. L'engagement du PCF dans les luttes relatives à la décolonisation et au rejet de l'impérialisme, sans être majoritaire parmi les militants qui adhèrent à cette période, constitue l'une des motivations les plus régulières. Cette question de la décolonisation¹ et du rejet de l'impérialisme (et plus largement, les questions internationales) est par ailleurs fortement contextualisée puisqu'elle va quasiment disparaître des réponses après la décolonisation et lorsque de telles raisons sont évoquées en dehors de cette période, ne vont constituer que des réponses individuelles. De même, sur les vingt-six militants communistes de l'enquête ayant adhéré en 1968 ou dans le contexte post-68, dix justifient leur engagement par leur participation aux événements de mai 68. Parmi les répondants, il faut ensuite attendre la mobilisation référendaire de 2005 pour retrouver une explication de l'adhésion partagée et justifiée par un événement particulier. En effet, aucune des grandes mobilisations sociales successives (par exemple les mobilisations lycéennes de 1973, la mobilisation étudiante contre la réforme Devaquet en 1986, les mouvements de novembre-décembre 1995, les différents mouvements contre les réformes du système de retraites, ou encore la mobilisation étudiante contre le CPE en 2006) ne seront utilisées pour justifier de l'engagement au PCF. Pour constater, dans une temporalité restreinte, une même explication fondée sur un mouvement social ou politique, il faut ainsi attendre le référendum de 2005 qui justifie l'adhésion de neuf des vingt-neuf militants communistes ayant adhéré au PCF entre 2005 et 2007 dans notre échantillon. Le programme commun – tant sa conclusion que sa rupture – va également être avancé comme variable explicative de leur adhésion par huit des trente-deux militants ayant adhéré entre 1972 (conclusion du programme commun) et 1977 (rupture du programme commun). Si certaines adhésions sont motivées pour soutenir le programme commun², d'autres sont au contraire motivées par l'espoir de voir cette stratégie abandonnée par le PCF. En ajoutant aux différents mouvements liés à la décolonisation ou à mai 68 la stratégie du programme commun, les traces de ces adhésions motivées par une même configuration politique et sociale s'arrêtent à la fin des années 1970 et ne se retrouvent qu'à partir du référendum de 2005. Dire cela ne signifie pas que le PCF n'a plus obtenu d'adhésions pendant cette période 1978-2005, ni même qu'il n'a plus profité de son investissement dans les luttes sociales, mais que les traces d'une vague d'adhésions liée à une configuration politique ou sociale spécifique et circonscrite dans son objet et sa temporalité, ne sont plus visibles dans notre échantillon. Malgré la relative faiblesse de ce dernier, les données recueillies semblent largement confirmées par l'affaiblissement connu et largement décrit par les travaux de science politique, par le PCF depuis 1978 – lors des élections législatives, le PCF est, pour la première fois

¹ La rupture avec le colonialisme figure parmi les vingt-et-une conditions fixées par Lénine pour l'adhésion à l'Internationale communiste. Cf. Conord Fabien, *Les gauches européennes au XX^e siècle*, op. cit., p. 171-172.

² Julian Mischi évoque ces adhérents de l'union et la déstabilisation des engagements produite par la rupture du programme commun. Cf. Mischi Julian, *Le communisme désarmé*, op. cit., p. 100-104.

sous la V^e République, devancé par le PS –, et plus encore depuis 1981. Cet affaiblissement est électoral, mais aussi social puisqu'il correspond à une perte importante en termes d'adhésions, comme à une détérioration des réseaux communistes et des organisations que ce parti contrôle (soit par l'affaiblissement de ces organisations, soit par leur autonomisation). La dépréciation continue et relativement brutale de la position du PCF dans le champ politique est encore accrue, durant cette période, par le maintien d'une forte domination du PS sur l'ensemble de la gauche et une concurrence électorale (mais aussi dans les luttes sociales) de plus en plus intense des partis d'extrême gauche, Lutte ouvrière, puis la LCR. La participation active du PCF à la campagne référendaire de 2005 constitue un élément de justification de l'engagement, mais aussi (il faudrait cependant une enquête plus ample pour en obtenir la certitude) une amélioration de la position du PCF puisque celui-ci parvient à nouveau à susciter une forte adhésion motivée par son investissement dans une campagne spécifique. Par ailleurs, sans provoquer un afflux militant, six des dix-neuf répondants ayant adhéré au PCF entre 2009 et 2011 justifient cette adhésion par la création du FG. Au total, ce sont près de 20% des participants à la conférence nationale qui vont avoir recours à l'une de ces explications pour motiver leur adhésion.

Appréhender l'écologie

L'écologie a progressivement, et souvent de manière chaotique¹, été intégrée aux programmes des partis politiques. L'incorporation de cette cause dans le corpus idéologique et programmatique est très variable. Ainsi, si le NPA disposait d'une commission écologie particulièrement dynamique, la dissidence de la GA en 2012 a conduit au départ de l'essentiel de ses animateurs qui ont rejoint le FG et participent, avec d'autres militants écologistes du FG, au réseau des écosocialistes².

¹ Comme le montrent les différentes stratégies mises en œuvre par le PS pour faire face à la concurrence constituée par l'émergence de l'écologie politique. Cf. Sainteny Guillaume, « Le Parti socialiste face à l'écologisme. De l'exclusion d'un enjeu aux tentatives de subordination d'un intrus », in *Revue française de science politique*, 44 (3), 1994, p. 424-461. L'intégration de l'écologie dans les textes de congrès et dans la presse socialiste est faible. Cf. Mathieu Romain, *Vers un socialisme écologique ? Impératif environnemental et rénovation socialiste (1997-2008)*, mémoire de science politique, Université Nancy 2, 2009. La prise en compte de l'écologie par l'extrême gauche n'a pas été des plus faciles. Cf. Buton Philippe, « L'extrême gauche française et l'écologie », *art. cit.* Néanmoins, la LCR s'est très tôt engagée dans la lutte antinucléaire, cf. Salles Jean-Paul, *La ligue communiste révolutionnaire, op. cit.*, p. 223-227.

² Dont un premier manifeste a été récemment publié et coordonné par la secrétaire nationale à l'écosocialisme du PG, Corinne Morel Darleux. Cf. *Les écosocialistes, Premier manifeste. 18 thèses pour l'écosocialisme*, Editions Bruno Leprince, 2013. Il est intéressant de remarquer l'évolution des intitulés de ce secrétariat national depuis la création du PG, qui reflète les évolutions et inflexions idéologiques et programmatiques de ce parti (les nouveaux intitulés visant alors à attester de l'approfondissement de l'appréhension de la thématique écologique par ce parti). A l'issue du congrès constituant, en février 2009, deux secrétariats nationaux sont constitués autour de la thématique écologique : Elodie Vaxelaire (ex-PS, ex-PRS) devient secrétaire nationale à la planification écologique, tandis que Corinne Morel-Darleux (ex-PS, Utopia) devient secrétaire nationale au combat écologique. Lors du congrès du Mans, en novembre 2010, il ne subsiste déjà plus qu'un secrétariat national à l'écologie, dirigée par Corinne Morel-Darleux, qui est devenue entretemps conseillère régionale en Rhône-Alpes. Elodie Vaxelaire s'occupe toujours de la planification écologique, mais n'est plus membre que du

L'appréhension de l'écologie par le NPA est teintée d'une forte recherche de radicalité et d'anticapitalisme qui conduit à investir l'écologie par les luttes. La dissidence de militants d'EELV autour de Martine Billard, tout comme la présence de militants et responsables d'Utopia lors de la fondation du PG, a renforcé le positionnement écologiste de ce parti déjà initié par le groupe Mélenchon¹. Le PCF apparaît plus en retrait sur ces thématiques². Les différences de positions relatives à l'énergie nucléaire constituent ainsi l'un des principaux points de divergences en termes d'orientations programmatiques, au sein du FG. Ces différences relatives à l'appréhension de l'écologie dans les orientations du PG, du NPA et du PCF se retrouvent dans les raisons données par les militants pour justifier de leur engagement. Ainsi, si l'écologie est avancée comme explication de leur adhésion par 12,6% des congressistes au PG, ils ne sont que 5,5% au NPA, et moins de 2% au PCF. Contrairement aux inégalités sociales qui constituent un point de forte convergence entre les militants du PG, du NPA et du PCF, l'écologie apparaît plus clivante. S'il ne s'agit pas de porter un jugement sur l'offre partisane en matière d'écologie de ces trois partis, ces résultats font apparaître néanmoins que le PCF, contrairement au NPA et plus encore au PG, n'apparaît pas comme constitutif d'une offre de militantisme pour ceux souhaitant s'investir dans les causes écologistes.

La République

La référence positive à la République, la construction du lien entre la société et les individus par la notion de citoyenneté, plutôt que par celle de travailleur, est complètement absente des motivations exprimées par les militants du NPA, et présente marginalement au PCF, contrairement au PG où les références républicaines sont bien présentes (près de 15% des répondants). En cela, les motivations affichées par les militants du NPA et du PG correspondent aux idéaux-types définis par Irène Pereira qui distingue trois grammaires, au sens de la sociologie pragmatique, au sein de la gauche radicale : le républicanisme social, le socialisme et le nietzschéisme³. Le PG relèverait du premier (se fondant sur la notion de citoyenneté), tandis que le NPA du second (fondé sur l'analyse en termes de lutte de classe). La référence à la République, constante dans les textes du PG et bien présente dans les motivations de l'adhésion de ces militants, constitue une singularité particulièrement forte et perçue

BN. Enfin, après le congrès de Bordeaux, en mars 2013, Corinne Morel-Darleux est confirmée dans sa fonction qui prend désormais le nom de secrétariat national à l'écosocialisme.

¹ Si le groupe Mélenchon avait commencé à travailler la question écologique avant la création du PG et semblait, à certaines périodes, être plus actif sur cette question au sein du PS, il ne faut néanmoins pas surestimer cette réflexion qui n'était pas homogène, Jean-Luc Mélenchon ne cachant pas, lors de la création du PG, le caractère relativement récent de sa conversion aux thèses de l'écologie radicale.

² Sylvain Boulouque estime ainsi que l'écologie est contraire à la culture politique du PCF. cf. Boulouque Sylvain, « Mémoires, histoires et actualités de la radicalité de gauche en politique », in *Communisme*, 72-73, 2002-2003, p. 184. Mais l'écologie a également pu constituer une opportunité de reconversion pour certains partis communistes européens. Sur les alliances rouges-vertes, cf. De Waele Jean-Michel et Vieira Mathieu, « La famille de la gauche anticapitaliste en Europe occidentale », *op. cit.*, p. 50-85.

³ Pereira Irène, *Les grammaires de la contestation*, *op. cit.*

comme telle par d'autres organisations de gauche radicale qui structurent leur rejet du PG (et/ou leur logique de différenciation) autour de cette thématique républicaine :

« *La République, cela ne veut rien dire aujourd'hui ! A part les monarchistes, tout le monde est pour la République ! Mais tu as une République versaillaise, une République communarde, montagnarde... Le mot République est un fourre-tout, aujourd'hui. Il permet la confusion la plus totale.* » (Alain Krivine, entretien le 26 novembre 2010)

« La référence constante à la République, même tempérée par l'adjectif « sociale », à la « patrie républicaine », alors que cette construction en France est marquée par la collaboration de classes, l'héritage colonial, le nationalisme et la démocratie libérale, renvoie à une solide divergence. »¹

« Pour ce qui est des municipales, nous sommes tous en faveur de listes autonomes du Front de gauche au premier tour, ce qui nous situe du côté du PG. Mais sur d'autres sujets, on peut penser à « l'unité de la République » telle que le PG l'a défendue en Alsace pendant le référendum régional, ou encore aux règles de fonctionnement interne, nous serons très loin du PG. »²

Claire Villiers (ancienne présidente d'Agir contre le chômage, membre de la Fondation Copernic, et conseillère régionale d'Ile-de-France de 2004 à 2010) développe une critique similaire en assimilant républicanisme et souverainisme : « *Cette force dont on a besoin ne se construira pas autour d'une seule culture. Ni celle du trotskysme du NPA, ni la culture républicaine souverainiste de Mélenchon* »³. L'argument est identique sous la plume de l'historien communiste Roger Martelli qui voit, dans le républicanisme du PG et de son leader, un handicap de Jean-Luc Mélenchon à représenter le FG :

« la nation révolutionnaire – semble à beaucoup dépassée : un rempart bien fragile contre les prurits d'un nationalisme dévastateur. Or Jean-Luc Mélenchon s'inscrit ouvertement depuis des années, dans une tradition explicitement républicaine et nationale. Ses méfiances à l'égard du supranationalisme et ses réticences aux thématiques de la « multitude » ne sont pas masquées et lui aliènent une part non négligeable de la gauche contemporaine, notamment dans ses franges jeunes et intellectuelles. »⁴

Eric Coquerel, qui s'est fait l'un des promoteurs des thématiques républicaines, évoque les difficultés à rendre audible ce discours lors de la campagne référendaire de 2005 :

« *La première fois que j'ai sorti ça, je me rappelle, c'était une réunion à Fabien, je me suis quasiment fait traiter de souverainiste et de nationaliste. Mais progressivement, on arrive à ce que cette question soit reprise dans les textes, c'est l'idée que la question centrale sur l'Europe, c'est la question de la souveraineté populaire.* » (Eric Coquerel, entretien le 26 juin 2011. Président du MARS-GR, puis secrétaire national du PG en charge des relations unitaires)

L'usage des référents républicains dans les meetings illustre la (ré)introduction des symboles de la République dans l'espace de la gauche radicale et les résistances que cet usage peut provoquer. Habituellement peu présent dans les meetings de gauche, le drapeau tricolore avait déjà fait un premier retour lors de la campagne présidentielle de Ségolène Royal. L'usage du drapeau, tout comme l'association de *La Marseillaise* à *L'Internationale* en fin de meeting et les références à la République constituent, à gauche, et plus encore dans la gauche radicale, autant d'éléments clivants.

¹ *Tout est à nous !*, n°78, 18 novembre 2010, Ingrid Hayes et Fred Borras, « Congrès du PG. Matière à débat ».

² Christophe Aguiton, s'exprimant sur le positionnement, au sein du FG, d'Ensemble, cité par Weber Louis, « Front de gauche. Le temps des turbulences », in *Savoir/Agir*, 26, 2013, p.87.

³ Claire Villiers, citée par *Regards*, n°57, décembre 2008, p. 7.

⁴ Martelli Roger, « Front de gauche, aube ou crépuscule ? », in *Mouvements*, 69, 2012, p. 106.

Ainsi, l'essentiel des drapeaux tricolores présents lors des meetings du FG est apporté par l'équipe de campagne du candidat qui entend se le réapproprier :

« Ça, on ne les avait pas, c'est le national qui les descendait » (Benoît Maillard Salin, entretien le 18 mars 2013. Militant actif du PG à Besançon et l'un des principaux organisateurs du meeting de janvier 2012)

L'usage en meeting de ce symbole est assez clivant. Si certains cadres considèrent qu'il n'y a eu aucune difficulté pour trouver des participants acceptant de tenir un drapeau tricolore, d'autres sont plus circonspects et font état de certaines réticences :

« Cela a été facile de trouver des personnes qui acceptaient de prendre le drapeau tricolore ?

Non. Effectivement, cela a été un problème ça.

Y compris dans le PG ?

Y compris au PG... Surtout, en fait, sur les jeunes pour qui cela a été un problème. [...]

Et toi, cela t'aurait posé problème ?

[Soupir] Non, je pense que je l'aurais pris, au final. Mais ce n'est pas quelque chose de naturel, par contre.

Mais en fait, c'est une connerie ! Il faut se réapproprier totalement ce drapeau tricolore. Il est à nous, il est républicain, il n'a rien à faire dans les bras de l'extrême droite. » (Mathieu, entretien le 18 mars 2013. Militant actif du PG à Besançon, chargé de la logistique lors du meeting de janvier 2012)

Un autre organisateur est également confronté à des réactions diverses quant à l'usage du drapeau tricolore. Si celui-ci est globalement accepté, il fait néanmoins l'objet de critiques :

« Quelques remarques de militants du NPA qui étaient dans la salle et qui n'avaient que ça à nous reprocher. » (Benoît Maillard Salin, entretien le 18 mars 2013)

Plus généralement, ce sont l'ensemble des symboles républicains qui constituent un objet de clivage pour les militants du NPA. Ainsi, de la laïcité :

« A la LCR, on était une organisation, pas laïque, car laïque, c'est une banalité, mais athée. Donc, on acceptait des croyants, mais sur le thème, chez nous, on espère bien qu'ils vont perdre leurs croyances. » (Alain Krivine, entretien le 26 novembre 2010)

La campagne référendaire de 2005 et la question européenne

L'importance symbolique et sociale de la campagne référendaire de 2005 dans la construction du PG et du FG a déjà été soulignée. Alors que l'investissement dans cette campagne a provoqué des adhésions au PCF (4% des répondants évoquent la question européenne pour justifier de leur adhésion), il ne semble pas en être de même au NPA, au sein duquel les raisons données à l'engagement n'évoquent que très marginalement la question européenne (cette cause n'est citée que par un seul répondant au NPA), contrairement au PG où près de 8% des militants font référence à la campagne de 2005 et/ou à l'opposition à l'Europe libérale pour motiver leur adhésion :

« Militante de la gauche du PS, militante du NON de gauche au TCE et déçue de l'attitude de la majorité du PS après la victoire du NON, je pense que je guettais la création de ce parti à la gauche du PS »

« Au moment du référendum (2005), j'avais découvert que je n'étais pas comme je le croyais, orpheline politiquement, qu'il y avait à la gauche du PS des gens, comme Jean-Luc Mélenchon, ayant la même sensibilité que la mienne. Le PS était trop éloigné de moi pour que j'y adhère mais quand s'est créé un parti aussi proche de mes convictions, je n'avais aucune raison de ne pas le rejoindre. »

« Après la victoire du référendum de 2005, j'ai voulu passer à l'action politique. J'ai donc rejoint PRS et le courant "Mélenchon" au sein du PS. Adhérer au PG est donc naturel car j'espérais dès 2005 que celui-ci se crée »

« Militante du PS (toujours à sa gauche), je n'ai pas accepté son évolution social-démocrate. La campagne de 2005 sur le TCE a fait déborder le vase (j'ai fait campagne pour le non). J'attendais la création d'un véritable parti de gauche et ai adhéré au PG dès sa création. »

« Adhérente d'ATTAC depuis quelques années et mon engagement pour le non au référendum sur le traité européen, je cherchais le parti qui correspondait le mieux à mes idées politiques. »

« Adhésion au PS suite à la bataille du TCE pour soutenir combat de PRS pour le faire évoluer à gauche. »

Au-delà de l'affirmation d'un engagement alter-européen, pour une Europe sociale, la question européenne est utilisée selon deux autres modalités. Il s'agit, tout d'abord, de rendre exemplaire la déception produite par le PS, de justifier du rejet de ce parti et de ces positions jugées trop libérales. Il en est ainsi pour ce répondant dénonçant le libéralisme du PS et appuyant son argumentation par deux exemples : la recherche d'alliances électorales avec le centre et la position du PS relative au traité de Lisbonne en 2008. De même, ce militant qui évoque, à propos du traité de Lisbonne, la « *trahison socialiste* ». Il s'agit ensuite de resituer l'adhésion au PG dans une certaine logique biographique : adhérer au PG serait alors la continuité de l'engagement pour le non en 2005, la création de ce parti constituant alors une opportunité militante, tant pour d'anciens militants socialistes (la question européenne devenant alors une justification théorique de la dissidence et une preuve de fidélité à son propre parcours) que pour des militants n'ayant pas été membres d'un parti auparavant : « *C'était le parti que j'attendais après avoir milité contre le traité de 2005* ».

B. L'adhésion, comme continuité et discontinuité biographique

L'adhésion est régulièrement remise dans son contexte social ou idéal par les acteurs, ce qui conduit à « effacer » la discontinuité (que cela soit par la nouveauté que représente l'adhésion, ou par la rupture avec une adhésion partisane préalable) produite par l'adhésion. Il ne faut cependant pas sous-estimer le travail de mise en cohérence biographique auquel les acteurs se livrent pour construire une continuité, ou à l'inverse, une rupture biographique. Il s'agit alors d'ajuster leur trajectoire militante à la position qu'ils occupent dans un espace social complexe. Insister sur la continuité de l'engagement permettra alors de se doter d'une qualité personnelle valorisable, la fidélité, l'inflexibilité, la certitude et la force de ses convictions, etc., et constitutive d'une ressource symbolique utilisable dans les luttes symboliques latentes et permanentes qui structurent les espaces sociaux dans lesquels les acteurs évoluent. Il faut également remarquer que ces qualités personnelles ne sont constitutives d'une ressource symbolique que dans un espace social valorisant précisément ces qualités, et sont largement fonction de la position occupée, des positions auxquelles les acteurs aspirent, et des rôles que conditionnent autant les structures de l'espace social que la position occupée (ou visée). A l'inverse, une rupture de l'engagement, comme c'est le cas avec les

dissidents socialistes (et plus généralement, pour tous ceux qui participent à une dissidence¹ ou font défection) peut également être constitutive d'une ressource mobilisable par les militants ayant opéré cette rupture. Il s'agira alors de mettre en avant le courage, la force des convictions, l'intégrité, etc.

Dès lors, l'adhésion se veut tout autant rupture que continuité biographique, même si cette continuité peut prendre plusieurs formes non exclusives l'une de l'autre. Les différentes modalités d'affirmation et de construction de l'engagement comme constitutif d'une continuité biographique seront observées en mettant en exergue la modalité principale par laquelle se vit cette continuité dans chacun des partis observés. Cependant, les différentes modalités observées ne sont pas spécifiques à chacun des partis étudiés et se retrouvent donc dans les autres partis. Ainsi, la fidélité à des idées est aussi présente au PCF qu'au NPA et au PG, mais nous avons fait le choix de présenter ce qui singularise ce parti (1), c'est-à-dire la force de l'évidence prise par l'adhésion du fait d'une socialisation familiale favorable au militantisme, en particulier cégétiste et communiste, et à l'implantation territoriale du communisme, bien plus développée (même si cette implantation sociale est durement touchée par l'affaiblissement du PCF) que celle du PG ou du NPA. Les dissidents socialistes vont construire, par l'intermédiaire de leurs motivations à l'adhésion au PG, une représentation valorisant la fidélité aux idées et la rupture nécessaire avec une organisation partisane qu'ils ne jugent plus en capacité de porter les valeurs du socialisme (2). Enfin, de nombreux militants de la LCR vont voir dans le NPA une continuité de leur engagement initial (3).

1. **La force de l'héritage et de l'inscription dans le monde communiste**

« Comme Obélix, je suis tombé dans la marmite »

Plus qu'un simple trait d'humour d'un militant communiste, cette réponse constitue un parfait exemple d'une autre forme de fidélité ou de continuité biographique dans l'engagement partisan. Au-delà de la fidélité à des convictions, ce militant manifeste sa fidélité à son milieu social d'origine, au caractère militant de sa famille, décrite par Annie Kriegel qui qualifiait cette trajectoire d'« *adhésion existentielle* »². Plus largement, les nombreux travaux portant sur les mécanismes d'adhésion au communisme pointent la force de l'héritage et des logiques familiales : « *L'adhésion [au PCF] n'est donc pas, ou très rarement, de nature avant tout intellectuelle, elle touche la personne dans son milieu familial ou professionnel* »³. Parmi les motivations produites par les militants communistes pour rendre compte de leur adhésion au PCF, l'explication sociale est très présente (dans 33% des réponses). On retrouve ici principalement trois variables explicatives. Tout d'abord, une socialisation politique précoce dans le cadre familial (dans 13% des réponses). L'adhésion au PCF

¹ La dissidence a ainsi comme avantage pour un militant de fournir un cadre social, symbolique et politique dans lequel la construction d'une continuité biographique est facilitée.

² Kriegel Annie, *Les communistes français, op. cit.*, p. 170-171.

³ Derville Jacques, « Les communistes de l'Isère », in *Revue française de science politique*, 25 (1), 1975, p. 64.

permet alors de se placer dans une « *tradition familiale* ». Si la mention d'une explication sociale de l'engagement est généralement assez brève, elle est parfois précisée par les militants :

« mes parents et grands-parents étaient tous membres du PCF » ; « issu d'une famille de communistes, les ayant vu militer, il me semblait tout naturel de rejoindre le parti de la classe ouvrière » ; « famille de militants ouvriers, syndicalistes et communistes » ; « Tout simplement, j'ai vécu dans une famille de militants » ; « Ma famille a toujours été adhérente au PCF, je voulais alors poursuivre dans cette démarche » ; « des parents militants dans différents syndicats et partis, donc une éducation basée sur la défense des acquis sociaux, l'égalité homme/femme, la justice sociale » ; « Histoire familiale (nombreux militants, dont anciens UEC, JC ou PCF) » ; « fort héritage familial (grands-parents paternels, père...) adhérents et militants. Volonté de faire perdurer cet héritage et d'en être une composante », etc.

Systématiquement, les militants évoquant le rôle de leur socialisation politique au sein d'une famille militante vont constituer l'engagement comme une évidence. Seul un militant évoque un parcours moins linéaire et montre que l'acquisition et l'incorporation de l'ensemble des valeurs et croyances communistes ne conduit pas nécessairement à l'adhésion :

« issu d'une famille de militants communistes, j'ai longtemps hésité avant de m'engager. Puis, des rencontres au cours de ma vie professionnelle ont fait que je devais participer à la vie citoyenne et qu'à gauche, je ne connaissais que le PC »

Une socialisation et une politisation communiste dans l'entreprise et par le syndicalisme (cette situation se retrouve dans un peu plus de 7% des réponses), par la rencontre avec des militants communistes organisés dans l'entreprise ou par le passage dans le syndicalisme à la CGT :

« Après le mouvement de 68. Alors jeune ouvrier à EDF, n'ayant pas de culture politique, mais ayant rencontré des militants du PCF et de la CGT pour qui j'avais du respect, et sur proposition de l'un d'eux, j'ai adhéré au PCF à la remise des cartes de janvier 1969 »

« Des rencontres au cours de ma vie professionnelle ont fait que je devais participer à la vie citoyenne et qu'à gauche, je ne connaissais que le PC. »

« j'étais syndicaliste CGT, j'ai côtoyé des communistes dans l'entreprise. Ils m'ont convaincue de leur souci et de leur efficacité pour les salariés en un mot, la classe ouvrière »

Deux caractéristiques semblent marquer ce type de trajectoire : le sentiment de normalité et la perception d'une continuité entre engagement syndical et partisan au PCF :

« Besoin de donner une perspective politique à mon engagement syndical » ; « prolongement d'activités syndicales » ; « à la sortie d'un stage syndicat CGT » ; « Je suis arrivé au PCF par l'intermédiaire de la CGT » ; « Militante CGT donc seul parti où je me reconnais » ; « à ma retraite, cela m'a paru la suite logique à la CGT, j'ai découvert le PCF en participant à la fête de l'Humanité »

Enfin, le passage par une organisation proche du PCF (hormis la CGT déjà évoquée) et les espaces de sociabilités constitués autour du PCF constituent une troisième configuration particulièrement favorable à l'adhésion au PCF (un peu moins de 7% des répondants évoquent ce parcours¹).

¹ Si ces taux peuvent paraître faibles, il faut néanmoins préciser que la question relative aux raisons d'adhérer au PCF était ouverte et visait précisément à obtenir une grande diversité de réponse. Les militants sont bien plus nombreux à être membres de la CGT que ceux qui répondent que c'est au sein de la CGT qu'ils vont effectuer le passage au militantisme partisan, mais tout porte à penser que les motivations sociales décrites ici sont plus courantes que les résultats obtenus. De même, le nombre important (18% des congressistes) de militants passés par une organisation de jeunesse du PCF (UEC, JC) montre le décalage entre le militantisme effectif dans ces organisations et leur usage pour justifier de l'engagement au PCF. Plus qu'un refus (ou un rejet) militant du rôle de ces organisations, il faut y voir un effet de la question posée qui conduit implicitement

L'adhésion à la JC ou à l'UEC constitue ainsi un espace de militantisme, mais aussi de confirmation des convictions et d'incorporation de la nécessité d'un militantisme partisan :

« j'ai d'abord adhéré à la jeunesse communiste qui menait une formidable bataille pour la paix au Vietnam puis j'ai rejoint le PCF sur les grands enjeux de société » ; « j'étais à la jeunesse communiste et c'est le seul parti dans lequel je me retrouve » ; « j'étais déjà adhérente à l'UEC, je voulais poursuivre sur un terrain plus large que les luttes étudiantes », etc.

L'adhésion au PCF peut ainsi être facilitée, rendue « normale » par le militantisme des membres de la famille, par le militantisme dans l'entreprise, par le syndicalisme ou encore par le passage dans des organisations de jeunesse du PCF. Plus généralement encore, l'adhésion constitue à la fois une décision individuelle, et l'inscription dans un collectif social. Dès lors, les rencontres entre militants et futurs militants constituent le fondement de l'adhésion, l'espace temporaire dans lequel le rattachement au collectif va devenir possible. Cette remarque n'est pas spécifique au PCF, ni même aux partis de la gauche radicale, mais la rencontre avec des militants est plus souvent évoquée comme étant au fondement de l'adhésion par les militants communistes¹. Pour l'un, c'est le fait d'« avoir fait 68 avec des militants communistes » qui motive l'adhésion. Pour un autre, c'est la rencontre avec « les camarades de la section Caen-Littoral du PCF à Blainville ». D'autres encore insistent sur la « camaraderie » et la « convivialité » des rencontres avec des militants communistes comme constituant l'un des fondements de leur engagement. Pour d'autres, il s'agit d'une rencontre lors d'une manifestation ou à la fête de *L'Humanité*, qui donne à l'activisme partisan une dimension festive et un accès immédiat à de nombreuses formes de sociabilités militantes :

« des rencontres avec des militants et également l'effervescence de la fête de l'Huma » ; « j'ai découvert le PCF en participant à la fête de l'Humanité » ; « mes idées de gauche vraiment à gauche et l'organisation déjà en place qui facilite le militantisme (et les 4 grammes dus à la fête de l'Huma) », etc.

Pour un autre encore, c'est la camaraderie et la participation à une fête locale du parti :

« c'est un parti très uni, une grande camaraderie et une volonté d'avancer et d'améliorer le quotidien. Je partage les idées de ce parti et je côtoie depuis le lycée des camarades communistes. J'ai adhéré lors d'une fête populaire, la fête du TC, Argelès sur mer »

La présence « sur le terrain » des militants communistes permet de se représenter un parti de « proximité » recrutant dans des configurations très diverses dont le socle sera, là encore, la rencontre de militants communistes actifs constituant autant d'exemples potentiels à suivre :

« De sensibilité de gauche depuis l'adolescence, suite à une manifestation nationale pour l'emploi, j'ai rencontré les communistes de ma ville. Ceux-ci m'ont demandé de participer à la liste aux élections municipales, je suis allée régulièrement une fois par semaine à la réunion de section et j'ai adhéré en pensant que c'était la formation politique qui pesait pour un changement à gauche au niveau local » ; « La rencontre avec des militants communistes auprès de qui j'ai pu trouver un espace d'engagement et de militantisme démocratique » ; « une rencontre avec une élue PCF au lycée dans le cadre du conseil d'administration » ; « le PCF a porté la campagne du Non de gauche au TCE. J'ai mené campagne avec

à sélectionner les causes de l'engagement, et, par la forte légitimité attribuée aux causes idéelles par les militants, à faire primer les explications idéelles sur les explications plus sociales.

¹ Tout au moins dans l'enquête quantitative. En effet, les entretiens démontrent l'importance de cette variable dans l'engagement, quel que soit le parti dans lequel se fait l'adhésion.

ses militants, je les ai rejoint naturellement » ; « la présence des communistes sur le terrain » ; « le rôle des élus communistes à Malakoff » ; « le partage vécu avec des camarades qui m'ont donné envie de m'engager et de les rejoindre » ; « j'ai adhéré entre les deux tours des municipales 2008. Le PCF est ma famille de cœur et de pensée, malgré des interrogations dues à un passé à la fois brillant (PCF) et des zones d'ombre (bilan globalement positif) »

L'implantation locale du PCF est ainsi souvent perçue comme une ressource et une fierté par les militants communistes, une spécificité qui permet de se distinguer des autres partis de gauche radicale¹. L'ancrage local du PCF, même s'il est désormais très affaibli, constitue un support identitaire. Cette distinction communiste se retrouve d'ailleurs dans les pratiques militantes des ex-militants communistes ayant rejoint la LCR qu'évoque Florence Johsua, ceux-ci mettant l'accent, dans leur activité partisane, sur le militantisme de terrain et la présence dans les quartiers².

2. La fidélité à une certaine idée du socialisme

L'expression d'une continuité dans le militantisme, l'affirmation d'une fidélité à ses engagements et à ses convictions se retrouvent également, même si la forme est différente, dans les motivations produites par de nombreux militants du PG. La production symbolique de cette continuité biographique est perceptible tout d'abord parmi les militants motivant leur adhésion au PG par le militantisme préalable à PRS ou dans les courants de « *la gauche du PS* », ou encore par le rappel de l'investissement en faveur du non en 2005, etc. A cette dimension biographique de la continuité s'ajoute une dimension plus idéelle³ et plus implicite : la fidélité au socialisme auquel aurait renoncé le Parti socialiste au profit d'une orientation plus centriste, social-démocrate, social-libérale ou même libérale selon les différentes réponses⁴. La fidélité au socialisme nécessite alors une rupture avec le Parti socialiste puisque celui-ci ne défend plus le socialisme. Ainsi, si la dissidence implique une rupture avec une forme spécifique de l'engagement, elle est également construite comme la continuité de cet engagement. A la fidélité organisationnelle évoquée dans le cas du passage de la LCR au NPA, s'ajoute alors une deuxième forme de fidélité, de continuité biographique dans laquelle il ne s'agit plus, pour maintenir sa fidélité, de maintenir son adhésion à un parti, mais de savoir rompre avec celui-ci s'il ne correspond plus aux convictions individuelles. Cette rupture organisationnelle est motivée par la perception d'une évolution du PS qui l'aurait conduit à

¹ Lavabre Marie-Claire et Platone François, *Que reste-t-il du PCF ?*, op. cit., p. 138.

² Johsua Florence, *La dynamique militante à l'extrême gauche*, op. cit., p. 166-167.

³ Cette représentation idéelle est renforcée par un double processus conduisant à donner une forte légitimité aux raisons idéologiques dans les oppositions politiques : d'une part, les dissidents socialistes sont essentiellement issus des courants de gauche du PS, marqués par une perception idéologique ou programmatique des conflits partisans et ayant fortement investi cette dimension spécifique du jeu partisan. D'autre part, le PG s'inscrit dans un espace valorisant fortement les enjeux idéels.

⁴ Ce registre est classique à la gauche du PS et ne concerne pas uniquement les militants ayant quitté le PS, mais aussi ceux qui maintiennent leur engagement socialiste. Les livres de Jacques Fleury et Marie-Noëlle Lienemann en fournissent des exemples. Cf. Fleury Jacques, *Le socialisme, c'est quoi ?*, Editions Bruno Leprince, Paris, 2006 ; Lienemann Marie-Noëlle, *Au revoir Royal*, Editions Perrin, Paris, 2007.

abandonner son positionnement originel. Les militants mettent ainsi en cause la « *dérive social-démocrate ou social-libérale* » du PS, la « *droitisation du PS* », la « *dérive droitière du PS* », son « *glissement* », sa « *mollesse* », ou encore la « *démission du PS devant le néolibéralisme* ». Il s'agit alors de refuser « *le virement du parti socialiste vers la social-démocratie, comme atténuation des politiques de droite* », de rompre avec ce parti pour maintenir sa fidélité au socialisme :

« militante du PS (toujours à sa gauche), je n'ai pas accepté son évolution social-démocrate » ; « ancien militant PS, je ne me reconnais plus dans cette dérive vers la droite du PS » ; « après 18 ans de PS, j'ai continué sur la voie socialiste et républicaine, alors que le PS s'en détournait ».

Très négatif, le registre employé pour qualifier le rejet du Parti socialiste indique également un recours régulier à l'émotionnel : le PS a ainsi provoqué un sentiment de « *trahison* », de la « *déception* », de la « *lassitude* », du « *dégoût* », de la « *frustration* », un « *ras-le-bol de la ligne toujours plus à droite du PS* », etc. Ce registre émotionnel indique et illustre la perte de sens de l'engagement socialiste pour ces militants, pour qui l'inscription dans les jeux et enjeux partisans devient de plus en plus coûteux¹, ne produit plus aucune rétribution symbolique, et perd progressivement toute signification, comme pour cette militante qui justifie son adhésion au PG par « *le congrès décevant du PS [et] la certitude de ne plus rien avoir à faire au PS* ».

Les représentations militantes concernant le PS sont ainsi duales : d'une part, dans le registre idéal, le PS est perçu comme un parti de plus en plus centriste (ce parti est ainsi qualifié de social-démocrate, social-libéral, libéral, certains allant jusqu'à lui dénier toute appartenance à la gauche). Sur ce registre, le PS est considéré comme ayant abandonné le socialisme. D'autre part, dans un registre plus émotionnel, cette évolution est perçue comme une trahison, un reniement qui a pour effet de délier adhésion au PS et adhésion au socialisme. Puisque le PS n'est plus socialiste, les militants sont alors contraints à la défection individuelle et souvent silencieuse, à la résignation ou encore à l'acceptation des choix effectués par la majorité de ce parti. La dissidence du groupe Mélenchon ajoute une quatrième possibilité en ouvrant une opportunité de reconversion militante, plus satisfaisante et conduisant à incorporer l'analyse d'un PS recentré et de la nécessaire rupture avec ce parti. Cette rupture nécessaire se retrouve régulièrement dans les raisons de s'engager au PG : « *en rupture avec la gauche molle* », faire une « *rupture avec la social-démocratie* », faire une « *rupture avec la gauche d'accompagnement* », etc. Cette rupture s'accompagne également d'une déliaison entre PS et socialisme, mais plus encore entre PS et gauche. Ainsi, des militants vont justifier leur engagement au PG pour « *son ancrage à gauche car [je] viens du PS* » ; « *déçu du PS, envie de militer à gauche* » ; « *Le PS n'est plus un parti de gauche !* », etc.

La volonté de rompre avec le PS n'est pas une spécificité du PG, puisque le NPA fait de l'indépendance vis-à-vis du PS un impératif stratégique, une condition de son inscription dans des

¹ Lefebvre Rémi, « Militer au PS pour le transformer », *op. cit.*

alliances partisans. De même, malgré les pratiques d'union de la gauche avec le PS, les militants communistes (mais aussi la direction partisane) sont régulièrement critiques¹. Mais le rejet idéologique et programmatique du PS parmi les militants du PG se double d'une autre signification liée à l'engagement au sein du PS de nombreux militants du PG. En effet, pour ces militants, l'investissement au PG repose sur un désinvestissement préalable qui va faire l'objet d'une construction sociale et symbolique, un travail de légitimation de leur propre trajectoire biographique. Se représenter le PS comme ayant renoncé à son identité permet la mise en scène de la continuité de l'engagement idéal et de ses convictions, malgré le changement d'organisation partisane. Dès lors, la critique de l'évolution doctrinale du PS constitue à la fois une orientation politique, une grille de lecture de la configuration du champ politique, et une mise en cohérence biographique.

3. Entre changement de sigle et continuité de l'engagement

La création du NPA a souvent été présentée par les dirigeants de la LCR comme une véritable rupture politique et militante avec la LCR. Ils mettaient alors en avant l'abandon du trotskisme comme référent idéologique unique du nouveau parti :

« il y a place pour une organisation plus large où on n'adhère pas en fonction de critères du passé : le trotskisme, l'anarchisme, le communisme stalinien... Bon, on ne fait pas de démagogie, l'Histoire, le passé, on ne le renie pas, c'est important, mais cela ne peut être une base d'adhésion. Ça devait l'être à une époque où nous étions très minoritaires, il fallait cliver, il fallait comme le disait un dirigeant trotskiste de l'époque, qui est mort maintenant, Pierre Franck, « il faut avoir une peau d'éléphant pour être chez nous ». On le comprend aussi, parce que à l'époque, nous étions isolés, tout le monde nous rentrait dedans, il fallait des gens blindés, très politisés, et être très ferme sur les problèmes, et y compris sur le passé. C'était la pleine période stalinienne. Le passé était important pour comprendre le présent. Aujourd'hui, nous pensons qu'il ne faut pas avoir comme sélection à l'entrée d'un parti, une analyse sur le rétroviseur, sur l'URSS, Staline, l'anarchisme... Non. Nous avons considéré qu'il y avait place, c'est un jugement politique, pour regrouper, qu'il y avait beaucoup d'anticapitalistes, quelques soient leurs origines, et même s'ils n'en avaient pas, il suffisait d'être d'accord sur l'analyse du présent et sur ce qu'il fallait faire pour le futur. Et c'est à ce moment-là qu'on a placé les frontières : ce n'était pas Trotski ou pas Trotski, analyse de l'URSS, c'était le capitalisme aujourd'hui. Il y avait là une frontière : est-ce qu'on peut le démocratiser, ou faut-il le renverser ? Peut-on le réformer ou faut-il le renverser ? La place des institutions : faut-il les démocratiser ou pas... ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas aller dedans... On a mis deux ou trois frontières. Pour le reste, on a dit : le débat est ouvert. Les trotskistes arrivent avec leurs idées, mais le débat est ouvert. » (Alain Krivine, entretien le 26 novembre 2010)

Les militants de la LCR constituent une majorité relative des congressistes, liés par une histoire militante commune, des sociabilités et pratiques largement issues de la LCR. En témoigne la similarité des jeux et enjeux partisans, des principes de classement et d'opposition dans la LCR et le NPA. De même, l'engagement au NPA est souvent présenté comme une continuité de l'engagement à la LCR :

¹ Georges Lavau montrait ainsi que la critique du PS, à la fois objet d'une méfiance permanente et allié potentiel (et nécessaire) dans la conquête et l'exercice du pouvoir, était permanente au PCF et variait d'intensité en fonction des alliances pratiquées ou souhaitées par le PCF. Cf. Lavau Georges, *A quoi sert le PCF ?*, op. cit., p. 427.

28% des congressistes justifient ainsi leur adhésion au NPA. Parmi ces militants, la fidélité à l'engagement initial constitue la modalité principale par laquelle se vit l'adhésion au NPA, même si certains mettent également en avant la nécessaire adaptation de leur parti : « *Le NPA poursuit le combat de la LCR en l'adaptant à la nouvelle période* » ; « *J'étais à la LCR, c'était non seulement dans la continuité, c'était aussi l'avenir : dépasser le cadre restreint du trotskisme* ». Les termes de « *continuité* », de « *suite logique* » ou de « *suite naturelle* » reviennent régulièrement : « *J'étais déjà adhérent à la LCR, j'ai poursuivi mon engagement au NPA* » ; « *une continuité dans le militantisme : LCR puis NPA* ». L'adhésion au NPA est alors vécue comme la continuité d'un engagement préalable et construite comme telle. Il s'agit alors de l'affirmation d'une double fidélité : fidélité à ses engagements et à ses convictions individuelles ; fidélité à l'organisation portant ces convictions et rendant le militantisme en leur faveur possible.

C. Une motivation illégitime ? L'adhésion provoquée par le discours et/ou la personnalité d'un leader partisan

*« Il n'est pas de sauveurs suprêmes :
Ni dieu, ni César, ni tribun »*

Fidèles en cela aux représentations militantes issues du mouvement ouvrier¹ (illustrées ici par deux vers de *L'Internationale*), les militants critiquent régulièrement et sévèrement la personnalisation du fonctionnement du jeu politique². Cela n'empêche pas l'émergence de leaders³ charismatiques dans cet espace politique, et pas davantage un usage régulier (et parfois massif) des ressources pouvant être obtenues dans la compétition politique par la mise en avant de leaders partisans disposant de qualités tribunitiennes, d'un fort charisme, etc. Le rejet de ce type de capital politique se retrouve symboliquement dans la désignation de la fonction du premier dirigeant des partis : premier secrétaire au PS, secrétaire national au PCF (même si une éphémère position de

¹ Philippe Braud relève que les résistances à l'usage de ce capital de notoriété sont les plus fortes dans la gauche radicale. Cf. Braud Philippe, *Sociologie politique, op. cit.*, p. 568. Carole Bachelot dresse le même constat quant à l'officialisation d'un leadership personnalisé au sein des partis de gauche. Cf. Bachelot Carole, « Un gouvernement des pairs ? », *art. cit.*, p. 383.

² La transposition institutionnelle de ce rejet de toute personnalisation conduit à la critique du régime parlementaire présidentialisé de la cinquième République. Cf. Collectif, *Quelle VI^e République ?*, Editions Le Temps des Cerises, 2007. Pour une étude du rejet originel du régime de la cinquième République par le PCF et sa relative acceptation de ce régime, cf. Baudouin Jean, « L'assimilation relative de la Constitution de 1958 par le Parti communiste français », in *Revue française de science politique*, 34 (4-5), 1984, p. 799-815. Dominique Andolfatto et Fabienne Greffet montrent qu'après avoir eu des difficultés avec le nouveau système institutionnel en 1958, le PCF va être relativement favorisé par le double processus de bipolarisation et de réalignment électoral que la Cinquième République implique, permettant ainsi une réintégration du PCF dans les jeux partisans. Cf. Andolfatto Dominique et Greffet Fabienne, « Le Parti communiste français : une reconversion sous contraintes », *op. cit.*

³ Sur la notion de leadership partisan, cf. Fretel Julien, « Le leadership partisan », in Cohen Antonin, Lacroix Bernard et Riutort Philippe (dir.), *Nouveau manuel de science politique, op. cit.*, p. 462-475.

président du parti, essentiellement honorifique, avait été créée entre 2001 et 2003 pour Robert Hue, tandis que Marie-George Buffet devenait secrétaire nationale), porte-parole (parfois collectif) au NPA, aux Alternatifs, ou encore à Lutte ouvrière. Seul le PG dénote quelque peu à gauche en optant pour le titre de président, puis, à partir du congrès de 2010, pour une coprésidence paritaire¹ avant de renoncer à cette fonction en 2013 au profit d'un secrétaire national à la coordination politique du PG². L'abandon de la fonction de « président » puis de « co-président » du PG n'a par ailleurs rien changé au leadership de Jean-Luc Mélenchon sur le parti qu'il a fondé. Dans le même temps, ces différents partis ont, dans leur histoire, largement usé des ressources que pouvaient leur procurer, dans la compétition politique, la capacité à être représentés par un leader connu et reconnu, disposant d'une forte personnalité, de talents oratoires, etc. Même s'ils se font progressivement discrets à partir de Robert Hue, puis Marie-George Buffet, et de manière bien plus accentuée encore avec Pierre Laurent, la personnalité, ou le charisme³ – même si ces notions sont fragiles –, des secrétaires nationaux du PCF a longtemps été forte avec des leaders comme Maurice Thorez, Jacques Duclos ou encore Georges Marchais, appuyés en cela par une forte discipline partisane. Pierre Laurent, à l'inverse, semble ainsi davantage incarner une figure plus bureaucratique du leader partisan. De même, le NPA, et la LCR auparavant, a largement usé des capacités oratoires d'Olivier Besancenot et dû, parfois difficilement, concilier rejet de la personnalisation et usage partisan des dispositions de leur leader⁴, situation que connaît également de manière très nette le PG dont le leader s'est largement fait connaître par ses qualités d'orateur et de débatteur. Cette tension entre rejet de la personnalisation⁵ et délégation à un leader politique (qui traduit aussi implicitement la méfiance vis-à-vis de la professionnalisation politique dans l'espace de la gauche radicale) a comme conséquence une faiblesse des adhésions motivées (dans les réponses obtenues) par la personnalité ou le charisme d'un leader du parti. Cela ne signifie pas pour autant une absence de ces motivations, mais leur perception comme inavouable ou illégitime. La fierté de rencontrer le dirigeant de son parti, ou d'échanger avec lui, n'est absente ni du PCF, ni du PG, ni du NPA comme en témoigne

¹ Ce choix semble être largement conjoncturel et lié à la construction de ce parti, à la personnalité des deux coprésidents, Jean-Luc Mélenchon et Martine Billard (afin d'atténuer la personnalisation autour d'un leader charismatique) et à la préparation de l'élection présidentielle de 2012, mais peut également exprimer un parti pris théorique visant à introduire le principe de parité (qui est la règle à l'ensemble des échelons de ce parti) jusque dans sa présidence.

² Cette réorganisation s'explique probablement par les difficultés de fonctionnement interne à ce parti et à la nécessité de donner « des gages » de fonctionnement collectif après une séquence présidentielle et post-présidentielle de personnalisation massive de ce parti, de son fonctionnement et de sa propagande.

³ Pour une discussion du pouvoir charismatique évoqué par Max Weber, cf. Panebianco Angelo, *Political parties, op. cit.*, p. 143-147.

⁴ Les militants rencontrés lors du congrès du NPA de février 2011 évoquent régulièrement les difficultés de leur parti à exister lors de l'élection présidentielle de 2012 en cas de non-candidature d'Olivier Besancenot.

⁵ Que Max Weber remarquait déjà dans la social-démocratie allemande. Cf. Weber Max, *Le savant et le politique*, Editions 10/18, Paris, 1963, p. 193.

l'exemple de l'organisation d'un meeting (cf. encadré). Le décalage entre l'affirmation d'un engagement motivé par la personnalité et/ou le discours d'un leader partisan et les phénomènes constatés de rétribution dans la proximité au leader, la fierté de rencontrer ou d'organiser le déplacement d'un leader partisan, etc. peut également s'expliquer par la sélection tacite des participants à un congrès. En effet, les présents sont ceux qui ont le mieux incorporé les normes formelles et implicites de l'organisation. Le rejet de la personnalisation s'impose alors dans le discours jusqu'aux acteurs ayant le plus fort intérêt à la personnalisation, c'est-à-dire les leaders partisans (dans la mesure où cela peut renforcer leur capital politique). En effet, la personnalisation permet à ceux-ci de partiellement s'autonomiser au regard du fonctionnement partisan et garantit un usage privatif des ressources attachées à la position dans l'espace partisan et aux qualités personnelles légitimant le processus de personnalisation. Ainsi, les leaders usent de ce processus et sont utilisés par leur organisation, tout en ayant incorporé la nécessité de mettre la personnalisation à distance. Une observation en fournit un exemple. Jean-Luc Mélenchon est désigné comme candidat du PG pour l'élection présidentielle de 2012 lors d'un CN de ce parti, réuni pour l'occasion dans une salle de l'Assemblée nationale, le 22 janvier 2011. Après un vote quasi-unanime, le CN se clôture par un discours de Jean-Luc Mélenchon où ce dernier exhorte les militants de son parti à ne pas « *arriver avec des pancartes et mon nom écrit dessus, ne criez pas « Mélenchon président ! », criez plutôt « Mélenchon, présidons ! »* »¹. Le soir même, les membres de ce CN, mais aussi de nombreux « simples » militants, participent à une soirée festive et largement ouverte (même si aucun « élément » extérieur ne semble présent) dans une brasserie parisienne bondée². Jean-Luc Mélenchon y participe, visiblement détendu et satisfait. Se frayant difficilement un chemin pour rejoindre le fond de la brasserie où l'attendent ses proches, il prend le temps de discuter avec les militants qui l'apostrophent. Par humour, provocation ou ignorance des propos du leader du PG, une personne présente crie « *Mélenchon, président !* » lors de son passage, conduisant à une réaction immédiate et plutôt sèche... Cette anecdote, qui n'a pas pour objectif ou prétention de cerner la personnalité de Jean-Luc Mélenchon, constitue cependant un exemple de l'incorporation du rejet de

¹ AFP, 22 janvier 2011, « 2012 : Mélenchon appelle à entrer « en campagne », veut rallier des socialistes ». Il reviendra régulièrement sur cette mise à distance du processus de personnalisation qui constitue pourtant l'une des principales ressources de son parti, comme lors du début de son meeting de Besançon, le 24 janvier 2012 : « *Ah mes amis... Savourez cet instant. Gorgez-vous de lui. Puisez toutes les forces dont vous avez besoin. D'ici à cette tribune, que nous sommes fiers d'être des vôtres. Cette belle salle où l'on ne crie pas absurdement le nom d'un homme. Où l'on n'oublie pas un seul instant que nous ne sommes pas là pour un candidat, mais pour une cause plus grande que nous, que nous avons reçue de ceux qui nous ont précédés ! Gloire à nos drapeaux rouges ! Le rouge est revenu !* ». L'inscription dans l'histoire du mouvement ouvrier est ici convoquée pour mettre à distance symbolique le processus de personnalisation qui reste néanmoins bien réel et reconnu comme tel par les dirigeants du FG. Pour un exemple de cette reconnaissance de la personnalisation comme ressource et de cet usage, cf. Coquerel Eric, *Au cœur du Front de gauche*, op. cit., p. 249.

² Précisons que cette fête faisait partie intégrante du programme de ce CN et constitue un espace de sociabilités organisé par et pour l'organisation partisane, et non d'un moment informel spontané.

la personnalisation, y compris par les leaders ayant tout intérêt à ce processus, d'autant plus que l'absence de médias et le sentiment d'être dans un entre-soi militant, ne conduisait pas à une prise de rôle et à une prise de distance nécessaire pour accréditer le rejet de la personnalisation évoqué lors du discours de l'après-midi. En d'autres termes, Jean-Luc Mélenchon n'avait, *a priori*, aucune raison de jouer un rôle, et sa réaction était probablement largement spontanée et traduisait, non un rejet de la personnalisation (qui constitue une ressource dans la compétition présidentielle et dans la compétition interne à la coalition pour l'investiture), mais une incorporation d'une norme militante valorisant le désintéressement et la distance au rôle. Cette observation permet ainsi de souligner le décalage important entre un usage exacerbé du phénomène de personnalisation autour de Jean-Luc Mélenchon¹ (qui est véritablement constitué en ressource symbolique), et la mise en conformité tout aussi indispensable dans l'espace intra-partisan afin d'être en adéquation avec un *ethos* militant réfutant la personnalisation. L'usage de l'image de Jean-Luc Mélenchon est d'ailleurs permanente dans la propagande éditée par le PG (ce qui atteste d'un usage instrumental et volontaire de la personnalisation pourtant décriée dans ce parti comme dans les autres entreprises de gauche radicale) : pas un tract, ni une affiche ne sont produits sans que Jean-Luc Mélenchon y apparaisse, d'une manière ou d'une autre. L'affiche de campagne de Gabriel Amard lors des élections européennes de 2014 en est une flagrante illustration. Alors que Jean-Luc Mélenchon n'est pas candidat dans la même circonscription, il est représenté aux côtés du candidat, occupant le même espace, alors que les colistiers sont véritablement relégués sur les bords de l'affiche. Interrogés sur cette présentation, les responsables du PG ne font pas dans le déni : persuadés que l'image de Jean-Luc Mélenchon « *rapporte des voix* », ils entendent bien en faire un usage massif. Ainsi, il ne faut pas voir dans notre observation l'affirmation d'une non-personnalisation (ou d'une personnalisation involontaire) de Jean-Luc Mélenchon. Bien au contraire, la personnalisation autour de ce leader politique est extrêmement forte, constante et volontaire mais, du fait de son opposition à l'*ethos* du militant désintéressé, évoluant dans un parti défendant l'intérêt général, etc., cette personnalisation ne peut qu'être symboliquement circonscrite dans l'espace intra-partisan (même si ce phénomène y est aussi largement présent). Le décalage entre le discours (qui réfute ou encadre la personnalisation par la réaffirmation du collectif) et la forte concentration de la communication du PG autour de son fondateur, et entre cette « face » publique du politique et le rejet brutal dans l'entre-soi militant, y compris par un acteur qui a le plus à gagner au maintien de cette face publique (qui fonde une domination incontestable car frappée de tous les attributs de la légitimité), peut également être perçu comme un effet de l'institution partisane sur ses membres comme l'explique Julien Fretel : « *les organisations politiques dont on parle ici ne sont pas de simples agrégations plus ou moins*

¹ Quentin Wald souligne ainsi avec raison l'importance de la personnalité de Jean-Luc Mélenchon dans la stratégie du FG. Cf. Wald Quentin, *Le Front de gauche*, op. cit., p. 57-63.

durables de dirigeants et de militants politiques, mais des institutions [...] dans lesquelles et par lesquelles, entre autres, les leaders acquièrent des ressources et des soutiens, du charisme et des savoir-faire nécessaires à leur réussite en politique. Ces institutions, avec leurs règles, leurs cultures et leurs interactions spécifiques, « saisissent », au sens fort du terme, les acteurs qu'elles abritent »¹.

L'anecdote évoquée ci-avant atteste de cette nécessité de se bricoler différentes identités politiques en ce que ces bricolages « *permettent de surmonter les conflits de rôle les plus manifestes* »². La présentation de soi que se construit Jean-Luc Mélenchon repose ainsi sur cette dualité : homme public « fort en gueule », incarnant le « *bruit et la fureur* »³, se voulant à la tête d'un parti de « *têtes dures* », et homme privé « discret », « humble », etc. plus conforme à un certain *ethos* militant. Ce bricolage est d'autant plus nécessaire et incertain pour un dirigeant partisan qu'il est conditionné par la nécessité de plaire (ou de « marquer ») à des publics divers (les électeurs, les journalistes, les militants, etc.) qui constitue un « *impératif du métier [politique] lui-même* »⁴. La description faite par un militant du PG de Besançon fortement impliqué dans les campagnes présidentielle et législative de 2012, de sa rencontre dans un cadre informel (réunion de famille à laquelle il est convié, étant ami et voisin d'un neveu du leader du PG) avec Jean-Luc Mélenchon, constitue une illustration de ce registre militant reposant sur la présentation d'une dualité (homme public « agressif » et « virulent » et homme privé « agréable », « attentionné » et de conviction). La première partie de l'extrait relate une scène se déroulant en marge d'un meeting. La description de Jean-Luc Mélenchon y est alors conforme à son image publique dominante. La deuxième partie, en revanche, nous fait entrer dans l'intimité d'une rencontre informelle qui permet à la fois de construire la représentation d'une véritable prise de rôle de Jean-Luc Mélenchon et de rappeler ce que la proximité aux leaders peut produire comme rétribution du militantisme :

« Ils en voulaient beaucoup aux gens qui l'entouraient de ne pas l'avoir bloquée, elle [une journaliste] ne devait pas pouvoir lui dire ça à ce moment...

Donc, c'est un peu sur vous que cela retombe...

Oui, un peu. Et c'était surprenant, parce qu'on avait affaire à un personnage agressif.

Donc différent de l'image que tu te faisais de lui ?

Non, parce qu'il était effectivement virulent, mais des questions se posaient sur les qualités humaines du personnage.

Tu l'avais déjà rencontré avant ?

Non, je ne l'avais pas rencontré avant. Je l'avais déjà vu en meeting, beaucoup vu en vidéo, et puis j'en avais beaucoup parlé avec Raphaël qui l'avait beaucoup vu dans des repas en famille et qui me disait que c'était un personnage très agréable. Mais, j'avais toujours, du fait de cette image que j'avais eu, toujours eu le doute. Et j'ai été rassuré depuis peu, en fait, parce qu'on a passé un week-end avec Jean-Luc, il y a quinze jours. Il est venu à Besançon pour voir Raphaël, week-end en

¹ Fretel Julien, « Le leadership partisan », *op. cit.*, p. 463.

² Le Bart Christian, « Le savoir-faire politique comme bricolage », in Poiremeur Yves et Mazet Pierre (dir.), *Le métier politique en représentations*, Editions L'Harmattan, Paris, 1999, p. 305.

³ Sur les registres discursifs employés par Jean-Luc Mélenchon, cf. Birnbaum Pierre, « La parabole de M. Mélenchon », in *Critique*, 776-777, 2012, p. 110-118.

⁴ Le Bart Christian, « Le savoir-faire politique comme bricolage », *op. cit.*, p. 305.

famille. Il voulait se décontracter, il est venu passer le week-end à Besançon. Et il a été hébergé place Marulat, chez Raph'. Donc, du coup, on a passé tout le week-end avec lui, on a partagé un repas, on était cinq, on a eu affaire à un personnage qui était super. Très attentif. [...] On est parti se promener à la citadelle, il nous a raconté pleins de trucs, etc. [...] Un homme de culture... On s'est aperçu qu'il croyait viscéralement à ce qu'il racontait, qu'il n'y a aucune mise en scène et on a bien eu conscience que ses accès de violence, ils étaient une forme de protection à tout ce qu'il pouvait subir, à tout le stress qu'on pouvait accumuler. » (Benoît Maillard Salin, entretien le 18 mars 2013, militant du PG à Besançon, l'un des principaux organisateurs du meeting de janvier 2012 à Besançon)

Le PG emprunte certaines caractéristiques des partis charismatiques énoncées par Angelo Panebianco¹. D'une part, la figure du fondateur/leader y assure une forte cohésion de l'équipe dirigeante et, plus encore, des cadres intermédiaires, des adhérents et constitue le principal lien entre l'entreprise partisane et ses sympathisants et électeurs plus ou moins fidèles. Cette structuration de la loyauté au leader se donne à voir au PG par certaines de ses caractéristiques organisationnelles : développement limité d'un fonctionnement en tendances² (et ce, après une profonde restructuration de l'équipe dirigeante passant par la démission de Jean-Luc Mélenchon de sa co-présidence et l'instauration d'un exécutif collégial) ou encore le coût important (voire l'impossibilité) de l'opposition au leader dans la compétition intra-partisane³. La difficulté d'une opposition directe au leader se donne également à voir au prisme des nombreuses défections qu'a connues ce parti au sein même de son équipe dirigeante et ce, quasiment depuis sa création. En ce sens, l'opposition au leader signifie souvent, dans ce parti, la fin d'une carrière interne. Si ces luttes sont particulièrement fortes au sein du PG, elles sont peu visibles, ne mettent en concurrence que certains segments du parti et ne sont pas constitutives de luttes pour le leadership mais pour certaines positions au sein de l'équipe dirigeante. D'autre part, la division du travail politique au sein de ce parti semble peu stabilisée. A cela s'ajoute la forte centralisation du PG qu'Angelo Panebianco considère comme un critère de définition des partis charismatiques, tout comme la volonté de subversion de l'ordre politique et social manifestée par le PG.

On retrouve une manifestation de ce phénomène de loyauté au leader comme élément structurant de l'équipe dirigeante de ce parti dans la réponse d'une participante au congrès quant aux motivations de son adhésion. Retraitée de l'éducation nationale, ancienne syndicaliste (CFDT), elle s'engage au PS en 1973 et y milite activement dans ses tendances les plus à gauche. Depuis le début des années 1990, elle participe ainsi aux différentes tendances successives qu'anime, seul ou avec d'autres sous-leaders partisans (pour reprendre ici l'expression d'Angelo Panebianco), Jean-Luc Mélenchon : GS, Nouveau Monde, Trait d'Union. Elle est par ailleurs fortement investie dans la

¹ Panebianco Angelo, *Political parties, op. cit.*, p. 143-162.

² Il est possible de voir dans cette restructuration de l'équipe dirigeante et dans le développement d'un fonctionnement en tendances, autorisées préalablement mais jamais mises en place, une manifestation de l'institutionnalisation du PG.

³ Ce qu'Angelo Panebianco résume ainsi : « *In such an organization, no one can openly oppose the leader and hope to win* ». Cf. Panebianco Angelo, *Political parties, op. cit.*, p. 145.

construction et l'animation de PRS, localement (elle fonde cette structure dans son département) et nationalement (en tant que membre de son CN). Elle adhère au PG dès 2008, ce qui permet de supposer sa participation immédiate ou quasi-immédiate à la dissidence. Depuis lors, elle est membre du CN de ce parti, puis de son BN à partir du congrès de novembre 2010. De par sa trajectoire, elle fait indéniablement partie des fidèles de Jean-luc Mélenchon (ce qui induit aussi, dans des groupes restreints, une banalisation de la proximité au(x) leader(s)). Sa réponse relative aux motivations de son adhésion n'en est que plus significative, car elle repose sur la proximité au leader et sur l'intériorisation des motivations les plus fortement légitimées par le groupe de la dissidence :

« Les dérives droitières du PS dans les rangs duquel je militais depuis trois décennies. Le manque de clairvoyance de ses dirigeants sur les causes des deux défaites de 2002 et 2007. L'arrogance (quand ce n'est pas le mépris) de quelques dirigeants locaux vis-à-vis de ceux qui osaient s'opposer à cette politique libérale. Le manque d'exigence et d'audace de ses représentants (...) face à l'épineux problème de la laïcité en Alsace et Moselle. La personnalité de Jean-Luc Mélenchon, sa sincérité évidente, sa passion pour la République et la laïcité, le calme résolu et déterminé de Marc Dolez, son intelligence brillante qui te donne à toi aussi l'impression d'être un peu moins bête ici qu'ailleurs. La véritable camaraderie qui existait dans les rangs de PRS et qui ne pouvait qu'être léguée au PG. »

Benoît Verrier, en se fondant sur le cas du MDC, reprend et applique l'hypothèse de Daniel Gaxie¹ quant à la dimension rétributive de cette proximité : « *Si une petite organisation politique peut apparaître comme productrice d'opportunités de postes à l'intérieur du parti, une autre dimension favorise à la fois la cohésion du groupe et la fidélité. Il s'agit de la « proximité » aux dirigeants* »². Cette recherche de la proximité au leader ne manque d'ailleurs pas d'agacer certains dirigeants locaux comme ce co-secrétaire départemental du PG, qui nous faisait part lors d'une rencontre informelle en 2014 du comportement de certains de ses adhérents souhaitant obtenir une photo aux côtés de Jean-Luc Mélenchon et sa réponse, excédé, par un courriel à l'ensemble des adhérents pour rappeler que « *le PG n'est pas un fan-club* ». La proximité réelle ou revendiquée à un leader partisan constitue par ailleurs autant une rétribution de l'action militante qu'une ressource mobilisable dans les compétitions intra-partisanes (en accroissant auprès des autres militants, le prestige militant de celui qui peut se prévaloir de relations privilégiées avec tel ou tel leader partisan, mais aussi en facilitant l'accès à l'information et aux cercles décisionnels centraux du parti, etc.), et électorales (lorsque la figure du leader apparaît aux militants comme « porteuse » dans cette compétition, ce qui suppose une reconnaissance implicite d'une forme de personnalisation du jeu politique).

Le récit du co-secrétaire du PG en Meurthe-et-Moselle est une autre illustration de cette dimension charismatique et/ou d'une forme d'adhésion partisane motivée par la personnalité d'un leader et par ses capacités oratoires, qui constituent un puissant vecteur d'identification au discours exprimé. Peu après avoir repris des études, il rencontre et sympathise avec des militants de LO, puis

¹ Gaxie Daniel, « Economie des partis et rétributions du militantisme », *art. cit.*, p. 136.

² Verrier Benoît, *Loyauté militante et fragmentation des partis*, *op. cit.*, p. 424. Ce n'est d'ailleurs que l'un des nombreux points communs entre les entreprises « chevènementistes » et « mélenchonistes ».

s'engage rapidement dans le syndicalisme étudiant (UNEF) dirigé localement par des militants socialistes de Nouveau Monde¹. De rapides divergences avec LO le conduisent à cesser tout contact et à s'investir dans l'UNEF où il prend rapidement des responsabilités. Les militants socialistes qu'il côtoie dans ce cadre syndical l'incitent à participer à une réunion en région parisienne (réunion de fondation de PRS). Alors qu'il n'est pas militant au PS et qu'il s'intéresse peu à un parti fortement disqualifié à LO, il se trouve immédiatement en adéquation avec le discours tenu lors de cette réunion. La performance oratoire de Jean-Luc Mélenchon n'est pas pour rien dans cette adhésion :

« Pour être honnête, [Rire] j'ai été entraîné une fois dans une réunion à Paris, je crois que c'était la fondation de PRS... Pour moi, c'était la fondation de PRS, parce qu'on avait reçu les bouquins – je les ai encore chez moi – et... et je me retrouve dans cette réunion avec un mec que je ne connaissais pas qui s'appelait Jean-Luc Mélenchon et... [...] Donc, avec un mec que je ne connaissais pas, du Parti socialiste, avec tous les a priori que je pouvais avoir sur les socialistes et qu'on m'avait bourré dans le crâne depuis un an... un an et demi... Et là... [Long silence] là, il y a... [Hésitation]... voilà, il y a un monstre, quoi ! Enfin, il y a un mec, il parlait, parlait, parlait... Moi, je me reconnaissais dans le discours, et donc, tout de suite, j'ai été motivé par ce truc-là, PRS. » (Pierre Hanegreefs, entretien le 4 mai 2012. Co-secrétaire du PG en Meurthe-et-Moselle, ancien militant du PS et de PRS)

**La proximité aux leaders comme rétribution symbolique de l'action militante.
L'exemple de l'organisation du meeting de Besançon**

L'organisation du meeting du FG à Besançon lors de la campagne présidentielle de 2012 permet de mieux cerner la diversité des rétributions symboliques potentielles autour de la présence du ou des leaders d'une organisation. En retenant une définition large du meeting comme processus imbriqué dans une campagne électorale, l'organisation du meeting constitue une partie déterminante de l'étude de cet événement partisan qui constitue alors un espace social de la coalition où se donne à voir l'économie symbolique de cette coalition et la concurrence latente entre les différents groupes qui la composent. Plusieurs séquences du meeting donnent à voir l'importance de la présence des dirigeants partisans pour les militants, avant, pendant et après le meeting.

Ainsi, lors de la négociation du matériel de propagande (tracts et affiches) devant annoncer la tenue du meeting (dans cette phase, l'organisation d'un meeting permet la construction d'un événement partisan et médiatique constituant un support de communication (par la propagande) et de mobilisation militante), les deux principaux partis de la coalition, le PCF et le PG, s'opposent quant à la mention de la présence de Pierre Laurent comme orateur du meeting. Pour les négociateurs communistes, il s'agit de faire valoir la position centrale du PCF dans la coalition et de mobiliser les militants communistes pour l'organisation du meeting :

« Cela a été le bordel, je crois. Parce que... A un moment donné, ils ne voulaient pas que Pierre Laurent apparaisse.

Pourquoi ?

Je pense... Parce que... Certains caciques du PG, je pense, voulaient un peu mettre le parti sous le boisseau. Il y a eu beaucoup de problèmes durant la campagne, sur le fait qu'on apparaisse conjointement ou pas. Le fait de mettre Pierre Laurent, nous, on s'est battu fortement pour qu'il apparaisse ! Ils ne voulaient pas en entendre parler.

Qu'est-ce qu'ils vous répondaient ?

Parce que... c'était la campagne du Front de gauche, que c'était Mélenchon le candidat et que Pierre Laurent n'avait rien à faire là. Sauf qu'ils n'arrivaient pas à comprendre que s'ils voulaient mobiliser un maximum de gens sur cette campagne et les militants communistes, c'est le genre de petits trucs qui n'ont l'air de rien mais qui sont hyper importants pour un militant communiste de base ! » (Thibaut Respingues, entretien le 14 mai 2013. Permanent de la fédération PCF du Doubs et collaborateur auprès des élus communistes de Besançon. Il est en charge de l'organisation du meeting de Besançon au PCF)

¹ Sur l'importance du syndicalisme étudiant dans la fondation du PG et de la GU en Meurthe-et-Moselle, nous renvoyons à : Mathieu Romain, « « Construire le débouché politique ! » La pluralité des rapports au politique des étudiants syndicalistes au prisme d'une analyse localisée de l'UNEF », com. cit.

La présence, sur le matériel de propagande du nom du leader communiste apparaît ainsi comme nécessaire à la mobilisation militante. Cette revendication est d'ailleurs largement comprise par les négociateurs du PG qui sont cependant contraints par les revendications de leur direction nationale : *« cela a été une galère avec le PC, localement. Terrible. Parce qu'il fallait absolument que le nom de Pierre Laurent apparaisse sur l'affiche. Nous, on le comprenait, parce que, pour mobiliser les militants du PC pour coller les affiches, il fallait qu'il y ait le nom de leur leader politique. Donc, nous, on le comprenait, on essayait de l'imposer au national, mais le national ne voulait pas le mettre.*

Pourquoi ?

Parce qu'ils n'étaient déjà pas sûrs de la venue de Pierre Laurent au départ. Finalement, il venait. [...] Bon, on sentait qu'il y avait des enjeux de pouvoir là-dedans qui nous dépassaient un peu, donc nous, on essayait de relayer ce qu'il se passait au local... euh... au national. Finalement, on a réussi à imposer au national de mettre Pierre Laurent dessus » (Benoît Maillard Salin, entretien le 18 février 2013. PG, Besançon)

Le meeting a lieu le 24 janvier 2012 et est précédé par plusieurs rencontres avec des syndicalistes dans le nord du département (Montbéliard, Sochaux). La délégation militante autour de Pierre Laurent et Jean-Luc Mélenchon est nombreuse, mais principalement composée de militants communistes. En effet, ceux-ci ont principalement investi l'organisation de la journée où les liens entre campagne politique et syndicalisme cégétiste sont les plus forts. A l'inverse, presque l'intégralité des militants du PG mobilisés s'investissent dans la mise en place du dispositif du meeting. Les militants du PG vont ainsi surinvestir socialement, physiquement et émotionnellement le dispositif du meeting qui se trouve en adéquation avec leurs dispositions (nécessité de faire masse, preuve d'une capacité et d'un droit à l'ambition, etc.) et surtout des qualités oratoires de leur leader.

Le discours de Jean-Luc Mélenchon ne clôture pas le meeting qui constitue encore, après les interventions, un espace d'intense activité politique : discussions entre les personnes présentes, présence d'une buvette et de différents stands qui poussent au maintien dans les lieux et à l'allongement du temps du meeting, nettoyage de la salle, etc. Les organisateurs avaient par ailleurs prévu une séquence spécifiquement délimitée pour remercier les militants ayant participé à l'organisation du meeting : il s'agissait d'une petite salle où étaient prévues boissons et amuse-gueules, où devaient se rendre les différents intervenants. La possibilité, pour les militants, de rencontrer et de discuter avec les différents leaders du FG, en particulier Jean-Luc Mélenchon, était ainsi directement conçue comme une rétribution symbolique de l'action militante. L'abandon de cette séquence va faire l'objet d'une incompréhension et d'une forte déception (montrant ici la dimension émotionnelle de l'action militante) :

« Le pot de fin... je ne sais pas si Mathieu t'en a parlé... cela ne s'est pas bien passé du tout. Parce qu'on voulait... on avait demandé à ce qu'il y ait une rencontre avec Mélenchon avec les militants qui avaient bossé, parce qu'il y avait eu un tel investissement militant qu'on voulait qu'il passe cinq minutes à serrer des louches, faire coucou et repartir, quoi ! On avait prévu un buffet, un pot... C'était le Parti qui l'avait organisé d'ailleurs, on avait fait venir des bouteilles de camarades viticulteurs du Jura, il y avait de quoi remercier les copains qui avaient donné un coup de main et en fait, ils ne sont pas passés. [...] On a trouvé ça vraiment... Alors tout le monde, même du côté du PG, ils étaient dégoûtés. » (Thibaut Respingues, entretien le 14 mai 2013. PCF)

Ces quelques exemples démontrent l'usage rétributif de la présence et de la proximité aux leaders dans les différents événements partisans. Ces exemples ont en commun d'avoir été organisés et souhaités par les différentes organisations partisans de la coalition et conçus comme des rétributions de l'action militante et comme des ressources de mobilisation. Mais ces mouvements peuvent être plus spontanés comme le montre l'exemple d'un autre événement militant organisé à Besançon : une fête du FG, en juin 2013, organisée en plein air et composée de nombreux stands de différentes organisations. Cette fête du FG devait se terminer par un meeting où interviennent notamment Patric Bessac pour le PCF et Jean-Luc Mélenchon pour le PG. Positionné en léger surplomb pour observer l'organisation spatiale de cet événement, il a été possible de constater un mouvement de nombreux militants (formant dès lors, un regroupement particulièrement dense) vers l'entrée de la fête lors de l'arrivée de Jean-Luc Mélenchon qui a constitué le pôle d'attraction, au détriment du concert et des différents stands et activités qui attiraient préalablement l'attention des participants. Cette émulation militante autour de l'ancien candidat du FG à l'élection présidentielle s'est ensuite poursuivie tout au long de sa visite des différents stands.

Ces exemples doivent nous conduire à prendre avec prudence les résultats quant à une faible adhésion motivée par les qualités du ou des leader(s) partisan(s). Non seulement parce que la proximité au leader, qu'elle soit temporaire ou permanente, constitue une rétribution de l'action militante (à laquelle les militants ne vont pas donner la même importance). S'engager pour une cause, pour une idée, pour un parti est ainsi plus valorisant et valorisable¹, davantage conforme aux représentations militantes de l'engagement que l'adhésion motivée par la personnalité d'un leader partisan. La proximité au leader constitue alors un élément dual : à la fois rétribution de l'engagement et, lorsque cette proximité est usitée pour justifier d'un engagement, faiblement légitime. L'observation des débats et des pratiques lors du congrès du NPA peut fournir un exemple de cette dualité : le refus de la personnalisation conduit à refuser tout « traitement de faveur » aux dirigeants qui disposent, dans les débats, du même temps de parole que l'ensemble des congressistes :

« Chez nous, cela n'existerait pas un type qui parle pendant une heure et demie, c'est tout le monde à égalité. Si c'est deux minutes, c'est deux minutes. Besancenot, il a deux minutes. » (Alain Krivine, entretien le 26 novembre 2010. NPA)

Lors de son arrivée, loin d'être au premier plan, Olivier Besancenot s'installera au fond de la salle, à une place vacante, pour assister à un débat sans prendre la parole. De même, Alain Krivine, l'une des figures historiques de la LCR, participe activement à l'organisation et intervient peu. Lors des débats, les intervenants sont appelés pour prendre la parole par leur seul prénom. Il serait possible de multiplier les exemples de cette volonté de prise de distance avec toute personnalisation. Dans le même temps, peu avant ce congrès, Olivier Besancenot a fait connaître sa décision de ne pas se présenter une troisième fois à l'élection présidentielle. Les militants interrogés pendant ce congrès sur cette question, s'ils respectent ce choix et l'utilisent souvent pour prouver l'absence de personnalisation dans leur parti, en faisant de ce choix individuel l'expression d'un *ethos* militant propre au NPA, évoquent presque tous immédiatement la difficulté de trouver un « bon » candidat pour l'élection présidentielle². Au travers de cette reconnaissance implicite³ de l'usage partisan et électoral des qualités personnelles d'un acteur occupant une position centrale dans l'appareil partisan, se donnent à voir les difficultés d'un parti refusant la personnalisation mais dont les ressources partisans (symboliques en terme de visibilité sociale et d'accès aux médias, mais aussi financières) sont largement associées à un mécanisme électoral fortement personnalisé, l'élection

¹ En ce sens qu'il s'agit tout autant d'une rétribution de l'action qu'une ressource dans les jeux intra-partisans et/ou la compétition électorale.

² Cette question, sans qu'il soit possible de la quantifier, ni même d'en affirmer la primauté dans l'espace du congrès, est cependant bien présente et est souvent évoquée spontanément dans les discussions informelles menées lors du congrès.

³ Reconnaissance implicite que l'on retrouve également dans l'évocation, dans les pages de *Rouge*, de la biographie d'Olivier Besancenot rédigée par un journaliste du *Parisien*. Cf. *Rouge*, n°2265, 11 septembre 2008, Fred Borrás, « Olivier Besancenot. L'irrésistible ascension de l'enfant de la gauche extrême ».

présidentielle. Cette dualité des attentes relatives à la proximité au leader peut expliquer une faible présence de cette motivation dans les réponses obtenues. Enfin, le cadre même de l'enquête peut avoir des effets : distribuée dans une instance partisane visant à adopter les orientations politiques et stratégiques des partis, et dans deux des trois cas, à renouveler les directions partisans, peut se produire un effet d'imposition des réponses légitimes (par l'évidence des raisons idéelles) à laquelle peut encore s'ajouter le caractère public de cette enquête qui était remplie par les acteurs en situation d'interactions inter-partisanes conflictuelles, donc publiquement et dans un espace dont on a vu qu'il favorisait l'échange, les sociabilités militantes et les débats idéologiques et programmatiques. A cela s'ajoute enfin le caractère ouvert de la question posée qui induit une grande hétérogénéité des réponses qui permettent l'étude de la production des représentations de l'engagement, probablement davantage que les raisons de l'engagement. Il ne s'agit pas alors de soutenir que les militants reconstruisent entièrement les raisons de leur adhésion, mais qu'ils sont amenés, face à une question qu'ils ne se sont bien souvent jamais posée, à produire une réponse (visant à donner une signification biographique à leur trajectoire), et à sélectionner les raisons qui semblent les plus pertinentes et, implicitement, les plus légitimes.

Par ailleurs, l'invocation d'un leader partisan (qui n'est pas forcément le premier d'entre eux) pour justifier de l'adhésion, fait l'objet de différents usages et ne peut se réduire à une simple remise de soi et/ou à une identification réelle ou souhaitée à la figure du leader. L'adhésion motivée par le charisme d'un leader est extrêmement marginale dans les réponses formulées : cinq militants du NPA justifient leur engagement en évoquant la figure d'Olivier Besancenot. Mais cet usage est pluriel : trois évoquent directement sa personnalité, un de manière indirecte en justifiant de son adhésion à la LCR en 2002 « *suite à la campagne d'Olivier Besancenot* ». Le dernier usage du nom du leader du NPA est accolé à l'appel à la construction d'un NPA lancé par la LCR. Dans ce dernier cas, l'évocation du nom du leader du NPA ressort d'une construction symbolique du groupe par le porte-parole, c'est-à-dire celui dont la fonction est précisément de faire exister le groupe en tant que collectif par la construction d'une position commune. Enfin, parmi les trois militants justifiant leur engagement au NPA (ou à la LCR) par le charisme d'Olivier Besancenot, l'une des réponses fait ressortir le rapport difficile au leader, entre refus de la personnalisation et de la délégation et reconnaissance implicite des effets des qualités personnelles du leader jusque dans la motivation de l'engagement : « *le charisme du porte-parole* ». Cette explication est en effet un condensé de cette injonction contradictoire, les qualités personnelles (ici, le « charisme ») s'accompagnent d'une forte dépersonnalisation par le renvoi d'Olivier Besancenot, non à son individualité, mais à sa position dans l'espace partisan, celle de porte-parole. En prenant en compte l'ensemble des réponses se référant à Olivier Besancenot, sans distinguer les différents usages qui en sont faits, ce sont moins de 3% des répondants qui y ont recours (une seule personne donne cette réponse, les quatre autres y

ajoutent des motivations idéelles). La marginalité statistique de cette réponse ne doit cependant pas conduire à conclure que la personnalité du leader est une motivation marginale dans l'adhésion au NPA, mais qu'elle est faiblement légitime dans les représentations militantes. L'incorporation des règles formelles d'organisation comme des règles implicites¹ a probablement comme effet de minorer la présence des militants les plus disposés à évoquer le charisme du porte-parole du NPA².

Les militants évoquant des dirigeants pour justifier de leur engagement au PCF sont tout aussi rares : quatre seulement (moins de 2% des réponses). L'explication de l'adhésion par le charisme des dirigeants communistes est ainsi totalement absente. Jack Ralite est mentionné pour un discours relatif à la culture ; Pierre Juquin comme choix lors du premier vote à l'élection présidentielle par un militant ayant ensuite rejoint le PCF en 1990 ; Robert Hue est l'un des deux secrétaires nationaux cités, mais ne l'est qu'une fois pour exprimer un rejet total de la mutation conduisant un militant à quitter le PCF avant de se réengager en 2005 « *pour que le PCF se renforce et se reconstitue et que cette période de Hue soit close* » ; enfin, Marie-George Buffet est la seconde secrétaire nationale mentionnée, une fois également, mais pour son activité gouvernementale.

Les développements qui seront consacrés aux trajectoires de deux anciens secrétaires fédéraux du PCF dans le chapitre suivant montrent l'importance de l'identification dans le processus d'engagement (même si les causes de leur engagement ne se résument bien évidemment pas à cela) : pour l'un, la socialisation dans un milieu militant conduit à s'identifier ou espérer s'identifier à des militants communistes et cégétistes perçus comme exemplaires ; pour le second, dénué de toute socialisation militante, c'est bien la figure du leader communiste – Georges Marchais –, par l'intermédiaire de la télévision, qui va produire une première identification.

La situation au PG présente de réelles singularités. En effet, près de 13%³ des répondants mentionnent un leader partisan pour justifier de leur adhésion à ce parti. Si la majorité (41 des 51 militants évoquant le rôle d'un leader partisan dans le processus d'adhésion) mentionne le rôle de Jean-Luc Mélenchon, d'autres leaders du parti sont également cités : Martine Billard⁴ (notamment par les militants ayant quitté EELV pour rejoindre le PG fin 2009), Jacques Généreux, Marc Dolez, Hélène Franco, Pascale Le Néouannic, et même des personnalités non membres du PG comme Oskar

¹ Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki soulignent, dans le cas du PS, l'importance de ces règles non écrites ou implicites : « *Le parti socialiste est d'abord une institution régie par des règles écrites et surtout non écrites, où se transmettent des habitudes et des modes de croire, largement intériorisés par ses militants et responsables* ». Cf. Lefebvre Rémi et Sawicki Frédéric, *La société des socialistes*, op. cit., p. 42-43.

² Nous pouvons faire l'hypothèse qu'une question relative précisément à l'importance des leaders dans le processus d'adhésion aurait eu un résultat bien moins marginal, tout en produisant probablement dans le même temps un mouvement de résistance au questionnaire, celui-ci heurtant les normes collectives.

³ 51 répondants, dont 41 qui mentionnent Jean-Luc Mélenchon.

⁴ Celle-ci, tout comme Paul Ariès, va largement symboliser la conversion écologiste du groupe Mélenchon, comme pour ce militant qui décide d'adhérer pour : « *le projet du PG de lier socialisme et écologie dans un projet antilibéral concrétisé par l'adhésion de Martine Billard* ».

Lafontaine et Paul Ariès. Le charisme ou la personnalité de Jean-Luc Mélenchon n'est évoqué que par quatorze militants, soit 3,5% des répondants). Si ce résultat vient nuancer (très légèrement) l'image d'un parti construit *par et pour* un leader, il est néanmoins nécessaire de remarquer que ce résultat est plus élevé que dans les deux autres partis étudiés. Par ailleurs, l'usage régulier des leaders (et en premier lieu Jean-Luc Mélenchon) pour justifier de l'engagement constitue une forme latente et diffuse de personnalisation et d'adhésion à un leader, et, plus exactement au symbole que celui-ci entend incarner. L'invocation des leaders dans la production des raisons de prendre parti fait alors l'objet d'une appropriation plurielle par les militants et ne peut se résumer à une seule personnalisation autour d'un leader charismatique. Sans prétendre à l'exhaustivité¹ de ces usages militants, il est possible de présenter les diverses formes rencontrées dans cette enquête. Tout d'abord, le leader peut constituer une incarnation d'une forme d'engagement politique et d'un ensemble de valeurs. Le leader constitue alors un symbole pluriel, et bien qu'ambiguë, se suffisant en lui-même pour expliquer l'engagement, comme pour ce militant qui justifie son adhésion au PG *par* « *les idées véhiculées par Jean-Luc, ses combats passés et à venir* ». L'invocation de l'un des leaders du PG peut aussi se faire par le renvoi à un acte, une décision prise par ces leaders (par exemple, en justifiant l'adhésion au PG par la décision de Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez de quitter le PS, etc.) et qui, en faisant sens pour les acteurs, produit (ou est construit comme tel) l'adhésion. Il peut également s'agir de replacer l'adhésion au PG dans la continuité d'un engagement partisan plus long en rappelant le compagnonnage à la gauche du PS avec Jean-Luc Mélenchon (ce qui renvoie ici à la construction de la fidélité à ses engagements, de la fidélité à soi) : « *j'étais avec Jean-Luc Mélenchon au PS* » ; ou encore ce militant évoquant des causes idéelles à son engagement au PG et ajoutant « *accessoirement, mon amitié avec Jean-Luc Mélenchon* ».

L'invocation d'un leader comme variable explicative de l'adhésion s'explique également par la position occupée par les leaders qui personnifie le collectif en exerçant la fonction de porte-parole. Le leader tend ainsi à incarner l'offre de militantisme produite par la création du PG et constitue ainsi un vecteur entre l'adhérent potentiel et le collectif partisan :

« une vieille envie de faire de la politique, avec un déclic depuis l'exposition médiatique de Mélenchon » ; « Au moment du référendum (2005), j'avais découvert que je n'étais pas, comme je le croyais, orpheline politiquement, qu'il y avait à la gauche du PS des gens, comme Jean-Luc Mélenchon, ayant la même sensibilité que la mienne. Le PS était trop éloigné de moi pour que j'y adhère mais quand s'est créé un parti aussi proche de mes convictions, je n'avais aucune raison de ne pas le rejoindre. » ; « une interview de Jean-Luc Mélenchon lors des européennes ».

En cela, les leaders partisans, en tant que porte-parole autorisés du groupe qu'ils contribuent à faire exister par cette prise de parole, sont les acteurs centraux du processus de production d'un discours d'institution véhiculant les valeurs et les représentations d'un groupe.

¹ Ni prétention à une objectivation statistique de ces raisons de prendre parti car le nombre de répondants évoquant spontanément le rôle des leaders partisans est relativement faible (51 répondants).

Enfin, pour les anciens socialistes, l'invocation d'un leader agit comme un principe d'identification des tendances intra-partisanes constituant le mode normal par lequel les conflits de tendances se vivent au PS, notamment pour les tendances issues de la gauche du PS, particulièrement fractionnées. Ainsi, pour ne prendre que l'exemple de la GS dont beaucoup d'anciens socialistes membres du PG ont été militants, il ne s'agissait pas d'une tendance totalement unifiée, mais structurée autour d'une concurrence régulée et internalisée entre des leaders (Jean-Luc Mélenchon, Julien Dray, Marie-Noëlle Lienemann, Gérard Filoche¹) et sous-groupes coalisés vis-à-vis de la compétition intra-partisane, mais associés-rivaux au sein du courant. On en retrouve ainsi l'usage, entre autres exemples, dans l'explication produite par des militants des divisions au sein de la GS lors de sa dernière université d'été en 2002 :

« Ce qui m'avait le plus marqué, c'était... c'était l'impression que Dray et tout son courant, en fait, ils en avaient assez d'être dans une minorité et que maintenant, ils voulaient, quoi qu'il arrive, être dans la majorité pour pouvoir obtenir des postes, etc. Alors que pour moi, ce n'était pas ma conception de l'engagement. » (Jean-Charles Vescovo, entretien le 20 mars 2012. Ancien membre du BN de l'UNEF-ID, militant socialiste à Strasbourg et animateur local de PRS. Membre du BN du PG, parti dont il a aujourd'hui démissionné)

Si cet usage du nom d'un leader permet de retracer une trajectoire partisane et fait sens dans les représentations militantes, il ne constitue pas forcément une adhésion motivée par la personnalité ou le discours d'un leader. Au contraire, il s'agit d'un usage instrumental visant à se (re)constituer une cohérence biographique en évoquant un engagement socialiste préalable mais conforme à l'engagement actuel au PG, et permet ainsi, en se situant dans les jeux intra-partisans, à se démarquer des orientations majoritaires du PS au moment de l'adhésion de ces militants. Ainsi, ce n'est pas tant l'engagement préalable au PS qui est vécu comme une modalité normale/courante de la trajectoire des militants du PG, mais un double engagement : au PS et dans son opposition interne.

Sommés par la situation d'enquête de justifier de leurs motivations à l'engagement, les militants, plus qu'ils ne taisent volontairement certaines motivations, sont amenés à sélectionner les causes qui leur apparaissent comme les plus importantes au regard de leurs systèmes de valeurs et de leurs représentations. Les réponses produites constituent ainsi une grammaire² par laquelle se vit, se construit et se reconstruit l'engagement. Tant par les causes évoquées que par celles qui sont laissées de côté, les explications données montrent le travail de production symbolique des causes de l'engagement. L'engagement tel qu'il est construit par les militants en situation d'interactions intra-partisanes intenses est le produit de la rencontre entre deux processus interdépendants : celui

¹ Même s'il s'agit d'une concurrence régulée et largement implicite, elle est suffisamment prégnante pour que les militants usent et se reconnaissent dans des qualifications collectives liées à ces leaders : les membres de la GS étaient aussi « mélenchonistes », « drayistes, ou « filochards » en fonction de leur proximité à tel ou tel leader ou de leur inscription dans un réseau contrôlé par l'un ou l'autre.

² Au sens de la sociologie pragmatique, c'est-à-dire « un ensemble de règles permettant aux acteurs de faire converger leurs jugements et leurs actions en partant de leurs expériences et du rapport qu'ils entretiennent à l'expérience » selon Mohamed Nachi, cité par Pereira Irène, *Les grammaires de la contestation, op. cit.*, p.8.

de la construction d'une identité personnelle et de la trajectoire militante qui en constitue une facette, et celui de la construction collective d'un ensemble de représentations de l'engagement légitime dans un espace d'interactions déterminé. Enfin, il faut ici souligner le décalage entre les résultats des enquêtes quantitatives (qui permettent de mettre l'accent sur les raisons idéelles de l'engagement) et les enquêtes qualitatives fondées sur des entretiens comportant une dimension biographique qui font apparaître la pluralité des motivations à l'engagement et l'importance des espaces sociaux dans lesquels s'insèrent les individus.

*
* *

Il ne s'agissait pas, au travers de ce chapitre, de rendre compte de toute la complexité des interactions produites dans et autour d'un congrès. Rappeler qu'un congrès est une construction symbolique et sociale soumise à des investissements différenciés par les participants à plusieurs intérêts. Tout d'abord, cela permet de garder à l'esprit que ce que l'enquête par questionnaire enregistre est indissociable d'un processus de construction du collectif partisan où s'entrecroisent des logiques collectives (la sociologie d'un congrès comme vitrine partisane, c'est-à-dire comme production partisane d'une image de soi) et individuelles puisque les congressistes sont à la fois ceux qui sont les plus en adéquation avec les représentations produites par le parti sur lui-même et les plus intéressés à la vie partisane, à ses jeux, à ses enjeux et aux rétributions du militantisme qu'elle génère. En cela, le détour par l'organisation spatiale des congrès et les règles de sélection des congressistes constituent des points d'entrée particulièrement heuristiques.

Par ailleurs, l'étude des motivations à l'engagement partisan au travers d'une enquête par questionnaire montre un décalage entre celles qui y sont décrites (primauté des motivations idéelles) et les entretiens, qui permettent de resituer l'engagement et plus précisément l'« *entrée en politique* », non dans sa dimension idéale, mais sociale et processuelle. Au-delà de l'évidence amenant à rappeler que le choix d'une méthode conduit à se focaliser sur une partie du phénomène observé, ce décalage permet de prolonger l'analyse de la situation d'enquête et des interactions se déroulant lors d'un congrès en posant trois hypothèses explicatives. Tout d'abord, le questionnaire place l'enquête dans une relation ternaire, la relation entre l'enquêté et l'enquêteur se déroulant par la médiation du questionnaire. La nécessité de fournir une réponse nécessitant un retour réflexif sur son engagement (questionnement dont on peut faire l'hypothèse que les enquêtés sont peu nombreux à l'avoir déjà formulé), la médiation de l'écrit, la nécessité de répondre vite (la réponse au questionnaire n'étant pour les répondants qu'une parenthèse dans le temps du congrès) sont autant d'éléments qui tendent à la recherche d'une réponse succincte et rapide. Cette tendance est encore

renforcée par la double logique des enquêtes d'opinion d'une part, et des logiques scolaires d'autre part. Le questionnaire peut inciter à la recherche de la « *bonne réponse* » qui est bien souvent la réponse rapide et peu coûteuse (tant en termes d'investissement que d'identité). Cela aboutit à une deuxième hypothèse. L'enquêté est un acteur en situation, au sens où ce qui le définit renvoie à l'inscription de l'acteur dans une temporalité et un espace produisant des interactions sociales intenses. La réponse est indissociable de la configuration dans laquelle elle s'insère. Le répondant n'est pas isolé. Dès lors, la bonne réponse n'est pas seulement celle qui est rapidement produite et conforme à la représentation de soi, mais celle qui est la plus adaptée à la situation d'interaction. Le contexte tend à valoriser les enjeux idéologiques ou idéels. En d'autres termes, la bonne réponse, c'est celle qui permet d'ajuster l'identité individuelle à la situation d'interaction et qui peut être assumée (car légitime) dans l'espace intra-partisan. Enfin, les réponses ainsi produites entrent dans une logique de mise en conformité de sa biographie au regard de la position occupée au moment du questionnaire. Les répondants (mais cette remarque est tout aussi valable pour les entretiens) sont ainsi autant le produit de leur engagement passé, que les producteurs de ce propre passé par la construction et reconstruction permanente de leur propre récit de vie. Ainsi, les réponses relatives aux motivations de l'engagement constituent autant un exercice réflexif qu'une mise en adéquation des dispositions militantes avec ce que les militants perçoivent comme étant des motivations légitimes ou illégitimes dans l'espace partisan. En d'autres termes, les réponses renseignent autant sinon davantage sur les représentations militantes de ce qu'est ou devrait être le militantisme (au travers des « bonnes » raisons de s'engager) que sur les motivations individuelles de l'engagement.

Chapitre 7. Sociographie comparée des militants du PG, du NPA et du PCF

Les partis politiques produisent des offres politiques qu'il est possible de distinguer entre offres électorales visant à la conquête des suffrages (candidats, programmes, etc.) et offres d'engagement politique/de militantisme plus ou moins intenses et intégratrices. Dès lors, les partis, même ceux caractérisés par leur proximité positionnelle dans le champ politique (et probablement ceux-ci, plus encore¹), tendent à produire des identités partisans et des modalités d'investissement assurant rétribution (symbolique ou matérielle) et distinction partisane. Ce chapitre repose ainsi sur l'hypothèse d'une (relative) différenciation sociale du recrutement des partis de gauche radicale, différenciation qu'il s'agit de repérer et de mesurer.

De nombreux travaux ont démontré ce que les adhérents empruntent à la sociologie des élites² et le caractère « *socialement privilégié des populations militantes* »³. Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki soulignent de même la faible représentativité sociale des militants socialistes⁴. Ce constat s'applique tout autant aux militants de la gauche radicale, l'investissement politique dans l'un de ces partis étant un choix situé socialement. La sociologie des partis de la gauche radicale est assez mal connue comme le constate Florence Johsua⁵, qui donne accès dans ses travaux à des informations précises et de grande qualité sur la sociologie de la LCR. Pour pallier à l'absence de données sur la composition de LO, Thierry Choffat a utilisé les informations biographiques des candidats⁶ de ce parti qui constituent, au regard de la faiblesse des effectifs militants, un échantillon important des militants les plus actifs de LO. La dernière enquête quantitative réalisée auprès des adhérents communistes date de 1997⁷. Cela contraint alors à avoir recours aux trop rares et partiels chiffres publiés (et bien évidemment contrôlés) par l'institution communiste, notamment – mais pas seulement – à l'occasion des congrès et principaux événements partisans. Plus encore, et à l'exception de l'enquête dont nous rendons ici compte, aucune donnée n'est disponible quant à la sociologie du PG, etc. L'absence de

¹ En étendant le « *paradoxe de la différenciation* » évoqué par Bruno Villalba aux pratiques militantes qui constituent l'une des modalités par lesquelles les militants jaugent et s'opposent aux partis concurrents. Cf. Villalba Bruno, « Les petits partis et l'idéologie : le paradoxe de la différenciation », in Laurent Annie et Villalba Bruno (dir.), *Les Petits partis*, op. cit., p. 67-89.

² Bréchon Pierre, *Les partis politiques*, op. cit., p. 113.

³ Boy Daniel et al., *C'était la gauche plurielle*, op. cit., p. 17.

⁴ Lefebvre Rémi et Sawicki Frédéric, *La société des socialistes*, op. cit., p. 168-173.

⁵ « *Si le nombre des adhérents des formations politiques d'extrême gauche reste un mystère, l'inconnue la plus totale plane a fortiori sur la composition sociologique de ces partis* ». Cf. Johsua Florence, « La dynamique militante à l'extrême gauche », op. cit., p. 71.

⁶ Choffat Thierry, « Lutte ouvrière, entre continuité et renouvellement », op. cit., p. 295.

⁷ Platone François et Ranger Jean, « Les adhérents du Parti communiste français en 1997 », in *Les Cahiers du CEVIPOF*, 27, 2000.

données récentes relatives à la sociologie des partis de gauche radicale (à l'exception de la LCR) rend nécessaire une approche quantitative portant sur la composition sociologique de ces partis. La forte densité organisationnelle de la gauche radicale impose une approche comparative portant sur la sociologie de plusieurs organisations de cet espace politique, tout en contraignant, par la combinaison des contraintes propres à la réalisation d'une telle enquête dans le cadre d'une thèse, à une indispensable limitation de l'étendue de l'enquête, nécessairement moins ambitieuse que celles portant sur l'ensemble des adhérents d'un parti politique. Deux limites ont été tracées. La première consiste à effectuer cette enquête quantitative dans les trois principaux partis de l'espace étudié. Ceux-ci sont assez représentatifs de la diversité des positions idéologiques et stratégiques de la gauche radicale et concentrent une très grande majorité des militants de cet espace politique. La seconde tient à la sous-population partisane visée par l'enquête : les congressistes. Plusieurs raisons commandent à ce choix. Tout d'abord, les congrès facilitent la réalisation d'une telle enquête par la concentration en un même lieu d'un grand nombre d'individus ayant pour point commun leur engagement dans une même entreprise partisane. Ensuite, il était nécessaire de s'assurer du caractère réalisable d'une telle enquête statistique portant sur trois partis dans le cadre d'une thèse où l'approche quantitative n'est pas l'approche principale. Enfin, et c'est là l'élément essentiel, le recrutement spécifique des congressistes se prête bien à une démarche comparative. Pierre Bréchon le décrit parfaitement : « *Les militants réunis en congrès sont aussi souvent des élus locaux, ou anciens élus, ou candidats malheureux à des élections. Pas plus du tiers des délégués dans les congrès français n'ont jamais affronté les urnes. Les délégués sont aussi très nombreux à consacrer du temps pour leur parti [...] Ce militantisme partisan se cumule souvent avec un militantisme syndical ou associatif, ce qui montre que les responsables partisans sont bien insérés dans des réseaux sociaux ou civiques proches de leur organisation. Les militants réunis en congrès constituent en fait ce qu'on appelle classiquement des « middle-level party elites », des élites intermédiaires* »¹. Une enquête auprès des congressistes permet ainsi de s'intéresser aux militants les plus actifs d'une part, et d'autre part, de mieux rendre compte des logiques du recrutement partisan en braquant la focale sur les acteurs les mieux ajustés au parti dans lequel ils militent. La démarche comparative, qui vise à saisir ce qui différencie et en même temps rapproche les différents partis de gauche radicale, est ainsi renforcée par ce choix d'appréhender la sociologie partisane au prisme des militants les plus investis.

La première section est consacrée aux grandes variables sociographiques et permet la mise en exergue du recrutement socialement situé des partis de gauche radicale. Malgré les dispositifs visant à établir la parité dans les congrès, l'enquête montre le maintien d'une prédominance des militants masculins, tandis que les trois partis étudiés se différencient fortement quant à l'âge de leurs

¹ Bréchon Pierre, *Les partis politiques*, op. cit., p. 119.

militants. De même, l'enquête fait apparaître une population militante urbaine, bien dotée en capital scolaire et universitaire, et une surreprésentation du secteur public. La seconde section porte sur les pratiques militantes. Ainsi, l'investissement important (et même intense pour de nombreux répondants) dans l'activisme militant et la multipositionnalité (syndicale et associative) constitue deux modalités d'engagement largement partagées par les congressistes.

Section 1. Le recrutement des militants de la gauche radicale

L'engagement dans les différents partis de l'espace de la gauche radicale s'inscrit dans des configurations sociales (les réseaux sociaux dans lesquels s'inscrivent les individus) locales (rencontres, etc.), tout en dépendant de variables sociographiques, à au moins deux niveaux : d'une part, les acteurs intéressés pour s'investir dans un des partis situés à la gauche du champ politique vont, en fonction de la position sociale qu'ils occupent, être davantage intéressés par l'offre partisane produite par l'un ou l'autre de ces partis (à cela s'ajoute également que l'engagement à la gauche du champ politique est lui-même partiellement déterminé par la position sociale occupée). D'autre part, les positions occupées et les rôles sociaux qui s'y attachent vont affecter l'intérêt des acteurs (en produisant une incitation au maintien ou à l'accroissement d'un militantisme actif).

Les différentes offres de militantisme partisan, en intéressant davantage les individus dotés de certaines dispositions sociales, vont ainsi contribuer à façonner un collectif militant, tant au niveau de la distribution sexuelle des militants (A) que de l'engagement des militants de différentes classes d'âge (B). Par ailleurs, les militants investis au PG, au NPA ou au PCF sont plus fortement urbains (C) que le reste de la population française, mais aussi plus diplômés (D). Enfin, ils se spécifient également par leurs professions (E). La production d'un collectif partisan n'est ainsi pas sans lien avec la production d'une certaine orientation politique et stratégique comme l'ont montré Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki¹. Ils soulignent ainsi l'interdépendance entre la production d'une orientation partisane et d'un collectif partisan, tant par les règles édictées qui façonnent un espace social spécifique, que par la sociologie des acteurs intéressés par l'offre partisane qu'ils contribuent à transformer, en retour, dans une forte interdépendance des deux processus.

A. Le sexe du militantisme

Malgré le volontarisme affiché par les partis en matière de féminisation, la sociologie des congrès fait apparaître une plus forte présence des hommes parmi les participants. Au-delà des légères différences dans la répartition hommes/femmes (tableau n°3) entre les partis, les résultats restent

¹ Lefebvre Rémi et Sawicki Frédéric, *La société des socialistes, op. cit.*

assez homogènes. Pour ces trois partis, les femmes représentent seulement quatre congressistes sur dix. Les enquêtes réalisées sur la sociologie des adhérents des partis sont relativement peu nombreuses et déjà anciennes. Dès lors, les comparaisons doivent être prudentes car les enquêtes sont différentes par la population interrogée (les militants actifs d'une part, l'ensemble des adhérents, d'autre part), par la configuration politique dans laquelle elles sont réalisées (majorité parlementaire et participation gouvernementale pour le PS, le PCF et les Verts lors de l'enquête de 1998¹, fort développement militant de la LCR après la campagne présidentielle d'Olivier Besancenot dans l'enquête de 2003², instabilité de l'espace de la gauche radicale en 2010/2011), et par l'absence d'autres données concernant la sociologie des adhérents du PG, ou même de PRS.

Tableau n°3. Répartition par sexe des congressistes (en %)

	PG	NPA	PCF
Hommes	62	64	57
Femmes	38	36	43

Même en restant prudents, cette comparaison fournit quelques indications. Dans les enquêtes concernant le PCF, le PS et les Verts, le PCF est le parti le plus féminisé (tableau n°5). Ces données font plus généralement apparaître un lent processus de féminisation des partis de gauche. Selon les travaux de Florence Johsua, les femmes représentaient en 2003 un tiers des effectifs de la LCR³, notamment du fait d'une féminisation accrue des effectifs de la LCR après la vague d'adhésions conduisant à un doublement des effectifs pendant et après la campagne présidentielle d'Olivier Besancenot⁴. Les résultats obtenus dans les enquêtes menées en 2010 et 2011 auprès des congressistes sont assez proches : 38% de femmes parmi les militants du PG, 36% au NPA et 43% au PCF. Les résultats obtenus par Florence Johsua lors du congrès de 2003 de la LCR font apparaître un résultat assez proche, les femmes y représentaient 32% des congressistes⁵. Par ailleurs, les résultats qu'elle obtient lors de cette enquête auprès des congressistes sont similaires à ceux obtenus par le dépouillement des données relatives à l'ensemble des adhérents de la LCR. Dès lors, même si la comparaison doit rester prudente, d'autant plus que le volontarisme partisan (dont les effets restent difficilement mesurables) en termes de féminisation des populations de congrès est bien plus affirmé que dans d'autres domaines, ces résultats permettent de conclure à une féminisation légèrement plus importante au PCF que dans les autres partis de gauche, et de poser l'hypothèse d'une tendance (légère) à une meilleure représentation des femmes dans les partis situés à la gauche du PS que dans celui-ci ou chez les Verts.

¹ Boy Daniel *et al.*, *C'était la gauche plurielle*, *op. cit.*

² Johsua Florence, « La dynamique militante à l'extrême gauche », *op. cit.*

³ Johsua Florence, *ibid.*, p. 74.

⁴ Johsua Florence, « Le parti doit changer de bases », *op. cit.*, p. 281.

⁵ Johsua Florence, « Les conditions de (re)production de la LCR », *op. cit.*, p. 63.

Tableau n°4. La féminisation des adhérents du PCF, du PS et des Verts (en %)¹

	PCF		PS			Verts	
	1979	1998	1985	1998	2011	1989	1998
Hommes	65	60	79	72	70	73	69
Femmes	35	40	20	26	30	27	31

La féminisation des partis reste un processus en cours. La présence plus nombreuse des femmes lors des différents événements partisans constitue un enjeu partisan en soi pour ces trois partis qui revendiquent le féminisme² comme faisant partie intégrante de leur identité collective, ce qui se traduit diversement dans le fonctionnement intra-partisan qui affiche un fort volontarisme pour garantir la parité des intervenants lors des prises de parole, ainsi que dans le choix des personnes composant la tribune des débats, là encore en cherchant à garantir la parité. Les différents dispositifs visant à corriger la répartition hommes/femmes dans la population des congrès n'empêchent pas la prédominance des hommes lors de ces événements partisans. La féminisation des partis et la présence des femmes dans les instances nationales des partis renvoient ainsi à une double difficulté pour les partis politiques : une difficulté quant au recrutement de militantes et une difficulté, agissant alors comme un mécanisme de double peine, quant à la participation des femmes aux diverses instances nationales (les mécanismes correctifs visant à garantir la parité dans ces instances n'aboutissant pas à une réelle égalité hommes/femmes).

L'exemple des différents dispositifs adoptés par le PG pour garantir, à tous les échelons, le principe de parité de ses instances dirigeantes, est significatif du volontarisme partisan et de la construction du collectif partisan. Le bureau national du PG est élu en respectant une stricte parité hommes/femmes, tout comme le secrétariat national qui en est issu. Depuis le congrès du Mans, le PG affiche une co-présidence de Jean-Luc Mélenchon et Martine Billard. Les instances départementales, tout comme les comités, sont également dotées d'organes de direction paritaires (par exemple, par l'élection de co-secrétaires départementaux). La parité constitue également l'une des règles de désignation des membres du CN, tout comme des délégués au congrès. Les exceptions

¹ Ces résultats sont issus des enquêtes de : Boy Daniel *et al.*, *C'était la gauche plurielle*, *op. cit.*, p. 19. Les résultats concernant les adhérents socialistes en 2011 sont issus de l'enquête d'Henri Rey. Cf. Rey Henri, « Les adhérents socialistes : permanences et changements », in *La Revue socialiste*, 42, 2011, p. 125-133 ; Dargent Claude et Rey Henri, « Sociologie des adhérents socialistes », in *Les Cahiers du CEVIPOF*, 59, 2014.

² La prise en compte des revendications féministes a également été lente et difficile au PCF. Cf. Zancarini-Fournel Michelle, « Les partis politiques de gauche au risque de la décennie féministe (1971-1981) », in Richard Gilles et Sainclivier Jacqueline (dir.), *Les partis à l'épreuve de 68*, *op. cit.*, p. 44-46. Florence Johsua souligne le caractère identitaire du féminisme à la LCR. Cf. Johsua Florence, « La dynamique militante à l'extrême gauche », *op. cit.*, p. 74 ; Touraille Fanny, *Féminisme et habitus de genre : Etude de cas sur la LCR*, mémoire de science politique, Institut d'études politiques de Toulouse, 2008 ; Salles Jean-Paul, *La Ligue communiste révolutionnaire*, *op. cit.*, p. 197-206. De même, la commission féminisme du PG a fait preuve d'un fort dynamisme, tandis que ce parti a affiché un volontarisme pour intégrer les femmes à l'ensemble des instances (principe de parité de l'ensemble des fonctions partisans), y compris des instances habituellement peu féminisées comme le service d'ordre. De même, les débats quant à la féminisation des textes politiques sont relativement courants dans ces partis.

sont particulièrement limitées : dans le cas où la parité est inatteignable dans un comité, celui-ci est invité à se rapprocher des autres comités du même département pour atteindre, à l'échelon départemental, la parité. Enfin, si cet objectif n'est pas atteignable, les statuts et règlements de congrès autorisent un décalage de plus ou moins un délégué sur le total des délégués dont dispose le comité. Cependant, malgré les contraintes statutaires visant à constituer paritairement le congrès, le taux de féminisation au PG (38%) n'est guère plus élevé qu'au NPA et plus faible qu'au PCF. Plusieurs explications, non contradictoires et probablement cumulatives, peuvent être avancées : la relative faiblesse de l'institutionnalisation au PG qui aboutit à ne pas faire strictement respecter les règles (notamment en permettant un usage important des exceptions aux règles paritaires) ; les difficultés dans les comités à trouver des femmes disposées à s'investir (c'est-à-dire des adhérentes disposées à s'intéresser aux jeux et enjeux partisans et à y être intéressées en terme de rétribution militante). Les appels récurrents à la tribune dans les différents partis visant à mobiliser les déléguées afin d'approcher au maximum de la parité des prises de parole attestent de cette difficulté à prendre la parole pour les femmes, ce qui renvoie à la permanence d'un sentiment d'incompétence politique (malgré les revendications partisans en termes de féminisme et de féminisation) qu'exprime Elisabeth Gauthier quant à sa première intervention lors d'un CN du PCF :

« Vous vous rappelez de votre premier conseil national ?

C'est impressionnant. A l'époque, c'était très masculin. Extrêmement masculin. Disons... on était très peu de femmes élues à ce moment-là. C'était très... très formel... [...] les gens, pour parler, pour prendre la parole, quand c'était leur tour, ils allaient tous au pupitre pour parler. Et... cela faisait très... enfin, cela ne faisait pas « débat ». Cela faisait « succession » de... je trouvais cela extrêmement dur, cela donnait envie de fuir ! Tout de suite ! [Rire] Après, je me suis dit : je me donne un an pour parler... là-dedans... Dans un an, j'aurais dû... enfin, je me fixe cela comme limite pour prendre la parole. Je me rappelle, la première fois où je prends la parole, c'était un an après, je tremblais comme, je devais mal prononcer... enfin bon, c'était terrible ! [Rire] Et après, de plus en plus, nous, les femmes, [Silence]... Je pense que quand j'ai été élue, il n'y avait que deux femmes nouvelles, dans ce renouvellement-là. Et après, au renouvellement d'après, beaucoup plus de femmes sont rentrées. Les femmes ont commencé à ne plus aller au pupitre et à rester sur place. Pendant un certain temps, les femmes restaient sur place, les moins... investies des premières responsabilités, qui continuaient plutôt de suivre encore le modèle, mais on restait, avec le micro, sur place. Et au fur et à mesure, les hommes aussi ont fini par aller de moins en moins au pupitre. Désormais, il n'y a plus personne qui va au pupitre, sauf celui qui fait le rapport initial. Bon, des choses comme ça. Mais... mais [Rire]... après, on a... je me rappelle une fois, je ne sais plus exactement quand, avec d'autres personnes, notamment des femmes, on s'était dit : quand on rentre ici, le matin d'un conseil national, on se dit : « je suis moi-même ». Pour essayer de... d'exercer sa responsabilité et de ne pas rentrer dans des... disons, des logiques dans lesquelles on n'est pas... vraiment autonomes. Et une autre m'a dit : « C'est exactement comme cela que je pense aussi ! ». Toute cette période, il y a quand même eu des changements importants, parce que... d'un fonctionnement très formel, très hiérarchique, on est passé à « tout le monde dit ce qu'il veut »... » (Elisabeth Gauthier, entretien le 13 décembre 2011. Membre du CEN du PCF, directrice d'Espace Marx)

Les femmes sont également moins nombreuses, parmi les congressistes, que les hommes à être en situation de responsabilité partisane (tableau n°5). L'écart entre les hommes et les femmes occupant des responsabilités partisans est sensiblement identique au PG et au NPA (respectivement

6 et 7 points), le PCF se singularisant par un écart plus marqué : tandis que 71% des femmes participant à la conférence nationale occupent des responsabilités dans leur parti, ce sont 86% des hommes qui sont dans la même situation. Cette distribution fait apparaître les hommes sans aucune responsabilité partisane (14%, soit seulement 18 répondants), comme une sous-population marginale lors de cette conférence nationale. Néanmoins, cet écart important doit être relativisé dans la mesure où hommes et femmes, dans cette conférence nationale, se caractérisent par le nombre très important de militants ayant des responsabilités partisans (le nombre de femmes ayant des responsabilités partisans étant supérieur au nombre d'hommes en responsabilité au PG ou au NPA). Si l'occupation d'une position de responsabilité partisane constitue une ressource importante pour les adhérents souhaitant participer à un congrès, cette ressource devient quasiment obligatoire au PCF, tant pour les hommes que pour les femmes. Cette contrainte est moins forte au PG et au NPA : 44% des femmes participant au congrès du PG et 49% au NPA n'ont aucune responsabilité partisane, contre seulement 29% au PCF. Cela peut partiellement s'expliquer par le caractère plus ouvert de la désignation dans ces deux partis. Le nombre de places au congrès y est en effet plus important qu'au PCF, au regard du nombre d'adhérents, et plus encore du nombre d'acteurs potentiellement intéressés, ce qui facilite l'accès aux congrès.

Tableau n°5. Répartition en fonction des responsabilités partisans et du sexe (en %)

	PG		NPA		PCF	
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme
Responsabilité partisane	62	56	58	51	86	71
Sans responsabilité partisane	38	44	42	49	14	29

B. Jeunes ou vieux ? Les partis au prisme de l'âge de leurs militants

L'âge moyen des congressistes est relativement élevé : 45 ans au NPA, 48 ans au PG et 50 ans au PCF. Cependant, cet âge moyen ne représente qu'imparfaitement les différences entre les trois partis. En effet, la plus forte disparité entre le plus jeune et le plus âgé des répondants au PG (63 ans) qu'au PCF et au NPA impacte fortement l'âge moyen. Dès lors, le recours à l'âge médian, qui n'est pas dépendant des résultats extrêmes, est plus probant car, sans remettre en cause les résultats précédents (le NPA est toujours le parti dont les congressistes sont les plus jeunes, le PCF ayant les congressistes les plus âgés), il permet de les affiner. Ainsi, l'âge médian au NPA est de 48 ans, de 51 ans au PG et de 55 ans au PCF. L'âge médian affiche des écarts plus importants, permettant d'affirmer la plus grande jeunesse (relative) des congressistes au PG, et surtout au NPA, qu'au PCF. Ces résultats sont ainsi semblables aux différentes études relatives à la population de la LCR dont

Florence Johsua a souligné la jeunesse¹, ainsi qu'aux études relatives au PCF qui montrent un vieillissement de ses effectifs². Cependant, ce processus de vieillissement des effectifs partisans n'est pas spécifique au PCF comme l'a montré Thierry Choffat pour les adhérents de LO³ et peut potentiellement rendre difficile le renouvellement générationnel des partis⁴. La répartition des adhérents ou des militants partisans par classe d'âge constitue un double enjeu pour les partis : assurer un renouvellement générationnel ; se revendiquer de la jeunesse de ses effectifs et se construire une image plus « dynamique » et « attrayante ». Cela amène à valoriser la présence de jeunes militants, soit par la revendication d'une forte présence de jeunes dans les rangs du parti (au besoin, par des statistiques partisans), soit par la mise en place d'organisations, plus ou moins autonomes, spécifiquement dédiées. Les représentations relatives à la jeunesse des effectifs partisans constituent alors un enjeu d'autant plus fort qu'elle permet de faire valoir, dans le jeu politique, des représentations conformes aux ressources que peuvent mobiliser les partis. Le NPA va ainsi se représenter le dynamisme militant comme étant corrélé à la jeunesse des effectifs lorsque le discours produit par le PCF va dénier cette spécificité militante du NPA en faisant valoir le volume des effectifs militants, comme dans ce rapport présenté par Patrice Bessac qui vise à réfuter tout à la fois l'image vieillissante du PCF et les comparaisons effectuées entre le PCF et le NPA (dans une configuration politique et médiatique *a priori* favorable au NPA) :

« La chose est entendue : « nous sommes un parti de vieux » et le NPA est un parti « de jeunes ». Et pourtant, pour la tranche d'âge des moins de trente ans, par rapport au « NPA », nous sommes de très loin le Parti où il y a le plus « de jeunes ». En disant cela, je ne nie pas la réalité des sondages, des électors, de la sympathie de la jeunesse pour Olivier Besancenot. Je ne nie pas non plus notre faiblesse réelle dans la jeunesse. Je fais simplement remarquer qu'une opinion couramment exprimée va à l'encontre de la réalité des chiffres. Le NPA a 9 000 adhérents au total. Le PCF a 10 000 adhérents de moins de trente ans. »⁵

« Bon, j'ai parlé des années 80, des années 2000, mais il y a une date qui me paraît très importante, c'est celle de 2005. Parce que... pour la première fois, depuis 2005... enfin, en 2005, pour la première fois depuis 25 ans, c'est-à-dire depuis ces fameuses années 1980, le parti communiste français cesse de perdre des adhérents. Il stabilise ses effectifs. Euh... ce qui est, évidemment... important. Parce que jusque-là, on en perdait régulièrement. Donc, là, ce n'est plus le cas. Avec un nombre d'adhésions au parti qui... est relativement stable, avec... alors c'était 8 000 en 2005. Depuis, on est aux alentours de 5 000-6 000 adhésions. 5 000-6 000 adhésions, c'est... c'est déjà... important ! D'une part, c'est un taux de renouvellement important depuis

¹ Johsua Florence, « La dynamique militante à l'extrême gauche », *op. cit.* ; Didier Bonnemaïson évoque une « pyramide inversée ». *cf.* Bonnemaïson Didier, « Changement de nom », *art. cit.*, p. 98.

² Greffet Fabienne, « Le Parti communiste français : l'espoir du retour », *op. cit.*, p. 166-168. Julian Mischi remarque également que « l'aspect le plus spectaculaire des changements touchant les réseaux communistes depuis les années 1980 est leur vieillissement ». *Cf.* Mischi Julian, *Le communisme désarmé*, *op. cit.*, p. 238.

³ Choffat Thierry, « Les élections régionales : tremplin ou laminoir pour Lutte ouvrière ? », *op. cit.*, p. 99-100 ; Choffat Thierry, « Lutte ouvrière, entre continuité et renouvellement », *op. cit.*, p. 301.

⁴ Henri Rey analyse ainsi la légère augmentation du nombre de jeunes parmi les adhérents du PS dans l'enquête de 2011 par rapport à celle de 1998 comme permettant un meilleur renouvellement générationnel que précédemment. *Cf.* Rey Henri, « Les adhérents socialistes », *art. cit.*, p. 126-127.

⁵ *Communistes*, n°340, 4 mars 2009, CN des 28 février et 1^{er} mars 2009, rapport de Patrice Bessac sur les transformations du parti.

2005. On est en 2011, bientôt 2012, cela fait quand même, sur six ans, 30 000 nouveaux adhérents... sur 134 000 adhérents que comptent le parti communiste, cela fait un pourcentage... Mais une des grandes questions, c'est, ce que sont devenus ces adhérents. C'est justement cette question de la connaissance de nos adhérents. Comment on les associe, comment ils trouvent leur place,... Et ce sont souvent des jeunes qui viennent au parti communiste. On a, à peu près, en moins de trente ans, on est à 6% de nos effectifs. Avec ces nouvelles adhésions, nous comptons 6% de moins de trente ans, cela fait un peu moins de 10 000, sur les 134 000. 10 000, c'est... On a souvent dit, à une époque, vous n'êtes pas un parti de jeunes, c'est le NPA qui... Vous voyez, 10 000 jeunes, c'est plus, c'est beaucoup plus que... la totalité des adhérents du NPA... » (Jacques Chabalier, entretien le 14 décembre 2011. Membre du CEN du PCF)

Cette production discursive et sa permanence (ces propos sont tenus à deux ans d'intervalle par deux cadres communistes) répondent à deux objectifs : contrer l'image vieillissante du PCF¹ et faire face à la concurrence (en termes de recrutement) de l'extrême gauche. Jacques Chabalier avance le chiffre de 6% des effectifs du PCF qui seraient âgés de moins de 30 ans², alors que cette classe d'âge représente 13% des délégués à la conférence nationale du PCF de juin 2011. Il est possible d'avancer quelques hypothèses d'explications de ce décalage : un certain renouvellement générationnel parmi les cadres ; les pratiques partisans visant à opérer une sélection implicite, sinon explicite, des délégués pour construire une sociologie des congrès conforme aux représentations que le parti produit sur lui-même.

Les 18-29 ans représentent (tableau n°6) 22% des congressistes au NPA, contre seulement 15% au PG et 13% au PCF. Cependant, si la plus grande représentation des jeunes au NPA est réelle, elle ne doit pas être surestimée, la classe d'âge la plus nombreuse au congrès du NPA étant les 50-59 ans. Cette classe d'âge, au NPA, est assez homogène : les trois quarts ont déjà connu un engagement partisan, essentiellement dans des partis d'extrême-gauche et plus marginalement au PCF (et de manière très faible, chez les Verts et au PS). La moitié d'entre eux ont commencé à militer dans un parti dans les années 1970, période marquée par un fort activisme des partis d'extrême-gauche dans l'après-68. Enfin, ce sont majoritairement des hommes (60%).

Tableau n°6. Répartition des congressistes par classe d'âge (en %)

Classe d'âge	PG	NPA	PCF
Moins de 30 ans	15	22	13
De 30 à 39 ans	17	14	12
De 40 à 49 ans	17	15	12
De 50 à 59 ans	24	31	31
De 60 à 69 ans	24	17	29
70 ans et plus	4	1	3

Les 30-49 ans, classe d'âge rassemblant l'essentiel de la population active, sont en revanche plus nombreux au PG qu'au NPA et au PCF, ce dernier se caractérisant par une forte présence des militants âgés de 50 ans ou plus : plus de 63%, contre près de 52% au PG et 49% au NPA. Les militants

¹ IFOP, septembre 2010, « Radiographie du Parti Communiste à la veille de la Fête de l'Humanité ».

² *Communistes*, n°373, 9 décembre 2009, « Radioscopie du PCF (2/2). La pyramide des âges ».

communistes sont ainsi plus âgés qu'au NPA et au PG, ce dernier se caractérisant par un nombre plus important de militants âgé de 30 à 49 ans (alors même que les 50-59 ans y sont beaucoup moins représentés qu'au NPA ou au PCF). Si les moins de trente ans sont nettement plus présents au NPA qu'au PCF et au PG, la faiblesse des 30-49 ans au NPA (caractéristique partagée avec le PCF) atteste d'une difficulté à faire s'investir les individus de cette classe d'âge. Ainsi, la répartition par classe d'âge au NPA fait apparaître une prédominance des moins de 30 ans et des 50-59 ans (avec en revanche un brutal affaiblissement des 60-69 ans, contrairement au PG et au PCF où cette classe d'âge est numériquement importante), tandis qu'au PCF, les plus de 50 ans sont nettement majoritaires. La sociologie du PG apparaît sur ce point plus homogène, même si les 50-69 ans constituent également les classes d'âge les plus représentées. Les trois partis ont en commun une très grande faiblesse des participants âgés de plus de 70 ans : ils n'apparaissent quasiment pas au NPA, et sont marginaux au PG et au PCF (moins de 4%). Ainsi, de manière schématique, ces trois partis présentent des profils relativement distincts : les militants du PG présentent, du point de vue des classes d'âge, un profil assez proche de la population française ; les militants du NPA sont constitués de deux groupes importants : les militants ayant commencé à s'engager dans les années 70-80, et plus généralement les anciens de la Ligue d'un côté, et, de l'autre une forte proportion de jeunes de moins de trente ans ; enfin, les militants communistes sont assez âgés, six militants sur dix étant âgés de plus de 50 ans et un sur deux, de plus de 55 ans.

C. Des militants majoritairement urbains

Les réponses issues de ces trois enquêtes proviennent de 78 départements pour le PG, 74 départements pour le PCF et 61 départements pour le NPA. Malgré le fait que les répondants soient près de deux fois plus nombreux au congrès du PG qu'à la conférence nationale du PCF, cela n'a que peu d'influence sur la répartition géographique des répondants. En revanche, alors que le nombre de répondants au NPA est à peine moins élevé qu'au PCF, le nombre de départements dont sont issus les répondants est bien moins élevé. Si le plus faible nombre de répondants constitue une première explication, il faut également en ajouter une seconde qui tient aux règles de désignation adoptées par les différents partis : au PCF et au PG, la désignation des délégués se fait au niveau départemental, ce qui permet à chaque département de bénéficier d'un minimum de délégués, alors qu'au NPA, la désignation se faisant au niveau régional et en fonction des résultats obtenus par les différentes plateformes en concurrence, la représentation de l'ensemble des départements ne constitue pas un critère premier de la construction du collectif social. Le plus faible nombre de départements dont sont issus les répondants au NPA s'explique ainsi par l'effet conjugué du plus faible taux de réponse à l'enquête et des spécificités des règles de désignation des congressistes.

Les nombreux travaux sur la LCR et le PCF, ainsi que la publication régulière par ce dernier des résultats des votes par fédération, ont décrit la répartition géographique de ces deux partis, de même que la genèse des zones de forte influence du PCF reposant sur une intégration du communisme aux traditions et sociabilités locales. L'implantation de la LCR est fortement urbanisée tout en étant corrélée, dans les années 90 où la LCR était particulièrement faible, au développement des comités Ras l'Front¹, qui ont constitué des structures de rémanence permettant aux réseaux militants de la LCR de se maintenir dans d'autres structures avant de réinvestir l'entreprise partisane dans une configuration plus favorable. En revanche, l'implantation géographique du PG est encore peu connue. Le taux de réponse à l'enquête menée au congrès du PG est plus élevé (65%) et permet quelques hypothèses, non sur l'ensemble des départements, mais sur les principales implantations du PG. Dans les trois partis, les militants d'Ile-de-France sont, de loin, les plus nombreux : ils représentent 20% des congressistes au PCF (ce résultat étant en adéquation avec le nombre d'adhérents au PCF, les franciliens, représentant en 2011, 20% des effectifs partisans), près de 27% des congressistes au NPA, et même près de 33% des congressistes au PG. Si la sociologie de ces trois partis fait apparaître une forte présence des militants franciliens, particulièrement au NPA et au PG où ceux-ci représentent respectivement un militant sur quatre et un militant sur trois, cette surreprésentation est encore plus marquée au PG. En effet, alors que le congrès du NPA et la conférence nationale du PCF se déroulent en région parisienne, on peut poser l'hypothèse que les militants franciliens sont légèrement surreprésentés, notamment du fait de leur participation à l'organisation du congrès ou de la conférence nationale. Cela ne joue pas en faveur de la surreprésentation des militants franciliens au PG dont le congrès a lieu au Mans et où l'essentiel des militants chargés de l'organisation sont de la Sarthe et de la Mayenne (pour les deux tiers). Dès lors, on peut poser l'hypothèse d'un PG très marqué dans sa sociologie des militants, mais aussi au regard des règles de désignation des délégués (du fait du lien mécanique entre nombre d'adhérents et nombre de délégués) et de la surreprésentation des franciliens (la seconde région la plus représentée au congrès, en dehors des Pays de la Loire, est la région Midi-Pyrénées, qui représente 8,5% des participants) dans la sociologie de ses adhérents. Par ailleurs, parmi les franciliens, les plus importantes délégations sont constituées par Paris (48 délégués, soit près de 12% des congressistes) et l'Essonne (24 délégués), ces deux départements représentant près de 18% des congressistes. Ainsi, si les trois partis sont caractérisés par une surreprésentation des militants franciliens, le PG apparaît comme le parti dans lequel ce phénomène est le plus important.

¹ Sur la corrélation entre implantation de Ras l'Front et de la LCR et leur rôle comme structures de rémanence, cf. Johsua Florence, « La dynamique militante à l'extrême gauche », *op. cit.* ; sur les comités anti extrême droite, cf. Mayer Nonna (dir.), « *Les collectifs anti-front national* », in *Les Cahiers du CEVIPOF*, 13, 1995.

La ventilation des congressistes par lieu d'habitation montre une certaine homogénéité, bien que quelques nuances soient à préciser, entre les populations militantes (Tableau n°7). Moins de 15% des militants du PG, du NPA et du PCF résident dans une commune de moins de 2 000 habitants (les militants communistes étant très légèrement plus nombreux dans cette situation). Par ailleurs, les militants communistes sont plus nombreux à résider dans des villes de taille moyenne (2 000 à 50 000 habitants), alors que les militants du PG et du NPA sont plus nombreux à résider dans des villes importantes (près de 40% d'entre eux vivent dans une ville de plus de 50 000 habitants, contre seulement 32% pour les militants communistes). Ces différences s'expliquent globalement par la plus grande présence des militants parisiens au PG et au NPA (respectivement 12% et 8% des congressistes) qu'au PCF (seulement 3% des congressistes résident à Paris).

Tableau n°7. Répartition des congressistes en fonction du lieu d'habitation (en %)¹

	PG	NPA	PCF
Non réponse	5	12	7
Commune de moins de 2 000 habitants	14	13	14
Commune de 2 000 à 15 000 habitants	17	17	22
Commune de 15 000 à 50 000 habitants	25	19	25
Commune de plus de 50 000 habitants	39	39	32

Le militantisme dans la gauche radicale est ainsi une activité urbaine et la sociologie des militants de ces trois partis fait apparaître un taux d'urbanisation plus important que celui de l'ensemble de la population française. Alors que selon les chiffres de l'INSEE pour la métropole en 2010, 77,5%², ce sont 85,7% des militants du PG, 85,5% de ceux du NPA³ et 84,5% des communistes qui vivent en ville.

D. Des militants fortement diplômés

Les militants de ces trois partis se caractérisent par un niveau de diplôme assez élevé (tableau n°8) qui ne différencie ainsi guère ses militants d'autres partis de gauche⁴. Ainsi, le nombre de militants n'ayant aucun diplôme ou ayant obtenu un diplôme inférieur au baccalauréat est assez faible, même si les trois partis se distinguent sur ce point. En effet, si les militants peu ou non

¹ Le nombre de non-réponses est, sur cette question, assez important (7% sur l'ensemble des trois enquêtes), particulièrement au NPA (12%) où certains répondants expliqueront ne pas vouloir renseigner une information qui leur semble remettre en cause leur anonymat. Même si cette attitude n'a été exprimée que par quelques individus – et ne peut donc être généralisée – elle peut en constituer l'une des explications.

² Clanché François et Rascol Odile, « Le découpage en unités urbaines de 2010 », in *INSEE Première*, 1364, 2011.

³ Florence Johsua, en exploitant les fichiers adhérents de la LCR, relevait déjà cette caractéristique dans la sociologie des adhérents de la LCR en 2003. Cf. Johsua Florence, « La dynamique militante à l'extrême gauche », *op. cit.*, p. 43-44.

⁴ Ainsi, Henri Rey pointe cette surreprésentation des individus au fort capital scolaire parmi les adhérents socialistes et évoque un processus de « sélection invisible ». Cf. Rey Henri, « Les adhérents socialistes », *art. cit.*, p. 127. La surreprésentation des plus diplômés parmi les militants les plus actifs d'un parti n'est d'ailleurs pas spécifique à la gauche, comme le montre Julien Fretel à propos des militants de l'UDF. Cf. Fretel Julien, *Militants catholiques en politique, op. cit.*

diplômés sont très peu nombreux parmi les militants du PG (6%), et guère plus au NPA (9%), ils sont un peu plus présents dans les rangs du PCF avec près de 14% des militants. Mais dans les trois cas, ils ont très largement un profil identique : hormis deux lycéens (l'un au PG, le second au NPA), ce sont majoritairement des hommes. Au PG, deux femmes seulement n'ont aucun diplôme ou un diplôme inférieur au baccalauréat, six dans cette situation au PCF et une seule au NPA. Par ailleurs, hormis les deux lycéens déjà cités, la très grande majorité de ces militants sont assez âgés. Ainsi, au PG, ils ont tous entre 58 et 78 ans, au PCF (à l'exception notable de six militants âgés de 20 à 45 ans) entre 50 et 70 ans, et au NPA (hormis deux trentenaires) entre 50 et 65 ans. Ces militants, peu nombreux (ils représentent moins de 10% de l'ensemble des répondants aux trois enquêtes), ont un profil assez homogène : majoritairement des hommes, âgés d'au moins 50 ans, c'est-à-dire nés essentiellement entre le début des années cinquante et le début des années soixante, scolarisés avant les différentes réformes de l'enseignement visant à la massification scolaire¹.

Tableau n°8. Répartition des congressistes par niveau de diplôme (en %)

	PG	PCF	NPA	Population française ²
Inférieur au bac	6	14	9	52,7
Egal au bac	13	19	14	14,4
Supérieur au bac	81	67	77	32,9

Les auteurs de *C'était la gauche plurielle* avaient déjà souligné le décalage entre le niveau de diplôme de la population globale et les adhérents des partis de gauche, et la persistance de ce décalage malgré l'accroissement du niveau de diplôme de la population française : « On peut dire, sans grand risque de se tromper, que l'adhésion à un parti politique de gauche entretient des relations étroites avec un niveau scolaire élevé, garant du sentiment de compétence politique »³. L'enquête réalisée par Henri Rey auprès des adhérents socialistes en 2011 confirme cette surreprésentation des individus disposant d'un fort capital scolaire au PS : 21% des adhérents socialistes n'ont aucun diplôme ou un diplôme inférieur au baccalauréat, 15% ont un baccalauréat, 54% ont un diplôme universitaire et 10% des adhérents socialistes ont fréquenté une « grande école »⁴. Ce constat est encore renforcé lorsqu'on considère les militants du PG et du NPA (le phénomène étant légèrement moins marqué pour le PCF). La détention d'un important capital scolaire tend ainsi à faciliter l'adhésion à un parti politique, renforce le sentiment de compétence politique et peut être constitutif (ou contribuer à produire) d'un ensemble de ressources

¹ Sur les effets ambivalents de la politique de la démocratisation scolaire, cf. Beaud Stéphane, *80 % au bac... et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*, Editions La Découverte, Paris, 2003.

² Selon les résultats publiés par l'INSEE pour l'année 2012 (personnes de plus de quinze ans et résidant en France métropolitaine). URL : http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&id=4204.

³ Boy Daniel *et al.*, *C'était la gauche plurielle*, *op. cit.*, p. 29-30.

⁴ Rey Henri, « Les adhérents socialistes », *art. cit.*, p. 126.

mobilisables dans les luttes intra-partisanes par la maîtrise de savoir-faire et savoir-être, voire d'un certain prestige social dans des organisations dont la sociologie est marquée par la forte présence d'une population sensible aux hiérarchies et/ou aux critères de la réussite scolaire. Le capital scolaire agit ainsi doublement : lors de la prise de parti et dans l'occupation de positions intra-partisanes. La sociologie du PCF en constitue un exemple : dans l'enquête de 1998 auprès des adhérents communistes, 56% d'entre eux n'ont pas de diplôme ou un diplôme inférieur au baccalauréat, contre 17% qui ont le baccalauréat, et 27% un diplôme supérieur. Lors de la conférence nationale de 2011, les résultats sont inversés : 14% des participants n'ont aucun diplôme ou un diplôme inférieur au baccalauréat, 19% ont le baccalauréat et 77% un diplôme de l'enseignement supérieur. Même si les quinze ans qui séparent ces deux enquêtes ont probablement réduit cet écart, les résultats obtenus ne peuvent s'expliquer uniquement par l'accroissement généralisé du niveau de diplôme de la population française. En effet, pour le cas du PCF, l'âge médian élevé rend cette explication très insuffisante : les données publiées pour 2011 par l'INSEE concernant le niveau de diplôme de la tranche d'âge des 50-64 ans atteste de ce décalage : 67,5% de cette population n'a aucun diplôme ou un diplôme inférieur au bac, 13,1% ont le baccalauréat ou équivalent, 19,4% ont un diplôme de l'enseignement supérieur. Le sentiment de compétence politique est particulièrement sensible dans la prise de responsabilité intra-partisane.

Le décalage entre le niveau de diplôme de la population française et celui des militants partisans est plus important encore pour le PG et le NPA que pour le PCF, avec près de 14 points d'écart entre PCF et PG en ce qui concerne les militants ayant un diplôme de l'enseignement supérieur. Cette surreprésentation des diplômés, voire des très diplômés au PG par rapport au PCF, est encore plus sensible lorsqu'on prend en compte les règles de désignation au congrès du PG et à la conférence nationale du PCF, la participation au premier nécessitant relativement moins de ressources partisanes pour les militants souhaitant y participer. Dès lors, il y a toutes les raisons de penser que ce décalage s'observe également au niveau des adhérents de ces deux partis, le PG ayant dans ses rangs des adhérents plus fortement diplômés que ceux appartenant au PCF. Cette hypothèse est également renforcée par la genèse du PG, provenant d'une dissidence du PS, parti comptant lui-même plus d'individus fortement diplômés que le PCF¹.

¹ Alors que les adhérents ayant un diplôme supérieur au baccalauréat représentaient 27% des effectifs du PCF en 1998, ils en représentaient 47% au PS et même 65% chez Les Verts. Cf. Boy Daniel *et al.*, *C'était la gauche plurielle*, *op. cit.*, p. 30.

Tableau n°9. Répartition détaillée des congressistes par niveau de diplôme (en %)

	PG	PCF	NPA
Inférieur au bac	6	14	9
Bac	13	19	14
Bac + 2	14	18	20
Bac + 3/4	28	20	26
Bac + 5	23	19	20
Doctorat	10	7	9
« Grandes écoles »	6	3	3

Même si les trois partis partagent une très nette surreprésentation des individus les mieux dotés en capital scolaire, qui vient encore renforcer leur surreprésentation au regard du niveau de diplôme de la population globale, ils se distinguent assez fortement dans la structure de cette répartition (tableau n°9). Dans ce tableau, le PCF se singularise par une plus forte présence de militants ne disposant d'aucun capital scolaire, du baccalauréat, ou d'un niveau équivalent à bac +2, alors que les congressistes du PG sont peu présents dans ces catégories : un tiers des congressistes du PG (33%), contre 51% pour le PCF, le NPA étant dans une position intermédiaire avec 43% des congressistes pour ces trois catégories. Le profil du PG est inversé : faible présence d'individus peu ou pas diplômés ou disposant d'un diplôme équivalent au premier cycle universitaire, et prédominance des individus disposant d'un capital scolaire important (67% des congressistes disposent d'un diplôme supérieur ou égal à une licence, tandis que 39% ont au moins un master, DEA ou DESS). Le profil du NPA est intermédiaire entre les deux extrêmes que représentent les deux principaux partis du FG : si ses congressistes ont globalement un plus haut niveau de diplôme qu'au PCF, ils sont relativement homogènes. En effet, s'il y a peu de congressistes non diplômés ou faiblement diplômés au NPA, ils sont également relativement peu nombreux (au regard du profil du PG par exemple) à avoir fréquenté des grandes écoles ou à disposer d'un doctorat. Néanmoins, au-delà de ces différences de structure (une sociologie du PG affichant globalement une plus forte présence des très diplômés, le NPA présentant un profil assez proche, bien que moins accentué), ces trois partis ont en commun une très forte surreprésentation des acteurs les mieux dotés en capital scolaire.

E. Une surreprésentation des catégories socio-professionnelles supérieures et du secteur public

La sociologie des congrès de ces trois partis diffère également quant à l'activité professionnelle. En toute logique, la plus grande présence de la catégorie des 18-30 ans au NPA conduit également à une forte présence des étudiants avec 14% des congressistes, tandis qu'ils ne représentent que 5% des participants à la conférence nationale du PCF (tableau n°10). La position intermédiaire occupée dans la tranche des 18-30 ans par le PG se retrouve également en ce qui concerne la proportion d'étudiants parmi les congressistes, qui distingue le PG de son allié du FG, sans toutefois présenter la

même proportion d'étudiants qu'au NPA. En revanche, c'est au PCF que les retraités sont les plus nombreux avec 36% des participants, contre 28% au PG et seulement 19% au NPA. Les différences relevées précédemment quant à la composition en termes de classes d'âge de ces trois populations militantes, se retrouvent ainsi logiquement dans la situation professionnelle des participants. Les militants du PCF présentent un profil globalement plus âgé, et près de 40% des militants communistes ont terminé leur activité professionnelle, contrairement aux deux autres partis qui présentent une proportion bien plus importante d'actifs, occupant ou non un emploi, et de futurs actifs. Le NPA se singularise par la forte présence parmi ses militants les plus investis, d'étudiants et par une relative faiblesse des retraités (qui constituent néanmoins une catégorie plus nombreuse dans le NPA, la forte présence des étudiants devant se comprendre en termes de comparaison avec les deux autres partis, et non au regard de la répartition des seuls militants du NPA). Le PG offre un profil intermédiaire. Comptant moins d'actifs que le NPA (58% contre 67% pour le NPA), il dispose, sur ce point, d'un profil identique à celui du PCF (57% d'actifs). Cependant, il compte dans ses rangs nettement moins de militants à la retraite (huit points d'écart) et un peu plus d'étudiants (trois points d'écart), sans cependant être équivalent au NPA sur ces deux aspects.

Tableau n°10. Le rapport à l'activité professionnelle des congressistes (en %) ¹

	PG	NPA	PCF
Actif	58	67	57
Retraité	28	19	36
Etudiant et lycéen	8	14	5
Chômeur et inactif	7	6	4
Non réponse	0	0	0

La répartition des congressistes par catégorie socio-professionnelle est particulièrement significative (tableau n°11). La faiblesse de certaines catégories (agriculteurs, commerçants, artisans, chefs d'entreprise), si elle ne renseigne pas sur la présence ou non de ces catégories socio-professionnelles dans les rangs de ces trois partis², atteste de leur faible représentativité lors des congrès, c'est-à-dire dans les événements politiques nationaux et centralisés. Par exemple, le caractère fortement urbain de l'activité militante, mais aussi l'organisation du temps professionnel,

¹ Le total, pour chaque parti, peut dépasser le nombre de répondants du fait des étudiants salariés qui ont été intégrés à la population active et étudiante.

² Ainsi, même si aucun agriculteur n'est présent parmi les répondants à l'enquête au PCF, on ne peut en conclure à l'absence d'agriculteurs parmi les militants communistes (de même, pour le PG et le NPA). Les travaux de Jean-Paul Molinari, spécifiquement sur les paysans communistes, ou ceux de Julian Mischi, attestent de la présence et du rôle des paysans dans le communisme français. Cf. Molinari Jean-Paul, « Les paysans du Parti communiste français », *art. cit.* ; Mischi Julian, *Servir la classe ouvrière, op. cit.* De même, les relations entretenues avec le Modéf (Mouvement de défense des exploitants familiaux, créé en 1957) ou le maintien de la parution d'un hebdomadaire spécifique au monde paysan (*La Terre*) marquent la volonté maintenue du PCF de s'y adresser. Par ailleurs, PG comme NPA, tant au niveau national que local, entretiennent des relations avec des organisations syndicales ou altermondialistes paysannes, notamment la Confédération paysanne, etc. et comptent dans leurs rangs des agriculteurs. Cependant, ils sont probablement peu nombreux.

ou encore la domination de la FNSEA (dont les conceptions de l'agriculture sont à l'opposé des conceptions plus marquées par la paysannerie et le refus du productivisme, ou encore la revendication des circuits courts, etc. défendues tant par des organisations comme la Confédération paysanne que par le NPA, le PG ou le PCF) sur le monde agricole organisé, peuvent constituer des explications à la faiblesse de la présence des agriculteurs parmi les congressistes.

Le tableau n°11 fait apparaître un nombre de non-réponses apparemment important, qui nécessite quelques explications. En effet, le refus de répondre à cette question relative aux catégories socio-professionnelle est marginal parmi ces non-réponses qui recouvrent en réalité plusieurs situations : des étudiants n'occupant aucun emploi salarié, ne pouvant donc répondre à cette question, de même que certains inactifs et retraités qui ont choisi de ne pas remplir cette question dans la mesure où ils n'occupaient, au moment de la passation du questionnaire, aucun emploi (mais la grande majorité des inactifs et des retraités a répondu à cette question). Ainsi, les non-réponses sont marginales dans cet échantillon et n'influencent pas les résultats obtenus.

Tableau n°11. Répartition détaillée par catégorie socio-professionnelle (en %)

Catégories socio-professionnelles	PG	NPA	PCF
Agriculteurs exploitants	0,2	0,6	0
Commerçants, artisans, chefs d'entreprise	4	3	3
Enseignants	21	27	24
Fonction publique d'Etat	10	9	10
Fonction publique territoriale	10	7	14
Fonction publique hospitalière	2	5	8
Cadres et professions intellectuelles supérieures (professeur exclu)	18	10	10
Professions intermédiaires, cadres moyens (professeurs des écoles, instituteurs et assimilés exclus)	12	11	5
Employés, personnels de services	7	12	15
Ouvriers, salariés agricoles	2	5	4
Non-réponse	13	12	8
Ratio secteur public/secteur privé			
Secteur public	43	48	56
Secteur privé	57	52	45

Les trois partis ont en commun une surreprésentation des enseignants parmi les congressistes : 21% au PG, 24% au PCF et même 27% au NPA¹. Cependant, les différences entre ces différents partis restent importantes, particulièrement entre le PG et le NPA, le premier étant le parti comptant le moins d'enseignants parmi ses congressistes, à l'inverse du second ou plus d'un congressiste sur quatre est enseignant. Ce même double phénomène se retrouve lorsqu'on observe les effectifs

¹ Tout comme à la LCR, les enseignants constituent la catégorie socio-professionnelle la mieux représentée au NPA. Sur la répartition par catégories socio-professionnelles de la LCR, cf. Johsua Florence, « La dynamique militante à l'extrême gauche », *op. cit.*, p. 76-77 ; Rizet Stéphanie, *La distinction militante, op. cit.*, p. 384.

militants en fonction des différentes fonctions publiques. Le PCF est ainsi plus présent que le PG et le NPA dans les trois fonctions publiques, hormis la fonction publique d'Etat où les résultats sont sensiblement équivalents (9-10% des effectifs militants pour les trois partis). En faisant l'hypothèse que dans des partis fortement laïcs (PG) ou relativement critiques vis-à-vis des institutions religieuses (et non des croyants) au PCF ou au NPA, les enseignants sont, de manière dominante, voire en totalité, dans l'éducation nationale ou l'enseignement supérieur public, il est possible de regrouper ces différents résultats pour obtenir un ratio public/privé. Les individus employés dans le secteur public représentent alors 43% des militants du PG, 48% de ceux du NPA et 56% de ceux du PCF. Les militants occupant un emploi dans la fonction publique sont alors largement surreprésentés dans ces trois effectifs partisans¹, ce phénomène étant nettement plus marqué pour le PCF, tant pour la proportion d'enseignants parmi les participants à cette conférence nationale, que parmi les autres salariés des trois fonctions publiques. En 2002, lors d'une enquête relative aux adhérents de la LCR, Florence Johsua a ainsi pu établir que 40% des membres de la LCR occupaient un poste dans la fonction publique ou dans une entreprise publique².

Tableau n°12. Répartition simplifiée des congressistes par catégorie socio-professionnelle (en %)

Catégories socio-professionnelles	PG	NPA	PCF
Agriculteurs, commerçants, artisans, chefs d'entreprise	4	3	3
Enseignants	21	27	24
Fonction publique (enseignants exclus)	23	20	32
Cadres et professions intellectuelles supérieures	18	10	10
Professions intermédiaires, cadres moyens	12	11	5
Ouvriers et employés	10	17	19

Ces trois partis ont ainsi en commun une faible présence des agriculteurs, commerçants, artisans et chefs d'entreprise, et, à l'inverse une très nette représentation des salariés du secteur public, en particulier des enseignants. Ce second aspect est parfois l'objet de critiques de la part de militants, comme ce congressiste du NPA lâchant, dans un long soupir : « *C'est un parti de profs le NPA... Il n'y a que ça...* ». Ou encore cet ex-militant du NPA, désormais adhérent du PG, à propos de son ancien parti : « *c'est un parti d'intellos, on discute pendant des heures sur la moindre virgule...* ».

En revanche, les ouvriers et employés sont assez peu représentés, particulièrement au PG où ils représentent seulement 10% des congressistes. Même le PCF qui a longtemps revendiqué la représentation de la classe ouvrière et mis en place une politique de promotion des cadres d'origine ouvrière³ est loin de présenter une domination des ouvriers et employés. La spécificité sociologique

¹ En cela, les populations militantes de ces trois partis ne se distinguent pas des adhérents des différents partis de gauche. Cf. Boy Daniel *et al.*, *C'était la gauche plurielle*, *op. cit.*, p. 28-37.

² Johsua Florence, « La dynamique militante à l'extrême gauche », *op. cit.*, p. 105.

³ Pudal Bernard, « Les dirigeants communistes », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, 71-72, 1988, p. 46 ; Pudal Bernard, *Prendre parti*, *op. cit.*

du PCF semble ainsi progressivement s'effacer voire disparaître¹, l'essentiel de ses militants étant désormais dans la fonction publique (en particulier l'enseignement) et fortement tertiarisé. Ainsi, s'il se distingue encore du PG dans la représentation des ouvriers et employés parmi ses élites militantes, ce n'est pas tant par l'importance de ces catégories socio-professionnelles au PCF² (le NPA affichant une proportion d'ouvriers et employés très proches de celle du PCF), mais plutôt par la faiblesse de ces mêmes catégories dans la sociologie militante du PG. Le maintien d'une présence de près de 20% de militants d'origine ouvrière et employée témoigne d'une sociologie partisane probablement plus diversifiée que celle du PG, plus concentrée sur la fonction publique et les cadres et professions intellectuelles. Pour autant, le processus de désouvriérisation du PCF³ se trouve une nouvelle fois confirmé par les résultats obtenus lors de cette enquête.

Enfin, les trois partis se différencient fortement quant à la proportion de militants occupant des emplois de cadres et professions intellectuelles supérieures et des professions intermédiaires et cadres moyens. Ainsi, les professions intermédiaires ne représentent que 5% des participants à la conférence nationale du PCF, contre 11% au NPA et 12% au PG. Mais c'est concernant les cadres et professions intellectuelles supérieures que les trois partis se distinguent le plus. En effet, alors que cette catégorie représente près de 10% des congressistes du PCF et du NPA, elle en représente près de 18% au PG. Ce parti est alors nettement dominé dans sa composition par des individus occupant des emplois fortement qualifiés, tant dans le secteur public (la forte proportion d'enseignants dans les trois partis en constitue un exemple), que dans le secteur privé où le PG semble se singulariser.

Le PG, le PCF et le NPA ont en commun la faible représentation des agriculteurs, commerçants, artisans et chefs d'entreprises, la surreprésentation des salariés du secteur public, en particulier des enseignants, et la relative sous-représentation des ouvriers et employés. Mais ils se distinguent également en de nombreux points : présence des enseignants plus marquée au NPA, voire au PCF qu'au PG ; surreprésentation des salariés du secteur public plus marquée pour le PCF ; très forte présence d'acteurs occupant des emplois de cadres et professions intellectuelles supérieures au PG et à l'inverse, très faible présence parmi les congressistes de ce parti, de militants d'origine ouvrière ou employé, le PCF se distinguant par une présence plus importante de ces militants. Les populations

¹ Boy Daniel *et al.*, *C'était la gauche plurielle*, *op. cit.*, p. 25 ; Lavabre Marie-Claire et Platone François, *Que reste-t-il du PCF ?*, *op. cit.*, p. 54 ; Leclercq Catherine, « Les ouvriers partis du « parti des ouvriers » », *art. cit.* La comparaison avec la composition sociale du congrès communiste de 1990 effectuée par Dominique Andolfatto et Stéphane Courtois rend compte de cette mutation sociologique d'ampleur qu'est la désouvriérisation des instances dirigeantes du PCF. Cf. Andolfatto Dominique et Courtois Stéphane, « France : la chute de la maison communiste », *art. cit.*, p. 69.

² Dominique Andolfatto rappelle ainsi que les ouvriers ne représentent plus qu'une « *petite minorité* » des adhérents/militants communistes. Cf. Andolfatto Dominique, « Effondrement soviétique et déclin du Parti communiste français », *op. cit.*, p. 633-634.

³ Pour une approche socio-historique de la désouvriérisation du PCF depuis les années 1970, cf. Mischi Julian, *Le communisme désarmé*, *op. cit.*, p. 57-94.

militantes apparaissent ici doublement singulières. Tout d'abord, au regard de la distribution de la population française dans ces catégories socio-professionnelles, le militantisme apparaît comme une activité socialement située, nécessitant un sentiment de compétence politique¹. Ensuite, les différences les plus marquées ne s'observent pas entre les partis du FG et le NPA, mais bien entre les deux principaux partis de la coalition.

S'intéressant aux valeurs et à l'ancrage idéologique des adhérents socialistes², Claude Dargent remarque que la sociologie des adhérents d'un parti accentue les spécificités idéologiques de l'électorat du parti considéré. Les adhérents ne sont ainsi pas égaux devant le processus de sélection des délégués à un congrès, tant du fait de l'organisation qui, en édictant des règles écrites ou non écrites, en adoptant une orientation politique spécifique, contribue à produire un collectif partisan qui à son tour va contribuer à produire et faire exister le parti, son organisation et ses orientations, que par l'inégale répartition du sentiment de compétence politique entre les acteurs et l'inégale maîtrise de l'information et des savoir-faire nécessaires à la désignation. Ce double mécanisme de sélection des participants conduit à faciliter et renforcer la présence d'individus dont les dispositions sociales sont les plus en adéquation avec les représentations produites autour du collectif partisan et/ou les plus en adéquation avec les ressources jugées utiles dans le jeu politique. Une rapide comparaison avec les dispositions sociales des adhérents communistes en 1998 et les participants à la conférence nationale du PCF en 2011 atteste de cet effet amplificateur (tableau n°13). La répartition par sexe n'évolue pas beaucoup entre 1998 et 2011, ce qui empêche de conclure dans la mesure où le décalage observé peut résulter d'au moins trois facteurs : la taille de l'échantillon, la différence de population étudiée (ensemble des adhérents ou militants les plus actifs), ou encore la poursuite d'un lent processus de féminisation des partis politiques. En revanche, les variations importantes constatées dans la distribution de ces deux populations partisans par classes d'âge, et malgré les treize ans qui séparent les deux enquêtes ne peuvent s'expliquer uniquement par le vieillissement de la population partisane. Alors que les 30-49 ans représentent 46% des adhérents communistes en 1998, ils ne représentent que 24% des participants à la conférence nationale, tandis que les 50-69 ans représentaient 32% des adhérents en 1998, contre 60% des participants en 2011. Si le processus de vieillissement de la population partisane du PCF peut être avancé comme explication, il faut en ajouter une seconde : les militants les plus âgés seraient surreprésentés parmi les participants à la conférence nationale parce que la longévité de leur engagement partisan leur

¹ Le constat des auteurs de *C'était la gauche plurielle* concernant le PCF, le PS et Les Verts semblent pouvoir s'appliquer également au PG et au NPA : « On peut dire, sans grand risque de se tromper, que l'adhésion à un parti politique de gauche entretient des relations étroites avec un niveau scolaire élevé, garant du sentiment de compétence politique. ». Cf. Boy Daniel et al., *C'était la gauche plurielle*, op. cit., p. 29.

² Dargent Claude, « Les adhérents socialistes : attitudes, valeurs et ancrages idéologiques », in *La Revue Socialiste*, 42, 2011, p. 135-142.

permet une meilleure connaissance des jeux et pratiques partisans, un meilleur accès à l'information, etc. Dit autrement, les militants les plus âgés disposent d'un capital militant (meilleure connaissance des jeux partisans, maîtrise des savoir-faire, prestige ou notoriété intra-partisane, etc.) contribuant à leur désignation comme délégués. On observe effectivement une très forte disparité dans la détention de positions intra-partisanes en fonction de la durée de l'engagement. Ainsi, alors que les acteurs ayant adhéré au PCF depuis moins de six ans constituent un peu moins d'un quart des participants à la conférence nationale, ils représentent 55% de l'ensemble des participants n'occupant aucune responsabilité partisane. De même, ces « nouveaux militants » sont beaucoup moins nombreux à occuper des positions de responsabilité partisane : ainsi, ils ne sont que 55% à occuper des positions intra-partisanes, contre près de 90% de ceux dont l'engagement partisan est supérieur à cinq ans. La répartition des participants en fonction de l'âge et des positions occupées dans l'espace partisan confirme ce processus. En effet, les participants de moins de 49 ans ne sont que 75% à être en situation de responsabilité partisane, contre 86% pour les 50 ans et plus. L'évolution de la répartition par classes d'âge peut donc être expliquée par un double processus de transformation de la population partisane (vieillessement du collectif partisan) et de sélection implicite des participants à un événement national, la désignation dans ces instances nécessitant un capital militant spécifique produit par l'investissement préalable dans les jeux et enjeux partisans (ce critère jouant d'autant plus au PCF que la participation à une telle instance est plus fermée qu'au NPA ou au PG). Les écarts constatés entre l'enquête réalisée auprès des adhérents communistes en 1998 et les participants à la conférence nationale de 2011 quant au diplôme obtenu, sont encore plus importants. Il est également possible d'y voir l'effet des politiques publiques visant à massifier l'accès à l'enseignement, mais cette explication est partiellement atténuée par le vieillissement de la population partisane déjà évoquée. A cette première explication, partielle, il est alors nécessaire d'en ajouter une deuxième, à savoir la forte valorisation, au sein des organisations partisans, du capital scolaire et culturel qui constitue un ensemble de ressources à faire valoir ou à mobiliser dans les jeux et enjeux partisans. L'exemple de ces deux variables, même dans des enquêtes séparées par plus d'une décennie, montre la singularité des participants à une instance partisane nationale.

Tableau n°13. La répartition des adhérents et des militants communistes en 1998 et 2011 selon le sexe, l'âge et le niveau de diplôme obtenu (en %)¹

	1998	2011
Répartition par sexe		
Hommes	60	57
Femmes	40	43
Répartition par classes d'âge		
Moins de 30 ans	10	13
30-39 ans	19	12
40-49 ans	27	12
50-59 ans	19	31
60-69 ans	13	29
70 ans et plus	12	3
Diplôme		
Inférieur au bac	56	14
Niveau bac	17	19
Supérieur au bac	27	67

Les trois partis étudiés regroupent l'essentiel des militants actifs dans un parti évoluant dans l'espace de la gauche radicale. Ceux-ci se distinguent fortement des caractéristiques sociographiques de l'ensemble de la population française. Les hommes y sont plus nombreux que les femmes à s'engager et surtout à s'investir dans les jeux et enjeux partisans. Ils sont également nettement plus urbains que la population française. On peut relever également une forte présence de retraités, et parmi les actifs, une surreprésentation du secteur public, en particulier des enseignants, alors que les chômeurs y sont assez peu nombreux. Enfin, les militants de ces trois partis disposent d'un fort capital scolaire, caractérisé par un niveau de diplôme obtenu très élevé. En cela, les militants du PG, du NPA et du PCF ne se distinguent guère des militants écologistes ou socialistes qui accusent les mêmes spécificités. Néanmoins, les évolutions récentes de la sociologie du PS que met en exergue Henri Rey, notamment la part des salariés du public (et singulièrement des enseignants) et la progression des cadres² dans la sociologie du PS, tendent à renforcer les différences entre la sociologie des adhérents socialistes et des adhérents des partis de gauche radicale (qui accuse probablement, de manière moins marquée, les mêmes spécificités que celle des congressistes),

¹ Cette comparaison doit cependant être faite avec prudence car les populations interrogées ne sont pas identiques, l'enquête de 1998 portant sur les adhérents communistes. Pour l'enquête de 1998, cf. Boy Daniel et al., *C'était la gauche plurielle*, op. cit.

² Selon Henri Rey, « Tandis que l'assimilation des membres du Parti socialiste au milieu enseignant – ce stéréotype inséparable des réactions à l'élection d'une nouvelle assemblée nationale en 1981 – apparaît de moins en moins fondée (18% des adhérents contre 26% en 1985), la part des cadres, non compris les enseignants, ne cesse de s'accroître. Ils sont deux fois plus nombreux qu'en 1995 et qu'en 1998. Cette progression s'accompagne d'une rétraction des professions intermédiaires tandis que les classes populaires d'employés et d'ouvriers se maintiennent en deçà des 20%. La part des ouvriers proprement dits, 3%, continue à se réduire, pour devenir encore plus marginale que par le passé ». Cf. Rey Henri, « Les adhérents socialistes », art. cit., p. 127.

contribuant à une clôture progressive et relative des espaces militants. Cependant, les conclusions d'Henri Rey concernant les adhérents socialistes sont largement valables pour la gauche radicale : « *L'importance du capital scolaire, traduite dans des positions relativement élevées dans la hiérarchie professionnelle, la stabilité mieux assurée de l'emploi, la part encore prédominante de l'emploi public concourent à pérenniser l'image d'un parti du salariat protégé des classes supérieures et moyennes qu'atténuent légèrement les évolutions les plus récentes* »¹.

Tout en présentant des similitudes importantes dans la sociologie de leurs militants, ces trois partis présentent néanmoins des différences importantes quant à l'amplitude des différents phénomènes observés, contribuant ainsi à produire une offre partisane diversifiée au sein d'un même espace politique. Ainsi, la féminisation du PCF apparaît plus importante qu'au NPA ou au PG, alors que ces deux partis présentent une sociologie militante plus jeune, comportant proportionnellement plus d'étudiants et de jeunes actifs qu'au PCF où les retraités sont à l'inverse plus nombreux. Ces trois partis ont en commun une surreprésentation du secteur public, mais ce phénomène est moins marqué au PG qu'au NPA ou au PCF. Sur cet aspect, le PG présente un profil assez proche des adhérents socialistes avec une forte présence des cadres du secteur privé : alors que les cadres et professions intellectuelles supérieures et les professions intermédiaires ne représentent que 15% des participants à la conférence nationale du PCF, ils en représentent 21% au NPA et 30% au PG. De même, si les militants de ces trois partis sont nettement plus diplômés que la population française, ce phénomène s'observe avec le plus d'ampleur au NPA et surtout au PG. L'étude des variables lourdes de la sociologie des congrès du PG, du NPA et du PCF atteste ainsi de l'existence de sociologies partisans diversifiées. Singulièrement, les plus importantes différences ne se constatent pas entre le NPA et les deux partis coalisés, mais bien entre les deux principaux partis du FG, la sociologie du PG semblant emprunter certains aspects de celle du NPA et du PS.

Section 2. Une société de militants

L'investissement militant dans la gauche radicale se caractérise par la production d'un *ethos* militant reposant sur la valorisation d'un fort activisme (A) et de la multipositionnalité ou pluri-engagement (B) entendue comme étant « *l'inscription simultanée dans plusieurs univers sociaux* »² des acteurs. Cette valorisation peut prendre des formes plus ou moins directes. Les engagements politiques et syndicaux sont ainsi souvent perçus comme complémentaires. De même, dans des organisations se revendiquant comme partis de militants, s'investir intensément dans les activités partisans constitue une voie d'accès aux responsabilités intra-partisans. Cependant, au-delà d'une

¹ Rey Henri, « Les adhérents socialistes », *art. cit.*, p. 128.

² Mathieu Lilian, *L'espace des mouvements sociaux*, *op. cit.*, p. 33

logique commune à ces trois partis (promotion diffuse et permanente de l'engagement militant, valorisation du pluri-engagement/multipositionnalité), la sociologie militante de ces partis fait apparaître de réelles disparités quant à l'investissement militant, quant aux choix syndicaux ou aux causes à soutenir. Mais c'est au niveau du déroulement des trajectoires partisans que le PG, le NPA et le PCF se distinguent le plus nettement (C).

A. Etre activiste. Une forte intensité du militantisme

Malgré l'abandon tacite du modèle de sélection, de promotion et de professionnalisation de cadres partisans d'origine ouvrière au PCF, subsistent dans ce parti une forte valorisation de l'engagement et une logique de professionnalisation de ses cadres. De même, Stéphanie Rizet évoque une « *hyperactivité militante* »¹ des membres de la LCR qui constitue une forme d'obligation liée au statut de militant², tandis que Rémi Lefebvre relève cette même logique d'engagement parmi les militants de PRS³. La valorisation de l'engagement actif peut être plus ou moins formalisée. Ainsi, dans le cas de LO, faire la preuve de son engagement constitue une condition de l'adhésion autant qu'un apprentissage du militantisme. Ne pas vendre le journal, ne pas s'investir dans son entreprise pour les militants ouvriers, etc. constitue autant d'obstacles insurmontables à l'entrée dans LO⁴ :

« Quand j'ai été voir le militant de Lutte ouvrière, il était évidemment ravi ! [Rire] Et donc, on s'est vu en rendez-vous dans un café, à boire des cafés, à peu près trois ou quatre fois par semaine où le militant de Lutte ouvrière me faisait l'histoire du mouvement ouvrier... il m'expliquait tout depuis... voilà, la Commune de Paris, la Révolution russe, le stalinisme, etc. Enfin bon, une formation militante en accélérée. Orale. Par le militant de Lutte ouvrière, ce que Lutte ouvrière appelait – appelle toujours, enfin j'imagine, je suppose – prendre les gens en liaison. Sur le coup, voilà, j'avais une liaison. Mon contact de Lutte ouvrière me voyait presque tous les jours et donc, voilà, mesurait mon degré d'accord avec ces idées-là. Il me passait des livres que je lisais et il me demandait de lui rendre les livres dans un délai de deux ou trois jours. Je lui rendais les livres, à la suite de quoi, on discutait du livre. C'était... c'était des livres... aussi bien des romans que des livres théoriques, et donc, c'est par la suite seulement que j'ai été vraiment intégrée à Lutte ouvrière. Il a fallu un certain nombre d'années, c'est vrai, j'y reviendrai... C'est au moment où tu es vraiment dans Lutte ouvrière que tu apprends le parcours que tu as fait avant ! [Rire] Et que tu vas faire parcourir aux autres et qui sont en fait... des stades. Donc, tu as le stade « contact » qui est le stade 2, ensuite tu as... si le militant de Lutte ouvrière considère que tu peux être un militant, alors tu passes en stade 3, de vraie liaison, sinon, tu passes en stade 2 bis, c'est-à-dire sympathisant à vie... tu n'as pas le droit de vote... tu as le droit de vendre des journaux et distribuer des tracts, mais t'as pas le droit de voter, d'intégrer Lutte ouvrière. Le stade 3... à la suite du stade 3, parce que tu n'as pas fini le parcours du combattant [Rire], tu es en liaison. Là, on te voit de plus en plus souvent, c'est-à-dire trois ou quatre fois par semaine. On lit de manière accélérée, on te fait faire des diffusions... j'habitais, à l'époque, dans le treizième arrondissement, on m'envoyait faire des diffusions à Saint-Ouen où à la Courneuve. De préférence, assez loin de chez toi pour mesurer ton engagement, ta capacité à te lever tôt, etc. [Rire] à te réveiller... Si tu loupes un rendez-vous, ce

¹ Rizet Stéphanie, « Qu'est-ce qui fait courir les militants de la ligue communiste révolutionnaire ? », *art. cit.*, p. 70.

² Rizet Stéphanie, *La distinction militante*, *op. cit.*, p. 286-325.

³ Lefebvre Rémi, « Militer au parti socialiste pour le transformer », *art. cit.*, p. 217-237.

⁴ Sur l'adhésion à LO, cf. Georges Ubbiali : « Militer à GC-UC-VO-LO, ou les trois états de la matière », in *Cahiers Léon Trotsky*, 79, 2002, p. 55-70.

n'est pas très bien vu... Il y a quand même un certain nombre de stades comme ça, à passer. A la suite de quoi, tu passes devant une commission de responsables de Lutte ouvrière qui t'interroge sur un nombre de choses... On te demande si tu veux être militant professionnel, si tu es vraiment d'accord pour être militant professionnel » (Sylvie Petit, entretien le 5 juin 2012. Militante NPA à Nancy. Exclue en 1997 de LO, elle participe à Voix des travailleurs (VDT) puis à la LCR en 2000)

Si l'enquête statistique ne permet pas ici de saisir les trajectoires d'entrée dans un militantisme actif, voire intensif, il permet d'en repérer certains effets au travers de trois indicateurs : l'occupation de responsabilités partisans ; le volume horaire consacré à l'activité militante ; la candidature à des élections. En effet, l'occupation de responsabilités partisans est souvent le produit d'une forte activité militante (l'occupation d'une telle position constituant une forme de rétribution symbolique du militantisme), ainsi qu'une incitation à maintenir voire à accroître l'intensité de son engagement du fait même d'occuper telle ou telle position partisane. La forte proportion de responsables partisans renseigne ainsi sur les ressources devant être mobilisées pour participer à un événement partisan national, mais aussi sur l'intensité de l'activisme militant des participants. Près de 56% des congressistes du NPA, et près de 60% de ceux du PG occupent au moins une responsabilité partisane locale et/ou nationale, tandis qu'ils sont près de 80% au PCF dans cette situation (tableau n°2).

Le temps hebdomadaire consacré au militantisme est assez élevé parmi les congressistes¹ : un peu moins de 16% des congressistes au PG, 6% et 8% respectivement au NPA et au PCF déclarent consacrer moins de deux heures hebdomadaire au militantisme (tableau n°14). Les participants sont donc très majoritairement des militants actifs, voire très actifs : entre huit et neuf militants sur dix selon les partis déclarent ainsi militer chaque semaine.

Tableau n°14. Temps moyen consacré au militantisme par semaine (en %)

	PG	NPA	PCF
Non réponse	1	4	4
Moins de deux heures	16	6	8
De deux à cinq heures	36	33	26
De six à dix heures	19	21	20
Plus de dix heures	28	36	42

Si les participants sont très majoritairement des militants actifs, et ce, aussi bien au PG qu'au NPA ou au PCF, le volume horaire consacré au militantisme est très variable. Ainsi, 52% des militants du PG déclarent consacrer moins de cinq heures par semaine à l'activité militante, contre seulement 39% au NPA et 34% au PCF. De même, alors que 36% des militants du NPA et 42% des militants communistes consacrent plus de dix heures hebdomadaire à l'activité militante, ils sont seulement

¹ C'est l'un des aspects qui informe le plus sur ce qui distingue les militants actifs des « simples » adhérents. Dans notre enquête, les militants consacrent un volume horaire important à l'activisme. Nous pouvons effectuer une comparaison entre militants et adhérents du PCF mais il est probable que ce constat est généralisable : alors que 88% des militants y consacrent plusieurs heures par semaine, seuls 31% des adhérents communistes déclareraient militer moins d'une heure par mois en 1997. Cf. Platone François et Ranger Jean, « Les adhérents du Parti communiste français en 1997 », *op. cit.*, p. 40-42.

28% pour le PG. Les militants du PG semblent ainsi moins investis dans l'activité militante qu'au NPA ou au PCF, mais il faut néanmoins rappeler que la compétition pour participer au congrès est moins intense au PG qu'au PCF et nécessite, de ce fait, la détention d'un volume bien moins important de ressources mobilisables dans les luttes intra-partisanes, puisque la population partisane potentiellement intéressée y est bien moins nombreuse qu'au PCF, tandis que le nombre de places y est équivalent. De même, l'accès à un congrès du NPA est conditionné à l'investissement dans les luttes de tendances, ce qui amène à une survalorisation des militants les plus actifs et les mieux dotés en ressources spécifiquement mobilisables dans ces luttes.

Par ailleurs, il faut remarquer une spécificité de la sociologie du PG. En effet, si l'ensemble des militants du PG semble un peu moins actifs qu'au PCF ou au NPA (mais bien davantage que dans d'autres partis), une sous-population du PG se caractérise au contraire par une suractivité militante qui la distingue, tant de l'ensemble des militants du PG, que des militants du PCF et du NPA : ce sont les militants ayant été membres de PRS, dont Rémi Lefebvre avait déjà relevé le fort activisme¹. Ainsi, en ne prenant en compte que les militants qui ont été membre de PRS avant d'adhérer au PG, 48% déclarent consacrer plus de dix heures hebdomadaire à l'activité militante. De même, alors que près de 16% des militants du PG sont peu ou pas actifs (moins de deux heures par semaine), les militants provenant de PRS ne sont que 4% dans cette situation. Enfin, 77% des ex-militants de PRS sont en situation d'exercer des responsabilités partisanes au sein du PG. Ces militants constituent alors un responsable sur trois, alors même qu'ils ne représentent qu'un quart des congressistes. En ne prenant plus seulement en compte les ex-militants de PRS, l'activité militante au PG semble fondée sur un groupe relativement restreint (quelques milliers) de militants extrêmement actifs. La perception de l'engagement des militants du PG dans l'organisation de la campagne présidentielle de Jean-Luc Mélenchon dans le Doubs, et plus précisément lors de l'organisation du meeting du 24 janvier 2012 en constitue une bonne illustration. Mathieu, militant du PG en charge de l'organisation du meeting, évoque ainsi un rôle moteur des militants du PG qui auraient dynamisé la campagne :

« Mais concrètement, je pense que... heureusement, entre parenthèses, que les jeunes du PG étaient là pour donner un petit peu leur dynamisme, parce qu'autrement, cela aurait été un peu compliqué... [...] Le but n'était pas de dire : vous n'avez rien compris, nous, on a tout compris. C'est juste : allez, on y va ! » (Mathieu, entretien le 18 mars 2013. Militant PG à Besançon)

On retrouve une perception similaire dans le récit de cette même campagne par Thibaut Respingues qui a été l'un des principaux organisateurs de ce meeting pour le PCF :

« Je pense qu'ils ont une émulation particulière, les jeunes du PG. Qui est à double tranchant d'ailleurs parce que, au fur et à mesure de la campagne, ils sont montés en pression, ils avaient un engagement qui était assez exceptionnel à tel point qu'au moment des résultats, il y en a beaucoup qui ont été déçus. [...] Donc ils nous ont poussés aussi, il ne faut pas le nier. » (Entretien, le 14 mai 2013)

¹ Lefebvre Rémi, « Militer au parti socialiste pour le transformer », *op. cit.*, p. 232-233.

La candidature à une élection peut également constituer un bon indicateur du militantisme partisan. En effet, dans ces trois partis, les positions électives sont relativement rares (au regard des deux partis dominants, le PS et l'UMP) et l'acte de candidature ne peut s'expliquer par la seule motivation électorale. Pourtant, les militants de ces trois partis, pour la majorité d'entre eux, se sont déjà présentés à une ou plusieurs élections. Ils sont 52,1% au PG, 64,6% au PCF et même 77,6% au NPA. Les militants sont ainsi nombreux à avoir été candidats lors des élections se déroulant au scrutin de liste, particulièrement lors des élections municipales. Ce phénomène est le plus marqué au PCF avec 57% des participants à la conférence nationale qui ont déjà été candidats lors d'une élection municipale. Mais ce sont également 41% des militants du NPA et 36% de ceux du PG qui s'y sont déjà présentés, alors même que le NPA dispose d'une présence territoriale bien moindre que celle du PCF et que ses possibilités d'alliance sont plus restreintes, ce qui aboutit à réduire le nombre de listes sur lesquelles les militants du NPA peuvent candidater. De même, alors que le PG est créé fin 2008 et n'a, au moment de la passation du questionnaire, participé à aucune élection municipale (hormis quelques élections partielles), la forte proportion de militants ayant déjà candidaté à ce type d'élection s'explique par la forte présence d'ex-militants partisans dans les rangs du PG, ce qui permet de rappeler que même si la forme partisane est nouvelle, elle ne constitue que la poursuite de différents engagements militants, collectifs et individuels. Lors des élections régionales, les militants du NPA sont plus nombreux (43%) à avoir déjà été candidats à ce type d'élection, pour seulement 23% au PG et 24% au PCF. Cette différence peut s'expliquer par les dispositifs électoraux dans lesquels s'insèrent ces différents partis : tandis que la LCR avait participé à des alliances avec LO, le NPA présente, en 2010, lors des élections régionales, des listes sous ses propres couleurs (hormis quelques exceptions régionales). Dans tous les cas, le nombre de places dont dispose le NPA (ou dont disposait la LCR), rapporté au nombre de militants prêts à s'engager dans des élections régionales, est relativement important. A l'inverse, le PCF s'inscrit, lors des élections régionales, majoritairement dans une alliance électorale : soit de type union de la gauche en 1998 ou en 2004, et plus rarement en 2010, soit dans le cadre du FG en 2010. A l'inverse des élections municipales pour lesquelles l'importance des alliances possibles accroît le nombre de places disponibles pour les militants d'un parti, lors des élections régionales, le nombre limité de listes, auquel s'ajoute la position dominée du PCF dans le cadre de l'union de la gauche, restreint fortement le nombre de places disponibles pour les candidats du parti. Cette même explication vaut pour le PG qui occupe, lors des élections régionales de 2010, une position dominée au sein du FG. Néanmoins cette participation aux élections régionales de 2010, ajoutée à la forte présence des ex-militants partisans au sein du PG aboutit à un taux identique à celui constaté au PCF. Les militants communistes sont en revanche bien plus nombreux qu'au PG ou au NPA à s'être déjà présentés lors d'une élection cantonale : 53% des militants communistes, contre seulement 12% des militants du PG et 17% de

ceux du NPA. La relative faiblesse de l'implantation territoriale du NPA et le désintérêt marqué pour les élections cantonales dans ce parti expliquent ce faible taux. A l'inverse, l'implantation territoriale communiste, même si elle s'est considérablement réduite, rend possible la présentation de nombreux candidats à ces élections, ce qui constitue par ailleurs un objectif partisan, afin de permettre à l'ensemble des électeurs communistes de voter pour des candidats communistes et pouvoir interpréter nationalement le scrutin. Enfin, pour les élections parlementaires (législatives, sénatoriales et européennes), le PG affiche le taux le plus bas : seul 14% de ses militants se sont déjà présentés, contre 26% des militants communistes et 26% des militants du NPA. Au travers des candidatures à ces élections des militants les plus actifs de ces trois partis, c'est véritablement le rapport aux institutions et aux élections qui peut être abordé. Ainsi, les militants du PCF se caractérisent par un fort investissement quel que soit le type d'élection. Par ailleurs, les militants communistes sont également bien plus nombreux à s'être présentés à des élections locales (municipales et/ou cantonales) qu'au NPA ou au PG, ce qui traduit le maintien d'un ancrage territorial bien plus important dans ce parti, ainsi que la croyance maintenue dans la nécessité d'être présent dans l'ensemble des consultations électorales. L'investissement des militants du NPA est davantage contraint par le nombre réduit de militants disposés à s'engager dans les élections, tant par les effectifs modestes au regard du PCF, que par le rejet ou la méfiance vis-à-vis des mécanismes électoraux, ce qui explique le moindre investissement dans des élections perçues comme ne permettant pas de faire valoir les idées anticapitalistes (principalement les cantonales). Enfin, le PG, malgré le caractère récent de sa création, en étant fondé sur une dissidence et en constituant une opportunité de reconversion du capital militant, est véritablement un parti de recomposition associant dans sa sociologie militante deux populations bien distinctes : les ex-militants reconvertissant au PG leur capital militant, et les primo-adhérents. Plus généralement, l'acte de candidature constitue l'une des modalités de l'engagement partisan, vécue comme normale et allant de soi, même dans les nombreux cas où cette candidature se fait à une place non éligible. La candidature constitue la poursuite de l'engagement partisan, tout autant qu'une des formes de sa rétribution, souvent vécue comme nécessaire pour permettre au parti de présenter des listes, d'être présent, etc. Mais le fait de poser sa candidature est également le moyen de participer plus directement à une action militante plus intense, tandis qu'au sein d'un parti, le fait de se présenter à une élection, d'y réaliser éventuellement un « bon résultat » est également le moyen de renforcer sa position intra-partisane ou de faciliter la conquête d'autres positions.

B. La multipositionnalité militante

L'engagement des militants des partis de la gauche radicale ne se limite pas à un investissement partisan. En effet, la multipositionnalité¹ y joue un rôle important et constitue une pratique courante, quand elle n'est pas encouragée. Cette multipositionnalité² ou « *pluri-engagement* »³ ou encore « *multi-adhérents* »⁴ peut se repérer au travers de la forte syndicalisation des militants de la gauche radicale (1) et de leur engagement associatif (2). Florence Johsua relève cependant que le renouvellement générationnel caractérisant la LCR après 2002 tend à affaiblir le lien entre engagement partisan et engagement syndical⁵. Enfin, le passage par des organisations de jeunesse (3), constitutif d'un espace d'apprentissage et de sociabilité militante⁶, est également une caractéristique très répandue parmi les militants de la gauche radicale

1. Une forte syndicalisation

Les militants du PG, du NPA et du PCF ne se distinguent pas uniquement par l'intensité de leur engagement militant, mais aussi par leur forte multipositionnalité. Ainsi, les militants de ces trois partis sont nettement plus syndiqués que la population française (qui affiche un taux de syndicalisation des salariés de 7%⁷), ou que les militants d'autres partis politiques⁸. 49% des congressistes au PG, 61% de ceux du NPA et 70% des participants à la conférence nationale du PCF sont syndiqués. Par ailleurs, la syndicalisation est encore plus massive lorsqu'on considère les militants étant ou ayant été syndiqués. Ils sont alors 58% au PG, 76% au NPA et 85% au PCF à être ou avoir déjà été membres d'un syndicat. Les militants de ces trois partis sont ainsi très fortement

¹ Boltanski Luc, « L'espace positionnel », *art. cit.*

² Lilian Mathieu fait cependant très justement remarquer qu'à la différence de la multipositionnalité des élites, celle qui se pratique dans la gauche radicale et/ou les mouvements contestataires n'est que très rarement cumulative. Cf. Mathieu Lilian, *L'espace des mouvements sociaux*, *op. cit.*

³ Selon le terme utilisé notamment par Jacques Ion pour rendre compte de la pluralité des engagements associatifs. Cf. Ion Jacques, *La fin des militants*, *op. cit.*, p. 49.

⁴ Selon le terme utilisé par François Héran. Cf. Héran François, « Au cœur du réseau associatif : les multi-adhérents », in *Economie et statistique*, 208, 1988, p. 33-44.

⁵ Elle remarque que « des décalages apparaissent également dans les pratiques militantes : traditionnellement à la LCR, l'adhésion à un syndicat est un automatisme et le poly-engagement une modalité du militantisme très largement partagée. ». Cf. Joshua Florence, « Le parti doit changer de bases », *op. cit.*, p. 286.

⁶ Sur le militantisme dans des organisations de jeunesse, cf. Bargel Lucie, « S'attacher à la politique », *art. cit.* ; Birck Jean-Nicolas, *Etude comparative du Mouvement des jeunes socialistes et des Jeunes populaires en Meurthe-et-Moselle*, mémoire de science politique, Université Nancy 2, 2005.

⁷ Andolfatto Dominique et Labbé Dominique, *Toujours moins ! Déclin du syndicalisme à la française*, Editions Gallimard, Paris, 2009, p. 21. Pour une vision d'ensemble de l'évolution du champ syndical, cf. Andolfatto Dominique et Labbé Dominique, *Sociologie des syndicats*, Editions La Découverte, Paris, 2007 ; Andolfatto Dominique et Labbé Dominique, *Histoire des syndicats*, *op. cit.*

⁸ Laurent Olivier relève ainsi la faible syndicalisation du PS. Cf. Olivier Laurent, « Ambiguïtés de la démocratisation partisane en France », *art. cit.*, p. 782. Henri Rey relève ainsi que les adhérents socialistes ne sont que 38% à être syndiqués en 2011. Cf. Rey Henri, « Les adhérents socialistes : permanences et changements », *op. cit.*, p. 130.

syndicalisés, tout en faisant apparaître des différences importantes. Le PCF est de loin le parti comportant le plus grand nombre de syndicalistes parmi ses militants. Quant au PG, le taux de syndicalisation y est bien supérieur à celui de la population française, tout en étant largement en deçà de la syndicalisation observée au PCF, ou même au NPA. Ces partis partagent un fort taux de syndicalisation, tout en se distinguant sur l'ampleur de ce phénomène. Ils se distinguent également par les choix syndicaux de leurs militants (tableau n°15).

Tableau n°15. L'adhésion à un syndicat (en %)

Syndicat	PG	NPA	PCF
CGT	41	39	74
FSU	23	24	22
FO	9	2	0
CFDT	7	3	0
Solidaires	5	27	0
UNSA	3	0	0
Autres	12	5	4

Les militants du PG, du NPA et du PCF, lorsqu'ils sont membres d'un syndicat, sont majoritairement membres de la CGT et de la FSU, qui, du fait de la forte présence des enseignants, constitue dans les trois partis, le deuxième syndicat représenté parmi ces militants partisans. Les adhérents de la CGT et de la FSU représentent ainsi 63% des militants du PG et du NPA également membre d'un syndicat, et 96% des militants communistes syndiqués. L'adhésion à la CGT et à la FSU est ainsi dominante pour le PG et le NPA, tandis qu'au PCF, les adhérents de ces deux syndicats représentent presque tous les militants communistes syndiqués. Le PCF apparaît alors presque mono-syndical¹ : les militants adhèrent à la CGT, sauf dans l'enseignement où ils choisissent d'adhérer au syndicat majoritaire, la FSU. L'adhésion à un autre syndicat est marginale. Les militants du NPA sont concentrés dans trois syndicats (représentant 90% des syndicalistes du NPA) : la CGT et la FSU, mais aussi et surtout Solidaires qui représente 27% des militants du NPA membres d'un syndicat. Les militants du PG syndiqués, comme pour les militants communistes et du NPA, sont majoritairement membres de la CGT et de la FSU, mais de manière moins hégémonique et aucun syndicat n'apparaît avec la force de Solidaires au NPA. On relève une présence significative de militants du PG adhérents de FO (9%), mais aussi de la CFDT (7%), ainsi que de manière cependant bien plus faible, de Solidaires et de l'UNSA (8% pour ces deux syndicats). Les militants du PG sont également plus nombreux à être membres d'un autre syndicat (12%, contre seulement 4% au PCF).

La plus faible syndicalisation des militants du PG, comparés à ceux du NPA et plus encore du PCF peut s'expliquer par la genèse particulière du PG, issu d'une dissidence du PS. En effet, la

¹ Les auteurs de *C'était la gauche plurielle* relèvent ainsi que 96% des syndicalistes communistes sont à la CGT ou à la FSU. Cf. Boy Daniel et al., *C'était la gauche plurielle*, op. cit., p. 97.

syndicalisation des adhérents socialistes¹ est bien moindre que celle du PCF ou de la LCR/NPA. Cela explique également la présence au PG, de militants adhérents à des syndicats absents ou quasi-absents du PCF et du NPA : FO, la CFDT, voire l'UNSA. Dans le même temps, cette explication par la genèse spécifique du PG aboutit également à spécifier à nouveau les militants de ce parti également membres d'un syndicat. En effet, les militants du PG ayant été membres auparavant du PS se singularisent des militants socialistes par une plus forte syndicalisation (près de 58% des militants du PG ayant été membres du PS sont syndiqués) et une domination de la CGT et de la FSU, alors même que les militants socialistes, lorsqu'ils sont syndiqués, s'orientent davantage vers des syndicats jugés plus modérés². Ainsi, la sociologie des anciens militants socialistes ayant adhéré au PG les singularisait dans l'espace socialiste (davantage syndiqués, majoritairement à la CGT et à la FSU). En revanche, la sociologie des militants du PG distingue ce parti dans la gauche radicale par une plus faible syndicalisation et par une domination moins nette du choix syndical porté sur la CGT et la FSU, ainsi que par le faible nombre de syndicalistes de Solidaires et la présence, bien que minoritaire, relativement importante de militants du PG également adhérents à la CFDT et à FO.

Dès lors, la composition syndicale du PG, du NPA et du PCF fait apparaître deux points communs : une forte syndicalisation des militants de ces trois partis et une prédominance, parmi ceux qui sont syndiqués, des adhérents de la CGT et de la FSU. Mais cette composition syndicale des trois partis fait également apparaître trois profils très différents : extrême concentration des militants communistes syndiqués à la CGT et, pour les enseignants, à la FSU (le choix de l'adhésion à la CGT Educ'action étant relativement marginale parmi les militants communistes interrogés) ; répartition entre trois syndicats dominants au NPA (CGT, Solidaires et FSU) ; plus faible syndicalisation des militants du PG et moins nette domination, parmi les syndiqués de ce parti, de la CGT et de la FSU au profit de l'adhésion à des syndicats marginaux chez les militants du PCF et du NPA (FO et CFDT). Enfin, les populations militantes de ces trois partis se distinguent également quant aux responsabilités occupées par les militants syndicaux. Ainsi, au PG, 37% des syndicalistes ont des responsabilités dans leur syndicat, contre 42% au PCF et 55% au NPA. Les militants occupant des responsabilités syndicales constituent ainsi 18% de l'ensemble des congressistes au PG, contre 29% au PCF et 34% au NPA. Dès lors, les militants du PG ne sont pas seulement un peu moins syndiqués que ceux du PCF ou

¹ Henri Rey a récemment pointé la désyndicalisation massive du PS, suivant en cela un mouvement plus large de reflux de la syndicalisation en France. Ainsi, le taux de syndicalisation des adhérents socialistes est passé de 71% en 1985 à seulement 38% en 2011. Cf. Rey Henri, « Les adhérents socialistes », *art. cit.*, p. 130.

² Selon l'enquête d'Henri Rey, « *Les choix des adhérents se portent d'abord vers la CFDT (34% parmi les syndiqués), syndicat qui partage avec le PS valeurs et fragments d'histoire communs puis vers la CGT (17%) dont la popularité a grandi très significativement depuis 1998, l'UNSA (15%) puis FO (9%), en net recul.* ». Cf. Rey Henri, « Les adhérents socialistes », *art. cit.*, p. 130. Le choix du syndicat constitue ici un critère de forte différenciation des militants des partis de la gauche radicale.

du NPA, ils sont également moins souvent en situation de responsabilité syndicale, et donc probablement moins actifs syndicalement que les militants du PCF et du NPA.

2. *S'investir dans l'associatif*

Fortement syndiqués et actifs politiquement, les militants du PG, du NPA et du PCF sont également nombreux à être engagés en faveur de la défense de multiples causes. Plus généralement, les militants de ces trois partis ont en commun une forte multipositionnalité. Ainsi, 80% des militants du PG et du NPA sont par ailleurs adhérents d'un syndicat ou d'une association. Ils sont 87% dans cette situation parmi les militants communistes (ce taux plus important au PCF s'expliquant essentiellement par la plus forte syndicalisation). Ces militants, fortement investis dans les jeux et enjeux partisans, s'inscrivent également dans plusieurs espaces d'interactions propres au champ syndical ou à l'espace des mouvements sociaux. Cette inscription dans divers espaces sociaux peut ainsi permettre à des militants, qui, par leur adhésion partisane, se rencontrent relativement peu et militent peu en commun, de se rencontrer, d'agir ensemble, mais aussi de s'opposer (les conflits se développant dans différents espaces sociaux peuvent se poursuivre dans l'espace de la gauche radicale). L'exemple des collectifs pour le non lors de la campagne référendaire en 2005, tout comme l'organisation d'un meeting, qui, en contraignant des militants de plusieurs partis coalisés à organiser ensemble un tel dispositif, sont autant de configurations dans lesquels le militantisme s'affranchit des limites partisanses (sans que les intérêts partisans ne soient effacés).

Les militants de ces trois partis sont ou ont été ainsi majoritairement membres d'une autre organisation¹ (autres partis, syndicats et organisations de jeunesse exclues) : 58% des militants du PG, 57% de ceux du NPA, et 65% de ceux du PCF, sont ainsi membres d'une ou de plusieurs associations. Le taux plus important constaté parmi les communistes s'explique pour une large part par leur engagement dans des organisations issues du système d'action communiste : Mouvement de la Paix, Secours populaire, Confédération nationale du logement (CNL), Femmes solidaires, Association républicaine des anciens combattants (ARAC), Mouvement national de lutte pour l'environnement (MNLE), Les amis de *L'Humanité*, ou encore Espace Marx et la Fondation Gabriel Péri. Les communistes sont en effet près de 20% à être membres de l'une de ces organisations. En excluant les membres de l'une de ces organisations sans adhésion à une autre association, le taux obtenu est semblable à celui constaté au PG et au NPA (55%).

Si les militants de ces trois partis ont en commun un fort investissement dans diverses associations, ils se distinguent par les organisations dans lesquelles ils choisissent de s'investir, par les causes qu'ils choisissent de défendre. La permanence d'un investissement des militants

¹ Dans les cas du NPA et du PG, on observe également un décalage entre militants de région parisienne et de province, les seconds étant plus fortement engagés dans des associations.

communistes dans un système d'action communiste les distinguent ainsi fortement des militants du PG et du NPA. En effet, ceux-ci sont absents, ou quasiment absents : aucun répondant au NPA ne déclare être membre de l'une de ces associations. Dans l'enquête menée auprès des militants du PG, un seul est membre de la CNL, un d'Espace Marx, une de Femmes solidaires et cinq du Secours populaire, soit moins de 2% des répondants. Ces trois partis se distinguent également quant à l'adhésion de leurs militants les plus actifs à ATTAC. En effet, lors de la passation du questionnaire, seul 4% des militants communistes étaient également membres d'ATTAC, contre 9% pour le NPA et 12% pour le PG. Cet écart est encore plus significatif lorsqu'on observe les militants étant ou ayant été membres d'ATTAC. Ils ne sont que 12% parmi les militants communistes à être ou avoir été membres d'ATTAC, contre 21% pour les militants du NPA et 26% pour ceux du PG.

Les causes suscitant l'engagement des militants de ces trois partis sont très diverses, et les organisations dans lesquelles ils choisissent de les défendre encore davantage. Dès lors, les résultats sont trop faibles pour qu'une présentation en termes de pourcentage ait véritablement un sens, au regard de la dispersion des militants sur des causes très diverses et des organisations qui le sont tout autant, sinon davantage. L'engagement dans des associations environnementales et écologistes est quasiment absent parmi les militants du PCF (6 répondants, soit moins de 3% de l'effectif global). Par ailleurs, parmi ces quelques réponses, deux sont adhérents du MNLE, un seul d'une importante organisation écologiste (Greenpeace), les trois autres étant adhérents d'associations locales en faveur de l'environnement. Aucun répondant au PCF ne mentionne un engagement anti-nucléaire, ou dans différents collectifs mobilisés autour d'une cause écologiste spécifique (gaz de schiste, etc.). A l'inverse, au PG et au NPA, les militants membres d'une association environnementale ou écologiste sont plus nombreux : ils sont près de 8% au PG, et près de 9% au NPA. Parmi les militants du PG et du NPA mentionnant un engagement dans une organisation environnementale ou écologiste, se trouvent des membres de Greenpeace, de WWF, des Amis de la Terre, de France nature environnement, de Sortir du nucléaire ou encore des faucheurs volontaires. Par ailleurs, nombreux sont les militants engagés dans des associations locales investies sur la question de l'eau, contre différentes infrastructures, etc. L'engagement des militants du PG et du NPA dans les causes écologistes est ainsi plus courant qu'au PCF, mais également tourné vers des organisations fortement contestataires. Par ailleurs, alors que les militants communistes souhaitant s'investir pour des causes internationales optent plus facilement pour le Mouvement de la Paix, les militants du PG optent davantage pour des ONG, comme Oxfam, Amnesty International, etc. (tout comme le NPA). Mais l'engagement dans ces ONG reste minoritaire. Les militants sont en revanche plus nombreux à s'engager dans des associations de parents d'élèves (essentiellement la FCPE), ainsi que dans diverses structures et associations féministes (Planning familial, Femmes solidaires, Osez le Féminisme, etc.). L'antiracisme constitue également l'une des causes fréquemment choisies par les

militants (au sein du MRAP ou de SOS Racisme, par exemple), tout comme la défense de la cause palestinienne, tandis que le militantisme dans des organisations anti-extrême-droite semble davantage caractériser les militants du NPA. L'engagement en faveur des « sans » se rencontre également dans ces trois partis : engagement en faveur des sans-papiers et en soutien aux populations immigrées, principalement au sein de RESF (mais également à la CIMADE ou à la FASTI) ; engagement en faveur du droit au logement (CNL, mais aussi le DAL). L'engagement à la Ligue des droits de l'Homme (LDH), s'il est fréquent au PG (près de 5% des congressistes) est très peu présent au sein du PCF et du NPA¹. L'investissement dans l'éducation populaire, que les organisations soient locales ou nationales (Fédération Léo Lagrange, CEMEA) est également présent dans les trois partis, alors que l'engagement dans des sociétés visant à maintenir la mémoire d'évènements historiques est davantage présent parmi les militants communistes (et semble assez résiduel au PG et au NPA). Nombreux également sont les militants engagés dans des associations locales (citoyennes, culturelles, sportives, etc.) ou des comités de quartiers. Enfin, certains militants choisissent de s'investir dans des *think thank*, ou des sociétés de pensée (par exemple, la Libre pensée). L'adhésion à la Fondation Copernic se retrouve dans les trois partis, mais est extrêmement marginale, montrant ainsi la spécificité du recrutement de ce *think thank*. Quelques militants communistes mentionnent leur adhésion à la Fondation Gabriel Péri ou à Espace Marx, tandis que quelques militants du NPA s'engagent à la société Louise Michel. Mais, que cela soit pour la Fondation Copernic ou pour les *think thank* plus ou moins liés au PCF et au NPA, cela ne concerne que très peu de militants.

L'engagement associatif concerne une majorité de militants du PG, du NPA et du PCF. Ce dernier se spécifie néanmoins par la trace laissée par les organisations de son système d'action. En revanche, les militants du NPA et surtout du PG, sont bien plus nombreux que les militants communistes à choisir de s'investir au sein d'ATTAC (le même constat pouvant être fait pour les diverses causes écologistes dans lesquelles les militants communistes semblent faiblement investis). Au-delà de ces différences, les militants s'engagent fortement dans des associations féministes, à la FCPE, dans la défense des sans-papiers, etc.

3. Gauche radicale et conviction religieuse

Notre étude sociographique ne fait pas apparaître une socialisation dans des organisations fondées sur une identité religieuse. Les quelques militants qui évoquent un passage dans des organisations catholiques sont rares et leur présence fait figure d'exception sur un plan statistique. Il

¹ Eric Agrikoliansky a par ailleurs montré que l'engagement à la LDH pouvait constituer une manière de maintenir le militantisme (en le transformant) après le retrait du PS, pour des militants déçus qui se reconvertissent dans une forme de « *militantisme moral* ». cf. Agrikoliansky Eric, « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la Ligue des droits de l'homme dans les années 1980 », in *Revue française de science politique*, 51 (1-2), 2001, p. 27-46.

serait alors facile de conclure à une absence de tout lien entre conviction religieuse et militantisme dans la gauche radicale. Cette hypothèse nous semble cependant trop hâtive. En effet, la laïcité revendiquée par les militants de la gauche radicale ne s'oppose ainsi en aucun cas à ce que leur engagement soit plus ou moins déterminé par une socialisation et/ou des convictions religieuses bien établies. De même, la volonté de s'inscrire dans les quartiers populaires a confronté le NPA au rapport entre engagement politique et religion¹. Ainsi, même si la dimension religieuse apparaît comme résiduelle dans notre enquête par questionnaire (ce qui s'explique par l'absence de questions relatives aux pratiques religieuses et/ou aux socialisations et réseaux de sociabilité religieux), certains entretiens font apparaître une réalité bien plus complexe et attestent de l'importance des socialisations religieuses². Si l'entrée dans la gauche radicale par la dimension religieuse est rare, elle n'en est ainsi pas absente et est tout à fait possible. C'est ainsi le cas de ce militant du PG (ex-socialiste), professeur de philosophie dans un lycée, militant à ATTAC et officiant laïc au temple protestant. Cet exemple n'est pas isolé. Le lien à l'institution religieuse peut être plus ou moins fort, indirect ou fortuit. Ainsi, Pierre Hanegreefs est secrétaire départemental du PG en Meurthe-et-Moselle. Ancien militant de LO, passé au PS et au PG par le syndicalisme étudiant (il a été président de l'AGE de l'UNEF à Nancy), il ne présente *a priori* pas un profil marqué par une quelconque dimension religieuse. Néanmoins, c'est auprès d'un prêtre-ouvrier qu'il va commencer à se politiser et à adopter une lecture de classe des rapports sociaux :

« Je me suis retrouvé un peu à Saint-Jo, [...] parce que je n'arrivais à rien, je m'étais fait virer de plusieurs bahuts, enfin bref... Et puis, à Saint-Jo, je rencontre des gens formidables, là aussi c'est assez paradoxal, je rencontre des frères lassaliens... J'avais des sympathies avec un prêtre-ouvrier, un vrai mec de gauche, c'est là que j'apprends plus ou moins ce qu'est le marxisme, les relations de classe... C'est un prêtre qui arrive en réunion, dans un lycée privé, et qui t'explique que dans la religion, c'est le partage et que donc il faut partager son pognon et ne pas le garder pour soi ! C'est assez mémorable comme situation ! » (Pierre Hanegreefs, entretien le 8 avril 2011. Co-secrétaire départemental du PG en Meurthe-et-Moselle)

Cette rencontre ne conduit absolument pas à une prise de croyance et un engagement indissociablement religieux et politique (et ce serait un contresens que de faire de cette rencontre la preuve d'une conviction religieuse). Rien n'indique une croyance religieuse chez cet acteur. Ce qui importe ici n'est d'ailleurs pas la présence chez lui de convictions religieuses (ou leur absence)³, mais le rôle joué par ce prêtre-ouvrier comme *intermédiaire culturel*, permettant ainsi de nommer une situation vécue (pauvreté, échec scolaire, etc.).

¹ Nous renvoyons à : Mathieu Romain, « La gestion du fait religieux dans la construction d'une nouvelle offre partisane », *op. cit.*

² Stéphanie Rizet en souligne l'importance à la LCR. Cf. Rizet Stéphanie, *La distinction militante*, *op. cit.*, p. 389. Julian Mischi fait le même constat pour le PCF. Cf. Mischi Julian, *Le communisme désarmé*, *op. cit.*, p. 253.

³ La manière dont il relate cet épisode souligne d'ailleurs son extériorité à la foi catholique. En effet, cette rencontre et le discours tenu par ce prêtre-ouvrier sont représentés comme surprenants, « mémorable », bref, comme en décalage avec l'institution (un lycée privé confessionnel) dans laquelle il est produit et avec le rôle qu'il attribue à son auteur (prêtre).

Le lien entre institution religieuse et engagement politique à la gauche radicale est bien plus intense pour Stéphane Viry. Il ne s'agit plus ici d'une rencontre presque fortuite, dans une institution religieuse dans laquelle un acteur en échec scolaire a été placé, « *en dernier ressort* » faute d'autres solutions, mais bien d'un lien étroit entre croyance religieuse et engagement à la gauche radicale. Comme Pierre Hanegreefs, Stéphane Viry débute son engagement à l'extrême gauche, non à LO, mais à la LCR/JCR. Comme lui, encore, il passe ensuite au syndicalisme étudiant (il sera, quelques années avant Pierre Hanegreefs, président de l'UNEF nancéenne) et par le militantisme socialiste et à PRS. Il adhère au PG dès novembre 2008. Par d'autres aspects encore, leurs trajectoires sont proches, mais Stéphane Viry se différencie nettement par une forte socialisation religieuse et une identité catholique revendiquée, comme lors des AG étudiantes à laquelle il participe :

« *A l'époque, je me présente, quand je monte à la tribune, comme de gauche et catholique. Comme chrétien de gauche. Cela choque un peu les gens, cela les fait sourire... même beaucoup sourire !* » (Stéphane Viry, entretien le 24 mars 2012. Militant du PG en Côte d'Or)

Dans le récit qu'il livre de sa prise de parti, il fait de son identité religieuse revendiquée un véritable *stigmat* constitutif d'un désajustement au milieu social dans lequel il entend s'insérer (gauche étudiante contestataire). Il perçoit aujourd'hui cette période comme « pleine de contradictions », comme à cheval sur deux identités, deux espaces sociaux dans lesquels il s'investit sans réussir (sans chercher ?) à les concilier :

« *je fréquentais aussi les milieux cathos, donc on va dire que j'étais quelqu'un qui était bourré de contradictions puisque j'avais mon côté chrétien de gauche, avec un côté très... j'ai envie de dire, très peace and love, très pacifiste et machin..., et d'un autre côté, une révolte de classe qui était bien ancrée, qui me conduisait vers les milieux d'extrême-gauche... avec une certaine fascination, dans mes lectures, pour la gauche qui a fréquenté les milieux révolutionnaires. Mon livre de chevet, c'était *Génération*, tome 1, tome 2... C'était *Les années de poudre*, *Les années machin...* je m'endormais avec ça et je me rêvais en révolutionnaire... d'aller à Cuba, etc. » (Stéphane Viry, entretien le 24 mars 2012. PG)*

Adoptant une posture réflexive facilitée par sa position sociale (il a repris des études de sociologie et réalise, à l'époque de l'entretien, un mémoire) et par la rupture qu'il entend opérer entre ses convictions religieuses passées et son engagement politique présent, il insiste sur le décalage entre ces différentes lectures. D'un côté, *Génération*¹ et la mythologie révolutionnaire, de l'autre, la lecture régulière de *Témoignage chrétien*². Cependant, s'il (re)construit aujourd'hui cette trajectoire comme une rupture nécessaire, les deux engagements, religieux et politiques, se sont longtemps nourris. De même, ses convictions religieuses ont été suffisamment fortes et prégnantes pour lui faire envisager,

¹ Hamon Hervé et Rotman Patrick, *Génération. T1. Les années de rêve*, Editions du Seuil, Paris, 1987 ; Hamon Hervé et Rotman Patrick, *Génération. T2. Les années de poudre*, Editions du Seuil, Paris, 1988.

² La lecture (et surtout la référence qui en est faite en situation d'entretien) est en elle-même une parfaite illustration de la position qu'il occupe à l'époque en ce qu'elle est en adéquation avec la position de *Témoignage chrétien*. Se sentant en décalage dans le monde catholique pour son idéal révolutionnaire, mais en décalage avec un espace contestataire étudiant du fait de sa revendication d'une identité catholique de gauche qui apparaît (ou lui apparaît) comme incongrue, comme une sorte de curiosité.

un temps, la prêtrise. La prise de parti est alors décrite comme s'inscrivant dans la temporalité d'une rupture¹ avec ses convictions religieuses, sans que le passage au politique ne motive cette rupture :

« Je vois que je ne peux devenir prêtre parce que j'aime l'alcool, les drogues... le sexe et le rock n'roll ! Donc... C'est pas compatible ! » (Stéphane Viry, entretien le 24 mars 2012. PG)

Il faut remarquer que l'incompatibilité qui lui fait abandonner son projet d'entrer au séminaire n'est pas tant justifié par son engagement politique que par des désaccords temporels (et non spirituels) avec l'Eglise et son mode de vie de l'époque, fêtard et s'inscrivant dans les milieux alternatifs. Même s'il a depuis abandonné toute pratique religieuse, ses convictions ont largement contribué à façonner et façonnent encore (ne serait-ce que dans la revendication d'une opposition irréductible entre deux périodes de sa vie et de ses engagements) son militantisme.

Jean-Louis² est issu d'une famille croyante et pratiquante, mais les pratiques religieuses sont bien distinctes. D'un côté, sa mère opte pour une pratique tolérante et s'inscrivant dans les réseaux de sociabilités religieuses. De l'autre, son père, qu'il situe politiquement plus à droite, est aussi davantage rigoriste. De ses frères et sœurs, il est le seul à embrasser la vocation de prêtre et entre au petit séminaire à l'époque de Vatican II. Il accueille les décisions de ce concile comme une ouverture de l'Eglise sur le monde qui l'entoure, entre à l'usine où il côtoie des travailleurs immigrés dans des foyers Sonacotra, se syndique à la CGT. Sa carrière ecclésiale se déroule principalement en direction de la jeunesse et des ouvriers, en étant chargé du soutien à l'animation de la JOC ou de l'ACO. Au milieu des années 1990, il retourne à l'usine (en désaccord avec la politique de l'Eglise, il souhaite ne plus en dépendre). Très critique du fonctionnement de l'Eglise comme institution (il remet ainsi en cause la possibilité même d'un pouvoir temporel), il s'inspire des positions prises par Monseigneur Gaillot, les prêtres-ouvriers ou encore la théologie de la Libération et participe à un réseau – *Jonas* – associant prêtres et laïcs dans une réflexion particulièrement libérale sur le rôle de l'Eglise. Il reviendra longuement sur l'élection du Pape François, élection qu'il accueille de manière particulièrement positive. Il est d'autant plus facilement contestataire dans l'espace religieux qu'il s'inscrit résolument dans un militantisme multipositionné dépassant très largement les seuls réseaux catholiques. Il est également le principal animateur de la défense des sans-papiers³ dans son département. Enfin, il s'engage successivement au PCF, au NPA puis au PG.

Ces quelques exemples permettent de rendre justice à une réalité complexe où les influences religieuses dans les trajectoires militantes peuvent être très variables et ne peuvent se résumer à une logique binaire (absence/saturation) comme pourrait le suggérer les résultats statistiques obtenus

¹ Qu'il explique par son opposition à certaines décisions actuelles ou historiques de l'Eglise, comme la mise à l'écart en 1995 de Monseigneur Gaillot.

² Ces informations sont issues des quatre entretiens que nous avons réalisés, prenant en compte les diverses dimensions de son engagement et de sa vocation.

³ Julien Fretel a souligné l'engagement, en se fondant sur leurs convictions religieuses, de militants catholiques dans le soutien actif à la cause des sans-papiers. Cf. Fretel Julien, *Militants catholiques en politique*, op. cit.

(déformés, nous l'avons vu, par l'absence de questions relatives aux pratiques religieuses). Ces cas individuels suggèrent la diversité, tout au long d'un continuum de positions, des rapports au religieux des militants politiques de la gauche radicale. La religion, comme instance de socialisation et comme ensemble de croyances constitutives de valeurs morales, n'est donc pas totalement étrangère aux militants de la gauche radicale (même si les exemples évoqués ici ne sont en aucun cas généralisables et font largement figure d'exceptions).

4. Le passage par des organisations de jeunesse

Les militants de ces trois partis ont également en commun d'être nombreux à être passés par un syndicat étudiant ou une organisation de jeunesse d'un parti politique, même s'il existe de fortes disparités, sur ce point, entre PG, NPA et PCF. Le PG, dont les militants sont un peu moins syndiqués et légèrement moins engagés dans des associations que ceux du NPA et du PCF, sont également moins nombreux à avoir milité dans une organisation de jeunesse, puisqu'ils ne sont que 33% des congressistes au PG dans cette situation, contre 40% au NPA et même 45% au PCF. L'UNEF (en prenant en compte l'ensemble de ses différentes branches) apparaît comme la seule organisation véritablement commune¹ à ces trois partis : 19% des militants du PG, 24% de ceux du NPA et 29% des militants du PCF y ont milité. Alors que très peu de militants communistes ou du PG ont été membres d'un autre syndicat étudiant (SUD étudiant, FSE, Confédération étudiante, etc.), 12% des militants du NPA ont été membres d'un syndicat étudiant autre que l'UNEF, en particulier de SUD étudiant. Au total, 21% des militants du PG ont été membres d'un syndicat étudiant, contre 31% des militants communistes et 35% des militants du NPA. La relative faiblesse du nombre de militants du PG issus de l'UNEF est d'autant plus surprenante que l'UNEF a constitué un espace de recrutement particulièrement important pour la gauche du PS. Hormis quelques AGE, notamment celle de Nancy², le groupe Mélenchon n'a guère pesé au sein de l'UNEF et entretenait avec la majorité (proche d'Henri Emmanuelli et Benoît Hamon) des liens conflictuels avant d'intégrer une tendance d'opposition commune avec les militants proche du NPA au sein de l'UNEF.

L'engagement dans une organisation de jeunesse d'un parti politique fait apparaître une certaine clôture de ces organisations : si 18% des militants du PCF ont été membres des JC ou de l'UEC, ce n'est le cas que de 5% des militants du PG (principalement des ex-militants du PCF), tandis qu'ils sont marginaux au NPA. Le même constat peut être fait pour le passage par les JCR : si 8% des militants du

¹ Jean-Paul Molinari remarquait déjà cette spécificité du champ universitaire faisant de l'UNEF la seule organisation où les étudiants de différentes organisations partisans se côtoient. Cf. Molinari Jean-Paul, « 1985-1995 : dix ans de mouvements étudiants », in Morder Robi (dir.), *Naissance d'un syndicalisme étudiant*, *op. cit.*, p. 247-252.

² Mathieu Romain, « « Construire le débouché politique ! » La pluralité des rapports au politique des étudiants syndicalistes au prisme d'une analyse localisée de l'UNEF », *com. cit.*

NPA y ont été adhérents, ils sont moins de 1% au PG à avoir été membres de cette organisation, tandis qu'aucun répondant dans l'enquête menée à la conférence nationale du PCF n'a été membre des JCR. De même, aucun militant du NPA ou du PCF, parmi les participants, n'a mentionné avoir été adhérent du MJS, et même au PG, les militants passés par l'organisation de jeunesse du PS ne sont que 4%, soit bien moins que les militants ayant été adhérents des organisations de jeunesse de la LCR (JCR) et du PCF (JC/UEC). Cette faible présence de militants issus du MJS au sein du PG alors que lors du congrès du Mans, ce parti est composé d'anciens socialistes pour près de la moitié de ses militants, peut s'expliquer par la faiblesse des adhésions au MJS (qui n'a jamais compté plus de quelques milliers d'adhérents), mais aussi par la domination de la tendance de Benoît Hamon depuis l'autonomisation du MJS au début des années 90. Cela peut ainsi expliquer la nécessité pour le groupe Mélenchon, pris dans un processus de marginalisation intra-partisan, de créer une structure d'accueil indépendante du PS, face à l'impossibilité de maintenir le groupe dans une organisation proche du PS et d'en faire un espace de recrutement et de maintien des solidarités du groupe. Enfin, les trois partis se caractérisent par une faible présence (moins de 2%) des militants ayant été militants d'une organisation catholique (Jeunesse ouvrière chrétienne, Jeunesse étudiante chrétienne, Mouvement rural de jeunesse chrétienne, etc.).

Nombreux sont les militants de ces partis à avoir été adhérents d'un syndicat étudiant ou d'une organisation de jeunesse (en revanche, l'adhésion à un syndicat lycéen, de type UNL ou FIDL est extrêmement marginale dans les réponses). Malgré les fortes disparités constatées, particulièrement entre le PG d'un côté, le NPA et le PCF de l'autre, le nombre important de militants ayant été engagés dans une organisation de jeunesse est significatif, notamment au regard de la faiblesse numérique des organisations de jeunesse. Cependant, seul l'UNEF constitue une organisation commune aux trois partis, tandis que l'adhésion à une organisation de jeunesse partisane inscrit les militants dans un système d'action partisan dont le PG est singulièrement dépourvu (faible investissement dans le MJS d'une part, faible développement de PRS Jeunes d'autre part), à l'inverse de la LCR/NPA qui disposait d'une organisation de jeunesse indépendante (JCR), et dont les militants « jeunes » animent une tendance au sein de l'UNEF et peuvent recruter dans des syndicats étudiants plus radicaux (SUD Etudiant, FSE), tandis que le PCF bénéficie, malgré leur affaiblissement, d'organisations spécifiques à son système d'action (JC, UEC) et dont les jeunes militants, entre 1971 et 2002 (date de la réunification de l'UNEF-ID et de l'UNEF-SE), contrôlait l'UNEF-SE.

C. La distinction des trajectoires politiques. Engagement à l'extrême gauche, parti de fidèles et parti d'ex

Les militants du PG, du NPA et du PCF se différencient fortement quant à leurs trajectoires partisans (1). En effet, alors que les militants communistes sont rares à avoir expérimenté un autre engagement partisan préalablement à leur adhésion au PCF, les militants du NPA et, plus encore, du PG, présentent des trajectoires partisans complexes et diversifiées. Deux spécificités de la composition sociale du PG peuvent être ici soulignées. D'une part, les anciens militants du principal groupe fondateur (PRS) de ce parti se distinguent par leurs propriétés sociales comme par leurs trajectoires et leurs pratiques militantes (2). D'autre part, la fondation du PG se fonde principalement sur la dissidence de militants socialistes dont il s'agit d'interroger les propriétés sociales et politiques ainsi que les positions occupées précédemment au PS (3).

1. Des profils politiques fortement différenciés

L'adhésion au parti dont ils sont membres au moment où l'enquête se déroule a beaucoup plus de chance d'être une première adhésion partisane au PCF qu'au PG, ou même au NPA : si pour 89% des militants communistes, l'adhésion au PCF constitue la première (et donc, au moment de la passation du questionnaire), la seule appartenance partisane, ils ne sont que 33% dans cette situation au PG et 25% au NPA. Ces deux derniers partis se différencient ainsi fortement du PCF quant à la forte présence de militants ayant déjà eu une ou plusieurs expériences militantes dans un parti politique avant leur adhésion au PG ou au NPA. Cependant, ces chiffres doivent être précisés. En effet, il ne s'agit ici que de l'adhésion formelle à une forme précise prise par une offre politique (alors même que le NPA fait suite à la LCR qu'il remplace), ce qui conduit à renforcer artificiellement ces phénomènes. Dès lors, le tableau n°16 prend également en compte l'adhésion préalable à la LCR au moment de la création du NPA. S'il n'y a pas eu discontinuité dans l'engagement partisan entre la LCR et le NPA, les militants sont comptabilisés dans ce tableau comme étant des primo-adhérents (en ne tenant ici compte que du premier engagement partisan). Ce choix est rendu possible par la forte perception chez les militants d'une continuité entre les deux engagements. Dès lors, opérer une césure entre l'engagement à la LCR et l'engagement au NPA serait par trop artificielle (mais est en revanche pertinente lorsqu'il s'agit d'un retour au militantisme partisan).

Tableau n°16. Répartition des congressistes par expériences partisans antérieures (en %)

	PG	NPA	PCF
Primo-engagement	33	56	89
Engagement préalable dans un ou plusieurs autres partis	67	44	11

Ainsi, les militants de ces trois partis se distinguent fortement par leurs trajectoires politiques. Alors que les militants communistes n'ont, pour la grande majorité d'entre eux, adhéré à aucun parti

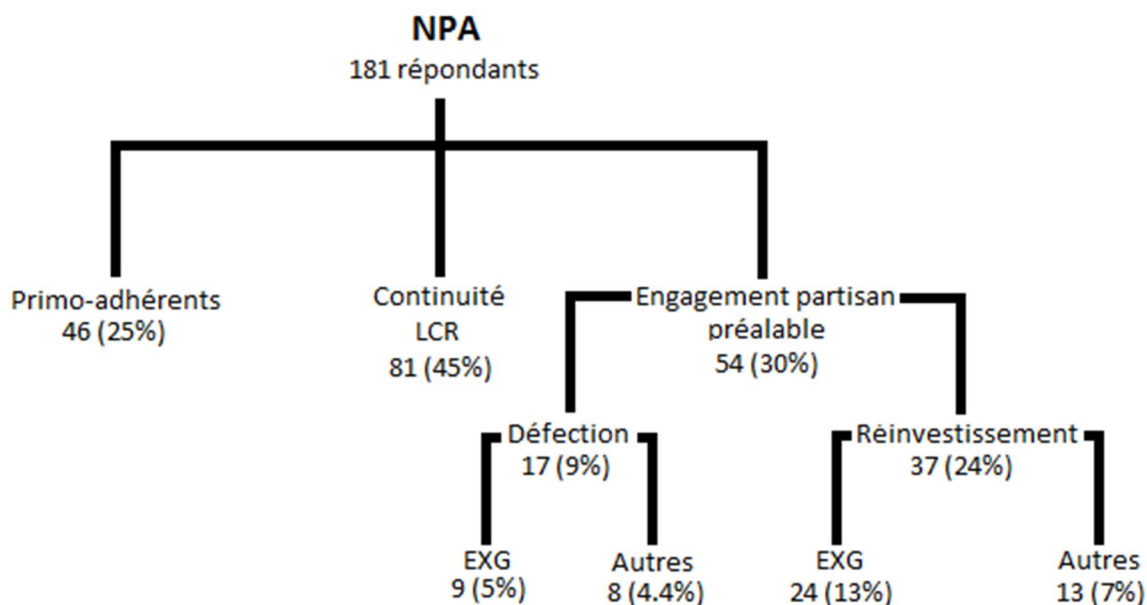
avant le PCF (89% n'ont jamais adhéré à un autre parti), ils ne sont que 56% dans cette situation au NPA et seulement 33% au PG. Par ailleurs, les militants communistes se caractérisent par une forte longévité de leur engagement : la durée moyenne de l'engagement des militants communistes présents lors de la conférence nationale est de 23 ans, la moitié des participants ayant même un engagement supérieur à 26 ans (le maximum étant un adhérent du PCF depuis 51 ans). Il s'agit ainsi d'un parti de fidèles, adhérant aux valeurs du communisme et aux orientations programmatiques et stratégiques du PCF¹. L'adhésion préalable à un autre parti est, parmi les militants communistes les plus investis, largement exceptionnelle et l'engagement partisan se fait essentiellement au sein de ce parti (les ressources mobilisables sont ainsi largement tributaires des positions occupées dans l'espace partisan). Les militants du NPA sont bien plus nombreux que les militants communistes à avoir adhéré à un autre parti auparavant, mais cet engagement préalable reste relativement homogène. Il s'agit en effet principalement d'un engagement préalable dans l'un des nombreux partis d'extrême gauche et constitue une illustration de l'histoire récente de l'extrême gauche et de ses nombreuses scissions et dissidences. Quelques militants ont également été membres de partis d'extrême gauche d'autres pays. Hormis l'adhésion préalable à la LCR, 19% des congressistes au NPA avaient déjà été membres d'un autre parti d'extrême gauche. Les militants ayant été adhérents du PCF sont également nombreux (13%) à l'inverse des militants socialistes, très marginaux (2% des répondants seulement), ou même des écologistes ou de la gauche alternative (Les Alternatifs, AREV ou même PSU), qui sont également peu nombreux parmi les militants du NPA. Les militants partisans se réengageant à la LCR ou au NPA sont donc essentiellement des militants d'extrême gauche ou d'anciens militants communistes. En revanche, le NPA n'attire pas, ou très peu, les déçus du militantisme au PS, des partis écologistes ou de la gauche alternative. Le choix, après une défection, de se réengager à la LCR ou au NPA ne semble principalement envisageable que pour des militants d'extrême gauche, comme l'exprime Alain Krivine à propos des anciens militants de LO :

« LO, ils ne vont nulle part. Sauf chez nous. On doit en avoir deux cents. [Après avoir évoqué quelques anciens de la LCR] Un jour, on fera le rassemblement de tous les anciens ! [Sourire] »
(Alain Krivine, entretien le 26 novembre 2010. NPA)

Enfin, ces réengagements se font souvent au gré des différentes crises qui affectent les partis d'extrême gauche, ce qui atteste d'une certaine clôture de l'univers partisan des militants d'extrême gauche, les militants en provenance d'autres partis étant rares (hormis d'anciens communistes).

¹ Il faut néanmoins fortement nuancer ce résultat dans la mesure où les répondants sont « ceux qui restent ».

Schéma n°6. Les trajectoires partisanes des participants au congrès du NPA de février 2011¹

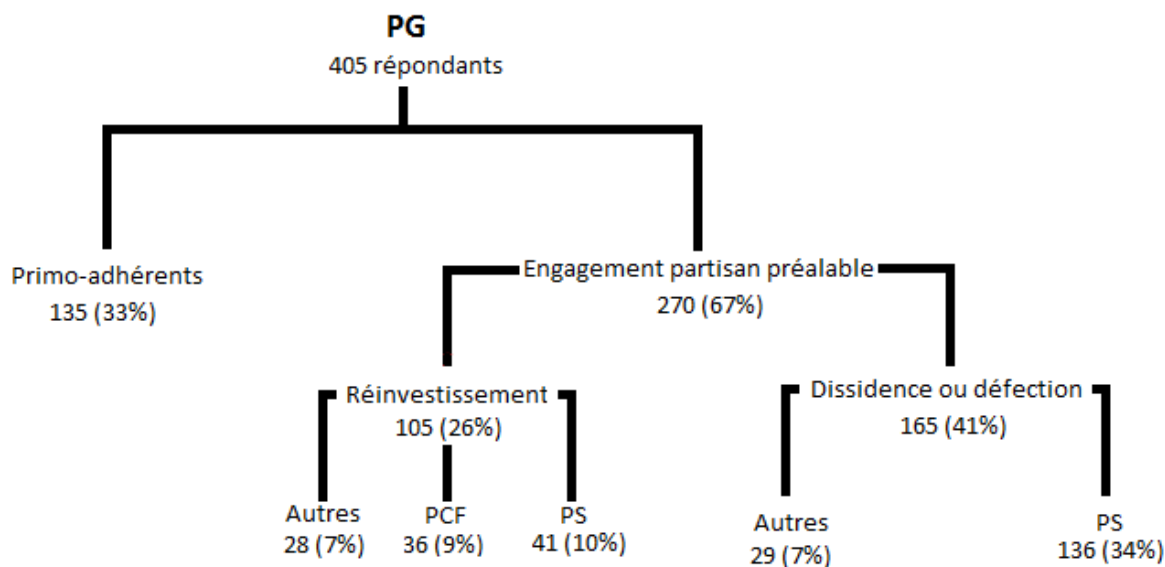


Le PG constitue, à plus d'un titre, une spécificité au regard du NPA et du PCF, qui en fait un véritable *parti d'ex*. En effet, 40,7% des militants du PG ont quitté un parti pour adhérer au PG, principalement le PS (33,6% des congressistes ont quitté le PS pour adhérer au PG), mais aussi quelques militants de la LCR et des Verts, ainsi que du MARS-GR (parti ayant décidé de se dissoudre pour participer à la création du PG). Plus encore, la création du PG a été l'occasion pour de nombreux militants de revenir à l'engagement partisan : 26% des congressistes avaient déjà une expérience partisane sans être membres d'aucun parti au moment de leur adhésion au PG. Dès lors, les militants du PG font apparaître trois profils distincts : les primo-engagés, les dissidents et les réengagés. Parmi les dissidents, il est possible de distinguer les individus faisant défection dans leur parti, qui sont peu nombreux, les militants d'un parti fusionnant avec le PG (MARS-GR), et surtout les dissidents socialistes (en ne comptant que les militants qui quittent effectivement le PS au moment de leur adhésion au PG) qui représentent à eux seuls un peu plus d'un tiers des effectifs du congrès. Parmi les réengagés, c'est-à-dire ceux qui avaient déjà été membres d'un ou plusieurs partis avant leur adhésion au PG, sans cependant être encore membres d'un parti au moment de cette adhésion au PG, 47% avaient été membres du PS ou d'une dissidence socialiste (MDC/MRC). La création du PG a donc permis à des déçus du PS de se réengager. Parmi ces réengagements, on retrouve également une très forte proportion d'anciens militants communistes, alors même qu'ils sont quasi-absents

¹ Lecture des schémas : parmi les congressistes du NPA, 30% ont été membres d'un autre parti que la LCR ; 9% des congressistes ont quitté leur parti pour le NPA, tandis que 24% ont « profité » de la création du NPA pour réadhérer à un parti politique. Parmi les congressistes du PG, 34% ont participé à la dissidence de 2008 ou ont récemment quitté le PS pour le PG. Pour la réalisation de ces schémas, nous nous sommes inspirés des représentations graphiques de Florence Haegel quant aux itinéraires partisans des militants de l'UMP. Cf. Haegel Florence, *Les droites en fusion*, op. cit., p. 161.

parmi les militants quittant leur parti pour rejoindre le PG. Ainsi, 33% des militants se réengageant dans un parti politique avaient été (en ne prenant en compte que le dernier parti auquel ces militants ont adhéré) membres du PCF, soit 9% de l'ensemble des congressistes. Le PG semble ainsi avoir constitué une opportunité, pour des ex-militants communistes et surtout socialistes, de se réengager dans un parti politique¹. En tenant compte de l'ensemble des expériences partisans des militants du PG avant leur adhésion à ce parti, ce sont 48% des congressistes qui ont été adhérents du PS ou du MDC/MRC, 14% du PCF ou de l'une de ses dissidences (ADS, CAP, MGP) et 12% d'un parti trotskiste, maoïste ou libertaire (essentiellement la LCR et les partis issus du lambertisme). 3% des congressistes ont été adhérents du PSU et 4% des Verts. Alors que les militants ayant déjà adhéré à un parti avant d'être au PCF sont peu nombreux, au PG les militants ayant été adhérents de deux partis ou plus avant leur adhésion au PG représentent 17% de l'ensemble des congressistes.

Schéma n°7. Les trajectoires partisans des participants au congrès du PG de novembre 2010



Le PG, le NPA et le PCF se distinguent ainsi fortement quant aux trajectoires partisans de leurs militants. Le PCF est essentiellement composé de militants pour lesquels l'engagement communiste constitue la première – et la seule – expérience partisane. Dès lors, les militants communistes se caractérisent par une forte fidélité à l'institution partisane, ce qui ne signifie en aucun cas une stabilité des adhésions communistes, le PCF ayant vu ses effectifs décroître fortement. La fidélité à l'institution communiste ne caractérise ainsi que ceux qui expriment, par leur engagement, cette fidélité, sans préjuger des nombreuses défections et ruptures qui ont marqué l'histoire récente du PCF. Ces statistiques ne permettent en effet de saisir que ceux qui restent, les caractéristiques sociologiques et les raisons du désengagement étant plus difficiles à saisir, comme le remarque

¹ Les ex-militants d'extrême gauche et les écologistes représentent également 17% des réengagés.

Catherine Leclercq¹. Cependant, ces statistiques montrent que le PCF ne constitue pas un espace de reconversion des dispositions militantes acquises lors d'un engagement partisan préalable. A l'inverse, le NPA constitue un espace de reconversion des dispositions militantes, mais pour des individus investis dans des organisations situées à l'extrême gauche (principalement trotskiste) ou en rupture avec le PCF. Les militants issus d'autres partis de gauche (PS, Verts) sont rares, voire marginaux. En revanche, le PG constitue véritablement un parti de recomposition du système partisan et de reconversion des dispositions militantes acquises préalablement (près de 70% de militants ayant déjà été engagés dans un parti avant leur adhésion au PG). Le PG est ainsi composé de primo-adhérents, mais aussi de dissidents qui vont collectivement convertir leurs dispositions militantes, et des acteurs s'étant engagés puis désengagés du militantisme partisan et trouvant dans la dissidence du groupe Mélenchon et la création du PG, un espace propice à leur réengagement (ses militants étant essentiellement d'anciens militants socialistes, mais aussi, pour une part importante, des anciens communistes, et des militants d'extrême gauche). La dissidence du groupe Mélenchon va également avoir comme effet d'intégrer à l'espace de la gauche radicale de nombreux militants en provenance du socialisme démocratique et en rupture avec le PS, alors même que les ex-socialistes sont quasiment absents des rangs du NPA et du PCF. Si la singularité du PG consistant en la forte présence d'ex-socialistes parmi ses militants (qui s'explique par la genèse de cette organisation) caractérise probablement toujours autant ce parti dans la gauche radicale, il est nécessaire de relativiser la faiblesse des primo-engagés dans cette étude qui intervient en novembre 2010, soit deux ans seulement après la création du PG, alors qu'il ne compte que 7 000 adhérents (revendiqués) contre près de 12 000 adhérents en 2012 (et une décade militante importante ensuite, ce parti semblant avoir perdu près de 40% de ses adhérents en 2015). Il est en effet probable que ce doublement du nombre d'adhérents puis la baisse des effectifs ait modifié substantiellement la sociologie de ce parti, en premier lieu en ce qui concerne les expériences partisans antérieures².

2. **La permanence d'une « singularité » des ex-PRS**

Le PG est construit par la fusion de plusieurs groupes militants, mais le groupe Mélenchon, avec PRS, peut être véritablement conçu comme étant la structure permettant la construction rapide de ce nouveau parti, tant par la constitution d'un collectif militant ayant son propre agenda, ses structures et ses mots d'ordres, que par la filiation juridique entre le PG et PRS. Les anciens membres de PRS représentent près de 28% des participants au congrès du Mans et près de la moitié des membres des instances dirigeantes du PG depuis sa création. Les militants de PRS, dont la grande

¹ Leclercq Catherine, « Raisons de sortir », *op. cit.*

² Une nouvelle enquête menée lors du congrès du PG de juillet 2015 devrait permettre de valider ou d'infirmer cette hypothèse.

majorité était également membres du PS, se caractérisaient par un fort investissement militant, parfaitement décrit par Rémi Lefebvre¹. Bien que PRS ait été dissoute lors de la construction du PG, les militants qui en sont issus continuent de se spécifier sociologiquement au sein de ce nouveau parti. Ils sont ainsi un peu plus jeunes que la moyenne des militants du PG (moyenne d'âge de 46 ans contre 51 ans pour l'ensemble du PG), mais aussi plus diplômés : 4% seulement des anciens militants de PRS n'ont aucun diplôme ou un diplôme inférieur au baccalauréat et 7% ont le baccalauréat ou équivalent ; 88% des anciens militants de PRS sont diplômés du supérieur (contre 81% pour l'ensemble du PG). L'accroissement du niveau de diplôme de ce groupe par rapport à l'ensemble des militants du PG doit probablement s'expliquer par l'âge de ces militants (tendanciellement plus jeunes, ils ont davantage bénéficié des politiques de massification scolaire), mais aussi par l'origine militante d'une majorité d'entre eux. En effet, de nombreux anciens de PRS sont également d'anciens militants socialistes, les différentes enquêtes réalisées auprès des adhérents socialistes ayant montré un niveau de diplôme plus élevé² que dans d'autres partis, comme le PCF. Par ailleurs, alors qu'un tiers des militants du PG ont été membres d'une organisation de jeunesse, ce sont près d'un ancien militant de PRS sur deux (46%) qui a milité dans une organisation de jeunesse, en premier lieu l'UNEF (un tiers des anciens militants de PRS ayant été adhérents de l'UNEF). Légèrement plus jeunes que l'ensemble du PG, les anciens militants de PRS sont, en toute logique, plus souvent actifs (63% contre 58% pour l'ensemble des congressistes). L'accroissement de la part des actifs se fait au détriment des retraités qui ne sont plus que 24% parmi les anciens de PRS (contre 28% pour l'ensemble). La structure des catégories socio-professionnelles est similaire à celle de l'ensemble des militants de PRS, hormis une moins grande présence des enseignants (17% contre 21% pour l'ensemble du PG). En revanche, les anciens de PRS sont plus souvent salariés dans l'une des trois fonctions publiques (33% contre 23% pour l'ensemble du PG).

Les anciens de PRS se distinguent davantage encore dans leurs pratiques militantes. Plus souvent passés par des organisations de jeunesse, ils ont également été massivement membres d'un parti avant leur adhésion au PG. En effet, 14% seulement des anciens adhérents de PRS n'ont été membres d'aucun parti (en prenant en compte l'ensemble des adhésions partisans préalables, même si cette adhésion a cessé avant l'adhésion au PG). Par ailleurs, ces militants viennent principalement du PS puisque 82% de ces militants ont été adhérents, à un moment ou à un autre, du PS, et 75% de ces militants pratiquaient la double adhésion PRS/parti, principalement en direction du PS (à trois exceptions près sur quatre-vingt-quatre). Ces militants sont également un peu plus nombreux à avoir été adhérents d'un parti d'extrême gauche (essentiellement trotskiste) que l'ensemble du PG (16% pour les anciens militants de PRS, contre 12% pour l'ensemble). Les anciens

¹ Lefebvre Rémi, « Militer au parti socialiste pour le transformer », *op. cit.*

² Boy Daniel *et al.*, *C'était la gauche plurielle*, *op. cit.* ; Rey Henri, « Les adhérents socialistes », *art. cit.*

militants de PRS sont également plus souvent syndiqués que l'ensemble des militants du PG puisqu'ils sont 62% à être syndiqué contre 49% pour l'ensemble de ce parti, essentiellement à la CGT et à la FSU (ces deux syndicats constituant le choix de 67% des anciens membres de PRS syndiqués). Ces militants sont ainsi plus nombreux à avoir commencé leur engagement militant dans des organisations de jeunesse, souvent à l'université, sont plus souvent syndiqués, et sont massivement passés par un engagement partisan (principalement au PS, voire à l'extrême gauche avant de rejoindre la gauche du PS). Conséquence de cet engagement partisan, ils sont aussi légèrement plus nombreux à être élus (ces militants représentant un tiers des élus parmi les congressistes alors qu'ils ne représentent qu'un peu plus d'un quart des congressistes).

Enfin, ces militants se caractérisent par l'intensité de leur engagement militant : alors que les participants consacrant moins de deux heures hebdomadaires au militantisme (faible intensité militante) représentent 16% de l'ensemble des congressistes, ils ne sont que 4% dans cette situation parmi les anciens membres de PRS. Plus encore, 48% des anciens militants de PRS déclarent consacrer plus de dix heures par semaine au militantisme contre seulement 28% pour l'ensemble des militants du PG. Les anciens militants de PRS, alors qu'ils ne constituent qu'un congressiste sur quatre, représentent en revanche presque un militant sur deux parmi les participants déclarant le plus fort activisme. Alors que les militants du PG déclarent un activisme important, mais néanmoins moins intense que ceux du NPA et du PCF, les ex-PRS se caractérisent en revanche par une très forte intensité militante, supérieure à celle observée pour l'ensemble des militants du PG, et même supérieure à l'activisme des militants du NPA et du PCF. Par ailleurs, 77% des militants issus de PRS occupent des responsabilités au sein du PG (contre 60% pour l'ensemble des congressistes).

Si les militants issus de PRS se distinguent de l'ensemble des congressistes du PG, ils n'en sont pas l'antithèse. Bien au contraire, les spécificités sociales des militants du PG se trouvent encore renforcées lorsqu'on considère cette sous-population. Dès lors, comme principal groupe fondateur, représentant encore en novembre 2010 plus d'un quart des congressistes, ils ont pu représenter et véhiculer un modèle militant valorisant fortement la multipositionnalité et un fort activisme en rupture avec la faible intensité militante caractérisant le PS actuel, mais en adéquation avec les représentations du militantisme ayant cours dans les différents partis de la gauche radicale ou au PS d'Epinay qui visait à se constituer en parti de militants¹ et valorisait fortement l'activisme partisan.

¹ Cela a néanmoins davantage constitué un idéal, ou plutôt une « *utopie partisane* », pour reprendre le terme employé par Julien Fretel concernant la production partisane des règles statutaires qui semble particulièrement s'appliquer ici, davantage qu'une réalité partisane. Cf. Fretel Julien, « Les utopies partisans ou l'idéal organisationnel au sein des partis », intervention au colloque *Partis et démocratie*, Université de Bourgogne, 2014 ; Fretel Julien, « L'avenir des illusions partisans », in *Savoir/Agir*, 32, 2015, pp. 45-52.

3. *Du Parti socialiste à la gauche radicale*

Deux trajectoires se retrouvent parmi ces anciens militants socialistes (190) membres du PG : les militants quittant le PS pour adhérer au PG (136, soit 34% des congressistes) et ceux qui avaient fait défection du PS avant la création du PG et qui trouvent dans cette nouvelle offre partisane une opportunité de réinvestissement (54, soit 13% des congressistes). Parmi ces derniers, il est possible de distinguer deux itinéraires militants : les ex-socialistes ayant quitté le PS sans se réinvestir dans un autre parti (41, soit 10% des congressistes) et les ex-socialistes ayant quitté le PS sans pour autant se désengager du militantisme partisan et ayant choisi de se réengager dans un autre parti. Ces derniers sont assez peu nombreux (13, soit 3% des congressistes) et ne peuvent, hormis les quelques anciens militants chevènementistes ayant quitté le PS pour participer à la création du MDC (ou le rejoignant à l'occasion de la campagne présidentielle de 2002), être rattachés à un processus de dissidence. Même s'ils sont peu nombreux, ces désengagés ont choisi de se réinvestir dans des partis évoluant à la gauche du PS (LCR/NPA, FASE, PCF), signifiant ainsi leur recherche d'une plus grande radicalité politique qui se retrouve également dans le processus de dissidence du groupe Mélenchon.

Une très importante majorité des anciens socialistes se positionne relativement aux tendances intra-partisanes (81%), tandis que les militants ne s'y référant pas n'ont majoritairement pas eu de responsabilités au sein du PS, ou uniquement des responsabilités locales, comme ce secrétaire de section quittant le PS en 2008 pour participer à la création du PG expliquant, en marge du questionnaire, son incompréhension des jeux partisans : « *je n'y comprenais rien ! Je suis parti après le congrès de 2008, sans lever une seule fois la main !* ». En revanche, les militants ayant occupé au sein du PS des positions nationales se sont tous positionnés au regard des tendances intra-partisanes. Comme l'ont montré Frédéric Sawicki et Rémi Lefebvre¹, les tendances constituent une modalité par laquelle sont perçues et vécues les luttes intra-partisanes. Alors qu'une très forte majorité des anciens socialistes ayant adhéré au PG se réclamaient d'un engagement dans une tendance intra-partisane, ils ne sont que 57% à avoir accédé à des responsabilités internes.

Tableau n°17. La détention de positions intra-partisanes au sein du PS (en %)

Anciens militants socialistes :	
N'ayant occupé aucune responsabilité partisane	43
Ayant accédé à des responsabilités partisans	57
Dont des responsabilités² :	
Locales (section)	35
Fédérales	46
Nationales ¹	19

¹ Lefebvre Rémi et Sawicki Frédéric, *La société des socialistes, op. cit.*, p. 117 : « *De multiples exemples confirment que les luttes de courants ne sont pas que des querelles de présidentiabes, mais constituent la grammaire dans laquelle se vivent la plupart des conflits au sein du PS* ».

² Parmi les anciens militants socialistes ayant occupé des responsabilités partisans. Le tableau ne fait apparaître que le niveau le plus élevé de responsabilité obtenu.

Si une majorité des anciens militants socialistes ont occupé des responsabilités partisans, ils ont rarement accédé à des positions nationales pour lesquelles la concurrence est plus intense. Par ailleurs, si l'engagement dans une tendance est un passage obligé pour accéder à des positions nationales, cet investissement spécifique dans les jeux partisans ne produit pas des effets uniformes en fonction des tendances dans lesquelles cet engagement se fait. En s'engageant dans des tendances oppositionnelles ayant peu accès à des positions de pouvoir central, ces militants voient leur progression dans la hiérarchie partisane sérieusement limitée. Ils accèdent ainsi principalement à des responsabilités locales, là où l'obligation d'affiliation à une tendance est la moins forte, voire à des responsabilités fédérales par la répartition des postes dans les instances fédérales, à la proportionnelle des résultats obtenus par les différentes motions lors des congrès, et par les alliances locales et/ou nationales entre les différentes tendances.

Dès lors, les militants qui vont faire dissidence n'occupent pas forcément des positions de premier plan au sein de leur parti d'origine, mais ils n'en sont pas moins très engagés dans les luttes intra-partisanes et détiennent souvent des responsabilités intra-partisanes au niveau local. Mais l'investissement dans une tendance qui conditionne habituellement l'accès à des positions nationales vient ici fortement contraindre cette logique dans la mesure où l'investissement dans une tendance oppositionnelle à la direction nationale, lorsqu'elle ne s'appuie pas sur la détention de « fiefs » locaux par les dirigeants de la tendance, constitue également un stigmate difficile à dépasser. Ainsi, si les dissidents n'occupent pas, pour la grande majorité, des positions élevées dans la hiérarchie internes au PS, ils constituent, pour une large part, bien plus que des adhérents ou des militants « de base ». Par leur investissement dans une tendance oppositionnelle et la détention de positions partisans locales, souvent en situation de minorité, ils ont développé des savoir-faire propres à être mobilisés dans la dissidence et dans la construction d'une nouvelle organisation politique, d'autant plus qu'ils ont pu ébaucher les structures d'organisation et les interactions sociales d'une nouvelle organisation, bien avant la dissidence, avec la création et l'animation de PRS. Par ailleurs, cette position particulière (fort investissement militant, détention de positions locales minoritaires et animation d'une tendance oppositionnelle) les conduit à valoriser fortement les jeux et enjeux liés à un congrès partisan, c'est-à-dire à la détermination des orientations partisans, dans la mesure où cette configuration spécifique est en adéquation avec les positions qu'ils occupent et les rôles qui en découlent. Enfin, cette position dominée dans l'espace intra-partisan, couplée à la participation massive à la campagne référendaire de 2005, rend ces militants d'autant plus sensibles à la perception d'une forte dégradation des positions collectivement occupées au PS du fait de la

¹ Dans cette catégorie, ont été comptabilisés les militants ayant siégé au CN du PS, dans la commission nationale de résolution des conflits, ou encore dans diverses commissions thématiques nationales. Même pour ces militants qui ont eu accès à des positions plus importantes, celles-ci restent des positions dominées dans la hiérarchie partisane.

succession des échecs dans les différentes compétitions intra-partisanes (débat autour de la nouvelle déclaration de principes, projet socialiste pour l'élection présidentielle de 2007, désignation de Ségolène Royal en 2006, perception d'une ouverture au centre, etc.).

Ce constat n'est pas propre au groupe Mélenchon, mais correspond, probablement de manière atténuée, à une très forte majorité des militants du PG ayant été au PS. En effet, parmi ces anciens adhérents socialistes qui ont milité dans une tendance intra-partisane pendant leur militantisme au PS, 93% (143) ont été engagés dans l'une des nombreuses tendances de la gauche du PS qui se sont succédées et/ou se sont concurrencées depuis la fin des années 1980 (CERES, Socialisme et République, NES, GS, Nouveau Monde, Trait d'union, Forces militantes, Démocratie et socialisme, NPS, Rénover Maintenant, poperenistes, etc.). La proximité aux différentes tendances des militants ayant participé au congrès de Reims en 2008 en constitue un bon exemple. Sur les 116¹ (soit près de 26% des congressistes) anciens militants ayant quitté le PS lors du congrès de Reims ou peu après pour s'investir dans la construction du PG, 110 militaient pour la motion Un Monde d'Avance rassemblant l'ensemble des tendances évoluant à la gauche du PS, auxquels il est également possible d'ajouter les deux militants socialistes se revendiquant d'Utopia, tendance radicalisant progressivement son discours depuis sa création, pour s'allier lors du congrès de Reims à la motion Un Monde d'Avance². Ainsi, 112 des 116 militants socialistes ayant quitté le PS pour rejoindre le PG avaient milité pour la motion occupant la gauche de l'espace socialiste, soit 97% de ces militants socialistes. Par ailleurs, les quatre militants se déclarant proches d'une autre tendance sont issus des tendances les moins éloignées de la gauche du PS (Laurent Fabius, Martine Aubry). Parmi les anciens socialistes ayant soutenu la motion présentée par Benoît Hamon, la répartition entre groupes d'origine est également intéressante. Près des trois quarts de ces militants se réclament de Trait d'Union ou de Forces militantes, c'est-à-dire les tendances animées par les principaux leaders de la dissidence, Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez (70 se réclamant de Trait d'Union, 11 de Forces militantes). 26% des dissidents viennent d'autres tendances ou sensibilités : anciens du NPS, proches de Benoît Hamon ou de Henri Emmanuelli, ou encore proches de Gérard Filoche.

Les anciens socialistes qui adhèrent ensuite au PG proviennent ainsi d'un segment limité de l'espace partisan, mais particulièrement difficile à délimiter car en constante redéfinition, celui de la gauche du PS, et en premier lieu, les tendances animées par Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez. Ces groupes, mobilisés dans la dissidence, vont également permettre la défection d'individus proches au sein du PS, ou d'anciens militants socialistes ayant fait le choix du désengagement avant que ne s'organise cette dissidence. La dissidence est donc un processus fortement situé au sein de l'espace

¹ Les individus non investis dans les différentes tendances intra-partisanes, mais quittant le PS pour rejoindre le PG, ont été exclus de ce calcul car il s'agit ici de mettre en exergue la spécificité des militants les plus investis dans les luttes intra-partisanes.

² Ce rapprochement s'est ensuite poursuivi lors du congrès de Toulouse du PS en 2013.

partisan en ne concernant principalement qu'un segment de cet espace partisan. Par ailleurs, les désengagés et les dissidents ont en commun un fort engagement dans les luttes intra-partisanes et occupaient, pour une majorité d'entre eux, des positions partisanes dominées, n'ayant probablement que peu de lien avec l'activisme dont ils pouvaient faire preuve. Le processus de dissidence a ainsi été très largement initié par le groupe Mélenchon, mais a permis une agrégation d'individus prêts à faire défection ou ayant déjà fait défection et trouvant, dans ces deux derniers cas, une opportunité de se réinvestir dans un parti politique. Dès lors, la construction du PG a pu constituer, pour des militants socialistes en rupture avec les orientations majoritaires de leur parti, un processus collectif de dissidence, mais aussi une opportunité de reconversion militante pour revenir au militantisme partisan ou pour le poursuivre d'une manière plus satisfaisante sur un plan identitaire que le maintien dans une position dominée et contestataire au sein du PS.

*

* *

L'étude des propriétés sociales des militants du PG, du NPA et du PCF¹ laisse apparaître tout à la fois une réelle homogénéité dans le recrutement militant de la gauche radicale et une toute aussi réelle distinction militante. L'inclusion du PCF et du PG dans une coalition ne peut s'expliquer par une plus grande proximité sociologique des militants de ces deux partis. La sociologie du PG apparaît ainsi plus proche de celle du NPA que du PCF. Plus encore, hormis la répartition par classe d'âge, la sociologie du PG semble renforcer les saillances des résultats obtenus pour le NPA. Malgré l'adoption de dispositifs de correction visant à établir la parité parmi les congressistes, aucun de ces trois partis ne parvient à corriger totalement la surreprésentation des hommes parmi leurs adhérents. De même, les militants de la gauche radicale tendent à être plus fortement urbains, particulièrement pour le PG et le NPA. Le recrutement des militants de la gauche radicale se fait également plutôt parmi les personnes les plus diplômées, tandis que les salariés du secteur public sont largement surreprésentés. Au-delà de ce profil commun, l'approche comparée retenue dans ce chapitre permet d'affiner ces résultats et de faire apparaître de réelles différences entre ces trois partis. La sociologie militante de ceux-ci se distingue aussi quant aux classes d'âges de leurs partisans, le PCF accusant un profil plus « âgé » qui confirme les analyses d'un vieillissement des militants communistes (63% des congressistes ont plus de 50 ans, contre 52% au PG et 49% au NPA). Mais dans le même temps, les résultats obtenus invitent à relativiser la grille d'analyse d'un NPA comme « parti de jeunes » (si le

¹ Les résultats obtenus lors de cette enquête correspondent au profil des élites communistes esquissé par Dominique Andolfatto et Stéphane Courtois à partir des données sociographiques publiées par le PCF à l'occasion des congrès de 2006 et 2010. Cf. Andolfatto Dominique et Courtois Stéphane, « France : la chute de la maison communiste », *art. cit.*, p. 85.

NPA est bien le parti présentant le plus de jeunes parmi ses congressistes, les moins de trente ans n'en représentent que 22% contre 15% au PG et 13% au PCF), tandis que la sociologie du PG se spécifie par la part plus importante des 30-50 ans (qui représentent 34% des congressistes de ce parti, contre 29% au NPA et 24% au PCF). Ainsi, les militants du NPA, et plus encore du PG, sont plus fortement dotés en capital scolaire et universitaire que ceux du PCF. Enfin, si la sociologie militante de ces trois partis fait apparaître une surreprésentation du secteur public et particulièrement des enseignants, ce phénomène est moins net pour le PG (qui se caractérise également par une forte présence des cadres et professions intellectuelles supérieures). De même, si la sociologie des militants du PCF continue à faire apparaître une plus forte représentation des ouvriers (et des employés) qu'au NPA ou au PG, ce n'est pas en raison de l'importance de ce groupe social parmi les militants communistes, mais par l'extrême faiblesse de leur présence au NPA et au PG.

Le constat est identique lorsqu'on observe l'engagement des militants de ces trois partis. Ils ont en commun un fort activisme et sont très majoritairement engagés syndicalement et/ou dans une ou plusieurs associations. Au-delà de ce premier constat, l'intensité du militantisme est très variable. Il est cependant difficile de dire ce qui tient des logiques de sélection des congressistes et ce qui relève d'une véritable distinction militante. Ainsi, la surreprésentation des militants occupant des responsabilités intra-partisanes lors de la conférence nationale du PCF par rapport au NPA et au PG peut très bien s'expliquer par l'aspect plus sélectif de l'accès à la conférence nationale du PCF, etc. De même, si nous avons pu établir une forte activité militante des congressistes, cette enquête ne permet pas de saisir les modalités de cet activisme et ne permet pas de séparer le militantisme relevant du bénévolat et celui relevant de la professionnalisation militante (par l'accès à un poste de permanent), phénomène nettement plus marqué au PCF qu'au NPA ou au PG¹. De même, la sociologie militante de ces partis est marquée par une forte syndicalisation, mais l'adhésion syndicale est bien plus marquée au PCF et au NPA qu'au PG. Les militants de ces trois partis, lorsqu'ils se syndiquent, font le choix des syndicats les plus marqués à gauche, la CGT, la FSU et Solidaires. Ainsi, à l'exception des enseignants (syndiqués à la FSU), rares sont les militants communistes à ne pas choisir, lorsqu'ils se syndiquent, la CGT. Les militants du NPA syndiqués se répartissent principalement entre la CGT, la FSU et Solidaires. Si les militants du PG choisissent en premier lieu la CGT et la FSU, ils se distinguent également par une forte dispersion dans leurs choix syndicaux.

Mais c'est au regard des trajectoires partisanes que les militants de ces trois partis se distinguent le plus. Le PCF se caractérise par l'importance des primo-adhérents, c'est-à-dire de ceux pour qui l'entrée en communisme et également synonyme d'entrée dans le militantisme partisan. La

¹ Nous pouvons poser de manière vraisemblable cette hypothèse au regard de la disparité des ressources financières entre ces trois partis, ainsi que par les dépenses de personnel déclarées par ceux-ci et publiées par la commission nationale des comptes de campagne et de financement des partis politiques.

sociologie du NPA fait apparaître, sous cet aspect, trois profils : les anciens de la LCR, les primo-adhérents et les réengagés, essentiellement issus d'autres partis d'extrême gauche ou d'anciens du PCF. Enfin, le PG pourrait être défini comme un parti d'ex tant sa sociologie est marqué par l'investissement de militants ayant déjà eu une ou plusieurs expériences de militantisme partisan au préalable. Ce parti se caractérise également par l'importance des militants issus du PS (caractéristique s'expliquant par la genèse de l'organisation) et des ex-PRS (ayant été ou non militants socialistes). Enfin, la sociologie de ce parti comprend également une part importante de militants saisissant l'opportunité de se réengager ouverte par la création de ce parti. Ces trois profils fondent un rapport différent au parti et à la fidélité. Pour de nombreux militants communistes, la fidélité au communisme passe par la fidélité au parti du communisme. Le parti opère ainsi une médiation entre le croyant et son idéal. Ce rapport est également présent au NPA et au PG, mais sous une forme atténuée par la transformation organisationnelle au NPA (perception d'une continuité de l'engagement au-delà des changements organisationnels) et par la dissidence au PG (où la perception d'une continuité, d'une fidélité à soi et à ce qui fonde l'engagement initial est précisément l'une des conditions de la construction ou de la reconstruction de la dissidence comme légitime).

Chapitre 8. La place et le rôle des élus dans les partis de la gauche radicale

« Dans le Front de gauche, il y a deux grandes sensibilités : il y a une sensibilité qui est, je dirais, plus portée sur les radicalités d'extrême-gauche, anti-establishment, anti-élus et anti-PS, et une autre sensibilité, de dire : non, nous on est au cœur de la gauche, mais on veut faire bouger les lignes à l'intérieur de la gauche de telle sorte qu'on puisse avoir, certes une majorité de gauche, mais une majorité de gauche qui s'appuie sur un compromis, réellement de gauche, pour une politique alternative. Et en fonction du rapport de force. » (Patrick Hatzig, entretien le 3 février 2012. Secrétaire fédéral du PCF en Meurthe-et-Moselle)

Il ne s'agit pas de discuter ici de la réalité ou de l'irréalité de cette césure. Néanmoins, son propos est intéressant en ce qu'il met en avant une donnée essentielle : les élus cristallisent les débats au sein de la gauche radicale. Deux raisons peuvent être rapidement avancées. D'une part, l'obtention d'élus est souvent conditionnée à des alliances électorales avec des partis ne participant pas de la gauche radicale, ne serait-ce qu'au second tour. D'autre part, les élus occupent une position à l'intersection de nombreuses critiques potentielles. Incarnation du parti et d'un mandat, ils peuvent se voir reprocher un phénomène de personnalisation. Lorsqu'ils sont rémunérés, et/ou cumulant plusieurs mandats, et /ou en étant réélus à plusieurs reprises, ils endossent le rôle de professionnel de la politique, vivant de et pour la politique selon la célèbre formule de Max Weber. Or, le désintéressement militant, le caractère non-professionnel et bénévole de l'action, tout autant que la capacité à s'inclure dans une démarche collective, constituent des valeurs souvent centrales dans les représentations militantes de la gauche radicale. La gestion locale conduit souvent à un changement de type incrémental et peut confronter à des choix, qui pour être justifiés (ou non, telle n'est pas la question), n'en sont pas moins difficilement conciliables avec la volonté de changement radical et *a fortiori*, révolutionnaire. De ce fait, les élus peuvent endosser rapidement le rôle du traître par le simple fait d'endosser trop parfaitement le rôle du parfait gestionnaire. Par ailleurs, le temps électoral et institutionnel n'est pas forcément le temps militant. Les élus peuvent se voir ainsi reprocher la lenteur de leur politique ou l'absence/abandon de promesses de campagne. De même, la confrontation aux enjeux et équilibres institutionnels, non forcément anticipés lors des élections (surtout lorsqu'il s'agit d'un premier mandat) peut confronter les élus à des choix d'autant moins acceptés qu'ils n'ont pas été discutés dans leur parti, etc. Il est nécessaire de renoncer à

l'exhaustivité tant il serait possible d'allonger encore cette liste. En d'autres termes, les occasions ne manquent pas pour que le rôle d'élu soit désajusté du rôle militant¹.

Tour à tour, les élus peuvent être honnis et adulés. Traîtres à leur parti ou adoptant une distance coupable aux jeux partisans (par exemple par une moins grande présence dans les réunions et événements partisans, etc.), mais aussi modèles des politiques que le parti entend mener, les élus sont placés dans une position difficile car toujours remise en cause. La place et le rôle des élus dans les partis de la gauche radicale est d'autant plus centrale qu'ils apportent aux partis des ressources variées. De par l'occupation d'un mandat, ils sont en position de représenter leur parti dans les institutions, et ont *a priori* un meilleur accès à la presse, notamment locale. Ils constituent ainsi une vitrine potentielle pour leur parti et un outil de médiation entre le parti et les citoyens/électeurs. Les élus, lorsqu'ils perçoivent une indemnité, constituent également une ressource financière centrale pour les partis. Ainsi, les contributions des élus aux recettes des partis de la gauche radicale peuvent constituer un enjeu saillant puisque ce poste budgétaire représente, en 2013, 42,9% des recettes du PCF, 16,5% pour la GU, 9,9% des ressources du PG, mais seulement 2,7% de celles de LO et 0,1% de celles du NPA². Au-delà de ces chiffres déclarés, les élus participent également du financement public des partis. Soit directement, lorsqu'il s'agit de parlementaires nationaux (au titre de la seconde fraction du financement public), soit indirectement en participant plus ou moins activement aux mobilisations électorales lors des élections législatives. L'obtention de mandats électifs peut également permettre, dans certains cas, l'accès à des ressources liées à la distribution de postes politiques ou administratifs. Enfin, disposer d'un nombre conséquent d'élus constitue pour un parti une véritable ressource symbolique, et même identitaire comme dans le cas du PCF (le maintien d'un nombre important d'élus étant souvent perçue comme la preuve du maintien de l'existence du PCF en tant que « grand parti », de « parti qui compte », etc. et comme une caractéristique distinguant le PCF de l'extrême gauche ou de la « petite gauche »). Les élus constituent ainsi une ressource symbolique, tant dans les jeux intra-partisans (où la capacité à obtenir des élus ou à maintenir les ressources électives peut être utilisée comme une preuve de la validité, de la justesse, ou de la réussite des orientations défendues par la direction du parti), que dans les interactions de ce parti avec d'autres. En effet, disposer d'un nombre d'élus importants constitue une démonstration de la force au jeu relative du parti. En d'autres termes, revendiquer un nombre important d'élus permet de se placer dans les luttes de placement auxquelles les partis se livrent, notamment lors des négociations pré-électorales. Plus encore, ce n'est pas tant le fait de disposer d'un nombre important d'élus, de les rassembler dans un réseau homogène, etc. qui importe, mais la possibilité de s'en

¹ Sur les relations entre élus et militants, cf. Lacorne Denis, *Les notables rouges, op. cit.*, p. 65-96. Les conflits au sein d'une municipalité communiste en constituent un exemple. Cf. Mischi Julian, « Pour une histoire sociale du déclin du Parti communiste », *op. cit.*

² Selon les données publiées pour l'année 2013 par la CNCCFP.

revendiquer, même s'ils observent une distance (très) critique au parti. En somme, dans le cadre des négociations électorales et plus largement des interactions inter-partisanes, l'important n'est pas tant d'avoir des élus que d'être en capacité d'en revendiquer davantage que son allié potentiel.

Tout à la fois ressources pour le collectif partisan (et inversement, le parti peut constituer une ressource pour les élus) et contraintes, les élus occupent une position à part dans les partis car ils sont situés à l'intersection de multiples logiques partisanes et militantes. Dès lors, ils occupent une position singulière dans les espaces partisans (section 1) qui sera appréhendée par l'étude comparée de la trajectoire politique de deux anciens secrétaires fédéraux du PCF de Meurthe-et-Moselle (section 2), celle-ci permettant également d'observer la dimension négociée du rapport au parti pour les détenteurs de positions électives. Un dernier développement sera consacré à l'étude d'une trajectoire électorale et partisane atypique dans laquelle la détention d'un fort capital électoral (et même notabiliaire) précède l'engagement partisan (section 3).

Section 1. Place et usages des élus dans les espaces partisans

L'asymétrie est forte entre les partis de gauche radicale quant à la détention de ressources électives. Le PCF se distingue par l'importance des élus que ce parti compte dans ses rangs, ce qui n'est pas sans exercer une contrainte importante quant aux possibles stratégies de ce parti (A), dans un contexte caractérisé par un lent affaiblissement électoral du PCF. Les militants élus ou ayant occupé un mandat électif peuplent très différemment les congrès partisans (B), cet élément constituant un bon indicateur de la pénétration des représentations et rôles institutionnels¹. Il s'agit dans un dernier développement de s'interroger – sans prétention à l'exhaustivité – sur les différents usages partisans des mandats électoraux, notamment dans la perspective d'une professionnalisation et d'un attachement au parti de ses cadres (C).

A. Les élus communistes comme frein à l'affaiblissement électoral du PCF et individualisation du lien partisan

Le premier constat qui s'impose lors de l'étude des partis de la gauche radicale au prisme des ressources électives est la profonde asymétrie des différentes entreprises partisanes qui évoluent dans cet espace politique. Le PCF se singularise fortement dans l'espace de la gauche radicale. Parti dont l'agenda militant était et est toujours largement structuré autour des enjeux électoraux – Laird

¹ Sur l'apprentissage des rôles, cf. Lefebvre Rémi, « Se conformer à son rôle. Les ressorts de l'intériorisation institutionnelle », in Lagroye Jacques et Offerlé Michel (dir.), *Sociologie de l'institution*, op. cit., p. 219-247.

Boswell qualifie ainsi le PCF de « *parti électoraliste* »¹ –, le PCF présente désormais certains traits caractéristiques d'un « *parti d'élus* » comme le remarquent Dominique Andolfatto et Fabienne Greffet², et, plus récemment, Julian Mischi³. C'est dire si la réalité contemporaine du PCF est loin de l'idéal organisationnel qu'évoquait Denis Lacorne : « *théoriquement, dans le cas communiste, l'élus est la créature du parti* »⁴. En effet, les cadres (nationaux et locaux) communistes ont de plus en plus de difficultés à s'imposer aux élus communistes (ou se revendiquant plus ou moins régulièrement et publiquement du soutien du PCF⁵), même si le PCF a fait et fait encore un usage instrumental des élus dont il peut se revendiquer pour atténuer les effets de l'affaiblissement électoral de la marque communiste, en la contrebalançant par la bonne image et l'implantation de ses élus locaux. Cette tactique consistant à présenter comme candidats communistes, en particulier lors des élections législatives, des « *élus locaux populaires* » et « *bien implantés* »⁶ qui jouent un « *rôle de « parachute » en atténuant partiellement la chute* »⁷ (contribuant à réduire d'autant les candidatures législatives des cadres partisans⁸) est perceptible dès la fin des années soixante-dix⁹ et repose sur les nombreuses conquêtes électorales obtenues par le PCF dans la stratégie d'union de la gauche comme l'explique Florent Gougou : « *Or, l'influence de ces notables locaux, que l'union de la gauche a contribué à installer, maintient le PCF sous assistance respiratoire depuis le début des années 1980, en ralentissant son déclin électoral et en assurant sa survie. Ainsi, le PCF résiste mieux lors des élections d'organisation locale (cantonales, municipales, législatives) que lors des élections*

¹ « *Le PCF était un parti électoraliste, un point que les observateurs, obnubilés par sa spécificité, l'étude de son appareil et ses militants, ont souvent passé sous silence. Alors qu'on s'est régulièrement intéressé à sa participation aux élections, en particulier pour juger de son poids politique, son électoralisme a très souvent été considéré comme une simple façade. En réalité, très peu de partis se sont donnés autant de mal pour présenter des candidats dans d'innombrables élections, serrer des mains sur les marchés et sur les lieux de travail et tenir des réunions de campagne. Les élections jouaient un grand rôle chez les militants et les membres qui s'y investissaient et, bien sûr, chez les électeurs eux-mêmes.* ». Cf. Boswell Laird, « L'historiographie du communisme français est-elle dans une impasse ? », *art. cit.*, p. 929.

² Andolfatto Dominique et Greffet Fabienne, « Le Parti communiste français : une reconversion sous contraintes », *op. cit.*, p. 167-169.

³ Mischi Julian, *Le communisme désarmé*, *op. cit.*, p. 177-235.

⁴ Lacorne Denis, *Les notables rouges*, *op. cit.*, p. 84.

⁵ Pour la Meurthe-et-Moselle, Julian Mischi souligne que nombre de communes revendiquées comme « communistes » ne sont pas dirigées par des maires communistes, mais simplement sympathisants. Cf. Mischi Julian, « La recomposition identitaire du PCF. Modernisation du parti et dépolitisation du lien partisan », *in Communisme*, 72-73, 2002-2003, p. 87.

⁶ Criqui Etienne, « Le Parti communiste », *in* Criqui Etienne (dir.), *Les forces politiques en Lorraine*, Presses universitaires de Nancy, 1992, p. 94.

⁷ Bué Nicolas, « De la relativité des phénomènes sismiques. Le vote communiste à Calais de 1969 à 2002 », *in Communisme*, 72-73, 2002-2003, p. 162.

⁸ Andolfatto Dominique et Courtois Stéphane, « La chute de la maison communiste », *art. cit.*, p. 68. Ils relèvent ainsi, à propos des élections législatives de 1988 : « *Le PCF n'a maintenu ses résultats par rapport à 1986 qu'en présentant massivement à la députation des maires en activité, alors que la tradition du parti réservait cette fonction à des dirigeants nationaux, censés davantage incarner la ligne de celui-ci.* »

⁹ Broyer Philippe, Cassan Didier et Da Lage Olivier, « Les candidats communistes aux élections législatives de 1973 et 1978 », *in Revue française de science politique*, 29 (2), 1979, p. 213-229.

d'organisation nationale (la présidentielle, les européennes), ce qui lui permet en retour de conserver, et parfois même de renouveler, son important réseau d'élus »¹. Une autre variante consiste en la reconduction systématique des élus sortants communistes afin de bénéficier de la notabilité acquise par ces élus. Cette seconde tactique ne semble efficace que pour les scrutins accordant une « prime au sortant » : « Plus l'enjeu est lointain, plus l'influence des notables décroît »². Cette stratégie (présentation d'élus locaux bien implantés et/ou reconduction quasi-automatique des sortants) a comme conséquence une plus grande dépendance du parti à ses élus sortants³ et, plus encore, au maintien de ses élus locaux (et en particulier, à la sauvegarde des municipalités communistes⁴). Les mandats électifs constituent ainsi une ressource centrale dans les tactiques de résistance au déclin mises en place par le PCF comme le rappelle Michel Hastings : « Il a souvent été montré que la détention d'une mairie était une ressource stratégique de conquête puis de résistance au déclin »⁵. Dominique Andolfatto considère ainsi les élus locaux et les municipalités comme le « refuge ultime » du PCF⁶, cette analyse étant largement partagée⁷ : Emmanuel Cherrier voit cette stratégie notabiliaire du PCF comme « le dernier rempart contre l'érosion »⁸ électorale du PCF. Etudiant l'implantation du communisme à Nanterre, Bruno Groppo pose un constat similaire quant à la stratégie électorale communiste et à ses effets : « Confronté au déclin persistant de son influence électorale et à la crise de son modèle municipal, le PCF à Nanterre a réagi en adoptant une stratégie essentiellement défensive, dont l'objectif principal est de consolider les positions encore acquises plutôt que de reconquérir celles perdues »⁹. Fabienne Greffet a de même pu souligner, en se fondant sur l'étude de diverses échéances électorales, le rôle des « notables rouges » que sont les députés sortants et les élus locaux dans le maintien et/ou le ralentissement de l'affaiblissement du PCF¹⁰ : « Electoralement parlant, la double dimension de la quasi-disparition du PCF lors des élections

¹ Gougou Florent, « Le programme commun à l'épreuve des élections », *op. cit.*, p. 207-208.

² Cherrier Emmanuel, « Structure et limites du notabilisme électoral. Exemple d'un fief communiste : la 19^{ème} circonscription du Nord », in *Communisme*, 51-52, 1997, p. 101.

³ Andolfatto Dominique, « Effondrement soviétique et déclin du Parti communiste français », *op. cit.*, p. 631. De même, François Platone considère que « la capacité électorale du Parti communiste est tributaire de ses élus ». Cf. Platone François, « Le vote communiste : le verre à moitié plein », in Perrineau Pascal et Ysmal Colette (dir.), *Le vote surprise*, *op. cit.*, p. 183. Ce constat n'est cependant pas propre au PCF en ce que l'ensemble des partis ont des difficultés à s'imposer aux élus qui se revendiquent de leur soutien du fait des ressources politiques personnelles des élus et de leur légitimité démocratique. Cf. Bréchon Pierre, *Les partis politiques*, *op. cit.*, p. 77.

⁴ Pudal Bernard, *Un monde défait*, *op. cit.*, p. 155-156.

⁵ Hastings Michel, « Le communisme saisi par l'anthropologie », *art. cit.*, p. 105.

⁶ Andolfatto Dominique, « Le parti de Robert Hue. Chronique du PCF. 1994-2001 », in *Communisme* 67-68, 2001, p. 210.

⁷ Courtois Stéphane et Lazar Marc, *Histoire du Parti communiste français*, *op. cit.*, p. 401 ; Lavabre Marie-Claire et Platone François, *Que reste-t-il du PCF ?*, *op. cit.*, p. 72.

⁸ Cherrier Emmanuel, « Structure et limites du notabilisme électoral », *art. cit.*, p. 95.

⁹ Groppo Bruno, « Nanterre : mutations socio-économiques et évolution politique dans un « bastion » communiste », in *Communisme*, 22-23, 1989, p. 143.

¹⁰ Greffet Fabienne, « L'évolution électorale du PCF de Robert Hue 1994-2001 », *art. cit.*, p. 160-161 ; Greffet Fabienne, « Le PCF aux élections de 2002 : reculs et résistances », *art. cit.*, p. 117.

présidentielles et du maintien d'une certaine présence au plan parlementaire et local grâce aux implantations anciennes et à la légitimité de ses élus, constitue la spécificité du parti ces dernières années »¹. Le PCF a par ailleurs de plus en plus de difficultés à trouver et à imposer aux élus leurs successeurs². L'autonomisation croissante des élus restreint les marges de manœuvre de la direction nationale³ comme des fédérations qui tendent à s'effacer des campagnes électorales⁴, véritable marqueur d'une « *disqualification des ressources partisans au profit de l'individualité des communistes* », processus dans lequel l'absence de liens avec le PCF devient un « *atout électoral* »⁵ comme le rappelle Julian Mischi. Cette logique est assez bien exprimée par une boutade que nous a fait partager un militant communiste à propos des relations entre élus communistes et PCF :

« La première fois qu'une mairie est conquise, le nouveau maire communiste dit : « Avec le parti, on a gagné la mairie ! ». Six ans plus tard, le même est à nouveau élu, il pense alors : « Heureusement que je me suis un peu occupé de la campagne car si j'avais laissé faire le parti, la mairie était perdue ! ». Passent six années et le maire communiste est réélu, cette fois, il pense : « Mais heureusement que le parti ne s'est pas occupé de ma campagne, parce que sinon, on perdait la mairie ! » »

B. Les élus dans les arènes partisans

Le nombre d'élus dont disposent le PG, le NPA et le PCF est relativement connu. Le premier, depuis la perte de ses deux sénateurs en 2011 (du fait d'une absence d'accord électoral avec le PS), et la démission de Marc Dolez (même si celui-ci est toujours membre du groupe de la Gauche démocratique et républicaine à l'Assemblée Nationale et militant du FG), ne dispose plus que d'un seul parlementaire (Jean-Luc Mélenchon, au Parlement européen). Par ailleurs, depuis les élections régionales de 2010, ce parti dispose de dix-sept conseillers régionaux et d'une poignée de conseillers généraux (entre une dizaine et une quinzaine d'élus départementaux). Enfin, ce parti revendique quelques centaines d'élus municipaux (autour de 500), chiffre apparaissant assez plausible au regard des résultats de l'enquête lors du congrès du Mans et des différentes informations publiées dans la presse. Le NPA n'a aucun parlementaire et ne dispose que de deux conseillers régionaux (dans le Limousin), obtenus par l'alliance avec le FG lors des élections régionales de 2010. Enfin, le NPA revendique quelques dizaines d'élus municipaux (moins d'une centaine), là encore, essentiellement des conseillers municipaux siégeant dans l'opposition. A l'inverse de ces deux partis qui ne disposent

¹ Greffet Fabienne, « Le Parti communiste français : l'espoir du retour », *op. cit.*, p. 163.

² Santamaria Yves, *Histoire du Parti communiste français*, *op. cit.*, p. 105.

³ Andolfatto Dominique et Courtois Stéphane, « La chute de la maison communiste », *art. cit.*, p. 86.

⁴ Comme le montre Julian Mischi : « *les fédérations communistes se mettent ainsi progressivement en retrait des campagnes électorales : elles ne contrôlent souvent plus le processus de sélection des candidats mais continuent cependant à jouer un rôle primordial dans les relations inter-partisans, lors des pourparlers entre les différents partis de gauche, en tant que représentantes départementales de la direction nationale du PCF.* ». Cf. Mischi Julian, « La recomposition identitaire du PCF », *art. cit.*, p. 86.

⁵ *Ibid.*, p. 87.

que de peu de ressources électives, notamment du fait de leur système d'alliance relativement restreint, le PCF est un parti pleinement intégré au fonctionnement institutionnel et disposant de nombreux élus. Ainsi, le PCF dispose d'un groupe parlementaire au Sénat, anime un groupe dont les élus communistes sont la principale composante à l'Assemblée nationale, disposait (avant les élections européennes de mai 2014 lors desquelles il perd un élu) de deux élus (Jacky Hénin et Patrick Le Hyaric) au Parlement européen, d'un peu plus d'une centaine de conseillers régionaux et un peu moins du double de conseillers généraux qui lui permettent d'occuper de nombreuses vice-présidences de conseils généraux ou régionaux et de présider deux conseils généraux (Val-de-Marne et Allier, ce dernier ayant été perdu lors des élections départementales de 2015).

Dès lors, l'étude des mandats électoraux détenus par les congressistes n'a pas pour objectif de déterminer les ressources électives dont disposent chacun de ces trois partis, ni même de différencier ces trois partis d'un point de vue de ces ressources, mais de souligner l'importance de ces ressources dans la détermination des opportunités stratégiques de chaque parti. Plus encore, la forte proportion d'élus ou d'anciens élus au PCF, à l'inverse du NPA (le PG étant dans une position intermédiaire sur cette question), contribue à modeler les représentations militantes quant au rapport au pouvoir et aux institutions. Le tableau n°16 montre ainsi la forte différenciation du PG, du NPA et du PCF quant à la présence, dans les instances décisionnelles de ces partis, de militants occupant des positions électives. Alors que le congrès du NPA ne compte que 4% d'élus (seulement 7 élus municipaux parmi les répondants), ils sont près de trois fois plus nombreux au PG avec 11% des congressistes qui occupent un ou plusieurs mandats électoraux, tandis qu'au PCF, ce sont plus d'un participant sur cinq (21%) qui disposent d'un mandat électoral. Cette différence en termes de présence d'élus lors des congrès a plusieurs effets : d'une part, cela renvoie, dans une dimension stratégique et tactique, à la nécessité de préserver les ressources collectives du parti, mais aussi les ressources individuelles des acteurs disposant d'un ou plusieurs mandats électoraux – ressources leur permettant d'investir le jeu partisan ou au contraire de prendre une certaine distance par la détention de ressources politiques individuelles suffisamment importantes. A cette contrainte de maintien des ressources électives, s'ajoute le rôle social des positions électives qui contribuent à construire un véritable *habitus* de l' élu, autour de savoir-faire et de normes incorporées spécifiques au jeu électoral (les intérêts des élus entrant régulièrement en opposition avec les intérêts partisans et militants). La possibilité d'être élu constitue également une forme de professionnalisation militante, spécifiquement dans un parti comme le PCF dont les possibilités financières et matérielles ne lui permettraient plus, en l'absence de mandats électoraux nombreux, de professionnaliser et d'offrir suffisamment de rétributions matérielles et symboliques à ses militants les plus actifs. Cet élément joue également beaucoup moins pour le PG qui ne contrôle guère les conditions dans lesquelles la plupart de ses adhérents ont obtenu leurs positions électives. En effet, hormis les

conseillers régionaux élus en 2010, les autres élus l'ont été avant la création du PG (par exemple, en étant militant d'un autre parti), certains disposants d'un fort capital politique individuel. Cette particularité explique d'ailleurs probablement la grande centralisation constatée dans ce parti quant à la désignation des candidats aux diverses élections. Enfin, la capacité à se faire élire en tant que militant du NPA est très aléatoire pour pouvoir constituer une voie de professionnalisation, ou même constituer un groupe sociologiquement homogénéisé par leur participation aux institutions.

Tableau n°18. Elus et anciens élus parmi les participants (en %)

	PG	NPA	PCF
Actuellement élus	11	4	21
Ayant été ou étant actuellement élus	24	11	40

Par ailleurs, si l'occupation de positions électives constitue indéniablement une ressource, tant collective qu'individuelle, cela constitue également une contrainte : l'occupation de telle position nécessite l'adoption d'un système d'alliance compatible avec la participation aux institutions et à un rassemblement électoral suffisant pour être élu. C'est également une contrainte symbolique particulièrement forte dans la gauche radicale où cette recherche du maintien des positions électives est régulièrement considérée comme de l'opportunisme ou de l'électorisme, et donc décriée et disqualifiée. Ainsi, les partis (PCF, mais également PG) qui se donnent comme objectifs d'obtenir des élus sont constamment sous tension, tant dans les jeux intra-partisans que dans les débats de l'espace de la gauche radicale, et sommés de justifier de la justesse de ce choix. Par ailleurs, en cas de participation à un organe exécutif territorial, cette participation s'accompagne de la nécessité d'endosser les politiques menées par cette collectivité territoriale, contraignant parfois les élus à se justifier dans leurs partis, et dans l'espace de la gauche radicale. Cette contrainte a d'ailleurs conduit à la création de deux groupes FG au conseil régional d'Ile-de-France, les élus communistes et de la GU choisissant de participer à l'exécutif régional, à l'inverse des élus du PG et des Alternatifs qui ont refusé les contraintes d'une participation exécutive. La détention et le maintien de positions électives constituent potentiellement un ensemble de contraintes de position, stratégiques et symboliques. Enfin, la forte présence d'élus ou d'anciens élus dans les rangs du PG et du PCF contribue à faire de la participation aux institutions et aux élections, une modalité normale et légitime de l'activité militante partisane. Alors que les élus ou anciens élus ne constituent que 11% des congressistes au NPA (la détention d'un mandat électif constitue une modalité largement exceptionnelle de l'activité militante dans ce parti), ils représentent en effet un militant sur quatre au PG (24% des militants du PG sont ou ont déjà été élus), tandis que 40% des militants du PCF sont ou ont déjà été élus.

Enfin, l'essentiel des militants ayant ou occupant une position élective sont familiarisés avec les élections municipales : l'ensemble des militants du NPA élus ou ayant été élus ont été conseillers municipaux (trois ayant été également adjoints au maire), tandis que la grande majorité des militants

présents au congrès du PG et à la conférence nationale du PCF qui sont ou ont été élus l'ont été également lors des élections municipales, avec cependant une plus forte présence d'élus occupant ou ayant occupé des positions exécutives (maire, ou, plus souvent, adjoint au maire) au sein du PCF. La raréfaction des ressources régionales et cantonales conduit à limiter fortement l'accès à ces positions électives, tant au PCF qu'au PG. Ces positions sont en effet occupées par des acteurs fortement dotés en ressources politiques individuelles ou partisans. Ainsi, la majorité des dix-sept conseillers régionaux du PG élus en 2010 sont également membres de la direction nationale : neuf des conseillers régionaux étaient déjà membres du BN du PG avant d'être élus ou réélus et onze des conseillers régionaux élus au printemps 2010 sont élus ou réélus au BN lors du congrès de 2010.

C. Une esquisse des usages partisans des mandats électoraux

L'accès à des mandats électoraux constitue, pour une organisation partisane (au travers du contrôle des investitures) et pour les acteurs qui y auront accès au nom du parti (et qui disposent ainsi des ressources politiques mobilisables dans la lutte intra-partisane pour l'obtention d'une investiture en position éligible), un moyen de professionnaliser un engagement partisan. Cela peut aussi constituer un mécanisme de rétribution de l'activité militante en donnant la possibilité aux militants disposant d'un mandat électif rémunéré de vivre de et pour la politique (cependant, même un mandat électif non rémunéré peut apporter un ensemble de gratifications et confirmer ou renforcer un engagement militant). Cet usage rétributif et professionnalisant des mandats électoraux est d'autant plus sensible dans des partis ayant peu de ressources financières ou ayant des difficultés financières. Julian Mischi remarque ainsi, dans l'exemple communiste, que la stratégie d'alliance avec le PS est « *bénéfique en terme de gains de sièges, [et] permet au PCF de maintenir son appareil local car les permanents ne pouvant plus être rétribués par le parti ont besoin d'autres ressources financières* »¹. C'est, plus encore, le cas du PG pour lequel le contrôle des investitures et la capacité à négocier au second tour des élections régionales a permis, en 2010, de donner accès à plusieurs de ses principaux dirigeants à un premier mandat, donnant ainsi accès à une plus grande (et relative) notoriété et permettant le financement indirect des fonctions partisans. En effet, la rémunération de ces mandats permet à ses dirigeants d'être potentiellement plus disponibles pour l'activité partisane et de constituer, *de facto*, des permanents politiques. Jean-Luc Mélenchon, s'il est sénateur de l'Essonne en 2008 lors de la création du PG, est élu député européen en 2009 (réélu en 2014) et démissionne immédiatement de son mandat sénatorial. Martine Billard, co-présidente du PG était députée de Paris jusqu'en 2012, et a perdu son mandat notamment du fait d'un redécoupage électoral. François Delapierre et Eric Coquerel sont devenus conseillers régionaux d'Ile-de-France en

¹ Mischi Julian, « La recomposition identitaire du PCF », *art. cit.*, p. 90.

2010 (Pascale Le Néouannic étant déjà conseillère régionale), tout comme Laurence Sauvage (dans le Nord-Pas-de-Calais), elle-même membre du secrétariat national du PG en charge du Front des luttes. Gabriel Amard a été président de la communauté d'agglomération des Lacs de l'Essonne jusqu'en 2014 et échoue dans sa tentative de conquête d'un mandat européen en 2014. Cette double recherche de notoriété (être capable d'assurer l'accès à un mandat électif aux principaux dirigeants d'un parti) et de moyens financiers liés à l'activité politique (permettant alors à ces acteurs de se consacrer davantage à l'action politique, en les déchargeant totalement ou partiellement de leur emploi) se retrouve également dans la pratique du PCF visant à assurer un mandat parlementaire à celui qui devient secrétaire national du PCF. Outre le caractère rétributif du mandat, celui-ci peut donner accès à des ressources permettant la création d'emplois d'assistants parlementaires ou de collaborateurs d'un groupe d'élus dans les collectivités territoriales qui vont permettre à des militants actifs de vivre de et pour la politique, en occupant un emploi directement politique, et en s'assurant des conditions matérielles et symboliques permettant un fort engagement partisan¹. Les assistants des eurodéputés² du FG membre d'un parti (Jacky Hénin et Patrick Le Hyaric, membres du PCF, et Jean-Luc Mélenchon, co-président du PG) en fournissent un bon exemple. Parmi les cinq assistants de Jacky Hénin, figure Alain Feuchot. Celui-ci est membre du PCF et responsable de la section PCF du Parisien dans le Val d'Oise. Il s'est présenté en 2012 dans la 3^e circonscription du Val d'Oise, circonscription incluant Montigny-lès-Cormeilles, commune dont Robert Hue a été maire jusqu'en 2009. Alain Feuchot est également adjoint au maire de Jean-Noël Carpentier, député-maire de Montigny-lès-Cormeilles, successeur à la municipalité de Robert Hue, et membre du Mouvement unitaire progressiste, parti créé par ce dernier après sa démission du PCF. Jacky Hénin a également comme assistant parlementaire Yann Le Pollotec, proche de Marie-George Buffet. Il est, dans l'organigramme issu du 36^e congrès (2013), membre du CN du PCF et participe aux activités de la direction exécutive en étant en charge, sous la direction de Pascal Savoldelli, du secteur élections, et sous la direction d'Alain Obadia, des questions liées à l'industrie, aux services publics et à la révolution numérique. Enfin, Hervé Poly, secrétaire fédéral de la fédération du Pas-de-Calais du PCF est également assistant parlementaire de Jacky Hénin au Parlement européen. En 2012, il avait été désigné candidat à l'élection législative à Hénin-Beaumont avant de devenir suppléant de Jean-Luc Mélenchon lorsque celui-ci a officialisé sa candidature législative dans cette même circonscription. Le second député européen communiste, Patric Le Hyaric, compte également parmi ses assistants un dirigeant partisan, Alain Faradji. Celui-ci n'est pas membre du PCF, mais de la direction de la GU. Ancien militant et responsable de la LCR, il participe activement à la création de la GU avec Christian

¹ Les données présentées ci-après ne tiennent pas compte des élections européennes de 2014 et de la non-réélection de Jacky Hénin qui va affaiblir la capacité du PCF à professionnaliser, par les postes attachés au mandat électoral perdu, certains de ses cadres intermédiaires.

² Le Parlement européen publie la liste des assistants parlementaires (consultation le 5 novembre 2013).

Picquet. Les assistants de Jean-Luc Mélenchon répondent également à la même logique : Laurent Mafféïs était déjà son assistant parlementaire au Sénat. Ancien socialiste et membre de PRS, c'est l'un des principaux rédacteurs de *A Gauche*, l'hebdomadaire du groupe Mélenchon. Il dirige également la collection « *Politique à gauche* » aux éditions Bruno Leprince, qui publie de nombreux livres écrits par les dirigeants du PG. Juliette Prados est assistante parlementaire de Jean-Luc Mélenchon, mais également membre du PG et conseillère municipale de Montreuil jusqu'en 2014. A ce titre, elle est vice-présidente de La Gauche par l'exemple, association des élus du PG présidée par Gabriel Amard. Enfin, Matthias Tavel est assistant parlementaire, mais également militant actif (La Télé de gauche, ainsi qu'à la rédaction de *Gavroche*, le journal des jeunes militants du PG). Membre du secteur études et arguments du PG anciennement dirigé par François Delapierre, il a publié *Le Cauchemar européen*, aux éditions Bruno Leprince et a été membre du bureau du CN (2010-2013).

Les mandats électoraux constituent ainsi une ressource pour les élus, mais également pour l'organisation qui, en contrôlant les investitures, peut faire élire ses militants les plus actifs et ainsi, leur donner les moyens matériels de se consacrer totalement ou d'intensifier leur engagement partisan (et d'instaurer une relation de dépendance et de loyauté envers le parti), et permettant, dans le même temps de consolider l'entreprise partisane. Les statuts de la GU en attestent¹ : les ressources de la GU sont classiquement décrites comme issues des cotisations des adhérents et de « *toutes les ressources autorisées par la loi* », mais aussi et surtout par le « *versement intégral des indemnités de ses élu-es* ». Ces mêmes statuts prévoient dans l'article suivant, la possibilité pour la GU de « *se doter de permanents politiques ou techniques, exclusivement membres de Gauche unitaire et élus par le Conseil National* ». Dans ce dispositif, les élus sont ainsi considérés comme devant leur mandat au parti, ce qui conduit à une réversion totale des indemnités, le parti, au travers de son CN, décidant ensuite de recruter des permanents parmi ses adhérents. Ce dispositif, combiné à l'obtention d'un nombre important de conseillers régionaux en 2010 au regard du nombre d'adhérents de la GU, a ainsi permis à ce parti, malgré des effectifs faibles, d'accroître considérablement les ressources partisans permettant notamment l'embauche de plusieurs permanents, constitutifs d'un embryon d'appareil partisan. Le contrôle des mandats électoraux permet à un parti de professionnaliser ses cadres et de leur faire acquérir une visibilité extérieure au parti (par l'acquisition d'une certaine notoriété, ou, pour reprendre un concept proposé par Norbert Elias, un certain prestige social). Un rapide retour sur la trajectoire des derniers secrétaires nationaux du PCF en constitue une parfaite illustration².

¹ Selon les statuts adoptés par le premier congrès de GU en février 2011. Les statuts sont consultables à l'adresse suivante : <http://gauche-unitaire.fr/statuts/>

² Si les exemples évoqués ci-après sont issus du PCF, cela ne signifie en aucun cas que ce parti est le seul à faire un tel usage des mandats partisans.

Comme le remarque Dominique Andolfatto¹, Robert Hue et Marie-George Buffet sont de la même génération (le premier est né en 1946, la seconde en 1949, tous deux en région parisienne) et ont des trajectoires partisans relativement parallèles. Cependant, la trajectoire de Robert Hue² apparaît relativement singulière pour un secrétaire national du PCF puisque les dispositions qui fondent sa position partisane au moment de son accès aux instances nationales puis au secrétariat national sont essentiellement le produit d'une carrière d'élus local³. Il adhère au PCF en 1963, à l'âge de 17 ans, mais n'accède au comité central qu'en 1987. Sa progression sera ensuite beaucoup plus rapide : il devient membre du bureau politique du PCF en 1990, puis secrétaire national en 1994 (alors même, comme le soulignent Bruno Dive et Dominique Andolfatto, qu'il est très peu connu). Si sa trajectoire partisane est relativement lente (tout au moins dans l'accès au comité central), il devient maire de Montigny-lès-Cormeilles dès 1977 (dont il restera maire jusqu'en 2009). Il est également élu conseiller régional d'Ile-de-France dès 1986 (donc un an avant son accès au comité central du PCF). Il reste conseiller régional jusqu'en 1993 et cumule à ces deux mandats (maire et conseiller régional) un mandat de conseiller général du Val-d'Oise de 1988 à 1997, date à laquelle il devient député de la cinquième circonscription du Val d'Oise (il sera également élu député européen en 1999, mais en démissionnera un an plus tard). Il obtient ainsi ses mandats locaux avant son accès au comité central (ou de manière quasi concomitante pour le mandat de conseiller général), et devient président de l'association nationale des élus communistes et républicains (ANECR) l'année suivant son accession au bureau politique jusqu'en 1994. La faiblesse de son résultat lors de l'élection présidentielle de 2002 et la perte de son mandat de député fragilisent sa position intra-partisane et renforcent les oppositions à la stratégie de la mutation, d'autant plus qu'il n'est plus secrétaire national depuis 2001, mais président du PCF, un poste essentiellement honorifique ne lui donnant que peu de prise sur les jeux et enjeux partisans. Il quitte cette position en 2003 pour participer à la création de la fondation Gabriel Péri et devient sénateur du Val d'Oise, poste auquel il sera réélu en 2011. En désaccord avec la stratégie du FG, il quitte le CN du PCF en 2008 et crée le Mouvement unitaire progressiste (MUP), composé essentiellement d'élus communistes en rupture avec la prise de distance vis-à-vis du PS que la stratégie du FG implique. Particulièrement critique vis-à-vis du FG, et

¹ Qui réalise une étude très approfondie de la désignation de Robert Hue au poste de secrétaire national du PCF. Cf. Andolfatto Dominique, *PCF. De la mutation à la liquidation*, op. cit., p. 123-136.

² Outre l'ouvrage de Dominique Andolfatto préalablement cité, on se fonde ici, en ce qui concerne la trajectoire de Robert Hue sur la courte biographie que lui consacre Bruno Dive. Cf. Dive Bruno, « Hue Robert (1946-) », in *Encyclopaedia Universalis* [en ligne], consulté le 3 novembre 2013. <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/robert-hue/>.

³ Dominique Andolfatto a ainsi bien mis en évidence la singularité de ce parcours parmi les élites communistes. André Chassaigne, en 2011, a largement utilisé le même type de ressources politiques. Professeur dans un collège, élu local dans un territoire où le communisme reste encore implanté en milieu rural, passé par la conquête de diverses positions électives locales (adjoint au maire, maire, conseiller général et conseiller régional) avant d'accéder à un mandat de député en 2002, il prendra la présidence de l'ANECR en 2006.

plus encore de Jean-Luc Mélenchon, il soutient François Hollande lors de l'élection présidentielle de 2012 et quitte le groupe communiste et républicain au Sénat pour rejoindre le rassemblement démocratique et social européen rassemblant des sénateurs divers gauche, mais aussi des radicaux (comme Jean-Michel Baylet, président du PRG) ou des élus du MRC, en particulier Jean-Pierre Chevènement.

Marie-George Buffet succède à Robert Hue au poste de secrétaire nationale du PCF en 2001. Issue d'une famille « *peu politisée* » selon Delphine Dulong¹, elle adhère au PCF en 1969 pour s'opposer à la guerre du Vietnam et aux inégalités sociales, alors qu'elle est encore étudiante. Son engagement lui vaut de devenir présidente de la fédération des résidences universitaires de France (FERUF) de 1970 à 1972 et membre du BN de l'UNEF. Sa trajectoire est ensuite celle d'une « *apparatchik type* »² : elle est embauchée comme secrétaire de mairie du Plessis-Robinson puis devient permanente du PCF dès 1977. Elle accède au comité central en 1987, puis au bureau national en 1994 lors de l'accès de Robert Hue au poste de secrétaire national du PCF. En 1997, elle devient membre de l'exécutif du PCF en charge de la « vie du parti », puis secrétaire nationale du PCF en 2001 selon le souhait exprimé et revendiqué par Robert Hue³. Parallèlement, elle accède à différentes fonctions électives locales : adjointe au maire socialiste de Chatenay-Malabry pendant un mandat (1977-1983), puis au Plessis-Robinson de 1989 à 1998, et enfin au Blanc-Mesnil depuis 2001 en tant que conseillère municipale⁴. Mais ces mandats n'ont pas débouché sur la constitution d'un fief municipal qui aurait ensuite permis la conquête d'autres mandats électifs, contrairement à la trajectoire de Robert Hue qui est d'abord marquée par la conquête de positions électorales locales, puis ensuite seulement par des mandats parlementaires après l'accession au poste de secrétaire national. Elle est cependant élue députée de la 4^e circonscription de Seine-Saint-Denis en 1997 (où elle succède au député communiste Louis Pierna), mandat dont elle démissionne pour entrer au gouvernement de Lionel Jospin en tant que ministre de la jeunesse et des sports. Elle accède dans la foulée à un mandat régional en Ile-de-France lors des élections régionales de 1998, mais démissionne de ce mandat en 2002 lorsqu'elle est réélue député. En 2004, elle retrouve un mandat de conseillère régionale, dont elle démissionne un mois plus tard. Elle est ensuite réélue députée en 2007, malgré le revers électoral de la campagne présidentielle (lors de laquelle elle recueille pour le PCF seulement 1,93% des suffrages exprimés), et 2012. Delphine Dulong résume ainsi la trajectoire de Marie-George Buffet : « *Ni conservatrice donc, ni rénovatrice, c'est à une ligne médiane, loyale, que Marie-George*

¹ Dulong Delphine, « Buffet Marie-George (1949-) », in *Encyclopaedia Universalis* [en ligne], consulté le 3 novembre 2013. <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/marie-george-buffet/>.

² *Ibid.*

³ Andolfatto Dominique, *PCF. De la mutation à la liquidation, op. cit.*, p. 160.

⁴ Mandat qu'elle occupe encore après les élections municipales de 2014, tout en siégeant désormais dans l'opposition depuis la perte du Blanc-Mesnil.

Buffet doit son ascension politique »¹ : sa trajectoire est ainsi marquée par un engagement au service du parti.

Pierre Laurent succède à Marie-George Buffet à la tête du PCF en 2010. Il est né en 1957 à Paris, au sein d'une importante famille communiste, et adhère très jeune au PCF (à 15 ans, en 1972) : son père Paul Laurent a été l'un des principaux dirigeants du PCF sous la direction de Georges Marchais, et député de Paris ; son frère Michel Laurent est membre du CN et de la coordination exécutive du PCF. Etudiant en économie, il devient secrétaire national de l'UEC de 1982 à 1985. Après avoir obtenu une maîtrise d'économie, il entre immédiatement à *L'Humanité*, journal dont il deviendra rédacteur en chef en 1999, puis directeur de la rédaction en 2000. Il accède la même année au CN du PCF et soutient fidèlement les orientations défendues par Marie-George Buffet. En 2009, il devient coordinateur national du PCF (et quitte *L'Humanité*), poste qui le place en position de successeur, Marie-George Buffet ayant fait connaître son souhait de « *passer la main* » avant le prochain congrès du PCF. En juin 2010, il devient secrétaire national du PCF, puis président du PGE dès décembre 2010. Le lien entre accession au poste de secrétaire national du PCF et accès à un mandat électoral est encore plus marqué pour Pierre Laurent que pour ses deux prédécesseurs. En effet, il ne dispose d'aucun mandat électoral avant sa désignation comme coordinateur national du PCF. Désigné à ce poste en 2009, il mène la liste du FG lors des élections régionales de 2010 en Ile-de-France et devient conseiller régional d'Ile-de-France. En 2011, un accord électoral PS-PCF lors des élections sénatoriales lui attribue la première place non éligible à Paris, tandis que Nicole Borvo, sénatrice communiste sortante est en position éligible. Celle-ci démissionne en septembre 2012, permettant alors à Pierre Laurent d'accéder à un mandat parlementaire. Cela tranche avec la « parlementarisation » des précédents leaders communistes et atteste de la fragilisation du PCF, comme le rappelle Dominique Andolfatto : le PCF « *n'est plus en mesure de trouver de circonscription où assurer une élection au suffrage universel direct de son plus haut dirigeant. Depuis les années 1930, tous les prédécesseurs de Pierre Laurent ont siégé en effet à l'Assemblée nationale* »².

Les mandats régionaux (du fait du contrôle relativement important que les partis peuvent exercer sur la composition des listes et le renouvellement des mandats) constituent également des ressources permettant au parti d'offrir des rétributions aux militants les plus investis comme le montraient les exemples du PG et de la GU pour les cadres nationaux de ces partis. Cet usage se retrouve également au PCF. Les quatre fédérations communistes de Lorraine en constituent une bonne illustration : avant les élections régionales de 2010, les quatre secrétaires fédéraux avaient la particularité d'être conseillers régionaux.

¹ Dulong Delphine, « Buffet Marie-George (1949-) », in *Encyclopaedia Universalis* [en ligne], consulté le 3 novembre 2013. <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/marie-george-buffet/>.

² Andolfatto Dominique, « Splendeurs et misères du Front de gauche », *art. cit.*, p. 511.

Section 2. La trajectoire de deux cadres communistes

Constitué de deux espaces économiques spécifiques (avec le rattachement d'une partie du Pays-Haut Lorrain¹ à la Meurthe-et-Moselle depuis la guerre de 1870), le département de Meurthe-et-Moselle a vu se constituer des identités locales singulières. Le développement du communisme dans le nord du département s'est largement fait en s'intégrant à ses spécificités identitaires locales (région d'industrie lourde et d'immigration italienne ouvrière et antifasciste²). Le développement très différent du communisme dans le sud et le nord du département a conduit à la création de deux fédérations dans le département entre 1966 et 1984³. Le Pays-Haut est progressivement devenu un espace de forte implantation électorale et sociale du PCF qui commence à conquérir les communes de la région de Longwy après la Libération (Saulnes de 1945 à 1949, puis à partir de 1965, Thil depuis 1947, etc.), ainsi que les mandats de conseillers généraux, et, par éclipses, la députation⁴. Comme l'ensemble des bastions communistes, le Pays-Haut n'a pas été épargné par la dégradation des résultats électoraux et l'affaiblissement organisationnel et social du PCF, mais conserve une forte implantation électorale⁵, notamment par le maintien de la pratique d'union de la gauche⁶, relativement aux résultats obtenus par le PCF dans le sud de la Meurthe-et-Moselle, et plus encore,

¹ Bassin industriel structuré autour de la sidérurgie et des activités minières.

² Sur ce point, cf. Bonnet Serge, *Sociologie politique et religieuse de la Lorraine*, op. cit. ; Noiriél Gérard, *Longwy*, op. cit. ; Mischi Julian, *Structuration et désagrégation du communisme français*, op. cit.

³ Sur les raisons de ce choix organisationnel, cf. Mischi Julian, *Servir la classe ouvrière*, op. cit., p. 46.

⁴ Louis Dupont sera élu député de 1956 à 1958 et de 1964 à 1967 (circonscription de Longwy). Antoine Porcu sera également élu dans la même circonscription de 1978 à 1981.

⁵ Ainsi, six des huit conseillers généraux du Pays-Haut sont communistes, et souvent, maires d'une commune de tradition communiste.

⁶ Ce qui permet aux sortants communistes de ne pas affronter de candidats socialistes au second tour. Ainsi lors des élections cantonales de 2008, deux cantons communistes du Pays-Haut étaient renouvelables. Les conseillers généraux sortants, André Corzani (Briey) et Serge De Carli (Mont-Saint-Martin) sont réélus dès le premier tour. Si le premier affronte un candidat socialiste, ce n'est pas le cas du second qui ne se trouve opposé qu'à la droite (UMP). De même, lors des élections cantonales de 2011, l'intégration du PCF dans le FG et le choix de cette coalition de présenter des candidats dans l'ensemble des circonscriptions n'ont pas entamé la capacité des sortants communistes à obtenir le désistement des candidats socialistes. Dans le canton d'Homécourt, Jean-Pierre Minella est réélu dès le premier tour avec 85,15% des suffrages exprimés, sans être en concurrence avec un candidat socialiste (en conséquence, selon Patrick Hatzig, d'un ancien accord avec Michel Dinet, président socialiste du conseil général de Meurthe-et-Moselle). Dans les cantons d'Audun-le-Roman (Michel Mariuzzo), d'Herseange (Laurent Righi) et de Villerupt (Alain Casoni), les trois conseillers généraux sortants sont seuls au second tour du fait du désistement des candidats socialistes, arrivés deuxièmes et choisissant de ne pas se maintenir. Seul le canton de Conflans-en-Jarnisy a été plus difficile à conserver pour le PCF. Olivier Tritz, adjoint au maire de Conflans-en-Jarnisy, est élu pour la première fois en 2011 au second tour avec 50,86% des suffrages exprimés. Mais la difficulté de cette élection ne réside pas dans la concurrence du PS, mais dans la mise en place de la succession de l'ancienne conseillère générale communiste (réélue en 2004 dans ce canton, au second tour avec plus de 65% des voix, et après désistement du candidat socialiste, arrivé deuxième), Evelyne Didier, maire de Conflans-en-Jarnisy et sénatrice de Meurthe-et-Moselle depuis 2001. Dans cette configuration moins favorable pour le maintien de l'influence communiste sur le canton du fait de cette succession, la candidate socialiste, arrivée en deuxième position, s'est également désistée, et ce n'est que par la capacité d'un candidat arrivé en troisième position, mais ayant la possibilité de se maintenir, que le candidat communiste n'est pas seul présent au second tour.

en Lorraine. De même, si le Pays-Haut constitue encore la principale implantation militante du PCF en Meurthe-et-Moselle, cet espace a néanmoins connu un très fort affaiblissement militant. Alors que dans les années 1970, les deux fédérations de Meurthe-et-Moselle pouvaient revendiquer entre 3 000 et 4 000 adhérents¹, la Meurthe-et-Moselle ne compterait plus que 488 adhérents lors du 36^e congrès, en 2013². Le rapport au parti a également fortement évolué, les militants et élus communistes du Pays-Haut ayant un rapport se présentant comme plus distancié au PCF comme le montre l'entrée en dissidence³ – certes, de manière temporaire – de l'essentiel des militants du Pays-Haut lors des élections régionales de 2010, contre la décision régionale de leur parti visant à participer à une liste commune avec le PS. Mais cette dissidence, si elle exprime une distance au parti et à ses instances de décision, est aussi l'expression d'une volonté de fidélité au parti et à ses formes anciennes de légitimité. En effet, si les statuts actuels du PCF ne donnent à l'échelon national qu'un pouvoir de proposition quant à la stratégie électorale régionale, et donc donnent à l'échelon régional le pouvoir de décision, l'invocation de l'*offre politique nationale*⁴ par les militants communistes entrés temporairement en dissidence est tout autant un bricolage identitaire permettant de construire la dissidence comme légitime, qu'une réaffirmation de la fidélité à une stratégie (celle du FG, validée par l'échelon national) et à une légitimité partisane (l'application des décisions prises par le CN qui constitue, selon les statuts du PCF, l'organe souverain). Dès lors, le rapport au parti des militants communistes du Pays-Haut faisant activement campagne contre une liste disposant du soutien officiel du PCF et sur laquelle figurent les quatre secrétaires fédéraux lorrains, est ambivalent car affirmant tout autant une fidélité au parti tel qu'il était et comme un rapport distancié au parti qui autorise la dissidence temporaire, la sortie du PCF sans sortir du communisme (comme le montre l'affirmation symbolique de l'identité communiste des dissidents). Ainsi, tout se passe comme si le PCF constituait toujours un Parti communiste, mais n'était plus le parti exclusif des communistes, comme si l'identité communiste pouvait se développer dans, autour et parfois contre le parti des communistes⁵. De même, si les conseillers généraux, et plus généralement les élus communistes du Pays-Haut, se réclament encore du PCF, obtiennent son soutien lors des élections, ils n'entretiennent plus qu'un rapport extrêmement distant au parti, soutenant activement la liste du Front lorrain de gauche lors de ces mêmes élections régionales (Serge De Carli en sera même le président du comité

¹ Pour le détail du nombre d'adhérents communistes en Meurthe-et-Moselle pendant les années 1970, ainsi que leur distribution par sections, cf. Olmi Janine, *Le PCF a-t-il un avenir ? op. cit.*, p. 12 et p. 59-60.

² Selon les résultats publiés dans *Communistes*, n°501, 19 décembre 2013.

³ Sur l'évolution de la possibilité de s'opposer dans le PCF, cf. Dreyfus Michel, *PCF. Crises et dissidences, op. cit.*

⁴ *Communistes*, n°368, 28 octobre 2009, « Offre politique nationale du Parti communiste français pour les élections régionales ».

⁵ La diffusion de l'idéal communiste dépasse le seul PCF. Cf. Lazar Marc, *Le communisme. Une passion française, op. cit.*

de soutien, tandis que plusieurs élus communistes du Pays-Haut figureront sur la liste¹), allant même, pour nombre d'entre eux, jusqu'à ne plus avoir leur carte du PCF, tout en continuant à s'en réclamer et se réclamer du communisme. Cette distanciation traduit une forte autonomisation des élus dont le capital politique doit peu à l'appareil partisan. L'autonomie manifestée par ses élus et ses militants conduit à une forte autonomie du Pays-Haut, malgré la fusion des deux fédérations en 1984, et un leadership fédéral largement transactionnel et fluctuant. Ainsi, malgré l'entrée en dissidence de nombreux militants et élus du Pays-Haut lors des élections régionales de 2010, la direction de la fédération communiste n'a pas jugé utile de faire campagne sur ce territoire :

« Avec cependant un bon score [lors des élections régionales, pour la liste du Front lorrain de gauche] dans le Pays-Haut...

Ouais... Et encore, parce que, franchement, on a un peu laissé faire. On n'avait pas non plus envie d'en rajouter. Parce qu'on aurait pu en rajouter dans la division en allant plus faire campagne sur ces terres-là. » (Patrick Hatzig, entretien le 3 février 2012. Secrétaire fédéral du PCF en Meurthe-et-Moselle)

Cependant, ce qui est présenté comme peu utile électoralement par le secrétaire de la fédération peut également être constitutif d'une volonté d'apaisement, d'un refus d'une concurrence directe afin de permettre le rétablissement du leadership fédéral sur les militants du nord du département après cette campagne électorale comme en témoigne la normalisation des relations avec les dissidents immédiatement après cette campagne. Les élus communistes ayant appuyé la dissidence en 2010 n'ont ainsi eu aucune difficulté à obtenir le soutien de la fédération lors des élections cantonales de 2011. Le maintien des positions électorales du parti, même si celles-ci sont occupées par des élus n'entretenant plus qu'une relation symbolique au PCF, prime ainsi sur les conflits idéologiques, le rapport de force entre les élus et le PCF étant largement défavorable à ce dernier. De même, la prise de position de la direction fédérale du PCF dans le conflit relatif à la circonscription législative du Pays-Haut confirme la forme particulière du leadership partisan. Cette circonscription, par les résultats qu'elle donne au PCF, par le nombre important des élus se réclamant du communisme et la présence encore importante de militants communistes, constitue toujours un objectif de reconquête pour le PCF, ce qui conduit à renforcer les tensions autour des investitures.

Selon Jeanine Olmi, la séparation en deux fédérations a également conduit au développement d'une ligne contestataire dans le nord du département, en particulier autour des élus communistes². Alain Amicabile, secrétaire de la fédération nord du département, puis premier secrétaire de la fédération réunifiée, incarne cette ligne contestataire à partir de 1984-85 et sera rapidement mis à

¹ Jacqueline Brigidi-Godey, 1^{er} adjointe au maire de Mont-Saint-Martin ; Marc Colin, maire d'Audun-le-Roman ; Roger Corbellotti, maire de Longlaville. Les conseillers généraux participent du comité de soutien dont la composition est partiellement publiée dans la profession de foi du Front lorrain de gauche.

² Olmi Janine, *Le PCF a-t-il un avenir ? op. cit.*, p. 14.

l'écart par la normalisation de la fédération de Meurthe-et-Moselle¹ conduisant à une profonde déstabilisation de l'appareil communiste fédéral. Après la démission d'Alain Amicabile, le comité fédéral désigne Jean-Paul Mougel comme nouveau secrétaire fédéral, mais celui-ci, ancien proche d'Alain Amicabile, n'est pas reconnu par le comité central² qui nomme Claude Fischer³, l'une des premières opposantes départementales à la ligne rénovatrice. Jean-Luc Mignon, proche également de Philippe Herzog, lui succède pendant quelques mois avant de démissionner en mettant en avant des « *désaccords politiques* »⁴. Après cette période de forte instabilité des secrétaires fédéraux, ouverte par la reprise en main de la fédération de Meurthe-et-Moselle qui avait vu le développement d'une ligne rénovatrice, cette fédération retrouve la stabilité avec la nomination de Patrick Hatzig qui sera secrétaire fédéral pendant près de deux décennies. Il ne quitte sa fonction départementale pour devenir coordinateur régional du PCF qu'en 2012 et est remplacé par l'ancienne dirigeante départementale des JC, Julie Meunier, elle-même engagée dans le front lorrain de gauche en 2010. Il entre au conseil fédéral peu avant le développement de la contestation rénovatrice à la direction nationale et y appuie l'opposition (incarnée par Claude Fischer) à la ligne rénovatrice.

Les trajectoires politiques de deux anciens secrétaires fédéraux du PCF en Meurthe-et-Moselle démontrent l'évolution des usages partisans des mandats électifs, la permanence des différences sociologiques et la forte dépréciation de la position du PCF dans le champ politique⁵. Dotés des

¹ Sur l'instabilité de cette fédération, cf. Criqui Etienne, « Le Parti communiste », *op. cit.*, p. 98-99 et 102-105 ; Mischi Julian, *Le communisme désarmé, op. cit.*, p. 136-149.

² Dreyfus Michel, *PCF. Crises et dissidences, op. cit.*, p. 183 ; Olmi Janine, *Le PCF a-t-il un avenir ? op. cit.*, p. 30.

³ Institutrice de formation, elle est originaire du sud du département (Pont-à-Mousson). Secrétaire fédérale de 1987 à 1991, elle démissionne du PCF lors de la défection de Philippe Herzog, longtemps économiste du PCF, devenu son compagnon. Elle préside aujourd'hui le think thank *Confrontations Europe*, créé par Philippe Herzog pour rassembler chefs d'entreprise et syndicalistes et faire la promotion de l'économie de marché et de la construction européenne. Sur le parcours de Philippe Herzog, cf. Andolfatto Dominique, *PCF. De la mutation à la liquidation, op. cit.*, p. 166.

⁴ *L'Humanité*, 9 octobre 1992.

⁵ L'analyse de la trajectoire d'Alain Amicabile s'appuie principalement sur deux sources : un entretien réalisé à son domicile le 26 juin 2012 à Nancy et une autobiographie qu'il publie en 2006. Cf. Amicabile Alain, *Remercie la neige, op. cit.* Julian Mischi donne également des indications utiles sur la trajectoire d'Alain Amicabile. Cf. Mischi Julian, *Servir la classe ouvrière, op. cit.*, p. 48-49. Fait particulier qui prend toute son importance au regard de sa trajectoire après sa défection du PCF, l'entretien se déroule à son domicile/lieu de travail, et, plus précisément dans le bureau qu'il occupe dans les locaux de l'entreprise de communication qu'il a fondée après avoir quitté le PCF. Même s'il n'y travaille plus, il continue à y donner « un coup de main » et y occupe un bureau dans lequel, sur une étagère, figure en bonne place un stock de son autobiographie. Permanent du PCF ayant quitté très tôt l'usine pour se mettre au service du parti, sa défection militante se double alors d'une reconversion professionnelle. Trois entretiens ont été réalisés en 2012 avec Patrick Hatzig. Là encore, les lieux où se déroulent ces entretiens, choisis par notre interlocuteur, sont particulièrement significatifs : local de l'opposition municipale à Nancy ; local de l'opposition à la communauté urbaine du grand Nancy, puis à nouveau au local de l'opposition municipale à Nancy. Alors qu'il est également secrétaire fédéral du PCF et qu'il participe à une réunion du comité fédéral du PCF juste après notre premier entretien, ce sont systématiquement dans des lieux renvoyant à la détention de mandats électoraux qu'il propose de réaliser ces entretiens alors que les autres entretiens se dérouleront presque systématiquement au domicile des informateurs ou dans un lieu public (à l'exception des entretiens réalisés avec des cadres nationaux du PCF se déroulant au siège national du PCF ou au conseil régional d'Ile-de-France pour Francis Parry). Le choix du lieu

mêmes ressources, ces deux cadres communistes vont en faire un usage différent : tandis qu'Alain Amicabile (1) s'investit dans les mouvements de contestation de la direction nationale du PCF, produits et résultant de l'affaiblissement électoral du PCF depuis le début des années 1980, et incarne une forme de résistance à la direction nationale du PCF développée dans le Pays-Haut, la trajectoire de Patrick Hatzig (2) rend compte de la mutation du PCF défendue par Robert Hue.

A. Trajectoire politique ascendante et défection d'un rénovateur communiste

Fils d'un paysan italien immigrant en 1925 en Lorraine pour travailler dans la sidérurgie et fuir le fascisme, Alain Amicabile naît en 1949 à Saulnes. Après avoir obtenu un CAP d'électricien, il travaille dans une usine sidérurgique en France, puis accomplit son service militaire en Polynésie en 1967-68, ce qui l'empêche de participer aux événements de mai 68. Après son service militaire, il travaille à nouveau dans une aciérie, à Gandrange, en Moselle, où il adhère à la CGT, avant de travailler pendant deux ans au Luxembourg où il se syndique et occupe des responsabilités syndicales locales. Si ses parents ne sont pas militants communistes (son père est néanmoins adhérent de la CGT), il évolue néanmoins dans un milieu social fortement marqué par le militantisme communiste et cégétiste et les sociabilités ouvrières. Il passe sa jeunesse à Saulnes, petite commune ouvrière près de Longwy fortement marquée par les politiques paternalistes des entreprises sidérurgiques¹. Après avoir élu un maire communiste en 1945, c'est un maire socialiste, Philippe-Auguste Rose qui dirige la commune de 1949 à 1965. Des divergences et concurrences entre PCF et SFIO conduisent le PCF à présenter une liste dont l'ensemble des membres sont élus, conduisant Ersé Zolfo, un ancien mineur licencié pour activité syndicale, à devenir maire jusqu'en 1997, date à laquelle son frère, Adrien Zolfo, lui succède à la mairie, tandis que Patrice Zolfo², fils du premier, en devient directeur général des services. A cette gestion municipale par des militants communistes et cégétistes, s'ajoutent

n'est donc pas neutre et éclaire sur les principales modalités de son investissement politique et sur les manières dont il appréhende, voire hiérarchise symboliquement, ses différentes fonctions.

¹ Sur ce point, cf. Schwartz Olivier, *Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, Presses universitaires de France, 1990 ; Mischi Julian, *Servir la classe ouvrière*, op. cit. La commune de Saulnes constitue un exemple typique de la situation décrite par Julian Mischi pour l'ensemble du Pays-Haut. Les communistes, dirigés par une élite ouvrière formée par des ouvriers et paysans immigrés italiens et dans le syndicalisme cégétiste et ayant eu des difficultés avec l'entreprise pour leur engagement, prennent définitivement la mairie de Saulnes peu avant le déclin de l'industrie minière et sidérurgique dans le Pays-Haut et sont alors contraints de gérer ce déclin industriel qui a d'importantes conséquences, tant en termes d'emploi que de gestion municipale. Ainsi, à Saulnes, la mairie communiste sera contrainte de prendre en charge l'ensemble des activités et des infrastructures mises en place par l'entreprise dans le cadre de sa politique paternaliste, tout en ayant les plus grandes difficultés financières à assumer ces infrastructures importantes (baisse de la population, augmentation forte du chômage, etc.).

² Patrice Zolfo est un rénovateur communiste ayant quitté le PCF pour participer aux différentes tentatives de constitution d'un parti « socialiste de gauche » selon l'expression utilisée par Michel Dreyfus, avant de rejoindre à nouveau le PCF (ce qui constitue, au regard des trajectoires de dissidents communistes étudiées par Michel Dreyfus, une trajectoire singulière). Sur la dénomination de « socialiste de gauche » et le caractère définitif de la défection des ex-communistes, cf. Dreyfus Michel, *PCF. Crises et dissidences*, op. cit., p. 237-240.

l'importance des sociabilités ouvrières et l'intense activité dont font preuve les militants communistes. La JC rassemble alors, à la fin des années 60, plus d'une centaine de militants pour une commune de moins de 4 000 habitants¹. Dans son autobiographie, il développe largement le rôle d'encadrement social et la prégnance des sociabilités ouvrières et communistes dans sa jeunesse : le PCF et la JC organisent des sorties, des commémorations, le transport pour participer à diverses manifestations tant en Lorraine qu'à Paris, etc. Il adhère et milite à la JC dès 16 ans, en 1965, puis au PCF en 1967. La condition ouvrière et le sentiment d'appartenance de classe, les positions politiques et syndicales de son père (même s'il ne milite pas), et son inscription dans un environnement social dans lequel le militantisme communiste et cégétiste constitue une affirmation de la fierté d'appartenir à la classe ouvrière et conduit à naturaliser l'engagement :

« J'ai commencé à militer presque naturellement, j'ai envie de dire... Parce que je suis fils d'immigré italien antifasciste. Mon père est parti, chassé par le fascisme. » (Alain Amicabile, entretien le 26 juin 2012²)

Ce contexte favorable au militantisme nourrit doublement la fierté ouvrière en constituant les militants communistes et cégétistes en exemple à suivre, en « héros » de la vie quotidienne³ :

« Ce qui fait qu'il y avait un climat favorable, à la maison, aux communistes... et surtout, que nous les connaissions physiquement. C'était des courageux, des gens qui se battaient contre les patrons dans l'usine et qui, à ce titre, n'avaient pas de promotions, et pour certains d'entre eux, étaient même parfois licenciés. C'était des gens qui forçaient l'admiration. Moi, quand j'étais gamin, j'admirais ces gens-là. »

Son activisme le conduit à une progression rapide dans l'appareil partisan : il devient rapidement secrétaire de cellule puis secrétaire de la section de Longwy. Au début des années 1970, il entre au comité fédéral et accède au secrétariat fédéral, « *le haut du panier* » selon ses termes, dès 1974, puis devient premier secrétaire de la fédération de Meurthe-et-Moselle Nord en 1978. A 30 ans, en 1979, il accède au comité central. Cette progression rapide dans l'appareil partisan se double d'un passage par les différentes écoles du parti⁴ et par l'accession à un poste de permanent du PCF dès 1972. Bien que constituant un sacrifice financier (il travaille alors dans une usine du Luxembourg et est relativement bien payé), l'accès à un poste de permanent lui permet de vivre de la politique et de son militantisme et constitue une sorte de promotion militante ayant comme conséquence, comme le remarque Julian Mischi⁵, une faible inscription dans le milieu ouvrier (qu'il connaît principalement par sa socialisation) et l'absence de légitimité syndicale. Sa situation financière est alors difficile :

« J'ai travaillé peu au Luxembourg... j'ai travaillé deux ans parce que justement, la question s'est posée à ce moment-là de renforcer les cadres du PC, et d'une des raisons pour lesquelles on m'a recruté, c'est parce que je ne travaillais pas dans une usine en France. C'est-à-dire que... comment

¹ Selon les estimations d'Alain Amicabile. Cf. Amicabile Alain, *Remercie la neige*, op. cit., p. 56.

² Sauf mention contraire, les extraits cités proviennent de cet entretien.

³ Cette exemplarisation des militants communistes se retrouve également dans le récit de la prise de parti de Patrick Hatzig, alors que ce dernier n'a pas été socialisé dans un environnement ouvrier ou militant.

⁴ Comme Julian Mischi le rappelle. Cf. Mischi Julian, *Servir la classe ouvrière*, op. cit., p. 48-49.

⁵ Mischi Julian, *Le communisme désarmé*, op. cit., p. 71.

dire... je n'affaiblissais pas le parti en me sortant de l'usine [...] Il faut renforcer le mouvement de la jeunesse communiste et on a besoin d'un permanent. Donc, on m'a fait venir. Mais je n'étais pas un permanent payé par le PC, j'étais un permanent qui devait se faire son salaire, c'est-à-dire que j'étais embauché par un organisme de publicité et je devais aller collecter de la publicité pour payer les journaux du PC et en même temps, me faire mon salaire. Donc, ce n'était pas toujours facile. »

La progression dans l'appareil partisan se combine avec la candidature à des élections (il est candidat sur une liste municipale à Longwy en 1971 alors qu'il vient de devenir secrétaire de la section de Longwy) et une progression professionnelle. Une première étape est constituée par un poste de quasi-permanent en 1972, puis en 1974 par un poste de permanent rémunéré directement par le PCF (en même temps que sa nomination au secrétariat fédéral).

Près de vingt ans après la décision de scinder en deux entités distinctes la fédération de Meurthe-et-Moselle, la réunification intervient en mai 1984. Roland Favaro¹, secrétaire de la fédération sud devient coordinateur des quatre fédérations communistes de Lorraine, tandis qu'Alain Amicabile prend la direction de la fédération réunifiée. Ce dernier exprime ses premiers véritables doutes après les résultats des élections européennes de 1984 qui confirment le décrochage électoral du PCF déjà observé en 1981. Même si l'on peut repérer, tant dans son autobiographie que pendant l'entretien, des premiers doutes et un début d'analyse critique quant à la situation et aux choix du PCF et plus généralement du bloc soviétique, ceux-ci sont rapidement balayés. Prenons deux exemples. Même s'il considère la position de la direction nationale du PCF comme ambiguë² quant à la création d'une radio libre, Radio Lorraine Cœur d'Acier³, par des militants cégétistes, il n'exprime pas ses doutes et soutient fortement cette initiative⁴. De même, alors qu'il est ouvrier dans une usine, il découvre pour la première fois le journal de la LCR et les éditos d'Alain Krivine. Il se retrouve alors assez largement dans les analyses du leader trotskiste et s'en ouvre à certains de ses camarades :

« Les discussions occupaient beaucoup nos journées sur tous les chantiers, avant et après la campagne. C'est là que j'ai lu pour la première fois « Rouge », le journal de la LCR et les éditos ou articles de Krivine. Malgré tout le mal qu'on en disait au PC, je n'arrivais pas à voir ce qu'ils contenaient de malsain pour nous les ouvriers. Je m'en suis ouvert auprès de camarades, car j'étais pour l'essentiel d'accord avec ce que je lisais dans ce journal. On m'a répondu que c'était ça, justement, « le piège trotskiste », parler le langage de la classe ouvrière pour mieux la tromper. »⁵

¹ Dont l'action constitue une référence, tant pour Alain Amicabile que pour Patrick Hatzig, malgré leur différences de trajectoires. Le premier voit dans la figure de Roland Favaro un militant soucieux de faire évoluer son parti et ayant refusé de le marginaliser davantage lors de sa prise de distance. Le second loue les capacités de conciliateur de Roland Favaro, à la fois acquis aux idées des rénovateurs, tout en étant fermement attaché au maintien du parti.

² Amicabile Alain, *Remercie la neige*, op. cit., p. 93.

³ Sur cette radio, cf. Hayes Ingrid, « Les limites d'une médiation militante. L'expérience de Radio Lorraine Cœur d'Acier. 1979-1980 », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, 196-197, 2013, p. 84-101.

⁴ Par exemple, en décidant de débattre avec Alain Krivine alors que la direction nationale du PCF refusait tout débat avec le leader trotskiste. Cf. Amicabile Alain, *Remercie la neige*, op. cit., p. 96-97.

⁵ *Ibid.*, p. 75.

Malgré la faiblesse de cette explication, il ne la remet pas en cause à l'époque, et accepte aisément cette représentation du trotskisme¹. Ces quelques doutes rapidement tus n'affectent pas sa progression dans l'appareil communiste. Il en va autrement lorsqu'il conteste les raisons données par la direction nationale à l'affaiblissement électoral du PCF en ce que cette mise en cause se double de l'engagement dans une entreprise de contestation de la direction² :

« Avec d'autres, je considère que cela ne peut plus continuer comme cela. Je décide alors de donner un grand coup de pied dans la fourmière et de mai 1984 à janvier 1985, c'est bien simple, je vais mener la contestation et entraîner la grande majorité de la fédération dans la dissidence... enfin, pas dans la dissidence, dans la critique. En janvier 1985, je suis réélu premier secrétaire malgré l'avis défavorable du comité central, ou plus précisément malgré le refus du secrétaire national qui nous suivait, Jean-Claude Gayssot qui est devenu ministre après et qui a mené une bourre phénoménale contre moi. »

La direction nationale va alors rapidement réagir et endiguer cette contestation en l'évinçant du comité central lors du congrès suivant, en 1985³. Cela n'a d'autre effet que de le maintenir dans la contestation. En janvier 1985, il envoie ses vœux, en tant que secrétaire fédéral, à un ancien député communiste exclu, Maurice Kriegel-Valrimont, qu'il rencontre ensuite, s'en sentant d'autant plus proche qu'il est désormais dans une position assez similaire :

« Quand moi-même, j'ai commencé à me poser des questions, que je me posais en toute honnêteté et que j'ai vu la réaction des gens qui me disaient que j'étais un salaud. Je me suis dit : mais alors, les gens qui posaient des questions avant moi, presque dans les mêmes termes que moi-même, j'ai considéré comme des gens peu recommandables, c'est peut-être eux qui avaient raison. Quel gâchis d'avoir fait ça ! J'ai pris conscience de la nocivité de l'orthodoxie stalinienne et le fonctionnement du centralisme démocratique à partir du moment où moi-même, je me suis retrouvé en toute honnêteté confronté à la nécessité de poser des questions. Je me suis rendu compte que le seul fait de poser des questions me mettait hors-jeu. »

De même, en vacances en Roumanie à la même époque, il découvre la vie quotidienne dans le bloc soviétique (même si ces éléments commencent à être connus, la « découverte » réelle de certains de ces aspects, combinée à la violence des réactions que sa posture contestataire produit, ne font que renforcer son processus de distanciation critique à l'égard du PCF). Dès lors, il ne remet plus seulement en cause les orientations partisans, mais l'ensemble de l'organisation communiste :

« parce que... je voulais rester communiste et que... tel que cela se passait dans le parti, c'est-à-dire ce refus obstiné de tirer les enseignements de ce qui nous avait lésé pendant des décennies et ce poids considérable de la culture stalinienne dont on ne s'était pas véritablement débarrassée malgré les déclarations de principe... »

Ces divergences ne l'empêchent pas d'être placé en position éligible (en deuxième position, derrière Roland Favaro) sur la liste communiste pour les élections régionales de 1986, ni même de

¹ Mischi Julian, « Le PCF face au « problème gauchiste » », *op. cit.*, p. 209-222.

² Il exprime bien, dans son autobiographie, la difficulté d'exprimer un désaccord au sein du PCF à cette époque, cf. Amicable Alain, *Remercie la neige*, *op. cit.*, p. 135. Le récit de Jacques Jeandin, un militant « de base » du PCF en Meurthe-et-Moselle, comporte de nombreux points communs. Cf. Jeandin Jacques, *Avec ceux qui ne renoncent pas. L'Histoire non censurée d'un Communiste Lorrain*, 1985.

³ N'ayant pas les moyens d'exclure les dissidents les mieux dotés en capital politique, comme Pierre Juquin, la direction nationale du PCF va néanmoins chercher à endiguer la progression des contestataires dans les fédérations. Cf. Dreyfus Michel, *PCF. Crises et dissidences*, *op. cit.*, p. 177-185.

siéger. L'élection des conseillers régionaux à partir de 1986 constitue alors, face à la rétraction des capacités du PCF à faire élire ses cadres dans des circonscriptions qu'il contrôle, une opportunité de professionnaliser ces cadres et de les maintenir en province. Dans le même temps, l'affaiblissement électoral n'est pas encore suffisamment marqué pour faire du contrôle des mandats électifs une nécessité dans la gestion des trajectoires partisans. Ayant fait connaître sa décision de quitter le poste de secrétaire fédéral de la Meurthe-et-Moselle après les élections régionales, Alain Amicabile ne se voit pas opposer un refus de la direction nationale quant à sa position éligible, la capacité à reprendre en main la fédération étant jugée prioritaire. Après avoir été évincé du comité central, puis avoir décidé de quitter ses fonctions au sein de la fédération, il quitte le PCF en 1987 et démissionne également de son poste de permanent du PCF. Il se retrouve contraint à une redéfinition identitaire, sociale et professionnelle. La rupture avec le PCF est en effet définitive¹ et plurielle car son engagement communiste marquait l'ensemble de ses rôles sociaux :

« Lorsque le couperet tombait sur un militant de base, celui-ci ne perdait que son appartenance au PC. La souffrance parfois très vive de ces mises à l'écart n'intentait pas à la vie de ceux rangés dans la catégorie infamante des « renégats ». Lorsqu'un permanent était mis à l'index, les conséquences étaient plus graves puisque celui-ci perdait purement et simplement son salaire et donc les moyens de subsistance de sa famille. Cette contrainte économique se résumait dans la fameuse devinette : « Qu'est-ce qui différencie un top-model d'un permanent du Parti ? Le premier ne mange pas pour garder la ligne, alors que le second garde la ligne pour pouvoir manger ». C'est ce que Jean-Claude Gayssot, alors membre du bureau politique, me rappela en toute sincérité en 1984. Alors que je m'apprêtais à vivement critiquer notre politique et nos pratiques à la tribune du comité central, il me dit, en substance, de réfléchir car j'avais une famille. Si un doute pouvait à ce moment encore m'habiter, il venait de le lever définitivement. J'ai assumé en toute connaissance de cause les conséquences de ma prise de position, jusqu'à l'ANPE. Au début, personne ne m'a poussé vers la sortie. Mon salaire de « permanent » n'a pas été contesté. C'est moi qui avais un problème. »²

Cette rupture est politique, puisqu'il décide de passer de la contestation interne à la dissidence en participant activement au mouvement des rénovateurs communistes et à la candidature de Pierre Juquin lors de l'élection présidentielle de 1988. Il s'agit également d'une rupture sociale qui remet en cause les fondements même de sa socialisation et les interactions sociales dans lesquelles il s'inscrit :

« En quittant le PCF, vous quittez également des amis, ...

Bien sûr. Enfin, j'ai cru que c'était des amis, mais cela ne l'était pas. Beaucoup se sont éloignés... Ce n'était que des relations de parti, des relations sectaires, de secte. C'est tout. »

La rupture est d'autant plus fortement vécue sur un mode émotionnel qu'elle est précédée par un abandon progressif par un certain nombre de militants l'ayant, à l'origine, soutenu. En l'évinçant du comité central, la direction nationale déstabilise également sa position partisane locale ce qui conduit à son isolement dans l'espace partisan :

« Mais elle s'est amplifiée au fur et à mesure que les mois passaient. Parce que c'est cela la culture du PC, c'est-à-dire que comme aucune perspective sérieuse et crédible n'apparaissait de

¹ Elle est dans le même temps très relative et progressive en ce qu'il maintient des liens avec le monde communiste, notamment professionnellement et participe de certaines tentatives de rénovation du communisme et de construction d'une offre politique de gauche radicale.

² Amicabile Alain, *Remercie la neige*, op. cit., p. 159-160.

notre côté, que nationalement la sauce ne prenait pas, en Meurthe-et-Moselle aussi, cela a lâché. J'ai commencé à être le premier lâché, par mon secrétariat, c'est-à-dire ceux qui m'étaient les plus proches en disant, en gros, c'est râpé quoi... Il faut sauver l'essentiel »

« Ils s'imaginaient que cela irait en m'écartant, alors même que la direction nationale ne pouvait accepter d'autres directions que celle qui serait entièrement à sa botte. Et là, apparaît Claude Fischer, qui était la première opposante et qui, aux yeux du comité central, a justement cette vertu »

L'appareil partisan, tout autant que les militants qui participent de sa marginalisation, font l'objet d'un certain ressentiment, quoique régulièrement nuancé. La rupture est également professionnelle. Il est bien quelques mois salarié d'une entreprise de communication dirigée par un ancien rénovateur communiste, mais face aux pressions communistes et cégétistes, il est rapidement licencié¹. Il finit par conserver ses indemnités de conseiller régional (ce qui lui vaut d'être brocardé par ses opposants) afin de se ménager une période de reconversion professionnelle :

« Mes premiers bilans annuels étant négatifs nous pouvions vivre grâce à mes indemnités d'élu et d'aides provenant de ma mère. D'aucuns, particulièrement ignorants de la situation ou, pire, imbéciles, utilisèrent aussi cette grave entorse aux principes, à savoir le non versement au Parti des indemnités de Conseiller régional, pour essayer de me déconsidérer un peu plus. On m'avait écarté sans se soucier de ce que ma famille allait devenir et sans me proposer de travail, mais il aurait fallu soit que je démissionne de mon mandat, soit que je reverse au Parti mes indemnités d'élu. C'est un joli nom, camarade »²

L'investissement dans la campagne de Pierre Juquin et dans le mouvement des rénovateurs communistes constitue alors une opportunité de donner un sens à la défection, le maintien au PCF étant devenu trop coûteux. Il se retrouve rapidement en désaccord avec ce mouvement qu'il qualifie *« d'impasse »* : *« Ce mouvement s'est ensuite enlisé. Il s'est perdu. Donc, j'ai pris mes distances avec ce mouvement »*. L'identité militante est alors renégociée : alors que la fidélité au parti permet d'affirmer la fidélité au communisme, sa prise de distance critique au PCF le conduit à constituer l'identité communiste, la recherche de radicalité, comme séparée du parti qui entend l'incarner. La défection est alors constituée comme une preuve de fidélité, non à une organisation, mais à ses engagements, à un idéal. Ainsi après avoir évoqué ses deux prises de distance vis-à-vis du PCF et des rénovateurs communistes, il affirme : *« Je n'ai pas changé »*. Peu après, au cours de l'entretien, il précise encore cette fidélité à ce qui l'a conduit à l'engagement : *« Je suis resté fidèle à mes engagements de jeunesse, même si j'ai changé de boutique, de chapelle »*.

Le désengagement passe ainsi par un réinvestissement temporaire dans la dissidence et par le bricolage d'une nouvelle identité professionnelle. Singulièrement, lorsqu'il évoque sa non-participation aux différentes initiatives menées au cours des années 1990 par d'anciens communistes, il donne trois explications : l'usure militante après le mouvement des rénovateurs

¹ Amicabile Alain, *Remercie la neige*, op. cit., p. 160-161.

² *Ibid.*, p. 162.

communistes dans le PCF puis dans la campagne Juquin ; la certitude d'un échec de ces différentes initiatives ; la faiblesse du temps qu'il peut (ou veut) consacrer au militantisme :

« moi, cela m'avait usé le combat des rénovateurs. J'attendais pour voir. Parce qu'en plus, parmi ceux qui ont créé la CAP, ce sont des gens qui, au moment où on a créé les rénovateurs, ne sont pas sortis du bois. Pour un certain nombre d'entre eux, ont même été très critiques à notre égard en considérant que ce qu'on faisait, c'était une connerie, qu'il fallait rester dedans, que hors du parti, point de salut et qu'en partant, on donnait des arguments à la direction, etc. Quand nous nous sommes enlisés, ils ont fait exactement le même chemin. Par les mêmes conneries, ils sont passés. Donc, je savais que cela se terminerait de la même manière et je n'allais pas, après l'échec cuisant des rénovateurs, recommencer une expérience dont j'étais sûr du résultat. Et toutes celles qui ont suivi se sont révélées identiques en termes de résultat. Toutes se sont enlisées. Il n'y a aucune perspective. La seule perspective qui est apparue, c'est le Front de gauche, et cela remonte à quatre ans. Donc, pendant toute cette période-là, je n'avais plus de temps à perdre, et puis, il fallait que je fasse tourner ma boutique moi ! »

Alors que l'activité professionnelle avait été mise de côté, malgré le sacrifice financier que cela représentait, pour travailler pour le parti, son départ du PCF le conduit à chercher de nouvelles ressources financières et un emploi conforme aux dispositions acquises ou considérées comme acquises dans l'activisme partisan. Il s'agit alors de se réinventer, de se bricoler une identité professionnelle palliant la perte soudaine (mais voulue) de l'ensemble des attributs qui fondaient, dans l'espace communiste, sa légitimité et sa position. La conquête d'une nouvelle identité personnelle, indépendante de toute appartenance politique, et d'une indépendance financière et probablement morale, lui permet alors de se réinvestir progressivement, tout en maintenant une distance à l'engagement partisan. S'il s'investit au FG, c'est précisément parce que cet engagement lui permet un réinvestissement ne nécessitant pas l'adhésion.

B. De l'orthodoxie à la mutation. Faire carrière dans un parti affaibli

Alors qu'Alain Amicabile grandit dans un milieu favorable au militantisme et tendant à normaliser l'engagement communiste et cégétiste, Patrick Hatzig entre en communisme relativement tard. Son père décède lorsqu'il a dix ans, sa mère est ouvrière dans une usine textile et lui parle régulièrement des conditions de travail à l'usine, ce qui nourrit chez lui un fort et diffus sentiment de « *révolte* ». Aucun membre de sa famille n'est engagé au PCF ou à la CGT. A plusieurs reprises, il insiste sur son sentiment de s'être construit seul : « *je me suis fait une éducation souvent seul* »¹. Après un CAP/BEP de comptabilité, il entre en 1976 au service comptabilité de la sidérurgie de Pompey, près de laquelle il habitait, « *je n'avais qu'à traverser la route et la voie ferrée et je me retrouvais à l'usine !* ». Plusieurs différences peuvent d'ores et déjà être pointées entre ces deux anciens secrétaires de la fédération de Meurthe-et-Moselle : alors que le premier évolue dans un milieu favorable au militantisme communiste et cégétiste, le second se socialise dans un environnement duquel le

¹ Sauf mention contraire, les extraits cités sont issus de l'un des entretiens réalisés avec Patrick Hatzig.

militantisme est absent ; si tous deux commencent leur carrière professionnelle à l'usine, l'un sera brièvement ouvrier, tandis que le second sera tout aussi brièvement un « col blanc ». L'engagement au PCF est vécu très différemment : la proximité au communisme et au syndicalisme, les sociabilités ouvrières constituent l'engagement communiste en évidence pour Alain Amicabile, tandis que la découverte du communisme sera progressive, hésitante et conflictuelle pour Patrick Hatzig, en 1980, alors qu'il a 22 ans. Le rapprochement qu'il opère au communisme est d'abord social et par identification, réelle ou souhaitée à des militants considérés comme exemplaires : identification, tout d'abord à Georges Marchais par l'intermédiaire de la télévision ; identification, ensuite aux militants communistes qu'il côtoie dans l'entreprise également :

« les militants ouvriers que je voyais dans mon entreprise... j'avais un rapport direct ! Je voyais des mecs à l'entreprise qui étaient dignes, qui défendaient les gens, qui étaient désintéressés, engagés, pleins de valeurs... je ne sais pas, moi, c'était un peu... ouais, comme une mise en scène, vraiment, de la volonté, dans une grande entreprise en plus... Et moi, je trouvais aussi admirables les militants que je rencontrais dans mon usine, même si je n'étais pas adhérent, même si je ne partageais pas leurs idées, à la limite, que j'avais de l'admiration pour leur dirigeant. Je me disais : ce sont les mêmes. »

Ce rapprochement ne produit pas immédiatement une incitation au militantisme. Au début de sa carrière professionnelle (il est alors comptable dans une usine sidérurgique), il est ainsi davantage intéressé par une certaine forme d'excellence professionnelle, que par le militantisme syndical dans l'entreprise, ou politique, et était *« plutôt un salarié modèle [...] j'étais vraiment un salarié modèle, très travailleur... »*. Malgré l'identification aux militants et leaders communistes et la proximité idéologique et sociale dans l'entreprise aux militants communistes, il n'adhérera que quatre ans après son entrée à l'usine et après avoir plusieurs fois refusé de prendre sa carte lorsque des militants le lui avaient proposé. Par ailleurs, il déconnecte fortement l'adhésion au PCF, qui se fait largement par identification à des militants perçus comme intègres, dignes, désintéressés, à l'adhésion au communisme. Il considère ainsi avoir adhéré au PCF sans cependant être en capacité de défendre les positions du PCF : *« je suis allé voir les militants pour leur dire : écoutez, cela ne va pas, si je ne peux pas défendre vos idées – ce n'était pas encore les miennes – en étant inscrit au Parti communiste, moi je ne reste pas. »*. L'adhésion au PCF constitue une opportunité d'exprimer un besoin de révolte, l'inscription dans des sociabilités qu'il commence à pratiquer et par identification aux militants communistes qu'il connaît. Il adhère simultanément à la CGT, *« à l'époque, cela allait avec ! »* et commence à militer activement dans son entreprise, ce qui produit conflits et incompréhensions avec ses collègues de travail à la comptabilité :

« Mais qu'est-ce que tu fais à t'engager là-dedans ? Tu te rends compte, on est dans une entreprise... Tu travailles à la comptabilité, tu vois bien, on n'a pas d'argent pour les salaires, pour les conditions de travail, pour... enfin bref. Tu vois bien qu'on n'a pas d'argent pour tout ça ! »

Ces conflits avec ses collègues sont d'autant plus difficiles qu'il a eu, jusque-là, une carrière professionnelle qu'il veut et présente comme exemplaire et se sent désarmé face à des critiques qu'il

ne parvient pas à contrer. Cette contradiction produit la déconnexion déjà évoquée entre adhésion partisane et adhésion idéologique, et demande de formation au sein du PCF, puisqu'il va conditionner le maintien de son engagement à la possibilité de se former et de répondre aux différentes critiques. En effet, ces critiques conduisent à opposer les compétences professionnelles (alors que sa trajectoire professionnelle constitue, à l'époque, une importante source de gratification personnelle) et les convictions politiques (récentes et dont il perçoit la fragilité). Ces critiques mettent ainsi directement en cause, non seulement son engagement politique et syndical, mais aussi son identité professionnelle en opposant ces deux sphères de construction individuelle. Sa demande de formation constitue alors le seul moyen pour concilier ses engagements militants et son identité professionnelle comme le montre la continuité symbolique qu'il opère : « *Donc, je me suis engagé à fond. Et comme j'étais un bon élément au boulot, j'ai été un bon élément au Parti communiste* ».

Cette continuité entre excellence professionnelle et excellence militante se retrouve également dans l'explication de sa progression de l'appareil partisan qu'il attribue à sa capacité à exprimer ses idées, tant par l'écrit que par l'art oratoire. Il tend ainsi à fortement valoriser, dans les représentations qu'il construit de sa progression dans l'espace des positions intra-partisanes, les ressources individuelles : capacité de travail, capacité à bien s'exprimer, etc. Dans le même temps, il ne cherche pas à cacher le rôle d'opportunité dans sa progression politique et syndicale : s'il accède rapidement à une responsabilité importante dans le syndicat, c'est en raison d'un « *fait un peu particulier, l'accident d'un camarade de la CGT* » ; s'il progresse rapidement dans l'appareil partisan, c'est en raison de « *difficultés, au sein du Parti communiste* » constituées par la normalisation de la fédération de Meurthe-et-Moselle et l'instabilité de la direction fédérale qui s'ensuivit. La mise en valeur de ressources strictement individuelles et l'exploitation parfaitement assumée des opportunités sont profondément liées dans le récit de son parcours. Sa progression dans les appareils syndicaux et partisans est effectivement assez rapide : en 1982, deux ans seulement après son adhésion au PCF, il devient membre du comité départemental, « *donc, je deviens, on va dire, un des quarante dirigeants du département* ». Deux ans plus tard, il devient responsable de la CGT dans son entreprise : « *J'accède à la responsabilité quasiment première de la CGT dans une entreprise de 4000 salariés alors que je suis qu'un bureaucrate moi ! Cela fait quatre ans que j'ai adhéré...* ».

La rapidité de sa progression constitue dans son récit une fierté, d'autant plus qu'il ressent une illégitimité diffuse, tant par le caractère relativement récent de son engagement politique et syndical, que par l'incorporation de l'illégitimité de son statut de col blanc – « *de bureaucrate* » – dans un parti et un syndicat au service de la classe ouvrière. Sa progression se poursuit puisqu'il devient membre de la direction fédérale de la CGT métallurgie et secrétaire fédéral du PCF en 1993 après la démission de Jean-Luc Mignon. Cette progression rapide vers les plus hautes fonctions départementales de la CGT et du PCF doit, tout au moins pour la progression dans l'appareil partisan,

à son soutien au comité central du PCF face aux rénovateurs. Il fait en effet partie des premiers opposants aux rénovateurs, avec Claude Fischer, et se classe volontiers comme « *tenant de la ligne orthodoxe* », tout en assumant pleinement ses évolutions : « *Mais après, quand on racontera, on verra comment j'ai évolué...* ». Pas plus qu'il ne cherche à cacher les opportunités qu'il a pu saisir pour progresser dans la hiérarchie syndicale et partisane, il ne cherche guère à reconstruire son parcours pour lui donner une plus forte cohérence biographique. Il assume pleinement, tout comme Alain Amicabile d'ailleurs¹, l'orthodoxie des positions qu'il défendait initialement². S'il reconnaît avoir évolué, il réaffirme dans le même temps une forte continuité dans son rapport au parti : « *Moi, j'ai toujours été très légitimiste. C'est-à-dire que moi, s'il y a une consigne de vote, j'y vais* ».

Ce rapport au parti qu'il qualifie de légitimiste se retrouve également dans sa perception du rôle de Roland Favaro qui était certes perçu comme rénovateur, tout en manifestant constamment sa fidélité au parti et sa volonté d'en maintenir l'unité. C'est également ce rapport au parti qui est mobilisé pour expliquer la position qu'il défend contre les rénovateurs :

« Si mon choix personnel ne convient pas, je m'écarte. Il ne s'agit pas de faire à l'intérieur l'inverse de ce qu'il faut faire. Moi, je suis un légitimiste. Je suis comme ça, [Rire], il y en a comme ça, dans les partis politiques. Donc, je ne comprends pas tout ce qu'il se passe en 81, mais en 84, quand on est à 10% aux européennes, c'est le coup de bambou. Complètement. Tout le monde parle... Autour du comité départemental... Alors Amicabile, enfin bref... Et on est une fédération rénovatrice. Avec le Doubs et la Haute-Vienne. [...] Dans le Parti, s'organisent, ceux qui sont plutôt favorables à la ligne du comité central et ceux qui sont plutôt sur la ligne des rénovateurs et ils mènent des batailles de persuasion des militants pour être plus nombreux, etc. La fédération Meurthe-et-Moselle aurait pu tomber, carrément, dans une dissidence par rapport au comité central. Cela ne l'a jamais été réellement. On a toujours – je dis on – pu sauver une majorité [Rire] favorable au comité central et si je me rappelle les interventions que je pouvais faire à l'époque... cela fait un peu froid dans le dos, mais... C'est la situation du moment ! Moi, je ne regrette rien. On est le produit de son histoire, on est dedans... Et voilà... Et moi, j'ai plutôt été un tenant de la ligne Marchais, de la ligne du comité central, etc. »

Tout en reconnaissant la dureté de ses prises de position de l'époque, qui faisaient « *un peu froid dans le dos* », il reste très évasif sur le contenu même de ses interventions, sur les pratiques militantes qui les accompagnaient et sur la violence symbolique produite par la normalisation de la fédération. Cette reconnaissance de son rôle dans la normalisation est double : il reconnaît son rôle actif, ainsi que la pertinence des critiques faites par les rénovateurs :

« La Meurthe-et-Moselle aurait pu être un troisième département, je pense, une troisième fédération, qui tombe dans les mains... le terme [Rire] n'est peut-être pas juste, mais... des rénovateurs. Et vraiment, on a œuvré, j'ai œuvré, j'ai participé, ardemment participé pour que

¹ Ainsi, il affirme : « *j'étais orthodoxe. J'étais pour le parti tel qu'il était, son côté militaire, c'est-à-dire les chefs, la décision prise à la majorité applicable par tous. Chaque fois que quelqu'un posait des questions, spontanément, je le suspectais de mauvaises intentions. Si, si, j'ai été comme ça. J'ai été comme ça. Et plutôt deux fois qu'une !* » (Alain Amicabile, entretien le 26 juin 2012).

² Mais dans le même temps, la reconnaissance de cette orthodoxie initiale permet de la minorer en considérant et en pointant l'évolution effectuée par la suite, qui permet de renvoyer à un choix de jeunesse, à une absence de maturité politique (même si cette explication est rarement évoquée explicitement, on la retrouve sous une forme latente dans de nombreux récits) qu'il était nécessaire de dépasser.

cela ne soit pas le cas. Mais en même temps, les ressorts sur lesquels agissaient à l'époque les rénovateurs, étaient des ressorts justes. »

Cette reconnaissance de la pertinence des critiques portées par les rénovateurs ne doit cependant pas être détachée de la propre évolution de Patrick Hatzig et des positions qu'il occupe successivement dans l'appareil partisan, et de la configuration dans laquelle est le parti dont il devient un dirigeant. En effet, les critiques des rénovateurs visent à comprendre les raisons du déclin électoral et social du PCF. A partir de son accession à la fonction de secrétaire fédéral, Patrick Hatzig est contraint de dégager les marges de manœuvres nécessaires au maintien électoral du PCF. Il est donc directement en prise avec la réalité du déclin électoral de son parti. De même, son rapport au parti, qu'il qualifie de légitimiste, le conduit à épouser totalement la mutation portée par Robert Hue, d'autant plus qu'en s'assimilant de plus en plus à l'union de la gauche avec le PS, certes en position dominée pour le PCF, la mutation constitue une opportunité de maintenir les ressources électives du PCF et donc, une solution pour le secrétaire fédéral qu'il est, devant gérer la crise électorale du PCF. Par ailleurs, l'inscription du PCF dans une stratégie d'union de la gauche entre en résonance avec l'évolution de sa propre évolution : après avoir accédé au poste de secrétaire fédéral du PCF, il devient rapidement conseiller municipal de Nancy, où il siège dans l'opposition avec les autres élus (socialistes) de la liste d'union de la gauche à laquelle il participe. Sa trajectoire électorale se poursuit aux élections municipales de 2001 où il est réélu conseiller municipal sur une liste d'alliance avec le PS et entre à la communauté urbaine du grand Nancy. Par ailleurs, il devient conseiller régional, toujours en participant à une liste d'union de la gauche, en 1998, puis vice-président à la région Lorraine après la victoire aux élections régionales de 2004. Dans le même temps, Patrick Hatzig continue sa progression dans l'appareil partisan en accédant au CN du PCF en 1994 en même temps que Robert Hue en devient secrétaire national, avant de quitter cette instance en 2003 sans l'avoir souhaité : *« C'est compliqué. Parce que vous n'aurez jamais le fin mot de l'histoire dans cette affaire-là »*. Sans pouvoir vérifier cette hypothèse, il est possible d'y voir une conséquence de sa forte identification à la mutation initiée par Robert Hue. Il critique cependant ce dernier, resté *« au milieu du gué »* lors du congrès de Martigues. La réorientation progressive impulsée par la direction nationale du PCF autour de Marie-George Buffet après la sévère défaite de 2002 et le processus de distanciation quant aux alliances avec le PS et de recherche d'une plus grande radicalité peuvent constituer une explication de sa mise à l'écart.

Il est d'autant plus poussé à donner la priorité à la conquête et à la détention de mandats électifs que cette orientation entre en conformité avec la position qu'il occupe et la prise de rôle qu'implique la détention de mandats municipaux et régionaux (à plus forte raison, pour ce dernier, où il participe à l'exécutif régional depuis 2004) et constitue la seule opportunité pour lui de maintenir une trajectoire ascendante, dans la mesure où l'accès à des positions centrales dans l'appareil partisan

est désormais hautement improbable. La primauté donnée à la conquête de mandats électoraux se retrouve régulièrement au cours des entretiens : c'est par le maintien de nombreux élus communistes ou se réclamant du communisme qu'il mesure le maintien de l'influence communiste dans ce bassin de vie (et non en prenant en compte les seuls résultats ou le nombre de militants actifs, etc.). Sa conception du FG est fortement influencée par cette primauté de la conquête ou du maintien des positions électorales. D'une part, il perçoit, tout autant qu'il construit, une ligne de fracture au sein du FG définie par le rapport aux élections et aux institutions :

« pour moi, dans le Front de gauche, il y a deux grandes sensibilités : il y a une sensibilité qui est, je dirais, plus portée sur les radicalités d'extrême-gauche, anti-establishment, anti-élus et anti-PS, et une autre sensibilité, de dire : non... non..., nous on est au cœur de la gauche, mais on veut faire bouger les lignes à l'intérieur de la gauche de telle sorte qu'on puisse avoir, certes une majorité de gauche, mais une majorité de gauche qui s'appuie sur un compromis, réellement de gauche, pour une politique alternative. »¹

D'autre part, dans le conflit latent quant aux orientations stratégiques du FG, il défend avec constance un fort pragmatisme électoral (tandis que d'autres défendent, à l'inverse, la primauté de l'autonomie du FG) : *« un mode de scrutin est complètement déterminant dans la forme, la stratégie, le rassemblement, les alliances qui peuvent se créer ».*

Revenant sur la forte division du PCF lors des élections régionales en Lorraine en 2010, il réaffirme la justesse de son choix (participer dès le premier tour à une liste d'union de la gauche) par l'opportunité, par cette stratégie, de faire élire un maximum d'élus régionaux communistes, et plus largement du FG, et prend appui sur les résultats, assez faibles, de la liste du Front lorrain de gauche (mais aussi sur les pertes nationales du PCF en termes d'élus régionaux) pour légitimer ses choix. Là encore, à la recherche d'autonomie affirmée par d'autres acteurs dans le FG et le PCF (ce qui légitime leur position, quel que soit le résultat électoral), il oppose le pragmatisme électoral (qui légitime sa propre position visant à renforcer la participation institutionnelle des partis du FG) :

« Moi, je suis pour le Front de gauche, mais je suis pour un Front de gauche intelligent. Un Front de gauche qui a une stratégie qui est liée au mode de scrutin. Si demain, le mode de scrutin change, cela change notre stratégie. »

C. Perspectives comparées

Pour ces deux cadres communistes, l'accès aux mandats électoraux se fait après une rapide progression dans l'appareil partisan et constitue une poursuite de cette progression dans la hiérarchie partisane, l'obtention de ces mandats étant largement maîtrisée par l'appareil partisan. En effet, les élections régionales et municipales se déroulent au scrutin proportionnel, ce qui conduit à

¹ Il faut ici souligner qu'Alain Amicable se réengage prudemment au FG parce qu'il y voit une offre politique porteuse d'une forme de radicalité politique peu conciliable avec les alliances partisans avec le PS. Il s'agit là d'une spécificité de cette coalition que d'être investie d'un sens différent en fonction des trajectoires et des dispositions des différents acteurs et de leurs positions respectives dans le champ politique, comme dans l'espace de la gauche radicale et de la coalition.

la constitution de listes, soit du PCF, soit dans lesquelles le PCF est allié à un autre parti. Dans les deux cas, la direction départementale du parti a l'ascendant quant à la constitution d'une telle liste ou dans les négociations inter-partisanes. Occuper la position de secrétaire fédéral constitue alors une position centrale dans ces processus d'investitures et de négociations, et dote d'une forte légitimité partisane, car l'accès à cette position (et, *a fortiori*, lorsqu'il s'agit d'un secrétaire fédéral également membre du comité central/CN) constitue une preuve manifeste de la reconnaissance de l'appareil partisan. L'accès à un mandat permet également à un secrétaire fédéral, doté d'une forte légitimité partisane, d'obtenir une légitimité démocratique et donc, d'asseoir la professionnalisation politique des cadres sélectionnés par l'institution partisane. Ces trois logiques, contrôle des investitures et/ou des négociations par la centralité de la position occupée, acteurs dotés d'une forte légitimité partisane et ne devant leur capital politique qu'à l'institution partisane, et perspective de professionnalisation des cadres partisans (en doublant la légitimité partisane d'une légitimité démocratique et institutionnelle), vont faciliter et « naturaliser » l'accès de ces acteurs à des mandats électoraux. En d'autres termes, ils n'ont pas besoin de manifester une ambition dans l'accès à des mandats électoraux puisque la logique partisane conduit à faire de leur candidature à des positions éligibles une norme tacite et acceptée dans l'espace partisan.

Dans le même temps, ces deux cadres communistes, qui partagent une même trajectoire quant à la progression dans l'appareil partisan et l'accès à des mandats électoraux, permettent de faire apparaître en filigrane la détérioration des positions électives du PCF et l'importance accrue de la capacité à maîtriser les négociations inter-partisanes, et non plus seulement à être doté d'une forte légitimité partisane conduisant à rendre normale la candidature en position éligible des secrétaires fédéraux. En 1986, lorsqu'Alain Amicabile devient conseiller régional, il a obtenu son investiture alors qu'il est encore secrétaire fédéral et soutenu par sa fédération, malgré le désaveu national. Alors qu'il a fait connaître sa décision de quitter le PCF après l'élection régionale (officiellement, il s'agit de ne pas diviser le parti avant l'élection), la direction nationale ne cherche pas à réfuter son investiture en deuxième position sur la liste communiste. Même si le déclin électoral est amorcé et connu, la croyance dans la capacité à inverser cette tendance est suffisante pour que la perspective de contrôler à nouveau la fédération suffise. La perte d'un mandat électoral, en n'étant que temporaire puisque la reprise en main de la fédération conduit à contrôler les investitures futures, ne constitue pas une priorité. Lorsque Patrick Hatzig accède à un mandat de conseiller municipal dans l'opposition en 1995, puis en 1998 au conseil régional, il vient d'accéder très rapidement au poste de secrétaire fédéral puis de membre du CN. L'accès à ces mandats électoraux constitue une poursuite de sa trajectoire ascendante et de sa professionnalisation politique (de permanent à élu). Mais alors qu'Alain Amicabile s'est présenté pour la première fois aux municipales de 1971, à Longwy sur une liste d'union de la gauche dominée par les militants communistes, et qu'il accède à un mandat

régional sur une liste strictement communiste, Patrick Hatzig accède à des mandats électoraux sur des listes d'union de la gauche dominée par les militants socialistes. Il s'agit alors de maîtriser les investitures partisans, les processus de négociations inter-partisans et d'être en capacité ensuite de travailler dans un groupe d'élus en étant dans une position dominée. Cela passe, pour lui, tout au moins au conseil municipal de Nancy (où il est le seul élu communiste) par le refus catégorique de se rapprocher des socialistes issus de la « gauche du PS » et d'adopter une position « légitimiste » en refusant d'entrer dans les luttes internes aux élus socialistes. La capacité à obtenir des élus passe ici par la capacité du parti à réaliser des alliances et à y obtenir, malgré la position dominée du PCF dans cette configuration, des positions éligibles. La politique de mutation du PCF est initiée, dans le PCF, à la même époque et va progressivement être assimilée à la participation au gouvernement de la gauche plurielle. En conséquence, la capacité à négocier des positions éligibles et à gouverner avec le PS ne constitue plus, dans les représentations partisans, une position de repli pour faire face au déclin électoral, mais une stratégie positive d'affirmation du PCF au cœur de la gauche. La mutation constitue ainsi une adaptation symbolique et stratégique à la position dominée dans le champ politique du PCF et à sa perte d'influence électorale et affecte indirectement le rôle des mandats électoraux dans l'affirmation de la légitimité partisane des militants en responsabilité.

Enfin, la trajectoire de ces deux cadres communistes permet également de mettre en exergue la permanence des micro-stratégies des acteurs dans l'accès aux mandats électoraux. Non seulement, cet accès à des mandats électoraux constitue une forme de rétribution symbolique (par le prestige qui peut être associé à la détention d'un mandat électif¹) et matérielle, mais peut être différemment investi de sens par les acteurs en fonction de leur position dans l'espace partisan. La rupture progressive avec le PCF nécessite pour Alain Amicabile une redéfinition identitaire, sociale et professionnelle. Le fait d'avoir été pendant près de quinze ans permanent de la JC et du PCF lui a permis de développer des savoir-faire qui interdisent le retour à l'usine, mais ne sont pas pour autant monnayables dans le secteur professionnel. Accéder à un mandat permet de s'assurer un revenu et de ne pas se retrouver en situation de précarité après sa démission de son poste au sein du PCF. Le revenu assuré par son mandat régional va ainsi lui permettre de « *faire vivre sa famille* » et, après deux expériences dans la communication, de se lancer dans la création d'une entreprise de communication (avec des moyens financiers empruntés à sa mère) qui n'est pas tout de suite rentable. Le mandat permet alors d'amortir les conséquences financières et sociales d'une rupture avec le PCF et de se doter d'une identité professionnelle valorisante (qui vient ici remplacer la valorisation symbolique que lui procurait son militantisme partisan). Véritable entrepreneur politique individuel au sein du PCF, Patrick Hatzig, nous l'avons déjà souligné, a largement soutenu et s'est

¹ Michel Koebel a ainsi montré la hiérarchie symbolique et tacite existant dans les mandats locaux. Cf. Koebel Michel, « Les hiérarchies du pouvoir local », in *Savoir/agir*, 25, 2013, p. 31-37.

identifié à la mutation initiée par Robert Hue. L'abandon progressif et tacite de cette orientation après 2002 et sa discrète éviction du CN en 2003 vient clore toute perspective de progression au sein de l'appareil partisan national. Si la légitimité partisane conditionne souvent l'accès à des mandats électoraux issus d'un scrutin de liste, la légitimité démocratique ensuite obtenue vient en retour réaffirmer la légitimité partisane. Dès lors, le maintien en tant que secrétaire fédéral et en tant qu'élu municipal, et surtout régional se nourrissent et se complètent¹. Ces mandats, en particulier au niveau de l'exécutif régional où il est en charge des politiques de transports (souvent dévolues à des élus communistes depuis 2004²), permettent une forte reconnaissance sociale et le maintien de cette reconnaissance, de ce prestige attaché à la position d'élu auquel il ne peut plus guère prétendre au sein de son parti où son identification aux alliances avec le PS constitue, à ses yeux, une ressource et une légitimité (celle de l'élu participant activement à la gestion de collectivités), et aux yeux de ses opposants, au sein du PCF comme dans le FG, un stigmate politique particulièrement contraignant car entrant en contradiction avec la recherche d'une forte autonomie vis-à-vis du PS. Cette légitimité démocratique lui assure ainsi le maintien de sa légitimité partisane, mais cela ne se fait pas sans opposition (alors qu'à l'inverse la légitimité partisane assure, dans l'espace partisan, la légitimité démocratique). Ainsi, les usages partisans des mandats électoraux ne font pas disparaître, même dans les scrutins les mieux contrôlés par les partis (et quelle que soit la position occupée par le parti dans le champ politique) la capacité des acteurs à investir d'une pluralité de sens et d'enjeux l'accès aux mandats électoraux.

Section 3. Une trajectoire atypique. Lorsqu'un notable prend parti

Gilbert Poirot³ présente, au sein du PG, un profil *a priori* atypique : cadre dans l'entreprise familiale de travaux publics pendant toute sa carrière professionnelle, sympathisant communiste n'ayant jamais adhéré au PCF, élu municipal depuis plus de trente ans (il est, jusqu'en 2014, premier adjoint d'un maire socialiste dans une municipalité⁴ rassemblant socialistes, communistes, militants du PG et même du NPA, et président de la communauté de communes) et réélu lors des élections

¹ Le processus de décentralisme démocratique mis en exergue par Bernard Pudal facilite ce jeu. Cf. Pudal Bernard, « PCF : un parti peut-il en cacher un autre ? », *op. cit.*, p. 250-251.

² En ne prenant en compte que les régions métropolitaines, du fait de l'autonomisation des champs politiques des régions ultra-marines, de la Corse qui dispose d'un statut particulier et de l'Alsace (seule région métropolitaine dirigée par la droite), il reste vingt régions métropolitaines. Dans dix d'entre elles, le vice-président en charge des transports est communiste (en intégrant un ex-communiste membre du MUP de Robert Hue). Cette spécificité est d'ailleurs revendiquée par le PCF, cf. *Communistes*, n°333, 14 janvier 2009.

³ Les extraits cités dans ces développements sont issus d'un entretien réalisé à son domicile, à Gérardmer, le 21 février 2012. L'entretien s'est déroulé en présence de sa femme, également engagée au PG, qui est parfois intervenue lors de l'entretien.

⁴ Gérardmer est un ancien « bastion » du communisme dans les Vosges. Cf. Criqui Etienne, « Le Parti communiste », *op. cit.*, p. 95.

cantonales de 2011 dès le premier tour avec plus de soixante pour cent des voix (aucune concurrence à gauche puisque le NPA participait à une alliance avec le FG à l'échelle du département, tandis que le PS a préféré renoncer à présenter un candidat). Ainsi, en 2011, il est non seulement le seul élu au conseil général des Vosges pour le FG¹, mais aussi le seul candidat PG à être élu dès le premier tour des élections cantonales en France².

Il présente ainsi tous les traits du notable local, profil dont Julien Fretel rappelle l'impact dans la réussite et la longévité politique : « *La conquête de trophées électoraux exige de la part des acteurs politiques un travail d'accumulation d'un capital social. Pour s'implanter durablement, il faut pouvoir se faire un nom en s'insérant dans un tissu de relations sociales et côtoyer les différents représentants des secteurs de la vie locale* »³. La trajectoire militante de l'ancien conseiller général de Gérardmer (le redécoupage des circonscriptions et la désunion de la gauche radicale conduisent à sa non-réélection en 2015) est singulière à gauche en ce que la prise de parti n'est pas une condition de la conquête de mandat et de l'accumulation d'un capital politique et social local, mais une sorte d'« à-côté » non nécessaire à un notable bien implanté et dont les ressources politiques et sociales sont étroitement associées à son patronyme. En d'autres termes, et de manière caricaturale, sa trajectoire est celle d'un notable qui découvre tardivement le militantisme partisan. Pour en saisir toute la singularité, nous reviendrons préalablement sur sa trajectoire politique et électorale en insistant sur sa socialisation politique (A), sur son rapport complexe d'attraction et de distanciation/répulsion quant au PCF, parti dominant à gauche à Gérardmer pendant plusieurs décennies, dans lequel il n'a jamais souhaité s'engager (B), et sur son rapport au territoire (C). Bien qu'investi dans une carrière électorale locale (D) depuis le début des années soixante-dix, il ne va finalement s'engager dans un parti politique (et y participer activement) qu'en 2008 (E).

A. Une socialisation politique précoce

Son père, mobilisé pendant la seconde guerre mondiale, est affecté sur la ligne Maginot. Après la déroute de l'armée française, il parvient à revenir à Gérardmer où il participe très rapidement à la création du maquis local, à Noiregoutte, à quelques kilomètres seulement du domicile familial. Né en 1942, il a relativement peu de souvenirs de cette période, hormis le fait de dormir « à la cave », les nombreux passages de résistants ou de personnes venant approvisionner les résistants en passant par le domicile familial, ainsi que l'arrestation de sa mère par des soldats de la *Wehrmacht* à la fin de la guerre, lorsque le débarquement des troupes alliées et leur progression pousse l'armée allemande

¹ *Vosges Matin*, 21 mars 2011, « Gilbert Poirot, le bon élève du conseil ! ».

² *A Gauche*, n°1252, 25 mars 2011, Laurent Mafféis, « Le Front de gauche 2^{ème} force à gauche ».

³ Fretel Julien, « Le parti comme fabrique de notables. Réflexions sur les pratiques notabiliaires des élus de l'UDF », in *Politix*, 17 (65), 2004, p. 48.

à intensifier la lutte contre les maquis. Sa mère ne doit alors sa liberté qu'à l'intervention d'un officier allemand qui la fait rapidement libérer. La participation de son père et d'autres membres de sa famille à la Résistance le marque profondément, par l'un de ses oncles, qui y trouve la mort à 19 ans, par l'engagement connu de son père, même si celui-ci restait très discret sur cet épisode :

« Pour nous, c'était quelque chose, dans la famille, on était très touché quoi... [...] La Résistance, cela avait lié des liens très forts entre gens qui avaient participé au maquis... Et moi, j'ai en mémoire plein de réunions qui se passaient entre eux, des discussions, mais jamais notre père nous a dit... au maquis, il avait un fusil mitrailleur et a tué je ne sais combien d'allemands, mais jamais il ne s'en est vanté, c'était une page, tu vois, qu'il voulait tourner. Parce qu'ils étaient obligés de tuer... C'est dur... Il ne faut pas croire, on n'appuie pas sur la gâchette comme ça »

La Résistance va également être très présente dans sa jeunesse par les commémorations des différents maquis à laquelle sa famille participe régulièrement, ainsi que par les relations forgées pendant cette période, qui fondent les amitiés et relations sociales de son père et de sa famille. A la Libération, son père est élu municipal pendant trois ans et adhère brièvement au PCF avant de se désengager tout en restant sympathisant. Les relations familiales sont alors fondées sur la participation commune à la Résistance et l'engagement à gauche, et plus précisément de fortes sympathies pour les communistes qui représentaient sur Gérardmer, à cette époque, l'engagement à gauche, « *et on était proches, à cette époque-là, du Parti communiste* ». Il se sent très tôt engagé à gauche, sans cependant militer ni être adhérent d'un parti, d'un syndicat ou d'une organisation de jeunesse, ce qui est d'autant plus facilité par l'inclusion dans des sociabilités militantes et les nombreuses discussions politiques qui ont lieu au domicile familial : « *Moi, j'ai été élevé en politique, c'est vrai* » ; « *J'ai été bercé dans la vie politique, depuis tout petit* ». D'ailleurs, le premier souvenir politique qu'il a n'est pas son premier vote (lors de l'élection présidentielle de 1965), mais un meeting de Jacques Duclos lors de l'élection présidentielle de 1969, à Gérardmer :

« Il était venu, il avait rempli le gymnase, c'était un moment où tout le monde allait voir Jacques Duclos parce que c'était quand même un personnage... Il faisait bon l'écouter et l'entendre. C'était un orateur hors pair »

A l'inclusion dans des sociabilités issues de la Résistance et dans le milieu militant communiste (les deux se recoupant alors largement), et l'engagement politique de son père (même si celui-ci ne sera pas longtemps adhérent du PCF et élu local), le caractère non tabou de la politique au sein de la famille s'ajoute encore, dans son processus de socialisation politique, le rôle important de l'institution scolaire et plus précisément un « *instituteur très engagé* » :

« Politiquement, il était socialiste. Mais il soutenait Mendès-France... c'était une époque... on parlait politique à l'école, moi, je me rappelle un peu de tout ça, ce n'était pas des sujets tabous, vraiment ! On en discutait. [...] Mon instituteur m'a beaucoup convaincu pour aller dans ce sens-là [s'engager à gauche] ».

Il continue ses études jusqu'au certificat d'études qu'il obtient en étant « *premier du canton* », puis, faute de moyens financiers pour continuer, il effectue un CAP de tailleur de pierre. Il travaille

alors dans une entreprise locale exploitant le granit et y rencontre des militants engagés syndicalement et politiquement :

« on parlait politique oui... J'ai souvenir surtout d'un qui était engagé... sûrement côté communiste parce que c'était ça, un peu à l'époque, quand même, il y avait beaucoup de communistes, il faut le dire... Bon... cela m'a... aussi convaincu que j'étais dans la bonne direction »

Lors de son service militaire, il est affecté en Algérie et sent, confusément, que cette guerre entre en contradiction avec ses convictions politiques : *« Moi, qui était un fils d'ancien maquisard, je me mettais à leur place [celle des algériens luttant pour leur indépendance]... Quelque part, on était des occupants là-bas »* ; *« Moi, je n'étais pas heureux là-bas »* ; *« C'était contraire à ce que je pensais »*. Ce rejet de la guerre d'Algérie n'est pas exprimé par le militantisme, mais par une résistance passive, notamment par le refus de toute attitude zélée : *« on n'était pas trop hardis »* ; *« Si on pouvait se débiter de quelque chose, on se débinaît ! »*. Dans son groupe, il gagne même un surnom, celui du *« cuistot »* du fait de l'intérêt qu'il portait à améliorer l'ordinaire des rations... Si sa socialisation l'inclut dans un espace social marqué par le militantisme, la proximité au PCF, les réseaux issus de la résistance, il n'en entretient pas moins un rapport relativement distant et confus à l'engagement militant. Il n'envisage pas un engagement dans un parti, ni même encore à cette époque, de s'engager dans une trajectoire électorale. Après son service militaire, il ne retourne pas dans l'entreprise de granit, mais mène deux carrières, l'une sportive, au sein de l'équipe de France de ski de fond (cet engagement sportif lui avait déjà permis d'obtenir un aménagement de son service militaire, entre le service actif et l'Algérie pendant l'été, et les entraînements à Chamonix pendant l'hiver), l'autre dans les travaux publics, en montant avec son père une entreprise spécialisée dans la construction de puits. Pendant cinq ans, de 1970 à 1975, il sera six mois par an entraîneur de l'équipe nationale junior de ski de fond, travaillant dans l'entreprise familiale le reste de l'année. En 1970, il fonde avec son père une *« véritable entreprise »* avec quelques salariés (jusqu'à une quinzaine). Cette entreprise passe progressivement de la construction des puits aux travaux publics, en particulier les canalisations d'eau et l'assainissement, ce qui l'amène à se former pour devenir conducteur de machines de terrassement. Même s'il occupe un emploi de *« cadre »* dans l'entreprise familiale, il se sent ouvrier parmi les ouvriers et participe, ainsi que son père, à l'ensemble des travaux. Il y travaillera jusqu'à l'âge de la retraite. L'entreprise gagne rapidement la réputation, localement, de *« faire du bon boulot »*. L'entrepreneuriat se conjugue ici avec un engagement à gauche passant par la participation à la vie municipale, mais aussi par le refus d'une séparation au sein de l'entreprise entre direction et ouvriers, facilité par la petite taille de l'entreprise et sa dimension familiale, voire paternaliste, et enfin par des salaires relativement élevés : *« Les ouvriers de chez nous, ils ont toujours été bien payés »*.

B. Estime de soi et distance au parti

Que cela soit lors de sa scolarité, lorsqu'il exprime sa fierté d'avoir terminé premier du canton au certificat d'études ou d'avoir obtenu une mention bien à son CAP de tailleur de pierre, pendant sa carrière sportive au cours de laquelle ses bons résultats le conduisent à intégrer l'équipe de France junior puis l'équipe de France, puis à devenir entraîneur national pendant plusieurs années¹, ses qualités de « bon danseur » qui lui permettaient d'être remarqué dans les bals populaires, sa réussite entrepreneuriale avec son père et la réputation que leur entreprise acquière rapidement, ou encore dans son engagement politique marqué par quelques défaites, mais surtout par de nombreuses victoires, en particulier lors des élections cantonales où, depuis 1998, il accroît constamment ses résultats, tout concourt à produire une forte estime de soi. Plus encore, ce trajet de vie l'incite à se percevoir comme ayant réussi grâce à son mérite et ses qualités personnelles, comme ayant dû se « forger » par lui-même, « *un peu seul quand même* », sentiment d'ailleurs renforcé par le caractère autodidacte de sa formation politique et élective.

Socialisation précoce et inclusion dans des réseaux militants et amicaux issus de la Résistance et du communisme, et forte estime de soi (sentiment de réussite scolaire, de réussite sportive, de réussite entrepreneuriale et sociale, de réussite électorale enfin) se conjuguent pour lui permettre d'entretenir une relation distanciée à l'engagement partisan (suivant en cela l'exemple de son père). Ainsi, il refuse de s'engager au PCF, car même s'il dit partager l'idéal communiste, il se refuse à cautionner les « *excès de pouvoir* » en Europe de l'Est », etc. Il se refuse également à apparaître comme communiste lors de son premier engagement électoral en 1971 où il se présente comme « *apparenté communiste* », tout comme en 2007 lorsque la direction fédérale du PCF lui demande de se présenter aux élections législatives, puisqu'il s'y présente comme « *républicain de progrès* ». Mais cette distance au parti n'est pas uniquement dirigée contre le PCF dans une relation d'attraction-répulsion, mais également contre le PS dont il fréquente les dirigeants locaux à la mairie :

« A un moment donné, Lambert, me connaissant, voulait me récupérer... Hein ! Les socialistes voulaient me récupérer... »

Parce qu'ils savaient que tu n'étais pas au Parti communiste ?

Oui, c'est pour ça. J'étais un peu... un électron libre, si tu veux. J'ai toujours fait confiance aux gens qui m'ont tracé la ligne quoi, donc je suis toujours resté avec Boulay »

A cette socialisation militante et cette forte estime de soi, s'ajoute un profond sentiment d'avoir été guidé dans son engagement par des militants dont il entend être digne et suivre la même trajectoire : son père, comme son instituteur socialiste dont il partage tout autant l'inscription dans les milieux militants de gauche que la recherche d'une distance au parti ; les différents syndicalistes et militants communistes qu'ils rencontre et dont il dit, au cours de l'entretien, qu'ils ont confirmé

¹ Il exprime à plusieurs reprises lors de l'entretien sa fierté quant à sa carrière sportive. Par ailleurs, une photo le représentant lors d'une compétition de ski figure en bonne place dans le salon de son chalet.

ses convictions ; des élus communistes issus de la résistance et ami de son père comme Gérard Gilles¹ et Claude Boulay². Au-delà apparaît également une autre caractéristique, qu'il est possible de renvoyer à son estime de soi et à sa perception de réussite sociale : les différentes étapes de son engagement politique sont marquées par l'admiration qu'il porte à différentes personnalités, qu'il perçoit comme de « grands hommes » au sens où ils vont fortement influencer sur son engagement, sur sa perception de l'engagement et de la gauche (son père, mais aussi Gérard Gilles et Claude Boulay, ainsi que Jacques Duclos, Marie-George Buffet, et plus récemment Jean-Luc Mélenchon).

C. Capital d'autochtonie et rapport au territoire

Même s'il a beaucoup voyagé, tant pour sa carrière sportive que par goût personnel, il s'inscrit profondément dans un territoire qui constitue une référence permanente de son récit de vie. Le maquis où son père s'engage est explicitement mentionné comme celui de Noiregoutte entre Gérardmer et Rochesson, tout comme la maison familiale qui est désignée par un quartier excentré de Gérardmer, « *fin-fonds des Bas-Rupts* ». Sa réussite scolaire se fait également au regard du canton, tandis que le choix de son CAP s'inscrit dans l'industrie et l'artisanat spécifique de cette vallée : le travail du granit. Il apprend son métier dans une entreprise de Gérardmer. De même, son premier événement politique marquant est la campagne présidentielle de 1969... lorsque Jacques Duclos vient tenir meeting à Gérardmer. De même, lorsqu'au cours de l'entretien, sont évoqués les résultats de l'élection présidentielle de 2002, s'il décrit la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour comme un traumatisme, il n'en fait pas moins référence à une « *manifestation grandiose à Gérardmer* », tout comme il évoque pour les collectifs de 2005, celui de Gérardmer dans lequel il inscrit son engagement militant. Pour évoquer sa proximité au PCF, il remarque qu'au début de son engagement, « *à Gérardmer, à l'époque, c'était le Parti communiste qui comptait* ». S'il s'engage dans les enjeux municipaux et cantonaux, il rechigne davantage à se présenter à la députation :

« Alors là, j'ai été supplié par les communistes de partir. [...] Ils m'ont supplié, les communistes, pour que je parte... [Soupir] Et puis, moi, je n'avais pas trop envie, je te le dis quand même... Et puis, je me suis pris au jeu ».

Tandis que lorsqu'il s'engage à présider le comité de soutien du Front lorrain de gauche dans les Vosges lors des élections régionales de 2010, sans cependant figurer sur la liste, il laisse échapper : « *Là, je n'ai vraiment pas eu peur de m'engager* ». Cela doit se comprendre dans une triple dimension : rupture avec la relative dépolitisation de la fonction élective qu'il pratiquait et qu'impliquait la construction d'un capital notabiliaire local, inscription dans des enjeux politiques et partisans potentiellement sources de conflits avec les militants socialistes, mais aussi communistes

¹ Ancien employé dans le textile, Gérard Gille est maire (PCF) de Gérardmer de 1965 à 1977.

² Claude Boulay est maire (PCF) de Gérardmer de 1989 à 1997 et conseiller général du canton de 1979 à 1985, proche de Charles Fiterman. Cf. Criqui Etienne, « Le Parti communiste », op. cit., p. 99.

qu'il fréquente à la mairie de Gérardmer, et évolution de son engagement politique qui tend à devenir dual (celui d'un notable local engagé à gauche et celui d'un militant partisan intéressé par les jeux et enjeux spécifiquement partisans).

Cette inscription dans le territoire se retrouve également dans sa perception de ses adversaires politiques : ainsi de l'un de ses concurrents (RPR) qu'il ne présente pas comme de droite et habitant d'un quartier de Gérardmer, ou de ce concurrent socialiste « *qui n'a pas attendu son heure* », en tentant d'obtenir en 1998 le mandat de conseiller général contre lui, désigné tant par son lieu d'habitation dans la commune que par son emploi actuel, à Toul en Meurthe-et-Moselle, comme pour mieux affirmer son extériorité aux luttes politiques géromoises. Pour expliquer sa victoire dans un canton pourtant détenu par la droite (même s'il avait déjà élu un conseiller général communiste en la personne de l'ancien maire, Claude Boulay) et alors même qu'il affrontait la concurrence du PS et des Verts, il assume sans détour son capital politique local et son inscription dans les sociabilités locales : « *Bon, on connaissait bien Gilbert Poirot, c'est surtout ça quoi. Je ne pense pas que cela soit l'homme politique vraiment, cela a toujours été un peu spécial Gérardmer. Mais, avec quand même un électorat de gauche* ». S'il apparaît gêné et répond, après un bref silence, qu'il ne pourrait tout de même pas être élu s'il se présentait avec une étiquette UMP, sa femme, qui assiste à l'entretien et intervient quelquefois, est beaucoup plus catégorique : « *Bien sûr que tu serais élu !* ».

Son capital politique est inextricablement lié à la dimension locale de son engagement et à l'imbrication du politique dans ses différentes sphères de vie. Les liens issus de la Résistance locale l'inscrivent dans les réseaux militants locaux ; sa réussite sportive dans une discipline de montagne alors qu'il habite dans une station de sports d'hiver de moyenne montagne l'inscrit également dans le territoire et lui assure une certaine notoriété ; sa réussite scolaire, ainsi que le choix de son CAP l'inscrit dans le tissu économique local ; la réputation grandissante de l'entreprise familiale dans des ouvrages de travaux publics fortement teintés d'intérêt général dans un contexte de reconstruction et de développement économique, ainsi que la politique salariale menée par l'entreprise contribuent également à renforcer la réputation familiale et la sienne, d'autant plus que cette entreprise existe encore sous sa forme familiale et dispose d'une forte réputation à Gérardmer ; certains de ses enfants vivent et travaillent à Gérardmer, comme par exemple sa fille qui y tient un commerce (salon de coiffure). Enfin, ce capital politique fortement ancré dans le territoire et devant autant, sinon plus, à cette inscription dans le territoire et à la réputation individuelle et familiale qu'à son engagement politique et partisan, est constamment réaffirmé et entretenu : premier adjoint en charge du développement durable et de la gestion des ressources naturelles et président de la communauté de communes s'étendant aux trois localités de son canton, il est constamment sur le terrain et développe de nombreuses relations interpersonnelles. De même, son investissement dans les fêtes populaires locales (comme la fête des Jonquilles), ou dans des associations citoyennes locales

(comme TG2V, une association réclamant le retour du TER à Gérardmer pour désenclaver le territoire), lui permettent de constamment rappeler et renforcer son inscription dans le territoire. Dès lors son capital politique, singulier pour un militant d'un parti de gauche radicale dans un territoire rural et fortement ancré à droite comme les Vosges, est fortement tributaire de son autochtonie et de ses ressources politiques proprement personnelles.

D. Une trajectoire électorale notabiliaire

Ce capital politique spécifique traduit une trajectoire électorale préalable à l'engagement partisan et une dualité des engagements : le premier, comme élu local ayant gravi les différents échelons électifs locaux, et ayant limité ses ambitions aux mandats ayant un lien direct avec le territoire dans lequel il s'inscrit ; le second, comme militant partisan actif s'engageant dans les jeux et enjeux partisans tardivement avec sa prise de parti en 2008, après près de trois décennies d'engagement électif et de refus de tout engagement partisan.

En 1971, il est sollicité par Gérard Gilles, le maire communiste sortant, qui a conquis la mairie de Gérardmer lors de l'élection municipale précédente, pour figurer sur la liste qu'il dirige. S'il est ainsi sollicité, c'est autant pour sa notoriété naissante en tant que skieur et entraîneur, mais aussi par son inscription dans les milieux militants de gauche puisque, sans qu'il soit adhérent d'un parti, son engagement « *bien à gauche* » est connu. Mais c'est aussi par l'intermédiaire des relations nées de la Résistance qu'il est ainsi contacté puisque son père et le maire communiste y ont tous deux participé, et ont maintenu des relations amicales par la suite. Dans le même temps, s'il accepte de figurer sur une liste municipale, cela ne signifie pas encore que son engagement s'intensifie. Ainsi, en déplacement en Norvège pour une compétition sportive le jour du scrutin, il ne pourra voter... ayant oublié de donner procuration. La liste dirigée par Gérard Gilles est cependant élue et Gilbert Poirot entre au conseil municipal, mais ils perdent les élections suivantes et n'obtiennent aucun élu. « *Profondément déçu* » par le résultat et ayant pris goût aux activités municipales, il maintient un fort investissement municipal jusqu'aux élections suivantes où la gauche se présente divisée entre une liste communiste sur laquelle il figure et une liste socialiste dirigée par Jean-Paul Lambert¹. Il attribue alors la division au refus des socialistes « *qui n'avaient pas voulu faire l'union au premier tour* », et analyse cette désunion comme expliquant une nouvelle défaite de la gauche qui obtient cependant sept élus municipaux lors de ces élections de 1983. Il devient alors conseiller municipal d'opposition et prépare activement la reconquête de la mairie. En 1989, lors des élections municipales, la gauche se présente unie et gagne la municipalité. La LCR participe également de cette liste et obtiendra

¹ Successeur de Claude Boulay, Jean-Paul Lambert (PS) occupe la fonction de maire de Gérardmer de 1997 à 2014, date à laquelle il est remplacé par Stessy Speissman (PS), par ailleurs conseiller régional de Lorraine.

plusieurs élus municipaux, dont un adjoint au maire, qui est également l'un des dirigeants historiques de la LCR dans les Vosges. A propos de cette configuration particulière de l'union de la gauche, il explique qu'avec les militants de la LCR, « *on n'a jamais eu de mots de travers* ». Claude Boulay (PCF) devient maire de Gérardmer, tandis que Jean-Paul Lambert (PS) devient son premier adjoint. Gilbert Poirot devient également adjoint à la gestion du patrimoine et des forêts dans la nouvelle municipalité. En 1995, la liste menée par Claude Boulay alliant le PS, le PCF et la LCR emporte à nouveau la mairie, malgré une liste autonome présentée par les Verts et leur maintien au second tour (ils obtiennent ainsi deux élus municipaux). A mi-mandat, Claude Boulay (PCF) cède sa place de maire à son premier adjoint, Jean-Paul Lambert (PS). En 2001, puis 2008, la liste d'union de la gauche est réélue, Gilbert Poirot devenant premier adjoint au développement durable et vice-président de la communauté de commune, avant de devenir le président de cette collectivité à partir de 2008. Il est également régulièrement réélu conseiller général depuis 1998 : cette année-là, alors que le conseiller général (proche du RPR) ne se représentait pas, il conquiert ce mandat malgré la concurrence d'un militant socialiste qu'il critique sévèrement. Il sera ensuite réélu en améliorant ses résultats en 2004 (59,95% des suffrages¹), puis à nouveau en 2011 où il est élu au premier tour avec plus de 63% des suffrages². S'il présente un investissement électif quasiment ininterrompu depuis 1971, il ne s'est présenté que deux fois (élections sénatoriale et législative de 2004 et 2007) à une élection dépassant le cadre cantonal ou municipal, marquant ici la limitation de ses ambitions politiques à un territoire dans lequel il est fortement inscrit et dont dépendent, très largement, ses ressources politiques.

Ce long investissement municipal et cantonal et sa forte inscription dans le territoire le pousse à développer un habitus électif marqué par la recherche du *bon sens* et du pragmatisme. Ainsi, lorsqu'il est conseiller municipal d'opposition, il se refuse à la seule opposition idéologique pour y préférer une opposition plus « *constructive* », une opposition « *bien engagée, mais pas stérile* », attitude à laquelle il attribue la victoire électorale lors de l'élection municipale de 1989 : « *On s'est forgé nos capacités de travail, je crois... on a martelé... et c'est pour ça qu'on a gagné les élections, six ans après* ». Ce refus de s'opposer pour s'opposer se traduit également par une volonté constante de participer aux institutions et aux exécutifs locaux : « *Je suis pour gouverner, je ne suis pas un opposant pour être un opposant* » ; « *Moi, je n'aime pas être contre pour être contre, ce n'est pas ma nature. Lorsqu'il y a des choses positives, on peut y aller...* »

¹ Il est réélu au premier tour, en étant soutenu par l'ensemble de la gauche, hormis les écologistes qui présentaient une candidate ayant obtenu 11,24% des suffrages exprimés. Il affronte un seul candidat de droite, soutenu par l'UMP, obtenant 28,82% des suffrages exprimés.

² Lors de cette élection, il est candidat au nom d'une coalition rassemblant le FG et le NPA. Par ailleurs, le PS et EELV ont renoncé à présenter des candidats contre lui, ce qui lui permet d'être, *de facto*, le candidat unique de la gauche. Il affronte alors seulement deux autres candidats (UMP et FN).

Il développe ainsi un ensemble de dispositions et de savoirs incorporés propres à sa trajectoire notabiliaire : refus de l'opposition systématique, préférence pour les réalisations concrètes, faible intérêt pour les débats théoriques ou doctrinaux, distance aux collectifs partisans et à la discipline partisane, méfiance vis-à-vis des étiquettes partisans, etc. La recherche du bon sens se retrouve particulièrement dans l'acceptation et la recherche de compromis et d'arrangements politiques légitimés par l'invocation des spécificités locales. Ainsi, lorsqu'il évoque les tensions qui pouvaient exister entre communistes et socialistes à la mairie : « *Parfois, il y avait des frictions... Cela chauffait un peu, mais bon, c'est toujours le bon sens qui l'emportait. Une volonté de faire l'union* ». Cela le conduit également à rechercher et accepter des arrangements locaux visant à une répartition des mandats entre les différentes tendances de gauche :

« Et puis, bon, c'est vrai qu'il y avait eu un peu, le partage des choses... Quand Claude Boulay a arrêté à mi-mandat, il a transféré au premier adjoint, qui était Lambert. Lambert, il n'a pas été élu en tant que tête de liste, il est arrivé en tant que deuxième. Boulay s'est effacé et lui a laissé le siège. [...] Cela a été un peu un arrangement. Alors, c'est vrai que Boulay, il aimait bien les compromis... Aux cantonales, il devait y avoir le soutien à un candidat unique... Et puis, c'était déjà moi qui était un peu tracé, quoi... Voilà, cela a été un arrangement un peu... pour essayer de ne pas perdre les sièges quoi. »

Les dispositions acquises au cours de sa socialisation (forte estime de soi et croyance en sa construction personnelle, tant par sa réussite scolaire que sportive, distance permanente aux différents collectifs sociaux) et la primauté accordée aux enjeux locaux sur tout autre chose, renforcent les dispositions acquises lors de sa trajectoire électorale marquée et se retrouvent renforcées en retour. Cela le conduit ainsi à valoriser les choix politiques individuels, à se reconnaître dans et à faire confiance à des dirigeants charismatiques, à rechercher le bon sens et le pragmatisme, et enfin, à opérer une déconnexion permanente entre local et national. Cette distinction local/national s'exprime ainsi par la recherche des alliances les plus larges à gauche au niveau local, d'autant plus qu'il analyse la défaite de la gauche lors des municipales à sa division, qu'il critique fortement un candidat socialiste « *n'ayant pas attendu son heure* » lors de l'élection cantonale de 1998, ou encore explique la perte du canton par Claude Boulay au profit d'un candidat de droite, non par une défaite personnelle d'un candidat qu'il soutient totalement, mais par la division de la gauche : « *Mais c'est à cause de la gauche divisée...* ». Les défaites locales sont systématiquement analysées comme le produit de la désunion, sans jamais évoquer des causes d'ordre doctrinal, idéologique, ou encore par des choix de gestion qui auraient été contestés.

E. Politisation des enjeux et prise de parti

Au contraire de son investissement électif, l'engagement partisan de Gilbert Poirot est récent, tout en étant dans la continuité d'un processus de politisation dans le choix des causes défendues (du local au national) qui s'exprime de manière diffuse bien avant son adhésion au PG. Jusqu'au

début des années 2000, cette politisation s'exprime de manière ponctuelle par la participation à quelques meetings lorsque ceux-ci ont lieu à Gérardmer ou à proximité : le meeting de Jacques Duclos en 1969, ou celui de Robert Hue également à Gérardmer, un meeting de François Hollande à Saint-Dié, etc. Cela passe également par une relation d'attraction-répulsion vis-à-vis du PCF dont il se sent proche sans éprouver le besoin ou l'envie d'y adhérer, notamment par son rejet de la politique de l'Union soviétique. Progressivement, son investissement dans les causes politiques plus nationales s'accroît : il participe à des manifestations contre le FN après le premier tour de l'élection présidentielle de 2002, parraine Olivier Besancenot en 2002, Marie-George Buffet en 2007 et Jean-Luc Mélenchon en 2012 (traduisant ici son rapport distancié au PCF (il parraine un concurrent en 2002) et son processus de politisation et de choix partisan), et participe activement – « *je m'y engage à fond !* » – à la mobilisation référendaire concernant le TCE en 2005. Cet investissement est particulièrement important dans son processus de politisation, non parce qu'il le confirmerait ou le créerait, mais bien parce qu'il constitue une intensification de son inscription dans l'espace social de la gauche radicale et un accroissement de ses relations avec de nombreux militants qu'il côtoie néanmoins depuis longtemps. Dit autrement, sa participation à la campagne du non n'est pas le point de départ d'un processus de politisation des causes défendues, du choix partisan ni même d'un processus de radicalisation. Mais il s'agit d'une expérience fondatrice au sens où elle constitue une véritable intensification des interactions militantes, et l'apprentissage d'un militantisme moins institutionnel et plus collectif. Autant de nouveautés pour un acteur marqué par un engagement politique électif reposant sur des ressources politiques individualisées, et des interactions sociales et politiques renvoyant non à une identité collective mais à sa personnalité et sa notoriété. Par ailleurs, cet investissement politique dans la campagne référendaire est vécu comme « *un bon moment* », du fait de réunions nombreuses, de la diversité des personnes présentes, du travail en commun, etc. Alors même qu'il connaît la plupart des militants investis localement dans la campagne référendaire depuis des années, cette campagne constitue la première véritable occasion pour lui, de militer avec eux, dans un même cadre, et en poursuivant un même objectif. Cela n'aboutit pas à la disparition de la concurrence électorale, mais à une relativisation des conflits. Ainsi, alors qu'il évoque ses relations avec le dirigeant local de la LCR, il reconnaît que « *c'est un sacré bon militant, il faut le dire !* », tout en complétant immédiatement ce constat en rappelant le maintien de la concurrence entre la LCR et lui-même : « *Par contre, aux législatives [de 2007], il s'est présenté contre moi quand même ! [Rire]* ».

Par ailleurs, il ne limite pas son investissement à la campagne référendaire et participe activement aux collectifs antilibéraux visant à proposer une candidature antilibérale commune pour 2007, où il

soutient la candidature de Clémentine Autain¹. L'échec de ces collectifs va être ressenti comme une forte déception, ce qui le conduit à faire très peu campagne pour Marie-George Buffet, « *du bout des doigts* » et à attribuer l'échec au refus du PCF de retirer la candidature de Marie-George Buffet. Sa déception est d'autant plus forte qu'il partage avec la direction du PCF et le groupe Mélenchon (mais plus largement avec l'ensemble des acteurs investis dans les collectifs antilibéraux) la croyance en la capacité à convertir le résultat du référendum de 2005 en une dynamique électorale en faveur d'un candidat de gauche adoptant un programme antilibéral et une démarche unitaire : « *Cela a été un échec terrible. On n'a pas su profiter de l'élan de 2005. De l'élan du référendum* » ; « *C'était une grosse déception. Il y avait beaucoup de choses qui étaient en route...* ».

C'est dans ce contexte de politisation progressive qu'il accepte de se présenter aux élections sénatoriales en 2004, puis aux élections législatives de 2007, tout en refusant l'étiquette communiste. Il marque également un intérêt progressif pour la dimension partisane de l'engagement en participant, du fait de l'invitation du dirigeant local de la LCR avec qui il est particulièrement lié, à la première réunion du NPA à Gérardmer, animée par Alain Krivine. Mais cet intérêt pour le NPA est trop faible pour susciter l'adhésion à un parti dont le rapport au pouvoir et aux institutions entre en pleine contradiction avec ses pratiques et dispositions incorporées d'élu local :

« Oulalala... Je me suis dit : Jamais ! Non... J'ai tout de suite compris... [Pourquoi ?] Ben... Ils attaquaient les communistes, ils attaquaient les machins, ils attaquaient... Quand on veut faire un parti de rassemblement, on essaye... J'ai vu tout de suite que ce n'était pas pour moi. D'ailleurs, je n'y suis jamais retourné. Il m'avait invité, j'y suis allé par curiosité, mais j'ai tout de suite vu que ce n'était pas un parti pour moi. ».

Cette opposition quant à l'exercice du pouvoir dans le cadre des institutions existantes constitue un objet de débat constant lors de ses nombreuses rencontres avec des militants de la LCR : « *Vous voulez aller au gouvernement, nous, on ne veut pas. C'est toujours un peu les mêmes rengaines... C'est toujours les mêmes rengaines, parce qu'en fait, ils ne veulent pas diriger* ».

Ce processus de politisation des causes défendues, qui ne sont plus exclusivement inscrites dans le territoire, produit également une prise de distance par rapport aux militants socialistes et une coupure très nette entre les affaires locales et nationales, afin de concilier activité d'élu local et

¹ Ce soutien à la candidature de Clémentine Autain peut s'expliquer par une forte homologie entre les dispositions militantes de cette candidate à celles qu'il développe. Elue au conseil de Paris, elle entretient un rapport relativement distant au PCF en se déclarant apparentée communiste et en n'adhérant pas au PCF (elle adhèrera cependant quelques temps à l'UEC), tout en devenant progressivement l'une des figures du mensuel *Regards*, animé essentiellement par des communistes unitaires. A cette homologie de position (en tant qu'élu, mais aussi en tant qu'acteur entretenant une relation tout à la fois proche et distante au PCF), s'ajoute la valorisation du pragmatisme électoral et du bon sens : tout à la fois proche du PCF, mais potentiellement acceptable par les autres composantes des collectifs antilibéraux, il lui semble qu'elle peut réaliser l'unité. Sa notoriété militante et médiatique grandissante garantit également une candidature « crédible » et efficace électoralement, etc. A cela peut encore s'ajouter d'autres dimensions plus biographiques : présenter une femme, jeune, radicale, mais intégrée dans le jeu institutionnel, proche du PCF sans y faire allégeance, etc. Toutes ces dispositions renvoient indéniablement aux propres dispositions de Gilbert Poirot ainsi qu'à sa perception d'une « *bonne candidature* ».

conflictualisation des enjeux nationaux : « Avec les socialistes, je ne parle pas trop politique [nationale]... La mairie, c'est la mairie ». Dans le même temps, le choix de se présenter à des élections parlementaires conduit à une concurrence directe avec les militants socialistes : « Les socialistes ne m'ont pas fait de cadeaux ! C'était des adversaires farouches ! ». Tandis que cette politisation conduit à ressentir plus durement les compromis passés au local : « Les socialistes, ils nous ont quand même fait avaler des couleuvres, il faut le dire... »¹. Même s'il distingue l'activité municipale où il agit avec des militants socialistes, du champ politique national dans lequel son investissement tend à critiquer de plus en plus sévèrement le Parti socialiste, cette prise de distance critique s'exprime aussi localement par la détérioration des relations au sein de la municipalité et la décision de ne plus se représenter aux élections municipales en 2014. Cette prise de distance s'exprime quant aux difficultés qu'il ressent pour exprimer et faire passer ses idées :

« J'aimais mieux la municipalité Boulay que la municipalité Lambert... En ce moment, moi, j'ai des messages que j'ai du mal à faire passer, tu vois... En ce moment, j'en ai marre de la mairie ! Je commence à être saturé... parce qu'ils font avaler des couleuvres, il ne faut pas croire. Ce n'est pas facile ».

Cela passe également par l'affaiblissement, voire la disparition des sociabilités militantes au sein de l'équipe municipale. Ainsi, il distingue une période où la majorité de gauche était « vraiment très soudée. On faisait des casse-croûtes, etc... pour souder vraiment l'équipe. J'ai beaucoup apprécié. C'est vraiment un plaisir de travailler comme ça » et la période actuelle qui voit la disparition de ces moments de convivialité et de sociabilité, conduisant à des relations n'ayant plus grand-chose à voir avec l'amitié ou la camaraderie car limitées à de simples « relations de travail », ce qu'il exprime par le refus de reconnaître tout caractère collectif à la majorité de gauche : « Là, l'équipe, je te le dis tout de suite, il n'y en a plus ! ». L'affaiblissement des sociabilités est d'autant plus ressenti que son propre processus de politisation conduit à adopter une attitude plus critique envers les socialistes, mais constitue également une explication de ce processus de politisation par l'affaiblissement des sociabilités qui auraient pu constituer un élément de résistance à sa prise de distance.

Le choix d'adhérer au PG et de s'engager pleinement dans les luttes partisans constitue ainsi une étape d'un processus plus vaste de politisation qui est ainsi confirmé et renforcé par cette adhésion. Cette politisation conduit également à un accroissement des tensions dans ses rapports avec des militants investis dans d'autres organisations partisans, en particulier le PS et le PCF, les dirigeants de ce dernier ressentant d'autant plus difficilement cet engagement partisan qu'il avait toujours refusé d'adhérer au PCF ou même de concourir sous leurs couleurs. Il évoque ainsi des relations assez tendues avec les dirigeants communistes : « Oh ! Il y a eu un froid ! Je me rappellerai longtemps

¹ Par ailleurs, il distingue progressivement les « vrais » socialistes, c'est-à-dire selon lui, ceux qui ont « eu le courage de voter pour le non » en 2005, des autres militants socialistes. Cette coupure contribue ainsi à façonner une représentation des socialistes qui ne sont plus marqués par les réalisations concrètes au local, mais par un conflit national sur la question de l'intégration européenne.

la première manifestation, à Epinal, on a déposé des fleurs à la préfecture... je ne sais plus pourquoi... Enfin bon... Euh... Oh le froid ! ». Cela ne conduit pas cependant à des critiques directes, hormis de quelques dirigeants communistes, mais plutôt par la perception d'un changement d'attitude, tant de la direction que des militants communistes. Interrogé sur ses relations avec les militants communistes au moment de l'entretien, c'est-à-dire pendant la campagne présidentielle de 2012, sa réponse atteste de la permanence des tensions : *« Je fais pour que cela aille bien... enfin, je fais pour... ne pas faire de vagues »*.

Le rapport au PCF n'est jamais loin au cours de cet entretien. Ainsi, alors qu'il évoque et tente de définir le FG comme un *« rassemblement de courants un peu différents [...] Je trouve que c'est une force de rassembler des gens qui ne pensent pas tout à fait pareil ! C'est une richesse »*, il vient rapidement nuancer ce propos en critiquant à demi-mot la position du PCF (en laissant en suspens la fin de sa phrase), tandis que sa femme intervient pour abonder dans la critique du PCF :

« C'est vrai qu'on a le Parti communiste qui tire les pieds...

Sa femme. *Ah oui, le parti communiste...*

Il reprend. *Alors, on aura du mal [il pense à l'éventualité d'un Die Linke]... mais le Parti communiste, pour eux, c'est leur sauvegarde le Front de gauche ! S'ils n'ont pas compris ça ! Le Front de gauche, c'est la sauvegarde des petits partis qui s'unissent pour faire quelque chose ! C'est quand même quelque chose de bien ! »*.

Ces tensions semblent avoir été les plus fortes lors des élections cantonales de 2011. Gilbert Poirot est alors candidat au nom d'une alliance électorale regroupant le FG et le NPA, tandis que le PS renonce finalement à présenter un candidat sur ce canton. Il est alors réélu dès le premier tour. La majorité départementale est néanmoins fortement ancrée à droite où se joue une concurrence entre deux groupes issus de l'ancienne majorité pour l'obtention de la présidence du conseil général, entre Christian Poncelet et les réformateurs emmenés par Philippe Faivre (droite). Lors des deux premiers tours du scrutin pour la présidence du conseil général, le groupe socialiste et républicain dans lequel siège Gilbert Poirot (le FG n'ayant qu'un élu) vote pour le président de leur groupe, le socialiste Etienne Pourcher. Au troisième tour, ce groupe de gauche choisit de retirer la candidature d'Etienne Pourcher et de soutenir le candidat des réformateurs pour obtenir l'assurance d'un traitement équitable des cantons dans les subventions allouées par le conseil général. Deux conseillers généraux socialistes décident de soutenir Christian Poncelet, tandis qu'un troisième élu socialiste préfère s'abstenir. Gilbert Poirot maintient sa solidarité avec le groupe de gauche. Finalement, le ralliement des deux conseillers généraux socialistes permettra l'élection au troisième tour de Christian Poncelet. Alors qu'après le retrait de la candidature d'Etienne Pourcher, les possibilités stratégiques du groupe socialiste et républicain sont extrêmement réduites, le PCF publie immédiatement un communiqué pour faire part de sa désapprobation et réclame la démission de l'élu de Gérardmer. A l'inverse, la section géromoise du PCF le soutient, tandis que le NPA n'adopte aucune position publique. Enfin, le PG fait paraître un communiqué dans lequel il pointe la responsabilité du groupe socialiste et

républicain, et critique fortement le retrait de la candidature d'Etienne Pourcher. Les appels à la démission de Gilbert Poirot par la direction du PCF sont alors la cause de fortes tensions (du fait, notamment, de fortes rivalités personnelles) avec les dirigeants communistes locaux : « *Cela a été une journée terrible [...]. Cela a été terrible quand ils ont fait ça... Quand je vois qu'aujourd'hui, il faut encore discuter avec...* [Secrétaire du PCF], *ça... cela reste quand même là...* ». Sa femme intervient alors à nouveau pour affirmer un changement de comportement de certains militants communistes vis-à-vis d'eux : « *Quand même, ils ont fait la gueule ! Ils ne sont quand même plus comme avant !* ».

Son adhésion au PG, dès novembre 2008, se fait sur le mode de l'évidence¹ :

« Pourquoi j'ai adhéré à un parti d'un coup ? Parce que je me suis dit : c'est là qu'il faut que j'aille ! C'est tout ! »

« Pourquoi le Parti de gauche ?

Je pense que c'est vraiment le parti qui correspond à mes idées. »

Dans cette explication des causes de son engagement, il évoque la nouveauté qu'il représente dans le champ politique, nouveauté qu'il oppose à l'image passéiste qu'il se fait du communisme :

« Parce que... moi, je ne crois plus au communisme, je te le dis comme je le pense... Parce que le communisme, il a l'image de... du passé quoi ! Tandis que le Parti de gauche, c'est un Parti socialiste, vraiment socialiste qui incarne un changement politique. »

Mais cette adhésion s'inscrit également dans le temps plus long de sa propre politisation et de l'accroissement de son investissement dans les jeux et enjeux nationaux (manifestation anti-extrême-droite, campagne référendaire de 2005 et participation aux collectifs antilibéraux, présentation à des élections parlementaires en 2004 et 2007, etc.). Enfin, la découverte d'un leader charismatique en la personne de Jean-Luc Mélenchon n'est pas étrangère à cet engagement. Celui-ci présente en effet des caractéristiques qui sont autant de qualités pour lui : il le considère comme le ministre le plus à gauche du gouvernement Jospin, comme un grand orateur, un « meneur » qui le conduit à la certitude quant à son militantisme. C'est également un socialiste qui a fait preuve de « courage » en faisant campagne pour le non en 2005 (renvoyant alors à la distinction qu'il pose entre les socialistes en fonction de leur position en 2005), mais aussi en quittant un parti dans lequel il pourrait finir sa carrière : « *Enfin, quelqu'un qui a du courage ! Parce que, quand même, pour lui, l'avenir, enfin la garantie, c'était quand même de rester au chaud au PS, même en ne pensant pas tout à fait comme les autres...* ».

Alors que cette adhésion aurait pu déboucher sur un maintien d'une certaine distance au collectif partisan, Gilbert Poirot va au contraire s'engager pleinement dans les jeux et enjeux partisans. Cet investissement confirme ainsi l'idée d'une adhésion partisane ne constituant pas une rupture dans sa trajectoire politique, mais une certaine continuité dans un processus de politisation des causes défendues qui le conduit à s'engager dans deux espaces politiques aux modalités concrètes

¹ Son engagement partisan prend également une forte dimension familiale. En effet, sa femme et deux de ses enfants sont également adhérents du PG.

différentes. Alors qu'il ne participe que peu à des meetings politiques, hormis ceux qui se déroulent à Gérardmer ou à proximité, il se rend au meeting de fondation du PG à Saint-Ouen, en région parisienne, le 29 novembre 2008. Evoquant ce meeting, il en affirme immédiatement la réussite par le nombre de personnes présentes, renvoyant alors à l'un des critères de réussite des meetings ayant cours au sein des partis : « *Déjà, un rassemblement de 3000 personnes comme ça, pour un parti tout jeune, qui se lançait, ce n'était pas si mal...* ».

Par ailleurs, même s'il évoque immédiatement la présence d'élus nationaux et locaux comme un élément positif de ce meeting, il complète aussitôt : « *Enfin, ce n'était pas une envolée d'élus, c'était surtout des gens de... des gens de la base, quand même ! Et ça, cela m'a plu !* ». Il se rend ainsi régulièrement à des meetings et événements organisés par son parti en ne limitant plus ses déplacements au local. Il participe ainsi à la manifestation pour une sixième République, le 18 mars 2012 à la Bastille, ainsi qu'à la manifestation du 5 mai 2013 organisée par le FG à Paris. De même, il se rend à différents meetings régionaux, comme celui de Metz, en janvier 2012. Evoquant ce dernier meeting, il traduit implicitement les motivations qu'il retire de cette activité, celles d'une insertion dans des sociabilités aussi fugace qu'intense constituée dans et autour du meeting et constituant une séquence de remotivation particulièrement forte pour les militants :

« Ah ! Cela a été... J'étais... Ravi ! Ravi ! Une ambiance ! Et puis, il y a avait du monde ! Il y avait quand même une ambiance... Ca, cela fait du bien d'aller là-dedans...

Sa femme : *et puis, il y avait beaucoup de jeunes ! »*

Il s'investit également fortement dans la vie partisane, en participant à de nombreuses réunions locales de son parti, dont il devient l'un des dirigeants en intégrant la coordination départementale dès 2009. Son intérêt pour les jeux et enjeux partisans s'inscrit également dans une dimension nationale : il devient en 2010, l'un des quatre vosgiens membres du CN du PG (même s'il n'y participe pas de manière active). De même, il est l'un des délégués vosgiens lors des trois congrès du PG. Il évoque ainsi de manière extrêmement positive cet investissement partisan :

« Le congrès du Mans, cela a été un moment merveilleux. J'ai beaucoup aimé, n'est-ce pas Marina ? [Sa femme était également déléguée à ce congrès] J'ai passé trois jours du tonnerre de Dieu ! Moi, j'ai bien aimé. Il y a eu des grandes discussions sur la question du cumul des mandats, Jean-Luc s'est même fâché... »

Tout juste consentira-t-il une critique sur l'organisation des hébergements et sur la méthode de vote retenue pour la désignation du BN¹ : « *Cela n'a pas été un grand moment...* ».

¹ Liste bloquée sans possibilité de panachage, les congressistes souhaitant voter pour d'autres personnes étant ainsi contraint à la réalisation d'une liste entière en « piochant » dans la nombreuse liste des candidats au Bureau national, ce qui a donné lieu à quelques mouvements dans la salle du congrès, sans cependant constituer un véritable mouvement d'opposition, contrairement au congrès de Bordeaux en 2013 où ce système de liste bloquée sans panachage possible et la très forte présence de militants franciliens sur cette liste, a fortement concentré les débats sur la désignation du bureau national et conduit une majorité de congressistes à ne pas opter pour la liste proposée.

Participant à la vie interne et aux activités militantes (réunions locales, congrès, CN, réunions publiques, meetings, etc.) et s'investissant dans les jeux et enjeux partisans, il manifeste son engagement par des lectures, notamment des livres de Jean-Luc Mélenchon, – « *tout ce qui est de Jean-Luc Mélenchon* » – et profite d'une hospitalisation qui le contraint au repos pour lire, annoter et préparer des fiches sur le programme du FG afin d'améliorer ses interventions publiques.

Enfin, cet engagement partisan se traduit encore par un investissement plus directement partisan et électoral, notamment lors des élections régionales de 2010 où il apporte son soutien, en devenant président du comité de soutien vosgien, à la liste du Front lorrain de gauche conduite par des militants du PG, des dissidents communistes et des membres de la FASE, alors même que le PCF avait choisi, en Lorraine, l'alliance avec le PS : « *Le PS, ici, quand ils m'ont vu en photo en soutien à la liste, ils faisaient la gueule... Ils ont été un peu surpris quand même* ». Il explique alors avec fierté que lors de cette élection, « *alors là, je n'ai pas eu peur de m'engager...* ». Cette réflexion doit ainsi se comprendre dans la distance aux partis politiques qu'il avait toujours entretenue, privilégiant une trajectoire électorale locale, qui bien qu'ancrée à gauche, se faisait largement sur des enjeux locaux et, sans refuser les enjeux de politique nationale, tendait à en faire des exceptions. Ce soutien actif à une liste concurrente à celle du PS et du PCF (à laquelle participe alors la secrétaire fédérale du PCF en tant que conseillère régionale, habitante du même canton et ancienne employée municipale de Gérardmer, et le secrétaire de la section socialiste de Gérardmer, par ailleurs élu municipal), qui pourrait paraître mesuré dans la mesure où il n'est pas présent sur la liste du Front lorrain de gauche, constitue pour lui une affirmation de son engagement et de son investissement dans des luttes politiques sur un fondement partisan.

*

* *

Les trois partis se distinguent fortement quant à la place qu'ils accordent aux élus dans les jeux intra-partisans. Alors qu'au NPA, ils sont peu nombreux et ne constituent pas un véritable objectif, ils sont au contraire placés au centre des jeux intra-partisans au PCF. D'une part, la dénationalisation du vote communiste conduit à renforcer le rôle des élus dans le maintien de l'influence communiste. D'autre part, la détention d'un ou plusieurs mandats électifs est une caractéristique présente chez une majorité des membres des instances nationales du PCF. La préservation d'un nombre important d'élus constitue également un support identitaire (comme maintien de la spécificité communiste dans l'espace de la gauche radicale et comme « preuve » militante que le PCF fait toujours partie des partis qui « comptent »). Enfin, c'est une ressource financière centrale pour ce parti. S'il apparaît que les élus donnent accès à, et sont en eux-mêmes une ressource partisane, celle-ci ne prend cependant

pas la même valeur en fonction des représentations ayant cours dans chaque parti et du rapport, très variable, entretenu par les acteurs disposant d'un capital électif à leur parti. En cela, le fait de disposer d'élus et de constituer ce fait en un objectif dans les représentations intra-partisanes, peut fortement contraindre et réduire les marges de manœuvres des directions partisanes. D'une part, en ce que pour des partis marginaux dans la compétition électorale, l'obtention d'élus suppose souvent la passation d'alliances, elles-mêmes productrices de débats et de résistances plus ou moins fortes. En d'autres termes, pour ces partis, passer des alliances peut assurer l'obtention de positions électives, tout en déstabilisant l'économie des positions intra-partisanes. Par ailleurs, dans le cas du PCF, l'affaiblissement du pouvoir central et l'autonomisation corrélative des élus locaux a au moins deux types de conséquences : d'une part, cette autonomisation tend à la mise en place d'une relation de négociation entre élus et direction partisane ; d'autre part, la capacité des élus à trouver dans la compétition politique locale des ressources politiques non dépendantes de l'ordre partisan (et parfois contradictoires) peut conduire à des décalages importants entre les intérêts exprimés par l'entreprise partisane nationale/fédérale et les micro-entreprises localisées et personnalisées qui se structurent autour de certains élus¹.

Dans des partis valorisant très fortement le militantisme, l'accès à des mandats électifs est le produit d'un processus de promotion dans l'espace partisan, c'est-à-dire vu comme une forme de rétribution de l'activisme militant, même si cette logique n'est pas (ou plus) centralisée comme pouvait l'être la promotion des cadres communistes par la section des cadres. Dans les exemples d'Alain Amicabile et de Patrick Hatzig, l'accès à un mandat régional (qui, par le mode de scrutin, est le plus à même d'être contrôlé par les directions partisanes) est dans la continuité d'une trajectoire s'inscrivant avant tout dans l'espace partisan et n'est obtenu qu'après la double conquête du poste de secrétaire fédéral et de membre du CN. Cependant, dans les deux cas, la trajectoire ascendante ne peut progresser plus avant, ni dans l'espace partisan, ni par la conquête de mandats électifs plus « prestigieux ». La trajectoire d'Alain Amicabile est stoppée par la normalisation de la contestation intra-partisane à laquelle il participe. Cette rupture multidimensionnelle avec le PCF le contraint à une reconversion difficile et aléatoire (la réussite de cette reconversion n'étant acquise que bien des années plus tard). De même, celle de Patrick Hatzig ne progressera plus guère après l'accès au poste de secrétaire fédéral, à celui de conseiller national et à la conquête d'un poste de conseiller régional, si on excepte l'obtention d'une vice-présidence dans l'exécutif régional après la conquête par la gauche de la région Lorraine en 2004. Proche de Robert Hue et partisan des alliances avec le PS, il n'est pas renouvelé au CN, malgré son souhait d'y être reconduit. Tout juste est-il nommé

¹ « *l'armature et la survie du PCF doivent également beaucoup à ses élus qui, pour conserver leurs mandats, pratiquent sans état d'âme une stratégie de cartellisation, souvent à rebours du positionnement plus idéologique de la « direction du parti».* ». Cf. Andolfatto Dominique et Greffet Fabienne, « La « semi-cartellisation » du Parti communiste français », *op. cit.*, p. 337.

coordinateur régional du PCF après sa démission de son poste de secrétaire fédéral de Meurthe-et-Moselle¹. Toute autre sera la trajectoire de Gilbert Poirot qui vient tardivement à l'engagement partisan, même si cet engagement et sa conquête de différents mandats électoraux est le produit d'une longue carrière politique locale et d'un tout aussi long compagnonnage au PCF. Son adhésion présente ainsi des caractéristiques proches de l'adhésion de régularisation décrite par Georges Lavau². Cependant, elle ne se produit pas en direction du PCF, mais de son associé mais néanmoins rival, le PG. Le moment de son adhésion n'est pas non plus anodin puisqu'il adhère dès le mois de novembre 2008. Le contraste avec son refus permanent d'adhérer au PCF (ou même au PS) n'en est que plus saillant. Cette adhésion se produit par ailleurs alors même que sa carrière électorale est faite, sans que l'adhésion au PG ne lui soit d'un quelconque intérêt politique³. Les différents exemples évoqués au cours de ce chapitre montrent la diversité que peut prendre l'articulation entre trajectoire militante/intra-partisane et mandats électifs. La potentielle non-concordance des rôles électifs et partisans nécessite des ajustements identitaires et symboliques pour les acteurs qui évoluent dans des espaces aux règles du jeu, aux enjeux, aux routines et représentations parfois très éloignés. Il est possible de poser deux conséquences pour notre objet : d'une part, la nécessité de distinguer les ressources revendiquées par un parti des ressources qu'il peut effectivement mobiliser, du fait de l'hétérogénéité des interactions entre direction partisane et élus ; d'autre part, le rapport aux élus diffère fortement entre les partis composant l'espace de la gauche radicale, du fait notamment d'un positionnement différent quant à l'inscription dans le jeu institutionnel et aux représentations négatives ou positives que le parti considéré véhicule quant aux institutions politiques.

¹ C'est cependant lui qui a organisé sa succession. En 2012, il est le directeur de campagne de Julie Meunier, ancienne responsable des JC en Meurthe-et-Moselle. Elle lui succède au poste de secrétaire fédérale en 2012, puis accède en 2013 au CN. En 2014, elle devient conseillère municipale de Nancy, reprenant ainsi le mandat préalablement occupé par Patrick Hatzig.

² Lavau Georges, *A quoi sert le parti communiste français ?*, *op. cit.*, p. 103-104.

³ Bien au contraire, les positions relativement rigides de ce parti quant aux alliances électorales avec le PS peuvent constituer une difficulté à surmonter pour lui dans la mesure où le maintien de ses mandats électifs dépend (partiellement) de la possibilité de déconnecter enjeux nationaux et enjeux locaux, et d'avoir une pratique pragmatique des alliances politiques locales. En d'autres termes, son adhésion peut fragiliser les positions qu'il occupe localement.

Conclusion de la deuxième partie

Les partis de la gauche radicale peuvent être rapprochés quant à la position qu'ils occupent dans le champ politique et un objectif commun de rupture avec le capitalisme et/ou le libéralisme, tout en étant fortement opposés quant aux manières d'y parvenir. Qu'il s'agisse de braquer la focale sur le travail de construction symbolique du collectif partisan ou sur la mise en cohérence biographique des raisons de s'engager, des variables sociographiques et des pratiques militantes ou encore du rapport aux institutions (au prisme des acteurs qui, de par leur position, personnifient ce rapport), les partis étudiés apparaissent comme (relativement) différenciés. Les congrès peuvent être appréhendés comme une pluralité de scènes enchevêtrées lors desquelles se construit la sociation partisane par l'interaction entre logique descendante et investissement/traduction individuelle des raisons d'y participer et de s'engager. Ces arènes militantes temporaires sont autant de fenêtres ouvertes sur les cultures d'organisation des partis de gauche radicale et des pratiques militantes qui y ont cours. Le contenu proposé à la vente sur les stands librairie des congrès pourrait constituer un objet d'étude à part entière tant il diffère d'un parti à l'autre alors même que ces partis occupent des positions proches dans le champ politique. Un meeting est organisé lors du congrès du NPA et du PG. Dans les deux cas, il s'agit, au travers de ce dispositif, de donner à voir et de construire l'identité partisane. Mais le contenu et la place dans la temporalité du congrès diffère fortement. Le meeting organisé lors du congrès du NPA de février 2011 se déroule le samedi soir, tout comme un concert. La soirée permet alors de continuer autrement l'investissement politique en délaissant les débats d'orientations pour une politique plus informelle et festive. Faisant écho aux affiches qui ornent les murs du congrès, le meeting porte sur la révolution tunisienne et permet la mise en scène de l'internationalisme du NPA et de sa dimension révolutionnaire. Au PG (2010), le meeting clôt les travaux du congrès et se déroule le dimanche en fin de matinée. Les intervenants sont issus des différentes organisations du FG, leurs interventions ponctuées de nombreux « Unité ! » du public, le meeting est tout entier tourné vers la pérennisation du FG, et plus encore, vers la production de la « présidentialité » de Jean-Luc Mélenchon. Les exemples portant sur ces petits détails par lesquels est produit et diffusé un univers symbolique propre à chaque entreprise partisane pourraient être multipliés. Que cela soit par la reconstruction *a posteriori* des raisons de s'engager, exercice auquel le questionnaire (et son contexte de réalisation) invitait, ou par la mise en sens individuelle de l'identité partisane (item portant sur la définition subjective de l'identité partisane par ses membres les plus actifs), les univers militants diffèrent tout aussi fortement. Les variables sociographiques et les pratiques militantes font également apparaître de réelles différences. Enfin, ces partis se distinguent également quant aux rapports aux élus et, plus généralement aux institutions : alors que le maintien d'un important réseau électif constitue une ressource centrale en même temps qu'une contrainte

pour le PCF, les élus sont quasiment absents du NPA, etc. Ces éléments traduisent l'implantation et l'audience des partis, mais également leurs pratiques d'alliance, leurs dispositifs de campagne et leurs intérêts dans les élections. Au-delà des ressources et contraintes générées par l'obtention et l'entretien d'un réseau électif, la place des élus dans les dispositifs partisans dénote un rapport nettement différencié aux institutions politiques et aux pratiques et routines qui en résultent.

Toutefois, il ne s'agit pas de survaloriser ces différences. En effet, c'est bien une impression de proximité qui domine. En d'autres termes, les distinctions observées n'empêchent pas, bien au contraire, le repérage de tendances communes à ces trois partis. Ainsi, les congrès, au-delà de leur diversité, constituent des dispositifs de mise en scène du collectif partisan au travail, valorisant fortement les débats entre participants, autant si ce n'est plus que ce qu'il se passe sur scène qui n'est bien souvent, à l'exception des principales interventions, qu'une extension des débats dans les différents espaces du congrès. Cette logique de valorisation de la « base » n'est cependant pas contradictoire avec une attente d'un certain spectacle quant à la scène. Les participants viennent pour débattre, participer aux choix d'orientation, participer à un événement militant, mais aussi pour voir et entendre les discours des principaux leaders partisans. De même, l'organisation du temps et de l'espace du congrès répond, au-delà des différences de style et/ou de contenu, aux mêmes impératifs, parmi lesquels le développement de sociabilités militantes et d'un esprit de corps (par le travail permanent d'homogénéisation et d'expression du collectif). Bien que diverses, les explications de l'engagement font prévaloir les motivations doctrinales et valorisent l'idée de rupture. Cette manière d'appréhender et de produire une explication politique/idéologique/doctrinale de l'engagement exprime une grammaire commune à la gauche radicale par laquelle est vécu et interprété l'engagement. En définissant ainsi leur engagement, les militants livrent davantage un récit des normes de présentation de soi de leur milieu militant qu'ils n'expriment leurs motivations. De même, cette enquête comparative permet la mise en exergue d'un recrutement répondant à des logiques communes, qui distingue davantage les partis de gauche radicale dans le champ politique ou, plus encore, au regard de la population française, qu'entre eux. Les congressistes sont en majorité des hommes et résident pour la plupart en milieu urbain. Le recrutement de ces trois partis fait également apparaître une nette surreprésentation du secteur public et des enseignants, ainsi qu'un fort capital scolaire et universitaire. L'engagement partisan est souvent un investissement ancien, soit caractérisé par la fidélité à un parti, soit par de nombreuses expériences partisans. La multipositionnalité partisane, associative et syndicale constitue la modalité la plus commune du militantisme. Enfin, bon nombre de militants consacrent un temps important à leur engagement. De la même manière, si le rapport aux élus diffère selon les partis étudiés, le fait que les élus, en tant que personnification du rapport entretenu au système partisan, sédimentent les tensions autour de conceptions variées et concurrentes du politique, est commun à ces trois partis. En d'autres termes,

plus qu'ailleurs, les élus sont au cœur des nombreux débats qui animent les partis de gauche radicale et qui peuvent se résumer ainsi : quand le compromis acceptable se transforme-t-il en compromission et reniement des idéaux ? Parce qu'ils incarnent toujours potentiellement cette pente que les représentations militantes assimilent souvent à la « gestion loyale du système », à une logique « gestionnaire » ou encore au « réformisme », les élus sont tour à tour adulés pour leurs réalisations et soupçonnés d'abandonner les idéaux du parti, etc. La prise de rôle qu'implique l'accès à des mandats électifs est ainsi, dans la gauche radicale, souvent synonyme d'un décalage croissant entre rôle militant et rôle électif au fondement de stigmatisations croisées. Ce faisant, ces luttes de sens attestent d'un même rapport conflictuel, d'attractions-répulsions au jeu institutionnel, commun à ces trois partis, même dans le cas du PCF où la conquête de mandats électifs constitue une modalité normale et acceptée de l'engagement. Même dans ce parti se jouent des oppositions permanentes autour de « l'indépendance » des élus, de l'insuffisance de leurs réalisations ou de leur loyauté envers le parti, de leur « opportunisme », etc.

La gauche radicale apparaît ainsi comme un tout petit monde militant (dans lequel l'interconnaissance est forte) entre entreprises partisans d'autant plus contraintes à la différenciation qu'elles produisent des offres politiques proches, visent un même électorat et recrutent, certes différemment, mais dans les mêmes segments de la société. La gauche radicale se présente ainsi comme un espace politique saturé d'organisations dans lequel les militants peuvent parfois (lorsqu'ils s'investissent en politique par le biais d'un milieu militant pluripartisan¹) aisément « faire leur marché ». Le récit de l'entrée en politique du secrétaire départemental de la GU de Meurthe-et-Moselle (ancien militant de l'UNEF et de la LCR) est significatif :

« Et... en commençant à militer à l'UNEF-ID cette année-là en 1998, euh... alors, j'ai commencé à me poser des questions politiques, même si je m'en posais déjà pas mal avant. Disons que le fait de rencontrer, dans le cadre du syndicalisme étudiant, des militants politiques, ... ben... cela aide à... à se poser des questions politiques de façon peut-être un peu moins générale, plus concrète. Cela aide à mieux se poser des questions politiques, et puis, du coup, cela aide à se poser la question d'un engagement politique, donc c'est tout simplement en rencontrant des militants..., des militants politiques qui avaient aussi une activité syndicale à l'UNEF-ID que j'ai commencé à militer à la LCR. Voilà. Je... enfin je... il y avait plusieurs possibilités à ce moment-là. Disons que les deux forces politiques qui intervenaient à cette époque-là, c'était la Gauche socialiste... [...] et puis les militants de la LCR. Des JCR. Voilà. Et moi, j'ai eu des discussions avec tout le monde, ce qui m'a semblé le plus convaincant à ce moment-là, c'était..., c'était les JCR et la LCR. » (Entretien le 6 juillet 2011)

L'UNEF nancéenne va également permettre une reconversion rapide de celui qui est aujourd'hui co-secrétaire du PG en Meurthe-et-Moselle. En reprise d'études à l'université de Nancy, Pierre Hanegreefs se rapproche de militants de LO en 2003 et commence à militer activement (il s'éloigne cependant très vite de LO en 2004). Il adhère au même moment à l'UNEF où l'équipe dirigeante est

¹ Au sens d'un espace de militantisme durable et commun à plusieurs entreprises partisans comme peut l'être l'UNEF. Cf. Mathieu Romain, « « Construire le débouché politique ! » La pluralité des rapports au politique des étudiants syndicalistes au prisme d'une analyse localisée de l'UNEF », com. cit.

composée de militants socialistes (Nouveau Monde, groupe Mélenchon) : « *en étant dans l'UNEF, j'ai découvert d'autres militants, d'autres visions politiques* » (Pierre Hanegreefs, entretien le 4 mai 2012). Il s'engage rapidement à PRS, puis au PS (même s'il ne s'y investit guère) avant de participer à la fondation du PG et d'y occuper immédiatement et de manière continue des responsabilités locales (co-secrétaire départemental) et nationales (CN). Le changement d'entreprise partisane est ici facilité par le passage par deux organisations dirigées par la même équipe militante (l'UNEF nancéenne et PRS) qui donne un sens (adhérer au PS pour soutenir l'action du groupe Mélenchon) à un engagement socialiste qu'il perçoit pourtant comme faiblement attractif.

Ces deux exemples, fondés sur le rôle du syndicalisme étudiant comme passerelle entre différentes entreprises partisans, ne sont cependant pas limités à cette configuration. Les reconversions militantes sont nombreuses. Le passage d'une organisation de gauche radicale à une autre présente un faible coût symbolique et social : la proximité doctrinale et des pratiques et la forte interconnaissance facilitent ces reconversions au sens où changer de parti ne nécessite pas un apprentissage de règles du jeu et de pratiques trop différentes (le réinvestissement des dispositions acquises préalablement est aisé), pas plus qu'il ne nécessite une redéfinition, pour un individu, de son identité politique personnelle. Un changement de parti, s'il se traduit souvent dans les trajectoires des militants interrogés, par une coupure (plus ou moins importante) avec les relations militantes antérieures, se fait en terrain (relativement) déjà connu. Il en est ainsi de l'adhésion au PCF de Christian Poirson. Actuellement secrétaire de la section nancéenne du PCF, il a été militant au PCmlf pendant vingt ans (1968-1988) avant de s'engager dans le militantisme anti-FN (Ras l'Front) de 1992 à 2006. Interrogé sur son réengagement partisan en 2007 au PCF alors qu'il avait longtemps été membre d'un parti portant une critique radicale du PCF, il construit une continuité entre ces deux engagements et se présente comme un sympathisant de longue date du PCF ayant à plusieurs reprises hésité à adhérer avant de franchir le pas en 2007 en raison de la « *crise des subprimes* ». Pourtant, au-delà de ce déclencheur, l'existence de relations préexistantes avec des militants communistes a facilité l'inscription de l'engagement au PCF comme scénario possible :

« Comment s'est passée votre arrivée au PCF? »

Bien. Bien. Puisqu'on se connaissait depuis des années déjà. Depuis les années Ras l'Front, j'étais très ami, sans qu'on se voit souvent, avec le secrétaire fédéral du Parti communiste en Meurthe-et-Moselle... que j'appréciais déjà beaucoup. » (Christian Poirson, entretien le 30 janvier 2012. Secrétaire de la section communiste de Nancy, ancien militant du PCmlf et de Ras l'Front)

La trajectoire de Claude Debons, et, plus encore, le récit qu'il en livre, expriment le faible coût de la reconversion militante, surtout lorsque les acteurs de cette reconversion disposent d'un capital politique et militant individualisé et reposant sur l'inscription dans plusieurs espaces sociaux. Claude Debons fait partie des fondateurs du PG et intègre son instance exécutive dès le congrès fondateur (secrétaire national). Lors du congrès suivant (2010), il renonce à briguer un nouveau mandat, qu'il

s'agisse du BN ou du SN avant d'annoncer, quelques mois plus tard, sa démission du PG. Il motive sa rupture par un désaccord portant sur l'orientation politique du parti¹, mais il semble bien que des conflits interpersonnels récurrents l'opposant à d'autres membres de la direction de ce parti aient joué un rôle important dans sa défection, en ce que ces conflits viennent limiter l'usage de son capital politique et militant. Dans l'extrait ci-dessous, il fait état de cette reconnaissance de son statut d'ancien responsable syndical par les représentants du PCF et de la GU comme légitimation d'une nomination à l'un des postes créé par l'institutionnalisation du FG, nomination refusée catégoriquement par le PG. Son adhésion quasi-immédiate à la GU est archétypale des opportunités de reconversion qu'offre la gauche radicale et la coalition :

« Après, mon adhésion à GU, là-dedans, c'est d'abord... il y a deux raisons... Il n'y a pas de raisons stratégiques, parce que GU est un petit groupe dont je mesure les limites, mais ce n'est pas le problème. 1/ [Rire], ce sont des vieux copains, il y en a que je connais depuis 30 ou 40 ans puisqu'on était à la Ligue ensemble. Il y a le côté affectif... Mais c'est surtout parce qu'il me fallait une porte d'entrée pour continuer à militer dans le Front de gauche et avoir quelques responsabilités dans le Front de gauche... donc le passage par GU était... un des derniers épisodes quand même, qui a achevé de me convaincre que décidément, on n'avait pas la même culture, [Silence] c'est que... quand le Front de gauche a commencé à s'organiser, c'était au mois de juin, [Silence]... en front... en fronts thématiques, etc. bon... quand est venu le truc sur le front des syndicalistes, mon nom a été proposé... j'étais encore au PG à l'époque. Mon nom a été proposé par le PC et par GU ! [Rire] Et il y a eu un veto de D. [un dirigeant du PG] » (Claude Debons, entretien le 20 novembre 2011. Ancien secrétaire général de la FGTE-CFDT)

Dans ce récit, deux éléments expriment avec force la structuration de l'espace de la gauche radicale. D'une part, les coûts liés à une reconversion militante sont particulièrement réduits ici par la reconnaissance préalable de la position qu'il occupe par les responsables d'autres partis de gauche radicale et par l'existence d'une coalition. La coalition offre un cadre permettant de quitter un parti sans changer d'offre électorale par la déconnexion partielle entre parti et offre électorale. D'autre part, il fait état de la forte interconnaissance entre « ex-PCR », mais également au sein de la gauche radicale en ce que les représentants des autres partis coalisés le connaissent suffisamment pour proposer sa nomination dans l'un des fronts thématiques, ce qui suppose connaissance de sa trajectoire et des positions anciennement occupées puisque ce sont ces anciennes positions (il est en retraite depuis 2003) qui légitiment cette désignation putative, et connaissance interindividuelle suffisante pour « se faire confiance » et se reconnaître. L'accumulation préalable d'une forme de capital militant individualisé et largement mobilisable (la figure du « dirigeant syndical » étant très appréciée) facilite cette reconversion, mais elle s'avère également peu coûteuse pour des acteurs aux ressources politiques et militantes limitées. C'est le cas de deux jeunes militants : Fabien Allais adhère au NPA en 2009, puis le quitte en février 2010 pour rejoindre la GU qui s'est créée un an plus tôt. Il s'investit dans ce parti ainsi que dans l'animation d'un comité local du FG et accède un an plus tard à l'organe central de la GU (CN, trentaine de membres). En 2012, il démissionne cependant de la

¹ *Libération*, 22 août 2011, « Fondateur du Parti de gauche, Claude Debons rend sa carte ».

GU pour rejoindre le PG (parti dont il démissionnera deux ans plus tard pour rejoindre le mouvement de Robert Hue) dans lequel il exerce également des responsabilités locales et nationales (CN). Ces nombreuses reconversions se réalisent ainsi sur un temps court et sans que les divergences ne soit clairement motivées. Les coûts de la reconversion semblent faibles (tout au moins pour le passage du NPA à la GU et de la GU au PG), tout juste concède-t-il une prise de distance et quelques tensions avec d'anciens camarades et amis restés à la GU qui lui reprochent son passage au PG. L'entrée en politique de Violaine Castang se fait également par le NPA (janvier 2009) avant qu'elle ne rejoigne la GU début 2010. Elle y milite activement (et vit en colocation avec une autre militante) avant de rejoindre le PG en 2012. Le récit qu'elle livre de son départ de la GU ne reçoit aucun « habillage » idéologique propre à légitimer la défection, attestant ainsi de la facilité des reconversions militantes :

« Pourquoi as-tu quitté la GU ?

Ben... [Silence] Je ne sais pas trop... [Rire] Non, j'ai quitté la GU parce que... on ne me rappelait plus trop pour les réunions, enfin, on ne me rappelait plus. On me disait qu'il n'y en avait pas, et puis après j'apprenais qu'il y en avait quand même... Ça m'a énervée. Et puis, je n'avais pas envie de rentrer en conflit... Cela c'est fait comme ça, c'est un peu bête... » (22 juin 2012)

Les exemples de trajectoires de reconversion militante pourraient être multipliés et bien que les récits et conditions du désengagement/réengagement diffèrent à chaque fois, la reconversion apparaît invariablement comme aisée et évidente, comme en témoigne l'accès immédiat de Fabien Allais à des responsabilités partisans lors de son changement de parti. Ces trajectoires de reconversion s'accompagnent cependant, soit de tensions interpersonnelles préexistantes dans l'organisation d'origine (pouvant nourrir la défection), soit de la production de tensions interpersonnelles et/ou d'une césure dans les relations interpersonnelles du fait de la défection. Ces tensions préexistantes et/ou produites par la défection soulignent cependant tout autant les relations de proximité et de rivalité entre des équipes partisans en concurrence permanente, y compris – et peut-être davantage – lorsqu'elles s'inscrivent dans une logique coopérative.

Partie 3.

Faire l'unité

Du mythe à la pratique conflictuelle de l'unité

Introduction

En 2014, le NPA ne ressemble en rien à ce que ses promoteurs souhaitaient en faire. Moins de cinq ans après sa fondation, ce parti compte moins d'adhérents que la LCR dont il est l'héritier, et a connu trois dissidences en à peine trois ans, dont la dernière résulte d'une césure au sein même de l'équipe dirigeante. Ce décalage entre la réalité du NPA et ce que ses initiateurs entendaient en faire s'explique en partie par la sous-estimation de la concurrence électorale et militante du FG. Les divergences internes au NPA sur l'opportunité de s'allier avec cette coalition sont, à l'origine, considérées comme des « *désaccords secondaires* »¹, avant de polariser progressivement les débats internes. L'affaiblissement électoral/militant du NPA ne peut se comprendre que dans les interactions (compétitives/coopératives) avec d'autres entreprises partisanes et dans la configuration instable de la gauche radicale dans cette séquence². Le constat est identique pour le FG dont l'économie des échanges diffère des projets initiaux de ses promoteurs. Pour certains (cette position est assez bien exprimée par le PG), il s'agissait d'une étape en vue de créer un parti unifié à la gauche du PS et dont l'objectif était de contester l'hégémonie politique de ce parti sur la gauche. Les précautions dont s'entourait Jean-Luc Mélenchon³ ne constituaient qu'un ajustement à l'état des équilibres internes au PCF et aux compromis auxquels les dirigeants de ce parti contraignaient leurs alliés et étaient eux-mêmes contraints. Ceux-ci ne se projetaient – et ne pouvaient probablement – pas dans une alliance durable. La première mouture du FG est ainsi non pérenne et défensive en ce qu'il s'agissait de préserver les (faibles) ressources électives du PCF lors d'une échéance électorale qui risquait de voir se poursuivre la détérioration du capital électoral communiste en cas de candidature solitaire et lors de laquelle une alliance avec le PS était peu envisageable. Même pérennisé, le choix d'une coalition pérenne, au sein du PCF, n'induit pas l'inclusion dans des alliances exclusives, mais est bien l'un des scénarios possibles pour ce parti, variable selon les échéances électorales. Ce pragmatisme tactique ne peut être ignoré des partenaires du PCF. La dramatisation des enjeux lorsque les dirigeants communistes, nationalement ou localement, et/ou des élus communistes privilégient une alliance avec le PS, exprime une lutte de sens visant à imposer des principes de division du champ politique quant à la structuration de l'espace de la gauche radicale d'une part, et quant à la conception même de ce qu'est, doit être ou ne devrait pas être la coalition.

Le FG s'est construit sur un silence, ou plus précisément sur une non-décision quant aux objectifs et à la nature organisationnelle de la coalition. Le conflit et la dramatisation des enjeux apparaissent

¹ *Rouge*, n°2278, 11 décembre 2008, Ingrid Hayes, « Feuille de route remplie ».

² Il ne s'agit pas pour autant de réfuter d'autres explications liées à des logiques proprement internes à l'organisation considérée pour expliquer son affaiblissement, mais bien de pointer les effets de l'inscription dans un espace fortement concurrentiel et instable sur la réussite ou l'échec d'un scénario de recomposition.

³ *L'Humanité*, 19 novembre 2008, « Un front de gauche pour les européennes ».

comme le mode normal de régulation des échanges entre des acteurs qui n'ont pas les mêmes intérêts à l'alliance. Depuis la création de la coalition, et peut-être à l'exception des élections européennes de 2009, les tensions s'accroissent cycliquement entre les acteurs coalisés dans la séquence de négociations pré-électorales, puis s'apaisent lorsque les acteurs sont pris dans la dynamique d'une campagne commune et/ou lorsque la baisse d'intensité du jeu politique permet un relâchement des contraintes. L'accroissement des tensions dans la coalition résulte d'une double logique de dramatisation des enjeux au fondement même de la structure de la coalition et d'expression plus saillante des divergences originelles. En un sens, les conflits actuels s'expliquent par ce qui a fait la réussite de celle-ci depuis 2009, c'est-à-dire le maintien des logiques de différenciation et des intérêts de chaque acteur coalisé. Dès lors, s'il est juste de parler d'un processus d'unification de la gauche radicale, il convient tout autant d'affirmer que cette unification est concurrentielle et qu'elle résulte d'un accord tacite, non pour réduire les différences, mais pour les exprimer en dehors de l'arène électorale.

Cette partie vise à saisir les transformations contemporaines de l'espace de la gauche radicale au prisme d'une approche relationnelle et processuelle du jeu politique. Relationnelle au sens où ce sont bien les interactions entre acteurs politiques qui sont ici l'objet premier de l'analyse, analyse qui repose sur l'hypothèse selon laquelle les transformations de l'offre électorale et militante produite dans et pour la gauche radicale résultent des logiques propres à ce sous-espace du champ politique. En d'autres termes, il s'agit de saisir le changement partisan comme le résultat d'un accroissement de l'interdépendance entre acteurs. Approche processuelle en ce que nous nous attachons ici aux dynamiques relationnelles au fondement même de cet accroissement des interdépendances. C'est d'ailleurs ce qu'exprime Daniel Gaxie en rappelant que « *toute activité concurrentielle est réactive* » (il serait d'ailleurs pertinent de compléter ce constat en considérant que toute relation est, en partie, réactive) : « *La politique ne fait pas exception puisque tout mouvement d'un agent du champ (discours, décision publique, programme, alliance, etc.) provoque des interventions en retour de ses diverses catégories d'adversaires. Ce travail de « marquage » (au sens sportif) est au principe des innombrables prises de position, qui font l'histoire du champ, et à travers lesquelles les protagonistes rappellent leur existence et marquent leur position (Bourdieu, 1981). La connaissance de ces différences ou de ces nuances, parfois subtiles, l'aptitude à s'y repérer et à s'y situer soi-même est un signe de l'appartenance aux milieux politiques* »¹.

Revenons sur le fait que l'état de la coalition ne correspond pas à la volonté initiale des acteurs. Indéniablement, les dirigeants du PG (ce constat est également valable pour les acteurs plus faibles de l'alliance) auraient souhaité une plus grande intégration. Tout aussi indéniablement, les dirigeants

¹ Gaxie Daniel, *La démocratie représentative, op. cit.*, p. 113.

communistes sont d'autant plus enclins à revendiquer être à l'origine de la coalition qu'ils n'en maîtrisent que très partiellement l'évolution. La pérennisation et l'institutionnalisation relative de la coalition (qui nourrit au sein des partis alliés, tout à la fois un mouvement d'adhésion à la nouvelle réalité politique que constitue la coalition et des formes variées et disparates de résistance à l'institutionnalisation¹ de cette modalité d'action politique) tend à produire des règles du jeu avec lesquelles il faut faire, soit en les revendiquant à son profit, soit en les subvertissant ou en les disqualifiant. C'est en ce sens qu'il faut comprendre la capacité du PG à obtenir une victoire symbolique face au PCF quant à la répartition des têtes de listes lors des élections européennes de 2014. Le renoncement du PCF à sa domination symbolique (qui se serait ici caractérisée par une inégalité dans la répartition des têtes de liste) n'a pu être acquis par le PG que par la dramatisation des enjeux liés aux élections municipales (produisant urgence et incertitude quant au déroulement des négociations) et par la capacité de ses dirigeants à créer et revendiquer une règle non écrite (le maintien d'une situation acquise en 2009). Mais ce renoncement n'a été obtenu des dirigeants communistes que par l'acceptation (par le PG) d'une circonscription anticipée comme difficilement gagnable, et le contournement de l'égalité des têtes de liste en renforçant la présence communiste dans les deux premières places d'une part, et sur l'ensemble des listes d'autre part.

Le FG n'est ainsi pas le produit d'une volonté préétablie, d'un plan général qui serait ensuite appliqué par quelques acteurs particulièrement inspirés, mais par la dynamique des interactions entre acteurs coalisés. L'analogie des joueurs de cartes ou d'échecs utilisée par Norbert Elias² pour rendre compte des processus sociaux est parfaitement adaptée à la dynamique de construction de la coalition. Chaque coup joué par l'un des acteurs de la configuration modifie de manière aussi inéluctable qu'irréversible l'*état du jeu*. Il n'est pas possible, au sens juridique du terme, d'annuler un coup, c'est-à-dire de proclamer sa non-existence. Même si l'un des acteurs renonce à ses revendications, revient sur ses prises de positions, rien n'empêche les autres acteurs pris dans le jeu d'y faire référence. Ainsi, Jean-Luc Mélenchon a voté, en 1992, contre la participation de la France à la première guerre du Golfe, mais pour le traité de Maastricht. Peu importe que son vote quant à ce traité n'exprime pas une pleine adhésion à son contenu, mais un sens du placement quant au degré d'opposition qu'il pouvait exprimer, en tant que parlementaire socialiste, membre de la majorité présidentielle vis-à-vis de François Mitterrand (auquel il se veut fidèle). Peu importe qu'il ait, par la suite, exprimé son regret et fait de ce vote une erreur. Même si ce vote n'est plus en phase avec ses positions actuelles et qu'il a choisi de reconnaître ce décalage, pour ses opposants – et dans une

¹ Formule empruntée à Hmed Choukri et Laurens Sylvain, « Les résistances à l'institutionnalisation », in Lagroye Jacques et Offerlé Michel (dir.), *Sociologie de l'institution*, op. cit., p. 131-148.

² Elias Norbert, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, op. cit., p. 73-121.

logique d'étiquetage visant à la stigmatisation de l'adversaire –, il reste et restera un parlementaire favorable au traité de Maastricht¹.

Cette dimension est d'autant plus importante que les acteurs pris dans le jeu vont, pour anticiper les coups joués par les associés-rivaux, et ainsi tenter de réduire l'incertitude et mieux s'ajuster à l'évolution du jeu pour renforcer leurs positions, avoir recours à la mémoire du jeu. En d'autres termes, les coups joués précédemment ne constituent pas seulement un ensemble de stigmates potentiels, il s'agit également d'un répertoire ou d'un stock de connaissances pratiques dans lequel les acteurs vont puiser pour rendre intelligibles les coups joués au présent. En ce sens, ce sont des modèles de jeu. C'est ainsi qu'il faut comprendre le refus du NPA de participer à la coalition lors des élections européennes de 2009. La mise en avant de la « trahison » future du PCF est à la fois l'expression d'une méfiance, d'une faible incitation à l'alliance, et d'une anticipation des positions communistes au regard de la structure de ses ressources électives et de ses pratiques institutionnelles passées. L'irréversibilité des échanges n'affecte pas seulement la mémoire du jeu et les anticipations des acteurs. Elle affecte également le jeu en lui-même, y compris lorsque le coup vise à imposer le *statu quo*.

Il en est ainsi du débat récurrent depuis 2010 dans la coalition quant à la possibilité, pour un individu, d'y adhérer directement sans être membre de l'une des organisations de la coalition. Après les élections régionales, le PG en fait la proposition. Celle-ci est loin d'être neutre. En créant un lien de nature juridique entre la coalition et des individus sans passer par la médiation partisane, il s'agit d'une logique de pérennisation de la coalition par la production d'une véritable contrainte au maintien dans le jeu. Sans surprise, la direction nationale du PCF rejette cette proposition. Est-ce à dire que cet échange n'a rien changé à l'état de la coalition ? *A priori*, ce refus, qui vaut veto, tant par la structure en cartel de la coalition (qui suppose le consensus quant aux formes de contraintes que peut produire la coalition sur ses acteurs) que par la force au jeu du PCF, empêche tout changement de la nature de la coalition. A notre sens, il n'en est rien. Certes le PG n'a pas obtenu les adhésions directes et le PCF n'est pas davantage contraint à rester dans le jeu. Mais la manifestation du refus est un coup qui va affecter l'état du jeu car elle nécessite que chaque acteur en tienne compte. Face à cela, les acteurs vont alors développer diverses tactiques. Tout d'abord, en tentant de contourner le refus par la création d'associations des amis du FG. Ensuite, par des stratégies de confrontation : réaffirmer régulièrement et rituellement sa revendication des adhésions directes tout en connaissant avec certitude la position du PCF, c'est réactiver une certaine configuration du jeu interne à la coalition opposant le PCF à l'ensemble des autres acteurs. Cela permet en outre d'opérer la

¹ Ainsi, lors de la conférence nationale du PCF de 2011, Emmanuel Dang Tran affirmait : « *Les communistes n'ont pu définir ni stratégie, ni programme. La direction leur force la main pour imposer Mélenchon. Mitterrandien, maastrichtien, politicien, il suscite le rejet* ». Cf. *Communistes*, n°439, 8 juin 2011.

confrontation quant à la forme que doit prendre la coalition sur un enjeu aux faibles implications stratégiques. Enfin, par des stratégies d'instrumentalisation de ce clivage : en revendiquant les adhésions directes, les acteurs (ce constat ne vaut pas uniquement pour le PG) affirment tout autant leur volonté de maintenir la coalition que leur intérêt à son institutionnalisation. Renoncer temporairement aux adhésions directes peut se faire en contrepartie d'une avancée quant à la diversité de l'organisation, quant à un compromis programmatique, etc. Enfin, même en cas de refus du PCF, c'est initier un débat qui, pas plus qu'un nuage, ne s'arrête aux frontières d'un parti.

Nous ne défendons pas ici l'idée d'un acteur stratège, parfaitement rationnel, pleinement en capacité d'anticiper avec le minimum d'incertitudes les effets de ses actions et les réactions des acteurs avec lesquels il est en interaction. Les acteurs n'ont qu'une faible visibilité quant aux conséquences de leurs coups¹. En d'autres termes, lorsque le PG propose les adhésions directes, il n'y a pas calcul rationnel permettant d'anticiper les différentes stratégies pouvant être mises en place ensuite en cas d'échec. Ils ne font pas cette proposition en espérant obtenir une compensation après un veto communiste ; à l'inverse, il est fortement probable qu'une telle proposition soit faite avec une certaine *sincérité*, c'est-à-dire que cette proposition soit fondée sur la croyance en l'utilité de ce dispositif. Mais, lorsque le PCF acte son refus, il exprime une position qui modifie l'état du jeu et c'est désormais en fonction de cet état du jeu que les acteurs vont agir. Ils n'appréhenderont plus ce débat comme s'ils pensaient que c'était une proposition utile à la coalition et pouvant être acceptée, mais en pensant qu'il s'agit d'une proposition utile à la coalition, mais qui se heurte au veto de sa principale composante. L'action dans cette nouvelle configuration va être le résultat de l'appréhension d'une contrainte nouvelle (le refus du PCF), mais aussi de potentielles opportunités. Le FG est ainsi le produit de ces nombreuses et permanentes interactions, c'est-à-dire que la forme prise par la coalition ne résulte pas tant de la volonté de quelques acteurs mais « *de la perpétration des coups joués [de laquelle] résulte un processus de jeu qu'aucun des deux joueurs n'avait prévu* »².

Le FG est le produit des interactions et interdépendances préexistantes dans un espace politique donné – l'espace de la gauche radicale – structuré comme un espace social et politique relativement autonome, c'est-à-dire tout à la fois imbriqué et différencié des autres acteurs du champ politique et dans lequel les acteurs se connaissent et se reconnaissent. Ils partagent un même positionnement marginal dans le champ politique, les mêmes croyances quant à la nécessité de lier luttes politiques et mouvements sociaux, un même objectif visant à « *changer le monde* ». Pourtant, ce qui est souvent retenu par les commentateurs de la vie politique, c'est, à l'inverse, la désunion de la gauche

¹ Comme l'expliquent Peter Berger et Thomas Luckmann : « *Ma connaissance de la vie quotidienne possède la qualité d'un instrument qui fraye un chemin (sentier) à travers une forêt et, ainsi, projette un cône étroit de lumière sur ce qui se trouve dehors, devant et tout autour* ». Cf. Berger Peter et Luckmann Thomas, *La construction sociale de la réalité*, Editions Méridiens Klincksieck, Paris, 1989, p. 65-66.

² Elias Norbert, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, op. cit., p. 95.

radicale. Cette grille de lecture est d'autant plus renforcée que les acteurs de cet espace politique y contribuent activement en recherchant ce qui fait la différence, dont le symbole pourrait être vu dans ces interminables discussions, au cours desquelles chaque virgule est pesée et soupesée. Ces divisions tendent progressivement à être déconsidérées. Dans les représentations militantes, de nécessaire et idéologiquement fondée, la désunion est progressivement devenue inutile et largement disqualifiée (sans que ce nouveau cadre interprétatif ne soit totalement partagé). Le chapitre 9 est consacré à la production et à la diffusion de cette norme à l'unité d'une part et à la concurrence des scénarios de reconfiguration de la gauche radicale d'autre part. L'objectif de ce chapitre est de resituer les choix politiques et stratégiques des différents partis dans les interactions concurrentielles et coopératives qui structurent l'espace de la gauche radicale. L'émergence, la pérennisation et l'institutionnalisation relative d'une coalition partisane instable et conflictuelle résultent ainsi très largement, tant dans son opportunité initiale que dans son fonctionnement, de l'état du jeu dans l'espace de la gauche radicale et se présente comme une forme plus poussée d'interdépendance entre certains acteurs de ce segment du champ politique. Les chapitres 10 et 11 portent ainsi sur les relations entre acteurs coalisés. Le premier porte sur un ensemble de séquences caractérisées par une forte densité relationnelle de la coalition et un accroissement de la conflictualité de la coalition. L'adoption des dispositifs électoraux de la coalition est en effet un moment privilégié d'expression des intérêts et conceptions divergentes (qu'il s'agit de concilier en une même offre électorale autour et dans laquelle les acteurs coalisés vont effectuer tout un travail de mobilisation électorale¹). *In fine*, ces séquences permettent l'étude des relations inter-partisanes qui font la réalité de la coalition et du sens que les acteurs investissent dans l'alliance. Le second chapitre rend compte des principes structurant les relations inter-partisanes dans la coalition et du développement, lors de ces négociations, des dispositifs électoraux visant à « faire vivre » et à faire agir une marque politique commune. Cela permet de repérer, dans la production de ces dispositifs et dans leur mise en place, la fabrique d'un ordre coalitionnel différencié et constamment l'objet de remises en cause et de résistances, y compris et peut-être davantage quoique de manière plus diffuse, lors de séquences *a priori* plus consensuelles. Les campagnes électorales de la coalition ne clôturent pas les affrontements entre équipes partisanes, mais conduisent à un déplacement de ces luttes et à la réaffirmation sur des objets très divers, des logiques de différenciation des entreprises politiques coalisées.

¹ Lefebvre Rémi, « Le travail de mobilisation électorale », in Cohen Antonin, Lacroix Bernard et Riutort Philippe (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, op. cit., p. 406-421.

Chapitre 9.

Tout changer pour que rien ne change ?

Fluidité et instabilité de l'espace de la gauche radicale (2005-2012)

« Non seulement les groupuscules, organisations vestigiales et quasi folkloriques, ne sont plus utiles au peuple de gauche, mais ils lui sont même devenus nuisibles, dans la mesure où, comme on vient de le vérifier encore, leurs stratégies d'autoreproduction à perpétuité, leur concurrence obsédante et stérile, leurs anathèmes mutuels et leur contentieux insurmontable, les ont enfermés dans une forme de cécité structurale, obstruant littéralement toute perspective politique et plombant toute tentative de sortir de l'impasse [...] décréter enfin leur propre disparition et de l'organiser en se fondant dans une grande formation unitaire, un vrai parti de masse et de classe(s) où ils retrouveraient leur souffle révolutionnaire et les moyens réels d'assumer leur mission. [...] Si on est convaincu que la gauche radicale conserve sa raison d'être, sa responsabilité historique, alors il faut travailler à sa réunification et son élargissement. »¹

Cette prise de position d'un intellectuel engagé atteste de la diffusion d'une norme unitaire dans l'espace de la gauche radicale sous l'action d'une coalition d'entrepreneurs de rénovation qui, au-delà de la diversité des positions qu'ils occupent et des scénarios qu'ils bricolent (et des intérêts qui les motivent), partagent une croyance dans le caractère problématique de la désunion. Cette croyance résulte d'une mise en désordre de l'état du jeu et de l'identification/production de réponses adaptées à cette croyance. Les scénarios qui en résultent sont plus ou moins convergents et toujours concurrentiels, mais reposent peu ou prou, sur une injonction au changement, associé totalement ou partiellement à la nécessité d'unifier l'offre politique de la gauche radicale. Même dans le cas du NPA qui repose en premier lieu sur le primat donné à la radicalité politique et réfute les représentations faisant de l'unité électorale la condition première de la recomposition de la gauche radicale, l'impératif unitaire n'est pas (tout à fait) absent et les difficultés rencontrées par la direction de ce parti dans la résistance à la mise en norme de l'unité de la gauche radicale informent quant à la force impérative rapidement acquise par cette thématique.

Sa diffusion rapide prend la forme de l'incorporation d'une représentation de l'état du jeu (même si les acteurs investissent cette représentation d'une pluralité de sens). L'unité apparaît rapidement, non seulement comme une solution en débat, mais comme une évidence difficile et coûteuse à réfuter. Le coût de la résistance à l'unification n'est jamais aussi visible que dans l'étiquetage comme déviants des acteurs adoptant ce registre. La diffusion du discours unitaire n'est pas sans présenter certaines analogies avec d'autres segments du champ politique. Julien Fretel relève ainsi que la thématique unitaire était devenue, au début des années 2000, « *le principal registre discursif des dirigeants de droite* »². Le registre discursif visant à imposer l'unité d'un camp politique – même s'il

¹ Accardo Alain, « Pour une refondation », in *Savoir/Agir*, 1, 2007, p. 61. Position d'autant plus intéressante que ses travaux (en particulier *De notre servitude involontaire* et *Le petit-bourgeois gentilhomme*) font l'objet d'une lecture attentive de la part de nombreux cadres de PRS et du PG.

² Fretel Julien, « Quand la « crise de la droite » débouche sur la victoire de l'UMP », in Matonti Frédérique (dir.), *La démobilisation politique*, Editions La Dispute, Paris, 2005, p. 56. Sur ce processus d'unification de la droite,

prend chaque fois des formes singulières – est plus généralement mobilisé par l'ensemble des acteurs politiques, qu'il s'agisse des écologistes, des socialistes ou encore de l'extrême droite¹.

Cette tendance à faire de l'unité une norme exprime également la perception par les acteurs de leur appartenance à un espace unifiable, marqué par des intérêts communs (traduisant ainsi une certaine homologie de positions dans le champ politique). En d'autres termes et pour paraphraser la théorie marxiste, la gauche radicale passe d'un espace *en soi* à un espace *pour soi*. La campagne référendaire de 2005 et plus encore ses interprétations conduisent les acteurs à opérer un basculement permettant de faire de l'unité une solution au fondement de la production segmentée et concurrentielle de scénarios de rénovation de la gauche radicale. En effet, ces acteurs s'accordent à reconnaître la dimension problématique de la fragmentation partisane, même s'ils n'y attachent pas la même importance en ce que, pour les uns, il s'agit d'un problème dont la résolution est une priorité, tandis que pour les autres, la fragmentation organisationnelle n'est qu'un problème secondaire dépassable par le renoncement à « l'électoratisme ». L'importance accordée à cet enjeu est directement liée à la manière de jouer et de se représenter l'arène électorale. L'émergence et la diffusion d'un problème unique ne débouche ainsi pas sur une solution partagée, mais à l'inverse, sur une concurrence des scénarios de reconfiguration de l'espace de la gauche radicale. C'est à l'étude de ces différents scénarios qu'est consacré ce chapitre : d'une part en s'intéressant à la production de ces scénarios et à ce qu'ils recouvrent, d'autre part en portant l'analyse sur ce que les dynamiques de concurrence font aux scénarios de rénovation (et à ce que cela implique en termes de reconfiguration de l'espace). La première section vise à saisir les mécanismes de production et de diffusion d'une norme unitaire et à retracer la succession des coups joués par les acteurs afin de saisir les modalités d'émergence et d'imposition de la forme coalitionnelle. La diffusion rapide de cette injonction à l'unité tend à rendre de plus en plus coûteuse la résistance à la thématique unitaire comme en témoignent les difficultés du NPA face à l'émergence du FG et au discours « unitaire » qui y est associé (section 2).

Section 1. Les grandes manœuvres. La réorganisation contemporaine de l'espace de la gauche radicale

Même pour des acteurs qui n'y attachent pas la même importance, les mécanismes électoraux constituent un « *sondage grandeur nature* »² permettant d'évaluer, de se comparer aux acteurs tout à la fois proches et rivaux, de juger de la force au jeu de chacun. Pour reprendre l'analyse de Pierre

cf. Haegel Florence, « Faire l'Union : la refondation des partis de droite après les élections de 2002 », in *Revue française de science politique*, 52 (5-6), 2002, p. 561-576 ; Haegel Florence, *Les droites en fusion*, op. cit.

¹ Dézé Alexandre, *Le Front national : à la conquête du pouvoir ?*, op. cit., p. 31-54.

² *Le Figaro*, 14 janvier 2011, « Cantonales : Mélenchon veut « un score à deux chiffres ». ».

Bourdieu, les élections constituent l'un des éléments empêchant la fermeture du champ politique sur lui-même¹, ce qui vaut également pour les acteurs de gauche radicale pour lesquels la sanction électorale constitue une étape dans les luttes qui les opposent. Même si ces luttes ne se réduisent pas à l'arène électorale, celle-ci a l'avantage de produire des résultats que les acteurs vont symboliquement construire (par l'interprétation) comme leur donnant raison ou, plus rarement, comme contraignant à un ajustement de leur offre politique. Si les électeurs ne tranchent pas les luttes structurant l'espace de la gauche radicale, leurs votes sont appréhendés, construits et présentés comme constitutif d'une adhésion pleine et entière à l'offre politique produite².

Il convient dès lors d'aborder les élections comme des arènes d'expression des luttes propres aux acteurs de gauche radicale (A) avant de s'intéresser aux effets de ces résultats (conçus comme autant de « victoires » et de « défaites ») et de ces luttes. La production symbolique, la diffusion et la mise en norme de la thématique unitaire, comme mise en désordre et production d'une solution aux difficultés de la gauche radicale, trouve son expression la plus forte et la plus aboutie dans et surtout après la campagne référendaire de 2005 (B). La production segmentée, au sens d'une production par et pour des segments limités de cet espace politique, de solutions adaptées à la « crise » de la gauche radicale conduit alors à un affrontement symbolique et électoral particulièrement intense jusqu'aux élections européennes de 2009 (B). Celles-ci conduisent à une première affirmation de la centralité du FG dans la gauche radicale et aboutissent à un réalignement électoral, politique et militant au profit de cette coalition (C) qui tend à unifier l'offre électorale et militante de la gauche radicale, c'est-à-dire à déplacer et organiser la concurrence entre les différents acteurs.

A. L'évolution des rapports de force électoraux

La fragmentation partisane et électorale de la gauche radicale n'est pas une nouveauté. Depuis la fin des années 1960, l'extrême gauche trotskiste s'affirme comme un acteur électoral régulier. Ainsi, La Ligue communiste fait le choix de présenter un candidat à l'élection présidentielle dès 1969, tandis que LO participe aux élections de manière encore plus régulière que la LCR depuis les élections législatives de 1973 (et même 1970 en prenant en compte des élections législatives partielles) et l'élection présidentielle de 1974 (qui permet de populariser la porte-parole de LO). Alors que le courant trotskiste existe depuis les années 1930, la routinisation de la participation électorale de ce courant hétérogène (cela ne vaut que pour les deux principaux partis trotskistes, LO et la LCR) ne va se faire que quatre décennies plus tard, et n'exprime pas une conversion à la démocratie parlementaire, mais le développement d'un usage instrumental des élections :

¹ Bourdieu Pierre, *Propos sur le champ politique*, op. cit., p. 60.

² Gaxie Daniel, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Editions du Seuil, Paris, 1978, p. 10-11.

Robert Barcia (LO) : « Nous nous présentons systématiquement aux élections, par principe : nous voulons saisir ces occasions afin de défendre, dans la mesure de nos forces, une politique correspondant aux intérêts du monde du travail. »¹

Daniel Gluckstein (PT) : « Madame, Mademoiselle, Monsieur,
Vous n'attendez rien de l'élection présidentielle des 21 avril et 5 mai ? Vous avez raison. »²

Pour ces partis, il ne s'agit pas de participer à la lutte pour le pouvoir, mais d'obtenir, par la présence électorale, une vitrine et une audience que les ressources de ces partis ne leur permettraient pas d'obtenir autrement. Le développement de règles du jeu électoral et les ressources censées garantir une certaine équité entre les candidats constituent ainsi un ensemble de ressources que ces partis vont exploiter : possibilité d'apposer des affiches officielles sur un emplacement réservé, envoi potentiel à l'ensemble des électeurs d'une circulaire et d'un bulletin de vote, financement et/ou remboursement de certaines campagnes, accès facilité aux médias, notamment locaux, pendant les campagnes pour les candidats, règles d'équité puis d'égalité des candidats dans les médias pour l'élection présidentielle, etc. sont autant de ressources permettant une forte propagande politique et ne dépendant pas des résultats (ou peu), mais de la participation. Ce n'est ainsi pas tant la conquête de trophées électoraux qui intéresse LO et la LCR, mais bien la participation à un temps fort de la vie politique favorable à la diffusion des idées que ces organisations défendent. En d'autres termes, la participation n'est pas motivée par la « gagne » puisque participer, c'est déjà gagner en obtenant des ressources non concurrentielles (car non privatives) mises en jeu dans la compétition pour la conquête des mandats électoraux. Deux séquences peuvent être schématiquement distinguées quant à l'investissement électoral de LO et de la LCR. La première séquence est caractérisée par une forte marginalité électorale de ces courants. Leur participation électorale devient récurrente et routinisée, mais elle ne vise principalement que l'usage instrumental que nous venons d'évoquer. Lors de la seconde séquence, qui débute véritablement lors de l'élection présidentielle de 1995, cet usage instrumental se double d'une affirmation des partis d'extrême gauche comme des concurrents électoraux du PCF (concurrence s'expliquant par un double effet de progression électorale de l'extrême gauche et de déclin du PCF). Déjà repérable avec la percée électorale d'Arlette Laguiller en 1995 (qui obtient 5,3% des suffrages exprimés), cette affirmation électorale dans l'espace de la gauche radicale des partis trotskistes est particulièrement forte lors de l'élection présidentielle de 2002 (deux des trois candidats trotskistes y obtiennent un meilleur résultat que le candidat du PCF) et de 2007. Lors de ces deux élections, le PCF n'obtient plus qu'un quart, puis un cinquième des suffrages se portant sur l'un des candidats de la gauche radicale alors que Jacques Duclos ou Georges Marchais en obtenaient plus de 80% en 1969 et

¹ Barcia Robert, *La véritable histoire de Lutte ouvrière*, op. cit., p. 277

² Profession de foi de Daniel Gluckstein, élection présidentielle de 2002.

1981. A l'inverse, en 2002, les résultats cumulés des partis trotskistes (LO, LCR, PT¹) représentent près de 76% des suffrages se portant sur un candidat de gauche radicale, et encore 64% en 2007.

Tableau n°19. Evolution des rapports de force au sein de la gauche radicale² (en %).
L'exemple des élections présidentielles

	1969	1981	1988	1995	2002	2007	2012
PT			3,4 <i>Boussel</i>		3,4 <i>Gluckstein</i>	3,7 <i>Schivardi</i>	
LO		12,3 <i>Laguiller</i>	17,7 <i>Laguiller</i>	38 <i>Laguiller</i>	41,4 <i>Laguiller</i>	14,8 <i>Laguiller</i>	4,4 <i>Arthaud</i>
LC/LCR/NPA	4,1 <i>Krivine</i>				30,8 <i>Besancenot</i>	45,4 <i>Besancenot</i>	8,9 <i>Poutou</i>
PSU	13,9 <i>Rocard</i>	5,9 <i>Bouchardeau</i>					
Autre			18,7 <i>Juquin</i>			14,6 <i>Bové</i>	
PCF/FG	82 <i>Duclos</i>	81,8 <i>Marchais</i>	60,2 <i>Lajoinie</i>	62 <i>Hue</i>	24,4 <i>Hue</i>	21,4 <i>Buffet</i>	86,7 <i>Mélenchon</i>

Cette évolution s'explique par deux phénomènes convergents. D'une part, la sortie de la marginalité électorale de LO, puis de la LCR qui voient leur audience progresser nettement. D'autre part, et c'est là la principale explication, l'affaiblissement électoral et social du communisme. Depuis 1978, dans la foulée de la rupture du programme commun³, le PCF a perdu sa position de première force politique de gauche. L'élection présidentielle de 1981 (et les suivantes) confirme le décrochage électoral du PCF, tandis que les mutations socio-économiques affaiblissent le système d'action communiste et les ressorts de l'identité et de la vocation communiste⁴. Le tableau n°19 permet de repérer trois phases : lors des élections présidentielles de 1969 et 1981, le maintien d'un PCF à un haut niveau électoral empêche le développement d'une véritable concurrence à sa gauche, même lors du décrochage de 1981 où le candidat du PCF perd près de six points par rapport au résultat obtenu en 1969, dans une configuration électorale il est vrai très différente (affaiblissement important de la SFIO conduisant à une stratégie de refondation du socialisme). Pendant cette première phase, l'affaiblissement du PCF conduit à sa domination électorale par le PS, mais ne profite pas à des candidats d'extrême gauche. Les deux élections présidentielles suivantes voient la domination du PCF à la gauche du PS être davantage menacée (le candidat communiste ne recueille plus que 60% des suffrages se portant sur la gauche radicale). En 1988, pour la première fois, les trotskistes de l'OCI présentent un candidat à l'élection présidentielle, Pierre Boussel (plus connu sous

¹ Ces partis, au-delà de l'étiquette trotskiste (qui cache de profondes divergences), partagent une même conception de la participation électorale (un usage essentiellement propagandiste permis par l'obtention des biens politiques secondaires) et un triple rejet (des institutions politiques, du PCF et de la social-démocratie).

² En pourcentage des suffrages exprimés au premier tour des élections présidentielles en faveur d'un candidat de la gauche radicale. Les élections présidentielles de 1958 (suffrage universel indirect), 1965 et 1974 (le PCF soutenant dès le premier tour un candidat unique de la gauche) ne sont pas prises en compte.

³ Sur cette séquence, cf. Tartakowsky Danielle et Bergounioux Alain (dir.), *L'union sans unité, op. cit.*

⁴ Pudal Bernard, *Un Monde défait, op. cit.* ; Mischi Julian, *Servir la classe ouvrière, op. cit.* ; Mischi Julian, « Pour une histoire sociale du déclin du Parti communiste », *op. cit.*

le pseudonyme de Pierre Lambert), dirigeant historique de ce courant auquel est bien souvent accolé son nom. Ce courant est resté marginal électoralement et opère, depuis la création du POI en 2008, un large retrait quant aux élections. Le déclin du PCF (dont le candidat officiel, André Lajoinie, recueille à peine la moitié des voix de Georges Marchais en 1981) est accentué par la présence d'un candidat communiste dissident, l'ancien porte-parole du PCF, Pierre Juquin¹, soutenu par la LCR (qui retire la candidature d'Alain Krivine) et des rénovateurs communistes. En 1995², le candidat du PCF améliore sensiblement les résultats obtenus en 1988, mais cette élection présidentielle est également marquée par une forte progression de la candidature de LO qui obtient près de 40% des suffrages se portant sur un candidat de la gauche radicale. Thierry Choffat et Olivier Prugneau remarquent ainsi que cette élection marque la « véritable entrée sur la scène politique française »³ de LO. Les années 1990 se caractérisent ainsi pour la gauche radicale par une stratégie de « mutation » inachevée du PCF et une affirmation électorale de l'extrême gauche qui se confirme lors de la décennie suivante, avec la percée électorale de la LCR, et singulièrement d'Olivier Besancenot. Cette troisième séquence (2002-2012) est marquée par la confirmation initiale de l'importance électorale de LO (2002) ainsi que la progression de la LCR (2002 ; 2007), l'affaiblissement continu du PCF (2002 ; 2007), puis un retour à une domination d'une offre électorale composite, le FG (2012). C'est ce réalignement, qui s'opère entre 2007 et 2012, qui nous intéresse ici.

Début décembre 2008, l'IFOP publie les résultats d'un sondage relatif aux intentions de vote pour les élections européennes de juin 2009. Alors que l'enquête a été réalisée après l'annonce du PCF et du PG de s'allier pour les élections européennes, la possibilité de voter pour une liste de cette coalition n'est pas testée et est remplacée par une « liste du Parti communiste ». Les résultats de ce sondage donnent une telle liste à 4% des intentions de vote, au même niveau que LO, tandis que le NPA est crédité de 8%⁴. Cette étude est conforme aux représentations politiques et médiatiques du moment qui font du NPA l'avenir de la gauche radicale. De même, Denis Pingaud pouvait affirmer en introduction de son ouvrage portant sur la LCR et son porte-parole médiatique : « *Du talent et de la chance, Olivier Besancenot en a eu pour s'imposer définitivement comme le héraut moderne de l'anticapitalisme et de l'antilibéralisme* »⁵. Néanmoins malgré, et peut-être grâce, à leur incertitude, ces résultats démontrent la représentation, largement partagée à l'époque, d'une domination du NPA rendant improbable la contestation à brève échéance de cette hégémonie nouvelle.

¹ Sur sa trajectoire, cf. Juquin Pierre, *Autocritiques*, Editions Grasset, Paris, 1985 ; Juquin Pierre, *De battre mon cœur n'a jamais cessé*, Editions de l'Archipel, Paris, 2006.

² Pour une analyse détaillée, cf. Hincker François, « *Le PCF devant l'élection présidentielle* », *op. cit.* ; Courtois Stéphane, « Le succès en trompe-l'œil du candidat communiste », *op. cit.*, p. 179-188.

³ Choffat Thierry et Prugneau Olivier, « Le « vote protestataire » », *op. cit.*, p. 80.

⁴ IFOP, 1^{er} décembre 2008, *Les intentions de vote aux élections européennes de juin 2009*.

⁵ Pingaud Denis, *L'effet Besancenot*, *op. cit.*, p. 11.

Le tableau n°20 permet d'affiner l'analyse des rapports de force électoraux entre les entreprises de gauche radicale. Que cela soit l'exemple des élections européennes de 2004 ou celui des élections législatives de 2007, la localisation du scrutin, même relative, tend à nuancer la domination de l'extrême gauche sur la gauche radicale. Dit autrement, le PCF résiste d'autant mieux lorsque le type de scrutin lui permet de faire valoir les ressources politiques liées à la détention de positions locales, tandis que l'extrême gauche, que cela soit LO avec Arlette Laguiller, ou la LCR avec Olivier Besancenot, réussit d'autant mieux à contester la domination du PCF sur la gauche radicale lorsque le type de scrutin permet de faire valoir un potentiel contestataire (élections européennes) et des ressources politiques liées à la forte personnalisation des leaders partisans (élections présidentielles).

Tableau n°20. Evolution des rapports de force électoraux depuis 2007¹ (en % des suffrages exprimés pour l'un des partis de la gauche radicale).

	2002 (P)	2004 (E)	2007 (P)	2007 (L)	2009 (E)	2010 (R)	2012 (P)	2012 (L)	2014 (E)
LO	41,4	32,7 ²	14,8	44,3	9,9	9,2	4,4	12,4	14,3
LCR/NPA	30,8		45,4		40,3	25,7	8,9		5
PCF/FG	24,4	67,3	21,4	55,7	49,9	65	86,7	87,6	80,7
Autres ³	3,4		18,4						

Les élections européennes de 2009 et régionales de 2010 sont particulièrement significatives. En eux-mêmes, les résultats du FG peuvent apparaître comme une progression, tant au regard des résultats obtenus par le seul PCF en 2004 (en nombre de voix obtenues), qu'au regard du résultat de Marie-George Buffet lors de l'élection présidentielle de 2007. Mais c'est aussi une élection permettant l'affirmation du NPA comme un réel concurrent du FG dans l'espace de la gauche radicale, d'autant plus que les deux partis d'extrême gauche, NPA et LO, obtiennent un résultat cumulé équivalent à celui du FG lors de ces élections. Alors que le FG voit ses résultats progresser par rapport au PCF en 2004, le poids électoral du FG dans l'espace de la gauche radicale est cependant inférieur à celui du seul PCF en 2004. En d'autres termes, si le FG permet l'élection de deux députés européens supplémentaires, une légère progression en termes de suffrages obtenus et le maintien de la domination (relative) du PCF/FG sur l'espace de la gauche radicale, cette progression est bien moins marquée que celle du NPA qui représente seul 40,3% des suffrages se portant sur une liste de

¹ Pour ce tableau, ont été prises en compte les élections européennes (2004, 2009, 2014), les élections présidentielles (2007, 2012), les élections législatives (2007, 2012) et les élections régionales (2010). Les résultats publiés par le ministère de l'intérieur, sauf à établir un relevé manuel de chaque circonscription, ne permettent pas de distinguer les partis rassemblés sous l'étiquette « extrême gauche ». Pour le calcul relatif aux élections européennes, nous n'avons pris en compte que les sept circonscriptions de métropole dans la mesure où les partis étudiés ne se présentent pas sous une forme identique en Outre-mer. L'extrême diversité des configurations régionales de la gauche radicale en 2010 a contraint à limiter les régions prises en compte à treize (dans lesquelles le FG est effectif), et à écarter les régions où le PCF est en alliance avec le PS, ainsi que la Corse et les régions où FG et NPA ont mis en place une alliance électorale.

² Lors des élections européennes de 2004, LO et LCR présentent des listes communes.

³ Il s'agit ici des résultats obtenus par les deux candidats du PT en 2002 et 2007 et de José Bové en 2007.

la gauche radicale, contre seulement 32,7% en alliance avec LO en 2004. Les résultats des élections européennes peuvent ainsi constituer un motif de satisfaction pour le FG, mais aussi pour le NPA, même si les résultats sont inférieurs aux attentes de la direction de ce parti. Ce n'est qu'avec les élections régionales de 2010 que le FG va plus nettement distancer le NPA. Les élections suivantes vont confirmer et renforcer cette domination du FG (qui rassemble depuis 2012, plus de 80% des suffrages se portant sur les candidats de la gauche radicale). Cette coalition retrouve ainsi la position dominante dans l'espace de la gauche radicale qui était celle du PCF jusqu'à la fin des années 1980, mais à un niveau électoral nettement inférieur. En d'autres termes, le FG s'est rapidement affirmé comme l'offre électorale dominante dans l'espace de la gauche radicale, mais cela ne modifie guère la position dominée de la gauche radicale dans le champ politique (la gauche radicale représentait un quart des suffrages exprimés en faveur d'un candidat de gauche ou écologiste en 2007 et un tiers en 2012, c'est-à-dire le niveau atteint par la gauche radicale en 2002).

Si l'offre électorale de la gauche radicale reste fragmentée, la séquence 2007-2014 manifeste une concentration des votes en faveur du FG et un processus de marginalisation électorale de l'extrême gauche. En ce sens, cette séquence semble clore la parenthèse ouverte en 1995 et peut s'analyser comme un processus d'unification concurrentielle et imparfaite dans lequel un acteur est désormais dominant. D'autre part, cette séquence se caractérise également par une unification relative de l'offre électorale de la gauche radicale par le rassemblement de nombreux acteurs dans une coalition (celle-ci unifiant l'offre électorale sans limiter, voire en facilitant, la fragmentation partisane).

B. La campagne référendaire de 2005 et ses suites. La production d'un mythe unitaire

« La campagne référendaire de 2005 a mis en lumière une ligne de clivage essentielle au sein de la gauche : la remise en cause ou non des traités européens. »¹

Nous avons déjà eu l'occasion de souligner l'importance de la campagne du non lors du référendum de 2005 dans la succession des « petites décisions » qui ont conduit le PCF et le groupe Mélenchon à faire le choix de la coalition. La dimension multisectorielle de la mobilisation pour le rejet du TCE a ainsi associé autour de mots d'ordre et d'argumentaires partagés, dans des collectifs communs et au moyen d'une amorce de mise en commun des ressources mobilisables par les acteurs de ces collectifs, des partis politiques (PCF, LCR, MARS, GR, Les Alternatifs, etc.), des militants issus de partis politiques favorables au TCE (PS, Les Verts, PRG), des syndicats, des organisations de

¹ Schwartz Antoine, « Une Europe de gauche est-elle encore possible ? », in *Mouvements*, 68, 2012, p. 63-64.

mouvements sociaux (ATTAC¹, Fondation Copernic, etc.), ou encore des personnalités et intellectuels engagés. Même si l'enjeu autour duquel se construit cette mobilisation est proprement politique (il s'agit de trancher, par un mécanisme électoral, un débat institutionnel), le dispositif référendaire facilite une telle mobilisation. D'une part, la logique binaire de l'opération référendaire permet d'homogénéiser des positions autour de la défense ou de l'opposition à l'Europe « *telle qu'elle est* »², et facilite d'autant l'usage de la rhétorique unitaire (il ne s'agit alors pas de se rassembler autour d'un projet, mais d'une opposition à un projet). D'autre part, si l'issue de cette campagne est institutionnelle, elle ne contraint pas les différents acteurs de la campagne à choisir un camp stabilisé et à soutenir des candidats. L'engagement dans la campagne référendaire et dans les collectifs ne conduit pas les syndicats à rompre avec le principe d'autonomie syndicale, pas plus qu'elle ne conduit les acteurs des mouvements sociaux à se déprendre d'une distance critique au politique, voire d'une défiance envers les acteurs engagés dans les luttes politiques et partisans, tout en permettant de faire de la politique³. Le cadre peu contraignant des collectifs permet ainsi un double décloisonnement des différents espaces contestataires. Ce décloisonnement a permis à des acteurs habituellement rivaux dans la compétition politique (LCR, PCF, mais aussi les socialistes et les écologistes opposés au TCE (Laurent Fabius, Jean-Luc Mélenchon, Francine Bavay, Martine Billard, etc.), d'agir ensemble dans des structures communes et en partageant un objectif clairement identifié (le rejet du traité). D'autre part, ce cadre a permis l'investissement d'acteurs issus du champ politique, du syndicalisme et des mouvements sociaux. Cette mobilisation a également pu constituer une opportunité (les enjeux européens n'étant pas, à l'époque, centraux dans les débats altermondialistes) permettant de redynamiser le militantisme altermondialiste comme le souligne Eric Agrikoliansky à propos d'ATTAC : « *Le référendum intervient alors comme une occasion particulièrement propice pour renouveler les formes d'action et réduire, au moins temporairement, [les] tensions* »⁴ internes à cette organisation altermondialiste. La dimension multisectorielle de cette mobilisation, couplée aux spécificités du dispositif référendaire (permettant de s'engager

¹ L'activisme en faveur du non de nombreux altermondialistes ne doit pas conduire à occulter l'hétérogénéité des positions altermondialistes quant au projet de traité comme le rappelle Eric Agrikoliansky : « *force est de constater que l'engagement de la nébuleuse altermondialiste fut moins naturel et unanime que ne le laissent penser ces discours enchantés* ». Cf. Agrikoliansky Eric, « Une autre Europe est-elle possible ? », *op. cit.*, p. 209.

² La dimension alter-européenne qui succède à l'opposition totale à la construction européenne dans les principaux segments de la gauche radicale facilite également l'agrégation, autour d'un dénominateur commun, des oppositions à l'Europe, qu'elle soit compatible avec la construction européenne (il s'agit alors de défendre une « autre Europe »), ou résolument incompatible. Sur le passage d'une opposition à l'Europe à une logique alter-européenne du PCF, cf. Azam Nicolas, « Européanisation et dynamique de changement partisan. Le Parti communiste français et l'Union européenne (1989-1999) », in *Politique européenne*, 43 (1), 2014, p. 46-67.

³ Ce qu'Eric Agrikoliansky souligne avec netteté à propos de l'investissement d'ATTAC dans la campagne du non. Cf. Agrikoliansky Eric, « Une autre Europe est-elle possible ? », *art. cit.*, p. 230-231.

⁴ *Ibid.*, p. 211.

politiquement sans soutenir un candidat ou un parti) et à l'engagement de leaders socialistes, a ainsi conduit à une neutralisation temporaire de l'autonomie des différents espaces contestataires.

La campagne référendaire contribue ainsi à une réactivation de la thématique unitaire qui va rapidement devenir une véritable injonction, une norme permettant d'étiqueter les comportements dans l'espace de la gauche radicale. L'usage de cette rhétorique unitaire est d'autant plus prégnant que l'unité de la gauche radicale n'est plus seulement un projet défendu par des acteurs occupant des positions marginales dans cet espace ou des incantations de congrès, mais repose sur une expérience commune reposant sur une équation simple selon laquelle l'unité de la gauche radicale est une condition permettant la victoire des acteurs de cet espace politique¹. Ce couplage entre rhétorique unitaire et perspective de victoire électorale prend alors progressivement la forme d'une *évidence* militante : la gauche radicale ne peut espérer peser sur le champ politique qu'en s'unissant. Cette interprétation n'est pas sans produire des résistances comme l'exprime Alain Krivine :

« A la fois, on a trouvé cela fantastique. Des meetings énormes, une prise de conscience des gens, mais on n'avait pas d'illusions sur le front qu'on avait fait. On a été pour ce front, mais notre analyse est que c'était un non au référendum, et pas un front anticapitaliste. Du coup, on a fait des meetings avec Fabius, ... des gens qui nous ont lâchés après. Une fois que la campagne a été finie, tu as eu des gens chez nous et ailleurs qui pensaient qu'il fallait prolonger la coalition du non en gauche antilibérale. Il y a plein d'illusions là-dessus, l'idée d'un score à deux chiffres. Nous on était contre. On leur a dit qu'ils ne garderaient pas la coalition du non. Des tas de gens ont appelé à voter non pour des raisons qui n'ont rien à voir avec les nôtres. C'était bien de faire la campagne avec eux, malheureusement la vie nous a donné raison. Quand tu regardes tous ceux qui ont fait des tribunes avec nous, aujourd'hui, Fabius,... ils sont rentrés au bercail, tous. A part le PC qui est resté sur le non. Même José Bové, qui maintenant explique que le oui, le non, on s'en fout. Il est avec Cohn Bendit, quand même ! L'histoire nous a donné raison, et même avec Mélenchon, je le connais bien, je lui ai dit que c'était des conneries de croire qu'on va faire un score à deux chiffres et retrouver la coalition du non. C'est complètement absurde. Les trois quarts de la coalition du non, aujourd'hui, reviennent dans le giron réformiste et pro-capitalisme. Mais il y en a qui misent encore là-dessus. Même au PC. Par exemple, les communistes unitaires qui souhaitent refaire la coalition du non. C'est absurde, on ne la refera pas. » (Alain Krivine, entretien le 26 novembre 2010)

A mesure que le 29 mai 2005 est utilisé comme une contrainte symbolique à l'unité, la LCR produit une interprétation divergente de la campagne référendaire qui repose également sur la perception d'une victoire, mais celle-ci est perçue comme limitée en ce sens qu'elle se réalise dans une configuration close et contingente :

« Après la victoire du « non » au référendum, une légitime aspiration à rechercher l'unité pour la présidentielle est apparue. Certains ont voulu voir, dans l'échec, le produit d'un affrontement entre « chapelles » ou « appareils » politiques, d'autres celui du choc entre des ego hypertrophiés. À l'aune des campagnes menées par les candidats qui battaient l'estrade conjointement contre le traité constitutionnel européen, on s'aperçoit que cette situation est plutôt le fruit de divergences bien

¹ L'engagement des principaux partis politiques (PS, UMP, UDF, Verts) en faveur du traité, le traitement médiatique favorable aux tenants de la ratification et les sondages donnant longtemps le oui largement vainqueur, renforcent encore la perception d'une victoire acquise contre les « dominants ». La mise en récit du 29 mai 2005 n'est pas sans emprunter à la figure héroïque du « petit » obtenant la victoire sur le « grand », etc.

réelles. Elles démontrent que le « non » au référendum ne constituait pas un ciment suffisamment fort pour affronter en positif la définition d'un programme et la stratégie de pouvoir. »¹

Si la direction nationale de la LCR multiplie les occasions de répéter cette grille d'interprétation du 29 mai 2005 et de la désunion de 2007, c'est en raison des enjeux symboliques que cette lutte comporte. Réfuter la grille de lecture « positive » quant à la campagne référendaire permet de contester la norme unitaire que cette grille de lecture tend à imposer. La campagne référendaire devient ainsi, dans cette grille de lecture concurrente, un événement positif mais sans réelle portée stratégique. La thématique unitaire liée à la campagne référendaire est ainsi close avec l'issue du scrutin, ce qui conduit à un retour des anciens clivages, c'est-à-dire *les « divergences bien réelles »*. Cette interprétation du scrutin, si elle est principalement portée par la LCR, se retrouve également dans certains segments du PCF. D'une part, les segments les plus attachés à l'identité communiste tendent à faire du 29 mai 2005 une victoire acquise, non plus par la démarche unitaire, mais par le rôle central occupé par le PCF. D'autre part, les segments les plus favorables à l'union PS-PCF tendent à limiter l'interprétation du référendum en terme d'injonction à l'unité dans la mesure où cette interprétation rend plus difficile l'alliance avec le PS incarnant le « oui à l'Europe libérale ».

Mais plus nombreux encore sont les acteurs de la gauche radicale à partager une même représentation positive et mythifiée de la campagne référendaire s'appuyant sur la dynamique militante qu'ils ressentent. Claude Debons, dont la position est parfaitement adaptée aux logiques réticulaires des collectifs du 29 mai puis aux collectifs antilibéraux, livre un récit parfaitement représentatif de cette représentation positive de la campagne référendaire :

« On commence à rédiger, au mois de juin 2004, ce qui sera l'appel des 200. On finalise cet appel en septembre, on fait une conférence de presse... et donc on appelle à la constitution de collectifs unitaires dans tout le pays... pour s'opposer au traité constitutionnel européen. Il y avait un argumentaire... Alors, au départ, cet appel-là, c'était un appel assez restreint. Il y avait un certain nombre de personnalités, politiques. Par exemple, il y avait des gens de la LCR, il y avait des gens du Parti communiste français, bien sûr. Mais il y avait, à cette étape-là,... personne du Parti socialiste... il n'y avait personne d'ATTAC, parce qu'ils n'avaient pas pris position. Personne dans le mouvement syndical, parce qu'ils n'avaient pas pris position non plus. D'ailleurs, certains hésitaient fortement. Mais on lance le truc quand même, on avait contacté tous nos copains un peu dans toute la France en disant : attention, cet appel-là va sortir. Dès qu'il est rendu public, il faut, tel jour et telle heure, il faut tout de suite embrayer sur des collectifs unitaires, des campagnes... Et... cela a marché. Cela a marché au-delà de nos espérances. Le premier signe de cela, je me souviens, j'avais fait une réunion publique à Brest, début décembre 2004, ce n'était pas une grosse réunion, il y avait 80-90 personnes. Mais les trois quarts des gens étaient venus avec un calepin et un stylo. Pour noter les arguments, les références, les articles... pour regarder la logique des choses... Là, je me suis dit : il se passe quelque chose. Parce qu'il fallait remonter très loin en arrière pour voir des gens venir à une réunion publique avec un crayon et un carnet ! [Rire] Et la suite n'a pas démenti. On a fait une très très bonne campagne... J'ai fait 80 meetings en six mois... sur cette affaire-là. Dont 40 dans les deux derniers mois. Je partais de chez moi le lundi avec ma valise et je rentrais le samedi soir, voire le dimanche matin... et je repartais la semaine d'après... mais on était portés extraordinairement... il me fallait remonter à mai 68 pour retrouver cette espèce d'atmosphère à la fois studieuse et passionnée, la volonté de convaincre... bon avec des anecdotes incroyables : un copain, syndicaliste à Carcassonne, vient me voir et me dit : « le

¹ Rouge, n°2201, 12 avril 2007, Frédéric Borrás, « De mauvaises polémiques et d'authentiques divergences ».

voisin – il habite une villa – le voisin du bout de la rue, que je ne connaissais pas, je lui disais simplement bonjour/au revoir quand on se croisait, un jour il vient me voir et me dit : « je crois que vous êtes syndicaliste, vous devez savoir des choses. Je voudrais faire une réunion avec les voisins sur le traité constitutionnel européen, est-ce que vous ne voulez pas venir pour m'aider à argumenter » »... Enfin bon, des choses qui montraient que cette affaire-là avait infusé dans le peuple, en profondeur. Pas seulement les couches militantes, il y avait vraiment eu un élan, on en parlait dans les familles, on s'engueulait dans les cages d'ascenseur... c'était vraiment... étonnant. Encore plus fort en province qu'en région parisienne d'ailleurs. C'était... vraiment intéressant comme expérience et à la sortie, évidemment, le résultat, la victoire... » (Claude Debons, entretien le 20 décembre 2011. Ancien dirigeant syndical (CFDT), militant à la Fondation Copernic, il devient coordinateur des collectifs antilibéraux)

A court terme, la pénétration de cette injonction à l'unité de la gauche radicale et la production d'une croyance en sa nécessité et son utilité électorale débouche sur la séquence des collectifs antilibéraux. L'échec de ces collectifs à produire une offre électorale unifiant les acteurs de la gauche radicale peut recevoir deux explications complémentaires. Le retrait des acteurs syndicaux et associatifs à mesure que les enjeux passent de la contestation de la construction européenne à l'adoption d'un dispositif électoral pour 2007, exprime un retour à l'autonomie des différents espaces contestataires¹ (perte de la dimension multisectorielle de la mobilisation). En se retirant, ces acteurs permettent un retour aux concurrences et rivalités propres à l'espace partisan de la gauche radicale. Le retrait de certains des acteurs *potentiellement* unifiables restreint ainsi les collectifs à la seule dimension politique des collectifs du 29 mai. Les acteurs politiques sont également nombreux à s'en retirer : la LCR opte dès juin 2006 pour la candidature d'Olivier Besancenot à l'élection présidentielle², tandis que les dissidents écologistes et socialistes opèrent un retour au jeu intra-partisan (nuancé par la présence intermittente de PRS dans les collectifs antilibéraux). De même, le rapprochement de l'échéance présidentielle conduit à la cristallisation des positions au sein des collectifs antilibéraux, dans lesquels chaque acteur est contraint de jouer selon les mêmes règles (et y défendant ses intérêts propres), tout en cherchant à contourner les résistances (interprétation de la règle du « double consensus », création de collectifs locaux permettant de marginaliser les acteurs du collectif national, mise en scène presque tragicomique du retrait et du retour de José Bové, etc.). L'urgence à entrer en campagne produite par le rapprochement des échéances, la cristallisation des positions en ce qui s'apparente progressivement à une guerre de positions, et l'accroissement des tensions au sein des collectifs vont conduire à la désagrégation des collectifs antilibéraux, mais pas à l'abandon de la rhétorique unitaire. A l'inverse, elle sera utilisée concurremment par Marie-George Buffet et José Bové qui se présentent tous deux comme l'unique candidat légitime des collectifs, tandis qu'Olivier Besancenot et la LCR critiquent vertement ces revendications de filiation³. En ce

¹ Comme le défend Lilian Mathieu. Cf. Mathieu Lilian, « Trouble dans le genre militant », *op. cit.*, p. 93-108.

² *Rouge*, n°2165, 29 juin 2006, « Déclaration de la LCR » à l'issue de sa conférence nationale des 24 et 25 juin 2006. LO prend cette décision dès décembre 2005. Cf. *Lutte de classe*, n°93, 2005, « Le 35^e congrès de Lutte ouvrière ».

³ *Rouge*, n°2203, 26 avril 2007, Anne Leclerc, « Faible score ».

sens, les collectifs antilibéraux échouent par l'effet combiné de la rétraction des acteurs impliqués et par le poids des logiques propres à chaque groupe originellement investi dans cette tentative de rassemblement. Les socialistes du non vont rapidement retrouver les luttes intra-partisanes. L'intérêt d'une participation à l'élection présidentielle (entendue non comme étant motivée par une chance raisonnable de victoire, mais comme moyen de propagande et de visibilité politique et médiatique) pour les partis de la gauche radicale conduit LO à ne pas s'intéresser aux collectifs¹, la LCR à décider rapidement d'une candidature de son porte-parole et le PCF à maintenir la candidature de sa secrétaire nationale au nom des collectifs, puis du seul PCF.

Les résultats sont connus². Seul Olivier Besancenot, avec 4,08% des suffrages exprimés surnage en conservant son résultat de 2002. Gérard Schivardi (PT) obtient un résultat dérisoire (0,34%), tandis qu'Arlette Laguiller est très en-deçà de son résultat de 2002 (1,33% contre 5,72%), tout comme José Bové qui est loin des ambitions affichées (1,32%). Marie-George Buffet enregistre un nouveau décrochage électoral du PCF avec seulement 1,93% des suffrages exprimés alors même que la séquence post-référendaire avait été marquée par la production d'un cadre interprétatif particulièrement optimiste au sein de ce parti autour du retour du PCF. Au total, l'ensemble des candidats de la gauche radicale n'obtient que 9% des suffrages exprimés contre 13,81% en 2002. Georges Ubbiali, par une formule imagée, « *une géante, un nain et des miettes* »³, traduit bien l'état de la gauche radicale au sortir de l'élection présidentielle de 2007 : faiblesse des résultats obtenus, fragmentation de l'offre électorale et position dominée dans le champ politique. Tout aussi imagée et suggestive est l'expression de « *poussières additionnées* » utilisée par Jean-Luc Mélenchon dans un discours aux accents prophétiques prononcé le 21 novembre 2006 à Montpellier :

« Alors, qu'est-ce que je fais ici ? En conscience, je crois qu'il est de mon devoir de dire de la même manière que je souhaite l'unité de toute la gauche pour battre la droite, que je la souhaite de toutes mes forces (parce que je ne sais pas comment on peut sans cela battre la droite), je dis avec la même clarté, tout socialiste que je suis : je souhaite de toutes mes forces le succès de la démarche que vous avez entreprise .

Je souhaite le rassemblement de la gauche représentée ici. Je souhaite qu'il aboutisse à une candidature commune car il est absolument inenvisageable, irresponsable de croire qu'un seul parti pourrait avoir à lui tout seul, la majorité ! Et j'ajoute que si vous vous laissez transformer en poussières additionnées, vous aurez dans les conditions mêmes avec lesquelles vous serez entrés dans le débat, réglé la sortie par laquelle vous passerez ensuite. »⁴

¹ Ce qui s'explique à la fois par un rejet de telles structures, par les intérêts poursuivis par LO (une candidature LO comme instrument de propagande) et par le désintérêt de ce parti vis-à-vis de l'enjeu européen.

² Boy Daniel et Chiche Jean, « L'échec électoral de la « gauche non socialiste » », *op. cit.*, p. 197-212.

³ Ubbiali Georges, « Les usages du trotskisme dans l'extrême gauche française », *op. cit.*, p. 275.

⁴ La transcription complète de l'intervention est consultable sur le blog de Jean-Luc Mélenchon (consultation 15 août 2014) : <http://www.jean-luc-melenchon.fr/2006/11/21/dicours-au-meeting-de-montpellier-du-vendredi-17-novembre/>. François Delapierre évoque cette intervention et reprend la même analyse. Cf. *A Gauche*, n°1060, 21 novembre 2006, François Delapierre, « Etre utiles à la gauche ». Le public (rassemblement des collectifs antilibéraux), la position qu'entend occuper Jean-Luc Mélenchon (en rappelant sa qualité de socialiste), le contexte de ce discours (vote en faveur de Ségolène Royal au PS, forte conflictualité des collectifs antilibéraux autour de la candidature présidentielle), mais aussi la forte préparation de cette intervention

Dans ce discours de celui qui n'est encore qu'un sénateur socialiste venant de subir une nouvelle défaite dans les jeux intra-partisans (avec la désignation de Ségolène Royal), la désunion de la gauche radicale (qui est alors, au regard des positions de chacun des acteurs en novembre 2006, fortement probable) est perçue comme ne pouvant conduire qu'à un échec et étant, en elle-même, un échec. En ce sens, c'est au regard de l'unité (associée à la possibilité d'une victoire et/ou d'un bon résultat) que l'échec électoral est proclamé et perçu. Dès lors, dans ce discours, l'unité est déjà une norme au regard de laquelle les comportements sont étiquetés comme conformes ou déviants.

La séquence 2005-2007 conduit ainsi la gauche radicale à produire une norme unitaire permettant une définition du comportement normal et attendu, au fondement d'un principe de classement lui-même objet de luttes, et à étiqueter la déviance : le refus de l'unité devient alors l'expression du « *sectarisme* » ou des intérêts de « *boutique* ». Il s'agit alors d'apposer sur certains comportements un véritable stigmatisme qui ne peut être combattu que par la critique de l'interprétation du 29 mai 2005 et l'affirmation des différences idéologiques. La norme unitaire fonctionne comme une contrainte à l'unité pour les acteurs qui partagent un même cadre interprétatif (et dans lequel la norme unitaire prend tout son sens), et comme une contrainte à la différenciation pour les acteurs qui ne partagent pas la représentation faisant de l'unité la garantie de la victoire, ni même l'objectif d'une victoire électorale.

Si l'unité tend à devenir une norme produisant de fortes injonctions à adopter un comportement favorable à l'unité, sans être entièrement nouvelle (la campagne de Pierre Juquin en 1988, la création de la Convention pour une alternative progressiste en 1995, le comité Ramulaud en 2003, etc. sont autant d'exemples plus anciens de tentatives de reconfiguration de la gauche radicale prenant appui sur la thématique unitaire et tentant d'en faire une norme dans l'espace de la gauche radicale), elle dispose à partir de 2005 d'un symbole. Ce symbole permet alors la condensation dans la mémoire militante récente de la nécessité et de l'utilité de l'unité :

« Et la campagne du « non » au référendum de 2005, penses-tu que cela joue sur la gauche radicale ?

Je pense que le non de 2005, à mon sens, est une grande victoire de la gauche. C'est une grande victoire de la gauche, dans ses fondamentaux. [...]

Maintenant, je ne dirais pas que c'est fondateur. Enfin, c'est fondateur pour les militants, mais pour l'ensemble, non, parce que la victoire de 2005 a été ou mal exploitée, ou pas exploitée. [...]

démontre l'importance accordée par PRS au coup joué en intervenant lors de ce meeting. La présentation hésitante du sénateur socialiste par l'animateur du meeting qui doit faire face à un changement de programme (l'orateur initial de PRS, René Revol, ayant cédé sa place au débotté à Jean-Luc Mélenchon) et écorche le nom du nouvel orateur, atteste du caractère inattendu de la présence du sénateur socialiste pour les organisateurs du meeting, mais la préparation de cette intervention du côté de PRS (présence de François Delapierre aux côtés de Jean-Luc Mélenchon et lecture précise (fait peu courant de la part du sénateur socialiste) d'un discours soigneusement rédigé à l'avance, démontre à l'inverse le rôle de ce discours comme devant permettre un reclassement du groupe Mélenchon et/ou permettre le maintien des opportunités de reconversion dans l'espace de la gauche radicale.

Oui, parce que faire des alliances sur un plan stratégique, on sait que c'est nécessaire. Les alliances ne sont pas toujours bien comprises par les militants. Ils se trouvent qu'elles se sont faites. Une bataille a été engagée, elle a été gagnée grâce à l'alliance. Cela crée des liens entre les gens qui se sont battus ensemble et qui sont parvenus à la victoire. » (Cyrille, entretien le 15 octobre 2009. Ancien militant communiste passé à la LCR puis, au moment de l'entretien, au PG dont il démissionne quelques mois plus tard)

Qu'ils évoquent 2005 spontanément ou après une relance, les militants interrogés (à l'exception des militants du NPA) partagent cette croyance en la nécessité de l'unité. Les militants ont ainsi toujours quelque chose à en dire, même s'ils n'ont pas participé directement à cette mobilisation.

Cette norme unitaire contribue à façonner les choix tactiques des acteurs confrontés à la sévère défaite de 2007. Au-delà de la diversité des solutions préconisées par les acteurs (qui renvoie aux positions qu'ils occupent dans le champ politique), ils partagent un diagnostic faisant de la désunion l'une des explications, sinon la principale, de l'échec électoral de la gauche radicale. La norme unitaire va alors s'imposer aux acteurs comme une évidence quant aux solutions organisationnelles. A des degrés divers, les solutions produites pour régler le problème de l'échec électoral de la gauche radicale passent par l'unification de cet espace politique. Le FG contribue ainsi à l'unification des différentes organisations par la limitation de la concurrence électorale, tandis que les Alternatifs et la FASE visent également à rassembler les différents partis de la gauche radicale.

La FASE. Recomposer la gauche radicale « par la bande »

La FASE trouve son origine formelle dans une résolution du congrès des Alternatifs en novembre 2008, puis d'un appel à la constitution d'une telle fédération (5 décembre 2008), mais aussi, à bien des égards, dans les multiples tentatives de recomposition de la gauche radicale menée par des dissidents communistes depuis la fin des années 1980. Le scénario préconisé par la FASE correspond à la position marginale qu'elle occupe dans le champ politique et l'espace de la gauche radicale. Composée de nombreux anciens communistes et/ou de militants s'étant fortement opposés au PCF dans les collectifs antilibéraux, les acteurs coalisés dans la FASE (il s'agit d'une coalition peu structurée laissant une très forte autonomie aux organisations qui s'y rattachent¹) développent un discours particulièrement critique quant aux partis politiques. Présentée comme une position de principe visant à dépasser une forme ancienne d'organisation politique pour lui préférer une organisation « horizontale » et en réseau, cette opposition aux partis politiques permet aussi de contester la légitimité des acteurs partisans à dominer la coalition et, ce faisant, à diminuer le différentiel de ressources entre la FASE et les principaux partis de la gauche radicale, en premier lieu desquels le PCF qui fait véritablement figure d'« épouvantail » en ce qu'il incarne le « *parti de masse* » adoptant un fonctionnement « *rigide* » et « *vertical* »². Ces acteurs tendent à valoriser les ressources qu'ils détiennent et peuvent mobiliser. En ce sens, la critique des partis n'est pas seulement un enjeu organisationnel, c'est également l'un des terrains des luttes de classement et de placement auxquelles les acteurs de la gauche radicale se

¹ Lors des élections européennes de 2009, la FASE n'intègre pas le FG (refus du PCF), mais cela n'empêche pas la présence sur des listes du FG de candidats issus de deux organisations de la FASE : l'ADS et la GA 54. De même, alors que la FASE intègre officiellement le FG en juin 2011, Les Alternatifs, parti pourtant à l'origine de cette fédération, attendront 2012 pour rejoindre officiellement la coalition.

² Cette opposition entre des « *formes d'organisation nouvelle* » et les partis n'est pas sans rappeler les « *stratégies de démarcation* » usitées par les dirigeants des clubs pour disqualifier les partis politiques : « *Le club est présenté comme une "structure légère, souple, ouverte et libre"; le parti figure au contraire ce "lieu des pesanteurs d'appareil, rigide, replié sur lui-même et contraint"*. ». Cf. Blondiaux Loïc, « Les clubs : société de pensée, agencement de réseaux ou instances de sociabilité politique ? », in *Politix*, 1 (2), 1988, p. 31.

livrent¹. Valoriser les réseaux et la « base » militante, promouvoir les adhésions directes, développer un registre critique quant aux partis et à la cartellisation² de la coalition sont autant d'armes symboliques pour contourner les acteurs dominant la coalition (le PCF, et dans une moindre mesure le PG) utilisées par des acteurs qui n'ont d'autres ressources à faire valoir dans ces luttes.

La norme unitaire produit, ou vise à produire ses effets, en premier lieu en direction des acteurs de la gauche radicale eux-mêmes. Mais c'est également l'expression d'une croyance en l'utilité électorale de l'unité, comme en témoignent ces quelques extraits de tracts :

« Qu'est-ce que le Front de Gauche ?

Membres de partis différents, militants syndicalistes, associatifs et citoyens, nous étions ensemble lors du referendum de 2005 pour faire gagner le non à l'Europe libérale. »³

« Avec le Front de gauche, nous sommes unis de nouveau !

En 2005, nous étions unis contre le Traité Constitutionnel Européen et nous avons vaincu la toute-puissante coalition des partisans de l'Europe libérale. »⁴

« L'Europe est au bord du gouffre. Il est temps d'écouter ceux qui avaient tiré la sonnette d'alarme dès 2005 en votant non au traité de constitution. »⁵

La thématique européenne est très présente dans la campagne présidentielle du FG en 2012, comme le montrent Céline Belot, Bruno Cautrès et Sylvie Strudel. Cette thématique recouvre deux usages/niveaux de lecture qui, s'ils sont souvent inextricablement imbriqués, ne s'en différencient pas moins quant à leur objectif. D'une part, il peut s'agir d'informer quant aux positions défendues par cette coalition sur les différents enjeux liés à la construction européenne (politisation/nationalisation des enjeux européens et, dans le même temps européenisation très relative des enjeux nationaux). D'autre part, l'Europe, et, plus exactement, la mémoire de la lutte contre la construction européenne « *telle qu'elle est* », est utilisée comme un symbole de l'unité de la gauche radicale, en référence au mythe du 29 mai : « *Ici parler « beaucoup » de mondialisation (et plus largement d'Europe) doit permettre de ressouder (autant que possible) une gauche protestataire, voire élargie au-delà* »⁶. La présence de cette représentation symbolique dans les documents électoraux du FG atteste d'une croyance en l'efficacité électorale de cette référence (comme moyen de faire voter pour l'offre électorale produite par la coalition). En ce sens, la

¹ A l'inverse, les acteurs partisans, même lorsque les ressources qu'ils peuvent mobiliser de par leur appartenance à un parti sont faibles, tendent à valoriser fortement l'outil partisan. Cette mise en perspective critique de la critique des partis s'impose d'autant plus qu'elle est produite par des acteurs dont certains ont occupé des positions de dirigeants au PCF pendant de longues années. Dès lors, la critique des partis est aussi l'expression d'une perte de la croyance en l'organisation communiste.

² Au sens ici d'une alliance entre partis pour conserver la prédominance sur la coalition. Sur les différents sens que peut recouvrir le terme de cartel, cf. Bacot Paul, « Les partis cartellisés selon Katz et Mair. Partitocratie monopolitiste d'Etat ou service public de démocratie ? », in Aucante Yohann et Dezé Alexandre (dir.), *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales, op. cit.*, p. 67-73.

³ Front de gauche, 2012 (élection présidentielle) *Prenez le pouvoir !* Cette présentation du FG est présente sur de nombreux autres tracts lors de cette campagne.

⁴ Front de gauche, été 2011 (élection présidentielle), *Place au peuple !*

⁵ PCF, 2012 (élections présidentielle et législatives), *Aux assemblées citoyennes. Prenez le pouvoir !*

⁶ Belot Céline, Cautrès Bruno et Strudel Sylvie, « L'Europe comme enjeu clivant. Ses effets perturbateurs sur l'offre électorale et les orientations de vote lors de l'élection présidentielle de 2012 », in *Revue française de science politique*, 63 (6), 2013, p. 1094.

référence à 2005 et la thématique unitaire qu'elle véhicule, est utilisée et construite comme une ressource de mobilisation électorale. Même en dehors de toute référence à 2005, la thématique unitaire est omniprésente dans les documents électoraux du FG. Nous ne retiendrons ici que deux exemples, alors même que la quasi-totalité de la propagande électorale de la coalition met en scène, à des degrés divers, la thématique unitaire. En Lorraine, lors des élections régionales de 2010, les militants communistes optent pour une liste d'union de la gauche avec le PS, tandis que LO et le NPA disposent tous deux d'une liste régionale. Cela n'empêchera pas le développement d'une liste « unitaire » de la gauche radicale composée essentiellement du PG, de militants communistes dissidents et d'un groupe local de la FASE. La première phrase de la circulaire officielle affirme la dimension « unitaire » du Front lorrain de gauche : « Avec la liste unitaire que nous présentons à vos suffrages, vous avez la certitude d'une véritable option de gauche anticapitaliste ».

A l'appui de cette revendication unitaire, la circulaire reproduit pas moins de dix sigles de partis et affiche le soutien de onze organisations, tandis que le tract programmatique affiche les dix sigles des organisations soutenant cette liste et reproduit un encadré détaillant les « 8 organisations du Front lorrain de gauche »¹. Notre deuxième exemple, plus récent, est constitué par l'affiche officielle de la liste du FG dans la circonscription Est lors des élections européennes de 2014. A elle seule, l'étude de cette affiche pourrait traduire les logiques concurrentielles qui structurent la coalition. Elle semble être, *a priori*, une affiche officielle on ne peut plus classique, construite autour de la photo de la tête de liste, d'un slogan et comportant le soutien d'une marque politique. En rouge et vert, affirmant le soutien de Jean-Luc Mélenchon (dont la photo est placée aux côtés de celle de Gabriel Amard qui anime cette liste), cette affiche reprend les codes visuels développés par le PG depuis la campagne présidentielle de 2012, en associant les couleurs de ce parti à un usage exacerbé et permanent de la figure du leader charismatique de ce parti. A cela s'ajoutent des photographies de chaque colistier, ainsi que leur nom, département de résidence et parti d'origine, ce qui conduit à afficher, dans une police d'écriture particulièrement petite pour une affiche électorale, quelques propriétés sociales censées produire une adhésion et un vote en faveur de cette liste. En cela, cette composition graphique reflète la croyance en l'utilité de montrer la diversité des origines partisans des colistiers et le bricolage/marchandage autour de l'élaboration de cette affiche². La propagande électorale du FG conduit ainsi à une mise en scène permanente de l'unité : que cela soit par la profusion des sigles, ou par tout autre élément visuel ou écrit, la rhétorique unitaire y est omniprésente.

¹ Front lorrain de gauche, premier trimestre 2010, *Notre projet régional au service de l'émancipation de tous*.

² Alors même que la succession des sigles d'organisations modestes et peu connues des profanes comme la GU, le PCOF ou Ensemble ne peut que confirmer l'idée d'une forte fragmentation de la gauche radicale. Ce faisant, l'usage électoral de la thématique unitaire conduit les acteurs qui s'en réclament à renforcer les idées qu'ils entendent combattre (en retournant le stigmate de la division en capacité de rassemblement).

L'impact électoral d'une telle thématique ne peut être mesuré avec les matériaux dont nous disposons. Mais si l'effet sur les profanes ne nous est pas accessible, l'usage permanent de la rhétorique unitaire en dit long sur ceux qui produisent ces différents documents et sur leur croyance partagée en l'utilité électorale de l'unité. Par ailleurs, la diffusion rapide du cadre interprétatif conduisant à faire de l'unité la seule solution possible atteste de la mobilisation de véritables entrepreneurs de rénovation de la gauche radicale. L'impératif rénovateur est alors investi de la charge symbolique forte et positive que représente/véhicule l'unité : le mythe du 29 mai crédite, par l'interprétation du scrutin comme une victoire permise par une forme spécifique de mobilisation de la gauche radicale, d'une forme d'évidence le lien entre désunion et échec et, corrélativement, entre dynamique politique et unité électorale. Cet investissement de militants divers dans la production d'une même interprétation de la situation de la gauche radicale et des solutions à y apporter se trouve ainsi facilité par un événement politique interprétable et interprété comme validant un cadre interprétatif déjà présent auparavant, mais n'ayant pas acquis cette forme d'évidence partagée lui donnant une quasi-force normative (soit que les acteurs y soient acquis, soit qu'ils soient contraints de se positionner, comme c'est le cas pour la direction nationale de la LCR, en fonction de cette thématique dont il s'agit de dénoncer les apories sans pouvoir y substituer un autre cadre interprétatif). Etudiant les mouvements sociaux, Jean-Gabriel Contamin relève que : « *Pour qu'il y ait mobilisation, il faut donc au préalable qu'une masse critique de gens aient socialement construit une représentation commune de la situation comme injuste et immorale et non comme malheureuse mais tolérable* »¹. Par analogie, la mobilisation de 2005 joue ce rôle en ce qu'elle permet de se doter de représentations communes, ou, plus exactement, de généraliser sur le mode de l'évidence une explication unique des échecs répétés de la gauche radicale ; explication portant en elle-même sa solution au travers de l'unité dont les acteurs ne vont cesser de se revendiquer dans les luttes qui les opposent pour refonder la gauche radicale autour de scénarios ajustés à leurs dispositions.

C. Une affirmation concurrentielle des scénarios (novembre 2008-juin 2009)

Le 24 octobre 2008, le CN du PCF adopte un appel à la constitution d'une coalition pour les élections européennes de juin 2009². Le 6 novembre 2008, le NPA tient son premier meeting, au cours duquel Olivier Besancenot se pose en leader de la gauche radicale³, au moment où les militants

¹ Contamin Jean-Gabriel, « Cadrages et luttes de sens », in Fillieule Olivier, Agrikoliansky Eric et Sommier Isabelle, *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestation dans les sociétés contemporaines*, Editions la Découverte, Paris, 2010, p. 57-58.

² *Communistes*, n°326, 30 octobre 2008.

³ La presse se fait l'écho de la réussite de ce premier meeting. Cf. *Aujourd'hui en France*, 7 novembre 2008, « Besancenot ratisse large » ; *Le Figaro*, 7 novembre 2008, « Et pendant ce temps, Besancenot tient meeting... » ; *Le Monde*, 8 novembre 2008, « M. Besancenot joue la « différence » à gauche » ; *L'Humanité*, 8

socialistes départagent les six motions en concurrence pour le congrès de Reims. Le 7 novembre 2008, Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez annoncent leur démission du PS, la création d'un nouveau parti, « *sur le modèle de Die Linke* », et leur disponibilité pour participer à l'alliance préconisée par le PCF¹. C'est également le 7 novembre 2008 que débute le congrès des Alternatifs. A son issue, ce parti appelle à la constitution d'une Fédération de la gauche alternative et à des listes communes pour les élections européennes de 2009. Le 18 novembre 2008, à l'issue de la première rencontre « officielle » entre représentants du PCF et du PG, ceux-ci confirment la mise en place d'une coalition² temporairement limitée à l'échéance européenne. Le meeting de fondation du PG³, le 29 novembre 2008, est l'occasion d'une mise en scène des ralliements individuels et collectifs (avec la dissolution/participation du MARS-GR et du MGP au nouveau parti) et de la « réussite » du meeting par le nombre de participants⁴. Le 5 décembre 2008, dans la continuité de la résolution adoptée par Les Alternatifs lors de leur congrès, plusieurs organisations lancent un appel à la constitution d'une « *fédération de citoyen-ne-es et de forces pour une alternative sociale et écologique* », tandis que le

novembre 2008, « Le NPA se mesure au PS ». Manifestation de la concurrence tacite opposant le PCF au NPA, le compte-rendu le plus critique, si ce n'est le seul à l'être, est précisément celui publié par *L'Humanité*.

¹ *Libération*, 8 novembre 2008, « Mélenchon et Dolez lâchent le PS ».

² *L'Humanité*, 19 novembre 2008, « Un front de gauche pour les européennes ». La thématique unitaire est omniprésente. Jean-Luc Mélenchon affirme que « *le rassemblement s'opère et ne fait que commencer* », tandis que Marie-George Buffet renchérit : « *Nous avons mené ensemble la campagne de 2005 pour le « non », nous n'aurons pas de mal à nous mettre d'accord sur des objectifs communs* ».

³ La direction nationale de ce parti va, pendant les deux mois qui suivent, multiplier les rencontres bilatérales, afin de « vendre » le projet de coalition du non, mais aussi, de manière toute diplomatique, afin de se faire reconnaître par les acteurs de la gauche radicale. La limitation de cette logique de reconnaissance aux partis avec lequel le PG espère pouvoir s'allier exprime à la fois le champ des alliances possibles pour ce parti (qui peut difficilement envisager une alliance avec le PS que ses cadres viennent de quitter), et la relative clôture de l'espace de la gauche radicale. Sur ces rencontres bilatérales, il est possible de consulter le compte-rendu publié par le PG, cf. Communiqué du Parti de gauche, 6 janvier 2009, « Rencontres prévues entre le Parti de gauche et le NPA puis le MRC ». Il faudra cependant attendre le 9 janvier pour qu'une rencontre ait lieu entre PG et NPA, et le 12 janvier entre le PG et le MRC, alors que Jean-Luc Mélenchon s'exprimait, lors d'un entretien à *Libération*, sur la perspective d'une rencontre avec ces deux partis en décembre 2008. Cf. *Libération*, 29 novembre 2008, « Le socialisme historique n'a pas sa place au centre gauche ».

⁴ La polémique lancée par le PG autour du chiffre fait par une journaliste de l'AFP de ce meeting (évoquant un millier de participants, contre trois mille pour les organisateurs) atteste de l'importance qu'attachent les dirigeants de ce parti à l'affichage d'une salle « bien remplie » et relayée comme telle par les médias. En cela, le meeting a tout d'une « *manifestation de papier* » pour reprendre l'expression de Patrick Champagne, construite certes pour les militants, mais aussi pour les médias (sa réussite étant conditionnée à sa bonne reprise médiatique). Cf. Champagne Patrick, *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Editions de Minuit, Paris, 1990. Mais l'enjeu est aussi concurrentiel : revendiquer et parvenir à établir cette revendication comme étant le reflet de la réalité et à la faire véhiculer les médias, c'est aussi se poser implicitement en concurrent sérieux du NPA dont le premier meeting a réuni, selon les organisateurs, deux mille participants... La presse écrite diverge également quant au chiffre : « plus d'un millier » pour *Libération*, mille-cinq-cents pour *Aujourd'hui en France*, ou encore « près de deux mille » pour *Le Figaro*. En revanche, le cadrage de l'évènement comme étant une réussite militante est commune, comme *Libération* qui considère ce meeting comme étant « *indéniablement un succès* ». Cf. *Libération*, 1^{er} décembre 2008, « Jean-Luc Mélenchon lance son Parti de gauche » ; *Aujourd'hui en France*, 30 novembre 2008, « Mélenchon fait sa révolution » ; *Le Figaro*, 1^{er} décembre 2008, « Jean-Luc Mélenchon rêve d'une percée aux européennes ». L'hebdomadaire de la LCR reprend le même cadrage. Cf. *Rouge*, n°2277, 4 décembre 2008.

34^e congrès du PCF confirme la stratégie des fronts thématiques¹. Il serait possible de multiplier à l'encontre cette succession de micro-événements au début de cette séquence tant les coups joués par les acteurs de la gauche radicale sont nombreux. Cette énumération permet déjà de faire apparaître la force de l'injonction au changement produite par la représentation partagée d'une crise de la gauche radicale et la récurrence de la thématique unitaire comme solution à cette crise.

Au-delà, la succession des événements affectant l'espace de la gauche radicale à la fin de l'année 2008 permet également de faire apparaître deux processus : l'interdépendance concurrentielle des acteurs et leur autonomie relative au sens où chaque acteur va produire une réponse adaptée à la position qu'il occupe, aux ressources qu'il peut mobiliser et aux objectifs qu'il se fixe. Mais cette autonomie des acteurs quant à la production de solutions au problème de la crise de la gauche radicale se fait également dans un espace concurrentiel où l'affirmation par les acteurs de leurs propres choix stratégiques affecte les coups joués par les autres acteurs de cet espace. Nous nous contenterons d'un exemple : la décision du NPA de repousser d'une semaine son congrès constitutif (début 2009) conduit le PG à avancer son propre congrès constitutif d'une semaine pour que les deux événements ne se fassent pas concurrence médiatiquement et que le congrès du PG puisse être un support pour faire peser sur les choix du NPA une forte injonction à l'unité².

Malgré l'objectif initial affiché par les directions nationales du PCF et du PG, le FG pour changer d'Europe ne va guère s'élargir. Dans la négociation visant à la constitution de listes communes de la gauche radicale pour les élections européennes, le NPA va mettre en avant deux revendications : la pérennité de l'alliance au-delà de ces élections et un engagement en faveur de la « *sortie du nucléaire* ». Les positions des deux partis coalisés quant à ces revendications sont diamétralement opposés : le PG, dans l'optique d'un scénario à l'allemande, entend pérenniser la coalition, et est défavorable à l'énergie nucléaire ; le PCF, à l'inverse soutient le nucléaire civil et défend la tactique des fronts thématiques, différents en fonction des circonstances (principe d'une coalition spécialisée et non pérenne). Cette prise de position du NPA permet ainsi de ne pas s'afficher comme refusant l'alliance, de se poser dans une position suffisamment forte pour contraindre les acteurs de la gauche radicale à s'aligner sur les positions du NPA, mais aussi de pointer les divergences qui distinguent les acteurs coalisés, ce qui suppose une connaissance suffisante de l'état de la coalition, des positions de chacun de ses acteurs pour prévoir ses coups en fonction de ce qui peut ou ne peut pas être accepté par les acteurs pris dans la négociation. Pour le PCF, et selon les termes retenus par *L'Humanité*

¹ *Communistes*, n°332, 18 décembre 2008.

² Cela se traduit par le vote d'une adresse aux congressistes du NPA et par le contenu des discours des dirigeants du PG, à la tribune du congrès ou dans la presse. Cf. *L'Humanité*, 2 janvier 2009, « Le Parti de Gauche avance son congrès au 30 janvier ».

Dimanche, il s'agit d'un véritable « reniement »¹. Finalement, le CPN du NPA va rejeter définitivement toute alliance lors des élections européennes en mars 2009². Ce n'est que le premier des refus de ce parti, et le premier des nombreux acteurs à refuser au printemps 2009 d'intégrer la coalition. Quelques semaines plus tard, c'est au tour du MRC de refuser de participer au FG³. Après le double échec des négociations menées par ce parti avec le FG et le PS, le MRC opte finalement pour un appel à l'abstention. L'enjeu de cette séquence est double puisqu'il s'agit de négocier un dispositif électoral et de réaliser au mieux, pour chacun des acteurs, leur scénario de reconfiguration de la gauche radicale. Les négociations débouchent sur la cristallisation progressive d'une offre électorale concurrentielle opposant le NPA et le FG. L'attractivité militante de ces deux offres politiques se limite mutuellement. En cela, la production symbolique d'une véritable norme à l'union de la gauche radicale par le FG n'a qu'un effet limité mais réel. Ainsi, au refus du NPA de participer à la coalition répond la dissidence d'un segment marginalisé dans les jeux intra-partisans et la création d'un parti participant à la coalition⁴. La même logique dissidente prévaut au MRC avec la création de République et socialisme (RS), et le soutien de ce nouveau parti à la coalition début mai 2009⁵.

Ces deux dissidences n'expriment cependant le choix que d'acteurs fortement minoritaires. Cette dimension limitée de l'injonction unitaire qu'entendent incarner les acteurs coalisés est confirmée par l'importance des acteurs, qui, bien que n'ayant pas suffisamment de ressources pour se présenter aux élections européennes, refusent de s'aligner sur le FG ou le NPA. Le non-choix des Alternatifs en constitue un cas typique. La décision de la stratégie électorale des Alternatifs est prise au moyen d'une consultation interne dans laquelle deux tours sont nécessaires. Le premier tour fait apparaître la tripartition des militants de ce parti puisque 30% sont favorables à une alliance avec le

¹ *L'Humanité Dimanche*, n°149, 19 au 25 février 2009, « Européennes : Olivier Besancenot et la tentation du « cavalier seul » ».

² *AFP*, 8 mars 2009, « Européennes : « vote écrasant » du NPA contre le « front de gauche ». ».

³ Après plusieurs semaines de négociations, le refus du MRC est particulièrement sévère : « *Une alliance électorale sans principe ni débouché stratégique ne correspondrait pas à notre conception de l'action politique. Le MRC constate que la gauche aujourd'hui n'offre malheureusement pas de débouché politique à la crise et à la protestation sociale : le PS n'a pas rompu avec sa ligne social-libérale, comme l'a montré la ratification du traité de Lisbonne par la majorité de ses parlementaires. Le « Front de gauche » n'offre pas de perspective sérieuse de redressement. Le NPA ne veut pas venir au pouvoir.* » La solution préconisée par le MRC est alors un appel à l'abstention. Cf. *Résolution adoptée par le Conseil national du Mouvement Républicain et Citoyen*, 22 mars 2009. La sévérité des analyses du MRC conduira, chose rare, à une réponse tout aussi cinglante du PG en la personne de son secrétaire national aux relations unitaires, par ailleurs ancien du MRC, Eric Coquerel. Cf. *PG*, 30 mars 2009, *Nos réponses aux explications du MRC sur son refus du Front de gauche*. Sur le refus d'intégrer la coalition par le MRC, il est possible d'avancer deux types d'explications : l'insuffisance des ressources pouvant être obtenues par le MRC en participant au FG, participation qui obère par ailleurs ses capacités à s'allier avec le PS lors des élections régionales de l'année suivante ; des motivations plus personnelles opposant Jean-Pierre Chevènement et Jean-Luc Mélenchon comme l'évoque Dominique Andolfatto. Cf. Andolfatto Dominique, « *Manœuvres à la gauche du PS* », *op. cit.*

⁴ Christian Picquet annonce la création de la GU et l'entrée en coalition le jour même où le NPA refuse l'alliance. Cf. *AFP*, 8 mars 2009, « Européennes : Christian Picquet (NPA) rejoint le « front de gauche » PCF-PG ».

⁵ Communiqué commun (PCF, PG, GU, RS), 12 mai 2009, « *République et socialisme* » soutient le *Front de Gauche pour « changer d'Europe »*.

FG, 31% avec le NPA et 35% considèrent que leur parti ne doit pas se présenter aux élections européennes, sauf en cas d'alliance de l'ensemble de la gauche radicale. Lors du second tour, seules les deux options ayant obtenu le plus de suffrages sont soumises au vote (alliance avec le NPA, non-participation), et c'est finalement la non-participation qui est entérinée¹. Cette consultation exprime véritablement le refus de choisir entre deux stratégies électorales porteuses de deux scénarios distincts de reconfiguration de la gauche radicale. Ainsi, à la faiblesse des incitations à l'union que peut produire le FG (malgré la représentation commune aux acteurs coalisés et aux Alternatifs de la croyance en la nécessité de l'union puisque c'est au nom d'une unité insuffisante que les Alternatifs décideront de ne s'unir à personne), s'ajoute un deuxième élément : la dualité des tensions auxquelles les acteurs de la gauche radicale sont soumis par la concurrence entre NPA et FG. Sommés de choisir, certains changent de camp (GU, RS), tandis que d'autres refusent cet alignement contraint, comme Les Alternatifs, et dans une certaine mesure la FASE qui multiplie les appels à l'union la plus large possible de la gauche radicale. Le non-alignement de la FASE sur le FG ne peut cependant s'expliquer uniquement par un refus de choisir. La direction nationale du PCF refuse l'ouverture de négociations avec la FASE en raison de la double appartenance des militants de l'association des communistes unitaires (ACU) au PCF et à la FASE. Les débats au CN du PCF des 28 février et 1^{er} mars 2009 attestent de la dégradation des positions occupées par les communistes unitaires (les extraits suivants sont présentés selon l'ordre des prises de parole lors de ce CN pour rendre compte de la conflictualité progressive de ce débat) :

Jean-François Téaldi. « Que visent les 16 membres du CN de l'Association des communistes unitaires dans trois communiqués selon lesquels: le Comité exécutif refuse de construire le Front de gauche avec la FASE et qu'il n'y aurait aucun cadre unitaire. Ils rencontrent le NPA avec la FASE, parallèlement aux rencontres PCF/NPA! Ils précisent : « Nous voulons construire un nouveau projet politique et une nouvelle force de transformation sociale avec la FASE ». Ces activités ne peuvent que perturber le Parti et les camarades engagés dans la construction du Front de gauche. Ces camarades doivent s'expliquer devant le CN. »

Gilles Alfonsi (membre de l'ACU). « Aucun cadre unitaire n'est en place. Il n'y a qu'un tête à tête avec le PG, et aucun accord avec aucune autre force. Le refus de rencontrer la Fédération sociale et écologique est incompréhensible et contre-productif. / La double appartenance « PCF/Fédération » est une argutie : les camarades ont d'ailleurs exprimé qu'ils sont prêts à être candidats du seul Parti. »

Françoise Guiche. « Ayons un débat avec tous ceux qui veulent construire le Front de gauche, hors communistes dits unitaires, ils sont déjà organisés au PCF. »

Nicolas Marchand. « L'indignation de Téaldi est justifiée. Le problème n'est pas l'existence de cette « Fédération », c'est la double appartenance de quelques communistes soi-disant « unitaires » et leur chantage, jusqu'à parler ici au nom d'autres pour dire qu'ils ne viendront pas dans le Front si on ne traite pas avec cette organisation. C'est inacceptable. On a été paralysé des années par la pression de ce petit groupe et les alliances de la direction avec lui. »

Gisèle Cailloux. « Le succès des élections européennes ne se construira pas sur une addition à l'affiche d'organisations. Sur le site Internet de la « Fédération » tous leurs propos tournent autour du rassemblement pour le rassemblement, sans contenu, avec une tonalité qui rappelle les heures sombres des collectifs antilibéraux. Des camarades du CN veulent, avec la « Fédération » à laquelle ils participent,

¹ Communiqué des Alternatifs, 22 mars 2009, *Les Alternatifs et les élections européennes de juin 2009*.

imposer ce que les communistes ont refusé au Congrès : la création d'une nouvelle organisation politique. »

Marie-George Buffet. « Ainsi, nous ne pouvons pas être dans la simple recherche d'une addition de sigles. Ceux-ci sont importants mais ne sauraient primer sur le contenu du projet que nous voulons porter. »

Dominique Grador. « Et comment être crédible dans notre volonté d'un large Front de gauche quand on est dans l'exclusion à l'égard d'une force politique, la Fédération, au prétexte que des communistes unitaires s'y trouvent ? »

Chantal Delmas. « La dynamique du rassemblement ne se fera pas en choisissant de ci de là nos partenaires un à un, nous avons déjà fait cela sans succès. Nous devons rencontrer sans exclusive tous les partenaires potentiels du Front de gauche (Alternatifs, Fédération, minoritaires du NPA, écologistes...) »

Gilles Alfonsi. « Quand nous parlons ici, nous parlons comme responsables communistes [...]. Attention au débat sur la « double appartenance » : si on commence à dire qu'il serait plus facile de travailler avec des camarades s'ils n'étaient pas membres du Parti, on entre dans une logique mortifère d'éclatement et d'affaiblissement. »

Marie-Pierre Vieu. « Refuser d'instaurer un dialogue avec la Fédération (au motif que des communistes en sont membres) peut nous couper de partenaires ; les Alternatifs, les Alters écolos et les anciens collectifs qui seront des soutiens certains dans la dynamique naissante. Je ne suis pas pour une position de principe sur le sujet. »

Le non-alignement de la FASE sur le FG ou le NPA ne s'explique donc pas uniquement par la recherche de l'unité la plus grande possible, mais par la position occupée par les acteurs principaux de la FASE (ACU). De par leur adhésion au PCF, ils ne peuvent choisir de soutenir le NPA sans entrer en dissidence, tandis que leur double appartenance (qui les place dans une position intermédiaire en n'étant ni tout à fait dans le parti, ni tout à fait en dehors) et leur marginalisation dans les jeux intra-partisans motivent le refus de la direction nationale du PCF d'une négociation avec la FASE¹. Cependant, la FASE n'est pas totalement absente des listes du FG avec la participation de deux groupes locaux membres de la FASE dans les circonscriptions Est et Ouest. La diversité des positions prises par les acteurs de la FASE (non-alignement ou participation) et la diversité des situations faite aux acteurs de la FASE (intégration locale à la coalition ou à l'inverse refus de toute discussion) exprime ici la labilité des affiliations partisans et leur instabilité.

Cette première séquence se termine avec les élections européennes dont les résultats expriment pour les acteurs un nouvel équilibre des tensions. Le FG devance le NPA au niveau national et obtient quatre élus². Les résultats sont cependant serrés et le FG ne dépasse le NPA que dans cinq des sept circonscriptions de métropole³. Ces résultats sont interprétés par les acteurs de la gauche radicale comme une validation de leurs stratégies. Ainsi, Olivier Besancenot affirme que les résultats du NPA démontrent qu'« *il faudra faire avec la gauche anticapitaliste* », tandis que les responsables du PCF

¹ Le 27 février 2009, la FASE dénonce sur son site internet ce qu'ils qualifient de « *comportements hégémoniques* » du PCF.

URL : http://lafederation.org/index.php?option=com_content&view=article&id=102:relations-unitaires-la-federation-refuse-des-comportement-hegemoniques&catid=67&Itemid=143&lang=en.

² Auxquels il est possible d'ajouter un cinquième député, élu au nom de l'alliance des outre-mer qui ne participe pas au FG, mais y est associée.

³ Le NPA arrive ainsi en tête de la gauche radicale dans l'Est, avec 5,64% des suffrages exprimés contre 3,89% pour le FG, et dans l'Ouest avec 5,13% contre 4,58% pour le FG.

et du PG voient dans les résultats du FG la preuve d'une nécessité à pérenniser cette alliance. Ainsi, au soir des élections, Marie-George Buffet affirme : « *Nos listes ont été les seules qui ont donné à voir un espoir qui se lève. On a commencé cette démarche d'union sur la base d'un projet politique audacieux, il faut la poursuivre* », suivie en cela par Jean-Luc Mélenchon qui fait du FG « *une méthode pour rassembler et marier identité et unité* »¹. Tous semblent avoir des raisons de se satisfaire des résultats. La création du NPA permet de doubler les résultats obtenus par la LCR en 2004 (en alliance avec LO). Le PCF obtient la reconduction de ses élus sortants et voit la concurrence du NPA endiguée. Le PG peut voir en l'élection de Jean-Luc Mélenchon au Parlement européen² et dans la pérennisation annoncée de la coalition³ des motifs de satisfaction. Les résultats sont perçus par l'ensemble des acteurs comme modifiant substantiellement l'équilibre des tensions propres à l'espace de la gauche radicale, ce qui motive une réouverture immédiate des négociations.

D. Une unification fragile et concurrentielle de la gauche radicale (juin 2009-mars 2011)

En septembre 2009, les partis de la gauche radicale se sont ainsi livrés à une succession de rencontres bilatérales⁴ donnant régulièrement lieu à la publication de compte-rendu publics, dont le plus avancé quant à la possibilité d'un rapprochement était la déclaration commune adoptée par le NPA et le PG⁵. Ce dernier propose la pérennisation du FG jusqu'aux élections législatives de 2012 au PCF dès juin 2009, ce qui est immédiatement refusé par le PCF⁶. En septembre 2009, débutent des négociations associant quasiment l'ensemble des partis de la gauche radicale⁷ (des représentants de

¹ Ces trois citations sont extraites du *Monde*, 9 juin 2009, « Le Front de gauche devance le NPA ».

² Il abandonne alors son mandat de sénateur qui arrive à son terme en 2011. La dissidence, comme le mode de scrutin des élections sénatoriales, rendaient par ailleurs improbable sa réélection au Sénat. Dès lors, la conquête d'un mandat européen permet de desserrer les contraintes électorales de ce parti.

³ Cette pérennisation de la coalition était largement incertaine et liée aux résultats obtenus comme en témoigne le refus du PCF de s'engager face au NPA, dans une coalition permanente, mais aussi par la conception communiste du FG comme l'un des fronts thématiques que ce parti entendait mettre en place. Sur cette première séquence de la coalition et l'incertitude quant à sa pérennisation, cf. Coquerel Eric, *Au cœur du Front de gauche*, op. cit., p. 123-145. La reconduction de la coalition constitue un enjeu suffisamment important pour le PG pour justifier de la production d'un tract au contenu singulier visant à publiciser une analyse électorale de la réussite de la coalition, de la nécessité de sa pérennisation et de l'utilité de l'unité. Outre le fait que ce tract semble davantage s'adresser aux acteurs les plus intéressés à la vie politique et à la gauche radicale en particulier, son existence même montre qu'à tort ou à raison, la direction de ce parti concevait comme incertaine la reconduction de l'alliance.

⁴ Pour une synthèse de ces discussions, cf. Weber Louis, « Un été de (bonnes) rencontres », in *Savoir/Agir*, 9, 2009, p. 93-100.

⁵ La déclaration adoptée fait état d'un accord stratégique entre NPA et PG pour initier des négociations en vue des élections régionales. Cf. *Déclaration commune du NPA et du PG à l'issue de leur rencontre du 30 juin 2009*.

⁶ *Compte-rendu commun de la rencontre PCF/Parti de gauche*, 25 juin 2009.

⁷ La FASE et le NPA y participent, ainsi que LO en qualité d'« observateurs ». Le MRC, en revanche, s'inscrit dans des négociations exclusives avec le PS en vue des élections régionales. Cf. *Communiqué du Mouvement Républicain et Citoyen et du Parti Socialiste*, 4 novembre 2009.

LO assisteront aux premières réunions en tant qu'« observateurs »). Six réunions auront ainsi lieu entre le 28 septembre et le 10 novembre 2009. Des tensions apparaissent publiquement entre les partis coalisés¹. Alors que le PG propose son « *paquet électoral* »² et avance la nécessité d'une alliance de la gauche radicale, le PCF laisse ouvert l'ensemble des possibilités stratégiques (listes communistes ; listes d'union de la gauche ; listes du FG) et met en place des « *ateliers thématiques* » auxquels des représentants du PS sont invités, ce qui conduit initialement le PG à boycotter cette initiative³. Le prolongement de la phase de débat intra-partisan et le refus corrélatif de choisir une stratégie électorale par le PCF peut s'expliquer par la complexité du problème posé et par la volonté de maîtriser l'agenda de la coalition. D'une part, il s'agit pour la direction du PCF, de neutraliser par le débat les résistances intra-partisanes et de maintenir les équilibres intra-partisans en définissant la position la plus à même de permettre la pérennisation du FG annoncée par Marie-George Buffet dès juin, et le maintien des ressources électives du PCF (rendu difficile par la double incertitude quant aux résultats en terme d'élus de listes du FG, et quant aux comportements des élus sortants, du fait de l'autonomisation croissante des élus communistes). D'autre part, en retardant la prise de décision, la direction nationale du PCF conserve la maîtrise de l'agenda coalitionnel et affiche sa domination symbolique dans l'espace de la gauche radicale. Ce n'est que le 25 octobre 2009 que le PCF adopte un texte définissant ses grandes orientations pour les élections régionales de 2010 :

« Partout où les conditions peuvent en être créées, où les forces disponibles existent, le Parti communiste propose que ce travail commun débouche, autour d'objectifs et de projets clairs, sur la constitution de listes de Front de gauche de large rassemblement au premier tour, qui, à partir mais très au-delà des trois forces qui se sont rassemblées à l'élection européenne (Parti communiste, Parti de gauche, Gauche unitaire), permettraient de réunir toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent dans cette démarche. »⁴

Ce document est également précis quant aux principes devant être pris en compte pour la composition des listes (expression de la diversité du rassemblement à tous les niveaux des listes, et « *juste représentation des partis qui l'initient* ») et quant aux aspects tactiques. Ainsi, cette « offre politique nationale » réaffirme le refus de la théorie des deux gauches défendue par le NPA et se fixe comme priorité d'« *empêcher la droite de reconquérir les régions* ». La position du PCF pour le second

¹ *Libération*, 9 septembre 2009, « Le PCF s'éloigne, Mélenchon ronchon ». La lecture d'*A Gauche* en donne un autre exemple : « *Les prochains jours ne vont pas être de tout repos pour le PG. C'est le calendrier qui le veut. Ce week-end le PCF va définir son « offre nationale » pour les élections régionales. [...] A l'intérieur du PCF d'abord, où chaque point de vue bande ses muscles avant la décision. Il en est résulté lundi dernier un communiqué agressif contre le PG destiné à donner des signes à je ne sais quels communistes. Répondre calmement. Du sang-froid pour deux au moment d'écrire la déclaration du Parti.* ». Cf. *A Gauche*, n°1187, 23 octobre 2009, François Delapierre, « Avis de temps frais ».

² *A Gauche*, n°1181, 11 septembre 2009, François Delapierre, « Aux régionales, aux législatives, aux présidentielles, Faire front avec l'autre gauche ! ».

³ *L'Humanité*, 24 septembre 2009, « Le PCF lance ses ateliers » ; *Libération*, 10 octobre 2009, « Il faudra travailler avec le PS dans les régions ». Ce n'est que début octobre que le PG annoncera sa participation à ces ateliers. Cf. *AFP*, 10 octobre 2009, « Le Parti de gauche participera finalement aux ateliers du PCF ».

⁴ *Communistes*, n°368, 28 octobre 2009, « Offre politique nationale du Parti communiste français pour les élections régionales ».

tour des élections régionales est d'ores et déjà définie avec précision : « *Cela supposera de travailler sans ambiguïté au lendemain du premier tour à la fusion des listes de gauche et écologistes, donc à l'exclusion du Modem, dans le respect de l'influence de chacune de ces listes* ».

L'objectif d'obtenir un « *maximum de conseillers régionaux communistes* » est également réaffirmé. L'adoption par le CN du PCF de ce document a comme conséquence immédiate un affaiblissement des tensions avec le PG. En effet, si cette « *offre politique nationale* » ne correspond pas totalement aux propositions du PG (elle ne reprend pas le « *paquet électoral* » visant à la pérennisation de la coalition, et est davantage ouverte aux alliances avec le PS), elle n'en est pas moins conciliable en ce sens que la direction nationale du PCF affiche un choix en faveur du FG. Entre les acteurs coalisés s'opèrent ainsi un déplacement des jeux et enjeux : la poursuite de la coalition réinscrit les divergences dans le cadre limité de la coalition¹ (qui suppose une convergence minimale quant à la limitation des luttes à l'espace de la coalition). En revanche, la prise de position du PCF est fraîchement accueillie par la direction nationale du NPA :

« Logiquement, les objectifs fixés sont ainsi de « réunir les conditions de majorités régionales de gauche ». En revendiquant que les listes unitaires adoptent cette exigence, le PCF en fait un préalable à tout accord unitaire. Le but de la manœuvre est de rompre les discussions unitaires avec le NPA. Le PCF a participé en traînant des pieds à la première réunion unitaire proposée par le NPA et n'a donné aucune publicité à la déclaration commune qui en est sortie. Il n'a pas voulu signer le compte rendu de la dernière réunion pourtant acté par tous les autres participants. À l'entame de son conseil politique national, un de ses principaux dirigeants, Pierre Laurent, a indiqué que la prochaine réunion unitaire serait la dernière... Le NPA n'acceptera pas de rentrer dans le rang. Mais il ne veut pas acter la prise de position du PCF comme la fin du processus unitaire. Le NPA fait une autre proposition adressée à l'ensemble des composantes. [...] Unité de la gauche radicale ou unité avec le PS, il faut choisir. »²

Une nouvelle fois, les divergences entre PCF et NPA s'expriment quant aux relations au PS, non au premier tour des élections régionales, mais sur l'attitude au second tour. En posant cet enjeu aussi tôt dans les négociations, alors même que les résultats du premier tour ne sont pas connus, les acteurs reconnaissent la valeur qu'ils attribuent à cet enjeu. La question du rapport au PS est ainsi constituée en principe de démarcation entre les entreprises partisans.

Ce ne sont pas des enjeux idéologiques ou programmatiques qui vont structurer les oppositions dans l'espace de la gauche radicale, mais au contraire la question du second tour et des exécutifs régionaux³, y compris lorsque le seuil des 5% des suffrages exprimés nécessaire à la fusion des listes au second tour apparaissait aux acteurs comme difficilement atteignable. Les négociations en

¹ Les nombreuses critiques émises par la FASE quant à l'accord final entre les acteurs coalisés, tout comme la revendication de la tête de liste en Ile-de-France, peuvent se lire comme un moyen de faire « monter les enchères », afin d'obtenir un compromis plus favorable. Pour une vue d'ensemble de ces négociations, cf. Weber Louis, « La gauche de gauche à l'épreuve des régionales », in *Savoir/Agir*, 11, 2010, p. 85-90.

² *Tout est à nous !*, n°28, 29 octobre 2009, Frédéric Borrás, « Régionales. Une offre non acceptable ».

³ François Delapierre écrit ainsi : « *Les conditions sont maintenant réunies pour que toute l'autre gauche se rassemble. La question des exécutifs ne doit pas l'empêcher, d'autant que nous pouvons nous accorder sur une participation conditionnelle. Le texte du PCF reprend cette idée. Le NPA y semblait près. Il semble maintenant se raidir. Ce serait une lourde faute.* ». Cf. *A Gauche*, n°1188, 30 octobre 2009, François Delapierre, « Le Front de Gauche repart ! ».

Lorraine en fournissent une parfaite illustration. Le vote des militants communistes à la mi-novembre, a comme résultat dans cette région un choix assez net en faveur d'une liste commune avec le PS (64,3%¹). Les discussions continuent cependant en vue d'une liste réunissant le PG, le NPA, des dissidents communistes, la FASE et d'autres groupes plus modestes. Lors du vote interne au NPA, les militants les plus défavorables à une alliance électorale sont nettement majoritaires en Lorraine. Ils proposent cependant un « *protocole d'accord* » aux autres acteurs de la gauche radicale lors d'une réunion à Nancy le 19 décembre 2009². Ce document apparaît comme une saillance visant à renforcer l'ensemble des points de différenciation entre NPA et FG. Au niveau programmatique, cela passe par la réaffirmation de l'objectif de « *sortie du nucléaire* » qui constitue l'un des quatre points thématiques proposés par l'accord. En lui-même, ce point, qui ne figure pas parmi les compétences régionales, permet d'affirmer symboliquement une divergence forte, voire indépassable avec les militants communistes. Mais c'est le volet stratégique qui permet la plus grande démarcation. Sur ce point, le protocole d'accord s'apparente davantage à une affirmation des désaccords visant à produire, de la part des autres acteurs de la négociation, un rejet et/ou une conversion aux orientations du NPA. Ainsi, le NPA entend exiger de ses partenaires potentiels qu'ils renoncent au principe des « *fusions techniques* », tout comme est refusée, par principe, la participation des (très) éventuels³ élus obtenus aux exécutifs régionaux. Enfin, la logique de conversion (qui confine à l'entreprise de domination) qui est véritablement exigée par le NPA, se retrouve dans la composition des listes. Ainsi, le NPA réclame en Lorraine la tête de liste régionale, trois des quatre têtes de listes départementales et la moitié des places composant les quatre sections départementales. La revendication de la tête de liste régionale atteste de cette entreprise de domination et de la méfiance qui a présidé à la rédaction d'un tel document : « *La tête de liste a une fonction très importante entre les deux tours car elle est la seule habilitée à décider du maintien ou du retrait* ».

Fusion technique ?

La gauche radicale rassemble sous ce vocable la possibilité ouverte par la loi électorale pour une liste ayant obtenu un résultat dépassant un certain seuil (ici, équivalent à 5% des suffrages exprimés), de fusionner avec une autre liste pouvant se maintenir au second tour. L'ajout du terme de « technique » ou de « démocratique » ajoute à cette possibilité légale, une dimension politique puisqu'il s'agit ici non seulement de fusionner avec une autre liste, ce qui exige de la part de la liste avec laquelle l'acteur entend fusionner de renoncer à des places, sans offrir aucune contrepartie (refus de faire partie de la majorité en cas de victoire, ou de voter les budgets par exemple). On comprend dès lors qu'un tel

¹ *Communistes*, n°371, 26 novembre 2009.

² *Projet de protocole d'accord proposé par le NPA*, 19 décembre 2009 (élections régionales – Lorraine).

³ En refusant le principe de fusion au second tour, le NPA se condamne à n'obtenir des élus que dans deux configurations électorales improbables : d'une part, l'élection d'une liste dès le premier tour et l'obtention d'un résultat suffisant de la liste de la gauche radicale pour y obtenir des élus ; d'autre part, la possibilité pour la liste de gauche radicale de se maintenir au second tour (ce qui nécessite l'obtention d'au moins 10% des suffrages exprimés). La certitude de n'avoir aucun élu en suivant ce protocole renvoie une nouvelle fois ces débats, centraux dans les négociations entre NPA et FG, à des luttes aussi intenses que sans incidence pratique, mais à l'utilité symbolique évidente en ce sens qu'orienter les négociations sur ces enjeux permet d'opérer une véritable distinction partisane en rendant impossible tout accord.

principe, défendu au nom de la démocratie et de la nécessaire représentation des opinions minoritaires, s'entend mal avec la gestion d'une majorité. En effet, pourquoi se priver d'élus acceptant de s'aligner et de participer aux décisions majoritaires pour laisser place à des élus refusant toute concession et restreignant la majorité de gauche ? Que le PS accepte ou refuse une telle condition ne dépend ainsi aucunement de son ouverture à la gauche radicale ou à la sensibilité de ces acteurs locaux à la démocratie, mais d'une logique de nécessité (par exemple, lorsque la liste de gauche radicale peut se maintenir au second tour). On comprend également que cet enjeu qui agite régulièrement le microcosme de la gauche radicale est souvent d'un haut degré métaphysique aux répercussions pratiques quasi-inexistantes.

La domination revendiquée par le NPA en proposant un tel accord rend extrêmement coûteuse l'alliance qui exige une véritable conversion aux orientations du NPA, ce qui explique son rejet rapide par les autres acteurs de cette négociation (PG, FASE, GU, communistes dissidents, etc.). Une telle proposition maximaliste nous laisse à penser que l'accord n'était pas réellement recherché par les rédacteurs de ce document. Au-delà, l'existence d'un tel document illustre la centralité dans les négociations d'enjeux qui sont, au moment où se déroule la négociation, non certains voire hautement improbables, mais qui vont néanmoins structurer les coups joués par les acteurs de la négociation. L'exigence de conversion symbolique et stratégique aux orientations du NPA rapidement décrite ici ne correspond pas, dans son intensité, aux enjeux observés dans les négociations nationales, ce qui s'explique par la position occupée dans l'espace intra-partisan par les militants du NPA qui rédigent, puis défendent ce protocole (segments opposés aux principes des alliances). Néanmoins, c'est sur ces questions stratégiques (position de second tour et exécutifs régionaux) que la direction nationale du NPA va choisir de durcir ses revendications après l'offre politique nationale du PCF. Ainsi, la direction nationale du NPA, dans ces négociations, ne renie pas le principe d'une fusion entre les deux tours du scrutin avec le PS, mais entend obtenir un engagement de principe de ses potentiels alliés, à ne pas participer aux exécutifs régionaux¹. Bien que les divergences mises en avant soient différentes de l'exemple précédent des élections européennes, elles ressortent d'une double logique identique : le rejet du PS d'une part, et, d'autre part le fait d'exiger plus de concessions de la part du PCF que les dirigeants communistes ne sont prêts à en fournir. Les revendications du NPA, au-delà de leurs différences, traduisent deux représentations fortement incorporées : la division de la gauche en deux ensembles inconciliables et le placement symbolique des dirigeants communistes dans le rôle peu valorisant du « traître en puissance »².

Avec son « offre politique nationale », votée à une large majorité du CN (80% des membres de cette instance y étaient favorables), la direction nationale du PCF permet la pérennisation de la coalition tout en neutralisant l'essentiel des résistances intra-partisanes par la régionalisation de la décision. En effet, si cette résolution est tendanciellement favorable au FG, elle donne également

¹ Déclaration du Parti de gauche sur les exécutifs régionaux, 26 mars 2010.

² C'est ainsi au nom de la trahison aussi future que certaine dans les représentations produites par les dirigeants du NPA que la condition d'une alliance pérenne est mise en avant lors de la négociation des élections européennes. A mesure que le FG devient pérenne, cette condition va disparaître des revendications du NPA.

toute latitude aux échelons régionaux et fédéraux pour mettre en œuvre ou non cette proposition. La consultation régionale des communistes¹ à la mi-novembre consacre un choix en faveur du FG dans une majorité de régions (dix-sept). Initialement, le NPA critique cette régionalisation et refuse une stratégie « à géométrie variable »², mais le vote interne au NPA, début décembre 2009, qui ne débouche sur aucune majorité, va contraindre à adopter la même tactique visant à localiser la prise de décision : la direction nationale autour d'Olivier Besancenot, Pierre-François Grond et Alain Krivine ne dispose plus que d'une majorité (très) relative en ne recueillant que 36,3%, contre 31,5% pour les militants favorables à l'unité avec le FG et 28,5% pour les militants refusant toute alliance³. Cette tripartition intra-partisane conduit à une non-décision au niveau national, consistant à repousser le principe d'une alliance nationale et à renvoyer les négociations à l'échelon régional. Les dispositifs régionaux adoptés par le PCF et le NPA sont donc largement similaires en ce sens que la gestion de la fragilisation des équilibres intra-partisans (explication à laquelle il convient d'ajouter la structure des ressources électorales du PCF⁴, peu conciliable avec une stratégie d'autonomie perçue comme plus « risquée ») conduit à changer d'échelon de décision en proposant un cadrage national non impératif. La possibilité, retenue aussi bien au PCF qu'au NPA, de se conformer aux orientations définies à l'échelon national ou d'adopter un dispositif différent, a pour conséquence une importante diversité des dispositifs électoraux de la gauche radicale lors de ces élections régionales. Dans seize régions, la coalition des élections européennes est maintenue et parfois élargie. Ainsi, dans trois régions, la gauche radicale est entièrement rassemblée, à l'exception de LO (Languedoc-Roussillon, Limousin⁵ et Pays de la Loire). Dans treize régions, le FG, allié en fonction des contextes locaux avec d'autres partis de la gauche radicale à l'exclusion du NPA et de LO, présente ses propres listes. Dans trois régions, le choix des militants communistes d'une alliance avec le PS au premier tour conduit le PG à une alliance avec le NPA. En Lorraine, le double retrait du PCF et du NPA conduit à des reconversions militantes (dissidence temporaire au PCF ; dissidence et ralliement à la GU pour des militants du NPA) en faveur d'une liste dominée par le PG, les communistes dissidents et la FASE. En Bretagne, la forte division des militants communistes et l'échec des négociations entre le FG et le NPA conduisent à une liste de type FG non officiellement reconnue. Enfin, en Corse, le PCF anime

¹ *Communistes*, n°371, 26 novembre 2009.

² *Tout est à nous !*, n°28, 29 octobre 2009, Frédéric Borrás, « Régionales. Une offre non acceptable ».

³ *AFP*, 7 décembre 2009, « Régionales : les militants du NPA partagés sur la stratégie du parti ».

⁴ Le PCF a obtenu lors de ces élections régionales soixante élus régionaux au moyen de listes FG, auxquels il convient d'ajouter les six élus corses. A ceux-ci s'ajoutent trente-sept élus régionaux obtenus au moyen de listes d'union avec le PS au premier tour, à la fois dans les régions où la majorité des militants communistes s'étaient prononcés en faveur d'une telle liste (Bourgogne, quatre élus ; Champagne-Ardenne, six élus ; Basse-Normandie, quatre élus ; Lorraine, cinq élus ; Bretagne, six élus), mais aussi dans trois régions où le PCF fait le choix du FG, tandis que certains élus opposés à ce choix rejoignent les listes socialistes, en restant ou non membres du PCF (Languedoc-Roussillon, quatre élus participant à la liste de Georges Frêche ; Pays de la Loire, cinq élus ; Picardie, trois élus proches de Robert Hue).

⁵ Lebaron Frédéric, « La gauche de gauche presque unie en Limousin », *in Savoir/agir*, 11, 2008, p. 90-91.

une liste labellisée FG tandis que le PG soutient la liste d'Emile Zuccarelli (PRG). Les élections régionales, mais aussi les cantonales de 2011 constituent, par la diversité des dispositifs électoraux de la gauche radicale, une séquence d'expérimentation dans laquelle chacun des acteurs va aller puiser des résultats permettant de confirmer ses orientations stratégiques. Les interprétations concurrentes des résultats obtenus dans le Limousin en attestent. Le PG, qui avait auparavant communiqué autour du Languedoc-Roussillon, en fait une preuve de validité de ses orientations :

« Cette élection a installé politiquement le Front de Gauche. Non seulement au premier tour avec la présence de nos listes dans 17 régions et les 7% que nous y avons obtenus. Mais aussi au second tour avec les 19% de la liste Front de Gauche-NPA en Limousin. C'est tout juste si ce résultat a été signalé lors des soirées électorales dimanche dernier. Il est pourtant extraordinairement révélateur des potentialités de l'autre gauche rassemblée. Nos camarades, conduits par Christian Audouin, gagnent plus de 50% de voix entre les deux tours ! »¹

Quelques mois plus tard, le PG consacrera l'exemple limousin en véritable modèle lors de la fête de *L'Humanité* en en faisant le thème de l'un des principaux débats qu'il organise sur son stand. Signe de l'importance que le PG donne à ce débat, trois de ses dirigeants y interviennent : Jean-Luc Mélenchon, Eric Coquerel (secrétaire national aux relations unitaires) et Laurence Pache (conseillère régionale en Limousin)². Les analyses post-électorales développées au PCF font du résultat obtenu dans le Limousin une « *belle performance* »³ sans chercher à en faire un modèle. Pierre Laurent replace ainsi cet exemple parmi les bons résultats qu'il attribue aux têtes de liste communistes⁴. Enfin, la direction nationale du NPA prend clairement ses distances quant à une alliance limousine défendue par les segments unitaires du NPA. Alain Krivine en fait ainsi une expérience permise par le contexte local et la fermeture à toute alliance du PS qui aurait contraint Christian Audouin (chef de file communiste) à mener cette liste contre son gré :

« Il y a ce fameux truc du Limousin, mais qui est très particulier. C'est pour cela que cet exemple que tout le monde nous sort chez nous, mais aussi à l'extérieur, comme Mélenchon, qui a été faire le meeting, moi aussi d'ailleurs. Mais, c'est très particulier. C'est secondaire, mais la liste qu'on a fait avec le PC... le leader de la liste, c'est un communiste proche de Robert Hue. Il n'était même pas pour une liste au premier tour, il était pour être avec le PS au premier tour. Il a été exceptionnellement battu par la base du PC qui a dit : on fait une liste avec le NPA et le PG... Mais pas avec le PS. Il a accepté la discipline de son parti et il est resté tête de liste, mais dans le fond, c'est un droitier fini. Il est resté tête de liste, parce qu'il est connu, il a été vice-président du conseil régional sortant. On a mené la campagne, il y a eu un vote au premier tour, qui n'est pas génial. Tout le monde parle de la dynamique du front avec le NPA, mais pas du tout. La liste au premier tour dans le Limousin, elle a fait à peu près autant que ce que fait le PC d'habitude. Par contre, le bouleversement, c'est entre le premier et le deuxième tour. C'est là où je suis allé au meeting. Effectivement, il y avait deux mille personnes... Mais, c'est uniquement parce que le PS acceptait tout le monde de la liste, sauf le NPA. Le tête de liste du PC ne pouvait quand même pas nous envoyer chier, surtout qu'on fait quand même des scores. Donc, il a refusé, et s'est présenté contre le PS. Et c'est devenu un meeting anti-PS, c'est pour cela que cela ne me gênait pas. Deux milles personnes plus gauchistes que moi qui hurlaient dès qu'on parlait du PS... Mais c'est

¹ *A Gauche*, n°1207, 25 mars 2010, François Delapierre, « Tout est possible ».

² *A Gauche*, n°1225, 9 septembre 2010.

³ *Communistes*, n°386, 24 mars 2010, Yann Le Pollotec, « Société en crise et électorat volatil ».

⁴ *Communistes*, n°387, 31 mars 2010, CN des 27 et 28 mars 2010, rapport de Pierre Laurent.

complètement exceptionnel, c'est une connerie du PS. Même Hollande leur avait dit d'accepter le NPA. C'est très particulier le Limousin. Pour le moment, ils ne sont pas dans l'exécutif, je ne sais pas ce que cela va donner. » (Alain Krivine, entretien le 26 novembre 2010)

Hormis quelques exceptions, cette deuxième séquence n'a pas conduit à un rapprochement entre FG et NPA. En revanche, il s'agit d'une séquence de pérennisation du FG et de renforcement de sa domination électorale dans l'espace de la gauche radicale. La tension à l'unité qu'entendent incarner les dirigeants des partis du FG affecte plus fortement le NPA (tripartition des jeux intra-partisans et accroissement de la conflictualité interne quant aux enjeux stratégiques). A cela, il est possible d'avancer plusieurs explications. D'une part, les élections européennes ont consacré une (légère) domination du FG qui vient infirmer l'un des fondements théoriques du projet NPA (la capacité à être l'élément central de toute recomposition de la gauche radicale). D'autre part, le refus de la direction nationale du NPA de participer à des listes communes avec le FG lors des élections régionales a été perçu par de nombreux militants de la gauche radicale comme un refus injustifié, jusque dans les rangs du NPA. Des événements circonstanciels ont également pu jouer. Ainsi, la candidature d'Ilham Moussaïd dans le Vaucluse n'a pas uniquement été une polémique médiatique, elle a profondément divisé les militants du NPA¹. Perçu comme ne souhaitant pas l'unité, dépassé électoralement par le FG et fortement divisé, le NPA n'est ainsi plus en mesure, lors de cette deuxième séquence, d'apparaître comme un réel concurrent au FG qui bénéficie dans l'espace de la gauche radicale d'une plus forte attractivité (rapprochement de la FASE et des Alternatifs lors des élections régionales).

L'unification militante et électorale de la gauche radicale dans le FG se renforce dans la préparation, puis dans la campagne présidentielle de 2012. En effet, la configuration électorale de la gauche radicale se met progressivement en place à partir de 2010. LO acte la candidature de Nathalie Arthaud lors de son congrès de 2010². Le CN du PG apporte son soutien unanime à la déclaration de candidature de Jean-Luc Mélenchon, intervenue le jour précédant la réunion de cette instance³. La GU de Christian Picquet apporte rapidement son soutien à cette même candidature⁴. La direction nationale du PCF retarde la prise de décision, ce qui permet tout à la fois de réguler les résistances intra-partisanes, et le développement d'une campagne intra-partisane en faveur du député communiste du Puy-de-Dôme, André Chassaigne⁵. La maîtrise du calendrier de la désignation du

¹ Mathieu Romain, « La gestion du fait religieux dans la construction d'une nouvelle offre partisane », *op. cit.*

² *Lutte de classe*, n°132, décembre 2010.

³ Jean-Luc Mélenchon annonce sa candidature le 21 janvier 2011, mais ce n'est que le lendemain que cette candidature sera votée par le CN du PG. Cf. *Libération*, 22 janvier 2011, « Mélenchon entame son chemin de croix élyséen » ; *A Gauche*, n°1244, 28 janvier 2011, François Delapierre, « En mer ! ».

⁴ *L'Humanité*, 7 février 2011.

⁵ Celui-ci fait part de son souhait d'être candidat à l'élection présidentielle lors de la fête de *L'Humanité* 2010. Cf. *AFP*, 10 septembre 2010, « 2012 : André Chassaigne (PCF) candidat à la candidature du Front de gauche ». Pierre Laurent annonce officiellement son soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon lors du CN des 8 et 9 avril 2011 : « *J'ai beaucoup évalué la situation contrairement à ce que j'entends ici ou là et je considère encore aujourd'hui que les potentiels comme les risques de l'un ou l'autre de ces choix doivent être pesés avec sérieux* ».

candidat présidentiel du FG permet également au PCF d'exercer une forte pression quant à la réalisation d'un accord combiné¹ présidentielle/législatives nettement à l'avantage du PCF, tant en termes de candidatures (revendication et obtention de 80% des candidatures législatives), qu'en termes de financement public (en obtenant non seulement la majeure partie des circonscriptions, mais aussi les plus favorables). Malgré une certaine défiance² quant à la candidature de Jean-Luc Mélenchon – c'est la thématique très présente à cette période dans les débats communistes, d'un « *choix de raison* » – et la tentative d'André Gerin d'instrumentaliser la candidature d'André Chassaigne pour contraindre à la fin de la coalition³, la candidature de Jean-Luc Mélenchon est actée par 59,12% des militants communistes⁴ à l'issue du vote organisée en juin 2011. La candidature de Philippe Poutou au nom du NPA est une candidature véritablement par défaut. En effet, Olivier Besancenot annonce en mai 2011 qu'il refuse de se présenter une troisième fois à l'élection présidentielle⁵. Dans un premier temps, la candidature de l'une des deux porte-paroles, Myriam

jusqu'à la conférence nationale. En les ayant pesés, je pense que la candidature de Jean-Luc Mélenchon peut être envisagée par notre parti dans le cadre d'un accord d'ensemble avec nos partenaires, un accord qui garantisse le respect d'engagements collectifs à la hauteur des enjeux de la situation politique inédite que nous vivons, la diversité de notre rassemblement et la place majeure de notre parti. ». Cf. Communistes, n°432, 13 avril 2011, rapport de Pierre Laurent. André Chassaigne cherche immédiatement à se différencier : « Par sa nature même, le Front de gauche appelle du collectif, à l'opposé de la personnalisation de la vie politique, qui alimente, de fait, le rejet des politiciens formatés. Il faut donc être attentif à ne pas casser ce que nous sommes en train de construire, avec un candidat dont la pratique et la culture politiques sont à l'opposé de la nature même de notre rassemblement ».

¹ Le rapport de Pierre Laurent est particulièrement explicite : « *une exigence claire : le choix d'une candidature sera pour nous, a fortiori si elle n'est pas issue du PCF, conditionné à la conclusion d'un accord d'ensemble satisfaisant nos objectifs politiques et respectant la force et la qualité de l'implantation territoriale législative du PCF* ». Cf. Communistes, n°432, 13 avril 2011, CN des 8 et 9 avril 2011. Cette exigence ne produit pas seulement une contrainte à l'autolimitation des revendications des autres acteurs de la coalition, mais aussi une contrainte temporelle pour ces acteurs, liée à la maîtrise de l'agenda par le PCF. Le PG se retrouve ainsi pris entre son intérêt le plus manifeste – obtenir la désignation de son leader comme candidat de la coalition pour l'élection présidentielle – et un intérêt plus implicite mais non moins saillant à l'obtention de circonscriptions perçues comme permettant un « bon résultat » et assurant, par le nombre de candidatures et leur qualité, un financement public dont le PG est dépourvu de par sa création entre deux élections législatives. On perçoit ici que le jeu des négociations est tout à la fois l'expression des intérêts partisans et des contraintes produites par des variables extérieures à la coalition, mais aussi par les coups joués par les associés-rivaux (qui ne sont pas dépourvus de moyens de contraindre leurs partenaires à l'acceptation d'un compromis). Sur la perception par les dirigeants du PG d'une contrainte liée à la condition d'un accord préalable de répartition pour les élections législatives, cf. Coquerel Eric, *Au cœur du Front de gauche*, op. cit., p. 194-196.

² La variété des soutiens intra-partisans à cette candidature, au-delà de la diversité des intérêts et des positions, traduit l'importance accordée au maintien de l'identité communiste et de la domination du PCF sur la coalition. Cf. Communistes, n°432, 13 avril 2011, CN des 8 et 9 avril 2011, discussion générale.

³ Comme l'explique le principal intéressé : « *J'ai retiré ma candidature pour permettre que les communistes se rassemblent en votant massivement pour la candidature d'André Chassaigne. La décision unilatérale des dirigeants pour imposer Jean-Luc Mélenchon, ex-dirigeant socialiste, comme candidat à la présidentielle, est très loin de faire l'unanimité. Les militants, les adhérents ont exprimé leurs critiques sur les oukases réalisés dans leur dos, se sentant dépossédés de leur souveraineté. [...] Il est possible que Jean-Luc Mélenchon soit mal ou pas élu du tout. [...] Si Jean-Luc Mélenchon n'est pas désigné, il n'y aura plus de Front de gauche.* ». Cf. Communistes, n°439, 8 juin 2011, conférence nationale du PCF, du 3 au 5 juin 2011, André Gerin.

⁴ Communistes, n°441, 22 juin 2011. André Chassaigne obtient 36,82% et Emmanuel Dang Tran 4,07%.

⁵ *Le Figaro*, 6 mai 2011, « Olivier Besancenot jette l'éponge pour 2012 ».

Martin et Christine Poupin, est envisagée¹. L'élection présidentielle conduit à un nouvel équilibre intra-partisan entre deux courants après l'éclatement de l'ancienne majorité, entre d'un côté les proches d'Olivier Besancenot, Alain Krivine et Christine Poupin, qui se retrouvent sur une position commune avec les segments opposés à toute alliance avec le FG. De l'autre, la deuxième porte-parole du NPA, Myriam Martin (qui était la mieux placée pour être candidate du NPA), mais aussi Pierre-François Grond, qui soutiennent une alliance avec le FG. Les premiers sont désormais majoritaires, mais sans candidat de substitution au regard des positions exprimées par Myriam Martin². Ce n'est ainsi que tardivement que la candidature de Philippe Poutou est avancée, puis rapidement validée lors d'une conférence nationale (25 et 26 juin 2011) du NPA.

Des candidats atypiques et non-professionnels ?

Philippe Poutou a été présenté par la presse principalement par ses propriétés sociales : girondin, syndiqué CGT et ouvrier, voire un « *parfait inconnu* »³ pour le biographe d'Olivier Besancenot, Eric Hacquemand. Pourtant, sa candidature est bien dans la continuité des précédents choix présidentiels de la LC, puis de la LCR, dans lesquels les questions de communication politique autour des propriétés sociales du candidat sont aussi importantes que les mots d'ordre. Ainsi, en 1969, pour sa première élection présidentielle, la Ligue communiste présente Alain Krivine, un étudiant, l'un des leaders du mouvement de mai 68 ayant la particularité... de faire son service militaire ce qui contraint le ministre de la Défense à lever son obligation de réserve pour lui permettre de faire campagne et assure, par l'incongruité apparente de la situation (un jeune étudiant, conscrit et trotskiste se présentant face aux Jacques Duclos, Gaston Deferre et autres Georges Pompidou), un début de médiatisation. Charlie Hebdo ne s'y trompe d'ailleurs pas et titre « *Bidasse for president* »⁴. Alain Krivine sera alors candidat en 1969 et 1974.

En 2002 (puis 2007), la LCR présente un nouvel « inconnu » et communique autour de ses propriétés sociales. Sur son affiche officielle est ainsi inscrit : « *Olivier Besancenot, 27 ans, facteur* ». Sa circulaire officielle commence par une affirmation de sa différence sociale : « *J'ai 27 ans, je suis facteur. Comme la majorité de la population, je gagne moins de 8 000 francs net (1 220 euros). Je ne suis pas un professionnel de la politique, mais un jeune travailleur* ». La dernière phrase de cette profession de foi use du même registre : « *Vous voterez pour un jeune, un travailleur qui partage avec vous les mêmes préoccupations, les mêmes espoirs* ». La LCR met ainsi en avant ce qui fait d'Olivier Besancenot un militant, en opposition avec les « *professionnels de la politique* ». Tout est fait pour trancher symboliquement avec ce modèle décrié : dédaignant la veste et la cravate pour le jean, il est employé à la Poste, et de ce fait ne dispose que d'un revenu modeste, alors même qu'il a fait des études en obtenant une licence d'histoire. Ce faisant, il est à l'image d'une jeunesse qui bien qu'ayant accédé à l'université, n'en est pas moins déclassée professionnellement. Il occupe un emploi et s'y investit dans le syndicalisme, etc. Il est vrai que le profil sociographique d'Olivier Besancenot tranche avec celui de la plupart des autres candidats à l'élection présidentielle. Il est tout aussi vrai qu'il n'est pas élu et n'a jamais été élu. Pour autant, il est loin d'un novice égaré en politique et peut faire état d'un solide parcours militant⁵ : engagé aux JCR dès 1988, membre du bureau national de cette organisation de jeunesse de 1993 à 1997, il adhère à la LCR en 1991, entre à la direction nationale dès 1996, puis au bureau politique en 1999. Entré à La Poste en 1997, il adhère par ailleurs à SUD-PTT et s'y investit. Entre 1999 et 2001, il est assistant parlementaire d'Alain Krivine, fraîchement élu au Parlement européen.

¹ *L'Humanité*, 12 mai 2011, « Le NPA affecté par le choix de Besancenot ».

² *Libération*, 16 mai 2011, « Besancenot et le NPA disent non au Front de gauche » ; *Le Monde*, 17 mai 2011, « Le NPA toujours sans candidat pour la présidentielle ».

³ *Le Parisien*, 22 juin 2011, « La surprise Poutou ».

⁴ Cité par Jean-Paul Salles. Cf. Salles Jean-Paul, *La Ligue communiste révolutionnaire, op. cit.*, p. 112-113.

⁵ Les données présentées ici sont extraites de la biographie publiée dans *Rouge* après sa désignation en juin 2001. Cf. *Rouge*, n°1930, 5 juillet 2001, « Mais qui est donc Olivier Besancenot ? ».

Le candidat du NPA en 2012 apparaît comme un inconnu et un « *candidat ouvrier* ». Le NPA communique sur les propriétés sociales de son candidat qui est « *un travailleur qui fait de la politique* »¹. Ainsi, sa profession de foi fait figurer en première page : « *Philippe Poutou. Ouvrier candidat* ». La deuxième page s'ouvre avec une photo du candidat en compagnie d'Olivier Besancenot. Si le premier paragraphe ne mentionne aucune propriété sociale du candidat, ce n'est pas le cas du deuxième qui commence par la réaffirmation de son statut social : « *Ouvrier dans l'automobile, je partage vos difficultés, vos inquiétudes, vos luttes, vos espoirs. Comme la majorité d'entre vous, je suis salarié et je vis de mon travail. A la différence des professionnels de la politique, je suis l'un d'entre vous* ». Comme pour la profession de foi d'Olivier Besancenot en 2002, l'appel au vote se fait par un rappel de l'homologie entre la position sociale du candidat et celle de nombreux électeurs potentiels : « *Vous choisirez un travailleur qui vit comme vous* ».

Là encore, Philippe Poutou ne dispose pas de mandat électif, et n'est pas membre de la direction du NPA. Pour autant, il a un tout aussi solide parcours militant qu'Olivier Besancenot. Ainsi, il commence à militer à 17 ans, au lycée, et se réclame de l'anarchisme avant d'entrer à LO dont il est exclu en 1997 avec la majorité des militants des sections de Bordeaux et Rouen. Il participe à la fondation de Voix des travailleurs, puis rejoint la LCR en 2001 dont il devient l'un des responsables en Gironde. Il entre à l'usine Ford de Blanquefort en 1996, se syndique à la CGT et devient secrétaire de la section syndicale. A ce titre, il anime plusieurs conflits sociaux qui contribuent à le faire connaître et dont il rend régulièrement compte dans les colonnes de *Tout est à nous !* Enfin, il est régulièrement candidat pour la LCR puis le NPA.

Ces trois candidats sont systématiquement opposés aux professionnels de la politique en opérant une inversion du stigmate² permettant de faire de l'amateurisme (apparent) un gage d'intégrité et de représentativité sociale. Ainsi, lorsque Philippe Poutou réalise son premier discours de candidat devant les participants à l'université d'été du NPA en août 2011, il s'excuse de lire ses notes et de ne pas être un aussi bon orateur qu'Olivier Besancenot. La campagne est fortement axée sur cet « amateurisme », et emprunte volontiers le registre de l'autodérision. Ces trois candidats ne sont assurément pas des professionnels de la représentation politique, mais ils empruntent certains aspects de l'acteur vivant pour et de la politique décrit par Max Weber. Plus précisément, ils ont tout du révolutionnaire professionnel³ tel que le définit Lénine. Ils ont ainsi une solide expérience militante politique et syndicale. Ainsi, la longue expérience à LO de Philippe Poutou est particulièrement signifiante quand on connaît la rigueur et l'abnégation nécessaires à l'entrée dans ce parti⁴. De même, s'ils ne vivent pas (ou pas entièrement) de la politique, ils vivent indéniablement pour la politique. Ainsi, s'ils ne sont pas des professionnels de la politique, au sens où ils n'occupent pas de fonction élective, ils sont néanmoins loin de n'être que des amateurs de la politique et font figure de professionnels de l'activisme militant.

Alors que le FG lance sa campagne lors d'un meeting, place Stalingrad⁵ à Paris, trois organisations rejoignent officiellement la coalition : la FASE (à l'exception des Alternatifs, qui, bien que soutenant

¹ *Tout est à nous !*, n°109, 30 juin 2011, Daniel Minvielle, « Philippe Poutou. Un ouvrier candidat, pas le candidat ouvrier ». Les informations biographiques présentées ici en sont issues.

² Qui n'est jamais aussi apparent que dans l'émission de Laurent Ruquier, « On n'est pas couché », le 29 octobre 2011. Michel Onfray assène ainsi une véritable leçon face à laquelle Philippe Poutou ne peut faire face que par le retrait silencieux, épaules voûtées et tête baissée, ne parvenant pas à couper le long monologue du philosophe. Le décalage entre les deux positions, celui de l'intellectuel médiatique, sûr de lui, de son savoir, ayant parfaitement incorporé les codes de l'exercice télévisé, et celui du novice fait ainsi apparaître une véritable violence symbolique culminant dans la compassion affichée par l'« intellectuel », prenant familièrement le bras de l'« ouvrier », pour affirmer : « *Moi aussi, j'ai raté des examens* ». Ce faisant, il ne fait que lui rappeler le décalage existant entre eux, entre ceux qui réussissent et ceux qui échouent, entre ceux qui ont la « pureté des convictions » et ceux qui ont la « compétence politique » pour gouverner.

³ Karel Yon souligne ainsi la proximité des dispositions acquises dans les organisations d'extrême gauche et celles nécessaires à une professionnalisation politique. Cf. Yon Karel, *Des révolutionnaires professionnels aux professionnels de la politique*, op. cit.

⁴ Ubbiali Georges, « Militer à GC-UC-VO-LO », art. cit.

⁵ *Le Figaro*, 30 juin 2011, « Jean-Luc Mélenchon tient son premier meeting de candidat à la présidentielle » ; *Vie de gauche*, n°59, 6 juillet 2011.

la candidature de Jean-Luc Mélenchon n'ont pas rejoint la coalition), RS et Convergences et Alternative (CA)¹, bientôt rejoint par le PCOF en octobre 2011. A l'inverse, le NPA est dans une position plus difficile : la candidature de Philippe Poutou est choisie par défaut après les retraits successifs d'Olivier Besancenot (accélérant ainsi un processus de marginalisation électorale du NPA déjà bien entamée) et Myriam Martin ; le NPA a perdu les deux tiers de ses « *adhérents de l'apogée* »² et de nombreux cadres dirigeants se sont mis en retrait et ne participent pas à la campagne de Philippe Poutou. Ils fondent une tendance interne au NPA, la GA, avant de faire dissidence pour rejoindre le FG en juillet 2012³, suivis par Les Alternatifs qui finissent par intégrer également la coalition⁴. Ces reclassements militants, qui précèdent l'affirmation d'une domination électorale du FG lors de l'élection présidentielle, constituent une expression de l'injonction à l'unité qu'a progressivement représentée le FG. Par ces différents processus, le FG tend ainsi à devenir un espace d'intégration de la gauche radicale, ce qui ne suppose pas son homogénéisation. A l'inverse, la coalition fonctionne comme un espace d'internalisation et de limitation des concurrences à l'espace de cette coalition et ainsi à l'exclure de l'arène électorale.

Le FG peut ainsi être considéré comme un double vecteur d'unification. D'une part, l'affirmation progressive de cette coalition face au NPA conduit à une unification de la demande électorale, ce que nous qualifierons ici d'unification par la marginalisation électorale des offres politiques rivales. Ainsi, lors des élections européennes de 2014, alors que le FG obtient des résultats très en-deçà des ambitions affichées, le rapport au sein de la gauche radicale n'a guère varié : le FG recueille 81% des suffrages exprimés en faveur d'une liste de la gauche radicale (en métropole), contre 14% pour LO et seulement 5% pour le NPA, alors que le FG ne représentait que 50% de ces suffrages lors des élections européennes de 2009, et le NPA 40%. A partir de la fin de la campagne des élections européennes de 2009, le NPA s'est vu confronté à une logique de marginalisation électorale et militante rapide. Les nombreuses défections dans ses rangs en attestent : trois dissidences ont eu lieu depuis 2009 en direction de la coalition ; un groupe, la Gauche révolutionnaire, a quitté le NPA, considérant ce parti comme un échec ; enfin, l'essentiel des départs est constitué de défections, c'est-à-dire de militants renonçant à toute activité partisane.

¹ Courant « unitaire » fondé en mai 2009 au NPA, puis rejoignant le FG en juin 2011. Cf. AFP, 18 mai 2009, « « Convergences et alternative », un courant pro-unité à gauche au sein du NPA » ; *Libération*, 16 février 2011, « Le NPA n'est plus ce qui était marqué sur le carton d'invitation ».

² Pour reprendre l'expression de François Platone. Cf. Platone François, « Les adhérents de l'apogée. La composition du PCF en 1979 », in *Communisme*, 7, 1985, p. 31-64.

³ Pierre-François Grond et Myriam Martin avaient par ailleurs annoncé leur soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon tandis que la GA, pourtant tendance interne du NPA, se refusait à donner une consigne de vote pour le premier tour de l'élection présidentielle. Cf. *L'Humanité*, 8 novembre 2011, « Nouveau courant minoritaire au NPA » ; *Libération*, 22 mars 2012, « Des dirigeants du NPA appellent à voter Mélenchon le 22 avril » ; *Le Monde*, 10 juillet 2012, « Nouvelle hémorragie de cadres et de militants au NPA ».

⁴ *Communiqué des Alternatifs*, 19 novembre 2012, à l'issue de leur congrès des 17 et 18 novembre 2012.

Section 2. Les résistances au discours unitaire. L'exemple du NPA

La fondation du NPA n'est pas seulement l'un des scénarios portés par des entrepreneurs de rénovation de l'offre politique de la gauche radicale dans la séquence post-2007. En effet, le projet NPA a comme particularité de ne pas se fonder sur la norme unitaire telle qu'elle est produite et diffusée par les acteurs de la mobilisation référendaire de 2005 (même si l'idée d'unité n'est pas totalement absente de ce scénario), et même de proposer une vision alternative à l'unification électorale et organisationnelle de la gauche radicale. Alors que la norme unitaire, dans sa version la plus partagée, suppose une convergence (ou, du moins, une tentative de rapprochement) plus ou moins importante et contraignante des différentes organisations, le projet NPA vise à rassembler en dehors des organisations déjà constituées, les « anticapitalistes » et les « révolutionnaires ». Cela s'accompagne d'une conception restrictive de ce qui est « anticapitaliste » et « révolutionnaire », et tend, dès lors, à opérer et à tenter d'imposer un clivage au sein de l'espace de la gauche radicale entre ce qui est véritablement anticapitaliste – selon la définition militante portée par la LCR puis le NPA – et ce qui n'est qu'« antilibéral ». Au-delà de la querelle sémantique et des luttes militantes pour définir où doit être placé le curseur de la radicalité politique et programmatique, il convient de remarquer que cette conception s'oppose à celle portée par les autres entrepreneurs de rénovation. Dans le premier cas, l'espace de la gauche radicale est appréhendé comme coupé en deux sur le fondement d'un clivage indépassable tandis que dans le second, les divergences entre acteurs sont présentées comme suffisamment mineures pour être dépassées. Il ne s'agit pas de trancher ce débat qui appartient aux militants et dont l'existence, la structuration et la succession des coups joués par les participants nous intéressent davantage que ce qui les motive. En effet, *in fine*, l'affrontement des différents scénarios – fondés sur des manières d'appréhender l'état du jeu divergentes – tout autant que les résistances à l'unification, attestent de l'autonomie de l'espace de la gauche radicale au sens où les acteurs participent des mêmes interactions concurrentielles et parfois coopératives. En d'autres termes, l'autonomie de l'espace de la gauche radicale et les principes structurant et singularisant ce segment du champ politique se donnent tout autant à voir, si ce n'est davantage, dans les luttes et les résistances à l'unification que dans les processus d'unification eux-mêmes.

Dès lors, opérer un retour sur la genèse du NPA permet de saisir l'hétérogénéité des acteurs de gauche radicale et des scénarios qu'ils portent et, dans le même temps, l'étrécissement des relations d'interdépendance qui les lient. Ainsi, dans un premier temps, nous entendons revenir brièvement sur le choix, au sein de la LCR, de fonder un nouveau parti immédiatement après l'élection présidentielle de 2007 (A) avant de nous intéresser, dans un second temps, au refus dans ce parti de participer à une coalition de gauche radicale (B). Ce rejet de l'alliance exprime les résistances à l'imposition d'une norme unitaire et aux croyances et manière de se représenter et d'agir

politiquement au fondement de la constitution d'une coalition électorale. Enfin, au travers de l'exemple du refus initial du NPA d'entrer en coalition, position constamment renouvelée depuis, il est possible de s'intéresser à la diffusion progressive et conflictuelle de la norme unitaire au sein d'une entreprise politique construite en opposition radicale à cette norme. De ce point de vue, et même si les contextes et l'importance des mouvements de dissidence varient, la défection de la tendance animée par Christian Picquet dès la création du NPA peut être appréhendée comme représentative des raisons de sortir des deux dissidences suivantes (CA en 2011, GA en 2012).

A. De la LCR au NPA. Saisir une opportunité stratégique

Le NPA a été l'objet de plusieurs travaux qui soulignent la continuité entre l'engagement à la LCR et le NPA¹. Par ailleurs, Florence Johsua² démontre le lien entre le renouvellement sociologique lié à la forte augmentation des effectifs depuis 2002 et la décision d'adapter l'entreprise partisane à une sociologie militante peu compatible avec le maintien théorique et pratique du trotskisme. Dès lors, nous nous concentrerons ici sur le « moment 2007 », c'est-à-dire sur la production d'un cadre interprétatif quant à l'état du jeu conduisant à percevoir pour les dirigeants de la LCR, une fenêtre d'opportunité pour la réactivation d'un vieux projet de la Ligue.

1. L'ouverture d'une fenêtre d'opportunité

L'élection présidentielle de 2007 résonne comme une confirmation de la « divine surprise » qu'a constitué le résultat d'Olivier Besancenot en 2002, alors même que 2007 se caractérise par une forte rétraction du vote en faveur des candidats de la gauche radicale. Le porte-parole de la LCR obtient ainsi le deuxième meilleur résultat d'un candidat de gauche, loin cependant derrière la candidate socialiste. La répartition des suffrages portés sur les candidats de la gauche radicale atteste de la position occupée par la LCR et son porte-parole dans l'espace de la gauche radicale. Alors que la percée d'Olivier Besancenot, en 2002, lui avait permis de recueillir 31% des suffrages se portant sur un candidat de la gauche radicale, il en recueille près de 45% en 2007. Tout concorde pour que la direction de la LCR interprète ce résultat comme une « vraie réussite »³. A lire la presse de la LCR⁴, la

¹ Pina Christine, « L'extrême gauche, la « vraie gauche » ? », *op. cit.* ; Bonnemaison Didier, « Changement de nom », *op. cit.* ; Bonnemaison Didier, « De la Ligue Communiste Révolutionnaire au Nouveau Parti Anticapitaliste », *op. cit.* ; Salles Jean-Paul, « De la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) au Nouveau parti anticapitaliste (NPA) », *op. cit.*

² Johsua Florence, « Le parti doit changer de bases », *op. cit.*

³ *Rouge*, n°2203, 26 avril 2007, Guillaume Liégard, « Vraie réussite ».

⁴ La direction nationale de la LCR n'est pas seule à faire cette analyse qui se retrouve également dans les commentaires journalistiques. Ainsi peut-on lire au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle, dans *La Croix* : « José Bové n'a jamais décollé. Dominique Voynet a sombré. Arlette Laguiller a réalisé sa pire performance en six tentatives pour l'Élysée. Gérard Schivardi n'a jamais percé. Tous ont été terrassés par le vote utile. Tous ? Non. Car, dans le paysage désolé de la gauche radicale, un irréductible trotskiste a réussi à tirer son

« victoire » d'Olivier Besancenot est aussi significative que l'échec des autres candidats de gauche. Ainsi, Ségolène Royal est critiquée pour son positionnement politique penchant « *sérieusement vers la droite* »¹, et ne devrait son résultat élevé qu'au phénomène de « *vote utile* ». José Bové fait l'objet d'une critique lapidaire : « *sa candidature est loin d'avoir créé une dynamique* »². Arlette Laguiller est saluée pour son courage et sa ténacité, ce qui lui vaut un « *coup de chapeau* »³ ressemblant davantage au constat d'un chant du cygne (espéré) qu'à un hommage, tant François Sabado s'évertue ensuite à faire d'Arlette Laguiller la candidate du passé. Au-delà de l'utilisation récurrente de la thématique du « *vote utile* » que la LCR mobilise systématiquement, les représentations produites sur LO sont sans concession. Les faibles résultats s'expliqueraient par l'incapacité de ce parti à « *saisir les changements de la situation sociale et politique, l'émergence de nouvelles générations, la nécessité d'un renouvellement de certaines propositions et porte-parole* »⁴. Par un jeu de stigmatisations croisées, ce que LO reproche régulièrement dans ses publications à la LCR (son fort investissement dans les mouvements sociaux) est ici utilisée par la LCR pour expliquer l'affaiblissement de LO. Cette représentation de LO comme une organisation passéiste ne se retrouve pas uniquement dans l'analyse des résultats, mais constitue une grille de lecture régulièrement mobilisée : « *Oui. LO, bon, c'est LO d'il y a 40 ans. Cela ne change pas d'un iota* » (Alain Krivine, entretien, le 26 novembre 2010). Les résultats du PCF font l'objet de plus amples développements. Alain Krivine y pointe une « *déroute électorale* » conduisant le « *parti dans une crise majeure* »⁵. Il n'hésite ainsi pas à pronostiquer l'accroissement des tensions intra-partisanes : « *les tendances vont se déchaîner contre la direction sortante, au risque de l'éclatement* ». Concédant une remobilisation des militants communistes, il n'en dresse pas moins un constat sans appel : « *la mobilisation militante ne remplace pas la crédibilité* », renouvelé quelques semaines plus tard lorsqu'il considère que le PCF est « *passé en dessous du seuil de crédibilité* »⁶.

Le parallèle avec l'analyse des résultats obtenus par la LCR est saisissant. Le sens du vote des électeurs d'Olivier Besancenot est affirmé comme constituant une validation sans nuance des

épingle du jeu. Avec plus de 4 % des suffrages, Olivier Besancenot propulse même la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) au rang de cinquième parti de France ! / Pour la première fois, la LCR devance donc les frères ennemis de Lutte ouvrière dans une élection nationale. Un petit événement à l'échelle de la galaxie trotskiste. Le parti d'Alain Krivine y gagne une place centrale au cas où une recomposition de la gauche radicale, espérée par certains, viendrait à se produire sur les décombres du PCF. Pendant que les autres étaient à la peine, Olivier Besancenot, lui, semblait rayonner. Formidable « bête de campagne », fort de l'expérience de 2002, il s'est avéré aussi à l'aise sur les plateaux télévisés qu'à la sortie des usines. Il parvient comme personne à rendre concret et même, à l'occasion, sympathique le programme de la LCR. Une vraie performance ! ». Cf. La Croix, 24 avril 2007, « L'avenir s'annonce difficile pour les petits candidats ».

¹ *Rouge*, n°2203, 26 avril 2007, Fred Borrás, « La tentation centriste ».

² *Rouge*, n°2203, 26 avril 2007, Anne Leclerc, « Faible score ».

³ *Rouge*, n°2203, 26 avril 2007, François Sabado, « Net recul ».

⁴ *Ibid.*

⁵ *Rouge*, n°2203, 26 avril 2007, Alain Krivine, « Résultat désastreux ».

⁶ *Rouge*, n°2206, 17 mai 2007, Alain Krivine, « Débat retardé ».

orientations partisans : « *La résolution adoptée par une majorité de la DN [...] revient également sur les ambiguïtés et les incohérences des diverses candidatures à la gauche du PS, qui ont conduit à leurs résultats médiocres* »¹. Les électeurs auraient ainsi affirmé leur volonté d'une « *indépendance vis-à-vis du Parti socialiste* »². Campagne « *dynamique* » de la LCR et composition sociologique des électeurs sont également convoquées pour justifier de la justesse des orientations de la LCR. Dans l'ordre des motivations du vote LCR, l'adhésion au programme arriverait devant l'adhésion provoquée par la personnalité d'Olivier Besancenot, etc. Enfin, la géographie du vote est également utilisée pour démontrer que le vote en faveur de la LCR se concentrerait dans les « *départements très fortement ancrés à gauche et ayant eu une forte implantation du PCF* »³. La « réussite » d'Olivier Besancenot ne prend cependant toute sa dimension, dans l'analyse faite par la direction de la LCR, que dans la comparaison avec l'échec de tous les autres candidats avec lesquels la LCR se considère implicitement en concurrence pour la représentation de la radicalité sociale :

« En dehors de l'île de la Réunion, présidée par Paul Vergès, secrétaire général du Parti communiste réunionnais, Marie-George Buffet obtient, dans chaque département, un score inférieur à celui d'Olivier Besancenot, y compris dans les bastions du PCF comme la Seine-Saint-Denis ou le Val-de-Marne »⁴

La mise en récit du réel passe par la production d'un ensemble de représentations liées au résultat obtenu par la LCR et à ce résultat comparé avec les offres électorales les plus proches et avec lesquelles la LCR est en concurrence : les résultats d'Olivier Besancenot sont « *une belle réussite [...] au regard des résultats des autres candidats à gauche du PS* »⁵. Cette analyse des résultats fait ainsi apparaître la dualité de la compétition se déroulant lors de l'élection présidentielle. Ainsi, le résultat d'Olivier Besancenot est vu comme une réussite en ce qu'il a capté un nombre non négligeable de suffrages (critère de réussite commun à l'ensemble des agents en compétition pour l'obtention des trophées électoraux, même si l'interprétation de la réussite varie en fonction des positions occupées dans le champ) et en ce qu'il permet à la LCR de se poser en vainqueur de la compétition implicite et spécifique à la gauche radicale dont le trophée, certes symbolique, n'en est pas moins pourvu d'une forte attractivité : pouvoir se construire une image de vainqueur (dans l'espace restreint de la gauche radicale) lors du scrutin structurant la vie politique française, c'est être en position d'imposer/initier un processus de reconfiguration autour des orientations défendues par la LCR.

La grille de lecture ainsi produite permet de rendre intelligible, de donner un sens au scrutin qui rend compte tout autant qu'elle construit le réel en ayant pour effet d'accroître ou de restreindre l'espace des possibles partisan. L'analyse des résultats se fonde sur l'opposition entre la LCR et les autres partis de gauche, en assignant à chacun un rôle et une identité plus ou moins antagoniste avec

¹ *Rouge*, n°2206, 17 mai 2007, François Duval, « Organiser la riposte ».

² *Rouge*, n°2203, 26 avril 2007, Guillaume Liégard, « Vraie réussite ».

³ *Ibid.*

⁴ *Rouge*, n°2203, 26 avril 2007, Alain Krivine, « Résultat désastreux ».

⁵ *Rouge*, n°2203, 26 avril 2007, Guillaume Liégard, « Vraie réussite ».

celle de la LCR. Dans cette analyse, le PS occupe une position distincte des autres candidats dont les résultats sont commentés. Repoussoir perçu comme extérieur à la gauche radicale, la candidate socialiste constitue certes une concurrente dans la compétition électorale, sans cependant constituer une concurrence au regard des objectifs poursuivis par la LCR. En d'autres termes, la candidature du PS permet de construire la réussite de la LCR par le rejet de ce qu'incarne le PS dans les représentations produites par ce collectif partisan. A l'inverse, c'est bien la compétition électorale et la domination électorale de la LCR sur les autres candidatures issues de la gauche radicale qui permettent l'affirmation d'une réussite électorale. La différenciation opérée entre la LCR et le reste de la gauche radicale, entre le « nous » et « les autres », fonctionne ainsi sur un triple clivage. D'une part, la réussite de la LCR est opposée à l'échec des autres candidats, ce qui permet d'affirmer la justesse des orientations de la LCR et la non-pertinence des offres électorales concurrentes. D'autre part, un clivage opposant anciens et modernes est clairement utilisé pour faire du PCF et de LO des partis dépassés et désajustés quant à leur analyse du réel. La construction d'une représentation passéiste du PCF est obtenue en resituant l'échec de Marie-George Buffet dans un long déclin électoral, tandis que LO est plus directement renvoyé à l'immuabilité de ses analyses et représentants. A l'opposé, la LCR aurait été capable de reformuler son projet et son identité en l'inscrivant dans les réalités sociales d'aujourd'hui. Enfin, un troisième clivage permet de distinguer la LCR des autres partis de la gauche radicale : la théorie des deux gauches conduisant à rejeter ceux qui ne partagent pas l'objectif d'une indépendance totale vis-à-vis du PS dans le camp réformiste (en cela, la théorie des deux gauches développée par la LCR n'est qu'une résurgence de l'opposition entre révolution et réforme), et à faire de la LCR le parti dominant (LO étant renvoyé à une survivance du passé) parmi les tenants d'une approche révolutionnaire et anticapitaliste :

« Nous partons de l'idée qu'il y a deux gauches. Il n'y en a pas trois, il y en a deux. Il y en a une, qui, avec toutes ses nuances, est pour respecter les institutions, les élections, et réformer, même radicalement le système. Et il y en a une autre qui est pour révolutionner le système, qui pense qu'on ne peut pas le démocratiser et qu'il faut le renverser, par la lutte. Donc, il y a deux gauches, et là-dedans, il y a toutes les palettes possibles. Mais on pense que ces deux gauches ne sont pas reflétées mécaniquement par des partis politiques. On pense que la direction du PC est réformiste, quoiqu'elle en dise, elle est plus proche du PS que de nous, mais qu'il y a plein de militants du PC qui sont des révolutionnaires. On pense pareil pour le PG. C'est compliqué. Donc, lorsqu'on dit qu'il faudrait rassembler la vraie gauche anticapitaliste, c'est inter-courant et inter-parti, et c'est compliqué à faire, car on s'adresse à des partis lorsqu'il y a des élections. [...] Tu vois, on dit, il y a deux gauches, mais, elles apparaissent dans différents partis politiques. Du coup, c'est très compliqué à rassembler, sauf ponctuellement. Dans les comités, ... on se retrouve à ATTAC, à Copernic... on se retrouve dans le mouvement altermondialiste... Mais, lors des élections, c'est compliqué. C'est pour cela, qu'on n'arrive pas à faire des accords, sauf situation exceptionnelle, parce que les élections, ce n'est pas sur une action, c'est un programme, une stratégie. » (Alain Krivine, entretien le 26 novembre 2010)

Le couplage de ces trois oppositions (réussite/échec ; moderne/ancien ; révolution/réforme) permet de différencier la LCR et d'établir symboliquement sa position dominante en ce que la LCR est le seul parti ayant réussi électoralement, dont les analyses sont adaptées à la situation actuelle et

recherchant toujours le dépassement du capitalisme. LO est renvoyé à son échec et à son passéisme, tandis que le PCF endosse ici divers attributs : l'échec, le passéisme et la « compromission » avec la social-démocratie. Si la production symbolique du scrutin se fait dans le temps électoral, elle va néanmoins avoir des effets durables en jetant les fondements du projet NPA (*indépendance* vis-à-vis du PS et certitude d'une configuration *durablement* favorable à la LCR par la disparition des concurrents potentiels). Plus que la dépendance à un choix initial, c'est bien ici la dépendance à une représentation de *l'état du jeu* à un moment spécifique de ce jeu et sa perpétuation comme une donnée durable qui va constituer une explication des orientations stratégiques de ce qui va devenir le NPA et aux difficultés à s'ajuster au changement de configuration de la gauche radicale.

2. **Adopter une solution préconçue et adaptée**

Le projet visant à créer un parti plus important que ne l'était la LCR est directement lié à ce cadre interprétatif de la configuration dans laquelle se trouve la gauche radicale. Sans que ne soit évoquée la perspective d'un nouveau parti politique – qui semble déjà présente en filigrane –, l'idée que les résultats du premier tour modifient suffisamment l'état du jeu pour nécessiter une adaptation de la stratégie de la LCR au « *nouveau contexte politique* »¹ est bien présente lors des débats de la direction nationale de la LCR réunie les 28 et 29 avril 2007. Le compte-rendu de la réunion suivante (12 et 13 mai 2007) est plus clair quant à la solution qu'entend mettre en place la LCR pour profiter des opportunités politiques et stratégiques ouvertes par le premier tour de l'élection présidentielle : « *Cette situation confère à la LCR des responsabilités particulières, en particulier celle d'œuvrer au rassemblement des anticapitalistes, en toute indépendance par rapport au PS* »². L'idée d'un nouveau parti n'est toujours pas officiellement présentée comme l'une des possibilités évoquées, mais trois éléments précisent le projet : la centralité de la LCR qui a « *des responsabilités particulières* », la volonté de « *rassemblement des anticapitalistes* », et l'indépendance quant au PS. Ainsi, le nouveau parti n'est pas encore formalisé, mais l'architecture générale du projet est déjà définie. Avant même la fin des élections législatives, l'idée de créer un nouveau parti anticapitaliste est présentée par Olivier Besancenot à la presse³ et apparaît clairement dans la presse partisane comme un projet souhaité par la direction nationale de la LCR à la mi-juin :

« Les 1,5 millions de personnes ayant voté pour Olivier Besancenot, les dizaines de milliers de participants aux réunions de la LCR, des militants communistes, socialistes, syndicalistes, révolutionnaires, recherchent une alternative politique et même, au-delà, un nouveau parti. Contre la vague bleue, il faudra compter avec une digue rouge : un programme anticapitaliste, une force radicale, qui défend les revendications immédiates, un mouvement qui lutte de manière conséquente pour des

¹ *Rouge*, n°2204, 3 mai 2007, François Duval, « Après le premier tour ».

² *Rouge*, n°2206, 17 mai 2007, François Duval, « Organiser la riposte ».

³ *AFP*, 29 mai 2007, « Besancenot pour un « nouveau parti » de gauche radicale sous la houlette LCR ».

réformes, un parti qui garde le cap de la transformation révolutionnaire. C'est la proposition que la LCR soumet à la discussion pour les semaines et les mois à venir »¹

Le lien entre le résultat d'Olivier Besancenot et le projet de création d'un nouveau parti anticapitaliste et révolutionnaire, ayant vocation à terme à être la figure dominante de l'opposition, est ainsi clairement affirmé (et se trouve également confirmé par la temporalité de la décision). Ce projet sera validé par la direction nationale de la LCR fin juin 2007² avec l'adoption d'une motion fixant le cadre du nouveau parti. Celui-ci se fonde sur le rejet des partis existants (à l'inverse de ce que suppose la conception de l'unité défendue par les autres organisations) :

« Nous ne pouvons pas compter sur le PS pour conduire une opposition digne de ce nom. [...] Il a abdiqué de toute velléité de contestation de l'ordre établi pour se plier à la logique de la mondialisation financière et impérialiste. Quant à la direction du Parti communiste, elle n'offre aucune perspective indépendante du PS et s'enferme dans sa propre crise. Toute alliance institutionnelle avec le PS est vaine, source de nouvelles désillusions »³

Il s'agit ainsi de créer un parti de « *lutte de classe* » et « *anticapitaliste dans les luttes et aux élections* » (ce qui suppose, dans la rhétorique de la LCR, la priorité des premières sur les secondes), défendant la « *plus stricte indépendance avec le PS* ». Le rejet du parti dominant à gauche et, dans une moindre mesure, de l'ensemble des partis de la gauche radicale (la LCR refuse toute idée d'alliance avec des partis existants comme le PCF) revient ainsi comme une constante stratégique devenant progressivement une norme de comportement définissant les alliances possibles et celles qui ne le sont pas. Le discours tenu par Olivier Besancenot en septembre 2007 lors de l'université d'été de la LCR condense les différents aspects du projet NPA :

Ce qui a changé ? La LCR est devenue plus visible et plus utile : pas le point unique de référence, mais un point de référence... Il existe, autour de nous, un milieu qui ne partage pas l'entière de ce qu'est la LCR, ou de ce qu'elle a été. Mais qui pense, sur la base de ce que nous disons et de ce que nous faisons, que l'on pourrait faire un petit bout de chemin ensemble. Il faut donc, à notre échelle, prendre nos responsabilités : ni plus, ni moins. [...]

Or, plutôt que de reconstruire, une partie de la gauche radicale cherche à recomposer, à recoller les morceaux radicaux du vieux mouvement ouvrier. Or, cela fait quinze ou vingt ans que l'on cherche à faire des regroupements, des coalitions, des cartels... sans succès, tant pèse le passé des uns et des autres. Par le haut, il y a blocage. En revanche, par le bas, le souffle du renouveau et d'une nouvelle génération militante – qui n'est pas marquée par le poids des expériences du passé – a commencé à passer. »⁴

Lorsque les défauts d'un questionnaire permettent la manifestation des représentations militantes incorporées

Cet extrait d'un discours d'Olivier Besancenot illustre également la critique radicale des autres partis de gauche qui marque profondément la sociologie militante de la LCR et du NPA comme le remarque

¹ *Rouge*, n°2210, 14 juin 2007, François Sabado, « Après les législatives ».

² *Rouge*, n°2213, 5 juillet 2007, François Duval, « Résistance et alternative anticapitaliste ».

³ *Rouge*, n°2213, 5 juillet 2007, « Pour un nouveau parti anticapitaliste ».

⁴ *Rouge*, n°2217, 6 septembre 2007, discours d'Olivier Besancenot à l'université d'été de la LCR, « Résister et reconstruire ». L'appel à une construction « à la base » ne peut cependant qu'interroger au regard de la position occupée par Olivier Besancenot (membre de la direction nationale des JCR, puis de la LCR, deux fois candidat à l'élection présidentielle, ancien assistant parlementaire, porte-parole national de la LCR) qui est l'un des principaux instigateurs de ce projet de dépassement de la LCR. Par ailleurs, le projet NPA n'aurait pu être mis en place sans l'investissement total des structures de la LCR et l'engagement de ses cadres.

Florence Johsua¹, passant dans ce discours par la disqualification des tentatives antérieures de recomposition de la gauche radicale. Nous retrouvons cette défiance lors de notre enquête auprès des congressistes du NPA en février 2011. Le traitement des données fit rapidement apparaître que la question relative aux alliances partisans était maladroitement car en confrontation directe avec les représentations conduisant à disqualifier les enjeux électoraux. Le recours à une question fermée visait à faire ressortir avec netteté une tendance statistique relative à l'appréhension militante de la question des alliances. *A posteriori*, ce choix s'avère inadapté (dans le choix d'une question fermée, comme dans la formulation retenue qui n'aurait cependant pas posé les mêmes difficultés dans d'autres partis où les alliances sont une pratique routinisée). En effet, au regard de la configuration dans laquelle se trouvait le NPA, tant dans ses équilibres intra-partisans que dans ses interactions avec les autres partis, les militants ne pouvaient que rejeter une expression aussi réduite quant à un enjeu sensible. Cependant, et à condition de prendre en compte l'imprévu qu'a constitué l'invention d'un canal d'expression (via un commentaire en marge), cette question, malgré ses défauts et même grâce à ses défauts, reste particulièrement pertinente dans ses résultats.

Les résistances militantes à cette question ont pris deux formes. D'une part, par un taux de non-réponse (16%) nettement plus élevé que pour les autres questions. Bien qu'il soit difficile de comprendre ce que les répondants ont souhaité exprimer par cette absence de réponse, les fortes réticences exprimées à l'écrit nous permettent de supposer qu'il s'agit, pour une bonne partie, d'une absence de réponse comme résistance à une question heurtant les représentations militantes. D'autre part, le rejet de la question portant sur les alliances a pris une seconde forme, nettement plus intéressante et imprévue. Alors que la question était fermée, de nombreux militants ont fait le choix d'ajouter un commentaire plus ou moins long. En elle-même, cette invention militante nous renseigne sur la contradiction entre cette question des alliances et les représentations militantes, en ce sens que cette contradiction est perçue comme suffisamment forte pour sortir du rôle relativement passif que peut constituer le remplissage d'un questionnaire pour faire part de sa désapprobation et remettre en cause la question posée. Il ne s'agit pas ici d'un phénomène isolé, ne portant que sur quelques militants. En effet, 35% des questionnaires comportaient une annotation relative à cette question. C'est d'autant plus significatif qu'aucune autre question n'a soulevé une telle résistance et n'a fait l'objet d'une telle appropriation critique du questionnaire, que cela soit au NPA, au PCF ou au PG. Non prévue, la possibilité d'une annotation n'a été le fait que des militants qui ressentaient le plus fort décalage et/ou se sentaient (ou y ont simplement pensé) en position de s'extraire du cadre formel du questionnaire. Dès lors, nous n'en ferons pas un traitement quantitatif, mais qualitatif en repérant les principales résistances ainsi exprimées.

Tout d'abord, les résistances sont politiquement situées. Les militants de la plateforme 3 (favorables à l'unité avec le FG) sont les plus rares à accompagner leur réponse d'une annotation. Plus les militants se déclarent proches d'une plateforme défavorable aux alliances, plus les annotations sont nombreuses. Ainsi, deux militants sur cinq se déclarant proche de la plateforme 1 ajoutent une annotation et la moitié des militants se revendiquant des plateformes 2 et 4 (radicalement opposées à toute alliance autre qu'entre partis révolutionnaires). En ce sens, l'annotation, au-delà de son contenu, est une affirmation du rejet du jeu électoral auquel est associée dans les représentations militantes, la thématique des alliances.

Par ailleurs, 65% des militants ne refusent pas, par principe, l'idée de nouer des alliances, contre 16% qui ne se prononcent pas et 19% qui repoussent totalement l'idée même d'une alliance entre partis politiques. Mais la conception des alliances est très hétérogène et là encore, politiquement située. Les militants de la plateforme 3 envisagent massivement des alliances avec l'ensemble des partis de la gauche radicale, en particulier le FG, quand les militants des plateformes 2 et 4, lorsqu'ils acceptent le principe d'une alliance, la souhaitent avec des partis perçus comme révolutionnaires, en particulier LO, tout en rejetant régulièrement l'alliance avec des partis perçus comme réformistes (PCF, PG, le premier étant plus souvent rejeté que le second).

Enfin, les réactions correspondent bien aux représentations militantes véhiculées par le NPA et dont se fait l'écho Olivier Besancenot dans son discours. Ces réactions peuvent être classées en trois catégories. La première consiste à opérer une distinction entre les alliances électorales (fortement conditionnées, et/ou refusées) et les alliances « *dans les luttes* » (systématiquement acceptées, valorisées et pouvant inclure le PS). La deuxième catégorie renvoie à la dimension idéelle de l'alliance. Ce qui est ici refusé, ce sont les alliances « purement électorales », sans véritable accord programmatique et idéologique (pour

¹ Johsua Florence, « Repenser la production sociale de la révolte », *art. cit.*, p. 858.

qu'un accord soit possible, il faut qu'il permette la défense et la réalisation d'un programme « anticapitaliste ». Enfin, la troisième catégorie est stratégique. Il s'agit de conditionner les alliances à l'acceptation de la théorie des deux gauches rendant impossible toute alliance avec le PS, voire le Front de gauche : « *toute organisation anticapitaliste, en totale indépendance du PS et de ses satellites, dont le FDG* » ; « *toutes s'il y a un accord politique (indépendance vis-à-vis du PS)* » ; « *les partis à gauche du PS s'engageant sur une indépendance vis-à-vis du PS et un accord programmatique clairement anticapitaliste* ».

L'élection présidentielle apparaît comme un élément déclencheur. Les résultats créent une opportunité stratégique consistant à revendiquer une position dominante dans l'espace de la gauche radicale et à occuper une position *a priori* favorable pour le faire (affaiblissement généralisé de l'ensemble des concurrents). La capacité de la LCR à devenir un « *point de référence* » vient également de la perception d'une disparition programmée du PCF. Interrogé sur la temporalité d'un tel projet, la première raison invoquée par Alain Krivine n'est pas tant le résultat de la LCR que celui du PCF, puis la perception d'une radicalisation de la contestation : « *Alors, pourquoi ces dernières années, on a pensé qu'on pouvait mettre en pratique cette idée d'élargissement, c'est à cause de la crise du PC, des phénomènes de radicalisation...* » (Entretien, le 26 novembre 2010).

Le projet NPA se fonde ainsi sur la centralité acquise par la LCR et son porte-parole et sur l'affaiblissement des concurrents, ce qui conduit à définir un public potentiel pour le NPA constitué par les sympathisants de la LCR et plus largement de la gauche radicale. En cela, le projet NPA se place dans la continuité des transformations sociologiques de la LCR en ajustant l'identité partisane à la perte d'homogénéité sociale induite par le fort accroissement des adhérents de ce parti depuis 2002 comme l'a montré Florence Johsua : « *la LCR a été profondément renouvelée et rajeunie. Elle est aussi devenue socialement et idéologiquement beaucoup moins homogène qu'auparavant* »¹. Le projet de création du NPA constitue ainsi une réponse organisationnelle à un processus plus profond de renouvellement sociologique et de perte de sens des référents classiques de la LCR. Plus précisément, il s'agit de répondre par la transformation organisationnelle du collectif partisan à ses transformations sociologiques dans une configuration perçue comme favorable à la LCR. En ce sens, le projet NPA repose sur la combinaison d'un élément circonstanciel (l'élection présidentielle) et subjectif (la perception d'une ouverture des opportunités stratégiques de la LCR) d'une part, et d'un élément de continuité (la permanence d'un processus de transformation sociologique depuis 2002). Le projet NPA a ainsi tout d'une adaptation de l'identité partisane à une sociologie moins homogène et pour laquelle les référents classiques ne fonctionnent plus ou plus autant² :

« on s'est dit, aujourd'hui il y a place pour une organisation à condition d'en fixer les frontières, anticapitaliste, on y reviendra. Mais il y a place pour une organisation plus large où on n'adhère pas en fonction de critères du passé : le trotskisme, l'anarchisme, le communisme stalinien... Bon, on ne fait pas de démagogie, l'Histoire, le passé, on ne le renie pas, c'est important, mais cela ne

¹ Johsua Florence, « Repenser la production sociale de la révolte », *art. cit.*, p. 843.

² Johsua Florence, « Le parti doit changer de bases », *op. cit.*, p. 287-289.

peut être une base d'adhésion. Ça devait l'être à une époque où nous étions très minoritaires, il fallait cliver » (Alain Krivine, entretien le 26 novembre 2010)

La détermination d'une opportunité stratégique à exploiter et l'importance des transformations sociologiques de la LCR expliquent le choix de la direction nationale de ce parti d'adapter le collectif partisan, mais n'explique pas la rapidité avec laquelle a été « trouvée » et mise en application la solution consistant à créer un nouveau parti. La solution que constitue la création d'un parti venant remplacer la LCR est d'autant plus facile à concevoir qu'elle fait déjà partie des objectifs régulièrement mis en avant par la LCR (sans pour autant être mis en application). Ainsi, alors que les résultats obtenus par les listes « 100% à gauche » lors des élections municipales de 2001 avaient été perçus comme satisfaisants par la direction de la LCR, le projet de participer à la création d'un nouveau parti d'extrême gauche avait déjà été évoqué :

« Ces élections ne sont qu'une étape. Elles indiquent, même si c'est de manière fragmentée, qu'il existe un large secteur de l'électorat populaire rejetant le libéralisme, désavouant le gouvernement de la gauche plurielle et qui recherche des voies et moyens pour une autre politique, pour un vrai changement politique.

Même si cela dépasse largement les organisations existantes, dans cette configuration, la LCR et LO ont des responsabilités particulières pour préparer les prochaines échéances, tant dans les luttes que lors des élections présidentielle et législatives. Car ce qui est en jeu, c'est la possibilité ou non de créer ou de favoriser les conditions pour avancer dans la voie d'une nouvelle force politique, d'un nouveau parti pour les travailleurs. »¹

Alain Krivine fait remonter l'objectif de créer un nouveau parti aux origines même de la LCR :

« dès le départ, quand on a créé la ligue, on n'a jamais semé l'illusion que c'était le parti qui allait regrouper tous les anticapitalistes... on n'était pas fous. Mais cela, on l'a dit dès le départ, [...]. Mais dès le début, on a éduqué, formé les militants et les militantes là-dessus. En disant, c'est une étape, et on ne peut pas avoir la prétention tout seul, de regrouper les anticapitalistes. Mais on l'a fait à une époque où on était les seuls et où personne n'était prêt à le faire, et à une période qui était un peu difficile politiquement. » (Alain Krivine, entretien le 26 novembre 2010)

Le récit des origines auquel il se livre permet de déconnecter la production de cette solution organisationnelle du contexte dans lequel elle est effectivement produite. Pourtant, si le projet de créer un nouveau parti remplaçant la LCR n'est effectivement pas une novation pour ce collectif partisan, le contexte varie fortement comme Florence Johsua a pu le démontrer. Elle fait remonter ce projet au sein de la LCR au début des années quatre-vingts. La création d'un nouveau parti était alors l'une des solutions envisagées pour faire face au reflux militant que connaissait la LCR² dans un contexte de victoire de la gauche. A l'inverse, lorsque ce projet est évoqué – timidement – en 2001 avant d'être rapidement oublié, puis réactualisé en 2007 dans le contexte post-élection présidentielle, la configuration dans laquelle se situe la LCR est diamétralement opposée puisqu'il ne s'agit plus de faire face au possible déclin, mais d'exploiter une fenêtre d'opportunité. Au-delà même de la LCR, la création d'un parti plus important permettant de dépasser le strict cadre du trotskisme

¹ *Rouge*, n°1915, 22 mars 2001, François Ollivier, « Municipales 2001 : Les scores de la LCR et de l'extrême gauche. Pari tenu ! ».

² Johsua Florence, « Le parti doit changer de bases », *op. cit.*, p. 277-278.

est un projet régulièrement mis à l'agenda par les acteurs du trotskisme lorsqu'ils perçoivent le contexte comme étant favorable à une telle entreprise. La percée électorale d'Arlette Laguiller en 1995 a ainsi conduit à la tentative de créer un grand parti ouvrier¹, avant que la direction de LO ne déclare caduque cette stratégie en considérant les sympathisants intéressés par une telle initiative comme n'étant pas prêts à s'engager dans un parti révolutionnaire². Plus récemment, c'est le PT qui décida de se dissoudre pour fonder, dans l'indifférence quasi-générale, le POI en 2009. Présente dans la « boîte à outils » partisane, et plus largement dans l'univers symbolique des militants trotskistes recherchant le contexte favorable à la mise en place d'un parti à une « échelle de masse » pour reprendre une expression fréquemment employée, la solution consistant à créer un nouveau parti en réponse à une configuration perçue comme favorable et comme une réponse aux transformations sociologiques affectant la LCR depuis 2002, a l'avantage d'être facilement acceptable et appréhendable dans l'espace partisan. En d'autres termes, la solution est d'autant plus facile à trouver et à mettre en place qu'elle existe déjà, attendant un contexte favorable pour être mise à l'agenda. La création du NPA résulte de l'adéquation entre un élément circonstanciel, un ajustement organisationnel à des transformations identitaires et sociologiques, et la possibilité de faire usage d'une solution adaptée au collectif partisan.

B. Concurrence des représentations et faiblesse des incitations à l'union

Les deux motivations invoquées par la direction du NPA pour justifier du refus de l'alliance attestent d'une méfiance quant au PCF, toujours soupçonné de trahison. Néanmoins, elles peuvent surprendre : pourquoi exiger une position commune sur l'enjeu nucléaire alors que les compétences du Parlement européen (et la construction institutionnelle de l'Union européenne) ne concernent guère cette question ? Pourquoi exiger une coalition pérenne en avançant le risque que les dirigeants communistes fassent alliance lors des élections suivantes avec le PS ? Certes, il est possible d'avancer la théorie des deux gauches inconciliables qui constitue l'un des socles identitaires du NPA, mais il aurait toujours été possible de rompre l'alliance en invoquant la « trahison » communiste au

¹ Choffat Thierry, « Lutte ouvrière, entre continuité et renouvellement », *op. cit.*, p. 297.

² Pingaud Denis, *La gauche de la gauche*, Editions du Seuil, Paris, 2000, p. 133 ; Barcia Robert, *La véritable histoire de Lutte ouvrière*, *op. cit.*, p. 303-304. L'abandon de cette stratégie produit un accroissement des tensions intra-partisanes, puis l'exclusion collective des militants de Rouen et Bordeaux qui fondent rapidement Voix des travailleurs (VdT) avant de rejoindre la LCR en 2001. Parmi eux, un certain Philippe Poutou. Au-delà de cet aspect (pas tout à fait) anecdotique, la publication des nombreux échanges de lettres entre la direction de LO et Yvan Lemaître, qui en tant que responsable de la section bordelaise de LO, agrège les critiques de la direction, complétée par la publication des laborieuses négociations intra-partisanes conduisant à la reconnaissance d'une fraction organisée dans LO (exclue en 2008), donne à voir une économie des positions intra-partisanes singulière qui mériterait une étude approfondie. Cf. Lutte ouvrière, janvier-mars 1996, *Naissance d'une fraction* ; Voix des travailleurs, mars 1997, *Fausse raisons d'une exclusion, vrais raisons d'une rupture, nos perspectives* ; Voix des travailleurs, janvier 1998, *Aux origines de la tendance « voix des travailleurs », faits et documents*.

moment où celle-ci se réaliserait. En d'autres termes, le respect de l'identité du NPA (anti-nucléaire, rejet de toute alliance avec le PS) pouvait être concilié avec une alliance. Nous pouvons avancer une première explication de ce refus par l'absence d'intérêts à l'alliance. La sociologie militante du NPA, les représentations militantes conduisant à dévaloriser les alliances et les mécanismes institutionnels et électoraux¹, ainsi que les représentations produites quant à la position occupée ou devant être occupée par le NPA, la perception d'une forte attractivité militante du projet NPA, contribuent à renforcer la perception d'une centralité partisane dans l'espace de la gauche radicale, et à considérer comme mineurs les coups joués par les concurrents (ce qui conduit à ne pas s'y ajuster). Il s'agit alors de comprendre le refus de l'alliance comme étant le produit des représentations partisans et d'une absence d'intérêts à l'alliance. Ainsi, ce refus peut s'expliquer par les représentations produites quant à l'état du jeu : perception d'une forte dynamique militante et politique autour du projet NPA (1), perception en miroir de la faiblesse des concurrents potentiels (2 et 3) et, enfin, la nécessité d'affirmer électoralement la domination du NPA sur l'espace de la gauche radicale (4).

1. *La perception d'une dynamique militante*

Que la configuration dans laquelle s'insère le projet NPA soit moins ouverte que celle dans laquelle ce projet est effectivement produit ne semble ainsi pas affecter le cadre interprétatif initial renforcé par la perception d'une dynamique militante, politique, et médiatique en faveur du NPA. En effet, le NPA semble posséder une véritable attractivité militante. Les élections municipales de 2008, qui sont, dès l'origine du projet NPA, conçues comme une étape devant permettre la réalisation de ce projet sont interprétées comme une réussite² (pouvait-il en être autrement au regard de la place symbolique de ces élections dans l'agenda partisan ?). La réussite de la première réunion nationale des collectifs NPA en juillet 2008, considérée comme « *un vrai succès, à la fois numérique et politique* »³, tout comme le nombre de comités locaux du NPA constitués (300 à 400 revendiqués par la LCR en juillet 2008⁴), ou encore l'affluence lors du premier meeting du NPA (6 novembre 2008, Paris) pour lequel la LCR revendique 2 000 participants⁵ sont autant de confirmations symboliques, pour les promoteurs du projet NPA, de la dynamique militante qu'il suscite. Cette représentation d'une dynamique militante en faveur du NPA prend également appui sur la forte augmentation du nombre d'adhérents, la direction du NPA revendiquant ainsi un triplement des effectifs par rapport à ceux de la LCR en février 2009. Enfin, le cadrage médiatique est particulièrement favorable à Olivier

¹ Olivier Besancenot refuse ainsi que le NPA se transforme en « *boutique électoraliste* ». Cf. AFP, 6 février 2009, « « Front de gauche » aux européennes : les militants du NPA divisés ».

² *Rouge*, n°2243, 13 mars 2008, Olivier Martin, « Un bon encouragement ».

³ *Rouge*, n°2259, 3 juillet 2008, Ingrid Hayes, « Le nouveau parti anticapitaliste est en marche ».

⁴ *Rouge*, n°2259, 3 juillet 2008, François Duval, « Le NPA en chiffres ».

⁵ *Rouge*, n°2274, 13 décembre 2008, « La photo de la semaine ».

Besancenot, à la LCR et au NPA dans le contexte post-élection présidentielle, en ce sens qu'il reprend et accrédite deux registres structurant les représentations militantes positives : une dynamique militante et électorale en faveur du NPA¹ et la position centrale sinon dominante de la LCR à la gauche du PS. Ainsi, la LCR est perçue dans le champ politique et médiatique comme un concurrent potentiel du PS qui entend y réagir par la mise en place en mai 2008, d'un « groupe de travail » censé étudier l'évolution de la LCR/NPA et empêcher son installation comme concurrent du PS², tandis qu'un sondage fait d'Olivier Besancenot le « meilleur opposant » au gouvernement en juin 2008³. L'activité éditoriale autour de la LCR et de son porte-parole est importante et atteste de l'intérêt médiatique et intellectuel autour de l'extrême gauche. Olivier Besancenot publie ainsi en 2007 et 2009 deux livres en collaboration avec des universitaires militants⁴, tandis que François Coustal (membre de la direction nationale de la LCR) s'intéresse au processus constituant du NPA⁵. Des journalistes s'emparent de ce qui apparaît comme une nouveauté militante en adoptant une grille de lecture fortement personnalisante autour du leader de la LCR⁶. A la veille de l'élection présidentielle de 2007, des universitaires ne s'étant jusqu'à alors pas ou peu intéressés à la gauche radicale publient des analyses sur l'évolution de l'extrême gauche française⁷, tandis que la revue *Le Débat* publie régulièrement des articles visant à comprendre la progression de l'extrême gauche⁸. De

¹ Pour un exemple de cadrage positif autour du projet NPA, cf. *Le Monde*, 2 février 2009, « Besancenot. Le pari du grand parti ».

² *Le Monde*, 19 mai 2008, « Le PS cherche une parade à la montée en puissance d'Olivier Besancenot » ; *Le Parisien*, 30 mai 2008, « Le PS cherche à contrer Besancenot »

³ *Le Monde*, 28 juin 2008, « Olivier Besancenot : une popularité qui commence à inquiéter le reste de la gauche ».

⁴ Besancenot Olivier et Löwy Michael, *Che Guevara, op. cit.* ; Besancenot Olivier et Bensaid Daniel, *Prenons parti, op. cit.*

⁵ Coustal François, *L'incroyable histoire du nouveau parti anticapitaliste, op. cit.*

⁶ Hacquemand Eric, *Olivier Besancenot, op. cit.* ; Beauhaire Julien, *Olivier Besancenot, ou la révolution en recommandé. Quel avenir pour l'extrême gauche ?*, Editions Res Publica, 2008 ; Dély Renaud, *Besancenot. L'idiot utile du sarkozysme*, François Bourin éditeur, 2009. Denis Pingaud se distingue quelque peu en rassemblant des études issues de sondages pour comprendre « l'effet Besancenot ». Cf. Pingaud Denis, *L'effet Besancenot*, Editions du Seuil, 2008. Il serait cependant faux de faire démarrer cette activité éditoriale à 2007. En effet, depuis le début des années 2000, plusieurs publications journalistiques traitent de l'extrême gauche. Sans être exhaustif, citons : Koch François, *La vraie nature d'Arlette*, Editions du Seuil, Paris, 1999 ; Brochier Jean-Christophe et Delouche Hervé, *Les nouveaux sans-culottes. Enquête sur l'extrême gauche*, Editions Grasset, Paris, 2000 ; Pingaud Denis, *La gauche de la gauche*, Editions du Seuil, Paris, 2000 ; Nick Christophe, *Les trotskistes*, Editions Fayard, Paris, 2002.

⁷ Dominique Reynié dirige ainsi un ouvrage collectif au titre évocateur : *L'extrême gauche, moribonde ou renaissance ?* De même, dans une optique de philosophie politique, Philippe Raynaud réalise un ouvrage sur la pensée politique de l'extrême gauche qui, tout en faisant suite à un article de 1999 publié dans *Le Débat*, tranche avec ses thématiques de recherches habituelles. Cf. Raynaud Philippe, *L'extrême-gauche plurielle, op. cit.* S'il ne s'agit pas ici d'émettre ici un quelconque avis sur la qualité des ouvrages cités, ils attestent d'un intérêt universitaire croissant pour l'étude de l'extrême gauche dans cette séquence.

⁸ « Une force nouvelle est en train de se dessiner à l'extrême gauche de l'espace politique français. C'est un phénomène lourd de conséquences, qui mérite d'être scruté de près », peut-on lire en guise d'introduction à un article de Marc Lazar dans cette revue. Pour la présentation de cette rubrique, *Le Débat*, 127, 2003, p. 158. *Le Débat* consacre ainsi un dossier à « la gauche, l'extrême gauche, les intellectuels » dans son n°103 (1999), puis

même, les sondages réalisés en vue des élections européennes de juin 2009 donne le NPA comme devançant largement ses concurrents de la gauche radicale : en février 2009, une étude de l'IFOP crédite ainsi le NPA de 9% des intentions de vote contre seulement 4% pour le FG¹. Que cela soient les résultats électoraux obtenus par la LCR depuis 2002, les études des instituts de sondage, la popularité d'Olivier Besancenot, le cadrage médiatique, et la dynamique d'adhésion au NPA, tous ces éléments tendent à renforcer la représentation d'une configuration favorable au projet lancé par la LCR, malgré l'accroissement de la concurrence dans l'espace de la gauche radicale, et expliquent l'absence d'ajustement de l'offre politique de la LCR aux coups joués par les autres acteurs de cet espace politique. La production d'une représentation de la gauche comme étant scindée en deux blocs inconciliables et sa pénétration dans l'ensemble de la LCR/NPA vient également renforcer le cadre interprétatif faisant du NPA l'élément central de toute reconfiguration de la gauche radicale.

2. **La création du PG : un évènement sympathique, mais sans réelle portée politique**

« Ils viennent presque tous du PS, les fruits ne tombent jamais loin de l'arbre »²

L'analyse produite par la direction de la LCR de la proposition communiste d'une coalition en vue des élections européennes de juin 2009 et de la création en novembre 2008 du PG atteste de ce cadre interprétatif. Ni la proposition du PCF, ni la création du PG ne sont interprétées comme devant produire un ajustement stratégique du NPA (alors même qu'elles traduisent une intensification de la concurrence pour celui-ci en le privant de la thématique de la nouveauté) :

« Alors que la motion qu'il soutenait réalise plutôt une performance (19%), le sénateur socialiste de l'Essonne, Jean-Luc Mélenchon, quitte le PS, et il annonce la fondation d'un nouveau parti. Réalisée à contretemps, il y a peu de chances que cette initiative entraîne plus que ses plus proches partisans. En elle-même cependant, elle confirme ce que la LCR et le NPA ne cessent d'expliquer depuis des mois : le glissement social-libéral au centre gauche du PS est irréversible. Et il faut se féliciter que Mélenchon mette enfin ses actes en conformité avec ses paroles. Cela devrait entraîner, au plan stratégique, une conséquence évidente : on ne peut envisager d'alliance gouvernementale avec le PS de « centre gauche », point sur lequel le sénateur est pour le moins peu disert. Deuxième obstacle de taille devant son projet de Die Linke à la française, le Parti communiste n'en veut pas, résigné qu'il est à la soumission au PS tout en défendant une « identité » historique. Positive en ce qu'elle révèle de la crise du PS, l'initiative de Mélenchon ne pourra pas apporter la clarification nécessaire à gauche, que seule la

publie régulièrement, depuis cette date, des analyses consacrées à l'extrême gauche. Pour ne citer que ceux publiés avant le lancement du NPA : Raynaud Philippe, « Les nouvelles radicalités. De l'extrême gauche en philosophie », *in Le Débat*, 105, 1999, p. 90-117 ; Courtois Stéphane *et al.*, « L'énigme trotskiste », *art. cit.* ; Lazar Marc, « Le discours de la gauche extrême. Vieilles passions et nouveaux défis », *in Le Débat*, 127, 2003, p. 159-172 ; Poulet Bernard, « La fin sans fin de la gauche extrême », *in Le Débat*, 142, 2006, p. 105-109 ; Lazar Marc, « La résistible ascension de la gauche de la gauche », *in Le Débat*, 142, 2006, p. 84-96 ; Raynaud Philippe, « 2002-2007 : Déclin de la gauche radicale ? », *in Le Débat*, 146, 2007, p. 84-91 ; Pingaud Denis, « Les trois dénis de la gauche antilibérale », *in Le Débat*, 146, 2007, p. 92-101.

¹ *Le Monde*, 10 mars 2009, « La « gauche de la gauche » part en ordre dispersé aux élections européennes ». Ce sondage confirme un précédent réalisé par le même institut en novembre 2008. Cf. IFOP, pour Paris Match, 1^{er} décembre 2008, « Les intentions de vote aux élections européennes de juin 2009 ».

² Un militant du NPA interrogé par une journaliste lors du congrès de fondation du NPA. Cf. AFP, 6 février 2009, « « Front de gauche » aux européennes : les militants du NPA divisés ».

dynamique confirmée du NPA peut apporter. Voilà des sujets de fond qu'il sera utile d'aborder dans les indispensables discussions de la LCR et du NPA avec ce nouveau parti. »¹

La création du PG ne constitue ainsi pas officiellement une concurrence, mais simplement une confirmation des orientations stratégiques (le rejet de toute alliance avec le PS) de la LCR/NPA. Non-évènement, la création du PG n'est ainsi pas en mesure, tout au moins dans l'analyse produite par la LCR/NPA, de remettre en cause le cadre interprétatif faisant du projet NPA l'élément structurant la gauche radicale : il s'agit d'une dissidence « à contretemps », n'entraînant que peu de militants. Si Jean-Luc Mélenchon est dépeint comme faisant preuve d'une certaine intégrité, c'est bien la thèse défendue par la LCR qui serait ici validée par son acte : « *on ne peut envisager d'alliance gouvernementale avec le PS* ». La stratégie proposée par le PG ne peut ainsi qu'être un échec annoncé, car « *le Parti communiste n'en veut pas* » (celui-ci étant renvoyé à sa dépendance au PS quant à son système d'alliance). La conclusion est sans appel : « *l'initiative de Mélenchon ne pourra apporter la clarification nécessaire à gauche, que seule la dynamique confirmée du NPA peut apporter* ». Les quelques articles publiés dans *Rouge* et traitant partiellement ou totalement de l'actualité du PG reprennent la même grille de lecture : la création du PG n'est pas constitutive d'une concurrence sérieuse et ne fait que confirmer le bien-fondé du NPA. Même si la création du PG ne conduit pas à un ajustement du cadre interprétatif fondant le projet NPA, il va produire des effets dans les jeux intra-partisans en ce sens que l'interprétation du sens à donner à la dissidence du groupe Mélenchon va rompre l'homogénéité intra-partisane quant à l'analyse de l'état du jeu :

« Quelques camarades ont défendu la nécessité de rechercher beaucoup plus activement le rassemblement des forces qui avaient défendu le « non » au traité constitutionnel européen, le jugeant possible et souhaitable, la majorité appelant à ne pas sous-estimer les désaccords nombreux qui existent avec le programme avancé par la « gauche unie européenne », dont le PCF, qui discute beaucoup avec le Parti de gauche de Mélenchon. C'est sans doute la première fois que de réels désaccords tactiques s'expriment au sein du CAN provisoire. Cela montre que le processus est suffisamment solide pour gérer tranquillement ces désaccords secondaires »²

Si des divergences d'analyse sont reconnues dans ce compte-rendu, elles sont dans le même temps présentées comme mineures et ne remettant pas en cause la dynamique militante autour du projet NPA. Pourtant, ces divergences s'expriment jusque dans la direction du NPA, au-delà de la tendance UNIR animée par Christian Picquet. Ainsi, Yann Cochin, ancien militant de la LC, puis de la LCR, après avoir mis un terme à son engagement partisan, y préférant un fort investissement syndical (à la CFDT, puis à Solidaire comme porte-parole de Sud-énergie), avant d'effectuer un retour au politique par le local (en participant à la création d'une association citoyenne dans sa commune, puis en devenant adjoint au maire de sa commune) et par le projet NPA, est fort critique quant à la réception de la création du PG par la direction nationale de la LCR :

¹ *Rouge*, n°2274, 13 décembre 2008, Samy Johsua, « Mélenchon fonde un nouveau parti ».

² *Rouge*, n°2278, 11 décembre 2008, Ingrid Hayes, « Feuille de route remplie ».

« Mais bon, arrive le PG et... bon... là, c'est le début de la fin ! C'est le début de la fin. Concrètement, on a une coordination nationale, ou une convention nationale du NPA avant le premier congrès du NPA. Moi, je suis à la tribune.

Cela doit être en décembre 2008 ?

Oui, c'est ça. Voilà, c'est ça. Je fais partie des animateurs de ce truc-là. Il y a 1000 personnes ! 1000 délégués ! C'est beaucoup ! C'est énorme ! C'est l'époque où on était 9-10 000 ! Et... Donc, le PG vient de se constituer. Et... Il y a une conférence de presse, on organise une conférence de presse, on est trois à cette conférence de presse, il y a Besancenot, Sandra et ma pomme. Donc, on prépare à plusieurs. Moi, je dis tout de suite : on va avoir des questions sur le PG. On n'en a pas discuté, on n'en a pas discuté collectivement, mais moi, je suis personnellement pour dire que c'est une bonne chose. Que c'est positif. Qu'il y ait des camarades qui vont de droite à gauche, pour le dire rapidement, qui gagnent en précision stratégique et en radicalité, qui quittent un parti profondément social-libéral et réformiste... Tu vois... Avec nos mots à nous, donc il faut dire ça ! Et je me prends Besancenot dans la gueule, et Sandra dans la gueule ! « Non, il en est hors de question ! Il n'est pas question de dire ça ! C'est même... c'est même probablement une stratégie pour contrecarrer le développement du NPA... Ils sont propulsés par le PS... » Enfin, des conneries quoi ! « Ils sont probablement propulsés par le PS, et puis ce sont des centristes, il a été ministre » Donc, toutes ces conneries là, tu vois... Donc, on s'affronte, très durement. » (Yann Cochin, entretien le 30 mai 2012. Porte-parole de Sud énergie et animateur de CA)

Ce récit constitue un véritable condensé des représentations militantes (autour de la dynamique d'adhésion, qu'il partage avec les autres dirigeants du NPA) et des débats ayant cours au NPA à partir de novembre 2008. Son récit montre la dramatisation rapide que prend la question des relations inter-partisanes, alors même que le propos qu'il relate ici ne fait que reprendre l'analyse de la dissidence du groupe Mélenchon publié dans *Rouge*. L'accroissement des tensions intra-partisanes ne peut ici se comprendre que comme une manifestation de la concurrence spécifique à l'espace de la gauche radicale, comme en atteste d'ailleurs l'usage immédiat de la rhétorique du complot dirigé « contre le NPA ». Le recours à une théorie du complot politique, « *ils ont créé le PG pour empêcher la progression du NPA. C'est un coup du PS* », comme nous l'ont expliqué plusieurs militants lors du congrès du NPA en février 2011, n'est ainsi pas présent publiquement, mais fait partie intégrante des représentations militantes. Il ne s'agit pas ici de dire que les militants du NPA, pas plus que ses dirigeants, ne croient fondamentalement que le PG ait été créé contre eux. Mais, face à l'émergence non anticipée d'un acteur concurrentiel venant contester la revendication du NPA à occuper une position dominante à la gauche du PS, ces acteurs bricolent dans l'urgence une explication permettant de rendre intelligible la configuration de l'espace qu'ils entendent dominer et façonner. Cette première explication a également l'avantage d'être satisfaisante en ce qu'elle ne fait que confirmer la perception de la centralité du NPA, les coups des adversaires étant nécessairement tournés *vers* et même *contre* le NPA. Il faut également y voir un effet de position, les acteurs les plus investis dans la création du parti tendant à voir leur espace des possibles se limiter à ce processus.

3. **Se représenter le PCF comme un parti « en voie de disparition »**

« On sait très bien que le PCF s'alliera au PS aux régionales [pour] sauver ses élus »¹

La création du PG n'est pas la seule initiative à faire l'objet d'un tel traitement. La création de la FASE est à peine évoquée, et uniquement dans des articles concernant le PCF, afin d'en affirmer les limites et les faiblesses militantes. Plus généralement, ce sont l'ensemble des initiatives autres que celle du NPA qui sont ainsi dépréciées. Le nouvel espace progressiste de Robert Hue est présenté comme un « *club sans militants* », tandis que les communistes unitaires sont décrits comme ne parvenant pas à rassembler de nombreux militants². La proposition d'une coalition pour les élections européennes n'est pas mieux accueillie par la direction de la LCR, car issue d'un parti perçu comme en bout de course et n'étant plus en mesure d'empêcher la « *dynamique confirmée du NPA* » :

« À huit mois des européennes, le PCF a produit un texte visant à la réalisation de listes unitaires. En recul sur le fond programmatique, il laisse ouverte la possibilité d'alliances avec des sociaux-libéraux. [...]

Disons tout de suite que ce texte, d'une généralité absolue, est en recul, tant par rapport aux anciennes positions du PCF développées lors de la campagne de 2005 que par rapport à celles du Collectif unitaire pour une autre Europe, que le PCF n'avait d'ailleurs pas signées, préférant à l'époque soutenir un communiqué commun sur la présidence européenne avec le PS et les radicaux de gauche. [...]

En revanche, le document est très précis sur le fait qu'il s'agit de « créer les conditions » pour élire le maximum de députés « et, parmi eux, les députés communistes, notamment dans les deux circonscriptions où le PCF a un élu sortant » [...]. Enfin, le PCF fait silence sur le problème des coalitions gouvernementales avec les PS en Europe. [...]

Comme on peut le voir, le fait d'avoir participé à la même coalition pour le « non » au référendum sur le traité constitutionnel européen, en 2005, ne suffit pas à faire accord pour un programme européen anticapitaliste. [...] Pour les élections européennes, la perspective n'est pas de présenter une liste unitaire des anciens partisans du « non », mais de rassembler toutes les forces qui, en France comme en Europe, se battent pour une politique alternative, sociale et écologique, en rupture avec le capitalisme.

»³
« La question du devenir du PCF est posée. Il n'est plus une force nationale de mobilisation, ni une force électorale, mais il reste une force réelle, éclatée, se concentrant autour de bastions municipaux. Restent aussi une tradition, une culture et des militants dévoués. »⁴

L'analyse de la proposition communiste pour les élections européennes traduit ainsi les représentations produites par la LCR : théorie des deux gauches conduisant à distinguer le « nous » anticapitaliste des autres, nécessairement sous la dépendance du PS ; le rejet de ce qui est dénoncé comme de l'électoratisme ; le rejet de la thématique unitaire (et de son utilité électorale et politique) que symbolise la campagne référendaire de 2005. Les choix du PCF sont anticipés comme étant

¹ Un militant interrogé par une journaliste lors du congrès de fondation du NPA qui fait ici usage des représentations produites par la direction nationale de la LCR/NPA : refuser l'alliance en raison des « trahisons » futures anticipées du PCF. Comme pour le PG, il s'agit de fonder le refus de l'alliance sur une anticipation des futurs coups joués par les autres acteurs de la gauche radicale en se fondant sur le passé militant (réel ou reconstruit pour s'adapter au cadre interprétatif produit par le collectif partisan). En d'autres termes, le refus de l'alliance nécessite une certaine connaissance du jeu. Cf. AFP, 6 février 2009, « Front de gauche » aux européennes : les militants du NPA divisés ».

² *Rouge*, n°2279, 18 décembre 2008, Alain Krivine, « Recherche identité désespérément ».

³ *Rouge*, n°2278, 11 décembre 2008, Alain Krivine, « Stratégie à double tranchant ».

⁴ *Rouge*, n°2279, 18 décembre 2008, Alain Krivine, « Recherche identité désespérément ».

nécessairement le décalque des choix passés de ce parti et d'une contrainte quasi-indépassable à l'union de la gauche pour maintenir ses ressources électives :

« Dimanche 7 décembre, Marie-George Buffet a réaffirmé son orientation sur Canal + : rassembler toute la gauche, pour aller au gouvernement sur une base « antilibérale ». En attendant, et jusqu'aux élections européennes de juin 2009, elle pourra tenir un discours « gauche », critique vis-à-vis du PS, et pratiquer une politique « unitaire », en faisant de Mélenchon et de son Parti de gauche les interlocuteurs privilégiés. Mais, après cette échéance, ce sera un retour obligé vers la direction du PS, seule à même de sauver les élus et la politique d'Union de la gauche lors des futures échéances électorales nationales. »¹

Dès lors, le refus de la LCR d'une alliance qui ne serait pas pérenne s'explique par le cadre interprétatif permettant la prise de décision. Deux éléments sont ainsi activés (sans que les acteurs de ce choix n'en aient forcément conscience) pour appréhender la proposition d'alliance du PCF reposant sur la combinaison d'une véritable mémoire du jeu concernant le comportement des autres acteurs, et d'une connaissance militante et située produite quant à la structure des ressources et des contraintes pesant sur chacun des acteurs pris dans les concurrences propres à la gauche radicale.

Cela renvoie également à la principale différence quant au positionnement du PG et du NPA vis-à-vis du PCF. La direction du premier se satisfait d'une alliance non pérenne et compte utiliser une éventuelle dynamique de campagne et une tout aussi éventuelle réussite électorale pour pérenniser la coalition et ainsi avancer vers son projet initial de *Die Linke* à la française. A cette position gradualiste s'oppose une position véritablement maximaliste du NPA. De par la centralité prise par la question du rapport au PS dans l'identité de la LCR et du NPA et par la méfiance que la direction de ce parti entretient vis-à-vis du PCF, celle-ci va exiger des garanties rationnelles (au sens d'une adéquation entre ces exigences et les représentations produites par et dans le collectif partisan), mais en opposition avec la dimension expérimentale et réversible de l'alliance prônée par le PCF.

4. ***Se compter pour s'imposer***

« Le PCF aimerait qu'on soit avec eux à cause de notre potentiel de voix [mais] ils n'adhéreront pas à notre socle »²

La forte dimension concurrentielle de l'espace de la gauche radicale fournit une explication supplémentaire du refus de l'alliance par la LCR. Le projet NPA repose sur un postulat initial (centralité dans la gauche radicale, renouvellement de la radicalité, refus de toute concession électorale, etc.) qui ne peut être remis en cause sans heurt militant. Dès lors, les élections européennes, qui comportent une réelle importance symbolique pour le FG (pour lequel il s'agit de « *refaire 2005* » et ainsi de prouver l'utilité électorale de l'unité), le sont tout autant pour le NPA. Etablir le NPA comme un acteur majeur de la radicalité sociale suppose d'en faire la démonstration

¹ *Rouge*, n°2278, 11 décembre 2008, Alain Krivine, « Un congrès de crise ».

² Un deuxième militant interrogé par une journaliste lors du congrès de fondation du NPA. Cf. AFP, 6 février 2009, « « Front de gauche » aux européennes : les militants du NPA divisés ». Son propos traduit ici la perception d'une opportunité pour le NPA conduisant à exiger, pour l'alliance, une *conversion* des alliés potentiels, en premier lieu du PCF qui doit adhérer « *au socle* » du NPA.

lors d'une consultation électorale *a priori* favorable à une telle tactique d'affirmation d'une nouvelle offre politique contestataire (se déroulant à mi-mandat, au scrutin proportionnel et perçue comme étant à faible enjeu). En d'autres termes, les élections européennes doivent permettre de mettre en scène le potentiel électoral du NPA. Ainsi, Dominique Cholez, militant ayant rejoint la LCR pour le projet NPA, candidat en cinquième position sur la liste du NPA dans la circonscription Est en 2009, interrogé sur la fragmentation de la gauche radicale, évoque cette nécessité de se compter comme véritable préalable (il justifie cette tactique d'affirmation concurrentielle alors même qu'il milite fortement en faveur d'une alliance du FG et du NPA, qu'il finira par quitter) à toute alliance :

« Je trouve que c'est du gaspillage des forces de gauche. Parce que, le but, c'est de faire un grand parti, enfin pas vraiment un parti, mais un grand mouvement à gauche. Et comment veux-tu qu'on y arrive si on n'arrête pas de se diviser ? La division, cela rend service au patronat. Ceux qui nous exploitent.

Alors pourquoi avoir soutenu une candidature solitaire du NPA lors des européennes ?

Ah... [...] parce que le NPA étant un nouveau parti, on ne savait pas sur quelle base... enfin, quelle base on avait. Ce qu'on pouvait faire et ce qu'on pouvait représenter, la représentativité qu'on pouvait avoir en France. Et j'étais un de ceux qui était pour partir tout seul, bien qu'avant les européennes, je disais qu'il faudrait qu'on soit ensemble avec le Front de gauche pour les régionales. Mais, il fallait qu'on se compte. On ne savait pas où on en était.

C'est vraiment important de savoir ce que « le NPA pèse » ?

Je pense qu'avant de faire une liaison, une alliance, il faut faire des bonnes fondations. On ne peut pas faire un bon parti et rassembler toute la gauche si on ne représente rien. » (Dominique Cholez, entretien le 4 décembre 2009. Ancien militant communiste, puis à la LCR/NPA où il milite en faveur de l'unité avec le FG)

La fin-de-non-recevoir du NPA, si elle peut s'expliquer par des logiques propres, à l'avancement et à la réussite du processus de construction d'un nouveau parti, et des représentations produites par l'institution partisane, se comprend également par la faiblesse des incitations à l'union¹. Depuis les collectifs antilibéraux, la direction nationale de la LCR a produit une interprétation restrictive de la campagne référendaire. En d'autres termes, la norme unitaire ne peut emprunter, vis-à-vis du NPA, le même canal de diffusion symbolique (représentation partagée d'une dynamique militante en faveur du non en 2005 obtenue grâce à l'unité) que pour les autres acteurs de la gauche radicale, qui s'accordent au-delà des luttes qui les opposent, sur l'interprétation du sens du référendum (les conduisant à en faire un symbole et un exemple) et sur la dimension impérative de l'unité de la gauche radicale (transformation d'un mot d'ordre en une norme s'imposant plus ou moins intensément aux acteurs dans leurs relations inter-partisanes).

¹ Les rares candidatures communes entre la LCR et d'autres partis, dont le PCF, sont jugées comme n'apportant aucune dynamique électorale : *« Pour une vingtaine de candidatures, il s'agissait d'un cadre un peu plus large. La diversité des accords passés rend difficile une analyse générale des résultats de ces circonscriptions. Toutefois, à quelques exceptions près, et du point de vue strictement électoral, les résultats semblent assez mitigés, en tout cas, d'un point de vue quantitatif, peu différents des autres résultats de la LCR, voire franchement décevants. Enfin, dans une quinzaine de circonscriptions, la LCR a soutenu ou appelé à voter pour des candidatures unitaires. Là encore, les résultats sont très inégaux et même, dans les quelques cas d'un accord entre le PCF et la LCR, les résultats peinent à additionner les audiences respectives de ces deux organisations. »* Cf. Rouge, n°2210, 14 juin 2007, Guillaume Liégard, « En progrès, doit poursuivre ses efforts ».

La perception d'un maintien de la dynamique militante et politique autour du NPA, la faiblesse corrélative des concurrents potentiels (PCF et PG) et le fort degré d'alignement intra-partisan autour du projet NPA (à l'exception du groupe Picquet, marginalisé puis en dissidence), se combinent à la faiblesse des incitations à l'union (visible par l'absence de toute concession et l'exigence d'une conversion politique des alliés potentiels au projet du NPA) pour refuser toute alliance électorale. A cela s'ajoute un phénomène de dépendance aux choix initiaux et au cadre interprétatif produit pour rendre compte de la configuration post-élection présidentielle. La dynamique militante autour du projet NPA rend d'autant moins sensible les acteurs pris dans ce processus aux mouvements qui se déroulent dans l'espace de la gauche radicale, ce qui conduit à un désajustement progressif du projet NPA à l'état du jeu, plus concurrentiel et incertain quant aux rapports de force électoraux. En d'autres termes, si le projet NPA est ajusté à la sociologie militante de la LCR et au cadre interprétatif produit par sa direction (libération d'un espace pour un nouveau parti autour de la LCR) pour rendre intelligible la configuration post-élection présidentielle de la gauche radicale (dynamique favorable à la LCR, rétraction de LO, déclin inexorable et alignement du PCF sur le PS), ce projet n'est plus tout à fait adapté à la configuration concurrentielle des élections de 2009 (réactivation de la norme unitaire, émergence de nouveaux acteurs et réorganisation des autres acteurs de la gauche radicale).

5. *La création de la GU : une première expression de l'injonction à l'unité*

La trajectoire de Christian Picquet et de ses proches, regroupés dans le courant UNIR depuis 2006, présente de nombreuses similarités avec celle du groupe Mélenchon. La dissidence du groupe Picquet s'explique par la combinaison de trois éléments : marginalisation interne ; opportunité de rupture symbolique ; opportunité de reconversion peu coûteuse. Ce groupe est en effet progressivement marginalisé dans les jeux intra-partisans depuis la fin des années 1990. Le projet NPA va encore renforcer et accélérer ce processus, d'autant que la « réussite » électorale d'Olivier Besancenot semble valider le cadre interprétatif majoritaire et prouver l'échec et la caducité de celui faisant de l'unité un préalable à la réussite de la gauche radicale. Le brusque accroissement des effectifs de la LCR/NPA (multiplication par trois entre 2007 et 2009) se fait sur les orientations défendues par son porte-parole. Dans ce cadre, les orientations défendues par Christian Picquet ne peuvent être que minoritaires et marginalisées : alors qu'il défend la nécessité de s'allier, la direction nationale produit et impose une grille de lecture faisant de la LCR l'élément central de toute recomposition de la gauche radicale ; alors qu'il défend une certaine fidélité au trotskisme, le projet NPA suppose son dépassement, etc. L'opposition du groupe Picquet au projet NPA ne peut être que minoritaire parmi les nouveaux adhérents qui, au-delà de leur hétérogénéité, adhèrent au projet

NPA. En 2009, la plateforme défendue par Christian Picquet ne recueille que 12,2% des votes des militants lors du congrès de dissolution de la LCR¹.

A lui seul, ce processus de marginalisation n'explique pas la dissidence. Les défections individuelles, la loyauté partisane ou le maintien dans la même tactique (opposition intra-partisane) de *voix* étaient tout aussi possibles. Pour comprendre la dissidence et surtout sa temporalité, il faut y ajouter deux opportunités. La première renvoie à l'agenda partisan. La rupture intervient après la dissolution de la LCR, ce qui permet d'endosser la posture de la fidélité aux origines de la LCR. La dissidence devient alors, ou plus exactement, est présentée comme une réponse immédiate, spontanée et contrainte à l'abandon identitaire que suppose ou supposerait la dissolution de la LCR. En d'autres termes, les dissidents n'opèrent pas véritablement une rupture en ne s'estimant plus liés par ce qui apparaît comme une rupture produite par d'autres. La dramatisation des enjeux liés à la représentation des tendances lors du congrès constitutif du NPA² est d'ailleurs l'occasion de rompre le rituel d'homogénéisation du collectif partisan.

Enfin, la dissidence s'explique par l'opportunité de reconversion rendue possible par la création d'une coalition électorale. Celle-ci est d'autant plus une opportunité de reconversion que le refus du NPA de s'y intégrer restreint fortement sa dimension unitaire et nécessite de trouver un troisième acteur pour rompre l'image d'un duo PCF-PG. En d'autres termes, la reconversion du groupe Picquet au FG est d'autant moins coûteuse que les acteurs coalisés sont prêts à faire des concessions conséquentes pour qu'une troisième composante les rejoigne. Enfin, il est nécessaire pour expliquer la dissidence du groupe Picquet, d'y ajouter une quatrième explication, plus individuelle et centrée sur la personnalité de Christian Picquet. Celui-ci ressent en effet directement la marginalisation de son groupe, non seulement par son statut de minoritaire (qui n'est pas nouvelle), mais aussi par sa perte de statut politique et financier. En effet, jusqu'en mars 2008³, il fait partie des cinq permanents politiques de la LCR. En ce sens, il est véritablement un professionnel de la politique, vivant *de et pour* la politique sans pour autant disposer d'un mandat électif. Sa « *dépermanentisation* » pour reprendre le jargon de la LCR, c'est-à-dire son licenciement, signifie tout à la fois sa perte de statut et de revenus, d'autant plus qu'il occupait cette fonction depuis vingt-huit ans. En ce sens, cette décision ne lui permet plus de vivre pour la politique. L'action prud'homale qu'il intente contre la LCR⁴ comme ancien employeur atteste de la rupture symbolique et sociale entre cet acteur politique et son parti. Ainsi, alors que le maintien dans le jeu partisan voit son coût s'accroître (marginalisation

¹ *Rouge*, n°2286, 12 février 2009, François Coustal, « 18^e congrès. De la LCR au NPA. Le combat continue ».

² La dramatisation opérée par le groupe Picquet est telle qu'elle contraindra la direction nationale de la LCR à justifier ses choix. Cf. *Rouge*, n°2286, 12 février 2009, Ingrid Hayes, « Direction nationale. Précisions sur une élection » ; *AFP*, 8 février 2009, « NPA : élection du Conseil politique national, 45% d'anciens de la LCR ».

³ *AFP*, 27 mars 2008, « Picquet, chef du courant minoritaire de la LCR, révoqué comme permanent ».

⁴ Picquet Christian et Vieu Marie-Pierre, *Le Trotsko et la Coco*, op. cit., p. 17.

et perte de sens de l'engagement), l'opportunité d'une reconversion au FG est d'autant plus aisée qu'elle ne conduit pas à une longue et coûteuse conversion identitaire, en ce qu'elle est conforme à l'identité unitaire que se construit le groupe Picquet, et qu'elle permet à brève échéance la survie de l'appareil du groupe. En effet, l'affaiblissement des ressources allouées à UNIR à la LCR est compensé rapidement par l'obtention de postes politiques rémunérés dans le FG permettant à ce groupe de maintenir ses ressources, et à ses dirigeants de continuer à vivre de la politique. Ainsi, Christian Picquet va devenir assistant parlementaire (d'un député européen communiste) jusqu'à son élection comme conseiller régional de Midi-Pyrénées en mars 2010. Céline Malaisé, qui figure parmi les plus proches collaboratrices de Christian Picquet, va être élue conseillère régionale à la même date, tout comme cinq autres responsables de la GU. A cela s'ajoute également le poste d'assistant parlementaire de Patrick Le Hyaric, occupé jusqu'en 2014 par un autre proche de Christian Picquet par ailleurs compagnon de Céline Malaisé, Alain Faradji. La reconversion au FG permet ainsi le maintien et même le développement des ressources du groupe Picquet, mais contraint fortement ses choix en le rendant dépendant d'un alignement sur le PCF qui garantit la capacité de la GU à maintenir sa position singulière au regard de ses (très faibles) ressources propres, puisque après la scission intervenue fin 2013, ce parti ne compterait pas plus de trois cents adhérents¹.

*

* *

Les représentations forgées par les acteurs pour agir ne constituent pas des ensembles stables de croyances quant à l'état du jeu, mais sont au contraire le produit d'une adaptation permanente à l'évolution du jeu, à la position occupée et à la transformation des objectifs des acteurs. L'unification de la gauche radicale est le produit de ces interactions. Il est ici nécessaire de distinguer ce qui relève du discours performatif (faire du FG l'expression de l'unité de la gauche radicale) de la réalité organisationnelle. Le FG n'est devenu un véritable espace d'unification qu'au fur et à mesure des luttes entre les acteurs de l'espace de la gauche radicale pour imposer une certaine définition de l'unité. En ce sens, le NPA n'est pas plus « sectaire » ou « anti-unitaire » que le FG, mais ses promoteurs ont échoué à faire prévaloir leur conception duale de l'unité². La dimension unitaire de la coalition est ainsi une construction concurrentielle et exclusive d'autres conceptions de l'unité. Ce processus n'a par ailleurs pas été linéaire, mais incertain et erratique. Il est également

¹ Wald Quentin, *Le Front de Gauche, op. cit.*, p. 10.

² Celle-ci repose sur la recherche de l'unité la plus large dans les luttes sociales et, au niveau électoral, sur une conception, à l'inverse, particulièrement exclusive de l'espace potentiellement unifiable : les anticapitalistes, c'est-à-dire ceux que les dirigeants du NPA reconnaissent comme tels.

particulièrement fragile. Pour reprendre les termes de Norbert Elias, la dynamique d'unification de l'espace de la gauche radicale peut s'analyser comme l'instauration d'un *nouvel équilibre des tensions instable*. Le FG n'est parvenu à s'imposer que parce que, et tant que cette organisation lâche est en mesure d'exprimer les deux tensions structurantes de l'espace de la gauche radicale : la tension à l'unité (perception d'un espace « unifiable », c'est-à-dire partageant suffisamment d'éléments en commun, en premier lieu des intérêts communs dans le champ politique) et la tension à la différenciation (liée à de nombreuses variables, historiques, identitaires, sociologiques, d'intérêts antagonistes, mais aussi psychologiques). La coalition n'est pas une structure fermée, ses frontières sont poreuses, ce qui permet aux acteurs un jeu permanent d'inclusion/exclusion tourné vers les luttes internes à la coalition (menacer de la quitter pour mieux y faire reconnaître ses propres critères de classement) ou vers la réalisation d'objectifs partisans nécessitant l'*exit* temporaire.

Réputé rétif à toute unification, l'espace de la gauche radicale n'en est cependant pas moins inscrit depuis 2005 dans un processus erratique, concurrentiel et incertain d'unification. Pour autant, celle-ci n'est que relative : trois seulement des neuf organisations que compte le FG existaient avant l'élection présidentielle de 2002, les autres étant le produit de différentes dissidences affectant, à des degrés divers, l'ensemble des partis de gauche ; au niveau électoral subsiste une pluralité d'offres politiques portées par des acteurs de la gauche radicale. Cette unification a pris deux formes. La première consiste en la marginalisation électorale des acteurs refusant d'entrer dans la coalition. Il ne s'agit pas ici de dire que les acteurs coalisés maîtrisent cette modalité (ce n'est pas le cas), mais que l'unification ne saurait se réduire à sa version positive et enthousiaste considérant à compter ceux qui entrent dans la coalition en oubliant que cette dynamique a aussi été refusée par de nombreux acteurs. Par ailleurs, ce processus d'unification par la marginalisation des opposants ne peut être conçu comme en surplomb et affectant « contre leur gré » les différents acteurs. C'est au contraire par leurs interactions, par les représentations de l'état du jeu qu'ils se construisent et véhiculent, que les acteurs (ceux qui prennent progressivement une position dominante comme ceux qui sont marginalisés) vont produire ce processus de marginalisation en imposant (ou en échouant à imposer) un certain cadre interprétatif ensuite sanctionné par les électeurs. Il n'y a ici pas de différence de nature entre l'unification par la marginalisation et l'unification par l'intégration à une coalition (toutes deux sont le produit d'interactions concurrentielles entre des acteurs interdépendants, ne seraient-ce que parce qu'ils convoitent le même espace électoral), mais une différence quant à la structuration des relations entre acteurs de l'espace de la gauche radicale. Ceux qui intègrent la coalition ne partagent pas seulement une marque politique, ils s'insèrent dans des relations d'interdépendances croissantes à mesure que la coalition se pérennise, renforçant ainsi le coût de l'*exit*. Ces deux processus d'unification de la gauche radicale ne s'opposent par ailleurs pas au maintien de relations concurrentielles : l'unification par la marginalisation conduit à installer un

acteur en position dominante sur le segment spécifiquement visé par la gauche radicale du marché électoral ; l'unification par la marginalisation conduit simplement à limiter la concurrence à l'espace de la coalition et à rendre la concurrence électorale entre ses composantes exceptionnelle. La compétition pour les trophées politiques n'est plus régulée par le recours aux profanes, mais par les négociations pré-électorales dans lesquelles les acteurs coalisés vont se livrer à des luttes pour faire valoir leurs intérêts et vont, pour cela, mobiliser des ressources et le répertoire d'action lié à une situation de négociation. Dans cette logique, le jeu sur les règles du jeu, la dramatisation des enjeux, la menace de scissionner, etc. ne sont que l'expression de cette concurrence. Le processus d'internalisation de la concurrence propre à l'espace de la gauche radicale dans une coalition est limité, non au sens d'une diminution de la conflictualité, mais d'une régulation des conflits à un espace et une temporalité distincte de la compétition électorale. La coalition, considérée comme une offre électorale, présente ainsi la même « *façade d'unité* »¹ qu'un parti, mais n'en est pas moins constituée d'entreprises partisans concurrentes et préexistantes à l'alliance.

¹ Bué Nicolas, « La façade d'unité des gouvernements. Le cas d'une coalition de gouvernement municipal », *in Sociétés contemporaines*, 88 (4), 2012, p. 17-43.

Chapitre 10.

L'institutionnalisation d'une coalition partisane.

Dynamiques de jeu, ajustements réciproques et relations asymétriques

L'entrée en coalition ne supprime pas les luttes permanentes, plus ou moins conflictuelles, plus ou moins collaboratives, auxquelles se livrent les entreprises politiques de la gauche radicale, mais les déplace. D'une part, les luttes ne se déroulent plus dans la campagne électorale (où les luttes entre offres politiques tout aussi concurrentes que proches n'est plus que l'une des variantes de la compétition politique, une compétition emboîtée dans la compétition politique ne prenant sens que pour les acteurs qui s'y investissent), mais dans la séquence pré-électorale de négociation inter-partisane. D'autre part, les luttes ne se déroulent plus dans le champ politique, mais dans les jeux internes et spécifiques à la coalition. La compétition n'y est plus nécessairement publique, mais « privée » et préalable à la compétition politique¹. Cependant, la fragilité de l'équilibre des tensions de la coalition, les logiques d'affirmations concurrentielles des coalisés et les tactiques de dramatisation des enjeux afin d'obtenir des concessions des associés, conduisent régulièrement à user de la publicisation des débats internes à la coalition comme contrainte externe à jouer le jeu². Les acteurs coalisés auront ainsi recours, non au répertoire d'action de la compétition électorale, mais à celui de la négociation. Cette translation aboutit à la transformation des luttes : les luttes pour les trophées électoraux deviennent des luttes pour les investitures ; les luttes symboliques deviennent des luttes internes à la coalition pour la reconnaissance de sa place et de son rôle dans la réussite de la coalition, etc. S'allier suppose ainsi nécessairement une limitation volontaire des luttes entre les entreprises politiques coalisées. Pour paraphraser Maurice Thorez, il faut savoir terminer une négociation et entrer en campagne. La recherche que chaque parti a de la maximisation de ses intérêts (au sens large, et pas seulement matériel ou économique³) ne peut se faire qu'en préservant la marque commune afin de se présenter unis dans la compétition électorale. Les luttes sont ainsi limitées à l'espace et aux temporalités internes à la coalition permettant ces luttes. Cela ne signifie pas que les luttes ne se poursuivent pas dans la campagne électorale, et encore moins qu'elles soient

¹ Alors qu'en l'absence de coalition, les luttes entre ces acteurs sont départagées par les profanes et doivent être motivées par des différences d'orientations politiques rendant impossible toute alliance, les acteurs coalisés se départagent au préalable, ce qui nécessite l'expression plus ou moins directe des intérêts partisans.

² S'il y a une publicisation des conflits, il n'y a pas pour autant une publicisation des négociations, et encore moins une expression directe des intérêts partisans. La publicisation des difficultés de la négociation est ainsi une rupture dans la règle tacite du secret quant à tout ce qui pourrait apparaître comme de la « politique politicienne ». Sur le secret et ses usages en politique, cf. Wuillème Tanguy (dir.), *Autour des secrets, op. cit.*, en particulier la contribution de Nicolas Bué, cf. Bué Nicolas, « Usages et fonctions du secret dans les relations entre entreprises politiques », *op. cit.*

³ La notion d'intérêts n'est pas prise au sens économique, mais dans une acception large comme tout élément pour lequel des acteurs vont agir, échafauder des tactiques et mobiliser des ressources. Nous nous inspirons ici très largement de : Gaxie Daniel, « Enjeux électoraux, enjeux municipaux », in *Politix*, 2 (5), 1989, p. 20.

limitées quant à leur intensité. Au fil de la pérennisation de cette coalition, les acteurs vont développer un sens du placement, des tactiques, approfondir leurs connaissances sur l'état du jeu, sur les conflits internes à une autre organisation et sur ses intérêts, chercher à prévoir les coups de leurs associés-rivaux pour tenter de les anticiper, etc.

En internalisant la concurrence, la coalition permet tout à la fois l'expression d'une tension à l'unification de l'espace de la gauche radicale (dont les acteurs sont nombreux à partager la croyance en l'utilité et en l'efficacité électorale de l'unité), et l'expression d'une tension à la différenciation des identités et des intérêts partisans. Ainsi, si les acteurs coalisés partagent une même croyance en l'unité et le capital politique objectivé – que constitue la marque coalitionnelle – pour lequel ils luttent, ils ne partagent pas la même conception de ce qu'est la coalition, de sa genèse, et encore moins de ses finalités. Nous faisons cependant l'hypothèse que ce n'est pas en observant les séquences où les partis coalisés s'opposent dans des débats généraux et souvent médiatisés que l'on obtient la meilleure compréhension du rôle intégrateur de la coalition et du sens à donner aux conflits. En effet, ces débats, partiellement déconnectés des enjeux pratiques de la coalition (même s'ils ne sont pas sans enjeux), sont propices tout autant à la confrontation symbolique qu'à la conciliation apparente d'orientations contradictoires, voire antagonistes. Nous avons, dès lors, préféré nous intéresser à la coalition *en train de se faire*, dans les oppositions et solutions concrètes de la négociation des dispositifs électoraux de la coalition. En effet, la négociation de ces dispositifs électoraux contraint les acteurs, soit à la conciliation des intérêts, soit à l'échec, provisoire ou partiel, de la coalition. Dans les deux cas, ces négociations nous informent quant à l'équilibre des tensions entre les acteurs coalisés, mais aussi quant à l'ensemble des acteurs de l'espace de la gauche radicale. Ainsi, lorsque, après de difficiles négociations internes à la coalition en 2014, les dirigeants des principaux partis de la coalition opposent une fin-de-non-recevoir à la proposition d'alliance du NPA pour les élections européennes, ils affichent leur représentation de l'état de l'espace de la gauche radicale (le NPA comme acteur marginalisé), autant que l'équilibre des tensions internes à la coalition (nécessité de clore une séquence fortement conflictuelle). Les dispositifs électoraux peuvent être étudiés comme une cristallisation temporaire des équilibres internes à la coalition, même si les acteurs coalisés ne cessent de travailler et d'être travaillés par les relations d'interdépendances concurrentielles qu'ils entretiennent.

Pour appréhender ces interactions qui permettent l'unification relative de la gauche radicale, nous avons choisi de considérer le FG comme une *coalition d'acteurs intéressés*. Cette définition permet en premier lieu de ne pas considérer les conflits entre acteurs coalisés comme « anormaux » ou déviants, mais à l'inverse, comme un mode de régulation entre des entreprises politiques préexistantes à la coalition et existants dans et dehors d'elle. Considérer l'inverse conduirait d'une part à voir dans chaque conflit un peu plus intense, la preuve d'un éclatement prochain de la

coalition¹. D'autre part, c'est prendre le risque de ne pas saisir l'accroissement des interdépendances entre acteurs coalisés. En effet, les luttes entre les acteurs expriment leur attachement à la coalition. Le fait de se coaliser est un *acte volontaire* des entreprises partisans qui peuvent, à tout moment, *sortir du jeu*. Dès lors, plutôt que de chercher à savoir jusqu'à quand ces acteurs vont être alliés, il nous semble plus pertinent de se demander pourquoi, malgré la forte conflictualité de la coalition, les acteurs persistent-ils à la maintenir et à y investir temps et ressources pour y faire valoir leurs intérêts. Négocier sa place dans l'alliance, c'est tout autant se différencier que reconnaître la pertinence de la coalition. Cette conception du FG nous permet de saisir sa nature concurrentielle² et son instabilité comme constitutif des interactions par lesquelles la coalition est constamment produite. Il s'agit ainsi d'avoir une approche dynamique et non statique de la coalition et de l'espace de la gauche radicale, mais adopter une telle approche suppose également de refuser tout évolutionnisme. En ce sens, le FG ne doit ni être considéré comme une exception à la désunion de l'espace de la gauche radicale, ni comme une étape vers son unification, mais comme étant l'une des nombreuses formes historiquement déterminées de l'agencement des tensions structurant l'espace de la gauche radicale. Le FG correspond à un certain équilibre des tensions dans l'espace de la gauche radicale et celui-ci est caractérisé par son instabilité relative et par l'interdépendance croissante des acteurs (ce qui n'empêche pas la sortie du jeu, mais en augmente le coût symbolique).

Si les acteurs produisent la coalition, par leurs échanges de coups, les tactiques qu'ils adoptent, les informations qu'ils échangent, etc., il est pertinent d'appréhender la coalition par ces interactions où les acteurs se dévoilent aux autres. La coalition est ici vue comme un ensemble de relations sociales, de règles du jeu non écrites mais tacitement admises, d'armes symboliques, de positions et de rôles progressivement et imparfaitement stabilisés, un cadre qui contraint leurs actions tout autant qu'il crée des opportunités de placement par l'usage des règles, le jeu sur ce qu'elles autorisent ou non et les pratiques de chacun. Election après élection, négociation après négociation, campagne après campagne, les acteurs réalisent l'apprentissage des associés-rivaux, affinent leurs savoirs pratiques quant à ce qu'ils peuvent ou ne peuvent pas faire ou revendiquer et participent d'un processus d'institutionnalisation de la coalition.

¹ Depuis 2009, la fin de la coalition est systématiquement annoncée par les commentateurs (et parfois même par les acteurs de la coalition qui trouvent dans cette affirmation une arme symbolique pour contraindre leurs partenaires à davantage de concessions) qui voyaient dans chaque conflit la preuve de l'incapacité des acteurs coalisés à s'unir. Dès lors, considérer les conflits comme un mode de régulation permet de ne pas entrer dans le jeu aléatoire de la prédiction, sans pour autant considérer cette coalition comme unifiée.

² Sans établir *a priori* de distinction entre les « bonnes » concurrence qui se fonderaient sur des divergences idéologiques ou programmatiques et/ou qui resterait confinées à l'entre-soi de la négoce, et les « mauvaises » concurrence motivées par « *l'esprit de boutique* », etc. Il est, à notre sens, plus pertinent, de constater la dimension concurrentielle de la coalition et de considérer que cette concurrence est tout à la fois permanente dans son principe et d'intensité variable dans son application.

En repartant de ce qui vient d'être dit et de la définition du FG comme une coalition d'acteurs intéressés, nous avons fait le choix d'étudier les interactions autour d'un principe *a priori* limité : la reconduction des élus sortants (section 1). D'une part, parce que la difficulté d'appréhender les négociations réside dans leur disqualification militante. Les négociations sont connues, chacun y participe et les sait nécessaire en coalition, mais nombreux sont ceux qui préfèrent jeter un voile pudique sur cet aspect de l'activité politique. Il était ainsi nécessaire de ne pas chercher, dans un premier temps, à saisir tout ce qui se joue dans une négociation, mais de s'attacher à comprendre un aspect précis de ces négociations. D'autre part, nous l'avons choisi en ce qu'il exprime un degré minimal d'attachement à la coalition, c'est-à-dire une conception purement instrumentale de la coalition comme moyen d'accroître les ressources ou de garantir (ou chercher à) les ressources politiques dont un parti dispose ou espère conquérir par la participation à la compétition électorale. Dès lors, cet intérêt s'exprime avec constance et netteté, ce qui permet d'en observer la régularité et les différentes modalités. Une deuxième section est consacrée aux différentes variables affectant les interactions entre entreprises politiques coalisées.

Section 1. De la coalition comme moyen d'assurer la réalisation des intérêts partisans

La faiblesse et la fragilité des ressources électives des partis de la gauche radicale, ou leur dépendance à un système d'alliance dans lequel ces acteurs sont confrontés à leur position dominée dans le champ politique rend ces acteurs d'autant plus sensibles à ces enjeux qui ne sont pas uniquement idéels (rapport aux institutions, etc.), mais également matériels en ce que la détention de mandats électoraux contribue, à des degrés variables, à doter les partis d'une pluralité de ressources symboliques, matérielles et financières. Les intérêts partisans peuvent ainsi être nombreux quant à la détermination des dispositifs électoraux et l'inscription d'un acteur dans une coalition est largement dépendant des intérêts qu'il peut y espérer. Parmi les intérêts d'un acteur à la participation à une coalition, le maintien des ressources partisans figurent en bonne place des préoccupations affichées par le PCF (mais sont loin d'être absentes des considérations des autres partis¹). Dans une définition restreinte, il s'agit du principe de reconduction des élus sortants, soit en

¹ Soit en cherchant à maintenir les ressources électives qu'ils détiennent, soit en cherchant à faire valoir la légitimité de leur revendication à obtenir des positions éligibles dans les dispositifs électoraux de la coalition. Il ne s'agit ainsi pas ici de valider ou d'invalider la stigmatisation militante du PCF conduisant à faire de ce parti l'archétype de l'organisation intéressée et dont les choix sont uniquement déterminés par la préservation de ses ressources acquises. Ce propos, qui a cours dans les débats militants, n'est pas le nôtre et nous leur laissons volontiers. Mais la structure des ressources électives des partis de la gauche radicale et du FG en particulier conduit à ce que le PCF, en étant le parti qui a « le plus à perdre » soit aussi mécaniquement celui dont les représentants mettent en avant avec la plus grande régularité un principe de reconduction des situations

accordant l'investiture à l'élu sortant, soit en réservant cette investiture à un candidat issu du même parti. Pour les scrutins de liste, l'application du principe de reconduction des élus sortants se joue quant à la distribution des places éligibles (qui ne sont pas forcément les premières places des listes en cas de fusion des listes entre le premier et le second tour). La pluralité des ressources liées à la détention de mandats électoraux et/ou à la participation électorale conduit cependant à adopter une définition extensive, c'est-à-dire au sens d'une reconduction des ressources détenues par un parti au titre des mandats électoraux occupés par certains de ses adhérents, ou dont ce parti peut se revendiquer. Ce principe apparaît comme véritablement structurant en ce qu'il constitue une condition de la possibilité du FG dans la mesure où la coalition, dans une logique défensive (limitation de la concurrence électorale ; limitation de l'affaiblissement électoral, etc.), ne permet pas forcément de maintenir les ressources partisans (la coalition n'est pas une garantie en soi), mais tend à réduire les risques de voir ces ressources diminuer.

L'application du même principe de reconduction des sortants conduit à des dispositifs électoraux très différents. Il ne produit pas les mêmes contraintes quant aux marges de négociation des acteurs. Les deux élections européennes de 2009 et 2014 en constituent un bon exemple (A). Alors que ce principe crée une faible contrainte en 2009, il participe de l'accroissement des tensions en 2014. D'une part, l'augmentation du nombre d'élus sortants entre les deux élections renchérit l'accès aux premières places. D'autre part, les acteurs coalisés sont plus nombreux, ce qui rend plus difficile la conciliation des intérêts. Enfin, les acteurs ne partagent pas forcément une même définition du principe de reconduction. Si dans une majorité de régions, les militants communistes ont fait le choix, en 2010, de participer à une liste de type FG, il reste néanmoins cinq régions dans lesquelles ils ont fait le choix inverse visant à participer à une liste d'union de la gauche dès le premier tour, notamment en Lorraine où les militants communistes participent à deux listes (liste PS-PCF ; liste Front lorrain de gauche). Dans les deux cas, la reconduction des élus sortants joue un rôle majeur (B). Dans le premier cas, il s'agit de maintenir les ressources accolées à la détention d'un mandat électif régional. Dans le second, il s'agit de fonder la légitimité d'un acteur à représenter la liste en raison de son statut de conseiller régional sortant. Les dispositifs électoraux adoptés en Meurthe-et-Moselle pour les élections de 2011 (cantonales et sénatoriales) permettent d'appréhender différemment le principe de reconduction des élus sortants (C). Lors des élections cantonales, son application conduit

acquises que partagent bon nombre de représentants de la gauche radicale. On en veut pour preuve les protestations des dirigeants nationaux du PG quant à l'exclusion de ce parti des négociations sénatoriales en Essonne, où ce parti disposait précisément d'une élue sortante jusqu'en 2011. De même, la FASE est l'un des partis de la coalition dans lequel se développent le plus les thématiques liés à la « politique autrement », au rejet du « cumul des mandats » ou à la personnalisation, etc. Ce qui n'a pas empêché ce parti d'être en plein accord avec le principe de reconduction de ses trois députés sortants, ex-communistes, dont François Asensi, élu député sans interruption depuis 1978. Dès lors, si nos exemples sont principalement issus du PCF, il ne s'agit que des aléas du terrain et aucunement d'une spécificité communiste.

à une sanctuarisation des positions communistes, tandis que ce principe justifie l'extériorisation du PCF lors des élections sénatoriales et le retrait des autres acteurs de la coalition dans une attitude que l'on peut rapprocher du concept de *loyalty* d'Albert Hirschman. Enfin, les élections législatives conduisent à une définition extensive de ce principe (D) comme reconduction des ressources partisans liées à l'occupation de positions électives et/ou à des résultats électoraux.

A. Les élections européennes de 2009 et 2014. La continuité d'un principe structurant

Lorsque le CN du PCF vote, le 24 octobre 2008, la résolution dans laquelle le PCF se déclare disposé à s'inscrire dans une alliance électorale lors des élections européennes de 2009, sa direction entend affirmer tout à la fois son ouverture dans le processus de constitution des listes (en envisageant des têtes de liste non communistes) et le maintien de ses ressources électives. Ainsi, Francis Wurtz, l'auteur du rapport présentant cette résolution, affirme :

« Ces convergences – précise le projet de résolution – devraient se refléter tant dans les initiatives publiques que dans la composition des listes – jusque et y compris dans le choix des têtes de listes, notamment dans des circonscriptions où nous n'avons pas d'élus sortants »¹

Alors que les segments les plus favorables à l'unité de la gauche radicale (en particulier les interventions de Jean-Michel Ruiz et Gilles Alfonsi) critiquent cette condition comme pouvant bloquer les discussions avec d'autres partis, Marie-George Buffet réaffirme clairement ce principe :

« N'est-ce pas tout simplement normal de demander une tête de liste là où nous sommes sortants. C'est ce que nous faisons dans chaque négociation avec des partenaires, et ces mêmes partenaires en exigent la même chose en retour. Aussi, si nous construisons des listes avec d'autres, chacun réclamera en toute logique la tête de liste où il a des sortants. Si nous décidions de ne pas le faire, nous déciderions par contre de nous effacer a priori, cela n'est pas acceptable »²

Les termes utilisés par la secrétaire nationale du PCF ont leur importance. D'une part, la qualification de cette condition comme relevant de la *normalité* fait de la reconduction des sortants un véritable principe de définition des revendications partisans en situation de négociation, ce qui fait de l'abandon de cette condition une attitude déviante en ce sens qu'elle ne serait pas comprise par les autres acteurs de la coalition (ou perçue comme une preuve de la faiblesse au jeu du PCF). Cette condition est autant l'expression des revendications réelles des négociateurs qu'un discours produit dans une situation d'interaction concurrentielle. Le recours à ce registre de la normalité permet par ailleurs de délégitimer, dans les jeux intra-partisans, les segments revendiquant l'abandon de cette condition de reconduction des sortants. D'autre part, cette condition informe de la nature même d'une coalition électorale : la coalition est censée permettre aux acteurs qui y participent d'accroître leurs résultats électoraux et faciliter la réalisation des objectifs partisans. En

¹ *Communistes*, n°326, 30 octobre 2008, Rapport de Francis Wurtz sur les élections européennes.

² *Communistes*, n°326, 30 octobre 2008.

d'autres termes, la coalition est avant tout une coalition d'intérêts. Dès lors, la direction nationale du PCF pose les limites de ce qui est ou n'est pas négociable : s'il est prêt à discuter des têtes de listes, il entend bien réserver et exclure des négociations les deux circonscriptions dans lesquelles il dispose de députés européens sortants (Jacky Hénin dans le Nord-Ouest, Francis Wurtz en Ile-de-France). Il ne s'agit pas seulement de revendiquer la tête de liste dans ces deux circonscriptions, mais de faire de la sanctuarisation de ces places une condition préalable à l'ouverture d'une négociation. Jean-Marc Coppola, dans un rapport au CN du PCF relatif à l'avancement des négociations, exprime ainsi plus directement encore la dimension non-négociable de la reconduction des sortants :

« Je me résume, d'ici fin février avançons sur les premières candidatures communistes, chef de file, sans déterminer suivant les circonscriptions si elles seront tête de liste ou pas, sauf bien entendu là où c'est déjà déterminé comme en Ile-de-France ou dans le Nord-Ouest. »¹

Quelques semaines plus tard, à l'occasion d'un nouveau CN, Marie-George Buffet fait du maintien des ressources électives l'un des principaux enjeux de cette campagne : « *Nous devons aussi montrer de l'ambition pendant cette campagne. Réélire nos sortants et élire d'autres combattants pour une autre Europe, ça c'est ambitieux !* »². Cette condition de reconduction des sortants n'est guère difficile pour les élections européennes de 2009. En effet, le PCF est le seul parti de la coalition à disposer d'élus sortants et ceux-ci sont peu nombreux. En 2014, la situation est bien moins ouverte. Le FG dispose désormais de quatre députés européens sortants, tandis que les organisations du FG sont bien plus nombreuses. Même si toutes ne revendiquent (et ne peuvent probablement pas revendiquer) de mener une liste européenne au regard du poids de chaque organisation dans la coalition, il n'en reste pas moins qu'Ensemble constitue un parti bien plus important dans la coalition que ne l'était la GU en 2009. Le contexte interne au FG accroît également la difficulté de la négociation du dispositif européen de la coalition. En effet, l'intensification des tensions entre PCF et PG a conduit ce dernier à refuser toute négociation relative aux européennes avant la fin des municipales, ce que le PCF critique régulièrement, réclamant une accélération des négociations et invoquant l'urgence de l'entrée en campagne :

La maîtrise de l'agenda comme arme dans les négociations

« Notre devoir est d'être en campagne rapidement. Le PCF œuvre à cela activement dans le Front de gauche et se rendra vendredi à la rencontre avec le Parti de gauche avec la volonté d'accélérer notre entrée en campagne. Elle devient urgente. »³

« On souhaite discuter avec l'ensemble des formations du Front de gauche afin d'avancer le plus vite possible, tant sur les candidatures que sur le contenu. Des choses se font mais disons qu'on aimerait avancer un peu plus vite. »⁴

« concernant les élections européennes, le PCF a souligné l'urgence qu'il y avait à entrer en campagne, à travailler pour cela à la constitution des listes du Front de gauche »⁵

¹ *Communistes*, n°337, 11 février 2009, CN du 7 février 2009, rapport de Jean-Marc Coppola.

² *Communistes*, n°340, 4 mars 2009, CN des 28 février et 1^{er} mars 2009.

³ *Communistes*, n°539, 8 janvier 2014, « Vœux de Pierre Laurent ».

⁴ *Communistes*, n°539, 8 janvier 2014, Gilles Garnier, « Un enjeu particulièrement important ».

⁵ *Communistes*, n°541, 22 janvier 2014, « Compte-rendu de la rencontre PCF-PG ».

Ces quelques extraits montrent la volonté du PCF d'accélérer la phase des négociations pré-électorales. La multiplication de ces revendications, la déploration du refus du PG de débiter les négociations, sont autant d'armes symboliques, de ripostes à l'usage fait par le PG de la maîtrise de l'agenda (ici en retardant la négociation) que sa position dans la coalition autorise.

Repousser la négociation permet ainsi aux négociateurs du PG de contrôler l'agenda de la coalition et contribue à cette stratégie de la tension permanente que ce parti utilise dans les négociations pré-électorales afin de compenser sa position dominée dans l'espace de la coalition. Cette stratégie visant à contraindre les autres acteurs à adopter le calendrier de négociation le plus favorable à l'acteur de la contrainte a d'ailleurs été utilisé, non par le PG, mais par le PCF, en 2011. Alors que le PG revendiquait une désignation rapide du candidat à l'élection présidentielle du FG, le PCF réaffirmait constamment la nécessité de s'en tenir à son propre calendrier décisionnel. En réaffirmant la primauté du calendrier intra-partisan, le PCF se garantissait contre les critiques internes (en donnant à voir la maîtrise du processus décisionnel de la coalition par le seul PCF), tout en obtenant une arme dans la négociation au sein de la coalition en conditionnant la désignation de Jean-Luc Mélenchon à un accord préalable sur les élections législatives garantissant l'essentiel des ressources financières issues du financement public au PCF. Cette arme de négociation (maîtrise de l'agenda) est ainsi utilisée par le PCF et le PG, c'est-à-dire les deux principaux partis de la coalition dont le refus d'entrer en négociation signifie pratiquement l'impossibilité de négocier réellement. On peut en revanche faire l'hypothèse qu'une telle arme ne peut pas être utilisée par des acteurs périphériques ou dominés de la négociation.

La reconduction des sortants est une condition affirmée d'emblée par le PCF qui, couplée à l'intensification des tensions et au caractère tardif des négociations, contraint fortement le jeu des acteurs. Rapidement, deux éléments semblent actés au sein de la coalition : la reconduction des sortants communistes et du PG d'une part ; l'attribution d'une tête de liste à Ensemble (Ouest) pour Myriam Martin (ancienne porte-parole du NPA) ou Clémentine Autain. La suite de la négociation ressemble à la quadrature du cercle. La reconduction des sortants (quatre circonscriptions) et l'attribution de la circonscription Ouest à Ensemble limitent les capacités de négociation à deux circonscriptions. Dans ces deux circonscriptions, les perspectives d'élection d'un député européen du FG sont faibles. Bien que marquée par l'une des plus fortes progressions du FG par rapport aux résultats du PCF en 2004, la circonscription Est reste une zone de faiblesse de la gauche radicale. Dans la seconde circonscription (Massif-central/centre), la configuration est différente : le PCF et le FG y obtiennent des résultats plus importants, le PCF y ayant encore des zones d'influence (comme le bocage bourbonnais dans l'Allier¹). Cependant, l'élection d'un député du FG est tout aussi improbable du fait du faible nombre de mandats mis en jeu, ce qui entraîne un renchérissement de l'accès à un tel mandat². En 2009, la liste FG dans l'Est avait été conduite par Hélène Franco. Originaire du Jura, magistrate à Bobigny, syndicaliste (ancienne secrétaire générale du syndicat de la magistrature), ancienne militante socialiste et membre de PRS, elle fait partie, à l'époque, du bureau national du PG. Marie-France Beauflis (maire de Saint-Pierre des Corps, commune cheminote de l'agglomération de Tours, abritant un important dépôt SNCF et sénatrice communiste d'Indre-et-

¹ Le département de l'Allier est ainsi l'un des deux départements administrés par le PCF en 2011 (perdu en 2015). Sur le communisme dans ce département, cf. Mischi Julian, *Servir la classe ouvrière, op. cit.*, p. 81-118.

² Le mode de scrutin mis en place depuis les élections européennes de 2004 combine le scrutin proportionnel et un découpage en grandes régions conduisant à limiter les effets du scrutin proportionnel. Le nombre de mandats mis en jeu dans chaque circonscription varie en fonction de la démographie des grandes régions.

Loire) menait la liste du FG dans le Massif-Central-Centre. Aucune des deux n'est à nouveau candidate en 2014. La circonscription Est n'a semble-t-il guère été disputée et a été rapidement attribuée au PG. En prenant en compte l'ensemble des circonscriptions où l'élu sortant est investi (quatre) et cette circonscription Est qui, malgré le changement de candidat, est attribuée au même parti¹, cinq des sept circonscriptions de France métropolitaine sont attribuées à des sortants (en adoptant ici une définition extensive de la dimension sortante).

La revendication du PG d'un maintien de la répartition de 2009 attribuant au PCF trois circonscriptions (dont deux permettant une forte probabilité de réélection), trois circonscriptions au PG et une circonscription « d'ouverture », c'est-à-dire attribué à une personnalité non encartée, rend plus difficile encore cette négociation des têtes de listes et contraint le PCF à endosser une candidature non issue de ses rangs (celle de Marie-Christine Vergiat) pour maintenir le principe de reconduction des sortants comme l'explique Isabelle De Almeida (présidente du CN du PCF) :

« Un accord est en train de se conclure sur les premiers de liste. Il y aura trois circonscriptions réservées au PCF, et comme nous voulons respecter l'esprit fondateur du Front, on ouvre l'une de ces listes à M.-C. Vergiat, celle du Sud-Est. »²

En apparence, le PCF obtient la garantie du principe de reconduction des sortants et la préservation de ses ressources électives, tandis que le PG et Ensemble voient leurs revendications satisfaites. Pourtant, comme nous le verrons ultérieurement, la direction nationale du PCF est loin d'être satisfaite d'un tel accord qui permet *théoriquement*³ au PCF de maintenir ses ressources, en ce que leur accroissement est rendu plus difficile (et suppose une forte progression électorale, particulièrement dans le Sud-Ouest où les négociateurs du PCF semblent avoir anticipé une

¹ Gabriel Amard présente un profil politique assez proche de celui d'Hélène Franco. Anciens socialistes, de la GS et de ses avatars, puis de PRS, ils sont fortement engagés dans la campagne référendaire de 2005 et dans la dissidence de 2008. Ils font tous deux partie des proches de Jean-Luc Mélenchon. En revanche, à la différence d'Hélène Franco qui entretient un rapport relativement distancié à la politique (au sens où elle n'est pas une professionnelle de la politique) ce qui est rendu possible par sa multipositionnalité militante (syndicalisme) et par sa fonction dans la magistrature, Gabriel Amard présente un profil de professionnel de la politique. Ancien maire de Viry-Châtillon, et conseiller général de l'Essonne, conseiller municipal de cette même commune et président d'une communauté d'agglomération jusqu'en 2014, il a fait de sa carrière d'élu local une véritable ressource pour se faire connaître dans les milieux militants, notamment par la publication de plusieurs livres relatifs à la gestion publique de l'eau et de nombreux déplacements pour faire connaître son expertise. Par ailleurs, sa proximité au leader, doublée de la gestion d'un réseau électif (en tant que président de l'association des élus du PG, La Gauche par l'exemple) renforcent ce capital politique personnalisé.

² *Communistes*, n°552, 9 avril 2014, Isabelle De Almeida, « Entrer, vite, en campagne ». Elle présente le PCF comme ayant fait un sacrifice au nom de « l'esprit fondateur » de la coalition, tandis que la semaine suivante, Pascal Savoldelli réaffirme la volonté du PCF de « faire respecter la candidature citoyenne de Marie-Christine Vergiat ». Cf. *Communistes*, n°553, 16 avril 2014, Pascal Savoldelli, « Il est urgent que le Front de gauche entre en campagne ». La réalité pourrait cependant être plus prosaïque. En effet, abandonner une circonscription dans laquelle le FG peut obtenir de bons résultats (Massif-Central-Centre) coûte symboliquement au PCF, mais ne prive ce parti d'aucune ressource élective ou financière dans la mesure où l'élection d'un député FG y est improbable, sinon impossible.

³ L'affaiblissement important du PCF dans le Nord, le Pas-de-Calais, la Somme et l'Aisne ne sera pas compensé en 2014 par les faibles progrès obtenus dans les autres départements de la circonscription, entraînant la non-réélection de l'ancien maire de Calais Jacky Hénin.

possibilité d'obtenir deux élus¹). Mais cette insatisfaction ne s'explique pas ici par le non-respect du principe de reconduction des sortants, mais par l'égalité formelle entre PCF et PG dans l'animation des listes². En tout état de cause, le faible nombre de places accroît en 2014 la difficulté à concilier les intérêts partisans exprimés, tout en les dépassant largement par l'enjeu que constitue la reconduction des élus sortants. Ce principe doit être entendu dans son acception la plus large, c'est-à-dire comme la reconduction non seulement des élus sortants envisageant de se représenter au nom de la coalition, mais aussi l'attribution des circonscriptions dans laquelle un élu sortant ne se représente pas à un candidat issu du même parti. Davantage qu'une simple question de répartition des gains espérés dans la participation électorale, la lutte autour de ce principe, pour l'imposer comme une évidence, le redéfinir dans une acception plus ou moins extensive, le délégitimer par le recours à la thématique du renouvellement, de la politique autrement, etc. ou encore pour le contourner, exprime véritablement l'équilibre interne à une coalition et les velléités de certains de ses acteurs de (dé)geler les équilibres internes à la coalition.

B. Les régionales de 2010 en Lorraine. Divergences stratégiques et convergence principielle

Lors des élections régionales de 2010, les militants communistes lorrains se sont retrouvés divisés sur leur priorité électorale. D'un côté, les dirigeants fédéraux et une majorité des militants ayant pris part à la consultation interne concernant la stratégie électorale à mettre en place, optent pour une alliance de premier tour avec le PS qui permet une reconduction des élus sortants, dont quatre ont la particularité d'être également les secrétaires fédéraux des quatre départements lorrains. D'un autre côté, des militants (principalement issus du Pays-Haut lorrain, de Lunéville, de Nancy et de la Moselle) et des élus communistes non concernés par ce scrutin décident de participer à une liste avec d'autres organisations de la gauche radicale, principalement le PG, la GU et la FASE. Au-delà des divergences stratégiques entre ces deux options, nous souhaiterions montrer ici que les militants investis dans l'une ou l'autre de ces configurations vont exprimer, à des niveaux et pour un usage certes différent, la centralité du principe de reconduction des sortants. Pour les uns, il s'agit de reconduire les ressources liées à la détention de mandats électifs (1), tandis que les seconds font de la détention d'un mandat régional par l'un des acteurs du Front lorrain de gauche une raison suffisante à sa désignation unanime comme chef de file (2).

¹ *Communistes*, n°553, 16 avril 2014, Pascal Savoldelli, *art. cit.*

² L'asymétrie se retrouve immédiatement quant à la probabilité d'obtenir des élus et dans le choix des deux premiers candidats de chaque liste (où le PCF redevient dominant).

1. **Reconduire la coalition ou reconduire les sortants**

Le choix stratégique devant être opéré par les militants communistes en Lorraine se résume à cette alternative. Dans une région de faible implantation communiste (et même de la gauche dans son ensemble), faire le choix de la coalition ne garantit pas la reconduction des élus sortants, contrairement à l'union de la gauche qui peut assurer le maintien de la ressource. Par ailleurs, la région n'est passée à gauche qu'en 2004, le PCF y participant alors à une liste d'union de la gauche (PS-PCF-Verts). Plusieurs données font du maintien dans la coalition un choix faiblement attractif. Tout d'abord, cette coalition est récente (2009) et faiblement institutionnalisée. Les différents acteurs de la coalition n'ont que peu d'occasions de militer ensemble et de se forger une expérience commune, propre à faire contrepoids à la routinisation institutionnelle de l'union de la gauche (notamment au niveau régional où les élus communistes font partie de l'exécutif régional). Ensuite, les acteurs coalisés sont faibles en 2009. La GA 54 ne comporte qu'une trentaine (tout au plus une quarantaine) de membres, dont certains ont un net passif avec le PCF, qu'ils ont quitté. De même, l'expérience des collectifs unitaires a été tout aussi conflictuelle au niveau local qu'au niveau national. Les militants de la LCR qui participent à la création de la GU sont très peu nombreux en Lorraine. Plus précisément, ils sont deux : Bora Yilmaz et Mathieu Piotrkowski (qui se réengage après avoir cessé de militer en 2007). Ce n'est qu'après le nouveau refus du NPA d'une alliance au niveau local en décembre 2010 que l'essentiel du comité jeunes du NPA va rejoindre la GU et le FG. Mais tant au moment des élections européennes que lors du choix du dispositif régional, ces militants sont encore actifs au NPA et ne sont pas perçus comme des alliés potentiels. D'autant plus que malgré leur activisme et leur inscription dans le syndicalisme étudiant, la GU ne constitue pas un allié pouvant être perçu comme pertinent pour garantir la réélection des élus communistes. Enfin, le PG, principal parti de la coalition après le PCF est également très faible et n'acquerra des ressources politiques et militantes que très progressivement :

« En 2009, on fait une campagne très centrée sur le parti communiste, quand même, car on était très peu nombreux, nous, au départ. [...] Donc... la campagne aux européennes était très centrée sur le parti communiste et les copains communistes étaient presque gentils avec nous de nous laisser un peu de temps de parole, parce que on devait être six ou sept. On était vraiment très peu nombreux. » (Pierre Hanegreefs, entretien le 8 avril 2011. Co-secrétaire départemental du PG en Meurthe-et-Moselle)

Cette reconnaissance de l'infériorité militante du PG par celui qui en est déjà à l'époque le secrétaire départemental en dit long sur l'asymétrie entre les ressources détenues par le PCF (et surtout mises en jeu par les élections régionales puisque le maintien de ces ressources est ici un objectif prioritaire de la stratégie électorale des dirigeants communistes) et sur le différentiel entre ce que chacun des scénarios induit. Du côté de la reconduction de la coalition, l'asymétrie entre les acteurs garantit au PCF une forte emprise sur la liste et l'animation de la campagne, mais ce scénario

est caractérisé par une forte incertitude quant à la capacité à obtenir des élus. En effet, ayant été présent sur des listes d'union de la gauche avec le PS depuis 1998, les cadres communistes n'ont pas la possibilité d'anticiper les résultats qu'ils peuvent obtenir seuls et les anticipations faites du poids électoral de leurs alliés potentiels ne sont pas plus optimistes. D'un autre côté, l'alliance avec le PS conduit certes à l'abandon temporaire de la coalition, sans que cela n'ait de réelle conséquence intra-partisane (l'offre politique nationale adoptée par le CN du PCF incite certes à la reconduction de la coalition, tout en laissant toute liberté aux fédérations départementales de choisir un autre dispositif), mais procure une quasi-certitude quant à la reconduction des élus sortants. Dans ces conditions, les incitations au maintien dans la coalition sont faibles, à l'inverse des incitations à l'alliance avec le PS, d'autant plus que les quatre secrétaires départementaux s'inscrivent dans une routine institutionnelle au fondement même d'une norme à l'union d'autant plus contraignante qu'elle est pratiquée quotidiennement. De par leur position électorale, ces quatre secrétaires fédéraux sont donc particulièrement sensibles à l'intérêt du maintien de l'union de la gauche. D'autant plus que l'occupation d'un mandat régional, surtout s'il est synonyme de participation à l'exécutif, permet un certain prestige social et politique, constitue une ressource de professionnalisation politique permettant de véritablement *vivre pour* et *de* la politique selon l'expression de Max Weber, et constitue une ressource aux usages multiples. Pour les dirigeants fédéraux d'un parti ayant de plus en plus de difficultés pour accéder au marché politique national des mandats parlementaires, détenir un mandat régional, c'est se garantir une meilleure visibilité dans l'espace intra-partisan, mais aussi médiatique (couverture des événements institutionnels, tant dans les travaux délibératifs que dans les inaugurations, fêtes, etc. ; ressource de notoriété permettant d'être invité dans des émissions politiques, d'obtenir des interviews, de faire passer des communiqués, etc.). Nous montrerons ci-après que la détention de mandats électoraux tend à être reconnue dans l'espace de la gauche radicale¹. Dès lors, occuper un mandat régional (pour lequel l'occupation de postes décisionnels et une forte maîtrise du jeu intra-partisan est nécessaire) peut être un tremplin vers l'obtention d'autres mandats électoraux et vient ici doubler la légitimité militante des secrétaires fédéraux. Ceux-ci sont ainsi doublement légitimes à porter les couleurs de leur parti à diverses élections (ce capital politique pouvant être utilisé pour faire valoir les revendications et la capacité des cadres communistes à représenter la coalition) en ce sens qu'ils sont légitimes parce qu'ils sont les premiers des communistes dans leur fédération et qu'à cela s'ajoute une plus forte notoriété² (réelle ou

¹ Le pragmatisme électoral des partis de gauche radicale (faire candidater les personnes dont les acteurs pensent qu'ils sont les plus à même de maximiser les résultats obtenus) se confronte ici directement et parfois violemment à un objectif idéal très prégnant, celui de « faire de la politique autrement », notamment par la promotion du mandat unique, du non-cumul des mandats et de leur rotation, etc.

² Notoriété d'autant plus importante que la gestion de l'affaiblissement électoral du PCF conduit à privilégier des stratégies de conservation des positions électorales se traduisant par une certaine prudence quant aux

supposée) obtenue grâce à l'occupation d'un mandat régional. Par ailleurs, le PCF dépend doublement de sa capacité à maintenir sa ressource électorale. D'une part, c'est une ressource de visibilité et de prestige dans le champ politique où compter se résume souvent à disposer d'un nombre important d'élus. D'autre part, le PCF dépend fortement de ses élus dans son mode de financement. Deux raisons font que les dirigeants fédéraux sont extrêmement sensibles à cet enjeu financier. Contrairement à d'autres partis dans lesquels le financement est centralisé, puis redistribué aux entités locales en fonction d'une clef de répartition statutaire, le PCF a opté pour un schéma inversé. Ce sont les fédérations qui obtiennent les adhésions et les reversions d'élus, conservent la part qui revient aux entités locales, puis reversent à l'échelon national une partie de ces recettes. La question financière est donc un enjeu direct et concret. Enfin, sur les six conseillers régionaux sortants, quatre occupent des positions sensiblement identiques caractérisées par une position intra-partisane centrale dans leur fédération. En tant que secrétaires fédéraux, ils occupent une position leur donnant accès et maîtrise sur le processus décisionnel intra-partisan et sur l'information, ce qui les dote des savoir-faire nécessaires à assurer leur désignation. En tant que conseillers régionaux, ils s'inscrivent dans les routines institutionnelles et dans des interactions informelles au fondement même de nombreuses négociations inter-partisanes. Ces deux positions (institutionnelle et partisane) sont étroitement interdépendantes puisque le maintien d'un mandat régional passe par le contrôle du processus de désignation intra-partisan, tandis que leur position partisane est assurée par la détention d'un mandat permettant leur professionnalisation et une meilleure visibilité médiatique, leur permettant d'apparaître dans les critères de classement intra-partisan comme de « bons candidats ». Face à l'incertitude que constitue le scénario visant à la reconduction de la coalition, le choix d'une alliance de premier tour avec le PS apparaît comme le plus rationnel et pragmatique au regard de la position des acteurs et de leurs intérêts :

« Franchement, bon après, je pourrais parler que pour la Lorraine, puisqu'il n'y a que cela qui m'importe, il n'y a que là que j'ai une légitimité, je dirais, mais franchement, Alsace, Lorraine, Franche-Comté, Champagne-Ardenne. Voilà quatre régions, ce sont les quatre régions les plus faibles pour la gauche. Ces quatre régions-là, il fallait des listes d'union de la gauche. D'union complète. Et c'est quoi une liste d'union complète de la gauche? Eh bien, des Verts, s'ils veulent y aller, ils auraient pu faire une liste à part d'ailleurs, du PS et du Front de gauche. On se mettait ensemble pour faire une liste, et on construisait une liste où, dès le premier tour, on était tous ensemble. C'était une liste d'union de la gauche! Sur ces quatre régions, c'était indispensable si on voulait que le Front de gauche ait des élus. Moi, j'ai fait mes calculs. Je me dis, si... - maintenant, je reviens en Lorraine - si en Lorraine, on faisait une liste comme cela, je sais qu'on aurait pu avoir

alliances pratiques et au renouvellement des élus, mais aussi par la généralisation de la présentation d'élus locaux aux différentes élections. Dès lors, ce n'est plus tant la marque communiste qui fait élire, mais le capital électoral accumulé par des élus locaux plus ou moins proches du PCF qui permet le maintien électoral de la marque communiste. Cette remarque, si elle est faite pour le PCF, pourrait être identique pour les autres partis de la gauche radicale qui, même s'ils promeuvent un renouvellement des candidats et une sélection que l'on pourrait qualifier de méritocratie partisane, n'en partagent pas moins la croyance en la qualité de la candidature d'un élu local. Pour s'en convaincre, la lecture des dispositions sociales et politiques inscrites sur les différents documents de propagande produits est une bonne illustration.

huit élus Front de gauche. On était six communistes, on serait passé certes à cinq communistes, mais il y aurait eu trois élus, un PG, un GU, un FASE, à la limite, si on avait voulu... Bon, voilà... Huit élus! Aujourd'hui, le résultat, c'est que nous ne sommes que cinq. Mais les trois, ils n'ont pas d'élus. Mais le fait qu'ils n'aient pas d'élus, cela a été deux élus de plus pour le PS et un de plus pour les Verts. Donc, quelque part, on a eu une mauvaise stratégie. Au moins sur ces quatre régions-là. Cela, c'était l'état d'esprit que j'avais avant les élections régionales. Mais quand je vois le résultat des élections régionales et que je vois qu'il y a 90 conseillers régionaux communistes en moins. Je me dis : mais c'est même dans toutes les régions qu'on aurait dû faire une liste d'union, ensemble. Parce que si cela avait été le cas, nous, enfin le Front de gauche, n'aurait pas perdu 90 élus, et donc, aujourd'hui, dans toute la France, le Front de gauche aurait 90, voire 100 ou 110 élus de plus que ce qu'il a actuellement. Donc, quelque part, on a eu une mauvaise stratégie. Pourquoi? Parce qu'on n'a pas eu une stratégie en fonction du mode de scrutin. Et si je le dis si fort, et si bien, et tout le temps, encore aujourd'hui, et que je le redirai encore demain, c'est parce que nous avons des élections municipales qui arrivent en 2014. » (Patrick Hatzig, entretien le 3 février 2012. Secrétaire fédéral du PCF en Meurthe-et-Moselle et vice-président du conseil régional de Lorraine)

La lutte pour les places

Le jeu des stigmatisations croisées

La détention de mandats électoraux peut constituer un critère de définition de la « bonne candidature », reposant sur la croyance en l'utilité du capital politique détenu par un acteur au titre d'un autre mandat. Cette opération de conversion d'un capital politique produit pour et dans une élection, c'est-à-dire dans un espace, une temporalité et des règles du jeu spécifiques, dans une autre arène électorale peut s'opposer cependant à des représentations militantes opposant une figure idéaltypique de l'*ethos* militant (don de soi, désintéressement, etc.) à la figure de l'« opportuniste », du « carriériste », etc. Cette opposition se retrouve dans la critique initiée par Mathieu Piotrkowski à propos de la candidature de Serge De Carli. Mais cette critique est loin d'être isolée et l'usage instrumental et pragmatique des ressources électives déjà détenues pour en conquérir d'autres par une opération de conversion et de concentration des positions électives (cette stratégie ayant pour corollaire son propre renforcement) ne peut s'exprimer directement et doit être traduite dans les espaces militants. L'expression directe des intérêts partisans liés au maintien des ressources électives peut ainsi être l'objet d'un véritable *stigmat* militant :

« Bah... déjà, ce qu'il faut dire, par exemple, c'est amusant, c'est qu'aujourd'hui, le Parti communiste dit... au moment de la désignation du candidat pour la présidentielle, le parti communiste dit : euh... « A cause du Front de gauche, nous avons déjà perdu des... des conseillers régionaux. Nous avons perdu un certain nombre de conseillers régionaux. »... C'est... fabuleux comme projet politique cela ! D'avoir un certain nombre de conseillers régionaux. C'était ça le projet politique, donc... cela veut dire que, en Lorraine, ils ne voulaient pas perdre des conseillers régionaux. Ils en ont perdu un quand même, entre parenthèses... Donc, ils n'ont pas été au bout des... possibilités. Mais... c'est pas une blague ce que je dis, parce que en fait, de là, on pourrait penser que c'était uniquement pour cela qu'ils y allaient. Pour avoir des places. » (Philippe Leclercq, entretien le 7 juillet 2011. Ancien conseiller régional écologiste, il est l'une des principales figures de la FASE en Meurthe-et-Moselle)

Cet extrait ne peut se résumer à l'expression d'un rejet des dispositifs électoraux et de l'investissement militant des arènes institutionnelles. Bien au contraire, elle émane d'un militant et responsable politique ayant été conseiller régional entre 2004 et 2010. De même, ce propos, qui exprime également une forte tension entre la FASE et le PCF en Meurthe-et-Moselle (autour de la possibilité ou non pour la FASE d'obtenir l'investiture du FG dans une circonscription législative) ne peut se résumer à de l'anticommunisme. On retrouve en effet le même registre dans les propos de Patrice Zolfo dont la position (directeur général des services dans une municipalité communiste conquise par son père et actuellement dirigée par son oncle) ne prête guère aux soupçons d'anti-élus ou d'anticommunisme :

« majoritairement mes camarades communistes, de Meurthe-et-Moselle, ont fait le choix, de maintenir une alliance aux régionales avec... avec le PS, je pense clairement... qu'ils ont fait... qu'ils ont fait un choix ORIENTE PAR les élus régionaux de l'époque, en place, sortants, comme on dit, tout simplement pour garder leur place, voilà ! Donc... pour moi je considère que c'est pas une décision politique, pas du tout, c'est une décision très électoraliste, et... et ça chez moi ça peut pas passer, quoi... » (Patrice Zolfo, entretien le 14 juin 2012. PCF)

Il prête d'autant moins à ces deux critiques qu'il ne rejette pas la carrière électorale, qu'il a par ailleurs expérimentée et quittée après une défaite électorale. Par ailleurs, désormais résidant à Saulnes, en cas d'élection à la mairie, il serait contraint de choisir entre son mandat et son emploi, ce qui ne serait pas sans conséquence sur son mode de vie :

« Quand tu as été adjoint au maire entre 95 et 2001, c'était avec ton oncle ?

Non.

Non ?

Non, non, c'était dans une autre commune. Je résidais dans une autre commune.

Ah d'accord, et c'était quelle commune ?

Haucourt-Moulaine. A... 5 kilomètres d'ici...

D'accord. Donc tu travaillais ici, et tu résidais...

Voilà, tout à fait.

Et c'est parce que maintenant tu résides ici, que tu n'as plus été présenté... enfin que tu n'es plus adjoint au maire à...

Euh... [Rire] Non, [Rire] c'est parce que j'ai été battu aux élections municipales de 2001 ! [Rire]

D'accord !

Mais après, après je suis venu habiter à Saulnes.

D'accord. Et ça t'a pas repris, l'envie de te présenter ?

Ben, maintenant le problème, c'est que... habitant Saulnes, étant résidant à Saulnes et... étant fonctionnaire ici, je... je ne peux pas être les deux !

Donc il faudrait que tu choisisses.

Voilà ! et bon... l'indemnité d'élu est quand même beaucoup moins élevée que mon salaire de Directeur général des services... Donc... ou alors faudrait que... que je trouve une place dans une commune avoisinante, et que... jme présente à Saulnes comme candidat aux élections municipales, voilà ! Non... de temps en temps, quelques candidatures dissidentes aux régionales me suffisent ! [Rire] » (Patrice Zolfo, entretien le 14 juin 2012. PCF)

A ces registres faisant de l'entrée dans une carrière électorale une dépendance et/ou une modalité de l'engagement militant nécessairement transitoire et conditionné par la réalisation d'objectifs politiques, répond un registre faisant de la capacité à investir les institutions, à y tenir son rôle, la preuve de la réussite d'une stratégie et le principal objectif d'un parti politique (comme en attestent les revendications pragmatiques de Patrick Hatzig) reposant sur l'idée que pour « changer la vie », il faut au préalable être « là où cela se décide », c'est-à-dire en capacité d'influer sur les choix de politiques publiques. Ces deux registres sont régulièrement utilisés par les acteurs pour délégitimer et stigmatiser les choix des alliés/adversaires dans le parti ou la coalition. Ainsi, à la figure de l'élu carriériste et gestionnaire s'oppose la figure du militant désintéressé d'une part, et d'autre part, à celle de l'élu mettant « les mains dans le cambouis », « prenant ses responsabilités » l'image de ceux qui ne souhaitent que « témoigner » et rester dans une « opposition stérile ». Ce jeu de stigmatisations croisées se fonde alors sur la valorisation (et la dévalorisation corrélative) d'un certain type de capital politique et militant perçu par les acteurs qui y ont recours comme des ressources difficilement conciliables.

2. La naturalisation d'un leadership faible

L'offre politique de la gauche lors des élections régionales en Lorraine est véritablement solidifiée en décembre 2009. En effet, après le choix fait par une majorité de militants et responsables communistes de participer à une liste d'union de la gauche, entre cent et deux-cents militants communistes font le choix de la dissidence temporaire pour participer à une liste du FG. Après avoir longuement négocié un accord entre le FG et le NPA, ces discussions échouent. C'est donc un ensemble d'acteurs réduit, mais très divers, qui s'engage dans un dispositif FG maintenu. Les acteurs de cette liste s'opposent aux militants communistes quant à leur rapport au PS, mais convergent sur un point qui nous intéresse ici, c'est-à-dire la reconnaissance de la légitimité des élus sortants à se représenter, et à représenter une liste. C'est en effet cette croyance partagée qui explique que la

tête de liste régionale ne sera pas issu du PG (première force de cette coalition), ni même communiste (deuxième force) : c'est en effet la GA 54 qui obtient cette position centrale. Il ne s'agit pas ici de l'application du principe de diversité que nous étudierons par ailleurs, mais bien de la logique de reconduction des sortants, ici motivée non par la volonté absolue de voir Philippe Leclercq être réélu, mais par la croyance en la capacité d'un élu sortant à obtenir le meilleur résultat possible. En d'autres termes, si sa candidature est actée, c'est en raison de la croyance partagée en ce que la détention d'un mandat électoral offre des ressources politiques (notoriété, accès médiatique, etc.) que n'offrirait pas la candidature d'un responsable politique non élu.

La négociation, ou plus exactement la non-négociation, quant à la désignation de la personne qui mènerait la liste du Front lorrain de gauche, s'est déroulée lors de deux réunions qu'il nous a été possible d'observer. Le 9 janvier 2010, sont réunis à Pompey environ quarante militants et responsables des différentes organisations de gauche radicale (PG, communistes dissidents, GA 54, GU, JC, Gauche alternative et unitaire messine (GAUM – FASE), RS, M'Pep, etc.). A la fin de la réunion pendant laquelle divers points ont été discutés, un premier tour de table conduit les communistes à revendiquer une place : celle de chef de file en Meurthe-et-Moselle, celle-ci étant motivée par la géographie de la dissidence (essentiellement issue de ce département). La GA 54, groupe local rattaché à la FASE et implanté uniquement en Meurthe-et-Moselle (principalement autour de Nancy), revendique la tête de liste régionale et la tête de liste de la section départementale en Meurthe-et-Moselle. Le PG annonce attendre une réunion prochaine de sa coordination régionale pour faire part de ses revendications, tandis que la GU renonce à obtenir des têtes de liste du fait de sa trop faible implantation. Une nouvelle réunion a lieu au même endroit la semaine suivante. Rapidement, les discussions s'orientent vers la répartition des têtes de liste. Par souci de rationaliser une réunion aux nombreux participants et parfois décousue, les acteurs décident d'opérer un nouveau tour de table lors duquel les négociateurs de chaque organisation seraient invités à faire des propositions de répartition pour la tête de liste régionale et pour les sections départementales. Cette mesure technique visant à améliorer le déroulement de la réunion a également un enjeu spécifiquement politique en ce sens qu'elle contraint les acteurs à un véritable *dévoilement* de leurs objectifs. En apparence technique, cette opération agit comme révélateur de l'état du jeu et du savoir incorporé par les acteurs sur cet état du jeu et sur les aspirations des uns et des autres. En effet, cet acte ne conduit pas seulement à présenter les revendications pour soi, mais à faire une proposition de répartition de ce que chaque acteur estime *correspondre* aux ressources mobilisables par chaque acteur de la négociation et à son poids dans la coalition. En d'autres termes, cette opération pratique pour les acteurs est pour l'observateur d'une richesse extrême en ce qu'elle offre une ouverture importante sur les représentations des acteurs de la négociation.

A l'issue de ce tour de table, six organisations se sont exprimées : les communistes, le PG, le M'Pep, la GA 54, la GAUM et la GU. Tous ont non seulement soutenu, mais véritablement proposé la candidature de Philippe Leclercq comme chef de file régional. Cette désignation unanime, qui tranche avec les tensions fortes concernant les têtes de listes départementales, et plus encore quant à la composition de la liste en Meurthe-et-Moselle, ne s'explique ni par la personnalité de ce candidat, ni par les ressources que pourrait mobiliser la GA 54. Ancien militant des Verts, Philippe Leclercq est élu conseiller régional en 2004 alors que son parti participe à une liste d'union de la gauche (PS-PCF-Verts) au premier tour. Dès 2005, il entre en dissidence de son parti en militant pour le rejet du TCE, puis s'engage dans les collectifs antilibéraux, avant de soutenir la candidature de José Bové à l'élection présidentielle de 2007. Après la campagne présidentielle de 2007, le comité de soutien à cette candidature prend le nom de GA 54, puis devient un groupe local de la FASE, rassemblement permettant une très forte autonomie de ses membres, ce qui explique le maintien de la GA 54. Alors que la FASE décide de ne pas s'engager dans le FG aux élections européennes de 2009, la GA 54 soutient activement le FG et intègre la liste de cette coalition dans l'Est. Organisation modeste (ses responsables revendiquent une quarantaine de membres) et peu homogène, la GA 54 ne dispose pas de ressources politiques importantes, tandis que son leader, s'il est connu dans les milieux militants, notamment du fait de sa forte multipositionnalité (politique et associative), ne dispose pas d'un fort capital de notoriété propre à naturaliser son leadership. Cependant, il est conseiller régional et le seul à soutenir cette démarche du Front lorrain de gauche, ce qui explique sa désignation unanime. La preuve en est le refus catégorique des autres acteurs de la coalition pour les autres revendications de la GA 54, tout comme de la GAUM. La GA 54 revendiquait la tête de liste en Meurthe-et-Moselle pour l'une de ses membres, Céline Gonzalez-Braban¹. Ce parti se heurtera au refus catégorique des communistes (qui revendiquent également cette place), mais aussi de l'ensemble des autres organisations (à l'exception de la GAUM), en particulier le PG qui soutient la candidature à cette place de Patrice Zolfo (PCF). De même, lorsque la GA 54 se résout à négocier la deuxième place de cette même section départementale. Malgré l'ultimatum posé par ce parti, conditionnant sa participation à la liste et la candidature de Philippe Leclercq à l'obtention de la deuxième place en Meurthe-et-Moselle pour Céline Gonzalez-Braban, les autres acteurs de la négociation refuseront catégoriquement cette revendication. De même, la GAUM, organisation similaire à la GA 54, mais en Moselle, malgré sa menace de retrait de la liste (puis son retrait effectif) n'obtiendra aucune concession quant à la tête de liste en Moselle. Le décalage entre la proposition unanime de la tête de liste à Philippe Leclercq (et non, en l'occurrence à la GA 54) et le rejet tout

¹ Membre de la GA 54 et adjointe au maire d'Hatrive (réélu en 2014) et chef de cabinet du maire de Joeuf (André Corzani, PCF). Cf. *Le Jolivien* [journal municipal de Joeuf], n°48, octobre 2002, « Céline Gonzalez-Braban, nouveau chef de cabinet du Maire ».

aussi unanime des autres revendications de ce parti montre qu'il s'agit bien ici d'une manifestation de la croyance partagée et même incorporée par les acteurs de la coalition en l'efficacité électorale du capital politique accumulé par des acteurs politiques. En d'autres termes, la candidature de Philippe Leclercq a d'autant plus facilement été acceptée que l'ensemble des acteurs sont persuadés que cette candidature est la meilleure possible, ce qui manifeste ici, différemment (il ne s'agit pas d'assurer le maintien de la ressource mais de l'utiliser), le principe de reconduction des sortants.

C. S'accommoder des divergences d'intérêts

Les élections cantonales et sénatoriales de 2011 en Meurthe-et-Moselle constituent une illustration de la capacité des acteurs coalisés à s'accorder sur leurs désaccords. Après la désunion des élections régionales de 2010, le retour dans le jeu du PCF se fait rapidement. En effet, aucun des acteurs coalisés, à l'exception de la GA 54, ne va chercher à effectuer un « *droit d'inventaire* » quant aux orientations stratégiques des uns et des autres. Cela facilite ainsi la réinsertion volontariste de la direction fédérale du PCF qui ne se contente pas de revenir à la coalition, mais insiste sur la disponibilité du PCF, localement, à s'engager durablement dans la coalition (jusqu'aux élections législatives), ce qui permet à la direction fédérale du PCF de largement devancer les positions nationales de ce parti. Mais cette réinsertion se fait sous une double condition de reconduction des sortants et de reconnaissance symbolique de la domination du PCF. La reconduction des sortants communistes va avoir deux implications distinctes, conduisant à des choix tactiques diamétralement opposés. Pour les élections cantonales, il s'agit de faire reconnaître la sanctuarisation des cantons dans lesquels le PCF dispose d'élus sortants (1), principe qui pose d'autant moins de difficultés que les partenaires du PCF ne disposent de quasiment aucune implantation militante dans le Pays-Haut. Le PCF dispose également dans ce département d'une sénatrice sortante dont la réélection suppose une alliance de premier tour avec le PS. Dès lors, les partenaires du PCF sont paradoxalement contraints d'accepter une exception à la stratégie FG pour mieux en assurer la pérennité (2).

1. Les élections cantonales de 2011 en Meurthe-et-Moselle

Avec huit conseillers généraux, dont cinq renouvelables lors des élections cantonales du printemps 2011, les élections cantonales constituaient pour le PCF un enjeu particulièrement saillant. Alors que la fédération communiste de Meurthe-et-Moselle n'est, en termes de nombre d'adhérents, que la trente-septième fédération communiste, à égalité avec le Morbihan¹, cette fédération est bien plus importante en termes de conseillers généraux. Ses élus départementaux (dont sept viennent du Pays-Haut) placent en effet la Meurthe-et-Moselle parmi les plus importantes fédérations

¹ Selon les nombres d'adhérents par fédération publiés par *Communistes*, n°441, 22 juin 2011.

communistes¹. Il ne s'agit pas seulement d'un décompte qui n'aurait d'importance que pour un observateur extérieur, mais bien un principe de classement implicite et un motif de fierté militante, une spécificité qui fonde un certain prestige partisan pour les dirigeants départementaux du PCF :

« Et ça, c'est l'œuvre de Roland Favaro. Parce qu'il a su, à la fois – et il n'y a pas eu d'autres départements comme ça, ou très peu – mettre des personnes comme candidats alors qu'on savait qu'ils avaient le plus de chances de gagner... même s'ils n'étaient pas de notre sensibilité... plutôt de... ouais, de notre sensibilité au sein du Parti, voire même s'ils n'étaient plus membres du Parti. C'était quand même notre candidat et on le soutenait et on allait au bout avec lui. Alors que dans d'autres départements, quand c'était des candidats plutôt rénovateurs ou plus membres du Parti, le Parti présentait un candidat officiel contre lui, et hop, c'était l'autre candidat de gauche, le PS, qui gagnait le canton. Et c'est comme cela qu'on en a perdu plein. Alors qu'ici, non. C'est pour cela qu'on a huit conseillers généraux en Meurthe-et-Moselle. C'est quand même un truc un peu particulier. » (Patrick Hatzig, entretien le 25 janvier 2012. Secrétaire fédéral du PCF en Meurthe-et-Moselle)

En réinsérant cette spécificité électorale du PCF dans l'histoire de la fédération départementale, Patrick Hatzig souligne la différence dans la gestion des conflits qui ont parcouru le PCF à la fin des années 1980 et inscrit le maintien des élus départementaux dans une double logique de sauvegarde de la ressource et de filiation identitaire (elle aussi duale dans la mesure où elle se fonde sur la capacité du PCF à être un « parti qui compte » et à une gestion différenciée des conflits internes au PCF, personnalisée ici par le recours à la figure tutélaire de Roland Favaro²).

Tout comme pour la réélection d'Evelyne Didier au Sénat, Patrick Hatzig va faire de la reconduction des sortants aux élections cantonales une condition du retour du PCF dans la coalition. Cette condition a de quoi surprendre. En effet, lors des élections régionales de 2010, à l'exception d'Evelyne Didier, les principaux élus du Pays-Haut (maires et conseillers généraux) soutiennent la liste du Front lorrain de gauche, alors que la fédération (et une majorité des militants communistes) soutient l'alliance avec le PS au premier tour. Ce choix des élus du Pays-Haut n'est qu'une manifestation parmi d'autres du rapport particulièrement distancié qu'entretiennent ces élus au PCF, rapport tellement distant que les militants communistes – et plus encore les observateurs extérieurs – ont peine à savoir s'ils sont encore membres du PCF, ou plus exactement quand ils en sont membres. La question peut se résumer ainsi simplement : pourquoi faire de la reconduction des élus sortants une condition préalable, alors même que ces élus ont soutenu activement une dissidence et

¹ Il s'agit de la sixième fédération communiste (décompte fait après les élections cantonales de 2011) la mieux dotée en conseillers généraux, avec la Seine-Maritime, le Cher et le Gard. Parmi les cinq fédérations qui la devancent, deux sont dirigés par le PCF (le Val-de-Marne, avec dix-sept conseillers généraux communistes) et l'Allier (avec neuf élus communistes), tandis que les trois autres font également partie des zones de force traditionnelles du PCF : le Nord, le Pas-de-Calais et la Seine-Saint-Denis avec respectivement quatorze, onze et treize élus départementaux.

² Adhérent en 1955 au PCF, il accède au comité central du PCF en 1970. En 1974, il devient secrétaire de la fédération Sud de Meurthe-et-Moselle, puis secrétaire régional lors de la réunification, alors qu'Alain Amicabile prend la direction de la fédération de Meurthe-et-Moselle. Il est proche des refondateurs communistes depuis 1984, mais reste un membre actif du PCF. En 1986, il est élu au conseil régional. Il décède en 2001.

ne suivent donc pas les consignes partisans. En d'autres termes, pourquoi défendre le mandat d'élus dont le soutien passe nécessairement par la négociation ?

Une première réponse est fournie par l'extrait de l'entretien de Patrick Hatzig. Revendiquer des élus en nombre, même si ceux-ci sont difficilement mobilisables, est un vecteur de prestige politique dans l'espace partisan qui permet de faire de la fédération de Meurthe-et-Moselle une fédération « qui compte », surtout au regard des difficultés d'implantation du PCF dans l'Est de la France. A cette première explication par les équilibres intra-partisans s'en ajoute une deuxième issue précisément des élections régionales de 2010. La décision de faire alliance avec le PS dès le premier tour a été contestée (contestation allant jusqu'à sortir du jeu partisan pour s'exprimer temporairement dans une dissidence électorale) au sein du PCF, par de nombreux militants et élus du Pays-Haut. Se poser en défenseur des mandats détenus par les élus du Pays-Haut, c'est empêcher le maintien d'une opposition Nord-Sud au sein du PCF qui laisserait la direction départementale exsangue. Mais c'est aussi endosser le rôle du rassembleur de la famille communiste, au-delà des différences idéologiques et des contingences électorales. Le soutien à ses élus permet, en quelque sorte, de « diviser pour mieux régner », ou plus exactement d'empêcher la pérennisation d'une résistance sur un axe Nord-Sud défavorable et pouvant relativement aisément être traduit en différence culturelle. En d'autres termes, le soutien aux élus du Pays-Haut peut s'assimiler à un instrument de gestion des équilibres intra-partisans par l'intermédiaire de la coalition. Enfin, une troisième explication est spécifique à la logique de pérennisation du FG. Même si une majorité de militants communistes et les élus régionaux ont choisi l'alliance avec le PS, il n'en reste pas moins que les autres acteurs poursuivent la démarche et partagent ainsi une expérience commune distincte. La coalition dans laquelle se réinsère la direction fédérale du PCF n'est plus la même que celle qu'il a quittée. Au-delà des expériences plus ou moins heureuses de la campagne (qui a été, comme les négociations pré-électorales, conflictuelle), la direction fédérale du PCF doit s'inscrire dans des modes de fonctionnement et de décision (avec l'instauration d'un comité local visant à la coordination des différents partis de la coalition) qu'il n'a pas contribué à mettre en place, à l'inverse des autres acteurs de la coalition, mais aussi des communistes dissidents. Dès lors, en défendant la reconduction des élus sortants, la direction fédérale du PCF ne subit pas un ordre coalitionnel qui s'est construit en opposition avec les choix effectués par les dirigeants communistes locaux, mais elle y réaffirme la validité de ses propres choix. Plus encore, en faisant de la reconduction des élus sortants une condition du retour dans la coalition, la direction fédérale du PCF parvient à imposer un principe de classement qui lui est particulièrement favorable dans la mesure où le PCF est le parti de la coalition le mieux doté en ressources électorales. Cet effet d'imposition est d'autant plus facile à obtenir que l'ensemble des acteurs coalisés partagent une même croyance en la légitimité des sortants à se représenter. Ce n'est pas tant que la direction fédérale du PCF entend obtenir au cours

de la négociation les candidatures dans les cantons où des élus communistes sont sortants, mais que ces cantons soient placés en dehors des négociations :

« Nous, on a nos sortants. Je ne voulais pas... Il fallait que nous, on soit candidats sur les cantons où on a nos sortants, et puis voilà, sur deux ou trois cantons où on souhaitait absolument avoir un candidat. Et puis, le reste, tout était à discuter. » (Patrick Hatzig, entretien le 13 avril 2012. Secrétaire fédéral du PCF en Meurthe-et-Moselle)

Cette logique n'est pas propre au secrétaire fédéral qui exprimerait ici les contraintes liées à la position qu'il occupe (maintenir les ressources du parti qu'il dirige localement ; concilier les intérêts partisans avec une nette tendance des élus communistes du Pays-Haut à faire sans et parfois contre la fédération communiste), mais bien un axiome partagé. Ainsi, Jean-Henri Egloffé, qui fait partie des principaux opposants aux orientations défendues par Patrick Hatzig ne dit pas autre chose :

« Je vais te dire comment ça s'est fait. Y avait UN postulat de base. Les sénatoriales, on touche pas. [Rire] Elle s'appelle Evelyne Didier, [Rire] et ce sera, Evelyne Didier. Postulat de base. Que même les communistes Front de Gauche, nous avons expliqué à nos amis, partenaires, du Front de Gauche. D'accord ? [...] Les sénatoriales, stop, ça, on touche pas. Ce sera in-tou-chable. [...] Les conseillers généraux sortants, ils sont sortants. Donc, même les communistes partisans du Front de Gauche, nous avons affirmé d'entrée de jeu que ceux-là, on touchait pas ! [Rire] Même si après, de toi à moi, si on avait pu... Bon... Mais ! Après, il reste donc le reste à discuter ! Donc, autrement dit, t'as bien compris, je te fais la carte, hein... »

Le Pays-Haut...

Le Pays-Haut, ça, basta ! [Rire] Hein ! Et même quand on a des rencontres, au sein du Comité de liaison permanent, on leur explique que nous, on les maîtrise pas, d'accord ? Donc, après, on discute du Sud. Et sur le sud, je trouve que ça s'est bien passé » (Jean-Henri Egloffé, entretien le 9 février 2012. Militant communiste à Nancy)

Il en résulte un phénomène d'autolimitation des autres acteurs de la coalition qui n'entendent pas négocier ces candidatures :

« Tant que l'on ne revendiquera pas, localement, trop de choses, notamment d'avoir un candidat titulaire sur une municipale ou une cantonale, une législative où c'est jouable. Tant que l'on ne demande pas ça, la priorité pour eux c'est de conserver leur parti, donc cela ira. » (Pierre Hanegreefs, entretien le 8 avril 2011. Co-secrétaire départemental du PG en Meurthe-et-Moselle)

Le secrétaire départemental du PG évoque ainsi la nécessité pour assurer la bonne marche de la coalition, de reconnaître et d'accepter l'expression des intérêts des partis coalisés, en premier lieu (mais pas seulement), du principal parti de la coalition. Mais le phénomène d'autolimitation des revendications des acteurs coalisés n'est jamais aussi présent que lorsqu'il est incorporé, non plus comme un compromis réalisé pour le maintien de la coalition, mais comme principe structurant et partagé de la bonne candidature :

« Pour les cantonales, cela s'est fait... cela s'est fait assez naturellement aussi. Sans trop de problèmes en Meurthe-et-Moselle. Il y avait des sortants apparentés communistes, donc eux étaient légitimes pour... d'ailleurs, on a beaucoup de problèmes avec eux aujourd'hui... je pourrai t'en reparler après ! » (Bora Yilmaz, entretien le 6 juillet 2011. Responsable départemental de la GU en Meurthe-et-Moselle)

Les termes employés par le responsable départemental de la GU ne sont pas anodins. La répartition n'est ici plus tant le produit d'une négociation, d'un compromis, mais un processus se produisant « assez naturellement » car les élus sortants « étaient légitimes ». La naturalisation d'un

processus intrinsèquement politique renvoie ici à l'incorporation d'un principe de classement faisant de la détention d'un mandat électoral, une source « légitime » car légitimée, de la candidature à un autre mandat ou à sa reconduction. Dans les propos de Patrick Hatzig, il s'agissait de se garantir contre une éventuelle volonté de négocier ces positions en affirmant d'emblée le refus d'en négocier. Dans ceux de Pierre Hanegreefs, représentant un parti moins important que le PCF, mais en capacité de se faire entendre et entendant se faire reconnaître comme acteur majeur de la coalition avec le PCF, il ne s'agit que d'une concession faite pour le bon fonctionnement de la coalition (il s'agit ici de défendre le maintien de la marque coalitionnelle dont dépend la stratégie d'affirmation du PG). Enfin, dans les propos de Bora Yilmaz, qui représente un parti faiblement doté en ressources politiques et dont la capacité à compter dans la coalition dépend de sa capacité à occuper une position d'arbitre ou de conciliateur, il y a incorporation directe de ce principe de classement. Au-delà de ces nuances, ces trois acteurs des négociations internes à la coalition partagent une même représentation faisant de l'expression des intérêts partisans (visible ici au travers du principe de reconduction des sortants), un principe de structuration de la coalition, d'autant plus fort qu'il est incorporé comme « normal » et/ou « légitime », c'est-à-dire, finalement, dont l'expression et la prise en compte ne sont plus un objet de négociation, mais un principe de fonctionnement. Enfin, il est nécessaire de rappeler que dans les trois cas, les acteurs défendent leurs intérêts et mobilisent des grilles de lecture de l'état du jeu coalitionnel conformes à la position qu'ils occupent : Patrick Hatzig manifeste avec le plus de netteté la primauté des intérêts partisans et use pour cela de la position dominante occupée par le PCF dans la coalition ; Pierre Hanegreefs manifeste également les intérêts du PG, mais ceux-ci sont plus dépendants de la poursuite de la coalition et sont médiatisés par la défense de celle-ci ; Bora Yilmaz exprime les intérêts d'un parti dont la capacité à influencer est entièrement conditionnée par le maintien de la coalition, ce qui conduit à incorporer (et à transformer symboliquement en critère de légitimation, la manifestation des intérêts partisans) toute condition préalable en règle de fonctionnement.

La valeur relative du principe de reconduction des sortants

Les différentes négociations évoquées dans ces développements attestent de la force du principe de reconduction des sortants comme condition même de la possibilité de la coalition. Tout laisse à penser que la reconduction des sortants est un principe qui ne saurait souffrir d'exception. Pourtant, nous avons pu constater plusieurs exemples dans lesquels la reconduction d'un élu sortant a été intégrée à la négociation et non mise de côté sur le mode de l'évidence. La reconduction, en 2011, du seul élu de la gauche radicale au conseil général des Vosges a ainsi été l'objet d'une forte négociation. Gilbert Poirot y est élu depuis 1998 et avait le soutien de son parti (PG), mais aussi du NPA (dans le cadre d'une alliance électorale regroupant localement les trois principaux partis de la gauche radicale). En revanche, les négociateurs du PCF ont refusé d'entériner immédiatement sa candidature, sans que les représentants du PG et du NPA ne puissent ni ne cherchent à exclure de la négociation cette circonscription. Finalement, Gilbert Poirot a bien été investi par l'ensemble des organisations coalisées, mais a dû accepter une suppléante choisie par le PCF (syndicaliste CGT et militante communiste). En 2015, il doit affronter une candidature concurrente soutenue par le PCF et se revendiquant également du FG. Cet exemple rapidement résumé permet de rappeler que le principe de reconduction des sortants dépend de l'acteur qui en fait usage et des ressources qu'il peut mobiliser pour appuyer cette revendication.

Pour filer une analogie juridique, le principe de reconduction des sortants peut, en fonction de la position occupée par le parti disposant d'un élu sortant, être une présomption irréfragable, ou une présomption simple. Dans le premier cas, la force au jeu du parti qui défend la reconduction des sortants est telle que ce principe suffit à imposer une absence de négociation sur cette circonscription. Dans le second cas, ce n'est qu'un argument parmi d'autres, pouvant être combattu ou mis en échec par des acteurs disposant d'autres ressources à faire valoir.

Véritable vecteur de la singularité départementale dans l'espace partisan et de la singularité communiste dans l'espace coalitionnel, les conseillers généraux constituent une ressource symbolique permettant de contraindre le jeu, même si les acteurs qui invoquent cette ressource électorale n'ont qu'une capacité limitée à mobiliser en leur faveur ces élus. De même, l'ensemble des acteurs de la coalition ont une connaissance suffisante de l'état du jeu intra-partisan. Pourtant, la revendication (réussie) dans la négociation de la légitimité des sortants à se représenter et de la légitimité du PCF à s'en revendiquer et à revendiquer l'absence de négociation sur ces cantons, *a priori*, les plus favorables à la gauche radicale, produit ses effets et permet aux représentants du PCF de faire valoir leur position dominante dans la coalition. Le *leadership négocié* de la direction du PCF dans l'espace intra-partisan ne fait ainsi pas obstacle à la revendication réussie d'une spécificité partisane dans l'espace de la coalition. Même lorsque les élus entretiennent un rapport distant au parti qui s'en revendique, ils peuvent constituer une ressource symbolique dans les luttes qui opposent les acteurs coalisés et produire des effets d'asymétrie dans l'espace de la coalition en ce qu'ils manifestent la force au jeu relative des acteurs (passant ici par l'implantation et les ressources électorales). En d'autres termes, peu importe que les élus entretiennent un rapport de *loyalty*, c'est-à-dire qu'ils soient mobilisables dans un soutien actif au PCF ; le seul fait de pouvoir s'en revendiquer suffit à constituer ces élus en ressources de différenciation et de légitimation.

2. « Pour les sénatoriales, ils nous ont laissés dans un silence... »

... Assourdissant serait-on tenté d'ajouter aux propos du secrétaire fédéral du PCF en Meurthe-et-Moselle lorsqu'il relate la négociation, au sein du FG, de la possibilité pour le PCF de faire alliance avec le PS sans qu'aucune organisation de la coalition n'y trouve à redire. En Meurthe-et-Moselle, le PCF dispose encore d'un important réseau d'élus, essentiellement dans le Pays-Haut, principalement des élus municipaux, huit conseillers généraux et une sénatrice¹. Cependant, ces élus ne peuvent suffire à la reconduction du mandat sénatorial d'Evelyne Didier, ce qui rend les négociations pour une liste d'union de la gauche PS-PCF nécessaire. En occupant la deuxième place de la liste d'union, la représentante communiste est dans une position favorable pour assurer sa réélection (d'autant plus que les directions partisans anticipent généralement assez bien les résultats sénatoriaux dans la mesure où l'électorat est restreint et aux positionnements politiques (relativement) connus), mais c'est aussi elle qui assume le risque en cas d'éparpillement des voix de gauche sur deux listes. La

¹ Evelyne Didier, à l'époque maire de Conflans-en-Jarnisy, ex-conseillère générale et sénatrice depuis 2001.

négociation pour obtenir sa réélection porte donc sur la possibilité d'obtenir une place éligible dans l'alliance avec le PS, tout en se garantissant contre une liste de la gauche radicale, qui sans avoir la possibilité d'obtenir des élus, pourrait empêcher la réélection d'Evelyne Didier. Ce risque est d'autant plus présent que les élus du Pays-Haut ont massivement soutenu la liste du Front lorrain de gauche (à l'exception d'Evelyne Didier), contre le choix de la direction départementale du PCF (participation à une liste d'union de la gauche au premier tour) au printemps 2010.

Le retour dans le jeu coalitionnel du PCF en Meurthe-et-Moselle après l'épisode des élections régionales est en effet conditionné, dès l'été 2010, par la capacité à obtenir la réélection d'Evelyne Didier. Les choix effectués par les différents acteurs lors des élections régionales conditionnent ainsi partiellement les négociations relatives aux élections suivantes. Pour le PCF, il s'agit de se prémunir contre toute liste mettant en danger la réélection d'une sénatrice communiste alors que les élections régionales ont rappelé la distance au parti qu'entretiennent les élus communistes du Pays-Haut. Mais pour les acteurs du FG, il s'agit d'obtenir le retour dans la coalition du PCF qui a fait la preuve de ses priorités (reconduction des sortants) lors des mêmes élections régionales. A cela s'ajoute le désintérêt du PG et de la GU pour les élections sénatoriales. En effet, ne disposant pas d'un réel réseau électif, ces partis n'ont guère d'intérêts à investir un mécanisme électoral n'apportant aucune visibilité médiatique et politique. La négociation relative à l'élection sénatoriale en Meurthe-et-Moselle (à l'inverse des négociations tendues en Ile-de-France) se passe donc dans une configuration caractérisée par deux variables : une forte mémoire du jeu conduisant les acteurs à rechercher le dépassement de la désunion et le retour à un dispositif coalisé ; un intérêt marqué pour le PCF (réélection d'un parlementaire sortant) auquel répond un désintérêt de ses interlocuteurs (désintérêt facilité par l'absence de ressources disponibles et par l'absence de trophées à obtenir). Dès lors, la recherche d'un compromis permettant au PCF la préservation de ses ressources électives et aux autres partis le retour du PCF dans la coalition, est facilitée. Lorsque Patrick Hatzig, secrétaire fédéral du PCF en Meurthe-et-Moselle, évoque avec ses partenaires les élections sénatoriales de l'automne 2011, en faisant de la réélection d'Evelyne Didier une condition préalable au retour du PCF, les autres acteurs de la coalition n'opposent aucune résistance :

« Avec la réserve que pour la sénatoriale, il fallait une liste d'union avec le PS pour avoir une élue. Ce qui fait que j'ai dit : pour les sénatoriales, nous, on fait avec le PS, parce qu'on a une sénatrice élue et qu'il faut qu'elle soit réélue, et eux, ils nous ont dit qu'il n'y avait pas de problèmes de leur côté si [il insiste sur le « si »] elle n'était pas candidate Front de gauche. Ah, ben d'accord, elle ne sera pas candidate Front de gauche, elle sera candidate communiste, sur une liste avec le PS pour les régionales [sénatoriales] et voilà. » (Patrick Hatzig, entretien le 13 avril 2012)

Le compromis est alors rapidement trouvé et repose sur une non-concurrence (facilitée par le désintérêt des autres acteurs), la préservation de l'« altérité » de la marque FG (en ne l'adossant pas à une candidature commune avec le PS) et le silence quant à cette candidature sur une liste d'union de la gauche, ce qui n'est pas du goût de l'ensemble des acteurs, en premier lieu de Philippe

Leclercq, animateur de la GA 54, ancien conseiller régional de Lorraine et tête de liste du Front lorrain de gauche au printemps 2010 :

« aujourd'hui, dans le même ordre d'idée : les sénatoriales. Il y a donc une liste PS/PC ! Le Républicain Lorrain annonce la liste PS/Front de gauche ! ... Je n'ai entendu personne, ni du Parti de gauche, ni de la Gauche unitaire, dire en réunion : nous allons écrire au Républicain Lorrain pour leur dire que ce n'est pas une liste Front de gauche/PS, mais une liste PC/PS. » (Philippe Leclercq, entretien le 7 juillet 2011)

Les relations entre PCF et GA 54 sont particulièrement tendues. Localement, la GA 54 est associée au FG depuis 2009, mais le retour dans le jeu coalitionnel du PCF renvoie la GA 54 à une position fortement dominée dans la coalition, alors que l'absence du PCF conjuguée à la spécificité d'être la seule organisation du Front lorrain de gauche à disposer d'un élu régional sortant lui avait permis de jouer un rôle nettement plus important au printemps 2010. Cette position dominée, ajoutée à l'histoire de la GA 54 (fondée sur un collectif de soutien à la candidature de José Bové en 2007, lui-même issu d'un collectif antilibéral) et de ses militants (anciens écologistes et/ou anciens militants communistes) et à la perception d'un PCF « trahissant » le FG pour maintenir ses positions institutionnelles, conduisent la GA 54 à exprimer une position plus ferme et à refuser des compromis de ce type, d'autant plus que ce groupe n'a probablement pas été informé de ces négociations¹.

A l'exception de la GA 54, les organisations coalisées vont ainsi accepter le compromis proposé par Patrick Hatzig pour garantir le retour dans le jeu du PCF. La reconduction d'une élue sortante, même si pour cela il est nécessaire d'adopter un dispositif électoral extérieur à la coalition (qui est ici mise en sommeil pour l'élection sénatoriale, laissant ainsi libre cours à une alliance PS-PCF) et donc de s'extraire de la coalition, n'en produit pas moins des effets dans la coalition. D'une part, en s'inscrivant dans les négociations visant au retour du PCF dans la coalition et à la garantie d'une coalition pérenne jusqu'aux élections législatives², la reconduction d'Evelyne Didier est à l'agenda de la coalition et devient un objectif politique accepté par l'ensemble des acteurs coalisés (même si pour certains, cet objectif ne conduit pas à un soutien, mais à l'immobilité). En d'autres termes, il y a acceptation par l'ensemble des acteurs coalisés de la légitimité de la revendication de reconduction des sortants, y compris lorsque cette reconduction nécessite une mise entre parenthèse de la coalition. Cet abandon temporaire ne s'oppose pas à la coalition, mais constitue une modalité pratique de son fonctionnement (en permettant cette parenthèse, l'ensemble des acteurs coalisés

¹ En effet, la réunion visant à reprendre le fonctionnement du FG après les élections régionales a été organisée à l'initiative du PCF. Sa direction n'entendait discuter et négocier qu'avec les organisations officiellement membres de la coalition à l'échelon national, c'est-à-dire le PG et la GU. Manière de garder la main dans la négociation en cassant les potentielles solidarités produites par deux campagnes communes, cette méthode permet ainsi de ne pas voir se créer un front homogène face au PCF dans la coalition.

² Lors de cette même réunion, la direction du PCF propose à ses alliés une alliance pour les élections cantonales, présidentielle et législatives (dans laquelle ils auraient la garantie d'obtenir chacun une circonscription). Face à la possibilité du retour du PCF dans la coalition et à la possibilité d'obtenir des candidats aux élections législatives, les sénatoriales semblent devenir presque anecdotiques pour le PG et la GU.

s'assurent paradoxalement de la pérennité de la coalition). D'autre part, cette négociation et l'accord autour du principe de reconduction des sortants participent de la production d'un ordre coalitionnel différencié ne pouvant se réduire, ni à l'image d'une coalition homogène (présentation faite de la coalition dans l'arène électorale), ni à un espace de concurrence structuré autour d'une seule ligne de partage opposant le PCF à l'ensemble des autres alliés.

D. Les élections législatives de 2012. Une pluralité d'enjeux

La négociation des élections législatives est rendue difficile dans la coalition par trois aspects. Tout d'abord, l'imbrication des différents échelons (national/local) y est plus forte que pour les négociations précédentes et les acteurs pris dans la négociation, plus nombreux, ce qui tend à produire un dédoublement des espaces de négociations et de mise en conformité des choix partisans rendant particulièrement complexes les négociations. Ensuite, le couplage des négociations portant sur l'élection présidentielle et les élections législatives tend à renforcer la dimension identitaire des investitures (obtenir une répartition exprimant avec force l'hégémonie communiste permet de « vendre » le « sacrifice » de l'élection présidentielle, tandis qu'obtenir dans ces conditions des concessions de la part du PCF, c'est afficher sa détermination à ne « rien lâcher », etc.). Enfin, les élections législatives sont investies d'une pluralité d'enjeux qui affectent directement la position des partis, non seulement dans la coalition, mais dans le champ politique. Les élections législatives comportent ainsi un enjeu symbolique (apparaître comme le parti dont les candidats obtiennent les meilleurs résultats) s'exprimant dans la coalition et dans le champ politique. Les élections législatives visent également à obtenir un maximum d'élus, dont la reconduction des députés sortants (1). Cela affecte la capacité du parti à être une force « qui compte » en étant représenté au Parlement et en y disposant d'un groupe parlementaire (qui permet l'accès à des ressources diversifiées). Enfin, les élections législatives comportent un enjeu financier (2) central en ce sens que les résultats obtenus lors de ces élections conditionnent le financement public obtenu par un parti pendant toute la durée qui sépare deux élections législatives comme le rappelle Patrick Lehingue : *« la dispersion apparemment irrationnelle des candidatures permet à chaque organisation, fût-elle groupusculaire, de bénéficier, moyennant un minimum de parts de marché électorales (1%) capitalisées dans un minimum de circonscriptions (50), d'un financement public régulier durant toute la durée de la législature. Ce financement, même dans le cas où aucun candidat n'est élu (et n'a même la moindre chance de l'être), facilitera le paiement des permanents, des locaux, du matériel de propagande, donc*

contribuera – dans de plus ou moins fortes proportions – à la pérennisation de l'organisation, et du même coup confortera cette extraordinaire licence sociale qu'est l'assurance d'avoir le temps »¹.

1. Une définition extensive de la reconduction des sortants

Avec seulement vingt-et-un députés sortants en 2012, soit 3,6% des circonscriptions, la reconduction des sortants ne doit *a priori* pas être une difficulté insurmontable pour le FG. Parmi ces députés, douze sont membres du PCF, trois du PG, et quatre sont d'anciens députés communistes, dont trois sont membres de la FASE. Enfin, deux députés sont des élus d'Outre-mer. Dans les négociations pré-électorales, le PCF retient une définition extensive de la notion de sortants :

« La première, partagée par nos deux partenaires, vise à reconduire les circonscriptions sortantes dans l'équilibre actuel. La seconde nous conduit à demander de conduire le combat comme titulaires dans des circonscriptions où nous sommes en situation de reconquête, ou les mieux placés pour les conquérir, compte tenu notamment de fortes positions électives ou municipales au cœur de ces circonscriptions. »²

Si le premier critère est aisé à circonscrire, le second porte davantage à interprétation. La reconduction des élus sortants est rapidement actée, y compris lorsque les élus sortants n'entendent pas se représenter. L'investiture échoit alors à un candidat issu du même parti. Sur les vingt-et-une circonscriptions concernées, vingt répondent à ce schéma. La seule exception se situe dans l'Aisne. Jacques Desallangre (qui fait partie des quatre parlementaires à avoir rejoint le PG en 2008) est élu député en 1997 sous l'étiquette MDC, puis réélu en 2002 et 2007 en tant que divers gauche et avec le soutien du PCF. Il ne se représente pas en 2012 et tente d'imposer son successeur, son assistant parlementaire, Frédéric Alliot (adjoint au maire à Soissons), ce que le PCF refuse. Au final, Jean-Luc Lanouilh (vice-président communiste du conseil général de l'Aisne) obtient l'investiture du FG (et le soutien public des dirigeants du PG³), tandis que Frédéric Alliot se présente (en tant que divers gauche) et Jacques Desallangre annonce son soutien à François Hollande. Cette exception à la règle de reconduction des sortants peut interroger. En l'absence d'informations, nous sommes limités au constat de cette exception sans pouvoir réellement l'expliquer⁴.

Le second critère évoqué par le PCF peut se définir comme recouvrant l'ensemble des circonscriptions que le PCF a récemment perdues et/ou dans lesquelles la présence d'un nombre significatif d'élus locaux communistes peut faire espérer aux négociateurs communistes, l'obtention

¹ Lehingue Patrick, « Les déterminants matériels de l'activité politique : ce que nous apprennent les comptes publics des partis », in Geay Bertrand et Willemez Laurent (dir.), *Pour une gauche de gauche*, op. cit., p. 119.

² *Communistes*, n°432, 13 avril 2011, CN des 8 et 9 avril 2011, rapport de Pierre Laurent.

³ *L'Humanité*, 31 mai 2012, « Aisne, Jean-Luc Lanouilh se pose en rassembleur à gauche ».

⁴ Même s'il annonce son adhésion au PG en novembre 2008, Jacques Desallangre ne semble pas s'y être investi. Il n'apparaît dans aucun organigramme partisan et n'a pris la parole lors d'aucun des conseils nationaux ou congrès de ce parti auxquels nous avons pu assister. Dès lors, son soutien au PG ne constitue pas une affiliation entendue au sens d'une fidélisation aux orientations partisans. En d'autres termes, bien que se revendiquant du PG, Jacques Desallangre se présente davantage comme un entrepreneur politique local dont les affiliations et les actions sont avant tout déterminées par les enjeux locaux.

d'un mandat parlementaire. La troisième circonscription de Meurthe-et-Moselle, qui regroupe l'essentiel du Pays-haut lorrain, en fournit un parfait exemple. Bien que le député sortant soit socialiste, le PCF y dispose encore d'un solide réseau d'élus : cinq des sept cantons de la circonscription ont un conseiller général communiste ou apparenté, contre un seul pour le PS et un pour la droite ; sur les dix-sept villes de la circonscription comptant plus de 2 000 habitants, le PCF en administre neuf lors des élections législatives de 2012, contre seulement deux pour le PS. Le (relatif) maintien de ce bastion du communisme nourrit ainsi l'optimisme de l'ensemble des acteurs coalisés qui partagent une même croyance en la capacité du FG à (re)gagner cette circonscription. Il faut souligner tout autant la force de cette croyance, qui est exprimée par de nombreux acteurs, que la force de son incertitude objective. En effet, le député sortant socialiste est lui-même bien implanté et si la circonscription a effectivement connu un député communiste, cette séquence a été brève et ancienne puisque le dernier député communiste de la circonscription, Antoine Porcu, n'a siégé que trois ans (1978-1981). Depuis 1981, cette circonscription est largement dominée par le PS. Cette réalité n'empêche pas l'anticipation d'une victoire possible et d'un optimisme non feint (et confinant à une forme d'illusion militante) de la part des cadres interrogés. Ainsi, le secrétaire départemental du PCF l'affirme à plusieurs reprises au cours de nos entretiens :

« Et puis, est arrivée la FASE, qui rentre dans le truc. Et il y a un camarade dans le Parti qui dit : « Ouais, on peut proposer une circonscription à la FASE ». Je dis : « Pari risqué, mais bon, on va leur proposer... » On leur propose la cinq.

C'est celle de Toul, c'est ça?

Ouais, celle de Toul. Alors, ce n'est pas parce que c'est celle de Toul, c'est tout simplement... si vous connaissez bien comment est structuré le Parti communiste... cela ne pouvait pas être la trois...

C'est...

C'est celle du Pays-Haut. C'est là qu'on peut gagner! Donc, cela ne peut pas être la trois.» (Patrick Hatzig, entretien le 13 avril 2012. Secrétaire fédéral du PCF en Meurthe-et-Moselle)

Cet enjeu est suffisamment prégnant pour qu'il soit évoqué spontanément pour justifier de la proposition faite par le PCF à la FASE d'obtenir une autre circonscription du département. Par ailleurs, il réaffirme pratiquement le sens de la reconduction des sortants et/ou des circonscriptions « gagnables » en ce sens qu'elles sont exclues de l'application du principe de diversité. Lors du même entretien, il réaffirme l'objectif du PCF de gagner dans cette circonscription et resitue cet objectif dans le temps long : *« Il faut savoir que c'est une circonscription qu'on essaye de regagner depuis un bout de temps. »* (Patrick Hatzig, entretien le 13 avril 2012. PCF). Les tensions autour de l'investiture du candidat communiste dans cette circonscription et ce que l'on pourrait qualifier d'« affaire poule » (*cf. ci-dessous*) n'entame pas la croyance dans le gain possible de ce mandat parlementaire. Ainsi, interrogé sur la capacité du PCF à gagner cette circonscription malgré ces tensions, Patrick Hatzig est toujours aussi catégorique :

« C'est toujours une circonscription gagnable?

Ah, c'est toujours gagnable! Oui, oui, oui ! bien sûr. » (Entretien le 13 avril 2012)

Le secrétaire fédéral du PCF n'est pas le seul à croire aux chances d'un candidat du FG dans cette circonscription : Patrice Zolfo partage cette conviction, tout au plus reconnaît-il (ce que les autres acteurs interrogés ne font pas) la difficulté d'une telle ambition au regard de la forte concurrence que représente Christian Eckert, député socialiste sortant, jouissant d'un fort ancrage local :

« Marie-George Buffet est venue ici même, à Saulnes [...], le 1^{er} avril 2011, c'est pas un poisson, c'est vrai, pour rencontrer les dirigeants et les élus communistes de la circonscription. Et débattre avec eux... de cette circonscription, qui était pointée du doigt comme étant jouable, et gagnable, par un candidat [Silence] d'abord communiste, en tout cas, PCF, ou reconnu PCF, parce que ça venait d'accords nationaux, avec des circonscriptions d'ores et déjà réparties, entre... au moins les trois composantes principales du Front de Gauche, [hésitation] et puis jouable, parce que les résultats électoraux du Front de Gauche dans les élections précédentes, montraient qu'il y avait une possibilité de... [gagner]. En même temps, avec une circonscription légèrement nouvelle, puisque redécoupée à l'occasion de ces élections législatives, et qui récupérait un canton supplémentaire, un canton sur lequel l'élu est... l'élu est, était communiste. Et en plus, président du groupe, qui est devenu maintenant le groupe Front de Gauche au Conseil général, André Corzani maire de Joeuf. Donc tous les... on va dire que tous les feux étaient au vert... [...]

Et on en arrive, au terme de l'échec qui est que Serge De Carli, d'une circonscription effectivement qui pouvait être jouable, gagnable... je vais peut-être pas dire gagnable je vais dire jouable...

Oui, parce qu'elle était quand même assez difficile...

Oui, quand on voit le résultat de Christian Eckert, du député sortant, bon. Terme de son premier mandat, reconnu, bon travail de parlementaire, c'était quand même jouable, certes, mais jouable dans la mesure où on aurait mené les deux campagnes en même temps, tu comprends, présidentielle et législatives, ce qu'on n'a pas fait. » (Patrice Zolfo, entretien le 14 juin 2012. Militant communiste dans le Pays-Haut en Meurthe-et-Moselle, directeur général des services d'une commune communiste et fils du précédent maire de cette commune. Ancien rénovateur communiste, il est pressenti pour être directeur de campagne de Philippe Marx)

Cette conviction en la capacité du PCF à gagner la circonscription, ou tout au moins à « jouer la gagne » est partagée très largement en dehors du PCF : « *Parce que cette circonscription est dite gagnable, et c'est vrai qu'elle l'est objectivement...* » (Bora Yilmaz, entretien le 6 juillet 2011). Ce responsable départemental de la GU en Meurthe-et-Moselle, par ailleurs membre de son CN et l'un des rares à avoir suivi Christian Picquet dans la dissidence en mars 2009, fait de cette caractéristique – la circonscription comme « gagnable » –, non une question d'interprétation ou d'optimisme militant, mais bien d'objectivité. Cette même croyance se retrouve dans les propos de Mathieu Piotrkowski, autre militant de la GU, candidat aux élections législatives en Meurthe-et-Moselle :

« De Carli, pour moi, c'est un cumulard. Il est déjà maire, il est conseiller général. Il a été élu il y a moins d'un an quand même au conseil général et il veut se présenter à un scrutin pour être élu car vraisemblablement, c'est une circonscription qui est prenable. Voilà. Je pense que c'est quelqu'un qui roule pour sa pomme, un point c'est tout. » (Entretien, le 9 décembre 2011)

La critique qu'il produit de Serge De Carli comme étant un « cumulard », comme « *quelqu'un qui roule pour sa pomme* », s'explique par un conflit social opposant le conseil général et les salariés d'une association, Vivre dans la ville, qui manifestent contre la redéfinition des politiques sociales du département, perçues comme mettant en danger la pérennité de l'association. Les élus communistes au conseil général, tout comme le PCF, soutiennent ces choix budgétaires, tandis que les autres organisations du FG (PG, FASE et GU) soutiennent les salariés. Mathieu Piotrkowski est alors

particulièrement mobilisé dans le soutien au mouvement des salariés de Vivre dans la ville, ce qui peut probablement s'expliquer par une homologie de position, étant lui-même éducateur spécialisé et responsable syndical (CGT). La perception de Serge De Carli comme représentatif de la figure rejetée du « cumulard », bref de l'opportuniste construisant sa carrière en franchissant les étapes du lent *cursus honorum* devant l'amener au marché politique national ne fait alors que renforcer sa propre conviction que cette circonscription est « prenable » dans la mesure où un tel acteur ne saurait s'investir sans une forte perspective de réussite. Au final, peu importe que Serge De Carli réponde à cette figure ou non¹. Pour Mathieu Piotrkowski, en montrant son intérêt pour cette investiture, il ne fait que confirmer la conviction de la capacité du FG à y gagner.

La conséquence immédiate de cette caractérisation comme étant une circonscription « gagnable » en est la sanctuarisation pour le PCF et l'autolimitation des autres acteurs de la coalition dont aucun ne songe à la revendiquer. En d'autres termes, la revendication de cette circonscription n'est pas seulement acceptée comme étant la conséquence d'une négociation effectuée à l'échelon national dont les acteurs locaux accepteraient bon gré mal gré les conséquences, mais l'expression d'une incorporation de la légitimité du PCF à y être candidat, prenant alors la forme de l'évidence. Le principe d'équité dans le fonctionnement de la coalition n'est jamais aussi manifeste que lorsqu'il s'exprime par son oubli. En effet, la caractérisation de cette circonscription comme devant être légitimement ou évidemment attribuée au PCF, repose intégralement sur l'incorporation du principe selon lequel l'asymétrie des ressources mobilisables par l'un des partis coalisés fonde *quasi-naturellement* ses revendications dans l'espace de la coalition.

Les critères de définition de la « bonne candidature » pour obtenir l'élection d'un député communiste dans le Pays-Haut méritent que l'on s'y attarde. L'opposition entre le profil militant de Philippe Marx et le profil électif de Serge De Carli n'est pas seulement une catégorie d'analyse politologique. Il s'agit véritablement d'un registre utilisé par les équipes en présence pour stigmatiser ou défendre la candidature du maire de Mont-Saint-Martin. La stratégie visant à présenter dans une circonscription « gagnable » un élu local bien implanté est d'ailleurs conforme à la logique de préservation des positions électorales du PCF, en s'appuyant sur le maintien d'élus bénéficiant d'une forte implantation locale. Cette stratégie est d'ailleurs redoublée par le choix du suppléant. En effet, Serge De Carli et André Corzani occupent des positions très similaires : tous deux maires et conseillers généraux, ils entretiennent également un rapport ambivalent de proximité/distance au PCF. Par ailleurs, lors des deux dernières élections législatives, le PCF a investi dans cette circonscription un candidat présentant le même profil : Laurent Righi, maire de Hussigny-Godbrange

¹ N'ayant pas réalisé d'entretien avec lui, et n'ayant pas eu l'occasion ne serait-ce que d'une discussion informelle, nous ne reprenons ni n'infirmons ce portrait. Toujours est-il que les positions qu'il occupe se prêtent à une telle lecture militante dont les effets sont plus importants ici que la réalité dont cette grille interprétative est censée rendre compte.

et conseiller général. Il ne s'agit donc pas d'un choix circonstanciel, mais bien d'une stratégie reposant sur la croyance en la convertibilité des ressources politiques obtenues sur les marchés politiques locaux en mandat parlementaire. Pour Patrick Hatzig, il s'agit des « *deux candidats optimums* » (entretien, le 13 avril 2012). Alors qu'il refuse d'évoquer la situation dans le Pays-Haut, Christian Poirson ne lâchera qu'un élément : « *Philippe n'a pas la notoriété de Serge* » (entretien, le 30 janvier 2012). La notoriété des deux conseillers généraux revient trop souvent, et dans les récits d'acteurs occupant des positions très différentes et parfois opposées, pour ne pas être l'un des principaux arguments visant à légitimer et rendre incontournable la candidature de Serge De Carli :

« Moi je pense que la direction nationale, et Marie-George Buffet, et Patrick Hatzig la direction départementale, ont pensé que Serge De Carli sur cette élection ne pouvait pas être battu. Que sa position, son aura, sa reconnaissance, maire de Mont-Saint-Martin... ne pouvait pas être battues. Et il est battu ! » (Patrice Zolfo, entretien le 14 juin 2012. PCF)

Ce critère, même lorsqu'il est fortement critiqué, se retrouve aussi parmi les militants de GU lorsqu'ils relatent l'épopée qu'a constitué la désignation du candidat du FG dans le Pays-Haut :

« Il y avait deux candidats en lice : le secrétaire de la section PCF de Villerupt, Philippe Marx et... Serge de Carli que tu connais... qui est conseiller général, maire de Mont-Saint-Martin, à côté de Longwy, et qui proposait sa candidature... [...] qui proposait sa candidature avec André Corzani comme suppléant. En expliquant que étant élu, étant bien implanté, avec des réseaux sur la circonscription... » (Bora Yilmaz, entretien le 6 juillet 2011. Secrétaire départemental de la GU en Meurthe-et-Moselle)

L'opposition faite dans les interactions concurrentielles pour l'investiture, entre deux types de capitaux politiques fondés sur des rôles (celui de *militant* et celui d'*élu*) construit dans et pour la compétition intra-partisane comme distincts voire antagonistes, le clivage entre capital militant et capital électif local peut se traduire par une véritable hiérarchisation des types de capitaux. Les stigmatisations croisées de la figure du *militant* et de la figure de l'*élu* expriment ainsi des principes de classement, c'est-à-dire l'attribution implicite d'une valeur plus ou moins grande aux différents rôles qu'endossent les deux candidats à l'investiture. La hiérarchisation de la valeur des candidatures induit ici une hiérarchisation des rôles dans le parti, dans la mesure où l'acteur disposant déjà d'un mandat local et ayant « fait ses preuves », obtient une présomption de représentativité et de bonne candidature qu'exprime crûment le secrétaire fédéral du PCF :

« Donc... c'était... terrible ce qui s'est passé là. Donc, maintenant, il a beaucoup moins de soutiens... il n'en avait déjà pas beaucoup au départ, et puis voilà... Serge De Carli, de toute façon... On ne sait pas s'il fera plus de 5% [Philippe Marx] s'il se présente. Et puis, De Carli, c'est quand même quelque chose quoi ! » (Patrick Hatzig, entretien le 13 avril 2012. Secrétaire fédéral du PCF en Meurthe-et-Moselle)

La dernière phrase que nous avons soulignée condense et exprime la hiérarchisation implicite opérée et son évidence pour cet acteur (le déséquilibre entre la qualité supposée des deux candidatures rendant inutile la formulation directe des principes de classement usitée).

Le cas de la troisième circonscription de Meurthe-et-Moselle permet ainsi de définir les circonscriptions « où le PCF est en situation de reconquête », mais il permet également de mettre à

jour les critères dominants de la « bonne candidature » lorsqu'il s'agit de maintenir une circonscription (primauté aux sortants), ou d'en conquérir une nouvelle. Dans cette seconde situation, la priorité n'est pas forcément donnée aux acteurs disposant d'un fort capital partisan, mais aux acteurs déjà fortement implantés. L'opposition entre Philippe Marx et Serge De Carli est particulièrement significative de ce pragmatisme. Alors que Philippe Marx s'investit dans l'animation du parti (secrétaire de section), il ne semble guère « faire le poids » pour le secrétaire fédéral de Meurthe-et-Moselle contre Serge De Carli qui entretient pourtant un rapport distancié et toujours négocié au PCF. Ce dernier point permet de poser l'hypothèse selon laquelle l'enjeu des élections législatives n'est pas forcément d'obtenir le plus grand nombre d'élus caractérisés par une forte discipline partisane, mais d'obtenir le plus grand nombre d'élus se revendiquant du parti et dont le parti peut se revendiquer, notamment en vue des financements publics.

2. L'enjeu financier des élections législatives

La négociation de la répartition des investitures pour les élections législatives est inséparable de ces enjeux financiers. En effet, les élections législatives conditionnent le financement public des partis politiques¹ et impactent triplement les finances partisans. D'une part, et à condition de dépasser le seuil requis², la première fraction permet aux partis d'obtenir un financement proportionnel aux suffrages obtenus. D'autre part, la seconde fraction (proportionnelle au nombre de parlementaires se rattachant à un parti) permet aux partis disposant de parlementaires d'obtenir un second financement. A titre d'exemple, le financement public représentait en moyenne 11,2% des recettes du PCF entre 2003 et 2012. Enfin, les élections législatives constituent également une source de financement indirecte par les reversions totales ou partielles des indemnités des élus. A l'exception du PCF, l'accès au financement public pour les partis de la gauche radicale dépend presque exclusivement de la première fraction, c'est-à-dire des résultats obtenus aux élections législatives, qu'il y ait ou non élection d'un ou plusieurs députés. Les élections législatives agrègent ainsi trois types de ressources politiques : élective (capacité à obtenir des positions électorales), symbolique (capacité à revendiquer de « bons » résultats, symbole d'une forte implantation militante) et financière. La détention par un parti de ces ressources est exclusive, ce qui conduit à en

¹ Poirmeur Yves et Rosenberg Dominique, *Droit des partis politiques*, Editions Ellipses, Paris, 2008, p. 145-184.

² Pour être éligible à la première fraction du financement public, un parti (en métropole) doit voir au moins cinquante de ses candidats issus de trente départements obtenir 1% des suffrages exprimés. Si ce seuil peut paraître faible, il n'en produit pas moins des effets importants pour la gauche radicale comme en atteste la perte du financement public pour le NPA et LO en 2012. Les conditions d'éligibilité à la première fraction constituent une contrainte forte quant à la négociation des investitures au sein du FG. En effet, ces conditions, couplées à la revendication communiste d'une clef de répartition lui garantissant 80% des circonscriptions, ce sont tout au plus deux autres organisations qui pouvaient espérer un financement public avant la mise en place d'une association de financement commune à certains des partis du FG.

renchérir le coût en coalition¹. Cette particularité des élections législatives explique les conditions posées par le PCF, mais aussi la longueur des négociations au sein de la coalition. Ainsi, alors que ces négociations devaient théoriquement être terminées en juin 2011 lors de la consultation interne visant à désigner le candidat du PCF à l'élection présidentielle, une trentaine était encore en discussion en janvier 2012, même si un accord de répartition était acté sur la grande majorité des circonscriptions. La pluralité des enjeux liés aux « sortants » conduit ici à adopter une définition extensive de la qualité de sortants, et à y inclure à la fois les circonscriptions dans lesquelles un parti dispose d'un député, celles dans lesquelles il est en capacité de réaliser un résultat conséquent et enfin, d'inclure la reconduction des financements publics dans la définition même du principe de reconduction des sortants. En ce sens, ce principe ne vise pas seulement à garantir le maintien des ressources électives, mais celui de l'ensemble des ressources attachées à la compétition électorale.

Les négociations concernant les élections législatives reposent ainsi sur une classification fine des circonscriptions. Une première catégorie est composée des circonscriptions dans lesquelles l'un des partis de la coalition dispose d'un député sortant. Cette catégorie ne représente que 3,6% des circonscriptions. A cela s'ajoute une deuxième catégorie : les circonscriptions dans lesquelles le PCF anticipe un bon résultat de ses candidats. Peuvent être placées dans cette catégorie les circonscriptions dans lesquelles le PCF est « *en situation de reconquête, ou les mieux placés pour les conquérir, compte tenu notamment de fortes positions électives ou municipales au cœur de ces circonscriptions* »², ainsi que les circonscriptions où un candidat communiste a obtenu plus de 15% des suffrages exprimés en 2007 comme le précise Marie-George Buffet en juin 2011 : « *Personne n'a contesté à notre parti les circonscriptions où nous avons des sortants ou celles où nous sommes en reconquête. Toutes celles où nous faisons au-dessus de 15 % sont attribuées à notre parti* »³.

Une troisième catégorie (que les acteurs subdivisent plus finement encore en fonction des résultats obtenus) rassemble l'ensemble des circonscriptions dans lesquelles le FG peut espérer des

¹ A l'inverse, le financement public ne constitue pas une réelle incitation à l'union, surtout si cette union est dominée. En effet, entrer dans une coalition conduit à ne pas être présent dans toutes les circonscriptions, ce qui produit au moins deux effets. D'une part, cela restreint directement le financement au titre de la première fraction en affectant le nombre de suffrages pris en compte pour le calcul du financement. D'autre part, pour les partis dont l'audience électorale est faible et/ou fluctuante, cela augmente le risque de ne pas atteindre le seuil d'éligibilité au financement. On comprend que dans cette configuration, et au regard des conditions faites au sein de la coalition aux alliés du PCF (clef de répartition de 80% et sanctuarisation des meilleures circonscriptions), que l'enjeu des finances au NPA n'ait eu aucun effet incitatif à l'alliance. Bien au contraire, si cet enjeu avait été appréhendé, il aurait renforcé la tendance à la désunion afin de présenter un maximum de candidats dans l'espoir que cinquante d'entre eux dépassent le seuil de 1% des suffrages exprimés. Faire ce constat ne signifie cependant pas que cette contrainte institutionnelle et financière ait eu un impact sur la stratégie du NPA et encore moins que cet impact, si impact il y a, ait été central. Nous rejoignons Patrick Lehingue quant à l'incitation à la désunion que peut constituer le dispositif de financement public des partis politiques. Cf. Lehingue Patrick, « Les déterminants matériels de l'activité politique », *op. cit.*, p. 113-144.

² *Communistes*, n°432, 13 avril 2011, CN des 8 et 9 avril 2011, rapport de Pierre Laurent.

³ *Communistes*, n°439, 8 juin 2011, Marie-George Buffet.

résultats faibles (voire très faibles) à moyens. Si ces dernières circonscriptions n'ont guère d'intérêt en termes de mandats électoraux obtenus ou potentiels, elles retrouvent de leur utilité au regard du financement public (première fraction), ce qui explique la revendication communiste d'une clef de répartition ne laissant que peu de place à l'application du principe de diversité¹. Au risque d'affirmer une évidence, toutes les circonscriptions électorales ne se valent pas, ce principe étant encore renforcé dans le cas d'une coalition où toute investiture est tout à la fois lutte électorale (et parfois financière) et lutte symbolique pour la reconnaissance dans la coalition. Les élections législatives condensent ainsi, pour les négociateurs au sein de la coalition, trois enjeux entrecroisés et parfois opposés. En premier lieu, le nombre d'élus que chaque parti de la coalition peut espérer conserver ou conquérir. Ce premier enjeu, qui exprime le principe de reconduction des sortants dans son acception la plus stricte et le principe d'équité dans les gains éventuels, ne concerne que les circonscriptions disposant d'un élu sortant de la gauche radicale et celles qui sont anticipées comme « gagnables » (en se fondant sur les résultats obtenus précédemment, ou sur l'implantation d'élus locaux comme dans l'exemple de la troisième circonscription de Meurthe-et-Moselle, etc.). Le deuxième enjeu est symbolique et sera plus amplement détaillé dans la section suivante. Il s'agit de retrouver dans l'économie symbolique de la coalition, sa diversité (chaque partie à l'alliance entendant être représentée), mais aussi de pouvoir faire valoir dans les luttes internes à la coalition, la capacité d'un parti à représenter efficacement la coalition, c'est-à-dire à réaliser de bons résultats électoraux. Cet enjeu ne conduit pas tant à revendiquer de nombreuses candidatures, que des circonscriptions dans lesquelles les partis savent disposer de conditions réputées favorables pour réussir un « coup » électoral qui pourra ensuite être utilisé dans l'économie symbolique de la coalition, comme exemple des capacités partisans. Cet enjeu explique la compétition interne à la coalition pour des candidatures, même sans aucune anticipation de victoire. Par ailleurs, pour les acteurs dominés de la coalition, le faible nombre d'investitures doit être compensé par leur qualité qui doit permettre l'affirmation symbolique des acteurs dominés. Le troisième enjeu est lié au financement public, celui-ci se subdivisant en deux sous-enjeux. Le premier consiste à obtenir suffisamment de circonscriptions pour être éligible à la première fraction du financement public, seul ou dans le cadre d'un rassemblement technique. Le second vise à l'obtention des circonscriptions les plus favorables (celles où les partis anticipent de « bons » résultats, ce qui ne se limite pas aux circonscriptions « sortantes » ou « gagnables »). Cet enjeu financier peut également ressortir du principe de reconduction des sortants, dans une acception extensive, c'est-à-dire comme visant au maintien de l'ensemble des ressources dont l'accès est permis par les dispositifs électoraux.

¹ Rappelons que lors des élections européennes de 2009 et 2014, le PCF ne dispose que de 44,2% et 47,9% des candidatures, contre 80% lors des élections législatives.

La reconduction des financements publics du PCF est un enjeu clairement exprimé dans les débats intra-partisans. Ainsi, ce n'est pas en termes de nombre de circonscriptions attribuées au PCF que Marie-George Buffet présente la clef de répartition revendiquée par le PCF dans les négociations, mais en nombre de suffrages que le PCF « consent » à allouer aux autres acteurs de la coalition : « *Dans nos discussions avec nos partenaires sur les législatives, nous avons proposé de mettre au « pot commun » l'équivalent de 150000 voix du PCF de 2007 en terme de circonscriptions* »¹. Ce passage par le nombre de voix ne prend tout son sens qu'en le rapprochant des modalités d'attribution de la première fraction du financement public. L'usage des résultats de 2007, qui fonctionne ici comme une *hypothèse basse* en dessous de laquelle la direction du PCF n'envisage pas véritablement de descendre, démontre la nécessité pour les acteurs d'anticiper les résultats pour que la baisse du financement public découlant d'un plus faible nombre de candidatures puisse être compensée par une progression suffisante dans les circonscriptions attribuées au PCF. L'enjeu financier des législatives est plus clairement encore exprimé, bien que très rarement de manière aussi nette, dans le rapport présenté par le trésorier du PCF lors de cette conférence nationale :

« Cette question de l'aide publique est bien sûr au centre de nos préoccupations au moment où tous nos efforts sont tendus vers la conclusion d'un accord avec nos partenaires. Je rappelle en effet que chaque voix réalisée par les candidats aux élections législatives se rattachant au Parti rapporte chaque année 1,67 euro. (...) On perçoit l'enjeu financier lié à la réalisation d'un accord respectant notre implantation électorale et militante »²

Cet enjeu financier explique également l'intérêt porté par les différents partis à l'étiquette déclarée par les candidats en préfecture, celle-ci permettant ensuite la prise en compte des suffrages obtenus pour le financement du parti déclaré par le candidat. La quatrième circonscription de Meurthe-et-Moselle (Lunéville) en fournit un parfait exemple. L'accord de répartition au sein du FG attribuait cette circonscription au PCF qui envisageait d'y présenter Maurice Villaume, seul conseiller général communiste du sud du département, par ailleurs maire de Damelevières, avant son décès en octobre 2011. Le PCF investit finalement Claude Blaque. Ancien militant socialiste, il est conseiller général de Tomblaine. En 2011, il se présente avec le soutien du FG et affronte la concurrence d'un candidat socialiste qui le devance largement. Claude Blaque n'est membre d'aucun parti, mais va être investi sur cette circonscription attribuée au PCF qui présente cette candidature comme une nouvelle manifestation de son ouverture et de son engagement dans la coalition (selon cette présentation partisane, le PCF n'est ainsi présent que dans la moitié des circonscriptions, contre 80% selon l'accord national). Cette candidature est rendue possible par deux éléments : d'une part, le décès de Maurice Villaume qui prive le PCF de son candidat pressenti ; d'autre part, la déclaration de rattachement de Claude Blaque au PCF pour l'attribution de la première fraction :

¹ *Communistes*, n°432, 13 avril 2011, CN des 8 et 9 avril 2011, Marie-George Buffet.

² *Communistes*, n°440, 15 juin 2011, rapport de Jean-Louis Le Moing, « Les enjeux de la bataille financière ».

« Aujourd'hui, on a trois candidats communistes sur les six circonscriptions, on a quatre circonscriptions dans le cadre... Parce que Claude Blaque, il se présente – il n'est pas communiste – mais il se présente sous l'étiquette, non plus communiste, mais sous l'étiquette Front de gauche, mais c'est quand même une circonscription où il sera quand même inscrit PCF en préfecture.

Au niveau financier?

Voilà, c'est ça. Mais, il n'est pas communiste et il n'est pas sous l'étiquette communiste. Donc voilà, les législatives, cela s'est passé comme ça. Je trouve qu'on s'en sort bien, parce que c'est un bon deal, tout va bien. C'est pas mal. » (Patrick Hatzig, entretien le 13 avril 2012. Secrétaire fédéral du PCF en Meurthe-et-Moselle)

La présentation qu'il choisit amène à en faire un signe d'ouverture, ce qu'il manifeste à plusieurs reprises en évoquant les railleries d'autres responsables départementaux du PCF quant à ses qualités de négociateur. Le discours change alors immédiatement lorsque son interlocuteur, en *verbalisant le non-dit* dans lequel se situe la manifestation de l'intérêt financier de cette déclaration, en même temps qu'il dévoile sa connaissance de ce dispositif pratique, permet la reconnaissance fugace de cet intérêt, avant un retour aussi rapide que définitif à la version officielle : celle d'un non-communiste investi par le PCF dans une circonscription qui lui était *normalement* dévolue.

Section 2. De quelques variables affectant les interactions entre acteurs coalisés

La pérennisation de la coalition a pour conséquence la permanence des interactions entre les acteurs de l'alliance, il n'en reste pas moins que l'activité de la coalition est très fluctuante et alterne périodes d'intenses interactions lors des séquences électorales¹, et séquences de faibles interactions dans lesquelles l'essentiel de l'activité militante se fait dans les partis coalisés². Dès lors, les interactions entre acteurs coalisés sont fortement dépendantes de différentes variables qui peuvent conduire à un fort accroissement des tensions internes à la coalition, au premier rang desquelles l'intensité de la perception des enjeux par les acteurs coalisés (A). Les choix stratégiques effectués par les directions partisans résultent des ressources qu'ils peuvent mobiliser et/ou qu'ils entendent préserver. Nous prendrons ici l'exemple des ressources financières (B), mais il est nécessaire d'adopter une définition extensive des ressources comme étant l'ensemble des moyens matériels ou immatériels qu'un acteur politique peut mobiliser pour réaliser ses objectifs³. Nous faisons également l'hypothèse que la localisation des négociations tend à renforcer l'asymétrie des positions

¹ Nous retenons une définition extensive de la séquence électorale, débutant avec la mise à l'agenda d'une élection dans la coalition et ne se terminant qu'avec la production d'une interprétation (plus ou moins) partagée du sens du scrutin.

² L'existence de structures locales du FG peut venir nuancer ce constat, à la condition préalable qu'elles aient une réelle activité en dehors des campagnes électorales, ce qui n'est pas, et de loin, toujours le cas.

³ Etudiant les négociations électorales, Nicolas Bué adopte une définition très similaire des ressources politiques entendues comme « *tout moyen par lequel une personne ou un groupe peut influencer le comportement des autres* ». Cf. Bué Nicolas, « Usages et fonctions du secret dans les relations entre entreprises politiques », *op. cit.*, p. 185.

entre les différents acteurs de la coalition (C). Par ailleurs, les entreprises partisanes n'étant pas des espaces clos, il n'y a pas d'un côté ce qui relève des luttes intra-partisanes et de l'autre, ce qui relève des luttes spécifiques à la coalition dans laquelle les partis se présenteraient comme homogènes (D).

A. L'intensification des enjeux

La centralisation des candidatures au profit du PCF (et dans une moindre mesure du PG) est d'autant plus forte que l'on se dirige vers le « dur » des positions électives (avec la détention de mandats électifs). Le poids du ou des partis dominants est ainsi plus fort et restreint plus fortement l'accès des acteurs dominés aux positions considérées comme ayant le plus de valeurs. Les acteurs n'attachent pas la même importance à l'animation d'une liste, à une place éligible, ou à l'inverse aux dernières places (quoique celle-ci soit parfois réservée à un militant connu, ou un ancien élu, etc.). Figurer parmi les premiers d'une liste, ou être candidat dans une circonscription perçue comme importante par les acteurs, n'a, là encore, pas la même valeur. Au sommet de ce classement tacite et très variable figure l'obtention d'un mandat électif dont la valeur est d'autant plus importante que la capacité des partis de la gauche radicale à faire élire leurs représentants est relativement restreinte. Dès lors, les acteurs les mieux placés dans la compétition interne à la coalition ont tendance à concentrer la détention des places éligibles, etc. Ainsi, les acteurs dominants la coalition ne le sont jamais autant que lorsque les enjeux (symboliques, électifs et matériels) s'intensifient.

Les dispositifs adoptés par la coalition pour les élections régionales en constituent un premier exemple. A l'automne 2009, les tensions entre PCF et PG s'accroissent fortement quant à la négociation pour les élections régionales¹. L'animation de la liste en Ile-de-France a ainsi condensé les aspirations partisanes. Trois candidats la briguaient : Jean-Luc Mélenchon (PG), Pierre Laurent (PCF) et Patrick Braouezec (FASE). La candidature de Jean-Luc Mélenchon s'inscrivait dans une stratégie visant à faire de lui le candidat incontournable de la coalition à l'élection présidentielle. Pierre Laurent, qui n'était alors que le numéro deux du PCF et candidat désigné à la succession de Marie-George Buffet, était dans une recherche d'accroissement de sa notoriété. Enfin, l'exclusion de

¹ Ces tensions récurrentes étaient analysées par les médias et commentateurs de la vie politique comme une forte incertitude quant à l'avenir de la coalition. Cette grille de lecture confondant l'accroissement des tensions liées aux phases de négociations et d'affrontements des intérêts partisanes et le prélude à l'abandon du cadre coalitionnel, est mobilisée avec constance à chaque nouvelle « crise » de la coalition qui sont pourtant d'autant plus régulières que les élections se rapprochent. Insatisfaite des places obtenues par la FASE en 2010, Clémentine Autain n'hésite ainsi pas à pronostiquer l'éclatement du FG avant l'élection présidentielle de 2012... Cf. *Libération*, 18 janvier 2010, « Clémentine Autain et le « verrouillage » du PCF ». Plutôt que de s'interroger sur l'éventuelle « fin » de la coalition, il est plus pertinent de s'interroger sur ce que ces conflits font à la coalition et révèlent sur son fonctionnement concret, celle-ci n'étant pas un ensemble stabilisé de relations sociales, mais une dynamique concurrentielle dans laquelle les acteurs agissent et s'opposent en mobilisant des règles du jeu tout en les produisant et en les contournant. En d'autres termes, les conflits ne sont pas la marque d'un dysfonctionnement d'une coalition stabilisée, mais la marque d'une institutionnalisation inachevée, erratique et incertaine de la coalition.

la FASE des discussions lors des élections européennes conduit cette organisation à « faire monter » les enchères et à tendre le jeu coalitionnel¹.

La production d'un leader partisan. L'exemple de Pierre Laurent

Issu d'une famille de dirigeants communistes (il est le fils de Paul Laurent – ancien numéro deux du PCF sous la direction de Georges Marchais – et le frère de Michel Laurent – membre de l'exécutif du PCF), Pierre Laurent devient responsable de l'UEC pendant ses études (il obtient une maîtrise d'économie). Lorsqu'il est désigné comme le successeur de Marie-George Buffet, l'essentiel de sa carrière professionnelle et partisane (les deux s'enchevêtrant indissociablement) s'est faite au sein du journal *L'Humanité* dans lequel il a gravi les différents échelons. Lorsqu'il devient coordinateur national du PCF en 2009, il ne détient aucun mandat électif. La presse le désigne largement comme un « inconnu »², face à deux personnalités de la gauche radicale bénéficiant d'une notoriété bien établie (Olivier Besancenot) ou en en passe de l'être (Jean-Luc Mélenchon). La production d'un véritable leadership communiste autour de Pierre Laurent (qui ne bénéficie pas d'une forte notoriété et est considéré comme peu « charismatique ») va s'appuyer sur deux tactiques. Une première consiste à le faire connaître des militants communistes et des sympathisants. La création du poste de coordinateur national, avant qu'il ne prenne la succession officielle de Marie-George Buffet au poste de secrétaire national (en juin 2010), puis sa présence particulièrement forte et remarquable dans la presse communiste traduisent cette construction du leadership partisan. Ainsi, il est particulièrement rare qu'un numéro de *Communistes* ne fasse pas plusieurs mentions au leader du PCF, ce qui tranche avec l'absence de Jean-Luc Mélenchon dans *A Gauche* ou d'Olivier Besancenot dans *Rouge*, puis *Tout est à nous !/L'Anticapitaliste*. Cette production du leadership s'est également appuyée sur une logique d'accumulation des postes politiques et des mandats électoraux (conforme en cela à la tradition communiste de donner accès à un mandat parlementaire à son dirigeant). Secrétaire national du PCF en juin 2010, il y ajoute dès décembre 2010 la fonction de président du PGE, puis pendant la campagne présidentielle, il devient en 2011 président du conseil national de campagne du FG. A cette accumulation des fonctions politiques, répond une logique de cumul des mandats. En mars 2010, il devient conseiller régional d'Ile-de-France, puis sénateur de Paris en 2012 (après la démission de Nicole Borvo Cohen-Seat). Il se présente sur les listes PS-PCF lors des élections municipales de 2014 (ce qui conduira à raviver les tensions entre PCF et PG), tout en n'étant pas en position éligible. L'accès au poste de secrétaire national du PCF s'est donc accompagné d'une logique d'accumulation d'un fort capital politique dont la première étape était l'accès à un mandat électif régional dans une région propre à attirer l'attention des médias et se faire connaître et reconnaître.

Dès lors, les débats autour de la tête de liste régionale en Ile-de-France, qui structurent les tensions entre PCF et PG d'une part, entre PCF et FASE d'autre part, condensent plusieurs enjeux qui

¹ Clémentine Autain dénonce ainsi une construction « autour du PCF » qui pratique un fort « verrouillage ». On peut voir ici l'usage du principe de diversité pour contraindre les acteurs de la négociation à accepter un compromis plus favorable à la FASE qui revendiquait en Ile-de-France la tête de liste régionale, que le PCF entendait réserver à Pierre Laurent, et la tête de liste départementale en Seine-Saint-Denis, (ancien) bastion communiste dans lequel le PCF souhaitait présenter sa secrétaire nationale Marie-George Buffet, en appui à la stratégie d'établissement électoral de Pierre Laurent.

² Un sondage de 2011 commandé par le MUP visait à tester « l'image » de Robert Hue, Jean-Pierre Chevènement, Jean-Luc Mélenchon et Pierre Laurent dans l'opinion publique. Si ce sondage n'a que peu d'intérêt dans ses résultats globaux, il est cependant particulièrement significatif quant à la faible notoriété de Pierre Laurent. Les personnes sondées n'avaient initialement que deux possibilités (se définir comme ayant une bonne ou une mauvaise opinion de chacune des personnalités testées). Pour Robert Hue, Jean-Pierre Chevènement et Jean-Luc Mélenchon, une majorité des personnes interrogées acceptent de répondre à cette question (de 79% pour Jean-Pierre Chevènement à 71% pour Jean-Luc Mélenchon), mais les sondés ne sont que 25% à avoir une opinion quant à Pierre Laurent. Par ailleurs, il se distingue par le plus faible nombre de personnes refusant de se prononcer (4% contre 8 à 10% des sondés pour les trois autres personnalités). La faiblesse des répondants à avoir une opinion quant à Pierre Laurent s'explique ainsi non pas un désintérêt pour le secrétaire national du PCF, mais une méconnaissance puisque 71% des répondants expliquent spontanément (c'est-à-dire sans que la formulation du sondage ne leur propose cet item) ne pas le connaître. Cf. LH2, novembre 2011, « La personnalité de Robert Hue et de trois autres personnalités politiques ».

vont bien au-delà d'une simple lutte pour des places, comportant un enjeu symbolique particulièrement intense pour les acteurs de cette négociation (se faire connaître et reconnaître comme « présidentiable » ; installer un leadership partisan ; être reconnu comme acteur à part entière de la coalition et réclamer, pour cela, des « gages » prouvant que le rejet de la FASE est clos). A cela s'ajoute l'usage instrumental de ces tensions par le PG. En opérant une dramatisation autour de la tête de liste régionale en Ile-de-France, ce parti obtient ainsi des concessions¹ d'autant plus fortes que le PCF ne peut renoncer à présenter Pierre Laurent sans « *perdre la face* ». Les enjeux électifs et matériels se mêlent ainsi de manière inextricable à des enjeux symboliques.

Ces différents enjeux se retrouvent dans la négociation des têtes de liste régionale et départementales en 2010. Pour chacun des acteurs, il s'agit d'une part d'obtenir un maximum de places éligibles (celles-ci étant frappées d'une forte incertitude, dans la mesure où elles ne dépendent pas seulement de la place occupée sur les liste de la coalition, mais dans de nombreux cas des négociations de l'entre-deux-tours avec le PS, négociation qui peut amener à de nombreux ajustements), d'autre part de s'assurer, dans l'animation des listes (qui permet une forte visibilité militante et médiatique), la représentation la plus favorable possible. Face à cet accroissement des enjeux symboliques, électifs et matériels associés à la répartition des têtes de listes régionales et des sections départementales (tableau n°21), les partis dominants tendent à s'imposer et à restreindre mécaniquement la place accordée aux autres acteurs de la coalition.

Tableau n°21. Répartition des têtes de liste régionales et départementales dans les régions où le PCF et le PG sont alliés²

	Tête de liste régionale		Tête de liste départementale	
	(N=17)	%	(N=79)	%
PCF	10	59	48	61
PG	4	23	18	23
GU	1	18	4	5
Les Alternatifs	1		2	7
Sans étiquette	1		2	
FASE	0		1	
NPA	0		4	5

Le PCF et le PG obtiennent ainsi plus de 80% des têtes de listes régionales et départementales. Cette asymétrie est encore renforcée quant à la répartition des élus obtenus par le FG³ à l'issue de

¹ Concessions, dont l'obtention en conduisant à la conclusion rapide d'un accord entre PCF et PG, constituent probablement le principal objectif des négociateurs du PG en maintenant la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Il s'agit ainsi de faire valoir ses revendications comme suffisamment légitimes pour que leur non-satisfaction conduise à un « dédommagement » dont l'importance n'est pas tant dans les places obtenues que dans la capacité à contraindre l'acteur dominant à la recherche d'une conciliation.

² Dans trois régions, le FG est également allié au NPA : Languedoc-Roussillon, Limousin et Pays de la Loire.

³ Pour ce calcul, nous n'avons pris en compte que les élus obtenus en se présentant au premier tour sur des listes FG, soit dans dix-sept régions.

ces élections régionales (tableau n°22) à l'avantage du PCF et de la GU qui, en n'obtenant qu'une tête de liste régionale et quatre sections départementales, obtient néanmoins sept conseillers régionaux. A l'inverse, le PG, qui devait obtenir un quart des élus régionaux du FG selon la répartition initiale proposée par le PCF¹, n'en conquiert finalement qu'un cinquième. Le PCF en emporte quant à lui soixante au titre du FG, auxquels s'ajoute l'élection de nombreux conseillers régionaux communistes participant à des listes d'union de la gauche (renforçant ainsi l'asymétrie des acteurs coalisés quant aux ressources électives). En 2011, le résultat des élections cantonales, à l'issue desquelles le PCF dispose de plus de 95% des conseillers généraux de la coalition, confirme la même logique interne qui tend à davantage exprimer la diversité de ses composantes (en corrigeant parfois fortement l'asymétrie des ressources mobilisables entre ses différents acteurs, allant jusqu'à l'égalité formelle dans les instances de coordination) lorsque les enjeux sont faibles et à exprimer de plus en plus fortement les intérêts des principaux partis de la coalition (notamment en faisant de la reconduction des sortants une condition préalable à la reconduite de l'alliance), puis du parti dominant à mesure que les enjeux sont perçus avec le plus d'acuité et mettent en cause différents intérêts partisans.

Tableau n°22. Répartition des conseillers régionaux élus sur des listes FG

	Elus (N=91)	%
PCF	60	66
PG	17	19
GU	7	8
Les Alternatifs	1	} 7
Alternative citoyenne	1	
Sans étiquette	3	
NPA	2	

Les longues négociations quant au dispositif électoral du FG pour les élections présidentielle et législatives de 2012 constituent une illustration de ce lien entre accroissement des enjeux et affaiblissement de l'expression numérique de la diversité de la coalition. Les conditions posées par Pierre Laurent pour le soutien du PCF à une candidature présidentielle de Jean-Luc Mélenchon sont ainsi particulièrement contraignantes quant à l'expression de la diversité de la coalition :

« Nous conduisons ces discussions, sous la responsabilité de Marie-George Buffet et de notre secteur Elections, en lien avec les secrétaires fédéraux et les secrétaires des comités régionaux avec une triple exigence. La première, partagée par nos deux partenaires, vise à reconduire les circonscriptions sortantes dans l'équilibre actuel. La seconde nous conduit à demander de conduire le combat comme titulaires dans des circonscriptions où nous sommes en situation de reconquête, ou les mieux placés pour les conquérir, compte tenu notamment de fortes positions électives ou municipales au cœur de ces circonscriptions. La troisième, enfin, concernant le reste des circonscriptions, c'est-à-dire la plus grande partie d'entre elles, porte sur les critères de désignation des candidatures. La diversité de notre rassemblement doit être respectée, la force et l'implantation des différentes forces aussi, ce qui vaut évidemment à nos yeux pour le PCF, qui est dans de très nombreuses circonscriptions un atout essentiel de conquête et de rassemblement. Chaque force aspire à disposer d'élus et de moyens. C'est légitime.

¹ AFP, 9 janvier 2010, « Régionales en Ile-de-France : accord entre le Parti de gauche et le PCF, annonce Mélenchon ».

Mais cela ne sera possible qu'à la condition de créer une dynamique de progrès sur le terrain. Nos exigences n'ont rien d'exorbitantes, elles sont un gage de dynamique collective. [...]

Ensuite, une exigence claire : le choix d'une candidature sera pour nous, a fortiori si elle n'est pas issue du PCF, conditionné à la conclusion d'un accord d'ensemble satisfaisant nos objectifs politiques et respectant la force et la qualité de l'implantation territoriale législative du PCF. C'est essentiel pour obtenir demain le maximum de député-e-s communistes dans l'intérêt des populations. »¹

Cet extrait d'un rapport du secrétaire national du PCF est particulièrement éclairant quant à la conciliation de la représentation de la diversité des acteurs coalisés et des intérêts des partis dominant l'alliance. Discours produit *par et pour* l'institution partisane, il s'agit ici d'opérer une présentation de la position défendue par la direction nationale du PCF qui soit à même d'être acceptée dans les rangs du CN². Les termes utilisés par Pierre Laurent pour rendre compte de ces négociations en témoignent. Il place symboliquement le PCF en tant qu'acteur dominant, en tant que véritable *sujet de l'action*, affirmant ses « *exigences* ». Il entend également garantir les membres du CN, qui occupent pour une majorité d'entre eux des positions fédérales et se font régulièrement l'expression des intérêts partisans locaux (quand ils ne se conçoivent pas comme des représentants locaux auprès d'une instance partisane nationale), sur l'implication des échelons régionaux et fédéraux du PCF. Il s'agit également pour Pierre Laurent de rassurer les militants communistes quant à la sauvegarde des ressources politiques du PCF : reconduction des députés sortants (majoritairement communistes) avec la première exigence, obtention des circonscriptions les plus favorables (requalifiées de « *situation de reconquête* ») avec la deuxième exigence, et enfin, avec la troisième exigence, prise en compte des ressources communistes électives et militantes locales pour garantir pour l'ensemble des circonscriptions non visées par les deux premières exigences, une nette domination communiste (en légitimant et en exigeant des autres acteurs de la coalition la reconnaissance de la légitimité des critères d'attribution favorisant l'expression de la domination communiste). Les revendications communistes ne visent ainsi pas seulement à faire accepter par les autres acteurs coalisés le principe d'une domination communiste (ils l'ont déjà acceptée de manière récurrente lors de toutes les consultations électorales précédentes), ni même le principe d'un renforcement de la domination communiste (les alliés du PCF l'ont également déjà acceptée lors des précédentes élections), mais d'imposer comme légitimes les critères de classement qui fondent cette domination. En d'autres termes, il s'agit de définir des règles du jeu favorables à l'acteur dominant et à les faire reconnaître par les autres joueurs. Dès lors, ce discours de Pierre Laurent se décompose en deux signaux distincts en direction de deux publics. Le premier message, résolument interne, vise à

¹ *Communistes*, n°432, 13 avril 2011, CN des 8 et 9 avril 2011, rapport de Pierre Laurent.

² Cette présentation prudente et rassurante démontre une anticipation de la direction nationale du PCF de l'expression des résistances qui seront particulièrement fortes lors de ce CN, tant de la part des segments intra-partisans opposés à la stratégie du FG, que de ceux qui soutiennent la candidature d'André Chassaigne. Cette anticipation démontre le travail politique en amont auquel se livre la direction nationale du PCF pour façonner, contrôler et s'ajuster aux intérêts intra-partisans locaux.

rassurer les cadres et militants communistes quant au maintien de la domination du PCF sur la coalition. Le second, tourné vers les alliés du PCF, conditionne l'accord à une acceptation du cadre interprétatif proposé par le PCF. En fixant ce cadre, le secrétaire national du PCF détermine également les critères qui fondent une domination légitime du PCF (les ressources électorales, l'implantation locale, le nombre de militants, etc.). La position communiste ainsi définie quant à la négociation du dispositif électoral pour 2012, permet également de vérifier l'idée selon laquelle les intérêts partisans prédominent sur l'expression de la diversité des acteurs coalisés lorsque les enjeux s'accroissent. En effet, si le rapport évoque le nécessaire « respect » de la diversité de la coalition, il le contrebalance par le tout aussi nécessaire « respect » de « *la force et l'implantation des différentes forces* » qui composent le FG, tout en plaçant cette revendication, non sur sa dimension symbolique, mais bien sur le terrain de la préservation des ressources : « *chaque force aspire à disposer d'élus et de moyens* », à la condition préalable que le PCF en soit le principal bénéficiaire. Enfin, ce discours permet de saisir l'imbrication des enjeux et leur caractère cumulatif et interdépendant. Le maintien des ressources électorales et financières du PCF nécessite un accord de coalition pour les élections législatives qui soit tout à la fois à l'avantage du PCF quant à l'obtention des meilleures circonscriptions (pour compenser le plus faible nombre de candidats) et à la reconduction de ses élus sortants, tout en intéressant suffisamment les autres acteurs à l'alliance. La coalition permet ainsi de réguler la concurrence dans l'espace de la gauche radicale, mais satisfaire les intérêts des autres acteurs de la coalition nécessite de sacrifier des candidatures et donc de restreindre le financement public du PCF. Dès lors, l'accord proposé par Pierre Laurent va chercher à satisfaire numériquement à la diversité, tout en en réduisant l'impact financier (en localisant les renoncements à la candidature dans les circonscriptions les moins favorables). De l'autre côté, l'accord proposé par la direction nationale du PCF va externaliser l'expression de la diversité en la plaçant principalement dans le cadre de l'élection présidentielle dont les intérêts sont essentiellement symboliques et non exclusifs. Symbolique en ce sens qu'aucun acteur de la coalition ne pensait véritablement pouvoir gagner cette élection. La perspective d'un bon résultat, d'un « résultat à deux chiffres » n'a donc pas d'utilité autre que la capacité à pouvoir s'en revendiquer. Même en n'ayant pas un candidat présidentiel membre du PCF, le PCF peut disposer d'un candidat à l'élection présidentielle qu'il soutient et dont il peut revendiquer la réussite... ou externaliser sa défaite (en en faisant l'échec d'un homme). Francis Wurtz ne déclare finalement pas autre chose lors de ce même CN :

« Candidature du PCF ou du Front de gauche: j'ai tranché sans aucune hésitation en faveur du Front de gauche. Dès lors quel candidat? S'il s'agissait de savoir vers qui va notre affinité, ce serait le communiste. Mais ce n'est pas la question posée. On ne peut tout simplement pas se dire favorable à la démarche du Front de gauche et exiger tout à la fois 95 % des élus aux cantonales, 80 % des circonscriptions législatives et, en plus, une candidature PCF à l'élection présidentielle. »¹

¹ *Communistes*, n°432, 13 avril 2011, CN des 8 et 9 avril 2011, intervention de Francis Wurtz.

Ce qui est régulièrement présenté par la direction nationale du PCF comme une compensation liée au sacrifice de la candidature à l'élection présidentielle d'un militant communiste, n'est à l'inverse que l'expression de la hiérarchisation des intérêts partisans et la condition de leur réalisation. En effet, ce n'est qu'en maintenant le cadre coalitionnel que le PCF se prémunit contre une trop forte concurrence électorale¹, en faisant de l'élection présidentielle le lieu d'expression privilégiée de la diversité de la coalition, et en obtenant une forte hégémonie quant aux élections législatives que le PCF peut espérer maintenir voire accroître ses ressources. Le choix de Jean-Luc Mélenchon n'est donc pas un sacrifice, si ce n'est symbolique, mais est à l'inverse le choix pragmatique d'un candidat *a priori* adapté à l'élection présidentielle, ceci en obtenant l'essentiel des ressources liées aux élections législatives. Si ce choix n'est pas un sacrifice, il nécessite cependant de pouvoir être présenté comme le résultat d'une démarche *sacrificielle*. La mémoire du jeu, et plus précisément de la démarche exactement inverse du PCF en 2007 (où l'argumentaire développé par le PCF visait à faire reconnaître comme légitime la candidature de Marie-George Buffet au nom de la domination militante du PCF et de son attitude « exemplaire » et unitaire en 2005) a également renforcé cette prise de rôle contraignant fortement le jeu des autres acteurs de la coalition. En effet, bon nombre des acteurs de la coalition en 2011/2012 ont été investis dans les collectifs antilibéraux et se sont construits une représentation d'un PCF aux « prétentions hégémoniques ». Que la direction nationale du PCF présente un renoncement à la candidature auquel les cadres communistes n'avaient pu se résoudre en 2007 est un geste suffisamment fort pour imposer l'acceptation symbolique d'une légitimité communiste à prétendre, au nom de ce sacrifice symbolique et du poids de ses ressources actuelles, à leur maintien au moyen de la coalition.

Enfin, ce discours illustre le caractère cumulatif des enjeux liés aux élections législatives. Les enjeux sont tout d'abord électifs et symboliques : obtenir la réélection des députés communistes sortants, et si possible, en obtenir davantage ; obtenir un résultat pouvant être crédité spécifiquement et exclusivement aux candidats communistes (en se réservant les meilleures circonscriptions, la direction nationale du PCF prépare déjà le script pour les luttes d'interprétation du sens du scrutin²). Mais les enjeux du scrutin législatif sont aussi financiers. Enfin, la présentation

¹ Les élections présidentielles de 2002 et 2007 ont largement contribué à démontrer la capacité de concurrents, pourtant bien moins dotés en ressources politiques, à concurrencer et même devancer le PCF lors d'une élection personnalisée et dans laquelle les ressources détenues par le PCF semblent moins effectives (notoriété d'élus locaux, financement, militants, implantation, etc.).

² En distinguant les résultats obtenus pour la coalition par les militants communistes et par les militants d'autres partis, puis en pointant les meilleurs résultats obtenus par les premiers, il est ensuite aisé d'en conclure à une meilleure qualité des candidatures communistes, preuve du maintien d'un « électorat communiste », et de « l'implantation » communiste. Cette présentation faussée ou partielle de la réalité illustre à elle seule la dimension compétitive de l'interprétation des résultats électoraux qui est ici permise par l'externalisation des circonscriptions défavorables (tout en pouvant s'en revendiquer en cas de réussite et/ou pour prouver sa capacité à présenter sur l'ensemble du territoire, des candidats communistes ou soutenus par

d'un PCF dominant la coalition est une contrainte liée aux jeux intra-partisans. Obtenir un accord favorable au PCF, c'est prouver la justesse des choix de la direction et la validité des orientations stratégiques. En disposant d'une importante majorité de circonscriptions, la direction nationale du PCF se dote également d'un outil de régulation et d'endiguement des résistances intra-partisanes : comment prétendre, pour les segments les plus opposés au FG, qu'il s'agit d'un abandon du communisme alors que la grande majorité des candidats seront issus des rangs du PCF et feront campagne sous la double étiquette du PCF et du FG ?

Cet accord, qui sera globalement celui adopté au final par les acteurs coalisés, correspond à l'idéal-type évoqué précédemment d'une coalition d'intérêts. Les gains escomptés, quelle que soit leur nature, y sont attribués dans une proportion presque parfaite en fonction du poids de chacun dans la coalition, que l'on peut ici mesurer à l'aune du nombre de militants de chaque parti. Par ailleurs, cet accord, présenté comme n'étant pas « exorbitant » par Pierre Laurent constitue pour les autres acteurs de la coalition une contrainte particulièrement forte. En effet, accepter les termes de cet accord (tout au moins, les principes qui le structurent), c'est renoncer à l'essentiel des ressources symboliques et financières qu'un investissement électoral autonome (hors-coalition) permettrait (ce raisonnement vaut principalement pour le PG). Mais quitter la coalition, ce n'est pas réagir à l'hégémonie d'un parti, mais bien porter le stigmate du « *diviseur* », animé par un « *esprit de boutique* » pour reprendre les termes fréquemment employés par les acteurs.

B. La structure des ressources financières comme indicateur des positions partisanes

L'asymétrie de l'espace de la gauche radicale n'est jamais aussi visible que lorsqu'on appréhende les ressources les plus objectivables des partis politiques, c'est-à-dire l'état de leurs finances. La publication annuelle des comptes des partis politiques par la commission nationale des comptes de campagne et des financements publics¹ comporte de nombreuses lacunes², notamment quant à la trop grande généralité des catégories comptables. Cependant, cette publication reste un outil

ce parti). Finalement, en reprenant l'analogie économique que nous avons déjà utilisée, l'accord proposé pour les élections législatives se rapproche de la *sous-traitance*, qui permet d'estampiller de la marque commune un produit partiellement créé par d'autres et dont ils seront les premiers à supporter les pertes en cas d'échec.

Pour un exemple de cette distinction des résultats permettant de poursuivre les concurrences malgré l'unité : « Dans ce contexte difficile, après les européennes de 2009, et dans une moindre mesure les régionales de 2010, le Front de gauche continue à progresser: il obtient 8,92 % (7,91 % pour le PCF, ses soutiens et la Gauche unitaire, et 1,01 % pour le PG) contre 7,79 % pour le PCF et ses soutiens en 2004, soit une progression de +1,13 %. Cette progression touche quasiment tous les départements, avec une très forte capacité de rassemblement des conseillers généraux communistes sortants, même si les dynamiques sont inégales. » Cf. *Communistes*, n°429, 23 mars 2011, Yann Le Pollotec, « Premières pistes de réflexions sur les cantonales de mars 2011 ».

¹ Toutes les données de ces développements sont issues des rapports annuels de la CNCCFP.

² Lehingue Patrick, « Les déterminants matériels de l'activité politique », *op. cit.*

pertinent, en ce qu'elle permet d'adopter une démarche comparative par une présentation (relativement) normalisée, de repérer quelques lignes de force et ainsi de souligner le lien entre contraintes financières et détermination des orientations stratégiques des partis¹.

La situation financière de la gauche radicale a été profondément affectée par les élections législatives de 2012 en ce que les contre-performances du NPA et de LO privent ces deux partis de tout financement public. A l'inverse, la mise en place d'une association de financement commune à différents partis du FG (à l'exception notable du PCF) permet à ces partis de remplir les conditions d'attribution du financement public. En effet, la répartition asymétrique des investitures au sein du FG à l'avantage du PCF rendait difficile, si ce n'est pour le PG, le franchissement du seuil des cinquante candidats ayant obtenu un minimum de 1% dans trente départements, ce qui privait mécaniquement les partis les plus faibles de la coalition de tout financement public et rendait difficile l'obtention d'un accord interne à la coalition. La création de « forces de gauche » est donc tout à la fois une tentative de ses promoteurs d'obtenir une plus grande intégration de la coalition par la voie financière (en rendant l'ensemble des organisations parties prenantes symboliquement solidaires pendant la durée d'une législature) et un bricolage pratique visant à desserrer les contraintes produites par les seuils électoraux d'attribution du financement public. Plus qu'un détail organisationnel, la solution adoptée atteste des modalités d'institutionnalisation de cette coalition. Les acteurs de celle-ci consentent à des mécanismes intégrateurs en réaction à des contraintes spécifiques pour lesquelles l'intégration offre la solution la moins coûteuse (ou, pour le dire autrement, une logique d'opportunité). Cela induit une construction progressive et tâtonnante, effectuée en situation. Par ailleurs, cela illustre également le pragmatisme et la fragilité organisationnelle du FG : pragmatisme en ce que l'intégration résulte des problèmes à résoudre et en ce que le refus de la principale organisation coalisée (le PCF) n'empêche pas la mise en place de ce dispositif. En ce sens, les autres entreprises coalisées sont conduites à mettre en place des accords limités, ce qui permet de souligner le caractère protéiforme de cette coalition, dépendante tout à la fois des acteurs étudiés, des temporalités pendant lesquelles cette coalition est appréhendée et enfin, à l'espace observé (du fait des importantes variantes locales). Mais cela démontre également

¹ Nous nous intéresserons en revanche peu à l'usage, très variable, que font les partis de leur financement. En effet, il peut apparaître séduisant de faire remarquer que le PG consacre une part nettement plus importante que le PCF à la propagande. On pourrait alors en déduire un peu trop rapidement que le PG mise davantage sur l'agitation idéologique et l'action militante, tandis que le PCF aurait comme priorité de maintenir un « *corps consacré* », pour reprendre l'expression d'Annie Kriegel, de militants professionnels (ce poste budgétaire représente sur les dix dernières années plus d'un tiers des dépenses du PCF). C'est probablement (et partiellement) vrai, mais nous ne pouvons mesurer ce qui relève du choix effectif du PG et des contraintes liées à la différence importante en termes de ressources. En d'autres termes, nous ne pouvons pas ici déterminer ce qui relève de la contrainte (c'est-à-dire définir des priorités d'action face à un financement limité) et ce qui relève d'un choix tactique (disposer d'un appareil léger reposant essentiellement sur des militants suractifs et (en partie) bénévoles) et d'opportunités de constituer un appareil tout en ayant peu recours au budget partisan. Cf. Kriegel Annie, *Les communistes français*, op. cit., p. 185.

la forte fragilité de cette coalition qui repose sur la négociation inter-partisane et une forte asymétrie (en ce que le maintien des ressources financières du PCF¹ prime sur d'autres intérêts, notamment celui des autres organisations d'accéder également à une ressource financière stable et relativement pérenne). Plus fondamentalement, l'adoption de ce dispositif atteste du caractère plus que limité de l'intégration des acteurs coalisés et la dimension faiblement contraignante de celle-ci – tout au moins pour les principales entreprises de la coalition (PCF et, dans une moindre mesure, PG).

A la lecture de la publication des comptes des partis politiques, le PCF demeure la troisième force financière du champ politique en 2013 et concentre 77,4% des ressources financières de la gauche radicale. Ce calcul ne tient cependant pas compte des difficultés récurrentes de trésorerie de ce parti², du poids de l'appareil ou encore des tensions entre échelon national et échelons fédéraux quant à la « remontée » des cotisations, etc. Les rapports annuels au CN des trésoriers du PCF font apparaître les enjeux multiples du financement de l'activité partisane en ce qu'il s'agit d'un enjeu matériel et d'un enjeu symbolique. La structure des recettes et des dépenses – ou, plus exactement l'interprétation qui en est faite par les équipes militantes – participe de la production des représentations militantes quant à la singularité de l'entreprise partisane dans le champ politique.

Quelques constats ressortent du tableau n°23. Les ressources cumulées de la gauche radicale sont conséquentes et dépassent les quarante millions d'euros en 2013 (et près de cinquante millions pour l'exercice 2012, ce qui démontre des capacités de financement importantes lors des principales

¹ La répartition des investitures au sein du FG n'a ainsi pas réduit le montant du financement public obtenu par le PCF (objectif à la base du chiffrage à 80% et des types de circonscriptions que la direction du PCF entendait se réserver en contrepartie d'un soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon). En effet, malgré le plus faible nombre de candidats communistes en 2012 par rapport à 2007, le financement public reste stable, à hauteur de 3,2 millions d'euros en 2012 (3,3 millions d'euros en 2013) et de 2,9 millions en 2014. Cette légère diminution s'explique en effet par la baisse générale du budget alloué à l'aide publique passant de 70 millions d'euros en 2013 à 63 millions d'euros en 2014. Cf. *Décret n°2013-430 du 27 mai 2013* ; *Décret n°2014-111 du 6 février 2014*. Au passage, il est nécessaire de souligner que la baisse du nombre de candidats communistes est bien moindre que celle annoncée par le PCF en ce qu'en 2007, le PCF avait renoncé à présenter des candidats ou soutenait des candidats non étiquetés communistes dans près de 10% des circonscriptions. En d'autres termes, ce qui est présenté comme un sacrifice financier et politique résulte plutôt d'un calcul proche d'une forme de rationalité économique et s'avère être, *in fine*, une « bonne affaire » pour un parti qui s'assure, avec le minimum d'incertitudes, à plusieurs mois des élections législatives, de bonnes chances de maintenir ses ressources financières tout en limitant les coûts liés à l'élection présidentielle (par le financement partagé de la campagne) et l'externalisation aux autres partis coalisés des circonscriptions les plus difficiles. Accessoirement, cela facilite aussi le maintien de la domination du PCF au sein de la coalition par l'attribution des meilleures circonscriptions et ainsi garantit d'obtenir des résultats supérieurs qui seront, par la magie de l'interprétation des résultats attribués aux vertus des candidats communistes, et permet à peu de frais, pour les militants communistes, une logique de réassurance collective et symbolique sur les capacités électorales préservées. De ce point de vue, et dans une formule quelque peu provocatrice, les accords du FG pour les élections de 2012 peuvent se lire comme une logique de socialisation des pertes et/ou des risques anticipés de pertes et de privatisation – au profit du parti dominant la coalition – des ressources électives (en se réservant les circonscriptions des « sortants »), financières et symboliques attendues de la participation aux législatives.

² L'accroissement des contraintes financières pesant sur le PCF au-delà du maintien d'un haut niveau de financement a été souligné avec force : Andolfatto Dominique, *PCF. De la mutation à la liquidation*, op. cit., p. 256-270 ; Greffet Fabienne, « Le Parti communiste français : l'espoir du retour », op. cit., p. 171.

échéances électorales). La répartition de ces ressources y est particulièrement asymétrique, le PCF en concentrant près de 80%, et 95,2% des ressources financières sont détenues par les quatre principaux partis de cet espace politique (PCF, PG, NPA et LO). La fragmentation organisationnelle va ainsi de pair avec une forte concentration financière et militante (cette distribution asymétrique se retrouvant dans la répartition des effectifs). Le NPA et LO n'ont pas été affectés à l'identique par la perte du financement public, même si ces deux partis accusent une baisse sensible de leurs ressources. La décade militante¹ au NPA, combinée à son affaiblissement électoral, prive cette formation de 47,8% de ses ressources financières entre 2012 et 2013, soit une perte de plus d'un million d'euros. La diminution est également sensible à LO, mais dans une proportion très inférieure puisque ce parti perd « seulement » 9,2% de ses ressources financières entre 2012 et 2013². La proposition faite par le NPA au FG d'une alliance lors des élections européennes, puis après la fin de non-recevoir de cette coalition, la décision de ne présenter des listes que dans cinq des huit circonscriptions sont ainsi des conséquences directes de cette érosion des capacités financières du NPA. La même logique de limitation des activités électorales se retrouve à LO lors des élections départementales de 2015. Certains militants n'y voient d'ailleurs pas tant une contrainte qu'une opportunité de moins se préoccuper des élections pour privilégier d'autres dimensions de l'activité partisane, notamment l'action dans les mobilisations sociales³ :

« Pour commencer, je souhaiterais te demander tes impressions sur les résultats du NPA lors des élections ?

Ben, ils sont mauvais ! [Rire] Pour le moins ! Ils sont très mauvais...

Vu les résultats aux législatives, le NPA va avoir un financement public ?

Ah, non, on n'en a pas. Puisqu'il n'y a que 18 circonscriptions où on a dépassé les 1% et il en fallait cinquante, donc...

Cela va être difficile pour la suite...

Ben, on... on fera un parti militant, qui marchera à la souscription, aux cotisations, et puis voilà ! En général, l'argent qu'on touche de l'Etat, c'est ce qui nous permet de nous présenter aux élections, donc on fera moins d'élections et ce sera très bien. [Rire].

Les élections sont un peu secondaires pour toi ?

C'est-à-dire que je pense que c'est une bonne chose de se présenter aux élections pour avoir une tribune pour défendre nos idées. Après, je pense qu'on a quand même beaucoup été bouffé par ça dans les dernières années, ce qui fait, qu'en fait, finalement, ce qui devrait être un outil devient un but, et ça, cela nous parasite beaucoup pour définir un programme, etc. Au bout du compte, là, je suis content que cela soit terminé. Bon, pour moi, les élections, c'est : 1. Une tribune pour défendre nos idées, et 2. C'est un thermomètre, quand même, de ce que pensent les gens, même

¹ Les défections militantes massives comme celles rencontrées par le NPA depuis 2010 sont visibles dans les ressources issues des cotisations des adhérents et, dans un parti où ces ressources constituent un poste important, influent fortement sur les ressources globales de ce parti : ainsi, alors qu'en 2010, le NPA recueille près de 1,2 millions d'euros de cotisations des adhérents, celles-ci sont inférieures à 600 000 euros en 2013.

² LO a déjà connu une baisse de ses financements publics en 2007, ce qui explique cette apparente meilleure résistance financière.

³ Cette capacité à s'investir ailleurs que dans la compétition électorale a permis le maintien de la LCR malgré l'anomie militante (partisane) des années 1990. Cf. Joshua Florence, « La dynamique militante à l'extrême gauche », *op. cit.* ; Joshua Florence, « Les conditions de (re)production de la LCR », *op. cit.* ; Joshua Florence, « Abeyance structure », *op. cit.*

si c'est un thermomètre déformé, on va dire... » (Sylvie Petit, entretien le 21 juin 2012. Ancienne militante LO puis VDT avant d'adhérer à la LCR/NPA)

Cette présentation exprime tout à la fois une (re)construction symbolique de la défaite visant à en reconnaître l'ampleur tout en y cherchant des motivations à la poursuite de l'activité militante, et l'expression d'un rejet des institutions politiques et des mécanismes électoraux très largement répandu dans les partis d'extrême gauche.

Tableau n°23. Répartition des recettes des partis de la gauche radicale pour l'exercice 2013

	Recettes (en €)	Part dans le financement total de la gauche radicale (en %)
PCF	30 472 874	77,4
PG	2 488 056	6,3
LO	3 077 364	7,8
NPA	1 440 041	3,7
GA	235 990	0,6
GU	307 020	0,8
POI	499 917	1,3
Autres ¹	858 948	2,2
Total	39 380 210	100
FG	34 142 331	86,7
Gauche radicale hors FG	5 237 879	13,3

L'asymétrie quant à la répartition des ressources tend par ailleurs à se renforcer, par l'intégration de nouveaux acteurs, la marginalisation électorale et financière du NPA, et le développement des ressources financières de certains des nouveaux acteurs de la gauche radicale, en particulier le PG. Alors que PRS² ne disposait pour l'exercice 2007 que de 43 943€ de recettes, le budget du PG dépasse le million d'euros dès 2009, puis les deux millions d'euros dès 2011. Si la structure financière du PG correspond à celle des autres partis, d'autres formations se sont développées – à des niveaux bien inférieurs – avec des circuits de financements moins classiques. Ainsi, l'accroissement des ressources financières de la GU – alors même que ses effectifs sont très faibles – dépend très largement des mandats électifs obtenus dans la coalition et des financements reçus d'autres formations politiques, ce qui induit une dépendance (et un alignement sur) au parti dominant la coalition (PCF) et au maintien des (quelques) mandats régionaux acquis en 2010. De même, la GA a été lancée en 2012 avec un budget relativement important provenant de la répartition conflictuelle³ du financement public de la LCR entre le NPA et ses dissidents, la GA recevant un peu plus de 550 000€ issus du financement public de l'ancienne LCR, sans que cette ressource ne soit pérenne.

¹ Cette dernière catégorie recouvre les recettes de différents partis nettement plus modestes financièrement : Les Alternatifs, la FASE, le M'Pep, l'ACU, l'ADS et le MUP.

² Le budget de PRS est pris en compte ici dans la mesure où juridiquement et financièrement, le PG n'est que le changement de nom et d'objet social de PRS et de son association de financement.

³ *Le Monde.fr*, 31 mars 2012, « Au NPA, bataille autour de l'héritage financier de la LCR » ; *Le Parisien*, 5 juillet 2012, « Troisième vague de départs d'un NPA qui s'enfoncé dans la crise ».

Pour autant, l'asymétrie entre entreprises de gauche radicale quant aux ressources financières n'est absolument pas remise en cause par ces mouvements.

La comparaison de la répartition des recettes des partis de gauche radicale (tableau n°24) permet d'établir, de manière schématique, deux structures bien distinctes : d'un côté, les partis disposant d'une architecture financière complexe, de l'autre les partis présentant une architecture financière plus sommaire. Dans ce second cas, les partis se caractérisent par la domination d'une source de financement : rétrocessions d'autres partis, cotisations et dons, ou encore contributions des élus. La structure financière du MUP de Robert Hue illustre bien la dépendance des organisations les plus modestes à une unique source de financement et aux conditions de son maintien.

Tableau n°24. Répartition des recettes pour l'exercice 2013 (en %)

	Cotisations adhérents	Contributions élus	Financement public	Dons personnes physiques	autres recettes
PCF	13,6	42,9	10,6	18	14,9
PG	43	9,9	20,1*	11,4	15,6*
LO	34,5	2,7	0	26,3	36,5
NPA	40,6	0,1	0	23,8	35,5
GA	77,1	2,6	0	19,1	1,2
GU	24,4	16,5	0	0,4	58,6
POI	79,2	0	0	6,7	14,1
Alternatifs	1,2	19,4	0	41,6	37,8
FASE	0	0	0	29,6	70,4
ADS	100	0	0	0	0
ACU	32,4	0	0	15,3	52,2
M'Pep	47,8	0	0	32	20,2
MUP	4,1	43,5	0	4	48,3

Ce tableau nécessite quelques remarques préalables. Le PG ne dispose pas, théoriquement, d'un financement public. Cependant, l'affiliation de ses candidats à une association de financement commune avec d'autres organisations de la coalition permet d'y être éligible. Au regard de la publication des comptes, il est possible de repérer les transferts de forces de gauche au PG. Dès lors, nous avons fait le choix de « sortir » ces financements des « autres recettes » pour les faire figurer comme financement public afin de mieux refléter la structure financière de ce parti. En revanche, pour la GU, parti qui a également recours à cette même association, cela n'est pas possible au regard de la double provenance des contributions d'autres formations politiques (PCF et forces de gauche) et l'absence de détail du montant de chacun. Plutôt que de faire figurer une estimation approximative et au regard de la faiblesse des financements de la GU, nous avons opté pour le maintien dans la catégorie « autres recettes ». Par ailleurs, le financement original de la GU est bien plus pertinent dans son principe que dans le volume – somme toute assez faible – de ces ressources

(en ce qu'il induit un attachement au parti dominant la coalition par une faible autonomie financière propre à modifier substantiellement l'économie des positions internes à la coalition). De même, la structuration complexe et emboîtée d'organisations locales et nationales rassemblées en une « fédération » nationale de la FASE se retrouve également dans le dispositif financier qui fait apparaître différents financements croisés. En raison du manque de détail des publications, il n'est pas possible de présenter ce que la FASE et ses composantes doivent au financement public. Là encore, l'élément essentiel réside dans la structuration emboîtée davantage que dans le niveau de chacun des postes budgétaires. Plus généralement, l'architecture financière du FG recoupe les « lignes de force » constatées lors des négociations avec un pôle dominant autour du PCF (auquel il faut ajouter un allié régulièrement aligné sur les positions communistes, la GU), un parti dominant dominé (le PG) relativement isolé et devant faire face aussi bien au parti dominant qu'à la coalition des « faibles » et enfin, un troisième pôle rassemblant des partis aux origines diverses mais occupant une même position dominée face aux deux principaux partis coalisés.

Les partis de gauche radicale disposant de faibles ressources financières se repèrent aisément au travers de la structure relativement simplifiée de leur architecture budgétaire, qui permet le repérage de quelques saillances exprimant les priorités organisationnelles et/ou l'origine de ces partis. Ces priorités ne vont pas forcément à la production de matériel de propagande et/ou de tout élément de communication permettant de se faire connaître. Ce constat permet de souligner le fait que ces organisations ne sont pas toutes tournées vers la compétition politique-électorale, certaines étant principalement construites autour et pour les jeux et enjeux propres à l'espace de la gauche radicale. Ainsi, si certaines entreprises allouent prioritairement leurs (maigres) ressources financières à la propagande et aux activités électorales, d'autres cherchent à se doter des attributs physiques permettant de faire exister une organisation en se dotant d'un local ou d'une équipe de permanents. Le siège national occupe une place importante dans le dispositif symbolique des partis. Ainsi, dès la création du PG, ses dirigeants ont cherché à se doter de ce signe extérieur d'existence du collectif¹. Le financement public obtenu lors des élections législatives de 2012 a d'ailleurs été rapidement investi par ce parti dans l'acquisition d'un vaste local. Plus encore, dans les représentations militantes, le siège national du PCF est bien plus qu'un local, mais bien un symbole de l'histoire partisane et de ce qui le distingue dans l'espace de la gauche radicale. Ce bâtiment, aux lignes architecturales futuristes², suscite la fierté des militants. Ainsi, lors de nos entretiens réalisés place

¹ *Vie de gauche*, n°3, 30 janvier 2009, « Dans nos murs ».

² Les atmosphères changeantes de ce lieu semblent décrire différentes réalités du PCF : lumière éteinte, la coupole du CN invite au recueillement ; le hall, dans son dépouillement physique et social (personne ne s'y attarde vraiment), laisse une impression de vide digne d'un film de science-fiction d'Andrew Niccol ; les étages, avec leur succession de bureaux et de salles de réunion, ne déparent en rien de n'importe quelle administration.

du colonel Fabien, nos interlocuteurs se transformaient rapidement en guides et étaient prompts à proposer de visiter la salle du CN, à parler des films qui y ont été tournés, ou encore à évoquer le patrimoine artistique qui s'y trouve. A un degré moindre, le local du FG lors de l'élection présidentielle, « *L'Usine* », a rapidement fait l'objet d'une telle appropriation symbolique en devenant un espace de convivialité et d'émulation, un lieu qui se voulait à l'image de la campagne menée et qui suscitait l'envie militante de s'y rendre. Cette appropriation a eu lieu dès son agencement. La faiblesse initiale des moyens financiers alloués à la campagne présidentielle a conduit à construire un local presque « *de bric et de broc* », en faisant appel aux dons pour meubler le lieu, aux compétences techniques des militants pour l'aménager, etc. L'emplacement (dans une ancienne usine), la dynamique militante de la campagne, et les sociabilités se développant dès et dans la réfection de ce lieu ont contribué à la production d'une réelle charge symbolique autour de ce siège auprès des militants, y compris en dehors de la région parisienne. On comprend mieux l'intérêt pour les entreprises artisanes de se doter d'un local, pour « *être dans leurs murs* ». La même logique se reproduit au local et explique les efforts financiers, parfois importants, pour se doter de locaux, même modestes. Ainsi, alors que le NPA en Meurthe-et-Moselle, surtout après le départ de la GA, n'envisageait absolument pas une alliance électorale avec des partis du FG, il a proposé de faire « local commun » face à ses difficultés de trésorerie pour pouvoir maintenir cet outil militant. De même, alors que le PG est un parti récent, sans biens immobiliers et fortement centralisé quant aux ressources financières, certaines fédérations départementales n'hésitent pas à bricoler des dispositifs financiers, faisant appel aux dons, etc. pour se doter d'un local.

La mise en place d'un petit appareil partisan, par l'embauche d'un ou plusieurs permanents ou par le financement des déplacements des cadres dirigeants pour assurer une présence du national au local, constitue une autre illustration de cette mise en scène de l'existence du collectif partisan. Les choix budgétaires de la GU sont exemplaires de cette logique. Alors que ce parti ne compte que quelques centaines d'adhérents et bénéficie d'un budget inférieur au demi-million d'euros, ses charges de personnel sont plus élevées que celles du PG¹ qui compte environ 8 000 adhérents (en 2015) et dispose d'un budget cinq fois supérieur. La GU consacre ainsi près d'un quart de son budget à la mise en place d'un (petit) appareil (et plus de la moitié en y ajoutant les dépenses de déplacement et de location du siège national). L'ADS fournit un profil partisan encore plus typé : entreprise politique locale, l'essentiel de son budget passe dans l'embauche d'un permanent et la location d'un local et ne fait apparaître aucune dépense de propagande. La volonté de constituer un

¹ Le PG ne consacre que 2,5% de son budget à l'embauche d'un unique permanent, ce qui le singularise au regard des pratiques des principaux et plus anciens partis de la gauche radicale. Pour autant, la quasi-absence de permanents rémunérés par ce parti ne signifie pas absence de formation d'un appareil de professionnels ou quasi-professionnels du politique, notamment par l'obtention de mandats électifs pour les principaux responsables nationaux du PG et par le recrutement de collaborateurs d'élus.

« *parti de cadres* »¹ se retrouve dans les comptes de la GU qui privilégie les conditions matérielles du militantisme à la propagande, la communication et la vie partisane.

Le PCF puise l'essentiel de ses ressources financières de sa participation aux institutions. Pourtant, les rapports financiers du PCF font systématiquement état d'une autre singularité financière. Ceux-ci reposeraient sur les « efforts » et les « sacrifices » du « peuple » communiste, contrairement aux autres partis qui tireraient l'essentiel de leurs ressources des financements publics² :

« Un financement profondément original.

[...] J'arrête là cette énumération pour revenir à ce qui produit au total l'originalité de nos ressources dans le paysage politique:

...Une part du financement public beaucoup plus faible que les principales formations. Une contribution des élus qui n'existe nulle part ailleurs dans cette proportion et qui fonde une part de notre identité. Un total de dons des personnes physiques nettement plus élevé que les autres formations, mis à part l'UMP. »³

Cette présentation partisane repose sur le rapprochement en une seule catégorie des cotisations des adhérents, des contributions des élus et des dons des personnes physiques. Or, ces catégories sont très disparates. Payer sa cotisation, verser un don à l'occasion d'une souscription et reverser une partie des indemnités obtenues au titre d'un mandat électif reposent sur des rapports au parti très différents. En particulier, les ressources électives tiennent à la capacité du PCF à obtenir/conservé des positions électives et souvent à réaliser des alliances permettant leur sauvegarde. Dès lors, si ces ressources électives constituent une singularité, elles n'indiquent pas un financement militant, mais une dépendance financière du PCF à son système d'alliances⁴.

En 2013, la part des cotisations des adhérents dans le financement du PCF n'est que de 13,6%, et de 9,5% depuis 2003, soit un niveau similaire à celui du financement public obtenu par ce parti sur la même période. A l'inverse, les reversions des élus représentent 42,9% en 2013 et 48,3% en moyenne sur la période 2003-2013. Le rapprochement de la part des financements publics et des reversions des élus démontre la forte dépendance du PCF au maintien de ses positions électives en ce que ce parti tire, pour l'exercice 2013, 53,5% de ses recettes du financement public et des reversions des élus communistes. Ce constat est encore renforcé (mais cela vaut pour l'ensemble des partis) si l'on

¹ Weber Louis, « Sociogénèse du Front de Gauche. La Gauche unitaire. Entretien avec Christian Picquet », *in* *Savoir/Agir*, 25, 2013, p. 95.

² Pour un exemple type, *cf.* *Communistes* n°370, du 18 novembre 2009 dans lequel est reproduit un graphique comparant la structure des ressources des principaux partis français permettant de singulariser le PCF quant à l'origine de ses finances.

³ *Communistes*, n°412, 10 novembre 2010, CN du 22 octobre 2010, rapport de Jean-Louis Le Moing.

⁴ Il convient ainsi de considérer ces ressources comme étant plus proche d'un financement public indirect que d'un financement par les adhérents. *Cf.* Andolfatto Dominique et Greffet Fabienne, « La « semi-cartellisation » du Parti communiste français », *op. cit.*, p. 337. C'est également l'option choisie par Patrick Lehingue. *Cf.* Lehingue Patrick, « Les déterminants matériels de l'activité politique », *op. cit.*, p. 140.

prend en considération le caractère incitatif du mécanisme de déduction fiscale des dons aux partis politiques qui peut avoir pour effet d'accroître les ressources financières des partis¹.

En tout état de cause, les finances du PCF sont fortement dépendantes des mandats contrôlés et des résultats obtenus lors des élections législatives. Cela a une conséquence immédiate quant aux choix stratégiques opérés. Cela amène les partis à présenter des candidats dans toutes les circonscriptions, dans la mesure où, passé le seuil d'éligibilité à l'aide publique, chaque voix est un gain financier (première fraction). Plus généralement, les modalités d'attribution de l'aide publique sont faiblement incitatives à l'unification électorale de partis proches et même, comme le montrent les négociations internes au FG pour les élections législatives de 2012, peuvent accroître les tensions au sein d'une coalition en ce que ces élections combinent un intérêt politique (être visible dans le dispositif électoral de la coalition) et financier.

La dégradation des positions électorales du PCF (qui rend de plus en plus rares les configurations locales dans lesquelles le PCF est en capacité d'obtenir des postes électifs seul ou dans le cadre d'une coalition dont il est la force dominante) fragilise les finances partisans, différemment selon les élections considérées et les configurations locales. Cet enjeu prend la forme d'une incitation plus ou moins forte à l'alliance avec le parti dominant pour préserver les positions électorales (et indirectement, les ressources financières) et, plus encore, nécessite une forme de pragmatisme électoral conduisant à faire le choix de la configuration la plus efficiente en termes de maintien des ressources partisans. Cela passe notamment par la recherche d'accords (même si ceux-ci semblent de moins en moins systématiques) visant à éviter aux élus communistes sortants, dans le cadre d'élections au scrutin majoritaire, de devoir affronter la concurrence de candidats socialistes. Lors d'élections à la proportionnelle, l'incitation peut être forte à présenter une liste commune. Pour les partis de la gauche radicale, les obstacles pour accéder à des postes électifs sont nombreux. La présence d'une prime majoritaire lors des élections régionales et municipales renchérit les places lorsque la gauche est dans l'opposition. En cas de présentation d'une liste autonome, il faut être en capacité de fusionner au second tour (ce qui suppose de franchir un seuil que les partis de gauche radicale ne sont pas forcément en mesure de dépasser), ou pouvoir se maintenir (avec un seuil plus difficile encore à obtenir). Dans bien des cas, les partis de gauche radicale se retrouvent dans la situation de ne pas pouvoir participer au second tour « en autonomie », soit qu'ils ne franchissent

¹ Cette hypothèse est également suggérée par Patrick Lehingue. Cf. Lehingue Patrick, « Les déterminants matériels de l'activité politique », *op. cit.*, p. 139. L'ensemble des appels à souscriptions, des plaquettes d'adhésion, des sites internet rendant l'adhésion en ligne possible mentionnent ce dispositif fiscal. Si les effets quantitatifs de ce dispositif ne sont pas ou difficilement mesurables, il produit un effet indéniable sur les acteurs partisans en ce qu'il est un puissant « argument de vente » pour suggérer l'adhésion et/ou le don en relativisant le coût réel (c'est-à-dire après déduction fiscale). Par ailleurs, la période d'envoi des justificatifs fiscaux constitue toujours une période difficile pour les trésoriers partisans, nationalement et localement, exposés à de nombreuses sollicitations quant à l'arrivée de ces documents.

pas le seuil nécessaire au maintien au second tour, soit qu'ils ne parviennent pas au seuil nécessaire à la fusion de listes. Dans les deux cas, la force au jeu de ces partis dans une éventuelle négociation de second tour est des plus restreinte. L'alliance de premier tour peut alors être particulièrement tentante car elle réduit l'incertitude quant à la position dans laquelle les acteurs vont effectivement négocier un accord. Attendre l'entre-deux tours pour des acteurs n'ayant aucune certitude quant à la possibilité légale de négocier, c'est prendre un risque important quant au maintien des ressources électives d'un parti. De même, les rapports de force au premier tour, couplés aux effets de seuils, entament très fortement les capacités de négociation des partis dominés. L'alliance de premier tour permet ainsi de déplacer temporellement la négociation dans une séquence où même un parti *a priori* faible peut obtenir davantage de l'acteur dominant qui monnaie ici une forme de rationalisation de la concurrence électorale. La structure budgétaire du PCF rend ainsi cet enjeu plus saillant que pour d'autres partis disposant non seulement de peu d'élus, mais ne dépendant pas ou peu financièrement de la préservation de ce capital électif. Il faut cependant nuancer ce constat par le rappel de l'extrême diversité des configurations locales : la question se pose ainsi différemment à Nancy où le PCF est peu implanté et à Calais où il a longtemps détenu les positions électives et dominé la vie politique locale¹. Par ailleurs, le choix d'un dispositif électoral ne dépend pas uniquement des enjeux électifs et financiers – même si ces enjeux sont plus importants que ne le reconnaissent les acteurs – et doit être resitué dans les configurations intra- et extra-partisanes. Cependant, les contraintes qu'induit la structure financière des partis constituent l'une des variables explicatives des choix stratégiques, de leur forte localisation (combinée à la forte autonomie statutaire des échelons locaux du PCF) et d'une ligne stratégique « à géométrie variable ».

Considérer la structure des ressources financières du PCF comme une contrainte potentielle, aux effets plus ou moins importants, n'est en rien une affirmation du caractère calculateur dont feraient preuve spécifiquement les dirigeants et militants communistes. Il ne s'agit pas de leur prêter un intérêt plus vif pour les places que les militants des autres partis de la gauche radicale. Mais simplement de constater, avec Bernard Pudal², que la structure des ressources financières du PCF place ce parti dans une position où cette entreprise partisane est indéniablement celle qui a le plus à perdre, ce qui aiguise les débats intra-partisans et rend plus difficiles les prises de décisions relatives aux dispositifs électoraux qui engagent les ressources permettant le fonctionnement régulier du

¹ Sur l'évolution des votes à Calais, cf. Bué Nicolas, « De la relativité des phénomènes sismiques », *art. cit.* ; Sur l'évolution des relations entre communistes et socialistes, cf. Bué Nicolas, *Rassembler pour régner*, *op. cit.*

² Cet auteur fait ainsi remarquer que « *L'implantation électorale du PCF constitue en apparence un atout. C'est sur lui que repose ce qui reste de l'appareil tant au niveau du financement direct que des soutiens indirects* », mais que c'est également une forte contrainte quant à la détermination de ses choix électoraux : « *Grâce à de savantes alliances, principalement avec le PS, la préservation par le PCF de ses ressources électorales limite ses marges de manœuvres stratégiques* ». Cf. Pudal Bernard, « PCF : un parti peut-il en cacher un autre ? », *op. cit.*, p. 255 ; Pudal Bernard, *Un Monde défait*, *op. cit.*, p. 182.

parti. Cette question se pose dans d'autres partis, mais selon des modalités et une intensité variables. Ainsi, jusqu'aux élections législatives de 2012, les financements publics de LO et de la LCR (puis indirectement du NPA) constituent une part significative des budgets de ces deux partis. N'ayant que peu, sinon aucune chance d'obtenir des députés, ces deux partis ne sont intéressés financièrement qu'à la première fraction. Or, les modalités de son attribution n'encouragent pas l'unité électorale de la gauche radicale. A l'inverse, ces règles incitent à la multiplication des candidatures de chaque « petit » parti pour maximiser les chances de passer le seuil d'éligibilité à l'aide publique, puis, une fois franchi, d'obtenir le financement public le plus élevé possible en « rentabilisant » chaque électeur potentiel (y compris dans les circonscriptions où l'extrême gauche est marginale¹). En d'autres termes, pour des partis ayant peu de chances d'obtenir des élus et n'étant, de toute manière, guère intéressés à l'activité électorale si ce n'est pour y trouver une tribune, les règles d'accès au financement public facilitent le maintien ou le développement d'une logique de fragmentation électorale de la gauche radicale (tout au moins tant que les acteurs anticipent le seuil d'éligibilité à l'aide publique comme atteignable). A l'inverse, dans le cadre d'une coalition dans laquelle l'entreprise dominante impose une répartition asymétrique, et où les autres partis coalisés peuvent anticiper une difficulté – voire en avoir la certitude lorsqu'ils n'obtiennent pas suffisamment d'investitures – à y être éligible, les règles d'accès au financement public incitent à l'union, ne serait-ce que sous une forme financière (comme dans l'exemple de forces de gauche).

La structure budgétaire du PG traduit des contraintes financières sur la détermination des choix stratégiques bien moindres et explique partiellement la radicalisation tactique de cette formation. Les reversions des élus y représentent 9,9% en 2013 et le financement public – de manière indirecte – constitue 20,1% des recettes de ce parti. Au sujet de ce second poste budgétaire, il faut souligner qu'il a été acquis en coalition et dans une configuration nettement dominée. Dès lors, chaque élection – et quel que soit le dispositif électoral dans lequel prend place ce parti – se présente comme une potentialité d'accroître ses ressources financières. A cela s'ajoute la faiblesse de ses dépenses de fonctionnement, du fait d'un appareil partisan léger. Ainsi, le PG dispose en 2013 du troisième budget de l'espace de la gauche radicale (loin derrière le PCF et à un niveau sensiblement équivalent à LO). Ces ressources sont essentiellement consacrées à l'activité propagandiste et à la compétition électorale. La structure financière du PG le rend cependant particulièrement sensible à la diminution de ses effectifs, caractéristique qu'il partage avec d'autres partis de gauche radicale. En effet, les cotisations des adhérents y représentent en effet 43% des recettes pour l'exercice 2013.

¹ L'obtention de la première fraction de l'aide publique aux partis est ici à rapprocher, dans ses effets, des étiquettes politiques définies par le ministère de l'Intérieur. S'il s'agit *a priori* d'une simple mesure technique, la définition de ces étiquettes politiques est un enjeu central pour les partis politiques en ce sens que ce sont ces définitions qui vont permettre l'agrégation des candidatures et ainsi produire les chiffres que les acteurs politiques pourront utiliser pour interpréter le sens du scrutin, construire et faire parler « leur » électorat, etc.

Avec plus d'un million d'euros en 2013, ce parti rassemblant moins de dix mille adhérents et ne comptant plus qu'un parlementaire est pourtant le sixième parti le mieux doté du champ politique, au regard du volume financier que représentent les cotisations de ses membres. On mesure là la forte dépendance de ce parti au maintien de ses effectifs et/ou à leur accroissement.

Ce panorama succinct de la structure financière de la gauche radicale ne prétend pas à l'exhaustivité mais permet de saisir l'importance de cet enjeu. Pour autant, ses effets sont loin d'être mécaniques et dépendent de sa combinaison avec d'autres variables. Confrontées aux contraintes variées produites par la structure de leurs ressources, les entreprises partisans mettent en place – et en changent régulièrement – différentes tactiques permettant le maintien et le développement de ces ressources. Devant l'affaiblissement de ses ressources financières, la direction nationale du NPA a choisi de limiter ses dispositifs électoraux, alors que le PCF a limité et rationalisé ses dépenses de fonctionnement et de personnel¹. De même, les partis ne disposant que de faibles ressources vont opérer des choix différents qui traduisent les priorités qu'ils se fixent quant à leur activité politique. Un même dispositif (l'attribution de la première fraction de l'aide publique) va conduire certains partis à multiplier les candidatures, quand d'autres vont à l'inverse se doter d'une association de financement commune. Ces dispositifs financiers dépendent des choix stratégiques opérés au préalable ou en parallèle. Ainsi, la structure des ressources financières des partis permet d'affiner la compréhension des choix (qui comportent une indéniable dimension financière²) que ces entreprises politiques opèrent et participe d'une stabilisation des rôles, notamment dans la coalition.

C. La localisation des enjeux

Sensible à l'intensification des enjeux et à la nécessité de représenter l'unité, la répartition des postes est également particulièrement sensible à la localisation des enjeux. Les négociations se déroulant localement et dont les enjeux directs sont circonscrits à une unité géographique relativement restreinte voient le renforcement de la domination du PCF (et plus marginalement du PG). Ainsi, les négociations relatives aux élections cantonales de 2011 se sont déroulées presque exclusivement au niveau local, ce qui a conduit nationalement à une répartition des candidatures à 70% pour le PCF, 10% pour le PG et 20% pour d'autres partis ou des candidats non encartés³, ce qui

¹ Sur ce point, cf. Andolfatto Dominique, *PCF. De la mutation à la liquidation, op. cit.*, p. 262-263. Les rapports financiers présentés en CN du PCF insistent sur la nécessité de renforcer la rigueur budgétaire. Ainsi, après l'échec de l'élection présidentielle de 2007, le trésorier du PCF dresse ce bilan : « *Notre situation financière n'est donc pas mise en péril par le non-remboursement des frais de campagne. Pour autant, notre trésorerie reste tendue et il nous faut poursuivre le travail engagé ces dernières années, pour des économies de gestion et de structure.* ». Cf. *Communistes*, n°264, 11 mai 2007, CN du 9 mai 2007, intervention de Jean-Louis Frostin.

² Comme le fait très justement remarquer Patrick Lehingue, cf. Lehingue Patrick, « Les déterminants matériels de l'activité politique », *art. cit.*, p. 140-142.

³ *Communistes*, n°421, 27 janvier 2011, Lydie Benoist, « Cantonales. La campagne est partie ».

explique, conjugué à la reconduction des sortants (presque exclusivement communistes ou apparentés) l'hégémonie communiste parmi les conseillers généraux élus en 2011 (95,7% des candidats élus au nom du FG sont issus du PCF). La répartition des candidatures dans deux départements lorrains permet d'illustrer notre propos. En Meurthe-et-Moselle, douze des dix-neuf candidats aux élections cantonales sont issus du PCF ou apparentés, tandis que le PG est à peine mieux doté que les autres partis de la coalition. De même, dans les Vosges, l'adoption d'un dispositif électoral différent incluant les deux organisations du FG présentes dans ce département (PCF et PG) et le NPA aboutit à une répartition qui n'est guère plus équilibrée (tableaux n°25 et 26).

Tableau n°25. Les candidats (titulaires) FG en Meurthe-et-Moselle (élections cantonales 2011)¹

	Titulaire	élu
PCF	12	5
PG	3	0
GU	2	0
FASE	1	0
Autres	1	0

Tableau n°26. Les titulaires et suppléants de Vosges à gauche² (élections cantonales 2011)

	Titulaire	Suppléant	Total des candidats	Elus
PCF	9	6	15	0
PG	3	1	4	1
NPA	2	4	6	0
Autres	0	3	3	0

La centralisation à l'avantage du PCF dans les cas présentés peut s'expliquer par la conjonction de deux facteurs. D'une part, le mode de scrutin (uninominal) est une incitation pour le parti dominant à obtenir le maximum de candidats afin d'optimiser les résultats officiels nationaux et départementaux. Par ailleurs, ce mode de scrutin associe à chaque poste de titulaire des ressources symboliques liées à la participation électorale (meilleure exposition médiatique, possibilité d'une propagande officielle, etc.), contrairement aux places d'une liste lors d'un scrutin proportionnel. En d'autres termes, le mode de scrutin conduit le parti dominant à revendiquer un maximum de candidatures en ce que les ressources produites pour assurer la pluralité du scrutin sont exclusives, tout comme les profits symboliques d'une telle candidature. Cela explique le desserrement de la contrainte observé dans l'exemple vosgien quant aux suppléants, ceux-ci permettant l'expression symbolique de la diversité de la coalition. D'autre part, la localisation des négociations affecte profondément les rapports entre les partis de la coalition pour au moins deux raisons.

¹ Sur 22 cantons renouvelables, le FG présente dix-neuf candidats.

² Coalition électorale rassemblant le PCF, le PG et le NPA lors des élections cantonales, ayant adopté une charte commune quant au programme, aux aspects stratégiques et des candidatures communes (panachage) dans quatorze des quinze cantons renouvelables (et aucun candidat de la gauche radicale dans le quinzième canton). Malgré le caractère relativement intégré de cette coalition, elle n'a pas été reconduite au-delà de ces élections.

En premier lieu, la localisation des interactions inter-partisanes conduit à une forte variation des acteurs effectifs de la coalition. Pour le dire autrement, si le FG rassemble, en 2012, neuf partis à l'échelon national, il est rare que tous ces partis disposent d'une implantation départementale. Ainsi, sont présents en Meurthe-et-Moselle le PCF, le PG, la GU, la FASE et depuis 2012 la GA (puis Ensemble). Dans les Vosges sont présents uniquement le PCF et le PG. Dans le Doubs ne sont présents que le PCF, le PG, Les Alternatifs, et depuis 2012, la GA. Il serait possible de multiplier les exemples de ces différences d'implantations entre les partis du FG, différences qui renvoient à l'importante disparité du nombre d'adhérents des acteurs coalisés et à la spécificité de la genèse des partis en différents lieux¹. Deux partis parmi les neuf que compte la coalition sont en capacité d'être présents (à des niveaux très variables²) dans l'ensemble des départements, ce qui conduit, lorsque les négociations se font exclusivement à cet échelon, à opérer une répartition uniquement entre les partis en mesure d'y présenter des candidats, c'est-à-dire les partis qui y disposent de militants. A cette première explication liée aux ressources mobilisables *au local* par les différentes organisations de la coalition, il est nécessaire d'en proposer une seconde. L'asymétrie des ressources mobilisables par les acteurs coalisés (et plus généralement par les acteurs de l'espace de la gauche radicale) est renforcée localement et s'y exprime plus directement, même lorsque les enjeux sont relativement faibles. Les négociations relatives aux élections législatives de 2012 illustrent le lien entre localisation des enjeux et expression de la domination d'un parti sur la coalition ou à l'inverse de l'expression de la diversité de ce rassemblement. Ces négociations sont résolument multi-niveaux et enchevêtrées. D'une part, les directions nationales s'affrontent quant à la détermination des critères sur lesquels va être fondée la répartition des candidatures. Parmi ces critères se retrouvent le « *rapport des forces local* » au sein de la coalition comme l'exprime Marie-George Buffet au CN du PCF :

¹ Le développement du PG dans trois des quatre départements lorrains (Meurthe-et-Moselle, Moselle, Vosges) doit ainsi beaucoup à la présence préalable de fédérations de PRS (dont les dirigeants locaux sont encore dirigeants départementaux du PG aujourd'hui). De même, la présence de la GU à Nancy s'explique par la présence de proches de Christian Picquet dans ce département. Par ailleurs, deux des principaux dirigeants de la GU, Céline Malaisé (conseillère régionale d'Ile-de-France) et Alain Faradji (assistant parlementaire du député européen communiste Patrick Le Hyaric), sont originaires de Nancy, y ont fortement milité (notamment à l'UNEF), ce qui explique la localisation de cette dissidence. Enfin, en ce qui concerne les anciens militants du NPA passés au FG, la temporalité de leur défection explique souvent leurs choix organisationnels et l'implantation aléatoire de ces différentes organisations.

² La position d'un parti dans l'espace coalitionnel local dépend ainsi de la force au jeu de chacun des acteurs qui y sont effectivement présents, de même que les équilibres internes à la coalition peuvent fortement varier au sein même d'un département. Dans les trois départements cités, le PCF est le principal parti de la coalition, néanmoins l'asymétrie militante est moins nette dans certaines villes universitaires et tertiaires comme Nancy ou Besançon, dans lesquelles le PG peut presque faire jeu égal avec les effectifs du PCF. Cela s'explique par la sociologie du PG, dont les militants sont davantage urbains, un peu plus jeunes et plus diplômés. Par ailleurs, les militants du PG de ces deux départements sont nettement concentrés dans ces deux grandes villes, ce qui conduit à des quasi-déserts militants.

« nous avons défini les critères de circonscriptions qui doivent revenir à nos candidats respectifs ; pour le PCF, il s'agit de celles de nos députés sortants, celles où le PCF est en capacité de reconquête et celles où, compte tenu du rapport de forces local, c'est le PCF qui sera le plus efficace dans la bataille. »¹

La négociation de ces critères de répartition est indissociable de la négociation de la répartition effective des places, en ce sens que les différents acteurs posent comme préalable cette négociation sur les principes de répartition, mais que ceux-ci sont l'objet d'interprétations multiples, concurrentielles et permanentes au fil des négociations et sont ainsi continuellement retraduits, adaptés et précisés. Ces critères constituent autant une limite symbolique aux négociations permettant d'en fixer le cadre qu'un objet de ces négociations. Les négociateurs opèrent ensuite une répartition au niveau national et local. Mais cette répartition n'est pas de leur seul fait et constitue le produit d'un ensemble d'interactions complexes entre différents espaces partisans et à différents niveaux. Chaque parti détermine ainsi, dans une interaction permanente avec ses fédérations départementales, les circonscriptions qu'il souhaite obtenir. Il ne s'agit pas seulement d'une consultation par les négociateurs nationaux de leur « base », mais d'une interaction multiniveau conduisant à une difficile, lente et concurrentielle conciliation des intérêts. En effet, les acteurs coalisés au niveau local sont également pris dans des interactions concurrentielles qui reproduisent, mais aussi contraignent les interactions entre les négociateurs nationaux. Les luttes pour définir la répartition des circonscriptions entre les acteurs coalisés sont ainsi démultipliées : luttes à un échelon national entre les différents partis pris dans la coalition ; luttes à un niveau plus local entre les partis coalisés qui y sont effectivement présents (hormis l'exception du « parachutage »² qui peut conduire un parti non présent ou peu présent localement à y représenter la coalition) ; luttes au sein des partis pour faire accepter la répartition issue des négociations nationales (démarche descendante) ou à l'inverse, pour faire accepter par les acteurs nationaux d'un parti la justesse des revendications localisées, puis les faire accepter dans la négociation nationale aux autres acteurs de la coalition (démarche ascendante). Les partis coalisés sont ainsi des espaces *de et en* concurrence qui bien que présentant une « façade d'unité » ne sont pas seulement en concurrence avec leurs alliés pour accroître leurs positions, mais également des espaces de concurrence dans lesquels s'expriment et s'opposent des intérêts antagonistes. La complexité coalitionnelle apparaît nettement ici par le dédoublement des processus décisionnels et leur enchevêtrement, renforcé par la multiplication des échelons de négociations, c'est-à-dire de conciliation des intérêts exprimés par les acteurs en concurrence.

En cela, les négociations locales ne sont pas un simple décalque des décisions prises à un autre niveau ou une instance d'application, mais au contraire, un espace de production de l'offre électorale

¹ *Communistes*, n°432, 13 avril 2011, CN des 8 et 9 avril 2011, Marie-George Buffet.

² Dolez Bernard et Hastings Michel (dir), *Le parachutage politique*, Editions L'Harmattan, Paris, 2003.

de la coalition¹. En témoignent les fortes variations quant à l'application locale des critères fixés nationalement. La règle des 80% des circonscriptions attribuées au PCF varie ainsi fortement en fonction des départements (même si l'équilibre au niveau de l'ensemble des circonscriptions s'en rapproche). L'exemple de la Lorraine est ainsi instructif : en Meuse, les deux circonscriptions législatives sont attribuées à des candidats communistes ; en Moselle, sur les neuf circonscriptions, une seulement avait été attribuée au PG (cette candidature sera finalement abandonnée, le FG renonçant à une candidature dans cette circonscription pour cause de « danger FN » au second tour), les autres circonscriptions étaient attribuées au PCF ; dans les Vosges, trois des quatre circonscriptions reviennent au PCF, tandis que la dernière, attribuée au PG (et enregistrée comme telle en préfecture pour l'attribution du financement public) revient à un candidat de CA ; enfin, sur les six circonscriptions de Meurthe-et-Moselle, une revient au PG, une deuxième à la GU, le PCF conservant les quatre dernières. Au final, sur l'ensemble de la région, le PCF obtient l'ensemble des circonscriptions, à l'exception de celles pour lesquelles la coalition renonce à toute candidature d'une part, et de trois circonscriptions revenant respectivement au PG, à la GU et à CA.

Deux autres exemples de cette différenciation des négociations en fonction du lieu (alors même que les acteurs visent à obtenir un accord national) peuvent être donnés et ont été obtenus presque fortuitement lors d'entretiens réalisés avec des cadres nationaux du PCF. Anticipant la difficulté de faire parler nos interlocuteurs quant à l'état d'avancement de négociations encore en cours, nous avons tenté de contourner cet obstacle en opérant un retour au local. D'une part, cette tactique nous a ainsi permis d'interroger les acteurs non en fonction des responsabilités qu'ils occupaient dans la hiérarchie partisane nationale, mais dans leur ancrage partisan local. D'autre part, il s'agissait d'obtenir des informations plus précises quant au déroulement des négociations sans que les acteurs

¹ La répartition des circonscriptions est ainsi le produit d'un va-et-vient permanent entre les différents échelons de négociation. L'unité géographique où se déroule la négociation constitue en soi un enjeu de luttes entre les acteurs. Ainsi, la GA 54 est certes partie prenante de la FASE, mais tire sa légitimité militante de son irréductibilité à la FASE et de son inscription dans le local. S'ils participent indirectement, via la FASE, aux négociations nationales, les dirigeants de ce parti ne peuvent véritablement faire droit à leur revendication qu'en valorisant fortement le local et ainsi en faire le lieu central des négociations législatives. A l'inverse, les acteurs locaux de la GU, organisation présente en Meurthe-et-Moselle, ne tirent pas leur légitimité et leurs ressources de cette implantation (faible), mais de leur appartenance à la troisième organisation fondatrice du FG, ce qui conduit à défendre le principe de négociations « par le haut » dans lesquelles l'échelon départemental est minorisé : « Il y a six mois, c'était juste après les cantonales... On était allé... Il y avait un mec de la GA qui avait commencé à réfléchir aux législatives et qui nous dit, bon, moi j'étais là pour la GU, je n'étais pas tout seul, il y avait Bora aussi : « oui, il faudrait commencer à réfléchir pour les législatives pour savoir ce qu'on souhaiterait dans chaque circonscription et qu'on fasse remonter cela au national ». On leur a expliqué qu'en fait non, c'était le national qui allait dire comment il fallait faire, s'ils avaient une place. Et pour eux, c'était un scandale. » (Entretien avec Jean-Baptiste Bourdellon, 19 avril 2012. Ancien militant de la LCR et du NPA, membre de la GU et du BN de l'UNEF). Cette opposition est proprement multidimensionnelle : opposition quant à la conception de l'activité politique ; opposition quant aux positions occupées (bien qu'acteur marginal, la GU fait figure d'établi dans la coalition alors que la GA 54 y est un *outsider* dont la position reste fragile) ; opposition enfin quant à la structure des ressources mobilisables (légitimité nationale versus légitimité locale).

aient le sentiment de dévoiler et trahir le secret dans lequel se nimbait les négociations lorsqu'elles étaient appréhendées dans leur globalité (alors même que les acteurs interrogés, par leur position dans l'organigramme du PCF ont accès à des informations substantielles quant à l'état global des négociations). Ce faisant, il ne s'agit plus tant pour les acteurs d'évoquer les équilibres nationaux que d'évoquer des spécificités locales perçues comme moins importantes (en ce sens qu'elles ne remettent pas en cause la présentation de la coalition comme en dynamique, etc.), mais qui renseignent fortement sur la localisation et l'enchevêtrement des enjeux.

Jacques Chabalier est secrétaire fédéral du PCF en Indre-et-Loire depuis 1998 et accède au CN du PCF en 2000. En 2009, il devient membre du comité exécutif national et de la coordination exécutive en charge de la vie du parti, ce qui le conduit à se consacrer exclusivement et professionnellement au PCF (professeur dans le secondaire, il se place alors en disponibilité). Ses responsabilités nationales ne le conduisent cependant pas à abandonner immédiatement ses responsabilités départementales. Ce n'est ainsi qu'en mai 2011 qu'il quitte la fonction de secrétaire départemental du PCF. De même, il reste conseiller municipal dans sa commune et n'envisage pas de déménager en région parisienne malgré le fait que sa fonction le conduise à être quotidiennement place du colonel Fabien. Il fait ainsi quotidiennement les trajets entre son domicile (dans un petit village à proximité de Tours) et le siège national du PCF. Ces éléments traduisent un attachement au local qui facilite son évocation plus « libre », d'autant plus que ces interactions sont relativement pacifiées :

« Où en sont les discussions sur les législatives en Indre-et-Loire? A certains endroits, cela a été un peu difficile...

Pour l'Indre-et-Loire ? Oh, oui... ça c'est bien passé... Euh... Très bien passé. Il y aura l'ensemble des candidats du Parti communiste... Bon... le Parti de gauche, en Indre-et-Loire, ne souhaitait pas de candidature titulaire... On en avait discuté, d'ailleurs, on avait éventuellement une proposition à leur faire de ce point de vue. Ils ne le souhaitaient pas. Ils auront, sur Tours, sur la première circonscription, qui est une circonscription importante, un candidat suppléant. Voilà. Cela s'est bien passé. Et puis, il y aura des représentants du mouvement social qui seront aussi candidats. Des candidats membres du parti communiste. Cela s'est très bien passé. » (Jacques Chabalier, entretien le 14 décembre 2011. Membre du CEN du PCF, ancien secrétaire fédéral du PCF en Indre-et-Loire)

Cet extrait illustre la différenciation et l'interpénétration des espaces de négociation. D'une part, des négociations ont lieu localement et se déroulent « bien » dans la mesure où les autres acteurs de la coalition ne revendiquent rien (ce qui permet l'affirmation de l'hégémonie du PCF quant à la (re)présentation publique de la coalition). D'autre part, le bon déroulement de ces négociations tient à l'autolimitation des autres acteurs de la coalition (particulièrement les responsables du PG) qui « ne souhaitaient pas » disposer de candidature dans ce département. Cette autolimitation des acteurs locaux, ce renoncement à une proposition faite par le PCF ne peut se comprendre que dans l'interpénétration des espaces de négociation en ce sens qu'accepter cette circonscription conduisait localement le PG à représenter la coalition, mais restreignait d'autant les possibilités de négociation à l'échelon national des circonscriptions souhaitées par la direction du PG. Ainsi, l'autolimitation des

acteurs locaux ne s'explique pas par des considérations locales, mais par la dualité des espaces de négociations au sein de la coalition.

Le deuxième exemple est *a priori* un « *cas négatif* »¹ en nous inspirant d'une notion développée par Jean-Claude Kaufman, qui est ici particulièrement adaptée à rendre compte d'un exemple qui paraît contredire l'hypothèse d'une domination croissante du PCF à mesure que les négociations se déroulent au local. Interrogée sur le déroulement des négociations en Essonne, Elisabeth Gauthier nous livre ainsi un récit particulièrement riche en termes d'enchevêtrement des enjeux, précisant et renforçant notre hypothèse de départ :

« C'est assez compliqué à faire, c'est vrai, parce que quand je regarde dans mon département, il y a par exemple des circonscriptions où certes, on n'est pas sortant, le PC n'est pas sortant, mais il y a des scores relativement bons, parce qu'il a plusieurs maires, etc. C'est le cas d'une circonscription de l'Essonne. C'est difficile d'accepter que quelqu'un vienne du PG, qui est inconnu dans la circonscription alors que nous avons des représentants très connus, qui ont un rayonnement intéressant. En même temps, je comprends parfaitement que le PG veuille aussi quelques circonscriptions où on fait plus de voix que la moyenne. Donc... C'est obligatoirement complexe et... il y a un tas de choses qui sont essayées jusqu'à ce qu'on se cogne contre un mur, puis encore un autre et un autre jusqu'à ce qu'on trouve !

C'est quelle circonscription ?

C'est la dixième de l'Essonne. C'est une circonscription où il y a deux maires communistes, Grigny et Morsang.

Le PG présente Gabriel Amard ?

Non, Amard n'est pas dans celle-ci. C'est Delapierre qui va être candidat.

D'accord...

Alors, ce n'est pas une question de personne, mais Delapierre, personne ne le connaît. Il n'est pas ancré... donc, c'est vrai que ce n'est pas évident, mais en même temps, cela se termine en très bonne intelligence parce que c'est lui qui est candidat et Marjolaine Rauze, qui est maire de Morsang, qui sera sa suppléante. Donc, elle s'engage derrière lui, si on peut dire, avec lui. Ce qui est une très bonne façon, finalement, de montrer qu'on fait cela ensemble. Nous, dans cette circonscription, on a aussi un groupe très dogmatique dans le PC... évidemment, pour eux, c'est la mort ! [Rire]. » (Elisabeth Gauthier, entretien le 13 décembre 2012. Membre du CEN du PCF, militante en Essonne. Secrétaire générale d'Espace Marx)

Le cas évoqué ici semble en tout point entrer dans la définition posée par Pierre Laurent quant aux circonscriptions revendiquées par le PCF, car ce parti y dispose de « *fortes positions électorales ou municipales au cœur de ces circonscriptions* »². De même, la présence dans cette circonscription d'une section majoritairement composée de militants communistes hostiles au FG devrait *a priori* renforcer la logique d'une attribution de cette circonscription au PCF. Pourtant, cette circonscription a été attribuée au PG, alors même que les enjeux symboliques et financiers sont particulièrement importants pour le PCF (avec la perspective d'un « bon résultat » appuyé sur le capital politique local d'élus communistes). Elisabeth Gauthier, bien qu'acceptant et défendant l'attribution de cette circonscription à François Delapierre, fait droit et reprend à son compte la tactique électorale consistant à présenter des élus locaux pour faire bénéficier le PCF de leur notoriété, en la faisant

¹ Kaufmann Jean-Claude, *L'entretien compréhensif, op. cit.*, p. 88-89.

² *Communistes*, n°432, 13 avril 2011, CN des 8 et 9 avril 2011, rapport de Pierre Laurent.

relever de l'évidence et de la normalité. Cette tactique est ici présentée comme allant de soi, alors même qu'elle ne constitue pas l'objet principal du récit recueilli. Dès lors, cet extrait ne traduit pas (ou pas seulement) un usage instrumental des ressources électives locales pour limiter le déclin électoral national du PCF (même si c'est aussi cela), mais la profonde intériorisation d'une norme aussi tacite qu'imposante concernant la désignation des candidats communistes lors d'élections nationales. Cette tactique est au fondement du clivage entre capital militant et capital politique opposant Philippe Marx à Serge De Carli. Les militants soutenant le premier mettaient ainsi en avant la nécessité de rompre avec le caractère presque irréfragable de la qualité de la candidature de Serge De Carli (se fondant sur ses mandats locaux et sur ceux de son suppléant), tandis que les acteurs soutenant le maire de Mont-Saint-Martin, en particulier le secrétaire fédéral du PCF en Meurthe-et-Moselle, suggéraient de manière assourdissante la différence de qualité des deux candidatures fondée précisément sur ce différentiel quant aux ressources mobilisées par chacun. Dans les propos d'Elisabeth Gauthier, et même si rien ne permet d'affirmer l'absence de telles motivations instrumentales et tactiques, ce qui ressort est davantage du domaine de l'évidence : Marjolaine Rauze aurait fait une excellente candidate parce qu'elle est élue locale et de ce fait, bien implantée. Ce lien affirmé entre capital électif et candidature porte en lui toute la force des évidences sans qu'aucun calcul stratégique n'ait besoin d'être mobilisé pour emporter la conviction. Ce faisant, c'est la singularité du PCF passant par la promotion, tant parmi les élites partisans que parmi les élus communistes, de militants sélectionnés en vertu de leur profil social spécifique (visant ainsi à la représentation politique des catégories populaires et spécifiquement de la classe ouvrière), qui est ici fortement atténuée, voire qui disparaît. Le candidat communiste idéal n'est plus, tout au moins dans les circonscriptions dans lesquelles le PCF peut espérer un bon résultat et dispose d'élus locaux, celui qui dispose de certaines propriétés sociales, ni même celui qui a « fait ses preuves » dans le parti, mais celui qui a réussi à passer avec succès les différentes étapes locales d'un *cursus honorum* finalement des plus classiques.

Par ailleurs, cet arbitrage en faveur du candidat du PG est présenté comme un compromis « difficile » mais nécessaire, comme une situation dans laquelle les revendications des uns et des autres sont légitimes et reconnues. Ainsi, Elisabeth Gauthier fait tout aussi droit aux arguments en faveur d'une candidature communiste qu'aux revendications du PG, même si elle déplore l'absence de notoriété locale de François Delapierre. La mise en scène d'un dépassement par le haut permet également de souligner la capacité de faire émerger la « meilleure » solution par la confrontation des intérêts dans la coalition. Cette présentation est alors à mettre en parallèle de la position occupée par Elisabeth Gauthier dans l'espace partisan. Fortement engagée en 2006 pour une candidature unique de la gauche radicale, elle fait figure de « rénovatrice » par sa proximité à Patrice Cohen-Seat (elle travaille sous sa responsabilité à Espace Marx avant d'en devenir la directrice) et son

investissement dans les réseaux européens de la gauche radicale (elle est ainsi, fait relativement rare, adhérente directe du PGE et particulièrement active dans la mise en réseau des *think thank* de gauche radicale en Europe autour d'une revue – *Transform !* – traduite en plusieurs langues). Face aux résistances intra-partisanes locales, tant au regard des positions qu'elle occupe dans l'espace partisan que de ses prises de position passées ou actuelles (en faveur des collectifs antilibéraux, de la création du PGE, et plus récemment du FG), elle ne peut que rechercher et défendre une présentation faisant de la solution retenue la plus efficiente.

Cependant, si elle met en avant la faible notoriété locale de François Delapierre, il ne s'agit pas – et de loin – d'un inconnu. Ancien responsable du PS (bureau national), il fait figure de véritable « bras droit » de Jean-Luc Mélenchon dont il est le directeur de campagne lors de l'élection présidentielle de 2012. Il est par ailleurs conseiller régional d'Ile-de-France élu en Essonne depuis 2010. Dès lors, le choix des candidats titulaire et suppléant dans cette circonscription est largement conforme à la tactique visant à présenter des acteurs disposant déjà d'un certain capital électif afin de maximiser les résultats électoraux et atteste d'un véritable partage, bien au-delà du PCF, de la croyance en l'utilité électorale de cette pratique. La présentation de François Delapierre, au regard de ses propriétés politiques, comme d'un candidat inconnu localement ne peut ainsi qu'interroger et s'explique par l'adoption d'une présentation permettant de maintenir symboliquement la domination du PCF, même lorsqu'une circonscription perçue comme importante échappe à ce parti dans le cadre des négociations internes à la coalition. Cette présentation, et le choix de Marjolaine Rauze, permettent alors de neutraliser (ou limiter) les résistances intra-partisanes en usant de la rhétorique du sacrifice nécessaire et de la présence d'une suppléante communiste.

En s'arrêtant à ces différents éléments, l'attribution de cette circonscription au PG a tout du « *cas négatif* », de l'exception venant confirmer la règle de répartition des candidatures à l'avantage du PCF. L'explication résulte de l'enjeu spécifique constitué par cette circonscription pour le PG dans un département qui a longtemps été le « bastion » de Jean-Luc Mélenchon et de la Gauche socialiste. Deux logiques partisanes se combinent ici. D'une part, l'objectif régulièrement manifesté par la direction nationale du PG de doter ses principaux leaders d'un capital électif et d'une notoriété permettant la sortie de l'anonymat de l'entre-soi partisan et de l'espace de la gauche radicale. François Delapierre a ainsi été candidat lors d'une élection législative partielle dans les Yvelines, fin 2009. Obtenant un résultat modeste (4,87% des suffrages exprimés), il a néanmoins pu bénéficier de la visibilité médiatique associée à la présence, lors de cette élection partielle, d'un candidat particulièrement médiatique en la personne de David Douillet (UMP). En 2010, il accède à un mandat de conseiller régional comme de nombreux dirigeants du PG. Sa désignation comme directeur de campagne de Jean-Luc Mélenchon (qui s'explique également par la grande proximité entre les deux hommes depuis de nombreuses années) et comme candidat dans une circonscription perçue comme

pouvant être favorable à un bon résultat du FG, entre ainsi dans une tactique visant à accroître la visibilité politique et médiatique de François Delapierre. Cet enjeu vient ici renforcer les enjeux politiques et financiers liés à l'ensemble des « bonnes » circonscriptions et est encore accrue par la dimension fortement symbolique que peut revêtir cette circonscription pour le groupe Mélenchon. En effet, la dixième circonscription de l'Essonne a été celle d'élection de Julien Dray jusqu'en 2012, date à laquelle il cède sa place à l'un de ses proches, Malek Boutih, qui partage avec François Delapierre une socialisation partisane marquée par la figure de Julien Dray (en particulier par SOS Racisme¹). Une candidature d'un ancien de SOS Racisme et du « drayisme » face à Malek Boutih, lui-même issu de cette même filière militante, permet ainsi à la direction nationale du PG de mettre en scène une stratégie d'opposition radicale au PS. La spécificité de cette circonscription située dans l'ancien bastion de Jean-Luc Mélenchon au PS et offrant la perspective d'un bon résultat électoral² doit ainsi beaucoup à la dimension symbolique de cette circonscription et à la personnalité du candidat, ainsi qu'à la position centrale qu'il occupe dans la direction nationale du PG. En effet, dans un parti d'autant plus centralisé que les enjeux sont proches du cercle dirigeant, le jeu politique essonnien ne peut être dissocié de l'espace national de la coalition. En d'autres termes, les enjeux nationaux et locaux s'y confondent totalement, permettant alors au PG (probablement par le biais de concessions quant à d'autres circonscriptions) d'obtenir une telle circonscription.

D. Lorsque les équilibres intra-partisans s'invitent dans les négociations électorales

L'entrée en coalition conduit à l'accroissement des interactions inter-partisanes, les acteurs coalisés s'insérant dans et autant qu'ils produisent un ensemble de relations sociales renforçant leur interdépendance. Les frontières entre ce qui relève ou ne relève pas de la vie intra-partisane deviennent plus floues et les équilibres intra-partisans affectent directement l'état du jeu dans la coalition et/ou l'espace de la gauche radicale. Ainsi, si nous parlons de dilution des frontières partisanes, ce n'est pas dans le sens militant utilisé par les segments identitaires du PCF³, mais au sens d'une interpénétration des enjeux intra-partisans et des enjeux propres à la coalition. Le processus que nous désignons comme une dilution des frontières partisanes ne se fonde ainsi

¹ Dont l'usage fait par Julien Dray pour investir les luttes intra-partisanes a été mis en exergue par Philippe Juhem. Cf. Juhem Philippe, « Entreprendre en politique », *art. cit.*

² Avec 16,66% des suffrages exprimés, François Delapierre arrive troisième et manque de peu la deuxième position, restant cependant loin derrière les 34,56% obtenus au premier tour par Malek Boutih qui est finalement élu sans difficultés au second tour. Néanmoins, en obtenant cette circonscription, ainsi que la septième circonscription dans laquelle Gabriel Amard bénéficie d'un réel ancrage local (il a été maire de l'une des principales communes de la circonscription et conseiller général), le PG obtient les deux meilleures circonscriptions de l'Essonne. Cette répartition est largement singulière dans l'espace coalitionnel.

³ Ceux-ci voient dans la coalition un moyen d'effacer, de « liquider » pour reprendre leur vocable, l'identité communiste.

absolument pas sur l'hypothèse d'un affaiblissement des identités partisans en coalition, mais sur celle de l'importation des lignes de fracture intra-partisanes dans la coalition d'une part, et de l'importation de la coalition dans les enjeux intra-partisans d'autre part. Il s'agira alors d'appréhender cette interdépendance au prisme des différentes péripéties¹ d'une désignation intra-partisane (1) avant d'aborder la diversité des effets de cette interdépendance (2).

1. ***Le mystère de l'opération « poule ». Une tragédie politique en microcosme***

La désignation du candidat communiste dans la troisième circonscription de Meurthe-et-Moselle, qui s'étend sur l'essentiel du Pays-Haut lorrain, a tout d'une tragédie en cinq actes. Les militants qui nous relatent cet épisode ne s'y trompent d'ailleurs pas et usent d'analogies théâtrales en évoquant les divers « coups de théâtre », et autres rebondissements de l'action. Le premier acte constitue une longue exposition du destin de Serge De Carli comme candidat communiste. Patrick Hatzig n'hésite ainsi pas à affirmer l'adéquation précoce des positions du maire de Mont-Saint-Martin avec les critères de la candidature idéale en vue d'une « reconquête » :

« Oui, ça aussi, c'est un roman! Je... Il faut aller vite quoi! 1er avril de l'année dernière [2011], Marie-George Buffet dit : « Voilà, vous êtes dans une circonscription gagnable, il faut créer les conditions pour avoir le meilleur candidat, etc ». Moi, aux dernières législatives [2007], Laurent Righi, maire d'Hussigny et conseiller général actuel, il est le candidat, il n'est pas élu, et lui-même, à la fin de cette élection, pragmatiquement dit : « Ecoutez, moi, j'ai été candidat deux fois, maintenant c'est terminé! » Et moi, je lui avais répondu, je ne sais même plus comment, mais même lui, il était d'accord : ben écoute, tu n'auras pas besoin d'y retourner, parce que le prochain candidat, il est tout désigné, il se trouve que c'est Serge De Carli, mais d'ici là, il faudra qu'il devienne conseiller général, etc. Ce qu'il a fait d'ailleurs. Et pour moi, depuis cinq ans, c'était le candidat optimum! » (Patrick Hatzig, entretien le 13 avril 2012. Secrétaire fédéral du PCF en Meurthe-et-Moselle)

Les récits de Patrick Hatzig et de Patrice Zolfo, tous deux défendant des positions régulièrement opposées au sein du PCF, et défendant l'un la candidature de Serge De Carli, l'autre celle de Philippe Marx, concordent quant à la chronologie et à la définition d'un point de départ : la circonscription est très tôt perçue comme gagnable, ce que la direction nationale du PCF fait savoir au travers d'un déplacement de Marie-George Buffet dans le Pays-Haut (1^{er} avril 2011).

C'est à ce moment que débute le deuxième acte. Lors de cette visite, elle affirme la liberté des militants communistes de désigner le candidat dans cette circonscription attribuée au PCF de par l'accord national. Philippe Marx, présent à ses côtés lors de cette déclaration, fait immédiatement

¹ Nous avons eu recours à un ton volontairement décalé pour relater cet épisode afin de faire ressortir la manière dont ces événements ont été vécus par les militants. Pour les uns, cette séquence est une longue succession de rebondissements, de coups-bas et de trahisons ; pour les autres, une succession de rebondissements tous plus ubuesques les uns que les autres. Mais ce que notre récit ne permet pas de faire ressortir, c'est l'extrême violence symbolique et morale de cette séquence pour Philippe Marx et les militants qui le soutenaient tant l'accusation, à gauche, d'un soutien (de près ou de loin) des acteurs ou des thèses d'extrême droite est perçu comme un *stigmata* indépassable et entachant durablement, si ce n'est définitivement, l'identité individuelle et l'estime de soi.

acte de candidature. Plus tard dans la journée, l'ancienne secrétaire nationale du PCF rencontre Serge De Carli à la mairie de Mont-Saint-Martin. Il fait également acte de candidature. Le PCF organise ainsi une campagne électorale interne lors de laquelle les candidats sont invités à débattre. Chacun peut faire valoir un profil se fondant sur des ressources bien distinctes. Philippe Marx, le premier à s'être déclaré, fait valoir un profil militant (secrétaire de la section de Villerupt) et sa fidélité au parti. Serge De Carli est maire de Mont-Saint-Martin et conseiller général.

Le troisième acte marque une première surprise. Alors que la direction fédérale (et peut-être la direction nationale) pensait que Serge De Carli allait sortir largement en tête de cette consultation interne, il est devancé par Philippe Marx. Pour Patrice Zolfo, c'est un « *désaveu* » des instances communistes ; pour Patrick Hatzig, ce n'est pas un vote pour Philippe Marx, mais contre le suppléant de Serge De Carli, André Corzani, maire et conseiller général communiste de Joeuf. Celui-ci ne serait pas apprécié des militants et aurait permis la victoire de Philippe Marx en produisant un effet de rejet. Peu importe finalement les raisons de ce choix, Philippe Marx est candidat, sans que la candidature de Serge De Carli soit enterrée.

Cette histoire aurait pu s'arrêter en juin 2011. Le FG avait un candidat, Philippe Marx. C'était sans compter sur les péripéties qui font toute la singularité de cette désignation interne et fondent le quatrième acte. L'élection est contestée en interne, ce qui accroît les tensions intra-partisanes et transforme progressivement cette compétition pour l'investiture en conflit irréductible :

« alors y a deux recours qui sont déposés, au niveau départemental et au niveau national, pour essayer de montrer que le scrutin, presque, ça a été magouillé, comme en Corse, quoi ! Philippe Marx, on lui a permis d'être élu parce qu'on a... on a bourré les urnes, enfin des trucs de fou, des trucs de fou... Pour avoir été l'organisateur du scrutin, je... j'arrive toujours pas à comprendre, comment mon parti a pu tomber aussi bas dans le dénigrement et dans l'arrangement des choses pour trouver les moyens de déstabiliser le choix d'un individu, le choix démocratique. » (Patrice Zolfo, entretien le 14 juin 2012. Militant communiste dans le nord de la Meurthe-et-Moselle, ancien rénovateur communiste)

La candidature de Philippe Marx n'est donc pas définitive. Pendant cette séquence, le maintien de la candidature de Serge De Carli malgré le vote interne est envisagée, ce dont les militants d'autres partis de la coalition sont plus ou moins informés : « *Et ce qui se dit, mais cela reste... de la rumeur, c'est que Serge De Carli pourrait se présenter.* » (Bora Yilmaz, entretien le 6 juillet 2011. Secrétaire départemental de la GU en Meurthe-et-Moselle). Au final, le maire de Mont-Saint-Martin, qui fut président du comité de soutien du Front lorrain de gauche en dissidence de la direction fédérale du PCF en 2010, annonce sa candidature dissidente contre le vote des militants communistes, mais avec l'appui des élus et du secrétaire fédéral du PCF :

« De Carli... Le scrutin a lieu au mois de juin. Il n'a plus rien dit. Vous ne retrouverez plus aucune déclaration de De Carli entre juin et décembre. Il a réfléchi. Il a rencontré plein de monde. Et il a pris sa décision au mois de décembre, en disant : « Moi, je suis candidat quand même ». Je l'ai soutenu tout de suite. 80 élus l'ont soutenu tout de suite... élus, à différents niveaux. Et donc, il est

parti comme ça... et Philippe Marx restait candidat du Front de gauche parce qu'il avait été élu par les adhérents! Voilà. »¹ (Patrick Hatzig, entretien le 13 avril 2012)

En décembre 2011, la situation dans une circonscription annoncée comme « gagnable » n'est pas encore définitive. Néanmoins, elle s'oriente vers une candidature « officielle » de Philippe Marx au nom du FG et du PCF, et une candidature « dissidente » de Serge De Carli, s'appuyant sur sa notoriété et les réseaux électifs communistes et soutenu officiellement par Patrick Hatzig.

Cette micro-tragédie politique va prendre un tour ubuesque avec l'affaire du Poulpe au printemps 2012. Il s'agit du cinquième et dernier acte. Deux acteurs inattendus et dont la présence n'est qu'indirecte relancent la trame narrative : le poulpe et Alain Soral. Début 2012, des militants communistes se rendent compte que Philippe Marx a, sur son blog personnel, fait référence à des vidéos d'Alain Soral (philosophe proche du FN) qu'il retire après une demande de la direction fédérale du PCF. L'affaire semble close, mais un nouveau et dernier rebondissement fait resurgir ce débat. Un mystérieux site internet, le Poulpe, révèle que Philippe Marx, candidat FG soutenu par Pierre Laurent, Christian Picquet (celui-ci étant même venu le soutenir dans sa circonscription) et Jean-Luc Mélenchon aurait des sympathies pour l'extrême droite. La presse locale s'en fait l'écho, d'autant plus que Jean-Luc Mélenchon axe fortement sa campagne sur l'opposition au FN.

C'est peu de dire que les dirigeants des partis de la coalition sont dans l'embarras. Les militants et responsables s'opposent entre pro et anti-Marx. Ainsi, Patrick Hatzig justifie la décision nationale de retirer l'investiture à Philippe Marx :

« Est-ce que Philippe Marx avait gardé du Soral sur son blog? Moi, je n'en sais rien. Il dit qu'il ne le savait pas... Sans doute que c'est vrai. Mais en tout cas, on lui avait dit de l'enlever, puis on avait fait le silence là-dessus, et puis quelques mois après, il y en a encore qui trouvent des trucs. » (Patrick Hatzig, entretien le 13 avril 2012)

D'autres dénoncent une « cabale » contre Philippe Marx, ou un « complot contre Marx » visant à faire de lui un « antisémite », alors que :

« Philippe Marx antisémite, ce n'est pas vrai. C'est une connerie ! Ce n'est pas vrai ! C'est un camarade communiste qui n'a pas tout compris, qui n'a pas saisi les enjeux. Du coup, il a subi une campagne de discrimination absolument insupportable, par mail, devant témoins, pour être sûr qu'il disparaisse. Et c'est ce qui s'est passé. » (Jean-Baptiste Bourdellon, entretien le 19 avril 2012. Ancien président de l'UNEF nancéenne et membre du BN de ce syndicat étudiant, ex-LCR/NPA passé à la GU² en 2010)

Signe de l'extrême tension que produit cette affaire au sein de la coalition et du PCF en particulier, Christian Poirson, secrétaire de la section de Nancy du PCF et ancien membre de la direction nationale de Ras l'Front, refuse catégoriquement d'évoquer cette affaire en entretien, alors qu'il ne rechigne pas, à d'autres moments, à exprimer les oppositions qui traversent le FG et le PCF :

¹ On relèvera par ailleurs qu'il affirme son soutien à la candidature de Serge De Carli alors même que le parti qu'il dirige et dont il est le représentant soutient officiellement Philippe Marx. Il s'agit là d'une des nombreuses incongruités de cette procédure de désignation.

² Sans que nous puissions l'expliquer, il semble que la GU ait été bien plus impliquée dans le soutien à Philippe Marx que les dirigeants du PG départementaux qui semblent s'être placés dans une position de retrait.

« Il y a également une autre difficulté actuellement, c'est la circonscription où s'opposent Philippe Marx et Serge De Carli. Vous pouvez resituer cette question?

Euh... Je n'aime autant pas...

C'est-à-dire?

Bah...

Il y a eu un vote interne de désignation...

Oui, oui, bien sûr. Le vote des militants a été très clair, c'était pour Philippe.

Et pourquoi, finalement, il y a eu cette candidature?

Parce que beaucoup pensent que... [Long silence] Philippe n'a pas la notoriété de Serge. Voilà.

C'est tout [Dans un soupir]

Et vous avez un avis sur ce point?

Là, je ne vous dis pas mon avis là-dessus. » (Christian Poirson, entretien le 30 janvier 2012. Secrétaire de la section de Nancy du PCF)

L'investiture est retirée à Philippe Marx par la coordination nationale du FG :

« Donc, que cela soit Mélenchon, Picquet,... ou Pierre Laurent, pour le Parti communiste, ce n'est plus possible qu'il soit le candidat. Un truc comme ça, c'est une gamelle! » (Patrick Hatzig, entretien le 13 avril 2012. Secrétaire fédéral du PCF en Meurthe-et-Moselle)

L'investiture est finalement attribuée à Serge de Carli, « *le challenger battu* » pour reprendre l'expression utilisée lors de notre entretien par l'un des militants communistes soutenant Philippe Marx, qui est désormais le seul candidat de la coalition. Le rideau tombe.

Ce que l'*exodos* de cette tragédie masque, c'est la défaite de Serge De Carli¹ et les profondes divisions que la gestion de cette investiture et ses péripéties ont produit au sein du PCF autour d'un double clivage opposant d'une part, les militants du Pays-Haut à la fédération communiste « du sud », et d'autre part, aux militants, les élus. Par ailleurs, ce conflit exprime la dilution des frontières partisans qui contraint les autres partis de la coalition à prendre position dans un conflit intra-partisan, et la coordination nationale de la coalition à arbitrer un conflit interne au PCF.

2. La porosité des frontières partisans

Qu'ils s'investissent ou non dans le conflit qui oppose différents segments du PCF, l'ensemble des acteurs coalisés vit, directement ou indirectement, comme par procuration et en tant que spectateur aussi muet qu'impuissant, et ressent les effets de ce conflit qui opposent deux équipes militantes dotées de ressources distinctes. Cette situation, qui se démarque par sa forte conflictualité, n'en est pas pour autant isolée. L'interpénétration des arènes intra-partisans et de celles qui sont propres à la coalition est permanente. Ainsi, les négociations relatives aux élections législatives dans le même département en fournissent une autre illustration. En Meurthe-et-Moselle, en se fondant sur l'ancienne carte des circonscriptions, les dirigeants communistes proposent dès 2010 de retenir le principe d'une circonscription réservée à un candidat du PG, et une deuxième à la GU, ce qui permettait d'en attribuer cinq au PCF. Trois événements vont venir perturber cette arithmétique.

¹ Serge De Carli obtient 18,37% des suffrages exprimés et talonne ainsi le candidat de l'UMP qui obtient 18,77% des suffrages exprimés. Mais tous deux sont largement devancés par le député socialiste sortant, Christian Eckert qui obtient 39,53% des suffrages au premier tour et 66,38% au second.

Tout d'abord, le redécoupage des circonscriptions conduit au passage de sept à six circonscriptions. Ensuite, la désignation de Jean-Luc Mélenchon comme candidat à l'élection présidentielle s'accompagne de l'élargissement du FG qui passe de trois à sept organisations en trois mois. Parmi ces organisations figurent la FASE, ce qui aboutit à l'intégration totale de la GA 54 comme membre local de la coalition et comme émanation d'une organisation nationale. Enfin, le décès de Maurice Villaume, qui était le candidat pressenti par la direction fédérale du PCF pour l'une des circonscriptions réservées au PCF. Ces trois éléments conduisent à une réouverture (contrainte) des négociations, du fait de la revendication d'une circonscription par la GA 54, mais aussi à l'affaiblissement des communistes dans l'accord puisque, suite au redécoupage électoral, le PCF perd l'une des circonscriptions qui devait lui revenir et, à défaut de candidat communiste, se retranche sur la candidature de Claude Blaque, ancien conseiller général socialiste. Le PCF ne dispose donc plus que de quatre circonscriptions. Accepter la revendication de la GA 54 conduirait ainsi le PCF à obtenir seulement trois circonscriptions sur six¹, bien loin des 80% préconisés par la direction nationale du PCF. Cela affecte directement le secrétaire fédéral du PCF (même s'il choisit d'en plaisanter) qui apparaît comme un piètre négociateur aux yeux de ses homologues :

« on n'aurait eu que 50% des circonscriptions. Donc, il y a un tas de collègues, autour des... des départements autour, voire de toute la France qui se serait foutu de moi en disant : « Oh, la vache! Toi, t'es un bon négociateur! » Enfin, bon, bref. » (Patrick Hatzig, entretien le 13 avril 2012. Secrétaire fédéral du PCF en Meurthe-et-Moselle)

Mais la principale difficulté ne réside pas quant à ce décalage entre négociations nationale et locale. En effet, les représentants du PCF vont faire la proposition plus ou moins directe² d'une circonscription réservée à la GA 54, qui la refuse pour en revendiquer une autre dans laquelle réside Philippe Leclercq, principale figure de ce groupe. Cette circonscription, qui s'étire des portes de Nancy aux limites du Pays-Haut, recouvre notamment les secteurs de Pompey et de Jarny dont la section communiste est particulièrement hostile au FG. La direction fédérale du PCF ne peut par ailleurs contourner la plus importante section du sud du département³ :

« non, ce n'est pas possible la six! Mais enfin, vous imaginez? Tous nos camarades d'Homécourt, de Jarny, ils ne voudront... Enfin, je veux dire,... Enfin, moi, je dirais oui, ils me passeraient sur le corps!

Surtout que la section de Jarny n'est...

Ils ne sont pas trop Front de gauche! Donc, moi, ils me passent sur le corps si je fais ça. Ce n'est pas raisonnable. En plus... en plus... ils auront un candidat contre le Front de gauche. Il y aura un candidat communiste si c'est ça. Donc, ce n'est pas raisonnable. On va au clash, ce n'est pas la peine. On vous propose la cinq. » (Patrick Hatzig, entretien le 13 avril 2012)

¹ Il est même possible de n'en compter plus que deux, car la candidature de Claude Blaque, même si elle constitue une « ouverture » contrainte du PCF, n'est pas pour autant une véritable candidature communiste pour les segments les plus identitaires.

² Selon les témoignages, la réalité de cette proposition est sujette à caution. Pour les uns, il s'agissait d'une proposition officielle, pour les autres, cela n'a été évoqué qu'officieusement.

³ En 1998, cette section est la deuxième plus importante du département avec 108 adhérents selon la répartition par section établie par Jeanine Olmi. Cf. Olmi Janine, *Le PCF a-t-il un avenir ? op. cit.*, p.59.

La revendication de la GA 54 s'oppose ainsi au refus résolu du PCF, et ne trouvera aucun soutien, celle-ci faisant en effet l'unanimité contre elle parmi les acteurs coalisés. Les militants interrogés, en dehors de militants communistes considérant que la répartition était déjà insuffisamment favorable au PCF dans le département, ne s'opposent pas à la revendication d'une circonscription par la GA 54, mais contestent le choix de la circonscription et le refus de tout compromis¹. *In fine*, ce qui est reproché à la GA 54, c'est de méconnaître volontairement l'état des équilibres intra-partisans du PCF (la notoriété militante des « *fous de Jarny* » – pour reprendre l'expression d'un militant communiste – n'étant plus à faire dans ce tout petit monde qu'est la gauche radicale meurthe-et-mosellane), de ne pas s'être adaptés (on retrouve ici la logique d'autolimitation des acteurs).

Si les conflits intra-partisans peuvent s'exporter dans la coalition, l'inverse est tout aussi vrai en ce sens que la coalition devient un enjeu des débats intra-partisans, ce qui pose la question de l'acceptabilité des concessions rendues nécessaires par l'entrée dans la coalition (qui suppose, dans le cas du FG, de renoncer à des candidatures, de renoncer à des mandats, etc.). En d'autres termes, il est nécessaire que chaque acteur coalisé s'y retrouve suffisamment. Cet élément est perceptible dans les débats du CN du PCF en 2009, et peut constituer un élément d'explication de la rigidité du PG dans les négociations pour les élections européennes de 2014. Cette acceptabilité ne coïncide pas entièrement avec la satisfaction des intérêts. Les revendications des acteurs coalisés sont également fonction de l'état du jeu intra-partisan et des résistances réelles ou anticipées que tel ou tel accord pourrait produire. En 2009, les différents compte-rendu de l'avancée des négociations réalisés au CN du PCF illustrent cette dépendance de la coalition aux équilibres intra-partisans. La majorité du PCF autour de Marie-George Buffet, est relativement faible et doit faire face aux critiques adressées par les différents segments plus ou moins en opposition. Les segments les plus identitaires font du FG une nouvelle manifestation de la volonté « liquidatrice » de la direction nationale du PCF, tandis que les segments favorables à une reconfiguration plus vaste de la gauche radicale et/ou à des alliances avec le PS (proches de Robert Hue) critiquent, pour les uns le caractère insuffisant de cette stratégie, pour les autres le risque de césure au sein de la gauche qu'une telle coalition pourrait produire. La position de la direction nationale du PCF sera, au sens propre, celle d'un équilibriste. Les communistes unitaires, *a priori* ceux qui devraient être les plus favorables à cette coalition, sont rapidement marginalisés et disqualifiés dans leurs revendications (notamment lorsqu'ils réclament

¹ Deux propositions avaient ainsi été faites à la GA 54. La première, émanant du PCF, est celle déjà évoquée de l'obtention d'une autre circonscription. La seconde vient du PG dont le candidat Pierre Hanegreefs, a proposé sa suppléance à la GA 54. Cette proposition s'accompagnait d'un accord financier qui permettait la rétrocession d'une partie du financement public obtenu grâce à cette candidature à la GA 54 qui refusa néanmoins la proposition. En effet, le secrétaire départemental du PG mettait une condition : avoir pour suppléant une femme. Ne pouvant pas obtenir la candidature de Philippe Leclercq, la GA 54 a choisi l'*exit* temporaire. Cet épisode accrédite l'hypothèse développée dans la section précédente d'un leadership faible et conjoncturel de Philippe Leclercq lors des élections régionales de 2010.

l'ouverture de discussions avec la FASE, ce que la direction nationale du PCF refuse catégoriquement). Les intervenants se faisant porte-parole de la stratégie du FG vont chercher à rassurer et à réguler les résistances éventuelles des segments identitaires compatibles avec la direction nationale, ce qui permet une marginalisation des plus radicaux. L'alliance est alors présentée comme étant le produit des décisions majoritaires dans le parti (permettant ainsi l'activation d'une logique « légitimiste », c'est-à-dire pour reprendre Albert Hirschman, incitant les cadres partisans à la loyauté), comme peu risquée (les négociations excluent les circonscriptions dans lesquelles le PCF dispose d'élus sortants, ce qui garantit en principe le maintien des ressources électives et permet de limiter la concurrence électorale) et comme réversible (il ne s'agit que d'une alliance conjoncturelle, un front parmi les fronts qu'appelle de ses vœux la résolution du congrès de décembre 2008). Ces différents arguments permettent ainsi de réguler les résistances et de les maintenir dans le cadre limité et contrôlé du CN. Cependant, pour que ces arguments permettent la neutralisation des résistances intra-partisanes, il est nécessaire que la direction nationale puisse se présenter comme ayant négocié au mieux des intérêts du PCF. Le moindre changement dans les négociations peut ainsi amener à des interventions critiques :

« Les communistes doivent voter sur des listes qui sont surtout construites dans des arrangements de sommet. Et, une fois votées, ces listes continuent de bouger ! Par exemple, en Ile-de-France avec Coquerel (PG) au détriment de Favier (PCF). »¹

« Je ressens toujours beaucoup d'insatisfactions qui contrarient notre unité et notre efficacité. Difficulté à partager l'élaboration des listes, absence dans le rapport des dernières exigences du PG pour conclure l'accord national... [...] La demande de modification de la place de C. Favier, président du CG, de la 5^e à la 7^e est difficilement acceptable mais ne doit pas compromettre la constitution du Front. »²

Ces critiques contraignent Francis Wurtz à réaffirmer l'utilité de l'alliance pour le PCF :

« La démarche du Front de gauche nous coûte un peu, mais nous rapporte également! Je vois la participation à nos meetings, l'enthousiasme, l'espoir: cela a évidemment à voir avec l'existence de ce Front de gauche. »³

Le durcissement des positions du PG lors des négociations des listes européennes en 2014 s'explique en premier lieu par les divergences stratégiques entre PCF et PG. Mais cette attitude peut également recevoir une explication plus inattendue dans un parti régulièrement présenté comme homogène politiquement. Dans l'optique d'obtenir trois têtes de listes aux élections européennes, le BN de ce parti a désigné trois chefs de file : Jean-Luc Mélenchon (député sortant, tête de liste en 2009 dans le Sud-Ouest), Raquel Garrido (deuxième sur la liste emmenée par Patrick Le Hyaric en Ile-de-France en 2009) et Gabriel Amard (non candidat en 2009). Ces deux derniers font figure de proches de Jean-Luc Mélenchon, l'une étant son avocate⁴, le second son gendre⁵, ce qui sera

¹ *Communistes*, n°344, 1^{er} avril 2009, CN des 28 et 29 mars 2009, Yves Dimicoli.

² *Communistes*, n°344, 1^{er} avril 2009, CN des 28 et 29 mars 2009, Pascal Savoldelli.

³ *Communistes*, n°344, 1^{er} avril 2009, CN des 28 et 29 mars 2009, Francis Wurtz.

⁴ Pour un portrait journalistique récent, cf. *La Croix*, 19 mai 2014, « Raquel Garrido, à gauche toute ».

⁵ *Libération*, 10 avril 2012, « Les piliers de la maison Mélenchon ».

crûment exprimé par un membre du BN du PG souhaitant rester anonyme : « *le vote du BN, c'est n'importe quoi ! Quelle image on renvoie... Les candidats du PG, c'est Jean-Luc, son gendre et son avocate ! Je les remets pas en cause, absolument pas, mais c'est quand même pas terrible... On va s'en prendre plein la gueule...* ». Tous deux sont d'anciens militants socialistes, engagés à la GS puis à PRS (Raquel Garrido y est responsable des relations internationales, Gabriel Amard de la formation des élus, positions qu'ils ont continué à occuper depuis la création du PG). Revendiquant trois têtes de listes, notamment le Sud-Est (ce que refuse le PCF qui défend la reconduction de Marie-Christine Vergiat), le PG finit par obtenir deux concessions de la part du PCF. D'une part, le PG obtient une troisième tête de liste (Massif-central-centre, attribuée au PCF en 2009) qui permet de compenser l'attribution de la circonscription Ouest (dévolue au PG en 2009 et menée par Jacques Généreux) à Ensemble. D'autre part, la deuxième place dans le Sud-est, dévolue en 2009 au PCF. Fait significatif, les deux candidats présentés par le PG à ces places sont les deux « battus » du vote du BN du PG. Corinne Morel-Darleux, ancienne militante socialiste (Utopia), secrétaire nationale du PG à l'écosocialisme et Eric Coquerel, ancien président du MARS-GR, secrétaire national en charge des élections et des relations unitaires, sont respectivement candidats dans le Massif-Central et dans le Sud-Est. Tous deux ont en commun de ne pas être issus du « noyau dur » de la dissidence (PRS) et symbolisent la démarche de « parti-creuset » qu'entend être le PG. La rigidité du PG quant à la négociation des listes européennes du FG en 2014 peut ainsi s'expliquer comme la conjugaison de trois variables : le refus « d'avoir moins » qu'en 2009 alors que ce parti s'est fortement développé depuis ; la manifestation de la volonté de la direction de ce parti de « ne rien lâcher », d'en « imposer » après les tensions liées aux élections municipales ; la gestion des résistances intra-partisanes, qui, si elles ne prennent pas la forme d'une organisation en majorité/opposition stabilisée et/ou d'un jeu de tendances, n'en sont pas moins réelles et prégnantes.

*

* *

Nous avons mis en exergue, dans la première partie de cette thèse, les différences de conceptions – parfois antagonistes – quant au fonctionnement et aux objectifs de la coalition que défendent les acteurs. A ce premier aspect, fondé sur une analyse génétique de l'émergence d'une coalition de gauche radicale, doit s'ajouter un deuxième constat, celui de la « découverte » progressive et en situation par les acteurs de nouveaux objectifs. Michel Crozier et Erhard Friedberg l'ont ainsi souligné avec force en évoquant deux critiques du modèle rationnel : « 1. *Les hommes et les décideurs ne savent jamais très bien ce qu'ils veulent ; / 2. Ils découvrent leurs buts, souvent des buts nouveaux, à*

travers leur expérience, c'est-à-dire à travers leurs décisions »¹. Ce chapitre atteste de luttes internes à la coalition dépassant très largement la recherche des places, soit par la diversification des trophées recherchés, soit par la traduction de la lutte pour les places en lutte symbolique (qui trouve une expression des plus illustratives dans l'idée de « *tenir sa place* »). Les micro-concurrences qui seront abordés dans le chapitre suivant attestent également de cette découverte progressive, à mesure que la coalition se pérennise et s'institutionnalise, de nouveaux intérêts pour lesquels les équipes tout autant rivales qu'alliées au sein de la coalition, vont se mobiliser. Appréhender le FG comme une coalition d'intérêts et, plus encore, en s'intéressant à des luttes disqualifiées par les militants, mais fondant un investissement intense et conflictuel pour obtenir les trophées qui y sont attachés, permet rapidement de dépasser la seule répartition des places. Si la coalition gagne à être conçue comme un dispositif de mise en cohérence (et d'autolimitation) et de sécurisation des intérêts des différentes entreprises partisans coalisées, c'est en ce qu'elle constitue une porte d'entrée riche vers la réalité concrète des interactions coalitionnelles et des tensions, sans cesse réagencées, qui structurent la coalition et l'espace de la gauche radicale. Plus encore, interroger les intérêts recherchés par les uns et les autres dans la coalition permet de saisir, au prisme d'une approche en termes de configuration, la coalition comme le résultat d'un ajustement permanent et conflictuel des acteurs coalisés à l'ensemble des coups joués dans la coalition et en dehors. En cela, la forme actuelle de la coalition dépend des interactions qui s'y déroulent, c'est-à-dire des coups effectués par les acteurs sans que la coalition ne puisse être considérée comme répondant à un objectif initial, ni même d'un compromis relativement stable et négocié entre les différents intérêts et conceptions défendus. En d'autres termes, si l'état de la coalition dépend des interactions concurrentielles/coopératives qui s'y déroulent, son évolution, au-delà du maintien de quelques grands principes, échappe très largement au volontarisme de ses fondateurs.

La variation des échelles, des temporalités et des lieux d'analyse de l'économie des échanges qui structurent la coalition, permet enfin de souligner l'hétérogénéité de ce que recouvre le vocable unifiant – « le » FG – et quelque peu trompeur. Sans prétendre à l'exhaustivité, nous pouvons proposer quatre types de variations (se combinant différemment) affectant l'économie des échanges dans la coalition (en d'autres termes, ce qui définit sa réalité militante au-delà d'un label et de discours unifiants). Tout d'abord, et dans une approche compréhensive, le FG diffère selon les cadres interprétatifs effectivement mobilisés par les acteurs en situation pour saisir et agir dans la coalition. Le retour sur la genèse des processus préalables à l'entrée en coalition étudiés dans la première partie en constitue un exemple, mais il est nécessaire de généraliser cet aspect à l'ensemble du fonctionnement de la coalition. Le FG désigne une réalité militante différente, fonction de la position

¹ Crozier Michel et Friedberg Erhard, *L'acteur et le système*, Editions du Seuil, Paris, 1977, p. 316.

occupée par les acteurs et des expériences qui sont les leurs et affectent leur perception de la coalition. Ensuite, la coalition est susceptible de présenter une configuration toute différente en fonction des intérêts mis en jeu. Il ne s'agit pas ici de seulement considérer l'intensification de la conflictualité interne à la coalition, mais de souligner ce que les intérêts (quels qu'ils soient) en présence font au jeu. En effet, plus les intérêts sont perçus par les acteurs comme intenses, plus dominent les tensions centrifuges. Une troisième variable affecte la morphologie de la coalition : l'espace géographique et militant dans lequel se réalise l'alliance. Non seulement, les (nombreux) partis du FG ne sont pas présents dans l'ensemble des configurations où se met en place l'offre politique de la coalition, mais ils sont par ailleurs pourvus d'une force au jeu très variable. Ainsi, même si le PCF y constitue toujours la principale composante, la capacité de ses dirigeants à s'imposer dépend des relations locales, des équilibres intra-partisans et des ressources mobilisables par chacun des joueurs impliqués dans une configuration donnée. Enfin, la coalition dépend très fortement de la temporalité dans laquelle elle est observée. Cette variable recouvre deux réalités distinctes. D'une part, le FG est une coalition électorale, ce qui implique une activité coalitionnelle étroitement liée à l'agenda électoral et politique. En période pré-électorale, c'est-à-dire la séquence, d'une durée variable, pendant laquelle les partis coalisés négocient le dispositif électoral commun, le FG est caractérisé par une intensité relationnelle et conflictuelle forte. Pendant les séquences électorales, c'est-à-dire la période comprise entre l'adoption du dispositif commun de campagne et l'interprétation des résultats obtenus, le FG reste marqué par une forte intensité relationnelle, mais la conflictualité tend à diminuer, ou, lorsqu'elle reste importante, à se caractériser par sa localisation spatiale et temporelle. Enfin, et en dehors de certaines exceptions, le FG est un acteur politique de faible intensité en dehors des périodes électorales. D'autre part, l'étude de périodes caractérisées par une forte intensité relationnelle au sein de la coalition depuis la création de cette dernière permet de repérer les effets de cette succession de coups joués par les acteurs en ce qu'elle se sédimente en un stock accumulé de connaissances et d'expériences préalables permettant d'anticiper et/ou d'interpréter les actions des associés-rivaux. Cette mémoire du jeu va de pair avec une relative institutionnalisation d'un ensemble de positions, de règles et de pratiques dans la coalition qui sont autant de contraintes/ressources dans les luttes qui opposent entre eux les acteurs coalisés. Le FG apparaît ainsi comme le résultat d'un bricolage permanent des acteurs dans une configuration instable, bien que marquée par quelques invariants (domination communiste ; installation du PG en position de subversion/dominant-dominé ; intensité relationnelle variable ; faible convergence principielle, etc.).

Chapitre 11. L'économie symbolique de la coalition

« Puisque chacun des participants d'une entreprise est intéressé, pour des raisons différentes, à sauver sa propre face et celle des autres, il s'ensuit naturellement une coopération telle que tous puissent atteindre leur but commun mais diversement motivé. »¹

Erving Goffman

L'unification de la gauche radicale est fragile et concurrentielle. Fragile au sens où cette unification peut tout à fait n'être que temporaire et n'a pas concerné l'ensemble de cet espace politique, même si ceux des acteurs qui se sont tenus à l'écart de l'alliance sont aujourd'hui fortement affaiblis. L'unification a par ailleurs pris la forme d'une internalisation de la concurrence. Les acteurs coalisés ne se singularisent de ceux qui ont refusé ce processus que par l'accroissement de leur interdépendance. Le fait de ne pas être dans la coalition n'empêche pas le NPA de rechercher l'alliance ponctuellement et dans la contestation sociale avec les organisations du FG². A l'inverse, le fait d'être en coalition ne modère en rien les concurrences et oppositions entre alliés. En ce sens, le FG est à la fois une dynamique d'accroissement des interdépendances entre acteurs et une manifestation des tensions structurant l'espace de la gauche radicale.

Une part importante des coups joués par les acteurs coalisés ne concerne pas la répartition des places (qui peuvent également être le support de luttes diverses), mais la forme organisationnelle de la coalition. Certains coups visent ainsi à maintenir l'autonomie des partis alliés. C'est ainsi le cas lorsque les dirigeants du PCF s'échinent à maîtriser l'agenda de la coalition en retardant la prise de décision quant à l'élection présidentielle de 2012, ce qui permet de faire de l'agenda de la coalition une dépendance du jeu partisan. D'autres coups visent à produire de l'attachement à l'alliance. La proposition des adhésions directes, faite notamment par le PG, comme celle d'une association de financement commune en constituent deux exemples. Qu'il s'agisse de maîtriser l'agenda ou de produire de l'attachement à la coalition, il s'agit ici d'organiser la relation inter-partisane. Chacune de ces propositions n'est pas seulement technique, mais engage une conception de la coalition : maintenir la prééminence de l'agenda partisan est une réaffirmation de la position dominante occupée par un parti, et le maintien de sa capacité à s'extraire du jeu (la coalition n'étant alors que l'une des tactiques électorales possibles) ; revendiquer les adhésions directes (avec la création d'une structure commune de gestion des adhésions tant au niveau du financement que des fichiers) et/ou

¹ Goffman Erving, *Les rites d'interactions*, Les Editions de Minuit, Paris, 1974, p. 28-29.

² Comme lors de la manifestation organisée à l'initiative du NPA et du FG (et rassemblant de nombreuses organisations partisans, syndicales ou associatives) à Paris le 12 avril 2014. Cf. *Libération*, 11 avril 2014, « On a essayé de conserver un cadre unitaire ».

une association de financement commune¹, ce n'est pas seulement une solution technique visant à intégrer ceux que l'on nommera, faute de mieux, les sympathisants de la coalition, ou à déconnecter les différents enjeux enchevêtrés dans la négociation des investitures pour les élections législatives, mais aussi l'expression d'une conception concurrente de la coalition. En effet, ces deux mesures présentées comme techniques et/ou démocratiques, ont comme principal effet de renforcer l'intégration des partis participant à l'alliance².

En ce sens, les coups joués par les associés-rivaux ne sont pas univoques et sont indissociablement des luttes pour les trophées, pour le pouvoir et le pouvoir de dire ce qu'est ou doit être la coalition, et enfin pour la reconnaissance (de sa place dans la coalition, de son « apport » à sa réussite, etc.). Ces luttes, qui ne prennent sens que pour les acteurs coalisés, c'est-à-dire pour les acteurs suffisamment investis dans le jeu pour avoir développé un sens du placement propre à la coalition et être intéressés aux trophées et aux opportunités de se différencier dans et par le FG, sont au fondement d'une véritable économie symbolique de la coalition. Les trophées et opportunités de se différencier sont aussi nombreux que multiformes, et sont régulièrement niés et/ou disqualifiés par les acteurs qui y trouvent cependant suffisamment d'intérêt pour continuer à jouer le jeu. En d'autres termes, les acteurs coalisés sont dans la même configuration que le chef d'entreprise interrogé par Norbert Elias quant aux motivations qui le poussaient à travailler alors qu'il était riche. Sa réponse était double en ce qu'elle reposait à la fois sur le plaisir du jeu et sur les contraintes de la concurrence. Norbert Elias en tire la conclusion selon laquelle « *la nature particulière de la configuration concurrentielle fait qu'il est contraint d'y participer s'il ne veut pas devenir dépendant ou disparaître, c'est-à-dire faire faillite* »³. Les acteurs coalisés sont dans une configuration analogue : s'ils prennent plaisir à « jouer », à réussir des « bons » coups, ils sont tout autant contraints à jouer car ils anticipent que leurs partenaires feront de même. S'arranger pour arriver plus tôt que les militants d'un autre parti et ainsi placarder ses affiches aux endroits perçus comme les plus visibles, obtenir la meilleure place pour son stand, coller davantage d'affiches que les militants des autres partis de la coalition, etc. sont autant de micro-concurrences qui, prises isolément, peuvent n'apparaître que comme une rivalité entre équipes militantes. Mais elles sont aussi bien plus que cela. Ces petites luttes qui se déploient dans et autour de l'activité de la coalition, pouvant prendre

¹ Ce dispositif semble avoir deux avantages. Le premier, immédiat, a trait aux négociations : avec une telle association, la répartition des financements publics se fait en amont, sans aucun lien avec les résultats obtenus, ce qui permettrait aux acteurs dominés d'obtenir un desserrement des contraintes de négociation. Le second, à moyen terme, permet la fidélisation de l'ensemble des acteurs à la coalition en ce sens qu'ils sont attachés à elle tant que cette association de financement gère la répartition des financements publics.

² En ce sens, accepter les adhésions directes n'est pas, contrairement aux affirmations militantes, une solution pour améliorer le fonctionnement de la coalition et la rendre « enfin » démocratique, mais elle serait une manifestation particulièrement nette de la pérennisation du dispositif coalitionnel.

³ Elias Norbert, *Norbert Elias par lui-même*, Editions Fayard, Paris, 1991, p. 170-171.

les formes les plus improbables, permettent une forme de distinction partisane qui n'est plus permise dans la compétition électorale. *A priori*, figurer dans la première moitié d'une liste, pour les élections européennes par exemple, n'a que peu d'intérêt si l'anticipation de gain ne dépasse pas un, voire deux sièges. Pourtant, dans l'économie de la coalition, voir le premier candidat de son parti obtenir la quatrième ou cinquième place n'a pas la même signification que la huitième ou neuvième, etc. Il serait possible de ne voir là que des luttes inutiles, une déperdition d'énergie militante que seuls des partis n'ayant pas vraiment la volonté d'accéder au pouvoir pourraient se permettre ; ou n'y voir qu'une nouvelle manifestation de l'incapacité de la gauche radicale à s'unir. Pourtant, c'est bien à la conclusion inverse que nous arrivons. Ces luttes, qui sont souvent l'expression d'une rivalité « spontanée » (qui résulte et exprime l'état des relations entre acteurs de gauche radicale dans et en dehors de la coalition), sont aussi nécessaires au fonctionnement de la coalition que la prise en compte des tendances au PS – parmi tout un ensemble de contraintes qui rendent particulièrement ardu cet exercice – dans la fabrique des listes socialistes étudiée par Rémi Lefebvre et Guillaume Marrel¹. Ces concurrences, si elles manifestent le maintien de la primauté des affiliations partisans, ont également deux effets largement involontaires. D'une part, elles permettent la différenciation partisane dans la coalition, ce qui a pour effet d'intégrer les différences d'identités partisans dans la coalition par un phénomène de routinisation des micro-conflits. D'autre part, ces luttes entre équipes militantes rivales expriment une tension centripète en produisant régulièrement une forme d'émulation militante (plutôt que de se retirer du jeu face à une équipe qui vient de faire un « bon » coup, il est tentant de riposter, etc.). Ces micro-concurrences, souvent disqualifiées, sont autant sources d'un accroissement des tensions entre acteurs coalisés que d'un accroissement de leurs interdépendances². Ces luttes seront successivement étudiées à travers les dispositifs électoraux de la coalition (section 1) et dans les routines de l'activité d'une coalition en campagne (section 2).

Section 1. La fabrique d'un ordre coalitionnel différencié

L'adoption des dispositifs de campagne des partis politiques et/ou des coalitions est un exercice difficile et contraignant pour ces entreprises politiques qui recherchent tout autant l'efficacité électorale (en fonction de critères très variables selon les partis), que l'adoption d'un dispositif

¹ Lefebvre Rémi et Marrel Guillaume, « Logiques partisans, territorialisation et capital politique européen », *art. cit.* Rémi Lefebvre a également étudié la constitution des listes régionales. Cf. Lefebvre Rémi, « La composition des listes socialistes aux élections régionales », *in Savoir/Agir*, 10, 2010, p. 55-64.

² Ces interactions sont certes fortement conflictuelles. Il serait ainsi possible d'en conclure qu'elles produisent partiellement l'instabilité de la coalition en empêchant l'homogénéisation de ses membres. Mais que ces interactions soient conflictuelles ne change rien au fait qu'elles contribuent à la production et à la routinisation d'un espace d'expression des différences partisans se soustrayant à la compétition électorale.

respectant les équilibres internes à un parti ou une coalition¹. Comme l'écrivent Rémi Lefebvre et Guillaume Marrel, l'étude de ces dispositifs permet de « *reconstituer ex post les critères les plus déterminants et la manière dont ils ont été mobilisés pour constituer et agencer les listes* »². Les dispositifs électoraux adoptés par le FG, s'ils visent à conquérir des suffrages, n'en sont pas moins le reflet des luttes auxquelles se livrent les acteurs coalisés et des équilibres instables auxquels ils aboutissent nécessairement tant qu'ils maintiennent la croyance en l'utilité électorale de l'unité (comme moyen de limiter la fragmentation électorale de la gauche radicale et comme moyen visant à favoriser le vote en faveur des listes de la coalition). Ces dispositifs traduisent une combinaison toujours changeante (A) de deux logiques potentiellement contradictoires en ce qu'elles expriment les intérêts et les positions occupées par les acteurs. Dans la fabrique de l'offre électorale de la coalition, la préservation des intérêts partisans passe par une différenciation des positions (B), mais aussi par le maintien de la coalition nécessitant l'expression de sa dimension unitaire (C).

A. Asymétrie des acteurs et pluralisme de la coalition

Les acteurs coalisés partagent une même croyance en l'utilité, l'efficacité et la nécessité de l'unité de la gauche radicale, et en reconnaissent le caractère contraignant³. C'est en ce sens que nous évoquons une norme unitaire qui permet par ailleurs aux acteurs d'étiqueter les comportements (stigmatisation des acteurs refusant de faire l'unité). Supposant la croyance en l'efficacité électorale de l'unité, la production d'une telle norme n'est pas sans conséquence sur les dispositifs électoraux adoptés. En effet, l'unité suppose le rassemblement de plusieurs acteurs, ce qui nécessite de le *faire savoir* pour profiter des effets *théoriques* de l'unité (selon le cadre interprétatif des acteurs). Le discours politique produit par la coalition va ainsi reposer sur la double affirmation de la capacité à se rassembler et de la diversité des acteurs rassemblés ; ce ne sont pas seulement les propositions programmatiques qui sont constituées en arguments en faveur du vote, mais aussi la nature et la composition de l'offre politique (coalition et diversité). Les dispositifs électoraux, au premier rang desquels la sélection des candidats, vont participer de cette mise en scène du collectif, du pluralisme de la coalition (ce que nous désignerons par le terme de principe de diversité). Les séquences électorales constituent ainsi un support d'affirmation de la croyance en l'unité, un moyen d'en réaffirmer rituellement et périodiquement l'utilité et l'efficacité, mais aussi potentiellement le

¹ Dans des partis comportant peu d'adhérents, les difficultés peuvent provenir d'effectifs insuffisants (au sens large, incluant ici adhérents et sympathisants). Se présenter sous les couleurs d'un parti alors que, bien souvent, les candidats devront eux-mêmes financer les campagnes, partiellement ou totalement, et ce sans pouvoir espérer un résultat significatif, n'est pas toujours très « attrayant » pour les candidats putatifs.

² Lefebvre Rémi et Marrel Guillaume, « Logiques partisans, territorialisation et capital politique européen », *art. cit.*, p. 154.

³ Pour filer l'analogie juridique, l'unité ressortirait de la coutume, c'est-à-dire d'une norme non écrite reposant sur sa répétition dans le temps par des acteurs partageant la croyance en son caractère contraignant.

moment de sa fragilisation. En effet, toute défaite ou revers électoral peut fragiliser la coalition. D'une part, en démontrant l'incapacité de la coalition à garantir le maintien et/ou l'amélioration de la position occupée par les entreprises politiques alliées (dimension *pratique* de la coalition qu'exprime la reconduction des élus sortants). D'autre part, une contre-performance électorale peut également fragiliser la croyance en l'unité (qui n'a alors pas fait les preuves de son efficacité) et remettre en cause sa dimension normative. Par ailleurs, en nous attachant principalement aux conditions matérielles de l'activité politique, nous avons montré au chapitre précédent l'asymétrie des ressources mobilisables par les différents acteurs participant à la coalition, qui se retrouve également dans une attribution différentielle des trophées pouvant être obtenus par la participation du FG à la compétition politique et/ou des trophées produits pour les acteurs dans l'économie des positions internes à la coalition. De ces deux idées (expression de la diversité comme condition de la réalisation et de l'usage de la croyance unitaire ; inégalité des acteurs coalisés), nous pouvons, en forçant à dessein le trait, obtenir deux propositions idéale-typiques consistant en l'expression pure et isolée des deux idées que nous venons d'évoquer : la conformité de la répartition des places et des trophées à la force au jeu relative des acteurs coalisés ; l'expression pure du pluralisme de la coalition par l'égalité totale des acteurs.

La première proposition repose sur l'asymétrie des acteurs coalisés, élevée au rang de principe d'organisation. La position occupée par un acteur, sa force au jeu constituent ici des principes de classement permettant l'organisation de la coalition, l'élaboration des offres électorales et la répartition des trophées selon un critère en apparence simple : chaque entreprise politique reçoit à la mesure de ce qu'elle représente effectivement dans la coalition. Cela suppose un accord quant à la mesure de cette force au jeu, ce qui pose la question de l'indicateur pertinent¹. Cette proposition idéale-typique ne se retrouve pas exprimée aussi nettement dans la coalition. Plus exactement, cette proposition est toujours implicite et/ou atténuée. Elle est implicite en ce sens qu'elle constitue la

¹ Il s'agit d'un enjeu constamment présent dans les luttes symboliques auxquelles se livrent les acteurs de la gauche radicale. Prenons un exemple théorique. Imaginons que l'ensemble des acteurs aient accepté une alliance immédiatement après les élections de 2007, du critère choisi dépend l'architecture de la coalition : faire du résultat à l'élection présidentielle le critère dominant et la LCR sera au centre de l'alliance ; faire du résultat des élections législatives le critère principal et le PCF occupera une position centrale, mais partagée avec la LCR ; faire du nombre d'élus ou d'adhérents le critère principal et le PCF obtient une position centrale, marginalisant l'ensemble des autres acteurs, etc. Cet exemple n'a d'autres but que de montrer que ces critères, jamais exprimés explicitement, sont toujours l'objet de luttes pour imposer une représentation de ce qui est légitime ou pas, et moyen de ces luttes (mettre en avant un critère n'est pas le reflet d'une réflexion conceptuelle sur le critère le plus juste, mais le reflet de la position occupée par l'acteur qui fait cette proposition). La revendication d'un certain critère correspond ainsi à une lutte de classement du même type que celle évoquée par Pierre Bourdieu quant aux principes de division du champ politique : « *si je dis que la division majeure est celle des riches et des pauvres, j'obtiens une certaine structure sociale. Si je dis que c'est la division entre les français et les étrangers, j'obtiens une tout autre structure. Autrement dit, les principes de division n'ont rien de gratuit* ». Cf. Bourdieu Pierre, *Propos sur le champ politique*, op. cit., p. 63.

proposition majeure, pour reprendre l'une des ficelles d'Howard Becker¹, du syllogisme par lequel les acteurs jugent du bien-fondé (ou non) d'une répartition. Deux critiques sont généralement adressées au FG par les militants communistes : la première vise le principe même de la coalition qui est rejetée au profit d'une affirmation permanente d'un retour à l'identité communiste ; la seconde porte sur le fonctionnement de la coalition. L'une des idées les plus partagées au sein du PCF sur la coalition réside dans l'asymétrie des acteurs. En d'autres termes, le PCF est l'entreprise politique la plus puissante de la coalition, donc ce parti peut revendiquer légitimement une position dominante. Ce critère repose souvent sur un critère implicite : celui du nombre (de militants, d'élus, de ressources financières), parfois sur l'Histoire du PCF. On en trouve un exemple dans cet extrait d'entretien avec un jeune communiste, membre du bureau de la section de Nancy :

« ils [les autres partis de la coalition] nous font chier avec fondre tout dans leur Front de Gauche, ils nous font chier, parce que, ça marche beaucoup mieux, quand tu montres, une diversité, dans l'unité, et que c'est un mouvement, [Silence] on a tous, en arrière-fond l'exemple du Front populaire, euh... [Silence] Si on voulait tout fondre [Silence] déjà c'est le parti qui aurait la ligne, hein, et puis si on veut tout fondre, euh... Tout le poids institutionnel, qu'on a donné aux petits... Parti de Gauche et GU, à travers nos institutions où est-ce qu'ils comptent un, GU compte un, PC compte un, PG compte un, GA compte un [Silence] si on voulait vraiment tout fondre, le plus simple, c'est qu'on se retrouve tous, en comité départemental du Parti communiste, et que chacun pèse, pour ce qu'il pèse REELLEMENT ! » (Victorien Durieux, entretien le 18 mai 2012. Membre du bureau de la section communiste de Nancy)

Son récit comporte deux séquences contradictoires quant à leur application pratique, mais ressortissant d'une même conception des relations internes à la coalition. Confronté à la revendication des autres acteurs d'une plus forte intégration de l'alliance, il commence par la réfuter en se fondant sur le nécessaire pluralisme de la coalition. Il bascule ensuite dans un raisonnement inversé en ne réfutant plus l'intégration, mais en s'interrogeant sur ses conséquences pratiques, ce qui lui permet de réaffirmer la domination du PCF (pour lui, l'intégration ne peut se faire que par le ralliement des autres organisations au PCF) et de dévoiler le critère qui fonde son rejet des autres partis de la coalition. En reprenant les propositions d'Howard Becker, nous avons une affirmation mineure (le PCF cède trop aux autres partis coalisés) et une affirmation majeure (le PCF est le parti dominant) qui donne le syllogisme suivant : 1. La répartition des postes et des trophées dans la coalition doit se faire en fonction de l'importance des acteurs coalisés. 2. Le PCF est le principal parti de la coalition et ses forces sont sans commune mesure avec celles de ses alliés. 3. Donc, le PCF peut légitimement dominer la coalition et obtenir une position en conformité avec ce que ce parti apporte à la coalition. En vertu de ce syllogisme, le fonctionnement des instances de coordination, tout autant que les revendications des autres acteurs ne peuvent être considérés que comme excessifs. Les revendications (réussies) par le PCF (et le PG) d'une inégalité dans la répartition des places dans les dispositifs électoraux du FG et l'acceptation corrélative de cette clef de répartition par les autres

¹ Becker Howard, *Les ficelles du métier*, Editions La Découverte, Paris, 1998, p. 234-239.

acteurs de la coalition ressortissent de cette même logique où la proposition majeure est tout aussi implicite que prégnante (comme le montre la hiérarchisation des positions internes à la coalition).

A l'inverse, la seconde proposition, qui repose sur le principe d'égalité des acteurs afin d'exprimer le pluralisme des acteurs rassemblés, suppose l'indifférenciation des acteurs dans la coalition. En d'autres termes, l'asymétrie des ressources mobilisables par les différents acteurs, leur histoire et l'état de leur équilibre interne, etc. ne peuvent pas constituer un principe de classement légitime dans la coalition. Cette proposition est encore plus simple que la précédente puisqu'il n'est plus nécessaire d'évaluer le différentiel entre les acteurs coalisés. L'application de ce principe est plus rare, mais il n'est pas inexistant. La composition du comité local permanent du FG, mis en place en Meurthe-et-Moselle à partir de 2010, en fournit une illustration puisque chaque parti coalisé y dispose du même nombre de délégués (complété par ailleurs par des représentants des comités locaux). Cette égalité se retrouve également dans l'attachement des partis à faire figurer leurs sigles (ou aucun) sur le matériel de propagande du FG. Lorsque les directions nationales du PCF et du PG cherchent, en 2009, à élargir le champ de la coalition, ce n'est pas l'asymétrie des acteurs qui est mise en avant, mais bien l'égalité dans le processus décisionnel :

« Lors de ces rencontres, le Parti communiste français et le Parti de gauche soumettront à la discussion un premier texte permettant de définir les bases de la plateforme commune pour ces élections et la constitution d'un « Comité de liaison » permettant à chacun d'être partie prenante à égalité de ce rassemblement. »¹

La reconnaissance de l'égalité des entreprises politiques dans le processus décisionnel constitue une garantie, aux yeux des acteurs dominés, qu'ils seront pleinement associés. Philippe Leclercq (leader de la GA 54, ex-conseiller régional écologiste) affirme ce principe en ce que la présence d'un représentant de son parti est, pour lui, une condition de la participation de son parti au FG :

« Bah, les premières... les premières élections... on a... décidé de participer avec le Front de gauche, cela a été les européennes. [Long silence, puis soupir] On peut dire quoi là-dessus ? C'est que... effectivement, certaines organisations voulaient, le Parti communiste évidemment,... évidemment parce que... parce que... dès lors qu'il y avait une organisation supplémentaire, il fallait partager... il fallait faire de la place, autrement cela ne servait à rien d'avoir des gens qui viennent faire campagne avec si tu... ce ne sont pas des porteurs d'eau quoi ! Quand on s'engage dans une organisation, on s'y engage complètement et, y compris, au niveau des responsabilités. Nous avons, lorsque nous nous sommes engagés, nous avons souhaité que un de nous, une de nos représentantes en l'occurrence, Marie-Pierre Lambert, soit sur la liste... euh... et en discutant avec le Parti de gauche, on avait eu une assurance pour que Marie-Pierre Lambert soit placée... dans la suite du haut de la liste puisqu'on retrouvait des représentants des différents partis dans le haut de la liste, donc il était logique que LA représentante de notre organisation soit dans le haut de la liste. Elle s'est retrouvée onzième... Par la volonté... pour dire les choses, toujours, du Parti communiste qui n'avait pas accepté. » (Philippe Leclercq, entretien le 7 juillet 2011)

Ce récit est particulièrement riche quant aux relations entre différentes organisations partisans et les représentations de l'état du jeu dans la coalition : le PCF est perçu comme étant tout à la fois le parti dominant (par sa capacité à refuser l'issue de la négociation entre le PG et la GA 54) et un frein

¹ *Communistes*, n°335, 28 janvier 2009, communiqué PCF/Parti de gauche, 22 janvier 2009.

à l'union (à deux reprises, Philippe Leclercq fait du PCF le responsable de la situation faite à la GA 54) ; les négociations sont multiples puisque ce parti semble discuter son entrée en coalition en priorité avec le PG, mais c'est une seconde négociation entre PCF et PG qui fixe définitivement la place accordée à la GA 54. Au regard de la place demandée par cette organisation, « *dans la suite du haut de la liste* », il ne s'agit pas tant d'obtenir une place éligible que d'être considérée comme une organisation membre de la coalition et, à ce titre, à obtenir une place qui en soit le reflet. En d'autres termes, la revendication de la GA 54 vise avant tout à la reconnaissance de la place que cette organisation occupe ou entend occuper dans la coalition. L'échec à faire reconnaître cette égalité formelle (les premières places sont attribuées aux principales entreprises coalisées, mais chaque organisation est néanmoins présente en début de liste) renforce l'asymétrie des positions (la GA 54 n'étant pas reconnue comme membre à part entière, pouvant figurer dans le « *haut de la liste* », faire figurer son sigle sur le matériel de campagne, etc.).

L'égalité dans les instances de direction est largement formelle comme en atteste la capacité des acteurs dominants à faire valoir la prise en compte de leurs intérêts comme un principe de classement légitime permettant la répartition des trophées dont la conquête est espérée et motive (partiellement) la participation à la compétition politique. Cette égalité formelle n'est par ailleurs pas exclusive d'une hiérarchie tacite des positions dans le processus décisionnel :

« Et puis, comme je te dis, sur la base des derniers événements, en particulier les discussions avec le PS, on s'est senti comme comptant pour du beurre, on se dit : non, il faut sortir de notre... de nos micros-organisations. [...]

D'accord. Je reviens sur ce que tu disais précédemment. Tu disais qu'il fallait sortir des micros-organisations.

Ouais...

Dans le Front de gauche, tu ressens la prise en compte du poids des organisations, en termes de militants, de moyens, etc.

Ah ben oui ! Bien sûr. Bien sûr ! Tu sais, c'est comme dans Solidaires. On dit qu'on fonctionne au consensus, mais il y a une autorité morale des grandes fédérations sur les autres. Même si, chacun a le droit de veto, tu as tout de même une autorité morale qui est liée, entre guillemets, à la réussite des uns et des autres. Bon. Pour le PC, c'est son histoire, et tout ça. Pour le PG, c'est évidemment la réussite de la campagne présidentielle. [...]

Dans ces différentes structures [du FG], tu disais que le poids de chaque organisation était ressenti...

Ah bah ! C'est normal.

Cela a été discuté ? Il y a eu des débats sur cette question, ou cela allait de soi ?

Non, c'est naturel ! C'est naturel ! Naturel ! Tu le sens à certains moments. Les camarades, ils nous écoutent, tu vois, mais entre écouter et entendre, on connaît la différence !

Donc, dans le Front de gauche, il y a le PC et le PG qui...

Voilà !

... arrivent un peu à se faire entendre. Et puis, il y a le reste...

Ben, le reste... C'est... C'est plus compliqué... Sur un certain nombre de questions, c'est plus... difficile d'être entendu. C'est pour ça qu'on a besoin, nous, de regroupement. » (Yann Cochin, entretien le 30 mai 2012. Ancien militant de la LC, puis de la LCR. Militant du NPA qu'il quitte en 2011. Porte-parole de CA)

Dans ce récit, Yann Cochin reconnaît sans difficulté le décalage entre l'égalité formelle et les pratiques, décalage qui résulte de l'incorporation des principes de classement qui fondent le

différentiel des positions occupées par les différents acteurs dans la coalition. L'asymétrie des positions n'est ainsi pas dénoncée, mais pleinement acceptée. Les termes utilisés traduisent cette approbation : la différenciation des partis est une situation « normale » et « naturelle » ; le rapprochement qu'il opère avec Solidaires (il est l'un des fondateurs de SUD énergie et son porte-parole) est tout aussi suggestif puisqu'au-delà du fonctionnement « au consensus », il y évoque « l'autorité morale des grandes fédérations ». La logique d'autolimitation des acteurs dominés de la coalition, déjà évoquée à propos des revendications quant à la répartition des places, se retrouve pleinement ici puisque même en l'absence de toute réaffirmation par les acteurs dominants de leur prétention à la domination, les acteurs occupant les positions les plus fragiles vont pleinement accepter le principe de classement qui fonde leur difficulté à se « faire entendre ». La précision avec laquelle il justifie l'importance attribuée au PCF et au PG est également riche d'enseignements. En effet, hormis l'« histoire » du PCF, la domination n'a même pas à être détaillée, la suggestion, « et tout ça », suffisant à justifier ce qui fait et naturalise la domination du PCF dans la coalition. A l'inverse, la légitimité du PG à être l'un des deux partis « qui comptent » dans la coalition est récente (et fortement liée aux qualités de son leader) et découle de la « réussite de la campagne présidentielle ». Dans cette rapide description, il ne met pas en avant de critère unique qui justifierait les positions de chacun : ce qui fait la force au jeu, c'est ainsi une impression générale, un ensemble d'informations, un faisceau d'indices, pour reprendre une expression juridique, que chacun connaît sur les autres et qui fonde la différenciation des positions internes à la coalition. Dans le même temps, ce bricolage permettant aux acteurs d'évaluer la légitimité de chacun (mais aussi d'anticiper ou de tenter d'anticiper) les coups des associés-rivaux, par la multiplicité des critères que les acteurs peuvent retenir, est aussi le reflet d'une lutte constante pour maintenir et/ou subvertir les principes de classement déjà existant. Yann Cochin n'entend pas les remettre en cause. Constatant la difficulté à faire « entendre » le discours de CA, il défend, non la subversion du principe de classement (asymétrie fondée sur la force au jeu des entreprises coalisées), mais l'amélioration de la force au jeu de CA par l'alliance avec d'autres « micro-organisations » de la coalition. Les acteurs dominés au regard de ce principe de classement peuvent également prendre appui sur le pluralisme de la coalition. D'autres vont contester les fondements du leadership communiste :

« Alors, je me souviens d'une conversation avec Roger Tirlicien [conseiller régional PCF de Lorraine] [Silence] qui m'a dit en tête-à-tête un jour : mais, qu'est-ce que vous représentez la Gauche alternative ? Comment un membre du Parti communiste peut dire... peut avoir l'affront de dire cela quand on regarde les scores qu'a obtenus sa représentante à l'élection présidentielle précédente ? Je veux dire qu'il est quand même gonflé ! » (Philippe Leclercq, entretien le 7 juillet 2011. GA 54)

Nous n'avons pas cherché à vérifier si ces propos avaient été tenus par Roger Tirlicien (ni même par un autre responsable communiste) dans la mesure où ce n'est pas ce qui nous importe ici. En effet, Philippe Leclercq n'exprime ici pas tant l'attitude des dirigeants et militants communistes à

l'égard de la GA 54, que la perception d'une domination illégitime du PCF. En d'autres termes, la domination du PCF sur la coalition est ici disqualifiée au regard de la faiblesse du résultat de Marie-George Buffet en 2007. Son récit est typique d'une lutte symbolique visant à déterminer le critère légitime : la force au jeu des acteurs d'un côté ; la capacité ou non à obtenir des suffrages. Dans le premier cas, ce qui importe est le différentiel entre chaque entreprise coalisée. Dans le second, la faiblesse électorale de chacun (Philippe Leclercq rapproche les résultats de Marie-George Buffet et de José Bové, qu'il soutenait) empêche toute domination de l'un ou l'autre.

Ces deux logiques, que nous avons rapidement décrites, ne se retrouvent pas dans leur forme idéal-typique. L'état du jeu dans la coalition traduit systématiquement une combinaison différente de ces deux logiques (reconnaissance de l'asymétrie des acteurs et expression du pluralisme de la coalition) en fonction des modes d'élection, de son contexte et de ses enjeux, des trophées (électoraux et/ou propres à la coalition), etc. Même lorsqu'une entreprise politique domine nettement la coalition, elle ne peut faire l'économie de l'expression du pluralisme en ce sens qu'elle constitue une condition de l'existence d'une telle coalition (sauf à renoncer à la thématique unitaire).

B. La coalition comme espace hiérarchisé

Les dispositifs électoraux de la coalition font apparaître la différenciation des positions quant à l'accès aux places les plus prestigieuses et/ou donnant accès à des mandats électifs (1), mais les luttes auxquelles se livrent les acteurs coalisés dans la répartition des places ne sauraient être réduites à une lutte pour les places éligibles ou les places situées à l'intersection entre éligibilité et non éligibilité. Les élections européennes peuvent en fournir un exemple. Lors des élections de 2004, le passage d'une circonscription unique à huit circonscriptions (dont sept en métropole) restreint les effets du scrutin proportionnel en augmentant le nombre de suffrages nécessaires à l'élection d'un député européen. Pour les partis de la gauche radicale qui doivent se partager un électorat relativement étroit, cette modification des règles du jeu renchérit fortement le ticket d'entrée au Parlement européen. Ainsi, en 2004, l'alliance LO-LCR n'aura pas suffi à faire réélire l'un des cinq eurodéputés obtenus en 1999. Dès lors, les positions éligibles (ou celles que les acteurs des négociations anticipent comme potentiellement éligibles) ne sont pas nombreuses. Dans l'hypothèse où les acteurs ne seraient intéressés que par ces positions, de nombreuses places sur les listes européennes de la coalition ne seraient pas (ou faiblement) disputées. S'il est vrai que les places éligibles et les places qui les suivent immédiatement sont les plus disputées, c'est bien la composition complète des listes qui fait l'objet d'intenses tractations. Les acteurs coalisés y trouvent ainsi de nombreux intérêts, qu'il ne s'agira pas ici de détailler, perçus comme suffisamment important pour justifier l'investissement dans des luttes pour l'obtention de places *a priori* peu

gratifiantes. Ainsi, quel que soit la réalité électorale observée (que l'on se place au niveau des élus obtenus par chaque parti ou au niveau de la composition des listes européennes), les acteurs coalisés vont reproduire une même économie des positions dont seule l'intensité varie (2).

1. ***Un accès restreint aux trophées les plus prestigieux. L'exemple des élections européennes de 2009 et 2014***

Quelle que soit l'élection européenne considérée, la répartition des têtes de liste apparaît *a priori* égalitaire. En effet, sur les sept circonscriptions de France métropolitaine, le PCF et le PG disposent chacun en 2009 et 2014 de trois têtes de listes. Prêter attention aux différentes étapes de la négociation des listes permet de préciser ce que l'égalité de répartition doit aux circonstances et aux luttes entre les acteurs. En 2009, la configuration dans laquelle les partis de la gauche radicale se présentent aux élections européennes est doublement négociée. D'une part, la négociation porte, au sein de la coalition, sur la répartition des places entre les différents acteurs. D'autre part, ces négociations s'inscrivent dans un contexte de concurrence entre plusieurs offres de reconfiguration de la gauche radicale qui conduit les acteurs à rechercher l'extension maximale du périmètre de la coalition. Les deux niveaux de négociation sont fortement interdépendants et menés de front par les acteurs coalisés (l'un se déroulant dans l'espace de la gauche radicale en vue de l'unifier¹, le second se déroulant entre des acteurs qui ont déjà fait le choix de l'alliance et en concurrence relative pour l'obtention des places sur les listes de la coalition). En effet, l'échec des négociations avec le NPA ne clôture par les opportunités d'alliance des acteurs coalisés qui espèrent être rejoints par Les Alternatifs et le MRC. La répartition définitive des places sur les listes de la coalition ne sera acquise qu'à la fin du mois de mars, c'est-à-dire après le refus du MRC et des Alternatifs de rejoindre le FG. Avant ce refus, des places avaient été laissées vacantes pour permettre l'intégration de ces acteurs :

« Il est vraisemblable que les Alternatifs, comme le MRC, si nous sommes d'accord sur le fond, proposeront aussi de conduire des listes; cette perspective peut s'étudier dans les deux circonscriptions de l'Est et du Sud-Est »²

Sur ces deux circonscriptions, le PG en obtiendra finalement une, tandis que la dernière sera attribuée à Marie-Christine Vergiat, militante associative non membre de l'un des partis de la coalition, conformément au souhait de la direction nationale du PCF d'une « *tête de liste dans le Sud-Est, féminine, membre d'aucune des formations politiques membres du Front* »³. Cette dernière

¹ Ce qui ne signifie pas que les acteurs de ces négociations n'opèrent pas des choix quant aux participants.

² *Communistes*, n°340, 4 mars 2009, CN des 28 février et 1^{er} mars, rapport de Jacques Chabalié.

³ *Ibid.* Cette candidature évoquée dès début mars est suffisamment précise pour prouver que la candidature de Marie-Christine Vergiat est déjà « *dans les cartons* » et constitue une solution de repli en cas d'échec des négociations avec le MRC et Les Alternatifs. Il est ainsi possible d'en déduire une anticipation relativement précoce du refus de ces partenaires potentiels, montrant que les échanges de coups lors des négociations ne se limitent pas à répondre aux coups réellement effectués par les différents acteurs du jeu, mais représentent une véritable anticipation nécessitant une certaine connaissance du jeu. Dès lors, les coups joués sont autant le

répartition conduit à l'égalité entre PCF et PG, menant respectivement les listes dans trois circonscriptions. Cependant, l'accord initial prévoyait une répartition différenciée en attribuant trois circonscriptions au PCF et deux au PG, ce qui nous informe sur la volonté originelle des acteurs d'établir une différence entre les partis de la coalition. Cette différence est confirmée par l'absence de tête de liste pour la GU. Malgré la création de ce groupe début mars 2009, il ne semble pas avoir été envisagé de lui attribuer l'animation de l'une des deux listes vacantes.

En 2014, la reproduction de l'égalité entre PCF et PG résulte également des circonstances et non d'une volonté d'instaurer une égalité, ne serait-ce que formelle, entre les deux principaux partis de la coalition. En effet, les négociations relatives aux élections européennes sont tardives¹ et se déroulent dans un contexte interne à la coalition fortement conflictuel après les tensions liées aux élections municipales du printemps 2014. Les trois circonscriptions obtenues par le PG sont indéniablement le résultat d'un rapport de force interne à la coalition, et résultent de l'acceptation contrainte par le PCF d'un compromis qui ne satisfait que partiellement les objectifs initiaux de ce parti :

Gilles Garnier, membre du CEN du PCF en charge des questions européennes, faisant un bilan provisoire de l'état des négociations dans la coalition : « Je ne cache pas que ce n'est pas forcément très simple avec nos amis et camarades du Parti de gauche »².

Isabelle De Almeida, présidente du CN du PCF, « Le CN nous avait donné un mandat qui réaffirmait nos propositions de composition des listes, des propositions « équilibrées », permettant d'aller vers un accord, assurant d'une part la représentation des forces politiques dans le Front de gauche et respectant l'esprit fondateur du Front, avec l'ouverture à des citoyens/citoyennes. On a donc proposé que le PCF puisse conduire certaines listes, mais aussi le PG et également Ensemble, une nouvelle force politique, tout en conservant la place citoyenne, comme celle de Marie-Christine Vergiat, tête de liste de la circonscription du Sud-est, où elle est élue. On souhaitait en effet que les sortants soient présentés à nouveau dans leur circonscription. On regrette que cette proposition, équilibrée, qui satisfaisait certaines organisations du Front, n'ait pas pu aboutir. On a reproposé que, dans deux circonscriptions, il y ait des candidatures d'ouverture, dont celle de M.-C. Vergiat. Les autres composantes du Front n'ont pas accepté. On le regrette. Un accord est en train de se conclure sur les premiers de liste. Il y aura trois circonscriptions réservées au PCF, et comme nous voulons respecter l'esprit fondateur du Front, on ouvre l'une de ces listes à M.-C. Vergiat, celle du Sud-Est. Le Parti de gauche a trois circonscriptions ; et Ensemble conduit la circonscription de l'Ouest. »³

Pascal Savoldelli, responsable du secteur élections au CEN du PCF, « L'accord entre les différentes composantes du Front de gauche dont on a débattu au Conseil national n'est pas le meilleur accord pour le Front de gauche, ni le meilleur accord pour le PCF. On avait fait des propositions beaucoup plus audacieuses, équilibrées et offensives. Je pense notamment à l'ouverture de nos listes à des personnalités politiques, syndicales, associatives. Mais cet accord a deux justifications majeures : il y aura une seule offre politique du Front de gauche aux européennes pour tous ceux qui ont le cœur à gauche et qui veulent agir pour un sursaut de toute la gauche et contre les marchés financiers. Et deuxièmement, cet accord reconduit nos camarades Jacky Hénin dans le Nord-Ouest et Patrick Le Hyaric

reflet des intérêts des acteurs qui en sont à l'origine, qu'une adaptation à l'état du jeu, et aux cadres interprétatifs mobilisés pour en rendre compte.

¹ Le PG refusant l'ouverture de discussions avant la fin des municipales, ce qui constitue un moyen d'orienter et de maîtriser la négociation en intensifiant les enjeux et en produisant une « urgence » à trouver un accord.

² *Communistes*, n°540, 15 janvier 2014, Gilles Garnier, « Un enjeu particulièrement important ».

³ *Communistes*, n°552, 9 avril 2014, Isabelle De Almeida, *art. cit.* Ces propos visent à rendre compte des négociations dans le cadre du CN du PCF ayant eu lieu le 2 avril 2014.

en Île-de-France. Et puis le PCF fait respecter la candidature citoyenne de Marie-Christine Vergiat, députée sortante, dans le Sud-Est. »¹

L'évocation des tensions entre le PCF et le PG est rare et toujours euphémisée dans les interventions émanant de la direction nationale du PCF. Le propos de Gilles Garnier tranche ainsi par sa franchise et se singularise quant aux pratiques au sein de la coalition depuis 2009. De même, les deux compte-rendu succincts établis par Isabelle De Almeida et Pascal Savoldelli laissent pointer la non-satisfaction de la direction nationale du PCF et même le dépit de ses membres face à ce qui apparaît comme autant de revendications injustifiées de son principal allié. En creux, les revendications du PG apparaissent comme constitutives d'une rupture dans l'équilibre interne à la coalition, et comme une rupture avec « *l'esprit fondateur du Front* ». Les dirigeants du PCF endossent ainsi le rôle du garant des origines (ce qui s'accompagne de l'écriture d'un véritable récit des origines²), de la fidélité et de la continuité dans les options stratégiques. Les termes utilisés ne laissent guère de doute sur le caractère subit de cet accord qui fait d'une répartition circonstancielle et presque accidentelle (l'attribution de trois circonscriptions au PG en 2009), une contrainte s'apparentant à la reconduction des équilibres sortants. Par ailleurs, la défense de la candidature de Marie-Christine Vergiat renforce cette prise de rôle en l'associant à la thématique du *sacrifice nécessaire* à l'union. Le rôle qu'endosse la direction nationale du PCF pour rendre compte aux militants communistes d'une négociation difficile ne peut qu'interroger. En effet, et nous le verrons par la suite, l'égalité entre le PCF et le PG dans la répartition des têtes de liste n'est que formelle. Nous pouvons d'ores et déjà poser une hypothèse explicative selon laquelle le véritable « *crime de lèse-majesté* » commis par le PG n'est pas de revendiquer une même répartition qu'en 2009, mais d'avoir intensifié sa stratégie de la tension permanente et d'avoir, d'une part par la maîtrise de l'agenda, d'autre part par une position rigide contraignant la direction nationale du PCF à un compromis en apparence défavorable (et donc, ne pouvant pas être présenté différemment dans l'espace intra-partisan, alors qu'il est *objectivement* plus favorable au PCF que celui de 2009), contraint la direction nationale du PCF à accepter une défaite symbolique et à ne plus être tout à fait

¹ *Communistes*, n°553, 16 avril 2014, Pascal Savoldelli, *art. cit.*

² Il est ici opportun de rappeler que « *l'esprit fondateur* » de la coalition, pour reprendre un terme peu heureux, est foncièrement pluriel puisque les différents acteurs qui se coalisent n'ont pas les mêmes objectifs. Par ailleurs, « *l'esprit fondateur* », pour ne considérer que la conception originelle de la coalition portée par le PCF, est à un ensemble de fronts variables et non pérennes, ce qui sous-entend l'indépendance entre ces « fronts », et donc l'impossibilité de se revendiquer des pratiques lors des précédents « fronts » pour justifier des revendications dans un nouveau cadre. Dès lors, ce récit des origines qui accompagne, justifie et légitime la prise de rôle, contraint à la reconnaissance implicite d'une intégration à une coalition pérenne et contraignante, bien opposée à « *l'esprit fondateur* ». En d'autres termes, endosser le rôle de la fidélité au front des origines, c'est accepter bien involontairement une nouvelle définition de la coalition.

maitre du jeu, même s'il reste l'acteur dominant dans ce jeu¹. L'analogie monarchique est ici particulièrement pertinente en ce qu'elle suggère que ce qui se joue dans ce conflit n'est pas, ou n'est pas seulement, une lutte pour les places, mais véritablement une lutte pour la reconnaissance, et révèle un usage instrumental des règles du jeu, tout autant qu'une production instrumentale de ces règles du jeu (du fait de la faible institutionnalisation de la coalition). La forte conflictualité autour de cet enjeu des têtes de liste et l'urgence perçue quant à la nécessité d'entrer en campagne, conduisent le PCF à accepter un accord jugé peu satisfaisant, et à refuser toute négociation avec le NPA alors que celui-ci propose, en avril 2014, une alliance électorale². Le PG oppose d'ailleurs le même refus à la proposition du NPA³. Particulièrement coûteux à obtenir, l'accord n'est ainsi plus susceptible d'être remis en cause pour intégrer un nouvel acteur, d'autant que l'affaiblissement rapide du NPA depuis 2010 produit une faible incitation à l'alliance pour le FG.

Si la répartition des têtes de liste fait apparaître une égalité entre PCF et PG, le détour par les négociations inter-partisanes permet d'en souligner la dimension formelle. Les deux partis accèdent effectivement aux places d'animation des listes et aux places éligibles à égalité, mais cela se fait par l'exclusion des autres partis de la coalition. Par ailleurs, la détermination des têtes de liste de la coalition retrouve sa dimension inégalitaire et hiérarchisée lorsque l'on prend en compte les anticipations de gain faites par les acteurs. L'application du principe de reconduction des sortants permet ainsi au PCF d'obtenir, parmi ses trois circonscriptions, les deux dans lesquelles les acteurs coalisés anticipent la plus forte certitude d'obtenir un mandat. La comparaison entre les circonscriptions attribuées au PCF et au PG d'un côté, et les résultats obtenus par le premier lors des élections européennes de 2004⁴ (tableau n°27) confirme cette asymétrie, non plus quand à l'animation des listes, mais quand à la répartition des « chances » raisonnables de transformer les investitures en mandats. Le PCF obtient trois des quatre circonscriptions dans lesquelles ses candidats ont obtenu en 2004 les meilleurs résultats quand le PG obtient, à l'exception notable de Jean-Luc Mélenchon dans le Sud-Ouest, deux des circonscriptions *a priori* les moins favorables au FG.

¹ Il ne faut également pas oublier que cette présentation des négociations permet d'en légitimer l'acceptation, d'affirmer le caractère responsable des dirigeants du parti, et de faciliter la gestion des résistances intra-partisanes en désignant symboliquement un responsable extérieur aux mésaventures du PCF.

² Cette proposition, faite alors même que le NPA a refusé toute alliance depuis 2009 et alors même que les partis coalisés venaient d'obtenir – péniblement – un accord résulte probablement des difficultés financières du NPA, mais aussi d'un certain sens du placement (se présenter comme recherchant l'unité face à des acteurs coalisés dont l'alliance électorale ne cache pas de fortes divergences) et ne peut être perçue par les acteurs de la coalition, dans le meilleur des cas, que comme étant à contretemps, voire comme résultant d'une tactique de renforcement des divergences au sein de la coalition.

³ Eric Coquerel : « *On va leur répondre et les rencontrer mais il aurait fallu que cette proposition vienne un mois plus tôt* ». Cf. *Le Point.fr*, 16 avril 2014, « Européennes : le Front de gauche trouve un accord ».

⁴ Qui sont les premières à se dérouler selon la modalité des grandes régions.

Tableau n°27. Répartition des têtes de liste du FG en 2009 en fonction des résultats obtenus par le PCF en 2004 (en % des suffrages exprimés)¹

Circonscription	Résultats PCF 2004	Tête de liste en 2009
Nord-Ouest*	6,80	PCF
Sud-Ouest	6,46	PG
Massif-Central Centre	6,22	PCF
Ile-de-France*	6,04	PCF
Sud-Est	5,06	Sans étiquette
Ouest	4,10	PG
Est	2,91	PG

La répartition des têtes de liste lors des élections de 2014 présente en apparence une toute autre configuration (tableau n°28). Pourtant, au regard des élections de 2009, le PG obtient certes les deux circonscriptions dans lesquelles les acteurs coalisés peuvent espérer les meilleurs résultats, mais partage avec Ensemble les deux circonscriptions les plus défavorables au FG.

Tableau n°28. Répartition des têtes de liste du FG en 2014 en fonction des résultats obtenus par le FG en 2009 (en % des suffrages exprimés)

Circonscription	Résultats FG 2009	Tête de liste en 2014
Sud-Ouest*	8,16	PG
Massif-Central Centre	8,06	PG
Nord-Ouest*	6,84	PCF
Ile-de-France*	6,32	PCF
Sud-Est*	5,9	PCF
Ouest	4,58	Ensemble
Est	3,89	PG

Dans le même temps, le PCF obtient trois des quatre circonscriptions ayant permis l'élection d'un député du FG en 2009. Ce parti est également dominant lorsqu'on considère la répartition des deux premières places des sept listes en 2009 et 2014 (tableau n°29) :

Tableau n°29. Répartition des deux premières places des listes du FG en 2009 et en 2014

2009		2014	
PCF	6	PCF	8
PG	4	PG	5
GU	1	Ensemble	1
ADS	1		
Sans étiquette	2		

La hiérarchie entre les différents partis y est plus clairement affichée, d'autant que la deuxième place de chaque liste est hautement stratégique. D'une part, la faiblesse des résultats de la gauche radicale conduit à une définition restrictive du nombre de places éligibles, ce qui conduit à renchérir le coût de la première place, mais aussi de la deuxième. En effet, qu'elle soit ou non considérée par

¹ Pour les tableaux n°1 et 2, les circonscriptions suivies d'un astérisque sont celles dans lesquelles le PCF (ou le PG en 2014) disposait d'un député européen sortant.

les acteurs comme éligible, cette place a une importance tactique indéniable, soit en étant considérée comme éligible *en cas de* forte dynamique électorale (ce que l'on pourrait qualifier d'éligibilité conditionnelle), soit en étant la meilleure place pour obtenir le mandat d'un député quittant ses fonctions. Ainsi, la candidature de Jean-Luc Mélenchon lors des élections législatives à Hénin-Beaumont privait le PCF d'une de ses circonscriptions (Hervé Poly cédant sa place de titulaire pour devenir suppléant), mais en cas d'élection à l'Assemblée nationale du co-président du PG, permettait l'entrée au Parlement européen de Cathy Daguerre, membre du PCF (jeu à somme nulle).

Même si la direction nationale du PCF critique un accord déséquilibré, force est de constater qu'en considérant non plus seulement l'animation des listes, mais l'ensemble des places « éligibles », la position du PCF est nettement renforcée dans la coalition. La satisfaction des revendications du PG et l'intégration d'Ensemble ne se fait ainsi pas au détriment du PCF, mais des autres candidatures, soit réservées à des candidats non encartés, soit à des partis plus modestes. De même, la distance relative entre les positions occupées sur ses listes par le PCF et par le PG augmente, permettant alors de faire l'hypothèse d'un renforcement de la centralité du PCF visant à maintenir cette distance entre les acteurs coalisés. En d'autres termes, la concurrence entre PCF et PG n'a pas conduit à l'affaiblissement de l'un ou l'autre, mais à leur renforcement dans l'occupation des premières places, mais aussi dans la composition générale des listes (tableau n°5). Cependant, la conjugaison de cette concurrence entre les deux principaux partis de la coalition et le processus de fusion de certains des acteurs dominés du FG dans un « *troisième pilier* »¹, conduit à une centralisation des candidatures au profit des principaux partis de la coalition (PCF, PG, et, dans une moindre mesure, Ensemble).

La prédominance du PCF, et même son renforcement dans les premières places des listes européennes du FG en 2014, valide l'idée d'une forte dimension symbolique des places dans les dispositifs électoraux de la coalition. Les intérêts matériels du PCF ne sont ainsi pas remis en cause par la satisfaction des intérêts du PG qui, de son côté, n'obtient qu'une victoire symbolique, et ont conduit à un renforcement corrélatif des positions communistes. En effet, même si la circonscription Auvergne-Centre permet des résultats supérieurs à la moyenne de ceux obtenus par le FG en 2009, et par le PCF en 2004, le faible nombre de mandats mis en jeu dans cette circonscription y rend improbable l'obtention d'un député européen. La concurrence à laquelle se livrent PCF et PG quant à l'animation des listes du FG, mais aussi Ensemble et GU pour le statut, tout aussi nié que convoité, de troisième force, ne s'explique ainsi pas uniquement (et même marginalement au regard de la faiblesse des gains pouvant être raisonnablement anticipés par les acteurs de ces négociations) par une lutte pour l'obtention de ressources politiques exclusives.

¹ Sur les débats qui ont conduit à cette idée de troisième pilier, cf. Weber Louis, « Front de gauche. Débats en cours et (re)structurations en vue », *in Savoir/Agir*, 22, 2012, p. 77-82.

2. **La lutte pour la reconnaissance. Une hiérarchisation récurrente des positions**

La répartition des candidatures en fonction des partis d'origine n'est pas limitée aux premières places. Bien au contraire, c'est l'ensemble de la liste qui fait l'objet de l'attention des acteurs coalisés. Il ne s'agit d'ailleurs pas seulement d'obtenir la liste la plus à même de mobiliser des électeurs, c'est-à-dire un enjeu consistant à rechercher la meilleure présentation de soi face aux profanes. La construction des listes (et de l'ensemble des dispositifs électoraux de la coalition) est en premier lieu un exercice tourné vers les acteurs de la négociation. Cela n'est pas spécifique aux coalitions. Rémi Lefebvre et Guillaume Marrel¹ ont mis en exergue la nécessaire prise en compte des tendances dans la constitution des listes socialistes. Néanmoins, les deux configurations se différencient par les armes dont disposent les acteurs de la négociation, l'intensité des enjeux et les conséquences sur l'alliance. Les intérêts des différentes organisations d'une coalition, même les plus marginales, ne peuvent être totalement effacés sans affaiblir le capital politique objectivé autour de la marque commune, dans la mesure où la structuration des identités collectives se fait en premier lieu dans les partis coalisés avant de se faire dans l'alliance. En d'autres termes, alors qu'une tendance faisant dissidence s'expose à une perte importante de ses effectifs, le collectif militant que constitue un parti subsiste (et ses moyens matériels également) en cas de retrait de la coalition. Ainsi, le retrait de la GU de la coordination du FG n'a pas conduit à son exclusion du jeu coalitionnel.

La composition des listes constitue ainsi le produit des interactions entre acteurs coalisés. La sélection des candidats exprime l'*état du jeu* et constitue ainsi un résultat provisoire des luttes se déroulant dans la coalition. La hiérarchisation des acteurs de la coalition, que nous avons définie au moyen de l'accès différencié aux places les plus enviées, se retrouve constamment. Les appartenances partisans, la lutte pour obtenir la place qui est « due » à chacun, etc. constitue le mode par lequel sont vécues les interactions coalitionnelles. La production d'une offre politique homogénéisée (une étiquette, un ensemble commun de candidats et de propositions, une expression publique plus ou moins commune, etc.) ne doit pas amener à l'illusion d'un rapprochement des acteurs de cette interaction spécifique et intéressée qu'est la production d'une telle offre politique. Les luttes internes à la coalition sont à la fois *limitées* (à l'espace de la coalition², ce qui ne signifie pas qu'elles soient moins intenses), *spécifiques* (en ne faisant sens que pour les acteurs qui s'y investissent, elles contribuent à rapprocher ces acteurs en les dotant d'un entre-soi, même conflictuel) et véritablement *structurantes* (en ce sens qu'elles expriment les intérêts devant être conciliés dans la coalition). Elles sont également *permanentes* et *diversifiées* comme en atteste la

¹ Lefebvre Rémi et Marrel Guillaume, « Logiques partisans, territorialisation et capital politique européen », *art. cit.*

² Le faible nombre de cas où les partis théoriquement coalisés s'affrontent (à l'exception des cas d'alliance avec le PS) sont rares et constituent un moyen de jauger de la réussite ou de l'échec de la coalition.

grande variété des micro-concurrences et sont autant de luttes pour les places que pour la reconnaissance, ce qui explique que chaque place, chaque candidature est l'objet d'une lutte (certes, plus ou moins intense) pour la définition des critères légitimes de choix. Lors d'un CN du PCF, et alors que la négociation du dispositif électoral est terminée, Michel Laurent évoque ainsi les objectifs que la direction nationale du PCF entendait faire respecter dans cette négociation : « *L'équilibre global des listes est à peu près celui que nous avons déterminé au départ (40% pour le PCF, 30% pour le PG, 30% pour les autres partenaires)* »¹. Les termes employés sont instructifs. La composition des listes du FG en ce qu'elle respecte « *l'équilibre global [...] déterminé* » par la direction nationale du PCF, c'est-à-dire que l'accord est acceptable car il est conforme aux cadres interprétatifs mobilisés par le PCF pour appréhender la séquence de négociation. Un « *équilibre* » inter-partisan est effectivement et expressément recherché. L'adéquation entre l'objectif initial et le résultat, au-delà des impératifs (impondérables ?) de la négociation conduit à opérer des compromis – « *à peu près* » – ne remettant pas en cause les choix déterminés en amont par la direction nationale du PCF. Dès lors, la position dominante du PCF s'exprime doublement dans cette intervention. D'une part, le PCF fait accepter une clef de répartition consacrant une inégalité quant à la composition des listes. D'autre part, l'adéquation entre l'objectif initial du PCF et la composition finale des listes permet d'affirmer dans l'espace intra-partisan la capacité directive du PCF.

Ce principe de classement se retrouve systématiquement dans les dispositifs électoraux du FG (tableau n°30). Les configurations qui y sont présentées sont volontairement hétérogènes. Ce tableau ne vise ainsi pas à présenter des éléments dont la nature serait comparable. Ainsi sont rapprochées dans ce tableau la répartition des premières places (forte dimension symbolique) et la répartition des candidats sur l'ensemble des listes (enjeu de faible intensité). De même, sont rapprochées des élections se déroulant au scrutin proportionnel et au scrutin majoritaire. Enfin, la répartition des candidatures y est également rapprochée de la répartition des élus obtenus en fonction de leur parti d'origine. La taille des échantillons est également très disparate. La présentation utilisée (en pourcentage) peut donc apparaître pour certains cas quelque peu superficielle. Néanmoins, elle est rendue nécessaire à la mise en exergue de la récurrence de la domination du PCF sur les dispositifs électoraux de la coalition, et plus encore, de la domination – certes concurrentielle et régulièrement conflictuelle – de deux partis dans la coalition.

Les réalités rassemblées dans ce tableau sont disparates. La récurrence de la domination du PCF et du PG n'en est que plus remarquable. Quelle que soit l'élection ou la phase (avant ou après l'élection) considérée, la même répartition se retrouve. Le PCF est l'organisation la mieux dotée, suivie du PG, puis de la GU (et, depuis 2014, d'Ensemble), et enfin des autres organisations de la

¹ *Communistes*, n°344, 1^{er} avril 2009, CN des 28 et 29 mars 2009, Michel Laurent.

coalition. L'ordre de placement des différents partis de la coalition sur les listes européennes en 2014 en est une illustration : trois organisations obtiennent une première place (PCF, PG, Ensemble), tandis que la GU doit se contenter d'une unique troisième place, le PCOF n'obtenant au mieux qu'une quatrième place et RS, une cinquième place. Hormis le cas particulier des régionales en 2010 en Lorraine, la part obtenue par le PCF n'est jamais inférieure à 43%. Dans tous les cas, le PCF obtient une majorité (absolue ou relative) des candidats du FG. Même l'exemple du Front lorrain de gauche le confirme. Certes, le PG dispose d'un candidat de plus que le PCF dans la composition de ces listes ainsi que de trois têtes de listes départementales contre une communiste. Mais cela s'explique par le fait que le PCF participe officiellement à une liste d'union PS-PCF. Par ailleurs, la forte présence du PG sur celle-ci s'explique principalement par l'absence ou la quasi-absence de dissidents communistes dans deux départements (Meuse, Vosges). A l'inverse, dans les deux autres départements (la dissidence communiste étant fortement territorialisée¹), les communistes constituent la principale composante (neuf candidats sur vingt-quatre en Meurthe-et-Moselle, douze sur trente-trois en Moselle), et même dans cet exemple, le duo PCF-PG reste dominant. Hormis ce cas très particulier, PCF et PG (re)présentent toujours plus des trois quarts des candidats.

Tableau n°30. La domination du PCF et du PG sur la coalition (en %)

	PCF	PCF + PG
Elections européennes de 2009		
Répartition des têtes de listes (N=7)	43	86
Composition des listes (N=138)	45,7	79
Elections régionales de 2010		
Répartition des têtes de listes régionales (N=17)	59	82
Répartition des têtes de listes départementales (N=79)	61	84
Composition des listes régionales : l'exemple du Front lorrain de gauche (N=81)	30	61
Répartition des conseillers régionaux élus sur des listes FG (N=91)	66	85
Elections cantonales de 2011		
Répartition des candidats (titulaires et suppléants) dans le Gard ² (N=38)	52,6	71
Répartition des candidats en Meurthe-et-Moselle (N=19)	63	79
Répartition des candidats dans les Vosges (N=14)	64	86
Répartition des conseillers généraux élus (N=118) ³	95,7	100
Elections législatives de 2012		
Répartition des circonscriptions législatives en juin 2011 ⁴ (N=479)	79,7	94,7
Elections européennes de 2014		
Répartition des têtes de listes (N=7)	43	86
Composition des listes (N=142)	47,9	76,8

¹ Sur cette dissidence, cf. Mathieu Romain, « Recomposition à la gauche de la gauche, structures partisans locales et élections régionales en Lorraine », *art. cit.*

² Selon la répartition publiée dans *Communistes*, n°423, 9 février 2011, « Regard sur le Gard ».

³ Le PCF et le PG revendiquent respectivement cent-treize et cinq conseillers généraux élus en 2011. Cf. *Communistes*, n°430, 30 mars 2011 ; *A Gauche*, n°1252, 25 mars 2011, Laurent Maffeis, « Le Front de gauche 2^{ème} force à gauche ».

⁴ *Communistes*, n°439, 8 juin 2011, rapport de Jacques Chabaliér.

Au-delà du constat de cette domination de la coalition par deux de ses acteurs (ce qui rend la coalition particulièrement sensible aux relations qu'entretiennent les directions de ces deux partis, quel que soit le lieu étudié), ce tableau permet également de constater la forte variation de l'intensité de cette domination. Ainsi, le PCF ne dispose que de 45,7% des candidats sur les listes du FG lors des élections européennes de 2009, mais 95,7% des conseillers généraux élus en 2011 sous la bannière du FG. Trois explications peuvent être avancées. Les variations observées expriment des combinaisons différentes de trois enjeux pour les acteurs coalisés : la représentation de la diversité de la coalition (résultant de la thématique unitaire), l'adaptation à l'intensification des enjeux électoraux, politiques ou matériels des scrutins et enfin, le lieu de la négociation.

C. Représenter l'unité. La diversité comme principe correctif

Le FG est constitué et construit par ses acteurs comme l'expression d'une forte injonction à l'unité. La capacité à rassembler sous une même marque politique, un ensemble diversifié d'acteurs de la gauche radicale – espace réputé pour sa fragmentation – est constituée par les acteurs coalisés comme une ressource de mobilisation électorale, ce qui s'exprime sur de nombreux documents de propagande, y compris jusqu'aux propriétés sociales par lesquelles sont présentés les candidats. La présentation permanente de la coalition comme un cadre unitaire, couplée au rappel de la genèse du FG, qui est passé de deux organisations début 2009 à trois (à partir de mars 2009), pour atteindre neuf organisations dans le contexte post-présidentielle, conduit à valoriser la pluralité des acteurs coalisés, au-delà de la force au jeu de chacun, d'autant plus que la menace de faire défection¹, davantage que la défection elle-même, constitue une contrainte devant être prise en compte par les acteurs dominants et une arme « des faibles » pour faire valoir leurs intérêts. Ainsi, le fait de disposer de candidats au nom de la coalition, même en faible nombre, c'est véritablement exister comme acteurs de cette coalition, même si ces candidats n'ont aucune chance d'être élus. En d'autres termes, la représentation de la diversité politique est une condition d'expression et d'usage de la norme unitaire et une condition du maintien des acteurs dans la coalition. Les acteurs dominés ne peuvent s'y maintenir que s'ils y trouvent leur compte et y sont reconnus.

Cette prise en compte est cependant loin d'être aussi contraignante que celle résultant de la satisfaction des intérêts des partis dominant la coalition. En ce sens, la prise en compte de la diversité de la coalition agit comme un principe correctif venant limiter l'expression des intérêts des principaux partis et ne peut s'exprimer pleinement que lorsque ces partis y consentent. Mais dans le

¹ Julien Fretel a mis en avant l'usage de cette menace à l'UDF : « *Ebranler les règles normatives du groupement peut être alors vu comme une activité routinière qui leur permet de se mesurer les unes aux autres. La menace sécessionniste, en quelque sorte, est une des modalités possibles inscrite dans le potentiel de l'organisation* ». Cf. Fretel Julien, *Militants catholiques en politique*, op. cit., p. 384.

même temps, c'est un principe nécessaire à la construction de la coalition, c'est-à-dire une condition de la production puis de l'accès aux ressources (réelles ou supposées) liées à la thématique unitaire. Ce principe est ainsi systématiquement mis en avant par les membres de la direction nationale du PCF pour présenter le contenu des négociations :

Jean-Marc Coppola, à propos des élections européennes de 2009. « Chaque organisation doit être respectée et l'image nationale que nous donnerons de notre rassemblement comptera pour le dynamisme du rassemblement des militantes et des militants qui dès maintenant doivent se mettre en mouvement dans toute la France. Sans négliger le rassemblement nécessaire de candidat-e-s qui « parlent » aux régions, nous proposons de travailler à un accord national portant sur les têtes de listes et sur les 21 ou 28 premiers candidat-e-s de ces listes, c'est-à-dire les 3 ou 4 premiers de chaque liste. Cela doit permettre de donner à voir toutes les diversités que nous souhaitons rassembler. »¹

Jacques Chabalière, à propos des élections européennes de 2009. « Nous travaillons à ce que deux autres formations politiques organisées rejoignent le Front de gauche. Il s'agit des Alternatifs et du MRC.

La semaine prochaine sera de ce point de vue capitale; de nouvelles discussions doivent en effet avoir lieu avec ces formations qui permettront, nous l'espérons, de renforcer la dynamique du Front de gauche et sa diversité: la présence de quatre organisations politiques de gauche serait encore plus ressentie comme un événement dans le paysage politique à gauche: elle pourrait créer les conditions de bons résultats et contribuer à l'élection d'un nombre important de députés européens issus de nos listes. [...]

L'affichage de la diversité du Front de gauche ne se travaillera naturellement pas que sur les têtes de liste mais sur les 4 premiers de chaque, autrement dit sur les 28 premiers candidat(e)s. »²

Pierre Laurent, évoquant les élections présidentielle et législatives de 2012. « La diversité de notre rassemblement doit être respectée, la force et l'implantation des différentes forces aussi [...]. En les ayant pesés, je pense que la candidature de Jean-Luc Mélenchon peut être envisagée par notre parti dans le cadre d'un accord d'ensemble avec nos partenaires, un accord qui garantisse le respect d'engagements collectifs à la hauteur des enjeux de la situation politique inédite que nous vivons, la diversité de notre rassemblement et la place majeure de notre parti. »³

Isabelle De Almeida, à propos de l'accord de répartition pour les élections européennes de 2014. « Le CN nous avait donné un mandat qui réaffirmait nos propositions de composition des listes, des propositions « équilibrées », permettant d'aller vers un accord, assurant d'une part la représentation des forces politiques dans le Front de gauche et respectant l'esprit fondateur du Front, avec l'ouverture à des citoyens/citoyennes. »⁴

Il aurait été possible de multiplier les exemples d'expression, par les membres de la direction nationale du PCF, de ce principe de représentation de la diversité de la coalition. Principe de construction de l'offre politique commune, c'est également une arme symbolique dans les luttes intra-partisanes pour légitimer les choix effectués et affaiblir ou réagir aux résistances. C'est également l'élément le plus critiqué dans les débats intra-partisans du PCF. En effet, hormis les segments les plus identitaires, une majorité des membres du CN sont favorables (ou plus exactement, ne sont pas défavorables) à la stratégie du FG, mais les résistances à la coalition dépassent rapidement les segments identitaires lorsqu'il s'agit des places attribuées aux autres partis de la coalition. La nécessité d'un accord garantissant la représentation de l'ensemble des acteurs coalisés est de même utilisée par Jean-Marc Coppola pour délégitimer les revendications localisées,

¹ *Communistes*, n°337, 11 février 2009, CN du 7 février 2009, rapport de Jean-Marc Coppola.

² *Communistes*, n°340, 4 mars 2009, CN des 28 février et 1^{er} mars 2009, rapport de Jacques Chabalière.

³ *Communistes*, n°432, 13 avril 2011, CN des 8 et 9 avril 2011, rapport de Pierre Laurent.

⁴ *Communistes*, n°552, 9 avril 2014, Isabelle De Almeida, *art. cit.*

tandis que Jacques Chabalier exprime nettement cette croyance en l'unité et sa représentation dans la composition des listes, mais cet argument de la diversité sera ensuite réfuté par la direction nationale du PCF, et, en premier lieu par Marie-George Buffet pour refuser toute négociation avec la FASE : « nous ne pouvons pas être dans la simple recherche d'une addition de sigles. Ceux-ci sont importants mais ne sauraient primer sur le contenu du projet que nous voulons porter »¹.

Dès lors, le lien entre diversité et unité semble relatif puisqu'il est limité au cadre défini préalablement des organisations avec qui cet accord est envisagé ou non. Le registre de l'unité, et son corollaire dans la composition des listes, la représentation de la diversité, ne constituent pas uniquement une croyance (qu'exprime Jacques Chabalier) en l'utilité électorale de l'unité, mais aussi dans un usage instrumental, une arme symbolique permettant de contraindre le jeu intra-partisan. Le rapport de Pierre Laurent relatif aux élections de 2012 confirme la nécessité d'un équilibre entre représentation de la diversité de la coalition (par la présentation à l'élection présidentielle d'un candidat non issu du parti dominant la coalition) et maintien des intérêts partisans (par une forte hégémonie communiste aux élections législatives). De même, la composition des listes européennes en 2009 et 2014 se fonde sur une même logique combinant faiblesse numérique des places obtenues par les acteurs les plus faibles de la coalition, et importance symbolique de ces mêmes places. Les premières places sont largement réservées aux principaux partis de la coalition (plus encore en 2014 qu'en 2009), tandis que la composition complète des listes, sans faire disparaître toute hiérarchie, en atténue grandement l'intensité (tableau n°31).

Tableau n°31. Composition des listes européennes du FG en 2009 et 2014 en France métropolitaine²

	2009		2014	
	(N=138)	%	(N=142)	%
PCF	63	45,7	68	47,9
PG	46	33,3	41	28,9
GU	6	4,3	4	2,8
Autres	5	3,6	8	5,6
Sans étiquette	18	13	0	0
Ensemble	-	-	21	14,8

L'équilibre entre PCF, PG et autres candidatures évolue peu. Néanmoins, le PG perd quelques candidats alors même que le nombre de places a augmenté, tandis que le PCF en gagne le même

¹ *Communistes*, n°340, 4 mars 2009, CN des 28 février et 1^{er} mars 2009, Marie-George Buffet.

² L'augmentation du nombre de candidats entre 2009 et 2014 s'explique par l'intégration du vote des français résidant à l'étranger. L'importance de la catégorie « sans-étiquette » en 2009 est probablement surestimé. Y sont classés l'ensemble des candidats pour lesquels il n'a pas été permis d'établir une adhésion partisane. En revanche, la forte conflictualité des négociations en 2014 a conduit les partis à se répartir l'ensemble des places, puis seulement ensuite à choisir pour ces places, les candidats de leur choix. Par exemple, Jean-Marie Brom, physicien et militant écologiste, figurant sur la liste Est en 2014 n'est adhérent d'aucun parti, mais il occupe une place réservée au PG. Les listes publiées par le FG font état de cette répartition et du parti qui a fait le choix de présenter un candidat non membre de ce parti, ce qui a permis de faire disparaître, pour 2014, la catégorie des « sans étiquette ».

nombre. Dès lors, le PG a certes obtenu de mener une circonscription supplémentaire, mais perd quant aux deux premières places et quand à sa capacité à rétribuer ses militants par une candidature. Bien qu'ayant suspendu sa participation à la coordination nationale du FG, la GU dispose de quelques candidats mais est largement dépassée et marginalisée par la prise en compte de la création d'Ensemble en 2013 qui devient de manière très nette la troisième force de la coalition, disposant d'une circonscription et de près de 15% des candidats. La GU n'est plus que le premier des « petits » partis de la coalition. La diversité de la coalition est davantage prise en compte dans la composition des listes pour les élections européennes que pour les élections législatives (tableau n°4), ce qui peut s'expliquer par un desserrement des contraintes liées à la conquête des trophées (mandats et financement public) mis en jeu dans la compétition électorale. Cette configuration se rapproche le plus de l'idéal-type de l'égalité entre les acteurs coalisés en ce sens que la domination du PCF et la hiérarchie entre les différents partis est maintenue, mais perd fortement de son intensité. Hormis les premières places de chaque liste, les enjeux liés à l'occupation des places sont faibles, ce qui permet une expression relativement forte de la diversité de la coalition. Les acteurs dominés ont ainsi accès à des positions, certes non éligibles, mais suffisamment honorifiques pour justifier leur participation à la coalition et être reconnus comme en étant partie prenante. Ainsi, RS obtient une cinquième place en Ile-de-France et une sixième place dans l'Ouest. Le PCOF obtient notamment une quatrième place dans l'Est et une sixième place en Ile-de-France, tandis que la GU obtient une troisième place dans l'Est, ou encore une quatrième place dans l'Ouest.

L'application du principe de représentation de la diversité de la coalition ne conduit ainsi pas à la relégation des militants issus des partis dominés à la fin des listes. Ces listes peuvent en effet être segmentées en trois parties distinctes (tableau n°32), dans laquelle un principe structurant la coalition (conciliation des intérêts et représentation de la diversité) est dominant (sans que le second soit inexistant). Le premier segment est constitué des places éligibles (au sens large), c'est-à-dire, au mieux, la première et la deuxième place de chaque liste. Les enjeux y sont importants, tant symboliquement (par la visibilité que donne l'animation d'une telle liste) qu'électivement. Pour ces places (et même si cela varie en fonction de la circonscription considérée), le principe s'exprimant avec le plus d'acuité est à l'attribution prioritaire aux principaux acteurs de la coalition (PCF-PG, puis en 2014, Ensemble). Les acteurs dominés de la coalition n'ont quasiment aucune chance de faire accepter que l'une de ces positions leur soit attribuée, et il est plus que probable qu'ils s'autolimitent dans leurs revendications. Le deuxième segment est variable en fonction du nombre d'acteurs coalisés et du degré d'ouverture souhaité par les partis dominants. Il s'agit des places situées dans la première moitié des listes. Ces places ne permettent pas d'envisager l'accès à un mandat électif, mais comportent une forte dimension symbolique. A défaut de pouvoir se compter (en ayant de nombreux candidats), figurer dans le début d'une liste permet de compter en obtenant une position

à laquelle est associé un certain prestige militant, c'est être publiquement visible comme un acteur de la coalition. La diversité est ainsi doublement obtenue dans la composition de ces listes. D'une part, en concédant des places aux acteurs dominés. D'autre part, en compensant la faiblesse numérique de ces concessions par leur importance symbolique. Enfin, un troisième segment est marqué par une véritable recentralisation au profit des partis dominants. Dans ce troisième segment, les « petits » partis disparaissent quasiment de la répartition des places. La réappropriation par les principaux partis de la coalition (PCF, PG et Ensemble en 2014) de ces positions ne peut s'expliquer par la faiblesse des « petits » partis en ce sens que l'ensemble des partis de la coalition est en capacité numérique de faire figurer leurs membres à ces places¹. Deux autres explications, dont les effets se cumulent, peuvent être avancées. D'une part, l'obtention de positions symboliques clôt les revendications d'acteurs portés à limiter leurs objectifs et à se satisfaire des positions obtenues. D'autre part, l'importante présence de militants communistes et du PG à la fin de ces listes peut être un moyen d'affirmer la hiérarchie interne à la coalition. En ce sens, il s'agit, comme pour les partis dominés, d'un intérêt symbolique visant à la reconnaissance dans l'espace de la coalition de l'importance de chacun. Par ailleurs, obtenir plus de places, même en fin de liste, permet une forme de rétribution symbolique des militants².

Tableau n°32. Répartition des places sur les listes du FG lors des élections européennes de 2014³

	1 ^e et 2 ^e		3 ^e à 8 ^e		9 ^e et plus		Total liste	
	N	%	N	%	N	%	N	%
PCF	8	57	15	36	45	52	68	47,9
PG	5	36	11	26	25	29	41	28,9
Ensemble	1	7	7	17	13	15	21	14,8
GU	0	0	3	7	1	1	4	2,8
Autres	0	0	6	14	2	2	8	5,6
Total	14	100	42	100	86	100	142	100

Les deux premières places sont exclusivement réservées aux principaux partis de la coalition. A la différence de 2009, aucun des acteurs dominés n'accède à ces positions. Les places comprises entre la troisième et la huitième place permettent l'expression de la diversité de la coalition et rassemblent

¹ Cette explication par la faiblesse militante de certains partis coalisés retrouve de sa pertinence au local.

² Un militant nous a ainsi clairement expliqué qu'être candidat lors des élections européennes était revendiqué pour le responsable départemental de son parti en vue des élections locales suivantes afin de le doter d'une plus grande notoriété. S'il faut relativiser la notoriété associée à une candidature en « fin de liste » lors d'une élection faiblement mobilisatrice, il ne faut cependant pas en conclure trop rapidement que ce militant se « tromperait » sur l'utilité réelle d'une telle candidature, mais de véritablement prendre au sérieux cet objectif en le replaçant dans l'espace concurrentiel que constitue la coalition. Dès lors, cette recherche de notoriété peut ne pas simplement être tournée vers les électeurs, mais bien vers les autres acteurs de la coalition. Faire acte de candidature et être candidat sur une telle liste dépassant largement le cadre des élections locales, c'est s'affirmer comme disposant de suffisamment de ressources politiques pour une élection nationale, et en retour devenir un candidat crédible localement auprès des autres acteurs de la coalition.

³ Lecture du tableau : 57% des deux premières places des sept listes du FG sont occupées par un candidat issu du ou présenté par le PCF.

presque l'intégralité des candidats issus d'un autre parti que le PCF, le PG ou Ensemble. Alors que ces trois partis sont les seuls à accéder aux deux premières places, ils ne représentent « plus » que 80% des candidats dans ce deuxième segment. Enfin, à partir de la neuvième place (troisième segment), soit la plage la plus importante de ces listes, ces trois partis disposent de 97% des places. Par ailleurs, l'émergence d'Ensemble semble renforcer l'asymétrie de la coalition entre pôle dominant (PCF-PG, voire Ensemble) et pôle dominé (GU, RS, PCOF) qui paye la non-intégration à Ensemble et l'accroissement de la conflictualité entre PCF et PG.

Les mêmes logiques sont à l'œuvre à un échelon plus local, comme le montrent les négociations et la composition de la liste du Front lorrain de gauche (tableau n°33). Deux groupes dominent cette liste (communistes dissidents et PG), auxquels peut s'ajouter la FASE (GA 54) qui est implantée en Meurthe-et-Moselle. Cela se combine à une forte représentation de la diversité de la coalition, symboliquement (par l'affirmation de la présence de nombreux partis et par leur présence dans la première moitié des listes) et numériquement (même si pris isolément, chaque « petit » groupe dispose de peu de candidats). Le matériel officiel fait ainsi apparaître pas moins de onze organisations parties prenantes de cette alliance (encadré ci-dessous). Pour ce faire, les acteurs de la coalition ont eu largement recours à des structures gigognes, et donnent une forte visibilité aux groupes locaux (Gauche solidaire du Pays-Haut, Gauche unie du Pays de Bitche), voire de partis ne disposant d'aucun adhérent en Lorraine (Les Alternatifs).

Tableau n°33. Composition de la liste du Front lorrain de gauche par partis

	Candidats (N=81)	%
Communistes dissidents ou apparentés	24	30
PG	25	31
GA 54 / FASE	12	15
GU	5	6
M'Pep	1	} 5
RS	1	
Gauche solidaire du Pays-Haut	1	
Gauche unie du Pays de Bitche	1	
Sans-étiquette	11	13

Liste des organisations dont le soutien apparaît sur le matériel de propagande officiel du Front lorrain de gauche lors des élections régionales de 2010

Le bas de la première page de la circulaire du Front lorrain de gauche (le bulletin de vote reprend la même disposition graphique) est occupé par un bandeau rouge sur lequel se détache un slogan, « *Pour la transformation sociale et écologique* », puis en dessous de ce slogan, une succession de sigles figurant les organisations soutenant ou partie prenante de cette liste. Leur nombre est impressionnant (dix), si bien que chaque sigle est suffisamment petit pour que sa lecture en soit rendue (très) difficile. Conscience d'une difficulté de lecture, place manquante ou absence de sigle (et probablement tout à la fois), toujours est-il que cette profusion s'accompagne d'une légende reprenant l'intitulé de chaque sigle (ce qui permet d'intégrer une onzième organisation). Cela nous permet de poser l'hypothèse que les rédacteurs de ce tract avaient perçu la difficulté de lecture de ces sigles, tant par leur taille que par leur caractère abscons pour des profanes de la politique. Néanmoins, ce type de présentation n'est pas

abandonné (à l'origine, le FG éditait l'ensemble de ces tracts communs en reprenant les logos de chaque organisation avant de ne plus faire figurer que le logo de la coalition), mais complété. Signe de l'importance que les acteurs coalisés accordent à la représentation symbolique de leur diversité (perçue comme ressource de mobilisation, ce qui nous renseigne sur le degré d'incorporation par les acteurs de la gauche radicale de la présentation commune de cet espace comme étant (trop) fragmenté), mais aussi sur la contrainte qu'elle représente. Que cela soit pour satisfaire les acteurs les plus faibles de la coalition, ou parce que cette présentation « va de soi », la représentation de l'unité est une contrainte qui s'impose aux acteurs coalisés à toutes les étapes de la production de leur offre électorale.

Liste des sigles (en reprenant la présentation de gauche à droite effectuée par les acteurs) et organisations citées comme soutenant le Front lorrain de gauche : JC ; CFLG (Communistes du Front lorrain de gauche, ce sigle vise ainsi à homogénéiser et à faire exister en tant que groupe les acteurs hétérogènes de la dissidence communiste) ; GU ; GA 54 ; PG ; FASE ; Les Alternatifs ; RS ; M'Pep ; Gauche solidaire du Pays-Haut ; Gauche unie du Pays de Bitche.

Parmi ces organisations, deux regroupent les communistes qui font temporairement dissidence (JC, CFLG), trois sigles sont représentés du fait de la seule présence de la GA 54 (celui de cette organisation, celui de la FASE et des Alternatifs). Deux organisations sont purement locales : la Gauche solidaire du Pays-Haut (créée par et autour de Serge De Carli) et la Gauche unie du Pays de Bitche (survivance d'un collectif antilibéral). Enfin, RS et le M'Pep ne sont représentés en Lorraine que par un adhérent pour chacune de ces organisations. L'unité est ainsi clairement mise en scène par le nombre, quitte à dédoubler certaines organisations, visant ainsi à compenser la faiblesse vis-à-vis du NPA et de la liste d'union PS-PCF par l'investissement dans la thématique unitaire. Au final, le nombre impressionnant d'organisations soutenant cette liste semble inversement proportionnel à la modestie du résultat obtenu (3% des suffrages exprimés).

Lors des négociations auxquelles nous avons assisté, la composition de la section relative à la Meurthe-et-Moselle a condensé les débats et les enjeux. Alors que les tensions sont fortes (non sur la tête de liste qui a déjà fait l'objet d'un accord), les représentants de la GU font une proposition qu'ils espèrent de nature à dépasser les conflits quant à cette liste (tableau n°34). La comparaison avec la liste définitive est particulièrement éclairante quant aux luttes pour la reconnaissance auxquelles se livrent les acteurs coalisés. Alors que sept organisations étaient représentées dans les neuf premières places avec la proposition des militants de la GU, la répartition finale ne prévoit la présence dans ces neuf places que de quatre organisations, tout en opérant un retour à la hiérarchie observée de manière récurrente dans les dispositifs du FG. Finalement, le M'Pep disposera de la douzième place en Meurthe-et-Moselle, la Gauche solidaire du Pays-Haut, de la vingt-et-unième, et enfin RS obtient la septième place... dans le département voisin.

Tableau n°34. Répartition des neuf premières places de la section Meurthe-et-Moselle de la liste du Front lorrain de gauche

	Proposition GU	Répartition définitive
PCF	1	3
PG	2	3
GA 54 / FASE	2	2
GU	1	1
M'Pep	1	0
Gauche solidaire du Pays-Haut	1	0
RS	1	0

Le retour à cette hiérarchie ne peut s'expliquer par des enjeux matériels, par exemple en termes de places éligibles. Il exprime la dimension concurrentielle de la coalition et la lutte pour la reconnaissance à laquelle chaque groupe se livre pour tenir ou conquérir sa place. En ce sens, les dispositifs adoptés par la coalition ne constituent pas seulement un moyen de maximiser ses suffrages sur le marché électoral, mais également et probablement principalement, un espace de luttes symboliques et des luttes de classement autour des places éligibles, de la place occupée et des règles du jeu, essentiellement tacites, qui structurent la compétition interne à la coalition. Ces interactions concurrentielles, loin d'être une limite au « bon » fonctionnement de la coalition, sont à l'inverse un mode de régulation des relations inter-partisanes et plus encore, contribuent à les faire exister par ces logiques de placement et d'oppositions nécessitant un véritable sens du placement pour les acteurs coalisés (qui construisent et acquièrent dans un même mouvement les règles du jeu coalitionnel). La représentation de la diversité est un principe partagé par les acteurs coalisés, mais son application varie considérablement d'un dispositif à l'autre. Objet de lutte dont la réalisation résulte des dynamiques concurrentielles qui structurent la coalition, le principe de représentation de la diversité est absolu au sens où les acteurs coalisés ne peuvent totalement s'en départir sans abandonner la thématique unitaire, mais relatif au sens où cette contrainte ne produit qu'un effet limité, secondaire par rapport à la prégnance du principe de reconduction des sortants (exprimant les intérêts des acteurs dominants) et ne pouvant que constituer un correctif de l'asymétrie entre les partis coalisés. Si la diversité est une condition permettant d'endosser le rôle de rassembleur, dans l'espace de la coalition, elle est aussi une arme des « petits » partis visant à accroître leurs positions, répondant et à laquelle répond dans une dynamique d'échanges de coups entre des associés-rivaux constitutifs de cette lutte symbolique pour la reconnaissance, la revendication (réussie) de la nécessaire prise en compte du « poids » de chacun. En d'autres termes, l'asymétrie des ressources mobilisables par les différents acteurs de la coalition constitue une faiblesse que les « petits » partis entendent contourner par l'invocation de la nécessaire représentation de la diversité, et une arme des partis dominants pour maintenir cette domination (en la fondant ou en tentant de la fonder sur un critère légitime, celui de l'inégalité des forces en présence).

Section 2. La lutte dans l'union. Les micro-concurrences d'une campagne électorale

Les luttes qui opposent les acteurs de la coalition entre eux ne se limitent pas aux places qu'ils souhaitent occuper dans les dispositifs électoraux de l'alliance. A l'inverse, ces luttes sont permanentes et concernent des enjeux variés qui ont en commun d'être investies par les militants d'une pluralité de sens, permettant l'affirmation d'une certaine conception de la coalition, ou la

différenciation des identités partisans, l'obtention de trophées spécifiques à l'alliance, etc. On retrouve ici une logique similaire à celle observée dans les manifestations par Lilian Mathieu qui évoque un ordre de préséance¹ constitutif d'une forme tacite de reconnaissance des hiérarchies militantes. Cette section est consacrée à ces « petits » enjeux qui émaillent l'activité militante de la coalition, *prennent sens dans* et *donnent sens* à la coalition.

Ces concurrences sur des objets *a priori* secondaires² font l'objet de deux traitements différenciés par les acteurs qui s'y engagent. D'une part, dans l'activité militante, ils perçoivent ces enjeux comme suffisamment importants pour s'y investir pleinement. Les acteurs y développent un véritable sens du jeu et du placement au sens où, en situation, ils vont immédiatement « décoder » les coups joués par les associés-rivaux comme visant à la conquête de positions et/ou trophées leur permettant de tourner à leur avantage un dispositif de la coalition (nécessitant dès lors d'entrer dans la concurrence). D'autre part, *a posteriori*, les militants interrogés sur ces pratiques vont se livrer à une disqualification des acteurs qui s'y livrent, tout en tirant des « coups réussis » la satisfaction d'avoir affirmé leur position dans la coalition ou d'avoir subverti temporairement la hiérarchie des positions internes à l'alliance. Il s'agit ici d'une véritable économie symbolique de la coalition, constituée de positions et de trophées auxquels les acteurs vont donner une valeur qui n'a de sens que rapportée à la configuration spécifique prise par la coalition et aux représentations produites et mobilisées par les acteurs en situation. Ce faisant, ces micro-concurrences, presque imperceptibles³, permettent un déplacement des luttes de la sphère électorale à un espace de positions propres à la coalition et agissent ainsi comme un élément intégrateur (malgré la forte conflictualité que ces concurrences peuvent produire) en ce sens que les concurrences sont désormais limitées (à l'arène coalitionnelle) et déportées (avant les campagnes électorales et/ou à la marge des campagnes). Dès lors, ces micro-concurrences, si elles expriment le maintien des logiques de différenciation partisane, n'en participent pas moins à l'unification électorale de la gauche radicale en intégrant à une coalition les deux tensions structurantes que constituent l'unité (croyance en l'existence d'un espace politique unifiable) et la différenciation (croyance tout aussi forte en la différence des histoires et identités partisans s'exprimant par des différences de pratiques ou d'axes programmatiques).

¹ Mathieu Lilian, *L'espace des mouvements sociaux*, op. cit., p. 51.

² Nous les désignons ici comme secondaires non au sens où ils ne seraient pas importants, mais parce que ces enjeux se construisent à la marge ou dans les activités politiques organisées par la coalition et ne prenant sens que pour les acteurs les plus investis.

³ Nous n'en prendrons qu'un exemple. Un participant au meeting de Besançon arrive peu avant le début de cet événement de campagne dans une salle apprêtée et dans un dispositif institué. En passant devant les deux tables militantes du PCF et du PG, il ne peut se douter que leur position a été l'objet d'une lutte pour l'obtention de la « meilleure » position et que chacun des acteurs peut se satisfaire d'avoir obtenu le meilleur emplacement ou d'avoir obtenu une position équivalente. Pourtant, cet incident est suffisamment important pour que les acteurs l'évoquent spontanément en entretien.

A travers quelques exemples de ces micro-concurrences, il est possible d'appréhender la diversité des trophées et rétributions qui conduisent ces militants porteurs d'une même offre politique à s'y investir fortement. Ainsi, ces luttes peuvent viser à réaffirmer l'identité partisane dans la coalition. La concurrence pour disposer, lors d'un meeting, du plus grand nombre de drapeaux possibles ressortit de cette logique (A), mais participe également de la réaffirmation du rang d'un parti. Etre en capacité d'avoir plus de drapeaux que les autres, c'est faire la démonstration de sa force militante. La présence et l'emplacement de stands (B) des différents partis de la coalition peut également être l'occasion d'une réaffirmation de la force militante de chacun, tout autant qu'elle constitue une concurrence pour le recrutement de nouveaux adhérents comme l'a montré Quentin Wald¹ à propos des sympathisants de la coalition. Ces deux enjeux matériels (présence de nombreux drapeaux, emplacement des stands de chaque parti) sont également des luttes pour le prestige dans la coalition, pour la reconnaissance de la place qu'occupe chaque parti. Cet enjeu symbolique est directement posé quant à la détermination de l'ordre des interventions lors d'un meeting et/ou quant à l'affichage sur les différents documents de propagande du nom des intervenants (C). Obtenir que le nom du principal intervenant de son parti lors d'un meeting soit inscrit sur les tracts, affiches et autres documents visant à faire connaître l'évènement, c'est être parvenu à faire reconnaître aux autres acteurs coalisés l'importance de la position occupée par cet intervenant et son parti. En effet, afficher la présence d'un responsable partisan, c'est faire reconnaître qu'il fait partie des « *orateurs-vedettes* », pour reprendre l'expression de Paula Cossart². En d'autres termes, les acteurs qui participent à la production de ces documents reconnaissent que le nom de l'intervenant est nécessaire en ce qu'il est capable « d'amener du monde ». Par ailleurs, l'inscription ou non du nom de certains intervenants opère une distinction entre les partis dont on cite les orateurs et ceux qui ne sont pas cités. Le meeting organisé en janvier 2012 à Besançon est, sur ce point, exemplaire : trois intervenants dotés d'une notoriété politique et militante importante sont prévus (Jean-Luc Mélenchon, Pierre Laurent et Clémentine Autain). Seuls les deux premiers figurent sur les documents de propagande et certains militants interrogés avaient de réelles difficultés à se rappeler de la première intervenante. Cette situation faite à Clémentine Autain ne peut s'expliquer par son déficit de notoriété, elle est en effet particulièrement connue dans les milieux militants, mais bien plutôt par la position marginale occupée par son parti (la FASE) dans la coalition. Enfin, la production d'un tract (D) peut également être particulièrement conflictuelle. Il ne s'agit plus ici d'apparaître auprès des militants et/ou des adhérents potentiels, mais de l'expression d'une capacité à rompre les

¹ Il pointe avec justesse les luttes inter-partisanes pour séduire les militants non encartés. En revanche, nous ne le suivons pas lorsqu'il limite ces concurrences à cette seule dimension (ou à la dimension idéologique), pas plus que lorsqu'il considère ces concurrences comme un élément « *ralentissant l'unification finale du Front de Gauche* ». Cf. Wald Quentin, *Le Front de Gauche*, op. cit., p. 64.

² Cossart Paula, *Le meeting politique*, op. cit., p. 249-250.

négociations, à faire admettre une situation de fait aux autres acteurs de la coalition. D'une autre manière, s'exprime ici la lutte pour le pouvoir et pour la reconnaissance puisque cette capacité à *sortir du jeu* tout en s'imposant n'est pas également répartie entre les acteurs coalisés.

A. La course aux drapeaux

Objet omniprésent dans les meetings partisans, quel que soit le parti étudié, les drapeaux partisans constituent tout autant que le drapeau tricolore, un symbole visant « à rassembler ce qui est éparé en vue de soutenir non seulement l'identité et l'unité du corps politique mais aussi ses prétentions à représenter l'autorité publique »¹. Cette définition porte sur la symbolique du drapeau national, mais est également parfaitement adaptée à notre objet en ce sens que le drapeau, au même titre que les logos et autres visuels partisans permettent l'identification et constituent des vecteurs de l'identité partisane. Comme le rappelle Jean-Yves Dormagen, « toute communauté partisane doit, pour se définir, instaurer une frontière permettant d'établir la distinction entre intérieur et extérieur, c'est-à-dire entre amis et ennemis. Tout territoire délimité par une frontière suppose l'existence d'emblèmes, au minimum d'un drapeau. Les propriétés du symbole sont une condition nécessaire à l'institution de la frontière. De même que le symbole inclut et transforme en identiques ceux qui portent le même nom, de même il exclut ceux qui ne souhaitent pas ou à qui l'on dénie le droit de se l'attribuer »². De même, lorsqu'il définit sa conception des symboles (comme des « concepts chargés d'affectivité »³) Norbert Elias en donne quelques exemples, parmi lesquels les emblèmes et les drapeaux, soulignant ainsi leur importance dans la production des interactions : « Ces liens émotionnels, passant par l'intermédiaire de formes symboliques, sont aussi importants pour les interdépendances humaines que ceux émanant de la spécialisation croissante »⁴. Brandir un drapeau, et parfois même venir au meeting avec « son » drapeau, permet ainsi de s'affirmer dans son appartenance à un groupe social (et politique) et ainsi, de se distinguer.

Par ailleurs, dans la configuration spécifique d'une coalition partisane, faire usage des drapeaux répond à plusieurs exigences. D'une part, au niveau des appartenances individuelles, le drapeau que l'on brandit dans un meeting permet d'affirmer son identité spécifique et irréductible à la seule identité politique de la coalition. Le drapeau, et l'ensemble des signes d'appartenance à l'une des organisations du FG, constitue une manifestation de la dualité identitaire de la coalition pour ses membres qui se définissent à la fois (et souvent en premier lieu) par leur appartenance à l'une des

¹ Derdaele Elodie, « Le Drapeau tricolore. Un symbole constitutionnel dans tous ses états (du droit) », Communication au congrès de l'association française de droit constitutionnel, 2011.

² Dormagen Jean-Yves, « Au nom du nom », *art. cit.*, p. 81.

³ Elias Norbert, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, *op. cit.*, p. 157.

⁴ *Ibid.*

organisations coalisées et à la fois par leur appartenance à la coalition et leur adhésion au projet qu'elle véhicule. Les drapeaux produits par le PCF lors de la campagne présidentielle de 2012 en constituent une bonne illustration puisqu'ils ne faisaient plus seulement figurer le sigle du PCF, mais sur un même drapeau les sigles du PCF et du FG¹. En ce sens, le drapeau est aussi un vecteur de différenciation partisane. D'autre part, la présence de drapeaux d'une organisation lors d'un événement de la coalition constitue un support de concurrence.

Les meetings électoraux, comme les congrès partisans, constituent (tout au moins dans leurs formes actuelles²) un événement partisan permettant l'affirmation de l'unité de l'organisation qui l'initie, mais ces événements constituent également un espace de concurrence diffuse. L'usage des drapeaux permet de saisir ce qui se joue, non sur scène ou en coulisse, mais dans le public qui devient tout à la fois enjeu et objet actif/passif des concurrences propres à l'ordre coalitionnel. François Delapierre reconnaît ainsi l'existence de ces micro-concurrences :

« Il y a eu des « bagarres » de drapeaux dans les manifestations ou dans les meetings. A la fin, des camarades venaient à quatre heures du matin pour être les premiers!!! [...] Réunir plusieurs organisations nourrit des rivalités qui n'ont pas que des côtés positifs. »³

Les militants échafaudent alors des tactiques permettant d'être les premiers en place afin d'être visibles comme lors de ce meeting organisé dans les Vosges pendant la campagne présidentielle. Nous y arrivons un peu plus tôt que l'heure annoncée pour le début du meeting. Les militants présents, encore peu nombreux, sont essentiellement du PG et ont déjà décoré la salle en placardant des affiches représentant Jean-Luc Mélenchon et le sigle du FG partout où il était possible d'en mettre. Aucune affiche, ni aucune table de ce parti, ni du PCF n'est en place. Peu avant le début du

¹ Cette dualité se retrouve, au fur et à mesure de la pérennisation du FG, dans le matériel de campagne édité par l'ensemble des organisations coalisées qui font souvent apparaître leur propre sigle et celui de la coalition. Significativement, le matériel de propagande commun à l'ensemble des partis de la coalition va largement évoluer. A l'origine, il fait figurer l'ensemble des sigles des organisations coalisées avant de progressivement ne faire figurer qu'un seul sigle, celui de la coalition. La présence du seul sigle du FG permet ainsi une forte présomption quant à la réalisation du tract (souvent décidé et validé par la coordination nationale du FG). A l'inverse, les tracts édités par les partis membres font désormais apparaître les deux sigles (parti et coalition). Cette évolution de l'usage du sigle illustre la progressive pérennisation de la coalition et l'accroissement de la valeur attribuée par les acteurs de la coalition à la marque FG. Ainsi, lors de la réception de tracts et d'affiches reprenant une campagne du PG, les militants furent très surpris par ce qui n'aurait pu être qu'un détail. Sur les affiches, ne figurait qu'un seul sigle, celui de leur parti, en contradiction avec le matériel édité par le PG depuis 2011. Il s'ensuivit un rapide débat entre eux, qui, bien que bref, n'en illustre pas moins le trouble quant à ce que ce changement pouvait signifier dans une séquence d'accroissement des tensions entre le PCF et le PG.

² Sur l'évolution de cette modalité d'action politique, cf. Cossart Paula, *Le meeting politique, op. cit.*

³ Mauger Gérard, « Sociogenèse du « Front de Gauche », entretien avec François Delapierre », *art. cit.*, p. 90. Il a par ailleurs recours à un registre que nous retrouverons par ailleurs conduisant à reconnaître la réalité de ces micro-concurrences et à les disqualifier (tout en y participant activement). Les événements de campagne sont ainsi l'occasion de « faire des coups », qui, lorsqu'ils sont réussis, sont un motif de satisfaction personnelle et collective, mais nécessitent une certaine humilité pour ne pas « froisser » les associés-rivaux, et qui seront fortement disqualifiées comme des rivalités ou du « patriotisme d'organisation » selon les termes de Gérard Mauger lors de cet entretien. En tout état de cause, ces micro-concurrences sont jugées suffisamment importantes pour être jouées, malgré la nécessité de les disqualifier *a posteriori*.

meeting, des militants communistes arrivent avec un nombre conséquent de drapeaux du PCF qu'ils distribuent dans les travées désormais bien remplies en ciblant la première moitié de la salle. La même configuration se retrouve lors du meeting organisé à Besançon le 24 janvier 2012, à ceci près que ce sont les militants du PG qui ont eu recours à ce procédé :

« A propos des drapeaux, c'était beaucoup des drapeaux PCF et PG, ou beaucoup de Front de gauche ?

Euh... Il y avait un peu une lutte par rapport à ça. Donc, nous, on essayait quand même d'imposer beaucoup de drapeaux Parti de gauche, mais le PC a fait la même chose, et puis il y avait aussi des drapeaux Front de gauche » (Mathieu, entretien le 18 mars 2013. Militant du PG à Besançon, il est l'un des principaux organisateurs de ce meeting)

« Les drapeaux ? [Rire] Les drapeaux... chacun a vu pour ses drapeaux. Il n'y avait que les drapeaux... Enfin, nous, on avait amené quelques drapeaux français, qui étaient amenés par le national. Sinon, des drapeaux PG et Front de gauche, on en avait pas mal qui avaient été ramenés du national, et par le PG. » (Emmanuel Girod, entretien le 18 mars 2013. Membre du BN du PG et co-secrétaire départemental dans le Doubs)

Comme dans l'exemple déjà évoqué, les militants qui n'ont pas anticipé cette possibilité contestent son bien-fondé :

« Bon, nous on s'en foutait, de toute façon, vu le nombre de militants PC qui étaient venus avec leur drapeau, cela compensait largement... Mais c'est le genre de truc... C'est énervant » (Thibaut Respingues, entretien le 14 mai 2013. Militant communiste à Besançon, collaborateur auprès des élus communistes bisontins et permanent du PCF du Doubs)

Dans ces exemples, les participants au meeting n'ont pas forcément perçu la concurrence pour la visibilité des deux principaux partis du FG lors de ce meeting. Mais cette concurrence est immédiatement perçue par les militants actifs qui perçoivent et construisent cette concurrence comme illégitime tout en y participant. Thibaut Respingues, comme François Delapierre, va ainsi utiliser deux registres : d'une part, en affirmant la faible légitimité du procédé ; d'autre part en relativisant cette pratique en expliquant qu'elle est compensée par la présence plus importante de militants communistes ayant apporté leurs propres drapeaux. Dès lors, ce n'est pas tant l'affichage qui est dénoncé, mais le procédé utilisé pour être plus visible. Dans le cas du meeting vosgien, les militants du PG ont d'autant plus ressenti cette concurrence qu'aucune table militante n'avait été prévue et qu'aucune affiche du PG n'avait été placardée, conformément aux décisions prises par la coordination départementale du FG. Mais cette coordination n'avait pas évoqué la question des drapeaux. Ce que les militants du PG critiquaient n'était pas tellement l'affichage du PCF... mais leur oubli de ce détail qui ne prend sens que dans l'économie des positions internes à la coalition. De même, comme pour Thibaut Respingues, ils ont rapidement relativisé l'importance du coup joué par le PCF en faisant remarquer la qualité de l'intervention de l'orateur de leur parti...

Le meeting organisé en conclusion de la fête du FG du Doubs fournit une autre illustration. Ce meeting, organisé en plein air en juin 2013, se structurait autour de deux intervenants principaux (Patrice Bessac pour le PCF et Jean-Luc Mélenchon pour le PG). L'espace de la fête, hormis les stands des différents partis de la coalition et d'associations, ne permettait pas ou peu l'affirmation (et la

différenciation) des identités partisans, à l'inverse du meeting, ou plus précisément, des mouvements militants observés dans le public peu avant le début des prises de parole : 1. Peu avant l'heure annoncée des interventions, quelques militants des « petits » partis du FG (Les Alternatifs) ont convergé vers la scène. 2. Ils sont rapidement suivis par des militants du PG, beaucoup plus nombreux, qui investissent également le devant de la scène et contribuent à densifier cet espace dans lequel, parallèlement, les participants à la fête commencent à se regrouper. Après ce deuxième mouvement, les drapeaux du PG deviennent hégémoniques. 3. C'est au tour des militants communistes, avec des drapeaux, de rejoindre les abords de la scène, là encore en nombre. De nombreux militants communistes semblent être venus avec leur propre drapeau sur lesquels ils ont apporté quelques modifications sur la hampe, permettant de rendre plus visible leur drapeau en le plaçant « plus haut ». 4. A ce moment, le devant de la scène est particulièrement dense¹. Ne pouvant plus « faire remonter » des porteurs de drapeau, les militants du PG passent dans les premiers rangs en proposant des drapeaux à des participants déjà en place². Lorsque les interventions commencent, une marée de drapeaux rouges s'agite, en particulier dans les premiers rangs du meeting. Mais la concurrence ne s'arrête pas là, comme en atteste l'attitude d'un militant qui passera toute la durée du meeting à tenir son drapeau tendu à deux bras pour s'assurer de sa pleine visibilité. Au final, les premiers rangs sont particulièrement denses et s'agitent à chaque séquence d'applaudissement des intervenants, singulièrement lorsque ceux-ci célèbrent l'unité de la coalition. Les drapeaux des militants des Alternatifs, pourtant présents parmi les premiers, sont complètement noyés. Ce dernier exemple illustre par ailleurs l'asymétrie des ressources mobilisables par les différents partis coalisés, seuls les deux principaux partis se mesurant effectivement dans cette lutte symbolique.

Le meeting, au même titre qu'une manifestation, est un espace de concurrence limitée comme le rappellent Olivier Fillieule et Danielle Tartakowsky : « *Souligner la multiplicité des acteurs en présence et la complexité des luttes de sens qui se jouent à plusieurs niveaux dans l'interaction même et son interprétation ne doit pas faire oublier que tout cela n'est possible qu'à partir du moment où un accord plus ou moins général se dessine autour d'un sens partagé de la situation* »³. Cette limitation de la concurrence est parfaitement perçue par ses acteurs :

« *On s'est rapidement rendu compte avec Mathieu qu'avec le boulot qu'on avait et l'intérêt mutuel qu'on avait à ce que cela fonctionne, il ne fallait pas qu'on rentre dans ce jeu-là* » (Thibaut Respingues, entretien le 14 mai 2013. PCF)

¹ De nombreuses photographies publiées par Stéphane Burlot peuvent en fournir de parfaites illustrations, tout particulièrement des photographies prises lors des meetings de Toulouse et de Marseille. Cf. Burlot Stéphane, *Résistance. L'album de la campagne du Front de Gauche*, Editions Bruno Leprince, Paris, 2012, p. 150 et p. 155.

² Il faut ici remarquer, comme dans le cas précédent, que les drapeaux sont ensuite récupérés par les militants pour être à nouveau utilisés lors d'autres événements de campagne. Il s'agit donc bien d'une logique de visibilité des partis dans les dispositifs de la coalition, et non de la distribution de matériel promotionnel.

³ Fillieule Olivier et Tartakowsky Danielle, *La manifestation*, Presses de Sciences Po, Paris, 2008, p. 20.

Dans ces événements, les drapeaux sont ainsi l'objet d'usages variés en étant tout à la fois un point de ralliement, un support d'affirmation identitaire à la fois pour soi (prendre son drapeau pour s'affirmer membre d'un groupe) et en direction des autres (pour se différencier ou à l'inverse s'identifier à un groupe), et une ressource symbolique dans l'arène concurrentielle que constitue le meeting. *Faire nombre*, selon l'heureuse expression de Paula Cossart¹, dans le cadre d'un meeting organisé par une coalition partisane, renvoie ainsi à une dualité de sens et d'intérêts en ce sens qu'il s'agit d'un critère permettant de définir et produire le meeting comme une réussite et qu'il renvoie à la concurrence diffuse qui se déroule entre équipes militantes au sein même du public du meetings, de la manifestation, ou de tout autre événement organisé en commun par les organisations coalisées. Avoir de nombreux drapeaux dans la salle d'un meeting permet ainsi de s'affirmer et de se donner à voir comme une force militante. Si la capacité à apparaître, dans le public ou sur scène, constitue en soi une réussite dans la mobilisation militante pour les « petites » organisations du FG, il s'agit au contraire pour les principaux partis de cette coalition de « *tenir leur rôle* », de confirmer ou d'infirmer un certain rapport de force. Ainsi, pour le PCF, il s'agit de confirmer et manifester sa domination militante (qui constitue l'un des arguments les plus fréquemment invoqués pour justifier de la répartition des candidatures au sein de la coalition). Pour le PG, il s'agit de s'affirmer comme une réelle force militante, à la fois par la présence dans les événements de la coalition, mais aussi dans le surinvestissement de ses militants les plus visibles. Ainsi, ce militant du PG, interrogé sur le fait qu'ils sont finalement peu nombreux pour commencer l'organisation du meeting de Besançon :

« Oui. Mais on abat un boulot fou ! Moi, par exemple, j'y passe... Je fais déjà 35 heures et plus puisque je suis dans l'animation, du coup, j'y passe presque 40-50 heures par semaine. Et à côté de ça, je fais toute l'activité militante et j'y passe bien plus de temps ! J'y passe quasiment toutes mes nuits à faire les affiches, etc. Et donc, tous, on a une énergie folle et donc on assomme complètement les autres militants sur Besançon. UMP, PS, ils sont complètement assommés par nos collages, nos événements, etc. » (Benoît Maillard Salin, entretien le 18 mars 2013. Militant du PG à Besançon, il est l'un des organisateurs du meeting)

L'activisme des militants du PG y est particulièrement remarqué comme en atteste la proximité des discours tenus par deux militants, respectivement du PG et du PCF :

« je pense que... heureusement, entre parenthèses, que les jeunes du PG étaient là pour donner un petit peu leur dynamisme, parce qu'autrement, cela aurait été un peu compliqué... »

Genre coups de pied dans la fourmière ?

Oui, un petit peu... Mais gentil ! Le but n'était pas de dire : vous n'avez rien compris, nous, on a tout compris. C'est juste : allez, on y va ! » (Mathieu, entretien le 18 mars 2013. PG)

« Et d'où cela vient cet enthousiasme ? »

Je pense qu'ils ont une émulation particulière, les jeunes du PG. Qui est à double tranchant d'ailleurs parce que, au fur et à mesure de la campagne, ils sont montés en pression, ils avaient un engagement qui était assez exceptionnel à tel point qu'au moment des résultats, il y en a beaucoup qui ont été déçus. [...] Ils étaient persuadés qu'on allait atteindre les 20%. [...] Donc ils

¹ Paula Cossart montre ainsi que « *Dans l'entre-deux-guerres, pour la SFIO comme le PCF, un meeting réussi est d'abord celui tenu dans une salle comble* ». Cf. Cossart Paula, *Le meeting politique*, op. cit., p. 240.

nous ont poussés aussi, il ne faut pas le nier. » (Thibaut Respingues, entretien le 14 mai 2013. PCF)

Tout en évoquant l'activisme des militants du PG lors de cette campagne, il affirme rapidement la capacité du PCF à compenser par le nombre de militants engagés. Dans un espace social marqué par la figure du militant actif, la capacité à « placer » un grand nombre de militants avec des drapeaux lors d'un évènement de la coalition constitue ainsi un enjeu des luttes symboliques permettant autant de compter que de se compter, c'est faire la démonstration des ressources que tel parti est en capacité de mobiliser au service de la coalition, tout en réaffirmant la position de ce parti dans la coalition (et donc, de légitimer ses revendications). La concurrence diffuse autour des drapeaux constitue ainsi une illustration d'une lutte de classement autour d'un critère partagé, l'activisme militant. C'est également une manifestation de la dualité de la coalition puisque le public d'un évènement militant va faire l'objet d'un double travail politique d'homogénéisation d'un peuple militant et de différenciation des identités, des équipes et des intérêts. En cela, un évènement de campagne permet l'affirmation de la double tension à l'unification et à la différenciation qui coexiste au sein d'une coalition. La dimension non exclusive (ou faiblement exclusive) du trophée visé (afficher une forte présence de tel ou tel parti) rend cette compétition faiblement conflictuelle. Plus encore, comme dans le cas décrit de la fête du FG du Doubs, cette lutte symbolique participe d'une dynamique militante, qui, tout en étant concurrentielle et souvent délégitimée *a posteriori* par les acteurs même qui y participent, n'en est pas moins convergente autour d'un double intérêt commun : réussir l'évènement et réussir la campagne dans laquelle il s'insère.

Si ces luttes ont été observées dans l'organisation locale de différents meetings et mettaient en concurrence des équipes partisans locales, elles n'en constituent pas moins un enjeu permanent, central et multiniveau dans l'économie symbolique de la coalition comme en atteste le bilan de la campagne présidentielle de 2012 effectué au sein de la direction nationale du PCF :

« Dans cette campagne, une des difficultés majeures, c'était bien la visibilité des communistes. La nature même de l'élection présidentielle était un obstacle important. Sans doute bien des choses étaient améliorables, mais des meetings avec les interventions de Pierre Laurent ou un autre dirigeant du Parti, **aux forêts de drapeaux** en passant par le matériel PCF-FdG que nous avons édité, la visibilité du Parti a été effective. »¹

La question des drapeaux constitue ainsi une manifestation, parmi d'autres, d'une concurrence pour la visibilité partisane au sein de la coalition.

Des développements qui précèdent ressort une profonde dualité dans la mesure où le public des meetings est à la fois dans une position relativement passive, un construit social faisant l'objet d'un travail politique d'homogénéisation et d'un support de différenciation, et un véritable acteur, tant du meeting (qui ne se déroule pas uniquement sur scène, mais aussi dans les interactions en coulisse et

¹ *Communistes*, n°487, 5 septembre 2012, « Communication, question de visibilité ».

dans le public) que des concurrences inter-partisanes. En brandissant un drapeau (que les participants soient ou non membres de l'une des organisations), on affirme son identité ou sa proximité, son adhérence¹ à la coalition et sa préférence pour l'une des organisations coalisées. Ainsi, si les « *forêts de drapeaux* » pour reprendre l'expression utilisée dans *Communistes*, relèvent d'une logique organisationnelle et concurrentielle (être visible, etc.) visant à la mise en scène du public, elles expriment également la spécificité des investissements individuels du symbole que le drapeau véhicule, et des interactions propres à l'espace de l'évènement considéré.

B. S'approprier l'espace physique de la coalition

La concurrence dans l'espace restreint des évènements de la coalition ne se limite pas au nombre de drapeaux qu'un parti parvient à afficher. L'ensemble des tâches induites par l'organisation d'un évènement peut *potentiellement* constituer un support de concurrence. La configuration spatiale des évènements de la coalition fait ainsi l'objet de négociations et investissements différenciés par les différents acteurs de la coalition.

La décoration d'une salle ou de tout espace devant accueillir un évènement de la coalition est l'objet de négociations préalables ou de rapports de force lors de la mise en place du dispositif. Ainsi de ces réunions lors desquelles les militants d'un des partis du FG arrivent avant les autres et placent au mur les affiches de la coalition et de leur parti et installent à l'entrée du lieu une table militante. Lorsqu'arrivent les militants d'un autre parti disposant de matériel de propagande, nous n'avons pas observé de conflits entre les équipes militantes, mais la recherche d'une possibilité alternative de rendre visible le nouvel arrivant : en plaçant des affiches du parti là où c'est (encore) possible, en déplaçant des tables pour s'installer le plus proche possible du point considéré comme le « meilleur emplacement », etc. Un autre scénario est observable dans les réunions et meetings les plus importants, notamment depuis la campagne présidentielle de 2012. Ce scénario conduit à affirmer la marque de la coalition dans l'aménagement et la décoration de la salle et à reléguer aux tables militantes les expressions partisanes. Le lieu va ainsi constituer un support d'affirmation de la tension unitaire, tandis que la tension à la différenciation des offres militantes s'exprimera à la marge : tables militantes, distribution de tracts et de drapeaux, intervenants, etc. Plus diffuse et faiblement

¹ Il faut également mentionner que le drapeau fait l'objet d'une appréhension et d'un usage fortement différencié. Un participant venant assister à un meeting avec son propre drapeau, qu'il a éventuellement « amélioré », n'exprime pas le même rapport au parti/à la coalition que le participant agitant avec vigueur le drapeau qu'on lui a remis à l'entrée du meeting, ou qu'un participant, qui, bien que doté d'un drapeau, le conserve statique sur son épaule, ou plus encore, ne sachant quoi en faire, tient son drapeau « l'arme au pied ». Dès lors, les drapeaux vont prendre une signification variable en fonction de la configuration (plus ou moins concurrentielle) et des usages individuels qui peuvent en être fait.

perceptible, la concurrence symbolique entre les partis est toujours présente. Mais ce type de dispositif accroît le coût d'expression de la différence et à limiter les concurrences trop visibles.

Plus encore que dans l'exemple des drapeaux, le choix du dispositif, lorsqu'il vise à mettre en scène l'unité de la coalition, conduit à un phénomène de concurrence limitée et implicite. Limitée en ce sens qu'elle ne peut s'exprimer que dans les limites de la célébration de l'unité et en étant circonscrite aux marges de l'évènement. Implicite, car cette concurrence ne s'exprime pas directement et n'est pas forcément sensible pour les participants à ces évènements, mais prend sens dans l'économie des positions internes à la coalition.

La position de la scène d'un meeting est *a priori* une question technique. Dans l'exemple du meeting de Besançon, cette question va pourtant être retraduite pour devenir un enjeu politique et faire l'objet d'une concurrence interne à la coalition. En effet, les différents acteurs de l'organisation du meeting vont faire de l'emplacement de la tribune et de la présence ou non de chaises dans la fosse, un indicateur des différences culturelles et d'ambitions entre le PCF et le PG. Le meeting organisé à Besançon lors de la campagne présidentielle de 2012 se déroule dans la même salle qu'un précédent meeting du FG lors des élections européennes de 2009. Ce premier meeting, selon les militants interrogés, aurait rassemblé entre huit-cents et neuf-cents participants et avait été organisé en plaçant la scène de façon à n'utiliser que la moitié des gradins et ainsi rassembler l'ensemble des participants sur un espace plus restreint. L'organisation du meeting de 2012 débute alors que les sondages ne sont encore guère favorables à Jean-Luc Mélenchon et que les meetings dans lesquels il intervient n'ont pas encore l'importance qu'ils vont acquérir à partir de mi-janvier 2012. Dès lors, le dispositif choisi par les organisateurs du meeting dépend de l'anticipation relative au nombre de participants. Le choix du dispositif est le produit de questions diverses : combien de participants les organisateurs peuvent-ils attendre ? Comment s'assurer de la réussite du meeting ? Où se situe la prise de risque acceptable ? Etc. Ces anticipations ne sont pas forcément liées à une entreprise partisane, mais vont le devenir dans les représentations militantes. Ainsi, les militants du PG se fondent sur l'anticipation d'une dynamique militante et cherchent à faire adopter un dispositif ambitieux (l'ensemble des gradins et la densification de la fosse devant la scène) :

« Les autres difficultés provenaient aussi de là... des visions du meeting qu'on avait. Et là, je pense qu'il y avait divergence entre le PG et puis le PC.

A quel niveau ?

La divergence était essentiellement sur le caractère du meeting. Le PCF, dans son esprit, c'était un meeting classique, on va dire, avec peu d'ambitions, si je puis dire... On vise 2 000 personnes et dans l'organisation même de la salle, ils étaient plutôt partis pour faire, disons, une moitié de salle. Alors que nous, on était sur un meeting complet, en utilisant l'ensemble du Palais des Sports.

Mais pourquoi faire ce pari de remplir le Palais des Sports au moment où est prise la décision ! C'est extrêmement ambitieux !

Là-dessus... On est suivi... parce que, comme on a déjà une expérience, on l'avait déjà pris le Palais des Sports, donc de ce point de vue-là, il n'y avait pas photo... En plus, c'était au cœur de la ville, il

n'y avait pas de problème. Après, effectivement, là où cela coïncitait, c'est l'organisation, c'est-à-dire qu'on parlait, en tout cas le PC, dans une petite configuration, très classique. Alors, au début, nous on prend le Palais des Sports, mais on était parti pour tout faire pour dépasser les objectifs. Vraiment se défoncer ! En sachant aussi qu'on avait très peu de temps. Ce qui explique aussi que certains étaient très réservés au PCF. Mais nous, on était plutôt sur l'idée que si on faisait une bonne campagne, [...] c'était tout à fait possible de faire 2 000 voire un peu au-delà. » (Emmanuel Girod, entretien le 18 mars 2013. PG)

La négociation du dispositif ne s'arrête pas à la configuration de la salle, mais aussi à l'emplacement de la scène et à l'utilisation de la fosse devant la scène. Alors même que le dispositif avait été négocié en amont, l'usage de l'espace va conduire à de nouvelles négociations/concurrence le jour du meeting lors de la mise en place du dispositif :

« Déjà, il y a eu plus ou moins une négociation, dès le départ... comme je l'ai dit, il [le PCF] voulait déjà partir sur une moitié de salle. On leur a dit : non, c'est toute la salle. Et puis après, il y a eu la discussion sur la tribune : est-ce qu'on la met à tel niveau ou à tel autre. Et je m'étais aperçu que... finalement, la tribune avait avancée ! Parce qu'en fait, l'élu communiste qui était en lien avec la ville et les services de la ville voulait faire installer la tribune plus en avant de façon à ce qu'on ait, devant, moins de place. [...]

Donc, il y a déjà eu cette négociation-là. Bon, la tribune s'est bien trouvée au fond. Et puis après, il y a eu des difficultés sur un autre point. C'était sur le parterre, de savoir si les gens étaient assis ou debout. Là-aussi, il y a eu des prises de tête [Rire] on va dire, entre nous et le PC. Eux, ils voulaient mettre des chaises.

Pour mettre moins de monde et remplir davantage ?

Voilà. Et puis, c'était le meeting classique quoi ! Nous, on était passé sur un meeting, en gros, plus innovant. Avec des gens debout. Sachant que tout rempli, les sièges, on pouvait remplir au total, au moins 4 000 personnes assises, même 4 500. Et on voulait aller plus loin en faisant que des personnes soient debout, devant la scène. Cela permettait d'avoir encore plus de monde ! Et... Ça, c'était inimaginable dans les réunions Front de gauche, ce n'était pas pensable... on parlait sur le truc classique avec des sièges. On a refusé. Et à ce moment, les arguments, c'était les problèmes de sécurité. [...] On répondait que non, cela s'est déjà fait dans d'autres Palais des sports et il n'y avait pas de problème, donc on a acté ça. On a fait retirer les sièges, etc. » (Emmanuel Girod, entretien le 18 mars 2013. PG)

Au-delà de la permanence des négociations, y compris dans l'action militante la plus technique, ce qui est remarquable dans cet extrait d'entretien est la permanence d'une grille de lecture conduisant à traduire en différences partisans (voire en termes de cultures partisans) les différences techniques traduisant des anticipations différentes de la réussite du meeting. Cette grille de lecture n'est pas spécifique à Emmanuel Girod. Bien au contraire, elle est partagée par d'autres militants, issus du PG comme du PCF, qui font un récit remarquablement proche de ces concurrences :

« En plus, on avait la pression parce que le PC... je suis désolé de le dire au dictaphone, mais le PC a joué petit bras là-dessus. Tout le long, il nous disait : mais on ne va jamais réussir à le remplir. Je me rappelle même... Le jour même, ils voulaient qu'on avance la scène qui était prévue bien au fond... Ils voulaient qu'on l'avance de deux ou trois mètres pour essayer de clôturer une partie derrière pour concentrer les gens. Ils disaient : « mais jamais on n'aura plus de 2 000 personnes ». On se basait sur un meeting aux européennes où Mélenchon était venu où il y avait peut-être eu 800 ou 900 personnes. Alors, ils disaient [les communistes] : « si on double ça, ce sera déjà merveilleux ». Et en fait, heureusement qu'on n'a pas cédé par rapport à ça. » (Mathieu, entretien le 18 mars 2013. PG)

Thibaut Respingues (PCF) livre le même récit de cette négociation en évoquant la pression exercée par le PG pour adopter le dispositif le plus ambitieux :

« et puis, nous, notre expérience nous a un peu plombé, parce qu'on pensait qu'on n'était pas en capacité de remplir autant. Clairement. Eux, étaient beaucoup plus enthousiastes. Ils étaient persuadés qu'on allait doubler largement nos prévisions et ils avaient raison puisqu'on a même plus que doublé. » (Entretien le 14 mai 2013)

Si Thibaut reconnaît volontiers la justesse des anticipations des militants du PG (ce qui atteste du caractère circonstanciel et limité dans le temps de ces micro-concurrences), il ne fait guère de doute qu'une salle insuffisamment pleine, en empêchant la production d'une représentation militante et médiatique d'un meeting réussi, aurait conduit à une mise en cause des anticipations trop optimistes des militants du PG. En d'autres termes, le PG aurait assumé l'échec du meeting au sein de la coalition. La nécessité de produire des explications acceptables des faibles anticipations faites par les militants communistes conduit à l'inverse Thibaut a évoqué l'« *expérience* » passée des militants communistes et le refus d'une prise de risque trop importante qui aurait empêché la production symbolique du meeting comme une réussite de campagne (en exhibant une salle remplie) :

« On n'avait pas de marge de manœuvre à partir du moment où le choix était fait. [...] Si on ne remplissait pas, d'un point de vue de l'image, cela aurait été un échec... si les gens avaient été dispersés dans les gradins, et pas au milieu. » (Thibaut Respingues, entretien le 14 mai 2013. PCF)

Ces différents acteurs de l'organisation du meeting s'opposent quant au dispositif devant être adopté en fonction d'anticipations plus ou moins ambitieuses, mais ils s'accordent sur le nombre comme critère de réussite du meeting. Mais il ne s'agit pas seulement d'attirer de nombreux participants pour *faire nombre* et réussir un meeting, il est nécessaire de pouvoir mettre en scène le nombre par la production symbolique et iconographique d'une foule militante, dense et dynamique. Ils s'accordent également sur la traduction en termes politiques d'une question *a priori* technique conduisant à « lire » le conflit sous l'angle des différences partisans, ce que résume très bien Mathieu (d'un côté, des militants PG « ambitieux » et « enthousiastes » prenant un maximum de risques ; de l'autre, des militants communistes plus « expérimentés » et « prudents »):

« Cela se ressent dans le meeting. Cela se ressent dans la position de la scène dans la salle. Nous, on la met deux mètres derrière, eux, ils la mettent deux mètres devant. Voilà. » (Mathieu, entretien le 18 mars 2013. PG)

Si cette concurrence est faiblement conflictuelle et s'achève par la réussite du meeting, la concurrence pour l'obtention de ce qui est perçu comme étant le meilleur emplacement pour une table militante sera nettement plus tendue. Le meeting de Besançon était adossé à plusieurs déplacements de Jean-Luc Mélenchon et Pierre Laurent dans différentes usines du département. Les équipes militantes du PCF et du PG ont fait des choix différents qui expriment des représentations différentes des modalités de faire campagne (et de leur importance). Ainsi, les militants communistes ont fait le choix de surinvestir les visites d'usines et les rencontres syndicales, notamment avec des responsables CGT, tandis que les militants du PG se sont principalement investis dans l'organisation du meeting. Ces choix renvoient à la structure des ressources de chaque organisation, le PCF pouvant

ainsi faire valoir ses liens avec la CGT et le « monde du travail », tandis que les militants du PG s'investissaient dans la mise en scène des talents de tribun de leur coprésident. Dès lors, dans l'organisation du meeting, les militants du PG sont plus nombreux, occupent l'espace dès le matin du meeting et bénéficient de l'appui de leur direction nationale (Gabriel Amard étant présent sur place en tant qu'organisateur des meetings de Jean-Luc Mélenchon). Le dispositif adopté prévoyait des tables militantes (stands permettant aux organisations présentes de se faire connaître, de distribuer du matériel de propagande, de vendre du petit matériel ou des livres, etc.) pour les partis du FG et pour diverses associations. Dans l'économie spatiale du meeting, comme pour un marché ou une brocante, tous les emplacements n'ont pas le même intérêt et la même valeur :

« On savait ce qu'on allait faire. Il nous restait pleins d'affiches, donc on allait mettre des affiches partout, des drapeaux partout, etc.

Et avec les autres organisations, comme le PCF et Les Alternatifs...

Cela a été un peu compliqué pour le positionnement des tables ! [Rire]

Pourquoi ?

Parce que... Forcément, les gens allaient entrer par un endroit et puis chacun voulait être en première ligne, quoi. » (Benoît Maillard Salin, entretien le 18 mars 2013, PG)

« Alors, cela a été un peu, une friction, la position des tables du PG par rapport à celles du PCF... Comment on négocie ça... Parce qu'il y a des positions qui sont meilleures que d'autres, par rapport à l'entrée du meeting... » (Mathieu, entretien le 18 mars 2013, PG)

D'une part, par l'anticipation d'une meilleure visibilité qui permet, si nous continuons l'analogie marchande, de mieux *vendre le produit* partisan et ses *objets dérivés* de *marketing* politique. D'autre part, les emplacements détenus par chacun, dans une logique de concurrence et de différenciation interne à la coalition, peuvent être perçus comme le reflet des positions effectivement occupées par chaque parti. Prendre ce qui constitue le meilleur emplacement dans les représentations militantes, c'est ainsi affirmer sa prétention à occuper la première place dans la coalition. Dès lors, dans les tensions inhérentes à l'organisation d'un tel dispositif, revendiquer la meilleure position dans la répartition des tables militantes attribuées à chaque organisation peut devenir un enjeu permettant de réaffirmer sa position dominante, ou au contraire, contester la domination d'un allié/concurrent.

Les conflits autour de la disposition des tables militantes constituent ainsi une lutte symbolique pour la reconnaissance des positions occupées par chaque organisation dans la coalition. A ce titre, le meeting de Besançon fournit une illustration exemplaire :

« Nous, on a positionné nos tables au départ... et puis, on s'est mis au premier endroit. Voilà. Et puis, bon, après, c'est vrai qu'en Front de gauche, on avait dit qu'on mettait une affiche derrière, etc. Ouais. Enfin, cela n'empêchait pas qu'il y ait des tables PG ou PCF. Voilà. Et il se trouve que notre table était la première. Bon, ben voilà ! C'est tout !

Le PC voulait également cette position ?

En fait, il voulait la première table. Voilà. Il se trouve qu'on était sur la première table, on l'a prise, on a mis des affiches PG, etc. Il a commencé à dire que ce n'était pas normal, etc. qu'il en référerait, etc. Voilà, il peut en référer... » (Emmanuel Girod, entretien le 18 mars 2013, PG)

Deux éléments sont intéressants. D'une part, la perception de la revendication du meilleur emplacement comme résultant d'un *coup de force* des militants du PG (qui manifestent ici leur

intérêt pour la première place). D'autre part, la résistance d'un militant communiste qui s'oppose à cet état de fait. Cette contestation se fait, dans le récit d'Emmanuel Girod, en mobilisant le registre de la normalité/anormalité. Que ce registre ait été ou non mobilisé par le militant en question, il informe sur la représentation qu'a Emmanuel Girod de ce *coup de force* qui est aussi un *coup réussi* visant à subvertir l'économie des positions internes à la coalition.

Face à ce *coup de force*, le responsable du PCF en charge de l'organisation invoque le non-respect des règles établies au préalable :

« Il y en a eu [des débats] sur le positionnement... alors cela donne aussi l'état d'esprit de certains des tables des différents partis. [...] On avait donné consigne qu'il n'y en ait pas un qui soit mis en avant par rapport à l'autre, pour pas qu'il y ait d'histoire, etc. et quand on est arrivé, il y en avait déjà deux du PG qui étaient arrivés, qui s'étaient installés à l'endroit le plus visible, etc. » (Thibaut Respingues, entretien le 14 mai 2013. PCF)

L'installation de la table militante du PG au « meilleur endroit » est considérée par les acteurs comme suffisamment intéressant pour prendre le risque d'un conflit entre organisations. Cet exemple montre également l'intérêt des acteurs pour maximiser leur visibilité au sein de la coalition. La solution trouvée pratiquement dans l'organisation de ces tables militantes traduit cette concurrence et la recherche d'un retour à l'équilibre interne à la coalition :

« Il y avait Gabriel qui est très... Bon, voilà, il a dit : ce sera là, et pas ailleurs, donc finalement, à nous tous, je crois qu'on a gagné. Mais... On a gagné, mais, il n'y a pas vraiment de gagnant et de perdant puisqu'ils étaient [les communistes] juste en face, donc il n'y a pas vraiment de problèmes... » (Mathieu, entretien le 18 mars 2013. PG)

« On a réglé le truc avec Mathieu... »

Comment ?

Ben, on a trouvé un terrain d'entente pour que les deux soient le plus visibles possibles. » (Thibaut Respingues, entretien le 14 mai 2013. PCF)

Cette question des tables militantes ne peut se comprendre comme objet de concurrence qu'en concevant les événements de la coalition (ici, un meeting), et plus largement, la coalition, comme un espace de concurrence. Le conflit, dans cet espace de concurrence, traduit ainsi la définition interactionnelle d'un problème et d'une confrontation des intérêts divergents. Ce problème ne sera alors résolu que par l'instauration d'un équilibre spatial mettant à égalité les deux principaux partis de la coalition. Équilibre spatial, mais aussi symbolique puisque chacun peut se prévaloir de la solution la moins coûteuse : en s'imposant au meilleur endroit, les militants du PG ont fait valoir leur volonté de renouveler les équilibres internes à la coalition et ont, de ce fait, emporté une victoire symbolique (le refus des militants communistes n'entraînant aucun changement). Mais la position dominante du PCF n'apparaît pas non plus remise en cause puisqu'il est parvenu à faire émerger comme solution, la nécessaire égalité entre les deux partis. Par ailleurs, les militants des deux partis vont considérer l'enjeu que constitue un meilleur emplacement comme étant suffisamment important pour entrer en conflit, tout en dévalorisant ce conflit *a posteriori* :

« Ce qui est complètement ridicule d'ailleurs, puisque les gens allaient déjà rentrer... c'était surtout pour le meeting qu'ils venaient, c'est à la sortie plutôt qu'ils viennent pour prendre des informations, etc. [...] »

On trouvait vraiment que... [Rire] il y avait vraiment des choses plus importantes que ça, mais cela s'est réglé. » (Thibaut Respingues, entretien le 14 mai 2013. PCF)

La lutte sur un objet dont l'importance est ensuite relativisée par les acteurs de cette lutte constitue une expression des concurrences internes à la coalition et les multiples formes qu'elle peut prendre, tout comme elle illustre la nécessité de faire coïncider les intérêts que la coalition agrège et exprime. La concurrence pour la visibilité au sein de la coalition n'a alors pas la même intensité en fonction du caractère exclusif (emplacement) ou non-exclusif (drapeaux) des intérêts exprimés. En effet, dans le cas des drapeaux, la concurrence pour la visibilité produit une dynamique militante caractérisée par une agrégation et une densification permettant de renforcer le bien politique ainsi produit (en participant à la mise en scène d'un meeting réussi, c'est-à-dire faisant nombre). Dans le cas des emplacements, le bien convoité est exclusif en ce que sa détention par un parti en prive les autres partis de la coalition¹. S'imposer au meilleur emplacement a ainsi un double effet : renforcer sa visibilité (supposée) dans l'espace du meeting et affaiblir la visibilité des associés-rivaux.

Enfin, ces deux exemples (drapeaux et emplacements) permettent la mise en exergue d'éléments auxquels les militants donnent plus de valeur qu'à d'autres (meilleur emplacement, gestion des recettes financières, présence effective de l'organisation, détermination des temps de parole, rang dans la prise de parole, etc.) et qui ne font sens que pour des acteurs partie prenante d'un espace d'interactions et de concurrences propre à la coalition. La coalition est également un espace d'interdépendances dans le sens où la poursuite des intérêts spécifiques de chaque organisation (notamment une meilleure visibilité) dépend de la poursuite d'un intérêt commun (assurer la réussite d'une campagne, d'un meeting, etc.). *A contrario*, cet intérêt commun dont dépend la réalisation des intérêts spécifiques borne doublement la concurrence à la coalition. D'une part, en produisant un effet de concurrence limitée à ce qui ne contrevient pas à la réussite de la coalition. D'autre part, en déportant la concurrence de la sphère électorale (situation hors coalition) à des objets pour lesquels la lutte ne fait sens que pour les acteurs les plus investis dans la coalition.

Se rencontrer, mais où ?

Les lieux choisis pour les réunions inter-partisanes (que cela soit ou non dans le cadre de la coalition) répondent à cette même logique. Entre le 28 septembre et le 10 novembre 2009, les principaux partis de la gauche radicale ont tenu six réunions de « coordination de l'autre gauche ». Nous avons pu retrouver le lieu pour cinq de ces réunions : le 28 septembre, les représentants des différents partis se sont réunis à l'AGECA², le 7 octobre au siège du PG³, le 16 octobre au siège des Alternatifs¹, le 28

¹ L'emplacement d'une table militante dans l'espace d'un meeting n'est qu'un des multiples exemples de ces biens politiques exclusifs dans lesquels nous pouvons classer les investitures, les financements publics, le rang dans les prises de parole publiques, etc.

² Coquerel Eric, *Au cœur du front de gauche*, op. cit., p. 155. Il s'agit des locaux d'une association mettant à disposition des salles de réunion dans le onzième arrondissement.

³ AFP, 8 octobre 2009, « Alliance pour les régionales : nouvelle réunion PCF-PG-NPA le 16 octobre ».

octobre au siège du PCF² et enfin, le 10 novembre, à nouveau au siège du PG³. La cinquième réunion devait se tenir le 2 novembre. Nous n'avons retrouvé aucun compte-rendu ou communiqué de presse sur cette réunion, qui semble pourtant bien avoir eu lieu⁴.

L'importance accordée à la possibilité d'avoir un local est clairement évoquée par les militants qui parviennent à s'en doter. Preuve de l'existence du parti, de sa capacité à apparaître, le local partisan est ainsi bien plus qu'une salle de réunion, c'est une affirmation du parti à l'existence politique, à sortir de la marginalité. Lors d'une discussion se déroulant juste après la réalisation d'un entretien au local du PCF du Doubs (situé dans un quartier populaire, « celui des LIP »), Thibaut Respingues évoque une réunion se déroulant au local du PG. Nous nous y rendons et y retrouvons plusieurs militants connus. Situé rue Battant, dans un quartier populaire animé et très proche du centre-ville, le local du PG n'a pas l'importance de celui du PCF (qui dispose de plusieurs bureaux, d'une salle de réunion, etc.). L'intérieur est presque intégralement occupé par des chaises et des tables, les participants à la réunion sont une quinzaine à une vingtaine et se serrent déjà en prévision des futurs arrivants. La vitrine ne fait pas seulement apparaître des affiches nationales, mais aussi l'annonce de plusieurs réunions-débats organisées par les militants du PG. Symbole de l'existence autonome du parti, de la capacité des militants (qui financent intégralement ce local par souscription s'ajoutant à leur cotisation) à agir, le local constitue un motif de fierté militante et une ressource symbolique dans les relations inter-partisanes. Ainsi, évoquant ce local, un militant du PG explique : « *c'est quand même mieux d'avoir notre local. Du coup, on peut tourner et ne pas toujours être à la fédé du PC* ».

De même, les négociations en vue des élections régionales de 2010 en Lorraine ne se sont pas déroulées dans les locaux des différents partis. Après la rupture du PCF (choisissant l'alliance au premier tour avec le PS), les réunions ne peuvent plus se dérouler dans un local partisan puisqu'aucune des formations en négociation n'en disposent, hormis le NPA (mais les militants d'autres partis cherchaient à ne pas laisser les réunions se dérouler toujours à la fédération communiste). Mais après la victoire en Lorraine des militants refusant le principe d'une alliance entre le NPA et les organisations du FG, la participation du NPA aux négociations n'est pas permanente (et cessera rapidement). Par ailleurs, le local du NPA, exigu et fort encombré, ne se prêtait guère à des réunions unitaires dans lesquels les délégations étaient nombreuses. Dès lors, les réunions se sont tenues dans des lieux « neutres » : dans la salle de réunion de l'UD CGT, à la mairie de Pompey, à la mairie de Frouard, ou encore dans des cafés. La variation des lieux répond autant à une logique de nomadisme imposé par l'absence de locaux partisans que de maintien en terrain neutre.

Tel café ou brasserie peut devenir un lieu symbolique ou habituel, comme le montre l'exemple du comité Ramulaud de 2003 qui prit le nom du restaurant dans lequel les réunions de ce comité se tenaient. Ou encore, Yann Cochin (30 mai 2012, Paris), m'expliquant au début de notre second entretien avoir choisi comme lieu la brasserie *Au père tranquille*, près des Halles, pour me montrer un lieu dans lequel s'étaient tenues de nombreuses réunions de la gauche radicale⁵.

S'intéresser à cette dimension de la négociation, *a priori* secondaire, permet néanmoins la mise en exergue d'un véritable principe de rotation (lorsqu'il est possible) et/ou le recours à des lieux « neutres » pour les réunions, qui s'expliquent par une recherche d'égalité entre les participants. Ne pas aller toujours au local de l'une des formations, surtout si elle dispose de davantage de ressources, que le

¹ *Tout est à nous !*, n°27, 22 octobre 2009, Ingrid Hayes, « Le PCF face à ces contradictions » ; *InfoHebdo*, n°388, 22 octobre 2009, « Elections régionales. Rencontres à gauche ».

² *Tout est à nous !*, n°29, 5 novembre 2009, Sandra Demarcq, « Un pas en avant encore insuffisant ! ».

³ *Vie de gauche*, n°34, 13 novembre 2009, « L'unité décisive ».

⁴ Eric Coquerel évoque bien six réunions, voire sept en ajoutant celle du 23 septembre qui a rassemblé des représentants des trois partis du FG, mais nous n'en connaissons pas le contenu, ni les participants. Cf. Coquerel Eric, *Au cœur du front de gauche*, op. cit., p. 154-155.

⁵ Lors de la réalisation des entretiens, je proposais systématiquement à la personne interrogée de choisir le lieu de l'entretien, ce qui permettait de mettre en confiance la personne (qui pouvait ainsi choisir un lieu familial) et permettait également de fournir quelques indications sur la manière dont ces militants percevaient leur militantisme. Ainsi, donner rendez-vous chez soi pour pouvoir s'occuper en même temps de sa fille n'a pas la même signification qu'un rendez-vous *Place du colonel Fabien* ou dans le bureau occupé par l'interviewé dans une institution au titre de son mandat électif.

local partisan, par sa taille, son ancienneté, son lieu manifeste plus que tout discours¹, constitue un enjeu des négociations. En d'autres termes, le lieu de la réunion peut exprimer l'asymétrie des ressources. Le lieu de la négociation constitue ainsi, dans les représentations militantes, tout à la fois une ressource potentielle (« être chez soi », signifier sa capacité à être « puissance invitante », etc.) et un enjeu des négociations.

C. Apparaître sur scène. L'affichage des leaders comme enjeu des luttes internes à la coalition

Trois orateurs se sont succédé à la tribune du meeting de Besançon le 24 janvier 2012. La hiérarchie interne à la coalition² dans la configuration spécifique de l'élection présidentielle peut se lire dans l'ordre et la durée des interventions. Si Jean-Luc Mélenchon intervient en dernier, en tant que candidat du FG, il est précédé de Pierre Laurent, le secrétaire national du principal parti de la coalition. Au-delà de l'immutabilité de ces deux intervenants, les autres orateurs dans les meetings nationaux du FG changent régulièrement. A Besançon, il s'agit de Clémentine Autain (FASE), quand à Toulouse (5 avril 2012) par exemple, il s'agira de Myriam Martin, ancienne porte-parole du NPA désormais au FG. De même, chaque intervenant n'a pas le même temps de parole.

Dans l'exemple du meeting bisontin du 24 janvier 2012, les orateurs, l'ordre dans lequel ils interviennent, ou encore le thème du meeting sont l'objet de négociations au niveau national. En revanche, la production du matériel de propagande annonçant le meeting a été réalisée et négociée au niveau local et fournit une nouvelle illustration des micro-concurrences internes à la coalition autour de la mention, ou non, de la présence de Pierre Laurent à ce meeting³. Cette question n'a pas été directement appréhendée en termes d'efficacité de la communication autour du meeting pour mobiliser des participants potentiels, mais comme élément de mobilisation des militants communistes⁴ :

¹ La différence est nette entre le siège national du PCF pour lequel ce parti a fait appel à un architecte renommé, le siège du NPA à Montreuil, associant bureau et imprimerie, tenant davantage de la fabrique que de l'immeuble de bureau, ou encore du premier siège du PG, niché au fond d'une cour. La même différence se laisse entrevoir au niveau départemental, lorsque différents partis disposent d'un local. En cela, le local manifeste doublement l'asymétrie des ressources entre partis. D'une part, seul le PCF est en mesure, dans l'espace de la gauche radicale, d'avoir des locaux dans l'ensemble des départements. D'autre part, même lorsqu'un autre parti de la gauche radicale dispose d'un local, celui-ci n'a pas l'importance que peut prendre celui du PCF. Par ailleurs, cette question du local distingue les partis en capacité d'en disposer (c'est-à-dire pouvant consacrer des financements importants à sa vie interne) et ceux dont les ressources financières et humaines ne le permettent pas.

² Paula Cossart montre parfaitement la hiérarchie des valeurs associées à l'ordre de passage des intervenants à un meeting : « *L'ordre de passage des orateurs à la tribune n'est pas neutre non plus : les orateurs importants interviennent généralement après quelques discours, souvent en fin de meeting. Il est bon que l'orateur-vedette se fasse attendre afin que les acclamations à son arrivée soient plus intenses* ». Cf. Cossart Paula, *Le meeting politique, op. cit.*, p. 268.

³ Le fait de mentionner la présence de Clémentine Autain n'a apparemment pas été débattu. Par ailleurs, certains militants interrogés auront la plus grande difficulté à se rappeler de cette troisième oratrice.

⁴ Comme pour l'organisation des interventions, la mention ou non de la présence d'un leader est un support aux luttes internes à la coalition en ce sens qu'elle permet d'établir une hiérarchie entre ceux dont le nom va

« Je me rappelle du premier évènement à faire, c'était la réalisation graphique de l'affiche et des tracts. Donc, c'est moi qui m'y suis collé en lien avec le national et cela a été une galère avec le PC, localement. Terrible. Parce qu'il fallait absolument que le nom de Pierre Laurent apparaisse sur l'affiche. Nous, on le comprenait, parce que, pour mobiliser les militants du PC pour coller les affiches, il fallait qu'il y ait le nom de leur leader politique. Donc, nous, on le comprenait, on essayait de l'imposer au national, mais le national ne voulait pas le mettre. » (Benoît Maillard Salin, entretien le 18 mars 2013. PG)

La nécessité d'afficher la présence du leader du PCF comme condition de la mobilisation des militants communistes est clairement affirmée par les responsables du PCF :

« Cela a été le bordel, je crois. Parce que... A un moment donné, ils ne voulaient pas que Pierre Laurent apparaisse.

Pourquoi ?

[Hésitation] Je pense... Parce que... Certains caciques du PG, je pense, voulaient un peu mettre le parti sous le boisseau. Il y a eu beaucoup de problèmes durant la campagne, sur le fait qu'on apparaisse conjointement ou pas. Le fait de mettre Pierre Laurent, nous, on s'est battu fortement pour qu'il apparaisse ! Ils ne voulaient pas en entendre parler.

Qu'est-ce qu'ils répondaient ?

Parce que... c'était la campagne du Front de gauche, que c'était Mélenchon le candidat et que Pierre Laurent n'avait rien à faire là. Sauf qu'ils n'arrivaient pas à comprendre que s'ils voulaient mobiliser un maximum de gens sur cette campagne et les militants communistes, c'est le genre de petits trucs qui n'ont l'air de rien mais qui sont hyper importants pour un militant communiste de base !

Justement, pourquoi ?

Parce que... Cela montre déjà que... que le parti n'est pas mis de côté, qu'il n'est pas sous le boisseau. Cela montre que les cadres du parti qui militent pour le Front de gauche ne sont pas en train de brader le parti. Cela montre que le parti n'est pas effacé dans cette campagne et qu'il est partie prenante de cette campagne, et Mélenchon l'a assez dit d'ailleurs. Sauf qu'au niveau de certains militants du PG, ils n'arrivaient pas à l'entendre. C'est en termes de stratégie en fait... Ils ne percevaient pas... c'est ce qu'on disait tout à l'heure, cette histoire de culture, d'attachement au parti, etc. Et certains jeunes [du PG] oui. » (Thibaut Respingues, entretien le 14 mai 2013. PCF)

La mention de la présence de Pierre Laurent sur les tracts et les affiches annonçant le meeting constitue ainsi un enjeu. Mais il ne s'agit pas tant d'affirmer que la mention de la présence du leader communiste permettra d'accroître le nombre de participants, que de se constituer en porte-parole de la « base ». Ce qui constitue un enjeu en termes de visibilité du PCF dans le dispositif de campagne de la coalition est ainsi retraduit comme une condition permettant la pleine mobilisation des ressources militantes du PCF. Cette question de communication autour du meeting est traduite par les acteurs de la négociation comme exprimant une différence culturelle entre les partis à laquelle s'ajoute un double clivage : cadres communistes/militants « de base » ; « national du PG »/militants locaux. Dans le premier clivage, les négociateurs communistes se définissent comme porteurs d'une revendication identitaire qui les contraint à revendiquer l'inscription de la présence

*« faire venir du monde », qui constituent alors les orateurs-vedette, et... les autres. Cf. Cossart Paula, *Le meeting politique*, op. cit., p. 249-250. Dès lors, il ne s'agit pas seulement de « mobiliser les communistes », mais de maintenir la position dominante du PCF : la place occupée par Jean-Luc Mélenchon dans les dispositifs de campagne est alors conçue comme une exception rendue nécessaire par la campagne présidentielle. En dehors de cette exception, le PCF revendique (avec succès) la première place. En excluant le candidat à l'élection présidentielle dont le statut dans la coalition est aussi spécifique que circonstancielle, le PCF occupe la position symbolique du principal parti de la coalition, ce que ses représentants locaux font valoir en revendiquant la présence de Pierre Laurent sur l'affiche annonçant le meeting.*

de leur leader, tandis que les militants du PG, dans le second clivage, apparaissent comme contraints par une position d'intermédiaire entre les intérêts exprimés par leur direction nationale et ceux exprimés localement par le PCF.

D. Produire un tract. Lorsqu'un accord sur le fond ne suffit pas à s'accorder sur la forme

L'inscription de différents partis dans une coalition partisane ne conduit pas forcément à une expression publique commune, même dans le contexte d'une campagne électorale. Les partis coalisés n'en continuent pas moins d'éditer leur propre matériel, venant alors s'ajouter au matériel commun. Dans la plupart des cas, il s'agit pour ces partis de proposer un éclairage spécifique, de compléter, tout en s'y inscrivant, la campagne commune. Mais ce matériel distinct peut également exprimer des différends quant à la détermination des choix tactiques ou des thèmes de campagne :

« Vous venez de faire état de tensions qui apparaissent peu... »

C'est vrai qu'on ne les voit pas trop sur le terrain... mais nationalement... c'est très... tendu. C'est très tendu... Entre PC et PG, il n'y a pas d'accord sur des tas de sujets. Même pour sortir un tract. Il y a un tract, par exemple, qui est sorti, qui a été plutôt apprécié d'ailleurs, qui était sur les assemblées citoyennes, etc. C'est un tract PC. [Rire].

Vous parlez du quatre pages ?

Oui, c'est ça. Le grand tract. C'est Pierre Laurent qui a dit : j'en ai marre... c'est bloqué, très bien... on sort le tract. D'un autre côté, il y en a un qui est sorti [Rire], qui était cette fois plus collectif, mais qui... Enfin, voilà. Cela illustre le niveau de tension.

Cela arrive sur beaucoup de sujets ?

Oui... c'est... sur les meetings, la conception des meetings... enfin, il y a beaucoup de sujets sur lesquels... enfin, cela se fait quand même, parce que personne n'est fou. Personne ne veut tout faire péter. » (Claude Debons, entretien le 20 décembre 2011. Ex-BN du PG, il en démissionne en 2011 et rejoint la GU)

La campagne du Front lorrain de gauche lors des élections régionales de 2010 fournit un second exemple. Cette liste est menée par Philippe Leclercq, conseiller régional sortant écologiste. Il rompt avec Les Verts en 2005 en s'engageant dans la campagne contre la ratification du TCE, puis participe aux comités antilibéraux et soutient activement José Bové avant de participer à la création d'un groupe politique local, rapidement rattaché à la FASE. Même si, au plan national, la FASE ne rejoint pas le FG lors des élections européennes, le groupe animé par Philippe Leclercq y participe dès 2009. Il dispose ainsi d'une double légitimité électorale (élu sortant) et militante (par l'investissement rapide dans la coalition), et sa candidature sera acceptée par l'ensemble des acteurs de cette liste. Alors que le dispositif de campagne est acté, la campagne débutée, il valide la circulaire devant être envoyée à l'ensemble des électeurs. S'il en a la capacité dans la mesure où il mène la liste, cela n'en contrevient pas moins avec la règle tacite de la coalition voulant que le matériel de propagande soit acté collectivement. Engagé dans la campagne, les militants communistes dissidents, tout comme les militants du PG critiquent le principe, mais laissent passer. En revanche, la GU en fait une véritable question de principe et décide, en signe de protestation, de retirer son financement :

« Pendant la campagne régionale, il y a eu la question de la profession de foi, où Gauche unitaire a retiré son financement. Tu peux expliquer ce qui s'est passé ?

Ce qui s'est passé, en gros, c'est que la... la profession de foi, aux régionales, n'a pas été élaborée collectivement, que... la tête de liste, Philippe Leclercq à l'époque, a pris l'initiative, un peu tout seul, alors, je ne sais pas s'il l'a fait... en pensant que cela allait de soi, qu'il était la tête de liste, qu'il pouvait légitimement... s'accorder le droit de rédiger ce document qui est quand même un document important dans une campagne... et passer outre le cadre collectif.

Nous, on a considéré que c'était complètement anormal. Dès le départ. Du côté du PG aussi, mais j'ai eu un peu l'impression que ce n'était pas si grave pour eux, qu'on passait à autre chose, qu'on mène la campagne quoi !

Donc nous, on était très... et puis, du côté des communistes qui étaient dans la campagne, j'ai eu l'impression que ce n'était pas trop un problème. Nous, cela nous a posé un vrai problème parce que sur le fond, cette profession de foi ne nous convenait pas politiquement et que, il y avait un problème de fonctionnement, qui est une question de fond lorsqu'on est engagé dans une construction unitaire collective. On s'est tout de suite dit localement qu'on ne laissait pas passer ça. La source de notre financement, c'était notre national, donc on a discuté avec notre national et on est tombé d'accord pour dire qu'on ne finançait pas cette profession de foi. Du coup, cela revenait à retirer notre financement de la campagne. C'était un peu une question de principe. C'était aussi... Gauche Unitaire, on est une toute petite organisation, dans le Front de gauche, on est confronté au PG qui n'est pas si gros, mais qui est quand même plus gros et plus structuré que nous... enfin, pas forcément plus structuré, mais plus gros en tout cas. Et au PCF qui est quelque chose... qui est une organisation énorme à côté de nous. Depuis le début du Front de gauche, on a parfois eu tendance à jouer un peu les gros bras... à être assez fermes sur certaines questions de principes. Et là, on a voulu marquer le coup et rester fermes... C'est sûr, ce n'est pas passé, dans un premier temps, auprès de nos partenaires. On nous en a voulu, on nous l'a reproché. Certains continuent à nous le reprocher... Bon. Même si depuis, de l'eau a coulé sous les ponts. Mais on n'a pas voulu céder sur cette question-là, parce qu'on s'est dit : si on cède sur cette question de principes, cela nous affaiblirait politiquement. » (Bora Yilmaz, entretien le 6 juillet 2011. Ancien militant de la LCR, il est secrétaire départemental de la GU en Meurthe-et-Moselle)

Bora Yilmaz affirme ainsi l'importance qu'il attache à l'aspect collectif de la prise de décision. En d'autres termes, il ne s'agit pas seulement de protester contre le contenu du tract, mais bien de faire reconnaître et respecter l'apport de la GU à la coalition. La réaction de ce parti peut s'expliquer dans la configuration meurthe-et-mosellane. En effet, la GU est historiquement la troisième organisation à avoir rejoint la coalition, mais est sévèrement concurrencée à Nancy par un groupe local de la FASE. Par ailleurs, après avoir affirmé au début des négociations son absence de financement pour cette campagne (s'expliquant par des doutes quant à la viabilité d'une telle liste), avant d'annoncer finalement quelques semaines plus tard un financement conséquent au regard des moyens financiers modestes dont dispose cette organisation. Le recours à ce moyen d'action (maintien militant, mais retrait financier) est à la fois le seul dont la GU dispose véritablement, sauf à quitter la coalition, et, en même temps, probablement le plus efficace au regard des difficultés rencontrées pour financer la campagne du Front lorrain de gauche.

Ces deux exemples relatifs à la rédaction du matériel de propagande, dans des temps de campagne et des lieux différents, permettent de mettre à nouveau en exergue la permanence de la compétition interne à la coalition. Couper court à une négociation, comme dans le premier exemple, en éditant puis en diffusant un matériel de propagande, c'est affirmer sa capacité à rester autonome et à s'extraire du cadre coalitionnel. De même, en retirant son financement, la GU ne proteste pas

seulement contre le contenu du tract incriminé, mais rappelle les règles tacites qui structurent les relations internes à la coalition. Le refus de diffuser un tract, dans le troisième exemple, répond à la même logique, le PCF rappelant ses alliés à la règle d'une élaboration collective du dispositif de campagne. Dans le même temps, ne pas céder sur tout et maintenir une référence omniprésente à Jean-Luc Mélenchon, c'est s'affirmer dans l'économie des positions internes à la coalition.

Enjeux tactiques (l'adoption d'un dispositif de campagne, des mots d'ordre, etc.) et symboliques (renvoyant aux positions occupées par les agents dans la coalition), ces conflits dépassent ainsi très largement la simple rédaction d'un tract et ne peuvent se comprendre seulement en termes de différences culturelles ou de conflits de personnes, etc. En effet, ces concurrences ne prennent sens que dans l'économie des positions internes à la coalition et sont donc étroitement liées à l'*état du jeu* dans cette coalition. L'exemple évoqué par Claude Debons se déroule en novembre-décembre 2011, alors que la campagne présidentielle de Jean-Luc Mélenchon n'est pas encore caractérisée par une forte progression dans les sondages (progression commençant véritablement en janvier-février 2012), ni par une dynamique militante s'exprimant notamment lors des meetings (qui ne commenceront à voir leur affluence augmenter qu'à partir de la mi-janvier). Ces conflits autour d'un tract s'expriment ainsi dans une période de doute quant au bien-fondé des choix de campagne. De même, la difficulté à s'accorder sur un dispositif de propagande commun lors des élections européennes de 2014 ne peut se comprendre que dans le contexte d'un fort accroissement des tensions au sein de la coalition pendant et après les élections municipales.

*

* *

Il nous faut tout d'abord souligner le fait que le FG est en premier lieu une entreprise de mobilisation électorale d'un grand nombre d'acteurs partisans dans et autour d'un label commun. Cela a des conséquences importantes sur les interactions qui s'y déroulent. D'une part, les relations internes à la coalition sont extrêmement dépendantes de l'agenda électoral et des intérêts que les partis coalisés peuvent y rechercher. D'autre part, l'intensité relationnelle de la coalition est très variable : faible, voire inexistante (sauf exceptions) en dehors des périodes électorales, forte lors de l'adoption des dispositifs électoraux et lors des campagnes. L'étude des dispositifs électoraux successivement adoptés dans le cadre du FG est ainsi particulièrement indiquée pour saisir l'économie des échanges au sein d'une entreprise politique centrée sur l'acte électoral, et démontre la récurrence de principes structurant l'économie des relations entre entreprises coalisées. Logiques coopératives et compétitives y sont étroitement enchevêtrées. Par un étonnant paradoxe, ce sont les mêmes logiques qui expliquent la dynamique militante du FG en 2012 (et dans certaines

configurations locales) et les phases de tensions intenses qui scandent l'actualité de cette coalition. Celle-ci est en premier lieu une coalition d'acteurs intéressés, c'est-à-dire pour qui la coalition offre le cadre le plus favorable – même s'il est aussi producteur de contraintes nouvelles et n'étant que partiellement anticipées – à la poursuite de ces objectifs. Cela implique, de la part des acteurs, l'acceptation tacite d'une logique d'autolimitation de leurs objectifs et une opération constante de conversion des intérêts partisans en principe de classement légitime. En d'autres termes, l'affrontement sur ce qu'est et devrait être la coalition exprime tout à la fois une divergence quant à la forme organisationnelle de l'alliance et une forme euphémisée et légitimée des intérêts des acteurs en présence. Selon l'importance donnée par les acteurs à tel ou tel principe structurant, la morphologie du FG est toute différente. L'équilibre entre ces différents principes est constamment l'objet de luttes pour imposer un rééquilibrage plus favorable à certains des acteurs. L'intensité de l'investissement et des ressources mobilisées par chacun des acteurs de la coalition varie ainsi en fonction des intérêts effectivement mis en jeu à un moment et dans un espace spécifique. En d'autres termes, les acteurs ne se mobilisent pas tant sur de grands objectifs ou en vertu d'un scénario qu'ils souhaiteraient voir se réaliser, mais réagissent prioritairement en fonction des dynamiques de jeu internes à la coalition (ce qui ne signifie pas qu'ils ne cherchent pas à « coller » à tel ou tel scénario mais que celui-ci ne prend forme que dans les échanges de coups entre acteurs).

Le FG apparaît ainsi comme une coalition hiérarchisée et fortement asymétrique en ce que la force au jeu relative de chaque acteur partisan est reconnue comme un principe légitime de différenciation et de répartition des trophées et des chances d'en obtenir. La pérennisation de cette coalition, aussi instable que fragile, dans un espace politique plutôt marqué par la fragmentation organisationnelle, résulte de la capacité de cette forme organisationnelle à satisfaire les objectifs et intérêts des participants ou, à tout le moins, permet de diminuer l'incertitude (ou d'accroître les chances de leur réalisation) quant à la satisfaction de ces objectifs. Le maintien de la légitimité de la différenciation des acteurs coalisés en fonction de leur force au jeu informe doublement sur le fonctionnement de la coalition en ce qu'elle se fonde essentiellement sur des relations inter-partisanes (la coalition est faiblement intégrée et peu institutionnalisée) et en ce qu'elle est toujours un espace de luttes, non seulement sur les trophées internes ou externes à la coalition pouvant être conquis par le jeu coalitionnel, mais aussi sur sa conception même. Rappeler l'importance de ses effectifs dans le cas du PCF, entretenir la mémoire militante de la campagne présidentielle de 2012 pour le PG, en appeler au dépassement des partis et/ou à la nécessité de respecter et faire vivre le pluralisme organisationnel de la coalition pour les acteurs dominés, sont autant de modalités par lesquelles les acteurs cherchent à renforcer leurs positions dans la coalition et à la réagencer et/ou à maintenir un équilibre favorable au sein de la coalition. De même, alors que le PCF dispose, dans bien des cas, d'une forme de veto implicite (on entend par là les situations où les équipes militantes

communistes sont en capacité d'imposer et/ou d'empêcher une action de la coalition et ce, malgré l'opposition parfois violente et/ou le consensus de l'ensemble des autres acteurs), les autres acteurs coalisés disposent d'autres modalités de se faire entendre dans la coalition. Invoquer la nécessité de mettre en scène et de maintenir l'unité de la coalition permet à des acteurs faibles de bénéficier d'un potentiel de chantage. Celui-ci est parfois très relatif en ce que menacer de rompre l'unité par l'*exit* temporaire ou définitif de la coalition peut permettre l'obtention d'un accord plus favorable, mais peut tout autant disqualifier fortement ces acteurs, selon la configuration dans laquelle ils agissent, notamment lorsqu'ils ont fortement investi la thématique unitaire et ne bénéficient pas d'une force au jeu suffisante pour que leur maintien apparaisse comme suffisamment important pour que les autres acteurs acceptent un nouveau compromis. La situation du PG atteste également de la fluidité des positions au sein de la coalition : sans être la principale organisation de la coalition, ce parti est l'un des deux plus visibles et dispose de ressources relativement importantes. Dans certaines configurations (en particulier, l'élection présidentielle de 2012), le PG apparaît alors comme un acteur dominant au même titre que le PCF alors que dans d'autres configurations électorales et/ou locales, la position de ce parti est tout aussi dominée que celle des acteurs faibles de la coalition. Le pluralisme organisationnel de la coalition (ce n'est là que la conséquence pratique de la construction d'une offre électorale et militante centrée sur la nécessité d'unifier un espace politique fragmenté) est tout à la fois une ressource politique-militante et une contrainte plus ou moins forte. D'une part, la présence de nombreuses (et souvent très réduites) organisations dans la coalition permet de faire exister l'unité et renforce la disqualification des acteurs qui s'y refusent. Que cela soit par les présentations militantes faites de la coalition ou par la présence des logos sur les tracts (présence exprimant la volonté de visibilité de chaque acteur et la croyance dans les vertus de la diversité) ou encore de la succession de nombreux intervenants dans les meetings et réunions publiques, la diversité organisationnelle de la coalition est mise en scène comme une richesse. Dans l'économie des échanges propres à la coalition, la diversité est l'objet d'usages différenciés en fonction des positions occupées par les acteurs. Certains acteurs y trouvent une ressource permettant d'obtenir davantage que ce que leur force au jeu pourrait leur permettre. Les acteurs coalisés développent ainsi un sens du placement de plus en plus aiguë au fur et à mesure de l'institutionnalisation relative de la coalition et de la formalisation de règles tacites, de rapports de force dont les modalités se répètent peu ou prou, etc. En d'autres termes, le sens du placement se développe à mesure que les acteurs coalisés font l'apprentissage du jeu coalitionnel et développent des modèles de jeux plus ou moins développés leur permettant d'anticiper avec plus ou moins de réussites les coups des associés rivaux et de se faire une idée de ce qu'ils peuvent obtenir et de comment l'obtenir.

Interroger les processus d'adoption des dispositifs électoraux d'une coalition et les logiques de différenciation bricolées par les acteurs lors des campagnes reposant sur la mise en scène d'une

apparente unité permet de saisir ce qui fait tenir une telle coalition. Tout d'abord, le maintien en coalition suppose le maintien de la croyance en la nécessité et en l'utilité électorale, c'est-à-dire en l'efficacité, de l'unité de la gauche radicale. La croyance en l'utilité de cette alliance se donne particulièrement à voir dans les périodes post-électorales et, plus particulièrement, dans le travail politique d'interprétation des scrutins. A l'inverse, les premiers résultats et les observations menées en marge d'une enquête quantitative menée auprès des participants au congrès du PG de juillet 2015 semblent indiquer une prise de distance critique de plus en plus forte dans un parti initialement fondé sur une forte identification à la coalition ce qui pourrait indiquer (il nous faut cependant rester prudent dans cette interprétation) un effritement/perte de cette croyance au sein de l'un des deux principaux partis coalisés. Ensuite, la pérennisation et l'institutionnalisation de cette coalition s'expliquent également par sa capacité à satisfaire en tout ou partie les intérêts partisans et à produire des motivations spécifiques au maintien dans le jeu. Plus exactement, la conviction des acteurs selon laquelle ils parviendront plus aisément à leurs objectifs – quels qu'ils soient – par le truchement de la coalition explique son maintien dans le temps, malgré les divergences et la forte conflictualité relationnelle de cette alliance. Enfin, il est possible de trouver une autre explication du maintien de la coalition dans l'accroissement de l'interdépendance entre les acteurs coalisés qui en résulte. En d'autres termes, la dynamique de jeu a pour effet d'attacher les acteurs à la coalition en ce que le jeu coalitionnel tend à se routiniser (agir en coalition constitue le mode le moins coûteux de participation électorale en ce qu'il accroît les chances d'obtenir des élus et limite, encadre et déplace les concurrences inter-partisanes) comme moyen d'action politique et électoral d'une part, et intéresse fortement les acteurs d'autre part. En d'autres termes, les acteurs se maintiennent en coalition malgré sa forte conflictualité¹ interne et un bilan mitigé en raison du capital politique progressivement constitué autour du label commun. Faire défection n'est certes pas impossible (la capacité intégrative de la coalition reste faible) pour les deux principaux partis coalisés (mais presque inenvisageable pour les autres partis), mais apparaît comme coûteux en ce que cette stratégie nécessite le renoncement aux ressources réelles ou prêtées au FG, et expose au stigmate du « diviseur ». Dès lors, et ce n'est pas le moindre des paradoxes, certains acteurs semblent s'attacher au maintien du FG autant pour ce qu'il représente symboliquement et matériellement, que pour ne pas permettre à d'autres d'en faire usage à leur seul profit.

¹ On peut d'ailleurs voir dans cette conflictualité la marque de deux phénomènes liés : d'une part, le fait que les acteurs participent à la coalition pour et tant que ce dispositif permet une satisfaction minimale de leurs intérêts ; d'autre part, cette conflictualité peut également être interrogée comme une manifestation implicite d'une « culture du conflit » exprimant la différenciation identitaire des organisations coalisées. Florence Haegel relève ainsi que certaines organisations, notamment d'extrême gauche, « célèbrent le culte du désaccord, voire même fondent leur identité sur une forme de culture du conflit », conflits qui « peuvent sédimenter une histoire et une identité communes ». Cf. Haegel Florence, « Pertinence, déplacement et renouvellement des analyses en termes de clivage en France », *art. cit.*, p. 43.

Conclusion de la troisième partie

L'espace de la gauche radicale se caractérise par une forte densité relationnelle. Depuis la fin des années quatre-vingt, la mise à l'agenda d'une injonction au changement et à la reconfiguration de cet espace politique permet de saisir, au prisme de la production puis de la diffusion de la thématique de l'unité nécessaire de la gauche radicale, les transformations et l'accroissement de ces relations d'interdépendances. Les entrepreneurs d'unité ont ainsi su imposer, en particulier dans la séquence post-référendum de 2005, un « diagnostic » faisant de la désunion de la gauche radicale la principale explication des échecs politiques et électoraux de ces acteurs. Cette mise en désordre de la gauche radicale a l'avantage d'être immédiatement opérationnelle en ce qu'elle produit en elle-même une « solution » passant par la recherche de « l'unité » de la gauche radicale. Les guillemets sont ici de mise tant cette solution *a priori* unique et simple est en réalité équivoque et se traduit dans une pluralité de scénarios de reconfigurations que les acteurs tentent mutuellement de s'imposer. Si une grande partie des acteurs sont amenés, progressivement, à partager une même croyance en l'utilité, la nécessité et l'efficacité de l'unité de la gauche radicale, ils conceptualisent cependant très différemment cette thématique et l'adaptent aux positions qu'ils occupent, aux représentations qu'ils se font de l'état du jeu et aux opportunités qu'ils entendent saisir.

Les transformations de la gauche radicale ne doivent pas être appréhendées comme un résultat, mais comme un processus permanent d'ajustement des différents acteurs à la dynamique des échanges, faisant de l'espace de la gauche radicale une configuration toujours changeante. La proposition théorique de Norbert Elias selon laquelle « *les hommes qui jouent ensemble, et quel que soit le jeu en question, s'influencent réciproquement* »¹, s'applique particulièrement bien aux dynamiques relationnelles appréhendées ici. Cette conception incite à mettre à distance les présentations partisans et militantes visant à souligner, dans une démarche volontariste et quelque peu héroïque, l'ampleur, la radicalité et la novation représentées par les scénarios de recomposition que chacun des acteurs défend.

Plus généralement, la séquence étudiée permet de repérer une logique d'autonomisation relative de l'espace de la gauche radicale. En disant cela, nous ne désignons pas tant un détachement de cet espace du champ politique, mais une logique de construction d'un espace au sein du champ politique, répondant tout à la fois aux contraintes de ce champ et à des contraintes propres encore peu institutionnalisées et au fondement même des luttes qui opposent les acteurs de cet espace autonome. C'est en ce sens qu'il est possible d'évoquer l'autonomie relative de certains segments du champ politique, qui apparaît ici comme un enchevêtrement de champs de forces et de champs de luttes imbriqués et partiellement superposés. L'autonomie relative de cet espace politique se repère

¹ Elias Norbert, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, op. cit., p. 94.

au travers de la structuration progressive de ce qu'il est permis de désigner, en s'inspirant de Norbert Elias, d'un processus de jeu « déclenché et perpétué par les actes de chacun des joueurs [et qui] devient relativement autonome par rapport à leurs actes et à leurs intentions »¹. C'est ce que l'on peut observer dans les luttes pour définir ce que recouvre l'unité. Faire exister un espace potentiellement unifiable, c'est à la fois tracer des frontières entre alliés potentiels et adversaires certains, mais c'est aussi donner à un ensemble d'acteurs – lorsque la représentation d'un espace unifiable tend à faire sens et à être partagé par de plus en plus d'acteurs de l'espace considéré – un espace de jeu dans lequel ils s'opposent. Les dynamiques de jeu s'imposent tout à la fois comme ressources et comme contraintes potentielles à l'ensemble des acteurs qui y participent. L'autonomisation de l'espace de la gauche radicale se traduit par un accroissement de leur interdépendance autour des enjeux et dans les jeux qui leur sont propres.

La mise en place d'une coalition à partir de 2009 exprime bien cet accroissement des interdépendances. Le FG apparaît comme une coalition partisane dont la pérennisation s'explique par le maintien de la croyance des acteurs en l'utilité de l'union d'une part, et par la conciliation/satisfaction des intérêts concurrents de ses participants d'autre part. En ce sens, une coalition partisane est en premier lieu une *coalition d'intérêts* fonctionnant *pour et tant qu'*elle est en capacité de concilier les intérêts des participants, qui mobilisent leurs ressources et se mobilisent pour faire valoir la légitimité de leurs revendications, mais aussi pour définir et imposer des principes de classement et des règles d'organisation qui leur sont favorables. L'entrée en coalition permet un déport des concurrences inter-partisanes de la sphère électorale à la sphère intra-coalitionnelle, mais ne supprime pas les logiques de différenciation et de compétition : l'engagement dans une coalition en modifie seulement les modalités. Espace d'interactions à l'intensité variable, fondé sur la satisfaction des objectifs des parties prenantes, le FG permet une internalisation des échanges entre entreprises partisanes de gauche radicale. Le FG exprime ainsi tout à la fois une logique d'unification de l'offre électorale de la gauche radicale², et le maintien – voire le développement – de la fragmentation politique et militante de cet espace politique. Cette fragmentation se trouve même légitimée, de manière quelque peu paradoxale, par l'entrée en coalition : la norme unitaire, par l'effet d'une forme de transmutation tend en effet à faire de la fragmentation organisationnelle maintenue au sein du FG, une expression vertueuse de la diversité idéologique de la gauche radicale, alors même que cette fragmentation est étiquetée, hors coalition, comme la principale cause de la marginalité électorale et politique de cet espace politique.

¹ Elias Norbert, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, op. cit., p. 152-153.

² Soit par l'intégration des partis sous un même label électorale, soit par la marginalisation des concurrents hors coalition qui se voient rapidement affublés du stigmate de la désunion.

Plus encore, la pérennisation de la coalition s'accompagne du développement d'un ensemble de règles du jeu, c'est-à-dire d'une institutionnalisation¹ – que l'on peut considérer comme faible² au terme de cette partie – des manières d'agir en coalition et de se faire concurrence tout en coopérant. Les acteurs développent progressivement une mémoire du jeu, un stock de connaissances mobilisables pour saisir et (tenter d') anticiper les coups joués par les associés rivaux. En d'autres termes, les acteurs, par leurs interactions, participent de la fabrique du jeu coalitionnel en même temps qu'ils s'y ajustent. La production d'un ensemble de trophées propres aux acteurs coalisés n'est pas le produit d'une volonté commune de se dégager un espace de concurrence, mais bien le résultat de dynamiques de jeu, les acteurs se mobilisant, en situation, pour ce qui fait sens. Ces luttes ne doivent cependant pas uniquement être appréhendées comme l'expression des intérêts des différents acteurs, mais comme des arènes par lesquelles les acteurs s'assurent ou tentent de s'assurer la reconnaissance de leur position et de ce qu'ils sont par leurs pairs. Ce qui s'y joue n'est pas seulement la détention d'un ensemble de trophées, mais une forme de substitut à la compétition politique et électorale qu'ils se livrent hors de l'espace coalitionnel. L'institutionnalisation de la coalition ne limite ni n'empêche l'affirmation des identités partisans, mais, à l'inverse, offre un nouvel espace d'affirmation des différences. En d'autres termes, le FG – que l'on pourrait qualifier, en s'inspirant des travaux de Julien Fretel sur l'UDF³ et de François Piotet⁴ sur la CGT, d'« *anarchie organisée* » – ne conduit pas au dépassement de la fragmentation organisationnelle de l'espace de la

¹ « Dire que l'univers politique est institutionnalisé, c'est affirmer que les acteurs qui y évoluent n'agissent pas de n'importe quelle manière et doivent satisfaire aux exigences de relations codifiées. Par institutionnalisation, on peut désigner de manière simple un assemblage d'actions organisées de façon stable. [...] L'ordre institutionnel atteint à l'objectivité en ce qu'il est vécu comme doté d'une force propre qui s'impose de l'extérieur aux individus. Il n'est pas pour autant immuable. L'institution est un « processus en actes » [...]. Si une institution est un arrangement de règles stabilisées, elle peut aussi faire l'objet d'appropriations et d'interprétations très différentes ». Cf. Lefebvre Rémi, « Se conformer à son rôle », *op. cit.*, p. 219-220.

² Nous entendons « institutionnalisation faible » au sens proposé par Florence Haegel : « L'institutionnalisation peut être entendue comme un processus de production d'un ensemble de règles et de normes, assorties de sanctions formelles ou informelles, qui encadrent les interactions entre acteurs d'une organisation. Une organisation peut être considérée comme fortement institutionnalisée quand les règles et les normes, écrites ou non écrites, formelles ou informelles, pèsent et transforment la conduite des acteurs et leurs interactions. A l'inverse, une organisation peut être qualifiée de faiblement institutionnalisée dans les cas où la vocation instrumentale prévaut ou, pour le dire schématiquement, quand les règles et les codes transforment moins les acteurs que le contraire. On a alors à faire à des groupes spécialisés caractérisés par une certaine souplesse et plasticité et dont le système de règles et de sanctions n'est pas fortement stabilisé. » Cf. Haegel Florence, *Les droites en fusion*, *op. cit.*, p. 30. Même si le FG est une coalition d'organisations, s'interroger sur son degré d'institutionnalisation permet de saisir le processus d'accroissement de l'interdépendance entre acteurs coalisés. Ceux-ci se sont progressivement dotés de règles, parfois écrites (mais à l'application lâche et peu contraignante), mais le plus souvent non écrites, résultant de la routinisation de pratiques « allant de soi » et « évidentes » (la reconduction des sortants, la reconnaissance implicite d'une asymétrie des acteurs, fonction de leur force au jeu respective malgré l'affirmation de principe d'une égalité des organisations parties prenantes, la nécessaire mise en scène d'une diversité minimale, etc.). Les acteurs respectent ces règles (lorsqu'elles leur sont favorables) et/ou cherchent à les subvertir, ce qui permet de repérer un usage essentiellement instrumental des règles qu'ils se donnent.

³ Fretel Julien, *Militants catholiques en politique*, *op. cit.*, p. 383-450.

⁴ Piotet Françoise, « La CGT, une anarchie (plus ou moins) organisée ? », *in Politix*, 85 (1), 2009, p. 9-30.

gauche radicale, mais s'appuie paradoxalement sur cette logique que les acteurs prétendent dépasser. Le FG repose ainsi sur l'organisation (relative et constamment contestée) de la concurrence pour les ressources (attachées à une marque politique commune) liées au pouvoir dans la coalition. Plus encore, le jeu coalitionnel permet, certes dans le cadre limité de la coalition, la réaffirmation par les acteurs coalisés de ce qui les différencie de leurs alliés, processus repérable tant dans la lutte pour les places (où se joue tout à la fois une concurrence pour les postes et une concurrence pour la reconnaissance d'une position dans la coalition) que dans les micro-enjeux produits dans et par le cadre unitaire lui-même.

« L'antagonisme entre les différentes parties de la société ne revêt pas exclusivement la forme d'une lutte consciente. Ce qui déclenche le processus, ce qui produit la tension, ce ne sont pas tant des plans bien arrêtés ou des choix conscients d'objectifs de combat qu'un ensemble anonyme de mécanismes d'interdépendances »¹.

Norbert Elias

Peut-on parler de la gauche radicale comme d'un espace autonome ? Non, s'il s'agit de faire une application mécanique des différentes théories de la différenciation sociale dont nous nous inspirons pour appréhender cet ensemble d'acteurs politiques. En effet, la différenciation/autonomisation de la gauche radicale par rapport aux logiques du champ politique est insuffisante. Ils partagent avec les autres acteurs politiques une même croyance (au fondement de l'action politique) en l'utilité du politique et en sa capacité à « changer la vie », accordent de l'importance au jeu politique, aux compétitions qui s'y jouent et aux trophées qui s'y conquièrent, etc. Les discussions à n'en plus finir pendant lesquelles chaque virgule compte, selon l'image classique de la gauche radicale, démontrent la passion du politique et la culture du débat qui y prédominent.

Cependant, il nous semble que la gauche radicale peut effectivement être décrite comme un espace relativement autonome², dans la mesure où l'imbrication étroite de ces acteurs dans le champ politique ne fait aucunement obstacle à ce qu'ils participent d'interactions spécifiques, structurées autour de jeux et d'enjeux qui ne font sens que pour un nombre limité d'acteurs politiques. En d'autres termes, la gauche radicale ne peut se penser comme espace autonome qu'à la condition de penser dans le même mouvement son inscription fondamentale dans le champ politique. Aborder ainsi la gauche radicale (même s'il faut garder à l'esprit la relativité de l'autonomie) conduit à opérer ce que Norbert Elias désigne comme une logique de « *distanciation* », ce qui permet de reconnaître « à un champ événementiel, perçu jusqu'alors sans grande réflexion comme l'émanation des diverses actions, intentions ou buts d'individus singuliers, le caractère relativement autonome, indépendant et impersonnel d'un complexe d'évènements spécifique »³.

¹ Elias Norbert, *La dynamique de l'Occident*, Editions Calmann-Lévy, Paris, 1975, p. 116.

² Philippe Juhem développe une conception assez proche en se fondant sur la notion de milieu militant : « Il est ainsi possible de définir un milieu militant de gauche radicale, composé d'un faisceau d'organisations et de militants, entre lesquels les désaccords idéologiques d'états-majors sont insurmontables, mais qui n'ont pourtant aucune difficulté à converger dans les prestations manifestantes communes ». Cf. Juhem Philippe, « Investissements et désinvestissements partisans », in Cohen Antonin, Lacroix Bernard et Riutort Philippe (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, op. cit., p. 487. Il est cependant nécessaire de ne pas s'en tenir à ce seul constat et de s'interroger sur les relations d'interdépendances, ce qui permet de dépasser l'idée fort répandue de l'existence de « désaccords insurmontables » en ce que cette qualité n'est que le produit d'une mise en récit des acteurs afin de légitimer leurs choix tactiques.

³ Elias Norbert, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, op. cit., pp. 63-64.

Par ailleurs, la question de l'autonomie de la gauche radicale désigne deux phénomènes distincts : d'une part, la structuration d'un segment du champ politique autour des enjeux de ce champ et de jeux et d'enjeux propres aux acteurs agissant dans ce segment ; d'autre part, dans un espace partisan caractérisé par un bipartisme imparfait, l'accroissement de la distance au parti dominant. Il faut entendre cette distance de manière globale, c'est-à-dire comme la tendance de l'ensemble des acteurs de l'espace de la gauche radicale, ou mieux, dans la configuration qu'ils forment. Un acteur va ainsi être défini par sa position dans le champ politique et dans l'espace de la gauche radicale. Le cas du PCF permet de repérer les décalages entre les deux positions. Dans le champ politique, le PCF est certes un parti affaibli, mais sa capacité d'alliance avec le pôle dominant à gauche est maintenue. Dans l'espace de la gauche radicale, cet élément tend à déporter le PCF à ses marges du fait de sa distance au point d'équilibre (qui tend, dans la séquence actuelle, à être structuré autour du rejet plus ou moins total du PS), ce qui en conséquence fragilise les revendications communistes de se voir reconnaître une position dominante dans et sur cet espace. Ce n'est là qu'un des nombreux aspects (le poids du passé, les détestations et méfiances réciproques, pour n'en citer que quelques-uns) qui expliquent l'inconfortable position du principal parti de gauche radicale, mais il est particulièrement significatif de la tendance actuelle à l'autonomisation.

La question de la distance au parti dominant est l'objet de luttes constantes et exprime ainsi la première acception de l'autonomie de l'espace, en ce qu'elle pose la question de ses frontières, nécessairement fluides car aucun acteur n'est en capacité d'imposer durablement aux autres une définition légitime et partagée de ce qui est ou non de gauche radicale. Les conflits récurrents qui émaillent les relations au sein du FG attestent de ces luttes constantes quant à la finalité de la coalition, mais aussi de manière implicite, quant à la délimitation des alliés et des adversaires et, *in fine*, de ce qui est ou n'est pas de gauche radicale, ou selon les acteurs, « de gauche ». Le maintien d'une telle coalition ne constitue ainsi pas forcément une étape vers une intégration toujours plus forte des acteurs et une institutionnalisation des dispositifs de coopération. En effet, le fait de faire campagne ensemble et sous un même label nourrit tout autant des convergences que de solides et durables détestations croisées entre acteurs coalisés. La conflictualité des négociations pré-électorales atteste de ce qui se joue dans la coalition et du fragile et constant exercice d'équilibre dont elle résulte. D'une part, les acteurs y réaffirment leur intérêt à la pérennité de l'alliance et agissent en fonction de règles qu'ils se fabriquent par la routinisation de leurs interactions. D'autre part, le caractère limité de la coalition se donne à voir en ce que les acteurs sont toujours prêts à s'en extraire au cas où celle-ci ne permettrait pas ou plus la satisfaction des intérêts partisans (le retrait de la GU en 2014 en atteste). L'inscription dans une coalition pérenne induit cependant un accroissement des interdépendances, renforçant l'attachement à la coalition (par la croyance en

l'existence d'un capital politique et de ressources associées à la marque politique commune) et augmentant le coût de la défection pour une entreprise partisane coalisée.

Plus généralement, la concurrence des scénarios de recomposition, principalement à partir de 2007, dénote l'intensité des relations d'interdépendances qui lient les partis de la gauche radicale. En effet, le NPA, le(s) FG, le PG ou encore la FASE ne visent pas seulement les mêmes électeurs, mais la réorganisation de la radicalité de gauche et, *in fine*, se fondent sur la diffusion et la généralisation concurrentielle de cadres, représentations et croyances à l'ensemble des acteurs de la gauche radicale. De même, dans chaque conflit qui les oppose, les acteurs coalisés tentent de satisfaire leurs intérêts, mais également de faire accepter un cadre interprétatif de ce que doit être le fonctionnement normal de la coalition. La fluidité des règles revendiquées par ces acteurs et leur interprétation concurrentielle attestent d'ailleurs de la faible institutionnalisation de la coalition qui demeure un cadre souple, aux règles le plus souvent implicites et constamment réinterprétées et renégociées en fonction des intérêts et de la force au jeu des acteurs. Ainsi, la concurrence autour de la disposition des tables militantes à l'entrée d'un meeting démontre l'*illusio* des acteurs, leurs croyances partagées dans le fait que le jeu vaut la peine d'être joué, que la disposition d'une table vaut la peine de perdre du temps et de détériorer la situation d'interactions : d'une part, en fonction de l'intérêt de chacun des partis : être le plus visible possible dans un événement commun (traduction de la concurrence entre équipes militantes) ; d'autre part, en fonction de la place que chaque équipe militante pense devoir obtenir et tenir dans la coalition (la position dans les dispositifs de la coalition comme expression de la position qu'un acteur y occupe).

En cela, le FG n'a pas réduit les tensions dans l'espace de la gauche radicale, mais a permis la canalisation des tensions centripètes (incitations à la fragmentation et à la concurrence) dans un cadre fragile et instable exprimant une tension centrifuge en ce qu'elle traduit une tendance à la coopération autour d'une même norme (l'unité) et de croyances (le couplage de l'unité et de la réussite électorale ; la croyance en l'utilité du politique, etc.). Dès lors, le FG peut être décrit comme une forme parmi d'autres d'agencement des tensions contradictoires qui structurent l'espace de la gauche radicale.

Prendre au sérieux l'envie d'unité des acteurs de la gauche radicale permet également de revenir sur les représentations classiques accolées à la gauche radicale : faible et divisée en de nombreux partis, groupuscules et sectes qui ne seraient d'accord sur rien si ce n'est sur l'ampleur de leurs désaccords. Le tableau ainsi brossé, au-delà de certaines exagérations, n'est pas sans décrire une certaine réalité de la gauche radicale, mais manque à en saisir certains éléments essentiels. Les divisions et conflits de la gauche radicale expriment les interactions – qu'il s'agit d'interroger quant à leurs modalités – entre acteurs en concurrence pour la conquête de certains trophées et/ou pour l'occupation de certaines positions, et, de ce fait, impliqués dans des relations d'interdépendance,

mais aussi des espaces militants proches et avec lesquels s'imbrique partiellement et de manière conflictuelle l'espace de la gauche radicale (mouvements sociaux, syndicalisme, etc.). Par ailleurs, la diffusion et la généralisation d'une norme à l'unité, même si sa déconstruction systématique permet de montrer son caractère fuyant et ses (nombreuses) limites et acceptions divergentes, démontrent la possibilité d'une démarche coopérative dans un espace habituellement perçu comme l'archétype de la division et de la fragmentation organisationnelle. Les logiques coopératives observées ne s'opposent cependant pas au maintien des concurrences et raisons de s'opposer. A l'inverse, la coopération d'acteurs habituellement en concurrence n'est bien souvent qu'un autre moyen de s'opposer (et en aucun cas une « pause » dans les conflits, mais une manière différente de s'opposer).

Au-delà d'une meilleure connaissance des dynamiques qui animent (et déstabilisent) la gauche radicale française, peut-on, à partir et aux termes de cette étude d'un segment politique restreint et marginal, proposer des éléments permettant l'approfondissement de la compréhension de l'objet « parti politique » ? En d'autres termes, que fait l'étude de la gauche radicale à l'étude des « *partis et configurations partisans* » pour reprendre les termes de Michel Offerlé ? Si une généralisation sauvage des observations effectuées à partir de l'exemple de la gauche radicale serait des plus aléatoires, cela ne doit cependant pas empêcher de tenter d'en tirer quelques pistes plus générales quant à l'étude des partis politiques et des relations inter-partisans.

Un champ politique segmenté

Pourquoi des acteurs qui ne semblent avoir aucune chance de remporter une élection mobilisent-ils néanmoins des ressources importantes pour y participer ? Pourquoi des acteurs occupant des positions relativement proches dans le champ politique en viennent-ils à s'opposer frontalement et, plus rarement, à coopérer ? Nombreuses sont les oppositions théoriques qui ne font sens que pour ces acteurs et qui apparaissent aux profanes comme hautement métaphysiques. Les débats sur la nécessité de dépasser ou de rompre avec le capitalisme ont ainsi de bonnes chances de passionner des militants de gauche radicale, ou, à l'inverse, de confirmer la déconnexion de ces militants des « réalités » pour des profanes.

Ces questions peuvent trouver un début de réponse commune en déplaçant la focale d'analyse du contenu des débats doctrinaux ou idéologiques, à l'étude des processus par lesquels ces acteurs s'opposent, s'ignorent ou coopèrent concrètement. L'investissement dans ces débats (et de nombreux autres, notamment d'ordre stratégique puisque ceux-ci donnent à voir les oppositions les plus fortes et régulières) suppose une compréhension de leurs implications et une croyance en leur

importance. En d'autres termes, cela atteste de l'*illusio* des acteurs déjà évoquée, mais pas seulement, comme l'explique Frédérick Bailey : « *Pour commencer, pensez à la politique comme à un jeu de compétition. Les jeux présentent un ordre. Bien que les concurrents s'opposent entre eux et qu'ils puissent même se détester, le fait même de jouer un jeu indique qu'ils se sont mis d'accord sur la façon de jouer et sur son enjeu. Ils sont d'accord pour reconnaître que le prix en vaut le risque et ils acceptent certaines règles élémentaires de conduite* »¹. L'exemple de la gauche radicale permet d'esquisser deux interrogations parallèles : penser les partis comme des entreprises politiques imbriquées dans une pluralité d'espaces relationnels et comme pris dans différents jeux aux intérêts, règles et contraintes potentiellement contradictoires (ce qui implique la nécessité de dépasser le constat de l'interdépendance des partis d'un système politique national pour s'interroger sur la pluralité des relations d'interdépendances qui font qu'un parti agit, et est façonné par un ensemble d'espaces sociaux dans lesquels se jouent la sociation partisane) et penser les configurations partisans comme des ensembles enchevêtrés de compétitions multiniveaux, certaines étant communes à l'ensemble des acteurs politiques tandis que d'autres arènes se définissent à l'inverse par leur dimension exclusive (au sens d'arènes incluant et ne faisant sens que pour un ensemble limité d'acteurs intéressés au jeu politique).

Angelo Panebianco souligne le fait que les partis interagissent dans une pluralité d'arènes politiques et en présente deux (l'arène électorale et l'arène parlementaire) qui valent pour l'ensemble des partis d'un système partisan national, sans que ces deux arènes ne soient exclusives d'autres espaces d'interactions². La diversité des approches des partis politiques permet de saisir la dimension relationnelle du politique à de multiples niveaux d'interactions et d'interdépendances : luttes au sein des équipes politiques en concurrence pour la conquête et le contrôle du capital politique objectif que représente une marque partisane (ou électorale) ; luttes entre entreprises politiques coalisées ; luttes pour la conquête des différents trophées mis en jeu dans la compétition électorale sur le marché politique national ou les marchés politiques locaux, etc. De même, les approches socio-historiques du politique appréhendent le lent et concurrentiel processus de constitution d'un monopole du politique par des acteurs, individuels ou collectifs, spécialisés dans l'action publique, etc. A ces différents espaces (ou arènes) imbriqués et interdépendants, caractérisés par une structure des relations (compétitives et/ou coopératives), une distribution plus ou moins stable et asymétrique des ressources et des contraintes, et des principes de classement, cadres interprétatifs, représentations et trophées, il est possible de proposer un espace complémentaire d'appréhension de la configuration partisane visant à interroger les relations d'interdépendance qui relient spécifiquement des acteurs politiques, individuels ou collectifs,

¹ Bailey Frédérick, *Les règles du jeu politique*, Presses universitaires de France, Paris, 1971, pp. 13-14.

² Panebianco Angelo, *Political parties*, *op. cit.*, p. 207.

occupant des positions proches dans le champ politique. Cette relative homologie de position les conduit à entretenir des relations variées, s'échelonnant tout au long d'un continuum allant de la coopération à la compétition et au rejet le plus radical. Ces relations d'interdépendance se caractérisent par leur fluidité (et donc, leur caractère changeant) et la variabilité de leur intensité d'une part, par leur dimension exclusive d'autre part. L'exclusivité suppose d'une part, pour tout nouvel entrant, une double logique de conversion (s'accompagnant d'une logique de subversion totale ou partielle de l'équilibre des tensions au sein de cet espace et des principes et représentations qui le structurent) et d'apprentissage du jeu (et de ses règles). Logique de conversion car l'entrée dans un nouvel espace politique suppose l'acquisition d'une *illusio* propre à intéresser le nouvel entrant ; logique d'apprentissage (mutuel) en ce que les interactions qui s'y jouent n'obéissent potentiellement pas (ou partiellement) aux mêmes logiques que celles déjà connues par tout nouvel entrant. La trajectoire du groupe Mélenchon constitue une illustration forte de ces logiques imbriquées en ce que la dissidence a induit une conversion aux principes de classement, aux représentations du jeu et de l'engagement politique ayant cours au sein de la gauche radicale et un apprentissage des règles du jeu et des relations inter-organisationnelles qui s'y déroulent. D'autre part, l'exclusivité de ces interactions induit la structuration d'un nombre restreint d'acteurs autour de jeux et d'enjeux qui leurs sont propres.

Ces interactions sont repérables dans la compétition politique et, en particulier, dans et autour de la compétition électorale. Même en cas d'échec, les négociations pré-électorales opèrent nécessairement une distinction entre l'allié potentiel et celui qui représente toujours un adversaire. Les journaux partisans (mais aussi les récits militants) sont peuplés de ces micro-logiques de différenciation quant à l'autre lorsque celui-ci est perçu par les acteurs comme, tout à la fois, tout proche et différent. Cet art du commentaire permet l'entretien des petites et grandes différences entre offres politiques concurrentes, luttes qui se donnent également à voir dans l'interprétation effectuée par les acteurs, de leurs résultats électoraux, et plus encore, de ceux de leurs concurrents directs. Les relations inter-partisanes ne se limitent cependant pas à l'arène électorale comme en témoignent indirectement les nombreuses reconversions militantes individuelles ou collectives et les luttes directes entre entreprises politiques pour le recrutement militant dans une coalition, mais aussi en dehors, notamment dans les tentatives de « récupération » des cadres et militants actifs dans des mouvements sociaux, syndicats, etc. Ce dernier exemple incite d'ailleurs à sortir des seules activités politiques-électorales pour saisir les interactions caractérisant un espace restreint du champ politique, ce qui constituerait d'ailleurs l'une des principales pistes à explorer pour approfondir la compréhension des relations d'interdépendance entre entreprises partisanes proches. Le rôle et la place du syndicalisme étudiant dans la genèse de deux organisations du FG en Meurthe-et-Moselle (le PG et la GU) démontrent tout l'intérêt d'étudier ces interactions se déroulant dans un espace

« non politique », mais dans lequel le politique est omniprésent et structure de nombreux comportements¹. Plus généralement, les mouvements sociaux et actions protestataires constituent autant d'espaces potentiels d'interactions, de compétitions comme de coopérations, entre des entreprises partisanes ayant pour caractéristique de ne chercher, théoriquement et/ou pratiquement, à ne pas limiter leur action à la seule arène électorale et politique. L'insertion des acteurs dans une coalition pérenne, si elle constitue un processus d'accroissement des interdépendances, conduit également au développement d'un ensemble diversifié de formes de différenciation interne dans et autour des luttes entre partis de la coalition, pour s'imposer et imposer une vision de l'alliance conforme à leurs intérêts, représentations, croyances et objectifs. L'entrée et le maintien en coalition amènent les participants à jouer constamment de la dynamique du commun et du particulier, en ce que la coalition manifeste ces deux logiques *a priori* opposées qui conduisent les acteurs à construire, se représenter et entretenir l'idée d'une proximité suffisamment constatée pour se maintenir dans l'alliance, et à produire de nombreuses formes de différenciation entre entreprises coalisées.

Cette étude de la gauche radicale amène ainsi à s'interroger sur l'invention constante du politique au sens où les acteurs sont travaillés par les configurations dans lesquelles ils agissent en même temps qu'ils travaillent et façonnent ces configurations, comme le rappelle Michel Offerlé. Cependant, il nous semble nécessaire d'user du pluriel pour rappeler ici que les entreprises partisanes ne s'investissent pas seulement dans le champ politique, mais dans un ensemble enchevêtré d'espaces sociaux aux logiques distinctes et parfois contradictoires. Ce constat invite à s'intéresser aux multiples espaces dans lesquels s'investissent, se concurrent, s'ignorent ou coopèrent des entreprises (y compris individuelles) politiques, permettant ainsi d'interroger toute la densité des interactions et interdépendances qui les relie et les spécifient. Appliqué à l'arène électorale, ce constat ouvre d'ailleurs sur un ensemble d'interrogations relatives à la pluralité des manières de participer à la compétition électorale, des intérêts que les participants y trouvent et des sens (aussi divers qu'hétérogènes) qu'ils lui attribuent². A ce titre, il est pertinent de parler d'une arène électorale pluriconcurrentielle où les différents niveaux de sens et de compétition s'imbriquent et s'enchevêtrent étroitement. Pour filer une analogie sportive, en politique aussi, il

¹ Mathieu Romain, « « Construire le débouché politique ! » La pluralité des rapports au politique des étudiants syndicalistes au prisme d'une analyse localisée de l'UNEF », com. cit.

² Michel Hastings rappelle ainsi que « *La pratique politique se réalise au contraire dans une trame de sens, un réseau dense de représentations et d'intrigues, de normes et de valeurs, de codes symboliques et de signes naturalisés. Les partis politiques constituent des ateliers d'identité et d'imaginaires collectifs* ». Dès lors, « *les partis politiques délivrent donc « des manières de penser autant que des manières d'agir »* ». Cf. Hastings Michel, « Partis politiques et administration du sens », *op. cit.*, p. 22.

existe des classements intermédiaires qui maintiennent l'intérêt pour le jeu, non des profanes¹, mais des joueurs, et qui motivent très différemment chacun des participants à la compétition. En disant cela, il ne s'agit pas de dire que les partis investissent les élections d'un sens totalement différent, mais de s'interroger sur la pluralité – et à leur imbrication changeante – des raisons de participer à la compétition électorale lorsque la perspective d'une conquête du pouvoir est des plus improbables (comme c'est le cas pour la gauche radicale, malgré les discours hautement performatifs visant à affirmer la possibilité d'une victoire).

Considérer le champ politique comme constitué d'un ensemble fluide et changeant d'espaces indissociablement autonomes et enchevêtrés permet en outre de répondre à un paradoxe apparent auquel la gauche radicale se confronte et confronte l'observateur : celui du maintien voire du développement de sa fragmentation organisationnelle, alors même que l'« unité » se fait norme dans la séquence contemporaine, sous le coup de l'action d'un ensemble hétérogène d'entrepreneurs d'unité, en rivalité jusque dans la définition de ce que cette notion recouvre. Poser ainsi cette question, qui plus est en la reliant à l'autonomie relative de la gauche radicale, est déjà une forme de réponse. Les conflits qui scandent l'actualité et l'histoire de cet espace politique expriment l'autonomie des jeux qui s'y déroulent et ne doivent pas être considérés comme l'échec des relations interpartisanes mais comme l'une des formes de ces interactions. La fragmentation de la gauche radicale prend tous son sens lorsqu'on resitue ce phénomène dans la pluralité et l'enchevêtrement des espaces d'interactions, des intérêts et trophées, des contraintes et logiques de jeux distinctes qu'ils génèrent.

Cette conception du jeu politique induit l'existence de cadres, représentations et croyances communes (ou, *a minima*, convergentes ou proches) à certains acteurs à l'exclusion d'autres et qui fondent tout autant des raisons de s'opposer que des manières similaires (ou proches) de concevoir l'action politique. Les acteurs politiques et, en premier lieu, les partis politiques sont ainsi tout à la fois des ensembles de sociation, et inscrits dans un ensemble de relations d'interdépendances complexes qui se combinent, se chevauchent et régulièrement s'opposent. Les acteurs cherchent à s'ajuster en permanence par de multiples et fragiles bricolages tactiques à la diversité des contraintes produites et/ou perçues dans les différents espaces dans lesquels ils agissent et des opportunités, également plurielles et démultipliées, que l'inscription dans ces espaces ne manque pas de produire et qu'ils s'efforcent de saisir². L'une des difficultés que comporte cette situation réside dans la distorsion des pratiques et des manières de se représenter les formes les plus

¹ Ce n'est là qu'une différence partielle avec les compétitions sportives en ce que les divers classements y visent également à intéresser les participants malgré l'asymétrie des chances et des ressources des compétiteurs.

² Michel Crozier et Erhard Friedberg soulignent l'importance de ces opportunités perçues par les acteurs. Cf. Crozier Michel et Friedberg Erhard, *L'acteur et le système*, *op. cit.*, pp. 55-56.

acceptées et légitimes de l'action collective et de mettre ses intérêts, ressources et modalités d'actions et de fonctionnement en conformité avec ces visions concurrentielles – et parfois exclusives – de l'action collective. Pour ne citer qu'un exemple, les actions partisane ou électorale sont très différemment perçues en fonction des espaces dans lesquels un même acteur politique est amené à évoluer et à se positionner. Une seconde difficulté tient à la démultiplication des temporalités dans lesquelles les entreprises politiques doivent inscrire leurs actions et des contraintes auxquelles ils doivent s'adapter. Les coups joués par les acteurs peuvent ainsi apparaître comme à contre-courant dans la temporalité d'une élection, mais prennent sens au regard des multiples luttes (qui ne s'inscrivent pas seulement dans un espace social et un espace physique, mais également dans une temporalité toujours singulière) auxquelles ils participent. Ce ne sont pas seulement la position occupée, les espaces spécifiques de luttes, les cadres, représentations et croyances qui singularisent les acteurs de la gauche radicale (et, *in fine*, d'autres espaces plus ou moins autonomes dans le champ politique), mais également la perception de la temporalité et de l'agenda politique. Les acteurs développent un sens aigu de ces différentes temporalités qui participent du sens du placement. Il en est ainsi des phases de négociations pré-électorales. A mesure que les acteurs impliqués perçoivent la nécessité d'entrer en campagne dans de brefs délais, qu'ils ressentent l'urgence de se mettre « en ordre de bataille », ils sont amenés à s'adapter à cette contrainte ou, à l'inverse, à en jouer pour limiter les marges de manœuvre des associés rivaux. Cette perception des différentes temporalités politiques – ici, dans le cas d'échéances électorales, mais le raisonnement pourrait être généralisé – amène des acteurs à rechercher la conclusion sous forme d'échec des négociations pré-électorales, même parfois lorsqu'un accord semblait envisageable. Si cette logique est *a priori* irrationnelle (pourquoi s'engager dans une négociation longue et conflictuelle pour l'abandonner alors que les participants sont proches d'un accord), elle ne l'est plus lorsqu'elle est resituée dans les différentes temporalités dans lesquelles s'inscrit l'action politique. L'échec des collectifs antilibéraux en 2006 peut ainsi être appréhendé tout à la fois comme le résultat de divergences d'intérêts organisationnels trop importantes, mais également comme un décalage entre le temps électoral – nécessitant la production d'une offre politique immédiatement unifiée et la satisfaction en son sein des différents intérêts en présence – et l'état réel des débats dans la gauche radicale – nécessitant l'apprentissage et l'invention de règles du jeu et de manières d'appréhender l'action politique communes. A cela se superpose la temporalité propre aux jeux intra-partisans, en ce que l'interdépendance entre entreprises partisanes ne suppose absolument pas que les débats qui s'y déroulent s'effectuent selon les mêmes modalités et dans les mêmes temporalités. La préparation des élections présidentielles en 2007, 2012 et même 2017 atteste de ces temporalités distinctes dans la mesure où les partis n'accordent pas la même place à cette échéance électorale (révélant au passage leur plus ou moins grande acceptation des règles du jeu

liées à la centralité de cette élection dans les institutions de la V^e République). Les conceptions de l'action politique et les intérêts poursuivis par les différents acteurs de l'espace de la gauche radicale les amènent à concevoir ces séquences électorales selon une temporalité très différente, plus ou moins longue, intense et dynamisante selon ce que les acteurs partisans cherchent à y obtenir.

Enfin, concevoir le champ politique comme un ensemble segmenté permet de replacer les partis politiques dans les différentes configurations dans lesquelles se déroulent leurs actions et dans les différents univers de sens – ou aux « *univers symboliques* » des acteurs pour reprendre l'expression de Peter Berger et Thomas Luckmann¹ – par lesquels les acteurs politiques sont amenés à appréhender l'activité politique. Cela nécessite alors de s'intéresser à la subjectivité des acteurs, c'est-à-dire aux manières dont ils perçoivent les configurations dans lesquelles ils s'investissent. Le sens qu'ils donnent aux coups qu'ils jouent et que jouent leurs concurrents (en particulier ceux évoluant dans leur environnement politique proche) produit des effets et oriente autant les coups qu'ils posent que leurs perceptions des luttes auxquelles ils prennent part. Peter Berger et Thomas Luckmann rappellent avec force – ils sont rejoints en cela par des auteurs défendant une approche nettement distincte tels Michel Crozier et Erhard Friedberg² –, à ce titre, que « *la sociologie de la connaissance doit s'intéresser à tout ce qui peut être considéré comme « connaissance » dans une société, sans tenir compte de la validité ou de la non-validité fondamentale (quels qu'en soient les critères) d'une telle « connaissance* ». »³.

Ce que la gauche radicale fait à la notion de parti politique

Enfin, les transformations contemporaines de l'espace de la gauche radicale incitent à interroger l'objet parti politique. Tout d'abord, pour en constater l'extrême diversité organisationnelle. Entre ce qui reste de l'archétype du « *parti de masse* » ancré dans la société autant que fondateur d'une « *contre-société* », véritable étalon du « vrai parti » qu'était le PCF, et les partis rassemblant quelques milliers, voire quelques centaines ou même dizaines de membres⁴, la gauche radicale présente une

¹ Berger Peter et Luckmann Thomas, *La construction sociale de la réalité*, op. cit., p. 136.

² Crozier Michel et Friedberg Erhard, *L'acteur et le système*, op. cit., pp. 458-459.

³ Berger Peter et Luckmann Thomas, *La construction sociale de la réalité*, op. cit., p. 10.

⁴ Rappelons que dans la conception proposée par Maurice Duverger, ce n'est pas le nombre d'adhérents, mais la structure organisationnelle qui distingue les deux types de partis politiques. Daniel-Louis Seiler l'exprime d'une manière particulièrement imagée : « *Dans le système de partis de la France d'aujourd'hui, le NPA d'Olivier Besancenot pourrait très bien ne regrouper dans ses rangs que quatre chats et vingt pingouins, il n'en constituerait pas moins un parti de masses. Inversement, l'UMP pourrait compter plusieurs centaines de milliers d'adhérents, dont un grand nombre dragué sur les plages, il n'en resterait pas moins un parti de cadres* ». Cf. Seiler Daniel-Louis, « Maurice Duverger et les partis politiques », in *Revue internationale de politique comparée*, 17 (1), 2010, p. 60. Nous n'évoquons ici la question des adhérents qu'afin de forcer le trait et rappeler tout ce qui sépare les différentes organisations en concurrence dans l'espace de la gauche radicale. Cf. Duverger Maurice, *Les partis politiques*, Editions Armand Colin, Paris, 1951, pp. 84-92.

grande diversité organisationnelle¹ qui permet, tout autant qu'elle nécessite, un retour sur ce qu'est un parti politique. Il serait d'ailleurs commode d'étiqueter ces partis – à l'exception du PCF et, peut-être du PG – comme des « *petits partis* » ou des « *micro-partis* », voire des « *groupuscules* ». Cette logique d'étiquetage ou de classification n'est pas sans poser de sérieux problèmes méthodologiques. Il ne s'agit pas ici de discuter ou invalider ces notions et les postulats qui les fondent, mais simplement de souligner la nécessité de ne pas en faire usage ici en ce qu'elles induisent une manière différente d'appréhender et de concevoir les objets étudiés. Considérer certaines organisations de gauche radicale comme des « *petits partis* » ou des « *micro-partis* » conduit à n'interroger les relations avec le parti dominant cet espace – le PCF – uniquement sous l'angle de leur dépendance et/ou de leur insignifiance. En d'autres termes, la classification trop précoce de certaines organisations n'est pas sans véhiculer des prénotions dont il faut pourtant se déprendre pour saisir (ou tenter de saisir) toute la densité relationnelle au fondement même de l'autonomie relative d'un segment du champ politique. Comment saisir, par exemple, la mise en échec du PCF – théoriquement dominant – par une coalition d'acteurs faibles lors des collectifs antilibéraux et le *statu quo* qui en résulte, au prisme par exemple de la distinction entre partis politiques et micro-partis (c'est-à-dire, implicitement, des formations qui ne sont pas tout à fait des partis politiques, ce qui revient à définir de manière latente une définition du « vrai » parti) ? En ce sens, le choix d'appréhender l'ensemble des acteurs, individuels ou collectifs, comme des entreprises politiques dotées d'une force au jeu relative (au double sens d'une asymétrie des ressources mobilisables et des contraintes supportées et de la dimension relationnelle de toute ressource sociale) démontre toute sa pertinence en ce qu'il permet d'interroger les interactions sans préjuger de leur sens.

Ces catégories ne sont d'ailleurs que faiblement utiles à la compréhension des interactions dans la gauche radicale et des partis politiques. Giovanni Sartori ne s'y trompe d'ailleurs pas lorsqu'il construit – dans un objectif de comparaison internationale justifiant la délimitation des cas d'études pertinents – l'idée de partis significatifs². En effet, il ne cherche pas à bâtir cette catégorie comme un invariant mais comme une démarche de construction de l'objet prenant appui sur la dynamique de chaque système partisan (il a alors à l'esprit l'importance de certains partis centristes qui, bien que dotés de faibles ressources, n'en disposent pas moins d'une capacité d'influence certaine). Une application mécanique de la démarche de Giovanni Sartori ne manquerait pas de conclure à la faiblesse de la gauche radicale, pourtant deux éléments doivent être mentionnés. D'une part, l'intérêt ici de cette démarche du politiste italien n'est pas tant dans le résultat obtenu que dans le rappel – salutaire – de la nécessité d'adopter une approche adaptée à un objet d'étude et, ce faisant,

¹ Ce qui n'est pas propre à ce segment. cf. Poirmeur Yves, *Les partis politiques*, op. cit., p. 14.

² Sartori Giovanni, *Partis et systèmes de partis*, op. cit., pp. 177-186.

à construire l'objet. Ce qui est ou n'est pas pertinent dans une démarche comparative, caractérisée par le grand nombre de partis et de configurations nationales étudiés, peut l'être dans l'étude d'une configuration nationale et, *a fortiori*, dans l'étude de l'un de ses segments. D'autre part, certaines formations disposant *a priori* d'une influence des plus limitée voire nulle dans le champ politique, peuvent être dotées d'une force au jeu conséquente dans un espace politique restreint, ce qui n'est pas sans conséquence sur d'autres partis plus significatifs. Cela invite à penser les partis relationnellement et à concevoir l'étude des « petits partis » ou des « marges » d'un système partisan (d'un champ, d'un marché politique, etc.), non comme un objet marginal, mais comme une autre manière de saisir et d'enrichir la compréhension des configurations et des unités partisans.

L'étude de la gauche radicale nous amène également à revenir sur les définitions classiques des partis politiques. Il est utile de préciser et de limiter d'emblée notre propos. Nous n'entendons pas proposer une énième et des plus aventureuse définition générale des partis politiques. Les difficultés à saisir cet objet ont été soulignées à maintes reprises et si notre objet, de par ses spécificités, permet de revenir sur les définitions existantes, ce sont également ses spécificités qui nécessitent une réelle prudence quant à toute généralisation excessive.

Classiquement, les partis politiques sont définis comme des rassemblements d'acteurs professant une même idéologie¹. Un deuxième élément de définition des partis se fonde sur leur objet : la recherche du pouvoir dans un groupement politique. Ce critère conduit rapidement, lorsqu'il s'agit d'étudier les démocraties pluralistes, à définir les partis comme des organisations visant à prendre le pouvoir dans un groupement par la participation aux compétitions électorales. Les deux définitions des partis politiques proposées par Anthony Downs, en application des attendus conceptuels du choix rationnel, en constituent un exemple : « *Au sens le plus large, un parti politique est une coalition d'hommes cherchant à contrôler l'appareil gouvernemental par des moyens légaux* »². Il complète cette définition par une seconde : « *un parti politique est une équipe d'individus qui cherchent à contrôler l'appareil gouvernemental en obtenant ce pouvoir par la voie d'une élection en bonne et due forme. Par équipe, nous entendons une coalition dont les membres sont d'accord sur tous les objectifs à poursuivre. Chaque membre de l'équipe a exactement les mêmes buts que tous les autres* »³. Cette conception l'amène – de par le postulat initial d'une rationalité unique et propre à chaque unité partisane – à considérer les partis « *comme s'il s'agissait d'une personne unique* »⁴. On ne saurait cependant lui reprocher cette abstraction qu'il reconnaît et ne pose que comme une

¹ Hervé Fayat en donne plusieurs exemples dans sa synthèse relative à l'émergence des partis politiques. Cf. Fayat Hervé, « La genèse de la concurrence pour la ratification : les partis politiques », in Cohen Antonin, Lacroix Bernard et Riutort (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, op. cit., p. 122.

² Downs Anthony, *Une théorie économique de la démocratie*, Editions de l'université de Bruxelles, Bruxelles, 2013, p. 40.

³ *Ibid.*, p. 41.

⁴ *Ibid.*, p. 42.

hypothèse nécessaire à la mise en place de son cadre d'analyse, d'autant plus que les travaux portant sur les partis politiques ont largement souligné l'importance de les étudier comme des espaces concurrentiels¹. Ainsi, Giovanni Sartori définit un parti comme « *un agrégat d'individus formant des constellations de groupes rivaux* »². Les partis de gauche radicale sont souvent considérés comme fortement idéologisés. Les luttes idéologiques sont ainsi régulièrement avancées, et l'hypothèse apparaît des plus probantes au vu de nos observations, comme constitutives d'une forme de rétribution de l'action militante. De même, l'appréhension de ces partis comme « *administrateur de sens* »³ où comme « *entreprise doctrinale* »⁴ permet de saisir tout le travail de production de sens, de mise en récit du réel et de politisation auquel se livrent les entreprises partisans. L'idée, proposée par Bruno Villalba, d'un « *paradoxe de la différenciation* »⁵ conduisant les entreprises partisans les plus faibles à se différencier entre elles et vis-à-vis des partis dominants est certes stimulante, mais elle ne permet pas de rompre avec le sens militant qui consiste précisément à rendre compte des luttes inter-partisans en arguant prioritairement des antagonismes idéologiques et programmatiques. En effet, et même si l'idéologie joue indéniablement un rôle dans l'état des relations entretenues par des acteurs politiques *a priori* proches, il est tout aussi probable qu'étant la modalité la plus légitime – d'un point de vue indigène⁶ – de se représenter les luttes (mais aussi les rapprochements opérés), les différends idéologiques, doctrinaux ou programmatiques soient également un moyen de (re)construire, de rationaliser et de légitimer d'autres motivations à l'union ou à la désunion. En d'autres termes, il est nécessaire d'opérer une mise à distance de l'aveuglante idéologisation de la gauche radicale pour mieux saisir ce que ce postulat – militant et parfois scientifique – tend à occulter, à savoir la prégnance des logiques internes aux organisations en concurrence, l'affrontement des intérêts organisationnels, l'effet des modes de scrutins, ou encore, ce que nous avons cherché à placer au cœur de cette thèse, les effets des dynamiques relationnelles propres à un segment restreint du champ politique.

Les différentes conceptions des partis politiques posent également comme critère de définition la lutte pour le pouvoir dans un groupement politique donné⁷. Si ce critère apparaît pleinement dans l'étude des organisations de gauche radicale, le glissement régulier visant à ne concevoir cet objectif

¹ Offerlé Michel, *Les partis politiques*, 2^e édition, *op. cit.*, pp. 5-17.

² Sartori Giovanni, *Partis et systèmes de partis*, *op. cit.*, p. 118.

³ Hastings Michel, « Partis politiques et administration du sens », *op. cit.*

⁴ Dézé Alexandre, *Le Front national : à la conquête du pouvoir ?*, *op. cit.* ; Dézé Alexandre, « Le Front national comme « entreprise doctrinale » », in Haegel Florence (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, *op. cit.*, pp. 255-284.

⁵ Villalba Bruno, « Les petits partis et l'idéologie : le paradoxe de la différenciation », *op. cit.*, pp. 67-89.

⁶ La justification de la forte conflictualité par des différends idéologiques est d'ailleurs battue en brèche par la faiblesse des coûts de reconversion militante au sein de cet espace politique.

⁷ Florence Haegel pointe ainsi deux des spécificités des partis politiques : ils sont « *marqués par la lutte pour le pouvoir* » et prennent en charge un « *travail idéologique* » résultant de « *processus d'agrégation ou de hiérarchisation des divisions sociopolitiques* ». Cf. Haegel Florence, « Le pluralisme à l'UMP », *op. cit.*, p. 220.

de conquête du pouvoir que par des moyens légaux apparaît plus incertain. On observe ce glissement aussi bien dans la seconde définition d'Anthony Downs que dans celle proposée en 1966 par Maurice Duverger, qui considère que « *les partis politiques ont pour objectif direct de conquérir le pouvoir ou de participer à son exercice ; ils cherchent à conquérir des sièges aux élections, à avoir des députés et des ministres, à prendre le gouvernement* »¹. De même, Yves Poirmeur a proposé récemment une définition des partis politiques fondée sur la centralité de l'opération électorale. Il propose ainsi de définir les partis comme des « *entreprises spécialisées dans la conquête de mandats électifs et l'exercice du pouvoir politique, qui, à cette fin, sont des entreprises de représentation organisées, dotées d'une marque dont la manipulation leur permet d'exister sur les marchés politiques, de se démarquer de leurs concurrentes pour intéresser des électeurs et solliciter leurs suffrages* »². Il ne s'agit pas ici de discuter de la place et du rôle des mécanismes électoraux dans la définition des partis politiques, mais de préciser ces définitions qui ont comme limites communes de ne concerner que les entreprises politiques qui ont effectivement – ou affichent – comme objectif de conquérir le pouvoir et disposent des moyens nécessaires à la réalisation d'un tel objectif. Ce que nous voulons ici évoquer, c'est la disparité du rapport aux mécanismes électoraux des acteurs politiques et la toute aussi grande disparité des raisons qu'ils ont d'y participer. En d'autres termes, et nous avons eu l'occasion de le souligner précédemment, si les acteurs politiques participent régulièrement aux mêmes compétitions électorales (et respectent donc *a priori* les mêmes règles du jeu), ils ne s'y engagent pas avec les mêmes objectifs, ni les mêmes conceptions de l'action politique et électorale. Les acteurs politiques intègrent parfaitement, au-delà des discours performatifs (« nous allons gagner » ; « nous pouvons gagner ») qui accompagnent (et visent à produire de la réassurance collective) le travail de mobilisation électorale des soutiens et des militants, l'inégale distribution des chances de réussite/victoire électorale. Si certaines des entreprises politiques de gauche radicale accordent – si ce n'est dans les manières d'appréhender l'action politique, au moins en acte dans les campagnes qu'ils mènent – une certaine centralité aux activités électorales, d'autres à l'inverse n'ont que difficilement intégré les principes de la démocratie représentative. LO en est l'un des exemples les plus saisissants en ce que la participation aux élections n'est que l'une des modalités (par ailleurs, fortement disqualifiée) du répertoire d'action partisan. Lilian Mathieu rappelle fort justement que tous les partis de la gauche radicale « *sont traversés par des débats stratégiques quant à la priorité qu'il convient d'accorder aux élections ou aux mobilisations, tous sont convaincus que, quoique situés à distance du domaine partisan, les mouvements sociaux sont des acteurs politiques majeurs* »³. Cela

¹ Duverger Maurice, *Sociologie politique, op. cit.*, p. 355.

² Poirmeur Yves, *Les partis politiques, op. cit.*, p. 15.

³ Mathieu Lilian, *La démocratie protestataire, op. cit.*, p. 120.

implique que les partis de gauche radicale développent des pratiques militantes reposant sur l'activité électorale et l'inscription dans les mobilisations.

Plus généralement, les entreprises politiques de gauche radicale (mais ce constat est probablement généralisable) développent une conception instrumentale de la compétition électorale qui dépasse le seul objectif de conquête du pouvoir ; logique instrumentale et de subversion du sens des élections qui se donne particulièrement à voir dans les effets – ou les non-effets – des défaites ou contre-performances électorales des partis étudiés¹. Les cadres et militants de ces partis participent régulièrement à la compétition électorale. Le fait d'être candidat y constitue l'une des modalités routinisées de l'activisme militant. Ces acteurs cherchent à avoir des élus, même s'ils n'ont guère de doute, la plupart du temps, sur leurs chances réelles d'en obtenir. Réussir à se faire élire, gagner ou conserver une mairie y est toujours un motif de fierté. Les réalisations édifiantes des édiles de gauche radicale ou leurs actes de résistance et de protestation lorsqu'ils siègent dans l'opposition le sont tout autant. A l'inverse, le « penchant » gestionnaire des élus est l'objet de débats passionnés sur les insuffisances des uns et le jusqu'aboutisme des autres. Julian Mischi montre bien, à propos du PCF, cette tension permanente entre élus et militants². Plus généralement, les partis de gauche radicale et leurs membres sont fortement intéressés à la compétition électorale. Tout comme ils sont intéressés à l'exercice du pouvoir, dans le cadre du système politique existant ou dans un autre, mais rares sont ceux qui en ont fait l'expérience – ce constat ne vaut cependant pas pour le PCF qui, à bien des égards, peut être considéré comme un parti d'élus. Qui plus est, alors que le fait d'être élu constitue une finalité évidente de la participation à la compétition électorale pour les militants d'autres partis politiques, les militants de gauche radicale s'inventent toute une série de contraintes stratégiques, politiques et morales visant à conditionner leur élection, non seulement à l'obtention d'un nombre de voix suffisant, mais à l'acquisition d'un mandat conformément à ce qui est perçu comme légitime dans cet espace politique. En témoigne le discours de Jean-Luc Mélenchon lors du dernier congrès du PG (juillet 2015) où, présentant les nouveaux coordinateurs du PG (Eric Coquerel et Danièle Simonnet), il rappelait, sous les ovations militantes, le fait que cette dernière ait été élue à Paris « *toute seule* », c'est-à-dire sans être passée par un accord de second tour avec les socialistes. Les partis de gauche radicale entretiennent un rapport difficile à l'opération électorale en ce qu'il s'agit tout à la fois d'une modalité routinisée d'action politique et militante et, dans le même temps, une activité régulièrement disqualifiée et toujours objet de débats passionnés. Cette distance critique à l'acte électoral montre tout le décalage entre les définitions faisant des partis des acteurs collectifs visant à la conquête et à l'exercice du pouvoir dans le cadre des institutions existantes. Pourtant, il ne fait

¹ Mathieu Romain, « La gauche radicale française face à la défaite électorale », com. cit.

² Mischi Julian, *Le communisme désarmé*, op. cit., pp. 231-233.

guère de doute que des organisations composées de seulement quelques centaines de membres, lorsqu'elles promeuvent un style de militance intense autour et dans la réalisation, seules ou en coalition, des différentes activités afférentes au répertoire d'action des partis politiques, peuvent être considérées comme telles. Maurice Duverger, même s'il fondait sa définition des partis politiques sur la conquête et l'exercice du pouvoir, n'en remarquait pas moins que l'acceptation des règles du jeu électoral pouvait être très différente selon les partis. Il avançait alors l'idée que les partis de création extérieure au Parlement pouvaient faire preuve d'un détachement plus important vis-à-vis des résultats électoraux et être le lieu de débats constants et conflictuels autour des enjeux électoraux¹. Ces remarques et constats amènent à compléter les définitions évoquées. En effet, si les partis politiques peuvent être appréhendés comme des entreprises spécialisées, la conquête et l'exercice du pouvoir ne fait sens pratique que pour les partis les plus importants d'un espace politique. Cela amène à considérer, tout au moins si l'on définit les partis au prisme de l'activité électorale (qui ne constitue historiquement qu'une des modalités d'accès et de compétition pour le pouvoir dans un groupement politique), que les partis sont des entreprises spécialisées non dans la conquête de mandats électifs et l'exercice du pouvoir (même si cela peut être le cas), mais dans le travail de mise en sens du réel et de mobilisation électorale. Il s'agit ainsi de mettre à distance l'abstraction consistant à établir un postulat selon lequel la victoire électorale est la finalité partagée par tous les participants à une élection. Cette précision permet de rendre compte de la diversité des raisons partisans de faire campagne : obtenir un succès d'estime, s'implanter sur un territoire, faire usage des campagnes pour populariser des mots d'ordre n'ayant parfois qu'un rapport distant à l'élection considérée, se faire plaisir (une campagne pouvant être source d'un enthousiasme et d'une dynamique militante particulièrement forte²), participer à une action collective, profiter des ressources – matérielles et symboliques – mises à disposition des candidats pour garantir le pluralisme, obtenir des financements publics, augmenter le résultat attribué à une étiquette politique au soir des résultats, et parfois même, essayer d'être élu. Il ne faut d'ailleurs pas sous-estimer la force de l'évidence en ce que se présenter à une élection, pour des cadres et militants actifs, va souvent de soi³. En ce sens, c'est une activité normale, banalisée, acceptée et dont le principe – conformément à la mise en sens de l'activité électorale propre à chaque formation politique – ne se questionne pas. Ce n'est d'ailleurs pas en contradiction avec l'expression ponctuelle ou latente d'un rejet des mécanismes électoraux et l'expression régulière d'une méfiance vis-à-vis

¹ Duverger Maurice, *Les partis politiques*, *op. cit.*, p. 14.

² Lefebvre Rémi, « Le travail de mobilisation électorale », *op. cit.*, pp. 406-421.

³ Cette évidence se retrouve d'ailleurs dans les dispositifs mis en place pour faire campagne. Ainsi, organiser un meeting, une réunion publique, un tractage ou un porte-à-porte, etc. sont autant d'activités effectuées parce qu'il est évident à tous les participants à une campagne que c'est « ce qu'il faut faire », que c'est ainsi que se mène une campagne et que, à vrai dire, ce sont ces actions qui définissent le mieux ce qu'est une campagne dans les représentations militantes.

des élections et des relations de pouvoir. Les manières de faire campagne, les objectifs dans une campagne, les programmes, la sélection des candidats et les choix stratégiques sont l'objet de débats clivants et parfois conflictuels. Mais, tout au moins tant que les partis considérés ont les ressources matérielles, financières et militantes de participer à une élection, l'opportunité de ne pas se présenter ne se pose guère.

Ces quelques considérations amènent également à s'interroger sur les critères posés par Joseph La Palombara et Myron Weiner¹ : un parti est une organisation durable et complète (structurée à tous les échelons du local au national) ayant pour objectif la conquête du pouvoir à tous les échelons et recherchant, dans cette conquête du pouvoir, à s'assurer d'un soutien populaire, notamment via les élections. Dans cette définition, la conquête du pouvoir et la participation électorale constituent les deux éléments les plus importants, comme le relève Pierre Bréchon². Michel Offerlé a souligné les limites de cette définition par trop normative, au caractère « *figé et historiquement situé* »³. Là encore, les décalages entre ces critères et les partis de la gauche radicale sont importants, au double sens du terme : tout à la fois dans l'ampleur de ce décalage, et dans ce que ces décalages rappellent le caractère polymorphe de l'objet « parti politique ». Là encore, il ne s'agit pas de plaider pour l'abandon d'une définition qui, malgré ses limites n'en permet pas moins une première approche du phénomène partisan en distinguant ces organisations d'autres aux objectifs parfois proches. Ces quatre critères sont très proches d'une définition juridique des partis et même s'ils sont inadaptés à l'objet étudié, ils n'en restent pas moins utiles dans les défauts même de cette définition. Le caractère durable des partis qui constituerait progressivement une forme de tradition ou de famille politique conduit à une vision particulièrement figée et adynamique des partis. En ne prenant que l'exemple des organisations du FG, à l'exception du PCF, du PCOF et des Alternatifs (désormais dissous), aucune des entreprises politiques coalisées n'existait avant 2008. Certaines n'ont eu une activité propre que pendant quelques mois ou quelques années. Les mouvements de dissidence s'accompagnent généralement de la création d'une organisation plus ou moins éphémère visant à rassembler ceux qui font défection : certaines organisations sont ensuite pérennisées, comme le PG ou la GU, tandis que d'autres cessent rapidement toute activité pour se fondre dans l'activité d'une autre organisation⁴. Prendre comme critère de définition des partis politiques leur caractère durable expose ainsi à d'importantes difficultés lors de l'appréhension de séquences caractérisées par une forte instabilité organisationnelle comme c'est le cas pour l'espace de la gauche radicale depuis une

¹ La Palombara Joseph et Weiner Myron (eds.), *Political Parties and Political Development*, Princeton University Presse, New-Jersey, 1966.

² Bréchon Pierre, *Les partis politiques*, *op. cit.*, p.18.

³ Offerlé Michel, « Partis et configurations partisans », *op. cit.*, p. 451.

⁴ C'est ainsi le cas de la Gauche écologiste de Martine Billard entre le départ d'EELV et l'adhésion au PG, de CA avant sa dissolution dans Ensemble, ou encore des militants exclus de la GU regroupés dans la « Gauche vraiment unitaire » avant de participer à Ensemble, etc.

dizaine d'années. Le fait de disposer d'une organisation sur l'ensemble du territoire national amène également à opérer des distinctions qui apparaissent rapidement comme des plus artificielles au regard de la grande disparité des effectifs des partis de gauche radicale. Si certains partis sont présents sur l'ensemble du territoire (PCF, PG, LO, NPA), quoique de manière très différente, d'autres n'ont d'existence que dans certaines configurations localisées. Ainsi, dans le cas meurthe-et-mosellan, si l'agglomération nancéenne présente une forte densité organisationnelle, ce n'est pas le cas du reste du département où, bien souvent, seul le PCF est présent (et encore, parfois, difficilement). Néanmoins, les plus faibles des entreprises de gauche radicale prennent part aux relations inter-partisanes et participent à la compétition politique sous leurs propres couleurs (de manière limitée) et/ou en coalition. De même, l'incapacité de la direction communiste à s'imposer dans le collectif national pour une candidature antilibérale en 2006 démontre qu'une coalition d'acteurs dominés peut faire échec, dans certaines configurations de jeu, à un acteur dominant. Il serait dès lors des plus hasardeux de supposer une différence de nature et d'en faire une variable explicative des interactions et, plus encore, d'en faire un élément de définition des partis politiques. Pour normatif et adynamique qu'ils soient, ces critères n'en ont pas moins un grand intérêt en ce qu'ils permettent de souligner l'hétérogénéité des partis de la gauche radicale et, plus généralement, des entreprises politiques dans un champ politique national donné. Ces critères, s'ils sont appréhendés comme des éléments de définition de ce qu'est un « vrai parti » sont effectivement figés et dépassés, mais continuent à avoir une certaine effectivité pour questionner le sens commun – mais aussi, dans une certaine mesure, l'appréhension scientifique – de la réalité partisane. Les décalages constatés entre les partis de gauche radicale et les critères exposés par Joseph La Palombara et Myron Weiner ne doivent ainsi pas amener à conclure que certaines organisations ne seraient pas vraiment des partis politiques. A l'inverse, cela permet de souligner que nombre de définitions des partis politiques sont situées historiquement et spatialement d'une part, et correspondent d'autre part à l'étude de certaines formations politiques, ce qui peut notamment se traduire par les réflexions autour de la spécificité indépassable de certains partis comme naguère le PCF et, aujourd'hui, le FN. Etudier les « petits partis » ou les partis à la marge d'un système partisan, ce n'est ainsi pas étudier une forme dépassée ou marginale de partis politiques, mais l'une des nombreuses modalités que peut prendre une entreprise politique.

C'est ainsi tout l'intérêt d'une démarche en termes d'entreprise telle que l'a proposée Michel Offerlé, en se fondant sur la définition classique de Max Weber : « *On doit entendre par parti des sociations reposant sur un engagement (formellement) libre ayant pour but de procurer à leurs chefs le pouvoir au sein d'un groupement et à leurs militants actifs des chances – idéales ou matérielles – de poursuivre des buts objectifs, d'obtenir des avantages personnels, ou de réaliser les deux*

ensemble »¹. Cette définition, plus large, est ainsi davantage adaptée lorsqu'il s'agit de saisir les groupements politiques dans une approche socio-historique, mais également d'appréhender la diversité des formes prises par les entreprises politiques dans un espace politique national (sans qu'un parti, un modèle ou une typologie ne constitue un étalon au prisme duquel les autres partis sont interrogés²). Max Weber ne fonde ainsi pas sa définition sur une forme déterminée de groupement, pas plus qu'il ne suppose une présence sur le temps long pour qu'une organisation soit constitutive d'un parti politique : « *ils peuvent constituer des associations éphémères ou permanentes, se présenter dans des groupements de tout genre et former des groupements de toute sorte* »³. De même, s'il définit les partis politiques par leur objectif – conquérir le pouvoir –, ils soulignent dans le même temps la diversité des intérêts à *prendre parti* (au fondement des travaux portant sur les rétributions du et dans le militantisme) et ne fait primer aucune modalité de prise de pouvoir (le respect d'un cadre légal n'étant alors que l'une des modalités possibles pour un parti politique).

La conception weberienne des partis politiques permet également d'insister sur leur dimension relationnelle. Max Weber insiste sur le fait que les partis comme ensemble de relations sociales d'un type particulier, les sociations, c'est-à-dire « *la disposition de l'activité sociale [qui] se fonde sur un compromis d'intérêts motivée rationnellement (en valeur ou en finalité) ou sur une coordination d'intérêts motivée de la même manière* »⁴. En d'autres termes, un parti est une « *entreprise des intéressés* » à l'activisme politique. Mais les partis comme ensemble de relations peuvent également être appréhendés selon un second type de relations sociales que Max Weber désigne par « *communalisation* ». Il entend par là une relation sociale qui « *se fonde – dans le cas particulier, en moyenne ou dans le type pur – sur le sentiment subjectif (traditionnel ou affectif) des participants d'appartenir à une même communauté* »⁵. Le sentiment d'appartenance à une même communauté partisane se donne régulièrement à voir dans certains dispositifs de campagne (meeting, fête) et célébrations, dans certains événements partisans (comme les congrès), mais également et de manière peut-être plus forte dans l'hommage aux militants décédés qui est souvent un moment d'intense communion d'une communauté partisane. Bien qu'il définisse les partis comme des sociations, Max Weber ne considère pas comme inconciliables ces deux types de relations sociales, au sens où il souligne que « *la grande majorité des relations sociales ont en partie le caractère d'une*

¹ Weber Max, *Economie et société*, op. cit., p. 371.

² Rémi Lefebvre et Julien Fretel rappellent fort justement que le PCF a longtemps été cet étalon au regard duquel les autres partis étaient interrogés. Cf. Fretel Julien et Lefebvre Rémi, « La faiblesse des partis politiques français : retour sur un lieu commun historiographique », in Offerlé Michel et Rouso Henry (dir.), *La fabrique interdisciplinaire*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2008, pp. 149-177.

³ Weber Max, *Economie et société*, op. cit., p. 371.

⁴ *Ibid.*, p. 78.

⁵ *Ibid.*

communalisation, en partie celui d'une sociation »¹. Les partis sont ainsi constitués d'un ensemble de relations sociales – relevant tout à la fois des sociations et de la communalisation – s'inscrivant dans différents espaces politiques et militants, eux-mêmes constitués de relations sociales au fondement même du développement de logiques concurrentielles ou coopératives qui donnent sens à l'activité partisane et constituent des espaces de développement de la réalité partisane, la façonnant en permanence.

Enfin, cela amène à souligner que pour nombre d'entreprises partisans, la conquête du pouvoir est d'abord un processus de jeu grevé d'un haut niveau d'incertitudes. Dire cela, c'est, à bien des égards, rappeler une évidence tant la compétition électorale produit plus de perdants que de vainqueurs (logique encore renforcée par la distribution inégale des chances de victoire que semble renforcer une tendance à la bipolarisation, voire à la tripolarisation du champ politique). Mais c'est une évidence nécessaire en ce qu'un parti, quelles que soient ses chances réelles de conquête du pouvoir, est une entreprise spécialisée dans cet objectif (ce qui suppose le développement d'un savoir-faire pratique et d'un ensemble de cadres, représentations et croyances sur ce qu'il convient de faire). L'inégale distribution des chances de conquérir le pouvoir ne tend pas à affaiblir l'intérêt des partis à la compétition politique et, plus particulièrement, électorale. S'intéresser aux partis comme des entreprises spécialisées dans la participation aux luttes pour le pouvoir dans une configuration politique induit que ce sont des acteurs collectifs intéressés à ces luttes et aux trophées et ressources qu'ils peuvent s'assurer en y participant. Il faut remarquer ici que l'ensemble des trophées et ressources va bien au-delà des seuls mandats électifs. Au même titre que la conquête d'un ou de plusieurs mandats, obtenir des financements publics, un résultat interprétable comme une victoire au soir d'une élection et ainsi apparaître comme étant en dynamique, dépasser un concurrent direct, etc. sont autant de trophées et ressources qui « font courir » les acteurs politiques. Les partis ne sont ainsi pas seulement organisés afin de conquérir le pouvoir ou des mandats électifs, mais bien davantage un ensemble de biens symboliques dont la diversité et l'utilité sont rendus plus visibles par une approche compréhensive des stratégies partisans. Il y a bien sûr toujours une part – parfois importante – de « langue de bois » dans les discours des acteurs qui tendent à ne jamais avoir perdu, mais ces discours ne sont pas uniquement des produits des circonstances visant à garder la face. Ils expriment également la diversité des intérêts partisans et, *in fine*, la diversité de *faire parti* et d'appréhender l'action politique.

La recontextualisation des coups joués par les différentes entreprises partisans caractérisées par une homologie de position dans le champ politique, permet d'accéder à certaines facettes qui, autrement, restent dans l'ombre ou ne sont traités que sous l'angle de la vie politique – et, du fait de

¹ Weber Max, *Economie et société*, op. cit., p. 79.

la marginalité de ces groupes politiques, sont en conséquence bien souvent ignorées. En effet, le travail de marquage des rivaux directs (qui, par leur proximité, sont aussi parfois des alliés potentiels ou des alliés « tout court »), ce que Lilian Mathieu appréhende par la notion de « *zones d'évaluation mutuelle* »¹, la production et la mise en récit de l'actualité politique, les modèles d'anticipation plus ou moins rigoureux et tacites que les acteurs produisent et ajustent en permanence, sont au cœur de l'activité militante et partisane. Travailler sur les partis en les resituant en permanence dans la réalité des interactions pertinentes pour ces acteurs permet ainsi d'étudier l'une des modalités du politique et du partisan. Les activités de marquage et de différenciation, même si elles sont souvent décriées (comme de la politique politicienne, des luttes de chapelle ou d'egos, etc.), tant dans le sens commun que dans les représentations indigènes, ne continuent pas moins de faire sens pour les acteurs qui vivent et se représentent leurs actions en relation et en concurrence avec, contre et tout contre, d'autres acteurs et, singulièrement, avec ceux qui leurs sont les plus proches. Daniel Gaxie ne dit d'ailleurs pas autre chose lorsqu'il évoque les négociations inter-partisanes : « *Toute négociation est en réalité davantage surdéterminée par le jeu des partis et les affrontements sur des enjeux de pouvoir et de représentation, qu'elle n'est provoquée par les désaccords sur les programmes ou les orientations qui y sont officiellement discutés. Plus que des réalités substantielles définies une fois pour toutes par les logiques d'une philosophie explicite ou pratique, les partis doivent être analysés comme des éléments d'un système d'interdépendance affectés de propriétés relationnelles* »². Le cas de la gauche radicale permet d'apporter une précision en ce que les partis sont parties prenantes d'une pluralité de systèmes d'interdépendances dont les logiques structurelles ne sont que partiellement convergentes quand elles ne sont pas antagoniques.

De quelques pistes en guise de conclusion provisoire

Il nous reste, pour conclure, à formuler quelques hypothèses comme autant de pistes pour des recherches futures, visant à expliquer l'une des interrogations les plus prégnantes lorsqu'il est question de la gauche radicale française : celle du pourquoi. Pourquoi la gauche radicale française est-elle dans l'incapacité de percer durablement là où les partis équivalents, en Grèce ou en Espagne, pour ne citer que les exemples les plus récents, affichent une insolente réussite ? Au préalable, il nous faut souligner que ce ne sont pas tant les difficultés de la gauche radicale française qui constituent une situation exceptionnelle, mais bien la réussite de partis occupant des positions similaires dans d'autres champs politiques nationaux en Europe. Il nous faut ici rappeler que les propositions explicatives que nous listons ici doivent être prises pour ce qu'elles sont : des

¹ Mathieu Lilian, *L'espace des mouvements sociaux*, op. cit., pp. 43-51.

² Gaxie Daniel, *La démocratie représentative*, op. cit., p. 112.

hypothèses de travail qu'il reste encore à tester et à valider ou invalider. Les premières ne sont pas à proprement parler des hypothèses, mais un rappel des explications régulièrement avancées, notamment au terme d'approches comparatives. Tout d'abord, les réussites et échecs des entreprises de gauche radicale peuvent trouver leurs origines dans les différences entre les configurations nationales, qu'il s'agisse de différences quant aux modes de scrutins, aux institutions politiques et aux systèmes partisans, ou encore quant aux différences entre les contextes économiques et sociaux nationaux. Les politiques d'austérité menées en Grèce et, dans une moindre mesure en Espagne, tout comme les difficultés des partis sociaux-démocrates, figurent parmi les explications possibles de la réussite de partis comme SYRIZA ou *Podemos*. Ces explications sont des plus probantes, mais il serait possible de les compléter par une série d'hypothèses relatives à la production des offres politiques par les partis de gauche radicale, aux multiples interactions dans lesquelles sont prises ces différents partis, ou encore à l'organisation et aux pratiques de ces entreprises politiques. Tout d'abord, une première hypothèse explicative pourrait être recherchée dans les relations entre partis et mouvements sociaux. A l'inverse de *Podemos* qui tire son origine d'un mouvement social et politique, les Indignés, construit autour d'une « dynamique citoyenne », la France se caractérise par une tendance à l'autonomisation de l'espace des mouvements sociaux impliquant une forme de mise à distance des différents espaces militants (malgré leur proximité et la forte multipositionnalité militante) qui ne connaît que de rares exceptions comme lors de la campagne référendaire de 2005. Il en résulte une forme (très variable) de méfiance réciproque à l'égard, non seulement des partis, mais plus généralement du politique. Cette explication semble cependant moins nette en comparaison avec SYRIZA, fondée originellement comme une coalition de différents partis de gauche radicale autour d'un parti dominant, le *Synaspismos*, avant sa transformation en parti unifié en 2014. Ces deux exemples interdisent certes de généraliser en considérant les difficultés de la gauche radicale française au prisme de l'autonomisation des différents espaces contestataires, mais ils n'en permettent pas moins de s'interroger sur les effets des relations entretenues par les partis dans les différentes arènes dans lesquelles ils interviennent.

Ensuite, un deuxième type d'hypothèses possible repose plus précisément sur le renouvellement des offres politiques, électorales et militantes produites par la gauche radicale. La promotion (même s'il y a un décalage importante entre ce qui est promu et effectivement mis en place) d'un fonctionnement horizontal et réticulaire d'un *Podemos*¹ tranche ainsi fortement avec les différentes structures (partis ou coalition) mises en place par la gauche radicale française. On peut ainsi poser l'hypothèse selon laquelle ce type de fonctionnement, plus participatif, renforce l'attractivité militante de *Podemos* par la revalorisation symbolique du militantisme et de l'action collective. On ne

¹ Sur le fonctionnement de *Podemos*, cf. Nez Héloïse, « *Podemos*, un parti de « non professionnels » ? », *art. cit.*

peut omettre de s'interroger sur les effets des résultats électoraux de ces deux partis sur leurs dynamiques militantes, en ce qu'elles peuvent nourrir un enthousiasme militant comme nous avons pu le constater lors de la campagne présidentielle de 2012¹ ou dans les récits de la campagne référendaire de 2005. De même, les travaux de Florence Johsua sur la LCR montrent une forte corrélation entre amélioration des résultats électoraux et dynamique militante² en 2002, corrélation également constatée en 2007. Ces logiques se retrouvent de manière plus durable en Grèce ou en Espagne, alors même qu'elles semblent avoir été bien plus limitées temporellement dans le cas français. C'est d'ailleurs, dans les cas allemand et grec, la victoire électorale ou sa perspective à brève échéance qui a permis l'unification de la gauche radicale par fusion des composantes dans un parti unifié (*Die Linke*, SYRIZA). Les « réussites » de la gauche radicale grecque et espagnole, mais aussi pendant une courte séquence, en Allemagne, sont corrélées avec des stratégies de renouvellement symbolique de l'offre politique et électorale, passant par la « modernisation » du discours et des propositions programmatiques de la gauche radicale. Cela se traduit notamment, mais pas uniquement, par la transformation organisationnelle des entreprises existantes (*Die Linke* en Allemagne, SYRIZA en Grèce) et/ou la création de nouvelles organisations (*Podemos*). Celles-ci visent à subvertir le jeu politique par l'imposition de nouveaux clivages fondés sur le rejet de l'austérité (Grèce) ou sur l'opposition caste/peuple dans le cas de *Podemos*, en lieu et place de l'opposition gauche/droite. Cette logique subversive est facilitée – et rendue efficace – par les contextes nationaux, mais aussi par le fait qu'elle est rendue symboliquement visible par un renouvellement générationnel des élites militantes. Le profil présenté par les deux principaux dirigeants de SYRIZA et *Podemos* tranche avec celui des principaux leaders de la gauche radicale française : Alexis Tsipras et plus encore Pablo Iglesias se distinguent ainsi par leur jeunesse (même si ce constat doit être nuancé au regard du personnel municipal de *Podemos*) et une image « moderne » et « dynamique » leur permettant d'incarner une « nouvelle façon de faire de la politique », probablement davantage que des leaders comme Jean-Luc Mélenchon ou Pierre Laurent. Plus généralement, c'est l'ensemble des logiques et technologies de médiation entre partis et électeurs qui pourrait être interrogé afin de saisir les disparités nationales. Enfin, et ce n'est là que la poursuite des pistes initiées dans le cadre de cette thèse, les résultats électoraux et les dynamiques militantes observées pour la gauche radicale dans d'autres Etats européens (voire en dehors comme le montre l'exemple du parti communiste nippon) pourraient être interrogés au regard des relations entretenues par les entreprises politiques qui peuplent cet espace, s'y concurrencent et, (parfois) coopèrent.

¹ Cet enthousiasme peut également se lire *a contrario* dans la forte déception militante qui accompagne les résultats obtenus lors de l'élection présidentielle de 2012. Cf. Wald Quentin, « La défaite contrastée de Jean-Luc Mélenchon : le Front de gauche à l'épreuve de l'élection présidentielle française de 2012 », com. cit.

² Johsua Florence, « Repenser la production sociale de la révolte », *art. cit.*

Science politique et sociologie générale

Ouvrages, thèses et mémoires

- BAILEY Frédéric Georges, *Les règles du jeu politique*, Presses universitaires de France, Paris, 1971.
- BANTIGNY Ludivine et BAUBEROT Arnaud (dir.), *Hériter en politique. Filiations, générations et transmissions politiques (Allemagne, France et Italie, XIX^e-XXI^e siècle)*, Presses universitaires de France, Paris, 2011.
- BEAUD Stéphane et PIALOUX Michel, *Retour sur la condition ouvrière*, Editions La Découverte, Paris, 2012.
- BECKER Howard, *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*, Editions Métaillié, Paris, 1985.
- BENNANI-CHRAÏBI Mounia et FILLIEULE Olivier (dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Presses de Sciences Po, Paris, 2003.
- BENOIT Bruno, CHEVANDIER Christian, MORIN Gilles, RICHARD Gilles et VERGNON Gilles (dir.), *A chacun son Mai ? Le tour de France de mai-juin 1968*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2011.
- BERGER Peter et LUCKMANN Thomas, *La construction sociale de la réalité*, Editions Méridiens Klincksieck, Paris, 1989.
- BERSTEIN Serge (dir.), *Les cultures politiques en France*, Editions du Seuil, Paris, 1999.
- BOLTANSKI Luc, *Les cadres. La formation d'un groupe social*, Editions de Minuit, Paris, 1982.
- BOURDIEU Pierre et PASSERON Jean-Claude, *Les héritiers. Les étudiants et la culture*, Editions de Minuit, Paris, 1964.
- BOURDIEU Pierre, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Editions de Minuit, Paris, 1979.
- BOURDIEU Pierre, *Les règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Editions du Seuil, Paris, 1998.
- BOURDIEU Pierre, *Question de sociologie*, Editions de Minuit, Paris, 1984.
- BRAUD Philippe, *L'émotion en politique*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1996.
- BRAUD Philippe, *La science politique*, 9^e édition, Presses universitaires de France, Paris, 2009.
- BRAUD Philippe, *Sociologie politique*, 9^e édition, LGDJ, Paris, 2008.
- CEFAI Daniel (dir.), *Cultures politiques*, Presses universitaires de France, Paris, 2001.
- CHAMPAGNE Patrick, *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Editions de Minuit, Paris, 1990.
- CHEVALLIER Jacques (dir.), *L'Institution*, Presses universitaires de France, Paris, 1981.
- COHEN Antonin, LACROIX Bernard et RIUTORT Philippe (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, Editions La Découverte, Paris, 2009.
- COLLOVALD Annie, GAITI Brigitte (dir.), *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, Editions La dispute, Paris, 2006.
- CROZIER Michel et FRIEDBERG Erhard, *L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*, Editions du Seuil, Paris, 1981.
- DELOYE Yves, *Sociologie historique du politique*, Editions La Découverte, Paris, 1997.

- DOBRY Michel, *Sociologie des crises politiques*, 3^e édition, Presses de Sciences Po, Paris, 2009.
- DOLEZ Bernard et HASTINGS Michel (dir.), *Le parachutage politique*, Editions L'Harmattan, Paris, 2003.
- DORMAGEN Jean-Yves et MOUCHARD Daniel, *Introduction à la science politique*, 3^e édition, Editions De Boeck, Bruxelles, 2010.
- DOWNS Anthony, *Une théorie économique de la démocratie*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2013.
- DULONG Delphine, *La construction du champ politique*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2008.
- DULONG Delphine, *Sociologie des institutions politiques*, Editions La Découverte, Paris, 2012.
- DUVERGER Maurice, *Sociologie politique*, Presses universitaires de France, Paris, 1966.
- ELIAS Norbert, *Du temps*, Editions Fayard, Paris, 1996.
- ELIAS Norbert, *Engagement et distanciation*, Editions Fayard, Paris, 1993.
- ELIAS Norbert, *La civilisation des mœurs*, Editions Calmann-Lévy, Paris, 1973.
- ELIAS Norbert, *La dynamique de l'occident*, Editions Calmann-Lévy, Paris, 1975.
- ELIAS Norbert, *La société de cour*, Editions Flammarion, Paris, 1985.
- ELIAS Norbert, *La société des individus*, Editions Fayard, Paris, 1991.
- ELIAS Norbert, *Norbert Elias par lui-même*, Editions Fayard, Paris, 1991.
- ELIAS Norbert, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Editions de l'Aube, La Tour d'Aigues, 1991.
- FILLIEULE Olivier (dir.), *Le désengagement militant*, Editions Belin, Paris, 2005.
- FRANCOIS Bastien, *Le régime politique de la V^e République*, Editions La Découverte, 5^e édition, Paris, 2011.
- GAXIE Daniel et LEHINGUE Patrick, *Enjeux municipaux. La constitution des enjeux politiques dans une élection municipale*, Presses universitaires de France, Paris, 1984.
- GAXIE Daniel, *La démocratie représentative*, 2^e édition, Editions Montchrestien, Paris, 1996.
- GAXIE Daniel, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Editions du Seuil, Paris, 1978.
- GOFFMAN Erving, *Asiles. Etudes sur la condition sociale des malades mentaux*, Editions de Minuit, Paris, 1968.
- GOFFMAN Erving, *La mise en scène de la vie quotidienne. 1. La présentation de soi*, Editions de Minuit, Paris, 1973.
- GOFFMAN Erving, *La mise en scène de la vie quotidienne. 2. Les relations en public*, Editions de Minuit, Paris, 1973.
- GOFFMAN Erving, *Les cadres de l'expérience*, Editions de Minuit, Paris, 1974.
- GOFFMAN Erving, *Les rites d'interaction*, Editions de Minuit, Paris, 1974.
- GOFFMAN Erving, *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Editions de Minuit, Paris, 1975.
- GRUNBERG Gérard, MAYER Nonna et SNIDERMAN Paul (dir.), *La démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Presses de Sciences Po, Paris, 2002.
- HASSENTEUFEL Patrick, *Sociologie politique : l'action publique*, Editions Armand Colin, 2^e édition, Paris, 2011.

- HEINICH Nathalie, *La sociologie de Norbert Elias*, Editions la Découverte, Paris, 2002.
- HIRSCHMAN Albert, *Défection et prise de parole*, Editions Fayard, Paris, 1995.
- HUBE Nicolas, *Décrocher la « UNE ». Le choix des titres de première page de la presse quotidienne en France et en Allemagne (1945-2005)*, Presses universitaires de Strasbourg, Strasbourg, 2008.
- ION Jacques, FRANGUIADAKIS Spyros et VIOT Pascal, *Militer aujourd'hui*, Editions Autrement, Paris, 2005.
- ION Jacques, *La fin des militants ?*, Editions de l'Atelier, Paris, 1997.
- JOLY Marc, *Devenir Norbert Elias*, Editions Fayard, Paris, 2012.
- JOURDAIN Anne et NAULIN Sidonie, *La théorie de Pierre Bourdieu et ses usages sociologiques*, Editions Armand Colin, Paris, 2011.
- KESLASSY Eric, *Leçons d'introduction à la sociologie*, Editions Ellipses, Paris, 2014.
- LAGROYE Jacques (dir.), *La Politisation*, Editions Belin, Paris, 2003.
- LAGROYE Jacques et OFFERLE Michel (dir.), *Sociologie de l'institution*, Editions Belin, Paris, 2010.
- LAGROYE Jacques, FRANCOIS Bastien, et SAWICKI Frédéric, *Sociologie politique*, Presses de Sciences Po / Dalloz, 5^{ème} édition, Paris, 2006.
- LAHIRE Bernard (dir.), *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu. Dettes et critiques*, Editions La Découverte, Paris, 1999.
- LAHIRE Bernard, *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Editions Nathan, Paris, 2001.
- LAMBERT Frédéric et LEFRANC Sandrine, *50 fiches pour comprendre la science politique*, Editions Bréal, 4^e édition, Paris, 2012.
- LE BART Christian, *La politique en librairie : les stratégies de publication des professionnels de la politique*, Editions Armand Colin, Paris, 2012.
- LE GALL Laurent, OFFERLE Michel, PLOUX François (dir.), *La politique sans en avoir l'air. Aspects de la politique informelle, XIX^e siècle-XXI^e siècle*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2012.
- LEFEBVRE Rémi, *Leçons d'introduction à la Science politique*, Editions Ellipses, Paris, 2010.
- MATONTI Frédérique (dir.), *La démobilisation politique*, Editions La Dispute, Paris, 2005.
- MAYER Nonna, *Sociologie des comportements politiques*, Editions Armand Colin, Paris, 2010.
- MOREL Christian, *Les décisions absurdes. Sociologie des erreurs radicales et persistantes*, Editions Gallimard, Paris, 2002.
- OFFERLE Michel et ROUSSO Henry (dir.), *La fabrique interdisciplinaire*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2008.
- OFFERLE Michel, *Sociologie de la vie politique française*, Editions La Découverte, Paris, 2004.
- OLSON Mancur, *Logique de l'action collective*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2011.
- ORFALI Birgitta (dir.), *La banalisation de l'extrémisme à la veille de la présidentielle. Radicalisation ou dé-radicalisation ?*, Editions L'Harmattan, Paris, 2012.
- PERRINEAU Pascal (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Presses de la fondation des sciences politiques, Paris, 1994.
- POIRMEUR Yves et MAZET Pierre (dir.), *Le métier politique en représentations*, Editions L'Harmattan, Paris, 1999.
- RIUTORT Philippe, *Précis de sociologie*, Presses universitaires de France, Paris, 2010.

- RIUTORT Philippe, *Sociologie de la communication politique*, Edition La Découverte, Paris, 2007.
- SCHEMEIL Yves, *Introduction à la science politique*, Presses de Sciences Po /Dalloz, Paris, 2010.
- SCHWARTZ Olivier, *Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, Presses universitaires de France, Paris, 1990.
- SIEGFRIED André, *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2010.
- TOURNAY Virgine, *Sociologie des institutions*, Presses universitaires de France, Paris, 2011.
- VOILLIOT Christophe, *Éléments de science politique*, Editions L'Harmattan, Paris, 2010.
- WEBER Max, *Economie et société. Tome 1*, Editions Pocket, Paris, 1995.
- WEBER Max, *Le savant et le politique*, Editions 10/18, Paris, 1963.
- WEBER Max. *Economie et société, Tome 2*, Editions Pocket, Paris, 1995.
- WUILLEME Tanguy (dir.), *Autour des secrets*, Editions L'Harmattan, Paris, 2004.
- ZITTOUN Philippe, *La fabrique politique des politiques publiques*, Presses de Sciences Po, Paris, 2013.

Articles, chapitres d'ouvrages collectifs et communications

- ABELES Marc, « Anthropologie des espaces politiques français », in *Revue française de science politique*, 38 (5), 1988, p. 807-817.
- ABELES Marc, « L'élection à l'ère d'internet. Personnalisation, *ego-isation* et désacralisation des rituels politiques », in GREFFET Fabienne (dir.), *Continuerlalutte.com. Les partis politiques sur le web*, Presses de Sciences Po, Paris, 2011, p. 59-71.
- ANDOLFATTO Dominique, « Gestion locale et changement électoral », in *Revue politique et parlementaire*, 1047, 2008, p. 46-51.
- ANDOLFATTO Dominique, « Les députés de 2007 : miroir déformé ou microcosme ? », in *Revue politique et parlementaire*, 1044, 2007, p. 221-226.
- ANDOLFATTO Dominique, « Les Eurodéputés en question », in *Revue politique et parlementaire*, 970, 1994, p. 26-33.
- BAJOIT Guy, « Exit, voice, loyalty... and apathy. Les réactions individuelles au mécontentement », in *Revue française de sociologie*, 29 (2), 1988, p. 325-345.
- BARBET Denis et HONORE Jean-Paul, « Ce que se taire veut dire. Expressions et usages politiques du silence », in *Mots*, 103 (3), 2013, p. 7-21.
- BEAUGE Julien, « Arborer le symbole de l'islamisme ? Retour sur la politisation du voile », in LE GALL Laurent, OFFERLE Michel et PLOUX François (dir.), *La politique sans en avoir l'air. Aspects de la politique informelle, XIX^e siècle-XXI^e siècle*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2012, p. 243-260.
- BEAUVALLET Willy et MICHON Sébastien, « Composition du Parlement européen », in DELOYE Yves (dir.), *Dictionnaire des élections européennes*, Editions Economica, Paris, 2005, p. 125-129.
- BEAUVALLET Willy et MICHON Sébastien, « Député européen (sociologie du métier politique) », in DELOYE Yves (dir.), *Dictionnaire des élections européennes*, Editions Economica, Paris, 2005, p. 169-172.
- BEAUVALLET Willy et MICHON Sébastien, « Des eurodéputés « experts » ? Sociologie d'une illusion bien fondée », in *Cultures et conflits*, 85-86 (1-2), 2012, p. 123-138.

- BEAUVALLET Willy et MICHON Sébastien, « L'institutionnalisation inachevée du Parlement européen. Hétérogénéité nationale, spécialisation du recrutement et autonomisation », in *Politix*, 89 (1) 2010, p. 147-172.
- BEAUVALLET Willy et MICHON Sébastien, « Les élections européennes de juin 2009 : Profils des eurodéputés élus en France et logiques du recrutement politique à l'Europe », in *Savoir/agir*, 10, 2009, p. 109-118.
- BEAUVALLET Willy, « Les eurodéputés : un métier politique sous tension », in *Savoir/agir*, 7, 2009, p. 55-64.
- BEAUVALLET Willy, MICHON Sébastien, « Les transformations sociologiques des parlementaires européens », in *Revue politique et parlementaire*, 1052, 2009, p. 83-89.
- BENNANI-CHRAÏBI Mounia et FILLIEULE Olivier, « Exit, voice, loyalty et bien d'autres choses encore... », in BENNANI-CHRAÏBI Mounia et FILLIEULE Olivier (dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Presses de Sciences Po, Paris, 2003, p. 43-126.
- BERENI Laure, « Quand la mise à l'agenda ravive les mobilisations féministes. L'espace de la cause des femmes et la parité politique (1997-2000) », in *Revue française de science politique*, 59 (2), 2009, p. 301-323.
- BEZES Philippe et LE LIDEC Patrick, « Ordre institutionnel et genèse des réformes », in LAGROYE Jacques et OFFERLE Michel (dir.), *Sociologie de l'institution*, Editions Belin, Paris, 2010, p. 55-73.
- BIDART Claire, « Crises, décisions et temporalités : Autour des bifurcations biographiques », in *Cahiers internationaux de sociologie*, 120 (1), 2006, p. 29-57.
- BLONDIAUX Loïc, « Les clubs : société de pensée, agencement de réseaux ou instances de sociabilité politique ? », in *Politix*, 1 (2), 1988, p. 29-42.
- BOLTANSKI Luc, « L'espace positionnel. Multiplicité des positions institutionnelles et habitus de classe. », in *Revue française de sociologie*, 14 (1), 1973, p. 3-26.
- BOURDIEU Pierre, « La représentation politique », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, 36-37, 1981, p. 3-24.
- BOURDIEU Pierre, « Le capital social », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, 31, 1980, p. 2-3.
- BOURDIEU Pierre, « Les rites comme actes d'institution », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, 43, 1982, p. 58-63.
- BOURDIEU Pierre, « Quelques propriétés des champs », in Bourdieu Pierre, *Question de sociologie*, Editions de Minuit, Paris, 1984, p. 113-120.
- BOURDIEU Pierre, « Questions de politique », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, 16, 1977, p. 55-89.
- BRODIEZ Axelle, « Penser les mutations de l'engagement : un dialogue entre histoire et sciences sociales », in OFFERLE Michel et ROUSSO Henry (dir.), *La fabrique interdisciplinaire*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2008, p. 37-45.
- CARO Jean-Yves, « La sociologie de Pierre Bourdieu : éléments pour une théorie du champ politique », in *Revue française de science politique*, 30 (6), 1980, p. 1171-1197.
- CEFAI Daniel, « Expérience, culture et politique », in CEFAL Daniel (dir.), *Cultures politiques*, Presses universitaires de France, Paris, 2001, p. 93-116.
- CHAMPAGNE Patrick, « Le cercle politique », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, 71-72, 1988, p. 71-97.

- COENEN-HUTHER Jacques, « Le type idéal comme instrument de la recherche sociologique », in *Revue française de sociologie*, 44 (3), 2003, p. 531-547.
- COHEN Antonin et KNUDSEN Ann-Christina, « L'institutionnalisation du Parlement européen. Pour une sociologie historique du parlementarisme supranational », in *Cultures et conflits*, 85-86 (1-2), 2012, p. 7-12.
- COHEN Antonin, « L'autonomisation du « Parlement européen ». Interdépendance et différenciation des assemblées parlementaires supranationales (années 1950-années 1970) », in *Cultures et conflits*, 85-86 (1-2), 2012, p. 13-33.
- COLLOVALD Annie et SAWICKI Frédéric, « Le populaire et le politique. Quelques pistes de recherche en guise d'introduction », in *Politix*, 4 (13), 1991, p. 7-20.
- COLLOVALD Annie, « Identité(s) stratégique(s) », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, 73, 1988, p. 29-40.
- COLLOVALD Annie, GAITI Brigitte, « Des causes qui « parlent »... », in *Politix*, 4 (16), 1991, p. 7-22.
- COLLOVALD Annie, GAITI Brigitte, « Questions sur la radicalisation politique », in COLLOVALD Annie, GAITI Brigitte (dir.), *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, Editions La dispute, Paris, 2006, p. 19-45.
- COSSART Paula et TALPIN Julien, « Les Maisons du Peuple comme espace de politisation. Etude de la coopérative ouvrière La Paix à Roubaix (1885-1914) », in *Revue française de science politique*, 62 (4), 2012, p. 583-610.
- DARMON Muriel, « La notion de carrière : un instrument interactionniste d'objectivation », in *Politix*, 82 (2), 2008, p. 150-167.
- DECHAUX Jean-Hugues, « Sur le concept de configuration : quelques failles dans la sociologie de Norbert Elias », in *Cahiers internationaux de sociologie*, 99 (2), 1995, p. 293-313.
- DELMOTTE Florence, « Termes clés de la sociologie de Norbert Elias », in *Vingtième Siècle*, 106, 2010, p. 29-36.
- DESAGE Fabien et SIBILLE Bastien, « L'emprise de l'institué. Force et aléas du régime de « consensus » à la Communauté urbaine de Lille », in LAGROYE Jacques et OFFERLE Michel (dir.), *Sociologie de l'institution*, Editions Belin, Paris, 2010, p. 151-175.
- DESCHEZELLES Stéphanie, « Des vocations intéressées ? Les récits d'engagement des jeunes de Forza Italia à l'aune du modèle rétributif du militantisme », in *Revue française de science politique*, 59 (1), 2009, p. 29-50.
- DOBRY Michel, « Mobilisations multisectorielles et dynamique des crises politiques : un point de vue heuristique », in *Revue française de sociologie*, 24 (3), 1983, p. 395-419.
- DULONG Delphine, « Au-dedans et en dehors : la subversion en pratiques », in LAGROYE Jacques et OFFERLE Michel (dir.), *Sociologie de l'institution*, Editions Belin, Paris, 2010, p.249-265.
- ELIAS Norbert, « Conflits de générations et célébrations nationales : analyse et perspectives », in *Cultures et conflits*, 81-82 (1), 2011, p. 23-47.
- FILLIEULE Olivier et BROQUA Christophe, « La défection dans deux associations de lutte contre le sida : Act up et AIDES », in FILLIEULE Olivier (dir.), *Le désengagement militant*, Editions Belin, Paris, 2005, p. 189-228.
- FILLIEULE Olivier, « Post scriptum : Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », in *Revue française de science politique*, 51 (1-2), 2001, p.199-215.
- FILLIEULE Olivier, « Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions », in FILLIEULE Olivier (dir.), *Le désengagement militant*, Editions Belin, Paris, 2005, p. 17-47.

FREYMOND Nicolas, « La « redécouverte » des institutions par les sociologues. Paradoxes et oppositions dans le renouvellement de l'analyse institutionnelle », in LAGROYE Jacques et OFFERLE Michel (dir.), *Sociologie de l'institution*, Editions Belin, Paris, 2010, p. 33-53.

GAXIE Daniel, « Economie des partis et rétributions du militantisme », in *Revue française de science politique*, 27 (1), 1977, p. 123-154.

GAXIE Daniel, « Enjeux électoraux, enjeux municipaux », in *Politix*, 5 (2), 1989, p. 17-24.

GAXIE Daniel, « Les enjeux citoyens de la professionnalisation politique », in *Mouvements*, 18, 2001, p. 21-27.

GAXIE Daniel, « Les logiques du recrutement politique », in *Revue française de science politique*, 30 (1), 1980, p. 5-45.

GAXIE Daniel, « Questionner la représentation politique », in *Savoir/agir*, 31, 2015, p. 17-24.

GAXIE Daniel, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », in *Revue Suisse de science politique*, 11 (1), 2005, p. 157-188.

GENIEYS William, « Nouveaux regards sur les élites du politique », in *Revue française de science politique*, 56 (1), 2006, p. 121-147.

GREFFET Fabienne et ANDOLFATTO Dominique, « Les députés de 2002 : la « maison sans fenêtres » s'ouvre-t-elle ? », in *Revue politique et parlementaire*, 1020-1021, 2002, p. 219-227.

GREFFET Fabienne, « Les campagnes sur la Toile », in *Revue politique et parlementaire*, 1044, 2007, p. 45-49.

GROJEAN Olivier, « Comment gérer une crise politique interne ? Façonnage organisationnel du militantisme, maintien de l'engagement et trajectoires de défection », in *Politix*, 102 (2), 2013, p. 63-88.

GROSSEIN Jean-Pierre, « De l'interprétation de quelques concepts wéberiens », in *Revue française de sociologie*, 46 (4), 2005, p. 685-721.

GROSSETTI Michel, « L'imprévisibilité dans les parcours sociaux », in *Cahiers internationaux de sociologie*, 120 (1), 2006, p. 5-28.

GUERANGER David, « La désertification des campagnes. La production des désaccords légitimes à la communauté urbaine de Marseille », in *Savoir/agir*, 25, 2013, p. 55-61.

HAMIDI Camille, « Franchir les frontières du politique. Engagement associatif et socialisation politique : vers une théorie des effets limités et cumulatifs », in LE GALL Laurent, OFFERLE Michel, PLOUX François (dir.), *La politique sans en avoir l'air. Aspects de la politique informelle, XIX^e siècle-XXI^e siècle*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2012, p. 323-337.

HASTINGS Michel, « Parachutages politiques et construction symbolique de la démocratie représentative », in DOLEZ Bernard et HASTINGS Michel (dir.), *Le parachutage politique*, Editions L'Harmattan, Paris, 2003, p. 25-43.

HASTINGS Michel, « Un parachutage politique, c'est tout de même plus qu'un parachutage », in DOLEZ Bernard et HASTINGS Michel (dir.), *Le parachutage politique*, Editions L'Harmattan, Paris, 2003, p. 11-21.

HEINICH Nathalie, « Retour sur la notion d'élite », in *Cahiers internationaux de sociologie*, 117 (2), 2004, p. 313-326.

HERAN François, « Au cœur du réseau associatif : les multi-adhérents », in *Economie et statistique*, 208, 1988, p. 33-44.

- HMED Choukri et LAURENS Sylvain, « Les résistances à l'institutionnalisation », in LAGROYE Jacques et OFFERLE Michel (dir.), *Sociologie de l'institution*, Editions Belin, Paris, 2010, p. 131-148.
- ION Jacques, « L'évolution des formes de l'engagement public », in PERRINEAU Pascal (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1994, p. 23-39.
- KAHN Sylvain, « Les forces politiques au sein du nouveau Parlement européen », in *Revue politique et parlementaire*, 1052, 2009, p. 44-51.
- KLANDERMANS Bert, « Une psychologie sociale de l'exit », in FILLIEULE Olivier (dir.), *Le désengagement militant*, Editions Belin, Paris, 2005, p. 95-110.
- KOEBEL Michel, « Les hiérarchies du pouvoir local », in *Savoir/agir*, 25, 2013, p. 31-37.
- LACROIX Isabelle, « « C'était du vingt-quatre heures sur vingt-quatre ! » Les ressorts du maintien de l'engagement dans la cause basque en France », in *Politix*, 102 (2), 2013, p. 35-61.
- LAGROYE Jacques et OFFERLE Michel, « Pour une sociologie des institutions », in LAGROYE Jacques et OFFERLE Michel (dir.), *Sociologie de l'institution*, Editions Belin, Paris, 2010, p. 11-29.
- LAGROYE Jacques, « « Historicisation » de la Science politique en France ? », in OFFERLE Michel et ROUSSO Henry (dir.), *La fabrique interdisciplinaire*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2008, p. 265-278.
- LAGROYE Jacques, « On ne subit pas son rôle », in *Politix*, 38 (10), 1997, p. 7-17.
- LAHIRE Bernard, « Champ, hors-champ, contrechamp », in LAHIRE Bernard (dir.), *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu. Dettes et critiques*, Editions La Découverte, Paris, 2001, p. 23-57.
- LAVABRE Marie-Claire, « Usages et mésusages de la notion de mémoire », in *Critique internationale*, 7, 2000, p. 48-57.
- LE BART Christian, « L'écriture comme modalité d'exercice du métier politique », in *Revue française de science politique*, 48 (1), 1998, p. 76-96.
- LE BART Christian, « Le savoir-faire politique comme bricolage », in POIRMEUR Yves et MAZET Pierre (dir.), *Le métier politique en représentations*, Editions L'Harmattan, Paris, 1999, p. 293-317.
- LE BART Christian, « Rhétoriques de parachutés », in DOLEZ Bernard et HASTINGS Michel (dir.), *Le parachutage politique*, Editions L'Harmattan, Paris, 2003, p. 79-96.
- LE BART Christian, « Sur deux récits d'entrée en politique », in *Pôle Sud*, 7, 1997, p. 57-71.
- LECLERCQ Catherine et PAGIS Julie, « Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale. Introduction », in *Sociétés contemporaines*, 84 (4), 2011, p. 5-23.
- LEFEBVRE Rémi, « Le militantisme socialiste n'est plus ce qu'il n'a jamais été. Modèle de « l'engagement distancié » et transformations du militantisme au Parti socialiste », in *Politix*, 102 (2), 2013, p. 7-33.
- LEFEBVRE Rémi, « Se conformer à son rôle. Les ressorts de l'intériorisation institutionnelle », in LAGROYE Jacques et OFFERLE Michel (dir.), *Sociologie de l'institution*, Editions Belin, Paris, 2010, p. 219-247.
- LEHINGUE Patrick et GAXIE Daniel, « Comportements électoraux. Quelques leçons des récents scrutins », in *Savoir/Agir*, n°21, 2012, p. 65-77.
- LETONTURIER Eric, « Jeu, réseau et civilisation. Métaphores et conceptualisation chez Norbert Elias », in *L'Année sociologique*, 56 (1), 2006, p. 67-82.
- MARTIN Denis-Constant, « Le choix d'identité », in *Revue française de science politique*, 42 (4), 1992, p. 582-593.

- MASSICARD Elise, « Quand le militantisme s'adapte au terrain. Continuités et discontinuités dans les carrières militantes au sein du mouvement aléviste en Turquie et en Allemagne », in *Politix*, 102 (2), 2013, p. 89-108.
- MATONTI Frédérique et POUPEAU Franck, « Le capital militant. Essai de définition », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, 155, 2004, p. 4-11.
- MISCHI Julian, « « Un gars que j'avais sous mes ordres est devenu maire ». Domination professionnelle et pouvoir politique dans un bourg industriel », in *Genèses*, 93 (4), 2013, p. 98-117.
- NAY Olivier, « L'institutionnalisation de la région comme apprentissage des rôles. Le cas des conseillers régionaux », in *Politix*, 38 (10), 1997, p. 18-46.
- NAY Olivier, « Les règles du recrutement politique. Pour une approche institutionnaliste de la sélection politique », in *Politix*, 44 (11), 1998, p. 161-190.
- OFFERLE Michel, « Le nombre de voix », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, 71-72, 1988, p. 5-21.
- PAGIS Julie, « Incidences biographiques du militantisme en mai 68 », in *Sociétés contemporaines*, 84 (4), 2011, p. 25-51.
- PASSERON Jean-Claude, « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », in *Revue française de sociologie*, 31 (1), 1990, p. 3-22.
- PASSY Florence, « Interactions sociales et imbrications des sphères de vie », in FILLIEULE Olivier (dir.), *Le désengagement militant*, Editions Belin, Paris, 2005, p. 111-130.
- PETAUX Jean, « La métaphore et le processus. Genèse et réalité contemporaine du parachutage électoral », in DOLEZ Bernard et HASTINGS Michel (dir.), *Le parachutage politique*, Editions L'Harmattan, Paris, 2003, p. 53-77.
- PHELIPPEAU Eric, « Le financement de la vie politique française par les entreprises. 1970-2012 », in *L'année sociologique*, 63 (1), 2013, p. 189-223.
- RAISON DU CLEUZIQU Yann, « Des fidélités paradoxales. Recomposition des appartenances et militantisme institutionnel dans une institution en crise », in LAGROYE Jacques et OFFERLE Michel (dir.), *Sociologie de l'institution*, Editions Belin, Paris, 2010, p. 267-290.
- RENAHY Nicolas, « Classes populaires et capital d'autochtonie. Genèse et usages d'une notion », in *Regards sociologiques*, 40, 2010, p. 9-26.
- RIBEILL Georges, « D'une gare parisienne à l'autre, vues singulières sur Mai 68 », in BENOIT Bruno, CHEVANDIER Christian, MORIN Gilles, RICHARD Gilles et VERGNON Gilles (dir.), *A chacun son Mai ? Le tour de France de mai-juin 1968*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2011, p. 219-235.
- SAINTENY Guillaume, « La rétribution du militantisme écologiste », in *Revue française de sociologie*, 1995, 36 (3), p. 473-498.
- SAWICKI Frédéric et SIMEANT Johanna, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », in *Sociologie du travail*, 2009.
- SCHEHR Sébastien, « Sociologie de la trahison », in *Cahiers internationaux de sociologie*, 123 (2), 2007, p. 313-323.
- SIRINELLI Jean-François, « Pour une histoire des cultures politiques : le référent républicain », in CEFAL Daniel (dir.), *Cultures politiques*, Presses universitaires de France, Paris, 2001, p. 157-165.
- SOMMIER Isabelle, « Une expérience incommunicable » ? Les ex-militants d'extrême-gauche français et italiens », in FILLIEULE Olivier (dir.), *Le désengagement militant*, Editions Belin, Paris, 2005, p. 171-188.

TISSOT Sylvie, « De l'usage de la notion de capital d'autochtonie dans l'étude des catégories supérieures », in *Regards sociologiques*, 40, 2010, p. 99-109.

TRAINI Christophe, « Du dégoût à l'indignation morale. Sociogenèse d'une pratique militante », in *Revue française de science politique*, 62 (4), 2012, p. 559-581.

VIGNON Sébastien, « Un scrutin de « proximité » toujours participationniste ? », in *Savoir/agir*, 25, 2013, p. 13-22.

YSMAL Colette, « Transformations du militantisme et déclin des partis », in PERRINEAU Pascal (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1994, p. 41-66.

Méthodologie de la recherche

AIT-AOUDIA Myriam, BACHELOT Carole, BARGEL Lucie, COMBES Hélène, DECHEZELLES Stéphanie, ETHUIN Nathalie, HAEGEL Florence, LECLERCQ Catherine, MASSICARD Elise et PETITFILS Anne-Sophie, « Enquêter dans les partis politiques. Perspectives comparées », in *Revue internationale de politique comparée*, 17 (4), 2010, p. 7-13.

AIT-AOUDIA Myriam, BARGEL Lucie, ETHUIN Nathalie, MASSICARD Elise et PETITFILS Anne-Sophie, « Franchir les seuils des partis. Accès au terrain et dynamiques d'enquête », in *Revue internationale de politique comparée*, 17 (4), 2010, p. 15-30.

ALAM Thomas, GURRUCHAGA Marion et O'MIEL Julien, « Science de la science de l'Etat : la perturbation du chercheur embarqué comme impensé épistémologique », in *Sociétés contemporaines*, 87 (3), 2012, p. 155-173.

ARBORIO Anne-Marie et FOURNIER Pierre, *L'observation directe*, Editions Armand Colin, 3^e édition, Paris, 2011.

BACHELOT Carole, COMBES Hélène, DECHEZELLES Stéphanie, HAEGEL Florence et LECLERCQ Catherine, « Les Partis s'intéressent-ils à nos enquêtes ? Eléments comparatifs sur la réception des recherches sur les partis », in *Revue internationale de politique comparée*, 17 (4), 2010, p. 31-46.

BACHIR Myriam et BUSSAT Virginie, « L'entretien en actes », in BACHIR Myriam, DUCHESNE Sophie, BUSSAT Virginie et al., *Les méthodes au concret. Démarches, formes de l'expérience et terrains d'investigation en science politique*, Presses universitaires de France, Paris, 2000, p. 31-58.

BACHIR Myriam, DUCHESNE Sophie, BUSSAT Virginie et al., *Les méthodes au concret. Démarches, formes de l'expérience et terrains d'investigation en science politique*, Presses universitaires de France, Paris, 2000.

BAJARD Flora, « Enquêter en milieu familial. Comment jouer du rapport de filiation avec le terrain ? », in *Genèses*, 90 (1), 2013, p. 7-24.

BEAUD Stéphane et WEBER Florence, *Guide de l'enquête de terrain*, 4^e édition, Editions La Découverte, Paris, 2010.

BEAUD Stéphane, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'« entretien ethnographique » », in *Politix*, 35 (9), 1996, p. 223-257.

BEAUD Stéphane, *80% au bac... et après ?*, Editions La Découverte, Paris, 2002.

BECKER Howard, « Biographie et mosaïque scientifique », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, 62-63, 1986, p. 105-110.

BECKER Howard, « L'enquête de terrain : quelques ficelles du métier », in *Sociétés contemporaines*, 40 (4), 2000, p. 151-164.

BECKER Howard, *Ecrire les sciences sociales*, Editions Economica, Paris, 2004.

- BECKER Howard, *Les ficelles du métier*, Editions La Découverte, Paris, 1998.
- BENNANI-CHRAIBI Mounia, « Quand négocier l'ouverture du terrain c'est déjà enquêter. Obtenir la passation de questionnaires aux congressistes de partis marocains », in *Revue internationale de politique comparée*, 17 (4), 2010, p. 93-108.
- BIZEUL Daniel, « Le récit des conditions d'enquête : exploiter l'information en connaissance de cause », in *Revue française de sociologie*, 39 (4), 1998, p. 751-787.
- BIZEUL Daniel, « Que faire des expériences d'enquête ? Apports et fragilité de l'observation directe », in *Revue française de science politique*, 57 (1), 2007, p. 69 à 89.
- BLANCHET Alain et GOTMAN Anne, *L'entretien*, 2^e édition, Editions Armand Colin, Paris, 2007.
- BOURDIEU Pierre (dir.), *La Misère du monde*, Editions du Seuil, Paris, 2007.
- BOURDIEU Pierre, « L'illusion biographique », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, 62-63, 1986, p. 69-72.
- BOURDIEU Pierre, « L'objectivation participante », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, 150, 2003, p. 43-58.
- BOURDIEU Pierre, « L'opinion publique n'existe pas », in BOURDIEU Pierre, *Questions de sociologie*, Editions de Minuit, Paris, 1984, p. 222-235.
- BOURDIEU Pierre, CHAMBOREDON Jean-Claude et PASSERON Jean-Claude, *Le métier de sociologue*, 5^e édition, Editions Mouton de Gruyter/EHESS, Paris, 2005.
- BROQUA Christophe, « L'ethnographie comme engagement : Enquêter en terrain militant », in *Genèses*, 75 (2), 2009, p. 109-124.
- BUE Nicolas, « Gérer les relations d'enquête en terrains imbriqués. Risque d'encliquage et distances aux enquêtes dans une recherche sur une coalition partisane locale », in *Revue internationale de politique comparée*, 17 (4), 2010, p. 77-91.
- CEFAI Daniel et AMIRAUX Valérie, « Les risques du métier. Engagements problématiques en sciences sociales », in *Cultures et Conflits*, 47 (3), 2002, p. 15-48.
- CHAMBOREDON Hélène, PAVIS Fabienne, SURDEZ Muriel et WILLEMEZ Laurent, « S'imposer aux imposants. A propos de quelques obstacles rencontrés par des sociologues débutants dans la pratique et l'usage de l'entretien », in *Genèses*, 16 (3), 1994, p. 114-132.
- COMBES Hélène, HMED Choukri, MATHIEU Lilian, SIMEANT Johanna et SOMMIER Isabelle, « Observer les mobilisations. Retour sur les ficelles du métier de sociologue des mouvements sociaux », in *Politix*, 93 (1), 2011, p. 7-27.
- DE SINGLY François, *Le questionnaire*, 3^e édition, Editions Armand Colin, Paris, 2012.
- DUCHESNE Sophie, « Pratique de l'entretien dit « non-directif » », in BACHIR Myriam, DUCHESNE Sophie, BUSSAT Virginie et al., *Les méthodes au concret. Démarches, formes de l'expérience et terrains d'investigation en science politique*, Presses universitaires de France, Paris, 2000, p. 9-30.
- DURKHEIM Emile, *Les règles de la méthode sociologique*, Editions Flammarion, Paris, 1988.
- GOLLAC Michel, « Des chiffres insensés ? Pourquoi et comment on donne un sens aux données statistiques », in *Revue française de sociologie*, 38 (1), 1997, p. 5-36.
- GRAWITZ Madeleine, *Méthodes des sciences sociales*, Editions Dalloz, Paris, 2001.
- HAEGEL Florence et GARCIA Guillaume, « Les enquêtés disent-ils toujours la même chose ? Concordances et discordances entre les réponses à un questionnaire et les interventions dans un entretien collectif », in *Revue française de science politique*, 61 (3), 2011, p. 483-511.

- KAUFMANN Jean-Claude, *L'entretien compréhensif*, Editions Armand Colin, 3^e édition, Paris 2013.
- LANDOUR Julie, « Le chercheur funambule. Quand une salariée se fait la sociologue de son univers professionnel », in *Genèses*, 90(1), 2013, p. 25-41.
- LAURENS Sylvain et NEYRAT Frédéric (dir.), *Enquêter : de quel droit ? Menaces sur l'enquête en sciences sociales*, Editions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2010.
- LAURENS Sylvain, « « "Pourquoi" et "comment" poser les questions qui fâchent ? ». Réflexions sur les dilemmes récurrents que posent les entretiens avec des « imposants » », in *Genèses*, 69 (4), 2007, p. 112-127.
- LEFEBVRE Rémi, « « Politiste et socialiste ». Une politique d'enquête au PS », in *Revue internationale de politique comparée*, 17 (4), 2010, p. 127-139.
- LEGRAVE Jean-Baptiste, « La « neutralité » dans l'entretien de recherche. Retour personnel sur une évidence », in *Politix*, 35 (9), 1996, p. 207-225.
- LEHINGUE Patrick, *Subunda. Coups de sonde dans l'océan des sondages*, Editions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2007.
- MASSICARD Elise, « Etre pris dans le mouvement », in *Cultures et Conflits*, 47 (3), 2002, p. 117-143.
- MATONTI Frédérique, « « Ne nous faites pas de cadeaux ». Une enquête sur des intellectuels communistes », in *Genèses*, 25 (4), 1996, p. 114-127.
- MAUGER Gérard, « Enquêter en milieu populaire », in *Genèses*, 6 (4), 1991, p. 125-143.
- MAYER Nonna, « L'entretien selon Pierre Bourdieu. Analyse critique de La misère du monde », in *Revue française de sociologie*, 36 (2), 1995, p. 355-370.
- MEMMI Dominique et ARDUIN Pascal, « L'enquêteur enquêté. De la « connaissance par corps » dans l'entretien sociologique », in *Genèses*, 35 (2), 1999, p. 131-145.
- PENEFF Jean, « Les grandes tendances de l'usage des biographies dans la sociologie française », in *Politix*, 27 (7), 1994, p. 25-31.
- PINCON Michel et PINCON-CHARLOT Monique, « Pratiques d'enquête dans l'aristocratie et la grande bourgeoisie : distance sociale et conditions spécifiques de l'entretien semi-directif », in *Genèses*, 3 (1), 1991, p. 120-133.
- PINCON Michel et PINCON-CHARLOT Monique, *Les ghettos du gotha. Au cœur de la grande bourgeoisie*, Editions du Seuil, Paris, 2007.
- PINÇON Michel et PINÇON-CHARLOT Monique, *Sociologie de la bourgeoisie*, 3^e édition, Editions La Découverte, Paris, 2007.
- SAWICKI Frédéric, « Les politistes et le microscope », in BACHIR Myriam, DUCHESNE Sophie, BUSSAT Virginie et al., *Les méthodes au concret. Démarches, formes de l'expérience et terrains d'investigation en science politique*, Presses universitaires de France, Paris, 2000, p. 143-164.
- SCHWEYER François-Xavier, « L'enquête par questionnaire. Des contextes d'usage variable », in BACHIR Myriam, DUCHESNE Sophie, BUSSAT Virginie et al., *Les méthodes au concret. Démarches, formes de l'expérience et terrains d'investigation en science politique*, Presses universitaires de France, Paris, 2000, p. 59-80.
- SOMMIER Isabelle, « Engagement et distanciation à Sauvons la recherche (SLR). Une sociologue des mouvements sociaux dans l'action », in *Genèses*, 77 (4), 2009, p. 137-151.
- VANNETZEL Marie, « A la frontière du parti : jeux d'inclusion et d'exclusion d'une chercheuse chez les frères musulmans égyptiens », in *Revue internationale de politique comparée*, 17 (4), 2010, p. 47-62.

ZAKI Lamia, « L'écriture d'une thèse en sciences sociales : entre contingences et nécessités », in *Genèses*, 65 (4), 2006, p. 112-125.

Sociologie des partis politiques (1)

Ouvrages, thèses et mémoires

AGRIKOLIANSKY Eric, *Les partis politiques en France*, Editions Armand Colin, 2^e édition, Paris, 2008.

ANDOLFATTO Dominique, GREFFET Fabienne et OLIVIER Laurent (dir.), *Les Partis politiques. Quelles perspectives ?*, Editions L'Harmattan, Paris, 2001.

AUCANTE Yohann et DEZE Alexandre (dir.), *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales. Le modèle du parti-cartel en question*, Presses de Sciences Po, Paris, 2008.

AUDIGIER François, COLON David et FOGACCI Frédéric (dir.), *Les partis politiques. Nouveaux regards. Une contribution au renouvellement de l'histoire politique*, Editions Peter Lang, Bruxelles, 2012.

AVRIL Pierre, *Essais sur les partis politiques*, Editions Payot, Paris, 1990.

BACHELOT Carole, « *Groupons-nous et demain...* » : *Sociologie des dirigeants du Parti socialiste depuis 1993*, thèse de science politique, Institut d'études politiques de Paris, 2008.

BARBONI Thierry, *Les changements d'une organisation. Le parti socialiste, entre configuration partisane et cartellisation (1971-2007)*, thèse de science politique, Université Paris I, 2008.

BECKER Jean-Jacques et CANDAR Gilles (dir.), *Histoire des gauches en France. Tome 1. L'héritage du XIX^e siècle*, Editions La Découverte, Paris, 2005.

BECKER Jean-Jacques et CANDAR Gilles (dir.), *Histoire des gauches en France. Tome 2. XX^e siècle : à l'épreuve de l'histoire*, Editions La Découverte, Paris, 2005.

BERGOUNIOUX Alain et GRUNBERG Gérard, *L'ambition et le remords. Les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)*, Editions Fayard, Paris, 2005.

BERNARD Guillaume et DUSQUESNOY Eric (dir.), *Les forces politiques françaises. Genèse, environnement, recomposition*, Presses universitaires de France, Paris, 2007.

BORELLA François, *Les partis politiques dans la France d'aujourd'hui*, Editions du Seuil, Paris, 1990.

BOURDIEU Pierre, *Propos sur le champ politique*, Presses universitaires de Lyon, Lyon, 2000.

BOY Daniel, PLATONE François, REY Henri, SUBILEAU Françoise et YSMAL Colette, *C'était la gauche plurielle*, Presses de Sciences Po, Paris, 2003.

BRECHON Pierre (dir.), *Les partis politiques français*, La documentation française, Paris, 2001.

BRECHON Pierre (dir.), *Les partis politiques français*, La documentation française, Paris, 2005.

BRECHON Pierre (dir.), *Les partis politiques français*, La documentation française, Paris, 2011.

BRECHON Pierre, *Les partis politiques*, Editions Montchrestien, Paris, 1999.

CHARLOT Jean, *Les partis politiques*, Editions Armand Colin, Paris, 1971.

COMBES Hélène, *Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique*, Editions Karthala, Paris, 2011.

COSSART Paula, *Le meeting politique. De la délibération à la manifestation (1868-1939)*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2010.

CREPON Sylvain, *Enquête au cœur du nouveau Front national*, Nouveau monde Editions, Paris, 2012.

DELWIT Pascal (dir.), *Les partis politiques en France*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2014.

- DEZE Alexandre, *Le Front national : à la conquête du pouvoir ?*, Editions Armand Colin, Paris, 2012.
- DONEGANI Jean-Marie et SADOUN Marc, *La démocratie imparfaite. Essai sur le parti politique*, Editions Gallimard, Paris, 1994.
- DUVERGER Maurice, *Les partis politiques*, Edition Armand Colin, Paris, 1951.
- FAUCHER-KING Florence, *Les habits verts de la politique*, Presses de Sciences Po, Paris, 1999.
- FRETEL Julien, *Militants catholiques en politique. La nouvelle UDF*, thèse de science politique, Université Paris I, 2004.
- GREFFET Fabienne (dir.), *Continuerlalutte.com. Les partis politiques sur le web*, Presses de Sciences Po, Paris, 2011.
- GRUNBERG Gérard et HAEGEL Florence, *La France vers le bipartisme ? La présidentialisation du PS et de l'UMP*, Presses de Sciences Po, Paris, 2007.
- HAEGEL Florence (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Presses de Sciences Po, Paris, 2007.
- HAEGEL Florence, *Les droites en fusion. Transformations de l'UMP*, Presses de Sciences Po, Paris, 2012.
- HATZFELD Hélène, MISCHI Julian et REY Henri (dir.), *Dictionnaire de la gauche*, Editions Larousse, Paris, 2007.
- KESLER Jean-François, *De la gauche dissidente au nouveau parti socialiste. Les minorités qui ont rénové le PS*, Editions Privat, Toulouse, 1990.
- LA PALOMBARA Joseph et WEINER Myron (dir.), *Political Parties and Political Development*, Princeton University Press, New-Jersey, 1966.
- LAURENT Annie et VILLALBA Bruno (dir.), *Les Petits partis. De la petitesse en politique*, Editions L'Harmattan, Paris, 1997.
- LAVAU Georges, *Partis politiques et réalités sociales. Contribution à une étude réaliste des partis politiques*, Editions Armand Colin, Paris, 1953.
- LEFEBVRE Rémi et SAWICKI Frédéric, *La société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Editions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2006.
- LEFEBVRE Rémi, *Les primaires socialistes. La fin du parti militant*, Editions Raisons d'agir, Paris, 2011.
- LIPSET Seymour et ROKKAN Stein, *Structures de clivages, systèmes de partis et alignement des électeurs : une introduction*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2008.
- MATHIEU Romain, *Vers un socialisme écologique ? Impératif environnemental et rénovation socialiste (1997-2008)*, mémoire de science politique, Université Nancy 2, 2009.
- MICHELS Robert, *Les partis politiques*, Editions Flammarion, Paris, 1971.
- OFFERLE Michel, *Les partis politiques*, Presses universitaires de France, 2^e édition, Paris, 1991.
- OFFERLE Michel, *Les partis politiques*, Presses Universitaires de France, 6^e édition, Paris, 2008.
- OSTROGORSKI Moisei, *La démocratie et les partis politiques*, Editions Fayard, Paris, 1993.
- PANEBIANCO Angelo, *Political parties : organization and power*, Cambridge University Press, Cambridge, 1988.
- PLATONE François, *Les partis politiques en France*, Editions Milan, Toulouse, 2007.
- POIRMEUR Yves et ROSENBERG Dominique, *Droit des partis politiques*, Editions Ellipses, Paris, 2008.

- POIRMEUR Yves, *Les partis politiques. Du XIX^e au XXI^e siècle en France*, LGDJ, Issy-les-Moulineaux, 2014.
- POMBENI Paolo, *Introduction à l'histoire des partis politiques*, Presses universitaires de France, Paris, 1992.
- PORTELLI Hugues, *Le Parti socialiste*, Editions Montchrestien, 2^e édition, Paris, 1998.
- RICHARD Gilles et SAINCLIVIER Jacqueline (dir.), *Les partis à l'épreuve de 68. L'émergence de nouveaux clivages, 1971-1974*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2012.
- RICHARD Gilles et SAINCLIVIER Jacqueline (dir.), *Les partis et la République. La recomposition du système partisan (1956-1967)*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2007.
- SAINTENY Guillaume, *L'introuvable écologisme français ?*, Presses Universitaires de France, Paris, 2000.
- SARTORI Giovanni, *Partis et systèmes de partis. Un cadre d'analyse*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2011.
- SAWICKI Frédéric, *Les Réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Editions Belin, Paris, 1997.
- SEILER Daniel-Louis, *Les partis politiques en occident. Sociologie historique du phénomène partisan*, Editions Ellipses, Paris, 2003.
- SEILER Daniel-Louis, *Les partis politiques*, Editions Armand Colin, 2^e édition, Paris, 2000.
- TOUCHARD Jean, *La gauche en France depuis 1900*, Editions du Seuil, Paris, 1977.
- TRISTAN Anne, *Au Front*, Editions Gallimard, Paris, 1987.
- VERRIER Benoit, *Loyauté militante et fragmentation des partis. Du CERES au MDC*, thèse de science politique, Université de Strasbourg, 2003.
- WINOCK Michel, *La gauche en France*, Editions Perrin, Paris, 2006.
- YON Karel, *Des révolutionnaires professionnels aux professionnels de la politique. Etude du courant Convergence(s) Socialiste(s)*, mémoire de science politique, Université Paris I, 2001.
- YSMAL Colette, *Les partis politiques sous la Ve République*, Editions Montchrestien, Paris, 1989.

Articles, chapitres d'ouvrages collectifs et communications

- ABRIAL Stéphanie, CAUTRES Bruno et EVANS Jocelyn, « Stabilité et recomposition du système de partis français », in *Revue politique et parlementaire*, 1021, 2002, p. 228-243.
- AIT-AOUDIA Myriam et DEZE Alexandre, « Contribution à une approche sociologique de la genèse partisane. Une analyse du front national, du movimento sociale italiano et du front islamique de salut », in *Revue française de science politique*, 61 (4), 2011, p. 631-657.
- ANDOLFATTO Dominique, « Les adhérents : une ressource réévaluée », in ANDOLFATTO Dominique, GREFFET Fabienne et OLIVIER Laurent (dir.), *Les Partis politiques. Quelles perspectives ?*, Editions L'Harmattan, Paris, 2001, p. 99-114.
- AUCANTE Yohann, « Une approche plurielle de la social-démocratie », in *Critique internationale*, 43, 2009, p. 9-16.
- BACHELOT Carole, « L'ethnographie des dirigeants de partis. Le cas du Parti socialiste », in *Genèses*, 83 (2), 2011, p. 118-132.

- BACHELOT Carole, « La culture d'organisation au Parti socialiste. De l'explication à l'appropriation des normes », in HAEGEL Florence (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Presses de Sciences Po, Paris, 2007, p. 143-181.
- BACHELOT Carole, « Le Parti socialiste, la longue marche de la présidentialisation », in BRECHON Pierre (dir.), *Les partis politiques français*, La Documentation française, Paris, 2011, p. 103-128.
- BACHELOT Carole, « Revisiter les causalités de l'évolution. Le PS au prisme de la cartellisation », in AUCANTE Yohann et DEZE Alexandre (dir.), *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales. Le modèle du parti-cartel en question*, Presses de Sciences Po, Paris, 2008, p. 385-411.
- BACHELOT Carole, « Un gouvernement des pairs ? De la collégialité au sommet des partis : Le cas du Parti socialiste », in *Revue Française de Science Politique*, 62 (3), 2012, p. 383-407.
- BACOT Paul, « Le Front de classe », in *Revue française de science politique*, 28 (2), 1978, p. 277-295.
- BACOT Paul, « Les partis cartellisés selon Katz et Mair. Partitocratie monopolitiste d'Etat ou service public de démocratie ? », in AUCANTE Yohann et DEZE Alexandre (dir.), *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales. Le modèle du parti-cartel en question*, Presses de Sciences Po, Paris, 2008, p. 65-88.
- BARGEL Lucie, « La résistible ascension des femmes à la direction du mouvement des jeunes socialistes », in *Genèses*, 67 (2), 2007, p. 45-65.
- BARGEL Lucie, « S'attacher à la politique. Carrières de jeunes socialistes professionnels », in *Sociétés contemporaines*, 84 (4), 2011, p. 79-102.
- BEAUD Stéphane, « La gauche et les classes sociales : de l'éclipse au renouveau », in *Mouvements*, 50, 2007, p. 66-78.
- BECKER Jean-Jacques, « La gauche plurielle (1995-2002) », in BECKER Jean-Jacques et CANDAR Gilles (dir.), *Histoire des gauches en France. Tome 2. XX^e siècle : à l'épreuve de l'histoire*, Editions La Découverte, Paris, 2005, p. 295-310.
- BERGOUNIOUX Alain et GRUNBERG Gérard, « L'Union de la gauche et l'ère Mitterrand (1965-1995) », in BECKER Jean-Jacques et CANDAR Gilles (dir.), *Histoire des gauches en France. Tome 2. XX^e siècle : à l'épreuve de l'histoire*, Editions La Découverte, Paris, 2005, p. 275-294.
- BERNARD Mathias, « Quand la stabilité cache les mutations : les élections municipales de 1971 », in RICHARD Gilles et SAINCLIVIER Jacqueline (dir.), *Les partis à l'épreuve de 68. L'émergence de nouveaux clivages, 1971-1974*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2012, p. 135-145.
- BORELLA François, « Existe-t-il une nouvelle approche dans l'étude des partis politiques ? », in ANDOLFATTO Dominique, GREFFET Fabienne et OLIVIER Laurent (dir.), *Les Partis politiques. Quelles perspectives ?*, Editions L'Harmattan, Paris, 2001, p. 71-80.
- BOY Daniel, « L'écologie : une nouvelle culture politique ? », in *Vingtième Siècle*, 44, 1994, p. 45-50.
- BOY Daniel, « Les petits partis : niveau, structure et sens », in LAURENT Annie et VILLALBA Bruno (dir.), *Les Petits partis. De la petitesse en politique*, Editions L'Harmattan, Paris, 1997, p. 43-66.
- BRAUD Philippe et DUPOIRIER Elisabeth, « Deux lectures pour un « Que sais-je ? » », in *Politix*, 1 (2), 1988, p. 43-45.
- BRECHON Pierre, « Dynamiques des systèmes partisans : atomisation et/ou concentration », communication au colloque Partis et démocratie, Dijon, Université de Bourgogne, 12-13 juin 2014.
- BRECHON Pierre, « Les partis au prisme de la science politique », in AUDIGIER François, COLON David et FOGACCI Frédéric (dir.), *Les partis politiques. Nouveaux regards. Une contribution au renouvellement de l'histoire politique*, Editions Peter Lang, Bruxelles, 2012, p. 27-33.

- BRIQUET Jean-Louis et SAWICKI Frédéric, « L'analyse localisée du politique », in *Politix*, 2 (7-8), 1989, p. 6-16.
- BUE Nicolas et DESAGE Fabien, « Le « Monde réel » des coalitions. L'étude des alliances partisanes de gouvernement à la croisée des méthodes », in *Politix*, 88 (4), 2009, p. 7-37.
- BUE Nicolas, « La façade d'unité des gouvernements. Le cas d'une coalition de gouvernement municipal », in *Sociétés contemporaines*, 88 (4), 2012, p. 17-43.
- BUE Nicolas, « Le nombre de places. Les usages ambivalents des chiffres dans la négociation de listes de coalition aux élections municipales », in *Mots. Les langages du politique*, 100, 2012, p. 91-106.
- BUE Nicolas, « Les accords de coalition dans une municipalité d'Union de la gauche. Contribution à l'étude de la régulation des rapports coalitionnels », in *Politix*, 88 (4), 2009, p. 105-131.
- BUE Nicolas, « Usages et fonctions du secret dans les relations entre entreprises politiques. Le cas de la négociation électorale », in WUILLEME Tanguy (dir.), *Autour des secrets*, Editions L'Harmattan, Paris, 2004, p. 185-202.
- BUSSI Michel et FOURQUET Jérôme, « L'implantation des partis politiques en France », in DELWIT Pascal (dir.), *Les partis politiques en France*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2014, p. 215-243.
- CAYROL Roland, « Le choix du P.S.U. », in *Revue française de science politique*, 17 (5), 1967, p. 931-938.
- CEPEDE Frédéric, « « Le poing et la rose », la saga d'un logo », in *Vingtième siècle*, 49, 1996, p. 18-30.
- CHICHE Jean, HAEGEL Florence et TIBERJ Vincent, « La fragmentation partisane », in GRUNBERG Gérard, MAYER Nonna et SNIDERMAN Paul (dir.), *La démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Presses de Sciences Po, Paris, 2002, p. 203-237.
- CHOFFAT Thierry, « Une organisation éphémère : le RPF », in ANDOLFATTO Dominique, GREFFET Fabienne et OLIVIER Laurent (dir.), *Les Partis politiques. Quelles perspectives ?*, Editions L'Harmattan, Paris, 2001, p. 135-144.
- COMBES Hélène, « Meetings de fin de campagne au Mexique et ethnographie des milieux partisans », in *Politix*, 85 (1), 2009, p. 149-179.
- COMBES Hélène, « Pour une sociologie du multi-engagement : réflexion sur les relations partis-mouvements sociaux à partir du cas mexicain », in *Sociologie et sociétés*, 41 (2), 2009, p. 161-188.
- DARGENT Claude et REY Henri, « Sociologie des adhérents socialistes », in *Les Cahiers du CEVIPOF*, 59, 2014.
- DARGENT Claude, « Les adhérents socialistes : attitudes, valeurs et ancrages idéologiques », in *La Revue Socialiste*, 42, 2011, p. 135-142.
- DELEAGE Jean-Paul, « Ecologistes et alternatifs », in BECKER Jean-Jacques et CANDAR Gilles (dir.), *Histoire des gauches en France. Tome 2. XX^e siècle : à l'épreuve de l'histoire*, Editions La Découverte, Paris, 2005, p. 146-158.
- DELWIT Pascal, « La notion de « parti alternatif ». Une comparaison France, Allemagne, Belgique », in ANDOLFATTO Dominique, GREFFET Fabienne et OLIVIER Laurent (dir.), *Les Partis politiques. Quelles perspectives ?*, Editions L'Harmattan, Paris, 2001, p. 115-134.
- DELWIT Pascal, « Partis et système de partis en France de 1945 à nos jours », in Delwit Pascal (dir.), *Les partis politiques en France*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2014, p. 7-33.
- DENJEAN Jean-Marc, « Les Verts et la gauche », in *Mouvements*, 50, 2007, p. 57-63.

- DEZE Alexandre, « L'illusion d'un changement. Ou comment le Front national n'est pas devenu un « nouveau » parti », in *Savoir/Agir*, 32, 2015, p. 13-19.
- DEZE Alexandre, « Le Front national comme « entreprise doctrinale », in HAEGEL Florence (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Presses de Sciences Po, Paris, 2007, p. 255-284.
- DEZE Alexandre, « Le Front national. Un parti « anticartel » ? », in AUCANTE Yohann et DEZE Alexandre (dir.), *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales. Le modèle du parti-cartel en question*, Presses de Sciences Po, Paris 2008, p. 369-384.
- DOLEZ Bernard et LAURENT Annie, « Une primaire à la française. La désignation de Ségolène Royal par le parti socialiste », in *Revue française de science politique*, 57 (2), 2007, p. 133-161.
- DOLEZ Bernard, « Les « petits » partis au regard de la réglementation du financement de la vie politique », in LAURENT Annie et VILLALBA Bruno (dir.), *Les Petits partis. De la petitesse en politique*, Editions L'Harmattan, Paris, 1997, p. 91-108.
- DUPIN Eric, « Les médias et les petits partis : entre le mépris et l'indifférence », in LAURENT Annie et VILLALBA Bruno (dir.), *Les Petits partis. De la petitesse en politique*, Editions L'Harmattan, Paris, 1997, p. 109-118.
- DUVERGER Maurice, « Adhérents et électeurs des partis », in *Revue française de science politique*, 1 (1-2), 1951, p. 56-75.
- ESCALONA Fabien, « La « reconversion partisane » », Communication pour la section thématique n°12, 4^e congrès des associations francophones de science politique, Bruxelles, 2011.
- ETHUIN Nathalie et LEFEBVRE Rémi, « Réinventer les partis politiques ? », in *Savoir/Agir*, 32, 2015, p. 9-12.
- FAUCHER-KING Florence, « Les Verts et la démocratie interne », in HAEGEL Florence (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Presses de Sciences Po, Paris, 2007, p. 103-142.
- FERCHICHE Nassima, « La rationalisation du droit du financement des campagnes législatives et le renforcement de la transparence de la vie politique », in *Revue française de droit constitutionnel*, 90 (2), 2012, p. 87-117.
- FLIPO Fabrice, « Voyage dans la galaxie décroissante », in *Mouvements*, 50, 2007, p. 143-151.
- FOGACCI Frédéric, « Courants et tendances au sein du Parti radical sous la IV^e République », in AUDIGIER François, COLON David et FOGACCI Frédéric (dir.), *Les partis politiques. Nouveaux regards. Une contribution au renouvellement de l'histoire politique*, Editions Peter Lang, Bruxelles, 2012, p. 43-55.
- FRETEL Julien et LEFEBVRE Rémi, « Défaites électorales et fluidification des jeux partisans », communication au colloque « Here's to the losers. Une sociologie politique de la défaite électorale », Bruxelles, Université libre de Bruxelles, 16-17 octobre 2014.
- FRETEL Julien et LEFEBVRE Rémi, « La faiblesse des partis politiques français : retour sur un lieu commun historiographique », in OFFERLE Michel et ROUSSO Henry (dir.), *La fabrique interdisciplinaire*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2008, p. 149-177.
- FRETEL Julien, « Habiter l'institution. *Habitus*, apprentissages et langages dans les institutions partisans », in LAGROYE Jacques et OFFERLE Michel (dir.), *Sociologie de l'institution*, Editions Belin, Paris, 2010, p. 195-217.
- FRETEL Julien, « L'avenir des illusions partisans », in *Savoir/Agir*, 32, 2015, p. 45-52.
- FRETEL Julien, « L'UDF au prisme du jeu d'échelle », in HAEGEL Florence (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Presses de Sciences Po, Paris, 2007, p. 183-218.

- FRETEL Julien, « Le leadership partisan », in COHEN Antonin, LACROIX Bernard et RIUTORT Philippe (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, Editions La Découverte, Paris, 2009, p. 462-475.
- FRETEL Julien, « Le meeting présidentiel, une institution dans l'institution partisane. Les meetings du Modem pendant l'élection présidentielle de 2012 », communication pour la section thématique n°24, « Un retour des meetings électoraux ? Les meetings dans la campagne présidentielle : dispositifs, acteurs et publics », 12^e congrès de l'Association française de science politique, Paris, juillet 2013.
- FRETEL Julien, « Le parti comme fabrique de notables. Réflexions sur les pratiques notabiliaires des élus de l'UDF », in *Politix*, 65 (17), 2004, p. 45-72.
- FRETEL Julien, « Les utopies partisans ou l'idéal organisationnel au sein des partis », communication au colloque Partis et démocratie, Dijon, Université de Bourgogne, 12-13 juin 2014.
- FRETEL Julien, « Quand la « crise de la droite » débouche sur la victoire de l'UMP », in MATONTI Frédérique (dir.), *La démobilisation politique*, Editions La Dispute, Paris, 2005, p. 37-67.
- FRETEL Julien, « Quand les catholiques vont au parti. De la constitution d'une illusio paradoxale et du passage à l'acte chez les « militants » de l'UDF », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, 155, 2004, p. 76-89.
- GIRAUD Baptiste, « Les motivé-e-s, ou l'innovation prisonnière des règles du jeu politique », in *Sociologies pratiques*, 15 (2), 2007, p. 55-67.
- GOTTRAUX Philippe, « Autodissolution d'un collectif politique. Autour de Socialisme ou Barbarie », in FILLIEULE Olivier (dir.), *Le désengagement militant*, Editions Belin, Paris, 2005, p. 75-93.
- GOUGOU Florent, « Le programme commun à l'épreuve des élections. Union de la gauche et changement électoral dans les années 1970 », in TARTAKOWSKY Danielle et BERGOUNIOUX Alain (dir.), *L'union sans unité. Le programme commun de la gauche. 1963-1978*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2012, p. 201-208.
- GREFFET Fabienne, « Le web, espace de luttes partisans », in GREFFET Fabienne (dir.), *Continuer la lutte.com. Les partis politiques sur le web*, Presses de Sciences Po, Paris, 2011, p. 15-37.
- HAEGEL Florence, « A la recherche de la « densité » des phénomènes organisationnels : L'exemple du RPR », in ANDOLFATTO Dominique, GREFFET Fabienne et OLIVIER Laurent (dir.), *Les Partis politiques. Quelles perspectives ?*, Editions L'Harmattan, Paris, 2001, p. 83-98.
- HAEGEL Florence, « Faire l'Union : la refondation des partis de droite après les élections de 2002 », in *Revue française de science politique*, 52 (5-6), 2002, p. 561-576.
- HAEGEL Florence, « L'UMP : un dixième anniversaire sous tensions (2002-2012) », in DELWIT Pascal (dir.), *Les partis politiques en France*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2014, p. 149-166.
- HAEGEL Florence, « Le « parti-cartel ». De la logique interne à la validité empirique », in AUCANTE Johann et DEZE Alexandre (dir.), *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales. Le modèle du parti-cartel en question*, Presses de Sciences Po, Paris, 2008, p. 113-126.
- HAEGEL Florence, « Le pluralisme à l'UMP. Structuration idéologique et compétition interne », in HAEGEL Florence (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Presses de Sciences Po, Paris, 2007, p. 219-254.
- HAEGEL Florence, « Les partis vus de France et d'ailleurs », in HAEGEL Florence (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Presses de Sciences Po, Paris, 2007, p. 391-406.
- HAEGEL Florence, « Pertinence, déplacement et renouvellement des analyses en termes de clivage en France », in *Revue internationale de politique comparée*, 12 (1), 2005, p. 35-45.

- HASTINGS Michel, « Partis politiques et administration du sens », in ANDOLFATTO Dominique, GREFFET Fabienne et OLIVIER Laurent (dir.), *Les Partis politiques. Quelles perspectives ?*, Editions L'Harmattan, Paris, 2001, p. 21-36.
- HINE David, « Factionalism in West European Parties : A framework for analysis », in *West European Politics*, 1, 1982, p. 36-53.
- HUREAUX Roland, « Les trois âges de la gauche », in *Le Débat*, 103, 1999, p. 3-28.
- JUHEM Philippe, « Entreprendre en politique. De l'extrême gauche au PS : la professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme », in *Revue française de science politique*, 51 (1-2), 2001, p. 131-153.
- JUHEM Philippe, « Investissements et désinvestissements partisans », in COHEN Antonin, LACROIX Bernard et RIUTORT Philippe (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, Editions La Découverte, Paris, 2009, p. 478-491.
- JUHEM Philippe, « La production notabiliaire du militantisme au Parti socialiste », in *Revue française de science politique*, 56 (6), 2006, p. 909-941.
- KATZ Richard et MAIR Peter, « Changing Models of Party Organization and Party Democracy : the Emergence of the Cartels Party », in *Party Politics*, 1 (1), 1995, p. 5-28.
- KERNALEGENN Tudi et PRIGENT François, « La marginalisation du PSU dans le système partisan français (1967-1975) », in RICHARD Gilles et SAINCLIVIER Jacqueline (dir.), *Les partis à l'épreuve de 68. L'émergence de nouveaux clivages, 1971-1974*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2012, p. 159-171.
- KIRCHHEIMER Otto, « The transformation of the Western European party systems », in LA PALOMBARA Joseph et WEINER Myron (dir.), *Political Parties and Political Development*, Princeton University Press, Princeton, 1966, p. 177-200.
- LAURENT Annie, « Définir les petits partis : le regard de l'électoraliste », in LAURENT Annie et VILLALBA Bruno (dir.), *Les Petits partis. De la petitesse en politique*, Editions L'Harmattan, Paris, 1997, p. 19-42.
- LAVAU Georges, « Le système politique et son environnement », in *Revue française de sociologie*, 12 (1), 1971, p. 169-181.
- LAZAR Marc, « Cultures politiques et partis politiques en France », in CEFAL Daniel (dir.), *Cultures politiques*, Presses Universitaires de France, Paris, 2001, p. 169-189.
- LEFEBVRE Denis, « Le parti socialiste à l'heure de l'union de la gauche », in TARTAKOWSKY Danielle et BERGOUNIOUX Alain (dir.), *L'union sans unité. Le programme commun de la gauche (1963-1978)*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2012, p. 35-43.
- LEFEBVRE Rémi et MARREL Guillaume, « Logiques partisans, territorialisation et capital politique européen. La constitution en France des listes socialistes aux élections européennes de 2009 », in *Cultures et conflits*, 85-86, 2012, p. 139-162.
- LEFEBVRE Rémi et SAWICKI Frédéric, « Défaite de la gauche : le 21 avril 2002 n'était pas un accident », in *Savoir/agir*, 1, 2007, p. 23-28.
- LEFEBVRE Rémi et SAWICKI Frédéric, « Pourquoi le PS ne parle-t-il plus aux catégories populaires ? », in *Mouvements*, 50, 2007, p. 24-32.
- LEFEBVRE Rémi, « Du PS à l'UMP. De quoi les primaires sont-elles le nom ? », in *Savoir/Agir*, 32, 2015, p. 21-28.
- LEFEBVRE Rémi, « La composition des listes socialistes aux élections régionales », in *Savoir/agir*, 10, 2010, p. 55-64.

LEFEBVRE Rémi, « La construction de l'union de la gauche au niveau municipal. L'institutionnalisation d'une norme unitaire », in TARTAKOWSKY Danielle et BERGOUNIOUX Alain (dir.), *L'union sans unité. Le programme commun de la gauche (1963-1978)*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2012, p. 209-222.

LEFEBVRE Rémi, « La difficile notabilisation de Martine Aubry à Lille. Entre prescriptions de rôles et contraintes d'identité », in *Politix*, 65 (17), 2004, p. 119-146.

LEFEBVRE Rémi, « La diffusion maîtrisée des primaires ouvertes (PS et UMP) », communication au colloque Partis et démocratie, Dijon, Université de Bourgogne, 12-13 juin 2014.

LEFEBVRE Rémi, « Le parti socialiste », in DELWIT Pascal (dir.), *Les partis politiques en France*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2014, p. 35-57.

LEFEBVRE Rémi, « Le socialisme français soluble dans l'institution municipale ? Forme partisane et emprise institutionnelle : Roubaix (1892-1983) », in *Revue française de science politique*, 54 (2), 2004, p. 237-260.

LEFEBVRE Rémi, « Le travail de mobilisation électorale », in COHEN Antonin, LACROIX Bernard et RIUTORT Philippe (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, Editions La Découverte, Paris, 2009, p. 406-421.

LEFEBVRE Rémi, « Militer au parti socialiste pour le transformer. L'engagement à la « gauche » du PS », in GEAY Bertrand et WILLEMEZ Laurent (dir.), *Pour une gauche de gauche*, Editions du Croquant, Bellcombe-en-Bauges, 2008, p. 217-237.

LEFEBVRE Rémi, « Professionnalisation et clôture du champ politique », in Fondation Copernic, *Voter et se taire ? Monopoles politiques, influences médiatiques*, Editions Syllepse, Paris, 2008, p. 25-40.

LEHINGUE Patrick, « Les déterminants matériels de l'activité politique : ce que nous apprennent les comptes publics des partis », in GEAY Bertrand et WILLEMEZ Laurent (dir.), *Pour une gauche de gauche*, Bellecombe-en-Bauges, 2008, p. 113-144.

MARTIN Pierre, « Comment analyser les changements dans les systèmes partisans d'Europe occidentale depuis 1945 ? », in *Revue internationale de politique comparée*, 14 (2), 2007, p. 263-280.

MONGAUX Pierre, « Le « peuple de gauche » aux urnes ? Une enquête sur les électeurs de la primaire socialiste de 2011 à Amiens », in *Savoir/Agir*, 32, 2015, p. 29-36.

MOREAU Jacques, « Le congrès d'Épinay-sur-Seine du Parti socialiste », in *Vingtième Siècle*, 65, 2000, p. 81-96.

MORIN Gilles, « La CIR, un levain présidentieliste de gauche », in BENOIT Bruno, CHEVANDIER Christian, MORIN Gilles, RICHARD Gilles, VERGNON Gilles (dir.), *A chacun son Mai ? Le tour de France de mai-juin 1968*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2011, p. 297-315.

MORIN Gilles, « Profil et profit d'une union : le Programme commun de gouvernement et le Parti socialiste (1971-1978) », in RICHARD Gilles et SAINCLIVIER Jacqueline (dir.), *Les partis à l'épreuve de 68. L'émergence de nouveaux clivages, 1971-1974*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2012, p. 147-158.

OFFERLE Michel et LECA Jean, « Un « Que sais-je ? » en questions. Un débat avec Michel Offerlé et Jean Leca », in *Politix*, 1 (2), 1988, p. 46-59.

OFFERLE Michel, « Partis et configurations partisans », in COHEN Antonin, LACROIX Bernard et RIUTORT Philippe (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, Editions La Découverte, Paris, 2009, p. 447-461.

OLIVIER Laurent, « Ambiguïtés de la démocratisation partisane en France (PS, RPR, UMP) », in *Revue française de science politique*, 53 (5), 2003, p. 761-790.

OLIVIER Laurent, « Le Parti socialiste et le débat sur le renouveau de la social-démocratie », in ANDOLFATTO Dominique, GREFFET Fabienne et OLIVIER Laurent (dir.), *Les Partis politiques. Quelles perspectives ?*, Editions L'Harmattan, Paris, 2001, p.179-200.

OLLIRAULT Sylvie, « L'invention de l'écologie politique : la candidature de René Dumont », in RICHARD Gilles et SAINCLIVIER Jacqueline (dir.), *Les partis à l'épreuve de 68. L'émergence de nouveaux clivages, 1971-1974*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2012, p. 249-259.

OLLITRAULT Sylvie, « Les écologistes français, des experts en action », in *Revue française de science politique*, n°1-2, 2001, p. 105-130.

PERSICO Simon, « Europe Ecology Les Verts : l'histoire du verre à moitié plein », in DELWIT Pascal (dir.), *Les partis politiques en France*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2014, p. 87-108.

PETITFILS Anne-Sophie, « L'UMP. Vie et mort d'un ordre partisan personnalisé », in *Savoir/agir*, 23, 2013, p. 107-111.

PETITFILS Anne-Sophie, « La « seconde » fondation de l'UMP : techniques de recrutement et sociologie des nouveaux adhérents », in *Mouvements*, 52, 2007, p. 57-63.

PETITFILS Anne-Sophie, « Les stratégies de dépolitisation de députés-candidats de l'UMP aux élections municipales de 2008 dans la métropole lilloise », in *Savoir/agir*, 25, 2013, p. 47-54.

PIALOUX Michel et WEBER Florence, « La gauche et les classes populaires. Réflexions sur un divorce », in *Mouvements*, 23, 2002, p. 9-21.

POIRMEUR Yves, « Les tendances dans les partis et les syndicats », in CHEVALLIER Jacques (dir.), *L'Institution*, Presses universitaires de France, Paris, 1981, p. 231-280.

PORTELLI Hugues, « La Ve République et les partis », in *Pouvoirs*, 126, 2008, p. 61-70.

PORTELLI Hugues, « Le Parti socialiste : une position dominante », in BRECHON Pierre (dir.), *Les partis politiques français*, La documentation française, Paris, 2005, p. 99-123.

PUTZ Christine, « La présidentialisation des partis français », in HAEGEL Florence (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Presses de Sciences Po, Paris, 2007, p. 321-357.

REY Henri, « Les adhérents socialistes : permanences et changements », in *La Revue Socialiste*, 42, 2011, p. 125-133.

SAINTENY Guillaume, « Le Parti socialiste face à l'écologisme. De l'exclusion d'un enjeu aux tentatives de subordination d'un intrus », in *Revue française de science politique*, 44 (3), 1994, p. 424-461.

SAINTENY Guillaume, « Les dirigeants écologistes et le champ politique », in *Revue française de science politique*, 37 (1), 1987, p. 21-32.

SAUGER Nicolas, « L'UDF et la création de l'UMP. Une logique de décartellisation ? », in AUCANTE Yohann et DEZE Alexandre (dir.), *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales. Le modèle du parti-cartel en question*, Presses de Sciences Po, Paris, 2008, p. 347-367.

SAWICKI Frédéric, « La science politique et l'étude des partis politiques », in *Cahiers français*, 276, 1996, p. 51-59.

SAWICKI Frédéric, « Laurent Fabius : du « Giscard de gauche » au « socialiste moderne » », in *Pôle Sud*, 1, 1994, p. 35-60.

SAWICKI Frédéric, « Les partis politiques comme entreprises culturelles », in CEFAL Daniel (dir.), *Cultures politiques*, Presses universitaires de France, Paris, 2001, p. 191-211.

SAWICKI Frédéric, « Les socialistes », in BECKER Jean-Jacques et CANDAR Gilles (dir.), *Histoire des gauches en France. Tome 2. XX^e siècle : à l'épreuve de l'histoire*, Editions La Découverte, Paris, 2005, p. 27-50.

SAWICKI Frédéric, « Questions de recherche : pour une analyse locale des partis politiques », in *Politix*, 2 (1), 1988, p. 13-28.

SEILER Daniel-Louis, « L'actualité de l'approche des partis en termes de clivages socio-politiques », in ANDOLFATTO Dominique, GREFFET Fabienne et OLIVIER Laurent (dir.), *Les Partis politiques. Quelles perspectives ?*, Editions L'Harmattan, Paris, 2001, p. 49-70.

SEILER Daniel-Louis, « Maurice Duverger et les partis politiques », in *Revue internationale de politique comparée*, 17 (1), 2010, p. 55-65.

SEILER Daniel-Louis, « Théorie des partis et système partisans », in AUCANTE Yohann et DEZE Alexandre (dir.), *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales. Le modèle du parti-cartel en question*, Presses de Sciences Po, Paris, 2008, p. 89-111.

SUBILEAU Françoise, YSMAL Colette et REY Henri, « Les adhérents socialistes en 1998 », in *Les Cahiers du CEVIPOF*, 23, 1999.

TARTAKOWSKY Danielle et BERGOUNIOUX Alain (dir.), *L'union sans unité. Le programme commun de la gauche (1963-1978)*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2012.

TARTAKOWSKY Danielle, « Mai 68 ou la gauche à contretemps », in BECKER Jean-Jacques et CANDAR Gilles (dir.), *Histoire des gauches en France. Tome 2. XX^e siècle : à l'épreuve de l'histoire*, Editions La Découverte, Paris, 2005, p. 266-274.

TAVERNIER Yves et CAYROL Roland, « Sociologie des adhérents du Parti socialiste unifié », in *Revue française de science politique*, 19 (3), 1969, p. 699-707.

TCHERNOIVANOFF Pierre-Alexis, « Défaitistes mais présents : les militants du PS », in ORFALI Birgitta (dir.), *La banalisation de l'extrémisme à la veille de la présidentielle. Radicalisation ou déradicalisation ?*, Editions L'Harmattan, Paris, 2012, p. 37-46.

THERY Gautier, *De l'extrême gauche Trotskiste au Parti Socialiste. La constitution d'un capital militant*, Mémoire de science politique, Institut d'études politiques de Lille, 2011.

THEVIOT Anaïs, « Dépoussiérer les partis politiques français avec Internet ? », in *Savoir/Agir*, 32, 2015, p. 37-43.

THEVIOT Anaïs, « Qui milite sur internet ? Esquisse du profil sociologique du « cyber-militant » au PS et à l'UMP », in *Revue française de science politique*, 63 (3-4), 2013, p. 663-677.

TIBERJ Vincent, « Le système partisan comme « espace des possibles » », in HAEGEL Florence (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Presses de Sciences Po, Paris, 2007, p. 287-319.

VERRIER Benoît, « Apprendre à s'opposer. Les socialistes aux prises avec les règles de la V^e République », in RICHARD Gilles et SAINCLIVIER Jacqueline (dir.), *Les partis et la République. La recomposition du système partisan (1956-1967)*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2007, p. 101-113.

VERRIER Benoît, « Chronique d'une rupture. De Socialisme et République au Mouvement des citoyens », in *Politix*, 45 (12), 1999, p. 87-113.

VERRIER Benoît, « Recompositions politiques et individualisation des identités politiques. Les regroupements politiques autour de J.-P. Chevènement à propos de la question corse », in ANDOLFATTO Dominique, GREFFET Fabienne et OLIVIER Laurent (dir.), *Les partis politiques. Quelles perspectives ?*, Editions L'Harmattan, Paris, 2001, p. 201-216.

VILLALBA Bruno, « La chaotique formation des Verts français à la profession politique (1984-1994) », in *Politix*, 35 (9), 1996, p. 149-170.

VILLALBA Bruno, « La genèse inachevée des verts », in *Vingtième Siècle*, 57 (1), 1997, p. 85-97.

VILLALBA Bruno, « La transmutation d'Europe Ecologie-Les Verts », in BRECHON Pierre (dir.), *Les partis politiques français*, La Documentation française, Paris, 2011, p. 129-154.

VILLALBA Bruno, « Les petits partis et l'idéologie : le paradoxe de la différenciation », in LAURENT Annie et VILLALBA Bruno (dir.), *Les Petits partis. De la petitesse en politique*, Editions L'Harmattan, Paris, 1997, p. 67-89.

VILLALBA Bruno, « Que faire et comment faire « encore » de l'écologie politique ? », in *Mouvements*, 69, 2012, p. 93-100.

WARE Alan, « Les partis français et la science politique comparative », in HAEGEL Florence (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Presses de Sciences Po, Paris, 2007, p. 407-417.

YON Karel, « Que faire de la théorie au Parti socialiste ? La carrière écourtée du marxisme de Convergences socialistes », in *Sociétés contemporaines*, 81 (1), 2011, p. 81-105.

ZANCARINI-FOURNEL Michelle, « Les partis politiques de gauche au risque de la décennie féministe (1971-1981) », in RICHARD Gilles et SAINCLIVIER Jacqueline (dir.), *Les partis à l'épreuve de 68. L'émergence de nouveaux clivages, 1971-1974*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2012, p. 41-53.

Sociologie des partis politiques (2). Les partis de gauche radicale en France

Ouvrages, thèses et mémoires

ANDOLFATTO Dominique, *PCF. De la mutation à la liquidation*, Editions du Rocher, Monaco, 2005.

BEAUHAIRE Julien, *Olivier Besancenot, ou la révolution en recommandé. Quel avenir pour l'extrême gauche ?*, Editions Res Publica, Gémenos, 2008.

BENSAID Daniel, *Les Trotskysmes*, Presses universitaires de France, 2^e édition, Paris, 2006.

BROCHIER Jean-Christophe et DELOUCHE Hervé, *Les nouveaux sans-culottes. Enquête sur l'extrême gauche*, Editions Grasset, Paris, 2000.

BRUNET Jean-Paul, *Saint-Denis. La ville rouge. 1890-1939*, Editions Hachette, Paris, 1980.

BUE Nicolas, *Rassembler pour régner. Négociation des alliances et maintien d'une prééminence partisane : l'union de la gauche à Calais (1971-2005)*, thèse de science politique, Université Lille 2, 2006.

CHOFFAT Thierry, *Lutte Ouvrière*, mémoire de science politique, Université Nancy 2, 1991.

COSSERON Serge, *Dictionnaire de l'extrême gauche*, Editions Larousse, Paris, 2007.

COURTOIS Stéphane (dir.), *Sortir du communisme, changer d'époque. Après la chute du Mur*, Presses universitaires de France, Paris, 2011.

COURTOIS Stéphane et LAZAR Marc, *Histoire du Parti communiste français*, Presses Universitaires de France, Paris, 1995.

DESCOURRIERE Line, *Le recrutement des militants de la LCR*, mémoire de science politique, Université Lille 3, 2002.

DI MAGGIO Marco, *Les intellectuels et la stratégie communiste. Une crise d'hégémonie (1958-1981)*, Editions Sociales, Paris, 2013.

DREYFUS Michel, *PCF. Crises et dissidences*, Editions Complexe, Paris, 1990.

DUCRUET Mathilde, *L'activité programmatique dans un parti en construction : le cas du PDG*, mémoire de science politique, EHESS, 2010.

GEAY Bertrand et WILLEMEZ Laurent (dir.), *Pour une gauche de gauche*, Editions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2008.

HASTINGS Michel, *Halluin La Rouge (1919-1939). Aspects d'un communisme identitaire*, Presses universitaires de Lille, Villeneuve-d'Ascq, 1991.

JOHSUA Florence, *De la LCR au NPA (1966-2009) : sociologie politique des métamorphoses de l'engagement anticapitaliste*, thèse de science politique, Institut d'études politiques de Paris, 2011.

KRIEDEL Annie, *Les communistes français. Dans leur premier demi-siècle 1920-1970*, Editions du Seuil, Paris, 1985.

LACORNE Denis, *Les notables rouges. La construction municipale de l'union de la gauche*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1980.

LAVABRE Marie-Claire et PLATONE François, *Que reste-t-il du PCF ?*, Editions Autrement, Paris, 2003.

LAVAU Georges, *A quoi sert le parti communiste français ?*, Editions Fayard, Paris, 1981.

MARIE Jean-Jacques, *Le trotskysme et les trotskystes*, Editions Armand Colin, Paris, 2002.

MARTELLI Roger, *L'Archipel communiste. Une histoire électorale du PCF*, Editions La Dispute/Editions sociales, Paris, 2008.

MARTELLI Roger, *Le rouge et le bleu. Essai sur le communisme dans l'Histoire française*, Editions de l'atelier, Paris, 1995.

MARTELLI Roger, *Prendre sa carte (1920-2009). Données nouvelles sur les effectifs du PCF*, Fondation Gabriel Péri, 2010.

MISCHI Julian, *Le communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*, Editions Agone, Marseille, 2014.

MISCHI Julian, *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2010.

MISCHI Julian, *Structuration et désagrégation du communisme français (1920-2002). Usages sociaux du parti et travail partisan en milieu populaire*, thèse de science politique, EHESS, 2002.

MOLINARI Jean-Paul, *Les ouvriers communistes. Sociologie de l'adhésion ouvrière au PCF*, Editions L'Harmattan, Paris, 1996.

NICK Christophe, *Les trotskistes*, Editions Fayard, Paris, 2002.

PENNETIER Claude et PUDAL Bernard (dir.), *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*, Editions Belin, Paris, 2002.

PEREIRA Irène, *Les grammaires de la contestation. Un guide de la gauche radicale*, Editions La Découverte, Paris, 2010.

PINGAUD Denis, *L'effet Besancenot*, Editions du Seuil, Paris, 2008.

PINGAUD Denis, *La gauche de la gauche*, Editions du Seuil, Paris, 2000.

PUDAL Bernard, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1989.

PUDAL Bernard, *Un Monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Editions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2009.

RAYNAUD Philippe, *L'extrême-gauche plurielle. Entre démocratie radicale et révolution*, Editions Autrement, Paris, 2006.

RETIERE Jean-Noël, *Identités ouvrières. Histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne (1909-1990)*, Editions L'Harmattan, Paris, 1993.

REYNIE Dominique (dir.), *L'Extrême gauche, moribonde ou renaissante ?*, Presses Universitaires de France, Paris, 2007.

RIZET Stéphanie, *La distinction militante. Transformations et invariances du militantisme à la Ligue communiste révolutionnaire*, thèse de sociologie, Université Paris VII, 2006.

SALLES Jean-Paul, *La ligue communiste révolutionnaire (1968-1981). Instrument du Grand Soir ou lieu d'apprentissage ?*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2005.

SANTAMARIA Yves, *Histoire du Parti communiste français*, Editions La Découverte, Paris, 1999.

TOURAILLE Fanny, *Féminisme et habitus de genre : Etude de cas sur la LCR*, mémoire de science politique, Institut d'études politiques de Toulouse, 2008.

WALD Quentin, *Le Front de Gauche. Essai sur une tentative de recomposition de la gauche politique française (2009-2013)*, mémoire de science politique, Université Rennes I, 2013.

Articles, chapitres d'ouvrages collectifs et communications

ANDOLFATTO Dominique et COURTOIS Stéphane, « France : la chute de la maison communiste », in *Communisme*, Editions Vendémiaire, Paris, 2014, p. 63-98.

ANDOLFATTO Dominique et GREFFET Fabienne, « la « semi-cartellisation » du Parti communiste français », in AUCANTE Johann et DEZE Alexandre (dir.), *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales. Le modèle du parti-cartel en question*, Presses de Sciences Po, Paris, 2008, p. 321-346.

ANDOLFATTO Dominique et GREFFET Fabienne, « Le Parti communiste français : une reconversion sous contraintes », in DE WAELE Jean-Michel et SEILER Daniel-Louis (dir.), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, Editions Economica, Paris, 2012, p. 157-176.

ANDOLFATTO Dominique et GREFFET Fabienne, « Le Parti communiste français comme objet de science politique », in AUDIGIER François, COLON David et FOGACCI Frédéric (dir.), *Les partis politiques. Nouveaux regards. Une contribution au renouvellement de l'histoire politique*, Editions Peter Lang, Bruxelles, 2012, p. 409-426.

ANDOLFATTO Dominique et GREFFET Fabienne, « Le parti de Marie-George Buffet : la survie, à quel prix ? », in *Communisme*, 97-98, 2009, p. 141-173.

ANDOLFATTO Dominique, « « L'année terrible » Chronologie du PCF 2002-2003 : de la campagne présidentielle au XXXII^e congrès », in *Communisme*, 72-73, 2002-2003, p. 29-47.

ANDOLFATTO Dominique, « Chronique du PCF du 1^{er} janvier 2005 aux élections européennes de 2009 », in *Communisme*, 97-98, 2009, p. 175-203.

ANDOLFATTO Dominique, « Construction et déconstruction. Les communistes », in BERNARD Guillaume et DUSQUESNOY Eric (dir.), *Les forces politiques françaises. Genèse, environnement, recomposition*, Presses universitaires de France, Paris, 2007, p. 219-228.

ANDOLFATTO Dominique, « Effondrement soviétique et déclin du Parti communiste français », in COURTOIS Stéphane (dir.), *Sortir du communisme, changer d'époque. Après la chute du Mur*, Presses universitaires de France, Paris, 2011, p. 617-636.

ANDOLFATTO Dominique, « Entretien avec Anicet Le Pors, « Les hérétiques sont des personnages bénéfiques au maintien de la ligne » », in *Communisme*, 72-73, 2002-2003, p. 7-27.

ANDOLFATTO Dominique, « Entretien avec Robert Hue, « Je considère que ça n'a pas été globalement positif » », in *Communisme*, 97-98, 2009, p. 123-139.

- ANDOLFATTO Dominique, « Explorer la planète rouge. La toile, lieu d'identité et de mémoire communiste », in GREFFET Fabienne (dir.), *Continuer la lutte.com. Les partis politiques sur le web*, Presses de Sciences Po, Paris, 2011, pp 151-164.
- ANDOLFATTO Dominique, « La courroie cassée ? Syndicalisme et communisme en Espagne, France et Italie », in *Communisme*, Editions Vendémiaire, Paris, 2014, p. 503-528.
- ANDOLFATTO Dominique, « Le parti de Robert Hue. Chronique du PCF. 1994-2001 », in *Communisme*, 67-68, 2001, p. 207-255.
- ANDOLFATTO Dominique, « Les doubles dirigeants de la CGT et du Parti communiste », in *Communisme*, 51-52, 1997, p. 125-147.
- ANDOLFATTO Dominique, « Manœuvres à la gauche du PS (2005-2009) », in *Histoire et Liberté. Les cahiers d'histoire sociale*, 38, 2009, p. 19-28.
- ANDOLFATTO Dominique, « Splendeurs et misères du Front de gauche. Jean-Luc Mélenchon, le PCF et les élections de 2012 », in *Communisme*, Editions Vendémiaire, Paris, 2013, p. 465-511.
- BAUDOUIIN Jean, « L'assimilation relative de la Constitution de 1958 par le Parti communiste français », in *Revue française de science politique*, 34 (4-5), 1984, p. 799-815.
- BAUDOUIIN Jean, « Les phénomènes de contestation au sein du Parti communiste français (avril 1978-mai 1979) », in *Revue française de science politique*, 30 (1), 1980, p. 78-111.
- BECKER Jean-Jacques et BERSTEIN Serge, « L'anticommunisme en France », in *Vingtième siècle*, 15, 1987. p. 17-28.
- BIRNBAUM Pierre, « La parabole de M. Mélenchon », in *Critique*, 776-777, 2012, p. 110-118.
- BONNEMAISON Didier, « Changement de nom : de la LCR au NPA », in ORFALI Birgitta (dir.), *La banalisation de l'extrémisme à la veille de la présidentielle. Radicalisation ou dé-radicalisation ?*, Editions L'Harmattan, Paris, 2012, p. 87-106.
- BONNEMAISON Didier, « De la Ligue Communiste Révolutionnaire au Nouveau Parti Anticapitaliste », in DE WAELE Jean-Michel et SEILER Daniel-Louis, *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, Editions Economica, Paris, 2012, p. 305-322.
- BOSWELL Laird, « L'historiographie du communisme français est-elle dans une impasse ? », in *Revue française de science politique*, 55 (5), 2005, p. 919-933.
- BOUILLAND Paul, ETHUIN Nathalie et MISCHI Julian, « Les disqualifications des gauchistes au sein du PCF. Enjeux sociologiques et stratégiques », in *Savoir/agir*, 6, 2008, p. 29-39.
- BOULLAND Paul et MISCHI Julian, « Promotion et domination des militantes dans les réseaux locaux du Parti communiste français », in *Vingtième siècle*, 126 (2), 2015, p. 73-86.
- BOULLAND Paul, « Sortir du rang ? Rapports à l'usine des cadres ouvriers communistes », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, 196-197, 2013, p. 54-71.
- BOULOUQUE Sylvain, « Mémoires, histoires et actualités de la radicalité de gauche en politique », in *Communisme*, 72-73, 2002-2003, p. 183-201.
- BOURGEOIS Guillaume, DILAS Yolène et COURTOIS Stéphane, « Entretien avec Véronique Buttin et Dominique Andolfatto, « Le PCF, comme un vaisseau fantôme » », in *Communisme*, 72-73, 2002-2003, p. 49-69.
- BOURSEILLER Christophe, « Sous la révolution, le réformisme ? », in *Le Débat*, 103, 1999, 60-66.
- BOUVET Laurent, « Les contradictions de l'antilibéralisme », in *Le Débat*, 159, 2010, p. 155-159.
- BROYER Philippe, CASSAN Didier et DA LAGE Olivier, « Les candidats communistes aux élections législatives de 1973 et 1978 », in *Revue française de science politique*, 29 (2), 1979, p. 213-229.

- BUTON Philippe, « L'extrême gauche française et l'écologie. Une rencontre difficile (1968-1978) », in *Vingtième Siècle*, 113, 2012, p. 191-203.
- BUTON Philippe, « Les générations communistes », in *Vingtième Siècle*, 22, 1989, p. 81-92.
- CHAMBARLHAC Vincent, « Le trotskysme au regard de l'autre. Essai de déconstruction d'une catégorie mentale », in *Cahiers Léon Trotsky*, 79, 2002, p. 71-82.
- CHERRIER Emmanuel, « Structure et limites du notabilisme électoral. Exemple d'un fief communiste : la 19^{ème} circonscription du Nord », in *Communisme*, 51-52, 1997, p. 95-124.
- CHOFFAT Thierry, « Lutte ouvrière, entre continuité et renouvellement », in DE WAELE Jean-Michel et SEILER Daniel-Louis, *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, Editions Economica, Paris, 2012, p. 292-304.
- CŒURE Sophie, « Communisme et anticommunisme », in BECKER Jean-Jacques et CANDAR Gilles (dir.), *Histoire des gauches en France. Tome 2. XX^e siècle : à l'épreuve de l'histoire*, Editions La Découverte, Paris, 2005, p. 487-506.
- COURTOIS Stéphane, « Construction et déconstruction du communisme français », in *Communisme*, 15-16, 1987, p. 52-74.
- COURTOIS Stéphane, « Les délégués aux congrès du PCF et l'évolution de l'appareil communiste (1956-1985) », in *Communisme*, 10, 1986, p. 92-116.
- COURTOIS Stéphane, « Penser le communisme français », in *Communisme*, 45-46, 1996, p. 85-98.
- COURTOIS Stéphane, GAUCHET Marcel, POMIAN Krzysztof, POULET Bernard et RAYNAUD Philippe, « L'énigme trotskiste », in *Le Débat*, 123 (1), 2003, p. 99-111.
- CROISAT Maurice, DERVILLE Jacques, « La socialisation des militants communistes français », in *Revue française de science politique*, 29 (4-5), 1979, p. 760-790.
- DELWIT Pascal, « Le parti communiste français et le Front de gauche », in DELWIT Pascal (dir.), *Les partis politiques en France*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2014, p. 59-85.
- DERVILLE Jacques et LECOMTE Patrick, « Le Parti communiste français au miroir de ses partisans : une image contrastée », in *Revue française de science politique*, 33 (4), 1983, p. 651-679.
- DERVILLE Jacques, « Les communistes de l'Isère », in *Revue française de science politique*, 25 (1), 1975, p. 53-71.
- DUCOULOMBIER Romain, « Succéder à Jaurès ? Filiations et ruptures aux origines de la culture communiste en France », in BANTIGNY Ludivine et BAUBEROT Arnaud (dir.), *Hériter en politique. Filiations, générations et transmissions politiques (Allemagne, France et Italie, XIX^e – XXI^e siècle)*, Presses universitaires de France, Paris, 2011, p. 61-76.
- DUHAMEL Alain, « Le Parti communiste et l'élection présidentielle », in *Revue française de science politique*, 16 (3), 1966, p. 539-547.
- ETHUIN Nathalie, « De l'idéologisation de l'engagement communiste. Fragments d'une enquête sur les écoles du PCF (1970-1990) », in *Politix*, 63 (16), 2003, p. 145-168.
- FOUGIER Eddy, « L'extrême gauche et les mouvements altermondialistes », in REYNIE Dominique (dir.), *L'Extrême gauche, moribonde ou renaissante ?*, Presses Universitaires de France, Paris, 2007, p. 209-228.
- FOURCAUT Annie, « Bobigny, banlieue rouge : de la crise des lotissements aux années du Front populaire », in *Communisme*, 3, 1983, p. 5-28.
- FOURCAUT Annie, « Mémoires de la « banlieue rouge » : occultation du mythe et mutation des images », in *Communisme*, 15-16, 1987, p. 121-134.

- GIBLIN Béatrice, « Un bastion communiste exceptionnellement résistant : le Douaisis et le Valenciennois », in *Communisme*, 22-23, 1989, p. 122-133.
- GREFFET Fabienne et ANDOLFATTO Dominique, « L'extinction du Parti communiste ? », in *Revue politique et parlementaire*, 1021, 2002, p. 162-172.
- GREFFET Fabienne, « Le Parti communiste français : l'espoir du retour », in BRECHON Pierre (dir.), *Les partis politiques français*, La Documentation française, Paris, 2011, p. 155-180.
- GREFFET Fabienne, « Le PCF : combattre le déclin par la mutation ? », in BRECHON Pierre (dir.), *Les partis politiques français*, La documentation française, Paris, 2001, p. 105-126.
- GREFFET Fabienne, « Le PCF : l'inexorable déclin », in BRECHON Pierre (dir.), *Les Partis politiques français*, La documentation française, Paris, 2005, p. 125-151.
- GROPPO Bruno, Nanterre : mutations socio-économiques et évolution politique dans un « bastion » communiste », in *Communisme*, 22-23, 1989, p. 134-144.
- GROUX Guy, « L'extrême gauche politique face à la question sociale : hégémonie ou marginalisation ? », in REYNIE Dominique (dir.), *L'Extrême gauche, moribonde ou renaissante ?*, Presses Universitaires de France, Paris, 2007, p. 107-128.
- HASTINGS Michel, « Le communisme saisi par l'anthropologie », in *Communisme*, 45-46, 1996, p. 99-114.
- HASTINGS Michel, « Les filigranes du communisme français », in CEFAL Daniel (dir.), *Cultures politiques*, Presses Universitaires de France, Paris, 2001, p. 317-339.
- HASTINGS Michel, « Les tisserands d'Halluin-la-Rouge. Aspects d'un communisme identitaire », in *Communisme*, 15-16, 1987, p. 111-120.
- HINCKER François, « Le groupe dirigeant du PCF dans les années 70 », in *Communisme*, 10, 1986, p. 70-79.
- JOHSUA Florence, « « Le parti doit changer de bases » : La LCR et le « nouveau parti ». transformations militantes et (re) définitions partisans », in GEAY et WILLEMEZ Laurent (dir.), *Pour une gauche de gauche*, Editions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2008, p. 277-292.
- JOHSUA Florence, « « Nous vengerons nos pères... ». De l'usage de la colère dans les organisations politiques d'extrême gauche dans les années 1968 », in *Politix*, 104 (4), 2013, p. 203-233.
- JOHSUA Florence, « La dynamique militante à l'extrême gauche : Le cas de la Ligue Communiste Révolutionnaire », in *Les cahiers du CEVIPOF*, 37, 2004.
- JOHSUA Florence, « Les conditions de (re)production de la LCR. L'approche par les trajectoires militantes », in HAEGEL Florence (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Presses de Sciences Po, Paris, 2007, p. 25-67.
- JOHSUA Florence, « Repenser la production sociale de la révolte. A partir d'une étude des transformations du recrutement à la LCR depuis 2002 », in *Revue française de science politique*, 63 (5), 2013, p. 841-864.
- KITSCHOLT Herbert, « La gauche libertaire et les écologistes français », in *Revue française de science politique*, 40 (3), 1990, p. 339-365.
- KOUVELAKIS Stathis, « Echecs et recomposition de la gauche radicale », in *Mouvements*, 69, 2012, p. 19-25.
- KRIEDEL Annie, « Le communisme français : ombres et lumières », in *Communisme*, 45-46, 1996, p. 79-84.

- LABBE Dominique, « Le discours communiste », in *Revue française de science politique*, 30 (1), 1980, p. 46-77.
- LANUQUE Jean-Guillaume et LEVY Pierre, « Lutte ouvrière, monolithe du trotskisme ? », in DELWIT Pascal (dir.), *Les partis politiques en France*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2014, p. 127-147.
- LAURENT Annie et WALLON-LEDUCQ Christian-Marie, « Permanence et érosion d'un bastion communiste : la 20^{ème} circonscription du Nord », in *Communisme*, 4, 1983, p. 49-64.
- LAVABRE Marie-Claire, « Etude d'une population de cadres communistes : le Comité fédéral de Paris », in *Communisme*, 2, 1982, p. 25-47.
- LAVAU Georges, « A la recherche d'un cadre théorique pour l'étude du Parti communiste français », in *Revue française de science politique*, 18 (3), 1968, p. 445-466.
- LAZAR Marc, « Forte et fragile, immuable et changeante... La culture politique communiste », in BERSTEIN Serge (dir.), *Les cultures politiques en France*, Editions du Seuil, Paris, 1999, p. 215-242.
- LAZAR Marc, « L'étrange passion politique du PCF », in *Communisme*, 69, 2002, p. 7-23.
- LAZAR Marc, « L'invention et la désagrégation de la culture communiste », in *Vingtième Siècle*, 44, 1994, p. 9-18.
- LAZAR Marc, « La résistible ascension de la gauche de la gauche », in *Le Débat*, 142, 2006, p. 84-96.
- LAZAR Marc, « La vulgate de la gauche de la gauche », in REYNIE Dominique (dir.), *L'Extrême gauche, moribonde ou renaissante ?*, Presses Universitaires de France, Paris, 2007, p. 83-105.
- LAZAR Marc, « Le discours de la gauche extrême. Vieilles passions et nouveaux défis », in *Le Débat*, 127, 2003, p. 159-172.
- LAZAR Marc, « Le mineur de fond : un exemple de l'identité du PCF », in *Revue française de science politique*, 35 (2), 1985, p. 190-205.
- LAZAR Marc, « Pour une étude de l'héritage dans les partis politiques : l'exemple du communisme en France et en Italie après 1989 », in BANTIGNY Ludvine et BAUBEROT Arnaud (dir.), *Hériter en politique. Filiations, générations et transmissions politiques (Allemagne, France et Italie, XIX^e – XXI^e siècle)*, Presses universitaires de France, Paris, 2011, p. 77-82.
- LE COADIC Ronan, « Comment peut-on être breton, paysan et communiste ? », in *Communisme*, 45-46, 1996, p. 187-194.
- LEBARON Frédéric, « La gauche de gauche presque unie en Limousin », in *Savoir/agir*, 11, 2008, p. 90-91.
- LEBARON Frédéric, « LO ou les « puritains » de la Révolution prolétarienne », in *Les cahiers de l'association Raisons d'agir*, 2, 2005, p. 13-14.
- LECLERCQ Catherine, « Engagement et construction de soi. La carrière d'émancipation d'un permanent communiste », in *Sociétés contemporaines*, 84 (4), 2011, p. 127-149.
- LECLERCQ Catherine, « Les ouvriers partis du « parti des ouvriers ». Retour sur un désengagement silencieux », in *Savoir/Agir*, 22, 2012, p. 43-50.
- LECLERCQ Catherine, « Raisons de sortir. Les militants du Parti communiste français », in FILLIEULE Olivier (dir.), *Le désengagement militant*, Editions Belin, Paris, 2005, p. 131-154.
- LEROLLE Hervé, « De certaines coutumes électorales : le cas d'Ivry-sur-Seine », in *Communisme*, 18-19, 1988, p. 19-32.
- LEVY David, « Composition de la classe ouvrière, politique locale ou implantation communiste : le cas de Marseille », in *Communisme*, 15-16, 1987, p. 135-148.

LEVY Jacques, « Un espace communiste. Géographie de la crise du PCF », in *Communisme*, 22-23, 1989, p. 145-160.

LINDENBERG Daniel, « A gauche de la gauche », in BECKER Jean-Jacques et CANDAR Gilles (dir.), *Histoire des gauches en France. Tome 2. XX^e siècle : à l'épreuve de l'histoire*, Editions La Découverte, Paris, 2005, p. 119-134.

LOUEY Sophie, « Le cocon militant : l'engagement partisan dans une section de jeunesse trotskiste », communication pour la section thématique n°10, « Les rapports au politique des étudiants », 13^e congrès de l'Association française de science politique, Aix-en-Provence, 22-24 juin 2015.

LUCK Simon, « Entre contestation et participation. L'ambiguïté du rapport au vote des activistes de la gauche libertaire », in *Revue française de science politique*, 58 (2), 2008, p. 231-256.

MATHIEU Romain, « Construire le débouché politique ! » La pluralité des rapports au politique des étudiants syndicalistes au prisme d'une analyse localisée de l'UNEF », communication pour la section thématique n°10, « Les rapports au politique des étudiants », 13^e congrès de l'Association française de science politique, Aix-en-Provence, 22-24 juin 2015.

MATHIEU Romain, « Faire l'unité ? La gauche radicale, entre tentatives d'unification et concurrences interpartisanes », communication au colloque Partis et démocratie, Dijon, Université de Bourgogne, 12-13 juin 2014.

MATHIEU Romain, « La gauche radicale française face à la défaite électorale », communication au colloque « Here's to the losers. Une sociologie politique de la défaite électorale », Bruxelles, Université libre de Bruxelles, 16-17 octobre 2014.

MATHIEU Romain, « La gestion du fait religieux dans la construction d'une nouvelle offre partisane. La « candidate voilée » du NPA », in GRABIAS Fanny, MARTI Gaëlle, SEUROT Laurent (dir.), *Le fait religieux en droit public*, Presses universitaires de Nancy – Editions universitaires de Lorraine, Nancy, 2014, p. 123-149.

MATHIEU Romain, « Les meetings dans la campagne présidentielle du Front de gauche : l'exemple du meeting de Besançon », communication pour la section thématique n°24, « Un retour des meetings électoraux ? Les meetings dans la campagne présidentielle : dispositifs, acteurs et publics », 12^e congrès de l'Association française de science politique, Paris, 9-11 juillet 2013.

MATHIEU Romain, « Trajectoires de dissidents. La redéfinition collective et individuelle des engagements partisans (le cas de la gauche radicale) », communication aux troisièmes biennales Durkheim-Mauss, « Les figures de l'engagement. L'engagement en temps de crise », Festival international de sociologie, 19-24 octobre 2015, Epinal.

MAUGER Gérard, « Sociogenèse du « Front de Gauche », entretien avec François Delapierre », in *Savoir/Agir*, 22, 2012, p. 83-91.

MAUGER Gérard, « un champ de la « gauche antilibérale » ? », in GEAY Bertrand et WILLEMEZ Laurent (dir.), *Pour une gauche de gauche*, Editions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2008, p. 295-316.

MISCHI Julian, « La Brière rouge. L'utilisation identitaire d'une marque politique, » in *Communisme*, 51-52, 1997, p. 59-72.

MISCHI Julian, « La Recomposition identitaire du PCF. Modernisation du parti et dépolitisation du lien partisan », in *Communisme*, 72-73, 2002-2003, p. 71-99.

MISCHI Julian, « Le contrôle biographique à l'échelon fédéral. Le Bourbonnais (1944-1962) », in PENNETIER Claude et PUDAL Bernard (dir.), *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*, Editions Belin, Paris, 2002, p. 157-188.

- MISCHI Julian, « Le PCF face au « problème gauchiste » », in RICHARD Gilles et SAINCLIVIER Jacqueline (dir.), *Les partis à l'épreuve de 68. L'émergence de nouveaux clivages, 1971-1974*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2012, p. 209-222.
- MISCHI Julian, « Pour une histoire sociale du déclin du Parti communiste », in HAEGEL Florence (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Presses de Sciences Po, Paris, 2007, p. 69-101.
- MISCHI Julian, « Travail partisan et sociabilités populaires. Observations localisées de la politisation communiste », in *Politix*, 63 (16), 2003, p. 91-119.
- MOALIC-MINNAERT Maëlle, « Transformer le public d'un soir en l'acteur du grand soir », communication pour la section thématique n°24, « Un retour des meetings électoraux ? Les meetings dans la campagne présidentielle : dispositifs, acteurs et publics », 12^e congrès de l'Association française de science politique, Paris, 9-11 juillet 2013.
- MOLINARI Jean-Paul, « Les matrices de l'adhésion ouvrière au PCF », in *Communisme*, 15-16, 1987, p. 34-51.
- MOLINARI Jean-Paul, « Les paysans du Parti communiste français », in *Politix*, 14 (4), 1991, p. 87-93.
- NEZ Héloïse et TALPIN Julien, « Généalogies de la démocratie participative en banlieue rouge : un renouvellement du communisme municipal en trompe-l'œil ? », in *Genèses*, 79 (2), 2010, p. 97-115.
- NOIRIEL Gérard, « Communisme et immigration. Éléments pour une recherche », in *Communisme*, 15-16, 1987, p. 90-96.
- OLIVESI Dominique, « Le ruban rouge de la vallée du Paillon. L'« écosystème » communiste niçois », in *Communisme*, 45-46, 1996, p. 195-209.
- PENNETIER Claude et PUDAL Bernard, « Le questionnement biographique communiste en France (1931-1974) », in PENNETIER Claude et PUDAL Bernard (dir.), *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*, Editions Belin, Paris, 2002, p. 119-156.
- PFEUTY Achim, « L'extrême gauche et le mouvement altermondialiste, l'extrême gauche dans le mouvement altermondialiste. Les réseaux militants dans ATTAC », in REYNIE Dominique (dir.), *L'Extrême gauche, moribonde ou renaissante ?*, Presses universitaires de France, Paris, 2007, p. 183-208.
- PINA Christine et SALLES Pierre-Olivier, « La gauche de la gauche, entre division et affaiblissement », in *Revue politique et parlementaire*, 1044, 2007, p. 141-143.
- PINA Christine, « Entre permanences révolutionnaires et évolutions nécessaires. Les extrêmes gauches », in BERNARD Guillaume et DUSQUESNOY Eric (dir.), *Les forces politiques françaises. Genèse, environnement, recomposition*, Presses universitaires de France, Paris, 2007, p. 235-252.
- PINA Christine, « L'extrême gauche : entre permanences et évolutions », in BRECHON Pierre, *Les partis politiques français*, La documentation française, Paris, 2001, p. 151-168.
- PINA Christine, « L'extrême gauche, la « vraie gauche » ? », in BRECHON Pierre (dir.), *Les partis politiques français*, La Documentation française, Paris, 2011, p. 181-202.
- PINA Christine, « L'extrême-gauche : entre permanence et évolutions », in BRECHON Pierre (dir.), *Les Partis politiques français*, La documentation française, Paris, 2005, p. 179-200.
- PINGAUD Denis, « Les trois dénis de la gauche antilibérale », in *Le Débat*, 146, 2007, p. 92-101.
- PLATONE François et RANGER Jean, « Les adhérents du Parti communiste français en 1997 », in *Les Cahiers du CEVIPOF*, n°27, 2000.
- PLATONE François et SUBILEAU Françoise, « Les militants communistes à Paris : pratiques militantes », in *Revue française de science politique*, 26 (2), 1976, p. 260-285.

- PLATONE François et SUBILEAU Françoise, « Les militants communistes à Paris : quelques données sociologiques », in *Revue française de science politique*, 25 (5), 1975, p. 837-869.
- PLATONE François, « Les adhérents de l'apogée. La composition du PCF en 1979 », in *Communisme*, 7, 1985, p. 31-64.
- POLLIAK Claude et WEBER Louis, « Entretien avec Marie-Christine Vergiat, « Première campagne électorale, premier mandat de député européen » », in *Savoir/agir* 11, 2010, p. 119-127.
- POULET Bernard, « A gauche de la gauche », in *Le Débat*, 103, 1999, p. 39-59.
- POULET Bernard, « La fin sans fin de la gauche extrême », in *Le Débat*, 142, 2006, p. 105-109.
- PUDAL Bernard, « Gérard Belloin, de l'engagement communiste à « l'auto-analyse » », in FILLIEULE Olivier (dir.), *Le désengagement militant*, Editions Belin, Paris, 2005, p.155-169.
- PUDAL Bernard, « La beauté de la mort communiste » in *Revue française de science politique*, 52 (5-6), 2002, p. 545-559.
- PUDAL Bernard, « La crise intellectuelle du communisme français. 1956-2003 », in MATONTI Frédérique (dir.), *La démobilisation politique*, Editions La Dispute, Paris, 2005, p. 97-116.
- PUDAL Bernard, « la vocation communiste et ses récits », in LAGROYE Jacques (dir.), *La Politisation*, Editions Belin, Paris, 2003, p. 147-161.
- PUDAL Bernard, « Le PCF : Aggiornamento communiste et reproduction du corps des dirigeants (1960-1985) », in *Politix*, 1 (2), 1988, p. 6-12.
- PUDAL Bernard, « Les communistes », in BECKER Jean-Jacques et CANDAR Gilles (dir.), *Histoire des gauches en France. Tome 2. XX^e siècle : à l'épreuve de l'histoire*, Editions La Découverte, Paris, 2005, p. 51-75.
- PUDAL Bernard, « Les dirigeants communistes », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, 71-72, 1988, p. 46-70.
- PUDAL Bernard, « PCF : un parti peut-il en cacher un autre ? », in GEAY Bertrand et WILLEMEZ Laurent (dir.), *Pour une gauche de gauche*, Editions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2008, p. 239-258.
- RANGER Jean, « L'évolution du Parti Communiste français et ses relations avec la S.F.I.O. », in *Revue française de science politique*, 14 (1), 1964, p. 72-86.
- RANGER Jean, « L'évolution du Parti Communiste français : organisation et débats idéologiques », in *Revue française de science politique*, 13 (4), 1963, p. 951-965.
- RAYNAUD Philippe, « 2002-2007 : Déclin de la gauche radicale ? », in *Le Débat*, 146, 2007, p. 84-91.
- RAYNAUD Philippe, « Les nouvelles radicalités. De l'extrême gauche en philosophie », in *Le Débat*, 105, 1999, p. 90-117.
- RETIERE Jean-Noël, « D'un enracinement ouvrier à l'enracinement communiste. L'adhésion d'une communauté. Le cas de Lanester dans le Morbihan », in *Communisme*, 15-16, 1987, p. 97-110.
- RETIERE Jean-Noël, « La sociabilité communautaire, sanctuaire de l'identité communiste à Lanester », in *Politix*, 13 (4), 1991, p. 87-93.
- REY Henri, « La résistance du communisme municipal en Seine-Saint-Denis en 1989 », in *Communisme*, 22-23, 1989, p. 61-92.
- REY Henry, « Les anathèmes gauchistes contre le PCF et la CGT », in *Savoir/agir*, 6, 2008, p. 23-28.
- REYNIE Dominique, « La gauche pure », in REYNIE Dominique (dir.), *L'Extrême gauche, moribonde ou renaissante ?*, Presses universitaires de France, Paris, 2007, p. 11-30.

RICHARD Gilles, « Le Parti communiste français de 1956 à 1967 : crise et renouveau », in RICHARD Gilles et SAINCLIVIER Jacqueline (dir.), *Les partis et la République. La recomposition du système partisan (1956-1967)*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2007, p. 115-123.

RIZET Stéphanie, « Qu'est-ce qui fait courir les militants de la ligue communiste révolutionnaire ? », in *Sociologies pratiques*, 15 (2), 2007, p. 69-81.

SAINSAULIEU Ivan, « Le communautarisme politique. Le phénomène de l'appartenance collective à Lutte Ouvrière », in *Esprit critique*, 2007, 1 (10).

SALLES Jean-Paul, « De la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) au Nouveau parti anticapitaliste (NPA) : l'impossible mutation ? », in DELWIT Pascal (dir.), *Les partis politiques en France*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2014, p. 109-126.

SALLES Jean-Paul, « La LC/LCR, étude d'un milieu militant. Le « front interne » », in *Cahiers Léon Trotsky*, 79, 2002, p.23-41.

SALLES Jean-Paul, « Les extrêmes gauches », in RICHARD Gilles et SAINCLIVIER Jacqueline (dir.), *Les partis à l'épreuve de 68. L'émergence de nouveaux clivages, 1971-1974*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2012, p. 237-248.

SUBILEAU Françoise, « Les communistes parisiens en 1977 », in *Revue française de science politique*, 29 (4-5), 1979, p. 791-811.

TENINE MICHEL Nadia, « Aulnay-sous-bois et le parti communiste ou la double inconstance », in *Communisme*, 15-16, 1987, p. 149-162.

TIBERJ Vincent, « L'électorat trotskyste : votes extrêmes ou votes de gauche ? Une analyse par les systèmes de valeurs et leurs recompositions », in REYNIE Dominique (dir.), *L'Extrême gauche, moribonde ou renaissante ?*, Presses universitaires de France, Paris, 2007, p. 129-151.

UBBIALI Georges, « Les usages du trotskisme dans l'extrême gauche française (Lo, LCR, PT). », in GEAY Bertrand et WILLEMEZ Laurent (dir.), *Pour une gauche de gauche*, Editions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2008, p. 261-275.

UBBIALI Georges, « Militer à GC-UC-VO-LO, ou les trois états de la matière », in *Cahiers Léon Trotsky*, 79, 2002, p. 55-70.

VERDES-LEROUX Jeanine, « Les invariants du parti communiste français », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, 36-37, 1981, p. 65-81.

VERDES-LEROUX Jeannine, « Une institution totale auto-perpétué », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, 36-37, 1981, p. 33-63.

VERGNON Gilles, « L'histoire du trotskysme : quelques propositions pour avancer », in *Cahiers Léon Trotsky*, 79, 2002, p. 43-46.

VIGREUX Jean, « Le parti communiste à l'heure de l'union de la gauche », in TARTAKOWSKY Danielle et BERGOUNIOUX Alain (dir.), *L'union sans unité. Le programme commun de la gauche (1963-1978)*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2012, p. 45-56.

WALD Quentin, « La défaite contrastée de Jean-Luc Mélenchon : Le Front de Gauche à l'épreuve de l'élection présidentielle française de 2012 ».

WEBER Louis, « 2012 : débuts de campagne », in *Savoir/agir*, 16, 2011, p. 83-88.

WEBER Louis, « Alliance électorale, front ou fusion ? », in *Savoir/agir*, 25, 2013, p. 81-86.

WEBER Louis, « Après les régionales, quel Front de gauche ? », in *Savoir/agir*, 12, 2010, p. 83-90.

WEBER Louis, « Comment continuer ? », in *Savoir/Agir*, 20, 2012, p. 101-105.

- WEBER Louis, « Front de gauche. Débats en cours et (re)structurations en vue », *in Savoir/agir*, 22, 2012, p. 77-82.
- WEBER Louis, « Front de gauche. Des municipales aux européennes », *in Savoir/agir*, n°27, 2014, p. 85-91
- WEBER Louis, « Front de Gauche. Le temps des turbulences », *in Savoir/agir*, 26, 2013, p. 83-87.
- WEBER Louis, « Front de gauche. Réflexions et stratégies », *in Savoir/agir*, 23, 2013, p. 81-86.
- WEBER Louis, « Front de gauche. Refondation ? Nouveau départ ? », *in Savoir/agir*, 28, 2014, p. 83-88.
- WEBER Louis, « Front de gauche. Refondation ? Relance ? », *in Savoir/agir*, 29, 2014, p. 85-90.
- WEBER Louis, « Front de gauche. Un état des lieux encourageant ? », *in Savoir/agir*, 30, 2014, p. 91-96.
- WEBER Louis, « Heureusement, il y a la Grèce ! », *in Savoir/Agir*, 32, 2015, p. 87-93.
- WEBER Louis, « La Fase, un nouvel objet politique ? », *in Savoir/agir*, 14, 2010, p. 69-76.
- WEBER Louis, « La gauche de gauche à l'épreuve des régionales », *in Savoir/agir*, 11, 2010, p. 85-91.
- WEBER Louis, « le Nouveau parti anticapitaliste, LCR-bis ou ouverture à tous les courants de l'autre gauche ? », *in Savoir/agir*, 5, 2008, p.123-134.
- WEBER Louis, « Pour une gauche de gauche, diagnostics pour agir », *in Savoir/agir*, 3, 2008, p. 87-93.
- WEBER Louis, « Présidentielle 2012 : bipolarisation et vote utile », *in Savoir/agir*, 19, 2012, p. 93-98.
- WEBER Louis, « Recompositions à gauche de la gauche », *in Savoir/agir*, 6, 2008, p. 119-126.
- WEBER Louis, « Régionales 2010 : un remake pour la gauche de gauche ? », *in Savoir/agir*, 10, 2009, p. 95-102.
- WEBER Louis, « Sociogenèse du « Front de gauche », entretien avec Véronique Lamy et Christian Perriel, *in Savoir/agir*, 24, 2013, p. 91-101.
- WEBER Louis, « Sociogenèse du « Front de Gauche ». La gauche anticapitaliste. Entretien avec Myriam Martin », *in Savoir/agir*, 26, 2013, p. 89-98.
- WEBER Louis, « Sociogenèse du « Front de Gauche », entretien avec Patrice Bessac », *in Savoir/Agir*, 23, 2013, p. 87-94.
- WEBER Louis, « Sociogenèse du « Front de Gauche », entretien avec Christian Picquet », *in Savoir/agir*, 25, 2013, p. 87-96.
- WEBER Louis, « Sociogenèse du Front de gauche. Syndicalistes entrés en politique avec le Front de gauche », *in Savoir/agir*, 27, 2014, p. 93-99.
- WEBER Louis, « Un champ de ruines. Reconstruire, mais comment ? », *in Savoir/agir*, 1, 2007, p. 97-110.
- WEBER Louis, « Un été de (bonnes) rencontres », *in Savoir/agir*, 9, 2009, p. 93-100.
- WEBER Louis, « Variations sur la « force nouvelle » », *in Savoir/agir*, 2, 2007, p. 109-117.
- YON Karel, « Modes de sociabilité et entretien de l'habitus militant. Militier en bandes à l'AJS-OCI dans les années 1970 », *in Politix*, 70 (18), 2005, p. 137-167.

La gauche radicale en Europe et face à l'Europe

AGRIKOLIANSKY Eric, « Une autre Europe est-elle possible ? Les altermondialistes français et la Constitution : les conditions d'une mobilisation ambiguë », in COHEN Antonin et VAUCHEZ Antoine (dir.), *La Constitution européenne. Elites, mobilisations, votes*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2007, p. 209-236.

ANDOLFATTO Dominique, « Démocratie et Europe des partis », communication au colloque Partis et démocratie, Dijon, Université de Bourgogne, 12-13 juin 2014.

ARGELAGUET Jordi, GOMEZ-REINO Cachafeiro et PASQUIER Romain, « L'Esquerra Republicana de Catalunya. La troisième force de l'espace politique catalan », in *Pôle Sud*, 20 (1), 2004, p. 9-24.

AZAM Nicolas, « Européanisation et dynamique de changement partisan. Le Parti communiste français et l'Union européenne (1989-1999) », in *Politique européenne*, 43 (1), 2014, p. 46-67.

AZAM Nicolas, « L'européanisation du Parti communiste français à l'heure de la « mutation » et ses suites », communication pour les journées d'études, « L'Europe et ses opposants. Vingt ans d'engagement souverainiste et alter-européens en France (1992-2012) », Paris, 31 mai et 1^{er} juin 2012.

AZAM Nicolas, « Le Parti communiste français et l'intégration européenne (des années 1970 à nos jours) », in *Politique européenne*, 33 (1), 2011, p. 255-261.

BALE Tim et DUNPHY Richard, « De parias à participants. Les partis européens de la gauche radicale au gouvernement », in DE WAELE Jean-Michel et SEILER Daniel-Louis (dir.), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, Editions Economica, Paris, 2012, p. 32-49.

BARTOLINI Stefano, *La mobilisation politique de la gauche européenne (1860-1980)*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2012.

BELL David, *Western European Communists and the Collapse of Communism*, Berg, Oxford, 1993.

BELOT Céline et CAUTRES Bruno, « Redéfinitions et recompositions des partis et systèmes partisans autour de l'enjeu européen : premiers sillons sur un terrain en friche », in *Politique européenne*, 16 (2), 2005, p. 5-19.

BELOT Céline, CAUTRES Bruno, STRUDEL Sylvie, « L'Europe comme enjeu clivant. Ses effets perturbateurs sur l'offre électorale et les orientations de vote lors de l'élection présidentielle de 2012 », in *Revue française de science politique*, 63 (6), 2013, p. 1081-1111.

BORIONI Paolo, DI GIACOMO Michelangela et SOARE Sorina, « Le Parti de la Refondation Communiste : traditions et défis », in DE WAELE Jean-Michel et SEILER Daniel-Louis (dir.), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, Editions Economica, Paris, 2012, p. 177-197.

BOTELLA Joan et RAMIRO Luis, *The crisis of communism and party change : the evolution of West European communist and post-communist parties*, ICPS, Barcelone, 2003.

BOUILLAUD Christophe et REUNGOAT Emmanuelle, « Tous des opposants ? De l'euroscepticisme aux usages de la critique de l'Europe », in *Politique européenne*, 43 (1), 2014, p. 9-45.

BRIE Michael, « Die Linke, le nouveau parti de gauche allemand », in *Savoir/agir*, 3, 2008, p. 129-140.

BRIE Michael, « La crise de Die Linke comme opportunité », in *Transform !*, 11, 2012, p. 181-190.

BRUSTIER Gaël, DELOY Corinne et ESCALONA Fabien, « Les familles politiques aux élections européennes de mai 2014 : un bilan », in *Question d'Europe*, 319, 2014.

BULL Martin, « The West European Communist Movement : Past, Present and Future », in BULL Martin et HEYWOOD Paul (eds.), *West European Communist Parties After the Revolutions of 1989*, St. Martin's Press, New York, 1994, p. 203-222.

- BUTON Philippe, « Les effectifs communistes en Europe occidentale depuis 1968 », in *Communisme*, 17, 1988, p. 6-20.
- CACIAGLI Mario, « Toscanes rouges : du PSI au PCI, du PCI au PDS », in CEFAL Daniel (dir.), *Cultures politiques*, Presses universitaires de France, Paris, 2001, p. 299-316.
- CALVIGNAC Damien, *La propagande d'un parti politique au niveau européen. Analyse de la propagande du Parti de la Gauche Européenne*, mémoire de sciences de l'information et de la communication, Université Paul Verlaine, Metz, 2011.
- CHARALAMBOUS Giorgos, « Le Parti progressiste du peuple travailleur (AKEL). Un profil sociopolitique », in DE WAELE Jean-Michel et SEILER Daniel-Louis (dir.), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, Editions Economica, Paris, 2012, p. 240-261.
- CHICHE Jean et REYNIE Dominique, « Extrême gauche en Europe », in PERRINEAU Pascal et REYNIE Dominique (dir.), *Dictionnaire du vote*, Presses universitaires de France, Paris, 2001, p. 437-439.
- COHEN Antonin et VAUCHEZ Antoine (dir.), *La Constitution européenne. Elites, mobilisations, votes*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2007.
- CONORD Fabien, *Les gauches européennes au XX^e siècle*, Editions Armand Colin, Paris, 2012.
- CRESPY Amandine, « La cristallisation des résistances de gauche à l'intégration européenne : les logiques de mobilisation dans la campagne référendaire française de 2005 », in *Revue internationale de politique comparée*, 15 (4), 2008, p. 589-603.
- CUNHA Carlos, « Le Parti communiste portugais, toujours orthodoxe », in *Communisme*, Editions Vendémiaire, Paris, 2014, p. 119-141.
- DE BOISSIEU Laurent, « L'intégration des partis politiques français dans le système partisan européen », in *Revue internationale de politique comparée*, 16 (4), 2009, p. 721-735.
- DE WAELE Jean-Michel et SEILER Daniel-Louis (dir.), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, Editions Economica, Paris, 2012.
- DE WAELE Jean-Michel et VIEIRA Mathieu, « La famille de la gauche anticapitaliste en Europe occidentale. Une approche comparative (1989-2009) », in DE WAELE Jean-Michel et SEILER Daniel-Louis (dir.), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, Editions Economica, Paris, 2012, p. 50-85.
- DEVIN Guillaume, *L'internationale socialiste. Histoire et sociologie du socialisme international (1945-1990)*, Presses de fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1993.
- DOHET Julien et FANIEL Jean, « La gauche anticapitaliste en Belgique : entre fragmentation et tentatives d'unité », in DE WAELE Jean-Michel et SEILER Daniel-Louis (dir.), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, Editions Economica, Paris, 2012, p. 274-291.
- DORMAGEN Jean-Yves, « Au nom du nom. La fin du parti communiste italien et la naissance du parti de la refondation communiste », in *Vingtième Siècle*, 48, 1995, p. 75-90.
- DUSEIGNEUR Guillaume, « Lorsque l'Union Européenne questionne l'identité partisane : le référendum interne du PS sur le TCE », in Laurent Annie et Sauger Nicolas (dir.), *Le référendum de ratification du Traité constitutionnel européen du 29 mai 2005 : comprendre le « Non » français*, in *Les cahiers du CEVIPOF*, n°42, 2005, p. 74-91.
- ESCALONA Fabien et VIEIRA Mathieu, « Le sens et le rôle de la résistance à l'UE pour le parti de gauche », in *Politique européenne*, 43 (1), 2014, p. 68-92.
- ESCALONA Fabien et VIEIRA Mathieu, *La gauche radicale en Europe ou l'émergence d'une famille de partis*, Note de la fondation Jean Jaurès/Observatoire de la vie politique, n°2, 2013.

- GAXIE Daniel, HUBE Nicolas, DE LASSALLE Marine et ROWELL Jay (dir.), *L'Europe des Européens. Enquête comparative sur les perceptions de l'Europe*, Editions Economica, Paris, 2011.
- GOTOVITCH José, DELWIT Pascal, DE WAELE Jean-Michel, *L'Europe des communistes*, Editions complexe, Bruxelles, 1992.
- GOUGEON Jacques-Pierre, *Die Linke ou la nouvelle gauche radicale allemande : un défi pour la social-démocratie ?*, Notes de la Fondation Jean Jaurès, 2008.
- GOUGOU Florent, « Les élections européennes en Allemagne : Superwahljahr, acte II », in *Revue politique et parlementaire*, 1052, 2009, p. 90-100.
- GUIRAUDON Virginie, « L'espace sociopolitique européen, un champ encore en friche ? », in *Cultures et conflits*, 38-39 (3), 2000, p. 2-18.
- HARMSEN Robert, « L'Europe et les partis politiques nationaux : les leçons d'un non-clivage », in *Revue internationale de politique comparée*, 12 (1), 2005, p. 77-94.
- HARRISON Sarah, « Extrême gauche en Europe », in DELOYE Yves (dir.), *Dictionnaire des élections européennes*, Editions Economica, Paris, 2005, p. 292-296.
- HASTINGS Michel, « Les partis de la gauche radicale en Scandinavie. Permanences et mutations », in DE WAELE Jean-Michel et SEILER Daniel-Louis (dir.), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, Editions Economica, Paris, 2012, p. 89-107.
- HILDEBRANDT Cornelia, « Die Linke après les élections régionales de 2011 », in *Transform !*, 9, 2011, p. 180-186.
- HILDEBRANDT Cornelia, « La réalité de Die Linke », in *Transform !* 2, 2008, p. 130-134.
- HINCKER François, « Rapports à l'Etat et alliances : la stratégie des P.C. d'Europe de l'Ouest », in *Communisme*, 17, 1988, p. 21-29.
- HUBE Nicolas, MEON Jean-Matthieu et MICHON Sébastien, « Quand l'Europe mobilise... », in GAXIE Daniel, HUBE Nicolas, DE LASSALLE Marine et ROWELL Jay (dir.), *L'Europe des Européens. Enquête comparative sur les perceptions de l'Europe*, Editions Economica, Paris, 2011, p. 253-278.
- JALALI Carlos et LISI Marco, « Quand le changement semble dangereux : l'évolution du Parti communiste portugais », in DE WAELE Jean-Michel et SEILER Daniel-Louis (dir.), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, Editions Economica, Paris, 2012, p. 198-222.
- KIMMEL Adolf, « Le système politique allemand : la stabilité menacée ? », in *Pouvoirs*, 126 (3), 2008, p. 143-155.
- KIMMEL Adolf, « Les élections anticipées au Bundestag, 18 septembre 2005 : un tournant dans la vie politique allemande ? », in *Pouvoirs*, 116 (1), 2006, p. 163-176.
- LAMPBINI Rori et ELIAS Dinas, « Les élections législatives grecques de 2012 : des élections à haut risque », in *Pôle Sud*, 37 (2), 2012, p. 173-183.
- LAMPBINI Rori, « De la contestation au pouvoir. Les ressorts de l'ascension électorale de Syriza », in *Savoir/Agir*, 32, 2015, p. 61-71.
- LANDWEHRLIN Thomas, « Die Linke. Le nouveau parti de la gauche anticapitaliste allemande », in DE WAELE Jean-Michel et SEILER Daniel-Louis (dir.), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, Editions Economica, Paris, 2012, p. 125-156.
- LAURENT Annie et SAUGER Nicolas (dir.), *Le référendum de ratification du Traité constitutionnel européen du 29 mai 2005 : comprendre le « Non » français*, in *Les cahiers du CEVIPOF*, 42, 2005.
- LAZAR Marc, *Maisons rouges. Les Partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Editions Aubier, Paris, 1992.

LEHINGUE Patrick, « Le Non français au traité constitutionnel européen (mai 2005) - Sur deux lectures « polaires » du scrutin », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, 166-167, 2007, 1-2, p. 122-139.

LEHINGUE Patrick, « Les interprétations polyphoniques d'un scrutin. Le « non » français à la Constitution (mai 2005) », in COHEN Antonin et VAUCHEZ Antoine (dir.), *La Constitution européenne. Elites, mobilisations, votes*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2007, p. 237-269.

LEQUESNE Christian et PEROTTINO Michel, « Les élections européennes en République tchèque : anatomie d'une réticence », in *Critique internationale*, 24 (3), 2004, p. 29-38.

MARANTZIDIS Nikolaos, « Exit, voice or loyalty ? Les stratégies des partis communistes d'Europe de l'Ouest après 1989 », in *Communisme*, 76-77, 2003-2004, p. 169-184.

MARANTZIDIS Nikos et LAMPRIINI Rori, « L'évolution électorale et politique des partis communistes en Europe (1976-2009) », in COURTOIS Stéphane (dir.), *Sortir du communisme, changer d'époque. Après la chute du Mur*, Presses Universitaires de France, Paris, 2011, p.555-575.

MARANTZIDIS Nikos, « Communistes et postcommunistes en Grèce. 1991-2013 », in *Communisme*, Editions Vendémiaire, Paris, 2014, p. 99-118.

MARANTZIDIS Nikos, « La gauche anticapitaliste en Grèce », in DE WAELE Jean-Michel et SEILER Daniel-Louis (dir.), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, Editions Economica, Paris, 2012, p. 223-239.

MARCET Joan et MEDINA Lucia, « Les élections au Parlement de Catalogne en novembre 2012 : des élections exceptionnelles », in *Pôle Sud*, 38 (1), 2013, p. 121-133.

MARCH Luke et MUDDE Cas, « What's Left of the Radical Left ? The European Radical Left after 1989 : Decline and Mutation », in *Comparative European Politics*, 3, 2005, p. 23-49.

MARCH Luke, *Radical left parties in Europe*, Routledge, New York, 2011.

MARCOU Lilly, « Les métamorphoses du communisme italien depuis 1989 », in *Vingtième Siècle*, 59, 1998, p. 104-119.

MATHIEU Romain, « « Respectez notre Non ! ». Du 29 mai 2005 à la construction du Parti de gauche (2005-2008) », in *Cahier d'Histoire immédiate*, 47, 2015, p. 15-39.

MOREAU Patrick, « « Sous le drapeau rouge de la révolution mondiale » : la réorganisation des réseaux communistes et postcommunistes en Europe », in COURTOIS Stéphane (dir.), *Sortir du communisme, changer d'époque. Après la chute du Mur*, Presses Universitaires de France, Paris, 2011, p. 577-690.

MOREAU Patrick, « A la recherche de l'utopie perdue. L'internationalisme au XXI^e siècle », in *Communisme*, Editions Vendémiaire, Paris, 2014, p. 557-603.

MOREAU Patrick, « Communisme et postcommunisme en Europe. Un bilan contrasté », in *Communisme*, Editions Vendémiaire, Paris, 2014, p. 9-62.

MOREAU Patrick, « Déclin et renaissance du communisme en RFA. Le cas du PDS/Linkspartei, PDS/Die Linke », in *Communisme*, Editions Vendémiaire, Paris, 2014, p. 315-355.

MOREAU Patrick, « Le communisme européen et ses capacités d'adaptation », in *Communisme*, Editions Vendémiaire, Paris, 2013, p. 447-462.

MOSCHONAS Gerassimos, « L'Union européenne et les dilemmes de la gauche radicale. Réflexions préliminaires », in *Transform !*, 9, 2011, p. 9-23.

NEZ Héloïse, « Podemos, un parti de « non professionnels » ? », in *Savoir/Agir*, 32, 2015, p. 53-60.

- OLIVIER Laurent, « Le Parti socialiste et l'eupéanisation de l'espace de confrontation politique : le clivage national à l'épreuve du clivage sur l'intégration européenne », in *Politique européenne*, 16 (2), 2005, p. 155-182.
- PELT Wim, « Le parti communiste néerlandais : rétrospective d'une crise », in *Communisme*, n°11-12, 1986, p. 174-181.
- PEROTTINO Michel, « Le parti communiste tchèque entre continuité et rupture », in DE WAELE Jean-Michel et SEILER Daniel-Louis (dir.), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, Editions Economica, Paris, 2012, p. 262-273.
- PERRAUDEAU Eric, « Les Français dans le miroir européen. Le référendum du 29 mai 2005 », in *Pouvoirs*, 116, 2006, p. 149-161.
- PINA Christine, *L'extrême gauche en Europe*, La documentation française, Paris, 2005.
- PORTELLI Hugues, « Le parti communiste italien à la croisée des chemins », in *Communisme*, 11-12, 1986, p. 7-17.
- REUNGOAT Emmanuelle, « Mobiliser l'Europe dans la compétition nationale. La fabrique de l'eupéanisation du Front national », in *Politique européenne*, 43 (1), 2014, p. 120-162.
- REUNGOAT Emmanuelle, *Résister, c'est exister ? Comprendre la construction des résistances à l'intégration européenne au sein des partis politiques français (1979-2009)*, thèse pour le doctorat de science politique, Université Paris I, 2012.
- REYNIE Dominique, *Le vertige social-nationaliste : la Gauche du Non et le référendum de 2005*, Editions de la Table ronde, Paris, 2005.
- ROA BASTOS Francisco, « Sociogenèse d'une catégorie politique : l'introduction de « partis politiques au niveau européen » dans le droit communautaire », in *Cultures et conflits*, 85-86 (1-2), 2012, p. 99-122.
- SEILER Daniel-Louis, « Panorama de la gauche anticapitaliste en Europe : essai de typologie », in DE WAELE Jean-Michel et SEILER Daniel-Louis (dir.), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, Editions Economica, Paris, 2012, p. 7-31.
- TERRAL Pierre-Marie, « « Une autre Europe est-elle possible ? » : L'itinéraire politique de José Bové, du contre-pouvoir syndical au parlement européen (1987-2014) », in *Cahier d'Histoire immédiate*, 47, 2015, p. 41-62.
- TREILLE Eric, « Désunions européennes. Le référendum interne du Parti socialiste français sur la Constitution », in COHEN Antonin et VAUCHEZ Antoine (dir.), *La Constitution européenne. Elites, mobilisations, votes*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2007, p. 183-195.
- VAILLANT Jérôme, « Premières élections libres en RDA. Analyse d'un scrutin », in *Communisme*, 24-25, 1990, p. 172-176.
- VERNADAKIS Christoforos, « En Grèce, le retour du vote de classe ? », in *Savoir/Agir*, 22, 2012, p. 105-110.
- VERNADAKIS Christoforos, « La gauche grecque aux élections de 2012 : le retour du vote de classe », in *Transform !*, 11, 2012, p. 149-155.
- VOERMAN Gerrit, « La disparition du communisme aux Pays-Bas », in *Communisme*, Editions Vendémiaire, Paris, 2014, p. 173-196.
- VOULGARIS Yannis et BRIAND Véronique, « Les élections grecques de 2007 : secousse passagère ou début d'un séisme ? », in *Pôle Sud*, 29 (2), 2008, p. 25-42.
- WAHL Peter, « un autre miracle allemand », in *Savoir/agir*, 13, 2010, p. 113-122.

WEBER Louis, « La gauche de gauche en Europe (suite) », *in Savoir/agir*, 17, 2011, p. 107-112.

WEBER Louis, « La gauche de gauche en Europe », *in Savoir/agir*, 7, 2009, p. 107-116.

Elections et chroniques électorales

BELOT Céline et PINA Christine, « Des campagnes européennes non disputées et sous contraintes », *in Revue politique et parlementaire*, 1052, 2009, p. 62-72.

BIDEGARAY Christian, « Elections 2007 : de quelques travers du droit », *in Revue politique et parlementaire*, 1044, 2007, p. 212-220.

BOY Daniel et CHICHE Jean, « L'échec électoral de la « gauche non socialiste » », *in* PERRINEAU Pascal (dir.), *Le Vote de rupture. Les élections présidentielle et législatives d'avril-juin 2007*, Presses de Sciences Po, Paris, 2008, p. 197-212.

BRECHON Pierre (dir.), *Les élections présidentielles sous la V^e République*, 3^e édition, La documentation française, Paris, 2013.

BRECHON Pierre et DENNI Bernard, « L'élection dans son contexte : candidats et forces en présence », *in* BRECHON Pierre (dir.), *Les élections présidentielles sous la V^e République*, 3^e édition, La documentation française, Paris, 2013, p. 21-78.

BRECHON Pierre et MANDRAN Nadine, « Jean-Pierre Chevènement : un fiasco électoral », *in Revue politique et parlementaire*, 1020-1021, 2002, p. 173-183.

BRECHON Pierre, « Pourquoi un tel record d'abstentions », *in Civitas Europa*, 27, 2011, p. 29-44.

BROQUET Christophe, « L'extrême gauche aux élections législatives, européennes et locales (1958-2004) », *in* REYNIE Dominique (dir.), *L'Extrême gauche, moribonde ou renaissante ?*, Presses universitaires de France, Paris, 2007, p. 57-79.

BROUARD Sylvain et KERROUCHE Eric, « L'effet candidat lors des élections parlementaires. L'exemple des élections législatives 2012 en France », *in Revue française de science politique*, 63 (6), 2013, p. 1113-1136.

BROUARD Sylvain, GOUGOU Florent, GUINAUDEAU Isabelle et PERSICO Simon, « Un effet de campagne. Le déclin de l'opposition au nucléaire en 2011-2012 », *in Revue française de science politique*, 63 (6), 2013, p. 1051-1079.

BUE Nicolas, « De la relativité des phénomènes sismiques. Le vote communiste à Calais de 1969 à 2002 », *in Communisme*, 72-73, 2002-2003, p. 139-171.

BUSSI Michel, FOURQUET Jérôme et COLANGE Céline, « Analyse et compréhension du vote lors des élections présidentielles de 2012 », *in Revue française de science politique*, 62 (5-6), 2013, p. 941-963.

CAUTRES Bruno, « Le vote Mélenchon. Le poids de l'héritage communiste et les limites d'une dynamique », *in* PERRINEAU Pascal (dir.), *Le vote normal. Les élections présidentielle et législatives d'avril-mai-juin 2012*, Presses de Sciences Po, Paris, 2013, p. 111-131.

CHOFFAT Thierry (dir.), *L'élection présidentielle de 1995*, Presses universitaires de Nancy, Nancy, 1997.

CHOFFAT Thierry et PRUGNEAU Olivier, « Le « vote protestataire ». Etude comparée des candidatures d'Arlette Laguiller et de Jean-Marie Le Pen », *in* CHOFFAT Thierry (dir.), *L'élection présidentielle de 1995*, Presses universitaires de Nancy, Nancy, 1997, p. 79-91.

CHOFFAT Thierry, « Les élections régionales : tremplin ou laminoir pour Lutte ouvrière ? », *in Civitas Europa*, 27, 2011, p. 91-101.

COURTOIS Stéphane et LAZAR Marc, « Rechute, rémission ou convalescence. Les communistes aux élections européennes de 1989 », in *Communisme*, 22-23, 1989, p. 162-167.

COURTOIS Stéphane, « Le succès en trompe-l'œil du candidat communiste », in PERRINEAU Pascal et YSMAL Colette (dir.), *Le vote de crise. L'élection présidentielle de 1995*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1995, p. 179-188.

DELOYE Yves (dir.), *Dictionnaire des élections européennes*, Editions Economica, Paris, 2005.

DOLEZ Bernard et LAURENT Annie, « Marches et marges de la gauche », in Perrineau Pascal et Ysmal Colette (dir.), *Le vote de tous les refus. Les élections présidentielle et législatives de 2002*, Presses de Sciences Po, Paris, 2003, p. 251-273.

DOLEZ Bernard et LAURENT Annie, « Un scrutin peut-il en cacher un autre ? Cantonales et régionales de 1998 dans le département du Nord », in *Revue française de science politique*, 48 (5), 1998, p. 587-605.

DOMPNIER Nathalie, « unis dans la diversité ? 27 règles du jeu et 27 compétitions pour un seul Parlement », in *Revue politique et parlementaire*, 1052, 2009, p. 73-82.

DOMPNIER Nathalie, *Les élections en Europe*, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble, 2011.

FOUCAULT Martial, NADEAU Richard et LEWIS-BECK Michael, « La persistance de l'effet patrimoine lors des élections présidentielles françaises », in *Revue française de science politique*, 61 (5), 2011, p. 659-680.

GREFFET Fabienne, « L'évolution électorale du PCF de Robert Hue 1994-2001 », in *Communisme*, 67-68, 2001, p. 157-179.

GREFFET Fabienne, « Le PCF aux élections de 2002 : reculs et résistances », in *Communisme*, 72-73, 2002-2003, p. 101-126.

GRUNBERG Gérard, PERRINEAU Pascal et YSMAL Colette, *Le vote des quinze. Les élections européennes du 13 juin 1999*, Presses de Sciences Po, Paris, 2000.

HINCKER François, « Le PCF devant l'élection présidentielle », in PERRINEAU Pascal et YSMAL Colette (dir.), *Le vote de crise. L'élection présidentielle de 1995*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1995, p. 47-60.

LAURENT Annie et WALLON-LEDUCQ Christian-Marie, « Les candidats aux élections législatives de 1997. Sélection et dissidence », in PERRINEAU Pascal et YSMAL Colette, *Le vote surprise. Les élections législatives des 25 mai et 1^{er} juin 1997*, Presses de Sciences Po, Paris, 1998, p. 119-138.

LAZAR Marc, « La galaxie du communisme et de l'extrême-gauche », in GRUNBERG Gérard, PERRINEAU Pascal, YSMAL Colette, *Le vote des quinze. Les élections européennes du 13 juin 1999*, Presses de Sciences Po, Paris, 2000, p. 121-134.

LAZAR Marc, « La gauche communiste plurielle », in *Revue française de science politique*, 49 (4-5), 1999, p. 695-706.

LEHINGUE Patrick, « L'évolution du vote communiste dans le département de la Somme sous la V^{ème} République », in *Communisme*, 3, 1983, p. 29-45.

LEHINGUE Patrick, « Les singularités des élections régionales en France », in *Savoir/agir*, 11, 2010, p. 47-53.

MARTIN Pierre, « Analyse géographique des évolutions électorales », in BRECHON Pierre (dir.), *Les élections présidentielles sous la V^e République*, La documentation française, 3^e édition, Paris, 2013, p. 179-207.

MARTIN Pierre, « Les scrutins de 2007 comme « moment de rupture » dans la vie politique française », in *Revue politique et parlementaire*, 1044, 2007, p. 167-175.

NEGRIER Emmanuel, JOURDA Marie-Thérèse et RATINAUD Stéphane, « Guerre des roses en Languedoc. Les élections régionales 2010 », in *Pôle Sud*, 34 (1), 2011, p. 61-89.

PERRINEAU Pascal (dir.), *Le vote de rupture. Les élections présidentielle et législatives d'avril-juin 2007*, Presses de Sciences Po, Paris, 2008.

PERRINEAU Pascal (dir.), *Le vote normal. Les élections présidentielle et législatives d'avril-mai-juin 2012*, Presses de Sciences Po, Paris 2013.

PERRINEAU Pascal et YSMAL Colette (dir.), *Le vote de crise. L'élection présidentielle de 1995*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1995.

PERRINEAU Pascal et YSMAL Colette (dir.), *Le vote de tous les refus. Les élections présidentielle et législatives de 2002*, Presses de Sciences Po, Paris, 2003.

PERRINEAU Pascal et YSMAL Colette (dir.), *Le vote surprise. Les élections législatives des 25 mai et 1^{er} juin 1997*, Presses de Sciences Po, Paris, 1998.

PERRINEAU Pascal, « Le premier tour des élections législatives de 1997 », in *Revue française de science politique*, 47 (3-4), 1997, p. 405-415.

PINA Christine, « L'extrême gauche dans les élections présidentielles », in REYNIE Dominique (dir.), *L'Extrême gauche, moribonde ou renaissante ?*, Presses universitaires de France, Paris, 2007, p. 31-55.

PLATONE François et RANGER Jean, « L'échec du Parti communiste aux élections du printemps 1981 », in *Revue française de science politique*, 31 (5-6), p. 1015-1037.

PLATONE François, « Le PCF aux élections municipales de 1989 : contribution à un bilan controversé », in *Communisme*, 22-23, 1989, p. 32-49.

PLATONE François, « Le vote communiste : le verre à moitié plein », in PERRINEAU Pascal et YSMAL Colette, *Le vote surprise. Les élections législatives des 25 mai et 1^{er} juin 1997*, Presses de Sciences Po, 1998, pp 161-186.

RANGER Jean, « L'électorat communiste dans l'élection présidentielle de 1969 », in *Revue française de science politique*, 20 (2), 1970, p. 282-311.

RANGER Jean, « Le déclin du Parti communiste français », in *Revue française de science politique*, 36 (1), 1986, p. 46-63.

SALMON Frédéric, « Extrême gauche, Verts et PCF aux élections présidentielle et législatives de 2002 », in *Communisme*, 72-73, 2002-2003, p. 127-138.

SAUGER Nicolas, « Un système électoral vecteur d'instabilité ? », in HAEGEL Florence (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Presses de Sciences Po, Paris, 2007, p. 359-390.

WALLON-LEDUCQ Christian-Marie, « 1998 : l'année de tous les paradoxes. Bilan électoral du Parti communiste français », in *Communisme*, 20-21, 1988-1989, p. 154-164.

WALLON-LEDUCQ Christian-Marie, « Heurs et malheurs du communisme municipal. Le bilan des élections municipales dans le Nord et le Pas-de-Calais », in *Communisme*, 22-23, 1989, p. 51-60.

WALLON-LEDUCQ Christian-Marie, « Le corps rétracté. A propos de l'électorat communiste du 16 mars 1986 dans le Nord et le Pas-de-Calais », in *Communisme*, 13, 1987, p. 4-15.

Vie politique (Meurthe-et-Moselle)

ANDOLFATTO Dominique et BIRCK Jean-Nicolas, « La campagne électorale et ses enjeux en Lorraine », in *Civitas Europa*, 27, 2011, p. 45-61.

BONNET Serge, *Sociologie politique et religieuse de la Lorraine*, Editions Armand Colin, Paris, 1972.

CHOFFAT Thierry et MATHIEU Romain, « Les élections régionales, laminoir ou tremplin des partis contestataires ? », Communication pour la journée d'études : *Les élections régionales 2010*, 7 juin 2010, Université Nancy 2, Nancy.

CRIQUI Etienne (dir.), *Les forces politiques en Lorraine*, Presses universitaires de Nancy, Nancy, 1992.

CRIQUI Etienne, « L'élection législative partielle des 17 et 24 septembre 1978 dans la première circonscription de Meurthe-et-Moselle », in *Revue française de science politique*, 29 (3), 1979, p. 475-505.

CRIQUI Etienne, « Le Parti communiste », in CRIQUI Etienne (dir.), *Les forces politiques en Lorraine*, Presses universitaires de Nancy, Nancy, 1992, p. 93-105.

CRIQUI Etienne, « Peut-on parler d'un paysage politique lorrain ? », in *Civitas Europa*, 27, 2011, p. 63-73.

HAYES Ingrid, « Les limites d'une médiation militante. L'expérience de Radio Lorraine Cœur d'Acier, Longwy, 1979-1980 », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, 196-197, 2013, p. 84-101.

KACZMARSKI Alexandra, *Les motivations de l'engagement dans le « militantisme moral », Les exemples de : Ras l'Front, ATTAC, SOS Racisme*, mémoire de science politique, Université Nancy 2, 2002.

MATHIEU Romain, « Recomposition à la gauche de la gauche, structures partisans locales et élections régionales en Lorraine », in *Civitas Europa*, 27, 2011, p. 75-89.

NEZOSI Gilles, « La fin de l'homme du fer. C.G.T. et crise de la sidérurgie à Longwy. 1963-1979 », in *Communisme*, 35-37, 1994, p. 91-108.

NOIRIEL Gérard, *Longwy. Immigrés et prolétaires. 1880-1980*, Presses universitaires de France, Paris, 1984.

OLMI Janine, *Le PCF a-t-il un avenir ? L'exemple de la Meurthe-et-Moselle*, mémoire de science politique, Université Nancy 2, 2000.

PERRIN Morand, *Génération militantes de gauche dans les universités à Nancy de 1968 à 1981*, mémoire d'histoire, Université Nancy 2, 2011.

PRUGNEAU Olivier, « Les mouvements trotskystes », in CRIQUI Etienne (dir.), *Les forces politiques en Lorraine*, Presses universitaires de Nancy, Nancy, 1992, p. 107-114.

ROTH François, *Histoire politique de la Lorraine de 1900 à nos jours*, Editions Serpenoise, Metz, 2012.

Action collective et mouvements sociaux

AGRIKOLIANSKY Eric et SOMMIER Isabelle (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste. Le deuxième Forum social européen*, Editions La Dispute, Paris, 2005.

AGRIKOLIANSKY Eric, « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la Ligue des droits de l'homme dans les années 1980 », in *Revue française de science politique*, 51 (1-2), 2001, p. 27-46.

AGRIKOLIANSKY Eric, « L'altermondialisme en temps de crise. Réflexions sur un déclin annoncé », in *Mouvements*, 50 (2), 2007, p. 33-41.

ANDOLFATTO Dominique et LABBE Dominique, *Histoire des syndicats (1906-2006)*, Editions du Seuil, Paris, 2006.

ANDOLFATTO Dominique et LABBE Dominique, *Sociologie des syndicats*, Editions La Découverte, Paris, 2007.

- ANDOLFATTO Dominique et LABBE Dominique, *Toujours moins ! Déclin du syndicalisme à la française*, Editions Gallimard, Paris, 2010.
- BARBET Denis, « Retour sur la loi de 1884. La production des frontières du syndical et du politique », *in Genèses*, 3 (3), 1991, p. 5-30.
- BARTHELEMY Martine, « Le militantisme associatif », *in* PERRINEAU Pascal (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1994, p. 87-114.
- BEROUD Sophie, « La décennie des « victoires défaites » (1995-2007) ou les effets du découplage entre mobilisations sociales et dynamiques syndicales », *in* GEAY Bertrand et WILLEMEZ Laurent (dir.), *Pour une gauche de gauche*, Editions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2008. p. 19-34.
- CAMARD Sophie et JARDIN Xavier, « Modes d'action et identité politique des militants SCALP-Réflex », *in* MAYER Nonna (dir.), *Les collectifs anti-front national*, *in Les cahiers du CEVIPOF*, 13, 1995, p. 71-110.
- CHAMPAGNE Patrick, « La manifestation. La production de l'évènement politique », *in Actes de la recherche en sciences sociales*, 52-53, 1984, p. 19-41.
- COLLOVALD Annie (dir.), *L'Humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers-Monde*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2002.
- COMBES Hélène et FILLIEULE Olivier, « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire. Modèles structuraux et interactions stratégiques », *in Revue française de science politique*, 61 (6), 2011, p. 1047-1072.
- CONTAMIN Jean-Gabriel et WEIL Thomas, « Logique socio-politique de l'implantation des collectifs Scalp et Ras l'Front », *in* MAYER Nonna (dir.), *Les collectifs anti-front national*, *in Les cahiers du CEVIPOF*, 13, 1995, p. 13-69.
- CONTAMIN Jean-Gabriel, « Cadrages et luttes de sens », *in* FILLIEULE Olivier, AGRIKOLIANSKY Eric et SOMMIER Isabelle, *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestation dans les sociétés contemporaines*, Editions La Découverte, Paris, 2010, p. 55-75.
- COURTOIS Stéphane, « De l'internationalisme à l'altermondialisme », *in* BERNARD Guillaume et DUSQUESNOY Eric (dir.), *Les forces politiques françaises. Genèse, environnement, recomposition*, Presses universitaires de France, Paris, 2007, p. 229-233.
- CRETTEZ Xavier et SOMMIER Isabelle (dir.), *La France Rebelle. Tous les mouvements et acteurs de la contestation*, Editions Michalon, Paris, 2006.
- DELOY Corinne, « Le mouvement altermondialiste français », *in* REYNIE Dominique (dir.), *L'Extrême gauche, moribonde ou renaissante ?*, Presses Universitaires de France, Paris, 2007, p. 155-182.
- DURIEZ Bruno et SAWICKI Frédéric, « Réseaux de sociabilité et adhésion syndicale. Le cas de la CFDT », *in Politix*, 16 (63), 2003, p. 17-51.
- DURIEZ Hélène, « Modèles d'engagement et logiques de structuration des réseaux locaux de la gauche mouvementiste à Lille », *in Politix*, 68 (17), 2004, p. 165-199.
- DUVAL Julien, GAUBERT Christophe, LEBARON Frédéric, MARCHETTI Dominique et PAVIS Fabienne, *Le « décembre » des intellectuels français*, Editions Raisons d'agir, Paris, 1998.
- ETHUIN Nathalie et YON Karel (dir.), *La fabrique du sens syndical. La formation des représentants des salariés en France (1945-2010)*, Editions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2014.

FAVRE Pierre et FILLIEULE Olivier, « La manifestation comme indicateur de l'engagement politique », in PERRINEAU Pascal (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1994, p. 115-139.

FERON Elise, « Les altermondialistes dans le mouvement social européen : entre participation et retrait », in *Critique internationale*, 27 (2), 2005, p. 163-175.

FILLIEULE Olivier et TARTAKOWSKY Danielle, *La manifestation*, Presses de Sciences Po, Paris, 2008.

FILLIEULE Olivier, « tombeau pour Charles Tilly. Répertoire, performances et stratégies d'action », in FILLIEULE Olivier, AGRIKOLIANSKY Eric et SOMMIER Isabelle, *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestation dans les sociétés contemporaines*, Editions La Découverte, Paris, 2010, p. 77-99.

FILLIEULE Olivier, AGRIKOLIANSKY Eric et SOMMIER Isabelle, *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestation dans les sociétés contemporaines*, Editions La Découverte, Paris, 2010.

FILLIEULE Olivier, BLANCHARD Philippe, AGRIKOLIANSKY Eric, BANDLER Marko, PASSY Florence et SOMMIER Isabelle, « L'altermondialisme en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement : les participants du contre-sommet du G8 d'Evian », in *Politix*, 68 (17), 2004, p. 13-48.

FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian et PECHU Cécile (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, Paris, 2009.

GEAY Bertrand (dir.), *La protestation étudiante. Le mouvement du printemps 2006*, Editions Raisons d'Agir, Paris, 2009.

GEAY Bertrand, « Contribution à une sociologie de la pratique protestataire », in GEAY Bertrand (dir.), *La protestation étudiante. Le mouvement du printemps 2006*, Editions Raisons d'Agir, Paris, 2009, p. 175-183.

GIRAUD Baptiste, « L'affrontement au pouvoir politique transfiguré par les logiques de l'action syndicale. Le cas de la CGT », in GEAY Bertrand et WILLEMEZ Laurent (dir.), *Pour une gauche de gauche*, Editions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2008, p. 37-55.

GOBILLE Boris, « Les altermondialistes : des activistes transnationaux ? », in *Critique internationale*, 27 (2), 2005, p. 131-145.

GROUX Guy et MOURIAUX René, « Syndicalismes sans syndiqués : dimensions et dilemmes », in PERRINEAU Pascal (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1994, p. 67-86.

HAMELIN Fabrice, « Recrutement et engagement à Ras l'Front », in MAYER Nonna (dir.), *Les collectifs anti-front national*, in *Les cahiers du CEVIPOF*, 13, 1995, p. 111-154.

JOHSUA Florence, « Abeyance structure », in FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian et PECHU Cécile (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, Paris, 2009, p. 17-23.

LE MAZIER Julie, « Saisir les rapports au politique dans les assemblées générales étudiantes (2006-2010) : intérêts et difficultés », communication pour la section thématique n°10, « Les rapports au politique des étudiants », 13^e congrès de l'Association française de science politique, Aix-en-Provence, 22-24 juin 2015.

MATHIEU Lilian, « contexte politique et opportunités », in FILLIEULE Olivier, AGRIKOLIANSKY Eric et SOMMIER Isabelle (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestation dans les sociétés contemporaines*, Editions La Découverte, Paris, 2010, p. 39-54.

MATHIEU Lilian, « Des mouvements sociaux à la politique contestataire : les voies tâtonnantes d'un renouvellement de perspective », in *Revue française de sociologie*, 45 (3), 2004, p. 561-580.

- MATHIEU Lilian, « Eléments pour une analyse des coalitions contestataires. La lutte contre le sida et le mouvement des chômeurs, de « Nous sommes la gauche » à Occupation », in *Revue française de science politique*, 59 (1), 2009, p. 77-96.
- MATHIEU Lilian, « Je t'aime, moi non plus. Mouvements sociaux et partis, entre critique et instrumentalisation », in *Savoir/agir*, 31, 2015, p. 51-56.
- MATHIEU Lilian, « L'Espace des mouvements sociaux », in *Politix*, 77 (1), 2007, p. 131-151.
- MATHIEU Lilian, « La constitution du mouvement altermondialiste français », in *Critique internationale*, 27 (2), 2005, p. 147-161.
- MATHIEU Lilian, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », in *Revue française de science politique*, 52 (1), 2002, p. 75-100.
- MATHIEU Lilian, « Trouble dans le genre militant : L'échec de la candidature unitaire au regard des décalages entre champ politique et espace des mouvements sociaux », in GEAY Bertrand et WILLEMEZ Laurent (dir.), *Pour une gauche de gauche*, Editions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2008, p.93-108.
- MATHIEU Lilian, *L'espace des mouvements sociaux*, Editions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2012.
- MATHIEU Lilian, *La démocratie protestataire*, Presses de Sciences Po, Paris, 2011.
- MAYER Nonna (dir.), *Les collectifs anti-front national*, in *Les Cahiers du CEVIPOF*, n°13, 1995.
- MAYER Nonna et SIMEANT Johanna, « L'espace de l'altermondialisme », in *Revue française de science politique*, 54 (3), 2004, p. 373-378.
- MAYER Nonna, « La mobilisation anti-Front national », in PERRINEAU Pascal (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1994, p. 335-358.
- MCADAM Doug, TARROW Sidney et TILLY Charles, « Pour une cartographie de la politique contestataire », in *Politix*, 11 (41), 1998, p. 7-32.
- McDAM Doug, « Pour dépasser l'analyse structurale de l'engagement militant », in FILLIEULE Olivier (dir.), *Le désengagement militant*, Editions Belin, Paris, 2005, p. 49-73.
- MICHON Sébastien, « La lutte dans la lutte. L'espace de la mobilisation étudiante contre le contrat première embauche (CPE) », in *Sociétés contemporaines*, 83 (3), 2011, p. 83-106.
- MISCHI Julian, « Cheminots et cégétistes : s'engager au nom du collectif », in *Savoir/Agir*, 22, 2012, p. 51-59.
- MISCHI Julian, « Gérer la distance à la « base ». Les permanents CGT d'un atelier SNCF », in *Sociétés contemporaines*, 84 (4), 2011, p. 53-77.
- MISCHI Julian, « Savoirs militants et rapports aux intellectuels dans un syndicat cheminot », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°196-197, 2013, p. 132-151.
- MOLINARI Jean-Paul, « 1985-1995 : dix ans de mouvements étudiants », in MORDER Robi (dir.), *Naissance d'un syndicalisme étudiant*, Editions Syllepse, Paris, 2006, p. 247-252.
- MONCHABLON Alain, « 1946 : le congrès de la charte de Grenoble », in MORDER Robi (dir.), *Naissance d'un syndicalisme étudiant*, Editions Syllepse, Paris, 2006, p. 63-70.
- MORDER Robi (dir.), *Naissance d'un syndicalisme étudiant*, Editions Syllepse, Paris, 2006.
- MORDER Robi, « D'un seul syndicat représentant la « classe étudiante » à la pluralité des représentations », in MORDER Robi (dir.), *Naissance d'un syndicalisme étudiant*, Editions Syllepse, Paris, 2006, p. 253-266.

- MOURIAUX René, « Le syndicalisme français : combien de divisions ? », in *Mouvements*, 43, 2006, p. 71-75.
- MOURIAUX René, « Syndicalisme et politique : liaison dangereuse ou tragédie moderne ? », in *Mouvements*, 43, 2006, p. 30-35.
- NEVEU Erick, « Répertoires d'action des mobilisations », in COHEN Antonin, LACROIX Bernard et RIUTORT Philippe (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, Editions La Découverte, Paris, 2009, p. 495-509.
- NEVEU Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Editions la Découverte, 5^e édition, Paris, 2011.
- OFFERLE Michel, « Retour critique sur les répertoires de l'action collective (XVIIIe-XXIe siècles) », in *Politix*, 81 (21), 2008, p. 183-204.
- PECHU Cécile, « Les générations militantes à Droit au logement », in *Revue française de science politique*, 51 (1-2), 2001, p. 73-103.
- PECHU Cécile, « Répertoire d'action », in FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian et PECHU Cécile (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, Paris, 2009, p. 454-462.
- PERNOT Jean-Marie, « La CGT depuis 1992, les cheminements incertains de la rénovation », in *Mouvements*, 43, 2006, p. 41-46.
- PERNOT Jean-Marie, « La Confédération européenne des syndicats, un acteur social de basse intensité », in *Savoir/agir*, 8, 2009, p. 133-140.
- PIOTET Françoise, « La CGT, une anarchie (plus ou moins) organisée ? », in *Politix*, 85 (1), 2009, p. 9-30.
- POLIAK Claude, « Attac. Aux frontières du champ politique », in GEAY Bertrand et WILLEMEZ Laurent (dir.), *Pour une gauche de gauche*, Editions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2008, p. 75-90.
- SAINSAULIEU Ivan, « La Fédération Solidaires unitaires démocratiques des PTT (SUD-PTT) : creuset d'une contestation pragmatique », in *Revue française de science politique*, 48 (1), 1998, p. 121-141.
- SEBASTIEN Léa, « Le NIMBY est mort. Vive la résistance éclairée : le cas de l'opposition à un projet de décharge, Essonne, France », in *Sociologies pratiques*, 27 (2), 2013, p. 145-165.
- SIMEANT Johanna, « Entrer, rester en humanitaire. Des fondateurs de Médecins sans frontières aux membres actuels des ONG médicales françaises », in *Revue française de science politique*, 51 (1-2), 2001, p. 47-72.
- SOMMIER Isabelle, « La gauche mouvementiste et l'aspiration à un « politique autrement » », in GEAY Bertrand et WILLEMEZ Laurent (dir.), *Pour une gauche de gauche*, Editions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2008, p. 57-73.
- SOMMIER Isabelle, « Sur la généalogie de l'altermondialisme en France », in SOMMIER Isabelle, FILLIEULE Olivier et AGRIKOLIANSKY Eric (dir.), *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Une perspective comparée*, Editions Karthala, Paris, 2008, p. 89-114.
- SOMMIER Isabelle, FILLIEULE Olivier et AGRIKOLIANSKY Eric, *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Une perspective comparée*, Editions Karthala, Paris, 2008.
- TAYLOR Verta, « La continuité des mouvements sociaux. La mise en veille du mouvement des femmes », in FILLIEULE Olivier (dir.), *Le désengagement militant*, Editions Belin, Paris, 2005, p. 229-250.
- WALLON Dominique, « 1961-1962 : le tournant ? », in MORDER Robi (dir.), *Naissance d'un syndicalisme étudiant*, Editions Syllepse, Paris, 2006, p. 165-172.

Ouvrages militants, biographies et autobiographies

« Causes et conséquences du « non » : sept parlementaires répondent », in *Revue politique et parlementaire*, 1036, 2005, p. 141-165.

ACCARDO Alain, « Pour une refondation », in *Savoir/agir*, 1, 2007, p. 59-64.

ACCARDO Alain, *De notre servitude involontaire. Lettre à mes camarades de gauche*, Editions Agone, Marseille, 2001.

ACCARDO Alain, *Le petit-bourgeois gentilhomme. La moyennisation de la société*, Editions Labor/Espace des libertés, Bruxelles, 2003.

ALEMAGNA Lilian et ALLIES Stéphane, *Mélenchon le plébéien*, Editions Robert Laffont, Paris, 2012.

AMICABILE Alain, *Remercie la neige. Une histoire du Pays-Haut lorrain*, Editions Syllepse, Paris, 2006.

AUTAIN Clémentine (dir.), *Postcapitalisme. Imaginer l'après*, Editions Au Diable Vauvert, Vauvert, 2009.

AUTAIN Clémentine, *Transformer à gauche*, Editions du Seuil, Paris, 2009.

BARCIA Robert, *La véritable histoire de Lutte ouvrière. Entretiens avec Christophe Bourseiller*, Editions Denoël, Paris, 2003.

BESANCENOT Olivier et BENSARD Daniel, *Prenons Parti pour un socialisme du XXI^e siècle*, Editions Mille et une nuits, Paris, 2009.

BESANCENOT Olivier, *Révolution ! 100 mots pour changer le monde*, Editions Flammarion, Paris, 2003.

BESANCENOT Olivier, *Tout est à nous !*, Editions Denoël, Paris, 2002.

BINOT Jean-Marc, LEFEBVRE Denis, SERNE Pierre, *100 ans, 100 socialistes*, Editions Bruno Leprince, Paris, 2005.

BOCQUET Alain, *Un Marx, et ça repart !*, Editions Le cherche midi, Paris, 2009.

BOVE José, *Candidat rebelle*, Editions Hachette, Paris, 2007.

BURLLOT Stéphane, *Résistance. L'album de la campagne du Front de Gauche*, Editions Bruno Leprince, Paris, 2012.

CHASSAIGNE André, *Pour une terre commune*, Editions Arcane 17, Paris, 2010.

COHEN-SEAT Patrice, *Communisme. L'avenir d'une espérance*, Editions Calmann-Lévy, Paris, 2007.

COHEN-SEAT Patrice, MARTELLI Roger et SAGOT-DUVEAUROUX Jean-Louis, « Table ronde autour du concept de « communisme » aujourd'hui », in *Transform !*, 2, 2008, p. 61-70.

COQUEREL Eric, *Au cœur du Front de gauche*, Editions Arcane 17, Paris, 2012.

COUSTAL François, *L'incroyable histoire du nouveau parti anticapitaliste*, Editions Demopolis, Paris, 2009.

CROZAT Dominique, « Front de gauche, le défi d'une véritable dynamique populaire », in *Transform !*, 9, 2011, p. 187-193.

DELAPIERRE François, *Quelle histoire ! Chronique(s) du Front de Gauche*, Editions Bruno Leprince, 2012.

DELY Renaud, *Besancenot. L'idiot utile du sarkozysme*, François Bourin éditeur, Paris, 2009.

FAJON Etienne, *L'union est un combat*, Editions sociales, Paris, 1975.

FLEURY Jacques, *Le socialisme, c'est quoi ?*, Editions Bruno Leprince, Paris, 2006

GLUCKSTEIN Daniel et LAMBERT Pierre, *Itinéraires*, Editions du Rocher, Monaco, 2002.

HACQUEMAND Eric, *Olivier Besancenot. L'irrésistible ascension de l'enfant de la gauche extrême*, Editions du Rocher, Monaco, 2008.

HAMON Hervé et ROTMAN Patrick, *Génération. T1. Les années de rêve*, Editions du Seuil, Paris, 1987.

HAMON Hervé et ROTMAN Patrick, *Génération. T2. Les années de poudre*, Editions du Seuil, Paris, 1988.

HUE Robert, *Communisme : un nouveau projet*, Editions Stock, Paris, 1999.

HUE Robert, *Il faut qu'on se parle*, Editions Stock, Paris, 1997.

JEANDIN Jacques, *Avec ceux qui ne renoncent pas. L'Histoire non censurée d'un Communiste lorrain*, 1985.

JUQUIN Pierre, *Autocritiques*, Editions Grasset, Paris, 1985.

JUQUIN Pierre, *De battre mon cœur n'a jamais cessé*, Editions de l'Archipel, Paris, 2006.

KOCH François, *La vraie nature d'Arlette*, Editions du Seuil, Paris, 1999.

LAFONTAINE Oskar et MELENCHON Jean-Luc, *Französisch lernen ! ein Gespräch über die Linke in Europa*, Karl Dietz Verlag, Berlin, 2006.

LAGUILLER Arlette, *Mon communisme*, Editions Plon, Paris, 2002.

LAURENT Pierre, « Pour des fronts d'alternative », *in Transform !*, 12, 2013, p. 14-20.

LAURENT Pierre, *Le nouveau pari communiste*, Editions du Cherche midi, Paris, 2011.

LAURENT Pierre, *Maintenant prenez le pouvoir*, Editions de l'Atelier, Ivry-sur-Seine, 2012.

LIENEMANN Marie-Noëlle, *Au revoir Royal*, Editions Perrin, Paris, 2007.

MARLIERE Philippe, « Le Front de gauche au miroir de Syriza », *in Transform !*, 10, 2012, p. 219-225.

MARTELLI Roger, « Front de gauche, aube ou crépuscule ? », *in Mouvements*, 69, 2012, p. 101-108.

MARTELLI Roger, *Refondations*, Hors-série Regards, 2007.

MELENCHON Jean-Luc, *En quête de gauche*, Editions Balland, Paris, 2007.

MELENCHON Jean-Luc, *L'autre gauche*, Editions Bruno Leprince, Paris, 2009.

MELENCHON Jean-Luc, *L'ère du peuple*, Editions Fayard, Paris, 2014.

MELENCHON Jean-Luc, *Qu'ils s'en aillent tous ! Vite, la Révolution citoyenne*, Editions Flammarion, Paris, 2010.

PICQUET Christian, *La République dans la tourmente. Essai pour une gauche de gauche*, Editions Syllepse, Paris 2003.

PICQUET Christian, VIEU Marie-Pierre, *Le Trotsko et la Coco*, Editions Arcane 17, Paris, 2010.

POUTOU Philippe, *Un ouvrier, c'est là pour fermer sa gueule !*, Editions Textuel, Paris, 2012.

RAMAUX Christophe, « Gauche protestataire versus gauche gouvernementale : le piège infernal », *in Mouvements*, 23 (4), 2002, p. 60-67.

TRAIT D'UNION, *Pour Réinventer la gauche*, Editions Bruno Leprince, Paris, 2008.

TREILLET Stéphanie, « NPA : les raisons d'un échec », *In Mouvements*, 69, 2012, p. 109-115.

WURTZ Francis, « La gauche et le Parlement européen », *in Transform !*, 4, 2009, p. 10-17.

ZIMMER Gabi, « Pour une gauche solidaire en Europe », *in Transform !*, 11, 2012, p. 124-130.

- Annexe n°1.** Présentation succincte des principales entreprises politiques de l'espace de la gauche radicale
- Annexe n°2.** Liste des entretiens réalisés
- Annexe n°3.** Biographies des militants interrogés
- Annexe n°4.** Questionnaires auprès des congressistes (PG, NPA, PCF)
- Annexe n°5.** Résultats bruts de l'enquête quantitative menée auprès des congressistes (PG, NPA, PCF)

Annexe n°1. Présentation succincte des principales entreprises politiques de l'espace de la gauche radicale

Convergences et alternative (CA). Tendance interne du NPA créée en 2009 pour rassembler les militants favorables à l'alliance avec le FG. Elle est composée d'anciens militants d'Unir n'ayant pas rejoint la GU et de nouveaux militants du NPA. En février 2011, cette tendance, animée notamment par Yann Cochin, fait dissidence et rejoint officiellement le FG quelques mois plus tard (juin 2011) alors qu'une partie de ses membres avait déjà rejoint le PG (Leïla Chaïbi, animatrice de L'appel et la pioche). Avec la création d'Ensemble, CA s'auto-dissout en février 2014.

Ensemble, mouvement pour une alternative de gauche, écologiste et solidaire (Ensemble). Organisation à mi-chemin entre fédération et parti, créée en novembre 2013 par plusieurs partis membres du FG : une partie des militants de la GU, la FASE, les Alternatifs, CA et la GA. Depuis, les partis fondateurs ont progressivement fait le choix de se dissoudre : CA en février 2014, GA en février 2015 et les Alternatifs en mars 2015. Depuis sa création, Ensemble est devenue la troisième force du FG, contribuant ainsi à la relative marginalisation de la GU.

Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE). La FASE est créée en décembre 2008 et rassemble militants, partis et groupes locaux qui, tout en s'affiliant à la FASE, maintiennent une activité propre. Les principaux groupes parties prenantes de ce rassemblement sont l'ACU, Les Alternatifs et l'ADS, ainsi que des comités locaux issus des collectifs antilibéraux (la GA 54 en est un exemple). D'autres groupes participent initialement à la FASE (Utopia, Alterékolo, etc.). Les Alternatifs quittent la FASE en 2011 au moment où cette dernière intègre officiellement le FG. Depuis 2013, la FASE est engagée dans la création d'Ensemble avec la GA, CA, Les Alternatifs et une partie des membres de la GU.

Front de gauche (FG). Coalition de gauche radicale fondée au printemps 2009 par trois partis afin de présenter des listes communes lors des élections européennes de juin 2009 sous le label initial de Front de gauche pour changer d'Europe. Les trois partis fondateurs sont : le PCF, le PG et la GU. La pérennisation de la coalition amène à la généralisation d'une désignation moins circonstancielle en supprimant toute référence à une élection précise. En juin 2011, le FG est élargi à trois nouvelles organisations : la FASE, RS et CA, et est bientôt rejoint par une septième organisation à l'automne 2011, le PCOF. Les Alternatifs, membres de la FASE mais ayant refusé l'entrée dans le FG, soutiennent la candidature de Jean-Luc Mélenchon à partir du printemps 2012, puis intègrent le FG peu après l'élection présidentielle. La GA intègre à la même période le FG.

Gauche anticapitaliste (GA). Tendance interne du NPA fondée en novembre 2011, ses membres sont favorables à une alliance avec le FG. La création de cette tendance ne résulte pas de la réorganisation des « unitaires » après une dissidence d'une partie d'une tendance, mais de l'éclatement du groupe dirigeant du NPA. Parmi les animateurs de GA, on retrouve ainsi le numéro 2 du NPA, Pierre-François Grond, une porte-parole, Myriam Martin, et de nombreux cadres dirigeants de la LCR (Samy Joshua, Ingrid Hayes, Vincent Gay, etc.). Plusieurs de ces dirigeants quittent le NPA et soutiennent la candidature de Jean-Luc Mélenchon (Pierre-François Grond, Myriam Martin notamment) avant que la dissidence ne soit officiellement actée en juillet 2012. La GA intègre alors le FG, puis en son sein, participe à la création d'Ensemble.

Gauche unitaire (GU). Première dissidence du NPA emmenée par Christian Picquet, ancien dirigeant de la LCR et longtemps journaliste à *Rouge*. Une partie des membres de sa tendance (Unir) quitte le NPA en février-mars 2009 (certains n'y adhèrent d'ailleurs pas) pour créer la GU et participer ainsi au FG. La GU est la plus petite des trois organisations initiales du FG. Le processus de rapprochement de plusieurs organisations au sein de la coalition et le refus de la GU d'y participer ont isolé cette organisation. En 2014, de nombreux militants favorables à la participation de GU à Ensemble sont exclus et rejoignent Ensemble. Les effectifs de la GU sont très faibles (moins de cinq cents adhérents) et il est difficile d'estimer le nombre de militants passés à Ensemble. La GU rejoint le PCF en septembre 2015.

Les Alternatifs. Parti créé en 1998 par des militants de l'AREV (Alternative rouge et verte, parti issu des comités Juquin de 1988) et de la CAP (Convention pour une alternative progressiste) n'ayant pas rejoint le PS ou Les Verts, et dissout en 2015 (fusion dans Ensemble). Les Alternatifs comptaient quelques centaines de membres et étaient dirigés par Jean-Jacques Boislroussie et Rachel Lafontaine. Après avoir participé à la campagne référendaire de 2005, puis aux collectifs antilibéraux, Les Alternatifs participent à la campagne de José Bové en 2007. Ce parti est également à l'initiative de la création de la FASE en 2008. Lors des élections européennes de 2009, Les Alternatifs rejettent tout autant l'alliance avec le FG qu'avec le NPA, avant de participer à des listes régionales avec le FG en 2010. En 2011, ils quittent la FASE après l'intégration de cette dernière au FG, avant de soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle de 2012. La même année, Les Alternatifs intègrent finalement le FG, puis participent à la création d'Ensemble. En 2015, le parti s'auto-dissout pour se fondre dans Ensemble, mais une minorité de ses membres refusent cette dissolution et créent Alternative et autogestion.

Lutte ouvrière (LO). Parti trotskiste fondé en 1968 (après la dissolution de Voix ouvrière), se présentant régulièrement aux élections à partir de 1971. En 1995 et 2002, Arlette Laguiller, candidate de LO aux élections présidentielles, dépasse les 5% des suffrages exprimés. Les résultats de LO ont, depuis, fortement diminué. Le parti reste isolé des différents mouvements qui animent la gauche radicale. En 1997, les membres des sections de Rouen et de Bordeaux sont exclus de LO et créent Voix des travailleurs (VDT) avant de rejoindre la LCR en 2000. En 2008, ce sont les militants de la fraction L'Étincelle qui sont, à leur tour, exclus en raison de leur soutien au projet NPA et à des alliances LO-NPA. Ils intègrent rapidement le NPA.

Mouvement pour une alternative républicaine et sociale – Gauche républicaine (MARS-GR). Parti fondé en 2007 (dissout en 2008) par la fusion de deux groupes dissidents du MRC : la Gauche républicaine (GR) en 2002, puis le Mouvement pour une alternative républicaine et sociale (MARS) en 2003. Ces deux partis ne regroupent guère plus d'une centaine de membres chacun et se sont constitués – notamment – en réaction à la stratégie du « ni droite, ni gauche » initiée lors de la campagne présidentielle de Jean-Pierre Chevènement en 2002. La GR est fondée par deux anciens députés (perte de leurs mandats en 2002) : Jean-Pierre Michel et Pierre Carassus. En 2004, la GR se scinde en deux groupes : l'un, autour de Jean-Pierre Michel, rejoint le PS ; le second, autour de Pierre Carassus, maintient une GR affaiblie puis participe à la campagne du non de 2005, ce qui permet un premier rapprochement avec les autres dissidents du MRC. Le MARS est fondé par des membres de la direction du MRC (Eric Coquerel, Eric Halphen, Hayat Dhalifa, Jeannick Le Lagadec, etc.) en 2003. A l'origine, ses initiateurs avaient pour objectif de créer un club de réflexion, mais, dès 2004, le MARS participe aux élections (en alliance avec le PCF) et tend à devenir un parti politique. Eric Coquerel succède à Eric Halphen à la présidence du mouvement. En 2005, le MARS participe à la campagne référendaire, se rapprochant alors de la GR, mais aussi de PRS. En 2007, le MARS et la GR fusionnent, Eric Coquerel devenant le président de la nouvelle structure, tandis que Pierre Carassus en devient secrétaire général. En novembre 2008, le MARS-GR est dissout et ses membres participent à la création du PG.

Nouveau parti anticapitaliste (NPA). Dans la foulée de l'élection présidentielle de 2007, la LCR (1973-2009) entreprend de se « dépasser » dans le cadre de la création d'un parti plus large et ne se référant plus directement au trotskisme. Le NPA est fondé en février 2008. Le refus de tout rapprochement avec le FG est rapidement contesté et conduit à une première dissidence dès la création du parti : une partie de la tendance Unir animée par Christian Picquet fait défection, crée la GU et rejoint le FG dès mars 2009. Une deuxième dissidence a lieu en 2011 (CA), puis une troisième en 2012 (GA), toutes deux en direction du FG. Plus généralement, les enjeux stratégiques ont fortement clivé les débats intra-partisans dès 2009. A ces dissidences s'ajoutent de nombreuses défections individuelles. Alors que la LCR comptait environ 3 000 adhérents avant la création du NPA, ce dernier en compte un peu plus de 9 000 en 2009, avant de connaître une décade militante massive. Les effectifs du NPA peuvent aujourd'hui être estimés à un peu plus de 2 000 adhérents.

Parti communiste français (PCF). C'est le plus important – malgré un processus d'affaiblissement électoral et militant massif depuis une trentaine d'années –, le plus ancien parti de la gauche radicale française et l'un des fondateurs du FG en 2009. Plusieurs partis déjà évoqués tirent leur origine d'une dissidence du PCF : le Parti communiste des ouvriers de France (PCOF) créé en 1979 (ce parti intègre le FG en septembre 2011) ; le Mouvement de la gauche progressiste créé en 1989, essentiellement présent dans la Sarthe (dissolution en 2008 et intégration au PG) ; l'Alternative démocratie socialisme (ADS) dirigée par l'ancien ministre communiste Marcel Rigout, créée en 1992 et présente en Haute-Vienne ; l'Association des communistes unitaires (dissidence en 2010 pour participer uniquement à la FASE) ; le Mouvement unitaire progressiste, créé en 2009 par l'ancien secrétaire national du PCF, Robert Hue (devenu en 2014 le Mouvement des progressistes).

Parti de gauche (PG). Le PG est fondé en novembre 2008 par différents groupes militants, en particulier des militants socialistes. Le principal de ces groupes est animé par le sénateur Jean-Luc Mélenchon et se retrouve dans deux structures organisationnelles emboîtées : Trait d'union (sensibilité au sein du PS) et PRS (organisation indépendante du PS). Les dissidents socialistes proviennent également de la tendance animée par le député Marc Dolez (Forces militantes), du NPS (avec notamment l'économiste Jacques Généreux) et d'Utopia (Franck Pupunat, Corinne Morel-Darleux). Deux autres groupes militants non socialistes participent à la fondation du PG : le MGP, principalement présent dans la Sarthe, et le MARS-GR présidé par Eric Coquerel. Le PG est également rejoint par quelques figures militantes et des intellectuels. En juin 2009 est annoncée l'arrivée d'une députée écologiste, Martine Billard, et d'un groupe de dissidents écologistes qu'elle anime. Elle devient porte-parole du PG, puis, avec Jean-Luc Mélenchon, co-présidente jusqu'en 2013. A cette date, la fonction de co-présidence est supprimée pour être remplacée par une direction collégiale animée par un coordinateur politique, Eric Coquerel, puis à partir de juillet 2015, par deux coordinateurs, Eric Coquerel et Danielle Simonet. En 2011, le PG accueille quelques dissidents du NPA autour de Leïla Chaïbi (CA).

Parti ouvrier indépendant (POI). Le POI est créé en 2008 en remplacement du Parti des travailleurs (1991-2008). Quatre tendances composent le POI, dont la principale – trotskiste – trouve son origine dans le courant dit lambertiste, du nom de son dirigeant Pierre Lambert. Ce parti est ainsi issu de la scission du Parti communiste internationaliste (PCI) de 1952. Ce courant prend le nom d'Organisation communiste internationaliste (OCI) en 1965, puis à nouveau celui de PCI en 1981, puis se nomme Courant communiste internationaliste (CCI) au sein du PT (parti constitué à l'initiative de ce groupe) à partir de 1992. A l'inverse de LO et de la LCR (puis du NPA), le PT/POI ne participe pas régulièrement aux élections. A trois reprises, ce parti a présenté un candidat à l'élection présidentielle (1988, 2002 et 2007), obtenant de faibles résultats. Depuis sa création, ce parti délaisse la compétition électorale et se tient à l'écart des mouvements qui agitent l'espace de la gauche radicale.

Pour la République Sociale (PRS). Organisation fondée par Jean-Luc Mélenchon en 2004 autour d'une revue théorique. Si dès l'origine, PRS ne semble pas avoir comme vocation de devenir une tendance interne au PS (lors de sa création, le groupe Mélenchon participe à Nouveau Monde, puis crée Trait d'Union (2005-2008)), la forme organisationnelle et les activités de PRS sont fortement influencées par la campagne référendaire du TCE au printemps 2005. C'est en effet lors de cette campagne que va se forger l'identité et les modalités d'action de PRS. PRS est remplacée par le PG en novembre 2008. Cette organisation, regroupant quelques milliers d'adhérents (estimation autour de 2 000 adhérents), a conduit au développement d'une culture d'organisation, de formes de sociabilités et de solidarités militantes poussées et à la formation/sélection d'une élite militante.

République et socialisme (RS). Troisième dissidence du MRC, intervenue en avril 2009 en réaction au refus du MRC de rejoindre le FG. Dès mai 2009, RS annonce son soutien au FG. En juin 2011, le parti devient officiellement membre de cette coalition. La faiblesse des ressources et des effectifs de ce parti conduit ses dirigeants à chercher des convergences avec d'autres « petits partis » du FG : tout d'abord avec la GU, puis en participant aux discussions visant à la création d'Ensemble. Dans les deux cas, ces tentatives sont un échec.

Annexe n°2. Listes des entretiens réalisés

Les entretiens sont présentés de manière chronologique. Pour quelques militants, seul un prénom apparaît pour préserver l'anonymat qu'ils ont expressément demandé. Les durées indiquées ne concernent pas l'intégralité de l'entretien, mais uniquement celle de l'enregistrement effectif. Mentionner uniquement le parti d'appartenance lors de l'entretien aurait été une présentation trop réductrice en « effaçant » la diversité des trajectoires militantes et la banalité des situations de reconversions militantes. Dès lors, nous avons indiqué le parti d'appartenance au moment de l'entretien, suivi lorsque nous en avons eu connaissance, des changements post-entretien. La deuxième ligne indique les adhésions passées des militants interrogés. Enfin, nous indiquons dans ce tableau synthétique la durée, le type de lieu dans lequel se déroule l'entretien (au sens où le choix de ce lieu participe de l'interaction enquêteur/enquêté et informe parfois sur le rapport au politique et/ou à une fonction politique des militants interrogés), et enfin, le lieu de militantisme.

Nom	Parti(s)	Date, lieu de l'entretien et de militantisme	Durée
Franck Pupunat	PG/(aucun) [ex-PS]	27 septembre 2009, CN PG, région parisienne	1h30
Cyrille	PG/(aucun) [ex-LCR ; ex-PCF]	15 octobre 2009, domicile, Vosges	3h
Patricia Neau	PG [ex-PRS]	25 octobre 2009, CN PG, région parisienne	1h30
Adrien Bernard	PCF	28 novembre 2009, domicile, Nancy	1h
Dominique Cholez	NPA/(PG) [ex-PCF ; ex-LCR]	4 décembre 2010, domicile, Vosges	1h30
Volker Bohn	<i>Die Linke</i> [ex-SPD]	14 mai 2010, lieu public, Bade-Wurtemberg (Allemagne)	2h
Alain Krivine	NPA [ex-PCF ; ex-LCR]	26 novembre 2010, siège du NPA (Montreuil), région parisienne	1h30
Pierre Hanegreefs	PG [ex-liaison LO ; ex-PS ; ex-PRS]	8 avril 2011, domicile, Meurthe-et-Moselle	1h40
Dominique Cholez	CA/(PG) [ex-PCF ; ex-LCR ; ex-NPA]	28 mai 2011, domicile, Vosges	20min
Eric Coquerel	PG [ex-LCR ; ex-MRC ; ex-MARS-GR]	26 juin 2011, lieu public, région parisienne	1h10
Bora Yilmaz	GU [ex-LCR]	6 juillet 2011, domicile, Meurthe-et-Moselle	2h50
Philippe Leclercq	FASE/(Ensemble) [ex-Verts]	7 juillet 2011, lieu public, Meurthe-et-Moselle	1h25
Mathieu Piotrkowski	GU [ex-LCR]	9 décembre 2011, domicile, Meurthe-et-Moselle	1h40
Elisabeth Gauthier	PCF [ex-KPÖ]	13 décembre 2011, siège du PCF, région parisienne	1h35
Jacques Chabaliér	PCF	14 décembre 2011, siège du PCF, région parisienne	1h10

Nom	Parti(s)	Date, lieu de l'entretien et de militantisme	Durée
Claude Debons	GU [ex-LCR ; ex-PG]	20 décembre 2011, lieu public, région parisienne	2h45
Patrick Hatzig	PCF	25 janvier 2012, local de l'opposition municipale de Nancy, Meurthe-et-Moselle	25min
Christian Poirson	PCF [ex-PCmlf]	30 janvier 2012, lieu de travail, Meurthe-et-Moselle	1h20
Frédéric Gènevée	PCF	31 janvier 2012, siège du PCF, région parisienne	1h
Francis Parny	PCF	31 janvier 2012, conseil régional d'Ile-de-France, région parisienne	55min
Patrick Hatzig	PCF	3 février 2012, local de l'opposition à la communauté urbaine du grand Nancy, Meurthe-et-Moselle	1h05
Emmanuel Girod	PG [ex-Convergence écologie solidarité ; ex-PS ; ex-PRS]	4 février 2012, domicile, Doubs	2h25
Jean-Henri Egloff	PCF/(symp. GU)	9 février 2012, domicile, Meurthe-et-Moselle	3h20
Gilbert Poirot	PG	21 février 2012, domicile, Vosges	1h40
Damien Calvignac	PG [ex-PRS]	28 février 2012, domicile, Meurthe-et-Moselle	1h30
Jean-Charles Vescovo	aucun (FG) [ex-PG ; ex-PS ; ex-PRS]	20 mars 2012, lieu public, Bas-Rhin	1h
Stéphane Viry	PG [ex-LCR ; ex-PS ; ex-PRS]	24 mars 2012, lieu public, Côte d'Or	3h
Yann Cochin	CA [ex-LCR ; ex-NPA]	1er avril 2012, fête du FG, région parisienne	40min
Morand Perrin	GU [ex-LCR ; ex-NPA]	7 avril 2012, domicile, Meurthe-et-Moselle	2h05
Syphax Allek	PG [ex-PRS]	10 avril 2012, lieu public, Meurthe-et-Moselle	1h10
Aymeric¹	PG	13 avril 2012, lieu public, Meurthe-et-Moselle	30min
Patrick Hatzig	PCF	13 avril 2012, local de l'opposition municipale de Nancy, Meurthe-et-Moselle	55min
Jean-Baptiste Bourdellon	GU [ex-LCR ; Ex-NPA]	19 avril 2012, lieu public, Meurthe-et-Moselle	1h30
Hélène Franco	PG [ex-PS ; ex-PRS]	20 avril 2012, domicile, région parisienne	2h40
Pierre Hanegreefs	PG [ex-liaison LO ; ex-PS ; ex-PRS]	4 mai 2012, domicile, Meurthe-et-Moselle	1h30

¹ A sa demande, le prénom a été modifié.

Nom	Parti(s)	Date, lieu de l'entretien et de militantisme	Durée
Victorien Durieux	PCF	18 mai 2012, lieu public, Meurthe-et-Moselle	1h20
Pierre Marion	GU [ex-NPA]	18 mai 2012, lieu public, Meurthe-et-Moselle	1h15
Marine Bouvet	GU	18 mai 2012, lieu public, Meurthe-et-Moselle	1h15
Yann Cochin	CA [ex-LCR ; ex-NPA]	30 mai 2012, lieu public, région parisienne	1h45
Fabien Allais	PG [ex-NPA ; ex-GU]	5 juin 2012, domicile, Meurthe-et-Moselle	1h15
Sylvie Petit	NPA [ex-LO ; ex-VDT ; ex-LCR]	5 juin 2012, lieu public, Meurthe-et-Moselle	1h05
Mounir El Harradi	PS [ex-PRS]	7 juin 2012, lieu public, Meurthe-et-Moselle	55min
Gérard Nepveu	FASE/(Ensemble) [ex-OCI ; ex-PCF]	11 juin 2012, lieu public, Meurthe-et-Moselle	1h50
Sylvie Petit	NPA [ex-LO ; ex-VDT ; ex-LCR]	12 juin 2012, lieu public, Meurthe-et-Moselle	1h50
Patrice Zolfo	PCF [ex-PCF ; ex-CAP]	14 juin 2012, salle du conseil municipal de Saulnes, Meurthe-et-Moselle	3h20
Stéphane Thomas	NPA [ex-Verts ; ex-LCR]	15 juin 2012, lieu public, Meurthe-et-Moselle	2h30
Nordine Jouira	PG [ex-PS ; ex-PRS]	16 juin 2012, lieu public, Meurthe-et-Moselle	50min
Louise Fetet	PG [ex-PS ; ex-PRS]	20 juin 2012, lieu public, Meurthe-et-Moselle	45 min
Claude Kaiser	NPA [ex-Verts ; ex-LCR]	20 juin 2012, lieu public, Meurthe-et-Moselle	1h50
Sylvie Petit	NPA [ex-LO ; ex-VDT ; ex-LCR]	21 juin 2012, lieu public, Meurthe-et-Moselle	30 min
Violaine Castang	PG [ex-NPA ; ex-GU]	22 juin 2012, lieu public, Meurthe-et-Moselle	1h15
Alain Amicabile	aucun [ex-PCF]	26 juin 2012, domicile, Meurthe-et-Moselle	1h05
Jean-Christophe Berche	NPA [ex-LCR]	28 juin 2012, lieu public, Meurthe-et-Moselle	1h50
Fabien Savelli	NPA [ex-LCR]	29 juin 2012, local du NPA, Meurthe-et-Moselle	1h05
Fabien Savelli	NPA [ex-LCR]	5 juillet 2012, local du NPA, Meurthe-et-Moselle	1h20
Sébastien Borges	NPA [ex-LCR]	6 juillet 2012, lieu public, Meurthe-et-Moselle	2h15
Claude Blaque	aucun (FG) [ex-PCF ; ex-PS]	10 juillet 2012, domicile, Meurthe-et-Moselle	1h40

Nom	Parti(s)	Date, lieu de l'entretien et de militantisme	Durée
Adrien Bernard	PCF	16 juillet 2012, domicile, Meurthe-et-Moselle	1h10
Yann Venier	Gauche révolutionnaire [ex-LCR ; ex-NPA]	17 août 2012, lieu public, Meurthe-et-Moselle	2h40
Jean-Louis Didelot	PG [ex-PCF ; ex-NPA]	3 décembre 2012, domicile, Vosges	1h10
Franck Pupunat	aucun [ex-PS ; ex-PG]	31 décembre 2012, entretien téléphonique, région parisienne	1h
Nordine Jouira	PG [ex-PS ; ex-PRS]	18 juillet 2012, lieu public, Meurthe-et-Moselle	1h15
Daniel Mancilla	PG [ex-PRS]	12 novembre 2013, domicile, Meurthe-et-Moselle	1h50
Benoît Maillard Salin	PG	18 mars 2013, domicile, Doubs	1h20
Mathieu	PG	18 mars 2013, domicile, Doubs	1h45
Emmanuel Girod	PG [ex-Convergence écologie solidarité ; ex-PS ; ex-PRS]	18 mars 2013, lieu public puis domicile, Doubs	1h10
Thibaut Respingue	PCF	14 mai 2013, local du PCF, Doubs	1h50
Jean-Louis Didelot	PG [ex-PCF ; ex-NPA]	2 janvier 2014, domicile, Vosges	1h40
Jean-Louis Didelot	PG [ex-PCF ; ex-NPA]	9 janvier 2014, domicile, Vosges	1h
Jean-Louis Didelot	PG [ex-PCF ; ex-NPA]	28 janvier 2014, domicile, Vosges	1h40
Jean-Louis Didelot	PG [ex-PCF ; ex-NPA]	18 février 2014, domicile, Vosges	1h35

Annexe n°3. Biographies des militants interrogés

Allais Fabien (21 ans). Né en 1991, dans une famille peu politisée. Il vit et milite à Pont-à-Mousson (commune à proximité de Nancy) et a commencé à s'intéresser à la politique après avoir été licencié (licenciement économique) à seize ans, alors qu'il était en apprentissage. Salarié quelque temps à la SNCF, il se lie d'amitié avec deux syndicalistes (CGT et CFTC). En 2011, il reprend un cursus universitaire en histoire, puis, à partir de 2012, en sociologie, tout en travaillant comme assistant d'éducation au collège de sa commune. Il adhère au NPA en 2009, mais quitte rapidement ce parti pour rejoindre la GU en février 2010 (désaccords quant aux alliances avec le FG). Il est l'un des militants les plus actifs du FG dans sa commune et représente régulièrement son comité local à la coordination départementale du FG. Au sein de la GU, il accède au conseil national (33 membres) en février 2011, poste qu'il occupe jusqu'à sa démission de la GU en 2012, peu avant l'entretien. Depuis, il a adhéré au PG et est l'un des principaux animateurs de ce parti à Pont-à-Mousson. Il est également membre de son bureau départemental et accède rapidement à son conseil national. Enfin, il adhère à l'UNEF en septembre 2009, mais sans jamais s'y investir. Il a depuis quitté le PG.

Allek Syphax (25 ans). Né en 1987, dans une famille modeste (son père est un ancien ouvrier de la sidérurgie, sympathisant de la CGT, mais n'y a jamais adhéré) de Longwy. Son premier souvenir militant remonte à 2002 lorsqu'il participe à des manifestations contre la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle, mais il ne commence véritablement à militer qu'en 2006. Il est alors lycéen à Longwy, mais se rend régulièrement à Nancy pour participer à des assemblées générales se déroulant au campus Lettres et sciences humaines dans le cadre du mouvement de contestation du CPE. Il y est très actif dans l'organisation des manifestations lycéennes à Longwy. Bien que l'UNL y soit présente, il n'y adhère pas. Son échec au baccalauréat repousse d'une année son inscription à l'université (à Nancy, campus Lettres et sciences humaines), en septembre 2007. Il participe alors aux premières assemblées générales dans lesquelles se met peu à peu en place le mouvement de contestation de la réforme LRU. Rapidement, il adhère à l'UNEF et s'investit intensément dans le mouvement. Dans la foulée, il est élu au conseil d'administration de l'université puis, à la rentrée universitaire 2008, il devient président de l'AGE de l'UNEF à Nancy. Très rapidement, il s'investit dans PRS, mais n'a, en revanche, jamais adhéré au PS. En novembre 2008, il adhère au PG. Il quitte son mandat de président d'AGE pour suivre des études à Rennes (2009-2010) avant de revenir à Nancy et d'y poursuivre son cursus universitaire (IUT puis licence en culture et communication). A l'époque de l'entretien, il est responsable de la mise en place du réseau-jeunes du PG en Lorraine. Il est également membre de l'association GENEPI depuis 2008. Il n'a jamais été candidat lors d'une élection politique.

Amicabile Alain (63 ans). Fils d'un paysan italien immigré en 1925 en Lorraine pour fuir le fascisme, il est né à Saulnes en 1949. Son père travaille dans une usine sidérurgique et est adhérent de la CGT même si ses parents ne sont pas membres du PCF. Après avoir obtenu un CAP d'électricien, il travaille dans une usine sidérurgique avant d'effectuer son service militaire en 1967-68 en Polynésie française (ce qui l'empêchera de participer aux mouvements de mai 68). Il travaille ensuite dans une aciérie et adhère à la CGT, puis pendant deux ans au Luxembourg. Le PCF est particulièrement implanté dans le bassin de Longwy (Saulnes est conquise une première fois en 1945 puis en 1969). Il adhère ainsi à la JC à 16 ans (1965) et, deux ans plus tard, au PCF. Il progresse rapidement dans ce parti : secrétaire de cellule, puis secrétaire de la section de Longwy. Il accède au comité fédéral au début des années soixante-dix, puis au secrétariat fédéral en 1974. En 1972, il quitte son travail au Luxembourg pour un poste de quasi-permanent puis de permanent directement rémunéré par le PCF en 1974. Il fréquente à cette période les différentes écoles du parti. En 1978, il devient secrétaire de la fédération de Meurthe-et-Moselle Nord et, en 1979, à seulement trente ans, accède au comité central du PCF. En 1984, il devient secrétaire de la nouvelle fédération de Meurthe-et-Moselle. A la même époque, il se fait de plus en plus critique quant aux orientations du PCF et est rapidement évincé du comité central. En 1986, il est élu conseiller régional de Lorraine et démissionne peu après de son poste de secrétaire fédéral, puis quitte le PCF en 1987 (démissionnant, du même coup, de son

poste de permanent). Il participe alors au mouvement des rénovateurs communistes et soutient la candidature de Pierre Juquin à l'élection présidentielle de 1988. Cependant, il se désengage rapidement de toute activité politique pour se consacrer à sa reconversion professionnelle en créant une entreprise de communication (qui lui permet de reconvertir les dispositions acquises au sein de l'institution partisane). Il se réengage progressivement et prudemment à partir de la campagne référendaire de 2005 et plus encore, depuis la création du FG, même s'il ne milite pas activement et n'est adhérent d'aucun parti.

Aymeric¹ (26 ans). Naissance en 1986 dans une famille non militante (même si son père est syndiqué), il vient de finir ses études en sciences cognitives (master) et recherche, au moment de l'entretien, un emploi. Il commence à militer en 2005-2006 lors du mouvement étudiant de contestation du CPE, mouvement lors duquel il rencontre des militants UNEF/PRS et décide rapidement d'adhérer à PRS et à l'UNEF (jusqu'en 2011). Mettant son militantisme en conformité avec les modalités dominantes du groupe dans lequel il s'insère (banalisation de la multipositionnalité militante associant engagement à PRS, engagement partisan au PS et engagement dans le syndicalisme étudiant), il adhère au PS à la fin de l'année 2006 et milite dans la tendance animée par Jean-Luc Mélenchon (Trait d'union). En 2007, il adhère également au MJS. Il quitte le PS et son organisation de jeunesse en 2008 pour participer à la création du PG dont il sera brièvement coordinateur départemental (quelques mois). Actuellement non syndiqué, il a été membre du bureau de l'AGE de Nancy de l'UNEF et élu dans différentes instances universitaires (conseil d'UFR, conseil d'administration).

Berche Jean-Christophe (47 ans). Né en 1965 dans une famille de gauche, non militante. Il présente ses parents comme des « *cathos de gauche* ». Son père est professeur de SVT. Il réside dans la proche banlieue nancéenne. Il entre en contact avec des militants du MJS alors qu'il est au lycée, mais n'adhère pas. Ayant obtenu un baccalauréat scientifique, il s'inscrit à la faculté de sciences (où il adhère pendant une courte période à l'UNEF-ID, qu'il quitte du fait d'importantes tensions internes). Après deux premières années, il se réoriente et poursuit ses études à la faculté de Lettres et sciences humaines en psychologie avec l'objectif de s'orienter ensuite vers le travail d'éducateur. Il adhère à ce moment à l'UNEF-SE (1985-1986) et y rencontre des militants, notamment des JCR, « *tombant* », selon son expression, véritablement dans le militantisme. Bien que militant activement à l'UNEF-SE, il n'y prend aucune responsabilité. En 1986, il participe activement à Nancy au mouvement Devaquet. Après ce mouvement, il s'engage à la LCR dont il est membre depuis (puis au NPA), sans aucune interruption. Il suit ensuite la formation d'éducateur spécialisé à Metz pendant trois ans (1987-1990) pendant lesquelles il milite à la LCR et aux JCR, ainsi qu'à la CGT à l'IRTS. Après diverses expériences professionnelles, il est embauché en 1991 à Vivre dans la ville, une association de Vandœuvre, où il anime en 2011-2012, un conflit social intense (qui va fortement cliver les acteurs de gauche radicale, notamment au sein du FG). En 1988, il participe à la campagne présidentielle de Pierre Juquin, puis figure sur une liste municipale en 1989 (à Metz) associant des rénovateurs communistes, des militants de la LCR, etc. Bien que n'ayant jamais été élu, il a été candidat à de nombreuses reprises (élections cantonales, législatives et régionales). Actuellement sans responsabilité au sein du NPA, il a été membre de la direction départementale de la LCR (tendance majoritaire). Il rejette toute alliance avec le FG, considérant notamment les différences entre le programme de cette coalition et celui du PS comme insuffisantes. Militant syndical à la CGT, puis, depuis le début des années 2000, à Solidaires (SUD-Santé-Sociaux), ayant occupé diverses responsabilités syndicales, il est actuellement membre du conseil syndical départemental de SUD-Santé-Sociaux. Enfin, il est fortement multipositionné : militant actif du CAFAR (collectif local de Ras l'Front), membre d'Amnesty International, ou encore d'Agir contre le chômage, etc.

Bernard Adrien (20 ans). Né en 1990 dans les Vosges dans un environnement familial très marqué à gauche : ses parents ne sont pas adhérents d'un parti, mais militent à la CGT (son père y occupe des

¹ A sa demande, le prénom a été modifié.

responsabilités) ; son beau-père est militant du PCF depuis une trentaine d'année et secrétaire de section. C'est à l'occasion de la campagne référendaire pour le non en 2005 dans laquelle ses parents s'investissent qu'il commence à s'intéresser à la politique. Se sentant proche de la LCR, il adhère néanmoins à la JC peu après la fin du mouvement CPE, en 2006. Après un baccalauréat économique et social, il s'inscrit à l'université en sociologie à Nancy et intègre la JC de Meurthe-et-Moselle. Il adhère également à l'UNEF où il est actif et occupe diverses responsabilités locales (membre du bureau d'AGE, puis trésorier de l'AGE). Il est également membre du PCF, favorable au FG. En 2010, alors que le PCF en Lorraine fait le choix d'une alliance au premier tour avec le PS, il défend avec la JC le maintien du PCF dans le FG, puis participe à la liste du Front lorrain de gauche. Il n'a jamais été élu.

Blaque Claude (59 ans). Enseignant, il réside dans une commune de la banlieue nancéenne. Né en 1953 en Meurthe-et-Moselle, dans un milieu populaire et non militant. Il décrit ainsi son père comme gaulliste et « *anti-communiste primaire* ». Il est le premier à militer dans sa famille, mais certains de ses frères et sœurs ont également fait ce choix. Il s'engage en 1973 lors d'un mouvement lycéen/étudiant alors qu'il effectue un BTS. L'année suivante, il entre à l'école supérieure de fonderie de Bagnex et s'installe en région parisienne avec sa femme dans une résidence universitaire. Il s'engage alors à la FERUF (dont il sera membre du BN), puis en 1975, au PCF, parti dont il démissionne rapidement en 1977 (désaccord quant au rapport Kanapa). Après avoir obtenu son diplôme d'ingénieur et effectué son service militaire, il obtient un poste de maître-auxiliaire en fonderie dans un lycée nancéen et revient s'installer en Meurthe-et-Moselle où il s'investit dans le militantisme associatif (animation socio-culturelle) et la vie politique locale à gauche. Un an plus tard, à la faveur d'un concours réussi, il part en formation pendant trois ans à Armentières et ne milite plus. Il revient en Meurthe-et-Moselle en 1982 et recommence immédiatement à militer. En 1983, il se présente sur une liste de gauche lors des élections municipales et participe à la création d'un journal politique local. Il est pour la première fois élu en 1989 (conseiller municipal), poste qu'il occupe toujours aujourd'hui. A la faveur d'une élection cantonale partielle, il est élu conseiller général en 2007, mais n'est pas réélu en 2011. En 2002, il adhère au PS après un long compagnonnage avec des militants socialistes et avec la volonté d'appuyer l'aile gauche du PS où il milite à NPS puis à Un monde d'avance jusqu'à son départ du PS en 2011. Bien que favorable au rejet du TCE en 2005, il ne participe pas à la campagne du non après le référendum interne au PS. En revanche, sa femme, militante chez Les Verts, est engagée pour le non, puis participe à la campagne présidentielle de José Bové en 2007 et est adhérente de la Gauche alternative 54 (FASE), organisation membre du FG depuis 2009 au niveau départemental. Claude Blaque soutient la candidature de Ségolène Royal lors de la primaire interne au PS avant d'être déçu par sa campagne présidentielle. Après le congrès de Reims, il entre au conseil fédéral du PS (2008-2011). A l'automne 2010, il fait le choix de se présenter à la réélection au conseil général tout en refusant d'être le candidat du PS pour y préférer l'étiquette FG. Affrontant un candidat socialiste, il n'est pas réélu. Il milite depuis au FG, sans être membre de l'un des partis de cette coalition et siège au comité de liaison permanent du FG en Meurthe-et-Moselle, pour lequel il est candidat en 2012 (élection législative). Militant syndical à la FSU, il a également été actif à la FCPE de 1981 à 2011.

Bohn Volker (59 ans). Né en 1961. Travailleur indépendant, il réside dans le Bade-Wurtemberg. Aucune information quant à son milieu familial. Il adhère à 18 ans au SPD et se retrouve dans les orientations défendues par l'aile gauche « *qui était vraiment anticapitaliste* ». Il finit par quitter le SPD, déçu par l'absence de changements dans les politiques menées et se rapproche d'un petit groupe communiste, participant à de nombreuses manifestations. En revanche, il refuse d'adhérer au DKP (Parti communiste en Allemagne de l'Ouest), car « *le DKP, c'était les mêmes qu'en RDA...* ». Il adhère ensuite à la WASG (rassemblant des syndicalistes et d'anciens membres du SPD, principalement issus de l'Allemagne de l'Ouest), l'une des deux composantes fondatrices de *Die Linke*, parti dont il est membre depuis 2007. Il prend rapidement des responsabilités au sein de *Die Linke*. En 2008, il obtient des responsabilités dans sa section, puis entre au « *comité cantonal* » l'année suivante. A cette trajectoire partisane s'ajoute un engagement syndical (IG Metall) et associatif (il est membre de plusieurs associations, notamment dans le domaine antinucléaire).

Borges Sébastien (37 ans). Né en 1975 dans une famille d'origine portugaise et dans un milieu populaire (son père est maçon et sa mère femme de ménage) peu politisé, si ce n'est le rejet du FN et l'antiracisme. Ils habitent alors dans un quartier populaire de Vandœuvre-lès-Nancy. Il s'inscrit à l'université à Nancy, où il obtient un DEUG d'histoire-géographie puis une licence d'histoire contemporaine et une licence pluridisciplinaire dans l'intention de faire du journalisme. Il fait ensuite une année de préparation pour le CAPES tout en travaillant, d'abord comme surveillant dans un établissement scolaire, puis à La Poste. Il échoue au CAPES. Il travaille ensuite dans un centre de formation professionnelle des adultes pendant quatre ans, dans un quartier populaire de Nancy, avant une période de chômage (deux ans) pendant laquelle il prépare et obtient le CRPE. Il est, depuis, professeur des écoles en Meurthe-et-Moselle. Son premier poste l'amène dans une ville communiste – Thil – dans laquelle « *les parents le félicitent lorsqu'il fait grève* ». Souhaitant s'engager contre les inégalités sociales, il commence tôt à militer (autour de ses 18 ans) au secours populaire français, par l'intermédiaire d'un de ses amis dont les parents sont militants au PCF et au SPF. Il considère rapidement cet engagement comme insuffisant. En 1994, il participe aux manifestations contre le CIP, puis adhère à l'UNEF-ID (1994) lors de son inscription à l'université. Il y rencontre des militants politiques de différentes organisations, notamment des trotskistes. Son adhésion à l'UNEF n'est pas suivie d'un engagement actif et suivi, même s'il participe aux manifestations et aux AG pendant les mouvements étudiants. Il va peu à peu s'investir davantage et, dans le même temps, se renseigner et fréquenter différents groupes politiques, s'intéressant de plus en plus à la politique. Alors qu'il est étudiant en histoire, il participe aux cours de marxisme organisés par LO à la faculté de Lettres et se rapproche de ce parti. À l'époque, il dit ne pas connaître la LCR et se renseigne sur les courants libertaires sans donner suite. Il finit par se rapprocher de la LCR et adhère aux JCR en 1999 car ce parti est « *le moins dogmatique et le plus en phase avec son temps* ». Il apprécie notamment l'engagement de la LCR sur les thématiques altermondialistes et son côté mouvementiste, à l'inverse de LO. Son premier contact se fait avec l'un des responsables des JCR à Nancy, aujourd'hui l'un des dirigeants nationaux de la GU, Alain Faradji. Il intègre la LCR quelques mois après son adhésion aux JCR. Ce n'est qu'avec l'adhésion aux JCR qu'il commence à saisir les clivages politiques internes à l'UNEF. Il est membre de la LCR de 1999 à 2009, puis, depuis, du NPA. Il participe à la campagne référendaire de 2005, puis signe différents appels en faveur de la candidature de José Bové (il considère alors qu'un membre d'un parti n'est pas le plus à même de rassembler l'ensemble des acteurs des collectifs) dans le cadre des collectifs antilibéraux (où il défend fermement le principe de non-alliance avec le PS). Il est en désaccord avec la candidature d'Olivier Besancenot mais finit par s'y rallier car « *la candidature que je souhaitais n'existait pas* ». De même, en 2010, il est favorable à une alliance entre le NPA et le Front lorrain de gauche, mais après l'échec des négociations, il suit la ligne majoritaire de son parti à l'inverse d'autres militants qui rejoignent à ce moment la GU. Actuellement syndiqué (depuis 2009) à SUD Education (il est trésorier de SUD Education 54 et de Solidaires 54), il a été membre de la FSU (SNUIPP) dès son entrée à l'Education nationale (tendance école émancipée). Il rejoint SUD Education après des conflits avec la direction de son syndicat. Avant son entrée à l'Education nationale, il avait été membre de SUD-PTT et de SUD-Santé-Sociaux. Ancien militant d'ATTAC (1998-2010) et ancien adhérent de différentes associations (collectif de chômeurs, association de solidarité avec la Tchétchénie, etc.), il est actif dans différents collectifs militants : contre la guerre en Afghanistan et en Irak, pour une paix juste et durable au Proche et Moyen-Orient, soutien aux sans-papiers. Il a été plusieurs fois candidat à des élections (législatives, régionales, municipales) sans jamais avoir été élu.

Bourdellon Jean-Baptiste (21 ans). Né en 1991 en Meurthe-et-Moselle. Ses parents sont « *intéressés par la politique* », mais ne militent pas. Il effectue ainsi sa « *première manif* » avec ses parents en 2002 contre la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle. Il s'engage à l'occasion de la contestation lycéenne de la réforme des lycées (2008) et participe à la création d'un syndicat lycéen départemental. A la même époque, il rencontre des militants étudiants du NPA, également membres de l'UNEF. Dès son entrée à l'université (en droit, à Nancy), il adhère à l'UNEF. Il devient président de l'AGE de Nancy de 2011 à 2012 avant d'intégrer le BN de ce syndicat étudiant. Il

est le premier président de cette AGE à ne pas être issu du groupe Mélenchon depuis la réunification syndicale. En 2008, il adhère à la LCR, quelques mois avant sa dissolution, puis milite au NPA (membre du comité exécutif local de 2009 à 2010), à chaque fois dans les tendances dites unitaires (UNIR à la LCR, puis Convergences et Alternative au NPA). En 2010, il fait partie de la douzaine de jeunes militants du NPA de Nancy à rallier le FG et la GU, en désaccord avec le refus du NPA de participer à une liste commune avec d'autres partis de la gauche radicale. Il est membre du conseil national de GU.

Bouvet Marine (24 ans). Naissance en 1988 dans une famille non militante. Elle suit des études de psychologie à Amiens, puis à Nancy à partir de la rentrée universitaire 2011-2012. Elle adhère à l'UNEF à Amiens en 2009 lors du mouvement étudiant contre la réforme des universités (LRU) et y milite de plus en plus activement. L'AGE de l'UNEF d'Amiens est dirigée par la tendance TUUD qui rassemble essentiellement des militants du NPA et de la GU. Elle a été élue au CROUS à Amiens ; bien que toujours adhérente de l'UNEF, elle n'y milite plus. Son engagement partisan est récent : elle prend sa carte à la GU en 2011 sans avoir transité par le NPA auparavant. Elle acquiert rapidement des responsabilités au niveau local (en charge des jeunes en Meurthe-et-Moselle) puis national (membre du BN de GU en charge des jeunes). Elle ne s'est jamais présentée à une élection politique et milite également dans une association d'aide aux enfants hospitalisés.

Calvignac Damien (24 ans). Naissance en 1988 dans les Vosges, dans une famille de gauche. Ses parents, aujourd'hui retraités et militants du PG, sont tous deux syndiqués : son père, ancien professeur dans le secondaire, est militant à la FSU ; sa mère, infirmière retraitée, est membre de la CGT. Ils participent régulièrement à des manifestations et, lorsqu'il va commencer à s'investir dans différentes actions militantes, ils le soutiennent. Il décrit les manifestations anti-Le Pen de 2002 comme un moment important pour lui et participe à ses premières actions militantes en 2003, alors qu'il est au lycée (mouvement de contestation de la réforme Fillon). Il n'adhère cependant à aucune organisation (syndicat lycéen, organisation de jeunesse ou parti). De même, il s'intéresse aux débats quant aux enjeux européens lors du référendum de 2005, mais ne participe à aucune réunion ni action militante. Elève de terminale (section économique et sociale), il s'engage dans le mouvement de contestation du CPE au printemps 2006, sans y rencontrer de militant syndical ou politique. Après avoir obtenu son baccalauréat, il s'inscrit à l'université à Nancy (puis à Metz) en culture et communication (site de Lettres et sciences humaines). Politiquement, il s'intéresse aux discours d'Olivier Besancenot et de José Bové. Son arrivée à l'université est l'occasion de se confronter aux organisations politiques et syndicales, puis de s'investir. S'il ne rencontre pas immédiatement des militants de l'UNEF, il rencontre des militants de la CNT sans que cela ne débouche sur un engagement. Ce n'est qu'à l'occasion du mouvement anti-LRU de 2007-2008 (il est alors en deuxième année) qu'il va s'investir activement, tout d'abord en participant à des assemblées générales avec un de ses amis (qui s'engagera également et deviendra président de l'AGE de l'UNEF Nancy). Il rencontre des militants de l'UNEF (par ailleurs membres de PRS et du PS) lors de ce mouvement et sympathise. Il adhère à l'UNEF assez rapidement après le mouvement et milite activement au point de devenir secrétaire général de ce syndicat. Parallèlement et par le biais du syndicalisme étudiant et des relations qui s'y nouent, il s'engage politiquement, après avoir participé à une réunion PS et à quelques réunions de la LCR puis enfin à une réunion de PRS (à laquelle il est invité par des adhérents avec lesquels il milite dans l'UNEF), organisation à laquelle il adhère. Il décrit son adhésion comme un lent processus marqué, non par la dimension idéologique, mais davantage par le relationnel. Il participe ensuite au meeting de fondation du PG en novembre 2008 et adhère immédiatement. En 2009, il s'investit dans la campagne européenne du FG, puis est candidat sur les listes du Front lorrain de gauche en 2010. Après un stage au PGE, il est salarié par la communauté d'agglomération des Lacs de l'Essonne (présidée jusqu'en 2014 par Gabriel Amard) dans le domaine de la communication. En 2014, il mène la liste du PG à Athis-Mons (8,67% des suffrages exprimés au premier tour).

Castang Violaine (22 ans). Née en 1990 dans une famille de gauche non militante, à fort capital culturel (son père, notamment, est directeur de théâtre). Originaire de Grenoble, elle déménage avec

ses parents à Epinal et est interne dans un lycée nancéen où elle réalise ses premières actions militantes en participant au blocage de l'établissement pour contester la réforme des universités (LRU). A son entrée à l'université (licence administration publique), elle participe activement à ce même mouvement étudiant et y rencontre des militants, notamment du NPA (par ailleurs militants de l'UNEF). Elle adhère en janvier 2009 au NPA au moment de son processus constituant : il s'agit de son premier engagement. Elle rejoint la tendance « unitaire » Convergences et alternative au sein du NPA (tendance majoritaire parmi les militants « jeunes » du NPA/LCR en Meurthe-et-Moselle depuis plusieurs années, sous la forme d'UNIR à la LCR puis de Convergences et alternative). Elle en démissionne dès 2010 pour rejoindre, avec un groupe de quelques militants, la GU et le FG, en désaccord avec le refus du NPA de s'allier en Lorraine avec le Front lorrain de gauche pour les élections régionales. Elle quitte la GU en 2012 pour rejoindre le PG. Quelques mois après son adhésion au NPA en septembre 2009, elle adhère à l'UNEF et y milite activement : elle est ainsi secrétaire générale de l'AGE de 2010 à 2011 et est élue au CEVU de l'université de 2010 à 2012. Elle ne s'est jamais présentée à une élection politique.

Chabalière Jacques (48 ans). Naissance en 1963 dans un milieu social (municipalité communiste) et familial favorable à l'engagement communiste : son père occupe des responsabilités départementales au PCF ; sa mère, également membre du PCF, est l'une des responsables départementales du Secours populaire français. A 15 ans, il adhère à la JC, puis en 1980 au PCF. Il quitte Nîmes en 1986 pour faire ses études à Montpellier, obtient son CAPES et devient enseignant en lettres classiques. Son premier poste d'enseignant est situé à Auxerre, dans l'Yonne (un an), puis il déménage à Tours en Indre-et-Loire, puis à Mons (à proximité de Tours) dont il est désormais conseiller municipal d'opposition. Bien qu'ayant sa carte au PCF, il n'est pas très actif pendant ces années. Il ne commence à s'engager fortement dans le militantisme partisan qu'après les changements opérés au sein du PCF à partir de 1994. Sa carrière militante est alors ascendante et rapide : en 1998, il devient secrétaire fédéral de l'Indre-et-Loire, puis intègre le Conseil national du PCF en 2000. En 2008, il devient membre du Comité exécutif national (en charge de la vie interne) et de la coordination exécutive du PCF. Il abandonne alors son emploi de professeur (détachement) pour se consacrer exclusivement à ses activités partisans. Sa carrière militante est également strictement partisane (pas d'engagement syndical ou associatif, faible capital électif).

Cholez Dominique (57 ans). Naissance en 1954, dans une petite commune rurale de la vallée de la Moselle dans les Vosges. Son père est artisan plâtrier et se déclare sympathisant socialiste (non militant). Il commence à s'intéresser à la politique à 13 ans, en lien avec les mouvements de mai 68, sans toutefois y prendre part. A 14 ans, il quitte l'école pour entamer un apprentissage de plâtrier avec son père, ce qu'il ne souhaitait pas. Il entretient des relations conflictuelles avec celui-ci auquel il associe l'engagement socialiste : *« lui se disait socialiste, petit artisan, exploiteur... lui, il m'a donné une mauvaise image du PS ! Tout de suite ! »*. Il va rapidement militer pour le Parti communiste, aidé en cela par la présence de plusieurs cellules dans les villages avoisinants. Il adhère finalement au PCF en 1971 et s'investit localement dans la création d'un journal local et d'une cellule dans son village. En 1972, il obtient un CAP de plâtrier et continue à travailler avec son père jusqu'en 1974. La période est encore propice à la multiplication des expériences professionnelles : *« J'ai dû faire une trentaine d'emplois... c'était l'époque où tu quittais le vendredi et tu retrouvais le lundi, donc c'était facile. Et puis, jusqu'à ce que je trouve le boulot qui me plaît, c'était chauffeur routier. J'ai bien aimé... c'était plaisant ça. »*. Après d'importants problèmes de santé, il est contraint de cesser ce dernier emploi et est actuellement au chômage. Au sein du PCF, il adopte des positions qui le font apparaître progressivement comme un dissident potentiel, se déclarant volontiers *« antistalinien »* et *« antinucléaire »*. Il finit par quitter le PCF, *« avant d'en être exclu »*, en 1986 et s'engage dans la campagne présidentielle de Pierre Juquin en 1988, devenant responsable départemental des renovateurs communistes. Il rencontre des militants de la LCR à cette époque. L'échec du mouvement des renovateurs communistes et des choix de vie le conduisent à arrêter le militantisme partisan avant d'adhérer à la LCR en 2007 *« quand Olivier Besancenot a déclaré qu'il voulait faire un nouveau parti »*. Il devient ensuite adhérent du NPA et y occupe des responsabilités locales. Lors des

élections européennes de 2009, il figure à la 5^e place de la liste du NPA dans l'Est. En 2010, il défend la nécessité d'une alliance avec le Front de gauche pour les élections régionales. Mis en minorité, il ne participe pas à la campagne régionale. En 2011, il est candidat aux élections cantonales au titre d'une alliance électorale Front de gauche – NPA. Il quitte ensuite le NPA pour rejoindre Convergences et alternative. En 2012, il est candidat à la députation pour le Front de gauche et adhère au PG en 2013. En parallèle de cet investissement partisan, il est également engagé dans la vie associative locale (parents d'élèves, club de football).

Cochin Yann (1950-2012). En 1967, il adhère aux JCR et s'engage activement dans les mouvements de mai 68. A la rentrée suivante, il s'inscrit aux beaux-arts, cursus qu'il abandonne rapidement. Il passe un concours pour entrer à EDF. Motivé par sa compagne qui réalise à l'époque une thèse de psychologie, il reprend en parallèle des cours du soir avant de tenter et de réussir un concours interne à EDF qui lui permet de reprendre des études, financées par son entreprise, en sciences sociales. Il est ensuite rattaché aux services de sociologie du travail de Clamart (EDF), puis devient permanent syndical (porte-parole de SUD-Energie). Il milite à la LC, puis à la FCR et à la LCR (comité central et service d'ordre), qu'il quitte en 1986, peu avant le mouvement étudiant contre la loi Devaquet. Syndicalement, il milite à la CFDT de 1973 à 1991 puis à la CGT de 1991 à 1998. Il participe à la création du syndicat SUD-Energie et en devient porte-parole (poste qu'il occupe jusqu'à son décès), aux côtés de sa compagne également syndicaliste et militante politique (FG). Candidat à plusieurs reprises, il est élu (conseiller municipal et intercommunal, adjoint au maire) à Clamart sous l'étiquette d'une liste de gauche alternative (Clamart autogestion) et participe à une majorité municipale dirigée par les socialistes avant de siéger dans l'opposition (2000-2008). En 2009, il adhère au NPA et devient l'une des principales figures de la tendance « unitaire », Convergences et alternative, constituée lors du congrès fondateur du NPA. En 2011, il quitte le NPA et rejoint le FG avec Convergences et alternative dont il est porte-parole. Il a également été militant de la Fondation Copernic.

Coquerel Eric (53 ans). Naissance en 1958 dans les Hauts-de-Seine, dans un milieu populaire. Pas d'informations quant à une éventuelle socialisation militante au sein de la famille. Il participe pour la première fois à une mobilisation contestataire en 1973 pour s'opposer à un projet de réforme du lycée. En 1979, après avoir échoué au baccalauréat, il met un terme à ses études. Il est alors proche des libertaires, mais commence à militer avec des membres de la LCR en 1981. Il y adhère en 1983 et reprend des études (baccalauréat en candidat libre, puis inscription en histoire, à Jussieu puis à Nanterre). Il adhère à l'UNEF-ID et participe au mouvement contre le projet Devaquet en 1986. Il participe à la campagne de Pierre Juquin en 1988, même s'il a des réserves quant à la forme organisationnelle. En désaccord avec la majorité de la LCR quant aux alliances avec LO et sur la question de la République, il cesse de militer dans un parti politique à la fin des années 1990. Sur proposition de François Morvan, il rejoint la campagne de Jean-Pierre Chevènement en 2002, puis intègre le secrétariat national du MRC. Il quitte ce parti, avec quelques autres, dont Eric Halphen, dès 2003, et fonde le MARS dont il deviendra président dès 2004. Il représente le MARS lors du comité Ramulaud, puis figure sur les listes régionales du PCF en 2004 (Ile-de-France). Il est très fortement investi dans la contestation du TCE (signataire de l'appel des 200), puis dans les collectifs antilibéraux (où il soutient la candidature de Jean-Luc Mélenchon au nom des collectifs antilibéraux). En 2007, il devient le président du MARS-GR après la fusion des deux organisations, et participe à l'animation du club *Maintenant à gauche* avec Clémentine Autain, Claude Debons et Christian Picquet. Il fait partie des fondateurs du PG, et intègre à ce titre le secrétariat national de ce parti (en charge des relations unitaires, fonction à laquelle sera rapidement ajoutée celle qui concerne les élections). Il est élu conseiller régional d'Ile-de-France en 2010, se présente aux élections législatives de 2012 en Corrèze, et figure à la deuxième place sur la liste Front de gauche dans le sud-est en 2014. Hormis son engagement étudiant à l'UNEF-ID, sa carrière est presque exclusivement partisane (et tardivement élective). Il est actuellement dirigeant d'une entreprise spécialisée dans la communication pour les sports maritimes.

Cyrille (53 ans). Né en 1956, résidant dans les Vosges, à proximité d'Épinal. Après un DUT en technique de commercialisation, il débute une carrière dans le secteur bancaire. Après avoir occupé des fonctions à responsabilités, il est « mis au placard » et entame une procédure devant les prud'hommes – qu'il remporte – contre son employeur. Il s'essaye pendant un an au secteur de l'assurance avant de démissionner. Il occupe alors plusieurs emplois avant de s'établir à son compte comme négociant en bois. Sa carrière militante est essentiellement partisane et particulièrement erratique. Il s'engage au PCF, parti qu'il quitte trois ans plus tard sur fond de désaccord avec le soutien au régime cambodgien. Pendant quinze ans, il ne milite plus, ni politiquement, ni syndicalement. Tout en gardant sa « conscience d'homme de gauche », il se tient à distance du politique, revendiquant ainsi de ne plus voter pendant cette période. Il reste ainsi « en sommeil » pour reprendre son expression, jusqu'à son retour au militantisme à la LCR à la fin des années 1990 – début des années 2000. Il quitte ce parti quelques années plus tard, non pour un désaccord, mais en raison de son « ennui », ne trouvant plus de motivations au militantisme. Quatre ans plus tard, il adhère une nouvelle fois à un parti, en rejoignant, dès novembre 2008, le PG dont il est membre lors de l'entretien, mais qu'il quitte quelques mois plus tard. Membre d'une association citoyenne locale, il est élu conseiller municipal (dans l'opposition) en 2008 avant de démissionner en 2010 pour laisser la place à une colistière.

Debons Claude (62 ans). Né en 1949 dans un milieu de gauche qu'il considère comme n'étant guère militant : bien que syndiqué à FO, son père ne milite pas. Menuisier, il travaille, après la seconde guerre mondiale, aux houillères. Electeurs de gauche, ses parents ne sont pas adhérents d'un parti politique. En revanche, ils sont investis dans diverses associations. Il se considère comme « programmé » pour devenir ingénieur : baccalauréat scientifique dans un lycée de Rodez, puis inscription prévue dans une école d'ingénieur à la rentrée 1968. Le mouvement de mai, auquel il participe activement, va être le déclencheur de son engagement syndical et politique, mais aussi d'une réorientation universitaire et professionnelle. En effet, à la rentrée 1968, il s'inscrit en droit et sciences économiques avant de se réorienter pour suivre un double cursus en philosophie et histoire, qu'il ne termine pas (même s'il a suivi les deux premières années). Lors du mouvement de mai 68, il fait partie des comités d'action lycéen et rencontre de nombreux militants et groupes d'extrême gauche. Si ses premiers contacts sont des militants situationnistes, c'est à la LC qu'il adhère avant la fin de l'année 1968 ; deux ans plus tard, il en devient membre du bureau de ville. Il est par ailleurs adhérent (non actif) à l'UNEF de 1968 à 1971. Il est embauché aux PTT en 1971, dans un centre de tri postal, et se syndique rapidement à la CFDT où il milite activement, prenant part à des luttes syndicales et devenant rapidement le porte-parole de sa section syndicale. Il enchaîne ensuite les expériences professionnelles et les concours administratifs : secrétaire d'intendance universitaire à Rouen puis directeur adjoint d'une cité universitaire (il sera pendant quelques temps adhérent à la CGT). Il en démissionne après avoir obtenu un concours de la SNCF en 1976, comme dessinateur en bâtiment. En 1977, il entre en poste à la gare Saint-Lazare. Sa carrière est essentiellement syndicale. Il réadhère à la CFDT à son entrée à la SNCF et devient, six mois plus tard, responsable de sa section syndicale, puis tout aussi rapidement secrétaire du syndicat. Deux ans plus tard, il est secrétaire de l'union régionale de Saint-Lazare avant d'obtenir des responsabilités au niveau régional (Ile-de-France), puis à l'échelon national. En 1992, il devient secrétaire général adjoint de la Fédération des transports et de l'équipement (FGTE) de la CFDT, puis, en 2000, secrétaire général. Il reconnaît avoir été permanent syndical pendant une quinzaine d'année environ. A la CFDT, il est l'une des figures de l'opposition de gauche dont les membres sont nombreux à faire défection en 1996 pour créer SUD-Rail. Il reste à la FGTE-CFDT jusqu'en 2003, date à laquelle il démissionne de la CFDT et rejoint la CGT. Quelques mois plus tard, il prend sa retraite de la SNCF. Il milite en parallèle à la LC, puis à la LCR dont il est membre du comité central de 1979 à 1983. Il poursuit ensuite son investissement à l'échelon national de la LCR en animant des commissions nationales (commission nationale SNCF ; commission nationale CFDT) avant de progressivement délaisser l'activisme partisan. Il quitte la LCR en 1993. Sa trajectoire militante illustre parfaitement deux décennies de tentatives avortées de recomposition de la gauche radicale, que ces tentatives soient partisans ou mouvementistes.

Comme militant de la LCR, il participe à la campagne de Pierre Juquin en 1988 et se rapproche des communistes rénovateurs avec lesquels il participe à la création de la CAP en 1994-95. Dans le même temps, il participe à la création d'Agir ensemble contre le chômage en 1993, ainsi qu'à la création d'ATTAC où il représente la FGTE-CFDT pendant plusieurs années. Il est également partie prenante de la création de la Fondation Copernic en 1998 et intègre son bureau national en 2004. En 2003, il prend part au comité Ramulaud et est l'un des organisateurs du forum social mondial avant de s'investir fortement dans la campagne référendaire de 2005 sur le TCE (son nom figure parmi les initiateurs de l'appel des 200). Il devient rapidement coordinateur des collectifs du non pendant la campagne référendaire, puis coordinateur des collectifs antilibéraux visant à la désignation d'un candidat commun à l'élection présidentielle de 2007. Après l'échec de cette initiative, il est l'un des animateurs du club *Maintenant à gauche* avec Clémentine Autain et Eric Coquerel, avant d'adhérer au PG en novembre 2008 et d'y occuper des fonctions nationales (notamment en charge de la rédaction du programme de ce parti). En 2011, il en démissionne et rejoint la GU pour continuer à participer au FG dont il est, par ailleurs, membre du conseil national de campagne à partir de 2012.

Didelot Jean-Louis (67 ans). Né en 1945 dans les Vosges dans une famille catholique pratiquante. Après un baccalauréat A (philosophie, lettres), il reprend un CAP de tourneur et travaille à Troyes de 1967 à 1969 comme tourneur. Il réside alors dans un foyer SONACOTRA avec de nombreux travailleurs immigrés. Il adhère dès 1967 à la CGT. En 1969, il entre au séminaire pendant quatre ans (jusqu'en 1973). L'ouverture de l'institution ecclésiale sur la société à partir du Concile Vatican II est propice à l'expérimentation de trajectoires moins rectilignes dans l'institution religieuse, ce qui se traduit pour lui par une durée limitée de participation au séminaire. A son ordination, il devient prêtre dans les Vosges et s'occupe essentiellement de la JOC et de l'ACO, intervenant assez peu, selon ses termes, « *dans les églises* ». Lors de l'éviction de Monseigneur Gaillot, dont il se sent particulièrement proche, il songe à renoncer à sa fonction et décide de retourner travailler en usine, ce qu'il fera jusqu'en 2005 (retraite). Particulièrement critique quant au fonctionnement de l'institution religieuse, il milite activement dans le réseau Jonas (notamment autour d'autres prêtres ouvriers défendant une orientation très sociale de l'Eglise et rejetant le pouvoir temporel du Vatican). Il milite activement contre le TCE en 2005 ainsi que dans un collectif de soutien aux personnes sans-papiers depuis les années 1990, avant d'en devenir le responsable en 2011. Il adhère au PCF en 1997, parti qu'il quitte pour rejoindre le NPA en 2008-2009. Tenant d'une orientation plus unitaire du NPA en direction du FG, il finit par quitter ce parti. Après quelques mois, il adhère finalement au PG en 2012, parti dont il est toujours membre aujourd'hui.

Durieux Victorien (27 ans). Naissance en 1985, famille non militante. Il suit des études de sociologie (master) à Nancy. Il débute une thèse portant sur la gestion de l'emploi dans les agences de Pôle emploi et dans l'intérim, mais abandonne rapidement (au bout d'un an). Il est actuellement assistant d'éducation. Cherchant à s'engager (il hésite alors entre différents partis dont la LCR et les Verts), il assiste, sur l'invitation d'un ancien ami de lycée, militant communiste, à une réunion locale du PCF. Il y adhère (2005/2006) rapidement et commence à militer. Avec quelques autres militants étudiants du PCF, il participe à la réactivation de la JC à Nancy entre 2008 et 2011/2012. Aujourd'hui intégrés aux instances partisans, ces militants ont cessé toute activité à la JC (qui n'a, à nouveau, plus d'activité sur Nancy). Il est ainsi membre du bureau de section du PCF à Nancy, tout comme Yohan Lemarre et Julie Meunier (cette dernière est désormais secrétaire départementale du PCF, membre du conseil national et conseillère municipale de Nancy), tous trois de la même génération, pour qui la JC fournissait un moyen de militer tout à côté du PCF. A la fin de son cursus universitaire, il décide d'adhérer à l'UNEF, « *par soutien* » et est aujourd'hui syndiqué à la CGT Educ'action sans y être actif. Il développe un discours critique du FG et revendique une position dominante de son parti sur la coalition. Il ne s'est jamais présenté aux élections et distingue fortement militantisme politique (dans lequel il se reconnaît et s'investit) et militantisme syndical (qu'il soutient sans militer) ou associatif.

Egloff Jean-Henri (57 ans). Originaire de Toul (Meurthe-et-Moselle), né en 1955 dans un milieu familial de gauche (même s'il pense que sa mère vote à l'origine à droite). Il reçoit une socialisation

militante et religieuse (sa mère est catholique pratiquante) et est amené à rencontrer des prêtres (par ailleurs militants du PSU). Ses parents sont enseignants et participent aux manifestations et grèves de mai 68. Ils militent activement contre la guerre d'Algérie. Son père est militant au PCF et y occupe des responsabilités locales. Il adhère en 1970 (à quinze ans) à la JC, puis au PCF en 1972 lors de la fête de *L'Humanité*. En 1975, il débute des études de droit à Nancy mais fréquentera très peu les travées de l'université (présence peu soutenue pendant deux ans à la faculté). Il devient en effet la même année responsable de la JC en Meurthe-et-Moselle Sud et permanent de cette organisation. Il est également adhérent à l'UNEF et à l'UEC sans cependant y militer. En 1979, après son service militaire, il devient secrétaire d'une section PCF de Meurthe-et-Moselle. Depuis 1975, il est par ailleurs membre du conseil fédéral du PCF. En 1979, il entre à la SNCF et se syndique immédiatement à la CGT. Son engagement partisan est marqué par une récurrente dimension contestataire vis-à-vis de l'appareil communiste : en 1992, il participe à une liste communiste dissidente lors des élections régionales en Lorraine et est proche des refondateurs communistes ; en 2008, il soutient une liste menée par la LCR lors des élections municipales à Nancy (alors que le PCF participe à une liste PS-PCF) ; en 2010, il est l'un des principaux animateurs des dissidents communistes participant au Front lorrain de gauche (alors que la direction fédérale du PCF participe à une liste PS-PCF), etc. Il est très actif pendant la campagne référendaire de 2005 et les collectifs antilibéraux de 2005-2006. Depuis l'entretien, il a quitté le PCF et se déclare « *compagnon de route* » de la GU.

El Harradi Mounir (33 ans). Né en 1979 en Meurthe-et-Moselle dans une famille non militante. Après un baccalauréat économique et social, il entre à l'université en 1999 à Nancy et débute des études d'AES (maîtrise) tout en travaillant comme maître d'internat-surveillant d'externat dans un établissement scolaire. Il commence à s'investir lors d'actions antiracistes, puis, en septembre 2001, adhère à l'UNEF. Il devient, dès le début de l'année 2002, président de l'AGE de Nancy (succédant ainsi à Stéphane Viry), poste qu'il occupe jusqu'en 2005. Particulièrement actif lors des différents mouvements étudiants, il milite également pour le rejet du TCE en 2005. Il adhère au PS en 2002 et y milite dans les tendances de gauche jusqu'en 2008 (Gauche socialiste, Nouveau Monde, Trait d'Union). Bien que dubitatif lors de la création de PRS, il finit par y adhérer. Peu à peu, il prend ses distances avec le groupe Mélenchon. Alors que ce dernier s'engage dans la dissidence et la création du PG à l'issue du congrès de Reims de fin 2008, avec d'autres militants socialistes (Julien Vaillant, conseiller régional de Lorraine, Grégory Grandjean, conseiller général, etc.) il choisit de soutenir la motion de Bertrand Delanoë, puis intègre une équipe fédérale dominée par les proches de Martine Aubry. Depuis 2006, il est délégué fédéral du PS en Meurthe-et-Moselle. Il a été membre d'ATTAC.

Fetet Louise (27 ans). Naissance en 1985 dans les Vosges, dans un milieu familial propice à l'engagement politique, tant par les discussions politiques courantes qui s'y déroulent que par l'engagement socialiste de son père (secrétaire de section, membre du conseil fédéral, candidat à plusieurs reprises à différentes élections). Elle commence à s'engager en 2002 lors des manifestations anti-Le Pen. Plusieurs membres de sa famille (frères, cousins) sont également militants politiques au FG ou au PG. Après avoir fréquenté le lycée à Epinal, elle débute des études de droit à Nancy en 2003 qu'elle abandonne en 2004-2005 pour se réorienter en lettres. Dès 2003, elle monte une troupe de théâtre, et décide de s'y consacrer professionnellement depuis 2006, tout en étant, dans un premier temps, assistante d'éducation (quatre ans). Dès son inscription à l'université (2003), elle adhère à l'UNEF et, quelques mois plus tard, au PS. Elle y milite dans les tendances de gauche (Nouveau Monde puis Trait d'Union), mais y consacre peu de temps et n'occupe aucune responsabilité partisane. Elle adhère également au MJS, sans y militer. Elle est beaucoup plus active à l'UNEF où elle occupe la fonction de secrétaire générale d'AGE (elle est également élue au CROUS). Elle cesse brutalement de militer à l'UNEF en 2004 et démissionne, ne supportant plus les relations internes. Le rejet d'un militantisme devenu quasi-permanent explique également l'arrêt brutal de son activisme. Elle quitte alors Nancy et, après une période de faible militantisme, elle s'engage dans le mouvement anti-CPE de 2006. Elle milite également à PRS, de sa création à 2008, date à laquelle PRS devient le PG. Elle quitte alors le PS pour rejoindre le PG. Actuellement non syndiquée, elle a été adhérente du SNES-FSU lorsqu'elle était assistante d'éducation. Elle est adhérente de plusieurs

associations locales, ainsi que de la Fédération des œuvres laïques. Elle ne s'est jamais présentée à une élection politique.

Franco Hélène (41 ans). Née en 1971 dans le Jura dans une famille de gauche. Admiratrice de François Mitterrand, elle commence à militer en 1986 contre la réforme Devaquet et adhère au MJS. Après des études à Sciences Po Paris, elle intègre l'École nationale de la magistrature à Bordeaux. Elle est actuellement magistrate en région parisienne. Militante de SOS Racisme de 1990 à 1992 et du MJS de 1986 à 1988, elle adhère au PS et s'investit dans les tendances de la gauche du parti : Nouvelle école socialiste, Gauche socialiste, Nouveau Monde et Trait d'Union. Très active lors de la campagne référendaire de 2005, elle milite également à PRS entre 2004 et 2008. Proche de Jean-Luc Mélenchon (et de François Delapierre qu'elle connaît depuis Sciences Po), elle quitte le PS en 2008 pour rejoindre le PG. Membre du bureau national en charge de la commission « justice et libertés », elle devient ensuite présidente de la commission des conflits de ce parti. Membre de l'UNEF-SE pendant son cursus universitaire, elle adhère ensuite au Syndicat de la magistrature dont elle est vice-présidente de 2004 à 2006, puis secrétaire générale de 2006 à 2008. Elle a été candidate à de nombreuses reprises et élue conseillère municipale d'opposition à Champagnole (Jura) de 2001 à 2004. En 2009, elle mène la liste Front de gauche aux élections européennes, dans la circonscription Est.

Gauthier Elisabeth (61 ans). Naissance en 1950 en Autriche (dans une famille de droite). Par des rencontres, elle se familiarise avec les idées de gauche, notamment à l'université (histoire) où elle rencontre des groupes de gauche (trotskistes, communistes, sociaux-démocrates). Elle est très marquée par mai 68 et par l'arrivée de la social-démocratie au pouvoir en Autriche en 1970, pour la première fois (Bruno Kreisky). Elle devient enseignante, et adhère à un groupe d'« *enseignants démocratiques* » (proches du PC autrichien), puis au KPÖ (avec la volonté de le moderniser), tout en étant fortement critique : « *avec beaucoup de mal au ventre parce que... je sentais bien que c'était un parti dirigé par Moscou, à l'époque. Mais, en même temps, il n'y avait pas tellement le choix* ». Elle décrit davantage une adhésion intellectuelle au communisme et au marxisme, plutôt qu'aux pratiques militantes, tant du KPÖ que du PCF. Cette distance critique ne l'empêche pas de fréquenter les différentes écoles du parti, notamment l'école de Moscou (stage d'un mois) en 1976. Lors de vacances à Cuba, elle rencontre un militant communiste français et décide d'emménager en France après avoir obtenu un échange de poste de professeur entre la France et l'Autriche, en banlieue parisienne. Elle adhère au PCF en 1979 (lors de la fête de *L'Humanité*) et reprend des études en France, obtenant un DEA d'Histoire. Elle envisage de réaliser une thèse sur l'arrivée au pouvoir de la social-démocratie en Autriche, mais ce projet ne se réalise finalement pas. Elle réside dans l'Essonne où elle a fait l'essentiel de sa carrière partisane. En 1984, après avoir été trésorière de sa cellule, elle devient secrétaire de section et entre au conseil départemental. En 1994, elle entre au CN et abandonne ses responsabilités partisans dans sa section. Elle est très réservée quant à la nomination de Robert Hue à la direction du PCF. La création d'Espaces Marx en 1995 et la proposition de sa responsable, Francette Lazard, d'y travailler, lui offre l'opportunité d'une reconversion plus en adéquation avec ses dispositions militantes et intellectuelles (fort intérêt pour les questionnements idéologiques). Elle participe à la fondation du réseau Transform !, ce qui contribue à renforcer ses liens avec les milieux intellectuels critiques en Europe. Sous la direction de Patrice Cohen-Seat, alors responsable d'Espaces Marx, elle participe à la fondation du PGE, à des mouvements altermondialistes et est très active dans la contestation du TCE en 2005 (signataire de l'appel des 200), comme dans les collectifs antilibéraux de 2005-2006. Ces différentes activités permettent une diversification de son capital militant et sont un point d'appui pour une mise à distance critique quant à l'engagement partisan, tout en le maintenant (elle est, à la même époque, membre de la coordination exécutive nationale du PCF).

Génévée Frédéric (46 ans). Naissance en 1966 dans une commune de la banlieue rouge (Ivry-sur-Seine, ville communiste depuis 1920) dans un milieu modeste (son père est peintre en bâtiment, sa mère assistante maternelle). Sa famille est plutôt de « centre-droit ». Sa jeunesse est fortement

marquée par le communisme municipal (colonies de vacances, etc.). Il réside actuellement dans le Val d'Oise où il est professeur d'histoire-géographie en lycée. Il entre à l'université à la rentrée 1984, en histoire, et obtient son CAPES en 1989, puis l'agrégation en 1993. En 1996, il débute une thèse d'histoire portant sur les relations du PCF à l'état de droit, thèse qu'il soutient en 2004. A son arrivée à l'université, il est déjà membre depuis deux ans de la JC (adhésion en 1982), et adhère immédiatement à l'UNEF-SE dans laquelle il va fortement s'investir et occuper diverses responsabilités. Il intègre son bureau national en 1986, lors du mouvement Devaquet, puis son secrétariat national l'année suivante (en charge de la coordination de la région parisienne). Il est alors également membre de l'UEC. Il adhère au PCF en 1987 et devient secrétaire de cellule et membre du comité de section d'Ivry en 1989, poste dont il démissionne en 1995 après un déménagement dans le Val-de-Marne. Deux ans plus tard, il décide de s'investir non plus dans une section géographique, mais sur son lieu de travail. Il a été membre du conseil fédéral du PCF du Val-de-Marne. A partir du milieu des années 1990, il s'investit à l'institut de recherche marxiste puis à Espaces Marx dont il devient membre du comité de direction, poste dont il démissionne en 2004 lorsqu'il est nommé au comité exécutif national du PCF (en charge des archives). En 2000 (congrès de Martignes), il acquiert des responsabilités nationales en entrant au CN du PCF. C'est également à cette époque qu'il commence à se faire plus critique quant à la mutation de Robert Hue qu'il perçoit comme étant devenue un « *synonyme de participation gouvernementale* ». En 2004, il intègre le CEN, instance dont il démissionne en 2006 (il reste néanmoins membre du CN) pour protester contre la désignation de Marie-George Buffet et l'abandon de fait de la démarche des collectifs antilibéraux. Il réintègre le CEN lors du congrès suivant. Proche de Roger Martelli depuis la fin des années 1980, puis des communistes unitaires, il fait cependant le choix de rester au PCF lorsque ceux-ci le quittent pour rejoindre la FASE en considérant que la création du FG « *allait dans le bon sens* ». Après avoir été adhérent à la CGT du livre, il est syndiqué au SNES-FSU (sans y occuper de responsabilités). Il ne s'est jamais présenté à une élection politique.

Girod Emmanuel (44 ans). Né en 1968, dans une famille de gauche (du côté de sa mère) assez engagée (politiquement et syndicalement). Il réside à Besançon (Doubs). Après un DEA de droit public et science politique, il devient collaborateur d'un groupe d'élus écologistes au conseil régional de Franche-Comté et adhère à Convergences, écologie, solidarité en 1996. Lorsque ce groupe fusionne avec Les Verts, en 1998, il décide de rejoindre le PS et y milite rapidement dans les tendances de gauche : la Gauche socialiste, puis Nouveau Monde et Trait d'union. Après avoir perdu son emploi au conseil régional (son parti ne dispose plus de suffisamment d'élus), il tente et obtient le concours de l'inspection du travail en 1999. Sa formation lui laisse peu de temps pour le militantisme politique. Il participe à la fondation de PRS en 2004, en devient l'un des principaux animateurs dans son département et intègre son CN. En 2005, il participe activement à la campagne pour le non au référendum, ce qui conduit à une forte détérioration de ses relations internes au PS, parti dans lequel il est membre du conseil fédéral (où il représente Trait d'union). Il quitte le PS en 2008 pour participer à la création du PG dont il devient secrétaire départemental et membre du CN avant d'intégrer son bureau national. Il est militant syndical à la CGT et membre de la commission exécutive nationale de sa fédération. Bien que candidat à plusieurs reprises, il n'a jamais été élu.

Hanegreefs Pierre (32 ans). Naissance en 1979, issu d'un milieu populaire. Quelques mois après avoir obtenu un BTS en maintenance, il est embauché, à 21 ans, dans une entreprise du bâtiment comme électricien-poseur. Bénévole (et bénéficiaire) aux Restos du cœur dès l'âge de 15 ans, la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle de 2002 l'amène à s'interroger sur l'éventualité d'un engagement partisan, mais ce sont les conditions salariales qu'il rencontre dans son entreprise et plus encore, la question sociale, qui motivent son engagement : absence de tout syndicat, journées à rallonge, fortes inégalités au sein de l'entreprise, faiblesse des salaires, etc. A 23 ans, il démissionne et reprend des études d'histoire à Nancy. Il y rencontre des militants LO et entre « en liaison » selon la terminologie de LO. Sur incitation de ses contacts à LO, il adhère à l'UNEF (2003) à l'occasion du mouvement étudiant contre la réforme LMD. En désaccord avec le fonctionnement de LO, il cesse rapidement tout militantisme dans ce parti pour se consacrer au

syndicalisme étudiant (2003-2007) : il occupe successivement les responsabilités de trésorier, secrétaire général puis président de l'AGE de Nancy. Ce militantisme étudiant l'amène à côtoyer les militants du groupe Mélenchon (Nouveau Monde à l'époque) qui dirigent l'AGE de Nancy depuis le début des années 2000. En 2004, il participe ainsi à la réunion de fondation de PRS, « *un peu par hasard* » sans savoir très bien à quoi il participe. Séduit par le discours qui y est produit, il y adhère et s'engage rapidement au PS ce qui lui permet de prendre part à la campagne interne pour le non au TCE. Il participe activement à la campagne référendaire pour le non en 2005, représentant de l'UNEF (il est alors secrétaire général) dans les collectifs locaux pour le non. Peu après cette campagne, il succède à Mounir El Harradi comme président de l'AGE, ce qui le conduit à être l'un des principaux acteurs locaux du mouvement anti-CPE. Adhérent socialiste, il y est cependant peu actif, ayant le sentiment de ne pas y être à sa place, d'être un « *OVNI* ». Néanmoins, il participe aux activités de sa section (commune à proximité de Nancy). En 2008, il adhère immédiatement au PG dont il devient rapidement secrétaire départemental en Meurthe-et-Moselle et membre de son conseil national. Depuis, il a été candidat du FG à plusieurs reprises (élections régionales, cantonales, législatives, etc.). Il est syndiqué à la CGT.

Hatzig Patrick (54 ans). Naissance en 1958 à Pompey (Meurthe-et-Moselle). Elevé par sa mère (père décédé lorsqu'il avait dix ans), ouvrière à l'usine de sidérurgie de Pompey. Famille non communiste. Il obtient un CAP-BEP de comptabilité et entre à l'usine de Pompey en 1976. En 1980, il adhère au PCF et intègre le conseil fédéral en 1982 alors que la fédération est rénovatrice. Il fait partie de l'opposition, favorable à la direction nationale. En 1984, il accède à des responsabilités syndicales (CGT) dans son usine et à l'échelon départemental. Après la normalisation de la fédération débute une période d'instabilité de la direction communiste départementale, ce qui accélère son ascension (par la fidélité à la direction nationale). En 1993, il devient secrétaire de la fédération de Meurthe-et-Moselle, puis en 1994, membre du Conseil national du PCF (il le restera jusqu'en 2003, date à laquelle il n'est pas reconduit à cette fonction, contre son souhait). Alors que dans la séquence précédente, il est proche des positions de George Marchais, il évolue et soutient la démarche entreprise par Robert Hue. Il reste secrétaire fédéral de la Meurthe-et-Moselle jusqu'en 2012 (date à laquelle lui succède Julie Meunier, ancienne responsable de la JC). Il devient alors secrétaire régional du PCF. Cette carrière partisane se double d'une carrière électorale : conseiller municipal de Nancy de 1995 à 2014, puis conseiller à la Communauté urbaine du grand Nancy (CUGN) à partir de 2001 ; conseiller régional à partir de 2001, puis vice-président aux transports depuis la conquête par la gauche de la région Lorraine en 2004. Il retrouve ce mandat lors des élections régionales de 2010 où il figure sur une liste d'union de la gauche. Il participe à la campagne référendaire de 2005. Sa carrière passe progressivement de partisane et syndicale (à dominante partisane) à partisane et électorale (à dominante électorale). Hormis son adhésion au PCF et à la CGT, aucun autre engagement militant ne lui est connu.

Jouira Nordine (31 ans). Naissance en 1981 dans une famille non militante et « *pas politisée du tout* », il est issu d'un milieu populaire (son père est ouvrier dans le bâtiment, sa mère n'a pas d'emploi). Ses premiers actes militants se déroulent lors de son inscription en AES à l'université à Nancy, après un baccalauréat économique et social (il obtient un master). Aujourd'hui directeur d'association, il réside et milite à Nancy. Il explique son engagement à gauche par son origine sociale (et notamment le mode de vie des plus modestes de ses parents) et l'éducation qu'il a reçue : « *Nos parents nous ont toujours dit : si tu veux bien vivre et pas vivre difficilement, il faut que tu réussisses à l'école* ». Bien qu'il soit difficile pour lui de définir chronologiquement son premier engagement tant les militantismes syndical, politique et antiraciste se superposent, il semble commencer à s'investir en assistant, sur l'invitation d'amis par ailleurs militants, à quelques réunions de la Gauche socialiste. Il adhère à l'UNEF (il est alors en deuxième année d'AES) à la fin de l'année 2001, début 2002 après un compagnonnage militant avec les militants de l'UNEF et de la GS, notamment sur des actions « *antidiscriminatoires, en lien avec SOS Racisme* » (il participe ainsi à des opérations de « *testing* » à l'entrée des discothèques). Il n'adhère pourtant pas à SOS Racisme. Quelques mois plus tard, il adhère (en 2002) au PS et à la GS, « *c'est rapide, l'histoire de six mois* ». Ainsi, bien que l'engagement

initial soit indissociablement syndical, politique et antiraciste, l'engagement formel dans le syndicalisme étudiant est préalable à l'engagement partisan. De plus en plus actif à l'UNEF, il devient secrétaire général de l'AGE de Nancy pendant un an, avant de se désinvestir pour se consacrer à ses études. De 2002 à 2008, il est également adhérent du PS. Bien que n'exerçant aucune responsabilité dans ce parti, il y milite dans les tendances de gauche (Nouveau Monde puis Trait d'Union) et est particulièrement actif dans PRS de sa création en 2004 à sa dissolution en 2008. Il participe ainsi à la campagne référendaire de 2005, ainsi qu'au le mouvement étudiant de 2006 (CPE). Depuis 2008, il est militant du PG et y occupe des responsabilités locales en tant que co-secrétaire de comité et membre de la coordination du PG en Meurthe-et-Moselle. Il est également syndiqué au SNES-FSU.

Kaiser Claude (48 ans). Né en 1964 dans une famille de gauche. Son grand-père et sa mère était syndiqués à la CGT et militants communistes. Il devient fonctionnaire au service des impôts en 1983 et se syndique immédiatement à la CGT où il milite de manière irrégulière en participant aux principales actions syndicales. Il est aujourd'hui secrétaire de sa section syndicale. Il s'engage véritablement dans un militantisme actif sur un tout autre enjeu en 1995 contre le choix de créer un site de stockage des déchets radioactifs à Bure (Meuse), proche du village où il réside et dont il est élu municipal. Il adhère alors à l'association anti-Bure et y prend des responsabilités. Très rapidement, il entend ne pas se limiter au militantisme associatif et adhère aux Verts la même année, parti qu'il quitte en 1999. En effet, en 1998, il participe à une délégation de militants anti-Bure auprès des membres du cabinet de Lionel Jospin. Il a le sentiment que les revendications ne sont pas écoutées et va se radicaliser progressivement. Il s'intéresse au discours d'Olivier Besancenot lors de la campagne présidentielle de 2002, puis adhère à la LCR en 2003. Depuis 2009, il est membre du NPA. Il participe à la commission nationale écologie de ce parti. De 2001 à 2008, il devient maire de son village (Ménil-la-Horgne, moins de deux cents habitants) et parraine, en 2007, la candidature d'Olivier Besancenot pour l'élection présidentielle. Depuis 2008, il est adjoint au maire. En 2005, il participe à la campagne du non avec les autres organisations de gauche radicale, mais conteste l'interprétation qui en est faite par les autres acteurs, notamment parce qu'il rejette l'idée d'une conquête du pouvoir par les urnes et les principes de la démocratie représentative. Il a été adhérent d'ATTAC. Au sein du NPA, il est proche des tendances les plus radicales et se montre très critique envers le FG avec lequel il n'envisage aucune alliance.

Krivine Alain (69 ans). Né en 1941 à Paris, il est membre des Vaillants puis adhère à la JC en 1956, puis à l'UEC dont il devient secrétaire de la section de la Sorbonne (DES d'histoire contemporaine) et membre du comité national (à ce titre, il participe à l'école centrale de la jeunesse communiste). Il est également membre du PCF : *« J'ai été envoyé à Moscou comme les meilleurs communistes. Je ne suis pas resté très longtemps, mais suffisamment pour être dans la direction et être un bon stalinien, de choc. Pas longtemps »* (entretien, 26 novembre 2010). Au début des années soixante, il adhère au PCI (notamment sous l'influence de ses frères) et pratique l'entrisme à l'UEC et au PCF avant d'en être exclu. Il participe alors à la fondation de la JCR puis est l'un des animateurs du mouvement de mai 68 (ce qui lui vaut d'être emprisonné). Après la dissolution de la JCR, il est l'une des principales figures de la LC, en particulier après sa candidature à l'élection présidentielle de 1969. Après la dissolution de la LC en 1973 (dissolution motivée par les affrontements visant à empêcher la tenue d'un meeting d'Ordre Nouveau), il participe à la FCR puis à la LCR dont il devient membre du bureau politique jusqu'en 2006 et continue à être l'un de ses porte-paroles. Il reste aujourd'hui une des principales figures du NPA. Il est à nouveau candidat à l'élection présidentielle en 1974, mais la LCR renonce à sa candidature en 1988 (soutien à Pierre Juquin) et en 1995 (faute de parrainages en nombre suffisant). Entre 1999 et 2004, il est élu député européen sur une liste LO-LCR et siège comme apparenté au groupe GUE-GVN. Pendant l'essentiel de sa carrière, il est permanent politique à la LCR.

Leclercq Philippe (63 ans). Naissance en 1948 en Meurthe-et-Moselle. Il est aujourd'hui retraité. Ses premiers engagements sont associatifs et syndicaux : il s'investit fortement à la FCPE, puis à la CFDT (en devenant représentant syndical dans un comité d'entreprise), et participe également à plusieurs

associations (de solidarité ; collectif pour des transports gratuits ; association de promotion de la décroissance). En 1999, il adhère pour la première fois à un parti politique (Les Verts). Il y prend rapidement des responsabilités en devenant secrétaire départemental en Meurthe-et-Moselle et en obtenant des mandats électoraux. Il est ainsi adjoint au maire de Pompey de 2001 à 2008, et conseiller régional de Lorraine de 2004 à 2010, délégué à la démocratie participative. Proche des courants de la gauche des Verts, il s'engage fortement dans la campagne référendaire contre le TCE en 2005, puis dans les collectifs antilibéraux et soutient José Bové lors de l'élection présidentielle de 2007. Il quitte alors Les Verts et participe à la transformation du comité départemental de soutien à José Bové en une organisation pérenne, la Gauche alternative 54 (membre de la coordination nationale des collectifs antilibéraux avant de devenir un groupe local de la FASE). Cette organisation participe localement au Front de gauche depuis 2009. Philippe Leclercq est tête de liste pour le Front lorrain de gauche en 2010. Il échoue à obtenir l'investiture FG pour les élections législatives de 2012. En 2014, il se désengage du militantisme politique.

Maillard Salin Benoît (28 ans). Né en 1985, dans une famille de gauche. Son père a été militant à l'AJS-OCI avant d'adhérer au PS, puis de rendre sa carte. Il militait également à la FSU. Malgré cela, Benoît considère que la politique est tout à la fois très présente, mais fait peu l'objet de discussions chez lui. Il participe à ses premières actions militantes alors qu'il est au lycée, en 2002, en manifestant contre la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle. Il entre ensuite à l'université, en STAPS, à la rentrée 2003-2004, et s'engage dans une association étudiante dont il va devenir président. Cette association participe à un mouvement de revendication relatif aux conditions d'études et aux débouchés de cette filière. Il est également actif dans le mouvement anti-CPE de 2006 qui lui donne l'occasion de rencontrer des militants de la LCR, du PCF, etc. Bien qu'actif à l'université, il n'adhère pas à l'UNEF, organisation qu'il critique fortement. Il cesse ensuite de militer et obtient en 2007 le concours de professeur d'EPS, puis voyage avant de se réinvestir, notamment dans le militantisme altermondialiste (ATTAC) avant d'être nommé enseignant à Grenoble, puis à Besançon (Doubs) fin 2010. Il démissionne rapidement de l'éducation nationale et est désormais animateur dans un foyer de jeunes travailleurs. Considérant le militantisme associatif comme limité, il adhère pour la première fois à un parti politique en 2009, au PG, mais ne commence à militer qu'à partir de la fin 2010. Les élections cantonales de 2011 sont l'occasion pour lui de fortement s'investir, notamment en s'occupant de la communication de l'un des candidats. Peu après cette campagne, il devient co-secrétaire de comité au PG. Il poursuit son engagement, de plus en plus intensément, notamment lors des campagnes présidentielle et législatives de 2012 (il est alors directeur de campagne d'Emmanuel Girod et coordonne l'action des comités FG de Besançon). Il est syndiqué à la CGT.

Mancilla Daniel (28 ans). Travaillant au Luxembourg, de nationalité espagnole, mais né en 1984 en Moselle (où il réside), au sein d'une famille nombreuse qu'il décrit comme de gauche, mais « *absolument pas* » militante, même si son père a été membre de la CGT (qu'il quitte au milieu des années 70 à la suite d'un désaccord lors d'un mouvement syndical). La politique n'est pas l'objet de discussions dans la famille. Contrairement à de nombreux militants de sa génération, il ne participe pas aux manifestations lycéennes de 2002 contre le FN. Son engagement militant est très progressif et fortement caractérisé par l'inclusion progressive dans des sociabilités estudiantines puis militantes. Il s'inscrit en faculté de droit à Nancy en 2003, après un baccalauréat scientifique (il y obtient un master avant de débiter une licence de sociologie). L'université apparaît comme un espace propice aux discussions politiques et syndicales, notamment avec plusieurs de ses amis, militants à l'UNEF. Il définit la campagne référendaire de 2005 comme l'élément déclencheur de son engagement. Après avoir voté oui sans avoir lu le texte lors de la consultation référendaire en Espagne, il s'intéresse à la campagne référendaire française et, peu à peu, acquiert la conviction qu'il était nécessaire de rejeter le TCE. Ce n'est que l'année suivante, lors du mouvement CPE, qu'il va pleinement s'engager dans l'action militante en distribuant « *des kilos de tracts* ». Il n'adhère cependant pas à une organisation lors du mouvement et ne prend pas la parole lors des AG et réunions militantes alors même qu'il est très présent, tant dans les actions que dans les réunions

d'organisation. Il s'investit intensivement pendant toute la durée du mouvement et maintient finalement son activité militante en adhérant à l'UNEF, quelques temps après la fin du mouvement. Il en devient l'un des principaux acteurs, bien qu'il y ait toujours refusé le moindre poste officiel. Il adhère ensuite à PRS, davantage intéressé par les actions d'éducation populaire que par le militantisme socialiste (il n'adhère d'ailleurs pas au PS). En 2008, il adhère immédiatement au PG (dont il est, pendant quelques mois, trésorier départemental dans les Vosges). Il s'intéresse fortement à la vie politique espagnole et hésite, pendant quelques temps, à adhérer à *Izquierda Unida* en Espagne avant d'y renoncer pour s'investir à PRS, puis au PG et au FG.

Marion Pierre (20 ans). Né en 1992, dans une famille non militante. Il décrit ses parents comme « *plutôt à gauche* » même si les discussions politiques étaient rares chez lui avant qu'il ne commence à s'engager. Son premier engagement a lieu contre la réforme des lycées préconisée par Xavier Darcos (2008/2009). Il participe alors à la création d'un syndicat lycéen local, l'ODCL (organisation départementale de convergence lycéenne), dirigé par Jean-Baptiste Bourdellon. Lors de ce mouvement, il rencontre des militants du NPA et, sur leur proposition, assiste à des réunions du NPA. Il finit par y adhérer en 2009. Bien qu'il n'ait occupé aucune responsabilité dans ce parti, il participe régulièrement aux réunions internes spécifiques aux étudiants, ce qui va le familiariser avec les questions relatives à l'enseignement supérieur. Lors de son inscription à l'université (en histoire, à Nancy), il adhère ainsi immédiatement à l'UNEF (2011), engagement qu'il ressent comme « *une évidence* » et comme une suite logique à son engagement lycéen. Se revendiquant de la tendance « unitaire » du NPA (Convergences et alternative), il quitte le NPA pour rejoindre la GU en 2011 (parti dans lequel il n'exerce aucune responsabilité). Il se consacre essentiellement au syndicalisme étudiant : trésorier de l'AGE de Nancy de l'UNEF au moment de l'entretien et élu étudiant (conseil de la vie universitaire), il devient ensuite président de l'AGE de Nancy. Il n'a jamais été candidat lors d'élections politiques.

Mathieu (30 ans). Né en 1983, dans une famille de gauche, bien que ses parents ne militent pas. Ses parents sont tous deux infirmiers, son père est membre de la CGT. Plusieurs membres de sa famille ont été militants politiques ou élus locaux : ainsi, son grand-père paternel est un militant socialiste, « *à l'époque où le PS était socialiste* », dans les années 70-80 et maire d'une petite commune de Franche-Comté ; son grand-père maternel était de « *droite républicaine* » et premier adjoint au maire d'une petite commune ; l'une de ses grands-mères a également été adjointe au maire. Il commence à militer après 2005 (il ne participe cependant pas à la campagne référendaire contre le TCE), peu après avoir obtenu son agrégation. Il réside alors à Lyon où il effectue ses études et participe au mouvement anti-CPE, puis au mouvement anti-LRU en 2007-2008. Après avoir obtenu une thèse en biologie, il devient professeur dans un lycée bisontin. Il adhère pour la première fois à un parti politique (PG) en 2010, peu après les élections régionales, puis commence à s'investir. En 2011, il est chargé au sein du PG des relations avec le PCF et s'investit dans la campagne cantonale d'Emmanuel Girod à Besançon. Il est également fortement investi dans l'organisation locale des campagnes présidentielle et législatives de 2012 et est trésorier du PG du Doubs. Il est syndiqué au SNES-FSU (sans responsabilité syndicale).

Neau Patricia (33 ans). Née en 1976 dans une famille de gauche (sa mère est militante socialiste). Résidant et militant en région parisienne, elle est monteuse de films et enchaîne les emplois courts depuis la fin de son cursus universitaire (maîtrise). Si elle n'a jamais été adhérente au PS (ni dans aucun autre parti avant 2008), elle milite néanmoins à PRS quasiment dès sa création. Elle y est à l'initiative de la création d'un stand librairie (fonctionnant en association avec la librairie du NPA, La Brèche), activité dont elle continue d'avoir la charge au PG. En 2008, elle adhère immédiatement au PG, s'investit dans son comité local avant d'en changer à la suite de conflits internes (nés d'une décision nationale relative à l'exclusion de nombreux militants de son comité). Son capital universitaire et culturel spécifique se donne à voir dans les modalités de son militantisme, successivement dans les commissions intra-partisanes relatives à la « *Télé de gauche* » puis dans les « *commandos culturels* » du PG. En dehors de son activité dans les commissions, elle exerce peu de

responsabilités partisans. Elle n'a jamais adhéré à un syndicat étudiant, à une organisation de jeunesse et n'est actuellement pas syndiquée. Sa trajectoire militante est essentiellement consacrée aux activités politiques partisans (PG) et locales (en étant active dans une association locale, la Gauche citoyenne), sans se présenter aux élections. Récemment, elle s'est de plus en plus investie dans Utopia, devenant membre de son conseil national.

Nepveu Gérard (62 ans). Naissance en 1950 dans une famille de gauche, non militante. Son père vote communiste et sa mère, communiste ou PSU. Il s'engage à la JC en 1967, « *les plus à gauche dans le lycée* », puis participe avec cette organisation aux manifestations de mai 68. Lors de ce mouvement, il rencontre des militants de la LC ainsi qu'un militant d'un groupe proche de l'OCI. Il quitte rapidement la JC, considérant cette organisation insuffisamment « révolutionnaire ». Il s'investit ensuite fortement pendant quelques années (1968-1972) dans un groupe d'étude révolutionnaire (structure contrôlée par l'OCI/AJS), organisation qu'il trouve fascinante et composée de « *durs à cuire* ». Pendant cette période, il adhère également à l'UNEF. Après une prépa, il entre en 1970 à l'école d'agronomie de Paris, puis, à partir de 1972-1973, il poursuit ses études à l'école forestière de Nancy, avant d'entrer à l'INRA où il travaille depuis. C'est à l'occasion de ce déménagement qu'il rompt tout lien avec l'OCI. En 1975, il adhère au PCF, y milite activement et occupe des responsabilités locales (secrétaire de cellule puis secrétaire de section). Il quitte le PCF au début des années quatre-vingt après avoir cessé de militer à partir de 1981. Il se désengage ensuite progressivement pour des raisons professionnelles. En 1988, il participe à la campagne présidentielle de Pierre Juquin. Depuis 1975, il est syndiqué à la CGT. Hormis le syndicalisme, il milite peu jusqu'en 2007, date à laquelle il s'engage dans la campagne présidentielle de José Bové, puis dans la création de la GA 54 (FASE) dont il est depuis l'un des principaux animateurs. Depuis, la GA 54/FASE a fusionné avec d'autres partis du FG pour fonder Ensemble !, organisation dans laquelle il milite désormais.

Parny Francis (65 ans). Né en 1947 en région parisienne, son père travaille dans le bâtiment (mètreur), famille non militante. Après avoir obtenu un baccalauréat, il s'inscrit à l'université en lettres (Sorbonne), tout en étant surveillant dans un établissement scolaire, puis conseiller d'éducation. Il s'investit syndicalement au SNES. L'engagement syndical et les rencontres militantes, tant avec des syndicalistes qu'avec des militants communistes, l'amènent à adhérer au PCF en 1970. En 1971, à peine un an après son adhésion au PCF, il devient secrétaire de section (Sarcelles). Il ne termine pas ses études, le PCF lui proposant de devenir permanent au comité central, tout d'abord auprès de Georges Marchais, puis, à partir de 1981, auprès de Pierre Juquin (sur les médias et l'audiovisuel). En parallèle, il accède à diverses responsabilités (il devient l'un des secrétaires de la fédération du Val d'Oise). En 1986, il est élu conseiller régional en Ile-de-France. Il y siège dans l'opposition pendant deux mandats, avant de devenir vice-président à partir de 1998, en charge des sports et du tourisme, puis de 2004 à 2010, en charge de la culture, et, depuis 2010, des sports et des loisirs. Après la perte de la mairie de Garges-lès-Gonesse en 1995, il siège dans l'opposition au conseil municipal. Il a été conseiller général du Val d'Oise de 1998 à 2001. Il accède au CN du PCF en 2003 et, lors du même congrès, au comité exécutif national. Il est actuellement en charge des relations extérieures du PCF. Lors de l'entretien, il évoque à plusieurs reprises l'importance de la campagne référendaire de 2005 relative à la ratification du TCE. Il est membre de la Fondation Copernic depuis 2010 (et membre de son bureau). Ancien militant du CNL, il est également adhérent de diverses associations locales, notamment sportives.

Perrin Morand (24 ans). Né en 1988 dans la Meuse, il réside à Nancy où il suit des études d'histoire. Il explique son engagement par différents événements (présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle de 2002, guerre en Irak en 2003, référendum en 2005), mais c'est lors de la contestation étudiante contre le CPE en 2006 qu'il s'investit pleinement. Tout d'abord dans ce mouvement, puis à la LCR à laquelle il adhère en 2006. Il participe ensuite à la création du NPA. Il est membre de la direction de ville de la LCR entre 2007 et 2008, puis devient membre du CPN (parlement) du NPA de 2009 à 2010, tout en étant membre du bureau du secrétariat jeune du NPA

de 2009 à 2010. Membre de la tendance UNIR de Christian Picquet, il ne quitte cependant pas le NPA en 2009 pour participer au FG. Il s'implique immédiatement dans la nouvelle tendance « unitaire », Convergences et alternative, avant de quitter finalement le NPA en 2010. Il rejoint ainsi la GU, avec une douzaine d'autres militants « jeunes » du NPA, à l'issue des négociations ratées entre les partis du FG et le NPA pour une liste commune aux élections régionales de 2010 en Lorraine. Parallèlement à son engagement partisan, il milite activement à l'UNEF où il est l'un des responsables de la tendance de gauche (tendance tous ensemble puis tendance pour une UNEF unitaire et démocratique (TUUD)), minoritaire à Nancy. Après le basculement de l'AGE de Nancy de la majorité à la TUUD, il devient l'un des cadres dirigeants de l'UNEF locale, avant d'entrer au BN de l'UNEF. Il est désormais membre de la FSU. Il a été candidat à plusieurs élections, sans jamais avoir été élu.

Petit Sylvie (47 ans). Née en 1965 dans l'Aube, elle est issue d'un milieu modeste (son père est ouvrier et sa mère employée) et d'une famille de gauche/socialiste (non militante) qu'elle qualifie de « réformiste ». Elle est statisticienne à l'INSEE et réside à Nancy. Elle fait ses études (à Paris) et obtient un DESS de démographie et mathématiques appliquées aux sciences sociales. Elle commence à militer en 1986 lors du mouvement Devaquet. Elle y rencontre un militant de LO et entre rapidement « en liaison ». Elle devient, peu à peu, une « révolutionnaire professionnelle ». Ainsi, à la fin de ses études, elle consacre une année entière au militantisme pour LO ; elle choisit son premier emploi, obtenu en 1989, en raison des disponibilités qu'il lui permet pour maintenir un engagement intense. Jusqu'à son exclusion de LO en 1997, elle sacrifie ainsi sa carrière professionnelle à son militantisme. A son exclusion, elle participe à la création de Voix des travailleurs, puis adhère à la LCR, lors de la fusion de Voix des travailleurs avec la LCR en 2000. Elle sera pendant quelques années membre de la direction nationale de la LCR. Après la dissolution de ce parti, elle adhère au NPA où elle s'oppose aux alliances avec le FG. Elle est syndiquée à la CGT. Bien que n'étant plus active syndicalement depuis 2003, elle a été auparavant fortement engagée (ancienne membre de la commission exécutive de la CGT INSEE et de l'union locale CGT). Candidate à plusieurs reprises lors d'élections, elle n'a jamais été élue.

Piotrkowski Mathieu (33 ans). Naissance en 1978 dans une famille « aux idées de gauche », mais non militante, hormis quelques rares manifestations. Educateur spécialisé en Moselle, réside et milite politiquement en Meurthe-et-Moselle. Connaissant un militant de la LCR, il adhère aux JCR en 1999 avec un de ses amis d'enfance, Bora Yilmaz. Quelques mois plus tard, il adhère à la LCR. Les JCR à Nancy sont alors dirigés par la tendance « unitaire » de Céline Malaisé et Alain Faradji (même si celui-ci n'est déjà plus aux JCR), ce qui le conduit à évoluer dans cette tendance, puis à rejoindre collectivement UNIR. Il devient membre de la direction de ville de la LCR. En 2004, il déménage dans le département voisin et participe aux activités partisans. Il ne participe cependant guère à la campagne référendaire pour des raisons professionnelles et familiales, puis s'investit dans la campagne présidentielle de 2007 avant de se désinvestir du militantisme partisan. Il se réengage en 2009 lors de la création de la GU, sans avoir participé à la création du NPA, devient trésorier départemental et l'un des candidats récurrents de ce parti (et du Front de gauche) : figurant sur la liste du Front lorrain de gauche en 2010, il est candidat aux élections cantonales en 2011 à Nancy, puis aux élections législatives de 2012, toujours à Nancy. Parallèlement à ses activités partisans, il est très actif syndicalement (hormis à l'UNEF où il adhère sans militer). Lors d'un stage dans un centre médico-social, il participe à un mouvement de défense d'un salarié licencié (syndicaliste) et son contrat n'est pas renouvelé. Il attaque son employeur aux prud'hommes, obtient un emploi-jeunes dans l'éducation nationale et se syndique au SNES-FSU pendant un an. Devenu éducateur spécialisé, il adhère à la CGT et est, au moment de l'entretien, membre du bureau de l'union syndicale départementale de la fédération santé action sociale.

Poirot Gilbert (70 ans). Naissance en 1942 à Gérardmer (Vosges) dans une famille politisée à gauche. Après la débâcle, son père rentre à Gérardmer et s'engage dans la résistance. A la Libération, il fera partie du conseil municipal pendant trois ans. Il sera quelques années membres du PCF. Les discussions politiques sont régulières au domicile familial. Gilbert Poirot obtient un CAP de tailleur de

Pierre et mène en parallèle une carrière sportive (ski de fond), comme sportif puis comme entraîneur. Même si la municipalité est à droite, le communisme est puissant à Gérardmer. Il fait son service militaire en Algérie dans un régiment d'infanterie et obtient une dérogation pour poursuivre ses entraînements sportifs l'hiver. Avec son père, il monte une entreprise de travaux publics (une quinzaine de salariés) qui applique une politique sociale paternaliste. En 1971, il devient conseiller municipal : la commune est désormais dirigée par un militant communiste, ancien maquisard et ami de son père. En 1977, la gauche perd la municipalité et ne dispose plus d'aucun élu. Il réintègre le conseil municipal en 1983, dans l'opposition, avant d'intégrer la majorité (à dominante communiste) lors de l'élection suivante. Fait particulier, des militants de la LCR participent également à l'exécutif municipal aux côtés de militants communistes et socialistes. Il devient alors adjoint au maire, puis premier adjoint en 2008 (en charge du développement durable), date à laquelle il devient également président de la communauté de communes. En 1998, il se présente à l'élection cantonale et l'emporte sur le candidat de droite (il sera réélu en 2004 et 2011). Il s'engage progressivement dans les enjeux dépassant le champ politique local : en 2002, il manifeste contre la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle ; en 2005, il participe activement à la campagne référendaire contre le TCE, puis aux collectifs antilibéraux (il y soutient la candidature de Clémentine Autain) ; en 2007, il se présente à l'élection législative avec le soutien du PCF. Alors qu'il n'avait jamais adhéré à un parti politique, il adhère immédiatement au PG à sa création et en devient membre du bureau départemental et du conseil national.

Poirson Christian (60 ans). Naissance en 1952, il réside actuellement à Nancy où il travaille à l'université (accueil des étudiants étrangers). Issu d'un milieu familial de gauche, *a priori* favorable au militantisme : son père est enseignant, syndiqué au SNES, et sa mère agent EDF, membre de la CFDT. S'ils sont électeurs communistes, ils ne militent pas politiquement. Il s'engage, il est alors lycéen, au PCmlf en septembre 1968, et choisit de ne pas faire d'études « *pour faire de la politique* ». Il commence à travailler en 1971 et se syndique rapidement à la CGT. Il quitte finalement le PCmlf en 1988, puis s'engage dans le mouvement anti-Front national en adhérant à Ras l'Front en 1992, et ce, jusqu'en 2006. Pendant plusieurs années, il sera membre du secrétariat national de cette association et l'un des rares adhérents à ne pas être militant de la LCR. Il reprend en parallèle des études d'histoire (il obtient une licence) en téléenseignement. Il participe à la campagne du « non de gauche » en 2005. Longtemps sympathisant du PCF, il y adhère finalement en 2007 et y occupe rapidement des responsabilités, devenant un an plus tard secrétaire de la section communiste de Nancy. Peu favorable au Front de gauche, il soutient néanmoins la candidature d'André Chassaigne lors de la primaire interne au PCF en 2011 pour la campagne présidentielle de 2012, puis fait campagne pour Jean-Luc Mélenchon après sa désignation comme candidat du Front de gauche, tout en étant particulièrement critique au sujet de ses interventions.

Pupunat Franck (36 ans). Naissance en 1973 à Oyonnax dans un milieu familial propice à l'engagement (parents engagés dans diverses associations), mais sans véritable engagement politique. Il adhère au PS en 1990 (à 17 ans) et s'investit dans la vie de sa section (tendance « rocardienne »). Il intègre l'IEP de Lyon où il obtient un DEA de science politique et commence une thèse, portant sur les symboles dans les congrès socialistes, qu'il finit par abandonner. Il adhère à cette époque à l'UNEF-ID et au MJS et s'investit dans ce dernier : animateur fédéral de l'Ain de 1993 à 1996, puis membre du secrétariat national en charge de la formation, puis de l'emploi. Au PS, il devient rapidement membre du bureau fédéral de l'Ain, puis du secrétariat fédéral. De 1997 à 2005, il est secrétaire de sa section. De 2005 à 2008, il est membre du conseil national du PS. En 1998, il fonde un club de réflexion autour des travaux de Dominique Méda. Ce club deviendra progressivement une tendance au sein du PS (déposant ses premiers textes de congrès en 2003), dont il est le principal animateur. Les résultats restent marginaux. En novembre 2008, il quitte le PS pour rejoindre le PG nouvellement créé (décision prise à l'été 2008). Il en devient secrétaire national aux libertés de novembre 2008 à novembre 2010, puis renonce à siéger au secrétariat national (tout en restant membre du bureau national). En août 2012, il annonce sa démission du PG, du fait de désaccords stratégiques et surtout de sa volonté de privilégier un engagement à Utopia. Il est

fortement multipositionné : engagé politiquement au PS/MJS puis au PG, il est également adhérent de la CGT, de Greenpeace, et d'ATTAC.

Respingue Thibaut (38 ans). Né en 1975, il réside à Besançon (Doubs). Il est permanent du PCF du Doubs et collaborateur auprès des élus municipaux communistes à Besançon. Il définit son milieu familial comme « assez *prolo* » : ses grands-parents et ses parents étaient ouvriers. Après une carrière militaire, son père travaille dans une entreprise s'occupant de logement pour l'armée. Gaulliste, celui-ci s'engage progressivement en politique au RPR, et y occupe quelques responsabilités locales. En revanche, il ne rejoint pas l'UMP. Il se retrouve progressivement et partiellement dans les idées défendues par le FG. Du côté de sa mère, Thibaut définit sa famille comme « bien à droite », religieuse, « réac », et qualifie son grand-père maternel de « casseur de grève », etc. Lorsqu'il est lycéen, il rencontre des militants, notamment de LO (qui « font » régulièrement la sortie de son lycée), mais est régulièrement en désaccord. Il commence cependant à militer, et se dit proche de militants de la JC de Belfort. Il participe ainsi au mouvement contre le CIP en 1994. Après son service militaire (à propos duquel il livre un récit positif, soulignant le « brassage social », mais aussi ce qu'il perçoit comme un véritable fait d'arme : celui d'être étiqueté comme « rouge » parce qu'il possédait deux livres de Che Guevara...), il s'inscrit à l'université (Besançon) en histoire. Certains de ses amis sont déjà militants, notamment dans le syndicalisme étudiant. Bien que proche du PCF, il n'y adhère pas, en désaccord avec la ligne défendue par Robert Hue (ce qui l'amène à se décrire comme marxiste plutôt que comme communiste). Il adhère alors à l'UNEF, pour laquelle il sera élu étudiant au conseil de son UFR. Lors de la réunification, il ne reprend pas sa carte à l'UNEF qu'il trouve « trop proche du PS ». Il milite activement dans la mouvance altermondialiste et à l'AFPS dont il crée la section locale. Après son cursus universitaire (bac + 5), il fait quelques remplacements comme professeur d'Histoire avant de renoncer au professorat. Il participe aux collectifs antilibéraux de 2006 (lors desquels il soutient la candidature de Clémentine Autain). Il adhère au PCF en 2008, peu après avoir terminé un contrat de chargé de mission au conseil général du Doubs. Les élus communistes lui proposent alors de devenir collaborateur du groupe communiste au conseil municipal de Besançon. Dès l'année suivante, il devient co-secrétaire de la section bisontine du PCF. Il considère le FG comme un moyen pour le PCF de « se relever », et est plutôt favorable à cette coalition, même s'il est souvent très critique quant aux autres partis, en particulier le PG. Favorable initialement à la candidature d'André Chassaigne, il finit par défendre celle de Jean-Luc Mélenchon et fait un récit enthousiaste de la campagne présidentielle. En dehors du syndicalisme étudiant, il n'a jamais été membre d'un syndicat.

Savelli Fabien (35 ans). Né en 1977, originaire de Longwy (Meurthe-et-Moselle) dans un milieu familial de gauche, mais non militant. Ses parents travaillent dans la sidérurgie : son père est ouvrier qualifié, issu de l'immigration (travail et antifascisme) italienne ; sa mère est ouvrière spécialisée. Après deux ans dans un lycée agricole de Nancy, il termine sa scolarité dans un lycée général de Longwy et obtient un baccalauréat (série économique et social). Il s'inscrit alors à l'université à Nancy, en géographie, puis se réoriente rapidement en sociologie. Il termine ses études en 2004 en obtenant un DESS de sociologie. Après un stage, il est embauché dans une association aidant des porteurs de projets à lancer leur entreprise, puis démissionne pour changer complètement de carrière professionnelle. Il est actuellement artisan cordonnier. Il réside dans une petite commune des environs de Nancy. Il commence à rencontrer et fréquenter des militants de gauche à son arrivée à la faculté et lors d'un mouvement des surveillants (MI-SE) en 1998 : des militants de la LCR, mais aussi des militants antifascistes. Il adhère à la LCR en 2001, mais ne renouvelle pas sa carte et s'investit dans la mouvance antifasciste (SCALP) avant de reprendre sa carte à la LCR en 2004, puis à partir de 2009, au NPA. Il n'a jamais été adhérent d'un syndicat étudiant ou d'un syndicat et, s'il s'est déjà présenté à des élections, il n'a jamais été élu. Il n'occupe actuellement pas de responsabilités au sein du NPA.

Thomas Stéphane (49 ans). Originaire des Vosges, né en 1963 dans un milieu populaire, il se définit comme un « *gosse de prolos* ». Il perçoit ses parents comme plutôt à gauche et classe son père

comme sympathisant socialiste ayant peut-être été membre de la CGT, mais réaffirme rapidement avoir grandi dans un milieu « pas du tout politisé » et non militant. Après avoir obtenu son baccalauréat en 1980, il fait une première année d'IUT informatique, puis des études d'histoire de l'art, tout en préparant un concours administratif (INSEE), qu'il obtient (ainsi qu'un DEUG). Il cesse alors ses études pour se consacrer à son travail et aux concours internes, lui permettant de suivre une formation de l'INSEE de 1988 à 1991. Il commence à militer alors qu'il est étudiant, période pendant laquelle il rencontre des militants de l'OCI. Il entre alors « en liaison » avec un militant de ce parti pendant quelques mois. Il n'intègre finalement pas cette organisation, son contact ne le trouvant « pas assez investi » : « j'étais un branleur » ; « ça cadrait mal avec le militantisme de l'OCI de l'époque ». Il continue cependant à s'intéresser à la politique et se rapproche du PCF, dans les Vosges cette fois. Il est alors candidat sur une liste municipale de gauche (PS-PCF) dans sa commune. Il participe ensuite à quelques réunions de cellule du PCF mais n'y adhère pas. En 1988, il est attiré par la campagne de Pierre Juquin et commence à entendre parler de la LCR. Après avoir été à nouveau candidat sur une liste PS-PCF lors des municipales de 1989, il se désinvestit jusqu'à la fin des années 1990. Il explique son désinvestissement par le délitement local du PCF, sa vie familiale, sa reprise d'études et son déménagement à Nancy, puis pendant quelques années à Paris (il revient à Nancy en 1992). Il se réinvestit politiquement à la fin des années 1990 et adhère aux Verts de 1999 à 2001. Il participe aux réunions et se retrouve dans les idées défendues, notamment sur la question du nucléaire, mais quitte finalement Les Verts avant l'élection présidentielle de 2002, avançant des difficultés à s'intégrer et à saisir les jeux internes. Il s'investit alors dans la chorale des sans-noms à partir de 2002 où il rencontre de nombreux militants de gauche radicale et d'extrême gauche. En 2005, il participe à la campagne du non avant d'adhérer à la LCR (2005). Après les collectifs antilibéraux, il s'investit dans la campagne d'Olivier Besancenot dont il garde un bon souvenir, en particulier du fait d'un nouvel afflux militant à la LCR. Il poursuit ensuite son engagement au NPA à partir de 2009. Même s'il s'est déjà présenté à des élections (notamment aux municipales de 2008 sur une liste alliant la LCR à la GA 54 à Nancy), il est très critique au sujet des élections et préférerait que son parti, à l'exception des élections locales, ne se présente pas (rejet de toute compromission). Il se syndique à la CGT dès les années 1990 mais ne milite qu'à partir des années 2000 dans un cadre qu'il présente comme favorable au syndicalisme (INSEE) : « C'est facile d'être syndiqué, les syndicats sont très respectés, il n'y a aucune répression... ». Dans ce cadre, il rencontre des militants de la LCR (qu'il côtoie par ailleurs à la chorale des sans-noms) qui montent une section CGT, ce qui lui permet de se réinvestir politiquement en 2005. Il a depuis quitté la CGT pour rejoindre SUD. Il est membre de RESF.

Venier Yann (42 ans). Né en 1970 dans une famille qu'il décrit comme non militante, même si son père est syndiqué à la CGT, ce qu'il considère comme une « obligation » de son travail comme docker ; sa mère, qu'il décrit comme de gauche et ayant une « conscience de classe » est également syndiquée à la CGT jusqu'en 1975, puis réadhère à la CGT pendant les années 90 avant d'adhérer à Solidaires. Il commence à militer en 1986 lors du mouvement Devaquet alors qu'il est encore lycéen. Ce mouvement contestataire lui donne l'occasion de rencontrer des militants de différentes organisations de gauche. Il se déclare alors proche d'Alternative libertaire, même si la plupart de ses « copains de grève » sont trotskistes. En 1990, il débute des études de philosophie à la faculté de Lettres de Rouen et adhère rapidement à l'UNEF-SE, même s'il ne s'y investit pas. Un an plus tard environ, il adhère aux JCR et milite activement. Une crise interne à l'organisation conduit en 1993 nombre de ses militants rouennais à faire défection et à créer une organisation d'extrême gauche principalement présente à Rouen, la Gauche révolutionnaire (GR) dans laquelle il va occuper des responsabilités « nationales ». Il met un terme à ses études une première fois après avoir obtenu un DEUG de philosophie, puis reprend en 1998 des études d'histoire (qu'il cesse également après deux ans). Pendant ses années d'études, il est surveillant dans un établissement scolaire, et se définit comme un « militant professionnel » tant son engagement est intense. Il participe également au lancement d'une association antiraciste contrôlée par la GR, les Jeunes contre le racisme en Europe (JRE) en 1993-1994. Entre 1998 et 2002, il est au chômage. C'est dans ce contexte qu'il adhère à la

CGT et devient rapidement secrétaire de son comité de chômeurs à Rouen. A partir de ce moment, son engagement est essentiellement syndical. Il tente et obtient finalement le concours d'entrée à l'ANPE en 2002. De 2002 à 2006, il est en poste en Normandie, à Evreux, avant de s'installer à Nancy où il accroît son investissement syndical. En 2010, il devient secrétaire de sa section syndicale, puis, en 2012, intègre la commission exécutive nationale du syndicat CGT Pôle Emploi. Il est par ailleurs délégué syndical et représentant syndical au comité d'entreprise, secrétaire régional de la section Lorraine de la CGT Pôle emploi et formateur à l'union locale CGT de Nancy. Politiquement, il milite constamment à la GR, ce qui l'amène à de fréquents déplacements à Rouen où militent la majorité des adhérents de ce groupe, qui décide en 2009 de rejoindre le processus NPA. Ils s'investissent alors collectivement dans la plateforme 2 (défavorable aux alliances avec le FG et très critique quant à la participation du NPA aux échéances électorales). Finalement, en 2012, la GR, qui avait maintenu une existence autonome au sein du NPA, scissionne. Il quitte alors le NPA. Il ne s'est jamais présenté à une élection politique. En 2005, il milite pour le non au référendum relatif au TCE, mais ne participe pas, par la suite, aux collectifs antilibéraux issus de cette campagne.

Vescovo Jean-Charles. Premier engagement au lycée (Mulhouse), en 1986, pour contester la loi Devaquet. Milieu familial de gauche, père délégué CFDT, mais aucun engagement partisan. Après l'obtention de son baccalauréat, il effectue son service militaire (1992-1993), puis entre à l'université à Strasbourg en philosophie, puis en STAPS. Il adhère à son association de filière en 1994, puis à l'UNEF-ID en 1995, syndicat étudiant dans lequel il s'investit : président de l'AGE de Strasbourg en 1997, puis membre du bureau national pendant un an et demi. C'est à cette époque qu'il adhère au PS et s'engage à la Gauche socialiste. Il y rencontre Raquel Garrido, François Delapierre, Alexis Corbière. A la fin de la Gauche socialiste, il choisit de militer à Nouveau Monde et intègre successivement le conseil fédéral, puis le bureau fédéral du PS dans le Bas-Rhin. Ses relations avec les Emmanuellistes (dans le cadre de Nouveau Monde) et avec la direction fédérale du PS sont conflictuelles. Il participe activement à la campagne référendaire de 2005 et anime Trait d'Union et PRS (dont il est responsable à Strasbourg, et membre de son conseil national). Envisageant la défection dès 2005, il quitte le PS en novembre 2008 pour rejoindre le PG. Il intègre son bureau national de février 2009 à novembre 2010, mais choisit de ne pas se représenter. En 2012, il décide de quitter le PG, tout en maintenant un militantisme « à la base » pour le Front de gauche. Il entretient depuis son engagement à PRS des relations régulières avec des responsables de *Die Linke* dans le Land du Bade-Wurtemberg, ainsi qu'avec la gauche radicale sud-américaine (séjours réguliers en Colombie dont sa compagne est originaire). Il milite syndicalement à la CGT qu'il quitte pour rejoindre SUD en 2012.

Viry Stéphane (42 ans). Né en 1978 dans les Vosges dans une famille de gauche (son père est également membre du PG tandis que sa sœur milite activement à l'UNEF à la même époque que lui), il fait ses études à Nancy, puis déménage en Côte d'Or où il réside et milite au moment de l'entretien. S'investissant dans le mouvement de contestation du projet de loi instaurant le CIP, il adhère l'année suivante à la FIDL (1995) sans cependant s'y investir. Il s'engage ensuite à SOS Racisme, et à ATTAC (1999-2001), aux JCR en 1999 puis à la LCR en 2000. Il quitte rapidement ce parti (2001) pour rejoindre le PS où il s'engage dans les tendances les plus à gauche : tout d'abord à la GS, puis lors de la dissolution de celle-ci, il milite à Démocratie et Socialisme (Gérard Filoche) avant de rejoindre Nouveau Monde (puis Trait d'Union). Il s'engage également à PRS qu'il crée dans les Vosges et, à ce titre, participe à la mobilisation référendaire de 2005 et au mouvement anti-CPE de 2006. Il intègre le conseil fédéral du PS des Vosges en 2005 (responsable de la formation). En 2008, il démissionne du PS pour adhérer au PG (où il s'investit essentiellement au local). Détenteur de deux licences (histoire et science de l'éducation), il est éducateur à la PJJ – en centre éducatif fermé (CEF) – et en reprise d'études. Ainsi, au moment de l'entretien, il rédige un mémoire de sociologie portant sur les conditions de travail en CEF. Il est syndiqué au SNES-SNPES PJJ pour lequel il est délégué territorial. Lors de son cursus universitaire, il s'investit fortement dans le syndicalisme étudiant : secrétaire de l'AGE de Nancy de l'UNEF-ID, puis premier président de l'AGE de Nancy de l'UNEF

réunifiée de 2001 à 2002, il est également élu dans différentes instances universitaires (CEVU, CA, conseil d'UFR).

Yilmaz Bora (32 ans). Naissance en 1979 dans un milieu familial de gauche (son père était militant dans une organisation de gauche turque, sa mère a été adhérente du PSU), mais ne conduisant pas à une socialisation militante par la famille (en effet, il a vécu depuis l'âge de dix ans chez son oncle et sa tante, de gauche mais non militants). Il s'engage dans le syndicalisme étudiant à la suite d'un mouvement étudiant (membre de l'UNEF-ID puis de l'UNEF de 1998 à 2003). Il aura quelques responsabilités dans l'AGE de Nancy (bureau). Etudes à Nancy, puis à Paris. Il obtient un DEA de science politique (il rédige un mémoire portant sur la professionnalisation dans l'association France, terre d'asile), envisage un temps de faire une thèse, avant d'y renoncer. Pendant ses études, il travaille comme surveillant dans un lycée et se syndique au SNES-FSU, syndicat dans lequel il milite toujours actuellement (responsable de l'animation de sa section d'établissement, membre du comité départemental de la FSU de Meurthe-et-Moselle). A l'UNEF, il rencontre des militants également actifs aux JCR (Céline Malaisé, Alain Faradji), organisation qu'il rejoint quelques mois après son entrée à l'UNEF, avant d'intégrer également la LCR (1999), parti dont il restera membre jusqu'en 2009, date à laquelle il quitte le NPA pour participer à la fondation de la Gauche unitaire (il était auparavant l'un des animateurs d'UNIR, le courant animé par Christian Picquet à la LCR). Très actif lors de la campagne référendaire de 2005, il devient l'un des coordinateurs des collectifs antilibéraux en 2005-2006 (il soutient la candidature de Clémentine Autain). Actuellement professeur de sciences économiques et sociales, il réside à Nancy où il est secrétaire départemental de la Gauche unitaire (et membre de son conseil national). Tête de liste du FG aux élections municipales de 2014 à Nancy (liste obtenant 5,44%), il figure à la troisième place de la liste Front de gauche dans l'Est lors des élections européennes de 2014.

Zolfo Patrice (51 ans). Né en 1961 dans le bassin de Longwy (Meurthe-et-Moselle) dans une famille communiste : son père, Ersé Zolfo, est le premier maire communiste de Saulnes. Il y est ensuite remplacé par son frère Adrien Zolfo en 1995 (fonction que ce dernier occupe toujours aujourd'hui). Après un baccalauréat B (sciences économiques et sociales), il fait des études d'économie à Nancy. En septembre 1984, il est recruté comme secrétaire général de la mairie de Blénod-lès-Pont-à-Mousson. De 1988 à 1993, il travaille au Luxembourg avant de devenir directeur général des services de Saulnes à partir de 1993 (poste qu'il occupe toujours aujourd'hui). Il adhère à la JC en 1977-78, puis au PCF en 1984. Il participe au mouvement de contestation interne des renovateurs communistes à partir de 1986 et prend part à la campagne de Pierre Juquin en 1988. Il quitte le PCF en 1988 et participe à la CAP et à l'ADS entre 1993 et 1999 avant de cesser ses activités militantes. Après 2002, et plus encore pendant la campagne référendaire de 2005, campagne qu'il voit comme la possibilité d'une « vraie force à gauche du PS », il renoue avec le militantisme et réadhère au PCF en 2006. Il intègre la même année son comité départemental. Favorable à la stratégie du FG, il mène la section Meurthe-et-Moselle de la liste Front lorrain de gauche lors des élections régionales de 2010 contre la position de la direction fédérale du PCF qui soutient la participation à une liste PS-PCF. Entre 1995 et 2001, il est élu adjoint au maire à Haucourt-Moulaine. Il est syndiqué à la CGT fonction publique.

Annexe n°4. Questionnaires auprès des congressistes (PG, NPA, PCF)

- **Questionnaire auprès des participants au deuxième congrès du PG** (Le Mans, novembre 2010)

Statut au congrès : délégué invité autre :

Année de naissance : **Genre :** homme femme

Département : **Commune de résidence :**

Diplôme ou formation

inférieur au bac niveau bac bac +2 bac +3/4

bac +5 doctorat grandes écoles

Si vous êtes étudiant, précisez le diplôme en cours :

Activité professionnelle

actif ayant un emploi retraité chômeur, autre inactif étudiant

Catégorie socioprofessionnelle

agriculteurs exploitants

commerçants, artisans, chefs d'entreprise

enseignants

Si enseignants, veuillez préciser : premier degré second degré supérieur

fonction publique d'Etat

fonction publique territoriale

fonction publique hospitalière

cadres et professions intellectuelles supérieures (professeurs exclus)

professions intermédiaires, cadres moyens (professeurs des écoles, instituteurs et assimilés exclus)

employés, personnels de service

ouvriers, salariés agricoles

Qu'est-ce qui vous a décidé à adhérer au Parti de Gauche ?

.....
.....
.....
.....

Y exercez-vous des responsabilités ?

oui non

Si oui, veuillez préciser :

.....

Temps moyen consacré au militantisme politique par semaine :

Moins de 2 heures de 2 à 5 heures

de 6 à 10 heures Plus de 10 heures

Avez-vous déjà été adhérent d'un autre parti avant votre adhésion au Parti de Gauche ?

oui non

Si oui, lequel ? (plusieurs réponses possibles)

POI/PT LO NPA/LCR PCF MRC

MARS-GR PS Les Verts GU FASE

Les Alternatifs Autres (précisez :)

Pouvez-vous préciser la période ? (pour chaque adhésion)

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Y avez-vous exercé des responsabilités ?

oui non

Si oui, veuillez préciser :

.....
.....

Si vous avez été membre du Parti socialiste, avez-vous milité dans un ou plusieurs courant(s) ?

oui non

Pouvez-vous préciser les courants et les périodes ?

.....
.....
.....
.....

Etes-vous ou avez-vous été membre d'un syndicat ou d'une association étudiante, d'une organisation de jeunesse ?

oui non

Si oui, lequel/laquelle :

Y exercez-vous ou avez-vous exercé des responsabilités ?

oui non

Si oui, veuillez préciser :

Etes-vous membre d'un syndicat ?

oui non

Si oui, lequel :

Y exercez-vous des responsabilités ?

oui non

Si oui, veuillez préciser :

Etes-vous actuellement membre de ATTAC : oui non

Y exercez-vous des responsabilités ?

oui non Si oui, veuillez préciser :

Avez-vous été membre de ATTAC ? oui non

Avez-vous été membre de PRS :

oui non

Y avez-vous exercé des responsabilités ?

oui non Si oui, veuillez préciser :

Etes-vous actuellement membre d'Utopia : oui non

Y exercez-vous des responsabilités ?

oui non Si oui, veuillez préciser :

Avez-vous été membre d'Utopia ? oui non

Etes-vous ou avez-vous été membre d'une autre association, d'une ONG, d'un club, d'un collectif ou d'un cercle de réflexion ?

oui non

Si oui, veuillez préciser (organisations et périodes) :

.....
.....
.....

Vous êtes-vous déjà présenté à une ou des élection(s) ?

oui non

Si oui, la ou lesquelles : municipales cantonales régionales
 législatives sénatoriales européennes

Etes-vous actuellement élu ?

oui non

Si oui, quel(s) mandat(s) exercez-vous ?

.....
.....

Avez-vous déjà été élu ?

oui non

Si oui, quels mandats avez-vous déjà exercés ?

.....
.....

Pouvez-vous préciser les différentes périodes pendant lesquelles vous avez été élu ?

.....
.....
.....

▪ **Questionnaire auprès des participants au premier congrès du NPA** (Montreuil, février 2011)

Année de naissance : **Genre** : homme femme

Département : **Commune de résidence** :

Diplôme ou formation

inférieur au bac niveau bac bac +2 bac +3/4

bac +5 doctorat grandes écoles

Si vous êtes étudiant, précisez le diplôme en cours :

.....

Activité professionnelle

actif ayant un emploi retraité chômeur, autre inactif étudiant

Catégorie socioprofessionnelle

agriculteurs exploitants

commerçants, artisans, chefs d'entreprise

enseignants

Si enseignants, veuillez préciser : premier degré second degré supérieur

fonction publique d'Etat

fonction publique territoriale

fonction publique hospitalière

cadres et professions intellectuelles supérieures (professeurs exclus)

professions intermédiaires, cadres moyens (professeurs des écoles, instituteurs et assimilés exclus)

employés, personnels de service

ouvriers, salariés agricoles

Qu'est-ce qui vous a décidé à adhérer au NPA ?

.....

.....

.....

.....

Comment définiriez-vous le NPA ?

.....

.....

.....

.....

Est-ce votre premier engagement dans un parti politique ?

oui non

Y avez-vous exercé des responsabilités ?

oui non

Si oui, veuillez préciser :

Temps moyen consacré au militantisme politique par semaine :

Moins de 2 heures de 2 à 5 heures
de 6 à 10 heures Plus de 10 heures

Avez-vous déjà été adhérent d'un autre parti avant votre adhésion au NPA ?

oui non

Si oui, lequel ? (plusieurs réponses possibles)

POI/PT/OCI LO LCR PG PCF
MDC/MRC Les Verts PS GU FASE
Autres (précisez :

Pouvez-vous préciser la période ? (pour chaque adhésion)

.....
.....
.....
.....
.....

Y avez-vous exercé des responsabilités ?

oui non

Si oui, veuillez préciser :
.....
.....

Etes-vous membre d'un syndicat ?

oui non

Si oui, lequel :

Y exercez-vous des responsabilités ?

oui non

Si oui, veuillez préciser :

Avez-vous été membre d'un syndicat ?

oui non

Etes-vous ou avez-vous été membre d'un syndicat ou d'une association étudiante ?

oui non

Si oui, lequel/laquelle :

Y exercez-vous ou avez-vous exercé des responsabilités ?

oui non

Si oui, veuillez préciser :

Avez-vous été membre de ATTAC ? oui non

Etes-vous actuellement membre de ATTAC : oui non

Y exercez-vous des responsabilités ?

oui non Si oui, veuillez préciser :

De quelle plateforme vous sentez-vous le plus proche ?

plateforme 1 plateforme 2 plateforme 3 plateforme 4

Avez-vous été membre de L'Étincelle ?

oui non

Avez-vous été membre de UNIR :

oui non

Etes-vous membre de Convergences et Alternatives :

oui non

Y exercez-vous des responsabilités ?

oui non Si oui, veuillez préciser :.....

Pensez-vous que le NPA doive dans l'avenir, envisager une alliance avec d'autres partis :

oui non

Si oui, avec quelle(s) organisation(s) ?

LO POI

Parti de Gauche PCF Gauche unitaire

Ensemble du Front de gauche FASE

autres organisations (précisez :

Etes-vous ou avez-vous été membre d'une autre association, d'une ONG, d'un club, d'un collectif ou d'un cercle de réflexion ?

oui non

Si oui, veuillez préciser (organisations et périodes) :

.....
.....
.....

Vous êtes-vous déjà présenté à une ou des élection(s) ?

oui non

Si oui, la ou lesquelles :

municipales cantonales régionales législatives sénatoriales européennes

Etes-vous actuellement élu ?

oui non

Si oui, quel(s) mandat(s) exercez-vous ?

.....
.....

Avez-vous déjà été élu ?

oui non

Si oui, quels mandats avez-vous déjà exercés ?

.....
.....

Pouvez-vous préciser les différentes périodes pendant lesquelles vous avez été élu ?

.....
.....
.....
.....

▪ **Questionnaire auprès des participants à la conférence nationale du PCF (Montreuil, juin 2011)**

Année de naissance : **Genre :** homme femme

Diplôme ou formation

inférieur au bac niveau bac bac +2 bac +3/4
bac +5 doctorat grandes écoles

Si vous êtes étudiant, précisez le diplôme en cours :
.....

Département : **Commune de résidence :**

Activité professionnelle

actif ayant un emploi retraité chômeur, autre inactif étudiant

Catégorie socioprofessionnelle

agriculteurs exploitants
commerçants, artisans, chefs d'entreprise
enseignants
 Si enseignants, veuillez préciser : premier degré second degré supérieur
fonction publique d'Etat
fonction publique territoriale
fonction publique hospitalière
cadres et professions intellectuelles supérieures (professeurs exclus)
professions intermédiaires, cadres moyens (professeurs des écoles, instituteurs et assimilés exclus)
employés, personnels de service
ouvriers, salariés agricoles

Temps moyen consacré au militantisme politique par semaine :

Moins de 2 heures de 2 à 5 heures
de 6 à 10 heures Plus de 10 heures

En quelle année avez-vous adhéré au PCF ?

Qu'est-ce qui vous a décidé à adhérer au PCF ?
.....
.....
.....
.....
.....

Comment définiriez-vous le PCF ?

.....
.....
.....
.....
.....

Que pensez-vous de la stratégie du Front de gauche ?

.....
.....
.....
.....
.....

La stratégie du Front de gauche doit-elle être poursuivie ?

Doit-elle être élargie ? (si oui, comment et avec quelle(s) organisation(s) ?)

.....
.....
.....
.....
.....

Est-ce votre premier engagement dans un parti politique ?

oui non

Y avez-vous exercé des responsabilités ?

oui non

Si oui, veuillez préciser :

Avez-vous déjà été adhérent d'un autre parti avant votre adhésion au PCF ?

oui non

Si oui, lequel ? (plusieurs réponses possibles)

POI/PT/OCI LO LCR/NPA PG
MDC/MRC Les Verts PS GU
FASE Autres (Précisez :

Pouvez-vous préciser la période ? (pour chaque adhésion)

.....
.....
.....
.....
.....

Y avez-vous exercé des responsabilités ?

oui non

Si oui, veuillez préciser :

.....
.....

Etes-vous membre d'un syndicat ?

oui non

Si oui, lequel :

Y exercez-vous des responsabilités ?

oui non

Si oui, veuillez préciser :

Avez-vous été membre d'un syndicat ?

oui non

Etes-vous ou avez-vous été membre d'un syndicat ou d'une association étudiante ?

oui non

Si oui, lequel/laquelle :

Y exercez-vous ou avez-vous exercé des responsabilités ?

oui non

Si oui, veuillez préciser :

Avez-vous été membre de ATTAC ? oui non

Etes-vous actuellement membre de ATTAC : oui non

Y exercez-vous des responsabilités ?

oui non Si oui, veuillez préciser :

Etes-vous ou avez-vous été membre d'une autre association, d'une ONG, d'un club, d'un collectif ou d'un cercle de réflexion ?

oui non

Si oui, veuillez préciser (organisations et périodes) :

.....

.....

.....

Vous êtes-vous déjà présenté à une ou des élections ?

oui non

Si oui, la ou lesquelles :

municipales cantonales régionales législatives sénatoriales européennes

Etes-vous actuellement élu ?

oui non

Si oui, quel(s) mandat(s) exercez-vous ?

.....

.....

Avez-vous déjà été élu ?

oui non

Si oui, quels mandats avez-vous déjà exercés ?

.....

.....

.....

.....

Pouvez-vous préciser les différentes périodes pendant lesquelles vous avez été élu ?

.....

.....

.....

.....

Annexe n°5. Résultats bruts de l'enquête quantitative menée auprès des congressistes (PG, NPA, PCF)

Tableau n°1b. La proximité des congressistes aux plateformes déposées lors du congrès du NPA

Plateforme	Répondants	Rappel. Vote pour la désignation du CPN
Plateforme 1	90	146
Plateforme 2	36	97
Plateforme 3	46	92
Plateforme 4	4	13
Non réponse ¹	5	1

Tableau n°2b. Participation au congrès et occupation de positions de responsabilités

	PG	NPA	PCF
Participants ayant des responsabilités partisanes	242	101	181
Participants n'ayant pas de responsabilité partisane	163	80	47

Tableau n°3b. Répartition par sexe des congressistes

	PG	NPA	PCF
Hommes	248	114	129
Femmes	151	63	99
Non réponse	6	4	0

Tableau n°5b. Répartition en fonction des responsabilités partisanes et du sexe

	PG		NPA		PCF	
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme
Responsabilité partisane	155	84	66	32	111	70
Sans responsabilité partisane	93	67	48	31	18	29

Tableau n°6b. Répartition des congressistes par classe d'âge

Classe d'âge	PG	NPA	PCF
Moins de 30 ans	59	40	29
De 30 à 39 ans	68	25	28
De 40 à 49 ans	68	26	27
De 50 à 59 ans	96	56	71
De 60 à 69 ans	98	30	67
70 ans et plus	15	1	6
Non réponse	1	3	0

Tableau n°7b. Répartition des congressistes en fonction du lieu d'habitation.

	PG	NPA	PCF
Non réponse	20	22	15
Commune de moins de 2 000 habitants	55	23	33
Commune de 2 000 à 15 000 habitants	70	31	50
Commune de 15 000 à 50 000 habitants	102	34	57
Commune de plus de 50 000 habitants	158	71	73

¹ Il s'agit, pour le rappel des votes exprimés, des personnes n'ayant pas pris part au vote.

Tableau n°8b. Répartition des congressistes par niveau de diplôme

	PG	PCF	NPA
Inférieur au bac	23	31	16
Egal au bac	54	43	25
Supérieur au bac	323	151	140
Non réponse	5	0	3

Tableau n°9b. Répartition détaillée des congressistes par niveau de diplôme

	PG	PCF	NPA
Inférieur au bac	23	31	16
Bac	54	43	25
Bac + 2	56	41	36
Bac + 3/4	112	46	48
Bac + 5	90	42	36
Doctorat	40	15	15
« Grandes écoles »	25	7	5
Non réponse	5	0	3

Tableau n°10b. Le rapport à l'activité professionnelle des congressistes

	PG	NPA	PCF
Actif	235	121	130
Retraité	113	34	82
Etudiant et lycéen	32	26	11
Chômeur et inactif	30	11	10
Non réponse	2	0	0

Tableau n°11b. Répartition détaillée par catégorie socio-professionnelle

Catégories socio-professionnelles	PG	NPA	PCF
Agriculteurs exploitants	1	1	0
Commerçants, artisans, chefs d'entreprise	17	5	6
Enseignants	84	48	54
Fonction publique d'Etat	40	16	23
Fonction publique territoriale	42	12	31
Fonction publique hospitalière	9	9	18
Cadres et professions intellectuelles supérieures (professeur exclu)	72	18	22
Professions intermédiaires, cadres moyens (professeurs des écoles, instituteurs et assimilés exclus)	49	19	12
Employés, personnels de services	30	22	34
Ouvriers, salariés agricoles	9	9	9
Non-réponse	52	22	19

Tableau n°14b. Temps moyen consacré au militantisme par semaine

	PG	NPA	PCF
Non réponse	3	7	9
Moins de deux heures	63	11	18
De deux à cinq heures	148	59	59
De six à dix heures	78	39	47
Plus de dix heures	113	65	95

Tableau n°15b. L'adhésion à un syndicat

Syndicat	PG	NPA	PCF
CGT	81	43	119
FSU	45	27	35
FO	18	2	0
CFDT	15	3	0
Solidaires	10	30	0
UNSA	6	0	0
Autres	24	6	6

Tableau n°16b. Répartition des congressistes par expériences partisanes antérieures

	PG	NPA	PCF
Primo-engagement	135	101	203
Engagement préalable dans un ou plusieurs autres partis	270	80	25

Tableau n°17b. La détention de positions intra-partisanes au sein du PS**Anciens militants socialistes :**

N'ayant occupé aucune responsabilité partisane	81
Ayant accédé à des responsabilités partisanes	109

Dont des responsabilités :

<i>Locales (section)</i>	38
<i>Fédérales</i>	50
<i>Nationales</i>	21

Tableau n°18b. Elus et anciens élus parmi les participants

	PG	NPA	PCF
Actuellement élus	43	7	47
Ayant été ou étant actuellement élus	96	20	91

- Schéma n°1.** Organisation spatiale du congrès du PG (Le Mans, 2010)
- Schéma n°2.** Organisation spatiale du congrès du NPA (Montreuil, 2011)
- Schéma n°3.** Organisation spatiale de la conférence nationale du PCF (Montreuil, 2011)
- Schéma n°4.** Organisation spatiale du congrès constituant du PG (Limeil-Brevannes, 2009)
- Schéma n°5.** Organisation spatiale du congrès du PG (Bordeaux, 2013)
- Tableau n°1.** La proximité des congressistes du NPA aux plateformes (en %)
- Tableau n°2.** Participation au congrès et occupation de positions de responsabilités (en %)
- Tableau n°3.** Répartition par sexe des congressistes (en %)
- Tableau n°4.** La féminisation des adhérents du PCF, du PS et des Verts (en %)
- Tableau n°5.** Répartition en fonction des responsabilités partisans et du sexe (en %)
- Tableau n°6.** Répartition des congressistes par classe d'âge (en %)
- Tableau n°7.** Répartition des congressistes en fonction du lieu d'habitation (en %)
- Tableau n°8.** Répartition des congressistes par niveau de diplôme (en %)
- Tableau n°9.** Répartition détaillée des congressistes par niveau de diplôme (en %)
- Tableau n°10.** Le rapport à l'activité professionnelle des congressistes (en %)
- Tableau n°11.** Répartition détaillée par catégorie socio-professionnelle (en %)
- Tableau n°12.** Répartition simplifiée des congressistes par catégorie socio-professionnelle (en %)
- Tableau n°13.** La répartition des adhérents et des militants communistes en 1998 et 2011 selon le sexe, l'âge et le niveau de diplôme obtenu (en %)
- Tableau n°14.** Temps moyen consacré au militantisme par semaine (en %)
- Tableau n°15.** L'adhésion à un syndicat (en %)
- Tableau n°16.** Répartition des congressistes par expériences partisans antérieures (en %)
- Schéma n°6.** Les trajectoires partisans des participants au congrès du NPA de février 2011
- Schéma n°7.** Les trajectoires partisans des participants au congrès du PG de novembre 2010
- Tableau n°17.** La détention de positions intra-partisans au sein du PS (en %)
- Tableau n°18.** Elus et anciens élus parmi les participants (en %)
- Tableau n°19.** Evolution des rapports de force au sein de la gauche radicale (en %). L'exemple des élections présidentielles
- Tableau n°20.** Evolution des rapports de force électoraux depuis 2007 (en % des suffrages exprimés pour l'un des partis de la gauche radicale)
- Tableau n°21.** Répartition des têtes de liste régionales et départementales dans les régions où le PCF et le PG sont alliés
- Tableau n°22.** Répartition des conseillers régionaux élus sur des listes FG
- Tableau n°23.** Répartition des recettes des partis de la gauche radicale pour l'exercice 2012
- Tableau n°24.** Répartition des recettes pour l'exercice 2012 (en %)
- Tableau n°25.** Les candidats (titulaires) FG en Meurthe-et-Moselle (élections cantonales 2011)
- Tableau n°26.** Les titulaires et suppléants de Vosges à gauche (élections cantonales 2011)
- Tableau n°27.** Répartition des têtes de liste du FG en 2009 en fonction des résultats obtenus par le PCF en 2004 (en % des suffrages exprimés)
- Tableau n°28.** Répartition des têtes de liste du FG en 2014 en fonction des résultats obtenus par le FG en 2009 (en % des suffrages exprimés)
- Tableau n°29.** Répartition des deux premières places des listes du FG en 2009 et en 2014
- Tableau n°30.** La domination du PCF et du PG sur la coalition (en %)
- Tableau n°31.** Composition des listes européennes du FG en 2009 et 2014 en France métropolitaine
- Tableau n°32.** Répartition des places sur les listes du FG lors des élections européennes de 2014
- Tableau n°33.** Composition de la liste du Front lorrain de gauche par partis
- Tableau n°34.** Répartition des neuf premières places de la section Meurthe-et-Moselle de la liste du Front lorrain de gauche

Liste des principales abréviations utilisées	17
Sommaire	19
Introduction générale	11
Question liminaire. Les enjeux de la labellisation	16
Section 1. Les transformations de la gauche radicale.....	20
A. L'affaiblissement du Parti communiste.....	21
B. La contestation du monopole communiste d'expression politique de la radicalité de gauche..	25
C. L'émergence conflictuelle d'une norme unitaire	31
Section 2. Un état de la littérature relative à la gauche radicale	34
A. Une forte spécialisation des travaux académiques	34
B. Apports et limites des approches comparatistes	48
Section 3. Pour une approche relationnelle et processuelle de la production des offres partisans...59	
A. Les partis dans leur environnement politique.....	61
B. La théorie des champs de Pierre Bourdieu	65
C. Norbert Elias. Une sociologie des configurations.....	70
D. L'autonomie relative de l'espace de la gauche radicale	74
Section 4. Plan de la thèse	83
Chapitre 1. Méthodologie et corpus d'enquête. Une approche plurielle de la gauche radicale	93
A. Des sources écrites nombreuses et diversifiées.....	95
B. Un corpus d'entretiens semi-directifs.....	104
C. Une enquête sociographique comparée des élites partisans intermédiaires.....	110
D. Un recours ciblé à l'observation directe	118
E. « Engagement et distanciation ». Du rapport à l'objet d'étude comme instrument de recherche	121
Partie 1. La genèse d'une coalition partisane. Entre convergences et processus parallèles	131
Chapitre 2. Enthousiasme et désillusions. Les ajustements successifs du PCF aux variations des opportunités politiques (2005-2008)	137
Section 1. Les variations d'un système d'alliances partisan.....	139
A. La fluctuation des rapports entre communistes et socialistes.....	139
B. Entre prise de distance critique au PS et recherche d'alliances alternatives.....	142
Section 2. La construction symbolique du 29 mai 2005	145
A. Rejet du libéralisme, vote de gauche et vote de classe	145
B. La mise en récit d'une épopée militante.....	147
C. Un accroissement des opportunités stratégiques ?	149
D. Faire du 29 mai 2005 une ressource symbolique de mobilisation	151
E. Une confirmation des positions communistes	155
Section 3. L'avenir du PCF en question. Une recherche d'alternatives stratégiques fortement contrainte (mai 2007-décembre 2008).....	158
A. Comprendre. La recherche d'explication à la défaite	159
B. Reconstruire. L'avenir partisan saisi par les luttes partisans	165
C. Préserver. La recherche du maintien des ressources électives et symboliques	169
D. La genèse de la notion de front	177

E. Une coalition limitée et prudente.....	184
Chapitre 3. Continuer 2005 ! Une expérimentation inachevée et conflictuelle de l'unité..	191
Section 1. La difficile production d'une candidature communiste (juin 2005-mai 2006).....	193
A. Une candidature évidente.....	194
B. Un ajustement à une configuration plus concurrentielle	198
C. S'adapter aux résistances spécifiques aux collectifs antilibéraux. Imposition de sens et ajustement discursif.....	203
D. Une candidature, mais laquelle ? Jeux et enjeux partisans autour de la présidentielle.....	207
Section 2. Contourner les résistances. Investissement « à la base » et jeu sur les règles du jeu (septembre 2006-décembre 2006).....	215
A. La stabilisation d'une configuration conflictuelle.....	217
B. L'accroissement des tensions intra-partisanes.....	224
C. L'accroissement des tensions extra-partisanes.....	228
D. S'imposer par le nombre. Une stratégie de contournement des résistances.....	233
E. Feu sur le double consensus ! Le jeu sur les règles du jeu.....	236
Chapitre 4. Entre affirmation d'une tendance contestataire et jeu sur les frontières partisanes	243
Section 1. Investir la compétition intra-partisane	244
A. La lente affirmation d'une tendance contestataire	245
B. Un répertoire d'action limité.....	249
Section 2. Du 21 avril 2002 à la campagne référendaire de 2005.....	256
A. Défaite électorale et fluidité des regroupements intra-partisans.....	258
B. L'expérience du comité Ramulaud : difficultés et limites du jeu sur les frontières partisanes.....	261
C. Le projet de traité européen saisi au travers des jeux partisans.....	264
D. Que faire après la défaite ? La difficile conciliation de loyautés contradictoires.....	265
Section 3. La mobilisation référendaire, une rupture multidimensionnelle.....	269
A. Un apprentissage de la dissidence.....	270
B. Une rupture organisationnelle	276
Chapitre 5. Faire dissidence. Désaffiliation partisane et transformation des modalités d'action collective (2005-2008)	281
Section 1. Un retour à la normale ? Déplacement des intérêts et ajustements successifs (juin 2005-mai 2007)	283
A. Le retour à la compétition intra-partisane (juin 2005-novembre 2006).....	285
B. La perte de centralité des jeux partisans (décembre 2006-mai 2007)	290
Section 2. La construction d'une dissidence légitime (juin 2007-novembre 2008).....	295
A. Un engagement <i>a minima</i> dans les luttes intra-partisanes	296
B. Harmoniser les ressources intra et extra-partisanes : le comité national pour un référendum	299
C. Faire entrer la dissidence dans l'espace des possibles	302
1. <i>L'élaboration d'une représentation légitime de la dissidence : l'usage militant de Die Linke</i>	303
2. <i>La transformation organisationnelle de PRS</i>	306
3. <i>Une position attentive et attentiste vis-à-vis du PCF</i>	310
4. <i>L'unification des temps de sortie</i>	313
Section 3. Les résistances militantes à la dissidence	318
A. Le maintien de la primauté de l'engagement partisan.....	319
B. Fidélité au parti ou au groupe ? Un choix sous contraintes	323
Conclusion de la première partie	331

Partie 2. Faire société. La gauche radicale et ses partisans	337
Chapitre 6. La production sociale du collectif partisan	343
Section 1. Les congrès comme arènes militantes. L'entrecroisement des logiques individuelles et collectives.....	345
A. Mise en scène du collectif et production des rétributions du militantisme.....	346
B. S'intéresser, être intéressé et s'investir dans la vie partisane.....	354
Section 2. Changer le monde ! Les motivations individuelles à l'adhésion comme reflet des représentations légitimes de l'engagement.....	359
A. La domination des motivations idéelles.....	361
1. <i>La condensation autour des marqueurs partisans</i>	361
2. <i>La distinction partisane. Pluralité des offres partisans, pluralité des raisons d'agir</i>	366
B. L'adhésion, comme continuité et discontinuité biographique.....	373
1. <i>La force de l'héritage et de l'inscription dans le monde communiste</i>	374
2. <i>La fidélité à une certaine idée du socialisme</i>	377
3. <i>Entre changement de sigle et continuité de l'engagement</i>	379
C. Une motivation illégitime ? L'adhésion provoquée par le discours et/ou la personnalité d'un leader partisan.....	380
Chapitre 7. Sociographie comparée des militants du PG, du NPA et du PCF	397
Section 1. Le recrutement des militants de la gauche radicale.....	399
A. Le sexe du militantisme.....	399
B. Jeunes ou vieux ? Les partis au prisme de l'âge de leurs militants.....	403
C. Des militants majoritairement urbains.....	406
D. Des militants fortement diplômés.....	408
E. Une surreprésentation des catégories socio-professionnelles supérieures et du secteur public.....	411
Section 2. Une société de militants.....	419
A. Etre activiste. Une forte intensité du militantisme.....	420
B. La multipositionnalité militante.....	425
1. <i>Une forte syndicalisation</i>	425
2. <i>S'investir dans l'associatif</i>	428
3. <i>Gauche radicale et conviction religieuse</i>	430
4. <i>Le passage par des organisations de jeunesse</i>	434
C. La distinction des trajectoires politiques. Engagement à l'extrême gauche, parti de fidèles et parti d'ex.....	436
1. <i>Des profils politiques fortement différenciés</i>	436
2. <i>La permanence d'une « singularité » des ex-PRS</i>	440
3. <i>Du Parti socialiste à la gauche radicale</i>	443
Chapitre 8. La place et le rôle des élus dans les partis de la gauche radicale	449
Section 1. Place et usages des élus dans les espaces partisans.....	451
A. Les élus communistes comme frein à l'affaiblissement électoral du PCF et individualisation du lien partisan.....	451
B. Les élus dans les arènes partisans.....	454
C. Une esquisse des usages partisans des mandats électoraux.....	457
Section 2. La trajectoire de deux cadres communistes.....	463
A. Trajectoire politique ascendante et défection d'un rénovateur communiste.....	467
B. De l'orthodoxie à la mutation. Faire carrière dans un parti affaibli.....	473
C. Perspectives comparées.....	478
Section 3. Une trajectoire atypique. Lorsqu'un notable prend parti.....	481

A. Une socialisation politique précoce.....	482
B. Estime de soi et distance au parti.....	485
C. Capital d'autochtonie et rapport au territoire.....	486
D. Une trajectoire électorale notabiliaire.....	488
E. Politisation des enjeux et prise de parti.....	490
Conclusion de la deuxième partie.....	501
Partie 3. Faire l'unité. Du mythe à la pratique conflictuelle de l'unité.....	507
Chapitre 9. Tout changer pour que rien ne change ? Fluidité et instabilité de l'espace de la gauche radicale (2005-2012).....	515
Section 1. Les grandes manœuvres. La réorganisation contemporaine de l'espace de la gauche radicale.....	516
A. L'évolution des rapports de force électoraux.....	517
B. La campagne référendaire de 2005 et ses suites. La production d'un mythe unitaire.....	522
C. Une affirmation concurrentielle des scénarios (novembre 2008-juin 2009).....	532
D. Une unification fragile et concurrentielle de la gauche radicale (juin 2009-mars 2011).....	538
Section 2. Les résistances au discours unitaire. L'exemple du NPA.....	550
A. De la LCR au NPA. Saisir une opportunité stratégique.....	551
1. <i>L'ouverture d'une fenêtre d'opportunité.....</i>	<i>551</i>
2. <i>Adopter une solution préconçue et adaptée.....</i>	<i>555</i>
B. Concurrence des représentations et faiblesse des incitations à l'union.....	560
1. <i>La perception d'une dynamique militante.....</i>	<i>561</i>
2. <i>La création du PG : un évènement sympathique, mais sans réelle portée politique.....</i>	<i>563</i>
3. <i>Se représenter le PCF comme un parti « en voie de disparition ».....</i>	<i>566</i>
4. <i>Se compter pour s'imposer.....</i>	<i>567</i>
5. <i>La création de la GU : une première expression de l'injonction à l'unité.....</i>	<i>569</i>
Chapitre 10. L'institutionnalisation d'une coalition partisane. Dynamiques de jeu, ajustements réciproques et relations asymétriques.....	575
Section 1. De la coalition comme moyen d'assurer la réalisation des intérêts partisans.....	578
A. Les élections européennes de 2009 et 2014. La continuité d'un principe structurant.....	580
B. Les régionales de 2010 en Lorraine. Divergences stratégiques et convergence principielle....	584
1. <i>Reconduire la coalition ou reconduire les sortants.....</i>	<i>585</i>
2. <i>La naturalisation d'un leadership faible.....</i>	<i>589</i>
C. S'accommoder des divergences d'intérêts.....	592
1. <i>Les élections cantonales de 2011 en Meurthe-et-Moselle.....</i>	<i>592</i>
2. <i>« Pour les sénatoriales, ils nous ont laissés dans un silence... ».....</i>	<i>597</i>
D. Les élections législatives de 2012. Une pluralité d'enjeux.....	600
1. <i>Une définition extensive de la reconduction des sortants.....</i>	<i>601</i>
2. <i>L'enjeu financier des élections législatives.....</i>	<i>606</i>
Section 2. De quelques variables affectant les interactions entre acteurs coalisés.....	610
A. L'intensification des enjeux.....	611
B. La structure des ressources financières comme indicateur des positions partisanes.....	618
C. La localisation des enjeux.....	630
D. Lorsque les équilibres intra-partisans s'invitent dans les négociations électorales.....	639
1. <i>Le mystère de l'opération « poule ». Une tragédie politique en microcosme.....</i>	<i>640</i>
2. <i>La porosité des frontières partisanes.....</i>	<i>643</i>
Chapitre 11. L'économie symbolique de la coalition.....	651
Section 1. La fabrique d'un ordre coalitionnel différencié.....	653

A. Asymétrie des acteurs et pluralisme de la coalition.....	654
B. La coalition comme espace hiérarchisé	660
1. <i>Un accès restreint aux trophées les plus prestigieux. L'exemple des élections européennes de 2009 et 2014</i>	661
2. <i>La lutte pour la reconnaissance. Une hiérarchisation récurrente des positions</i>	667
C. Représenter l'unité. La diversité comme principe correctif.....	670
Section 2. La lutte dans l'union. Les micro-concurrences d'une campagne électorale.....	677
A. La course aux drapeaux.....	680
B. S'approprier l'espace physique de la coalition.....	686
C. Apparaître sur scène. L'affichage des leaders comme enjeu des luttes internes à la coalition.....	694
D. Produire un tract. Lorsqu'un accord sur le fond ne suffit pas à s'accorder sur la forme.....	696
Conclusion de la troisième partie	703
Conclusion générale	707
Un champ politique segmenté	710
Ce que la gauche radicale fait à la notion de parti politique.....	716
De quelques pistes en guise de conclusion provisoire	727
Bibliographie générale	731
Annexes	781
Listes des tableaux et schémas	829
Table des matières	831

« *Tous ensemble !* » ? Les dynamiques de transformation de la gauche radicale française

Résumé. La gauche radicale est étudiée comme un espace relativement autonome dans le champ politique, faisant sens pour un nombre restreint d'acteurs politiques. Il s'agit de saisir les effets des dynamiques d'interactions entre entreprises partisanes, parfois alliées mais toujours rivales, sur la recomposition des offres politiques. La thèse associe une approche « par le haut » à une analyse localisée des relations intra et inter-partisanes. Tout d'abord, la première partie opère un retour sur les conditions d'émergence d'une coalition – investie d'une pluralité de sens et d'intérêts par les acteurs – dans un espace politique fragmenté et concurrentiel. Ensuite, dans une deuxième partie, il s'agit d'étudier et de comparer les traits structurants de la sociologie des militants des principaux partis de gauche radicale. Enfin, la troisième partie est consacrée aux interactions et interdépendances entre ces acteurs, à la fois dans l'espace de la gauche radicale et dans le processus d'institutionnalisation conflictuelle d'une coalition partisane. La méthodologie repose sur des données plurielles : exploitation de sources écrites, réalisation de soixante-dix entretiens semi-directifs auprès de dirigeants et militants actifs, recours à des observations directes et réalisation d'une enquête par questionnaire auprès des participants aux congrès du PG (novembre 2010), du NPA (février 2011) et à la conférence nationale du PCF (juin 2011).

« *Tous ensemble !* » ? The French Radical Left transformation dynamics

Abstract. The radical left is studied as a relatively autonomous space in the political field, with a clear meaning for a limited number of political actors. The aim is to comprehend the effects of dynamic interactions between political parties, sometimes allies but always rivals, on the recomposition of political offers. The thesis combines a top-down approach and localized analysis of internal and inter-partisan relations. The first part analyzes the conditions for the emergence of a coalition – invested with a plurality of meanings and interests by actors – in a fragmented and competitive political space. In the second part, the structural features of the sociology of activists of the main radical left parties are studied and compared. Finally, the third part deals with the interactions and interdependencies between actors, both in the space of the radical left and the conflictual institutionalization process of a coalition of parties. The methodology is based on various data, including written sources, seventy interviews with leaders and activists, direct observations and a statistical survey conducted at the congresses of the Left Party (Parti de Gauche) in November 2010 and of the New Anticapitalist Party (Nouveau Parti Anticapitaliste) in February 2011, as well as at the conference of the French Communist Party (Parti Communiste Français) in June 2011.